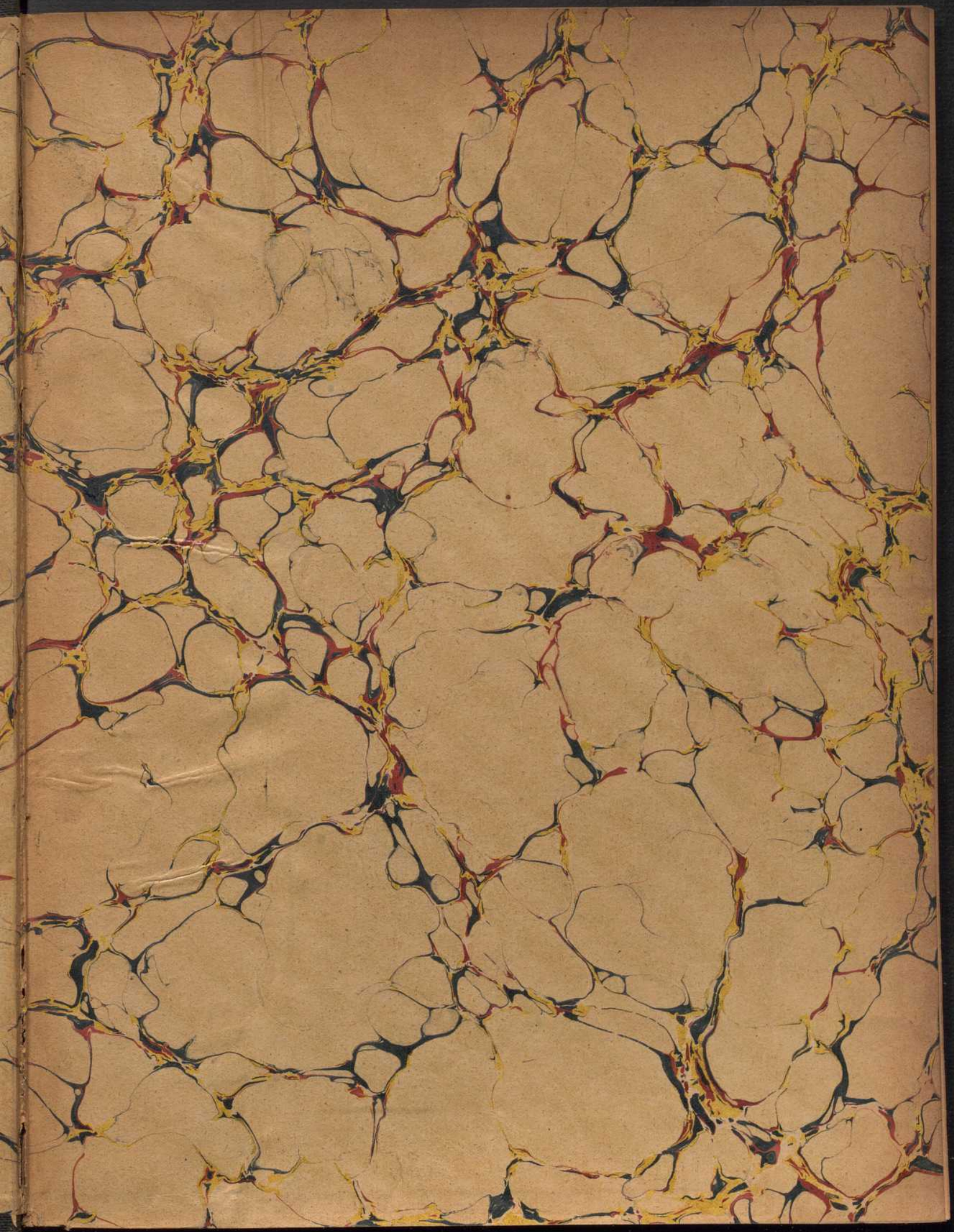
BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750647



1395

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1899

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

1er VOLUME

COMPTES GÉNÉRAUX

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Coll
folio 16

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1900

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

COMPRISES DANS LE 1er VOLUME

DU COMPTE GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1899.

			PAGES.
NOTE PRÉLIMINAIRE			5 à 11
COMPTES GÉNÉRAUX	Compte des opérations de l'année 1899		17 à 71
	Compte des contributions et revenus publics		75 à 160
	Compte des dépenses publiques		162 à 282
	Compte de trésorerie		285 à 384
	Comptes des budgets.	Note générale sur les comptes des budgets	387 et 388
		Compte définitif du budget de l'exercice 1898	391 à 421
		Compte provisoire du budget de l'exercice 1899	425 à 581
		Opérations relatives au budget de l'exercice 1900	584 à 586
		Résultats généraux sur les budgets de 1887 à 1898	589 à 645
	Bilan et situation générale de l'Administration des finances au 1er janvier 1900		649 à 771
	Résumé de la situation des finances, du 1er janvier 1871 au 1er janvier 1900		781 à 797
COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.	Garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer et aux entreprises d'hydraulique agricole		802 à 829
	Apurement des dépenses des exercices clos et de l'expédition de Madagascar		831 à 859
	Services financiers en Algérie		862 à 897
	Ancien domaine extraordinaire		900 à 904
	Portion de l'emprunt grec garantie par la France		906 à 908
	Débets et créances litigieuses		909 à 921
	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public		925 à 927
Répertoire alphabétique et chronologique des documents spéciaux insérés dans les comptes de l'Administration des finances antérieurs à 1899			929 à 948
Table détaillée des matières			949 à 960

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Le *Compte général de l'Administration des finances* est établi dans les formes prescrites par les ordonnances des 10 décembre 1823 et 1er septembre 1827, dont les dispositions ont été résumées et complétées par celle du 31 mai 1838 et par le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.

Dispositions qui ont réglé la forme du Compte général des finances; éléments d'après lesquels il est établi; justifications et contrôles qui garantissent l'exactitude de ses résultats.

Il est extrait du Journal général et du Grand-Livre tenus à la Direction générale de la Comptabilité publique, pour centraliser toutes les opérations relatives aux différents services financiers dont les mouvements et la situation doivent être annuellement mis sous les yeux du Sénat et de la Chambre des députés.

Ces écritures officielles s'appuient, d'une part, sur la comptabilité des agents préposés à l'assiette des impôts ou à la liquidation des dépenses publiques, et, d'autre part, sur les comptes individuels des comptables chargés d'effectuer les recettes et les payements, ainsi que sur les arrêts judiciaires qui en fixent définitivement les résultats. Toutes ces garanties sont complétées par les vérifications d'une commission spéciale, nommée chaque année, en exécution de l'ordonnance du 10 décembre 1823, pour examiner le Compte général des finances, ainsi que tous les documents qui lui servent d'éléments ou de contrôle, et par la publication du procès-verbal des travaux de cette commission, à la suite duquel se trouvent imprimés la balance des comptes du Grand-Livre et un résumé analytique du Journal général. Enfin l'ordonnance du 9 juillet 1826 a placé ce système d'écritures contradictoires et de vérifications administratives sous le contrôle de la Cour des comptes, qui est appelée à déclarer solennellement la conformité de ses arrêts avec les comptes d'exercice et d'année publiés par les Ministres à l'appui des lois de finances.

Division du Compte général des finances.

Le Compte général de l'Administration des finances retrace les mouvements annuels et la situation, au commencement et à la fin de l'année, de tous les services financiers de l'État. Chacune de ses principales divisions est précédée d'une note explicative qui en résume les résultats et qui rappelle les dispositions législatives ou réglementaires applicables à chaque matière spéciale. Ces explications sont destinées

surtout à faciliter l'intelligence des tableaux en séparant distinctement leurs différentes séries.

Les documents dont se compose le Compte de l'Administration des finances se divisent en trois catégories principales : *Comptes généraux, Comptes de la Dette publique* et *Comptes de divers services publics.* Les comptes généraux ont pour objet de retracer la série des opérations concernant les budgets, le service de trésorerie et l'ensemble de la situation des finances. Les comptes de la dette publique en indiquent les mouvements, accroissements, décroissements ou fluctuations, avec tous les détails qu'ils comportent. Enfin les comptes de divers services publics se rapportent soit à des opérations de comptabilité pour lesquelles des développements spéciaux ont paru nécessaires, soit à des créances de l'État dont il était utile de présenter annuellement la situation.

I° COMPTES GÉNÉRAUX.

Les *Comptes généraux*, au nombre de six, sont ceux qui suivent :

Compte des opérations de l'année.

Le *Compte des opérations de l'année* forme la première section des comptes généraux. Il constate les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez tous les comptables des finances au commencement de l'année, les recettes et les dépenses qu'ils ont effectuées pendant la gestion annuelle, et les soldes matériels restés entre leurs mains au 31 décembre. Les opérations de l'année y sont récapitulées, en ce qui concerne les budgets, par branches principales de revenus et par départements ministériels; pour les mouvements de trésorerie et les services spéciaux du Trésor, par nature principale de service. Cet exposé est accompagné d'un développement, par classe de comptables, des faits qui s'y trouvent exprimés, destiné à servir de base aux Déclarations générales que rend annuellement la Cour des comptes pour constater la conformité de ses arrêts, sur les comptes individuels soumis à son jugement, avec les comptes généraux qui sont produits par les Ministres.

Compte des contributions et revenus publics.

La section suivante, intitulée *Compte des contributions et revenus publics*, développe, par nature de recettes, les produits des budgets énoncés sommairement dans le compte des opérations de l'année. La série de tableaux dont elle se compose indique les droits liquidés à la charge des redevables de l'État, les recouvrements effectués pendant chacune des deux années des exercices en cours d'exécution, et les restes à recouvrer sur les droits constatés. Cette section du compte des finances a ainsi pour destination de présenter, sous le point de vue distinct de la réalisation des impôts, l'ensemble des ressources applicables tant à l'exercice qui est parvenu au terme de sa clôture qu'à l'exercice courant. Celles de ces ressources qui se rapportent à l'exercice expiré sont, en outre, l'objet d'un compte que le Ministre des finances publie séparément, à l'appui de la loi proposée pour le règlement définitif de cet exercice, et dans lequel des développements administratifs font

connaître, pour chaque branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

Compte des dépenses publiques.

Il est procédé de la même manière à l'égard des dépenses publiques. Après avoir été inscrites, mais seulement par nature de budget et par ministère, dans le compte des opérations de l'année, elles sont développées par chapitre dans la section intitulée *Compte des dépenses publiques*, dont les tableaux exposent les droits constatés au profit des créanciers de l'État, les payements effectués soit pendant l'année, soit antérieurement, d'après les ordonnances des Ministres, et enfin les restes à payer sur les liquidations opérées. Cette section du Compte des finances donne, par conséquent, la récapitulation des dépenses que chaque département ministériel est tenu de justifier dans son compte particulier, et qui forment les éléments soit du règlement de l'exercice expiré, soit de la situation provisoire de l'exercice courant. Les détails par articles de dépenses, accompagnés de toutes les justifications administratives qui s'y rattachent, ne se trouvent et ne peuvent être en effet produits que dans les comptes rendus par les divers départements ministériels, lesquels complètent ainsi, pour les dépenses, l'ensemble des documents nécessaires au contrôle législatif.

Compte de trésorerie.

Les informations relatives aux recettes et aux dépenses publiques sont suivies du *Compte de trésorerie*, dans lequel on explique les opérations qui, pendant l'année, ont affecté les créances actives, ainsi que les effets à payer, les comptes courants et autres créances passives de l'Administration des finances; les mouvements de fonds qui ont eu lieu entre les comptables du Trésor; les moyens de crédits réalisés en vertu d'autorisations législatives; l'excédent au profit ou à la charge du service de trésorerie, qui, d'après les sections précédentes du compte des finances, ressort du recouvrement de l'impôt et de l'acquittement des dépenses publiques; enfin les variations qu'ont éprouvées les encaisses matérielles formant, pour la période annuelle, les termes extrêmes qui garantissent l'exactitude de l'exposé de ces différents résultats.

On voit par ces explications que les trois premières sections du Compte général des finances présentent l'ensemble des opérations de recette et de dépense effectuées par tous les agents ou comptables préposés à la liquidation et à la réalisation des droits constatés au profit ou à la charge de l'État. Il reste à rapprocher entre elles ces opérations, à les comparer aux prévisions ou autorisations législatives, et à les combiner avec les soldes des gestions précédentes, de manière à déterminer la situation des différents services financiers à la fin de l'année dont le compte est rendu. Tel est l'objet des sections suivantes.

Comptes des budgets.

Les *Comptes des budgets* contiennent d'abord la série des tableaux établissant la situation définitive du dernier exercice qui a atteint l'époque de sa clôture et dont la loi de règlement est proposée. Ces tableaux, dans lesquels on explique les modifications législativement apportées aux prévisions du budget primitif, sont appuyés de plusieurs documents administratifs; ils comparent: en recette, les évaluations avec les produits réalisés; en dépense, les crédits accordés avec les dépenses faites; fixent les droits restés à recouvrer et les sommes restant à payer, et déterminent enfin l'excédent ou l'insuffisance des ressources qui constitue la situation finale du budget. D'autres tableaux, offrant les mêmes rapprochements, font ensuite connaître la situation provisoire de l'exercice courant. Les opérations effectuées pour les services urgents dont l'exercice s'ouvrira au 1er janvier suivant sont également retracées dans le présent compte.

Enfin cette partie du Compte général des finances comprend aussi des tableaux analytiques présentant la situation financière des budgets depuis 1886, telle qu'elle est résultée de leurs propres ressources et besoins, ou que le règlement législatif l'a définitivement arrêtée en la combinant avec les résultats des budgets antérieurs. Des développements, par branches de service, permettent de comparer entre eux les termes correspondants des exercices, et font ressortir, par la comparaison des budgets *votés* avec les budgets *réglés définitivement*, les résultats de l'exécution des services, tant en recette qu'en dépense.

Situation générale des finances.

La *Situation générale de l'Administration des finances* à la fin de l'année se compose : 1° d'un bilan ou balance résumée des comptes ouverts sur le Grand-Livre de la Direction générale de la Comptabilité publique, dans lequel les recettes et les dépenses de l'année sont rattachées aux résultats de la situation au commencement de ladite année, pour déterminer celle qui ressort à l'époque où s'arrête le compte; 2° d'un exposé de l'actif et du passif de l'Administration des finances à cette dernière époque, comprenant les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez tous les comptables, les avances à recouvrer, les effets à payer, les créances passives, les excédents de recettes et de dépenses produits par le service des budgets courants et des fonds spéciaux, et enfin les déficits que les anciens budgets ont laissés à la charge du Trésor, lesquels sont couverts par l'excédent du passif de l'Administration des finances sur les articles constituant son actif réel.

Cette partie du présent compte est accompagnée d'un travail d'ensemble qui résume d'abord et développe ensuite, afin qu'on puisse apprécier leur importance corrélative, les quatre principaux termes de la *Situation générale des finances* publiée à la fin de chacune des années précédentes, en partant du 1er janvier 1871.

2° Comptes de la Dette publique.

Les comptes de la Dette publique font, à partir de l'année 1898, l'objet d'un volume spécial dans lequel est publié également le tableau général de la dette publique dont l'article 88 de la loi du 13 avril 1898 ordonne la communication annuelle au Parlement. Ils comprennent les comptes de la dette consolidée, de la dette remboursable à terme ou par annuités, des annuités de toute nature, des cautionnements en numéraire, des rentes viagères, des pensions inscrites au Trésor et des allocations supplémentaires.

Compte de la dette consolidée.

Le *Compte de la dette consolidée* se rapporte aux rentes 3 1/2 et 3 p. 0/0. Il fait connaître l'origine de ces différentes natures de rentes; la situation des crédits qui en ont autorisé la création; l'emploi qui a été fait par le Trésor de leur produit, selon qu'elles ont été négociées, remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation des fonds de réserve de l'amortissement, attribuées à divers services publics ou annulées en vertu d'actes législatifs; leurs mouvements par périodes politiques depuis 1814, et leur classement actuel par catégories de propriétaires. Il comprend aussi, depuis 1862, le résultat de la conversion des rentes en vertu du décret du 12 février 1862 et, depuis 1887, celui de la conversion des rentes en exécution de la loi du 7 novembre 1887. Enfin, on y a joint le *Compte des rentes 3 p. 0/0 amortissables* et celui des *annuités de conversion de l'emprunt de 250 millions, le Compte des Emprunts sardes et des notes sur diverses annuités.*

Compte des annuités aux compagnies de chemins de fer.

Le *Compte des annuités aux compagnies de chemins de fer* fait connaître le montant des dépenses de cette nature qui ont été liquidées au profit des compagnies, les payements faits chaque année en atténuation de ces dépenses et les sommes restant à payer.

Compte des annuités de rachat des canaux.

Le *Compte des annuités de rachat des canaux* contient le tableau des emprunts de cette nature dont le Trésor s'est engagé à rembourser matériellement le capital, les payements qu'il a successivement faits en atténuation de sa dette et les sommes restant à amortir à la fin de l'année.

Compte des cautionnements en numéraire.

Le *Compte des cautionnements en numéraire* indique les mouvements des capitaux de cautionnements pendant l'année et les sommes qui restent dues par l'État à chaque classe de titulaires des emplois, avec la destination qu'ont reçue les fonds de cette origine primitivement versés au Trésor.

Compte des rentes viagères.

Le *Compte des rentes viagères* présente la situation, au commencement et à la fin de l'année, ainsi que le mouvement, pendant cette période, de chaque classe de rentes viagères, suivant qu'elles ont été constituées sur une ou plusieurs têtes.

Compte des pensions liquidées au Trésor.

Le *Compte des pensions* énonce d'abord les différentes natures de pensions dont les arrérages sont payés sur les fonds généraux du budget; les lois qui en ont autorisé l'inscription, les crédits que ces lois ont accordés, et leur situation; les nouvelles pensions liquidées et inscrites, celles qui ont été éteintes pour cause de décès, et enfin la somme à laquelle s'élève, à la fin de l'année, cette partie de la dette publique.

3° Comptes de divers services publics

Les Comptes de divers services publics se divisent ainsi qu'il suit : Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer et aux entreprises d'hydraulique agricole, Apurement des dépenses des exercices clos, Services financiers en Algérie, Ancien domaine extraordinaire, Opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France, Débets, Créances litigieuses et prêts effectués au commerce en 1830 et à l'industrie en 1860, et, enfin, Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Compte de la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer.

Le *Compte de la garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer* présente le montant des avances faites aux compagnies, les reversements ou remboursements effectués sur ces avances, et la situation de la dette des compagnies à la fin de l'année.

Compte de la garantie d'intérêt aux entreprises d'hydraulique agricole.

Le Compte de la garantie d'intérêt aux entreprises d'hydraulique agricole présente la situation au 1er janvier 1899 des avances en compte courant faites par l'État à titre de garantie d'intérêt aux compagnies agricoles, les opérations effectuées pendant l'année 1899, et la situation des comptes au 1er janvier 1900.

Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.

Le *Compte d'apurement des dépenses des exercices clos* rappelle les créances restées à payer sur ceux des exercices réglés législativement qui n'ont pas encore atteint le terme de leur prescription finale, oppose à ce premier résultat les créances dont le payement a été depuis ordonnancé dans les formes déterminées par la loi sur les budgets des exercices courants, et dégage les créances qui restent encore à solder. Il donne ainsi la preuve que la dette arriérée du Trésor sur les budgets se réduit successivement des payements dont les exercices courants ont eu à supporter la charge.

Compte des services financiers en Algérie.

Le *Compte des services financiers en Algérie* a pour destination d'exposer, par nature de recettes et de dépenses et par classe de comptables, les opérations effectuées en Algérie pendant l'année, tant pour le compte de l'État que pour les services départementaux, et d'en résumer les résultats de manière à déterminer les besoins de trésorerie auxquels l'Administration des finances a eu à pourvoir.

Compte de l'ancien domaine extraordinaire.

Le *Compte de l'ancien domaine extraordinaire*, dont la publication est prescrite par diverses lois, indique les créances de l'espèce recouvrées pendant l'année et la destination donnée aux produits de ces recettes spéciales.

Le *Compte des opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France* a pour but de permettre de continuer à suivre la situation de cette créance du Trésor remontant à l'année 1833 et dont le solde restant à rembourser à la fin de l'exercice 1886 a été inscrit définitivement parmi les découverts du Trésor, en exécution de la loi du 26 février 1887. Il présente, à son débit, l'ensemble et les mouvements de la Dette hellénique depuis son origine, et à son crédit, l'intégralité des versements annuels effectués successivement par le Gouvernement grec, de sorte que le solde de ce compte fait connaître la somme restant due à la France au 31 décembre de chaque année.

Compte des opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France.

Le *Compte des débets et créances litigieuses* présente, par catégorie, les mouvements annuels et la situation des débets et créances dont le recouvrement est poursuivi par les soins de l'agence judiciaire du Trésor, et contient des développements particuliers sur la situation des prêts effectués, en 1860, au commerce et à l'industrie.

Compte des créances litigieuses et des prêts au commerce.

Enfin, le *Compte des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* retrace, par ministère, les engagements souscrits au profit du Trésor par les parties intéressées, le montant des sommes mises en recouvrement sur ces engagements, les recettes effectuées à ce titre et les restes à recouvrer au 31 décembre de chaque année.

Compte des fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Le *Compte général des finances*, qui résume à la fois les comptes des Ministres et les comptes individuels des comptables, forme la base authentique et invariable sur laquelle repose le règlement législatif des budgets. C'est ce compte, ainsi que ses nombreux développements, qui garantit l'exactitude matérielle de tous les résultats soumis, chaque année, au contrôle législatif, dont tous les éléments se trouvent dans l'ensemble des documents ci-après :

Documents de finances qui servent de base au contrôle législatif.

Compte définitif des recettes de l'exercice expiré, rendu par le Ministre des finances ;

Comptes définitifs des dépenses du même exercice, rendus par les Ministres ordonnateurs.

Rapport et Déclaration générale de la Cour des comptes ; Éclaircissements fournis par les Ministres en réponse aux observations de la Cour ;

Rapport et procès-verbal de la Commission de vérification des comptes ministériels ;

On a placé à la fin du 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, à titre de renseignement, un *Répertoire alphabétique et chronologique* destiné à faciliter la recherche des documents spéciaux publiés dans les comptes antérieurs et qui ne se trouvent pas reproduits dans celui de la présente année.

Répertoire des documents spéciaux publiés dans les comptes antérieurs.

COMPTES GÉNÉRAUX

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899

COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS (Exercices 1898, 1899 et 1900)

COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES (Exercices 1898, 1899 et 1900)

COMPTE DE TRÉSORERIE

COMPTES DES BUDGETS

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900

COMPTE

DES

OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899

NOTE

SUR

LE COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

La première section du Compte général de l'Administration des finances est consacrée au *Compte des opérations de l'année*. On y récapitule les liquidations de droits au profit ou à la charge des budgets, ainsi que les recettes et les payements qui ont eu lieu, dans la période annuelle, sur tous les services publics; des développements en sont donnés, par ordre d'opérations, dans les sections suivantes.

Les faits constatés pour l'année 1899 sont ceux que l'on va exposer.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

RÉSUMÉ DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1899.

Les valeurs de caisse et de portefeuille qui formaient le solde du compte de l'année précédente montaient à..... 1,881,865,601f 02c

Les recettes de toute nature faites par l'Administration des finances pendant l'année 1899 se sont élevées à 36,328,919,305 francs, savoir :

Recettes sur les produits des budgets			3,647,984,464f 76c	
Recettes des services de Trésorerie.	Recettes sur les services spéciaux.	862,909,677f 84c	32,680,934,840 24	
	Recettes provenant du mouvement des créances passives de l'Administration des finances.....	21,865,122,139 95		
	Idem de ses créances actives.....	551,764,821 00		
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances.....	9,401,138,201 45		
TOTAL de la recette.....			36,328,919,305 00	36,328,919,305 00

Le Compte des finances a ainsi à faire connaître l'emploi d'une somme totale de..... 38,210,784,906 02

Les dépenses faites par l'Administration des finances s'élèvent à 36,182,137,342 fr. 33, savoir :

Dépenses des budgets	3,573,872,036f 31c		
Budget de l'exercice 1898. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1898 à attribuer au remboursement de diverses avances du Trésor et d'une partie des obligations à court terme (Lois des 3 décembre 1898 et 26 décembre 1899	92,411,282 55	3,666,283,318f 86c	
Prélèvement sur les excédents de recette d'exercices réglés. A déduire	*608,586,624 07*		
Divers budgets, L.C. d'excédents de recette à régulariser	608,586,624 07		
Dépenses des services de Trésorerie. — Dépenses sur les services spéciaux	807,601,154 88		
Payements en augmentation des découverts et avances du Trésor	8,438,443 59		
Payements provenant du mouvement des créances passives de l'Administration des finances	21,798,138,185 50	32,515,854,023 47	
Idem de ses créances actives	499,981,831 41		
Mouvements de fonds entre les comptables des finances	9,401,694,408 09		
TOTAL de la dépense		36,182,137,342 33	36,182,137,342f 33c

En y ajoutant le solde en caisse et en portefeuille existant, le 31 décembre 1899, à la Caisse centrale du Trésor à Paris et chez les agents extérieurs . . 2,028,647,563 69

on retrouve la somme ci-dessus, dont le Compte des finances doit faire connaître l'emploi 38,210,784,906 02

OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LE SERVICE DES BUDGETS.

Recettes.

EXERCICE 1898.

	BUDGET GÉNÉRAL.		
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Les droits qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1899 s'élevaient à	93,617,819f 79c	5,431,290f 46c	99,049,110f 25c
Pendant l'année 1899, de nouvelles liquidations de droits ont eu lieu à la charge des redevables de l'État pour	11,322,435 86	128,934 16	11,451,370 02
TOTAUX	104,940,255 65	5,560,224 62	110,500,480 27
Mais les non-valeurs constatées, les décharges et les annulations de droits s'étant élevées à	18,995,476 91	1,421,789 45	20,417,266 36
il en résulte que les droits à recouvrer s'élevaient à	85,944,778 74	4,138,435 17	90,083,213 91
Les recouvrements effectués pendant l'année 1899 ayant été de	64,579,640 74	2,357,543 15	66,937,183 89
le budget de 1898 a présenté, à l'époque de sa clôture, un reste à recouvrer de	21,365,138 00	1,780,892 02	23,146,030 02

EXERCICE 1899.

D'après les documents adressés périodiquement à la Direction générale de la Comptabilité publique, par les agents administratifs chargés de la liquidation des diverses natures d'impôts, les droits à recouvrer sur l'exercice 1899 et les recettes effectuées pendant l'année 1899 ont été inscrits dans les écritures ainsi qu'il suit :

		DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES à recouvrer au 31 décembre 1899
Budget général	France	3,617,329,138f 30c	3,521,882,360f 08c	95,446,778f 22c
	Algérie	64,354,471. 39	58,563,493 59	5,790,977 80
	TOTAUX	3,681,683,609 69	3,580,445,853 67	101,237,756 02

EXERCICE 1900.

Quelques recettes ont été faites, en 1899, sur les produits du budget général de l'exercice 1900, pour des ressources dont la réalisation devance l'ouverture de l'exercice auquel elles sont attribuées. Ces recettes s'élèvent à la somme de :

France	601,427f 20c	601,427f 20c
Algérie	"	

RÉCAPITULATION.

En résumé, les produits recouvrés pendant l'année 1899 s'élèvent ensemble à une somme de 3,636,821,590 fr. 44, savoir :

Exercice 1898	66,937,183f 89c
Exercice 1899	3,580,445,853 67
Exercice 1900	601,427 20
TOTAL des recettes effectuées sur les budgets pendant l'année 1899. (Voir pages 38, 89 et 160.)	3,647,984,464 76

Dépenses.

EXERCICE 1898.

	BUDGET GÉNÉRAL.		
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Sur les droits précédemment liquidés ou présumés par les ministères à la charge du budget de l'exercice 1898, il restait à payer au 1er janvier 1899, d'après le compte de l'année précédente	416,977,804f 27c	12,461,300f 86c	429,439,105f 13c
Ces liquidations et prévisions de dépenses ont éprouvé, en 1898, des modifications dont l'ensemble constitue une diminution de 15,641,329 21 et dont les restes à payer ci-dessus se sont trouvés atténués, ci	14,464,497 90	1,176,831 31	15,641,329 21
Les dépenses de l'exercice 1898 qui étaient à solder par le Trésor pendant l'année 1899 ne s'élevaient, en conséquence, qu'à la somme de	402,513,306 37	11,284,469 55	413,797,775 92
Les payements ont eu lieu pour	383,357,927 74	11,032,983 45	394,390,911 19
Et les dépenses restées à payer à la clôture de l'exercice 1898 montaient à	19,155,378 63	251,486 10	19,406,864 73

EXERCICE 1899.

Les dépenses liquidées pendant l'année 1899, celles que l'on a présumé devoir encore être effectuées à la charge de l'exercice 1899, et les payements faits par les comptables des finances pendant ladite année, ont été constatés ainsi qu'il suit dans les écritures des différents ministères ordonnateurs de ces dépenses :

		DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À PAYER au 31 décembre 1899.
Budget général	France	3,564,647,728f 85c	3,116,645,025f 74c	448,002,703f 11c
	Algérie	75,779,049 51	62,836,039 95	12,943,009 56
	TOTAUX	3,640,426,778 36	3,179,481,065 69	460,945,712 67

EXERCICE 1900.

Les dépenses des pensions ont motivé, pendant l'année 1899, des payements par anticipation imputables sur les crédits de l'exercice 1900. Ces payements s'élèvent pour le budget général (France) à..... 59f 43c

RÉCAPITULATION.

La réunion des payements effectués sur ces divers exercices fait ressortir, pour l'année 1899, un total de 3,573,872,036 fr. 31, savoir :

Exercice 1898.....	394,390,911f 19c
Exercice 1899.....	3,179,481,065 69
Exercice 1900.....	59 43
TOTAL des payements effectués pendant l'année 1899. (Voir pages 39, 175 et 284.).....	3,573,872,036 31

Résultat du service des budgets pour l'année 1899.

Considéré dans son ensemble, le service des budgets a présenté, pendant l'année 1899, un excédent de recettes qui résulte du rapprochement des termes ci-après :

Recettes.....	3,647,984,464f 76c
Dépenses.....	3,573,872,036 31
EXCÉDENT de recettes.....	74,112,428 45

BUDGET DE L'EXERCICE 1898. — PRÉLÈVEMENT DE L'EXCÉDENT DE RECETTE DE L'EXERCICE 1898 À ATTRIBUER AU REMBOURSEMENT DE DIVERSES AVANCES DU TRÉSOR ET D'UNE PARTIE DES OBLIGATIONS À COURT TERME. (LOI DES 3 DÉCEMBRE 1898 ET 26 DÉCEMBRE 1899.)

La loi du 3 décembre 1898 a autorisé le Ministre des finances à rembourser sur l'excédent de recette de l'exercice 1898 :

1° La portion restant due des capitaux compris dans les annuités visées à l'article 13 de la loi du 29 juin 1897;

2° Les intérêts et le capital affecté au remboursement de l'avance de la Société générale algérienne;

L'annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en vertu de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887;

L'annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le rachat des réseaux téléphoniques;

3° Les obligations du Trésor à court terme en circulation, conformément à l'article 108 de la loi du 13 avril 1898.

En exécution de la loi du 26 décembre 1899, le Ministre des finances a prescrit le remboursement sur l'excédent de recette de l'exercice 1898, du reliquat, y compris intérêts et frais, du capital dû à la Chambre de commerce de Boulogne sur les avances faites à l'État.

Cet excédent de recette arrêté dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1898, à la somme de 92,411,282 fr. 55, figure au débit du compte mentionné ci-dessus, qui en a été administrativement crédité.

PRÉLÈVEMENT SUR LES EXCÉDENTS DE RECETTES D'EXERCICES RÉGLÉS. — DIVERS BUDGETS, *L/C* D'EXCÉDENTS DE RECETTE À RÉGULARISER.

L'opération de virement de comptes constatée en annulation de dépense au premier de ces comptes et en dépense au second, a pour but de faire disparaître un désaccord signalé à plusieurs reprises par la Cour des comptes, entre les arrêts rendus sur les Comptes des comptables et le compte général de l'Administration des Finances.

Services de trésorerie.

Les opérations de trésorerie de l'Administration des Finances ont présenté, pendant l'année 1899, les mouvements ci-après :

1° OPÉRATIONS CONSTATÉES POUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Les opérations de différents services dont les recettes et les dépenses ne sont pas comprises dans les budgets, soit qu'elles ne doivent y être rattachées qu'ultérieurement, soit qu'elles ne puissent être soumises à la limite des exercices, forment au Compte des finances une catégorie distincte dans les opérations de trésorerie, intitulée : *Services spéciaux du Trésor.* Des notes insérées à la situation générale des finances font connaître la nature de chacun de ces services et le montant des opérations qui en ont modifié la situation pendant l'année.

Considérés dans leur ensemble, les mouvements des différents *Services spéciaux du Trésor* résultant des opérations des comptables que l'on vient d'analyser ont présenté pour l'année 1899 :

En recette (voir page 34) une somme de	862,909,677f 84c
En dépense (voir page 35) une somme de	807,601,154 88
Il en est, par conséquent, résulté un excédent de recette de	55,308,522 96

2° OPÉRATIONS RELATIVES AUX CRÉANCES PASSIVES.

Les créances passives de l'Administration des finances se sont accrues de recettes s'élevant dans leur ensemble à	21,865,122,139f 95c
Elles ont été atténuées de remboursements montant à la somme de	21,798,138,185 50
Leur solde, au commencement de l'année, se trouve ainsi augmenté de la différence de	66,983,954 45

3° OPÉRATIONS RELATIVES AUX CRÉANCES ACTIVES.

Les recettes faites en atténuation des créances actives à recouvrer par le Trésor ont été de	551,764,821f 00c
Et les payements faits en accroissement de ces créances s'étant élevés à	499,981,831 41
le résultat des opérations de l'année les a ainsi diminuées de	51,782,989 59

4° OPÉRATIONS RELATIVES AUX MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Pendant l'année 1899, les divers comptables ont reçu du Trésor ou de leurs collègues, en fonds et valeurs, une somme de	9,401,138,201f 45c
et ils ont envoyé, pendant la même période, celle de	9,401,694,408 09
D'où résulte un excédent de fonds envoyés de	556,206 64

qui représente des recettes dont la contre-partie en dépense ne figurera que dans le compte de l'année 1900.

5° VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.

Les valeurs de caisse et de portefeuille que les comptables conservent habituellement entre leurs mains pour les besoins du service s'élevaient, au 1er janvier 1899, à.....	1,881,865,601f 02c
Le solde en caisse au 1er janvier 1900 est de.....	2,028,647,563 69
L'encaisse des comptables a, par conséquent, éprouvé, pendant l'année 1899, une augmentation de.....	146,781,962 67

RÉSULTAT GÉNÉRAL DU SERVICE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1899.

Le rapprochement entre eux des différents termes que l'on vient d'exposer détermine, pour l'ensemble des services de l'Administration des finances pendant l'année 1899, les résultats généraux qui suivent :

	RÉSULTATS GÉNÉRAUX	
	EN RECETTE.	EN DÉPENSE.
Excédent de recette sur le service des budgets.....	74,112,428f 45c	"
Budget de l'exercice 1898. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1898 à attribuer au remboursement de dettes du Trésor à l'égard de villes ou services. (Lois des 3 décembre 1898 et 26 décembre 1899.).....	"	92,411,282f 55c
Excédent de recette sur les services spéciaux du Trésor.....	55,308,522 96	"
Payements en augmentation des découverts du Trésor.....	"	8,438,443 59
Augmentation des créances passives de l'Administration des finances.....	66,983,954 45	"
Diminution des créances actives.....	51,782,989 59	"
Résultat des opérations de mouvements de fonds en excédent de recette.....	"	556,206 64
Augmentation de l'encaisse des comptables.....	"	146,781,962 67
TOTAUX.....	248,187,895 45	248,187,895 45

Le tableau placé à la suite de la présente Note est accompagné d'un développement, par classe de comptables, des recettes et des payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899. Ce développement sert de base au contrôle attribué à la Cour des comptes par l'ordonnance du 9 juillet 1826 et à la déclaration générale qu'elle rend annuellement pour certifier l'exactitude de tous les résultats du Compte général de l'Administration des finances.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1899.

Numéraire	423.710,743f 45c	1,881,865,601f 02c
Effets à recevoir	1,458,154,857 57	

RECETTE.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1898.

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.

	DROITS qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1899.	DROITS constatés pendant l'année 1899.	ANNULATIONS sur les droits constatés antérr à 1899.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES à recouvrer à la clôture de l'exercice.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.					
Contributions directes et centimes d'État	10,685,776f 37c	"	"	10,685,776f 37c	"
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	3,239,602 22	639f 36c	"	3,240,241 58	"
Produits de l'enregistrement	2,772,575 91	"	2,095,955f 48c	125,447 58	551,172f 85c
Produits du timbre	939 65	1,495,904 71	"	1,496 841 96	2 40
Impôt sur les opérations de bourse	2,786,360 64	"	2,786,360 64	"	"
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	665 00	"	90 80	414 20	160 00
Produits des douanes	6,487,125 46	"	121,953 81	284,229 30	6,080,942 35
Produits des contributions indirectes	12,784,552 63	5,533,199 58	"	7.775,241 82	10,542,510 39
Sucres	3,607,108 15	914,884 82	"	3,941,553 19	580,439 78
TOTAL des impôts et revenus	42,364,706 03	7,944,628 47	5,004,360 73	27,549,746 00	17,755,227 77
		2,940,267f 74c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.					
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	450,458f 74c	500,949f 80c	"	883,306f 54c	68,102f 00c
Produits des postes	74,443 80	217,891 34	"	274,009 81	18,325 33
Produits des télégraphes	1,531,201 54	678,919 91	"	1,710,685 70	499,435 75
Produits des téléphones	19,678 82	13,726 82	"	32,543 92	861 72
Produits de diverses exploitations	17,647,337 71	"	163,114 07	17,484,223 64	"
	19,723,120 61	1,411,487 87	163,114 07	20.384,769 61	586,724 80
Colonies.					
Produits de diverses exploitations	137,962 43	161,399 26	"	217,177 11	82,184 58
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	19,861,083 04	1,572,887 13	163,114 07	20,601,946 72	668,909 38
		1,409,773f 06c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,554,252f 03c	180,510f 86c	"	1,744,252f 41c	990,510f 48c
Produits des forêts	531,042 75	11,809 99	"	273,424 26	269,428 48
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	3,085,294 78	192,320 85	"	2,017,676 67	1,259,938 96
		192,320f 85c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.					
Produits divers	9,779,003f 97c	"	2,298,131f 07c	7,406,791f 11c	74,081f 79c
		2,298,131 07			
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.					
Diverses ressources exceptionnelles	500,000 00	"	500,000f 00c	"	"
		500,000 00			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.					
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	15,623,976f 86c	1,612,599f 41c	"	15,866,650f 30c	1,369,925f 97
Recettes d'ordre proprement dites	2,403,755 11	"	11,029,871 04	A déd. 8,863,170 06	237,054 13
TOTAL des recettes d'ordre	18,027,731 97	1,612,599 41	1,029,871 04	7,003,480 24	1,606,980 10
		9,417,271 63			
TOTAL du budget général (France) à reporter	93,617,819f 79c	11,322,435f 86c	18,995,476f 91c	64,579,640f 74c	21,365,138f 00
		7,673,041 05			

DÉPENSE.

DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1898.

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.

	DROITS qui restaient à payer au 1er janv. 1899.	DROITS constatés pendant l'année 1899.	ANNULATIONS sur les droits constatés antérr à 1899.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.					
Ministère des finances. — Dette consolidée	48,507,383f 50c	"	1,054f 50c	39,484,688f 46c	9,021,640f 54c
Ministère des finances. — Dette remboursable à terme ou par annuités	16,539,379 87	"	3,616,480 51	12,046,267 26	876,632 10
Ministère des finances. — Dette viagère	10,402,331 18	"	3,186,189 80	7,216,141 38	"
TOTAL de la 1re partie	75,449,094 55	"	6,803,724 81	58,747,097 10	9,898,272 64
		6,803,724f 81c			
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.					
Ministère des finances. — Présidence de la République	"	"	"	"	"
Ministère des finances. — Sénat et Chambre des députés	285,764f 00c	"	"	285,764f 00c	"
TOTAL de la 2e partie	285,764 00	"	"	285,764 00	"
		"			
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
Ministère des finances	2,671,219f 33c	124,438f 03c	"	2,788,581f 83c	7,075f 53c
Ministère de la justice	1,392,773 12	"	71,803f 49c	1,312,634 46	8,335 17
Ministère des affaires étrangères	3,788,945 23	"	195,309 98	2,854,113 47	739,521 78
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re Section. — Service de l'intérieur	16,292,242 94	"	2,909,465 44	13,155,937 96	226,839 54
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e Section. — Service des cultes	11,574,529 44	46,351 20	"	11,372,487 08	248,393 56
Ministère de la guerre. — 1re Section. — Dépenses ordinaires	42.160,044 75	"	1,649,108 40	39,710,417 25	800,519 10
Ministère de la guerre. — 2e Section. — Dépenses extraordinaires	10,433,940 86	"	1,175,862 98	9,145,412 35	112,665 53
Ministère de la marine	68,050,857 89	511,483 71	"	67,743,750 78	818,590 82
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re Section. — Service de l'instruction publique	20,476,039 00	994,977 82	"	19,358,350 78	2,112,666 04
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e Section. — Service des beaux-arts	6,681,224 42	"	471,602 47	5,360,638 90	848,983 05
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re Section. — Service du commerce et de l'industrie	14,844,977 37	"	457,736 88	13,856,836 71	530,403 78
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Service des postes et des télégraphes	271,049 83	1,190 00	"	269,697 81	2,542 02
Ministère des colonies	50,207,325 98	"	5,390,147 53	44,265,959 88	542,218 57
Ministère de l'agriculture	10,976,735 18	58,906 05	"	10,952,416 01	83,225 22
Ministère des travaux publics. — 1re Section. — Dépenses ordinaires	11,141,680 66	42,348 76	"	11,119,975 65	64,053 77
Ministère des travaux publics. — 2e Section. — Dépenses extraordinaires	35,115,102 68	746,097 54	"	34,622,638 46	1,238,561 76
TOTAL de la 3e partie	306,078,688 68	2,525,793 11	12,330,037 17	287,889,849 38	8,384,595 24
		9,804,244f 06c			
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.					
Ministère des finances	10,854,282f 35c	165,082f 36c	"	11,008,276f 63c	11,088f 08c
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	273 00	58,630 05	1,096 95
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Service des postes et des télégraphes	17,213,127 39	"	313,226 06	16,123,855 26	776,046 07
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	2,842,303 55	"	99,430 75	2,658,612 60	84,260 20
TOTAL de la 4e partie	30,969,713 29	165,082 36	412,929 81	29,849,374 54	872,491 30
		247,847f 45c			
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.					
Ministère des finances	2,794,558f 16c	2,720,321 37	"	5,514,879f 53c	"
Ministère de l'intérieur	470,524 54	"	328,993f 85c	141,530 69	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Service des postes et des télégraphes	928,136 56	"	"	928,136 56	"
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	1,324 49	"	9 10	1,295 94	19 45
TOTAL de la 5e partie	4.194,543 75	2,720,321 37	329,002 95	6,585,842 72	19 45
		2,391,318f 42c			
TOTAL général (France). A reporter	416.977,804f 27c	5,411,196f 84c	19,875,694f 74c	383,357,927f 74c	19,155,378f 63c
		14,464,497f 90c			

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite de l'EXERCICE 1898.	DROITS qui restaient à recouvrer au 1er janv. 1899	DROITS constatés pendant l'année 1899.	ANNULATIONS sur les droits constatés antér. à 1899.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES à recouvrer à la clôture de l'exercice.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Report du budget général. (France.)	93,617,819f79c	11,322,435f86c	18,995,476f91c	64,579,640f74c	21,365,138f00c
ALGÉRIE.					
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.					
Contributions directes	590,859f07c	"	"	590,859f07c	"
Taxes assimilées aux contributions directes	25,942 42	"	"	25,942 42	"
Contributions arabes (principal et centimes d'État)	807,120 18	"	228,631f26c	473,622 69	104,866f23c
Produits de l'enregistrement	63,430 06	"	45,541 96	2,787 51	15,100 59
Produits du timbre	"	7,143f21c	"	7,143 21	"
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	"	"	"	"	"
Produits des douanes	4,550 00	"	2,500 00	625 00	1,425 00
Produits des contributions diverses	828,323 83	"	17,008 47	309,529 31	501,786 05
TOTAL des impôts et revenus	2,320,225 50	7,143 21	293,681 69	1,410,509 21	623,177 87
		286,538f 48c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.					
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	"	"	"	"
Produits des postes	683f71c	21,280f63c	"	21,964f34c	"
Produits des télégraphes	4,711 63	1,047 33	"	5,758 96	"
Produits des téléphones	7 43	"	"	7 43	"
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,402 77	22,327 96	"	27,730 73	"
		22,327f 96c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,437,264f88c	"	112,234f01c	1,274,619f00c	1,050,411f87c
Produits des forêts	229,490 58	"	22,775 36	99,412 94	107,302 28
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	2,666,755 46	"	135,009 37	1,374,031 94	1,157,714 15
		135,009f 37c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.					
Produits divers	183,490f00c	91,910f73c	"	275,400f73c	"
		91,910f73c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.					
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	255,416f67c	7,552f26c	"	262,968f93c	"
Recettes d'ordre proprement dites	"	"	993,098f39c	A déd. 993,098 39	"
TOTAL des recettes d'ordre	255,416 67	7,552 26	993,098 39	A déd. 730,129 46	"
		985,546f 13c			
TOTAL du budget général (Algérie)	5,431,290f46c	128,934f16c	1,421,789f45c	2,357,543f15c	1,780,892f02c
		1,292,855f 29c			
TOTAL des recettes de l'exercice 1898	99,049,110f25c	11,451,370f02c	20,417,266f36c	66,937,183f89c	23,146,030f02c
		8,965,896f 34c			

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'EXERCICE 1898.	DROITS qui restaient à payer au 1er janv. 1899.	DROITS constatés pendant l'année 1899.	ANNULATIONS sur les droits constatés antér. à 1899.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES à payer à la clôture de l'exercice.
Report du budget général (France)	416,977,804f27c	5,411,196f84c	19,875,694f74c	383,357,927f74c	19,155,378f63c
ALGÉRIE.					
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.					
Ministère des finances	59,197f73c	25f 95c	"	59,197f73c	25f95c
Ministère de la justice	101,802 86	18,188 08	"	117,618 49	2,372 45
Ministère de l'intérieur — 1re section. — Service de l'intérieur — Justice musulmane	15,124 41	"	2,929f10c	11,820 31	375 00
Culte musulman	58,218 07	"	2,974 68	50,293 22	4,950 17
Intérieur	2,319,501 42	"	153,973 26	1,978,159 02	187,369 14
Instruction publique indigène	11,857 33	"	4,839 28	7,018 05	"
Beaux-Arts	88,987 76	"	4,099 07	83,840 35	1,048 34
Commerce et industrie	5,251 78	"	1,510 67	3,741 11	"
Agriculture	843,746 89	"	298,816 42	522,544 29	22,386 18
Travaux publics	3,034,212 96	"	277,487 18	2,741,955 94	14,769 84
2e section. — Service des cultes	236,442 48	"	3,015 66	233,325 03	101 79
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re section. — Service de l'instruction publique	1,152,779 46	"	515,709 27	632,785 83	4,284 36
2e section. — Service des beaux-arts	29,059 85	"	0 16	29,059 69	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	17,938 73	"	17 09	17,921 64	"
2e section. — Service des postes et des télégraphes	"	"	"	"	"
Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"
Ministère des travaux publics	706,297 55	"	"	706,297 55	"
TOTAL de la 3e partie	8,680,419 28	18,214 03	1,265,371 84	7,195,578 25	237,683 22
		1,247,157f 81c			
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.					
Ministère des finances	1,440,321f67c	8,151f32c	"	1,439,628f03c	8,844f96c
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	309,973 94	151,082 40	"	459 015 13	2,041 21
Ministère de l'agriculture (Forêts)	469,625 74	"	54,043f88c	412,665 15	2,916 71
TOTAL de la 4e partie	2,219,921 35	159,233 72	54,043 88	2,311,308 31	13,802 88
		105,189f 84c			
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.					
Ministère des finances	1,498,201f28c	"	12,649f56c	1,485,551f72c	"
Ministère de l'intérieur	62,758 95	"	22,213 78	40,545 17	"
TOTAL de la 5e partie	1,560,960 23	"	34,863 34	1,526,096 89	"
		34,863f 34c			
TOTAL du budget général (Algérie)	12,461,300f86c	177,447f75c	1,354,279f06c	11,032,983f45c	251,486f10c
		1,176,831f 31c			
TOTAL du budget général	429,439,105f13c	5,588,644f59c	21,229,973f80c	394,390,911f19c	19,406,864f73c
		15,641,329f 21c			

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1899 — BUDGET GÉNÉRAL — FRANCE.	DROITS constatés pendant l'année 1899.	ANNULATIONS de droits constatés antérieurement à 1899.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.				
Contributions directes et centimes d'État	478,879,838f 16c	"	464,421,801f 80c	14,458,036f 36c
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	37,831,069 03	"	35,488,586 58	2,342,482 45
Enregistrement	545,521,778 34	"	542,545,308 51	2,976,469 83
Timbre	179,986,973 99	"	179,986,467 59	506 40
Impôt sur les opérations de bourse	6,884,439 33	"	6,884,439 33	"
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	74,291,055 92	"	74,291,055 92	"
Douanes	459,020,085 87	"	452,487,424 73	6,532,661 14
Contributions indirectes	652,636,977 48	"	640,196,064 70	12,440,912 78
Sucres	194,043,879 24	"	190,530,025 18	3,513,854 06
TOTAL des impôts et revenus	2,629,096,097 36	"	2,586,831,174 34	42,264,923 02
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.				
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	456,060,332f 18c	"	455,703,059f 30c	357,272f 88c
Postes	200,452,443 61	"	200,383,049 69	69,393 92
Télégraphes	41,800,114 83	"	40,226,182 28	1,573,932 55
Téléphones	14,101,851 04	"	14,077,384 41	24,466 63
Produits de diverses exploitations	18,451,560 58	"	888,835 64	17,562,724 94
	730,866,302 24	"	711,278,511 32	19,587,790 92
Produits de diverses exploitations (colonies)	242,919 08	"	110,661 78	132,257 30
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	731,109,221 32	"	711,389,173 10	19,720,048 22
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	19,369,627f 22c	"	17,649,633f 49c	1,719,993f 73c
Produits des forêts	31,090,489 37	"	30,597,418 99	493,070 38
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	50,460,116 59	"	48,247,052 48	2,213,064 11
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.				
Produits divers	64,765,644f 75c	"	54,960,313f 46c	9,805,331f 29c
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.				
Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.				
Recettes en atténuation de dépenses	61,247,307f 16c	"	43,609,588f 17c	17,637,718f 99c
Recettes d'ordre proprement dites	80,650,751 12	"	76,845,058 53	3,805,692 59
TOTAL des recettes d'ordre	141,898,058 28	"	120,454,646 70	21,443,411 58
TOTAL du budget général (France) à reporter	3,617,329,138 30	"	3,521,882,360 08	95,446,778 22
	3,617,329,138f 30c			

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1899. — BUDGET GÉNÉRAL. — FRANCE.	DROITS constatés pendant l'année 1899.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.			
Ministère des finances — Dette consolidée	693,679,350f 00c	644,969,915f 96c	48,709,434f 04c
Ministère des finances — Dette remboursable à terme ou par annuités	317,762,709 66	304,907,838 04	12,854,871 62
Ministère des finances — Dette viagère	234,674,190 50	227,542,045 71	7,132,144 79
TOTAL de la 1re partie	1,246,116,250 16	1,177,419,799 71	68,696,450 45
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.			
Ministère des finances — Présidence de la République	1,196,666 68	1,196,666 68	"
Ministère des finances — Sénat et Chambre des députés	12,185,022 49	12,040,000 00	145,022 49
TOTAL de la 2e partie	13,381,689 17	13,236,666 68	145,022 49
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère des finances	28,756,886 59	25,937,845 19	2,819,041 40
Ministère de la justice	35,285,672 96	33,941,484 82	1,344,188 14
Ministère des affaires étrangères	16,851,706 00	13,327,771 59	3,523,934 41
Ministère de l'intérieur et des cultes — Service de l'intérieur	78,250,119 11	61,900,081 58	16,350,037 53
Ministère de l'intérieur et des cultes — Service des cultes	42,993,587 24	31,396,938 07	11,596,649 17
Ministère de la guerre — Dépenses ordinaires	638,740,661 29	586,813,347 91	51,927,313 38
Ministère de la guerre — Dépenses extraordinaires	40,494,426 94	21,530,384 13	18,964,042 81
Ministère de la marine	321,735,341 53	244,021,901 76	77,713,439 77
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Service de l'instruction publique	204,325,859 03	182,691,292 48	21,634,566 55
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Service des beaux-arts	18,200,675 73	10,662,555 88	7,538,119 85
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	80,073,746 58	56,730,531 26	23,343,215 32
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	2,769,136 43	2,645,509 87	123,626 56
Ministère des colonies	112,863,721 50	55,844,044 47	57,019,677 03
Ministère de l'agriculture	32,148,554 93	21,011,940 26	11,136,614 67
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	84,055,823 95	71,195,596 94	12,860,227 01
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	122,701,606 14	104,165,880 29	18,535,725 85
TOTAL de la 3e partie	1,860,247,525 95	1,523,817,106 50	336,430,419 45
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances	204,678,030 93	190,531,568 48	14,146,462 45
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	125 25	59,874 75
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	183,992,200 00	164,090,328 79	19,901,871 21
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,855,327 71	10,956,294 64	2,899,033 07
TOTAL de la 4e partie	402,585,558 64	365,578,317 16	37,007,241 48
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances	33,790,329 60	29,611,037 39	4,179,292 21
Ministère de l'intérieur	1,413,000 00	891,650 69	521,349 31
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	7,102,221 33	6,080,313 44	1,021,907 89
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	11,154 00	10,134 17	1,019 83
TOTAL de la 5e partie	42,316,704 93	36,593,135 69	5,723,569 24
TOTAL général (France) à reporter	3,564,647,728 85	3,116,645,025 74	448,002,703 11

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1899.	DROITS constatés pendant l'année 1899.	ANNULATIONS de droits constatés antérieurement à 1899.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.				
Report	3,617,329,138 30	"	3,521,882,360 08	95,446,778 22
ALGÉRIE.				
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.				
Contributions directes	3,800,287f 92c	"	3,256,613f 44c	543,674f 48c
Taxes assimilées aux contributions directes	240,677 72	"	186,239 08	54,438 64
Contributions arabes (principal et centimes d'État)	8,179,306 10	"	7,384,994 60	794,311 50
Enregistrement	4,327,891 40	"	4,273,524 37	54,367 03
Timbre	4,277,246 36	"	4,277,246 36	"
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	186,827 93	"	186,827 93	"
Douanes	14,627,025 90	"	14,625,030 90	1,995 00
Contributions diverses	8,040,810 05	"	7,192,710 03	848,100 02
TOTAL des impôts et revenus	43,680,073 38	"	41,383,186 71	2,296,886 67
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.				
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	931,458f 97c	"	931,458f 97c	"
Postes	3,381,705 67	"	3,380,819 38	886f 29c
Télégraphes	1,461,185 99	"	1,455,668 24	5,517 75
Téléphones	121,423 17	"	121,423 17	"
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,895,773 80	"	5,889,369 76	6,404 04
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	4,644,234f 60c	"	2,338,239f 06c	2,305,995f 54c
Produits des forêts	2,702,960 21	"	1,866,746 70	836,213 51
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	7,347,194 81	"	4,204,985 76	3,142,209 05
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.				
Produits divers	1,131,941f 25c	"	1,015,653 72	116,287f 53c
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.				
Recettes en atténuation de dépenses	3,604,742f 22c	"	3,375,551 71	229,190f 51c
Recettes d'ordre proprement dites	2,694,745 93	"	2,694,745 93	"
TOTAL des recettes d'ordre	6,299,488 15	"	6,070,297 64	229,190 51
TOTAL général (Algérie)	64,354,471 39	"	58,563,493 59	5,790,977 80
	64,354,471f 39c			
TOTAL des recettes de l'exercice 1899	3,681,683,609f 69c	"	3,580,445,853f 67c	101,237,756f 02c

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1899.	DROITS constatés pendant l'année. 1899.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Report	3,564,647,728f 85c	3,116,645,025f 74c	448,002,703f 11c
ALGÉRIE.			
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère des finances	563,460 13	504,040 18	59,419 95
Ministère de la justice	2,593,513 50	2,495,196 53	98,316 97
Ministère de l'intérieur — 1re section. — Service de l'intérieur — Justice musulmane	124,050 00	108,167 21	15,882 79
Intérieur	11,740,595 00	9,404,238 75	2,336,356 25
Culte musulman	308,430 00	242,528 05	65,901 95
Instruction publique indigène	102,970 00	93,512 12	9,457 88
Beaux-arts	269,980 34	124,809 88	145,170 46
Commerce et industrie	93,775 00	90,311 37	3,463 63
Agriculture	1,868,297 33	1,234,348 34	633,948 99
Travaux publics	10,951,883 20	7,953,899 42	2,997,983 78
Service maritime	43,456 00	36,866 86	6,589 14
Ministère de l'intérieur — 2e section. — Service des cultes	939,228 69	675,887 21	263,341 48
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Service de l'instruction publique	6,515,333 17	5,339,138 91	1,176,194 26
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Service des beaux-arts	74,999 51	62,454 25	12,545 26
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	120,703 85	103,718 46	16,985 39
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	2,498 50	2,498 50	"
Ministère de l'agriculture	6,653 57	6,653 57	"
Ministère des travaux publics	22,000,000 00	19,885,158 73	2,114,841 27
TOTAL de la 3e partie	58,319,827 79	48,363,428 34	9,956,399 45
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
Ministère des finances	6,543,555 73	5,332,042 30	1,211,513 43
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Service des postes et des télégraphes	6,392,540 00	5,491,805 34	900,734 66
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	3,077,672 89	2,593,323 52	484,349 37
TOTAL de la 4e partie	16,013,768 62	13,417,171 16	2,596,597 46
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
Ministère des finances	1,205,453 10	857,510 82	347,942 28
Ministère de l'intérieur	240,000 00	197,929 63	42,070 37
TOTAL de la 5e partie	1,445,453 10	1,055,440 45	390,012 65
TOTAL du budget général (Algérie)	75,779,049 51	62,836,039 95	12,943,009 56
TOTAL des dépenses de l'exercice 1899	3,640,426,778 36	3,179,481,065 69	460,945,712 67

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Suite de la RECETTE.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

EXERCICE 1900 — BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1899.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.
FRANCE.			
§ 6. — *Recettes d'ordre.*			
Recettes en atténuation de dépenses	19,450f 78c	19,450f 78c	"
Recettes d'ordre proprement dites	581,976 42	581,976 42	"
TOTAL des recettes de l'exercice 1900 (France)	601,427 20	601,427 20	"
ALGÉRIE.			
Néant.	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL	601,427 20	601,427 20	"

Suite de la DÉPENSE.

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

EXERCICE 1900. BUDGET GÉNÉRAL.	DROITS constatés pendant l'année 1899.	PAYEMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.
FRANCE.			
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.			
Dette viagère.			
Ministère des finances	59f 43c	59f 43c	"
ALGÉRIE.			
Néant	"	"	"
TOTAL GÉNÉRAL	59 43	59 43	"

Budget de l'exercice 1898. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1898 à attribuer au remboursement de diverses avances du Trésor et d'une partie des obligations à court terme (Lois des 3 décembre 1898 et 26 décembre 1899)			92,411,282f 55c
Prélèvements sur les excédents de recette d'exercices réglés	(A déd.)	*608,586,624f 07c*	"
Divers budgets, L/C d'excédents de recette à régulariser		608,586,624 07	
TOTAL			92,411,282 55

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Suite de la RECETTE.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

§ 1er.

NUMÉROS des comptes.			
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	14,104,692f 62c	
2	Services départementaux de l'Algérie	32,595,742 06	
3	Service local des colonies	109,423,456 24	
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	50,000 00	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	8,343,569 52	
6	Budget général de l'Indo-Chine	25,842,319 44	
9	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	48,209 90	
10	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Arrêté du Ministre des finances du 6 juin 1863.)	21,289,768 05	
11	Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, *s/c* provisoire	134,756 00	
12	Trésor public, *s/c* d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État	843,684 88	
13	Réorganisation des défenses de Calais	7,562,721 60	
15	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour les suppléments de pensions	7,848,953 21	
17	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts	57,557,237 14	802,404,406f 68c
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	1,243,490 34	
21	Produits de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	4,484,718 35	
22	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	583,831 66	
25	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	396,545,032 17	
26	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	2,430,642 06	
28	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,559,106 44	
29	Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900.)	17,300,000 00	
30	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	7,530,349 97	
31	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes de distances accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897	18,008,520 34	
33	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	4,129,409 33	
34	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	654,195 36	
35	Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	61,290,000 00	
	§ 2.		
37	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	15,792,405 76	
38	Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Loi des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47.)	9,348,365 40	60,505,271 16
39	Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	24,914,500 00	
40	Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	10,450,000 00	
	TOTAL		862,909,677 84

Suite de la DÉPENSE.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

§ 1er.

NUMÉROS des comptes.			
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	36,911,208f 62c	
2	Services départementaux de l'Algérie	30,551,497 45	
3	Service local des colonies	110,935,551 69	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	7,104,553 22	
6	Budget général de l'Indo-Chine	21,963,177 84	
8	Avances au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27-28 février 1898	175,140 03	
10	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. (Arrêté du Ministre des finances du 6 juin 1863.)	19,273,927 59	
15	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour les suppléments de pensions	8,842,000 00	
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	474,824 24	746,311,154f 88c
21	Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	376,994 73	
22	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	789,288 94	
25	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	395,064,438 37	
28	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,610,546 66	
29	Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900.)	17,300,000 00	
30	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	7,395,169 14	
31	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes de distance accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897	15,097,434 10	
34	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation des services militaires	71,445,402 26	
	§ 2.		
41	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)		61,290,000 00
	TOTAL		807,601,154 88

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Suite de la RECETTE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

RECETTES EN ATTÉNUATION DES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Néant			"

RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer.	Bons du Trésor remis à divers particuliers	201,904,353f 50c	685,456,870f 79c	
	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	61,290,000 00		
	Traites et mandats émis	422,262,517 29		
Correspondants du Trésor.	Divers services publics, *l/c* courant avec le Trésor	4,825,668,288 18	8,767,364,806 72	
	Établissements particuliers, *l/c* de fonds déposés au Trésor	13,710,908 22		
	Fonds à rembourser à divers	375,791,205 73		
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	2,205,499,421 86		
	Divers correspondants	1,346,694,982 73		21,865,122,139f 95c
Correspondants des comptables.	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	8,139,973,528 23	11,694,411,187 07	
	Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	2,048,979,811 37		
	Correspondants des agents comptables du Trésor	45,024,348 00		
	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	278,891,023 19		
	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	1,181,542,476 28		
Fonds particuliers des comptables des finances			717,889,275 37	

RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services	551,377,880 16	551,764,821 00
Créances administratives	"	
Comptables en débet	386,940 84	
Créances litigieuses	"	

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Fonds reçus	9,401,138,201 45
TOTAL GÉNÉRAL des créances passives, des créances actives et des mouvements de fonds. (Recette.)	31,818,025,162 40

Suite de la DÉPENSE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Découverts et avances du Trésor sur le service des budgets		8,438,443f 59c

PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer.	Bons du Trésor remis à divers particuliers	181,080,378f 20c	723,687,989f 05c	
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. — Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895	15,792,405 76		
	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. — Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47	9,348,365 40		
	Obligations du Trésor public à court terme. (Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. Renouvellement.)	75,814,904 78		
	Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	10,450,000 00		
	Rentes 3 p. 0/0 amortissables	24,950,000 00		
	Remboursements de traites et mandats	406,251,934 91		
Correspondants du Trésor.	Divers services publics, *l/c* courant avec le Trésor	4,773,601,298 56	8,672,451,078 48	21,798,138,185f 50c
	Établissements particuliers, *l/c* de fonds déposés au Trésor	18,503,653 74		
	Fonds à rembourser à divers	374,358,826 00		
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	2,208,103,156 92		
	Divers correspondants	1,297,884,143 26		
Correspondants des comptables.	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	8,124,878,430 81	11,670,209,330 29	
	Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	2,033,511,961 15		
	Correspondants des agents comptables du Trésor	46,484,780 21		
	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	278,872,527 39		
	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	1,186,461,630 73		
Fonds particuliers des comptables des finances			731,789,787 68	

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services	499,919,141 32	499,981,831 41
Créances administratives	"	
Comptables en débet	62,690 09	
Créances litigieuses	"	

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Fonds envoyés	9,401,694,408 09
TOTAL GÉNÉRAL des créances passives, des créances actives et des mouvements de fonds. (Dépense.)	31,699,814,425 00

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1900.

Numéraire	462,668,552f 46c	2,028,647,563f 69c
Effets à recevoir	1,565,979,011 23	

Suite du **COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.**

Suite du *Tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Suite de la RECETTE.

RÉCAPITULATION DES RECETTES ET DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1899.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.					
Exercice 1898..... Budget général.	France	64,579,640f 74c	66,937,183f 89c		
	Algérie	2,357,543 15			
Exercice 1899..... Budget général.	France	3,521,882,360 08	3,580,445,853 67	3,647,984,464f 76c	
	Algérie	58,563,493 59			
Exercice 1900..... Budget général.	France	601,427 20	601,427 20		
	Algérie	"			
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor			862,909,677 84		
Recettes en atténuation des découverts et avances du Trésor			"	32,680,934,840 24	
Recettes en augmentation des créances passives		21,865,122,139f 95c	31,818,025,162 40		
Recettes en atténuation des créances actives		551,764,821 00			
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds reçus.)		9,401,138,201 45			
Total de la recette				36,328,919,305 00	
Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1899	Numéraire		423,710,743f 45c	1,881,865,601 02	
	Portefeuille		1,458,154,857 57		
Total général				38,210,784,906 02	

Suite de la DÉPENSE.

DÉPENSES PUBLIQUES.					
Exercice 1898..... Budget général	France	383,357,927f 74c	394,390,911f 19c		
	Algérie	11,032,983 45			
Exercice 1899..... Budget général	France	3,116,645,025 74	3,179,481,065 69	3,573,872,036f 31c	
	Algérie	62,836,039 95			
Exercice 1900..... Budget général	France	59 43	59 43		
	Algérie	"			
Budget de l'exercice 1898. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1898 à attribuer au remboursement de diverses avances du Trésor et d'une partie des obligations à court terme (Lois des 3 décembre 1898 et 26 décembre 1899)					92,411,282 55
Prélèvements sur les excédents de recette d'exercices réglés		(A déd.).	*608,586,624 07*		
Divers budgets, L/C d'excédents de recettes à régulariser			608,586,624 07		"
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor			807,601,154f 88c		
Paiements en augmentation des découverts et avances du Trésor			8,438,443 59		32,515,854,023 47
Payements en atténuation des créances passives		21,798,138,185f 50c	31,699,814,425 00		
Payements en augmentation des créances actives		499,981,831 41			
Mouvements de fonds entre les comptables des finances. (Fonds envoyés.)		9,401,694,408 09			
Total de la dépense					36,182,137,342 33
Report des valeurs de caisse et de portefeuille au 1er janvier 1900	Numéraire		462,668,552f 46c		2,028,647,563 69
	Portefeuille		1,565,979,011 23		
Total général					38,210,784,906 02

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.															
	EXERCICE 1898.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*															
	Contributions directes et centimes d'État	"	"	"	"	"	10,685,776 37	"	"	"	"	10,685,776 37	"	"	10,685,776 37	1
1	Taxes assimilées aux contributions directes (fonds généraux)	"	"	"	"	"	3,240,241 58	"	"	"	"	3,240,241 58	1,116,024 90	1,116,024 90	3,240,241 58	2
2	Produits de l'enregistrement	125,447 58	"	"	"	"	"	"	"	"	"	125,447 58	"	"	125,447 58	3
3	Produits du timbre	1,496,841 96	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,496,841 96	"	"	1,496,841 96	4
4	Impôt sur les opérations de bourse	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5
5	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	414 20	"	"	"	"	"	"	"	"	"	414 20	"	"	414 20	6
6	Produits des Douanes	"	284,229 30	"	"	"	"	"	"	"	"	284,229 30	"	"	284,229 30	7
7	Produits des Contributions indirectes	"	"	7,775,241 82	"	"	"	"	"	"	"	7,775,241 82	"	"	7,775,241 82	8
8	Sucres	"	613,229 74	3,328,323 45	"	"	"	"	"	"	"	3,941,553 19	"	"	3,941,553 19	9
	Total du § 1er	1,622,703 74	897,459 04	11,103,565 27	"	"	13,926,017 95	"	"	"	"	27,549,746 00	1,116,024 90	1,116,024 90	27,549,746 00	
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*															
10	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	"	"	883,306 54	"	"	"	"	"	"	"	883,306 54	"	"	883,306 54	10
11	Produits des postes	"	"	"	74,443 80	"	"	"	"	"	"	74,443 80	199,566 01	"	274,009 81	11
12	Produits des télégraphes	"	"	"	1,531,201 54	"	"	"	"	"	"	1,531,201 54	251,448 09	71,963 93	1,710,685 70	12
13	Produits des téléphones	"	"	"	19,678 82	"	"	"	"	"	"	19,678 82	12,865 10	"	32,543 92	13
14	Produits de diverses exploitations	"	"	"	"	"	93,568 50	"	"	"	"	93,568 50	17,390,771 14	116 00	17,484,223 64	14
		"	"	883,306 54	1,625,324 16	"	93,568 50	"	"	"	"	2,602,199 20	17,854,650 34	72,079 93	20,384,769 61	
	COLONIES.															
15	Produits de diverses exploitations	"	"	"	"	"	"	"	"	"	145,050 33	145,050 33	72,126 78	"	217,177 11	15
	Total du § 2	"	"	883,306 54	1,625,324 16	"	93,568 50	"	"	"	145,050 33	2,747,249 53	17,926,777 12	72,079 93	20,601,946 72	
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*															
16	Produits du domaine autre que le domaine forestier	1,607,637 70	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,607,637 70	136,614 71	"	1,744,252 41	16
17	Produits des forêts	253,946 22	"	"	"	"	3,760 00	"	"	"	"	257,706 22	17,118 04	1,400 00	273,424 26	17
	Total du § 3	1,861,583 92	"	"	"	"	3,760 00	"	"	"	"	1,865,343 92	153,732 75	1,400 00	2,017,676 67	
	§ 4. — *Produits divers du budget.*															
18	Produits divers	67 68	"	"	"	"	823,070 97	7,262,645 10	356,802 26	"	3,152,952 08	11,595,538 09	355,000 45	4,543,747 43	7,406,791 11	18
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*															
19	Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*															
20	Recettes en atténuation de dépenses	2,927 14	59,401 63	31,707 64	43,254 97	"	3,432,405 00	2,306,373 59	744 72	12 53	4,963,316 50	10,840,143 73	5,528,879 30	502,372 73	15,866,650 30	20
21	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	470,535 74	689,141 30	688,850 25	"	"	1,848,527 29	4,621,786 43	15,333,483 78	*A déd. 8,863,170 06*	21
	Total du § 6	2,927 14	59,401 63	31,707 64	43,254 97	"	3,902,940 74	2,995,514 89	689,594 97	12 53	4,963,316 50	12,688,671 02	10,150,665 73	15,835,856 51	7,003,480 24	
	Total du budget général (France) A reporter	3,487,282 48	956,860 67	12,018,579 45	1,668,579 13	"	18,749,358 17	10,258,159 99	1,046,397 23	12 53	8,261,318 91	56,446,548 56	29,702,200 95	21,569,108 77	64,579,640 74	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.															
	EXERCICE 1898. (Suite.)															
	BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)															
	Report du budget général (France)	3,487,282 48	956,860 67	12,018,579 45	1,668,579 13	"	18,749,358 17	10,258,159 99	1,046,397 23	12 53	8,261,318 91	56,446,548 56	29,702,200 95	21,569,108 77	64 579,640 74	
	ALGÉRIE.															
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*															
1	Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	"	"	"	"	"	"	"	"	1,090,424 18	"	1,090,424 18	"	"	1,090,424 18	1
2	Produits de l'enregistrement	"	"	"	"	"	"	"	"	2,787 51	"	2,787 51	"	"	2,787 51	2
3	Produits du timbre	"	"	"	"	"	"	"	"	7,143 21	"	7,143 21	"	"	7,143 21	3
4	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
5	Produits des douanes	"	"	"	"	"	"	"	"	625 00	"	625 00	"	"	625 00	5
6	Produits des contributions diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	309,529 31	"	309,529 31	"	"	309,529 31	6
	Total du § 1er	"	"	"	"	"	"	"	"	1,410,509 21	"	1,410,509 21	"	"	1,410,509 21	
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*															
7	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7
8	Produits des postes	"	"	"	"	"	"	"	"	1,108 71	"	1,108 71	20,855 63	"	21,964 34	8
9	Produits des télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	4,764 13	"	4,764 13	994 83	"	5,758 96	9
10	Produits des téléphones	"	"	"	"	"	"	"	"	7 43	"	7 43	"	"	7 43	10
	Total du § 2	"	"	"	"	"	"	"	"	5,880 27	"	5,880 27	21,850 46	"	27,730 73	
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*															
11	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	"	"	"	"	"	"	"	244,950 04	"	244,950 04	1,029,668 96	"	1,274,619 00	11
12	Produits des forêts	"	"	"	"	"	"	"	"	99,412 94	"	99,412 94	"	"	99,412 94	12
	Total du § 3	"	"	"	"	"	"	"	"	344,362 98	"	344,362 98	1,029,668 96	"	1,374,031 94	
	§ 4. — *Produits divers du budget.*															
13	Produits divers	"	"	"	"	"	"	"	"	275,400 73	"	275,400 73	"	"	275,400 73	13
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*															
14	Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*															
15	Recettes en atténuation de dépenses	"	"	"	"	"	"	"	"	283,824 56	"	283,824 56	"	20,855 63	262,968 93	15
16	Recettes d'ordre proprement dites	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	58,208 99	1,051,307 38	*A déd. 993,098 39*	16
	Total du § 6	"	"	"	"	"	"	"	"	283,824 56	"	283,824 56	58,208 99	1,072,163 01	*A déd. 730,129 46*	
	Total du budget général (Algérie)	"	"	"	"	"	"	"	"	2,319,977 75	"	2,319,977 75	1,109,728 41	1,072,163 01	2,357,543 15	
	Total des recettes de l'exercice 1898 à reporter	3,487,282 48	956,860 67	12,018,579 45	1,668,579 13	"	18,749,358 17	10,258,159 99	1,046,397 23	2,319,990 28	8,261,318 91	58,766,526 31	30,811,929 36	22,641,271 78	66,937,183 89	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Recettes.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction de la Comptabilité publique. Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1898...	3,487,282 48	956,860 67	12,018,579 45	1,668,579 13	"	18,749,358 17	10,258 159 99	1,046,397 23	2,319,990 28	8,261,318 91	58,766,526 31	30,811,929 36	22,641,271 78	66,937,183 89	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.															
	EXERCICE 1899.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*															
1	Contributions directes et centimes d'État....	"	"	"	"	"	464,421,801 80	"	"	"	"	464,421,801 80	"	"	464,421,801 80	1
2	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.).....	"	"	"	"	"	35,488,586 58	"	"	"	"	35,488,586 58	16,674,839 93	16,674,839 93	35,488,586 58	2
3	Produits de l'enregistrement.....	542,545,308 51	"	"	"	"	"	"	"	"	"	542,545,308 51	"	"	542,545,308 51	3
4	Produits du timbre.....	179,986,467 59	"	"	"	"	"	"	"	"	"	179,986,467 59	"	"	179,986,467 59	4
5	Impôt sur les opérations de Bourse.....	6,884,439 33	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6,884,439 33	"	"	6,884,439 33	5
6	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	74,291,055 92	"	"	"	"	"	"	"	"	"	74,291,055 92	"	"	74,291,055 92	6
7	Produits des douanes.....	"	453,010,542 86	"	"	"	"	"	"	"	"	453,010,542 86	"	523,118 13	452,487,424 73	7
8	Produits des contributions indirectes.....	"	"	639,672,946 57	"	"	"	"	"	"	"	639,672,946 57	523,118 13	"	640,196,064 70	8
9	Sucres.....	"	30,726,693 07	159,050,735 68	"	"	"	"	"	"	"	189,777,428 75	2,001,606 15	1,249,009 72	190,530,025 18	9
	Total du § 1er.....	803,707,271 35	483,737,235 93	798,723,682 25	"	"	499,910,388 38	"	"	"	"	2,586,078,577 91	19,199,564 21	18,446,967 78	2 586,831,174 34	
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*															
10	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes.....	"	"	455,703,059 30	"	"	"	"	"	"	"	455,703,059 30	"	"	455,703,059 30	10
11	Produits des postes.....	"	"	"	200,436,692 15	"	"	"	"	"	"	200,436,692 15	19,275 00	72,917 46	200,383,049 69	11
12	Produits des télégraphes.....	"	"	"	40,187,363 44	"	"	"	"	"	"	40,187,363 44	106,204 22	67,385 38	40,226,182 28	12
13	Produits des téléphones.....	"	"	"	15,561,420 91	"	"	"	"	"	"	15,561,420 91	4,901 22	1,488,937 72	14,077,384 41	13
14	Produits de diverses exploitations.....	"	"	"	"	"	762,904 14	17,390,733 53	"	"	"	18,153,637 67	125,931 50	17,390,733 53	888,835 64	14
	Colonies.	"	"	455,703,059 30	256,185,476 50	"	762,904 14	17,390,733 53	"	"	"	730,042,173 47	256 311 94	19,019,974 09	711,278,511 32	
15	Produits de diverses exploitations.....	"	"	"	"	"	"	6,292 47	"	"	36,872 83	43,165 30	67,496 48	"	110,661 78	15
	Total du § 2.....	"	"	455,703,059 30	256,185,476 50		762,904 14	17,397,026 00	"	"	36,872 83	730,085,338 77	323,808 42	19,019,974 09	711,389,173 10	
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*															
16	Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	17,649,633 49	"	"	"	"	"	"	"	"	"	17,649,633 49	"	"	17,649,633 49	16
17	Produits des forêts.....	6,754,879 52	"	"	"	"	23,838,201 47	"	"	"	"	30,593,080 99	4,338 00	"	30,597,418 99	17
	Total du § 3.....	24,404,513 01	"	"	"	"	23,838,201 47	"	"	"	"	48,242,714 48	4,338 00	"	48,247,052 48	
	§ 4. — *Produits divers du budget.*															
18	Produits divers.....	273,785 26	"	225 00	"	"	40,180,455 49	35,607,940 43	1,728,710 31	2,922,880 44	1,253,071 03	81,967,067 96	632,422 03	27,639,176 53	54,960,313 46	18
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*															
19	Diverses ressources exceptionnelles.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*															
20	Recettes en atténuation de dépenses.....	910,645 73	1,921,048 02	2,162,773 10	5,038,464 13	"	26,522,177 00	5,938,324 57	29,507 49	43,781 29	998,227 52	43,564,948 85	48,881 70	4,242 38	43,609,588 17	20
21	Recettes d'ordre proprement dites.....	"	"	"	"	"	16,515,768 52	5,303,391 20	210,288 14	"	"	22,029,447 86	56,085,396 36	1,269,785 69	76,845,058 53	21
	Total du § 6.....	910,645 73	1,921,048 02	2,162,773 10	5,038,464 13	"	43,037,945 52	11,241,715 77	239,795 63	43,781 29	998,227 52	65,594,396 71	56,134,278 06	1,274,028 07	120,454,646 70	
	Total du budget général (France) à reporter.	829,296,215 35	485,658,283 95	1,256,589,739 65	261,223,940 63	"	607,729,895 00	64,246,682 20	1,968,505 94	2,966,661 73	2,288,171 38	3,511,968,095 83	76,294,410.72	66,380,146 47	3,521,882,360 08	
	A reporter (Exercice 1898).....	3,487,282 48	956,800 67	12,018,579 45	1,668,579 13	"	18,749,358 17	10,258,159 99	1,046,397 23	2,319,990 28	8,261,318 91	58,766,526 31	30,811,929 36	22,641,271 78	66,937,183 89	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Développement, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des recettes.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des recettes faites par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	Total des recettes.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1898.....	3,487,282 48	956,860 67	12,018,579 45	1,668,579 13	"	18,749,358	10,258,159 99	1,046,397 23	2,319,990 28	8,261,318 91	58,766,526 31	30,811,929 36	22,641,271 78	66,937,183 89	
	Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.															
	EXERCICE 1899. (Suite.)															
	BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)															
	Report de l'exercice 1899 (France).	829,296,215 35	485,658,283 95	1 256,589,739 65	261,223,940 63	"	607,729,895	64,246,682 20	1,968,505 94	2,966,661 73	2,288,171 38	3,511,968,095 83	"	"	"	
	ALGÉRIE.															
	§ 1er. — *Impôts et revenus.*															
1	Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10,827,847 12	"	10,827,847 12	"	"	10,827,847 12	1
2	Produits de l'enregistrement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4,273,524 37	"	4,273,524 37	"	"	4,273,524 37	2
3	Produits du timbre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4,277,246 36	"	4,277,246 36	"	"	4,277,246 36	3
4	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	186,827 93	"	186,827 93	"	"	186,827 93	4
5	Produits des douanes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	14,625,030 90	"	14,625,030 90	"	"	14,625,030 90	5
6	Produits des contributions diverses.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7,192,710 03	"	7,192,710 03	"	"	7,192,710 03	6
	Total du § 1er.....	"	"	"	"	"	"	"	"	41,383,186 71	"	41,383,186 71	"	"	41,383,186 71	
	§ 2. — *Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.*															
7	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses.....	"	"	"	"	"	"	"	"	931,458 97	"	931,458 97	"	"	931,458 97	7
8	Produits des postes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3,385,781 26	"	3,385,781 26	"	4,961 88	3,380,819 38	8
9	Produits des télégraphes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1,455,668 24	"	1,455,668 24	"	"	1,455,668 24	9
10	Produits des téléphones.....	"	"	"	"	"	"	"	"	140,884 22	"	140,884 22	"	19,461 05	121,423 17	10
	Total du § 2.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5,913,792 69	"	5,913,792 69	"	24,422 93	5,889,369 76	
	§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*															
11	Produits du domaine autre que le domaine forestier.	"	"	"	"	"	"	"	"	2,338,239 06	"	2,338,239 06	"	"	2,338,239 06	11
12	Produits des forêts.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1,866,746 70	"	1,866,746 70	"	"	1,866,746 70	12
	Total du § 3.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4,204,985 76	"	4,204,985 76	"	"	4,204,985 76	
	§ 4. — *Produits divers du budget.*															
13	Produits divers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1,015,653 72	"	1,015,653 72	"	"	1,015,653 72	13
	§ 5. — *Ressources exceptionnelles.*															
14	Diverses ressources exceptionnelles.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14
	§ 6. — *Recettes d'ordre.*															
15	Recettes en atténuation de dépenses.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3,375,551 71	"	3,375,551 71	"	"	3,375,551 71	15
16	Recettes d'ordre proprement dites.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,694,745 93	"	2,694,745 93	16
	Total du § 6.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3,375,551 71	"	3,375,551 71	2,694,745 93	"	6 070,297 64	
	Total du budget général. (Algérie.).....	"	"	"	"	"	"	"		55,893,170 59	"	55,893,170 59	2,694,745 93	24,422 93	58,563,493 59	
	Total des recettes de l'exercice 1899...	829,296,215 35	485,658,283 95	1,256,589,739 65	261,223,940 63	"	607,729,895	64,246,682 20	1,968,505 94	58,859,832 32	2,288,171 38	3,567,861,266 42	78,989,156 65	66,404,569 40	3,580,445,853 67	
	EXERCICE 1900.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	RECETTES D'ORDRE.															
	Recettes en atténuation de dépenses.															
1	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement.....	"	"	"	"	"	19,450 78	"	"	"	"	19,450 78	"	"	19,450 78	1
	Recettes d'ordre proprement dites.															
2	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	581,976 42	"	581,976 42	2
		"	"	"	"	"	19,450 78	"	"	"	"	19,450 78	581,976 42	"	601,427 20	
	Total des recettes sur les contributions et revenus publics (à reporter).....	832,783,497 83	486,615,144 62	1,268,608 319 10	262,892,519 76	"	626,498,703	74,504,842 19	3,014,903 17	61,179,822 60	10,549 490 29	3,626,647,243 51	110,383,062 43	89,045,841 18	3,647,984,464 76	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE DES COMPTES.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets.)	832,783,497 83	486,615,144 62	1,268,608,319 10	262,892,519 76	"	626,498,703 [illegible]	74,504,842 19	3,014,903 17	61,179,822 60	10,549,490 29	3,626,647,243 51	110,383,062 43	89,045,841 18	3,647,984,464 76	
	SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.															
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	"	"	"	"	"	9,830,164 [illegible]	3,913,178 00	1,500 00	260,650 00	99,200 00	14,104,692 62	"	"	14,104,692 62	1
2	Services départementaux de l'Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	32,595,742 06	"	32,595,742 06	"	"	32,595,742 06	2
3	Service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	109,423,456 24	109,423,456 24	"	"	109,423,456 24	3
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000 00	50,000 00	"	"	50,000 00	4
5	Caisse de réserve du service local des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,343,569 52	8,343,569 52	"	"	8,343,569 52	5
6	Budget général de l'Indo-Chine	"	"	"	"	"	"	"	"	"	25,842,319 44	25,842,319 44	"	"	25,842,319 44	6
9	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	48,209 90	"	48,209 90	9
10	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	"	"	"	"	"	19,093,851 [illegible]	"	470,600 00	1,756,179 43	3,000 00	21,323,630 78	"	33,862 73	21,289,768 05	10
11	Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, s/c provisoire	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	134,756 00	"	134,756 00	11
12	Trésor public, s/c d'opérations faites par la liste impériale pour le compte de l'État	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	843,684 88	"	843,684 88	12
13	Réorganisation des défenses de Calais	102,718 89	"	"	"	"	"	"	"	"	"	102,718 89	7,460,002 71	"	7,562,721 60	13
15	Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions	"	"	"	"	"	"	7,848,953 21	"	"	"	7,848,953 21	"	"	7,848,953 21	15
17	Avances aux Compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts	"	"	"	"	"	"	31,000,000 00	"	"	"	31,000,000 00	26,557,237 14	"	57,557,237 14	17
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	1,243,490 34	"	1,243,490 34	"	"	1,243.490 34	18
21	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du ministère de la Guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	2,892,410 23	"	"	"	"	"	"	"	1,592,308 12	"	4,484,718 35	"	"	4,484,718 35	21
22	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	1,884 00	"	"	"	"	"	"	"	581,947 66	"	583,831 66	"	"	583,831 66	22
25	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	"	"	"	"	"	396,545,032 17	"	"	"	"	396,545,032 17	"	"	396,545,032 17	25
26	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	"	"	"	"	"	"	2,430,642 06	"	"	"	2,430,642 06	"	"	2,430,642 06	26
28	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	"	"	"	"	"	2,555,901 [illegible]	"	"	3,204 54	"	2,559,106 44	"	"	2,559,106 44	28
29	Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900.)	"	"	"	"	"	17,300,000 [illegible]	"	"	"	"	17,300,000 00	"	"	17,300,000 00	29
30	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	"	"	"	"	"	7,479,650 [illegible]	"	"	"	"	7,479.650 93	50,699 04	"	7,530,349 97	30
31	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et de détaxes de distance accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897	"	300,706 27	14,796,668 13	"	"	"	"	"	59 70	"	15,097,434 10	2,911,086 24	"	18,008,520 34	31
33	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	"	"	"	"	"	"	4,129,409 33	"	"	"	4,129,409 33	"	"	4,129,409 33	33
34	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	"	"	"	"	"	651,969 [illegible]	2,225 81	"	"	"	654,195 36	"	"	654,195 36	34
35	Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	"	"	"	"	"	"	61,290,000 00	"	"	"	61,290,000 00	"	"	61,290,000 00	35
	TOTAL	2,997,013 12	300,706 27	14,796,668 13	"	"	453,456,570 [illegible]	110,614,408 41	472,100 00	38,033,581 85	143,761,545 20	764,432,593 50	38,005,675 91	33,862 73	802,404,406 68	
37	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.) [Conversion de l'emprunt Morgan.]	"	"	"	"	"	"	15,792,405 76	"	"	"	15,792,405 76	"	"	15,792,405 76	37
38	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56, et 28 décembre 1895, art. 47.)	"	"	"	"	"	"	9,348,365 40	"	"	"	9,348,365 40	"	"	9,348,365 40	38
39	Trésor public, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	"	"	"	"	24,914,500 00	"	"	"	24,914,500 00	"	"	24,914,500 00	39
40	Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	"	"	"	"	"	10,450,000 00	"	"	"	10,450,000 00	"	"	10,450,000 00	40
	TOTAL	"	"	"	"	"	"	60,505,271 16	"	"	"	60,505,271 16	"	"	60,505,271 16	
	TOTAL des recettes sur les services spéciaux	2,997,013 12	300,706 27	14,796,668 13	"	"	453,456,570 [illegible]	171,119,679 57	472.100 00	38,033,581 85	143,761.545 20	824,937,864 66	38,005,675 91	33,862 73	862,909,677 84	
	A reporter (Budgets et services spéciaux)	835,780,510 95	486,915,850 89	1,283,404,987 23	262,892,519 76	"	1,079,955,274 [illegible]	245,624,521 76	3,487,003 17	99,213,404 45	154,311,035 49	4,451,585,108 17	148,388,738 34	89,079,703 91	4,510,894,142 60	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Recettes faites par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES RECETTES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS PAYEURS des colonies.	TOTAL DES RECETTES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL des RECETTES.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets et services spéciaux.)..	835,780,510 95	486,915,850 89	1,283,404,987 23	262,892,519 76	»	1,079,955,274 [illegible]	245,624,521 76	3,487,003 17	99,213,404 45	154,311,035 49	4,451,585,108 17	148,388,738 34	89,079,703 91	4,510,894,142 60	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.															
	Effets à payer.															
1	Bons du Trésor public remis à divers.....	»	»	»	»	»	»	201,904,353 50	»	»	»	201,904,353 50	»	»	201,904,353 50	1
2	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.).....	»	»	»	»	»	»	61,290,000 00	»	»	»	61,290,000 00	»	»	61,290,000 00	2
3	Émission de traites et de mandats.....	»	»	»	»	»	229,608,037 [illegible]	58,329,112 59	4,101,812 79	51,420,608 25	78,793,970 36	422,253,541 09	8,976 20	»	422,262,517 29	3
	TOTAL.....	»	»	»	»	»	229,608,037 [illegible]	321,523,466 19	4,101,812 79	51,420,608 25	78,793,970 36	685,447,894 59	8,976 20	»	685,456,870 79	
	Correspondants du Trésor.															
4	Divers services publics, L/C courant avec le Trésor..	»	»	»	1,265,758,318 42	123,956,943 65	1,362,589,983 [illegible]	863,467,846 93	12,490,608 54	128,717,897 50	20,362,094 94	3,777,343,693 83	1,048,324,594 35	»	4,825,668,288 18	4
5	Établissements particuliers, L/C de fonds déposés au Trésor.....	»	»	»	»	»	»	13,568,939 07	»	»	»	13,568,939 07	141,969 15	»	13,710,908 22	5
6	Fonds à rembourser à divers.....	»	»	»	»	»	»	374,278,103 16	»	»	»	374,278,103 16	1,513,102 57	»	375,791,205 73	6
7	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.....	7,431,784 04	262,409,146 96	1,119,970,280 31	706,408,203 19	»	»	»	»	107,755,825 36	»	2,203,975,239 86	1,524,182 00	»	2,205,499,421 86	7
8	Divers correspondants.....	»	»	»	»	1,175,989,339 23	57,023,280 [illegible]	112,996,355 32	»	685,773 78	»	1,346,694,749 32	233 41	»	1,346,694,982 73	8
	TOTAL.....	7,431,784 04	262,409,146 96	1,119,970,280 31	1,972,166,521 61	1,299,946,282 88	1,419,613,264 [illegible]	1,364,311,244 48	12,490,608 54	237,159,496 64	20,362,094 94	7,715,860,725 24	1,051,504,081 48	»	8,767,364,806 72	
	Correspondants des comptables des finances.															
9	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux....	»	»	»	»	»	8,139,973,528 [illegible]	»	»	»	»	8,139,973,528 23	»	»	8,139,973,528 23	9
10	Corresp. du caissier-payeur central du Trésor public..	»	»	»	»	»	»	2,048,979 811 37	»	»	»	2,048,979,811 37	»	»	2,048,979,811 37	10
11	Correspondants des agents comptables du Trésor...	»	»	»	»	»	»	»	45,015,464 14	»	»	45,015,464 14	8,883 86	»	45,024,348 00	11
12	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie....	»	»	»	»	»	»	»	»	278,891,023 19	»	278,891,023 19	»	»	278,891,023 19	12
13	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,181,369,851 17	1,181,369,851 17	172,808 86	183 75	1,181,542,476 28	13
	TOTAL.....	»	»	»	»	»	8,139,973,528 [illegible]	2,048,979,811 37	45,015,464 14	278,891,023 19	1,181,369,851 17	11,694,229,678 10	181,692 72	183 75	11,694,411,187 07	
14	Fonds particuliers des comptables des finances.....	19,075 39	»	350,582 11	»	»	717,423,958 [illegible]	»	»	4,774 04	90,885 61	717,889,275 37	»	»	717,889,275 37	14
	TOTAL des créances passives.....	7,450,859 43	262,409,146 96	1,120,320,862 42	1,972,166,521 61	1,299,946,282 88	10,506,618,788 [illegible]	3,734,814,522 04	61,607,885 47	567,475,902 12	1,280,616,802 08	20,813,427,573 30	1,051,694,750 40	183 75	21,865,122,139 95	
	RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.															
15	Avances pour divers services des ministères.....	605,003 98	21,606,119 35	8,038,573 08	5,067,067 28	»	10,119,223 [illegible]	421,592,513 56	13,484,782 20	4,716,352 38	133,746 08	485,363,381 62	66,014,498 54	»	551,377,880 16	15
16	Comptables en débet.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	440,525 94	53,585 10	386,940 84	16
17	Créances litigieuses.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17
	TOTAL des créances actives.....	605,003 98	21,606,119 35	8,038,573 08	5,067,067 28	»	10,119,223 [illegible]	421,592,513 56	13,484,782 20	4,716,352 38	133,746 08	485,363,381 62	66,455,024 48	53,585 10	551,764,821 00	
	MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.															
18	Fonds reçus.....	3,513,116 06	9,054,442 74	16,029,483 55	937,829,808 49	413,558,846 86	3,797,457,097 [illegible]	3,800,222,790 67	33,978,609 21	295,768,464 56	91,782,681 17	9,399,195,340 59	1,942,860 86	»	9,401,138,201 45	18
	TOTAL des recettes sur les services de trésorerie.... (Non compris les services spéciaux.)	11,568,979 47	293,069,709 05	1,144,388,919 05	2,915,063,397 38	1,713,505,129 74	14,314,195,109 [illegible]	7,956,629,826 27	109,071,276 88	867,966,719 06	1,372,533,229 33	30,697,986,295 51	1,120,092,635 74	53,768 85	31,818,025,162 40	
	TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES.....	847,349,490 42	779,985,559 94	2,427,793,906 28	3,177,955,917 14	1,713,505,129 74	15,394,150,353 [illegible]	8,202,254,348 03	112,558,280 05	967,174,123 51	1,526,844,264 82	35,149,571,403 68	1,268,481,374 08	89,133,472 76	36,328,919,305 00	
													1,179,347,901 32			

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des payements faits par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1898.															
	BUDGET GÉNÉRAL. FRANCE.															
	1re PARTIE. — *Dette publique.*															
1	Ministère des finances. Dette consolidée	"	"	"	"	"	3,465,156	35,911,346 03	1,094 50	11,731 50	103,310 75	39,492,639 46	"	7,951 00	39,484,688 46	1
2	Dette remboursable à terme ou par annuités	"	"	"	"	"	6,212,442	5,743,208 24	498 40	90,959 98	1,166 79	12,048,276 35	"	2,009 09	12,046,267 26	2
3	Dette viagère	"	"	"	"	"	2,434,780	4,062,307 94	8,415 40	81,708 09	643,762 91	7,230,975 23	1,625,213 24	1,640,047 09	7,216,141 38	3
	Total de la 1re partie	"	"	"	"	"	12,112,380	45,716,862 21	10,008 30	184,399 57	748,240 45	58,771,891 04	1,625,213 24	1,650,007 18	58,747,097 10	
	2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*															
4	Ministère des finances. Présidence de la République	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
5	Sénat et Chambre des députés	"	"	"	"	"	"	285,764 00	"	"	"	285,764 00	"	"	285,764 00	5
	Total de la 2e partie	"	"	"	"	"	"	285,764 00	"	"	"	285,764 00	"	"	285,764 00	
	3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*															
6	Ministère des finances	"	"	"	"	"	403,040	2,276,411 82	"	533 15	13,708 08	2,693,693 31	173,076 80	78,188 28	2,788,581 83	6
7	Ministère de la justice	"	"	"	"	"	1,180,849	123,483 24	5,874 88	145 83	"	1,310,353 06	2,406 40	125 00	1,312,634 46	7
8	Ministère des affaires étrangères	"	"	"	"	"	18,415	2,610,036 40	41 66	6,055 00	"	2,634,548 55	285,127 92	65,563 00	2,854,113 47	8
9	Ministère de l'intérieur et des cultes. Service de l'intérieur	"	"	"	"	"	9,686,857	3,634,416 06	"	985 00	300 00	13,322,558 12	20,544 62	187,164 78	13,155,937 96	9
10	Service des cultes	"	"	"	"	"	11,174,642	197,558 77	375 00	"	"	11,372,576 68	"	89 60	11,372,487 08	10
11	Ministère de la guerre. Dépenses ordinaires	"	"	"	"	"	24,908,117	9,536,581 15	718,440 83	4,387,038 59	5,316 63	39,555,494 94	41,202,721 93	41,047,799 62	39,710,417 25	11
12	Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	7,649,328	1,672,749 40	237,199 67	43,981 17	"	9,603,258 92	1,216,224 61	1,674,071 18	9,145,412 35	12
13	Ministère de la marine	"	"	"	"	"	29,278,847	25,654,594 97	11,296,914 26	79,277 11	2,285 59	66,311,919 76	9,493,432 32	8,061,601 30	67,743,750 78	13
14	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Instruction publique	"	"	"	"	"	17,100,930	2,570,176 49	50 00	6,157 29	"	19,677,313 89	27,987 52	346,950 63	19,358,350 78	14
15	Beaux-arts	"	"	"	"	"	1,360,434	4,000,349 56	1,000 00	175 00	"	5,361,958 88	80,704 74	82,024 72	5,360,638 90	15
16	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Commerce	"	"	"	"	"	7,340,864	6,767,797 79	"	1,168 52	93,298 04	14,212,128 58	10,422 44	365,714 31	13,856,836 71	16
17	Postes et télégraphes	"	"	"	1,454 55	"	"	285,302 33	"	"	"	286,756 88	"	17,059 07	269,697 81	17
18	Ministère des colonies	"	"	"	"	"	3,075,040	3,937,666 43	"	5,525 88	37,919,919 91	44,938,152 74	1,334,384 64	2,006,577 50	44,265,959 88	18
19	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	9,995,082	959,638 55	900 00	1,476 76	300 00	10,957,398 25	16,877 73	21,859 97	10,952,416 01	19
20	Ministère des travaux publics. Dépenses ordinaires	"	"	"	"	"	9,412,851	1,643,800 96	"	2,475 00	"	11,059,127 05	138,362 44	77,513 84	11,119,975 65	20
21	Dépenses extraordinaires	"	"	"	"	"	11,318,078	24,210,488 65	"	"	"	35,528,567 03	172,648 79	1,078,577 36	34,622,638 46	21
	Total de la 3e partie	"	"	"	1,454 55	"	143,912,380	90,081,052 57	12,260,796 30	4,534,994 30	38,035,128 25	288,825,806 64	54,174,922 90	55,110,880 16	287,889,849 38	
	Total (à reporter)	"	"	"	1,454 55	"	156,024,761	136,083,678 78	12,270,804 60	4,719,393 87	38,783,368 70	347,883,461 68	55,800,136 14	56,760,887 34	346,922,710 48	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1898.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	Report du budget général.....	"	"	"	1,454 55	"	156,024,761 18	136,083,678 [illegible]	12,270,804 60	4,719,393 87	38,783,368 70	347,883,461 68	55,800,136 14	56,760,887 34	346,922,710 48	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*															
22	Ministère des finances.....	201,433 24	329,524 85	4,556,010 76	"	"	4,161,133 30	1,744,511 [illegible]	"	9,180 81	"	11,001,794 92	74,586 19	68,104 48	11,008,276 63	22
23	Ministère des affaires étrangères	"	"	"	"	"	134 67	58,495 [illegible]	"	"	"	58,630 05	"	"	58,630 05	23
24	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	"	"	5,606,253 92	"	1,145,708 82	10,460,249 [illegible]	"	"	"	17,212,212 56	936,490 96	2,024,848 26	16,123,855 26	24
25	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	2,613,542 31	42,942 [illegible]	"	"	"	2,656,484 34	5,958 04	3,829 78	2,658,612 60	25
	TOTAL de la 4e partie.....	201,433 24	329,524 85	4,556,010 76	5,606,253 92	"	7,920,519 10	12,306,199 [illegible]	"	9,180 81	"	30,929,121 87	1,017,035 19	2,096,782 52	29,849,374 54	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*															
26	Ministère des finances	476,817 58	356,959 76	43,084 57	"	"	1,693,797 11	14,782 [illegible]	"	188 28	18,166 25	2,603,796 51	2,911,086 24	3 22	5,514,879 53	26
27	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	141,530 69	"	"	"	"	141,530 69	"	"	141,530 69	27
28	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.... — Service des postes et des télégraphes.....	"	"	"	157,889 21	"	"	770,247 [illegible]	"	"	"	928,136 56	"	"	928,136 56	28
29	Ministère de l'agriculture.....	"	"	"	"	"	1,295 94	"	"	"	"	1,295 94	"	"	1,295 94	29
	TOTAL de la 5e partie.....	476,817 58	356,959 76	43,084 57	157,889 21	"	1,836,623 74	785,030 [illegible]	"	188 28	18,166 25	3,674,759 70	2,911,086 24	3 22	6,585,842 72	
	TOTAL du budget général (France) [à reporter].....	678,250 82	686,484 61	4,599,095 33	5,765,597 68	"	165,781,904 02	149,174,908 [illegible]	12,270,804 60	4,728,762 96	38,801,534 95	382,487,343 25	59,728,257 57	58,857,673 08	383,357,927 74	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des payements faits par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1898.															
	Report du budget général. (France.)..	678,250 82	686,484 61	4,599,095 33	5,765,597 68	"	165,781,904 02	149,174,908 [illegible]	12,270,804 60	4,728,762 96	38,801,534 95	382,487,343 25	59,728,257 57	58,857,673 08	383,357,927 74	
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	ALGÉRIE.															
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*															
1	Ministère des finances	"	"	"	"	"	710 67	5,615 [illegible]	150 00	52,721 23	"	59,197 73	"	"	59,197 73	1
2	Ministère de la justice	"	"	"	"	"	206 20	8,083 [illegible]	"	85,296 40	"	93,586 45	24,032 04	"	117,618 49	2
3	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur. — Justice musulmane	"	"	"	"	"	"	"	"	11,820 31	"	11,820 31	"	"	11,820 31	3
4	Intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	1,982,743 60	"	1,982,743 60	42,089 88	46,674 46	1,978,159 02	4
5	Culte musulman	"	"	"	"	"	"	"	"	50,293 22	"	50,293 22	"	"	50,293 22	5
6	Instruction publ. indigène	"	"	"	"	"	"	"	"	7,018 05	"	7,018 05	"	"	7,018 05	6
7	Beaux-arts	"	"	"	"	"	"	"	"	83,840 35	"	83,840 35	"	"	83,840 35	7
8	Commerce et industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	3,741 11	"	3,741 11	"	"	3,741 11	8
9	Agriculture	"	"	"	"	"	"	"	"	536,599 29	"	536,599 29	"	14,055 00	522,544 29	9
10	Travaux publics	"	"	"	"	"	"	"	"	2,709,522 85	"	2,709,522 85	34,014 09	1,581 00	2,741,955 94	10
11	Service des cultes	"	"	"	"	"	29 15	440 [illegible]	"	232,765 83	"	233,235 43	89 60	"	233,325 03	11
12	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	"	"	"	"	"	2,292 37	45,615 [illegible]	"	585,187 08	"	633,094 87	283 33	592 37	632,785 83	12
13	Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	6,149 [illegible]	"	22,909 99	"	29,059 69	"	"	29,059 69	13
14	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	258 [illegible]	"	17,663 33	"	17,921 64	"	"	17,921 64	14
15	Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	15
16	Ministère des travaux publics	"	"	"	"	"	"	706,297 [illegible]	"	"	"	706,297 55	"	"	706,297 55	16
	Total de la 3e partie	"	"	"	"	"	3,238 39	772,461 [illegible]	150 00	6,382,122 64	"	7,157,972 14	100,508 94	62,902 83	7,195,578 25	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*															
17	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	1,438,772 06	"	1,438,772 06	5,778 75	4,922 78	1,439,628 03	17
18	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et télégraphes	"	"	"	"	"	"	27,045 [illegible]	"	311,276 40	"	338,321 51	186,744 75	66,051 13	459,015 13	18
19	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	"	"	"	"	"	"	"	419,214 55	"	419,214 55	45 83	6,595 23	412,665 15	19
	Total de la 4e partie	"	"	"	"	"	"	27,045 [illegible]	"	2,169,263 01	"	2,196,308 12	192,569 33	77,569 14	2,311,308 31	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*															
20	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	1,486,049 96	"	1,486,049 96	"	498 24	1,485,551 72	20
21	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	40,545 17	"	40,545 17	"	"	40,545 17	21
	Total de la 5e partie	"	"	"	"	"	"	"	"	1,526,595 13	"	1,526,595 13	"	498 24	1,526,096 89	
	Total du budget général (Algérie)	"	"	"	"	"	3,238 39	799,506 [illegible]	150 00	10,077,980 78	"	10,880,875 39	293,078 27	140,970 21	11,032,983 45	
	Total des payements de l'exercice 1898. [à reporter]	678,250 82	686,484 61	4,599,095 33	5,765,597 68	"	165,785,142 41	149,974,414 [illegible]	12,270,954 60	14,806,743 74	38,801,534 95	393,368,218 64	60,021,335 84	58,998,643 29	394,390,911 19	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des payements faits par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1898....	678,250 82	686,484 61	4,599,095 33	5,765,597 68	"	165,785,142 41	149,974,414 5[illegible]	12,270,954 60	14,806,743 74	38,801,534 95	393,368,218 64	60,021,335 84	58,998,643 29	394,390,911 19	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1899.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	1re PARTIE. — *Dette publique.*															
1	Ministère des finances. Dette consolidée.....	"	"	"	"	"	147,231,241 92	497,241,147 7[illegible]	31,412 00	391,163 50	74,849 50	644,969,814 46	101 50	"	644,969,915 96	1
2	Ministère des finances. Dette remboursable à terme ou par annuités.....	"	"	"	"	"	252,661 62	292,366,803 [illegible]	34 84	2,753 74	147 94	292,622,401 57	12,285,436 47	"	304,907,838 04	2
3	Ministère des finances. Dette viagère.....	"	"	"	"	"	171,509,550 72	48,213,839 7[illegible]	395,027 72	6,882,372 05	541,255 47	227,542,045 71	"	"	227,542,045 71	3
	Total de la 1re partie...	"	"	"	"	"	318,993,454 26	837,821,790 7[illegible]	426,474 56	7,276,289 29	616,252 91	1,165,134,261 74	12,285,537 97	"	1,177,419,799 71	
	2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*															
4	Ministère des finances. Présidence de la République.	"	"	"	"	"	"	1,293,333 3[illegible]	"	"	"	1,293,333 33	"	96,666 65	1,196,666 68	4
5	Ministère des finances. Sénat et Chambre des députés	"	"	"	"	"	"	12,040,000 00	"	"	"	12,040,000 00	"	"	12,040,000 00	5
	Total de la 2e partie...	"	"	"	"	"	"	13,333,333 3[illegible]	"	"	"	13,333,333 33	"	96,666 65	13,236,666 68	
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*															
6	Ministère des finances.....	2,688 88	231 06	20,291 77	"	"	10,388,468 53	15,561,554 2[illegible]	2,276 37	20,924 36	38,226 73	26,034,061 92	18,113 18	114,929 91	25,937,845 19	6
7	Ministère de la justice.....	5,270,987 56	"	"	"	"	22,629,294 32	5,640,557 [illegible]	396,534 69	1,625 00	"	33,938,999 04	2,803 55	317 77	33,941,484 82	7
8	Ministère des affaires étrangères.....	"	"	"	"	"	69,564 75	13,206,557 [illegible]	13,324 94	12,925 00	"	13,302,372 18	39,383 02	13,983 61	13,327,771 59	8
9	Ministère de l'intérieur et des cultes. Service de l'intérieur.....	"	"	"	"	"	37,353,137 53	24,972,038 [illegible]	"	2,230 00	300 00	62,327,706 10	20,971 67	448,596 19	61,900,081 58	9
10	Ministère de l'intérieur et des cultes. Service des cultes.....	"	"	"	"	"	30,622,335 21	770,222 8[illegible]	1,125 00	4,505 56	"	31,398,188 65	112 50	1,363 08	31,396,938 07	10
11	Ministère de la guerre. Dépenses ordinaires.....	"	"	"	"	"	489,471,731 24	71,060,199 8[illegible]	13,194,752 92	50,786,932 68	1,441 00	624,515,057 65	57,734,109 14	95,435,818 88	586,813,347 91	11
12	Ministère de la guerre. Dépenses extraordinaires...	"	"	"	"	"	12,574,351 66	3,253,525 1[illegible]	2,206,292 26	292,076 78	"	18,326,245 86	4,958,163 78	1,754,025 51	21,530,384 13	12
13	Ministère de la marine.....	"	"	"	"	"	164,895,962 07	67,868,089 9[illegible]	1,913,578 02	773,056 56	3,634 39	235,454,321 00	14,177,800 99	5,610,220 23	244,021,901 76	13
14	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Service de l'instruction publique.....	"	"	"	"	"	162,288,761 38	20,360,292 8[illegible]	10,500 00	49,671 73	55 00	182,709,280 94	3,843 40	21,831 86	182,691,292 48	14
15	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Service des beaux-arts.....	"	"	"	"	"	2,492,769 00	8,197,430 6[illegible]	750 00	8,291 67	"	10,699,241 33	12,164 60	48,850 05	10,662,555 88	15
16	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service du commerce et de l'industrie.....	"	"	"	"	"	17,385,110 32	39,731,201 6[illegible]	"	2,689 77	1,161 36	57,120,163 13	121,732 87	511,364 74	56,730,531 26	16
17	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes.....	"	"	"	54,809 44	"	7,739 00	2,582,961 4[illegible]	"	"	"	2,645,509 87	"	"	2,645,509 87	17
18	Ministère des colonies.....	"	"	"	"	"	9,176,026 86	12,349,366 6[illegible]	"	9,410 09	30,391,130 73	51,925,934 28	4,802,770 59	884,660 40	55,844,044 47	18
19	Ministère de l'agriculture.....	"	"	"	"	"	17,274,221 75	3,752,772 4[illegible]	2,100 00	5,855 85	"	21,034,950 07	7,126 19	30,136 00	21,011,940 26	19
20	Ministère des travaux publics. Dépenses ordinaires.....	"	"	"	"	"	61,848,723 16	9,291,988 3[illegible]	"	1,150 00	"	71,141,861 52	108,096 28	54,360 86	71,195,596 94	20
21	Ministère des travaux publics. Dépenses extraordinaires...	"	"	"	"	"	40,397,038 21	63,208,361 6[illegible]	"	"	"	103,605,399 90	1,004,769 17	444,288 78	104,165,889 29	21
	Total de la 3e partie...	5,273,676 44	231 06	20,291 77	54,809 44	"	1,078,875,234 99	361,807,121 2[illegible]	17,741,234 20	51,971,345 05	30,435,949 21	1,546,179,893 44	83,011,960 93	105,374,747 87	1,523,817,106 50	
	Total du budget général (France) (à reporter).....	5,273,676 44	231 06	20,291 77	54,809 44	"	1,397,868,689 25	1,212,962,245 3[illegible]	18,167,708 76	59,247,634 34	31,052,202 12	2,724,647,488 51	95,297,498 90	105,471,414 52	2,714,473,572 89	
	À reporter (Exercice 1898).....	678,250 82	686,484 61	4,599,095 33	5,765,597 68	"	165,785,142 41	149,974,414 5[illegible]	12,270,954 60	14,806,743 74	38,801,534 95	393,368,218 64	60,021,335 84	58,998,643 29	394,390,911 19	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1898....	678,250 82	686,484 61	4,599,095 33	5,765,597 68	"	165,785,142 41	149,974,414	12,270,954 60	14,806,743 74	38.801,534 95	393,368,218 64	60,021,335 84	58,998,643 29	394,390,911 19	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1899.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	Report du budget général....	5,273,676 44	231 06	20,291 77	54,809 44	"	1,397,868,689 25	1,212,962,245	18,167,708 76	59,247,634 34	31,052,202 12	2,724,647,488 51	95,297,498 90	105,471,414 52	2,714,473,572 89	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*															
22	Ministère des finances.....	17,390,406 54	32,118,188 51	87,984,514 38	"	"	21,191,412 71	29,990,000	150 00	1,869,822 44	"	190,544,494 95	38,600 65	51,527 12	190,531,568 48	22
23	Ministère des affaires étrangères....	"	"	"	"	"	125 25	"	"	"	"	125 25	"	"	125 25	23
24	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (Service des postes et des télégraphes)	"	"	"	128,758,214 73	"	1,783,950 11	34,332,104	"	"	"	164,874,269 26	605,624 95	1,389,565 42	164,090,328 79	24
25	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)..	"	"	"	"	"	10,786,508 29	180,132	"	"	"	10,966,640 71	12,809 73	23,155 80	10,956,294 64	25
	TOTAL de la 4e partie.....	17 390,406 54	32,118,188 51	87,984,514 38	128,758,214 73	"	33,761,996 36	64,502,237	150 00	1,869,822 44	"	366,385,530 17	657,035 33	1,464,248 34	365,578,317 16	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*															
26	Ministère des finances.....	4,051,551 40	1,571,942 10	3 192,135 81	"	"	20,156,562 80	159,154	980 43	7,808 84	12,633 71	29,152,769 49	458,317 27	49 37	29,611,037 39	26
27	Ministère de l'intérieur.....	"	"	"	"	"	891,650 69	"	"	"	"	891,650 69	"	"	891,650 69	27
28	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (Service des postes et des télégraphes)	"	"	"	863,208 32	"	"	5,217,105	"	"	"	6,080,313 44	"	"	6,080,313 44	28
29	Ministère de l'agriculture. (Forêts.).	"	"	"	"	"	10,134 17	"	"	"	"	10,134 17	"	"	10,134 17	29
	TOTAL de la 5e partie.....	4,051,551 40	1,571,942 10	3,192,135 81	863,208 32	"	21,058,347 66	5,376,259	980 43	7,808 84	12,633 71	36,134,867 79	458,317 27	49 37	36,593,135 69	
	TOTAL des payements de l'exercice 1899 (France) [à reporter]....	26,715,634 38	33,690,361 67	91,196,941 96	129,676.232 49	"	1,452,689,033 27	1,282,840,742	18,168,839 19	61,125,265 62	31,064,835 83	3,127,167,886 47	96,412.851 50	106,935,712 23	3,116,645,025 74	
	A reporter. (Exercice 1898.)....	678,250 82	686,484 61	4,599,095 33	5,765,597 68	"	165,785,142 41	149,974,414	12,270,954 60	14,806,743 74	38,801,534 95	393,368,218 64	60,021,335 84	58,998,643 29	394,390,911 19	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des payements faits par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report de l'exercice 1898	678,250 82	686,484 61	4,599,095 33	5,765,597 68	"	165,785,142	149,974,414 50	12,270,954 60	14,806,743 74	38,801,534 95	393,368,218 64	60,021,335 84	58,998,643 29	394,390,911 19	
	Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.															
	EXERCICE 1899.															
	Report du budget général (France)	26,715,634 38	33,690,361 67	91,196,941 96	129,676,232 49	"	1,452,689,033	1,282,840,742 06	18,168,839 19	61,125,265 62	31,064,835 83	3,127,167,886 47	96,412,851 50	106,935,712 23	3,116,645,025 74	
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	ALGÉRIE.															
	3e PARTIE. — *Services généraux des ministères.*															
1	Ministère des finances	"	"	"	"	"	1,818	1,374 17	37,596 37	463,251 34	"	504,040 18	"	"	504,040 18	1
2	Ministère de la justice	"	"	"	"	"	901	1,637 81	"	2,492,656 92	"	2,495,196 53	"	"	2,495,196 53	2
3	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur. — Justice musulmane	"	"	"	"	"	"	"	"	108,167 86	"	108,167 86	"	0 65	108,167 21	3
4	Intérieur	"	"	"	"	"	"	253,375 38	"	9,164,374 49	"	9,417,749 87	420 00	13,931 12	9,404,238 75	4
5	Culte musulman	"	"	"	"	"	"	"	"	242,528 05	"	242,528 05	"	"	242,528 05	5
6	Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	"	"	"	93,512 12	"	93,512 12	"	"	93,512 12	6
7	Beaux-Arts	"	"	"	"	"	"	"	"	124,809 88	"	124,809 88	"	"	124,809 88	7
8	Commerce et Industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	90,311 37	"	90,311 37	"	"	90,311 37	8
9	Agriculture	"	"	"	"	"	"	"	"	1,244,924 82	"	1,244,924 82	"	10,576 48	1,234,348 34	9
10	Travaux publics	"	"	"	"	"	"	"	"	7,953,899 42	"	7,953,899 42	"	"	7,953,899 42	10
	Service maritime	"	"	"	"	"	"	"	"	36,866 86	"	36,866 86	"	"	36,866 86	
11	Service des cultes	"	"	"	"	"	108	916 35	"	673,868 53	"	674,892 88	994 33	"	675,887 21	11
12	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Instruction publique	"	"	"	"	"	11,181	3,282 53	"	5,324,671 94	"	5,339,138 91	"	"	5,339,138 91	12
13	Beaux-arts	"	"	"	"	"	"	5,207 92	"	57,246 33	"	62,454 25	"	"	62,454 25	13
14	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Commerce et industrie	"	"	"	"	"	"	14 48	"	103,703 98	"	103,718 46	"	"	103,718 46	14
15	Postes et télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	2,498 50	"	2,498 50	"	"	2,498 50	15
16	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	"	"	"	"	"	"	"	6,653 57	"	6,653 57	"	"	6,653 57	16
17	Ministère des travaux publics	"	"	"	"	"	"	19,885,158 73	"	"	"	19,885,158 73	"	"	19,885,158 73	17
	Total de la 3e partie	"	"	"	"	"	14,012	20,150,967 37	37,596 37	28,183,945 98	"	48,386,522 26	1,414 33	24,508 25	48,363,428 34	
	4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*															
18	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	5,330,741 95	"	5,330,741 95	2,217 25	916 90	5,332,042 30	18
19	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. (Service des postes et des télégraphes)	"	"	"	"	"	"	39,529 83	"	5,192,080 06	"	5,231,609 89	271,991 18	11,795 73	5,491,805 34	19
20	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	"	"	"	"	"	"	"	2,585,847 95	"	2,585 847 95	8,000 00	524 43	2,593,323 52	20
	Total de la 4e partie	"	"	"	"	"	"	39,529 83	"	13,108,669 96	"	13,148,199 79	282,208 43	13,237 06	13,417,171 16	
	5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*															
21	Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	857,510 82	"	857,510 82	"	"	857,510 82	21
22	Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	197,929 63	"	197,929 63	"	"	197,929 63	22
	Total de la 5e partie	"	"	"	"	"	"	"	"	1,055,440 45	"	1,055,440 45	"	"	1,055,440 45	
	Total du budget général (Algérie)	"	"	"	"	"	14,012	20,190,497 20	37,596 37	42,348,056 39	"	62,590,162 50	283,622 76	37,745 31	62,836,039 95	
	Total des payements de l'exercice 1899	26,715,634 38	33,690,361 67	91,196,941 96	129,676,232 49	"	1,452,703,045	1,303,031,239 26	18,206,435 56	103,473,322 01	31,064,835 83	3,189,758,048 97	96,696,474 26	106,973,457 54	3,179,481,065 69	
	EXERCICE 1900.															
	BUDGET GÉNÉRAL.															
	FRANCE.															
	1re PARTIE. — *Dette publique.*															
1	Ministère des finances. (Dette viagère.)	"	"	"	"	"	59	"	"	"	"	59 43	"	"	59 43	1
	Total des payements sur les dépenses publiques (à reporter)	27,393,885 20	34,376,846 28	95,796,037 29	135,441,830 17	"	1,618,488,247	1,453,005,653 76	30,477,390 16	118,280,065 75	69,866,370 78	3,583,126,327 04	156,717,810 10	165,972,100 83	3,573,872,036 31	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS PAYEURS généraux des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES DÉPENSES faites par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la Direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report du total des payements sur les dépenses publiques.....	27,393,885 20	34,376,846 28	95,796,037 29	135,441,830 17	"	1,618,488,247 6	1,453,005,653 76	30,477,390 16	118,280,065 75	69,866,370 78	3,583,126,327 04	156,717,810 10	165,972,100 83	3,573,872,036 31	
1	Budget de l'exercice 1898. — Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1898 à attribuer au remboursement de diverses avances du Trésor et d'une partie des obligations à court terme (Lois des 3 décembre 1898 et 26 décembre 1899).	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	92,411,282 55	"	92,411,282 55	1
2	Prélèvements sur les excédents de recettes d'exercices réglés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	608,586,624 07	*A déd. 608,586,624 07*	2
3	Divers budgets 1/c d'excédents de recettes à régulariser.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	608,586,624 07	"	608,586,624 07	3
	TOTAL des prélèvements....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	700,997,906 62	608,586,624 07	92,411,282 55	
	TOTAL du service des budgets.....	27,393,885 20	34,376,846 28	95,796,037 29	135,441,830 17	"	1,618,488,247 6	1,453,005,653 76	30,477,390 16	118,280,065 75	69,866,370 78	3,583,126,327 04	857,715,716 72	774,558,724 90	3,666,283,318 86	
	SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.															
1	Capitaux de cautionnements en numéraire.....	"	"	"	"	"	17,051,008 9	19,537,760 68	3,600 00	255,139 03	63,700 00	36,911,208 62	"	"	36,911,208 62	1
2	Services départementaux de l'Algérie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30,551,497 45	"	30,551,497 45	"	"	30,551,497 45	2
3	Service local des colonies.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	110,935,551 69	110,935,551 69	"	"	110,935,551 69	3
5	Caisse de réserve du service local des colonies....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7,104,553 22	7,104,553 22	"	"	7,104,553 22	5
6	Budget général de l'Indo-Chine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	21,963,177 84	21,963,177 84	"	"	21,963,177 84	6
8	Avances au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone du 27-28 février 1898.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	175,140 03	175,140 03	"	"	175,140 03	8
10	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19,273,927 59	"	19,273,927 59	10
15	Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour suppléments de pensions.....	"	"	"	"	"	"	8,842,000 00	"	"	"	8,842,000 00	"	"	8,842,000 00	15
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	474,824 24	"	474,824 24	"	"	474,824 24	18
21	Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi des 2 et 14 janvier 1890.).	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	376,994 73	"	376,994 73	21
22	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	789,288 94	"	789,288 94	22
25	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.....	"	"	"	"	"	395,064,438 37	"	"	"	"	395,064,438 37	"	"	395,064,438 37	25
28	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,610,546 66	"	2,610,546 66	28
29	Avances à la Banque de France à titre de fonds de concours (Exposition de 1900).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	17,300,000 00	"	17,300,000 00	29
30	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7,395,169 14	"	7,395,169 14	30
31	Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et de détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897.....	"	5,696,731 54	8,648,106 13	"	"	"	"	"	"	"	14,344,837 67	752,596 43	"	15,097,434 10	31
34	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.....	"	"	"	"	"	50,098,939 2	20,342,838 36	807,018 62	1,057,792 52	"	72,306,588 79	2,802,447 82	3,663,634 35	71,445,402 26	34
	TOTAL.....	"	5,696,731 54	8,648,106 13	"	"	462,214,386 5	48,722,599 04	810,618 62	32,339,253 24	140,242,122 78	698,673,817 92	51,300,971 31	3,663,634 35	746,311,154 88	
41	Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.).....	"	"	"	"	"	"	61,290,000 00	"	"	"	61,290,000 00	"	"	61,290,000 00	41
	TOTAL.....	"	"	"	"	"	"	61,290,000 00	"	"	"	61,290,000 00	"	"	61,290,000 00	
	TOTAL des dépenses des services spéciaux....	"	5,696,731 54	8,648,106 13	"	"	462,214,386 5	110,012,599 04	810,618 62	32,339,253 24	140,242,122 78	759,963,817 92	51,300,971 31	3,663,634 35	807,601,154 88	
	A reporter (Budgets et services spéciaux)....	27,393,885 20	40,073,577 82	104,444,143 42	135,441,830 17	"	2,080,702,634 2	1,563,018,252 80	31,288,008 78	150,619,318 99	210,108,493 56	4,343,090,144 96	909,016,688 03	778,222,359 25	4,473,884,473 74	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

Numéros d'ordre des comptes.	Nature des dépenses.	Receveurs de l'enregistrement du timbre et des domaines.	Receveurs des douanes.	Receveurs des contributions indirectes.	Receveurs des postes et des télégraphes.	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Trésoriers-payeurs généraux des finances.	Caissier-payeur central du Trésor public.	Agents comptables du Trésor.	Comptables des finances en Algérie.	Trésoriers-payeurs des colonies.	Total des payements faits par les comptables.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la direction générale de la Comptabilité publique. Payements.	Agent comptable des virements de comptes constatés par la direction générale de la Comptabilité publique. Annulations de payements.	Total des payements.	Numéros d'ordre des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report. (Budgets et services spéciaux.)...	27,393,885 20	40,073,577 82	104,444,143 42	135,441,830 17	"	2,080,702,634 [illegible]	1,563,018,252 80	31,288,008 78	150,619,318 99	210,108,493 56	4,343,090,144 96	909,016,688 03	778,222,359 25	4,473,884,473 74	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	Découverts et avances du Trésor sur les services des budgets.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,438,443 59	"	8,438,443 59	
	PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.															
	Effets à paye.															
1	Bons du Trésor remis à divers particuliers....	"	"	"	"	"	"	181,080,378 20	"	"	"	181,080,378 20	"	"	181,080,378 20	1
2	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations — Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895...	"	"	"	"	"	"	15,792,405 76	"	"	"	15,792,405 76	"	"	15,792,405 76	2
3	Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations — Lois des 26 juillet 1893 (art. 56) et 28 décembre 1895 (art. 47).	"	"	"	"	"	"	9,348,365 40	"	"	"	9,348,365 40	"	"	9,348,365 40	3
4	Obligations du Trésor à court terme. (Garanties d'intérêt. Renouvellement.).....	"	"	"	"	"	"	75,814,904 78	"	"	"	75,814,904 78	"	"	75,814,904 78	4
5	Obligations du Trésor amortissables par annuités terminables en 1923.....	"	"	"	"	"	"	10,450,000 00	"	"	"	10,450,000 00	"	"	10,450,000 00	5
6	Rentes 3 p. o/o amortissables.....	"	"	"	"	"	"	24,950,000 00	"	"	"	24,950,000 00	"	"	24,950,000 00	6
7	Remboursement de traites et mandats.....	"	"	"	"	"	"	351,204,765 45	2,936,254 43	5,228,896 40	46,882,018 63	406,251,934 91	"	"	406,251,934 91	7
	Total.....	"	"	"	"	"	"	668,640,819 59	2,936,254 43	5,228,896 40	46,882,018 63	723,687,989 05	"	"	723,687,989 05	
	Correspondants du Trésor.															
8	Divers services publics, r/c courant avec le Trésor	"	"	"	1,308,325,856 95	124,342,029 10	1,380,446,426 [illegible]	811,498,655 67	12,114,796 39	90,636,075 11	9,733,282 53	3,737,097,122 00	1,036,504,176 56	"	4,773,601,298 56	8
9	Établ^ts particuliers, r/c de fonds déposés au Trésor	"	"	"	"	"	"	18,503,653 74	"	"	"	18,503,653 74	"	"	18,503,653 74	9
10	Fonds à rembourser à divers.....	"	"	"	"	"	1,499,583 [illegible]	372,730,158 34	"	"	"	374,229,742 04	129,083 96	"	374,358,826 00	10
11	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.....	7,437,254 07	263,032,595 06	1,122,239,868 75	709,016,548 64	"	"	"	"	106,361,143 57	"	2,208,087,410 09	15,746 83	"	2,208,103,156 92	11
12	Divers correspondants.....	"	"	"	"	1,118,360,140 31	58,646,899 [illegible]	120,147,799 32	"	729,070 56	233 41	1,297,884,143 26	"	"	1,297,884,143 26	12
	Total.....	7,437,254 07	263,032,595 06	1,122,239,868 75	2,017,342,405 59	1,242,702,169 41	1,440,592,909 [illegible]	1,322,880,267 07	12,114,796 39	197,726,289 24	9,733,515 94	7,635,802,071 13	1,036,649,007 35	"	8,672,451,078 48	
	A reporter. (Créances passives.).....	7,437,254 07	263,032,595 06	1,122,239,868 75	2,017,342,405 59	1,242,702,169 41	1,440,592,909 [illegible]	1,991,521,086 66	15,051,050 82	202,955,185 64	56,615,534 57	8,359,490,060 18	1,036,649,007 35	"	9,396,139,067 53	
	A reporter. (Budgets, services spéciaux et prélèvements).....	27,393,885 20	40,073,577 82	104,444,143 42	135,441,830 17	"	2,080,702,634 [illegible]	1,563,018,252 80	31,288,008 78	150,619,318 99	210,108,493 56	4,343,090,144 96	909,016,688 03	778,222,359 25	4,473,884,473 74	

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Suite du *Développement*, par classe de Comptables, *des Payements faits par l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

NUMÉROS D'ORDRE des comptes.	NATURE DES DÉPENSES.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	AGENT COMPTABLE de la Caisse nationale d'épargne.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	CAISSIER-PAYEUR CENTRAL du Trésor public.	AGENTS COMPTABLES du Trésor.	COMPTABLES DES FINANCES en Algérie.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAL DES PAYEMENTS faits par les comptables.	AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES constatés par la direction générale de la comptabilité publique. Payements.	Annulations de payements.	TOTAL des PAYEMENTS.	NUMÉROS D'ORDRE des comptes.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	Report (Budgets, services spéciaux et prélèvements)	27,393,885 20	40,073,577 82	104,444,143 42	135,441,830 17	"	2,080,702,634 [illegible]	1,563,018,252 80	31,288,008 78	150,619,318 99	210,108,493 56	4,343,090,144 96	909,016,688 03	778,222,359 25	4,473,884,473 74	
	Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.															
	Suite des PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.															
	Report. (Créances passives.)	7,437,254 07	263,032,595 06	1,122,239,868 75	2,017,342,405 59	1,242,702,169 41	1,440,592,909 [illegible]	1,991,521,086 66	15,051,050 82	202,955,185 64	56,615,534 57	8,359,490,060 18	1,036,649,007 35	"	9,396,139,067 53	
	CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.															
14	Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	"	"	"	"	"	8,124,878,430 [illegible]	"	"	"	"	8,124,878,430 81	"	"	8,124,878,430 81	14
15	Correspondants du caissier payeur central du Trésor public	"	"	"	"	"	"	2,033,511,961 15	"	"	"	2,033,511,961 15	"	"	2,033,511,961 15	15
16	Correspondants des agents comptables du Trésor	"	"	"	"	"	"	"	46,484,780 21	"	"	46,484,780 21	"	"	46,484,780 21	16
17	Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	278,872,527 39	"	278,872,527 39	"	"	278,872,527 39	17
18	Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,184,589,616 76	1,184,589,616 76	1,872,013 97	"	1,186,461,630 73	18
	TOTAL	"	"	"	"	"	8,124,878,430 [illegible]	2,033,511,961 15	46,484,780 21	278,872,527 39	1,184,589,616 76	11,668,337,316 32	1,872,013 97	"	11,670,209,330 29	
19	Fonds particuliers des comptables des finances	19,828 50	"	413,804 56	"	"	729,737,481 [illegible]	"	"	4,793 55	100,184 40	730,276,092 46	1,513,695 22	"	731,789,787 68	19
	TOTAL des créances passives	7,457,082 57	263,032,595 06	1,122,653,673 31	2,017,342,405 59	1,242,702,169 41	10,295,208,821 [illegible]	4,025,033,047 81	61,535,831 03	481,832,506 58	1,241,305,335 73	20,758,103,468 96	1,040,034,716 54	"	21,798,138,185 50	
	PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.															
20	Avances pour divers services des ministères	622,060 57	21,659,269 76	8,072,469 48	5,166,151 98	"	13,874,054 [illegible]	430,494,601 12	14,863,923 27	4,621,455 71	514,685 40	499,888,663 08	30,478 24	"	499,919,141 32	20
21	Comptables en débet	10,363 40	"	32,744 44	7,166 10	"	"	"	"	3,532 29	"	53,806 23	8,883 86	"	62,690 09	21
22	Créances litigieuses	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	22
	TOTAL des créances actives	632,423 97	21,659,269 76	8,105,204 92	5,173,318 08	"	13,874,054 [illegible]	430,494,601 12	14,863,923 27	4,624,988 00	514,685 40	499,942,469 31	39,362 10	"	499,981,831 41	
	MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.															
23	Fonds envoyés	811,811,831 78	454,882,980 14	1,192,179,859 82	1,013,072,744 09	413,405,816 18	3,008,068,886 [illegible]	2,129,568,352 70	4,600,973 73	324,054,423 99	50,007,489 30	9,401,653,357 78	41,050 31	"	9,401,694,408 09	23
	TOTAL des payements sur les services de trésorerie (non compris les services spéciaux, les prélèvements et les découverts)	819,901,338 32	739,574,844 96	2,322,938,738 05	3,035,588,467 76	1,656,107,985 59	13,317,151,762 [illegible]	6,585,096,001 63	81,000,728 03	810,511,918 57	1,291,827,510 43	30,659,699,296 05	1,040,115,128 95	"	31,699,814,425 00	
	TOTAL GÉNÉRAL des payements	847,295,223 52	779,648,422 78	2,427,382,881 47	3,171,030,297 93	1,656,107,985 59	15,397,854,396 [illegible]	8,148,114,254 43	112,288,736 81	961,131,237 56	1,501,936,003 99	35,002,789,441 01	1,957,570,260 57	778,222,359 25	36,182,137,342 33	
													1,179,347,901 32			

Suite du COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

Résumé du développement, par classe de Comptables, des *opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	VALEURS DE CAISSE et de portefeuille au 1er janvier 1899.	RECETTES EFFECTUÉES pendant l'année 1899.	TOTAL au 31 décembre 1899.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	VALEURS DE CAISSE et de portefeuille au 31 décembre 1899.	TOTAL au 31 décembre 1899.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	504,342 66	847,349,490 [illegible]	847,853,833 08	847,295,223 52	558,609 56	847,853,833 08	
Receveurs des douanes	4,765,308 99	779,985,559 [illegible]	784,750,868 93	779,648,422 78	5,102,446 15	784,750,868 93	
Receveurs des contributions indirectes	1,970,779 89	2,427,793,906 [illegible]	2,429,764,686 17	2,427,382,881 47	2,381,804 70	2,429,764,686 17	
Receveurs des postes et des télégraphes et des téléphones	64,780,927 36	3,177,955,917 [illegible]	3,242,736,844 50	3,171,030,297 93	71,706,546 57	3,242,736,844 50	
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	841,777,574 85	1,713,505,129 [illegible]	2,555,282,704 59	1,656,107,985 59	899,174,719 00	2,555,282,704 59	
Trésoriers-payeurs généraux des finances	22,490,569 62	15,394,150,383 [illegible]	15,416,640,953 37	15,397,854,396 93	18,786,556 44	15,416,640,953 37	
Caissier-payeur central du Trésor public	859,502,893 47	8,202,254,348 [illegible]	9,061,757,241 50	8,148,114,254 43	913,642,987 07	9,061,757,241 50	
Agents comptables du Trésor	340,481 25	112,558,280 [illegible]	112,898,761 30	112,288,736 81	610,024 49	112,898,761 30	
Comptables des finances en Algérie	28,918,771 29	967,174,123 [illegible]	996,092,894 80	961,131,237 56	34,961,657 24	996,092,894 80	
Trésoriers-payeurs des colonies	56,813,951 64	1,526,844,264 [illegible]	1,583,658,216 46	1,501,936,003 99	81,722,212 47	1,583,658,216 46	
Agent comptable des virements de comptes	"	1,179,347,901 [illegible]	1,179,347,901 32	1,179,347,901 32	"	1,179,347,901 32	
TOTAUX	1,881,865,601 02	36,328,919,305 [illegible]	38,210,784,906 02	36,182,137,342 33	2,028,647,563 69	38,210,784,906 02	

COMPTE

DES

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS

POUR L'ANNÉE 1899.

NOTE

SUR

LE COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Le compte des contributions et revenus publics a pour objet de faire connaître, pour chacune des branches principales de ressources composant le budget général des recettes de l'État les droits liquidés à la charge des redevables du Trésor public, ceux qui ont été recouvrés et ceux qui sont restés à réaliser. Les résultats exposés dans ce compte se rapportent à l'exercice 1898, parvenu au terme de sa clôture pendant l'année 1899, et qui vient d'être réglé définitivement; à l'exercice 1899, qui a accompli sa première année d'exécution; et enfin à l'exercice 1900, sur lequel quelques recettes, d'après le régime qui leur est propre, ont été constatées avant l'ouverture de cet exercice.

Le compte se compose des documents ci-après :

Un tableau général qui récapitule l'ensemble des résultats inscrits sur ces exercices dans les écritures de la direction générale de la comptabilité publique jusqu'au 31 décembre 1899, en distinguant les opérations de l'année 1899 de celles qui ont eu lieu antérieurement à la publication du compte.

Une série d'états de développement, par nature de perceptions, suivant les branches de revenus et produits du budget des recettes, résumés comme suit, par grandes divisions, savoir :

Budget général..... { *Impôts et revenus.*
Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.
Produits et revenus du domaine de l'État.
Produits divers du budget.
Ressources exceptionnelles.
Recettes d'ordre. }

Enfin un développement, par département et par classe de comptables, de l'ensemble des recouvrements qui ont été effectués pendant l'année 1899.

Les développements administratifs sur les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et d'où sont résultés les droits perçus par le Trésor public sur l'exercice 1898 se trouvent dans le *Compte définitif des recettes* de cet exercice, qui est publié séparément par le Ministre des finances, à l'appui du règlement définitif du budget dudit exercice. C'est également à ce compte qu'il est nécessaire de se reporter pour le développement, par département et par branche de revenus, des recouvrements effectués pendant l'exercice 1898 (pages 24 à 41). Les développements de cette nature relatifs à l'exercice 1899 ne pouvant être établis qu'en clôture d'exercice, la publication n'en aura lieu, pour ledit exercice, qu'à l'époque où il sera soumis au contrôle législatif.

Suite de la note sur le compte des contributions et revenus publics.

Les différents résultats constatés dans la présente partie du Compte général des finances se résument de la manière suivante :

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1898.

Les droits constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1898, se sont élevés à la somme de 3,643,092,917 fr. 60.

Budget général.	France.	Impôts et revenus	2,641,682,288f 00c	3,583,146,559f 00c
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	711,212,627 53	
		Produits et revenus du domaine de l'État	55,273,200 44	
		Produits divers du budget	60,371,111 24	
		Ressources exceptionnelles	6,774,730 00	
		Recettes d'ordre	107,832,601 79	
	Algérie.	Impôts et revenus	41,147,672 43	59,946,358 60
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	5,521,981 33	
		Produits et revenus du domaine de l'État	6,289,270 07	
		Produits divers du budget	1,034,984 70	
		Ressources exceptionnelles	"	
		Recettes d'ordre	5,952,450 07	
		TOTAL		3,643,092,917 60

Sur cette somme, il a été reçu par le Trésor public :

	BUDGET GÉNÉRAL			
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Antérieurement au 1er janvier 1899	3,497,201,780f 26c	55,807,923f 43c	3,553,009,703f 69c	
Pendant l'année 1899	64,579,640 74	2,357,543 15	66,937,183 89	
TOTAL	3,561,781,421 00	58,165,466 58	3,619,946,887 58	3,619,946,887 58

Et il restait à recouvrer, à la clôture de l'exercice 1898 ..... 23,146,030 02

Suite de la note sur le compte des contributions et revenus publics.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1899.

Les droits à recouvrer qui ont été constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1899 jusqu'au 31 décembre 1899 s'élèvent à 3,681,713,578 fr. 60, savoir :

Budget général.	France.	Impôts et revenus	2,629,096,097f 36c	3,617,359,107f 21c
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	731,109,221 32	
		Produits et revenus du domaine de l'État	50,460,116 59	
		Produits divers du budget	64,765,644 75	
		Ressources exceptionnelles	"	
		Recettes d'ordre	141,928,027 19	
	Algérie.	Impôts et revenus	43,680,073 38	64,354,471 39
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,895,773 80	
		Produits et revenus du domaine de l'État	7,347,194 81	
		Produits divers du budget	1,131,941 25	
		Recettes d'ordre	6,299,488 15	

TOTAL (à reporter) 3,681,713,578 60

Suite de la note sur le compte des contributions et revenus publics.

Report..... 3,681,713,578f60c

Les recettes faites par le Trésor public, sur l'exercice 1899 jusqu'au 1er janvier 1900 sont les suivantes :

	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Recettes antérieures au 1er janvier 1899.	29,968f 91c	"	29,968f 91c	
Recettes de l'année 1899.....	3,521,882,360 08	58,563,493 59	8,580,445,853 67	
TOTAL.....	3,521,912,328 99	58,563,493 59	3,580,475,822 58	3,580,475,822 58

Et, au 1er janvier 1900, il restait à recouvrer, savoir :

Budget général..	France.....	95,446,778f 22c	101,237,756 02
	Algérie.....	5,790,977 80	

CONTRIBUTIONS ET REVENUS DE L'EXERCICE 1900.

Les recouvrements effectués, pendant l'année 1899 sur les droits et produits constatés du budget général de l'exercice 1900, ont été de :

France.....	601,427f 20c	601,427f 20c
Algérie.....	"	

Suite de la note sur le compte des contributions et revenus publics.

RÉCAPITULATION DES RECOUVREMENTS DE L'ANNÉE 1899.

D'après les résultats qui précèdent, les recouvrements de toute nature effectués pendant l'année 1899 se sont élevés à 3,647,984,464 fr. 76 et se résument ainsi qu'il suit :

		EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	EXERCICE 1900.
Budget général. — France..	Impôts et revenus	27,549,746f00c	2,586,831,174f34c	"
	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	20,601,946 72	711,389,173 10	"
	Produits et revenus du domaine de l'État	2,017,676 67	48,247,052 48	"
	Produits divers du budget	7,406,791 11	54,960,313 46	"
	Ressources exceptionnelles	"	"	"
	Recettes d'ordre	7,003,480 24	120,454,646 70	601,427f 20c
		64,579,640 74	3,521,882,360 08	601,427 20
Budget général. — Algérie..	Impôts et revenus	1,410,509 21	41,383,186 71	"
	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	27,730 73	5,889,369 76	"
	Produits et revenus du domaine de l'État	1,374,031 94	4,204,985 76	"
	Produits divers du budget	275,400 73	1,015,653 72	"
	Recettes d'ordre	*A déd. : 730,129 46*	6,070,297 64	"
		2,357,543 15	58,563,493 59	"
		66,937,183 89	3,580,445,853 67	601,427 20
		3,647,984,464 76		

Cette somme est celle qui se trouve portée en recette dans le tableau général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899 (page 38).

État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900.

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT. antérieurement au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Droits constatés.	Opérations de l'année 1899. Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	PENDANT l'année 1899.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	FRANCE.		**EXERCICE 18**		BUDGET GÉNÉRAL.					
	§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.									
90	Contributions directes et centimes d'État	467,376,683f 81c	"	"	467,376,683f 81c	456,690,907f 44c	10,685,776f 37c	467,376,683f 81c	"	
96	Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux)	38,018,024 03	639f 36c		38,018,663 39	34,778,421 81	3,240 241 58	38,018,663 39	"	
98	Enregistrement	535,711,587 01	"	2,095,95	533,615,631 53	532,939,011 10	125,447 58	533,064,458 68	551,172f 85c	
	Timbre	191,393,986 37	1,495,904 71		192,889,891 08	191,393,046 72	1,496,841 96	192,889,888 68	2 40	
100	Impôt sur les opérations de bourse	7,887,505 44	"	2,786,36	5,101,144 80	5,101,144 80	"	5,101,144 80	"	
	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	70,186,676 19	"	9	70,186,585 39	70,186,011 19	414 20	70,186,425 39	160 00	
102	Douanes	498,718,396 17	"	121,95	498,596,442 36	492,231,270 71	284,229 30	492,515,500 01	6,080,942 35	
106	Contributions indirectes	647,963,143 21	5,533,199 58	"	653,496,342 79	635,178,590 58	7,775,241 82	642,953,832 40	10,542,510 39	
106	Sucres	181,486,018 03	914,884 82	"	182,400,902 85	177,878,909 88	3,941,553 19	181,820,463 07	580,439 78	
	TOTAL des impôts et revenus	2,638,742,020 26	7,944,628 47	5,004,38	2,641,682,288 00	2,596,377,314 23	27,549,746 00	2,623,927,060 23	17,755,227 77	
	§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.									
110	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	446,233,758 40	500,949 80	"	446,734,708 20	445,783,299 66	883,306 54	446,666,606 20	68,102 00	
	Postes	193,208,961 73	217,891 34	"	193,426,853 07	193,134,517 93	274,009 81	193 408,527 74	18,325 33	
112	Télégraphes	39,074,778 39	678,919 91	"	39,753,698 30	37,543,576 85	1,710,685 70	39,254,262 55	499,435 75	
	Téléphones	12,522,621 08	13,726 82	"	12,536,347 90	12,502,942 26	32,543 92	12,535,486 18	861 72	
114	Produits de diverses exploitations	18,517,659 24	"	163,11	18,354,545 17	870,321 53	17,484,223 64	18,354,545 17	"	
		709,557,778 84	1,411,487 87	163,11	710,806,152 64	689,834,658 23	20,384,769 61	710,219,427 84	586,724 80	
	COLONIES.									
114	Produits de diverses exploitations	245,075 63	161,399 26	"	406,474 89	107,113 20	217,177 11	324,290 31	82,184 58	
	TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	709,802,854 47	1,572,887 13	163,11	711,212,627 53	689,941,771 43	20,601,946 72	710,543,718 15	668,909 38	
	§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.									
118	Produits du domaine autre que le domaine forestier	24,039,853 14	180,510 86	"	24,220,364 00	21,485,601 11	1,744,252 41	23,229,853 52	990,510 48	
120	Produits des forêts	31,041,026 45	11,809 99	"	31,052,836 44	30,509,983 70	273,424 26	30,783,407 96	269,428 48	
	TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	55,080,879 59	192,320 85	"	55,273,200 44	51,995,584 81	2,017,676 67	54,013,261 48	1,259,938 96	
	§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.									
126	Produits divers	62,669,242 31	"	2,298,13	60,371,111 24	52,890,238 34	7,406,791 11	60,297,029 45	74,081 79	
	§ 5. RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.									
128	Diverses ressources exceptionnelles	7,274,730 00	"	500,00	6,774,730 00	6,774,730 00	"	6,774,730 00	"	
	§ 6. RECETTES D'ORDRE.									
130	Recettes en atténuation de dépenses	62,045,881 91	1,612,599 41	"	63,658,481 32	46,421,905 05	15,866,650 30	62,288,555 35	1,369,925 97	
132	Recettes d'ordre proprement dites	55,203,991 51	"	11,029,87	44,174,120 47	52,800,236 40	Addit. 8,863,170 06	43,937,066 34	237,054 13	
	TOTAL des recettes d'ordre	117,249,873 42	1,612,599 41	11,029,87	107,832,601 79	99,222,141 45	7,003,480 24	106,225,621 69	1,606,980 10	
	TOTAL général	3,590,819,000 05	11,322,435 86	18,995,47	3,583,146,559 00	3,497,201,780 26	64,579,640 74	3,561,781,421 00	21,365,138 00	
			7,673,041f 05c							

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Etat général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900.

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899 — Droits constatés.	Opérations de l'année 1899 — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1899.	pendant l'année 1899.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	ALGÉRIE. — EXERCICE 1898. — BUDGET GÉNÉRAL.									
	§ 1er. Impôts et revenus.									
	Contributions directes	3,724,605f 88c	"	"	3,724,605f 88c	3,133,746f 81c	590,859f 07c	3,724,605f 88c	"	
134	Taxes assimilées aux contributions directes	196,706 08	"	"	196,706 08	170,763 66	25,942 42	196,706 08	"	
	Contributions arabes, principal et centimes d'État	8,301,914 61	"	228,631f [illegible]	8,073,283 35	7,494,794 43	473,622 69	7,968,417 12	104,866f 23c	
136	Enregistrement	4,005,839 68	"	45,541 [illegible]	3,960,297 72	3,942,409 62	2,787 51	3,945,197 13	15,100 59	
	Timbre	4,244,759 45	7,143f 21c	"	4,251,902 66	4,244,759 45	7,143 21	4,251,902 66	"	
138	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	205,365 46	"	"	205,365 46	205,365 46	"	205,365 46	"	
140	Douanes	13,366,525 76	"	2,500 [illegible]	13,364,025 76	13,361,975 76	625 00	13,362,600 76	1,425 00	
142	Contributions diverses	7,388,493 99	"	17,008 [illegible]	7,371,485 52	6,560,170 16	309,529 31	6,869,699 47	501,786 05	
	Total des impôts et revenus	41,434,210 91	7,143 21	293,681 [illegible]	41,147,672 43	39,113,985 35	1,410,509 21	40,524,494 56	623,177 87	
	§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
144	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	797,892 37	"	"	797,892 37	797,892 37	"	797,892 37	"	
	Postes	3,130,237 58	21,280 63	"	3,151,518 21	3,129,553 87	21,964 34	3,151,518 21	"	
146	Télégraphes	1,462,851 86	1,047 33	"	1,463,899 19	1,458,140 23	5,758 96	1,463,899 19	"	
	Téléphones	108,671 56	"	"	108,671 56	108,664 13	7 43	108,671 56	"	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,499,653 37	22,327 96	"	5,521,981 33	5,494,250 60	27,730 73	5,521,981 33	"	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
148	Produits du domaine autre que le domaine forestier	4,518,156 58	"	112,234 [illegible]	4,405 922 57	2,080,891 70	1,274,619 00	3,355,510 70	1,050,411 87	
150	Produits des forêts	1,906,122 86	"	22,775 [illegible]	1,883,347 50	1,676,632 28	99,412 94	1,776,045 22	107,302 28	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	6,424,279 44	"	135,009 [illegible]	6,289,270 07	3,757,523 98	1,374,031 94	5,131,555 92	1,157,714 15	
	§ 4. Produits divers du budget.									
152	Produits divers	943,073 97	91,910 73	"	1,034,984 70	759,583 97	275,400 73	1,034,984 70	"	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
	Recettes en atténuation de dépenses	3,600,485 70	7,552 26	"	3,608,037 96	3,345,069 03	262,968 93	3,608,037 96	"	
154	Recettes d'ordre proprement dites	3,337,510 50	"	993,098 [illegible]	2,344,412 11	3,337,510 50	A déd. *993,098 39*	2,344,412 11	"	
	Total des recettes d'ordre	6,937,996 20	7,552 26	993,098 [illegible]	5,952,450 07	6,682,579 53	A déd. *730,129 46*	5,952,450 07	"	
	Total général	61,239,213 89	128,934 16	1,421,789 [illegible]	59,946,358 60	55,807 923 43	2,357,543 15	58,165,466 58	1,780,892 02	
			1,292,855f 19c							
	RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1898.									
	France	3,590,819,606f 05c	11,322,435f 86c	18,995,476 [illegible]	3,583,146,559f 00c	3,497,201,780f 26c	64,579,640f 74c	3,561,781,421f 00c	21,365,138f 00c	
	Algérie	61,239,213 89	128,934 16	1,421,789 [illegible]	59,946,358 60	55,807,923 43	2,357,543 15	58,165,466 58	1,780,892 02	
	Total	3,652,058,813 94	11,451,370 02	20,417,266 [illegible]	3,643,092,917 60	3,553,009,703 69	66,937,183 89	3,619,946,887 58	23,146,030 02	
			8,965,896f 34c							

Suite de *l'Etat général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et des Restes à recouvrer sur les exercices 1898, 1899 et 1900 au 1er janvier 1900.*

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1899.	pendant l'année 1899.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
	EXERCICE 1899. — BUDGET GÉNÉRAL.									
	FRANCE.									
	§ 1er. Impôts et revenus.									
91	Contributions directes et centimes d'État	"	478,879,838f 16c	"	478,879,838f 16c	"	464,421,801f 80c	464,421,801f 80c	14,458,036f 36c	
97	Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	"	37,831,069 03	"	37,831,069 03	"	35,488,586 58	35,488,586 58	2,342,482 45	
99	Produits de l'Enregistrement	"	545,521,778 34	"	545,521,778 34	"	542,545,308 51	542,545,308 51	2,976,469 83	
	Produits du Timbre	"	179,986,973 99	"	179,986,973 99	"	179,986,467 59	179,986,467 59	506 40	
101	Impôt sur les opérations de bourse	"	6,884,439 33	"	6,884,439 33	"	6,884,439 33	6,884,439 33	"	
	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	"	74,291,055 92	"	74,291,055 92	"	74,291,055 92	74,291,055 92	"	
103	Produits des Douanes	"	459,020,085 87	"	459,020,085 87	"	452,487,424 73	452,487,424 73	6,532,661 14	
107	Produits des Contributions indirectes	"	652,636,977 48	"	652,636,977 48	"	640,196,064 70	640,196,064 70	12,440,912 78	
107	Sucres	"	194,043,879 24	"	194,043,879 24	"	190,530,025 18	190,530,025 18	3,513,854 06	
	Total des impôts et revenus	"	2,629,096,097 36	"	2,629,096,097 36	"	2,586,831,174 34	2,586,831,174 34	42,264,923 02	
	§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
111	Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	"	456,060,332 18	"	456,060,332 18	"	455,703,059 30	455,703,059 30	357,272 88	
	Produits des Postes	"	200,452,443 61	"	200,452,443 61	"	200,383,049 69	200,383,049 69	69,393 92	
113	Produits des Télégraphes	"	41,800,114 83	"	41,800,114 83	"	40,226,182 28	40,226,182 28	1,573,932 55	
	Produits des Téléphones	"	14,101,851 04	"	14,101,851 04	"	14,077,384 41	14,077,384 41	24,466 63	
115	Produits de diverses exploitations	"	18,451,560 58	"	18,451,560 58	"	888,835 64	888,835 64	17,562,724 94	
		"	730,866,302 24	"	730,866,302 24	"	711,278,511 32	711,278,511 32	19,587,790 92	
	COLONIES.									
115	Produits de diverses exploitations	"	242,919 08	"	242,919 08	"	110,661 78	110,661 78	132,257 30	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	"	731,109,221 32	"	731,109,221 32	"	711,389,173 10	711,389,173 10	19,720,048 22	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
119	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	19,369,627 22	"	19,369,627 22	"	17,649,633 49	17,649,633 49	1,719,993 73	
121	Produits des forêts	"	31,090,489 37	"	31,090,489 37	"	30,597,418 99	30,597,418 99	493,070 38	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	"	50,460,116 59	"	50,460,116 59	"	48,247,052 48	48,248,052 48	2,213,064 11	
	§ 4. Produits divers du budget.									
127	Produits divers	"	64,765,644 75	"	64,765,644 75	"	54,960,313 46	54,960,313 46	9,805,331 29	
	§ 5. Ressources exceptionnelles.									
129	Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	"	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
131	Recettes en atténuation de dépenses	29,968f 91c	61,247,307 16	"	61,277,276 07	29,968f 91c	43,609,588 17	43,639,557 08	17,637,718 99	
133	Recettes d'ordre proprement dites	"	80,650,751 12	"	80,650,751 12	"	76,845,058 53	76,845,058 53	3,805,692 59	
	Total des recettes d'ordre	29,968 91	141,898,058 28	"	141,928,027 19	29,968 91	120,454,646 70	120,484,615 61	21,443,411 58	
	Total général	29,968 91	3,617,329,138 30	"	3,617,359,107 21	29,968 91	3,521,882,360 08	3,521,912,328 99	95,446,778 22	
			3,617,329,138f 30c							

Suite de *l'État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et Restes à recouvrer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900.*

Pages de renvoi aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	Droits constatés à la charge des redevables — antérieurement au 1er janvier 1899.	Droits constatés — Opérations de l'année 1899 — Droits constatés.	Droits constatés — Opérations de l'année 1899 — Annulations de droits constatés.	Total.	Recouvrements effectués — antérieurement au 1er janvier 1899.	Recouvrements effectués — pendant l'année 1899	Recouvrements effectués — Total.	Restes à recouvrer au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.	Observations.
	EXERCICE 1899. — Budget général. (Suite.)									
	ALGÉRIE.									
	§ 1er. Impôts et revenus.									
	Contributions directes	"	3,800,287f 92c	"	3,800,287f 92c	"	3,256,613 44	3,256,613f 44c	543,674f 48c	
135	Taxes assimilées aux contributions directes	"	240,677 72	"	240,677 72	"	186,239 08	186,239 08	54,438 64	
	Contributions arabes, principal et centimes d'État	"	8,179,306 10	"	8,179,306 10	"	7,384,994 60	7,384,994 60	794,311 50	
137	Enregistrement	"	4,327,891 40	"	4,327,891 40	"	4,273,524 37	4,273,524 37	54,367 03	
	Timbre	"	4,277,246 36	"	4,277,246 36	"	4,277,246 36	4,277,246 36	"	
139	Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	"	186,827 93	"	186,827 93	"	186,827 93	186,827 93	"	
141	Douanes	"	14,627,025 90	"	14,627,025 90	"	14,625,030 90	14,625,030 90	1,995 00	
143	Contributions diverses	"	8,040,810 05	"	8,040,810 05	"	7,192,710 03	7,192,710 03	848,100 02	
	Total des impôts et revenus	"	43,680,073 38	"	43,680,073 38	"	41,383,186 71	41,383,186 71	2,296,886 67	
	§ 2. Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État.									
145	Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	"	931,458 97	"	931,458 97	"	931,458 97	931,458 97	"	
	Postes	"	3,381,705 67	"	3,381,705 67	"	3,380,819 38	3,380,819 38	886 29	
147	Télégraphes	"	1,461,185 99	"	1,461,185 99	"	1,455,668 24	1,455,668 24	5,517 75	
	Téléphones	"	121,423 17	"	121,423 17	"	121,423 17	121,423 17	"	
	Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	"	5,895,773 80	"	5,895,773 80	"	5,889,369 76	5,889,369 76	6,404 04	
	§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État.									
149	Produits du domaine autre que le domaine forestier	"	4,644,234 60	"	4,644,234 60	"	2,338,239 06	2,338,239 06	2,305,995 54	
151	Produits des forêts	"	2,702,960 21	"	2,702,960 21	"	1,866,746 70	1,866,746 70	836,213 51	
	Total des produits et revenus du domaine de l'État	"	7,347,194 81	"	7,347,194 81	"	4,204,985 76	4,204,985 76	3,142,209 05	
	§ 4. Produits divers du budget.									
153	Produits divers	"	1,131,941 25	"	1,131,941 25	"	1,015,653 72	1,015,653 72	116,287 53	
	§ 6. Recettes d'ordre.									
155	Recettes en atténuation de dépenses	"	3,604,742 22	"	3,604,742 22	"	3,375,551f 71	3,375,551 71	229,190 51	
	Recettes d'ordre proprement dites	"	2,694,745 93	"	2,694,745 93	"	2,694,745 93	2,694,745 93	"	
	Total des recettes d'ordre	"	6,299,488 15	"	6,299,488 15	"	6,070,297 64	6,070,297 64	229,190 51	
	Total général	"	64,354,471 59	"	64,354,471 39	"	58,563,493 59	58,563,493 59	5,790,977 80	
			64,354,471f 39c							
	RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1899.									
	France	29,968 91	3,617,329,138 30	"	3,617,359,107 21	29,968 91	3,521,882,360 08	3,521,912,328 99	95,446,778 22	
	Algérie	"	64,354,471 39	"	64,354,471 39	"	58,563,493 59	58,563,493 59	5,790,977 80	
	Total	29,968 91	3,681,683,609 69	"	3,681,713,578 60	29,968 91	3,580,445,853.67	3,580,475,822 58	101,237,756 02	
			3,681,683,609f 69c							

Suite des CONTRIBUTIO ET REVENUS PUBLICS.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Recouvrements effectués et Restes à recouvrer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900.*

PAGES de RENVOI aux états de développement.	CONTRIBUTIONS ET REVENUS.	DROITS CONSTATÉS À LA CHARGE DES REDEVABLES DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1899.	pendant l'année 1899.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER au 1er janvier 1900 sur les droits constatés.	OBSERVATIONS.
					EXERC 1900.					
					BUDGET GÉN — FRANCE.					
	§ 6. — RECETTES D'ORDRE.									
156	Recettes en atténuation de dépenses	"	19,450f78	"	19,45	"	19,450f 78c	19,450f 78c	"	
156	Recettes d'ordre proprement dites	"	581,976 42	"	581,97	"	581 976 42	581,976 42	"	
		"	601,427 20	"	601,42	"	601,427 20	601,427 20	"	
			601,427 20							
	TOTAL de l'exercice 1900 (France)	"	601,427f 20	"	601,42	"	601,427f 20c	601,427f 20c	"	
			601,427 20							
					RÉCAPITULATI GÉNÉRALE.					
	EXERCICE 1898	3,652,058,813f 94	11,451,370f 02	20,417,266f 36c	3,643,092,91	3,553,009,703f 69c	66,937,183f 89c	3,619,946,887f 58c	23,146,030f 02c	
	EXERCICE 1899	29,968 91	3,681,683,609 69	"	3,681,713,57	29,968 91	3,580,445,853 67	3,580,475,822 58	101,237,756 02	
	EXERCICE 1900	"	601,427 20	"	601,42	"	601,427 20	601,427 20	"	
	TOTAUX GÉNÉRAUX	3,652,088,782 85	3,693,736,406 91	20,417,266 36	7,325,407,92	3,553,039,672 60	3,647,984,464 76	7,201,024,137 36	124,383,786 04	
			3,673,319,140 55							

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.

Contributions directes et centimes d'État. (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
(FONDS GÉNÉRAUX.)					
Contribution foncière — Propriétés non bâties. 102,101,228f 57c — Propriétés bâties.... 82,112,042 76	184,213,271f 33c				
Contribution personnelle mobilière	93,325,773 52				
Contribution des portes et fenêtres	60,059,927 32	456,690,907f 44c	10,685,776f 37c	467,376,683f 81c	"
Contribution des patentes	128,716,337 69				
Frais d'avertissement	1.061,373 95				
TOTAL	467,376,683 81	456,690,907 44	10,685,776 37	467,376,683 81	"

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Contribution foncière — Propriétés non bâties 104,972,252f 59c — Propriétés bâties... 84,291,037 65	189,263,290f 24c				
Contribution personnelle mobilière	95,794,755 91				
Contribution des portes et fenêtres	61,406,633 79	"	464,421,801f 80c	464,421,801f 80c	14,458,036f 36c
Contribution des patentes	131,354,432 77				
Frais d'avertissement	1,060,725 45				
TOTAL	478,879,838 16	"	464,421,801 80	464,421,801 80	14,458,036 36

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.

Contributions directes. (France.)

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL.

Contribution foncière.	Principal	Propriétés non bâties	86,616,848f 45c	157,683,403f 85c
		Propriétés bâties	71,066,555 40	
	Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			13,943,032 90
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27)			209,145 44
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			1,742,879 13
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière, et des portes et fenêtres (Décharges, remises et modérations.)		4,712,530 67
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		377,002 34
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		5,654 88
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,818,183 44
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,714,777 69
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,322 07
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			4,338 92
Contribution personnelle et mobilière.	Principal			70,723,217 22
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale		12,022,946 69
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		5,657,857 27
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)			84,867 80
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			707,232 17
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		707,232 18
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		56,578 52
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		848 72
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		388,525 01
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		364,340 16
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,610,898 69
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			1,229 09

Contribution foncière.	184,213,271	
Contribution personnelle et mobilière.	93,325,773	
A reporter		277,539,044

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL

Contribution foncière.	Principal	Propriétés non bâties	87,414,086f 59c	159,310,756f 49c
		Propriétés bâties	71,896,669 90	
	Centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			14,007,050 60
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)			210,105 75
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			1,750,881 35
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		4,736,686 72
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		378,934 88
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		5,683 96
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,849,813 84
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		2,753,737 09
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			102,236 22
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)			4,022 57
	Frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57)			3,153,380 77
Contribution personnelle mobilière.	Principal			71,709,324 70
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale		12,190,584 52
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		5,736,745 65
	Impositions représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)			86,051 09
	Fonds pour secours à la disposition du Ministre de l'agriculture			717,093 20
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)		717,093 18
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)		57,367 49
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)		860 52
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)		396,039 88
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)		373,606 54
	Réimpositions (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)			2,710,264 64
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)			1,254 99
	Frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57)			1,098,469 51

Contribution foncière.	189,263,290f 24c	
Contribution personnelle mobilière.	95,794,755 91	
A reporter		285,058,046 15

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — IMPÔTS DIRECTS.

Contributions directes. (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1898

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL (Suite.)

Report				277,539,044f 8[illegible]
Contributions des portes et fenêtres.	Principal		46,352,687f 09c	60,059,927 [illegible]
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	7,323,724 45	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	3,708,214 92	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)		55,623 18	
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	1,390,580 61	
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	111,246 44	
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	1,668 67	
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	416,510 56	
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	637,774 91	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal, an X, art. 22.)		61,164 64	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)		731 85	
Contribution des patentes.	Principal (réduit de 8 centimes par franc attribués aux communes)		82,642,380 99	128,716,337 [illegible]
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	13,114,986 43	
		extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par la loi du 24 juillet 1873	17,806,370 51	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889)	7,186,293 90	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889)		107,794 25	
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations)	4,491,433 77	
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	359,314 65	
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	5,389 57	
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,296,339 17	
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,705,270 99	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions communales. (Loi du 4 août 1849.)		763 46	
Frais d'avertissement. (Loi du 15 mai 1818.)				1,061,373 [illegible]
TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898				467,376,683 [illegible]

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1899.

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT.

BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)

Report				285,058,046f 15
Contributions des portes et fenêtres.	Principal		46,856,183f 25c	61,406,633 79
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	7,403,276 92	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	3,748,494 63	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)		56,227 36	
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	1,405,685 49	
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889, art. 27.)	112,454 84	
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	1,686 86	
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	424,978 99	
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	653,231 95	
	Réimpositions. (Arrêté du gouvernement du 24 floréal an VIII, art. 14, et loi du 13 floréal an X, art. 22.)		70,791 89	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)		769 99	
	Frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57)		672,851,62	
Contribution des patentes.	Principal (réduit de 8 centimes par franc attribués aux communes.)		83,566,885 38	131,354,432 77
	Centimes additionnels généraux	sans affectation spéciale	13,261,701 25	
		extraordinaires avec maintien des exceptions déterminées par la loi du 24 juillet 1873.)	18,007,830 98	
		pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	7,266,685 54	
	Imposition représentant les frais de perception des 4 centimes antérieurement perçus au profit des communes pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)		109,000 01	
	Fonds de non-valeurs	sur le principal des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres. (Décharges, remises et modérations.)	4,541,678 60	
		sur le produit des centimes additionnels généraux pour dépenses de l'instruction primaire. (Loi du 19 juillet 1889.)	363,334 28	
		sur le produit de l'imposition de 12 centimes. (Frais de perception afférents aux centimes de l'instruction primaire.)	5,449 83	
		sur le montant des impositions départementales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,321,158 29	
		sur le montant des impositions communales. (Loi du 8 juillet 1852.)	1,749,818 96	
	Frais de confection des rôles spéciaux d'impositions extraordinaires. (Loi du 4 août 1849.)		920 91	
	Frais de perception des impositions communales. (Loi du 13 avril 1898, art. 57)		1,159,968 74	
Frais d'avertissement. (Loi du 15 mai 1818.)				1,060,725 45
TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899				478,879,838 16

Taxes spéciales assimilées aux Contributions directes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	PENDANT L'ANNÉE 1899. — Recettes.	PENDANT L'ANNÉE 1899. — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Taxe des biens de mainmorte	6,983,545f 50c	6,718,630f 97c	264,914f 53	"	6,983,545f 50	"
Redevances des mines	2,608,177 14	2,572,116 55	36,060 59	"	2,608,177 14	"
Droit de vérification des poids et mesures	5,278,030 55	4,710,944 33	567,086 22	"	5,278,030 55	"
Droit de vérification des alcoomètres et des densimètres	26,614 75	25,775 00	839 75	"	26,614 75	"
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	357,978 00	149,111 25	208,866 75	"	357,978 00	"
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	54,272 00	33,375 00	20,897 00	"	54,272 00	"
Taxe sur les billards, chevaux, voitures et vélocipèdes	"	"	1,116,024 90	1,116,024f 90	"	"
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (19/20es revenant à l'État)	12,970,957 58	12,510,164 00	460,793 58	"	12,970,957 58	"
Taxe sur les vélocipèdes (3/4 revenant à l'État)	3,735,754 59	3,380,523 27	355,231 32	"	3,735,754 59	"
Taxe sur les billards publics et privés	1,100,981 00	800,981 00	300,000 00	"	1,100,981 00	"
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, de la taxe sur les vélocipèdes et de la taxe sur les billards publics et privés	90,869 80	74,042 70	16,827 10	"	90,869 80	
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,383,548 76	1,362,781 12	20,767 64	"	1,383,548 76	
Taxe militaire	2,923,017 30	2,068,274 49	854,742 81	"	2,923,017 30	
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	200,477 68	155,969 61	44,508 07	"	200,477 68	
Droits d'épreuve des appareils à vapeur	232,821 07	161,237 45	71,583 62	"	232,821 07	
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	42,561 27	26,078 03	16,483 24	"	42,561 27	
Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie	29,056 40	28,417 04	639 36	"	29,056 40	
TOTAL	38,018,663 39	34,778,421 81	4,356,266 48	1,116,024 90	38,018,663 39	
			3,240,241 58			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Taxe des biens de mainmorte	7,125,730 21	6,850,385f 69c	"	6,850,385f 69c	275,344f 52c
Redevances des mines	3,117,124 04	3,077,326 51	"	3,077,326 51	39,797 53
Droit de vérification des poids et mesures	5,375,278 75	4,774,675 25	"	4,774,675 25	600,603 50
Droits de vérification des alcoomètres et des densimètres	43,294 00	42,695 00	"	42,695 00	599 00
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	356,898 00	132,003 07	"	132,003 07	224,894 93
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	68,600 00	34,489 00	"	34,489 00	34,111 00
Taxe sur les billards, chevaux, voitures et vélocipèdes	"	16,674,839 93	16,674,839 93	"	"
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets (19/20 revenant à l'État)	13,084,261 92	12,479,599 05	"	12,479,599 05	604,662 87
Taxe sur les vélocipèdes (3/4 revenant à l'État)	3,254,115 86	3,154,943 63	"	3,154,943 63	99,172 23
Taxe sur les billards publics et privés	1,091,979 75	1,040,297 25	"	1,040,297 25	51,682 50
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, de la taxe sur les vélocipèdes et de la taxe sur les billards publics et privés	107,560 00	87,834 27	"	87,834 27	19,725 73
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,415,046 90	1,402,847 51	"	1,402,847 51	12,199 39
Taxe militaire	2,196,736 69	1,978,657 57	"	1,978,657 57	218,079 12
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	206,015 64	147,860 01	"	147,860 01	58,155 63
Droits d'épreuve et de vérification des appareils à vapeur et des récipients à gaz liquéfiés ou comprimés	259,506 34	180,372 65	"	180,372 65	79 133 69
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	65,953 23	44,204 95	"	44,204 95	21,748 28
Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie	62,967 70	60,395 17	"	60,395 17	2,572 53
TOTAL	37,831,069 03	52,163,426 51	16,674,839 93	35,488,586 58	2,342,482 45
		35,488,586f 58c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 1. — IMPÔT REVENUS.

Enregistrement.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT L'ANNÉE 1899. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT L'ANNÉE 1899. Annulation de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières	46,191,925f 77c	46,191,925f 77c	"	"	46,191,925f 77c	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Créances, rentes, prix d'offices	4,360,088 92	4,360,082 42	6f50c	"	4,360,088 92	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Fonds de commerce	7,639,725 82	7,636,913 44	2,340 38	"	7,639,253 82	472
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Meubles corporels	8,014,599 43	8,014,551 93	47 50	"	8,014,599 43	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers	142,535,415 86	142,362,654 45	12,920 72	"	142,375,575 17	159,840
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Entrevifs. — Donations	21,622,798 33	21,617,206 94	3,644 26	"	21,620,851 20	1,947
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Par décès. — Successions	190,323,617 01	190,273,965 45	32,704 49	"	190,306,669 94	16,947
Taxe représentative du droit d'accroissement	732,978 52	726,184 28	324 26	"	726,508 54	6,469
Droits sur les autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	79,110,864 80	79,074,909 06	31,447 31	"	79,106,356 37	4,508
Droits sur les actes judiciaires et extrajudiciaires	24,012,913 21	24,012,818 96	"	"	24,012,818 96	94
Droits d'hypothèques	3,334,073 24	3,334,073 24	"	"	3,334,073 24	"
Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)	3,538,351 24	3,453,910 85	20,094 10	"	3,474,004 95	64,346
Recettes diverses	2,198,279 38	1,879,814 31	21,918 06	"	1,901,732 37	296,547
TOTAL de l'enregistrement	533,615,631 53	532,939,011 10	125,447 58	"	533,064,458 68	551,172
			125,447 58			

Enregistrement.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières	48,753,850f 95c	48,753,414f 58c	436f 37c
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Créances, rentes, prix d'offices	5,423,207 31	5,423,207 31	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Fonds de commerce	7,565,094 88	7,563,860 38	1,234 50
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Meubles corporels	8,169,303 03	8,169,300 53	2 50
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers	138,331,870 92	138,149,256 16	182,614 76
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Entrevifs. — Donations	21,236,487 57	21,234,452 40	2,035 17
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Par décès. — Successions	198,864,655 61	198,808,405 04	56,250 57
Taxe représentative du droit d'accroissement	1,051,783 21	1,051,765 00	18 21
Droits sur les autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	80,544,404 35	80,538,910 04	5,494 31
Droits sur les actes judiciaires et extrajudiciaires	23,535,022 41	23,532,935 68	2,086 73
Droits d'hypothèques	3,436,516 51	3,436,507 66	8 85
Pénalité (droits et demi-droits en sus, amendes)	3,789,801 34	3,354,887 77	434,913 57
Recettes diverses	4,819,780 25	2,528,405 96	2,291,374 29
TOTAL de l'enregistrement	545,521,778 34	542,545,308 51	2,976,469 83

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Timbre, Impôt sur les opérations de bourse et Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. RECETTES.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. ANNULATION de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
TIMBRE.						
Timbre non proportionnel. (Dimension et fixe.)						
Actes et écrits sujets au timbre de dimension	51,041,493f 63c	51,041,487f 03c	4f 20c	"	51,041,491f 23	2f
Affiches — Affiches sur papier	3,433,366 98	3,433,366 98	"	"	3,433,366 98	"
Affiches — Affiches peintes	93,966 69	93,966 69	"	"	93,966 69	"
Bordereaux des courtiers et agents de change	10,911 60	10,911 60	"	"	10,911 60	"
Contrats d'assurances	8,764,261 06	8,764,261 06	"	"	8,764,261 06	"
Contrats de transport	38,037,260 71	36,540,422 95	1,496,837 76	"	38,037,260 71	"
Contrôle des marques de fabrique	11,692 20	11,692 20	"	"	11,692 20	"
Passeports	6,915 60	6,915 60	"	"	6,915 60	"
Permis de chasse	7,581,348 00	7,581,348 00	"	"	7,581,348 00	"
Quittances et chèques	20,527,402 29	20,527,402 29	"	"	20,527,402 29	"
Timbre proportionnel.						
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc.	16,240,692 79	16,240,692 79	"	"	16,240,692 79	"
Valeurs mobilières	46,464,529 52	46,464,529 52	"	"	46,464,529 52	"
Pénalités.						
Amendes de contravention	674,002 63	674,002 63	"	"	674,002 63	"
Recettes diverses.						
Droits de toute nature à d'anciens tarifs	2,047 38	2,047 38	"	"	2,047 38	"
TOTAL des droits de timbre	192,889,891 08	191,393,046 72	1,496,841 96	"	192,889,888 68	2
			1,496,841 96			
PRODUITS DE L'IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.						
Impôt sur les opérations de bourse et pénalités	5,101,144 80	5,101,144 80	"	"	5,101,144 80	"
			"			
PRODUITS DE LA TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.						
Revenus des valeurs mobilières	69,134,419 32	69,134,381 86	37 46	"	69,134,419 32	"
Revenu de certaines associations	1,019,566 42	1,019,134 68	271 74	"	1,019,406 42	160
Pénalités	26,884 23	26,831 73	52 50	"	26,884 23	"
Recettes diverses	5,715 42	5,662 92	52 50	"	5,715 42	"
TOTAL de la taxe sur le revenu	70,186,585 39	70,186,011 19	414 20	"	70,186,425 39	160
			414 20			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
TIMBRE.			
Timbre non proportionnel. (Dimension et fixe.)			
Actes et écrits sujets au timbre de dimension	51,260,254f 10c	51,260,251f 70c	2f 40c
Affiches sur papier	3,457,151 06	3,457,151 06	"
Affiches peintes	101,308 38	101,308 38	"
Bordereaux des courtiers et agents de change	14,242 20	14,242 20	"
Contrats d'assurances	8,704,078 57	8,704,074 25	4 32
Contrats de transports	37,991,805 74	37,991,805 74	"
Contrôle des marques de fabrique	14,122 19	14,122 19	"
Passeports	6,707 40	6,707 40	"
Permis de chasse	7,839,684 00	7,839,684 00	"
Quittances et chèques	21,160,176 50	21,160,176 50	"
Timbre proportionnel.			
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc.	16,931,534 19	16,931,534 19	"
Valeurs mobilières	31,855,940 92	31,855,441 24	499 68
Pénalités.			
Amendes de contravention	646,918 84	646,918 84	"
Recettes diverses.			
Droits de toute nature à d'anciens tarifs	3,049 90	3,049 90	"
TOTAL des droits de timbre	179,986,973 99	179,986,467 59	506 40
PRODUITS DE L'IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.			
Impôt sur les opérations de bourse et pénalités	6,884,439 33	6,884,439 33	"
PRODUITS DE LA TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.			
Revenus des valeurs mobilières	73,246,957 03	73,246,957 03	"
Revenus de certaines associations	979,536 99	979,536 99	"
Pénalités	63,798 25	63,798 25	"
Recettes diverses	763 65	763 65	"
TOTAL de la taxe sur le revenu	74,291,055 92	74,291,055 92	"

Suite des CONTRIBUT

Suite du § 1er. — IMPO

Douanes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTE À RECOUV sur les droits constatés
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits de douanes — à l'importation (marchandises diverses, sucres non compris)	449,026,931f 07c	449,026,931f 07c	"	"	449,026,931f 07c	"
Droits de douanes — Droit de statistique	7,209,121 00	7,209,121 00	"	"	7,209,121 00	"
TOTAL des droits de douanes	456,236,052 07	456,236,052 07	"	"	456,236,052 07	"
Droits de navigation — Francisation des navires	6,145 12	6,145 12	"	"	6,145 12	"
Droits de navigation — Droits de quai	7,572,936 64	7,572,936 64	"	"	7,572,936 64	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Congés des bâtiments français	37,209 60	37,209 60	"	"	37,209 60	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Passeports des bâtiments étrangers	28,374 00	28,374 00	"	"	28,374 00	"
Droits de navigation — Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires	252,397 80	252,397 80	"	"	252,397 80	"
TOTAL des droits de navigation	7,897,063 16	7,897,063 16	"	"	7,897,063 16	"
Droits et produits accessoires — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	612,455 00	612,455 00	"	"	612,455 00	"
Droits et produits accessoires — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	1,284 25	1,284 25	"	"	1,284 25	"
Droits et produits accessoires — Fonds reçus des communes pour subvenir aux frais d'exercice des entrepôts	257,167 93	257,167 93	"	"	257,167 93	"
Droits et produits accessoires — Indemnités reçues des fabricants de soude pour frais d'exercice	1,018,824 59	754,130 14	264,694f 45c	"	1,018,824 59	"
Droits et produits accessoires — Droits de magasinage et de garde	3,122 78	3,122 78	"	"	3,122 78	"
Droits et produits accessoires — Intérêts pour crédits de droits	378,149 74	378,149 74	"	"	378,149 74	"
Droits et produits accessoires — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	93,753 67	93,753 67	"	"	93,753 67	"
Droits et produits accessoires — Recettes accidentelles	186,202 19	186,202 19	"	"	186,202 19	"
Droits et produits accessoires — Produits des taxes de plombage et d'estampillage	341,610 11	341,610 11	"	"	341,610 11	"
Droits et produits accessoires — Revenus des lazarets et établissements sanitaires	1,476,337 33	1,476,337 33	"	"	1,476,337 33	"
Droits et produits accessoires — Droits de visite du bétail importé	208,910 45	208,910 45	"	"	208,910 45	"
Droits et produits accessoires — Droit d'inspection des viandes à la frontière	127,982 50	127,982 50	"	"	127,982 50	"
TOTAL des droits et produits accessoires	4,705,800 54	4,441,106 09	264,694 45	"	4,705,800 54	"
Produit des amendes et confiscations	7,317,205 57	1,216,728 37	19,534 85	"	1,236,263 22	6,080,942
TOTAL des droits et produits	476,156,121 34	469,790,949 69	284,229 30	"	470,075,178 99	6,080,942
Taxe de consommation des sels de douanes	22,440,321 02	22,440,321 02	"	"	22,440,321 02	"
TOTAL des Douanes	498,596,442 36	492,231,270 71	274,229 30	"	492,515,500 01	6,080,942
			284,229f 30c			

ET REVENUS PUBLICS.

ET REVENUS.

Douanes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Droits de douanes — à l'importation (marchandises diverses, sucres non compris)	408,892,094f 27c	409,415,212f 40c	523,118f 13c	408,892,094f 27c	"
Droits de douanes — Droit de statistique	7,429,137 00	7,429,137 00	"	7,429,137 00	"
TOTAL des droits de douanes	416,321,231 27	416,844,349 40	523,118 13	416,321,231 27	"
Droits de navigation — Francisation des navires	9,305 37	9,305 37	"	9,305 37	"
Droits de navigation — Droits de quai	7,263,328 11	7,263,328 11	"	7,263,328 11	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Congés des bâtiments français	37,612 70	37,612 70	"	37,612 70	"
Droits de navigation — Sortie des navires — Passeports des bâtiments étrangers	28,458 00	28,458 00	"	28,458 00	"
Droits de navigation — Droits d'acquits, permis et certificats relatifs aux cargaisons des navires	250,452 90	250,452 90	"	250,452 90	"
TOTAL des droits de navigation	7,589,157 08	7,589,157 08	"	7,589,157 08	"
Droits et produits accessoires — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	625,578 20	625,578 20	"	625,578 20	"
Droits et produits accessoires — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	1,075 00	1,075 00	"	1,075 00	"
Droits et produits accessoires — Fonds reçus des communes pour subvenir aux frais d'exercice des entrepôts	247,390 83	247,390 83	"	247,390 83	"
Droits et produits accessoires — Indemnités reçues des fabricants de soude pour frais d'exercice	729,508 48	729,508 48	"	729,508 48	"
Droits et produits accessoires — Droits de magasinage et de garde	2,286 20	2,286 20	"	2,286 20	"
Droits et produits accessoires — Intérêts pour crédits de droits	337,215 84	337,215 84	"	337,215 84	"
Droits et produits accessoires — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	87,337 60	87,337 60	"	87,337 60	"
Droits et produits accessoires — Recettes accidentelles	138,797 06	138,797 06	"	138,797 06	"
Droits et produits accessoires — Produit des taxes de plombage et d'estampillage	353,724 49	353,724 49	"	353,724 49	"
Droits et produits accessoires — Revenus des lazarets et établissements sanitaires	1,458,867 17	1,458,867 17	"	1,458,867 17	"
Droits et produits accessoires — Droits de visite du bétail importé	183,466 80	183,466 80	"	183,466 80	"
Droits et produits accessoires — Droit d'inspection sanitaire des viandes	243,576 50	243,576 50	"	243,576 50	"
TOTAL des droits et produits accessoires	4,408,824 17	4,408,824 17	"	4,408,824 17	"
Produit des amendes et confiscations	7,578,498 00	1,045,836 86	"	1,045,836 86	6,532,661 14
TOTAL des droits et produits	435,897,710 52	429,888,167 51	523,118 13	429,365,049 38	6,532,661 14
Taxe de consommation des sels de douanes	23,122,375 35	23,122,375 35	"	23,122,375 35	"
TOTAL des Douanes	459,020,085 87	453,010,542 86	523,118 13	452,487,424 73	6,532,661 14
		452,487,424f 73c			

Suite du § 1er. — IMP ET REVENUS.

Contributi indirectes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS de l'année 1899. Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1899. Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTE À RECOU sur les dro constat
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés et hydromels (droit de circulation, droit de détail, droit d'entrée et taxe unique)	167,754,554f 03c	167,311,736f 77c	334,006f 79c	"	167,645,743f 56c	108,81
Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes et liqueurs (droit de détail, droit de consommation et droit d'entrée)	309,491,084 77	303,756,199 02	676,256 54	"	304,432,455 56	5,058,62
Taxe de consommation sur les alcools perçue par la douane en Corse	313,555 94	313,555 94	"	"	313,555 94	
Produit de la surtaxe sur les vins alcoolisés (doubles droits de consommation, doubles droits d'entrée)	1,009,504 32	1,009,082 99	40 40	"	1,009,123 39	38
Droits de fabrication sur les bières	25,185,513 18	25,080,606 63	60,749 29	"	25,141,355 92	44,15
Droit de 40 centimes par expédition (boissons et alcools, sels, sucres, allumettes, papier, huile, bougies et vinaigre)	5,959,780 40	5,959,780 40	"	"	5,959,780 40	
Taxe de consommation sur les sels perçue en dehors du rayon des douanes	11,227,150 59	11,218,841 19	50 00	"	11,218,891 19	8,25
Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales	1,787,598 80	1,787,331 10	267 70	"	1,787,598 80	
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,284,018 49	8,271,428 90	12,589 59	"	8,284,018 49	
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,858,319 37	2,853,789 79	3,445 68	"	2,857,235 47	1,08
Droit de transport par chemins de fer	53,042,610 45	52,135,198 06	4,844,906 43	"	56,980,104 49	1,062,50
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,234,826 33	5,208,177 88	24,961 07	"	5,233,138 95	1,68
TOTAL (à reporter)	597,148,516 67	584,905,728 67	5,957,273 49	"	590,863,002 16	6,285,51

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Annulations de recettes.	MONTANT NET des RECETTES.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produit de l'impôt sur les vins, cidres, poirés et hydromels (droit de circulation, droit de détail, droit d'entrée et taxe unique)	173,990,328f 47c	173,651,804f 21c	"	173,651,804f 21c	338,524f 26c
Droits de fabrication sur les bières	26,652,847 68	26,530,531 73	"	26,530,531 73	122,315 95
Produit de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie, absinthes et liqueurs (droit de détail, droit de consommation et droit d'entrée)	304,423,227 16	299,649,298 64	"	299,649,298 64	4,773,928 52
Produit de la surtaxe sur les vins alcoolisés (doubles droits de consommation, doubles droits d'entrée)	1,760 77	1,522 53	"	1,522 53	238 24
Taxe de consommation sur les alcools, perçue par la douane en Corse	523,118 13	523,118 13	"	523,118 13	"
Droit de 40 centimes par expédition (boissons et alcools, sels, sucres, allumettes, papier, huile, bougies et vinaigre)	6,263 844 80	6,263,844 80	"	6,263,844 80	"
Taxe de consommation sur les sels perçue en dehors du rayon des douanes	9,191,152 33	9,182,842 93	"	9,182,842 93	8,309 40
Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales	2,069,199 86	2,068,800 69	"	2,068,800 69	399 17
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,242,947 57	8,206,385 90	"	8,206,385 90	36,561 67
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	3,005,797 40	2,998,044 64	"	2,998,044 64	7,752 76
Droit de transport par chemins de fer	55,416,225 85	54,243,903 54	"	54,243,903 54	1,172,322 31
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,195,441 17	5,162,037 28	"	5,162,037 28	33,403 89
TOTAL (à reporter)	594,975,891 19	588,482,135 02	"	588,482,135 02	6,493,756 17

Suite du § 1er. — IMP

Suite des *Contribu*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	597,148,516f 67c	584,905,728f 67c	5,957,273f 49c	"	590,863,002f 16c	6,285,51
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc.	14,029,405 40	14,011,838 50	12,466 00	"	14,024,304 50	5,10
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	243,671 25	243,671 25	"	"	243,671 25	
Bacs, passages d'eau, pêche, chasse, francs-bords, droits de touage et recettes accessoires de la navigation	3,408,114 88	2,681,132 67	80,097 84	"	2,761 230 51	646,88
Garantie des matières d'or et d'argent	5,730,678 32	5,730,552 45	125 87	"	5,730,678 32	
Droit de dénaturation des alcools	540,414 80	500,734 07	20,402 11	"	521,136 18	19,27
Timbres de toute espèce	12,032,443 70	12,032,443 70	"	"	12,032,443 70	
Cartes à jouer	2,944,026 75	2,698,940 75	245,086 00	"	2,944,026 75	
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	3,777,464 31	2,004,376 14	634,962 07	"	2,639,338 21	1,138,1
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	5,670,035 36	3,316,100 10	3,464 15	"	3,319,564 25	2,350,47
Indemnités pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes (*service des octrois*)	600,882 29	509,551 31	90,992 51	"	600,543 82	33
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Abonnements aux traitem^ts des employés d'octroi	602,114 15	578,874 27	23,239 88	"	602,114 15	
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Pour frais d'impressions, transports, etc.	372,590 54	260,003 31	95,266 35	"	355,269 66	17 32
Recouvrements d'avances — sur les fabricants de cartes pour papier filigrané et moulages de carte	116,168 53	116,168 53	"	"	116,168 53	
Recouvrements d'avances — sur les employés, pour prix d'instruments et autres objets consignés	6,415 10	6,413 10	2 00	"	6,415 10	
Recouvrements d'avances — Retenue d'un centime par kilogramme pour le payement des experts	266,161 33	266,161 33	"	"	266,161 33	
Prix des plombs apposés pour les sels et les sucres	229,897 44	229,897 44	"	"	229,897 44	
Redevance de 30 centimes par 1,000 kil. de betteraves	1,885,149 52	1,325,706 26	559,443 26	"	1,885,149 52	
Redevance de 4 centimes par 100 kil. de sucre en poudre introduit dans les raffineries	129,601 30	120,217 64	9,383 66	"	129,601 30	
Indemnité pour frais de surveillance des entrepôts de sucre et des fabriques de soude et autres	305,998 67	295,200 02	9,824 53	"	305,024 55	97
Redevance de 1 franc par 100 kil. de sucre employé au sucrage des vins	369,440 86	369,431 21	9 65	"	369,440 86	
Intérêts pour crédits de droits	540,788 21	540,641 21	147 00	"	540,788 21	
Recettes accidentelles	1,197,471 24	1,117,633 37	1,336 56	"	1,118,969 93	78,5
Droit de fabrication de la dynamite et de la nitroglycérine	1,348,892 17	1,317,173 28	31,718 89	"	1,348,892 17	
TOTAL des contributions indirectes	653,496,342 79	635,178,590 58	7,775,241 82	"	642,953,832 40	10,542,5
			7,775,241f 82c			
Sucres.						
Sucres coloniaux (Douanes)	26,941,885f 15c	26, 328,655f 41c	613,229 74c	"	26,941,885f 15	
Sucres étrangers (Douanes)	447,563 99	447,563 99		"	447,563 99	
Sucres indigènes (Contributions indirectes)	155,011,453 71	151,102,690 48	3,328,39[illegible]	"	154,431,013 93	580,4
TOTAL des sucres	182,400,902 85	177,878,909 88	3,9[illegible] 19	"	181,820,463 07	580,4
			3,941,553f 19c			

T REVENUS.

ndirectes. — Sucres.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT NET des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.					
Report	594,975,891f 19c	588,482,135f 02c	"	588,482,135f 02c	6,493,756 17
Licences aux débitants de boissons, distillateurs, brasseurs, etc.	14,138,152 55	14,117,923 92	"	14,117,923 92	20,228 63
Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	259,567 50	259,567 50	"	259,567 50	"
Bacs, passages d'eau, pêche, chasse, francs-bords, droits de touage et recettes accessoires de la navigation	3,276,257 02	2,665,469 38	"	2,665,469 38	610,787 64
Garantie des matières d'or et d'argent	6,355,140 85	6,355,123 98	"	6,355,123 98	16 87
Garantie des marques de fabrique ou de commerce	102 50	102 50	"	102 50	"
Droit de dénaturation des alcools	667,821 52	618,752 70	"	618,752 70	49,068 82
Timbres de toute espèce	12,308,977 95	12,308,975 95	"	12,308,975 95	2 00
Cartes à jouer	2,816,457 75	2,587,458 25	"	2,587,458 25	228,999 50
Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	4,020,666 67	2,064,284 33	"	2,064,284 33	1,956,382 34
Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	5,507,651 08	3,530,623 15	"	3,530,623 15	1,977,027 93
Indemnités pour frais d'exercice dans l'intérieur des villes (*service des octrois*)	577,239 38	492,699 64	"	492,699 64	84,539 64
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Abonnements au traitement des employés d'octroi	612,477 37	589,288 73	"	589,288 73	23,188 64
Recouvrements d'avances — sur les communes. — Pour frais d'impressions, transports, etc	340,962 21	159,939 22	"	159,939 22	181,022 99
Recouvrements d'avances — sur les fabricants de cartes pour papiers filigranés et moulages de carte	114,412 83	114,412 83	"	114,412 83	"
Recouvrements d'avances — sur les employés, pour prix d'instruments et autres objets consignés	17,184 33	17,184 28	"	17,184 28	0 05
Recouvrements d'avances — Retenue d'un centime par kilogramme pour le payement des experts	177,369 97	177,369 97	"	177,369 97	"
Prix des plombs apposés pour les sels et les sucres	265,296 15	265,296 15	"	265,296 15	"
Redevance de 30 centimes par 1,000 kilogr. de betteraves	1,882,500 89	1,281,661 10	"	1,281,661 10	600,839 79
Redevance de 4 centimes par 100 kilogr. de sucre en poudre introduit dans les raffineries	119,157 92	118,468 18	"	118,468 18	689 74
Indemnités pour frais de surveillance des entrepôts de sucre et des fabriques de soude et autres	337,781 18	327,437 02	"	327,437 02	10,344 16
Redevance de 1 franc par 100 kilogr. de sucre employé au sucrage des vins	392,490 30	392,468 92	"	392,468 92	21 38
Intérêts pour crédits de droits	636,922 72	636,831 53	"	636,831 53	91 19
Recettes accidentelles	613,615 74	529,090 16	"	529,090 16	84,525 58
Droit de fabrication de la dynamite et de la nitro-glycérine	2,222,880 01	2,103,500 29	"	2,103,500 29	119,379 72
TOTAL des contributions indirectes	652,636,977 48	640,196,064 70	"	640,196,064 70	12,440,912 78
		640,196,064f 70c			
Sucres.					
Sucres coloniaux. (Douanes.)	31,537,795f 76c	31,537,795f 76c	"	31,537,795f 76c	"
Sucres étrangers. (Douanes.)	224,580 63	224,580 63	"	224,580 63	"
Sucres indigènes. (Contributions indirectes.)	161,528,906 42	159,132,095 20	1,117,042f 84c	158,015,052 36	3,513,854f 06c
Sucres raffinés dans les établissements libres et déclarés pour le sucrage des vins en vue de l'apurement des admissions temporaires et de fabrication	"	131,966 88	131,966 88	"	"
Solde au 31 décembre 1899 du compte spécial ouvert par la loi du 29 juin 1897 : Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897.	752,596 43	752,596 43	"	752,596 43	"
TOTAL des sucres	194,043,879 24	191,779,034 90	1,249,009 72	190,530,025 18	3,513,854 06
		190,530,025f 18c			

Suite des *Contributions indirectes. — Sucres.*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
RÉCAPITULATION.					
Contributions indirectes	653,496,342f 79c	635,178,590f 58	7,775,241f 82c	642,953,832f 40c	10,542,510
Sucres (Douanes et contributions indirectes)	182,400,902 85	177,878,909 88	3,941,553 19	181,820,463 07	580,439
TOTAL	835,897,245 64	813,057,500 46	11,716,795 01	824,774,295 47	11,122,950

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

Suite du BUDGET GÉNÉRAL.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
RÉCAPITULATION.			
Contributions indirectes	652,636,977f 48c	640,196,064f 70c	12,440,912f 78c
Sucres. (Douanes et contributions indirectes.)	194,043,879 24	190,530,025 18	3,513,854 06
TOTAL	846,680,856 72	830,726,089 88	15,954,766 84

§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES

EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits recouvrés par

receveurs des contributions indirectes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DESIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DES MONOPOLES RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.						
Produit de la vente des allumettes chimiques	30,106,846f 80c	29,185,833f 50c	852,911f 30c	"	30,038,744f 80	68,10[illegible]
Produit de la vente des tabacs	405,100,584 19	405,097,182 40	3,401 79	"	405,100,584 19	"
Produit de la vente des poudres à feu	11,527,277 21	11,500,283 76	26,993 45	"	11,527,277 21	"
	446,734,708 20	445,783,299 66	883,306 54	"	446,666,606 20	68,10[illegible]
			883,306f 54c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
Produit de la vente des allumettes chimiques	30,311,527f 25c	29,964,364f 05c	347,163f 20c
Produit de la vente des tabacs	413,274,522 67	413,269,722 79	4,799 88
Produit de la vente des poudres à feu	12,474,282 26	12,468,972 46	5,309 80
	456,060,332 18	455,703,059 30	357,272 88

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — PRODUITS DE MONOPOLES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
POSTES.						
Produit net des taxes des correspondances postales. — Solde des comptes avec les Offices étrangers	184,692,431f 47c	184,492,865f 46c	199,566f 01c	"	184,692,431f 47c	"
Droits perçus sur les envois d'argent	8,016,691 47	7,991,672 50	8,456 39	"	8,000,128 89	16,56[illegible]
Droits perçus sur les bons de poste	341,916 50	341,916 50	"	"	341,916 50	"
Recettes diverses et accidentelles	375,813 63	308,063 47	65,987 41	"	374,050 88	1,76[illegible]
TOTAL	193,426,853 07	193,134,517 93	274,009 81	"	193,408,527 74	18,32[illegible]
			274,009f 81c			
TÉLÉGRAPHES.						
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	36,532,627f 66c	35,695,761f 24c	692,572 14	71,963f 93c	36,316,369f 45c	216,25[illegible]
Remboursement par divers de traitements d'agents du service postal et télégraphique et de frais de surveillance	651,561 24	116,380 34	535,180 90	"	651,561 24	"
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	1,040,132 95	1,015,933 77	23,654 18	"	1,039,587 95	54[illegible]
Recettes diverses et accidentelles	1,529,376 45	715,501 50	531,242 41	"	1,246,743 91	282,63[illegible]
TOTAL	39,753,698 30	37,543,576 85	1,782,649 63	71,963 93	39,254,262 55	499,[illegible]
			1,710,685f 70c			
TÉLÉPHONES.						
Produit des conversations téléphoniques. — Soldes des comptes avec les offices étrangers	1,659,671f 67c	1,659,329f 77c	341f 90c	"	1,659,671f 67c	"
Produit des abonnements urbains et interurbains	10,777,868 91	10,766,409 70	11,459 21	"	10,777,868 91	"
Produits des abonnements supplémentaires pour la transmission de télégrammes par téléphone	14,693 74	14,693 74	"	"	14,693 74	"
Recettes diverses et accidentelles	84,113 58	62,509 05	20,742 81	"	83,251 86	86[illegible]
TOTAL	12,536,347 90	12,502,942 26	32,543 92	"	12,535,486 18	86[illegible]
			32,543f 92c			
TOTAL GÉNÉRAL	245,716,899 27	243,181,037 04	2,089,203 36	71,963 93	245,198,276 47	518,62[illegible]
			2,017,239f 43c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Montant net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
POSTES.					
Produit net des taxes des correspondances postales. — Solde des comptes avec les Offices étrangers	191,903,918f 04c	191,976,835f 50c	72,917f 46c	191,903,918f 04c	"
Droits perçus sur les mandats français et internationaux	7,881,499 53	7,866,505 24	"	7,866,505 24	14,994f 29c
Droits perçus sur les bons de poste	300,171 25	300,171 25	"	300,171 25	"
Recettes diverses et accidentelles	366,854 79	312,455 16	"	312,455 16	54,399 63
TOTAL	200,452,443 61	200,455,967 15	72,917 46	200,383,049 69	69,393 92
		200,383,049f 69c			
TÉLÉGRAPHES.					
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Solde des comptes avec les offices étrangers	38,859,066f 90c	38,351,850f 48c	67,385 38	38,284,465f 10c	574,601f 80c
Remboursement par divers de traitements d'agents du service postal et télégraphique et de frais de surveillance	654,200 27	100,821 80	"	100,821 80	553,378 47
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	1,037,944 63	990,103 90	"	990,103 90	47,840 73
Recettes diverses et accidentelles	1,248,903 03	850,791 48	"	850,791 48	398,111 55
TOTAL	41,800,114 83	40,293,567 66	67,385 38	40,226,182 28	1,573,932 55
		40,226,182f 28c			
TÉLÉPHONES.					
Produit des conversations téléphoniques. — Solde des comptes avec les offices étrangers	1,808,317f 76c	3,297,255f 48c	1,488,937f 72c	1,808,317f 76c	"
Produit des abonnements urbains et interurbains	12,174,855 70	12,174,855 70	"	12,174,855 70	"
Produit des abonnements supplémentaires pour la transmission de télégrammes par téléphone	13,498 77	13,498 77	"	13,498 77	"
Recettes diverses et accidentelles	105,178 81	80,712 18	"	80,712 18	24,466f 63c
TOTAL	14,101,851 04	15,566,322 13	1,488,937 72	14,077,384 41	24,466 63
		14,077,384f 41c			
TOTAL GÉNÉRAL	256,354,409 48	256,315,856 94	1,629,240 56	254,686,616 38	1,667,793 10
		254,686,616f 38c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du paragraphe 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits de diverses exploitations. (France et Colonies.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (FRANCE.)						
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	3,154,378f 22c	"	3,154,378f 22c	"	3,154,378f 22c	"
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	368,395 82	"	868,395 82	"	368,395 82	"
Bénéfice de l'exploitation des chemins de fer de l'État	13,867,959 49	"	13,867,959 49	"	13,867,959 49	"
Produits bruts de l'exploitation en régie des *Journaux officiels*	963,811 64	870,321f 53c	93,606 11	116 00	963,811 64	"
TOTAL. (France.)	18,354,545 17	870,321 53	17,484,339 64	116 00	18,354,545 17	"
			17,484,223f 64c			
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (COLONIES.)						
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	191,117f 59c	46,067f 26c	145,050f 33c	"	191,117f 59c	"
Produit de l'exploitation du câble télégraphique sous-marin de Mozambique à Majunga	215,357 30	61,045 94	72,126 78	"	133,172 72	82,184
TOTAL. (Colonies.)	406,474 89	107,113 20	217,177 11	"	324,290 31	82,184
			217,177f 11c			
TOTAL des produits de diverses exploitations	18,761,020f 06c	977,434f 73c	17,701,516f 75c	116 00	18,678,835f 48c	82,184
			17,701,400f 75c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (FRANCE.)					
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	2,120,874f 51c	3,154,378f 22c	3,154,378f 22c	"	2,120,874f 51c
Excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	348,550 00	368,395 82	368,395 82	"	348,550 00
Bénéfices de l'exploitation des chemins de fer de l'État	15,023,136 07	13,867,959 49	13,867,959 49	"	15,023,136 07
Produits bruts de l'exploitation en régie des *Journaux officiels*	959,000 00	888,835 64	"	888,835f 64c	70,164 36
TOTAL. (France.)	18,451,560 58	18,279,569 17	17,390,733 53	888,835 64	17,562,724 94
		888,835f 64c			
PRODUITS DE DIVERSES EXPLOITATIONS. (COLONIES.)					
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	36,872f 83c	36,872f 83c	"	36,872f 83c	"
Câble de Majunga	206,046 25	73,788 95	"	73,788 95	132,257f 30c
TOTAL. (Colonies.)	242,919 08	110,661 78	"	110,661 78	132,257 30
		110,661f 78c			
TOTAL des produits de diverses exploitations	18,694,479f 66c	18,390,230f 95c	17,390,733f 53c	999,497f 42c	17,694,982f 24c
		999,497f 42c			

§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Revenus du domaine autre que les forêts	2,833,702f 09c	2,660,051f 00c	60,554f 24c	"	2,720,605f 24c	113,096
Recouvrements de rentes et créances	255,686 00	243,386 02	"	"	243,386 02	12,299
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	2,167,292 97	1,899,643 90	266,338 52	"	2,165,982 42	1,310
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	5,989 50	5,989 50	"	"	5,989 50	"
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres	54,405 25	42,406 00	11,999 25	"	54,405 25	"
Aliénations d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-dessous.)	8,320,615 08	(A) 8,228,579 53	13,122 61	"	8,241,702 14	78,912
A reporter	13,637,690 89	13,080,055 95	352,014 62	"	13,432,070 57	205,620
ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS.						
Ministère des Finances et administrations financières	148,306 14	147,611 40	138 99	"	147,750 39	555
Ministère de la Justice et des Cultes. — Service de la Justice	20,464 36	20,464 36	"	"	20,464 36	"
Ministère de la Justice et des Cultes. — Service des Cultes	1,329 00	1,329 00	"	"	1,329 00	"
Ministère des Affaires étrangères	"	"	"	"	"	"
Ministère de l'Intérieur	34,720 21	34,720 21	"	"	34,720 21	"
Ministère de la Guerre — Armes	190,040 84	178,424 10	"	"	178,424 10	11,616
Ministère de la Guerre — Autres objets	4,033,179 31	(A) 3,967,589 41	6,097 60	"	3,973,687 01	59,492
Ministère de la Marine — Vieilles matières	1,766,118 52	1,766,118 52	"	"	1,766,118 52	"
Ministère de la Marine — Autre objets	659,605 89	659,605 89	"	"	659,605 89	"
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service de l'Instruction publique	1,213 33	1,213 33	"	"	1,213 33	"
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service des Beaux-Arts	54,369 42	51,652 62	136 80	"	51,789 42	2,580
Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Commerce	5,027 03	5,027 03	"	"	5,027 03	"
Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Service des Postes et Télégraphes	70,502 22	70,306 18	196 04	"	70,502 22	"
Ministère des Colonies	57,405 11	57,405 11	"	"	57,405 11	"
Ministère de l'Agriculture	4,067 49	4,067 49	"	"	4,067 49	"
Ministère des Travaux publics	567,902 20	564,316 65	1,251 80	"	565,568 45	2,333
Domaine de Versailles. — Concession d'eau	454,638 66	450,422 68	3,304 08	"	453,726 76	911
Objets de toute autre origine	251,725 35	248,305 55	1,997 30	"	250,302 85	1,422
TOTAL des aliénations des objets mobiliers	8,320,615 08	(A) 8,228,579 53	13,122 61	"	8,241,702 14	78,912

(A) Y compris 2,400 francs par virements de comptes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — ANNULATIONS de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Revenus du domaine autre que les forêts	2,947,734f 65c	2,717,832f 38c	"	2,717,832f 38c	229,902f 27c
Recouvrement de rentes et créances	119,835 01	108,000 15	"	108,000 15	11,834 86
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	1,997,751 54	1,984,248 51	"	1,984,248 51	13,503 03
Redevances pour frais d'analyses et d'essais dans les laboratoires de l'État	4,810 50	4,810 50	"	4,810 50	"
Produit de la redevance perçue sur les voitures, chevaux et bicyclettes traversant le parc de Saint-Cloud	16,893 00	16,893 00	"	16,893 00	"
Produit des ventes effectuées à la manufacture de Sèvres	72,253 27	64,924 02	"	64,924 02	7,329 25
Aliénations d'objets mobiliers (Voir le développement ci-dessous.)	8,809,683 01	8,714,304 33	"	8,714,304 33	95,378 68
A reporter	13,968,960 98	13,611,012 89	"	13,611,012 89	357,948 09
ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS.					
Ministère des Finances et administrations financières	115,695 59	115,578 06	"	115,578 06	117 53
Ministère de la Justice	15,290 48	15,290 48	"	15,290 48	"
Ministère des Affaires étrangères	138 15	138 15	"	138 15	"
Ministère de l'Intérieur — Service de l'Intérieur	15,026 54	15,026 54	"	15,026 54	"
Ministère de l'Intérieur — Service des Cultes	1,677 28	1,677 28	"	1,677 28	"
Ministère de la Guerre — Armes	72,547 93	60,931 19	"	60,931 19	11,616 74
Ministère de la Guerre — Autres objets	4,430,511 42	4,367,450 12	"	4,367,450 12	63,061 30
Ministère de la Marine — Vieilles matières	2,051,017 19	2,048,547 14	"	2,048,547 14	2,470 05
Ministère de la Marine — Autres objets	497,319 69	497,319 69	"	497,319 69	"
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service de l'Instruction publique	858 93	858 93	"	858 93	"
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service des Beaux-Arts	32,989 30	32,594 55	"	32,594 55	394 75
Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Commerce	11,668 88	11,468 88	"	11,468 88	200 00
Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Service des Postes et Télégraphes	82,592 36	82,050 06	"	82,050 06	542 30
Ministère des Colonies	291 40	291 40	"	291 40	"
Ministère de l'Agriculture	3,007 52	3,007 52	"	3,007 52	"
Ministère des Travaux publics	590,321 32	581,004 98	"	581,004 98	9,316 34
Domaine de Versailles. — Concession d'eau	468,349 59	466,723 24	"	466,723 24	1,626 35
Objets de toute autre origine	420,379 44	414,346 12	"	414,346 12	6,033 32
TOTAL des aliénations des objets mobiliers	8,809,683 01	8,714,304 33	"	8,714,304 33	95,378 68
		8,714,304f 33c			

Suite du paragraphe 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
SUITE DU BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	13,637,690 89	13,080,055 95	352,014 62	"	13,432,070 57	205,620
Aliénations d'immeubles	7,152,441 80	6,064,037 36	366,096 37	"	6,430,133 73	722,308
Successions en déshérence	2,364,305 93	1,712,523 25	639,384 21	"	2,351,907 46	12,398
Épaves et biens vacants	203,308 61	202,982 49	142 50	"	203,124 99	183
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	42,570 00	42,570 00	"	"	42,570 00	"
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda	80,015 38	80,015 38	"	"	80,015 38	"
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	"	"	"	"	"	"
Versement effectué par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (Loi du 19 janvier 1891)	"	"	"	"	"	"
Versement effectué par la ville de Cambrai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place	27,614 71	"	(A) 27,614 71	"	27,614 71	"
Versement effectué par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place d'Aire-sur-la-Lys	"	"	"	"	"	"
Versement effectué par la ville d'Auxonne en exécution de la convention du 15 novembre 1895. (Loi du 31 juillet 1896.)	49,000 00	"	49,000 00	"	49,000 00	"
Versement effectué par la ville d'Antibes en exécution de la convention du 23 octobre 1895	"	"	"	"	"	"
Versement par la ville de Belfort du prix de terrains cédé en vertu de la convention du 9 octobre 1897	603,416 68	303,416 68	250,000 00	"	553,416 68	50,000 00
Produit de l'aliénation d'immeubles remis au domaine par le Département de la guerre. (L. du 2 janv. 1890)	60,000 00	"	(A) 60,000 00	"	60,000 00	"
TOTAL des produits des domaines	24,220,364 00	21,485,601 11	1,744,252 41	"	23,229,853 52	990,510
			1,744,252f 41c			

(A) Par virements de comptes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
SUITE DU BUDGET GÉNÉRAL.					
Report	13,968,960 98	13,611,012 89	"	13,611,012 89	357,948 09
Aliénations d'immeubles	2,626,742 59	1,679,085 90	"	1,679,085 90	947,656 69
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	1,152,235 04	810,322 72	"	810,322 72	341,912 32
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda	96,576 65	96,576 65	"	96,576 65	"
Successions en déshérence	1,252,270 26	1,246,912 50	"	1,246,912 50	5,357 7
Épaves et biens vacants	206,341 70	205,722 83	"	205,722 83	618 87
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 26 août 1890.)	"	"	"	"	"
Versement effectué par la ville de Douai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 19 janvier 1891.)	"	"	"	"	"
Versement effectué par la ville de Cambrai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 3 août 1893.)	16,500 00	"	"	"	16,500 00
Versement par la ville de Belfort du prix de terrains cédés en vertu de la convention du 9 octobre 1897	50,000 00	"	"	"	50,000 00
Versements effectués par la ville d'Auxonne en exécution de la convention du 15 novembre 1895 (approuvé par la loi du 31 juillet 1896)	"	"	"	"	"
Produit de l'aliénation d'immeubles remis au Domaine par le Département de la guerre. (Loi du 2 janvier 1890.)	"	"	"	"	"
TOTAL	19,369,627 22	17,649,633 49	"	17,649,633 49	1,719,993 73
		17,649,633f 49c			

Suite des CONTRIBUTIO

Suite du paragraphe 3. — PRODUITS ET REVE

Prod

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTE à RECOUV sur les d constat
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des coupes de bois.						
Prix principal	23,788,929f 54c	23,786,569f 54c	3,760f 00c	1,400 00	23,788,929f 54c	"
Recouvrement de frais d'adjudication des coupes de bois de l'État, à raison de 1 1/2 p. o/o du prix principal	440,688 21	440,283 33	354 17	"	440,637 50	50
Produits de coupes de bois vendues par unité de marchandises ou après façonnage	2,406,435 60	2,264,244 77	96,231 33	"	2,360,476 10	45,959
	26,636,053 35	26,491,097 64	100,345 50	1,400 00	26,590,043 14	46,010
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la marine et au service du génie militaire	16,742 50	"	(A) 16,742 50	"	16,742 50	"
Produits accessoires.						
Recouvrement de frais de toutes adjudications concernant les forêts, autres que les adjudications de coupes	9,870 81	9,261 65	609 16	"	9,870 81	"
Prix de vente de bois provenant des exploitations accidentelles	534,073 87	403,121 08	44,402 87	"	447,523 95	86,549
Menus produits des forêts... Fermage du droit de chasse dans les forêts de l'État.	1,836,086 14	1,818,071 14	4,375 00	"	1,822,446 14	13,640
Menus produits des forêts... Autres menus produits...	836,040 14	(B) 795,499 29	(C) 17,694 28	"	813,193 57	22,846
Salaires des gardes recouvrés sur les acquéreurs de bois de l'État et sur les copropriétaires, les usagers, etc	58,314 32	8,218 70	"	"	8,218 70	50,095
Dommages-intérêts et restitutions pour délits dans les bois de l'État	1,480 09	1,441 44	38 65	"	1,480 09	"
Recouvrement de frais de poursuites et d'instances concernant les forêts	7,175 99	5,103 49	10 22	"	5,113 71	2,062
Prix de cessions de terrains effectuées aux compagnies de chemins de fer, aux départements, aux communes, pour cause d'utilité publique	31,053 34	30,970 94	82 40	"	31,053 34	"
Recettes accidentelles imprévues	24,407 88	24,407 88	"	"	24,407 88	"
	3,338,502 58	3,096,095 61	67,212 58	"	3,163,308 19	175,194
Contribution des communes et des établissements publics.	1,061,538 01	922,790 45	90,523 68	"	1,013,314 13	48,223
TOTAL des produits des forêts	31,052,836 44	30,509,983 70	274,824 26	1,400 00	30,783,407 96	269,428
			273,424f 26c			

(A) Par virement de comptes.
(B) Y compris 1,134 francs par virements de comptes.
(C) Y compris 375 fr. 54 par virements de comptes.

ET REVENUS PUBLICS.

DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

des Forêts.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net DES RECETTES.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits encaissés par les Trésoriers-Payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec précomptage sur la possibilité	23,839,601f 47c	(A) 23,839,601f 47c	"	23,839,601f 47c	"
Produits encaissés par les Receveurs des Domaines. — Chasses, menus produits, etc	7,247,949 90	(A) 6,754,879 52	"	6,754,879 52	493,070 38
Produits réglés par virements de comptes	2,938 00	(B) 2,938 00	"	2,938 00	"
TOTAL des produits des forêts	31,090,489 37	30,597,418 99	"	30,597,418 99	493,070 38
		30,597,418f 99c			

(A) Y compris 1,400 francs par virement de comptes.
(B) Par virement de comptes.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RES[illegible]
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,896,902f 22c	1,540,099f 96c	356,802f 26c	"	1,896,902f 22c	
Taxe des brevets d'invention	3,390,010 00	3,389,510 00	500 00	"	3,390,010 00	
Produit de la rente de l'Inde	708,987 37	176,487 37	532,500 00	"	708,987 37	
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	6,307,568 10	"	6,307,568 10	"	6,307,568 10	
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	544,112 00	"	544,112 00	"	544,112 00	
Produit de la vente des publications du Gouvernement	221,186 26	163,743 84	57,616 09	173f 67c	221,186 26	
Produit du concours général d'animaux de boucherie	99,490 85	99,490 85	"	"	99,490 85	
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	4,258 86	"	4,258 86	"	4,258 86	
Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies	50,682 94	9,871 57	40,811 37	"	50,682 94	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	235,544 51	220,652 93	16,130 12	1,238 54	235,544 51	
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	3,455,066 76	2,737,694 02	717,372 74	"	3,455,066 76	
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	596,930 06	70,052 26	526,877 80	"	596,930 06	
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	125,000 00	125,000 00	"	250,000 00	
Restitutions au Trésor	10,124 07	10,124 07	"	"	10,124 07	
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes	289,265 52	289,265 52	"	"	289,265 52	
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	253,956 14	243,396 68	10,559 46	"	253,956 14	
Versement au Trésor du boni des écoles normales primaires	64,000 00	64,000 00	"	"	64,000 00	
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	"	960 00	"	960 00	
Reversements de fonds sur les dépenses des Ministères	1,459,821 20	4,189,500 01	1,812,243 12	4,541,921 93	1,459,821 20	
A reporter	19,838,866 86	13,328,889 08	11,053,311 92	4,543,334 14	19,838,866 86	

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,505,239f 46c	"	1,272,239f 46c	"	1,272,239f 46c	233,000f 00c
Taxe des brevets d'invention	3,600,390 00	"	3,522,385 00	"	3,522,385 00	78,005 00
Produit de la rente de l'Inde	707,160 00	"	178,920 00	233f 41c	178,686 59	528,473 41
Bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations	6,307,568 10	"	"	"	"	6,307,568 10
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	544,112 00	"	"	"	"	544,112 00
Produit de la vente des publications du Gouvernement	210,750 50	"	163,355 23	20,898 28	142,456 95	68,293 55
Produit du concours général d'animaux de boucherie	99,855 27	"	99,855 27	"	99,855 27	"
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	4,260 00	"	4,258 86	4,258 86	"	4,260 00
Produit des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies	49,872 74	"	12,546 84	"	12,546 84	37,325 90
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	290 823 28	"	243,252 66	296 20	242,956 46	47,866 82
Produit du travail des sections d'exclus	"	"	"	"	"	"
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	3,424,199 50	"	2,560,536 33	"	2,560,536 33	863,663 17
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	66,323 09	"	66,323 09	"	66,323 09	"
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	"	125,000 00	"	125,000 00	125,000 00
Restitutions au Trésor	8,120 13	"	8,120 13	"	8,120 13	"
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des Postes	324,012 54	"	324,012 54	"	324,012 54	"
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	300,060 50	"	290,067 78	"	290,067 78	9,992 72
Versement au Trésor du boni des écoles normales primaires	"	"	"	"	"	"
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	"	960 00	"	960 00	"
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	7,688,685 43	"	35,145,965 24	27,457,279 81	7,688,685 43	"
A reporter	25,382,392 54	"	44,017,798 43	27,482,966 56	16,534,831 87	8,847,560 67

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du paragraphe 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir pour les développements par article le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	19,838,866f86c	13,328,889f08c	11,053,311f92c	4,543,334f14c	19,838,866f86c	"
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur débets de comptables et créances litigieuses	71	87,794 71	"	"	87,794 71	"
Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur divers débets	733 99	484,789 41	1,944f58	"	486,733 99	"
Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	8,991 77	8,991 77	"	"	8,891 77	"
Recouvrements sur les prêts à l'industrie	19,227 14	19,227 14	"	"	19,227 14	"
Remboursements de prêts aux associations ouvrières	1,346 00	1,346 00	"	"	1,346 00	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Retenues sur traitements et pensions	61,394 02	61,385 82	8 20	"	61,394 02	"
Recettes sur exercices clos	489,176 19	472,300 79	16,875 40	"	489,176 19	"
Bénéfices des intérims des perceptions	54,287 65	54,287 65	"	"	54,287 65	"
Renouvellement du cadastre	"	"	"	"	"	"
Frais d'administration et de perception	"	"	"	"	"	"
Recettes d'origines diverses	3,919,848 68	3,734,542 82	185,719 15	413 29	3,919,848 68	"
Produit des expéditions des archives de la République	1,531 10	1,531 10	"	"	1,531 10	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,441,351 13	4,429,790 83	11,560 30	"	4,441,351 13	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	13,200 00	13,200 00	"	26,400 00	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	"	"	"	"	"	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	9,200 00	9,200 00	"	"	9,200 00	"
de la guerre	11,491 82	10,426 10	1,065 72	"	11,491 82	"
du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	38,110 95	22,010 95	16,100 00	"	38,110 95	"
de l'agriculture	17,700 00	16,500 00	1,200 00	"	17,700 00	"
des travaux publics	6,289 05	6,289 05	"	"	6,289 05	"
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	3,810 00	3,810 00	"	"	3,810 00	"
A reporter	29,523,551 06	22,766,313 22	11,300,985 27	4,543,747 43	29,523,551 06	"

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	25,382,392f54c	"	44,017,798f43c	27,482,966f56c	16,534,831f87c	8,847,560f67c
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur débets de comptables et créances litigieuses	53,585 10	"	58,585 10	"	53,585 10	"
Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances — Recettes sur divers débets	607,498 43	"	607,498 43	"	607,498 43	"
Recettes applicables aux comptes du service de Trésorerie	"	"	96,857 31	97,611 89	*A dé* . 754 58	754 58
Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	1,790 10	"	60,000 00	58,209 90	1,790 10	"
Recouvrements sur les prêts à l'industrie	10,000 00	"	10,000 00	"	10,000 00	"
Remboursements de prêts aux associations ouvrières	752 35	"	752 35	"	752 35	"
Recettes accidentelles à différents titres. — Retenues sur traitements et pensions	65,907 21	"	65,907 21	"	65,907 21	"
Recettes sur exercices clos	1,186,240 81	"	1,186,240 81	"	1,186,240 81	"
Bénéfices des intérims des perceptions	40,564 42	"	40,564 42	"	40,564 42	"
Renouvellement du cadastre	"	"	"	"	"	"
Produit des expéditions des archives de la République	"	"	"	"	"	"
Recettes d'origines diverses	1,953,271 77	"	1,653,382 87	111 10	1,653,271 77	300,000 00
Produit des expéditions des archives de la République	3,626 45	"	3,626 45	"	3,626 45	"
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,470,570 00	"	4,467,847 08	277 08	4,467,570 00	3,000 00
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	"	"	"	"	26,400 00
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	"	"	"	"	"	"
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	10,400 00	"	9,700 00	"	9,700 00	700 00
de la guerre	12,358 50	"	10,358 32	"	10,358 32	2,000 18
du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	32,890 00	"	27,300 00	"	27,300 00	5,590 00
de l'agriculture	16,500 00	"	16,500 00	"	16,500 00	"
des travaux publics	10,700 00	"	4,200 00	"	4,200 00	6,500 00
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	4,635 00	"	4,635 00	"	4,635 00	"
A reporter	33,890,082 68	"	52,336,753 78	27,639,176 53	24,697,577 25	9,192,505 43

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	29,523,551f06c	22,766,313f22c	11,300,985f27c	4,543,747f43c	29,523,551f06c	"
Valeur des fers confectionnés par l'école de maréchalerie de Saumur	18,986 54	17,334 94	1,651 60	"	18,986 54	"
Produits de locations et d'aliénations de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	78,419 87	6,757 15	71,662 72	"	78,419 87	"
Droit d'inscription des courtiers de commerce	22,500 00	22,500 00	"	"	22,500 00	"
Annuité payée par le Gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	200,000 00	"	"	200,000 00	"
Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	653,919 35	381,154 35	272,765 00	"	653,919 35	"
Remboursement par la colonie de la Martinique d'une avance faite en 1892	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	"
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	20,366,619 20	29,292,537 41	"	"	29,292,537 41	74,081
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 188	435 00	435 00	"	"	435 00	"
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce	10,323 95	6,850 00	3,473 95	"	10,323 95	"
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	2,620 30	2,620 30	"	"	2,620 30	"
Excédent de recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure.	154,571 30	154,571 30	"	"	154,571 30	"
Part revenant à l'État dans les bénéfices des chemins de fer d'intérêt local	39,164 67	39,164 67	"	"	39,164 67	"
Produit net des prises sur l'ennemi	"	"	"	"	"	"
Versements par la Caisse des dépôts et consignations de la portion reconstituée d'un capital de trois cent soixante-quinze mille francs (375,000 fr.) payé en 1863 pour indemnité de cession du bail de l'hôtel de l'ambassade à Londres	"	"	"	"	"	"
TOTAL	60,371,111 24	52,890,238 34	11,950,538 54	4,543,747 43	60,297,029 45	74,081
			7,406,791f 11c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
Suite du BUDGET GÉNÉRAL.						
Report	33,890,082f68c	"	52,336,753f78c	27,639,176f53c	24,697,577f25c	9,192,505f43c
Valeur des fers confectionnés par l'école de maréchalerie de Saumur	18,500 00	"	18,408 00	"	18,408 00	92 00
Produits de locations et d'aliénations de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	40,000 00	"	8,338 88	"	8,338 88	31,661 12
Droit d'inscription des courtiers de commerce	25,000 00	"	25,000 00	"	25,000 00	"
Annuité payée par le gouvernement grec pour les remboursements de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	"	200,000 00	"	200,000 00	"
Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	660,000 00	"	364,179 33	"	364,179 33	295,820 67
Remboursement au Trésor de l'avance de 300,000 francs à la colonie de la Martinique. Loi du 29 juillet 1892	300,000 00	"	75,000 00	"	75,009 00	225,000 00
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	29,301,247 14	"	29,247,095 07	"	29,247,095 07	54,152 07
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.)	880 00	"	880 00	"	880 00	"
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce et part de la France dans le produit de l'émolument stipulé par l'article 8 de l'arrangement de Madrid relatif à l'enregistrement international des marques	9,800 00	"	3,700 00	"	3,700 00	6,100 00
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	2,133 95	"	2,133 95	"	2,133 95	"
Excédent des recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure	166,414 39	"	166,414 39	"	166,414 39	"
Bénéfices de l'exploitation en régie des chemins de fer de l'État	151,586 59	"	151,586 59	"	151,586 59	"
TOTAL	64,765,644 75	"	82,599,489 99	27,639,176 53	54,960,313 46	9,805,331 29
			54,960,313f 46c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.				RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
		OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.		MONTANT net des recettes.	
			Recettes.	Annulations de recettes.		
BUDGET GÉNÉRAL.						
Versement au Trésor de la valeur des billets à impression noire de la Banque de France	6,774,730f 00c	6,774,730f 00c	"	"	6,774,730f 00c	"
Versement de West African Company	"	"	"	"	"	"
Produits de la vente des cotons azotiques afférents aux exercices antérieurs à 1898	"	"	"	"	"	"
TOTAL	6,774,730 00	6,774,730 00	"	"	6,774,730 00	"
			"			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.				RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
		OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.		MONTANT net des recettes.	
			Recettes.	Annulations de recettes.		

Néant.

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 6. — RECETTES D'ORDRE.

Recettes en atténuation de dépenses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires	5,661,582f 47c	4,800,454f 79c	717,092f 71c	"	5,517,547f 50c	144,03
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	41,400 00	41,400 00	"	"	41,400 00	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires	6,554,753 84	5,661,941 93	1,091,862 92	199,051f 01c	6,554,753 84	"
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	27,294,131 19	25,159,826 06	2,137,510 07	3,204 94	27,294,131 19	"
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,325,034 50	416 73	5,324,617 77	"	5,325,034 50	"
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,723 44	"	8,723 44	"	8,723 44	"
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	3,341,801 81	1,529,029 01	1,812,775 80	3 00	3,341,801 81	"
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	1,113,526 59	369,424 84	744,215 53	113 78	1,113,526 59	"
Contingents coloniaux (art. 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	764,580 00	224,912 50	443,177 50	"	688,090 00	76,49
Part de la Cochinchine dans les dépenses du câble du Tonkin	102,083 41	50,888 03	51,195 38	"	102,083 41	"
Contingent de la Cochinchine	5,562,500 00	2,225 000 00	2,225,000 00	"	4,450,000 00	1,112,50
Contribution des colonies aux dépenses civiles et militaires qu'elles occasionnent à l'État et aux charges générales de l'État	516,020 00	67,395 25	411,723 75	"	479,119 00	36,90
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	26,972 60	26,043 72	928 88	"	26,972 60	"
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	252,528 20	241,254 30	11,273 90	"	252,528 20	"
Écoles militaires — de Saint-Cyr	629,152 86	607,444 90	21,707 96	"	629,152 86	"
Écoles militaires — de la Flèche	109,919 81	94,365 39	17,554 42	"	111,919 81	"
École navale de Brest	50,925 00	50 575 00	350 00	"	50,925 00	"
Écoles d'arts et métiers	302,310 22	252,820 41	49,489 81	"	302,310 22	"
Écoles vétérinaires	326,330 30	267,685 65	58,644 65	"	326,330 30	"
École des haras du Pin	4,750 00	4,750 00	"	"	4,750 00	"
Écoles d'agriculture	171,256 91	150,261 25	20,995 66	"	171,256 91	"
École nationale des industries agricoles de Douai	5,900 00	5,150 00	750 00	"	5,900 00	"
Institut agronomique	50,250 00	29,750 00	20,500 00	"	50,250 00	"
École de santé militaire	59,452 20	53,111 90	6,340 30	"	59,452 20	"
École de santé de la marine	16,975 00	16,800 00	175 00	"	16,975 00	"
Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	5,894 97	4,555 58	1,339 39	"	5,894 97	"
Remboursement des frais de traitement dans les hôpitaux des colonies	982,358 13	139,380 87	842,977 26	"	982,358 13	"
Retenue de 3 p. 0/0 sur le traitement des anciens employés de la Cie du canal du Midi (L. du 27 nov. 1897)	1,345 98	1,196 91	149 07	"	1,345 98	"
Remboursement au Trésor de l'avance de 3,000,000f faite à la colonie de La Martinique (L. du 20 juil. 1892)	"	"	300,000 00	"	"	"
Retenues pour cause de cumul des fonctionnres députés	82,458 37	81,650 03	808 34	"	82,458 37	"
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	3,397,009 05	3,351,336 04	45,673 01	"	3,397,009 05	"
Excéd. des recettes sur les dépenses de la Légion d'honr.	1,274 06	"	1,274 06	"	1,274 06	"
Versements des officiers remontés à titre onéreux	893,280 41	893,083 96	196 45	"	893,280 41	"
TOTAL des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	63,658,481 32	46,421,905 05	16,369,023 03	502,372 73	62,288,555 35	1,369,92
			15,866,650f 30c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires	5,550,164f 97c	"	4,726,144f 61c	735 00	4,725,409f 61c	824,755f 36c
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	44,700 00	"	44,700 00	"	44,700 00	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires	6,429,031 00	"	5,529,031 26	"	5,529,031 26	899,999 74
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	27,147,100 71	"	25,479,281 43	2,233f 32c	25,477,048 11	1,670,052 60
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,350,000 00	"	1,386 71	"	1,386 71	5,348,613 29
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,900 00	"	"	"	"	8,900 00
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	3,256,000 00	"	1,156,559 09	"	1,156,559 09	2,099,440 91
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	1,450,770 00	"	413,571 73	"	413,571 73	1,037,198 27
Contingents coloniaux (art. 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	692,020 00	"	149,715 00	"	149,715 00	542,314 00
Part de la Cochinchine dans les dép. du câble du Tonkin	51,195 38	"	"	"	"	51,195 38
Contingent de la Cochinchine	4,450,000 00	"	"	"	"	4,450,000 00
Contrib. des colonies aux dép. civiles et milit. qu'elles occasionnent à l'État et aux charges génér. de l'État	462,230 00	"	124,928 50	"	124,928 50	337,301 50
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	28,765 00	"	23,765 77	"	23,765 77	4,999 23
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	144,988 77	3,979f 00c	244,256 49	"	248,235 49	à déd. 103,246 72
Écoles militaires — de Saint-Cyr	607,984 46	15,173 58	570,080 82	"	585,254 40	22,730 06
Écoles militaires — de la Flèche	128,939 23	3,748 83	92,930 30	"	96,679 13	32,260 10
École navale de Brest	59,500 00	3,500 00	55,212 50	"	58,712 50	787 50
Écoles d'arts et métiers	375,495 82	112 50	219,960 52	"	220,073 02	155,422 80
Écoles vétérinaires	327,131 20	610 00	301,848 70	"	302,458 70	24,672 50
École des haras du Pin	3,750 00	1,000 00	2,750 00	"	3,750 00	"
Écoles d'agriculture	162,028 75	1,670 00	146,237 50	"	147,907 50	14,121 25
École nationale des industries agricoles de Douai	7,900 00	"	3,900 00	"	3,900 00	4,000 00
Institut agronomique	24,300 00	"	28,350 00	"	28,350 00	à déd. 4,050 00
École de santé militaire	61,828 32	"	53,576 94	"	53,576 94	8,251 38
École de santé de la marine	15,225 00	175 00	15,050 00	"	15,225 00	"
Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service	1,547 10	"	1,547 10	"	1,547 10	"
Frais de scolarité des médecins élèves du service de santé démisionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires	2,593 00	"	2,593 00	"	2,593 00	"
Remb. des frais de pension des élèves des écoles norm. prim. qui ont rompu leur engagement décennal	9,697 24	"	9,697 24	"	9,697 24	"
Remb. des frais de trait. dans les hôpit. des colonies	174,628 82	"	174,628 82	"	174,628 82	"
Retenues de 3 p. 100 sur le trait. des anciens employés de la Cie du canal du Midi (L. du 27 nov. 1897)	2,506 51	"	2,506 51	"	2,506 51	"
Retenues pour cause de cumul des fonctionn. députés	87,425 08	"	87,425 08	"	87,425 08	"
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	3,250,856 00	"	3,042,856 16	"	3,042,856 16	207,999 84
Pensions des marins du commerce admis à l'hôtel des Invalides de la guerre	"	"	"	"	"	"
Excédent des recettes sur les dép. de la Légion d'honneur	"	"	1,274 06	1,274 06	"	"
Versements des officiers remontés à titre onéreux	908,064 71	"	908,064 71	"	908,064 71	"
TOTAL des recettes en atténuation de dép. (à reporter)	61,277,276 07	29,968 91	43,613,830 55	4,242 38	43,639,557 08	17,637,718 99
			43,609,588f 17c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 6. RECETTES D'ORDRE.

Recettes d'ordre proprement dites.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Report des recettes en atténuation de dépenses	63,658,481f 32c	46,421,905f 05c	16,369,023f 03c	502,372f 73c	62,288,555f 35c	1,369,925
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,612,836f 32c	1,171,717f 68c	1,204,064f 51c	"	2,375,782f 19c	237,054
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,779 74	"	440,779 74	"	440,779 74	"
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	1,007,260 00	977,504 00	29,756 00	"	1,007,260 00	"
Remboursement par le Gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	392,040 64	154 35	391,886 29	"	392,040 64	"
Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	299,823 23	"	299,823 23	"	299,823 23	"
Remboursement par le Gouvernement khédivial et par le Gouvernement beylical des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens et tunisiens	4,688 50	4,688 50	"	"	4,688 50	"
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées	200,000 00	200,000 09	"	"	200,000 00	"
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	18,972,217 51	22,244,890 95	4,024,049 08	7,296,722f 52c	18,972,217 51	"
Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	1,949,300 96	8,000,000 00	"	6,050,699 04	1,949,309 96	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,329,821 60	2,373,896 24	998 20	45,072 84	2,329,821 60	"
Remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	15,540,000 00	17,440,000 00	"	1,900,000 00	15,540,000 00	"
Produits accessoires du service de trésorerie	110 36	110 36	"	"	110 36	"
Reversements par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêt	"	"	"	"	"	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État	171,148 14	171,148 14	"	"	171,148 14	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour pose de doubles voies	"	"	"	"	"	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités dues par l'État en exécution de la convention du 8 mars 1886 (suppression du passage à niveau du chemin de fer de ceinture de Paris). [Rive droite.]	1,100 25	1,100 25	"	"	1,100 25	"
Reversement par la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis sur les sommes payées au titre de la garantie d'intérêt	"	"	"	"	"	"
TOTAL	43,921,127 25	52,585,210 47	6,391,357 05	15,292,494 40	43,684,073 12	237,054
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	252,993 22	215,025 93	78,956 67	40,989 38	252,993 22	"
TOTAL des recettes d'ordre proprement dites	44,174,120 47	52,800,236 40	6,470,313 72	15,333,483 78	43,937,066 34	237,054
			A déd. : 8,863,170f 06c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 6	107,832,601f 79c	99,222,141f 45c	22,839,336f 75c	15,835,856f 51c	106,225,621f 69c	1,606,980
			7,003,480f 24c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Report des recettes en atténuation de dépenses	61,277,276 07	29,968 91	43,613,830 55	4,242 38	43,639,557 08	17,637,718 99
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,850,037f 54c	"	593,879f 88c	593,879f 88c	"	2,850,037f 54c
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,780 00	"	"	"	"	440,780 00
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	1,017,003 00	"	995,003 50	"	995,003 50	21,999 50
Remboursement par le Gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	393,764 00	"	8,623 92	2,859 27	5,764 65	387,999 35
Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	306,540 42	"	201,664 22	"	201,664 22	104,876 20
Remboursement par le Gouvernement khédivial et par le Gouvernement beylical des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens et tunisiens	6,765 02	"	6,765 02	"	6,765 02	"
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées	200,000 00	"	200,000 00	"	200,000 00	"
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	20,255,625 32	"	20,837,601 74	581,976 42	20,255,625 32	"
Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900.)	17,300,000 00	"	17,300,000 00	"	17,300,000 00	"
Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	13,395,169 14	"	13,395,169 14	"	13,395,169 14	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,652,587 09	"	2,652,587 09	"	2,652,587 09	"
Remboursement de la garantie d'intérêt et fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des Conventions de 1883	17,414,000 00	"	17,414,000 00	"	17,414,000 00	"
Produits accessoires du service de trésorerie	110 36	"	110 36	"	110 36	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêt	3,417,313 49	"	3,417,313 49	"	3,417,313 49	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État	763,770 75	"	763,770 75	"	763,770 15	"
Excédent du produit net des lignes algériennes de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, pour l'année 1899	108,141 61	"	108,141 61	"	108,141 61	"
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités dues par l'État en exécution de la convention du 8 mars 1886; (suppression du passage à niveau du Chemin de fer de ceinture de Paris). [Rive droite.]	"	"	"	"	"	"
Reversement par la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis sur les sommes payées au titre de la garantie d'intérêts	"	"	"	"	"	"
TOTAL	80,521,607 74	"	77,894,630 72	1,178,715 57	76,715,915 15	3,805,692 59
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	129,143 38	"	220,213 50	91,070 12	129,143 38	"
TOTAL des recettes d'ordre proprement dites	80,650,751 12	"	78,114,844 22	1,269,785 69	76,845,058 53	3,805,692 59
			76,845,058 53			
TOTAL GÉNÉRAL du § 6	141,928,027 19	29,968 91	121,728,674 77	1,274,028 07	120,484,615 61	21,443,411 58
			120,454,646 70			

Suite des CONTRIBUTIO

§ 1. — IMP

Contributions directes, taxes y

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	PENDANT L'ANNÉE 1899. — Recettes.	Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTE à RECOUVR sur les dr constaté
BUDGET GÉNÉRAL.						
IMPÔTS ET REVENUS.						
CONTRIBUTIONS DIRECTES.						
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,903,844f69c	1,679,345f 40c	224,499f 29c	"	1,903,844f69c	"
Contribution des patentes	1,820,761 19	1,454,401 41	366,359 78	"	1,820,761 19	"
TOTAL des contributions directes	3,724,605 88	3,133,746 81	590,859 07	"	3,724,605 88	"
TAXES ASSIMILÉES.						
Redevances des mines	37,537 54	18,317 09	19,220 45	"	37,537 54	"
Droit de vérification des poids et mesures	138,174 10	137,110 80	1,063 30	"	138,174 10	"
Droit de visite des pharmacies et magasins de droguerie	19,664 00	14,504 12	5,159 88	"	19,664 00	"
Taxe militaire	1,330 44	831 65	498 79	"	1,330 44	"
TOTAL des taxes assimilées	196,706 08	170,763 66	25,942 42	"	196,706 08	"
CONTRIBUTIONS ARABES (PRINCIPAL ET CENTIMES D'ÉTAT).						
Hockor	376,227 52	367,887 76	5,674 76	"	373,562 52	2,665
Achour	2,297,940 98	2,213,573 58	59,461 78	"	2,273,035 36	24,905
Zekkat	2,419,208 11	2,329,540 61	72,089 24	"	2,401,629 85	17,578
Lezma	964,042 32	770,917 45	159,778 59	"	930,696 04	33,346
Centimes additionnels généraux	714,718 99	665,871 01	40,907 56	"	706,778 57	7,940
Dixième du principal attribué aux chefs collecteurs	1,301,145 43	1,147,004 02	135,710 76	"	1,282,714 78	18,430
TOTAL des contributions arabes	8,073,283 35	7,494,794 43	473,622 69	"	7,968,417 12	104,866
TOTAL GÉNÉRAL	11,994,595 31	10,799,304 90	1,090,424 18	"	11,889,729 08	104,866
			1,090,424f 18c			

ET REVENUS PUBLICS.

ET REVENUS.

milées et Contributions arabes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
IMPÔTS ET REVENUS.			
CONTRIBUTIONS DIRECTES.			
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,932,710f 08c	1,722,412f 01c	210,298f 07c
Contribution des patentes	1,867,577 84	1,534,201 43	333,376 41
TOTAL des contributions directes	3,800,287 92	3,256,613 44	543,674 48
TAXES ASSIMILÉES.			
Redevances des mines	76,387 43	26,511 78	49,875 65
Droit de vérification des poids et mesures	144,960 20	144,336 87	623 33
Droit de visite des pharmacies et magasins de droguerie	17,578 00	14,132 29	3,445 71
Taxe militaire	1,719 79	1,225 84	493 95
Frais de surveillance et de contrôle des filatures de soie	32 30	32 30	"
TOTAL des taxes assimilées	240,677 72	186,239 08	54,438 64
CONTRIBUTIONS ARABES (PRINCIPAL ET CENTIMES D'ÉTAT).			
Hockor	463,633 47	401,275 68	62,357 79
Achour	2,056,914 85	1,880,068 86	176,845 99
Zekkat	2,653,161 08	2,493,331 59	159,829 49
Lezma	972,372 59	794,332 24	178,040 35
Centimes d'État	715,371 48	660,789 15	54,582 33
Dixième du principal attribué aux chefs collecteurs	1,317,852 63	1,155,197 08	162,655 55
TOTAL des contributions arabes	8,179,306 10	7,384,994 60	794,311 50
TOTAL GÉNÉRAL	12,220,271 74	10,827,847 12	1,392,424 62

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Enregistrement.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulation de recettes.	TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières....	52,029f 93c	52,029f 93c	"	"	52,029f 93c	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Créances, rentes, prix d'offices.....	42,090 31	42,090 31	"	"	42,090 31	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Fonds de commerce...	45,068 31	45,068 31	"	"	45,068 31	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Meubles corporels....	103,090 51	103,090 51	"	"	103,090 51	"
Droits sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers..	2,015,792 49	2,015,641 84	139f 76c	"	2,015,781 60	10
Droits sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Entre vifs. — Donations.....	88,582 82	87,807 32	"	"	87,807 32	775
Droit sur les autres conventions, et actes civils, administratifs et de l'état civil.....	920,403 65	920,403 65	"	"	920,403 65	"
Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires.....	522,702 27	522,702 27	"	"	522,702 27	"
Droits d'hypothèques.....	59,100 34	59,100 34	"	"	59,100 34	"
Pénalités. (Droits et demi-droits en sus, amendes.)....	58,452 37	56,736 91	114 04	"	56,850 95	1,601
Recettes diverses.....	52,984 72	37,738 23	2,533 71	"	40,271 94	12,712
TOTAL de l'enregistrement.....	3,960,297 72	3,942,409 62	2,787 51	"	3,945,197 13	15,100
			2,787f 51c			

Enregistrement.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Valeurs mobilières.....	55,050f 66c	55,050f 66c	"
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Créances, rentes, prix d'offices.....	40,213 01	40,213 01	"
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Fonds de commerce	40,436 65	40,436 65	"
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Meubles. — Meubles corporels	108,713 60	108,713 60	"
Droit sur les mutations. — Mutations à titre onéreux. — Immeubles et droits immobiliers	2,435,601 84	2,433,616 59	1,985f 25c
Droit sur les mutations. — Mutations à titre gratuit. — Entre vifs. — Donations.....	82,990 29	82,085 53	904 76
Droits sur les autres conventions, et actes civils, administratifs et de l'état civil.....	869,544 50	868,499 50	1,045 00
Droits sur les actes judiciaires et extrajudiciaires.....	515,600 98	515,600 98	"
Droits d'hypothèques.....	49,503 89	49,503 89	"
Pénalités. (Droits et demi-droits en sus, amendes.).....	55,451 95	49,257 92	6,194 03
Recettes diverses.....	74,784 03	30,546 04	44,237 99
.....			
.....			
.....			
TOTAL de l'enregistrement.....	4,327,891 40	4,273,524 37	54,367 03

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Timbre et Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

(Voir pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janv. 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
TIMBRE.						
TIMBRE NON PROPORTIONNEL. (Dimension et fixe.)						
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	2,316,334f 53c	2,316,334f 53c	"		2,316,334f 53c	"
Affiches sur papier	39,864 54	39,864 54	"	"	39,864 54	"
Affiches peintes	2,341 85	2,341 85	"	"	2,341 85	"
Bordereaux des courtiers et agents de change	"	"	"	"	"	"
Contrats d'assurances	3,713 35	3,713 35	"	"	3,713 35	"
Contrats de transports	570,052 80	562,909 59	7,143f 21c	"	570,052 80	"
Contrôles de marques de fabrique	"	"	"	"	"	"
Passeports	522 00	522 00	"	"	522 00	"
Permis de chasse	169,326 00	169,326 00	"	"	169,326 00	"
Quittances et chèques	523,034 72	523,034 72	"	"	523,034 72	"
TIMBRE PROPORTIONNEL.						
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc	517,331 44	517,331 44	"	"	517,331 44	"
Valeurs mobilières	85,534 30	85,534 30	"	"	85,534 30	"
Pénalités (amendes de contravention)	23,837 52	23,837 52	"	"	23,837 52	"
Recettes diverses	9 61	9 61	"	"	9 61	"
TOTAL du timbre	4,251,902 66	4,244,759 45	7,143 21	"	4,251,902 66	"
			7,143f 21c			
TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.						
Revenus des valeurs mobilières	189,158f 74c	189,158f 74c	"	"	189,158f 74c	"
Revenus de certaines associations	14,320 89	14,320 89	"	"	14,320 89	"
Pénalités	1,420 39	1,420 39	"	"	1,420 39	"
Recettes diverses	465 44	465 44	"	"	465 44	"
TOTAL de la taxe sur le revenu	205,365 46	205,365 46	"	"	205,365 46	"
			"			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
TIMBRE.			
TIMBRE NON PROPORTIONNEL. (Dimension et fixe.)			
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	2,300,869f 37c	2,300,869f 37c	"
Affiches sur papier	39,513 96	39,513 96	"
Affiches peintes	1,637 95	1,637 95	"
Bordereaux des courtiers et agents de change	"	"	"
Contrats d'assurances	3,861 81	3,861 81	"
Contrats de transports	592,051 87	592,051 87	"
Contrôles des marques de fabrique	"	"	"
Passeports	442 20	442 20	"
Permis de chasse	178,164 00	178,164 00	"
Quittances et chèques	530,035 76	530,035 76	"
TIMBRE PROPORTIONNEL.			
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc	533,386 00	533,386 00	"
Valeurs mobilières	71,505 95	71,505 95	"
Pénalités (amendes de contravention)	25,764 02	25,764 02	"
Recettes diverses	13 47	13 47	"
TOTAL du timbre	4,277,246 36	4,277,246 36	"
TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES, ETC.			
Revenus des valeurs mobilières	173,982f 80c	173,982f 80c	"
Revenus de certaines associations	12,455 00	12,455 00	"
Pénalités	197 63	197 63	"
Recettes diverses	192 50	192 50	"
TOTAL de la taxe sur le revenu	186,827 93	186,827 93	"

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Douanes.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits de douanes. — Marchandises diverses	6,668,601f 55c	6,668,601f 55c	"	"	6,668,601f 55c	"
Droits de douanes. — Sucres de toute origine	5,751,024 93	5,751,024 93	"	"	5,751,024 93	"
Droits de douanes. — Droit de statistique	184,063 70	184,063 70	"	"	184,063 70	"
Total des droits de douanes	12,603,690 18	12,603,690 18	"	"	12,603,690 18	"
Droits de navigation. — Droits de quai	225,359 69	225,359 69	"	"	225,359 69	"
Droits de navigation. — Congés des bâtiments français (pêcheurs ou allèges.)	3,121 00	3,121 00	"	"	3,121 00	"
Droits de navigation. — Passeports des bâtiments étrangers	1,521 70	1,521 70	"	"	1,521 70	"
Droits de navigation. — Passeports des bateaux étrangers (pêcheurs ou allèges)	250 00	250 00	"	"	250 00	"
Droits de navigation. — Droits de patente des bateaux corailleurs	"	"	"	"	"	"
Total des droits de navigation	230,252 39	230,252 39	"	"	230,252 39	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	20,871 80	20,871 80	"	"	20,871 80	"
Autres droits et recettes accessoires. — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	57 00	57 00	"	"	57 00	"
Autres droits et recettes accessoires. — Fonds reçus des communes et de divers pour frais d'exercice dans les entrepôts	3,875 00	3,875 00	"	"	3,875 00	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de magasinage et de garde	622 89	622 89	"	"	622 89	"
Autres droits et recettes accessoires. — 6 p. o/o du produit brut de l'octroi de mer revenant au Trésor pour frais de perception	257,451 29	257,451 29	"	"	257,451 29	"
Autres droits et recettes accessoires. — Intérêts pour crédits de droits	19,917 24	19,917 24	"	"	19,917 24	"
Autres droits et recettes accessoires. — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	2,712 98	2,712 98	"	"	2,712 98	"
Autres droits et recettes accessoires. — Recettes accidentelles	24,937 02	24,937 02	"	"	24,937 02	"
Autres droits et recettes accessoires. — Taxe de plombage et d'estampillage	3,081 82	3,081 82	"	"	3,081 82	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droits sanitaires et de port	124,926 11	124,926 11	"	"	124,926 11	"
Total des droits et produits accessoires	458,453 15	458,453 15	"	"	458,453 15	"
Produit des amendes et confiscations	71,630 04	69,580 04	625f 00c	"	70,205 04	1,425
Total des douanes (Algérie)	13,364,025 76	13,361,975 76	625 00	"	13,362,600 76	1,425
			625f 00c			

Douanes.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits de douanes. — Marchandises diverses. (Droits à l'importation.)	6,817,865f 14c	6,817,865f 14c	"
Droits de douanes. — Sucres de toute origine	6,755,319 65	6,755,319 65	"
Droits de douanes. — Droit de statistique	200,508 60	200,508 60	"
Total des droits de douanes	13,773,693 39	13,773,693 39	"
Droits de navigation. — Droits de quai	228,207 93	228,207 93	"
Droits de navigation. — Congés des bâtiments français (pêcheurs ou allèges)	3,173 00	3,173 00	"
Droits de navigation. — Passeports des bâtiments étrangers	1,422 00	1,422 00	"
Droits de navigation. — Passeports des bateaux étrangers (pêcheurs ou allèges)	290 00	290 00	"
Droits de navigation. — Droits de patente des bateaux corailleurs	"	"	"
Total des droits de navigation	233,092 93	233,092 93	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de timbre des expéditions et des commissions d'emploi	21,592 05	21,592 05	"
Autres droits et recettes accessoires. — Recouvrements du prix des brevets de francisation des navires	53 00	53 00	"
Autres droits et recettes accessoires. — Fonds reçus des communes et de divers pour frais d'exercice dans les entrepôts	6,125 00	6,125 00	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droit de magasinage et de garde	693 49	693 49	"
Autres droits et recettes accessoires. — 6 p. o/o du produit brut de l'octroi de mer revenant au Trésor pour frais de perception	355,884 01	355,884 01	"
Autres droits et recettes accessoires. — Intérêts pour crédits de droits	24,976 36	24,976 36	"
Autres droits et recettes accessoires. — Moitié de la remise afférente aux marchandises enlevées avant acquittement	3,174 01	3,174 01	"
Autres droits et recettes accessoires. — Recettes accidentelles	9,514 26	9,514 26	"
Autres droits et recettes accessoires. — Produit des taxes de plombage et d'estampillage	2,387 03	2,387 03	"
Autres droits et recettes accessoires. — Droits sanitaires et de port	151,847 58	151,847 58	"
Total des droits et produits accessoires	576,246 79	576,246 79	"
Produit des amendes et confiscations	43,992 79	41,997 79	1,995f 00c
Total des douanes (Algérie)	14,627,025 90	14,625,030 90	1,995 00

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.

Contributions diverses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Droits sur les alcools	5,353,400f 05c	4,589,595f 82c	267,289f 99c	"	4,856,885f 81c	496,5[illegible]
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,475,445 00	1,444,277 50	31,167 50	"	1,475,445 00	
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	227,362 50	224,135 00	3,227 50	"	227,362 50	
DROITS DIVERS ET RECETTES À DIFFÉRENTS TITRES.						
Droits de garantie des matières d'or et d'argent	80,537 66	80,537 66	"	"	80,537 66	
Timbres des expéditions et quittances	21,262 60	21,262 60	"	"	21,262 60	
Frais de poursuites	57,173 87	44,109 36	7,792 70	"	51,902 06	5,2[illegible]
Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	56,812 46	56,812 46	"	"	56,812 46	
Intérêts pour crédit de droits	27,574 91	27,574 91	"	"	27,574 91	
Amendes et confiscations. (Produits à répartir.)	71,387 62	71,379 20	8 42	"	71,387 62	
Redevance de 0 fr. 80 par hectolitre sur les alcools dénaturés	166 15	122 95	43 20	"	166 15	
Recettes diverses non dénommées ci-dessus	362 70	362 70	"	"	362 70	
TOTAL des contributions diverses de l'Algérie	7,371,485 52	6,560,170 16	309,529 31	"	6,869,699 47	501,78[illegible]

Contributions diverses.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Droits sur les alcools	5,847,004f 47c	5,046,200f 82c	800,803f 65c
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,480,117 50	1,457,047 50	23,070 00
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	223,475 00	221,105 00	2,370 00
DROITS DIVERS ET RECETTES À DIFFÉRENTS TITRES.			
Droits de garantie des matières d'or et d'argent	132,678 76	132,678 76	"
Timbres des expéditions et quittances	24,678 40	24,678 40	"
Frais de poursuites	52,564 21	40,749 05	11,815 16
Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	190,256 28	180,773 86	9,482 42
Intérêts pour crédit de droits	33,010 05	32,997 64	12 41
Amendes et confiscations. (Produits à répartir.)	56,296 39	55,751 87	544 52
Redevance de 0 fr. 80 par hectolitre sur les alcools dénaturés	235 59	233 73	1 86
Recettes diverses non dénommées ci-dessus	493 40	493 40	"
TOTAL des contributions diverses de l'Algérie	8,040,810 05	7,192,710 03	848,100 02

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulations de recettes.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.	255,623f 87c	255,623f 87c	"	"	255,623f 87c	"
Produit de la vente des poudres à feu.....	542,268 50	542,268 50	"	"	542,268 50	"
	797,892 37	797,892 37	"	"	797,892 37	"
			"			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.			
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France.....	255,698f 97c	255,698f 97c	"
Produit de la vente des poudres à feu.....	675,760 00	675,760 00	"
	931,458 97	931,458 97	"

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 2. — PRODUITS DE MONOPOLES, EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.

Produits des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS de l'année 1899. — Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
POSTES.						
Produit net de la taxe des lettres, journaux et imprimés, etc., et solde des comptes avec les Offices étrangers	2,794,812f 30c	2,773,956f 67c	20,855f 63c	"	2,794,812f 30c	"
Droits perçus sur les envois d'argent	348,857 15	348,857 15	"	"	348,857 15	"
Droits perçus sur les bons de poste	3,392 50	3,392 50	"	"	3,392 50	"
Recettes diverses et accidentelles	4,456 26	3,347 55	1,108 71	"	4,456 26	"
TOTAL	3,151,518 21	3,129,553 87	21,964 34	"	3,151,518 21	"
			21,964f 34c			
TÉLÉGRAPHES.						
Produit net des taxes de la télégraphie privée	1,407,357f 45c	1,407,357f 45c	"	"	1,407,357f 45c	"
Remboursement par divers de traitements d'agents du service postal et télégraphique et de frais de surveillance	"	"	"	"	"	"
Contributions pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	15,624 41	15,106 12	518f 29c	"	15,624 41	"
Recettes diverses et accidentelles	40,917 33	35,676 66	5,240 67	"	40,917 33	"
TOTAL	1,463,899 19	1,458,140 23	5,758 96	"	1,463,899 19	"
			5,758f 96c			
TÉLÉPHONES.						
Produit des conversations téléphoniques	7,480f 03c	7,480f 03c	"	"	7,480f 03c	"
Produit des abonnements urbains et interurbains	100,545 75	100,545 75	"	"	100,545 75	"
Produit des abonnements pour la transmission des télégrammes par téléphone	"	"	"	"	"	"
Recettes diverses et accidentelles	645 78	638 35	7f 43c	"	645 78	"
TOTAL	108,671 56	108,664 13	7f 43c		108,671 56	"
TOTAL GÉNÉRAL	4,724,088 96	4,696,358 23	27,730f 73c	"	4 724,088 96	"
			27,730f 73c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Montant net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
POSTES.					
Produit net des taxes des correspondances postales	3,025,482f 34c	3,030,444f 22c	4,961f 88c	3,025,482f 34c	"
Droits perçus sur les mandats français et internationaux	347,539 76	347,539 76	"	347,539 76	"
Droits perçus sur les bons de poste	3,078 50	3,078 50	"	3,078 50	"
Recettes diverses et accidentelles	5,605 07	4,718 78	"	4,718 78	886f 29
TOTAL	3,381,705 67	3,385,781 26	4,961 88	3,380,819 38	886 29
		3,380,819f 38c			
TÉLÉGRAPHES.					
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques	1,413 656f 05c	1,413,656f 05c	"	1,413,656f 05c	"
Remboursement par divers établissements du traitement d'agents du service postal et télégraphique et de frais de surveillance	"	"	"	"	"
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	18,043 79	17,931 29	"	17,931 29	112f 50c
Recettes diverses et accidentelles	29,486 15	24,080 90	"	24,080 90	5,405 25
TOTAL	1,461,185 99	1,455,668 24	"	1,455,668 24	5,517 75
		1,455,668f 24c			
TÉLÉPHONES.					
Produit des conversations téléphoniques	7,597f 21c	27,058f 26c	19,461f 05c	7,597 21	"
Produit des abonnements urbains et interurbains	112,744 84	112,744 84	"	112,744 84	"
Produit des abonnements pour la transmission des télégrammes par le téléphone	"	"	"	"	"
Recettes diverses et accidentelles	1,081 12	1,081 12	"	1,081 12	"
TOTAL	121,423f 17c	140,884 22	19,461 05	121,423 17	"
		121,423f 17c			
TOTAL GÉNÉRAL	4,964,314 83	4,982,333f 72c	24,422f 93c	4 957,910 79	6,404 04
		4,957,910f 79c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits du Domaine autre que le Domaine forestier.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTE à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL						
Produits des domaines autres que les forêts et vente d'objets mobiliers. — Produits du domaine autre que le domaine forestier	1,114,994f 64c	874,966f 55c	75,108f 00c	"	950,074f 55c	164,92[illegible]
Produits des biens des corporations	6,334 00	4,761 75	1,572 25	"	6,334 00	"
Recouvrements de rentes et de créances	68,199 33	60,972 23	3,032 86	"	64,005 09	4,19[illegible]
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	6,003 75	5,271 78	300 00	"	5,571 78	431
Redevances pour concessions de chutes d'eau	41,070 48	31,829 31	1,132 12	"	32,961 43	8,109
Aliénations — d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-dessous.)	252,548 51	251,502 27	635 43	"	252,137 70	410
Aliénations — d'immeubles	1,764,131 95	728,648 86	163,137 38	"	891,786 24	872,345
Successions en déshérence	86,919 83	86,908 33	11 50	"	86,919 83	"
Épaves et biens vacants	36,051 12	36,030 62	20 50	"	36,051 12	"
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891 approuvée par la loi du 23 mars 1893	712,674 23	"	712,674 23	"	712,674 23	"
Produits de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires, en Algérie. (Loi du 2 janvier 1890.)	316,994 73	"	316,994 73	"	316,994 73	"
TOTAL des produits du domaine	4,405,922 57	2,080,891 70	1,274,619 00	"	3,355,510 70	1,050,41[illegible]
			1,274,619f 00c			
DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS.						
Ministère de la justice et des cultes. — Justice	309f 49c	309f 49c	"	"	309f 49c	"
Ministère de la justice et des cultes. — Cultes	72 65	72 65	"	"	72 65	"
Ministère de l'intérieur	602 92	602 92	"	"	602 92	"
Ministère des finances et administrations financières	9,206 93	9,206 93	"	"	9,206 93	"
Ministère de la guerre. — Armes	28 87	28 87	"	"	28 87	"
Ministère de la guerre. — Autres objets	219,500 11	218,967 02	182f 28c	"	219,149 30	35[illegible]
Ministère de la marine. — Vieilles matières	2,236 01	2,236 01	"	"	2,236 01	"
Ministère de la marine. — Autres objets	366 02	366 02	"	"	366 02	"
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	"	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Commerce	"	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	9,886 01	9,886 01	"	"	9,886 01	"
Ministère de l'agriculture	1,118 24	1,118 24	"	"	1,118 24	"
Ministère des travaux publics	5,051 90	4,538 75	453 15	"	4,991 90	60
Gouvernement général de l'Algérie	"	"	"	"	"	"
Objets de toute autre origine	4,169 36	4,169 36	"	"	4,169 36	"
TOTAL des aliénations des objets mobiliers	252,548 51	251,502 27	635 43	"	252,137 70	410
			635f 43c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — ANNULATIONS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — MONTANT net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Produits du domaine autre que les forêts	1,125,397f 62c	880,581f 07c	"	880,581f 07c	244,816f 55c
Produits des biens des corporations	6,407 75	4,834 00	"	4,834 00	1,573 75
Recouvrements de rentes et de créances	70,099 03	63,635 43	"	63,635 43	6,463 60
Produit de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	5,668 09	5,147 12	"	5,147 12	520 97
Redevances pour concessions de chutes d'eau	42,765 56	31,526 61	"	31,526 61	11,238 95
Aliénations — d'objets mobiliers. (Voir le développement ci-dessous.)	299,005 29	298,224 07	"	298,224 07	781 22
Aliénations — d'immeubles	2,089,418 40	826,357 04	"	826,357 04	1,263,061 36
Successions en déshérence	205,892 14	205,858 14	"	205,858 14	34 00
Épaves et biens vacants	19,415 21	19,415 21	"	19,415 21	"
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 nov. 1891 approuvée par la loi du 23 mars 1893	500,000 00	"		"	500,000 00
Produits de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie	266,763 27	"	"	"	266,763 27
Recouvrement de sommes mises à la charge des communes à l'occasion de la vente ou de changement d'affectation des biens provenant de concessions de l'État	13,402 24	2,660 37	"	2,660 37	10,741 87
TOTAL des produits du domaine	4,644,234 60	2,338,239 06	"	2,338,239 06	2,305,995 54
		2,338,239f 06c			
DÉVELOPPEMENT DES ALIÉNATIONS D'OBJETS MOBILIERS.					
Ministère de la justice et des cultes. Justice	360f 54c	360f 54c	"	360f 54c	"
Ministère de l'intérieur. — Service de l'intérieur	2,030 96	2,030 96	"	2,030 96	"
Ministère de l'intérieur. — Service des Cultes	70 00	70 00	"	70 00	"
Ministère des finances et administrations financières	8,915 72	8,915 72	"	8,915 72	"
Ministère de la guerre. — Armes	5 78	5 78	"	5 78	"
Ministère de la guerre. — Autres objets	257,588 87	286,880 18	"	256,880 15	708f 72c
Ministère de la marine. — Vieilles matières	"	"	"	"	"
Ministère de la marine. — Autres objets	7,244 69	7,244 69	"	7,244 69	"
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. — Instruction publique	"	"	"	"	"
Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts. — Beaux-Arts	6 97	6 97	"	6 97	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Commerce	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Postes et télégraphes	9,687 31	9,687 31	"	9,687 31	"
Ministère de l'agriculture	145 85	145 85	"	145 85	"
Ministère des travaux publics	6,332 50	6,260 00	"	6,260 00	72 50
Gouvernement général de l'Algérie	"	"	"	"	"
Objets de toute autre origine	6,616 10	6,616 10	"	6,616 10	"
TOTAL des aliénations d'objets mobiliers	299,005 29	298,224 07	"	298,224 07	781 22
		298,224f 07c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du § 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.

Produits des Forêts.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	TOTAL.	RESTE À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
Produits des coupes de bois.						
Prix principal	"	"	"	"	"	"
Recouvrement de frais d'adjudication des coupes de bois de l'État, à raison de 1 fr. 60 p. o/o du prix principal	25,808f 07c	25,561f 08c	72f 34c	"	25,633f 42c	174
Produits de coupes de bois vendues par unité de marchandises ou après façonnage	1,510,147 85	1,429,643 88	25,670 98	"	1,455,314 86	54,832
	1,535,955 92	1,455,204 96	25,743 32	"	1,480,948 28	55,007
Valeur de bois cédés aux arsenaux de la Guerre	"	"	"	"	"	"
Produits accessoires						
Recouvrements de frais de toutes adjudications concernant les forêts, autres que les adjudications de coupes	105 70	105 70	"	"	105 70	"
Prix de ventes de bois provenant des exploitations accidentelles	124,353 70	56,960 79	57,531 91	"	114,492 70	9,861
Menus produits des forêts. — Fermage du droit de chasse dans les forêts de l'État	14,247 30	9,425 21	3,002 09	"	12,427 30	1,820
Menus produits des forêts. — Autres menus produits	157,023 98	125,179 34	9,123 12	"	134,302 46	22,721
Salaires des gardes recouvrés sur les acquéreurs de bois de l'État et sur les copropriétaires, les usagers, etc	"	"	"	"	"	"
Recouvrements de prix de cession de terrains	4 50	4 50	"	"	4 50	"
Dommages-intérêts et restitutions pour délits dans les bois de l'État	813 75	"	"	"	"	813
Recouvrements de frais de poursuites et d'instances concernant les forêts	125 30	125 30	"	"	125 30	"
Produit des amendes et condamnations pécunaires concernant les forêts	"	"	"	"	"	"
Recettes imprévues	47 40	47 40	"	"	47 40	"
Prix des bois vendus. — aux enchères	20,030 85	9,445 85	4,012 50	"	13,458 35	6,572
Prix des bois vendus. — de gré à gré	1,319 00	1,319 00	"	"	1,319 00	"
Fermage des terres labourables	15,658 69	15,658 69	"	"	15,658 69	"
	333,720 17	218,271 78	73,069 62	"	291,941 40	41,788
Valeurs de concessions de chênes-liège	10,382 37	"	"	"	"	10,382
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	3,279 04	3,155 54	"	"	3,155 54	123
TOTAL des produits des forêts	1,883,347 50	1,676,632 28	99,412 94	"	1,776,045 22	107,302
			99,412f 94c			

Produits des Forêts.

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1899. — Recettes.	Annulations de recettes.	Montant net des recettes.	RESTES à RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.					
Produits de coupes de bois	493,734f 63c	320,082f 84c	"	320,082f 84c	173,651f 79c
Produits de vente de chêne-liège y compris 1 fr. 60 p. 100	1,038,473 85	1,008,610 05	"	1,008,610 05	29,863 80
Produits accessoires	166,723 47	132,276 38	"	132,276 38	34,447 09
Valeurs des anciennes concessions de chênes-liège (annuité à recouvrer en 1899.)	1,001,381 67	403,464 00	"	403,464 00	597,917 67
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois	2,646 59	2,313 43	"	2,313 43	333 16
TOTAL des produits des forêts	2,702,960 21	1,866,746 70	"	1,866,746 70	836,213 51
		1,866,746f 70c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	5,740f 00c	5,740f 00c	"	"	5,740f 00c	
Recettes et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	65,999 51	65,256 06	743f 45c	"	65,999 51	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	285,860 00	148,385 00	137,475 00	"	285,860 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie	"	"	"	"	"	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	177,029 42	163,464 81	13,564 61	"	177,029 42	
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	373,925 00	250,307 33	123,617 67	"	373,925 00	
Droit d'extraction des phosphates	126,430 77	126,430 77	"	"	126,430 77	
TOTAL	1,034,984 70	759,583 97	275,400 73	"	1,034,984 70	
			275,400f 73c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. — OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.						
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	5,240f 00c	"	5,240f 00c	"	5,240f 00c	"
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	76,409 00	"	71,309 57	"	71,309 57	5,099f 43c
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	350,690 00	"	309,585 00	"	309,585 00	41,105 00
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie	2,074 70	"	2,074 70	"	2,074 70	"
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	212,700 00	"	192,611 90	"	192,611 90	20,088 10
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	345,148 55	"	295,153 55	"	295,153 55	49,995 00
Droit d'extraction des phosphates	139,679 00	"	139,679 00	"	139,679 00	"
TOTAL	1,131,941 25	"	1,015,653 72	"	1,015,653 72	116,287 53
			1,015,653f 72c			

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

§ 6. RECETTES D'ORDRE.

Recettes en atténuation de dépenses. — Recettes d'ordre proprement dites.

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des recettes de l'exercice 1898.)

EXERCICE 1898.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899 — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899 — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires en Algérie	133,330f 00c	133,330f 00c	"	"	133,330f 00c	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	602,706 46	546,547 10	77,014f 99c	20,855f 63c	602,706 46	"
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	1,087,796 38	1,026,631 16	61,165 22	"	1,087,796 38	"
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	3,033 33	1,708 33	1,325 00	"	3,033 33	"
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,055,713 98	995,202 88	60,511 10	"	1,055,713 98	"
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	68,551 69	63,629 28	4,922 41	"	68,551 69	"
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux militaires	589,913 23	520,364 89	69,548 34	"	589,913 23	"
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	56,992 89	49,155 39	7,837 50	"	56,992 89	"
Remboursements d'avances par les hospices civils	10,000 00	8,500 00	1,500 00	"	10,000 00	"
TOTAL	3,608,037 96	3,345,069 03	283,824 56	20,855 63	3,608,037 96	"
			262,968f 93c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	2,344,412f 11c	3,337,510f 50c	58,208f 99c	1,051,307f 38c	2,344,412f 11c	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	"	"	"	"	"	"
TOTAL	2,344,412 11	3,337,510 50	58,208 99	1,051,307 38	2,344,412 11	"
			A déd. : 993,098f 39c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 6	5,952,450f 07c	6,682,579f 53c	342,033f 55c	1,072,163f 01c	5,952,450f 07c	"
			A déd. : 730,129f 46c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des recettes de l'exercice 1899.)

EXERCICE 1899.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. OPÉRATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899 — Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899 — Annulations de recettes.	MONTANT net des recettes.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
BUDGET GÉNÉRAL.						
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.						
Produits universitaires en Algérie	124,735f 00c	"	124,735f 00c	"	124,735f 00c	"
Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	625,837 14	"	615,837 14	"	615,837 14	10,000f 00c
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	1,070,550 00	"	1,042,771 34	"	1,042,771 34	27,778 66
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	4,325 00	"	3,000 00	"	3,000 00	1,325 00
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,190,831 20	"	1,173,831 20	"	1,173,831 20	17,000 00
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	77,700 00	"	67,733 83	"	67,733 83	9,966 17
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux militaires	450,764 04	"	293,764 04	"	293,764 04	157,000 00
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	55,499 84	"	49,379 16	"	49,379 16	6,120 68
Remboursements d'avances par les hospices civils	4,500 00	"	4,500 00	"	4,500 00	"
TOTAL	3,604,742 22	"	3,375,551 71	"	3,375,551 71	229,190 51
			3,375,551f 71c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.						
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	2,692,711f 72c	"	2,692,711f 72c	"	2,692,711f 72c	"
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,034 21	"	2,034 21	"	2,034 21	"
TOTAL	2,694,745 93	"	2,694,745 93	"	2,694,745 93	"
			2,694,745f 93c			
TOTAL GÉNÉRAL du § 6	6,299,488f 15c	"	6,070,297f 64c	"	6,070,297f 64c	229,190f 51c
			6,070,297f 64c			

Suite des **CONTRIBUTIONS**

État des Recettes faites, en 1899, sur les Droits et Produits constatés de l'Exercice 1900.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	RESTES À RECOUVRER.
FRANCE.			
§ 0. — RECETTES D'ORDRE.			
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.			
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — Écoles militaires — polytechnique	1,000f 00c	1,000f 00c	"
Écoles militaires — de Saint-Cyr	11,508 36	11,508 36	"
Écoles militaires — de la Flèche	1,684 92	1,684 92	"
École navale de Brest	2,287 50	2,287 50	"
Écoles vétérinaires	395 00	395 00	"
École des haras du Pin	750 00	750 00	"
Ecoles d'agriculture	1,825 00	1,825 00	"
TOTAL de l'exercice 1900	19,450 78	19,450 78	"
Recettes d'ordre proprement dites.			
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	581,976 42	581,976 42	"
	601,427 20	601,427 20	"

ET REVENUS PUBLICS

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1899.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de l'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Ain	3,590,781f 59c	3,080,584f 05c	5,658,160f 88c	1,137,949f 61c	3,551,794f 70c	17,019,270f 83c
Aisne	9,317,509 19	"	19,752,284 68	2,765,845 59	8,829,264 95	40,664,904 41
Allier	6,140,023 87	"	7,673,981 27	1,727,411 10	7,093,003 54	22,634,419 78
Alpes (Basses-)	957,853 92	"	2,100,449 23	372,457 50	950,238 93	4,380,999 58
Alpes (Hautes-)	786,326 04	"	1,626,794 83	320,687 54	924,286 47	3,658,094 88
Alpes-Maritimes	7,001,892 18	3,718,721 71	9,129,038 59	3,429,523 31	4,501,685 71	27,780,861 50
Ardèche	2,269,779 67	"	4,632,278 57	919,576 69	2,362,429 41	10,183,764 34
Ardennes	4,729,645 09	2,920,485 54	8,745,052 18	1,760,666 31	4,993,748 53	23,149,597 65
Ariège	1,251,926 36	"	2,680,435 14	471,828 50	1,594,600 99	5,998,790 99
Aube	3,767,591 08	"	6,098,421 78	1,307,964 77	4,716,423 81	15,890,401 44
Aude	3,813,710 67	"	7,206,201 99	1,684,406 42	4,515,989 16	17,220,308 24
Aveyron	2,889,764 27	"	4,304,413 03	911,841 50	2,773,361 39	10,879,380 19
Bouches-du-Rhône	15,615,588 61	56,648,173 81	32,047,991 87	8,727,663 93	13,662,967 31	126,702,385 53
Calvados	8,410,694 14	5,667,983 38	14,151,279 81	2,608,913 83	8,543,798 42	39,382,669 58
Cantal	2,223,943 32	"	2,948,300 06	645,420 29	1,958,126 30	7,775,789 97
Charente	3,966,692 85	"	5,623,528 17	1,535,163 94	4,048,954 95	15,174,339 91
Charente-Inférieure	5,553,889 38	6,514,764 95	7,329,652 51	2,024,099 75	5,441,694 63	26,864,101 22
Cher	3,391,545 83	"	6,490,223 37	1,232,107 13	3,771,047 43	14,884,923 76
Corrèze	2,295,033 76	"	3,540,446 19	702,186 58	1,774,129 59	8,311,796 12
Corse	879,708 61	2,136,248 23	"	581,557 27	1,435,399 26	5,032,913 37
Côte-d'Or	5,578,548 59	"	10,027,188 14	2,170,809 34	7,430,343 30	25,206,889 37
Côtes-du-Nord	4,210,681 39	"	12,542,316 12	1,203,460 46	4,377,218 91	22,333,676 88
Creuse	1,957,861 01	"	3,355,089 34	583,201 43	1,529,632 29	7,425,784 07
Dordogne	3,394,445 38	"	5,409,673 75	1,320,449 59	3,802,107 70	13,926,676 42
Doubs	3,947,469 36	1,392,702 87	8,337,730 88	1,758,838 47	4,747,598 38	20,184,339 96
Drôme	2,971,607 23	"	6,190,984 81	1,240,152 50	3,067,407 60	13,470,152 14
Eure	6,989,193 82	"	14,468,664 04	1,818,928 12	6,243,814 62	29,520,600 60
Eure-et-Loir	5,230,810 84	"	8,970,332 30	1,164,951 77	4,696,356 72	20,062,451 63
Finistère	6,246,698 55	2,376,332 41	17,964,748 36	1,972,231 91	5,673,842 39	34,233,853 62
Gard	4,344,931 94	"	11,357,500 93	2,498,840 08	5,738,360 70	23,939,633 65
A reporter	133,726,148 54	84,455,996 95	250,363,162 82	50,599,135 23	134,749,328 09	653,893,771 63

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1899.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	133,726,148f 54c	84,455,996f 95c	250,363,162f 82c	50,599,135f 23c	134,749,328f 09c	653,893,771f 63
Garonne (Haute-)	5,750,694 82	1,455,310 62	10,725,999 20	2,621,078 12	7,322,700 34	27,875,783 10
Gers	2,120,305 99	"	3,331,625 74	678,659 91	2,936,293 10	9,066,884 74
Gironde	17,649,486 66	35,759,455 46	27,780,514 54	7,524,975 07	15,088,403 77	103,802,835 50
Hérault	7,460,095 50	23,633,811 64	15,412,821 55	3,442,909 62	8,139,698 22	58,089,336 53
Ille-et-Vilaine	6,215,722 71	1,664,437 82	15,808,595 36	2,528,073 58	6,190,500 83	32,407,330 30
Indre	3,210,111 98	"	5,253,324 31	986,147 03	2,794,066 92	12,243,650 24
Indre-et-Loire	5,676,944 10	"	7,202,337 80	1,841,062 84	5,236,902 01	19,957,246 75
Isère	6,956,633 14	"	12,981,338 48	2,478,666 28	7,065,144 73	29,481,782 63
Jura	3,110,401 99	"	6,795,817 13	1,078,269 01	4,043,553 16	15,028,041 29
Landes	1,977,466 64	"	3,994,393 95	767,895 57	2,107,086 27	8,846,842 43
Loir-et-Cher	3,978,301 41	"	4,948,907 62	1,054,616 89	3,564,961 19	13,546,787 11
Loire	6,746,438 16	"	17,068,164 28	2,757,882 38	8,019,843 75	34,592,328 57
Loire (Haute-)	2,431,195 90	"	4,267,540 23	637,778 62	2,281,020 33	9,617,535 08
Loire-Inférieure	7,814,918 55	26,543,520 10	14,400,568 37	2,704,094 93	7,578,463 95	59,041,565 90
Loiret	6,116,691 63	"	9,343,118 12	1,735,453 08	6,274,847 23	23,470,110 06
Lot	1,567,808 87	"	2,500,984 46	518,021 14	1,948,176 07	6,534,990 54
Lot-et-Garonne	2,968,412 22	"	4,809,223 98	1,070,926 28	3,836,080 30	12,684,642 78
Lozère	913,393 78	"	1,194,643 91	271,628 73	878,856 14	3,258,522 56
Maine-et-Loire	6,074,255 31	"	11,619,338 10	2,197,558 10	7,050,397 80	26,941,549 31
Manche	7,189,123 30	1,523,386 04	13,307,465 22	1,744,900 26	6,717,012 27	30,481,887 09
Marne	8,498,721 63	"	20,047,593 77	2,990,284 04	8,868,638 82	40,405,238 26
Marne (Haute-)	3,002,705 46	"	5,090,740 67	1,136,973 97	3,347,431 90	12,577,852 00
Mayenne	3,444,905 62	"	7,586,647 82	937,167 34	3,644,375 39	15,613,096 17
A reporter	254,600,883 91	175,035,918 63	475,834,867 43	94,304,158 02	259,683,782 58	1,259,459,610 57

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1899.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	254,600,883f 91c	175,035,918f 63c	475,834,867f 43c	94,304,158f 02c	259,683,782f 58c	1,259,459,610f 57c
Meurthe-et-Moselle	8,229,707 52	17,482,268 95	19,832,515 86	2,809,855 32	13,915,834 38	62,270,182 03
Meuse	4,228,198 49	"	7,521,521 36	1,324,274 13	4,917,409 52	17,991,403 50
Morbihan	3,682,268 91	915,148 54	11,056,952 26	1,036,901 32	3,816,542 76	20,507,813 79
Nièvre	3,429,186 37	"	5,787,683 71	1,192,235 26	3,774,914 87	14,184,020 21
Nord	28,285,607 07	49,093,459 59	63,226,884 54	10,423,248 14	28,769,561 00	179,798,760 34
Oise	8,256,251 04	"	18,401,032 69	2,314,168 98	7,775,688 76	36,744,141 47
Orne	5,470,204 75	"	7,880,830 54	1,461,181 60	5,553,454 53	20,365,671 42
Pas-de-Calais	11,868,156 90	12,910,952 45	30,240,805 89	3,635,438 51	11,872,936 72	70,528,290 47
Puy-de-Dôme	5,448,742 43	"	12,446,841 37	1,868,751 99	5,458,948 42	25,223,284 21
Pyrénées (Basses-)	4,340,340 31	4,301,509 64	6,644,947 48	1,836,017 48	3,674,777 46	20,797,592 37
Pyrénées (Hautes-)	2,047,758 79	"	3,611,995 18	783,117 18	1,910,898 81	8,353,769 96
Pyrénées-Orientales	2,125,999 57	6,307,601 83	5,701,122 72	1,045,169 23	2,143,328 06	17,323,221 41
Territoire de Belfort	"	7,522,791 52	2,449,725 57	"	1,158,912 06	11,131,429 15
Rhône	22,526,330 82	8,796,312 86	28,841,230 67	8,448,787 35	17,170,194 12	85,782,855 82
Saône (Haute-)	4,011,696 72	"	5,295,146 65	1,551,697 75	4,512,576 90	15,371,118 02
Saône-et-Loire	6,594,310 66	"	15,058,116 87	2,351,100 82	7,525,526 44	31,529,054 79
Sarthe	6,419,456 69	"	10,345,619 49	1,642,824 21	5,841,954 37	24,249,854 76
Savoie	2,729,688 38	1,818,867 16	4,070,543 70	1,576,573 77	1,794,299 05	11,989,972 06
Savoie (Haute-)	2,162,820 25	"	2,867,956 99	866,410 44	1,581,432 91	7,478,620 59
Seine	353,663,007 30	70,199,912 63	362,246,156 81	92,747,222 57	140,458,041 49	1,019,314,340 80
A reporter	740,120,616 88	354,384,743 80	1,099,362,497 78	233,216,134 07	533,311,015 21	2,960,395,007 74

Suite des CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1899.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des télégraphes.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	740,120,616f 88c	354,384,743f 80c	1,099,362,497f 78c	233,216,134f 07c	533,311,015f 21c	2,960,395,007f 7[illegible]
Seine-Inférieure	19,275,275 55	129,522,402 51	46,960,870 66	7,422,342 34	16,776,476 45	219,957,367 51
Seine-et-Marne	8,354,383 22	"	15,329,325 02	2,052,240 35	8,077,585 98	33,813,534 57
Seine-et-Oise	19,136,700 49	"	23,579,391 49	4,967,698 85	15,620,504 22	63,304,295 05
Sèvres (Deux-)	3,373,157 59	"	5,359,641 98	953,604 26	3,595,754 45	13,282,158 28
Somme	8,443,727 35	"	20,579,479 17	2,642,872 93	8,233,837 53	39,899,916 98
Tarn	2,703,847 76	"	4,889,842 76	1,050,027 49	3,591,863 06	12,235,581 07
Tarn-et-Garonne	1,788,534 20	"	3,176,093 68	592,851 66	2,562,774 10	8,120,253 64
Var	5,126,314 87	"	9,982,589 58	1,763,689 46	4,841,541 08	21,714,134 99
Vaucluse	2,929,675 57	"	6,386,671 65	1,268,393 39	2,957,350 32	13,542,090 93
Vendée	4,115,481 93	1,950,787 16	5,254,132 88	971,064 49	3,802,402 06	16,093,868 32
Vienne	4,078,197 21	"	5,353,429 34	1,243,856 18	3,774,501 26	14,449,983 99
Vienne (Haute-)	3,582,721 26	"	6,184,536 25	1,323,743 96	3,226,870 71	14,317,872 18
Vosges	5,152,890 96	757,211 15	10,228,574 80	1,926,168 68	9,504,199 85	27,569,045 44
Yonne	4,601,972 99	"	5,981,242 06	1,497,831 65	6,622,027 67	18,703,074 37
	832,783,497 83	486,615,144 62	1,268,608,319 10	262,892,519 76	626,498,703 95	3,477,398,185 [illegible]
Caissier-payeur central du Trésor public						74,504,842 1[illegible]
Agents comptables du Trésor						3,014,903 1[illegible]
Comptables des finances en Algérie						61,179,822 6[illegible]
Trésoriers-payeurs des colonies						10,549,490 2[illegible]
Agent comptable des virements de comptes						21,337,211 2[illegible]
TOTAL GÉNÉRAL des recouvrements effectués pendant l'année 1899						3,647,984,464 7[illegible]

COMPTE

DES DÉPENSES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1899

NOTE

SUR

LE COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Dans le compte des contributions et revenus publics qui précède, on a détaillé, par branche principale de revenus, les différentes ressources dont se compose le budget des recettes. Dans le compte des dépenses publiques, on fait connaître, par division principale de services, les diverses natures de dépenses représentant les besoins généraux de l'État. Ces deux comptes servent ainsi de base au compte des budgets, qui a pour destination de retracer l'exécution des lois annuelles de finances, en opposant les recettes réalisées aux évaluations qui les ont prévues et les dépenses effectuées aux crédits qui les ont autorisées.

Les dépenses de chaque exercice sont classées, dans le compte des dépenses publiques, par ministère et par chapitre.

Pour les détails par article, ainsi que pour les développements administratifs que comporte chaque service, il est nécessaire de se reporter aux comptes particuliers que les Ministres ordonnateurs publient pour justifier l'emploi des fonds mis à leur disposition par la loi de finances.

Chacun de ces tableaux fait connaître :

Les dépenses résultant des services faits, c'est-à-dire les droits constatés à la charge de l'État et au profit de ses créanciers;

Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres, avec la distinction de l'année pendant laquelle ils ont eu lieu;

Les annulations de payement constatées pour fonds reversés dans les caisses du Trésor public d'après les ordres des Ministres, pour remboursements d'avances concernant d'autres ministères, et pour changements d'imputation dont la Cour des comptes est appelée à reconnaître la régularité;

Enfin les dépenses qui sont restées à payer soit à la clôture de l'exercice expiré, soit à la fin de la première année de l'exercice courant.

Le compte des dépenses publiques est précédé d'un tableau général qui récapitule les développements placés à la suite, pour chaque branche de service, et dont on va résumer les résultats par exercice.

Il contient, en outre, le développement, par département et par classe de comptables, des payements effectués pendant la gestion sur les divers exercices en cours d'exécution. Les détails, par lieu d'ordonnancement des dépenses de chaque ministère, selon les circonscriptions spéciales des services, se trouvent dans les comptes définitifs que les départements ministériels publient en clôture d'exercice.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1898.

Les dépenses constatées par les Ministres, à la charge de l'exercice 1898, se sont élevées à 3,546,942,469 fr. 76 cent.

SAVOIR :

Budget général.	France.	Dette publique	1,247,562,143f 61c	3,470,350,576f 34c
		Pouvoirs publics	13,865,764 00	
		Services généraux des ministères	1,780,324,393 63	
		Frais de régie, de perception, etc.	385,697,361 69	
		Remboursements et restitutions, etc.	42,900,913 41	
	Algérie.	Services généraux des ministères	58,687,266 85	76,591,893 42
		Frais de régie, de perception, etc.	15,303,045 66	
		Remboursements et restitutions, etc.	2,601,580 91	
		TOTAL GÉNÉRAL		3,546,942,469 76

Sur ces dépenses il a été payé par le Trésor public, jusqu'à l'époque de la clôture dudit exercice, une somme de 3,527,535,605 fr. 03 cent., appliquée ainsi qu'il suit :

	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Payements antérieurs au 1er janvier 1899	3,067,837,269 97	65,307,423 87	3,133,144,693 84	
Payements de l'année 1899	442,215,600 82	11,173,953 66	453,389,554 48	
A déduire : Annulations résultant de remboursements d'avances, de reversements de fonds et de changements d'imputation	*58,857,673 08*	*140,970 21*	*58,998,643 29*	
TOTAL NET des payements de l'année 1899	383,357,927 74	11,032,983 45	394,390,911 19	
TOTAL des payements de l'exercice 1898	3,451,195,197 71	76,340,407 32	3,527,535,605 03	3,527,535,605 03

Les dépenses restant à payer sur le budget général à la clôture de l'exercice 1898, et qui seront ordonnancées par les Ministres sur le chapitre spécial des exercices clos, s'élèvent à 19,406,864 73

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1899.

Les dépenses liquidées par les ministères ordonnateurs jusqu'au 1er janvier 1900, et celles que l'on présume devoir encore être constatées à la charge de l'exercice 1899, montent à 3,640,426,818 fr. 26,

SAVOIR :

Budget général.	France.	Dette publique	1,246,116,290f 06c	3,564,647,768f 75c
		Pouvoirs publics	13,381,689 17	
		Services généraux des ministères	1,860,247,525 95	
		Frais de régie, de perception, etc.	402,585,558 64	
		Remboursements et restitutions, etc.	42,316,704 93	
	Algérie.	Services généraux des ministères	58,319,827 79	75,779,049 51
		Frais de régie, de perception, etc.	16,013,768 62	
		Remboursements et restitutions, etc.	1,445,453 10	
		TOTAL		3,640,426,818 26

Les payements faits par le Trésor public jusqu'au 1er janvier 1900 s'élèvent à la somme de 3,179,481,105 fr. 59, savoir :

	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Payements antérieurs au 1er janvier 1899	39 90	"	39 90	
Payements de l'année 1899	3,223,580,737 97	62,873,785 26	3,286,454,523 23	
A déduire : Annulations résultant de remboursements d'avances, de reversements de fonds, et de changements d'imputation	*106,935,712 23*	*37,745 31*	*106,973,457 54*	
TOTAL NET des payements de l'année 1899	3,116,645,025 74	62,836,039 95	3,179,481,065 69	
TOTAL des payements de l'exercice 1899	3,116,645,065 64	62,836,039 95	3,179,481,105 59	3,179,481,105 59

Il restait, par conséquent, à payer au 1er janvier 1900, savoir :

Budget général	France	448,002,703f 11c	460,945,712f 67c
	Algérie	12,943,009 56	

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1900.

Les payements faits par anticipation sur cet exercice concernent les dépenses de la dette viagère. Ils s'élèvent à 59 fr. 43.

RÉCAPITULATION DES PAYEMENTS DE L'ANNÉE 1899.

D'après les résultats qui viennent d'être exposés, les payements de toute nature effectués sur les dépenses publiques, pendant l'année 1899, s'élèvent à une somme totale de 3,573,872,036 fr. 31,

SAVOIR :

			EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	EXERCICE 1900.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.
Budget général.	France.	Dette publique, dotations, etc.	58,747,097 10	1,177,419,799 71	59 43
		Pouvoirs publics	285,764 00	13,236,666 68	"
		Services généraux des ministères	287,889,849 38	1,523,817,106 50	"
		Frais de régie, de perception, etc.	29,849,374 54	365,578,317 16	"
		Remboursements et restitutions, etc.	6,585,842 72	36,593,135 69	"
			383,357,927 74	3,116,645,025 74	59 43
	Algérie.	Services généraux des ministères	7,195,578 25	48,363,428 34	"
		Frais de régie, de perception, etc.	2,311,308 31	13,417,171 16	"
		Remboursements et restitutions, etc.	1,526,096 89	1,055,440 45	"
			11,032,983 45	62,836,039 95	"
		TOTAL GÉNÉRAL	394,390,911 19	3,179,481,065 69	59 43
			3,573,872,036f 31c		

Ces payements sont portés en dépense dans le tableau général des opérations de l'administration des finances de l'année 1899. (Voir page 39.)

DÉPENSES PUBLIQUES.

État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900.

Pages de renvoi aux états de développement.	Nature des dépenses.	Droits constatés au profit des créanciers de l'État et dépenses présumées — antérieurement au 1er janvier 1899.	Droits constatés — Opérations de l'année 1899 — Droits constatés.	Droits constatés — Opérations de l'année 1899 — Annulations de droits constatés.	Droits constatés — Total.	Payements effectués — antérieurement au 1er janvier 1899.	Payements effectués — pendant l'année 1899.	Payements effectués — Total.	Restes à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.	Observations.
	EXERCICE 1898.									
	FRANCE.									
	GÉNÉRAL.									
	1re Partie. — Dette publique.									
176	Ministère des finances. Dette consolidée	693,680,314f00c	"	1,054f 50c	693,679 [illegible]	645,172,930f 50c	39,484,688f 46c	684,657,618f 96c	9,021,640f 54c	
176	Ministère des finances. Dette remboursable à terme ou par annuités	326,404,160 05	"	3,616,480 51	322,787 [illegible]	309,864,780 18	12,046,267 26	321,911,047 44	876,632 10	
178	Ministère des finances. Dette viagère	234,281,394 37	"	3,186,189 80	231,095 [illegible]	223,879,063 19	7,216,141 38	231,095,204 57	"	
		1,254,365,868 42	"	6,803,724 81	1,247,562 [illegible]	1,178,916,773 87	58,747,097 10	1,237,663,870 97	9,898,272 64	
	2e Partie. — Pouvoirs publics.									
180	Ministère des finances. Présidence de la République	1,200,000 00	"	"	1,200 [illegible]	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	
180	Ministère des finances. Sénat et Chambre des députés	12,665,764 00	"	"	12,665 [illegible]	12,380,000 00	285,764 00	12,665,764 00	"	
		13,865,764 00	"	"	13,865 [illegible]	13,580,000 00	285,764 00	13,865,764 00	"	
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
180	Ministère des finances	29,104,767 56	124,438 03	"	29,229 [illegible]	26,433,548 23	2,788,581 83	29,222,130 06	7,075 53	
182	Ministère de la justice	35,291,651 93	"	71,803 49	35,219 [illegible]	33,898,878 81	1,312,634 46	35,211,513 27	8,335 17	
184	Ministère des affaires étrangères	17,487,951 46	"	195,300 98	17,292 [illegible]	13,699,006 23	2,854,113 47	16,553,119 70	739,521 78	
190	Ministère de l'intérieur et des cultes. Service de l'intérieur	77,901,046 54	"	2,909,465 44	74,991 [illegible]	61,608,803 60	13,155,937 96	74,764,741 56	226,839 54	
192	Ministère de l'intérieur et des cultes. Service des cultes	42,980,547 19	46,351 20	"	43,026 [illegible]	31,406,017 75	11,372,487 08	42,778,504 83	248,393 56	
196	Ministère de la guerre. Dépenses ordinaires	633,019,647 33	"	1,649,108 40	631,370 [illegible]	590,859,602 58	39,710,417 25	630,570,019 83	800,519 10	
200	Ministère de la guerre. Dépenses extraordinaires	29,296,922 13	"	1,175,862 98	28,121 [illegible]	18,862,981 27	9,145,412 35	28,008,393 62	112,665 53	
201	Ministère de la marine	289,970,512 00	511,483 71	"	290,481 [illegible]	221,919,654 11	67,743,750 78	289,663,404 89	818,590 82	
208	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Service de l'instruction publique	200,195,791 92	994,977 82	"	201,190 [illegible]	179,719,752 92	19,358,350 78	199,078,103 70	2,112,666 04	
212	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Service des beaux-arts	17,478,579 40	"	471,602 47	17,006 [illegible]	10,797,354 98	5,360,638 90	16,157,993 88	848,983 05	
216	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service du commerce et de l'industrie	48,933,312 48	"	457,736 88	48,475 [illegible]	34,088,335 11	13,856,836 71	47,945,171 82	530,403 78	
216	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	2,573,237 55	1,190 00	"	2,574 [illegible]	2,302,187 72	269,697 81	2,571,885 53	2,542 02	
220	Ministère des colonies	117,478,163 72	"	5,399,147 53	112,079 [illegible]	67,270,837 74	44,265,959 88	111,536,797 62	542,218 57	
224	Ministère de l'agriculture	31,368,306 40	58,906 05	"	31,427 [illegible]	20,391,571 22	10,952,416 01	31,343,987 23	83,225 22	
228	Ministère des travaux publics. Dépenses ordinaires	79,295,918 80	42,348 76	"	79,338 [illegible]	68,154,238 14	11,119,975 65	79,274,213 79	64,053 77	
232	Ministère des travaux publics. Dépenses extraordinaires	137,752,281 28	746,097 54	"	138,498 [illegible]	102,637,178 60	34,622,638 46	137,259,817 06	1,238,561 76	
		1,790,128,637 69	2,525,793 11	12,330,037 17	1,780,324 [illegible]	1,484,049,949 01	287,889,849 38	1,771,939,798 39	8,384,595 24	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.									
236	Ministère des finances	196,328,716 74	165,082 36	"	196,493 [illegible]	185,474,434 39	11,008,276 63	196,482,711 02	11,088 08	
236	Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	273 00	59,[illegible]	"	58,630 05	58,630 05	1,096 95	
238	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	175,842,703 18	"	313,226 06	175,529 [illegible]	158,629,575 79	16,123,855 26	174,753,431 05	776,046 07	
240	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,773,789 22	"	99,430 75	13,674 [illegible]	10,871,485 67	2,658,612 60	13,530,098 27	84,260 20	
		385,945,209 14	165,082 36	412,929 81	385,697 [illegible]	354,975,495 85	29,849,374 54	384,824,870 39	872,491 30	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.									
	Ministère des finances	31,849,992 34	2,720,321 37	"	34,570 [illegible]	29,055,434 18	5,514,879 53	34,570,313 71	"	
	Ministère de l'intérieur	1,438,000 00	"	328,993 85	1,109 [illegible]	967,475 46	141,530 69	1,109,006 15	"	
242	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	7,210,342 65	"	"	7,210 [illegible]	6,282,206 09	928,136 56	7,210,342 65	"	
	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	11,260 00	"	9 10	11 [illegible]	9,935 51	1,295 94	11,231 45	19 45	
		40,509,594 99	2,720,321 37	329,002 95	42,900 [illegible]	36,315,051 24	6,585,842 72	42,900,893 96	19 45	
	Total	3,484,815,074 24	5,411,196 84	19,875,694 74	3,470,350 [illegible]	3,067,837,269 97	383,357,927 74	3,451,195,197 71	19,155,378 63	
			A déd. 14,464,497f 90c							

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1898, 1899 et 1900 au 1er janvier 1900.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État et dépenses présumées — antérieurement au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1899.	pendant l'année 1899.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
	ALGÉRIE.									
	3e Partie. — Services généraux des ministères.									
246	Ministère des finances	584,361f 91c	25f 95c	"	584,3[illegible]	525,164f 18c	59,197f 73c	584,361f 91c	25f 95c	
246	Ministère de la justice	2,712,763 12	18,188 08	"	2,730,9[illegible]	2,610,960 26	117,618 49	2,728,578 75	2,372 45	
248	Ministère de l'intérieur — Service de l'intérieur — Justice musulmane	126,300 00	"	2,929f 10c	123,3[illegible]	111,175 50	11,820 31	122,995 90	375 00	
248	Culte musulman	298,730 00	"	2,974 68	295,7[illegible]	240,511 93	50,293 22	290,805 15	4,950 17	
250	Intérieur	13,047,726 03	"	153,973 26	12,893,7[illegible]	10,728,224 61	1,978,159 02	12,706,383 63	187,369 14	
250	Instruction publique indigène	102,970 00	"	4,839 28	98,1[illegible]	91,112 67	7,018 05	98,130 72	"	
250	Beaux-arts	240,707 20	"	4,099 07	236,6[illegible]	151,719 44	83,840 35	235,559 79	1,048 34	
252	Commerce et industrie	88,512 10	"	1,510 67	87,0[illegible]	83,260 32	3,741 11	87,001 43	"	
252	Agriculture	3,160,118 35	"	298,816 42	2,861,3[illegible]	2,316,371 46	522,544 29	2,838,915 75	22,386 18	
254	Travaux publics	10,138,135 54	"	277,487 18	9,860,6[illegible]	7,103,922 58	2,741,955 94	9,845,878 52	14,769 84	
256	Service des cultes	890,466 75	"	3,015 66	887,4[illegible]	654,024 27	233,325 03	887,349 30	101 79	
258	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — Service de l'instruction publique	6,310,305 93	"	515,709 27	5,794,5[illegible]	5,157,527 47	632,785 83	5,790,312 30	4,284 36	
260	Service des beaux-arts	106,199 82	"	0 16	106,1[illegible]	77,139 97	29,059 69	106,199 66	"	
262	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service du commerce et de l'industrie	120,117 10	"	17 09	120,1[illegible]	102,178 37	17,921 64	120,100 01	"	
262	Service des postes et des télégraphes	523 32	"	"	52[illegible]	523 32	"	523 32	"	
262	Ministère de l'agriculture	6,487 49	"	"	6,4[illegible]	6,487 49	"	6,487 49	"	
264	Ministère des travaux publics	22,000,000 00	"	"	22,000,0[illegible]	21,293,702 45	706,297 55	22,000,000 00	"	
	4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	59,934,424 66	18,214 03	1,265,371 84	58,687,2[illegible]	51,251,005 38	7,195,578 25	58,4[illegible]3 63	237,683 22	
266	Ministère des finances	6,612,647 58	8,151 32	"	6,620,7[illegible]	5,172,325 91	1,439,628 03	6,611,953 94	8,844 96	
268	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service des postes et des télégraphes	5,476,618 24	151,082 40	"	5,627,7[illegible]	5,166,644 30	459,015 13	5,625,659 43	2,041 21	
268	Ministère de l'agriculture (Forêts)	3,108,590 00	"	54,043 88	3,054,5[illegible]	2,638,964 26	412,665 15	3,051,629 41	2,916 71	
	5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	15,197,855 82	159,233 72	54,043 88	15,303,0[illegible]	12,977,934 47	2,311,308 31	15,289,242 78	13,802 88	
270	Ministère des finances	2,396,444 25	"	12,649 56	2,383,7[illegible]	898,242 97	1,485,551 72	2,383,794 69	"	
270	Ministère de l'intérieur	240,000 00	"	22,213 78	217,7[illegible]	177,241 05	40,5[illegible]5 17	217,786 22	"	
		2,636,444 25	"	34,863 34	2,601,5[illegible]	1,075,484 02	1,526,096 89	2,601,580 91	"	
	Total	77,768,724 73	177,447 75	1,354,279 06	76,591,8[illegible]	65,307,423 87	11,032,983 45	76,340,407 32	251,486 10	
			A déd. 1,176,831f 31c							

RÉCAPITULATIF DE L'EXERCICE 1898.

France	3,484,815,074f 24	5,411,196f 84c	19,875,694f 74c	3,470,350,[illegible]	3,067,837,269f 97c	383,357,927f 74c	3,451,195,197f 71c	19,155,378f 63c
Algérie	77,768,724 73	177,447 75	1,354,279 06	76,591,[illegible]	65,307,423 87	11,032,983 45	76,340,407 32	251,486 10
Total général	3,562,583,798 97	5,588,644 59	21,229,973 80	3,546,942,[illegible]	3,133,144,693 84	394,390,911 19	3,527,535,605 63	19,406,864 73
		A déd. 15,641,329f 21c						

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT ET DÉPENSES PRÉSUMÉES — antérieurement au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1899.	pendant l'année 1899.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
	FRANCE.				EXERCICE 1899.					
					BUDGET GÉNÉRAL.					
	1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.									
177	Ministère des finances. — Dette consolidée	"	693,679,350f 00c	"	693,679,350	"	644,969,915f 96c	644,969,915f 96c	48,709,434f 04c	
177	Dette remboursable à terme ou par annuités	"	317,762,709 66	"	317,762,709	"	304,907,838 04	304,907,838 04	12,854,871 62	
179	Dette viagère	39 90	234,674 190 50	"	234,674,230	39 90	227,542,045 71	227,542,085 61	7,132,144 79	
		39 90	1,246,116,250 16	"	1,246,116,290	39 90	1,177,419,799 71	1,177,419,839 61	68,696,450 45	
	2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.									
181	Ministère des finances. — Présidence de la République	"	1,196,666 68	"	1,196,666	"	1,196,666 68	1,196,666 68	"	
181	Sénat et Chambre des députés	"	12,185,022 49	"	12,185,022	"	12,040,000 00	12,040,000 00	145,022 49	
		"	13,381,689 17	"	13,381,689	"	13,236,666 68	13,236,666 68	145,022 49	
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
181	Ministère des finances	"	28,756,886 59	"	28,756,886	"	25,937,845 19	25,937,845 19	2,819,041 40	
183	Ministère de la justice	"	35,285,672 96	"	35,285,672	"	33,941,484 82	33,941,484 82	1,344,188 14	
185	Ministère des affaires étrangères	"	16,851,706 00	"	16,851,706	"	13,327,771 59	13,327,771 59	3,523,934 41	
191	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	"	78,250,119 11	"	78,250,119	"	61,900,081 58	61,900,081 58	16,350,037 53	
193	Service des cultes	"	42,993,587 24	"	42,993,587	"	31,396,938 07	31,396,938 07	11,596,649 17	
197	Ministère de la guerre — Dépenses ordinaires	"	638,740,661 29	"	638,740,661	"	586,813,347 91	586,813,347 91	51,927,313 38	
201	Dépenses extraordinaires	"	40,494,426 94	"	40,494,426	"	21,530,384 13	21,530,384 13	18,964,042 81	
205	Ministère de la marine	"	321,735,341 53	"	321,735,341	"	244,021,901 76	244,021,901 76	77,713,439 77	
209	Ministère de l'instruction publique, et des beaux-arts — Service de l'instruction publique	"	204,325,859 03	"	204,325,859	"	182,691,292 48	182,691,292 48	21,634,566 55	
213	Service des beaux-arts	"	18,200,675 73	"	18,200,675	"	10,662,555 88	10,662,555 88	7,538,119 85	
217	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	80,073,746 58	"	80,073,746	"	56,730,531 26	56,730,531 26	23,343,215 32	
217	Service des postes et des télégraphes	"	2,769,136 43	"	2,769,136	"	2,645,509 87	2,645,509 87	123,626 56	
221	Ministère des colonies	"	112,863,721 50	"	112,863,721	"	55,844,044 47	55,844,044 47	57,019,677 03	
225	Ministère de l'agriculture	"	32,148,554 93	"	32,148,554	"	21,011,940 26	21,011,940 26	11,136,614 67	
229	Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	"	84,055,823 95	"	84,055,823	"	71,195,596 94	71,195,596 94	12,860,227 01	
233	Dépenses extraordinaires	"	122,701,606 14	"	122,701,606	"	104,165,880 29	104,165,880 29	18,535,725 85	
		"	1,860,247,525 95	"	1,860,247,525	"	1,523,817,106 50	1,523,817,106 50	336,430,419 45	
	4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
237	Ministère des finances	"	204,678,030 93	"	204,678,030	"	190,531,568 48	190,531,568 48	14,146,462 45	
237	Ministère des affaires étrangères	"	60,000 00	"	60,000	"	125 25	125 25	59,874 75	
239	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	"	183,992,200 00	"	183,992,200	"	164,090,328 79	164,090,328 79	19,901,871 21	
241	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	13,855,327 71	"	13,855,327	"	10,956,294 64	10,956,294 64	2,899,033 07	
		"	402,585,558 64	"	402,585,558	"	365,578,317 16	365,578,317 16	37,007,241 48	
	5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.									
243	Ministère des finances	"	33,790,329 60	"	33,790,329	"	29,611,037 39	29,611,037 39	4,179,292 21	
	Ministère de l'intérieur	"	1,413,000 00	"	1,413,000	"	891,650 69	891,650 69	521,349 31	
	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	"	7,102,221 33	"	7,102,221	"	6,080,313 44	6,080,313 44	1,021,907 89	
	Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	11,154 00	"	11,154	"	10,134 17	10,134 17	1,019 83	
		"	42,316,704 93	"	42,316,704	"	36,593,135 69	36,593,135 69	5,723,569 24	
	TOTAL	39 90	3,564,647,728 85	"	3,564,647,728 85	39 90	3,116,645,025 74	3,116,645,065 64	448,002,703 11	
			3,564,647,728f 85c							

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des droits constatés, des Payements effectués et des Restes à payer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT ET DÉPENSES PRÉSUMÉES — antérieurement au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1899.	pendant l'année 1899.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
	ALGÉRIE.				EXER 1899.					
					BUDGET GÉNÉRAL. (Suite.)					
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
247	Ministère des finances	"	563,460f 13c	"	563,460	"	504,040f 18c	504,040f 18c	59,419f 95c	
247	Ministère de la justice	"	2,593,513 50	"	2,593,513	"	2,495,196 53	2,495,196 53	98,316 97	
249	Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur — Justice musulmane	"	124,050 00	"	124,050	"	108,167 21	108,167 21	15,882 79	
251	Intérieur	"	11,740,595 00	"	11,740,595	"	9,404,238 75	9,404,238 75	2,336,356 25	
251	Culte musulman	"	308,430 00	"	308,430	"	242,528 05	242,528 05	65,901 95	
251	Instruction publique indigène	"	102,970 00	"	102,970	"	93,512 12	93,512 12	9,457 88	
251	Beaux-Arts	"	269,980 34	"	269,980	"	124,809 88	124,809 88	145,170 46	
253	Commerce et industrie	"	94,775 00	"	93,775	"	90,311 37	90,311 37	3,463 63	
253	Agriculture	"	1,868,297 33	"	1,868,297	"	1,234,348 34	1,234,348 34	633,948 99	
255	Travaux publics	"	10,951,883 20	"	10,951,883	"	7,953,899 42	7,953,899 42	2,997,983 78	
255	Service maritime	"	43,456 00	"	43,456	"	36,866 86	36,866 86	6,589 14	
257	Service des cultes	"	939,228 69	"	939,228	"	675,887 21	675,887 21	263,341 48	
259	Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	"	6,515,333 17	"	6,515,333	"	5,339,138 91	5,339,138 91	1,176,194 26	
261	Service des beaux-arts	"	74,999 51	"	74,999	"	62,454 25	62,454 25	12,545 26	
263	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	120,703 85	"	120,703	"	103,718 46	103,718 46	16,985 30	
263	Service des postes et des télégraphes	"	2,498 50	"	2,498	"	2,498 50	2,498 50	"	
263	Ministère de l'agriculture	"	6,653 57	"	6,653	"	6,653 57	6,653 57	"	
265	Ministère des travaux publics	"	22,000,000 00	"	22,000,000	"	19,885,158 73	19,885,158 73	2,114,841 27	
		"	58,319,827 79	"	58,319,827	"	48,363,428 34	48,363,428 34	9,956,399 45	
	4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
267	Ministère des finances	"	6,543,555 73	"	6,543,555	"	5,332,042 30	5,332,042 30	1,211,513 43	
269	Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Service des postes et des télégraphes	"	6,392,540 00	"	6,392,540	"	5,491,805 34	5,491,805 34	900,734 66	
269	Ministère de l'agriculture (Forêts)	"	3,077,672 89	"	3,077,672	"	2,593,323 52	2,593,323 52	484,349 37	
		"	16,013,768 62	"	16,013,768	"	13,417,171 16	13,417,171 16	2,596,597 46	
	5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.									
271	Ministère des finances	"	1,205,453 10	"	1,205,453	"	857,510 82	857,510 82	347,942 28	
271	Ministère de l'intérieur	"	240,000 00	"	240,000	"	197,929 63	197,929 63	42,070 37	
		"	1,445,453 10	"	1,445,453	"	1,055,440 45	1,055,440 45	390,012 65	
	TOTAL	"	75,779,049 51	"	75,779,049	"	62,836,039 95	62,836,039 95	12,943,009 56	
			75,779,049f 51c							

RÉCAPITULATION DE L'EXERCICE 1899.

FRANCE	39f 90c	3,564,647,728f 85	"	3,564,647,728	39f 90c	3,116,645,025f 74c	3,116,645,065f 64c	448,002,703f 11c
ALGÉRIE	"	75,779,049 51	"	75,779,049	"	62,836,039 95	62,836,039 95	12,943,009 56
TOTAL GÉNÉRAL	39 90	3,640,426,778 36	"	3,640,426,778	39 90	3,179,481,065 69	3,179,481,105 59	460,945,712 67
		3,640,426,778f 36c						

Suite des DÉPENS PUBLIQUES.

Suite de l'*État général des Droits constatés, des Payements effec et des Restes à payer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900.*

PAGES de renvoi aux états de développement.	NATURE DES DÉPENSES.	DROITS CONSTATÉS AU PROFIT DES CRÉANCIERS DE L'ÉTAT — antérieurement au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Droits constatés.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de droits constatés.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — antérieurement au 1er janvier 1899.	pendant l'année 1899.	TOTAL.	RESTES À PAYER sur es dépenses au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
	EXERC 1900.									
	BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)									
	1re PARTIE.									
278	Dette publique. — Dette viagère	"	59f 43c	"	59	"	59f 43c	59f 43c	"	
		"	59 43	"	59	"	59 43	59 43	"	
			59f 43c							
	RÉCAPITULAT GÉNÉRALE.									
	Exercice 1898	3,562,583,798f 97	5,588,644f 59	21,229,973f 80c	3,546,942,4	3,133,144,693f 84c	394,390,911f 19c	3,527,535,605f 03c	19,406,864f 73c	
	Exercice 1899	39 90	3,640,426,778 36	"	3,640,426 8	39 90	3,179,481,065 69	3,179,481,105 59	460,945,712 67	
	Exercice 1900	"	59 43	"		"	59 43	59 43	"	
		3,562,583,838 87	3,646,015,482 38	21,229,973 80	7,187,369,3	3,133,144,733 74	3,573,872,036 31	6,707,016,770 05	480,352,577 40	
			3,624,785,508f 58c							

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Développement du Budget général. (FRANCE.)

(Voir pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
						1re PARTIE — MINIST
DETTE CONSOLIDÉE.						
Rentes 3 1/2 p. 0/0. (Loi et décret du 17 janv. 1894.)	237,638,396f00c	203,899,446f50c	30,146,407f75c	8f75c	234,045,845f50c	3.592,55
Rentes 3 p. 0/0. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825.)	456,040,863 50	441,273,484 00	9,346,231 71	7,942 25	450,611.773 46	5,429,09
TOTAL	693,679,259 50	645,172,930 50	39,492,639 46	7,951 00	684,657,618 96	9,021,64
			39.484,688 46			
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.						
Rentes 3 p. 0/0 amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	141,140,642 50	139,069,052 50	1,614,382 50	7 50	140,683,427 50	457,21
Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, loi des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	15,792,405 76	15,792,405 76	"	"	15,792,405 76	
Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1898	30,000,000 00	30,000,000 00	"	"	30,000,000 00	
Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	4,729,536 61	4,729,536 61	"	"	4,729,536 61	
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,302 73	2,482,302 73	"	"	2,482,302 73	
Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	20,500,000 00	"	"	20,500,000 00	
Annuité à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (Loi du 28 février 1898.)	2,546,000 00	"	2,546,000 00	"	2,546,000 00	
Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	31,386,347 70	31,386,347 70	"	"	31,386,347 70	
Remboursement par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam	5,191,290 00	5,191,290 00	"	"	5,191,290 00	
Intérêts et amortissement du capital affecté au remboursement de l'avance de la Société générale algérienne. (Loi des 26 déc. 1892 et 28 déc. 1895.)	4,069,520 47	4,069,520 47	"	"	4,069,520 47	
Remboursement par annuités aux hospices civils. (Dépenses des hôpitaux militaires.)	3,409 00	"	3,409 00	"	3,409 00	
Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	24,250 00	12,125 00	12,125 00	"	24,250 00	
Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	16,407 24	"	16,000 00	"	16,000 00	40
Annuités aux compagnies de chemins de fer	41,139,245 54	41,139,245 54	"	"	41,139,245 54	
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	320,455 02	234,205 88	29,427 85	"	263,633 73	56,82
Intérêts de la dette flottante du Trésor	15,451,601 97	14,906,156 59	545,445 38	"	15,451,601 97	
Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	7,994,265 00	352,591 40	7,281,486 62	2,001 59	7,632,076 43	362,18
TOTAL	322,787,679 54	309,864,780 18	12,048,276 35	2,009 09	321,911,047 44	876,63
			12,046,267f 26c			
A reporter	1,016,466,939 04	955,037,710 68	51,540,915 81	9,960 09	1,006,568,666 40	9,898,3

Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
DETTE PUBLIQUE.						
DES FINANCES.						
DETTE CONSOLIDÉE.						
Rentes 3 1/2 p. 0/0. (Loi du 17 janvier 1894.)	237,638,396f00c	"	204,315,104f25c	"	204,315,104f25c	33,323,291f75c
Rentes 3 p. 0/0. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825.)	456,040,954 00	"	440,654,811 71	"	440,654,811 71	15,386,142 29
TOTAL	693,679,350 00	"	644,969,915 96	"	644,969,915 96	48,709,434 04
			644,969,915f 96c			
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.						
Rentes 3 p. 0/0 amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	140,393,208 00	"	138,310,881 25	"	138,310,881 25	2,082,326 75
Annuités de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, loi du 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	15,792,405 76	"	15,792,405 76	"	15,792,405 76	"
Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1899	31,000,000 00	"	31,000,000 00	"	31,000,000 00	"
Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	3,244,545 36	"	3,244,545 36	"	3,244,545 36	"
Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,302 73	"	2.482,302 73	"	2.482,302 73	"
Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	"	20,500,000 00	"	20,500,000 00	"
Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (Loi du 18 février 1898).	2,546,000 00	"	"	"	"	2,546,000 00
Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	31,352,347 70	"	31,352,347 70	"	31,352,347 70	"
Remboursement par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam	5,218,540 00	"	5,218,540 00	"	5,218,540 00	"
Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	24,250 00	"	12,125 00	"	12,125 00	12,125,00
Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	16,243 56	"	"	"	"	16,243 56
Annuités aux compagnies de chemins de fer	41,358,329 63	"	41,358,329 63	"	41,358,329 63	"
Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	314,707 00	"	238,380 25	"	238,380 25	76,326 75
Liquidation des cartelles appartenant à des établissements ecclésiastiques de la Savoie	41,269 92	"	"	"	"	41,269 92
Intérêts de la dette flottante du Trésor	16,484,560 00	"	15,099,578 69	"	15,099,578 69	1,384,981 31
Intérêts de capitaux de cautionnements. (Loi du 4 août 1844, art. 7.)	6,994,000 00	"	298,401 67	"	298,401 67	6,695,598 33
TOTAL	317,762,709 66	"	304,907,838 04	"	304,907,838 04	12,854,871 62
			304,907,838f 04c			
A reporter	1,011,442,059 66	"	949,877,754 00	"	949,877,754 00	61,564,305 66

Suite du *Développement du Budget général.* (FRANCE.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 1re Partie.						
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)						
Report	1,016,466,939f 04c	955,037,710f 68c	51,540,915f 81c	9,960f 09c	1,006,568,666f 40c	9,898,273
DETTE VIAGÈRE.						
Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.)	631,584 64	612,039 03	40,488 52	20,942 91	631,584 64	
Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat. (Loi du 4 juin 1814.)	4,266 66	4,266 66	»	»	4,266 66	
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	210,760 81	206,033 23	17,370 13	12,642 55	210,760 81	
Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, 26 avril 1855, 25 juin 1861, 10 juillet 1874, 13 mars 1875, 22 juin 1878, 5-18 août 1879, décret du 8 mai 1880, lois des 23 juillet 1881 et 16 mars 1882.)	92,959,809 76	91,093,848 55	2,252,644 08	386,682 87	92,959,809 76	
Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, ordonnance du 5 octobre 1844, lois des 24 novembre 1848 et 26 avril 1855, décret du 4 août 1855, lois des 26 avril et 21 juin 1856, 26 juin 1861, 26 juin 1862 et 18 avril 1869, décret du 8 novembre 1872, loi des 21 juin 1878, 5 et 8 août 1879 et 22 mars 1885, art. 9.)	35,381,563 02	34,461,240 58	1,132,456 38	212,133 94	35,381,563 02	
Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.)	2,150 00	2,150 00	»	»	2,150 00	
Pensions et indemnités viagères de retraites aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.)	6,046 04	5,775 29	589 25	318 50	6,046 04	
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	51,934 14	51,331 51	2,252 63	1,650 00	51,934 14	
Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médailles militaires	10,998,820 00	10,998,820 00	»	»	10,998,820 00	
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	71,088,816 23	69,413,477 18	2,596,476 59	921,137 54	71,088,816 23	
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	89,850 00	86,700 00	3,150 00	»	89,850 00	
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	9,477 61	9,342 89	266 02	131 30	9,477 61	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	190,249 67	153,129 54	39,659 14	2,539 01	190,249 67	
Annuités à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments des pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.)	8,842,000 00	8,842,000 00	»	»	8,842,000 00	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	4,161,715 25	4,076,411 61	133,181 42	47,877 78	4,161,715 25	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	815,857 06	768,236 12	59,466 64	11,845 70	815,857 06	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.)	35,914 79	34,914 79	1,000 00	»	35,914 79	
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	107,902 87	102,596 76	5,563 05	256 94	107,902 87	
Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police, en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.)	1,423 71	125 92	1,297 79		1,423 71	
Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881, et 8 août 1883 ; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887 ; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi ; 4° aux gardes d'artillerie contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major, retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 10 novembre 1890	3,879,849 07	2,956,623 53	945,113 59	21,888 05	3,879,849 07	
Rappel d'arrérages... Rentes	»	»	»	»	»	
Rappel d'arrérages... Pensions	1,625,213 24	»	1,625,213 24	»	1,625,213 24	
TOTAL de la dette viagère	231,095,204 57	223,879,063 19	8,856,188 47	1,640,047 09	231,095,204 57	
			7,216,141f 38c			
TOTAL de la dette publique	1,247,562,143 61	1,178,916,773 87	60,397,104 28	1,650,007 18	1,237,663,870 97	9,898,273
			58,747,097f 10c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
DETTE PUBLIQUE.						
FINANCES. (Suite.)						
Report	1,011,442,059f 66c	»	949,877,754f 00c	»	949,877,754f 00c	61,564,305f 66c
RENTE VIAGÈRE.						
Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.)	641,596 53	»	581,882 78	»	581,882 78	59,713 75
Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)	3,260 00	»	395 00	»	395 00	2,865 00
Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	210,878 13	»	194,887 17	»	194,887 17	15,990 96
Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, etc.)	94,203,944 50	36 29	91,758,744 38	»	91,758,780 67	2,445,163 83
Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, etc.)	36,367,453 83	»	35,058,722 18	»	35,058,722 18	1,308,731 65
Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.)	2,150 00	»	1,350 00	»	1,350 00	800 00
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.)	4,243 03	»	3,999 53	»	3,999 53	243 50
Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 10 juin 1850.)	47,703 65	»	45,207 74	»	45,207 74	2,495 91
Traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médailles militaires	11,046,050 00	»	11,046,050 00	»	11,046,050 00	»
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	73,976,904 57	3 61	70,985,724 94	»	70,985,728 55	2,991,176 02
Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	85,500 00	»	85,500 00	»	85,500 00	»
Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	8,684 68	»	8,152 64	»	8,152 64	532 04
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	182,270 64	»	175,113 01	»	175,113 01	7,157 63
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.)	8,842,000 00	»	8,842,000 00	»	8,842,000 00	»
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	3,989,922 89	»	3,844,414 68	»	3,844,414 68	145,508 21
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	788,926 98	»	742,262 62	»	742,262 62	46,664 36
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885.)	36,849 69	»	34,978 86	»	34,978 86	1,870 83
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	105,287 17	»	98,632 43	»	98,632 43	6,654 74
Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police, en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.)	1,470 89	»	»	»	»	1,470 89
Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883, 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887 ; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi ; 4° aux gardes d'artillerie, contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major, retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 10 novembre 1890	4,129,133 22	»	4,034,027 75	»	4,034,027 75	95,105 47
Rappels d'arrérages... Rentes	»	»	»	»	»	»
Rappels d'arrérages... Pensions	»	»	»	»	»	»
TOTAL de la dette viagère	234,674,230 40	39 90	227,542,045 71	»	227,542,085 61	7,132,144 79
			227,542,045f 71c			
TOTAL de la dette publique	1,246,116,290 06	39 90	1,177,419,799 71	»	1,177,419,839 61	68,696,450 45
			1,177,419,799f 71c			

Suite du *Développement du Budget général* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ces ministères.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la charge de l'exercice.
2e Partie. — Pouvoirs publics.						
Ministère des finances.						
Dotation du Président de la République	600,000f 00c	600,000f 00c	"	"	600,000f 00c	
Frais de maison du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	"	300,000 00	
Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	300,000 00	"	"	300,000 00	
Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	4,600,000 00	"	"	4,600,000 00	
Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,565,764 00	7,350,000 00	215,764f 00c	"	7,565,764 00	
Installation de l'électricité au Palais-Bourbon	350,000 00	350,000 00	"	"	350,000 00	
Dépenses de reconstruction et d'aménagement de la salle des séances de la Chambre des députés	150,000 00	80,000 00	70,000 00	"	150,000 00	
Total des Pouvoirs publics	13,865,764 00	13,580,000 00	285,764f 00c	"	13,865,764 00	
			285,764f 00c			
3e Partie. — Services généraux des ministères.						
Ministère des finances.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale du ministère	3,489,462f 53c	3,350,110f 43c	139,448f 31c	1,260f 00c	3,488,298f 74c	1,163
Inspection générale des finances	839,830 38	759,703 84	80,091 54	"	839,795 38	35
Personnel central des administrations financières	1,572,236 80	1,560,526 25	11,663 25	120 75	1,572,068 75	168
Indemnités diverses	47,150 00	44,167 01	2,982 99	"	47,150 00	"
Matériel de l'Administration centrale	610,919 45	452,022 72	162,184 54	3,456 66	610,750 60	168
Frais de déménagement et de réinstallation du magasin central des impressions et du dépôt du mobilier	211,458 84	150,404 52	57,973 04	"	208,377 56	3,081
Impressions	2,114,835 09	531,660 48	1,600,587 73	19,064 33	2,113,183 88	1,651
Impressions extraordinaires pour l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties)	37,685 33	6,362 21	31,323 12	"	37,685 33	"
Dépenses diverses de l'Administration centrale	194,269 08	70,779 92	123,489 16	"	194,269 08	"
Frais de trésorerie	"	"	40,989 38	40,989 38	"	"
Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,404,999 96	1,403,545 62	1,454 34	"	1,404,999 96	"
Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge	3,989,999 88	3,986,166 62	3,833 34	0 08	3,989,999 88	"
Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	640,866 65	624,726 65	16,140 00	"	640,866 65	"
Commissions aux receveurs particuliers des finances à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge	2,413,989 71	2,056,046 50	357,643 21	"	2,413,689 71	300
Personnel de la Cour des comptes	1,515,089 39	1,416,439 39	98,650 00	"	1,515,089 39	"
Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	52,109 13	25,876 30	26,232 83	"	52,109 13	"
Laboratoires. — Personnel	343,853 92	323,921 66	19,932 26	"	343,853 92	"
Laboratoires. — Matériel et dépenses diverses	162,840 87	97,175 65	65,217 87	60 00	162,333 52	507
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	198,105 13	184,409 01	13,696 12	"	198,105 13	"
	19,839,702 14	17,044,044 78	2,853,533 03	64,951 20	19,832,626 61	7,075
Dépenses des exercices clos	9,389,503 45	9,389,503 45	13,237 08	13,237 08	9,389,503 45	"
Total	29,229,205 59	26,433,548 23	2,866,770 11	78,188 28	29,222,130 06	7,075
			2,788,581f 83c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
2e Partie. — Pouvoirs publics.						
Ministère des finances.						
Dotation du Président de la République	598,333f 34c	"	621,666f 67c	23,333f 33c	598,333f 34c	"
Frais de maison du Président de la République	299,166 67	"	335,833 33	36,666 66	299,166 67	"
Frais de voyage, de déplacement, et de représentation du Président de la République	299,166 67	"	335,833 33	36,666 66	299,166 67	"
Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	"	4,600,000 00	"	4,600,000 00	"
Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,585,022 49	"	7,440,000 00	"	7,440,000 00	145,022 49
Total des Pouvoirs publics	13,381,689 17	"	13,333,333 33	96,666 65	13,236,666 68	145,022 49
			13,236,666f 68c			
3e Partie. — Services généraux des ministères.						
Ministère des finances.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale du Ministère	3,651,912f 23c	"	3,565,679f 34c	1,464f 50c	3,564,214f 84c	87,697f 39c
Inspection générale des finances	851,489 43	"	770,668 73	"	770,668 73	80,820 70
Personnel central des administrations financières	1,584,094 91	"	1,572,364 57	292 85	1,572,071 72	12,023 19
Indemnités diverses	47,650 00	"	42,872 25	"	42,872 25	4,777 75
Matériel de l'Administration centrale	589,720 55	"	441,167 94	5,749 94	435,418 00	154,302 55
Frais de déménagement et de réinstallation du magasin central des impressions	6,664 26	"	"	"	"	6,664 26
Impressions	2,726,873 51	"	1,015,376 71	8,528 80	1,006,847 91	1,720,025 60
Dépenses diverses de l'Administration centrale	197,523 57	"	77,525 01	"	77,525 01	119,998 56
Participation à l'Exposition universelle de 1900	3,842 63	"	220 00	"	220 00	3,622 63
Frais de trésorerie	38,000 00	"	91,070 12	91,070 12	"	38,000 00
Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,286,304 89	"	1,285,338 22	"	1,285,338 22	966 67
Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge	3,970,655 84	"	3,952,849 21	"	3,952,849 21	17,806 63
Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	654,799 96	"	636,059 96	"	636,059 96	18,740 00
Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances à valoir sur les frais de personnel et de matériel à leur charge	2,277,849 62	"	2,058,097 75	"	2,058,097 75	219,751 87
Personnel de la Cour des comptes	1,520 859 71	"	1,417,887 50	114 45	1,417,773 05	103,086 66
Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	46,918 88	"	28,792 25	"	28,792 25	18,126 63
Laboratoires. — (Personnel)	337,980 69	"	323,107 73	"	323,107 73	14,872 96
Laboratoires. — (Matériel et dépenses diverses)	142,636 68	"	90,710 00	520 00	90,190 00	52,446 68
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	281,133 79	"	135,823 12	"	135,823 12	145,310 67
	20,216,911 15	"	17,505,610 41	107,740 66	17,397,869 75	2,819,041 40
Dépenses des exercices clos	8,539,975 44	"	8,547,164 69	7,189 25	8,539,975 44	"
Total	28,756,886 59	"	26,052,775 10	114,929 91	25,937,845 19	2,819,041 40
			25,937,845f 19c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES						
MINISTÈRE						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	516,952f 71c	516,156f 88c	795f 83c	"	516,952f 71c	"
Matériel de l'Administration centrale	79,992 81	35,669 65	44,323 16	"	79,992 81	"
Personnel du Conseil d'État	1,040,355 50	1,033,027 00	7,328 50	"	1,040,355 50	"
Matériel du Conseil d'État	63,999 09	47,500 23	16,498 86	"	63,999 09	"
Personnel de la Cour de cassation	1,137,976 58	1,136,976 58	980 00	"	1,137,956 58	20
Menues dépenses de la Cour de cassation	32,299 92	32,299 92	"	"	32,299 92	"
Cours d'appel	6,152,460 80	6,104,970 15	46,509 55	"	6,151,479 70	981
Cours d'assises	34,020 00	28,460 00	5,380 00	"	33,840 00	180
Tribunaux de première instance	11,535,263 68	11,227,358 86	307,053 72	"	11,534,412 58	851
Tribunaux de commerce	184,123 47	164,587 44	19,329 36	"	183,916 80	206
Tribunaux de police	93,224 61	86,398 03	6,826 58	"	93,224 61	"
Justices de paix	8,400,748 06	7,597,265 29	798,395 81	"	8,395,661 10	5,086
Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	2,750 00	250 00	"	3,000 00	"
Frais de justice criminelle en France	5,302,792 30	5,300,614 40	2,177 90	"	5,302,792 30	"
Frais des statistiques et impression des bulletins officiels	128,500 00	94,867 89	33,632 11	"	128,500 00	"
Secours et dépenses imprévues	74,800 00	72,525 00	2,400 00	125 00	74,800 00	"
Bonifications de pensions de retraites des employés du secrétariat de la Présidence et du Parquet du Tribunal de 1re instance de la Seine	1,898 75	1,898 75	"	"	1,898 75	"
Collection des lois étrangères. — Personnel	6,999 95	6,749 95	250 00	"	6,999 95	"
Collection des lois étrangères. — Matériel	13,000 00	1,807 10	11,192 90	"	13,000 00	"
Reconstitution des actes de l'état civil	1,000 00	"	"	"	"	1,000
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,221 69	"	1,212 35	"	1,212 35	"
DÉPENSES REMBOURSABLES PAR LE GOUVERNEMENT BEYLICAL.						
Personnel de la justice française en Tunisie	301,416 83	293,194 00	8,222 83	"	301,416 83	"
Frais de justice criminelle en Tunisie	90,623 81	90,623 81	"	"	90,623 81	"
....	35,196,670 56	33,875,700 93	1,312,759 46	125 00	35,188,335 39	8,335
Dépenses des exercices clos	23,177 88	23,177 88	"	"	23,177 88	"
TOTAL	35,219,848 44	33,898,878 81	1,312,759 46	125 00	35,211,513 27	8,335
			1,312,634f 46c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
LA JUSTICE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	516,991f 36c	"	514,819f 14c	"	514,819f 14c	2,172f 22c
Matériel de l'Administration centrale	79,997 53	"	42,138 54	"	42,138 54	37,858 99
Personnel du Conseil d'État	1,047,999 26	"	1,043,617 60	"	1,043,617 60	4,381 66
Matériel du Conseil d'État	63,997 57	"	47,603 83	"	47,603 83	16,393 74
Personnel de la Cour de cassation	1,138,485 05	"	1,137,185 02	"	1,137,185 02	1,300 03
Menues dépenses de la Cour de cassation	32,299 92	"	32,299 92	"	32,299 92	"
Cours d'appel	6,153,314 00	"	6,128,963 96	73f 33c	6,128,890 63	24,423 37
Cours d'assises	34,640 00	"	28,180 00	"	28,180 00	6,460 00
Tribunaux de première instance	11,560,896 83	"	11,240,692 48	244 44	11,240,448 04	320,448 79
Tribunaux de commerce	184,276 00	"	165,430 32	"	165,430 32	18,845 68
Tribunaux de police	93,299 80	"	86,505 82	"	86,505 82	6,793 98
Justices de paix	8,407,476 40	"	7,594,609 33	"	7,594,609 33	812,867 07
Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	"	2,750 00	"	2,750 00	250 00
Frais de justice criminelle en France	5,294,070 76	"	5,280,065 77	"	5,280,065 77	14,004 99
Erreurs judiciaires	15,000 00	"	15,000 00	"	15,000 00	"
Frais des statistiques et impression des bulletins officiels	128,500 00	"	92,772 85	"	92,772 85	35,727 15
Secours et dépenses imprévues	75,000 00	"	71,025 00	"	71,025 00	3,975 00
Bonifications de pensions de retraites des employés du Secrétariat de la Pré-idence et du Parquet du Tribunal de 1re instance de la Seine	1,968 75	"	1,968 75	"	1,968 75	"
Collection des lois étrangères. — Personnel	6,999 96	"	6,999 96	"	6,999 96	"
Collection des lois étrangères. — Matériel	13,000 00	"	2,918 70	"	2,918 70	10,081 30
Reconstitution des actes de l'état civil	"	"	"	"	"	"
Participation à l'Exposition universelle de 1900	4,991 19	"	"	"	"	4,991 19
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
DÉPENSES REMBOURSABLES PAR LE GOUVERNEMENT BEYLICAL.						
Personnel de la justice française en Tunisie	327,833 33	"	304,620 35	"	304,620 35	23,212 98
Frais de justice criminelle en Tunisie	92,721 44	"	92,721 44	"	92,721 44	"
	35,276,759 15	"	33,932,888 78	317 77	33,932,571 01	1,344,188 14
Dépenses des exercices clos	8,913 81	"	8,913 81	"	8,913 81	"
TOTAL	35,285,672 96	"	33,941,802 59	317 77	33,941,484 82	1,344,188 14
			33,941,484f 82c			

Suite des DÉPEN

Suite du *Développemen*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exer
Suite de la 3e PARTIE. — SERV						
MINISTÈRE						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	807,831f94c	784,756f95c	22,450f 00c	100f 00c	807,106f95c	72
Matériel de l'Administration centrale	198,000 00	132,317 88	65,265 82	"	197,583 70	41
Installation de l'électricité	70,000 00	"	45,000 00	"	45,000 00	25,00
Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	36,988 89	31,557 08	5,431 81	"	36,988 89	
Traitements des agents diplomatiques et consulaires	5,441,118 06	4,928,407 46	511,934 16	12,686 05	5,427,655 57	13,46
Traitements des chanceliers, drogmans, interprètes, élèves chanceliers, commis et auxiliaires	1,927,892 59	1,732,407 75	196,306 53	11,643 04	1,917,071 24	10,82
Traitements des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	149,955 89	130,304 23	29,161 06	10,594 40	148,870 89	1,08
Frais de représentation des agents diplomatiques	1,644,948 38	1,504,812 16	142,509 54	3,083 32	1,644,238 38	71
Entretien des hôtels appartenant à la France. — Achat de mobilier	250,000 00	78,320 09	155,989 59	11,869 97	222,439 71	27,56
Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles; frais divers de culte	800,000 00	138,083 20	483,240 42	5,850 00	615,473 62	184,52
Frais de correspondance télégraphique	670,407 27	155,228 32	389,040 38	10 20	544,258 50	126,14
Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,147,140 86	1,022,171 36	103,221 03	"	1,125,392 39	21,74
Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires	344,287 54	236,537 54	114,250 00	8,250 00	342,537 54	1,75
Frais de voyages et de courriers	830,000 00	459,149 57	166,242 06	276 02	625,115 61	204,88
Primes d'ancienneté de séjour	80,000 00	59,625 00	21,375 00	1,000 00	80,000 00	
Présents diplomatiques	34,119 96	24,272 74	7,121 27	"	31,394 01	2,72
Missions	99,904 27	83,826 57	15,121 04	"	98,947 61	95
Dépenses afférentes à l'exécution de la convention franco-brésilienne d'arbitrage du 10 avril 1897 et du protocole en date du même jour	212,273 05	17,403 81	155,343 10	"	172,746 91	39,52
Frais de réception de personnages étrangers et d'ambassades extraordinaires auprès de divers souverains	180,000 00	7,990 05	161,495 56	"	169,485 61	10,51
Secours	186,955 89	134,687 79	50,155 60	"	184,843 39	2,11
Dépenses secrètes	1,000,000 00	1,000,000 00	"	"	1,000,000 00	
Frais de location et charges accessoires de l'hôtel appartenant à la Résidence de l'ambassade ottomane	63,500 00	48,254 68	15,045 89	"	63,300 57	19
Allocations à la famille d'Abd-el-Kader	59,999 88	52,109 88	7,020 00	"	59,129 88	87
Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	102,483 92	30,458 25	30,129 79	"	60,588 04	41,89
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	17,182 21	11,886 43	5,295 78	"	17,182 21	
Assistance à des indigents victimes de la guerre et de la famine; indemnités aux agents consulaires	99,558 69	56,345 25	21,531 04	200 00	77,676 29	21,88
	16,454,549 29	12,860,914 04	2,919,676 47	65,563 00	15,715,027 51	739,52
Dépenses des exercices clos	838,092 19	838,092 19	"	"	838,092 19	
TOTAL	17,292,641 48	13,699,006 23	2,919,676 47	65,563 00	16,553,119 70	739,52
			2,854,113f 47c			

PUBLIQUES.

Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	808,000f00c	"	785,589f57c	677 77	784,911f80c	23,088f 20c
Matériel de l'Administration centrale	198,000 00	"	156,495 73	"	156,495 73	41,504 27
Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	40,000 00	"	21,794 99	"	21,794 99	18,205 01
Traitements des agents diplomatiques et consulaires	5,465,400 00	"	4,985,043 77	"	4,985,043 77	480,356 23
Traitements des chanceliers, drogmans, interprètes, élèves chanceliers, commis et auxiliaires	1,933,900 00	"	1,763,779 88	"	1,763,779 88	170,120 12
Traitements des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	150,000 00	"	141,713 09	9,180f 84c	132,532 25	17,467 75
Frais de représentation des agents diplomatiques	1,645,000 00	"	1,516,609 50	"	1,516,609 50	128,390 50
Entretien des hôtels appartenant à la France. — Achat de mobilier	270,000 00	"	123,370 82	"	123,370 82	146,629 18
Allocations aux établissements français en Orient; en Extrême-Orient, secours aux écoles; frais divers de culte	800,000 00	"	141,525 07	"	141,525 07	658,474 93
Frais de correspondance télégraphique	393,000 00	"	107,953 27	"	107,953 27	285,046 73
Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,150,000 00	"	1,002,107 08	"	1,002,107 08	147,892 92
Frais d'établissement des agents diplomatiques et consulaires	325,000 00	"	242,581 06	"	242,581 06	82,418 94
Frais de voyages et de courriers	800,000 00	"	334,781 67	"	334,781 67	465,218 33
Primes d'ancienneté de séjour	80,000 00	"	60,125 00	125 00	60,000 00	20,000 00
Présents diplomatiques	35,000 00	"	30,034 25	"	30,034 25	4,965 75
Missions	100,000 00	"	87,239 75	"	87,239 75	12,760 25
Mission d'Éthiopie	150,000 00	"	134,183 33	"	134,583 33	15,416 67
Secours	180,000 00	"	124,590 80	"	124,590 80	55,409 20
Dépenses secrètes	1,000,000 00	"	1,004,000 00	4,000 00	1,000,000 00	"
Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane	63,500 00	"	49,012 26	"	49,012 26	14,487 74
Allocation à la famille d'Abd-el-Kader	60,000 00	"	51,719 88	"	51,719 88	8,280 12
Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	150,000 00	"	33,775 30	"	33,775 30	116,224 70
Construction de l'hôtel de l'ambassade à Londres	175,000 00	"	3,305 40	"	3,305 40	171,694 60
Dépenses occasionnées par l'exécution de la convention franco-brésilienne du 10 avril 1897	325,000 00	"	60,018 02	"	60,018 02	264,981 98
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,868 75	"	"	"	"	1,868 75
Cérémonies et services funèbres en l'honneur de M. Félix Faure	80,000 00	"	56,968 46	"	56,968 46	23,031 54
Frais de diverses conférences ou missions extraordinaires; frais de réception de personnages étrangers	150,000 00	"	"	"	"	150,000 00
	16,528,668 75	"	13,018,717 95	13,983 61	13,004,734 34	3,523,934 41
Dépenses des exercices clos	323,037 25	"	323,037 25	"	323,037 25	"
TOTAL	16,851,706 00	"	13,341,755 20	13,983 61	13,327,771 59	3,523,934 41
			13,327,771f 59c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
1re SECTION — SERVICES DE L'INTÉRIEUR.						
Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'Administration centrale	1,443,534f 58c	1,418,081f 77c	24,893f 97c	"	1,442,975f 74c	558
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	289,875 56	247,292 31	42,691 58	108f 33c	289,875 56	"
Inspections générales administratives	218,743 82	187,981 88	30,431 94	"	218,413 82	330
Secours personnels à divers titres	428,814 50	325,200 00	103,425 00	0 50	428,624 50	190
Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,025,377 36	4,939,118 49	87,407 43	1,186 06	5,025,339 86	37
Frais des élections sénatoriales	318,395 27	273,447 01	42,559 26	27 50	315,978 77	2,416
Dépenses fixes du personnel d'administration des *Journaux officiels*	79,958 03	76,658 03	3,300 00	"	79,958 03	"
Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des *Journaux officiels*	689,658 87	619,263 00	72,752 20	2,356 33	689,658 87	"
Dépenses du matériel des *Journaux officiels*	399,975 06	305,347 24	94,944 55	693 13	399,598 06	376
Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	19,515 26	4,534 40	14,452 01	"	18,986 41	528
Subventions aux sociétés de secours mutuels	810,000 00	810,000 00	"	"	810,000 00	"
Majoration des pensions de retraites des membres des sociétés de secours mutuels	900,000 00	900,000 00	"	"	900,000 00	"
Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1er avril 1898.)	900,000 00	900,000 00	"	"	900,000 00	"
Personnel des bureaux des préfectures	3,808,590 55	3,749,792 08	58,555 67	"	3,808,347 75	242
Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,072,689 23	1,035,689 98	36,999 25	"	1,072,689 23	"
Frais matériels d'administration des préfectures	770,808 90	764,770 48	6,038 42	"	770,808 90	"
Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,450 09	563,494 60	18,832 86	10 00	582,317 46	132
Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	5,000 00	4,250 00	750 00	"	5,000 00	"
Matériel des cours d'appel	398,264 58	229,015 80	168,478 50	23 45	397,470 85	793
Reconstruction de la cour d'appel de Paris	224,960 12	163,410 68	61,549 44	"	224,960 12	"
Travaux du palais de justice de Besançon	38,000 00	"	"	"	"	38,000
Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers	9,993 46	7,337 46	1,515 90	"	8,852 46	1,141
Subvention aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie	799,718 89	"	796,927 34	"	796,927 34	2,791
Secours aux réservistes	"	"	"	"	"	"
Subvention aux sociétés de tir et de gymnastique	89,998 82	84,483 97	5,324 85	"	89,808 82	190
Délimitation des frontières	2,854 25	1,414 45	1,417 15	"	2,831 60	22
Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	128,474 98	95,544 82	32,850 06	"	128,394 88	80
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	38,921 49	23,921 49	15,000 00	"	38,921 49	"
Subvention aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,694,178 36	3,689,610 55	4,567 81	"	3,694,178 36	"
Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	162,694 31	162,694 31	"	"	162,694 31	"
Frais de consultation relative à l'exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	300 00	300 00	"	"	300 00	"
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	150,000 00	48,321 00	101,679 00	"	150,000 00	"
Subvention aux départements p. l'achèvement des chemins vicinaux	7,383,551 69	4,315,264 89	3,071,726 17	6,718 37	7,380,272 69	3,279
Carte de France au 1/100,000e	85,999 39	77,181 14	8,818 25	"	85,999 39	"
Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	9,956 08	6,654 98	3,301 10	"	9,956 08	"
A reporter	30,981,253 50	26,030,076 81	4,911,188 81	11,123 67	30,930,141 95	51,111

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'Administration centrale	1,463,085f 00c	"	1,430,963f 60c	591 09	1,430,372f 51c	32,712f 49c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	238,000 00	"	214,155 19	70 00	214,085 16	23,914 84
Inspections générales administratives	225,000 00	"	186,015 55	"	186,015 55	38,984 45
Secours personnels à divers titres	427,607 00	"	373,575 00	"	373,575 00	54,032 00
Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,024,500 00	"	4,935,790 26	"	4,935,790 26	88,709 74
Frais des élections sénatoriales	210,000 00	"	65,025 00	"	65,025 00	144,975 00
Bureau de l'union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	4,850 00	"	"	"	"	4,850 00
Impressions, achats d'ouvrages, abonnements	52,000 00	"	34,428 00	"	34,428 00	17,572 00
Dépenses fixes du personnel d'admin. des *Journaux officiels*	80,000 00	"	77,968 59	"	77,968 59	2,031 41
Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des *Journaux officiels*	702,300 00	"	619,037 85	"	619,037 85	83,262 15
Dépenses du matériel des *Journaux officiels*	403,000 00	"	282,112 33	"	282,112 33	120,887 67
Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)	21,708 00	"	7,301 77	"	7,301 77	14,406 23
Subventions aux sociétés de secours mutuels	810,000 00	"	810,000 00	"	810,000 00	"
Majoration des pensions de retraites des membres des sociétés de secours mutuels	900,000 00	"	900,000 00	"	900,000 00	"
Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1er avril 1898.)	1,190,000 00	"	1,190,000 00	"	1,190,000 00	"
Indemnités de frais de voyage et de séjour aux membres du Conseil supérieur de la mutualité	1,400 00	"	"	"	"	1,400 00
Personnel des bureaux des préfectures	3,808,600 00	"	3,750,037 37	600 00	3,750,037 37	58,562 63
Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,073,000 00	"	1,033,582 27	"	1,033,582 27	39,417 73
Frais matériels d'administration des préfectures	770,900 00	"	757,459 27	"	757,459 27	13,440 73
Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,900 00	"	566,925 01	3 33	566,921 68	15,978 32
Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français	4,500 00	"	4,250 00	"	4,250 00	250 00
Matériel des cours d'appel	430,000 00	"	226,141 88	"	226,141 88	203,858 12
Reconstruction de la cour d'appel de Paris	225,000 00	"	126,924 84	"	126,924 84	98,075 16
Annuité à payer au Crédit foncier pour le service des emprunts contractés en exécution de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	76,000 00	"	"	"	"	76,000 00
Subventions pour l'organisation et l'entretien des corps des sapeurs-pompiers	10,000 00	"	4,290 00	"	4,290 00	5,710 00
Subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie	800,000 00	"	"	"	"	800,000 00
Subvention aux sociétés de tir et de gymnastique	40,000 00	"	32,411 02	"	32,411 02	7,588 98
Délimitation des frontières	4,000 00	"	400 00	"	400 00	3,600 00
Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	130,000 00	"	102,412 12	"	102,412 12	27,587 88
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	70,000 00	"	"	"	"	70,000 00
Subvention aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,695,000 00	"	3,685,284 47	"	3,685,284 47	9,715 53
Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux (Loi du 30 juillet 1880.)	150,000 00	"	2,525 00	"	2,525 00	147,475 00
Subvent. aux départements p. l'achèvement des chemins vicinaux	7,400,000 00	"	4,572,393 00	"	4,572,393 00	2,827,607 00
Attributions de médailles aux cantonniers de la voirie départementale et communale	3,000 00	"	3,000 00	"	3,000 00	"
Carte de France au 1/100,000e	86,000 00	"	83,556 85	"	83,556 85	2,443 15
Participation à l'Exposition universelle de 1900	61,000 00	"	13,384 43	"	13,384 43	47,615 57
Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	10,000 00	"	6,809 90	"	6,809 90	3,190 10
A reporter	31,183,350 00	"	26,098,760 54	1,264 42	26,097,496 12	5,085,853 88

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses de la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite).						
1re SECTION. — SERVICES DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	30,981,253f50c	26,030,076f81c	4,911,188f81c	11,123f67c	30,930,141f95c	51,1[illegible]
Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	335,000 00	335,000 00	"	"	335,000 00	
Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	50,000 00	"	"	50,000 00	
Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	30,000 00	30,000 00	"	"	30,000 00	
Subvention à l'Institution nationale des jeunes aveugles	196,000 00	179,674 00	16,326 00	"	196,000 00	
Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Paris	226,000 00	207,174 00	18,826 00	"	226,000 00	
Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Chambéry	71,000 00	65,083 26	5,916 74	"	71,000 00	
Subvention à l'Institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	95,000 00	87,084 00	7,916 00	"	95,000 00	
Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893	149,291 24	60,150 96	80,191 98	"	140,342 94	8,9[illegible]
Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	4,703,050 00	2,532,500 00	2,170,550 00	"	4,703,050 00	
Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	978,187 49	862,697 37	115,490 12	"	978,187 49	
Frais de protection des enfants du premier âge	840,000 00	2,465 20	836,534 80	"	839,000 00	1,0[illegible]
Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	156,000 00	2,000 00	151,700 00	"	153,700 00	2,3[illegible]
Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables	62,417 65	178 32	41,268 70	"	41,447 02	20,9[illegible]
Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail, et secours d'extrême urgence	209,475 50	68,076 15	140,785 35	"	209,461 50	
Assistance médicale gratuite	674,100 00	"	639,100 00	"	639,100 00	35,0[illegible]
Académie de médecine et institut Pasteur	106,668 42	100,094 65	6,573 77	"	106,668 42	
Personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	69,774 76	67,122 10	2,652 66	"	69,774 76	
Matériel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	43,655 41	34,288 89	9,366 52	"	43,655 41	
Travaux d'agrandissement et améliorations de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains	332,225 37	164,606 43	166,133 94	"	330,740 37	1,4[illegible]
Personnel des établissements thermaux affermés	14,699 96	13,516 63	1,183 33	"	14,699 96	
Matériel des établissements thermaux affermés	7,921 08	4,819 69	4,217 17	1,115 78	7,921 08	
Personnel du service sanitaire. — Comité consultatif d'hygiène publique de France	295,134 86	263,845 61	31,631 61	383 31	295,093 91	
Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	153,131 90	60,914 60	89,566 33	161 95	150,318 98	2,8[illegible]
Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	247,508 75	25,172 38	193,828 03	"	219,000 41	28,5[illegible]
Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	3,275,649 77	2,841,695 52	431,857 92	1,868 51	3,271,684 93	3,9[illegible]
Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	10,523,378 00	9,615,787 00	907,591 00	"	10,523,378 00	
Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,265 97	1,387,051 53	62,388 89	"	1,449,440 42	19,8[illegible]
Construction d'un hôtel de police à Lyon	350,000 00	250,000 00	100,000 00	"	350,000 00	
Agents secrets de sûreté générale	1,200,000 00	1,200,000 00	"	"	1,200,000 00	
Secours aux étrangers réfugiés	117,048 50	57,495 70	58,027 80	"	115,523 50	1,5[illegible]
Secours aux anciens commissaires de police	208,850 00	158,382 50	49,892 50	"	208,275 00	[illegible]
Dépenses du service de l'émigration	7,988 25	7,153 25	835 00	"	7,988 25	
A reporter	58,179,676 38	46,764,706 55	11,251,540 97	14,653 22	58,001,594 30	178,0[illegible]

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Report	31,183,350f00c	"	26,098,760f54c	1,264f42c	26,097,496f12c	5,085,853f88
Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts	335,000 00	"	335,000 00	"	335,000 00	"
Subvention à la maison nationale de Charenton	50,000 00	"	45,837 00	"	45,837 00	4,163 00
Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	30,000 00	"	30,000 00	"	30,000 00	"
Subvention à l'Institution nationale des jeunes aveugles	196,000 00	"	163,340 00	"	163,340 00	32,660 00
Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Paris	226,000 00	"	188,340 00	"	188,340 00	37,660 00
Subvention à l'Institution nationale des sourds-muets de Chambéry	71,000 00	"	71,000 00	"	71,000 00	"
Subvention à l'Institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux	95,000 00	"	95,000 00	"	95,000 00	"
Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893	175,000 00	"	72,362 70	"	72,362 70	102,637 30
Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	4,900,000 00	"	2,611,500 00	"	2,611,500 00	2,288,500 00
Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés	985,000 00	"	886,543 14	"	886,543 14	98,456 86
Frais de protection des enfants du premier âge	890,000 00	"	4,214 10	"	4,214 10	885,785 90
Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches	156,000 00	"	800 00	"	800 00	155,200 00
Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables	590,955 00	"	"	"	"	590,955 00
Secours aux ouvriers victimes d'accidents de travail ayant entraîné une incapacité de travail permanente, survenue depuis la promulgation de la loi sur les accidents jusqu'au 1er juin 1899	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00
Subvention à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail, et secours d'extrême urgence	200,000 00	"	71,409 30	"	71,409 30	128,590 70
Secours aux victimes de la catastrophe de Toulon	100,556 50	"	100,378 00	"	100,378 00	178 50
Assistance médicale gratuite	1,450,000 00	"	50,000 00	"	50,000 00	1,400,000 00
Académie de médecine et institut Pasteur	106,800 00	"	101,372 10	"	101,372 10	5,427 90
Établissement thermal d'Aix-les-Bains (Personnel)	70,000 00	"	68,445 14	"	68,445 14	1,554 86
Établissement thermal d'Aix-les-Bains (Matériel)	44,000 00	"	37,774 48	"	37,774 48	6,225 52
Établissement thermal d'Aix-les-Bains (Travaux d'agrandissement et améliorations)	232,558 63	"	45,116 00	"	45,116 00	187,442 63
Personnel des établissements thermaux affermés	14,700 00	"	13,391 63	"	13,391 63	1,308 37
Matériel et dépenses diverses des établissements thermaux affermés	8,200 00	"	4,653 38	"	4,653 38	3,546 62
Personnel du service sanitaire. — Comité consultatif d'hygiène publique de France	373,000 00	"	270,087 91	"	270,087 91	102,912 09
Matériel et dépenses diverses du service sanitaire	325,000 00	"	54,441 88	"	54,441 88	270,558 12
Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales	250,000 00	"	7,875 00	"	7,875 00	242,125 00
Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres	3,255,900 00	"	2,951,451 25	4,318 65	2,947,132 60	308,767 40
Subvention à la ville de Paris pour la police municipale	10,556,805 00	"	10,556,805 00	"	10,556,805 00	"
Frais de police de l'agglomération lyonnaise	1,469,266 00	"	1,388,090 97	"	1,388,090 97	81,175 03
Construction d'un hôtel de police à Lyon	101,000 00	"	"	"	"	101,000 00
Agents secrets de sûreté générale	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"
Secours aux étrangers réfugiés	115,000 00	"	57,030 70	"	57,030 70	57,969 30
Secours aux anciens commissaires de police	205,893 00	"	152,602 50	250 00	152,352 50	53,540 50
Dépenses du service de l'émigration	8,000 00	"	7,007 21	"	7,007 21	992 79
A reporter	60,069,984 13	"	47,740,629 93	5,833 07	47,734,796 86	12,335,187 27

Suite des DÉPENS

Suite du *Développem*

(Voir pour les développements par article le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépens à la clôt de l'exercice
Suite de la 3e PARTIE. — SERV						
MINISTÈRE DE L'INTÉRI						
1re SECTION. — Su						
Report	58,179,676f 38c	46,764,706f 55c	11,251,540f 97c	14,653f 22c	58,001,594f 30c	178,08
Frais de rapatriement	149,288 66	38,748 24	114,220 39	13,810 10	139,158 53	10,13
Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	4,775 00	"	"	"	"	4,775
Personnel du service pénitentiaire	4,950,470 65	4,598,795 10	349,107 46	"	4,947,902 56	2,568
Entretien des détenus	9,057,007 52	8,038,534 59	1,142,024 94	142,794 11	9,037,765 42	19,242
Substitution de la régie à l'entreprise dans les maisons pénitentiaires	18,024 07	10,640 82	7,383 25	"	18,024 07	"
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	24,883 54	13,028 99	11,539 13	"	24,568 12	315
Transport des détenus et des libérés	314,084 45	303,016 26	24,570 49	15,705 60	311,881 15	2,203
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (service à l'entreprise)	4,762 86	66 00	4,696 86	"	4,762 86	"
Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	23,618 93	16,788 85	6,809 46	"	23,598 31	20
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie)	513,845 40	297,531 45	215,383 32	171 75	512,743 02	1,102
Exploitations agricoles	197,680 14	143,793 11	53,887 03	"	197,680 14	"
Dépenses accessoires du service pénitentiaire	78,653 45	32,861 54	44,252 56	30 00	77,084 10	1,569
Subvention aux institutions de patronage	139,649 50	82,000 00	55,549 50	"	137,549 50	2,100
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	63,760 16	25,467 23	33,561 86	"	59,029 09	4,731
Participation de l'État aux dépenses de construction et d'aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois du 5 juin 1875 et du 4 février 1893	362,719 53	340,579 01	22,140 52	"	362,719 53	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	6,934 50	499 50	6,435 00	"	6,934 50	"
	74,089,834 74	60,707,057 24	13,343,102 74	187,164 78	73,862,995 20	226,839
Dépenses des exercices clos	901,746 36	901,746 36	"	"	901,746 36	"
TOTAL	74,991,581 10	61,608,803 60	13,343,102 74	187,164 78	74,764,741 56	226,839
			13,155,937f 96c			

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
ET DES CULTES (Suite.)						
DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	60,069,984f 13c	"	47,740,629f 93c	5,833f 07c	47,734,796f 86c	12,335,187f 27c
Frais de rapatriement	150,000 00	"	24,275 81	0 02	24,275 79	125,724 21
Exécution de la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur	6,300 00	"	"	"	"	6,300 00
Personnel du service pénitentiaire	4,952,974 00	"	4,589,148 66	125 00	4,589,023 66	363,950 34
Entretien des détenus	9,783,908 00	"	7,766,514 59	440,219 85	7,326,294 74	2,457,613 26
Substitution de la régie à l'entreprise dans les maisons pénitentiaires	110,000 00	"	2,775 20	"	2,775 20	107,224 80
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	34,000 00	"	12,428 80	"	12,428 80	21,571 20
Transport des détenus et des libérés	363,500 00	"	317,548 86	2,418 25	315,130 61	48,369 39
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise)	6,000 00	"	"	"	"	6,000 00
Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	37,500 00	"	13,190 65	"	13,190 65	24,309 35
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie.)	567,500 00	"	305,916 24	"	305,916 24	261,583 76
Exploitations agricoles	201,800 00	"	158,727 47	"	158,727 47	43,072 53
Dépenses accessoires du service pénitentiaire	86,600 00	"	30,184 82	"	30,184 82	56,415 18
Subventions aux institutions de patronage	150,000 00	"	92,200 00	"	92,200 00	57,800 00
Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	70,000 00	"	27,826 76	"	27,826 76	42,173 24
Constructions et aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois des 5 juin 1875 et 4 février 1893	758,500 00	"	369,264 64	"	369,264 64	389,235 36
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,451 69	"	"	"	"	1,451 69
Funérailles de M. Félix Faure	85,000 00	"	82,944 05	"	82,944 05	2,055 95
	77,435,017 82	"	61,533,576 48	448,596 19	61,084,980 29	16,350,037 53
Dépenses des exercices clos	815,101 29	"	815,101 29	"	815,101 29	"
TOTAL	78,250,119 11	"	62,348,677 77	448,596 19	61,900,081 58	16,350,037 53
			61,900,081f 58c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)

2e Section. — Service des Cultes.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.	Payements effectués. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Payements effectués. Opérations de l'année 1899. Payements.	Payements effectués. Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	Payements effectués. Total des payements.	Restes à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Personnel des bureaux des cultes	219,996f 67c	219,293f 34c	370f 00c	"	219,663f 34c	333
Matériel des bureaux des cultes	24,999 58	20,329 96	4,669 62	"	24,999 58	"
Impressions	7,997 59	3,974 22	4,023 37	"	7,997 59	"
Secours et dépenses diverses	4,000 00	3,855 00	145 00	"	4,000 00	"
Traitements des archevêques et évêques	872,972 19	662,388 86	210,555 55	"	872,944 41	27
Traitements des curés	4,402,834 44	3,284,183 20	1,113,187 36	"	4,397,370 56	5,463
Allocations aux vicaires généraux	459,499 73	344,415 06	114,129 12	"	458,544 18	955
Allocations aux chanoines	302,439 86	229,921 58	72,256 06	"	302,177 64	262
Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	30,297,259 52	22,574,636 99	7,693,640 60	"	30,268,277 59	28,981
Pensions et secours ecclésiastiques	674,107 49	638,757 50	34,449 99	"	673,207 49	900
Mobilier des archevêchés et évêchés	18,772 75	9,550 35	9,222 40	"	18,772 75	"
Loyer et rentes pour évêchés	11,023 00	9,543 00	1,440 00	"	10,983 00	40
Entretien des édifices diocésains	545,130 27	8,054 83	507,362 99	89 60	515,328 22	29,802
Grosses réparations des édifices diocésains	1,047,499 46	68,882 67	814,776 93	"	883,659 60	163,839
Crédits spéciaux pour diverses cathédrales	325,379 17	98,446 59	214,463 39	"	312,909 98	12,469
Inspection et direction des travaux diocésains	83,681 95	54,154 42	29,467 53	"	83,621 95	60
Secours pour églises et presbytères	1,741,998 00	1,697,728 00	43,925 00	"	1,741,653 00	345
Personnel des cultes protestants	1,279,018 70	958,867 74	319,063 19	"	1,277,930 93	1,087
Indemnités et secours aux deux Eglises protestantes	187,400 00	93,775 00	92,900 00	"	186,675 00	725
Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	19,561 42	6,938 58	"	26,500 00	"
Personnel du culte israélite	133,525 00	98,850 00	34,675 00	"	133,525 00	"
Dépenses du séminaire israélite	22,000 00	8,750 00	13,250 00	"	22,000 00	"
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	51,000 00	10,235 00	37,665 00	"	47,900 00	3,100
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	13 60	13 60	"	"	13 60	"
	42,739,048 97	31,118,168 33	11,372,576 68	89 60	42,490,655 41	248,393
Dépenses des exercices clos	287,849 42	287,849 42	"	"	287,849 42	"
Total	43,026,898 39	31,406,017 75	11,372,576 68	89 60	42,778,504 83	248,393
			11,372,487f 08c			

RÉCAPITULATION.

1re Section. — Service de l'intérieur	74,991,581f 10c	61,608,803f 60c	13,343,102f 74c	187,164f 78c	74,764,741f 56c	226,839
2e Section. — Service des cultes	43,026,898 39	31,406,017 75	11,372,576 68	89 60	42,778,504 83	248,393
Total général	118,018,479 49	93,014,821 35	24,715,679 42	187,254 38	117,543,246 39	475,233
			24,528,425f 04c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	Payements effectués. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Payements effectués. Opérations de l'année 1899. Payements.	Payements effectués. Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	Payements effectués. Total des payements.	Restes à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Personnel des bureaux des cultes	219,994f 43c	"	219,844f 43c	"	219,844f 43c	150f 00c
Matériel des bureaux des cultes	24,986 23	"	15,558 41	"	15,558 41	9,427 82
Impressions	7,475 76	"	2,498 72	"	2,498 72	4,977 04
Secours et dépenses diverses	3,985 00	"	4,091 25	256f 25c	3,835 00	150 00
Traitements des archevêques et évêques	868,708 33	"	669,291 66	"	669,291 66	199,416 67
Traitements des curés	4,430,408 47	"	3,282,343 56	958 33	3,281,385 23	1,149,023 24
Allocations aux vicaires généraux	471,449 85	"	351,565 11	"	351,565 11	119,884 74
Allocations aux chanoines	262,244 40	"	194,226 60	"	194,226 60	68,017 80
Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	30,466,305 00	"	22,609,548 97	112 50	22,609,436 47	7,856,868 53
Pensions et secours ecclésiastiques	674,953 99	"	643,588 99	"	643,588 99	31,365 00
Mobilier des archevêchés et évêchés	18,902 55	"	6,175 85	"	6,175 85	12,726 70
Loyer et rentes pour évêchés	11,023 00	"	9,543 00	"	9,543 00	1,480 00
Entretien des édifices diocésains	492,788 85	"	4,487 20	"	4,487 20	488,301 65
Grosses réparations des édifices diocésains	886,689 97	"	91,486 20	36 00	91,450 20	795,239 77
Crédits spéciaux pour diverses cathédrales	352,515 74	"	133,624 42	"	133,624 42	218,891 32
Inspection et direction des travaux diocésains	80,572 45	"	52,058 54	"	52,058 54	28,513 91
Secours pour églises et presbytères	1,742,000 00	"	1,635,055 00	"	1,635,055 00	106,945 00
Personnel des cultes protestants	1,295,028 80	"	967,000 46	"	967,000 46	328,028 34
Indemnités et secours aux deux Églises protestantes	187,940 00	"	94,390 00	"	94,390 00	93,550 00
Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	"	23,738 52	"	23,738 52	2,761 48
Personnel du culte israélite	133,364 16	"	98,585 00	"	98,585 00	34,779 16
Dépense du séminaire israélite	22,000 00	"	13,125 00	"	13,125 00	8,875 00
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	50,991 00	"	13,715 00	"	13,715 00	37,276 00
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	42,730,827 98	"	31,135,541 89	1,363 08	31,134,178 81	11,596,649 17
Dépenses des exercices clos	262,759 26	"	262,759 26	"	262,759 26	"
Total	42,993,587 24	"	31,398,301 15	1,363 08	31,396,938 07	11,596,649 17
			31,396,938f 07c			

RÉCAPITULATION.

1re Section. — Service de l'Intérieur	78,250,119f 11c	"	62,348,677f 77c	448,596f 19c	61,900,081f 58c	16,350,037f 53c
2e Section. — Service des Cultes	42,993,587 24	"	31,398,301 15	1,363 08	31,396,938 07	11,596,649 17
Total	121,243,706 35	"	93,746,978 92	449,959 27	93,297,019 65	27,946,686 70
			93,,297,019f 65c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE.						
1re SECTION.						
Traitement du Ministre, personnel de l'Administration centrale et salaire des hommes de peine.	2,429,151f 89c	2,415,431f 84c	25,296f 38c	11,595f 78c	2,429,132f 44c	19
Officiers détachés à l'Administration centrale	1,178,990 39	1,096,675 16	110,979 00	28,663 77	1,178,990 39	"
Matériel de l'Administration centrale	261,593 83	194,695 28	66,770 91	1,316 83	260,149 36	1,444
Médaille coloniale	"	"	"	"	"	"
Frais généraux d'impressions	538,659 08	215,531 50	323,758 30	633 77	538,656 03	3
Service géographique. (Personnel.)	742,420 67	584,380 04	210,490 69	52,450 06	742,420 67	"
Service géographique. (Matériel.)	226,644 62	152,834 27	112,075 46	42,897 14	222,012 59	4,632
État-major de l'armée.—Archives et bibliothèques	128,983 48	99,100 43	27,223 15	"	126,323 58	2,659
et musée historique	148,573 93	125,512 27	26,972 66	3,915 61	148,569 32	4
Télégraphie militaire (Personnel)	308,119 51	223,546 21	86,478 45	1,907 05	308,117 61	1
Télégraphie militaire. (Matériel.)	61,916 38	9,698 95	49,351 64	"	59,050 59	2,865
Service des chemins de fer. (Matériel.)						"
État-major général et service d'état-major	11,576,752 76	11,125,668 81	681,374 00	230,290 05	11,576,752 76	"
Services divers et états-majors particuliers	14,521,548 12	13,539,228 45	1,009,007 89	26,688 22	14,521,548 12	"
Écoles militaires. (Personnel.)	8,153,716 82	8,398,762 41	480,356 50	720,215 04	8,152,903 87	812
Écoles militaires. (Matériel.)	3,137,111 28	2,441,463 32	698,319 38	10,602 12	3,129,180 58	7,930
Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupe	10,708,296 21	10,127,650 25	702,959 11	122,313 15	10,708,296 21	"
Solde de l'infanterie	115,900,616 80	125,481,378 05	4,966,899 54	14,547,660 79	115,900,616 80	"
Solde des troupes d'administration	3,377,920 32	3,567,223 92	92,062 35	281,365 95	3,377,920 32	"
Solde de la cavalerie	29,637,065 22	29,490,805 03	1,292,181 77	1,145,921 58	29,637,065 22	"
Solde de l'artillerie	29,018,475 72	29,329,324 03	999,126 84	1,309,975 15	29,018,475 72	"
Solde du génie	4,360,719 64	4,498,590 06	218,074 10	355,944 52	4,360,719 64	"
Solde du train des équipages militaires	3,669,700 61	3,780,775 36	149,481 97	260,556 72	3,669,700 61	"
Gendarmerie départemtle et gendarmerie d'Afrique.	35,499,205 28	39,079,433 87	383,312 59	3,977,641 18	35,485,105 28	14,100
Garde républicaine	4,767,374 82	4,741,662 36	29,120 33	3,407 87	4,767,374 82	"
Vivres. (Personnel.)	161,158 85	164,698 47	A déd. 2,044 29	1,875 53	160,778 65	380
Vivres. (Matériel)	45,475,980 08	37,256,047 26	12,937,598 21	4,722,224 62	45,471,420 85	4,559
Viande, conserves et salaisons	59,111,931 10	55,107,932 95	8,113,697 53	4,109,742 18	59,111,888 30	42
Fourrages	75,156,589 14	62,303,967 44	14,224,653 91	1,559,782 38	74,968,838 97	187,750
Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	363,231 88	346,489 36	18,288 65	1,602 43	363,175 58	56
Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,595,727 62	7,050,319 44	1,951,545 84	425,825 93	8,576,039 35	19,688
Service des convois militaires	3,811,875 26	2,224,118 40	2,325,481 31	738,634 40	3,810,965 31	909
Service de l'indemnité de route	11,569,583 88	12,133,026 58	196,600 98	763,498 87	11,566,128 69	3,455
Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires	764,909 62	679,287 33	99,385 76	23,622 32	755,050 77	9,858
Habillement et campement. (Personnel d'exploitn.).	1,447,176 56	1,316,591 63	135,651 45	5,249 61	1,446,993 47	183
Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	53,211,359 06	47,248,971 15	7,766,075 05	2,241,708 73	52,773,337 47	438,021
Lits militaires	11,258,791 83	9,534,556 53	1,927,790 01	254,358 98	11,207,987 56	50,804
Transports spéciaux	1,170,300 00	585,386 52	695,906 89	111,047 01	1,170,246 40	53
Recrutement	394,102 17	368,482 10	26,053 65	525 20	394,010 55	91
Réserve et armée territoriale	161,810 90	139,268 22	22,595 07	250 00	161,613 29	197
Justice militaire (frais généraux) et prisons	1,050,875 48	831,226 31	238,255 51	20,873 35	1,048,608 47	2,267
Ateliers et pénitenciers militaires	112,752 02	90,832 43	22,012 99	93 40	112,752 02	"
Remonte générale	15,931,004 82	15,353,695 15	797,315 62	220,295 95	15,930,714 82	290
A reporter	570,102,717 65	543,454,269 14	64,238,537 15	38,343,173 24	569,349,633 05	753,084

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
DÉPENSES ORDINAIRES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale et salaire des hommes de peine	2,436,140f 00c	"	2,413,420f 14c	1,583f 33	2,411,836f 81	24,303f 19c
Officiers détachés à l'Administration centrale	1,179,779 00	"	1,079,949 27	"	1,079,949 27	99,829 73
Matériel de l'Administration centrale	268,620 00	"	183,880 46	4,317 20	179,563 26	89,056 74
Médaille coloniale	5,000 00	"	"	"	"	5,000 00
Frais généraux d'impressions	548,352 00	"	325,851 31	"	325,851 31	222,500 69
Service géographique. (Personnel.)	750,200 00	"	679,992 69	93,829 02	580,163 67	164,036 33
Service géographique. (Matériel.)	238,100 00	"	183,789 08	50,245 84	133,543 24	104,556 76
État-major de l'armée. — Archives et bibliothèques et musée historique	125,900 00	"	108,141 92	"	108,141 92	17,758 08
Télégraphie militaire. (Personnel.)	156,800 00	"	121,569 21	4 42	121,564 79	35,235 21
Télégraphie militaire. (Matériel.)	309,650 00	"	150,783 43	3,866 42	146,917 01	162,732 99
Service des chemins de fer. (Matériel.)	81,000 00	"	8,675 47	"	8,675 47	72,324 53
État-major général et service d'état-major	11,512,878 00	"	11,103,690 09	"	11,103,690 09	409,187 91
Services divers et États-majors particuliers	14,578,343 00	"	13,564,439 03	439 20	13,563,999 83	1,014,343 17
Écoles militaires. (Personnel.)	9,052,025 00	"	8,809,216 26	29,875 95	8,779,340 31	272,684 69
Écoles militaires. (Matériel.)	3,167,497 00	"	2,549,327 14	50,990 94	2,498,336 20	669,160 80
Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupes	10,404,142 00	"	9,774,566 83	946 60	9,773,620 23	630,521 77
Solde de l'infanterie	123,093,438 95	"	149,958,108 25	26,864,669 30	123,093,438 95	"
Solde des troupes d'administration	3,971,847 00	"	5,143,308 12	1,222,942 48	3,920,365 64	51,481 36
Solde de la cavalerie	29,454,878 00	"	35,305,059 14	5,974,869 92	29,330,189 22	124,688 78
Solde de l'artillerie	29,191,593 00	"	35,899,018 15	7,226,159 52	28,672,858 63	518,734 37
Solde du génie	4,392,979 00	"	5,397,695 66	1,017,477 88	4,380,217 78	12,761 22
Solde du train des équipages militaires	3,846,811 92	"	4,676,350 11	829,538 19	3,846,811 92	"
Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique	38,769,440 56	"	38,896,233 91	126,793 35	38,769,440 56	"
Garde républicaine	4,787,355 00	"	4,765,383 95	9,621 06	4,755,762 89	31,592 11
Vivres. (Personnel.)	228,590 00	"	173,705 51	"	173,705 51	54,884 49
Vivres. (Matériel.)	42,231,641 00	"	54,832,677 65	15,290,545 93	39,542,131 72	2,689,509 28
Viande fraîche, conserves et salaisons	58,928,883 00	"	56,708,403 66	509 19	56,707,894 47	2,220,988 53
Fourrages	68,119,592 00	"	75,796,793 49	16,515,325 42	59,281,468 07	8,838,123 93
Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	394,174 00	"	353,888 19	"	353,888 19	40,285 81
Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,965,156 00	"	8,374,722 27	917,767 91	7,456,954 36	1,508,201 64
Service des convois militaires	4,392,905 00	"	2,536,949 10	647 67	2,536,301 43	1,856,603 57
Service de l'indemnité de route	11,482,270 00	"	11,197,977 29	105,037 71	11,092,939 58	389,330 42
Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires	894,300 00	"	716,937 82	"	716,937 82	177,362 18
Habillement et campement. (Personnel d'exploitn.).	1,503,090 00	"	1,292,661 47	"	1,292,661 47	210,428 53
Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	54,920,284 00	"	48,997,301 02	2,625,817 86	46,371,483 16	8,548,800 84
Lits militaires	11,864 204 00	"	9,892,728 00	"	9,892,728 00	1,971,476 00
Transports spéciaux	1,113,800 00	"	631,684 52	1,280 00	630,404 52	483,395 48
Recrutement	398,810 00	"	366,431 95	"	366,431 95	32,378 05
Réserve et armée territoriale	239,290 00	"	178,188 80	"	178,188 80	61,101 20
Justice militaire (frais généraux) et prisons	1,074,435 00	"	880,424 33	4,173 00	876,251 33	198,183 67
Ateliers et pénitenciers militaires	132,770 00	"	113,927 90	2,776 80	111,151 10	21,618 90
Remonte générale	16,750,374 21	"	16,505,817 17	835,822 09	15,669,995 08	1,080,379 13
A reporter	575,957 337 64	"	620,649,669 76	79,807,874 20	540,841,795 56	35,115,542 08

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)						
1re SECTION. DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)						
Report	570,102,717f65c	543,454,269f14c	64,238,537f15c	38,343,173f24c	569,349,633f05c	753,08
Recensement des chevaux et mulets	93,338 48	34,329 04	58,997 09	"	93,326 13	1
Masse du harnachement	3,998,115 02	3,535,637 48	611,360 98	153,232 88	3,993,765 58	4,34
Etablissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.)	1,834,245 09	1,632,302 43	215,090 00	13,234 41	1,834,158 02	8
Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.)	19,316,148 93	13,515,458 01	7,064,499 41	1,298,461 62	19,281,495 80	34,65
Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation)	959,357 39	881,375 55	77,981 84	"	959,357 39	
Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	2,703,281 25	2,050,256 48	1,489,593 60	836,604 56	2,703,245 52	2
Établissements du génie. (Personnel.)	1,179,280 45	1,012,854 46	168,895 18	2,547 04	1,179,202 60	7
Établissements du génie. (Matériel.)	14,175,194 75	9,495,602 75	4,929,635 09	257,142 21	14,168,095 63	7,09
Chauffage et éclairage	337,420 74	177,023 59	233,584 82	74,253 17	336,355 24	1,06
Invalides de la guerre. (Personnel.)	100,129 39	92,538 85	7,817 94	227 40	100,129 39	
Invalides de la guerre. (Matériel.)	209,528 71	164,609 84	46,123 09	1,204 22	209,528 71	
Solde de non-activité, solde et gratifications de réforme	808,064 57	749,963 76	96,302 51	38,201 70	808,064 57	
Secours	5,487,733 39	5,325,345 86	179,149 12	16,761 59	5,487,733 39	
Secours aux anciens militaires ayant accompli quatorze années de service antérieurement à la loi du 23 juillet 1881	549,920 00	447,395 00	102,525 00	"	549,920 00	
Dépenses secrètes	530,000 00	530,000 00	"	"	530,000 00	
Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	2,636,351 78	2,445,403 56	195,944 10	4,995 88	2,636,351 78	
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	17,000 87	15,359 93	1,640 94	"	17,000 87	
Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	60,000 00	"	60,000 00	"	60,000 00	
Réinstallation du service des lits milit. à Angoulême	22,582 17	660 70	21,867 16	"	22,527 86	3
Réorganisation des établissements militaires en Algérie.	316,994 73	177,246 88	139,747 85	"	316,994 73	
Acquisition d'un nouveau champ de manœuvres à Dieppe	79,282 40	"	79,282 40	"	79,282 40	
Dérasement partiel des fortifications d'Alger	712,674 23	463,453 14	251,835 06	2,613 97	712,674 23	
Démantèlement de la place de Valenciennes	"	"	"	"	"	
Démantèlement de la place de Douai	"	"	"	"	"	
Démantèlement de la place de Cambrai	27,614 71	13,899 20	13,715 51	"	27,614 71	
Démantèlement de la place d'Auxonne	49,000 00	31,610 00	17,390 00	"	49,000 00	
Déplacement des arsenaux de Grenoble	35,094 36	34,685 06	409 30	"	35,094 36	
DÉPENSES REMBOURSABLES						
Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	262,086 05	263,091 47	985 68	1,991 10	262,086 05	
Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	37,737 18	"	37,737 18	"	37,737 18	
	626,640,894 29	586,544,372 18	80,340,648 00	41,044,644 99	625,840 375 19	800,50
Dépenses des exercices clos	4,100,256 56	4,100,256 56	57 24	57 24	4,100,256 56	
Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	214,973 84	214,973 84	3,097 39	3,097 39	214,973 84	
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1898 et non frappées de déchéance	414,414 24	"	414,414 24	"	414,414 24	
TOTAL de la 1re section	631,370,538 93	590,859,602 58	80,758,216 87	41,047,799 62	630,570,019 83	800,50
			39,710,417c 25c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Report	575,957,337f64c	"	620,649,669f76c	79,807,874f20c	540,841,795f56c	35,115,542f08c
Recensement des chevaux et mulets	93,500 00	"	38,336 58	"	38,336 58	55,163 42
Masse du harnachement	4,141,259 00	"	3,901,851 81	451,038 53	3,450,813 28	690,445 72
Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.)	2,263,300 00	"	1,878,091 65	"	1,878,091 65	385,208 35
Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.)	20,178,576 70	"	19,286,908 26	5,381,191 30	13,905,716 96	6,272,859 74
Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	965,590 00	"	885,831 53	49 50	885,782 03	79,807 97
Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	3,183,084 00	"	10,992,445 56	9,608,956 07	1,383,489 49	1,799,594 51
Établissements du génie. (Personnel.)	1,222,680 00	"	1,053,571 15	1,677 63	1,051,893 52	170,786 48
Établissements du génie. (Matériel.)	15,022,207 18	"	9,434,936 49	13,786 85	9,421,149 64	5,601,057 54
Chauffage et éclairage	340,400 00	"	305,145 52	138,127 05	167,018 47	173,381 53
Invalides de la guerre. (Personnel.)	106,309 00	"	91,147 15	"	91,147 15	15,161 85
Invalides de la guerre. (Matériel.)	209,856 00	"	158,765 00	"	158,765 00	51,091 00
Solde de non-activité, solde de réforme	860,656 00	"	763,839 49	16,929 00	746,910 49	113,745 51
Secours et gratifications de réforme	5,865,500 00	"	5,759,063 36	1,783 49	5,757,279 87	108,220 13
Allocations à tous les anciens militaires nécessiteux ayant accompli 14 années de service antérieurement à la loi du 23 juillet 1881	550,000 00	"	487,625 00	"	487,625 00	62,375 00
Dépenses secrètes	630,000 00	"	544,000 00	14,000 00	530,000 00	100,000 00
Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	2,953,800 00	"	2,726,826 04	"	2,726,826 04	226,973 96
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	230 72	"	"	"	"	230 72
Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	"	"	"	"	"	"
Réinstallation du service des lits militaires à Angoulême.	86,555 33	"	"	"	"	86,555 33
Réorganisation des établissements militaires en Algérie.	266,763 27	"	16,640 00	"	16,640 00	250,123 27
Dérasement partiel des fortifications d'Alger	500,000 00	"	"	"	"	500,000 00
Démantèlement de la place de Valenciennes	"	"	"	"	"	"
Démantèlement de la place de Douai	"	"	"	"	"	"
Démantèlement de la place de Cambrai	16,500 00	"	"	"	"	16,500 00
DÉPENSES REMBOURSABLES.						
Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	283,153 00	"	270,742 99	405 26	270,337 73	12,815 27
Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	39,674 00	"	"	"	"	39,674 00
	635,736,931 84	"	679,245,437 34	95,435,818 88	583,809,618 46	51,927,313 38
Dépenses des exercices clos	2,992,724 67	"	2,992,724 67	"	2,992,724 67	"
Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	11,004 78	"	11,004 78	"	11,004 78	"
RAPPELS de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1899 et non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
TOTAL de la 1re Section	638,740,661 29	"	682,249,166 79	95,435,818 88	586,813,347 91	51,927,313 38
			586,813,347f 91c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)						
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
Équipages de siège	481,060f 89c	234,580f 04c	260,214f 64c	14,619f 59c	480,175f 09c	88[illegible]
Armes portatives	5,767,558 67	4,775,079 87	1,439,858 97	449,636 90	5,765,301 94	2,256[illegible]
Munitions	707,233 32	598,569 27	221,555 86	127,131 25	692,993 88	14,239[illegible]
Magasins à poudre	49,397 94	33,153 04	16,244 90	"	49,397 94	"[illegible]
Équipages de campagne	2,289,877 36	1,608,700 06	670,016 10	9,874 10	2,268,842 06	21,035[illegible]
Armement des places	361,431 56	311,571 36	49,502 25	"	361,073 61	357[illegible]
Armement des côtes	1,299,383 51	1,041,095 63	262,780 81	5,059 01	1,298,817 43	566[illegible]
Munitions	3,074,788 71	2,057,195 75	1,644,043 04	629,811 83	3,071,426 96	3,361[illegible]
Expériences (Artillerie)	262,935 35	157,889 14	105,236 21	200 00	262,925 35	10[illegible]
Bâtiments et machines (Artillerie)	893,850 61	546,796 98	356,101 68	10,258 55	892,640 11	1,210[illegible]
Défenses de Cherbourg	698,608 92	555,677 92	198,924 51	55,993 51	698,608 92	"[illegible]
Casernements	1,711,512 50	1,142,860 52	585,302 06	17,028 84	1,711,133 74	378[illegible]
Champs de manœuvre, de tir, stands et manèges	1,997,915 95	706,187 02	1,426,551 23	141,398 02	1,991,340 23	6,575[illegible]
A reporter	19,595,555 29	13,769,356 60	7,236,332 26	1,461,011 60	19,544,677 26	50,878[illegible]

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Équipages de siège	515,800f 00c	"	248,633f 19c	"	248,633f 19c	267,166f 81c
Armes portatives	480,600 00	"	253,228 43	"	253,228 43	227,371 57
Munitions	"	"	"	"	"	"
Magasins à poudre	48,000 00	"	41,102 93	"	41,102 93	6,897 07
Équipages de campagne	1,130,000 00	"	735,180 87	"	735,180 87	394,819 13
Armement des places	430,000 00	"	213,685 52	"	213,685 52	216,314 48
Armement des côtes	4,256,550 00	"	3,062,009 85	913,022f 30c	2,148,987 55	2,107,562 45
Armes portatives	3,889,400 00	"	3,339,831 75	417,024 83	2,922,806 92	966,593 08
Munitions	1,800,000 00	"	1,457,908 42	350,000 00	1,107,908 42	692,091 58
Expériences (Artillerie)	400,000 00	"	239,976 80	"	239,976 80	160,023 20
Bâtiments et machines (Artillerie)	1,314,100 00	"	718,960 11	46 30	718,913 81	595,186 19
Défenses de Cherbourg	1,000,000 00	"	687,638 93	"	687,638 93	312,361 07
Casernements	5,028,378 68	"	3,269,603 62	2,191 40	3,267,412 22	1,760,966 46
Champs de manœuvre, de tir, stands et manèges	1,046,195 61	"	488,017 81	4 20	488,013 61	558,182 00
A reporter	21,339,024 29	"	14,755,778 23	1,682,289 03	13,073,489 20	8,265,535 09

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA GUERRE. (Suite.)						
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. (Suite.)						
Report	19,595,555f 29c	13,769,356f 60c	7,236,332f 26c	1,461,011f 60c	19,544,677f 26c	50,87[illegible]
Construction de chemins stratégiques	149,950 66	139,626 74	9,988 41	"	149,615 15	33[illegible]
Améliorations aux forts isolés	691,290 25	455,155 11	236,081 86	"	691,236 97	[illegible]
Télégraphie et aérostation militaires	3[illegible]3,736 89	191,864 60	360,618 48	170,000 66	382,482 42	1,2[illegible]
Fortifications. (Frontières et côtes.)	1,977,672 81	1,089,498 02	923,465 87	36,767 46	1,976,196 43	1,[illegible]
Réserve. (Procès, transport, etc.) Génie	1,472,946 87	957,646 72	519,907 28	4,607 15	1,472,946 85	
Subsistances	150,000 00	39 00	149,961 00	"	150,000 00	
Habillement	241,691 22	33,550 61	208,179 10	328 85	241,400 86	29[illegible]
Service de santé	99,999 99	22,175 00	77,824 99	"	99,999 99	
Améliorations aux hospices civils des départements	450,288 74	352,634 11	97,654 63	"	450,288 74	
Harnachement	37,254 71	6,974 30	29,212 66	"	36,186 96	1,0[illegible]
Chemins de fer	902,823 19	311,732 49	564,975 16	1,355 46	875,352 19	27,[illegible]
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	49,387 55	40,156 84	9,230 71	"	49,387 55	
Réorganisation des défenses de Bizerte	1,112,708 19	686,818 34	396,051 12	"	1,082,869 46	29,8[illegible]
	27,315,306 36	18,057,228 48	10,819,483 53	1,674,071 18	27,202,640 83	112,[illegible]
Dépenses des exercices clos	805,752 79	805,752 79	"	"	805,752 79	
TOTAL de la 2e Section	28,121,059 15	18,862,981 27	10,819,483 53	1,674,071 18	28,008,393 62	112,[illegible]
			9,145,412f 35c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	631,370,538f 93c	590,859,602f 58c	80,758,216f 87c	41,047,799f 62c	630,570,019f 83c	800,5[illegible]
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	28,121,059 15	18,862,981 27	10,819,483 53	1,674,071 18	28,008,393 62	112,6[illegible]
TOTAL	659,491,598 08	609,722,583 85	91,577,700 40	42,721,870 80	658,578,413 45	913,1[illegible]
			48,855,829f 60c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Report	21,339,024f 29c	"	14,755,778f 23c	1,682,289f 03c	13,073,489f 20c	8,265,535f 09c
Construction de chemins stratégiques	100,000 00	"	83,765 03	"	83,765 03	16,234 97
Améliorations aux forts isolés	1,000,000 00	"	582,576 82	"	582,576 82	417,423 18
Télégraphie et aérostation militaires	250,000 00	"	252,279 08	62,145 70	190,133 38	59,866 62
Fortifications. (Frontières et côtes.)	10,418,000 00	"	4,574,842 05	8,443 00	4,566,399 05	5,851,600 95
Matériel de guerre du génie	200,000 00	"	23,582 71	"	23,582 71	176,417 29
Réserve. (Procès, transport, etc.) Génie	384,200 00	"	84,618 33	"	84,618 33	299,581 67
Réorganisation des défenses de Bizerte	3,051,830 55	"	2,465,594 62	"	2,465,594 62	586,235 93
Subsistances	1,733,153 00	"	"	"	"	1,733,153 00
Habillement	222,000 00	"	22,309 33	"	22,309 33	199,690 67
Service de santé	100,000 00	"	15,023 00	"	15,023 00	84,977 00
Améliorations aux hospices civils des départements	475,600 00	"	180,658 83	"	180,658 83	294,941 17
Harnachement	40,000 00	"	617 15	"	617 15	39,382 85
Chemins de fer	1,000,000 00	"	62,145 36	1,147 78	60,997 58	939,002 42
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	40,313,807 84	"	23,103,790 54	1,754,025 51	21,349,765 03	18,964,042 81
Dépenses des exercices clos	180,619 10	"	180,619 10	"	180,619 10	"
TOTAL de la 2e Section	40,494,426 94	"	23,284,409 64	1,754,025 51	21,530,384 13	18,964,042 81
			21,530,384f 13c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	638,740,661f 29c	"	682,249,166f 79c	95,435,818f 88c	586,813,347f 91c	51,927,313f 38c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	40,494,426 94	"	23,284,409 64	1,754,025 51	21,530,384 13	18,964,042 81
TOTAL	679,235,088 23	"	705,533,576 43	97,189,844 39	608,343,732 04	70,891,356 19
			608,343,732f 04c			

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA MARINE.						
TITRE Ier.						
DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENT ET SOLDE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,169,097f 80c	1,164,862f 49c	4,202f 01c	"	1,169,064f 50c	33
Officiers et agents en service à Paris	2,097,644 30	2,004,493 18	93,861 47	828f 05c	2,097,526 60	117
Officiers de marine et officiers mécaniciens	9,883,649 66	8,444,019 33	1,456,587 69	44,493 29	9,856,113 73	27,535
Équipages de la flotte	34,966,644 32	31,044,088 43	4,604,995 48	1,158,542 45	34,490,541 46	476,102
Troupes de la marine	13,295,361 52	11,271,566 97	2,372,173 27	348,378 72	13,295,361 52	"
Gendarmerie maritime	753,536 00	749,881 37	3,664 63	10 00	753,536 00	"
Inspection des services administratifs	250,090 09	235,961 50	14,128 59	"	250,090 09	"
Personnel technique	1,845,380 25	1,708,721 18	136,263 14	886 92	1,844,097 40	1,282
Commissariat de la marine	1,627,394 60	1,433,600 73	195,544 25	1,750 38	1,627,394 60	"
Personnel administratif. (Corps secondaires.)	3,290,349 46	3,077,564 42	214,461 77	1,676 73	3,290,349 46	"
Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance.)	1,697,699 76	1,554,892 67	144,079 81	1,314 94	1,697,657 54	42
Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,197,163 67	1,942,666 25	262,233 85	7,736 43	2,197,163 67	"
Surveillance des pêches et de la navigation	700,909 08	571,369 10	130,037 04	602 06	700,804 08	105
TITRE II.						
DÉPENSES DE MAIN-D'ŒUVRE. — SALAIRES.						
Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	14,132,799 43	13,402,349 19	732,872 71	2,422 47	14,132,799 43	"
Constructions navales. — Salaires pour l'approvisionnement, l'entretien et les réparations de la flotte	8,144,056 39	7,670,104 36	474,049 03	97 60	8,144,056 39	"
Artillerie. — Salaires. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations	2,950,448 62	2,987,502 11	172,563 15	209,616 64	2,950,448 62	"
Artillerie. — Salaires. — Entretien et tirs annuels	650,891 28	474,477 21	180,384 11	3,970 04	650,891 28	"
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	949,961 58	902,361 66	60,831 64	13,231 72	949,961 58	"
Vivres. — Salaires	863,835 04	824,210 50	39,780 50	155 96	863,835 04	"
Service général. — Salaires. — Constructions navales	4,670,406 50	4,606,038 39	401,787 73	337,445 66	4,670,380 46	26
Service général. — Salaires. — Artillerie	989,225 81	949,042 91	41,006 59	823 69	989,225 81	"
Hôpitaux. — Dépenses diverses de main-d'œuvre	366,666 56	355,729 01	16,194 71	5,257 16	366,666 56	"
TITRE III.						
DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.						
Matériel de l'Administration centrale	236,999 88	166,831 42	70,606 57	438 11	236,999 88	"
Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	38,046,900 60	28,218,582 69	10,614,297 05	856,333 68	37,976,546 06	70,354
Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie	27,640,747 99	13,052,175 20	14,588,572 79	"	27,640,747 99	"
Constructions navales. — Achats et construction des bâtiments de servitude	2,598,699 80	728,358 39	1,882,091 41	11,750 00	2,598,699 80	"
Constructions navales. — Réparations des navires de la flotte	8,248,976 37	6,119,187 83	3,527,364 10	1,408,987 24	8,237,564 69	11,411
Constructions navales. — Modifications et réparations des bâtiments de la flotte par l'industrie	253,095 26	12,182 84	240,912 42	"	253,095 26	"
Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien de la flotte et le service courant	8,138,718 58	4,361,667 32	4,864,837 04	1,095,455 11	8,131,049 25	7,669
A reporter	192,657,350 20	150,034,488 65	47,549,384 55	5,512,204 45	192,062,668 75	594,681

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
TITRE Ier.						
DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENT ET SOLDE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,170,587f 44c	"	1,162,520f 74c	2,533f 33c	1,159,987f 41c	10,600f 03c
Officiers et agents en service à Paris	2,065,855 60	"	1,981,773 28	5,127 50	1,976,645 78	89,209 82
Officiers de marine et officiers mécaniciens	10,196,056 62	"	8,678,256 80	4,592 39	8,673,664 41	1,522,392 21
Équipages de la flotte	36,948,746 72	"	31,056,571 20	27,818 08	31,028,753 12	5,919,993 60
Troupes de la marine	14,348,580 61	"	12,413,513 12	10,847 24	12,402,665 88	1,945,914 73
Gendarmerie maritime	750,741 04	"	747,830 40	"	747,830 40	2,910 64
Inspection des services administratifs	260,255 87	"	245,067 75	"	245,067 75	15,188 12
Personnel technique	1,868,651 01	"	1,732,313 45	"	1,732,313 45	136,337 56
Commissariat de la marine	1,625,941 50	"	1,431,751 28	"	1,431,751 28	194,190 22
Personnel administratif. (Corps secondaires.)	3,289,768 61	"	3,072,634 85	157 28	3,072,477 57	217,291 04
Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance.)	1,673,359 53	"	1,559,892 79	358 33	1,559,534 46	113,825 07
Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,137,447 55	"	1,917,950 70	346 60	1,917,604 10	219,843 45
Surveillance des pêches et de la navigation	670,903 80	"	575,053 26	"	575,053 26	95,850 54
TITRE II.						
DÉPENSES DE MAIN-D'ŒUVRE. — SALAIRES.						
Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	15,611,552 66	"	14,942,639 11	"	14,942,639 11	668,913 55
Constructions navales. — Salaires pour l'approvisionnement, l'entretien et les réparations de la flotte	7,704,885 13	"	7,278,366 35	"	7,278,366 35	426,518 78
Artillerie. — Salaires. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations	3,047,866 26	"	3,007,073 61	16,149 00	2,990,924 61	56,941 65
Artillerie. — Salaires. — Entretien et tirs annuels	689,375 47	"	664,425 17	435 52	663,989 65	25,385 82
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	986,718 78	"	954,054 16	1,226 05	952,828 11	33,890 67
Vivres. — Salaires	873,349 81	"	838,116 48	281 74	837,834 74	35,515 07
Service général. — Salaires. — Constructions navales	4,634,127 50	"	4,697,652 37	63,524 87	4,634,127 50	"
Service général. — Salaires. — Artillerie	1,014,950 79	"	974,614 59	1,327 01	973,287 58	41,663 21
Hôpitaux. — Dépenses diverses de main-d'œuvre	363,066 73	"	356,322 21	1,903 75	354,418 46	8,648 27
TITRE III.						
DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.						
Matériel de l'Administration centrale	249,499 89	"	169,194 05	1,783 25	167,410 80	82,089 09
Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	42,546,606 85	"	29,356,154 46	86,321 50	29,269,832 96	13,276,773 89
Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie	34,582,036 44	"	17,119,160 45	"	17,119,160 45	17,462,875 99
Constructions navales. — Achat et constructions des bâtiments de servitude	2,930,887 92	"	1,422,849 32	3,628 05	1,419,221 27	1,511,666 65
Constructions navales. — Réparations des navires de la flotte	10,551,027 33	"	9,972,698 57	1,214,286 87	8,758,411 70	1,792,615 63
Matériel et frais divers du service hydrographique	529,940 27	"	400,936 55	27,613 24	373,323 31	156,616 96
Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien de la flotte et le service courant	10,527,919 45	"	7,660,227 00	889,828 43	6,770,398 57	3,757,520 88
A reporter	213,850,707 18	"	166,389,614 07	2,360,090 03	164,029,524 04	49,821,183 14

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE LA MARINE. (Suite.)						
Report	192,657,350f 20c	150,034,488f 65c	47,540,384f 55c	5,512,204f 45c	192,062,668f 75c	594,681f
TITRE III. DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES. (Suite.)						
Service général. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude	1,500,427 50	535,047 63	995,653 21	39,697 20	1,491,003 64	9,423
Artillerie. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations. — Armement des troupes	23,476,277 23	16,531,601 85	7,435,060 39	494,639 67	23,472,022 57	4,254
Artillerie. — Entretien et tirs annuels	682,627 20	498,377 07	267,459 92	83,270 30	682,566 69	60
Matériel de torpillerie	3,406,904 99	1,793,172 52	1,635,603 87	21,951 20	3,406,825 19	79
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	7,104,958 47	4,819,117 00	2,297,466 99	38,061 17	7,078,522 82	26,435
Travaux d'approfondissement de la Charente	512,553 98	412,279 65	100,211 86	"	512,491 51	62
Travaux extraordinaires de défense des ports militaires.	1,248,845 77	1,023,035 48	225,410 29	"	1,248,445 77	400
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,440,394 34	1,037,464 71	432,267 59	31,979 38	1,437,752 92	2,641
Habillement	4,629,025 49	4,025,537 04	899,201 54	303,570 82	4,621,167 76	7,857
Casernement	792,839 06	544,007 39	280,338 44	32,230 83	792,115 00	724
Vivres	22,138,005 00	16,479,615 19	6,219,242 70	567,935 78	22,130,922 11	7,082
Hôpitaux	2,634,688 54	1,671,092 12	1,026,570 93	64,732 41	2,632,930 64	1,757
Outillage et service général. — Constructions navales	3,349,423 55	2,280,632 68	1,760,703 41	693,361 03	3,347,975 06	1,448
Outillage et service général. — Artillerie	1,350,926 22	1,006,517 51	368,081 19	23,707 58	1,350,891 12	35
Outillage et service général. — Torpilles	243,128 00	171,978 42	72,357 72	1,222 98	243,113 16	14
Outillage et service général. — Travaux hydrauliques	137,381 89	116,275 93	44,342 57	23,638 82	136,979 68	402
Outillage et service général. — Vivres	86,871 14	55,134 95	32,191 74	1,537 94	85,788 75	1,082
Chauffage. — Éclairage. — Fournitures et mobilier d'administration	766,857 55	580,766 95	216,461 21	33,737 29	763,490 87	3,366
Impressions. — Livres et reliures. — Matériel et frais divers du service hydrographique	1,142,537 44	597,840 58	526,306 33	7,372 95	1,116,773 96	25,763
TITRE IV. DÉPENSES DIVERSES.						
Transports de personnel. — Frais de route et de séjour. — Frais de mission	4,125,029 42	2,986,818 87	1,207,870 50	73,047 35	4,121,642 02	3,387
Transports de matériel. — Affrétements et frais accessoires	2,485,492 46	1,670,551 09	699,835 45	3,721 72	2,366,664 82	118,827
Gratifications, secours, subventions et dépenses diverses.	1,405,096 37	992,883 01	408,432 00	1,903 63	1,399,411 38	5,684
Pêches et navigation commerciale. (Matériel et frais divers)	196,438 70	134,868 77	64,724 63	6,269 90	193,323 50	3,115
Subvention à la caisse des Invalides de la marine	11,019,388 00	11,019,388 00	"	"	11,019,388 00	"
Dépenses secrètes	80,000 00	80,000 00	"	"	80,000 00	"
Reconstruction du magasin du montage et du magasin des machines à Toulon	255,592 31	124,582 16	131,010 15	"	255,592 31	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	16,475 79	2,699 11	13,776 68	"	16,475 79	"
	288,885,536 61	221,225,774 33	74,900,965 86	8,059,794 40	288,066,945 79	818,590
Dépenses des exercices clos	366,495 07	366,495 07	1,806 90	1,806 90	366,495 07	"
Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	327,384 71	327,384 71	"	"	327,384 71	"
Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1898	902,579 32	"	902,579 32	"	902,579 32	"
TOTAL	290,481,995 71	221,919,654 11	75,805,352 08	8,061,601 30	289,663,404 89	818,590
			67,743,750f 78c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
MINISTÈRE DE LA MARINE. (Suite.)						
Report	213,850,707f 18c	"	166,389,614f 07c	2,360,090f 03c	164,029,524f 04c	49,821,183f 14c
TITRE III. (Suite.) DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.						
Service général. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude	1,796,552 62	"	970,858 80	143,069 53	827,789 27	968,763 35
Artillerie. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations. — Armement des troupes	29,206,134 53	"	21,055,204 65	1,080,363 50	19,974,841 15	9,231,293 38
Artillerie. — Entretien et tirs annuels	1,648,452 69	"	1,283,360 28	28,727 47	1,254,632 81	393,819 88
Matériel de torpillerie	2,692,872 02	"	2,449,163 80	11,468 06	2,437,695 74	255,176 28
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	8,704,477 16	"	4,957,953 61	10,305 89	4,947,647 72	3,756,829 44
Travaux d'approfondissement de la Charente	299,926 44	"	254,899 73	"	254,899 73	45,026 71
Travaux extraordinaires de défense des ports militaires.	1,756,923 21	"	1,228,313 85	2,600 00	1,225,713 85	531,209 36
Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,528,268 43	"	1,222,905 78	22,044 92	1,200,860 86	327,407 57
Habillement	5,639,322 00	"	6,134,272 91	1,104,982 08	5,029,290 83	610,031 17
Casernement	1,865,272 89	"	1,459,575 96	111,631 96	1,347,944 00	517,328 89
Vivres	22,079,585 38	"	15,960,253 14	286,165 14	15,674,088 00	6,405,497 38
Hôpitaux	2,562,593 21	"	1,761,437 52	59,803 01	1,701,634 51	860,958 70
Outillage et service général. — Constructions navales.	3,818,406 40	"	3,300,713 35	259,916 49	3,040,796 86	777,609 54
Outillage et service général. — Artillerie	1,358,502 89	"	1,166,149 46	63,118 69	1,103,030 77	255,472 12
Outillage et service général. — Torpilles	260,757 20	"	198,780 81	310 14	198,470 67	62,286 53
Outillage et service général — Travaux hydrauliques	191,044 59	"	156,994 25	12,932 05	144,062 20	46,982 39
Outillage et service général. — Vivres	88,517 91	"	35,054 68	157 60	34,897 08	53,620 83
Chauffage. — Éclairage. — Fournitures et mobilier d'administration	839,334 91	"	687,475 92	34,730 72	652,745 20	186,589 71
Impressions. — Livres et reliures	593,149 83	"	148,100 95	1,146 75	146,954 20	446,195 63
TITRE IV. DÉPENSES DIVERSES.						
Transports de personnel. — Frais de route et de séjour. — Frais de mission	4,055,050 25	"	3,349,186 99	8,782 13	3,340,404 86	714,645 39
Transports de matériel. — Affrétements et frais accessoires	2,696,039 93	"	1,930,128 65	458 38	1,929,670 27	766,369 66
Gratifications, secours, subventions et dépenses diverses	1,395,849 06	"	1,094,938 59	7,415 69	1,087,522 90	308,326 16
Secours aux victimes de la catastrophe de Toulon	400,000 00	"	379,374 30	"	379,374 30	20,625 70
Pêches et navigation commerciale. (Matériel et frais divers.)	243,780 58	"	126,402 97	"	126,402 97	117,377 61
Subvention à la Caisse des invalides de la marine	11,549,800 00	"	11,359,800 00	"	11,359,800 00	190,000 00
Dépenses secrètes	100,000 00	"	100,000 00	"	100,000 00	"
Participation à l'Exposition universelle de 1900	20,000 00	"	20,000 90	"	20,000 00	"
Reconstruction du magasin du montage et du magasin des machines à Toulon	36,167 44	"	1,267 41	"	1,267 41	34,900 03
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	7,913 22	"	"	"	"	7,913 22
	321,285,401 97	"	249,182,182 43	5,610,220 23	243,571,962 20	77,713,439 77
Dépenses des exercices clos	449,939 56	"	449,939 56	"	449,939 56	"
Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	"	"	"	"	"	"
Rappel de dépenses payables sur revues antérieures à 1899	"	"	"	"	"	"
TOTAL	321,735,341 53	"	249,632,121 99	5,610,220 23	244,021,901 76	77,713,439 77
			244,021,901f 76c			

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.						
1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	968,558f35c	953,621f 70c	14,936f 65c	"	968,558f35c	"
Matériel de l'Administration centrale	269,055 02	200,786 91	67,949 11	"	268,736 02	31
Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	286,980 38	275,847 15	11,467 02	444f 90c	286,869 27	111
Services généraux de l'enseignement supérieur	115,263 35	86,511 87	28,351 48	"	114,863 35	400
Administration académique. — Personnel	1,690,581 24	1,660,437 81	30,143 43	"	1,690,581 24	"
Administration académique. — Matériel	152,915 53	92,080 23	60,713 79	"	152,794 02	121
Facultés. — Personnel	9,462,478 19	9,384,772 89	75,328 35	1,837 49	9,458,263 75	4,214
Facultés. — Matériel	2,338,967 40	2,189,742 52	147,884 88	"	2,337,627 40	1,340
Bourses de l'enseignement supérieur	483,799 87	477,899 87	6,025 00	125 00	483,799 87	"
Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes avec les villes	284,862 47	250,413 12	34,424 75	"	284,837 87	24
École des hautes études	317,725 78	262,697 98	54,294 46	166 66	316,825 78	900
École normale supérieure	508,337 03	481,763 73	26,673 30	100 00	508,337 03	"
Collège de France	521,943 80	491,270 10	30,660 10	"	521,930 20	13
École des langues orientales vivantes	158,989 74	134,870 93	24,406 96	333 33	158,944 56	45
École des chartes	74,948 92	73,528 61	1,420 31	"	74,948 92	"
École française d'Athènes	107,177 01	66,895 35	40,280 64	"	107,175 99	1
École française de Rome	71,999 90	65,597 41	6,402 49	"	71,999 90	"
Muséum d'histoire naturelle. — Personnel	398,506 89	394,690 21	3,816 68	"	398,506 89	"
Muséum d'histoire naturelle. — Matériel	568,896 07	449,202 96	120,978 57	3,529 41	566,652 12	2,243
Observatoire de Paris	253,444 26	211,046 78	42,397 48	"	253,444 26	"
Bureau central météorologique	182,799 99	160,348 72	22,451 27	"	182,799 99	"
Observatoire d'astronomie physique de Meudon	70,999 37	51,572 80	19,426 57	"	70,999 37	"
Observatoires des départements	231,738 98	190,194 95	41,544 03	"	231,738 98	"
Subvention d'entretien à l'Observatoire du Mont-Blanc	12,000 00	6,000 00	6,000 00	"	12,000 00	"
Bureau des longitudes	150,929 56	134,019 33	16,911 03	0 80	150,929 56	"
Institut national de France	687,000 00	613,288 44	73,688 23	"	686,976 67	23
Académie de médecine	75,499 11	50,216 88	25,247 23	"	75,464 11	35
Bibliothèque nationale. — Personnel	435,999 27	434,169 40	1,829 87	"	435,999 27	"
Bibliothèque nationale. — Matériel	271,998 28	216,637 57	55,360 71	"	271,998 28	"
Bibliothèque nationale. — Catalogues	79,999 65	52,635 05	27,364 60	"	79,999 65	"
Bibliothèques publiques	217,594 64	176,805 20	40,654 01	"	217,459 21	135
Catalogue des manuscrits et incunables	19,972 00	7,402 50	12,569 50	"	19,972 00	"
Archives nationales	211,998 32	196,512 39	15,426 98	2 00	211,937 37	60
Services généraux des bibliothèques	38,986 85	35,370 52	3,656 33	"	38,986 85	"
Sociétés savantes	94,999 10	65,663 01	29,336 09	"	94,999 10	"
Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux	185,996 02	62,651 35	122,684 67	"	185,336 02	660
Encouragements aux savants et gens de lettres	175,000 00	130,680 00	43,820 00	"	174,500 00	500
Voyages et missions scientifiques et littéraires	328,428 21	279,270 30	49,330 23	180 00	328,420 53	7
Musée ethnographique. — Musée Guimet	71,999 96	65,127 53	6,714 73	"	71,842 26	157
Institut français d'archéologie orientale au Caire	222,860 00	222,860 00	"	"	222,860 00	"
A reporter	22,802,230 51	21,355,064 07	1,442,571 53	6,719 59	22,790,916 01	11,314

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	972,560f 00c	"	958,480f 06c	326f 87c	958,153f 19c	14,406f81c
Matériel de l'Administration centrale	270,500 00	"	194,020 07	"	194,020 07	76,479 93
Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	289,000 00	"	279,663 82	5,353 25	274,310 57	14,689 43
Services généraux de l'enseignement supérieur	115,650 00	"	87,435 29	"	87,435 29	28,214 71
Administration académique. — Personnel	1,730,400 00	"	1,692,063 81	"	1,692,063 81	38,336 19
Administration académique. — Matériel	163,870 00	"	92,826 79	"	92,826 79	71,043 21
Facultés. — Personnel	9,638,411 00	"	9,535,960 68	4,594 13	9,531,366 55	107,044 45
Facultés. — Matériel	2,399,100 00	"	2,183,965 07	"	2,183,965 07	215,134 93
Bourses de l'enseignement supérieur	484,000 00	"	476,854 30	889 58	475,964 72	8,035 28
Facultés dont les dépenses donnent lieu à comptes avec les villes	253,100 00	"	238,179 51	"	238,179 51	14,920 49
École des hautes études	318,000 00	"	268,127 44	208 33	267,919 11	50,080 89
École normale supérieure	515,600 00	"	479,831 06	2,000 00	477,831 06	37,768 94
Collège de France	523,000 00	"	481,837 24	"	481,837 24	41,162 76
École des langues orientales vivantes	168,000 00	"	146,731 13	"	146,731 13	21,268 87
École des chartes	74,950 00	"	71,957 88	83 90	71,873 98	3,076 02
École française d'Athènes	108,000 00	"	80,580 40	"	80,580 40	27,419 60
École française de Rome	73,000 00	"	67,989 61	"	67,989 61	5,010 39
Muséum d'histoire naturelle. — Personnel	398,600 00	"	394,062 56	"	394,062 56	4,537 44
Muséum d'histoire naturelle. — Matériel	568,900 00	"	425,610 27	2,567 26	423,043 01	145,856 99
Observatoire de Paris	248,500 00	"	212,654 80	"	212,654 80	35,845 20
Publication de la carte photographique du ciel	92,960 00	"	18,148 28	"	18,148 28	74,811 72
Bureau central météorologique	188,000 00	"	165,687 93	"	165,687 93	22,312 07
Observatoire d'astronomie physique de Meudon	102,250 00	"	58,559 32	"	58,559 32	43,690 68
Bureau des longitudes	151,000 00	"	131,097 61	294 90	130,802 71	20,197 29
Subvention d'entretien à l'Observatoire du Mont-Blanc	12,000 00	"	12,000 00	"	12,000 00	"
Institut national de France	687,000 00	"	598,594 21	37 00	598,557 21	88,442 79
Académie de médecine	75,500 00	"	48,679 38	"	48,679 38	26,820 62
Bibliothèque nationale. — Personnel	436,000 00	"	423,554 09	"	423,554 09	12,445 91
Bibliothèque nationale. — Matériel	272,000 00	"	231,892 70	"	231,892 70	40,107 30
Bibliothèque nationale. — Catalogues	100,000 00	"	58,754 82	"	58,754 82	41,245 18
Bibliothèques publiques	217,600 00	"	177,015 66	93 33	176,922 33	40,677 67
Catalogues des manuscrits et incunables	20,000 00	"	8,588 50	"	8,588 50	11,411 50
Archives nationales	214,000 00	"	195,897 28	"	195,897 28	18,102 72
Services généraux des bibliothèques	39,000 00	"	35,138 92	"	35,138 92	3,861 08
Sociétés savantes	95,000 00	"	83,499 90	"	83,499 90	11,500 10
Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux	180,000 00	"	72,788 15	"	76,788 15	103,211 85
Encouragements aux savants et gens de lettres	175,000 00	"	129,390 00	"	129,390 00	45,610 00
Voyages et missions scientifiques et littéraires	276,720 00	"	259,268 70	"	259,268 70	17,451 30
Musée ethnographique. — Musée Guimet	72,000 00	"	63,334 91	"	63,334 91	8,665 09
Institut français d'archéologie orientale au Caire	222,860 00	"	222,860 00	"	222,860 00	"
A reporter	22,942,031 00	"	21,367,582 15	16,448 55	21,351,133 60	1,590,897 40

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la charge de l'exercice.
Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.						
1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Report	22,802,230f 51c	21,355,064f 07c	1,442,571f 53c	6,719f 59c	22,790,916f 01c	11,3[illegible]
Publications diverses. — *Journal des Savants*	169,000 00	84,857 73	84,387 27	245 00	169,000 00	
Frais généraux de l'instruction secondaire	136,585 78	128,603 03	7,887 75	"	136,490 78	
Lycées nationaux	13,491,720 26	10,823,684 88	617,327 33	"	11,441,012 21	2,050,7[illegible]
Collèges communaux de garçons	3,758,919 90	3,641,720 22	143,170 64	28,121 34	3,756,769 52	2,1[illegible]
Enseignement secondaire des jeunes filles	2,049,040 03	1,953,050 65	95,439 38	"	2,048,490 03	[illegible]
Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges	3,275,019 51	2,210,989 48	1,057,460 23	689 20	3,267,760 51	7,[illegible]
Services généraux de l'enseignement secondaire	370,784 17	264,091 85	105,211 56	"	369,303 41	1,[illegible]
Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	2,319,891 61	2,113,523 67	205,706 68	190 00	2,319,040 35	[illegible]
Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Écoles normales primaires	7,983,675 36	7,872,724 79	251,530 64	144,555 07	7,979,700 36	3,[illegible]
Écoles nationales d'enseignement primaire supérieur et professionnel	394,588 54	128,000 00	266,588 54	"	394,588 54	
Acquisition de l'institution Livet, à Nantes	437,069 35	435,869 35	1,200 00	"	437,069 35	
Enseignement primaire supérieur	2,354,762 33	2,108,378 27	247,127 38	894 98	2,354,610 67	[illegible]
Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur	749,737 81	551,872 68	197,725 15	1,350 00	748,247 83	1,[illegible]
Enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes	120,175,722 17	109,682,739 11	10,471,012 63	1,094 88	120,152,656 86	23,[illegible]
Créations d'écoles et d'emplois	239,795 55	168,956 81	70,728 33	126 25	239,558 89	[illegible]
Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes	4,404,219 00	4,404,219 00	"	"	4,404,219 00	
Allocations diverses	751,895 61	478,283 34	272,670 79	121 55	750,832 58	1,[illegible]
Enseignement primaire. — Caisse des écoles. — Inspection médicale. — Subventions facultatives	144,999 14	124,796 33	20,106 00	43 19	144,859 14	[illegible]
Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires. — Annuaire des instituteurs	843,811 03	678,266 25	175,770 03	11,040 00	842,996 28	[illegible]
Services généraux de l'enseignement primaire. — Secours et allocations	2,027,692 57	1,678,638 84	341,754 63	"	2,020,393 47	7,[illegible]
Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de parties des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	5,752,508 08	3,922,514 57	1,981,752 79	151,759 28	5,752,508 08	
Services des constructions scolaires. (Enseignement primaire.)	3,498,110 00	2,228,070 00	1,270,040 00	"	3,498,110 00	
Service des constructions scolaires. (Enseignem^t secondaire.)	1,805,983 69	1,589,162 63	216,821 36	0 30	1,805,983 69	
Création de deux lycées de jeunes filles	294,978 05	152,571 46	142,406 59	"	294,978 05	
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,183 26	1,183 26	"	"	1,183 26	
Réinstallation de l'Académie de médecine. — Acquisition d'un immeuble	663,500 00	663,500 00	"	"	663,500 00	
Impositions et charges résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe	7,481 61	7,460 01	"	"	7,460 01	
Célébration du centenaire de Michelet	22,274 98	3,370 80	18,904 18	"	22,274 98	
	200,927,179 90	179,456,163 08	19,705,301 41	346,950 63	198,814,513 86	2,112,[illegible]
Dépenses des exercices clos	263,589 84	263,589 84	"	"	263,589 84	
TOTAL	201,190,769 74	179,719,752 92	19,705,301 41	346,950 63	199,078,103 70	2,112,[illegible]
			19,358,350f 78c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)						
Report	22,942,031f 00c	"	21,367,582f 15c	16,448f 55c	21,351,133f 60c	1,590,897f 40c
Publications diverses. — *Journal des Savants*	168,000 00	"	75,076 37	670 00	74,406 37	93,593 63
Frais généraux de l'instruction secondaire	140,800 00	"	128,499 68	"	128,499 68	12,300 32
Lycées nationaux	12,025,760 00	"	11,200,471 00	"	11,200,471 00	825,289 00
Collèges communaux de garçons	3,854,584 00	"	3,722,739 13	463 19	3,722,275 94	132,308 06
Enseignement secondaire des jeunes filles	2,129,702 00	"	1,938,947 21	"	1,938,947 21	190,754 79
Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges	3,260,000 00	"	2,222,796 39	"	2,222,796 39	1,037,203 61
Subvention et bourses d'externat à l'École alsacienne	65,000 00	"	53,000 00	"	53,000 00	12,000 00
Services généraux de l'enseignement secondaire	370,900 00	"	310,240 57	"	310,240 57	60,659 43
Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles	2,322,650 00	"	2,100,069 75	110 00	2,099,959 75	222,690 25
Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Écoles normales primaires	7,930,000 00	"	7,713,968 36	1,528 33	7,712,440 03	217,559 97
Écoles nationales d'enseignement primaire supérieur et professionnel	387,700 00	"	330,000 00	"	330,000 00	57,700 00
Enseignement primaire supérieur	2,385,296 00	"	2,163,137 72	"	2,163,137 72	222,158 28
Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur	773,200 00	"	553,500 99	"	553,500 99	219,699 01
Traitement du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes	121,936,675 13	"	110,456,549 54	"	110,456,549 54	11,480,125 59
Créations d'écoles et d'emplois	550,563 00	"	10 ,733 45	"	105,733 45	444,829 55
Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes	4,448,334 00	"	4,448,334 00	"	4,448,334 00	"
Allocations diverses	727,300 00	"	477,003 03	"	477,003 03	250,296 97
Enseignement primaire — Caisse des écoles. — Inspection médicale. — Subventions facultatives	145,000 00	"	131,875 90	"	131,875 90	13,124 10
Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires. — Annuaire des instituteurs	847,000 00	"	667,551 67	"	667,551 67	179,448 33
Mission pour encouragement et surveillance des cours d'adultes	13,000 00	"	12,999 99	"	12,999 99	0 01
Services généraux de l'enseignement primaire. — Secours et allocations	2,002,700 00	"	1,675,253 71	"	1,675,253 71	327,446 29
Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de parties des annuités dues par eux et nécessaires aux remboursements des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	5,845,519 00	"	3,852,721 72	2,035 09	3,850,686 63	1,994,832 37
Services des constructions scolaires. (Enseignement primaire)	4,500,000 00	"	3,269,590 00	"	3,269,590 00	1,230,410 00
Services des constructions scolaires. (Enseignement secondaire)	2,011,000 00	"	1,480,049 29	"	1,480,049 29	530,950 71
Impositions et charges résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe	7,500 00	"	7,117 57	501 70	7,117 57	382 43
Participation à l'Exposition universelle de 1900	156,500 00	"	18,532 25	"	18,030 55	138,469 45
Agrandissement et réparations des locaux affectés au musée pédagogique	49,437 00	"	"	"	"	49,437 00
Acquisition de la collection de manuscrits orientaux formée par M. Schéfer	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00
	202,096,151 13	"	180,483,341 44	21,756 86	180,461,584 58	21,634,566 55
Dépenses des exercices clos	2,229,707 90	"	2,229,782 90	75 00	2,229,707 90	"
TOTAL	204,325,859 03	"	182,713,124 34	21,831 86	182,691,292 48	21,634,566 55
			182,691,292f 48c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (*France.*)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
2e SECTION. — SERVICES DES BEAUX-ARTS.						
Personnel de l'Administration centrale des beaux-arts.	314,999f 99c	314,074f 99c	925f 00c	"	314,999f 99c	"
Matériel de l'Administration centrale des beaux-arts.	52,000 00	31,890 63	20,109 37	"	52,000 00	"
Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts	113,893 21	103,851 54	9,958 34	"	113,809 88	83
Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	33,150 00	8,850 00	"	42,000 00	"
Frais divers des inspections et frais de mission	28,905 90	26,097 45	2,808 45	"	28,905 90	"
Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	12,900 00	"	"	12,900 00	"
Académie de France à Rome. (Matériel.)	138,300 00	129,000 00	9,300 00	"	138,300 00	"
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris — Personnel.	280,756 63	279,271 63	1,485 00	"	280,756 63	"
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris — Matériel.	125,499 98	74,922 69	50,388 03	"	125,310 72	189
École nationale des arts décoratifs à Paris — Personnel.	114,574 25	114,408 25	166 00	"	114,574 25	"
École nationale des arts décoratifs à Paris — Matériel.	33,624 96	21,229 75	12,395 21	"	33,624 96	"
Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.	15,000 00	15,000 00	"	"	15,000 00	"
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	299,718 27	224,189 55	75,530 42	31f 70c	299,688 27	30
Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	181,446 35	130,764 35	50,582 00	"	181,346 35	100
Conservatoire national de musique et de déclamation — Personnel.	193,116 66	187,280 00	5,836 66	"	193,116 66	"
Conservatoire national de musique et de déclamation — Matériel.	63,446 56	38,364 05	25,232 51	150 00	63,446 56	"
Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	197,488 64	153,998 64	43,490 00	"	197,488 64	"
Théâtres nationaux	1,470,998 79	1,281,133 19	189,865 60	"	1,470,998 79	"
Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements	60,000 00	43,670 00	15,930 00	"	59,600 00	400
Palais du Trocadéro	12,999 58	11,293 76	1,705 82	"	12,999 58	"
Indemnités et secours. (Théâtres.)	95,000 00	76,770 00	18,230 00	"	95,000 00	"
Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	783,699 83	717,128 27	65,571 56	"	782,699 83	1,000
Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyages.	244,200 00	233,550 00	10,650 00	"	244,200 00	"
Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	109,996 09	91,731 09	18,265 00	"	109,996 09	"
Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	462,440 80	405,337 06	57,257 49	173 75	462,420 80	20
Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	121,974 40	82,583 06	39,277 54	"	121,860 60	113
Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	197,185 89	191,007 89	6,040 50	"	197,048 39	137
Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	28,317 30	25,874 73	2,442 57	"	28,317 30	"
Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	103,728 33	99,626 66	4,335 00	233 33	103,728 33	"
Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	11,619 40	7,315 73	4,303 67	"	11,619 40	"
Musées nationaux. (Personnel.)	614,139 85	605,526 21	8,480 30	141 66	613,864 85	275
Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	160,000 00	160,000 00	"	"	160,000 00	"
Musées nationaux. (Matériel.)	155,733 74	133,354 10	21,970 22	42 25	155,282 07	451
Musées départementaux et municipaux	14,991 45	9,510 00	5,481 45	"	14,991 45	"
Publications et souscriptions aux ouvrages d'art	64,989 56	44,952 32	25,038 64	6,011 40	63,979 56	1,010
Expositions à Paris et dans les départements	12,497 36	11,833 11	664 25	"	12,497 36	"
Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée	1,081,876 44	743,700 63	339,475 81	1,700 00	1,081,476 44	400
Musée de Cluny	59,075 00	50,577 03	8,387 57	"	58,964 60	110
Musée de sculpture comparée du Trocadéro	48,833 79	33,720 36	15,113 43	0	48,833 79	"
Location d'une salle pour l'Opéra-Comique	40,000 00	40,000 00	"	"	40,000 00	"
Personnel des bâtiments civils	102,776 93	99,935 60	2,068 00	"	102,003 60	773
Entretien des bâtiments civils	775,902 85	163,195 58	568,817 30	16,023f 80c	715,989 08	59,913
A reporter	9,040,648 78	7,253,719 90	1,746,428 71	24,507 89	8,975,640 72	65,008

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Personnel de l'Administration centrale des beaux-arts	314,999f 55c	"	313,025f 55c	400f 00c	312,625f 55c	2,374f 00c
Matériel de l'Administration centrale des beaux-arts.	51,000 00	"	30,477 83	"	30,477 83	20,522 17
Personnel des insp. et des serv. extér. des beaux-arts	113,799 83	"	105,324 83	"	105,324 83	8,475 00
Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	"	31,417 50	"	31,417 50	10,582 50
Frais divers des inspections et frais de mission	28,998 05	"	28,049 75	254 75	27,795 00	1,203 05
Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	"	12,900 00	"	12,900 00	"
Académie de France à Rome. (Matériel.)	141,840 00	"	131,338 56	"	131,338 56	10,501 44
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris — Personnel.	280,758 24	"	278,658 24	"	278,658 24	2,100 00
École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris — Matériel.	125,476 64	"	74,391 27	"	74,391 27	51,085 37
École nationale des arts décoratifs à Paris — Personnel.	114,571 35	"	114,237 35	150 00	114,087 35	484 00
École nationale des arts décoratifs à Paris — Matériel.	33,624 96	"	20,515 63	"	20,515 63	13,109 33
Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris.	15,000 00	"	11,250 00	"	11,250 00	3,750 00
Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	314,691 29	"	245,917 90	200 00	245,717 90	68,973 39
Écoles départementales et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	209,398 29	"	141,829 74	"	141,829 74	67,568 55
Création d'écoles départ. et munic. de dessin, des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	14,677 53	"	1,728 23	"	1,728 23	12,949 30
Conservatoire national de musique et de déclamation — Personnel.	193,199 98	"	188,640 00	"	188,640 00	4,559 98
Conservatoire national de musique et de déclamation — Matériel.	63,498 44	"	31,824 24	"	31,824 24	31,674 20
Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	197,435 77	"	136,053 79	"	136,053 79	61,381 98
Théâtres nationaux	1,470,999 75	"	1,345,649 45	"	1,345,649 45	125,350 30
Concerts pop. et soc. mus. dans les départements.	59,966 00	"	43,416 00	"	43,416 00	16,550 00
Palais du Trocadéro	12,999 56	"	11,645 80	"	11,645 80	1,353 76
Indemnités et secours. (Théâtres)	94,999 91	"	75,748 91	"	75,748 91	19,251 00
Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	869,332 55	"	726,255 25	"	726,255 25	143,077 30
Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyages	245,950 00	"	231,050 00	"	231,050 00	14,900 00
Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	109,899 16	"	89,963 33	"	89,963 33	19,935 83
Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	436,442 83	"	408,748 81	5,000 00	403,748 81	32,694 02
Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	116,998 50	"	100,078 45	15,000 00	85,078 45	31,920 05
École d'applicat. de la manufact. nat. de Sèvres	30,988 79	"	25,412 19	"	25,412 19	5,576 60
Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	197,195 00	"	188,599 83	484 99	188,114 84	9,080 16
Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	28,316 95	"	17,288 41	"	17,288 41	11,028 54
Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	103,726 48	"	102,936 37	366 66	102,569 71	1,156 77
Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	11,611 76	"	6,157 03	"	6,157 03	5,454 73
Musées nationaux. (Personnel.)	618,683 81	"	612,970 38	1,633 34	611,337 04	7,346 77
Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	160,000 00	"	160,000 00	"	160,000 00	"
Musées nationaux. (Matériel.)	172,403 62	"	153,106 11	47 70	153,058 41	19,345 21
Musées départementaux et municipaux	14,970 00	"	9,200 00	"	9,200 00	5,770 00
Publications et souscriptions aux ouvrages d'art	64,966 35	"	41,077 40	"	41,077 40	23,888 95
Expositions à Paris et dans les départements	12,478 93	"	10,117 45	"	10,117 45	2,361 48
Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulages pour les musées de Cluny et de sculpture comparée	1,150,455 78	"	714,021 43	2,100 00	711,921 43	438,534 35
Musée de Cluny	60,187 13	"	48,601 75	"	48,601 75	11,585 38
Musée de sculpture comparée du Trocadéro	48,888 65	"	35,438 26	"	35,438 26	13,450 39
Personnel des bâtiments civils	99,271 44	"	97,016 45	100 00	96,916 45	2,354 99
Entretien des bâtiments civils	778,800 00	"	126,105 86	3,978 80	122,127 06	656,672 94
A reporter	9,238,402 87	"	7,278,185 33	29,716 24	7,248,469 09	1,989,933 78

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS (Suite.).						
2e SECTION. — SERVICES DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
Report	9,040,648f 78c	7,253,719f 90c	1,746,428f 71c	24,507f 89	8,975,640f 72c	65,008f [illegible]
Grosses réparations des bâtiments civils	586,830 19	140,856 27	423,903 39	30,000 00	534,759 66	52,070 [illegible]
Personnel des palais nationaux	129,610 55	123,140 58	6,253 30	83 33	129,310 55	300 [illegible]
Entretien des palais nationaux	698,047 30	332,355 39	355,569 29	21,804 39	666,120 29	31,927 [illegible]
Grosses réparations des palais nationaux	295,375 83	50,654 30	229,850 37	"	280,504 67	14,871 [illegible]
Loyer du terrain du palais de l'Industrie	15,000 00	"	15,000 00	"	15,000 00	"
Service des eaux de Versailles et de Marly	469,112 39	297,068 67	169,031 14	4,172 29	461,927 52	7,184 [illegible]
Personnel des régies des palais nationaux	280,887 93	264,401 15	16,686 78	200 00	280,887 93	"
Matériel des régies des palais nationaux	257,315 05	164,075 40	91,500 42	1,183 17	254,992 65	2,322 [illegible]
Administration du garde-meuble	246,996 06	170,643 07	76,352 23	73 65	246,921 65	74 [illegible]
École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	482,435 33	306,741 09	175,694 24	"	482,435 33	"
Conservatoire des arts et métiers. — Continuation des grands travaux	62,133 12	1,800 00	58,229 88	"	60,029 88	2,103 [illegible]
Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration	141,376 80	27,919 61	47,728 65	"	75,648 26	65,728 [illegible]
Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	95,795 95	17,698 76	32,710 78	"	50,409 54	45,386 [illegible]
Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection	199,772 89	3,387 50	196,385 39	"	199,772 89	"
Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation	49,906 32	13,117 56	29,207 85	"	42,325 41	7,580 [illegible]
Reconstruction de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché	149,968 78	95,593 21	54,375 57	"	149,968 78	"
Arc de Triomphe de l'Étoile. — Travaux de restauration	52,969 02	3,233 12	49,735 90	"	52,969 02	"
Ecole vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire	58,092 03	"	58,092 03	"	58,092 03	"
Construction d'un laboratoire d'électricité et des salles d'étude à l'École nationale des mines de Saint-Étienne	2,619 72	30 00	2,589 72	"	2,619 72	"
Reconstruction de l'Opéra-Comique	1,751,852 74	460,523 38	840,865 34	"	1,301,388 72	450,464 [illegible]
Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement et d'isolement	85,001 33	5,947 45	18,944 84	"	24,892 29	60,109 [illegible]
Travaux d'agrandissement dans divers haras	185,479 58	109,756 03	75,723 55	"	185,479 58	"
Reconstruction de la Cour des comptes	5,552 97	3,037 35	2,036 48	"	5,073 83	479 [illegible]
Dégagement des musées de Cluny et de la Sorbonne	600,000 00	"	600,000 00	"	600,000 00	"
Réinstallation des services du double du Grand-Livre	140,513 99	119,791 25	19,800 67	"	139,591 92	922 [illegible]
Travaux de défense contre l'incendie au théâtre national de l'Opéra	57,924 14	1,008 98	23,115 16	"	24,124 14	33,800 [illegible]
Muséum d'histoire naturelle. — Achèvement des nouvelles galeries	28,277 83	4,257 00	16,851 94	"	21,108 94	7,168 [illegible]
Domaine de Versailles. — Curage de la pièce d'eau des Suisses	9,991 15	9,917 46	"	"	9,917 46	73 [illegible]
Réinstallation de l'Académie de médecine. — Travaux	675 00	675 00	"	"	675 00	"
Restauration des facades du Ministère de la Marine	1,408 66	"	"	"	"	1,408 [illegible]
Souscription au monument à élever à la mémoire de Puvis de Chavannes	10,000 00	10,000 00	10,000 00	"	10,000 00	"
	16,191,571 43	9,981,949 48	5,442,663 62	82,024 72	15,342,588 38	848,983 [illegible]
Dépenses des exercices clos	815,405 50	815,405 50	"	"	815,405 50	"
TOTAL	17,006,976 93	10,797,354 98	5,442,663 62	82,024 72	16,157,993 88	848,983 [illegible]
			5,360,638f 90c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Instruction publique	201,190,769 74	179,719,752 92	19,705,301 41	346,950 63	199,078,103 70	2,112,666 [illegible]
2e SECTION. — Beaux-arts	17,006,976 93	10,797,354 98	5,442 663 62	82,024 72	16,157,993 88	848,983 [illegible]
TOTAL	218,197,746 67	190,517,107 90	25,147,965 03	428,975 35	215,236,097 58	2,961,649 [illegible]
			24,718,989f 68c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Report	9,238,402f 87c	"	7,278,185f 33c	29,716f 24c	7,248,469f 09c	1,989,933f 78c
Grosses réparations des bâtiments civils	643,000 00	"	85,731 26	"	85,731 26	557,268 74
Personnel des palais nationaux	129,966 53	"	126,051 53	"	126,051 53	3,915 00
Entretien des palais nationaux	700,667 90	"	325,208 27	17,823 76	307,384 51	393,283 39
Grosses réparations des palais nationaux	340,000 00	"	12,907 33	"	12,907 33	327,092 67
Loyer du terrain du palais de l'Industrie	15,000 00	"	7,500 00	"	7,500 00	7,500 00
Service des eaux de Versailles et de Marly	467,923 47	"	284,095 25	141 66	283,953 59	183,969 88
Personnel des conservations des palais nationaux	280,871 14	"	264,048 07	358 33	263,689 74	17,181 40
Matériel des conservations des palais nationaux	258,429 02	"	174,991 44	810 06	174,181 38	84,247 64
Administration du garde-meuble	246,941 91	"	188,525 99	"	188,525 99	58,415 92
Ecole des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	203,907 33	"	30,197 58	"	30,197 58	173,709 75
Conservatoire des arts et mét. Continuat. des grands travaux	137,575 00	"	1,800 00	"	1,800 00	135,775 00
Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration	125,000 00	"	7,824 00	"	7,824 00	117,176 00
Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00
Palais du Louvre et des Tuileries. Travaux de réfection	250,000 00	"	60,233 46	"	60,233 46	189,766 54
Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation	68,000 00	"	31,133 05	"	31,133 05	36,866 95
Reconstruction de l'École nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché	350,000 00	"	155,363 30	"	155,363 30	194,636 70
École vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire	67,214 13	"	"	"	"	67,214 13
Construction d'un laboratoire d'électricité et des salles d'étude à l'École nationale des mines de Saint-Étienne	46,342 98	"	12,824 27	"	12,824 27	33,518 71
Bibliothèque nat. — Travaux d'agrandis. et d'isolement	287,450 06	"	137,458 20	"	137,458 20	149,991 86
Travaux d'agrandissement dans divers haras	139,941 37	"	43,465 86	"	43,465 86	96,475 51
Reconstruction de la Cour des Comptes	458,780 76	"	194,151 44	"	194,151 44	264,629 32
Installation du service de pathologie bovine à l'École vétérinaire de Toulouse et construction d'un bâtiment pour le service de la zootechnie	14,683 63	"	31 00	"	31 00	14,652 63
Restauration des façades du Ministère de la marine	61,100 00	"	10,100 00	"	10,100 00	51,000 00
École d'agriculture de Grignon. — Restauration des façades et agrandissement de l'amphithéâtre de zootechnie	24,970 28	"	"	"	"	24,970 28
Participation à l'Exposition universelle de 1900	471,170 18	"	134,861 05	"	134,861 05	336,309 13
Réinstallation de l'académie de médecine. Travaux	199,961 08	"	25,965 06	"	25,965 06	173,996 02
Travaux de défense contre l'incendie (Opéra)	5,410 80	"	"	"	"	5,410 80
Muséum d'histoire naturelle — Achèv. des nouv. galeries	16,500 00	"	"	"	"	16,500 00
Palais du Trocadéro. — Travaux de défense contre l'incendie dans la salle des fêtes	37,000 00	"	"	"	"	37,000 00
Subvention pour le monument à élever à la mémoire du général Garibaldi	5,000 00	"	"	"	"	5,000 00
Réinstallation des services du double du Grand-Livre à Saint-Cloud	4,200 00	"	"	"	"	4,200 00
Remboursement au département de la Seine de la quote-part de l'État dans les dépenses du Palais de justice de Paris (Convention du 13 avril 1896.)	1,686,512 10	"	"	"	"	1,686,512 10
	17,081,922 54	"	9,592,652 74	48,850 05	9,543,802 69	7,538,119 85
Dépenses des exercices clos	1,118,753 19	"	1,118,753 19	"	1,118,753 19	"
TOTAL	18,200,675 73	"	10,711,405 93	48,850 05		7,538,119 85
			10,662,555f 88c		10,662,555 88	

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'instruction publique	204,325,859 03	"	182,713,124 34	21,831 86	182,691,292 48	21,634,566 55
2e SECTION. — Service des beaux-arts	18,200,675 73	"	10,711,405 93	48,850 05	10,662,555 88	7,538,119 85
TOTAL	222,526,534 76	"	193,424,530 27	70,681 91	193,353,848 36	29,172,686 40
			193,353,848 36			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	584,863f 75c	580,188f 43c	4,425f 66c	"	584,614f 09c	249
Personnel du service de l'Administration centrale	72,393 72	66,121 74	6,017 00	"	72,138 74	254
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	88,222 63	65,412 84	23,009 79	200f 00c	88,222 63	"
Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	17,969 17	12,158 33	5,774 84	"	17,933 17	36
Impressions	33,480 48	22,652 80	10,827 68	"	33,480 48	"
Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	290,125 66	284,466 21	5,625 00	"	290,091 21	34
Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	179,993 30	131,967 32	48,315 88	312 40	179,970 80	22
Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel	590,665 07	580,315 35	10,199 72	"	590,515 07	150
Écoles nationales d'arts et métiers. — Matériel	703,508 25	546,590 59	157,399 58	1,013 22	702,976 95	531
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel	127,953 25	125,566 25	2,387 00	"	127,953 25	"
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Matériel	171,232 40	139,606 36	31,626 04	"	171,232 40	"
École nationale d'horlogerie de Cluses	75,786 51	63,869 78	11,916 73	"	75,786 51	"
Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement.	29,931 25	22,500 00	7,431 25	"	29,931 25	"
Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	50,000 00	37,200 00	12,800 00	"	50,000 00	"
Écoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel	501,409 31	456,151 96	54,549 01	9,316 66	501,384 31	25
Encouragements à l'enseignement industriel	348,176 30	269,091 41	81,403 64	2,350 00	348,145 05	31
Encouragements à l'enseignement commercial	189,951 76	129,264 05	62,022 61	1,374 90	189,911 76	40
Enseignement industriel et commercial. — Inspection, conseils et commissions	44,904 48	35,417 90	9,486 58	"	44,904 48	"
Comité consultatif des arts et manufactures	27,960 00	24,060 00	3,795 00	120 00	27,735 00	225
Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	40,869 11	22,380 11	18,489 00	"	40,869 11	"
Conseil supérieur du travail	11,484 19	10,299 79	1,184 40	"	11,484 19	"
Inspection du travail dans l'industrie	637,274 04	552,847 53	83,364 16	"	636,211 69	1,062
Personnel des poids et mesures	1,080,813 12	1,017,937 44	62,731 80	450 00	1,080,219 24	593
Matériel et dépenses diverses des poids et mesures	95,790 88	73,347 80	22,377 74	"	95,725 54	65
Dépenses de la Commission internationale du mètre et du Bureau international des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	10,881 68	9,638 75	1,242 93	"	10,881 68	"
Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	19,393 80	17,695 80	1,698 00	"	19,393 80	"
Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,554 81	4,135 68	2,419 13	"	6,554 81	"
Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale. — Bibliothèque publique de la propriété industrielle	24,095 55	7,972 24	12,657 41	"	20,629 65	3,465
Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale	54,397 45	15,633 85	1,478 29	"	17,112 14	37,285
Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle	3,675 00	"	3,675 00	"	3,675 00	"
Encouragements aux syndicats professionnels	14,735 15	10,100 10	4,628 05	"	14,728 15	7
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	112,800 00	34,050 00	78,750 00	"	112,800 00	"
A reporter	6,241,292 07	5,368,640 41	843,708 92	15,137 18	6,197,212 15	44,079

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	614,724f 23c	"	611,267f 17c	175f 00c	611,092f 17c	3,632f 06c
Personnel du service de l'Administration centrale	72,351 94	"	70,478 34	"	70,478 34	1,873 60
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	88,397 83	"	60,617 05	"	60,617 05	27,780 78
Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	17,727 79	"	12,061 44	"	12,061 44	5,666 35
Impressions	32,068 10	"	18,310 43	"	18,310 43	13,757 67
Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	302,539 84	"	302,594 01	54 17	302,539 84	"
Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	179,937 67	"	104,351 06	"	104,351 06	75,586 61
Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel	596,731 40	"	564,942 60	"	564,942 60	31,788 80
Écoles nationales d'arts et métiers. — Matériel	709,573 36	"	543,158 80	"	543,158 80	166,414 56
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel	128,000 00	"	114,296 69	"	114,296 69	13,703 31
École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Matériel	206,328 04	"	145,650 84	"	145,650 84	60,677 20
École nationale d'horlogerie de Cluses	70,670 00	"	61,235 34	"	61,235 34	9,434 66
Bourses aux élèves des écoles nationales d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement	30,000 00	"	22,293 00	"	22,293 75	7,706 25
Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	50,000 00	"	37,150 00	"	37,150 00	12,850 00
Écoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel	547,956 98	"	505,437 31	"	505,437 31	42,519 67
Encouragements à l'enseignement industriel	381,769 01	"	337,198 12	"	337,198 12	44,570 89
Encouragements à l'enseignement commercial	202,531 18	"	156,138 62	749 90	155,388 72	47,142 46
Enseignement industriel et commercial. — Inspection, conseils et commissions	44,825 60	"	39,248 39	"	39,248 39	5,577 21
Comité consultatif des arts et manufactures	26,770 83	"	23,115 00	165 00	22,950 00	3,820 83
Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	40,637 51	"	28,724 08	"	28,724 08	11,913 43
Conseil supérieur du travail	14,431 56	"	7,363 11	"	7,363 11	7,068 45
Inspection du travail dans l'industrie	637,175 05	"	562,188 93	"	562,188 93	74,986 12
Personnel des poids et mesures	1,074,980 66	"	1,021,861 29	"	1,021,861 29	53,119 37
Matériel et bureaux divers des poids et mesures, fabrication, entretien des poinçons et dépenses diverses	95,548 26	"	73,647 32	69 00	73,578 32	21,969 94
Dépenses de la Commission internationale du mètre et du Bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	10,162 40	"	8,977 40	"	8,977 40	1,185 00
Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	20,383 80	"	17,973 80	"	17,973 80	2,410 00
Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,389 99	"	4,208 73	"	4,208 73	2,181 26
Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale. — Bibliothèque publique de la propriété industrielle	29,935 12	"	25,873 27	"	25,833 27	4,101 85
Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale	153,908 64	"	16,700 36	"	16,700 36	137,208 28
Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle	3,625 00	"	"	"	"	3,625 00
Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	163,400 00	"	75,250 00	"	75,250 00	88,150 00
A reporter	6,553,481 79	"	5,572,273 25	1,213 07	5,571,060 18	982,421 61

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES SPÉCIAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)

1re SECTION. — COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	6,241,292f07c	5,368,640f41c	843,708f92c	15,137f 18c	6,197,212f15c	44,07[illegible]
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	15,000 00	13,374 58	1,625 42	"	15,000 00	[illegible]
Bonifications aux pensions de retraites	863,044 16	1,200,000 00	"	336,955 84	863,044 16	[illegible]
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	33,964 81	31,422 91	2,541 90	"	33,964 81	[illegible]
Rédaction du Moniteur officiel du commerce et impressions du commerce extérieur	37,744 10	18,478 11	19,265 99	"	37,744 10	[illegible]
Expertises, valeurs de douanes, etc	39,575 90	27,228 23	12,220 41	"	39,448 64	12[illegible]
Encouragements aux manufactures et au commerce. — Subventions. — Missions commerciales. — Office du commerce	179,050 34	84,581 13	93,969 21	"	178,550 34	50[illegible]
Part contributive de la France dans l'entretien du bureau internat^al institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonn^t au Bulletin international des douanes	6,833 00	6,833 00	"	"	6,833 00	[illegible]
Encouragements aux pêches maritimes	4,739,199 36	3,004,589 15	1,700,037 13	1,660 60	4,702,965 68	36,23[illegible]
Subventions à la marine marchande	17,098,123 63	10,867,141 59	5,811 055 74	59 94	16,678,137 39	419,98[illegible]
Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande	9,961 07	1,085 37	8,895 70	20 00	9 961 07	[illegible]
Primes à la filature de la soie	4,473,483 78	2,277,807 14	2,186,799 09	"	4,464,606 23	8,87[illegible]
Subventions à l'industrie des huiles de schiste	300,000 00	"	300,000 00	"	300,000 00	[illegible]
Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre-et-Miquelon et du Canada	5,212 00	4,352 00	860 00	"	5,212 00	[illegible]
Office du travail et statistique générale	94,970 60	61,274 15	33,675 15	"	94,949 30	[illegible]
Recensement quinquennal des professions	150,000 00	133,986 15	16,013 85	"	150,000 00	[illegible]
Exposition universelle de 1900	13,499,300 96	10,348,990 22	3,140,928 16	11,195 21	13,478,723 17	20,57[illegible]
Construction d'une infirmerie et de salles d'isolement à l'École nationale des arts et métiers d'Aix	50,000 00	3,976 06	46,023 94	"	50,000 00	[illegible]
Dép^ses des exercices périmés non frappées de déchéance.	6,000 00	6,000 00	"	"	6,000 00	[illegible]
Exposition inter^le de Bruxelles : Commissariat génér^l et installation générale de la section française	21,857 50	21,505 10	884 90	532 50	21,857 50	[illegible]
Exposition internationale de Bruxelles : Envoi de délégations ouvrières	542 27	542 27	"	"	542 27	[illegible]
Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 2 avril 1898 sur les primes à la filature de la soie.	8,919 92	5,027 45	3,892 47	"	8,919 92	[illegible]
	47,874,075 51	33,486,835 02	14,222,551 02	365,561 27	47,343,671 73	530,40[illegible]
Dépenses des exercices clos	601,500 09	601,500 09	"	153 04	601,500 09	[illegible]
TOTAL	48,475,575 60	34,088,335 11	14,222,551 02	365,714 31	47,945,171 82	530,40[illegible]
			13,856,836f 71c			

2e SECTION. — POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Traitement du personnel de l'Administration centrale	1,900,338f21c	1,696,977f44c	203,317f45c	1,217f 79c	1,899,077f10c	1,26[illegible]
Matériel de l'Administration centrale	264,851 94	197,427 43	81,984 88	15,841 28	263,571 03	1,28[illegible]
Dépenses des exer^ces périmés non frappées de déchéance	2,482 48	1,027 93	1,454 55	"	2,482 48	[illegible]
	2,167,672 63	1,895,432 80	286,756 38	17,059 07	2,165,130 61	2,54[illegible]
Dépenses des exercices clos	406,754 92	406,754 80	"	"	406,754 92	[illegible]
TOTAL	2,574,427 55	2,302,187 72	286,756 88	17,059 07	2,571,885 53	2,54[illegible]
			269,697f 81c			

1re SECTION. — Service du Commerce et de l'Industrie	48,475,575f60c	34,088,335f11c	14,222,551f02c	365,714f 31c	47,945,171f82c	530,40[illegible]
2e SECTION. — Service des Postes et des Télégraphes	2,574,427 55	2,302,187 72	286,756 88	17,059 07	2,571,885 53	2,54[illegible]
TOTAL	51,050,003 15	36,390,522 83	14,509,307 90	382,773 38	50,517,057 35	532,94[illegible]
			14,126,534f 52c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. (Suite.)						
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)						
Report	6,553,481f79	"	5,572,273f25c	1,213f07c	5,571,060f18c	982,421f61c
Caisse nat^ale des retr^ies pour la vieillesse, bonific^ions sur les pensions.	15,000 00	"	15,000 00	"	15,000 00	"
Bonifications aux pensions de retraites	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"	1,200,000 00	"
Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	61,227 98	"	47,300 66	291 66	47,009 00	14,218 98
Rédaction de la partie officielle du Moniteur officiel du commerce et impressions du commerce extérieur	41,554 68	"	24,551 47	"	24,551 47	17,003 21
Expertises, valeurs de douane	35,361 23	"	28,386 17	"	28,386 17	6,975 06
Subventions. — Missions commerciales. — Expositions	110,434 39	"	6,283 84	"	6,283 84	104,150 55
Office national du commerce intérieur	70,000 00	"	70,000 00	"	70,000 00	"
Part contrib^ve de la France dans l'entret^n du bureau internat^l institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au Bulletin international des douanes	6,833 00	"	"	"	"	6,833 00
Encouragements aux pêches maritimes	4,740,122 26	"	3,500,130 62	"	3,500,130 62	1,239,991 64
Subvention à la marine marchande. — Primes à la construction	7,358,000 00	"	4,932,664 67	"	4,932,664 67	2,425,335 33
Subvention à la marine marchande. — Primes à la navigation	13,825,000 00	"	8,136,276 59	"	8,136,276 59	5,688,723 41
Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande	9,725 81	"	2,201 08	"	2,201 08	7,524 73
Primes à la filature de la soie	4,054,996 94	"	1,997,298 78	"	1,997,298 78	2,057,698 16
Frais occasionnés par l'application de la loi du 2 avril 1898 sur les primes à la filature de la soie	32,882 87	"	25,830 13	1,535 00	24,295 13	8,587 74
Subvention à l'industrie des huiles de schiste	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00
Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada	4,370 00	"	3,507 90	"	3,507 00	863 00
Encouragements aux syndicats professionnels	14,970 76	"	10,661 92	"	10,661 92	4,308 84
Office du travail et Statistique générale	102,998 91	"	73,262 11	"	73,262 11	29,736 80
Recensement quinquennal des professions	149,997 30	"	137,062 95	"	137,062 95	12,934 35
Exposition universelle de 1900	40,695,169 14	"	30,918,028 31	508,325 01	30,409,703 30	10,285,465 84
Participation à l'Exposition universelle de 1900	51,996 52	"	1,524 55	"	1,524 55	50,471 97
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,161 90	"	"	"	"	2,161 90
Dépenses d'impressions relatives à l'Exposition universelle de 1900	10,486 56	"	"	"	"	10,486 56
Organisation de l'enseignement de l'électricité dans les écoles nationales d'arts et métiers	14,040 00	"	"	"	"	14,040 00
Indemnités ou pensions aux victimes d'accidents du travail survenus pendant le mois de juin 1899	73,282 64	"	"	"	"	73,282 64
	79,534,094 68	"	56,702,244 10	511,364 74	56,190,879 36	23,343,215 32
Dépenses des exercices clos	539,651 90	"	539,651 90	"	539,651 90	"
TOTAL	80,073,746 58	"	57,241,896 00	511,364 74	56,730,531 26	23,343,215 32
			56,730,531f 26c			
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Traitement du personnel de l'Administration centrale	1,945,300f00c	"	1,905,770f57c	"	1,905,770f57c	39,529f43
Matériel de l'Administration centrale	265,000 00	"	182,129 06	"	182,129 06	82,870 94
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,226 19	"	"	"	"	1,226 19
	2,211,526 19	"	2,087,899 63	"	2,087,899 63	123,626 56
Dépenses des exercices clos	557,610 24	"	557,610 24	"	557,610 24	"
TOTAL	2,769,136 43	"	2,645,509 87	"	2,645,509 87	123,626 56
			2,645,509f 87c			
TULATION.						
1re SECTION. — Service du Commerce et de l'Industrie	80,073,746f58c	"	57,241 896f00c	511,364f74c	56,730,531f26c	23,343,215f32c
2e SECTION. — Service des Postes et des Télégraphes	2,769,136 43	"	2,645,509 87	"	2,645,509 87	123,626 56
TOTAL	82,842,883 01	"	59,887,405 87	511,364 74	59,376,041 13	23,466,841 88
			59,376,041f 13c			

Suite des DÉPENS

Suite du *Développeme*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépe à la clôtu de l'exercice
Suite de la 3e PARTIE. — SERV						
MINIST						
1° DÉPENSES COMMUNES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	694,894f 15c	683,436f 65c	11,501f 04c	43f 54c	694,894f 15c	"
Matériel de l'Administration centrale	136,833 99	121,856 60	55,266 91	40,700 27	136,423 24	410
Frais d'impression, publication de documents et abonnements	100,245 62	48,203 88	48,340 64	1,467 50	95,077 02	5,168
Frais de dépêches télégraphiques	160,691 70	84,152 85	65,375 02	4,750 77	144,777 10	15,914
Service central des marchés	119,527 99	104,502 62	15,680 91	725 99	119,457 54	70
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	181,992 74	169,121 15	12,888 99	938 10	181,072 04	920
Inspection des colonies	299,501 85	209,364 27	90,303 81	166 23	299,501 85	"
Secours et subventions	43,158 66	28,659 46	14,929 20	480 00	43,108 66	50
Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins	649,032 73	308,918 07	340,114 66	"	649,032 73	"
2° DÉPENSES CIVILES.						
Personnel des services civils	460,771 45	242,094 69	216,685 09	"	458,779 78	1,991
Personnel de la justice	1,434,169 19	684,122 53	749,382 44	"	1,433,504 97	664
Personnel des cultes	583,920 94	229,942 56	353,361 03	173,75	583,129 84	791
Service des travaux publics	55,981 52	55,096 62	884 90	"	55,981 52	"
Matériel des services civils	17,011 12	408 63	16,602 49	"	17,011 12	"
Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	263,136 37	121,951 42	146,323 26	5,201 39	263,073 29	63
Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux. Service géographique	35,421 78	17,759 60	16,875 63	"	34,635 23	786
Participation à l'Exposition universelle de 1900	16,153 30	14,655 45	1,497 85	"	16,153 30	"
Missions dans les colonies	209,718 94	154,908 35	86,948 06	32,344 35	209,512 06	206
Bourses coloniales	23,909 05	26,250 85	1,402 75	3,874 55	23,779 05	130
Études coloniales	9,852 00	5,033 00	2,819 00	"	7,852 00	2,000
Émigration des travailleurs aux colonies	69,359 67	31,837 40	44,138 17	6,649 50	69,326 07	33
Quatrième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français	360,000 00	360,000 00	"	"	360,000 00	"
Subvention au budget local du Congo français	2,953,000 00	1,176,500 00	1,776,500 00	"	2,953,000 00	"
Subvention au budget local de Madagascar	1,800,000 00	1,800,000 00	"	"	1,800,000 00	"
Subvention au service local de certaines colonies	1,495,307 00	53,000 00	1,442,307 00	"	1,495,307 00	"
Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	2,598,500 00	2,508,500 00	"	"	2,508,500 00	"
Subvention au budget annexe du chemin de fer du Soudan français	768,000 00	1,013,000 00	*Addit. 245,00000*	"	768,000 00	"
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,177,645 95	1,171,962 62	5,683 33	"	1,777,645 95	"
A reporter	16,627,737 71	11,425,239 27	5,270,812 18	97,515 94	16,598,535 51	29,202

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1898. Payements.	Opérations de l'année 1898. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES COLONIES.						
1° DÉPENSES COMMUNES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	703,900f 00c	"	688,170f 76c	"	688,170f 76c	15,729f 24c
Matériel de l'Administration centrale	193,000 00	"	158,582 53	"	158,582 53	34,417 47
Frais d'impression, publication de documents et abonnements	107,500 00	"	54,274 73	"	54,274 73	53,225 27
Frais de dépêches télégraphique	177,000 00	"	97,437 28	"	97,437 28	79,562 72
Service central des marchés	110,000 00	"	95,178 36	"	95,178 36	14,821 64
Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	109,700 00	"	102,122 09	"	102,122 09	7,577 91
Inspection des colonies	304,000 00	"	269,565 99	"	269,565 99	34,434 01
Secours et subventions	44,500 00	"	34,649 61	"	34,649 61	9,850 39
Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins	637,613 34	"	312,367 43	"	312,367 43	325,245 91
2° DÉPENSES CIVILES.						
Personnel des services civils	407,750 00	"	211,420 24	"	211,420 24	196,329 76
Personnel de la justice	1,460,000 00	"	707,878 95	"	707,878 95	752,121 05
Personnel des cultes	606,750 00	"	244,546 68	"	244,546 68	362,203 32
Service des travaux publics	55,400 00	"	49,599 96	"	49,599 96	5,800 04
Entretien des phares de Saint-Pierre et Miquelon	27,100 00	"	18,368 20	"	18,368 20	8,731 80
Réfection de la maison d'habitation des gardiens du phare et du sifflet de brume de la Pointe-Plate de Langlade (îles Saint-Pierre et Miquelon)	16,000 00	"	"	"	"	16,00 00
Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	308,000 00	"	74,346 51	"	74,346 51	233,653 49
Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux. Service géographique	21,000 00	"	28,226 55	7,226f 55c	21,000 00	"
Participation à l'Exposition universelle de 1900	1,772,234 77	"	211,300 65	"	211,300 65	1,560,934 12
Missions dans les colonies	210,000 00	"	97,954 67	"	97,954 67	112,045 33
École coloniale	25,000 00	"	24,020 00	"	24,020 00	980 00
Études coloniales	10,000 00	"	9,777 95	1,400 00	8,377 95	1,622 05
Liquidation des dépenses résultant des travaux de réparation entrepris en 1896 dans l'immeuble affecté au séminaire colonial	7,319 00	"	"	"	"	7,319 00
Dépenses d'entretien de l'immeuble affecté au séminaire colonial	2,980 00	"	"	"	"	2,980 00
Émigration de travailleurs aux colonies	93,513 00	"	40,791 50	"	40,791 50	52,721 50
Cinquième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français	360,000 00	"	360,000 00	"	360,000 00	"
Subvention au budget local du Congo français	2,434,000 00	"	501,200 00	1,200 00	500,000 00	1,934,000 00
Subvention au budget local de Madagascar	1,800,000 00	"	1,800,000 00	"	1,800,000 00	"
Subvention au service local de certaines colonies	578,000 00	"	13,000 00	"	13,000 00	565,000 00
Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	2,508,500 00	"	2,508,500 00	"	2,508,500 00	"
Subvention au budget annexe du chemin de fer du Soudan français	668,047 60	"	668,047 60	"	668,047 60	"
Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,031,278 06	"	1,002,406 80	"	1,002,406 80	28,871 26
A reporter	16,790,085 77	"	10,383,735 04	9,826 55	10,373,908 49	6,416,177 28

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES COLONIES. (Suite.)						
Report	16,627,737f71c	11,425,239f27c	5,270,812f18c	97,515f94c	16,598,535f51c	29,20[illegible]
3e DÉPENSES MILITAIRES.						
Troupes aux colonies et comité technique	5,799,982 18	2,821,837 97	3,082,064 70	104,034 94	5,799,867 73	11[illegible]
Gendarmerie coloniale	1,632,118 19	770,391 44	896,898 76	35,172 01	1,632,118 19	"
Commissariat colonial	806,528 83	477,538 95	329,602 31	737 43	806,403 83	12[illegible]
Inscription maritime	57,840 52	25,797 25	32,043 27	"	57,840 52	"
Comptables coloniaux	322,278 81	163,412 13	159,574 84	858 16	322,128 81	15[illegible]
Service de santé. (Personnel)	950,026 64	547,466 98	407,037 83	4,478 17	950,026 64	"
Service de santé. (Matériel.)	1,529,319 18	843,406 22	737,090 31	69,915 32	1,510,581 21	18,73[illegible]
Vivres et fourrages	3,655,794 79	2,407,649 64	1,320,023 52	83,638 91	3,644,034 25	11,76[illegible]
Frais de voyages par terre et par mer et dépenses accessoires	1,552,028 71	719,681 27	841,275 15	12,538 78	1,548,417 64	3,61[illegible]
Matériel de casernement, de campement et de couchage	367,613 12	216,389 74	157,849 75	9,919 56	364,319 93	3,29[illegible]
Matériel des services militaires	1,385,864 40	635,629 73	825,462 31	78,278 29	1,382,813 75	3,05[illegible]
Défense des colonies	2,945,355 91	1,671,031 77	1,281,081 72	6,937 58	2,945,175 91	18[illegible]
Frais d'occupation du Soudan français	8,167,965 31	5,296,425 09	2,980,816 18	119,063 72	8,158,177 55	9,78[illegible]
Route de Konakry au Niger	100,000 00	95,155 00	4,845 00	"	100,000 00	"
Dépenses des services militaires et maritimes en Annam et au Tonkin	22,599,329 18	11,134,960 76	11,598,527 28	316,923 47	22,416,564 57	182,76[illegible]
Dépenses militaires à Madagascar	23,472,788 43	12,288,569 99	11,864,996 85	893,980 64	23,259,586 20	213,20[illegible]
4e SERVICE PÉNITENTIAIRE.						
Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,633,383 10	1,172,570 46	1,457,637 81	1,513 54	2,628,694 73	4,68[illegible]
Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	4,106,753 41	2,562,874 81	1,557,513 10	73,410 63	4,046,977 28	59,77[illegible]
Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,070,656 71	642,578 14	429,635 11	1,704 42	1,070,508 83	14[illegible]
Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,422,787 35	608,131 91	813,028 92	"	1,421,160 83	1,62[illegible]
Remboursement au budget local de la Nouvelle-Calédonie des frais de transports effectués pour le compte de l'État	453,014 57	453,014 57	"	"	453,014 57	"
Part contributive de la métropole dans les dépenses de la mission technique chargée de l'étude des voies de communication entre le Tonkin et la Chine	125,000 00	125,000 00	"	"	125,000 00	"
Payement à la Cie des Chargeurs-Réunis d'une subvention allouée par décision du Conseil d'État, en date du 16 décembre 1898	102,844 37	"	102,844 37	"	102,844 37	"
5e DÉPENSES DES EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	8,818 70	8,185 50	633 20	"	3,818 70	"
	101,895,830 12	57,112,938 59	46,151,294 47	1,910,621 51	101,353,611 55	542,21[illegible]
Dépenses des exercices clos	10,157,899 15	10,157,899 15	95,955 99	95,955 99	10,157,899 15	"
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1898	25,286 92	"	25,286 92	"	25,286 92	"
TOTAL	112,079,016 19	67,270,837 74	46,272,537 38	2,006,577 50	111,536,797 62	542,21[illegible]
			44,265,959f 88c			

(Les développements par article, seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES COLONIES. (Suite.)						
Report	16,790,085f 77c	"	10,383,735f04c	9,826f 55c	10,373,908f 49c	6,416,177f28c
3e DÉPENSES MILITAIRES.						
Route de Konakry au Niger	100,000 00	"	100,000 00	"	100,000 00	"
Troupes aux colonies et comité technique	6,595,936 00	"	3,315,952 27	39,737 27	3,276,215 00	3,319,721 00
Gendarmerie coloniale	1,770,000 00	"	805,114 82	92 12	805,022 70	964,977 30
Commissariat colonial	762,600 00	"	440,594 82	"	440,594 82	322,005 18
Inscription maritime	60,000 00	"	25,454 91	"	25,454 91	34,545 09
Comptables coloniaux	277,840 00	"	155,177 63	"	155,177 63	122,662 37
Service de santé. (Personnel.)	918,300 00	"	456,050 25	"	456,050 25	462,249 75
Service de santé. (Matériel.)	1,478,300 00	"	763,965 96	57,395 65	706,570 31	771,729 69
Vivres et fourrages	3,583,812 00	"	1,845,123 26	59,348 81	1,785,774 45	1,798,037 55
Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	1,279,700 00	"	502,810 97	656 91	502,154 06	777,545 94
Matériel de casernement, de campement et de couchage	514,500 00	"	134,326 15	1,170 00	133,156 15	381,343 85
Matériel des services militaires	2,304,000 00	"	1,176,621 19	"	1,176,621 19	1,127,378 81
Défense des colonies	6,610,929 00	"	811,689 65	75 30	811,614 35	5,799,314 65
Dépenses militaires du Soudan français	10,545,000 00	"	6,168,069 36	"	6,168,069 36	4,376,930 64
Dépenses militaires de l'Indo-Chine	23,444,000 00	"	12,012,726 73	438,905 25	11,573,821 48	11,870,178 52
Dépenses militaires à Madagascar	25,814,445 00	"	12,492,759 28	277,452 54	12,215,306 74	13,599,138 26
4e SERVICE PÉNITENTIAIRE.						
Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,870,300 00	"	1,229,822 49	"	1,229,822 49	1,640,477 51
Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	3,711,100 00	"	2,381,499 73	"	2,381,499 73	1,329,600 27
Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,185,000 00	"	519,252 01	"	519,252 01	665,747 99
Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,402,527 65	"	517,681 11	"	517,681 11	884,846 54
Secours aux victimes du cyclone de la Guadeloupe	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00
Payement à la Compagnie des Chargeurs-Réunis d'intérêts moratoires	986 30	"	"	"	"	986 30
5e DÉPENSES DES EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	54,082 54	"	"	"	"	54,082 54
	112,373,444 26	"	56,238,427 63	884,660 40	55,353,767 23	57,019,677 03
Dépenses des exercices clos	490,277 24	"	490,277 24	"	490,377 24	"
Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1899	"	"	"	"	"	"
TOTAL	112,863,721 50	"	56,728,704 87	884,660 40	55,844,044 47	57,019,677 03
			55,844,044f 47c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* [France.]

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	780,377f 01c	776,677f 01c	4,020f 00c	320f 00c	780,377f 01c	"
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	99,960 66	93,517 27	6,499 69	56 30	99,960 66	"
Impressions, souscriptions aux publications, etc	206,035 48	186,745 20	19,219 68	"	205,964 88	70
Mérite agricole et médailles agricoles	16,991 73	13,033 35	3,958 38	"	16,991 73	"
Inspection de l'agriculture	83,499 60	83,499 60	"	"	83,499 60	"
Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	1,248,734 13	1,173,550 15	75,173 26	"	1,248,723 41	10
Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	662,987 57	526,146 43	137,554 43	1,323 43	662,377 43	610
Subventions à diverses institutions agricoles	1,907,548 24	1,590,314 04	307,272 69	300 00	1,897,286 73	10,261
Encouragements à l'agriculture et au drainage. — Délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses	2,031,933 29	1,893,997 65	137,622 39	2,114 95	2,029,505 09	2,428
Primes à la sériciculture	4,189,676 65	2,013,720 49	2,175,781 76	0 50	4,189,501 75	174
Primes à la culture du lin et du chanvre	2,480,686 82	41,503 11	2,438,614 15	213 29	2,479,903 97	783
Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France	574,654 16	332,808 02	232,764 55	6,331 05	559,241 52	15,413
Vérification des beurres et des engrais. (Lois des 14 mars 1887 et 4 février 1888.)	10,365 90	5,351 15	4,783 85	"	10,135 00	230
Frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	44,438 45	"	44,438 45	"	44,438 45	"
Personnel des écoles vétérinaires	472,885 43	450,787 36	21,948 07	"	472,735 43	150
Matériel des écoles vétérinaires	494,389 74	404,444 61	89,945 13	"	494,389 74	"
Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires	82,894 22	65,851 65	17,042 57	"	82,894 22	"
Service des épizooties	360,200 16	229,017 70	107,686 84	258 75	336,445 79	23,754
Consommations en nature. (Établissements agricoles.)	199,196 59	"	199,196 59	"	199,196 59	"
Indemnités pour abatage d'animaux	85,986 68	35,014 50	42,721 56	"	77,736 06	8,250
Traitements du personnel des haras	342,482 82	318,282 84	24,199 98	"	342,482 82	"
Frais de tournées du personnel des haras	144,970 63	124,370 15	20,600 48	"	144,970 63	"
Gages des sous-agents des haras	1,150,657 95	1,099,127 95	51,630 00	100 00	1,150,657 95	"
Secours, indemnités de monte, gratifications de monte, soins, etc	90,014 95	53,561 97	36,452 98	"	90,014 95	"
A reporter	17,761,568 86	11,511,322 20	6,199,127 48	11,018 27	17,699,431 41	62,137

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	795,078f 72c	"	793,264f 56c	"	793,264f 56c	1,814f 16c
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	99,987 81	"	87,445 94	"	87,445 94	12,541 87
Impressions, souscriptions aux publications, etc	201,951 08	"	192,395 68	"	192,395 68	9,555 40
Mérite agricole et médailles agricoles	16,823 08	"	14,501 18	"	14,501 18	2,321 90
Inspection de l'agriculture	85,499 60	"	83,499 60	"	83,499 60	2,000 00
Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	1,261,537 43	"	1,176,991 95	149f 44c	1,176,842 51	84,694 92
Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	654,487 85	"	547,719 92	950 01	546,769 91	107,717 94
Subventions à diverses institutions agricoles	1,867,021 64	"	1,536,924 26	812 50	1,536,111 76	330,909 88
Encouragements à l'agriculture et au drainage. — Délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses	2,091,157 98	"	1,945,218 08	21,816 50	1,923,401 58	167,756 40
Participation de la France aux expositions internationales d'horticulture et d'agriculture de Saint-Pétersbourg	36,898 30	"	"	"	"	36,898 30
Primes à la sériciculture	4,196,400 15	"	2,159,641 90	"	2,159 641 90	2,036,758 25
Primes à la culture du lin et du chanvre	2,487,324 48	"	61,358 61	"	61,358 61	2,425,965 87
Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France	512,872 57	"	328,603 41	"	328,603 41	184,269 16
Vérification des beurres et des engrais. (Lois des 14 mars 1887 et 4 février 1888.)	28,159 31	"	26,769 31	"	26,769 31	1,390 00
Surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	78,807 39	"	65,516 48	"	65,516 48	13,290 91
Personnel des écoles vétérinaires	496,529 66	"	463,326 50	"	463,326 50	33,203 16
Matériel des écoles vétérinaires	522,658 83	"	426,820 40	"	426,820 40	95,838 43
Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires	91,175 36	"	66,499 54	"	66,499 54	24,675 82
Service des épizooties	250,423 98	"	213,183 82	"	213,183 82	37,240 16
Consommations en nature. (Établissements agricoles.)	"	"	"	"	"	"
Indemnités pour abatage d'animaux et saisies de viande provenant d'animaux atteints de la tuberculose	446,196 77	"	185,719 24	"	185,719 24	260,477 53
Traitement du personnel des haras	341,236 98	"	320,853 68	"	320,853 68	20,383 30
Frais de tournées du personnel des haras	145,935 25	"	124,576 04	12 00	124,564 04	21,371 21
Gages des sous-agents des haras	1,171,413 75	"	1,121,313 10	"	1,121,313 95	50,100 65
Secours, indemnités de monte, gratifications de monte. — Soins, etc	95,328 55	"	55,259 10	"	55,259 10	40,069 45
A reporter	17,974,906 52	"	11,997,402 30	23,740 45	11,973,661 85	6,001,244 67

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. (Suite.)

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Report	17,761,568f 86c	11,511,322f 20c	6,199,127f 48	11,018f 27c	17,699,431f 41c	62,137
Habillement des sous-agents des haras	130,290 00	118,138 75	12,151 25	"	130,290 00	"
Frais de bureau, bâtiments, réparations, etc.	210,359 73	176,925 33	33,434 40	"	210,359 73	"
Frais de conduite, frais de monte, salaires	292,859 50	231,162 41	61,634 94	"	292,797 35	62
Ferrure, soins aux chevaux, etc.	198,865 11	138,706 29	60,633 82	475 00	198,865 11	"
Nourriture des animaux	1,962,023 90	1,791,483 93	170,539 97	"	1,962,023 90	"
Consommation en nature dans les établissements des haras	56,350 29	"	56,350 29	"	56,350 29	"
Remonte des haras	2,828,607 50	1,040,876 60	1,787,950 00	219 10	2,828,607 50	"
Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,282,382 96	1,515,805 41	771,153 55	6,890 00	2,280,068 96	2,314
Personnel de l'hydraulique agricole	371,895 31	326,834 78	45,060 53	"	371,895 31	"
Police et surveillance de l'aménagement des eaux	227,396 89	178,672 96	50,776 76	2,130 45	227,319 27	77
Etudes et travaux exécutés par l'État	911,274 12	605,536 90	305,209 17	"	910,746 07	528
Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	529,199 16	500,509 84	28,689 32	"	529,199 16	"
Garantie d'intérêts aux compagnies ou syndicats concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	1,086,000 00	831,047 30	254,952 70	"	1,086,000 00	"
Contrôle et surveillance des compagnies ou syndicats, etc.	17,000 00	11,192 50	5,807 50	"	17,000 00	"
Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	29,577 03	" 27,150 03	" 2,427 00	" "	" 29,577 03	"
Secours aux agriculteurs pour pertes matérielles et événements malheureux, et subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle et la mortalité du bétail	2,290,658 30	1,145,302 20	1,128,377 30	1,127 15	2,272,552 35	18,106
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	422 00	422 00	"	"	422 00	"
	31,186,730 66	20,151,089 43	10,974,275 98	21,859 97	31,103,505 44	83,225
Dépenses des exercices clos	240,481 79	240,481 79	"	"	240,481 79	"
TOTAL	31,427,212 45	20,391,571 22	10,974,275 98	21,859 97	31,343,987 23	83,225
			10,952,416f 01c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Report	17,974,906f 52c	"	11,997,402f 30c	23,740f 45c	11,973,661f 85c	6,001,244f 67c
Habillement des sous-agents des haras	134,056 95	"	117,466 95	"	117,466 95	16,590 00
Frais de bureau, bâtiments, réparations, etc.	213,405 28	"	170,093 09	"	170,093 09	43,312 19
Frais de conduite, frais de monte, salaires	293,160 86	"	247,492 13	"	247,492 13	45,668 73
Ferrure, soins aux chevaux, etc.	207,615 84	"	142,964 87	"	142,964 87	64,650 97
Nourriture des animaux	1,998,169 21	"	1,803,314 12	"	1,803,314 12	194,855 09
Consommation en nature (établissements des haras)	"	"	"	"	"	"
Remonte des haras	2,853,692 65	"	1,140,737 30	3,967 05	1,136,770 25	1,716,922 40
Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,367,717 50	"	1,546,832 65	2,075 00	1,544,757 65	822,959 85
Personnel de l'hydraulique agricole	354,046 54	"	302,970 48	"	302,970 48	51,076 06
Police et surveillance de l'aménagement des eaux	258,059 27	"	177,325 22	"	177,325 22	80,734 05
Études et travaux d'hydraulique agricole à la charge de l'État	842,786 73	"	529,276 07	"	529,276 07	313,510 66
Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	530,391 42	"	508,024 56	"	508,024 56	22,366 86
Garanties d'intérêts aux compagnies ou syndicats concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	1,100,000 00	"	669,733 80	"	669,733 80	430,266 20
Surveillance des compagnies ou syndicats concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	17,000 00	"	11,438 80	"	11,438 80	5,561 20
Assainissement des marais communaux	"	"	"	"	"	"
Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	23,189 92	"	20,900 92	"	20,900 92	2,289 00
Secours aux agriculteurs pour pertes matérielles et événements malheureux, et subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle et la mortalité du bétail	2,495,827 39	"	1,393,046 02	343 50	1,392,702 52	1,103,124 87
Participation à l'Exposition universelle de 1900	306,731 74	"	92,428 73	"	92,428 73	214,303 01
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	7,178 86	"	"	"	"	7,178 86
	31,977,936 68	"	20,871,448 01	30,126 00	20,841,322 01	11,136,614 67
Dépenses des exercices clos	170,618 25	"	170,628 25	10 00	170,618 25	"
TOTAL	32,148,554 93	"	21,042,076 26	30,136 00	21,011,940 26	11,136,614 67
			21,011,940f 26c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.						
1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,234,827f 95c	1,219,883f 98c	15,143f 97c	200f 00c	1,234,827f 95c	»
Frais de voyage et de mission	7,612 24	4,551 49	3,060 75	»	7,612 24	»
Personnel du corps des ponts et chaussées	3,871,882 98	3,770,880 03	100,919 62	»	3,871,799 65	83
Enseignement et École des ponts et chaussées	226,031 89	221,221 16	4,556 57	»	225,777 73	254
Personnel des sous-ingénieurs des ponts et chaussées	256,030 14	242,555 13	13,125 01	»	255,680 14	350
Personnel des conducteurs des ponts et chaussées faisant fonctions d'ingénieurs	103,412 15	97,933 51	5,478 64	»	103,412 15	»
Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	7,877,046 48	7,266,718 42	609,098 07	336 67	7,875,479 82	1,566
Personnel du corps des mines	692,491 05	672,809 55	19,785 67	104 17	692,491 05	»
Enseignement et École des mines	252,219 97	243,148 83	9,071 14	»	252 219 97	»
Personnel des contrôleurs des mines	464,733 80	435,919 59	28,814 21	»	464,733 80	»
Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,750,273 96	3,654,941 29	95,500 14	418 94	3,750,022 49	251
Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	327,111 15	299,679 59	27,519 51	156 00	327,043 10	68
Personnel des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	2,284,036 95	2,032,953 92	249 511 33	»	2,282,465 25	1,571
Indemnités aux inspecteurs et gardes-port du bassin de la Seine, sortis de fonctions	»	»	»	»	»	»
Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	492,215 02	440,248 59	51,668 98	4 80	491,912 77	302
Personnel des agents préposés à la surveillance de la pêche fluviale	52,291 17	47,286 65	4,968 42	»	52,255 07	36
Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer	247,278 86	237,737 14	9,541 72	»	247,278 86	»
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	851,022 74	781,095 88	69,580 47	»	850,676 35	346
Personnel de contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail	273,295 86	260,565 84	12,730 02	»	273,295 86	»
Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du travail	52,858 99	45,044 00	7,814 99	»	52,858 99	»
Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au Congrès international des chemins de fer	422,755 58	345,236 17	78,070 88	1,188 34	422,118 71	636
A reporter	23,739,428 93	22,320,410 76	1,415,960 11	2,408 92	23,733,961 95	5,466

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses au 1er janvier 1900.
1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.						
Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,400,743f 09c	»	1,378,957f 19c	683f 33c	1,378,273f 86c	22,469f 23c
Frais de voyage et de mission	4,623 65	»	4,623 65	»	4,623 65	»
Personnel du corps des ponts et chaussées	4,021,306 19	»	3,911,152 03	232 79	3,910,919 24	110,386 95
Enseignement et École des ponts et chaussées	230,121 05	»	226,573 06	455 15	226,117 91	4,003 14
Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	7,754,659 97	»	7,329,548 61	241 45	7 329,307 16	425,352 81
Personnel du corps des mines	658,546 30	»	640,346 48	625 00	639,721 48	18,824 82
Enseignement et École des mines	252,306 82	»	243,050 40	316 67	242,733 73	9,573 09
Personnel des contrôleurs des mines	469,424 72	»	435,331 95	1,105 50	434,226 45	35,198 27
Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,796,272 23	»	3,676,299 00	387 33	3,675,911 67	120,360 56
Salaires des agents temporaires ou auxiliaires	819,792 25	»	783,569 43	0 01	783,569 42	36,222 83
Frais généraux du service des ponts et chaussées	1,833,744 26	»	1,543,070 44	104 10	1,542,966 34	290,777 92
Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	354,391 00	»	324,957 16	»	324,957 16	29,433 84
Personnel des gardes-pêche, des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	2,443,474 68	»	2,186,782 22	19 20	2,186,763 02	256,711 66
Frais généraux du service de surveillance de la pêche sur les canaux et les cours d'eau navigables canalisés	10,873 58	»	8,992 79	»	8,992 79	1,880 79
Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	500,302 18	»	451,344 52	»	451,344 52	48,957 66
Indemnités aux gardes-ports sortis de fonctions	1,748 37	»	1,206 72	»	1,206 72	541 65
Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs de l'exploitation commerciale des chemins de fer	228,649 68	»	220,361 96	»	220,361 96	8,287 72
Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	913,553 69	»	834,776 43	»	834,776 43	78,777 26
Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail	296,320 29	»	279,593 94	28 75	279,565 19	16,755 10
Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du travail	53,606 86	»	45,845 89	»	45,845 89	7,760 97
Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au Congrès international des chemins de fer	332,718 62	»	247,590 74	»	247,590 74	85,127 88
A reporter	26,377,179 48	»	24,773,974 61	4,199 28	24,769,775 33	1,607,404 15

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)						
Report	23,739,428f 93c	22,320,410f 76c	1,415,960f 11c	2,408f 92c	23,733,961f 95c	5,466
Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur	292,575 35	244,721 95	47,867 75	275 00	292,314 70	260
Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	185,295 38	158,569 53	26,666 35	"	185,235 88	59
Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux	62,958 82	45,821 69	14,913 13	"	60,734 82	2,224
Secours	502,840 00	494,185 00	8,655 00	"	502,840 00	"
Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'État	498,252 60	465,567 86	35,165 47	2,507 73	498,225 60	27
Médailles aux cantonniers comptant plus de 30 ans de services ou s'étant distingués d'une manière exceptionnelle	2,998 75	2,720 00	278 75	"	2,998 75	"
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale, des conseils généraux, des ponts et chaussées et des mines, de comités et commissions, des écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles	197,123 09	104,067 03	100,306 12	7,276 90	197,096 25	26
Matériel et dépenses diverses des Écoles des ponts et chaussées et des mines	168,306 63	96,177 31	69,651 97	16 00	165,813 28	2,493
Publications de l'Administration des Travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistique et publications diverses. — Abonnements. — Achats d'ouvrages et de cartes	187,023 09	49,442 06	138,454 78	1,293 75	186,603 09	420
Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.	28,584,936 06	24,050,512 95	4,524,898 75	7,025 76	28,568,385 94	16,550
Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	2,250,000 00	750,000 00	"	3,000,000 00	"
Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	5,930,330 61	4,678,600 29	1,231,272 91	"	5,909,873 20	20,457
Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,095,478 27	4,931,650 73	1,161,037 69	8,966 56	6,083,721 86	11,756
Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	7,067,388 95	5,851,409 96	1,226,672 09	14,152 23	7,063,929 82	3,459
Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,804,786 02	1,433,531 24	404,281 64	33,590 99	1,804,221 89	564
Matériel des mines	31,250 94	11,874 71	19,087 98	"	30,962 69	288
Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer	18,094 90	"	18,094 90	"	18,094 90	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	304,000 82	299,776 72	4,224 10	"	304,000 82	"
	78,673,069 21	67,489,039 79	11,197,489 49	77,513 84	78,609,015 44	64,053
Dépenses des exercices clos	665,198 35	665,198 35	"	"	665,198 35	"
TOTAL de la 1re section	79,338,267 56	68,154,238 14	11,197,489 49	77,513 84	79,274,213 79	64,053
			11,119,975f 65c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Report	26,377,179f 48c	"	24,773,974f 61c	4,199f 28c	24,769,775f 33c	1,607,404f 15c
Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur	284,111 02	"	246,950 60	161 81	246,788 79	37,322 23
Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	189,922 74	"	161,151 81	"	161,151 81	28,770 93
Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux	33,106 20	"	16,240 70	"	16,240 70	16,865 50
Secours	503,495 00	"	481,900 00	"	481,900 00	21,595 00
Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'État	499,991 16	"	428,662 15	3,199 66	425,462 49	74,528 67
Médailles aux cantonniers et agents inférieurs de l'Administration des Travaux publics	2,978 75	"	"	"	"	2,978 75
Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale, des conseils généraux, des ponts et chaussées et des mines, de comités et commissions	196,869 95	"	151,130 11	28,189 20	122,940 91	73,929 04
Matériel et dépenses diverses des Écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles	170,915 87	"	101,033 41	"	101,033 41	69,882 46
Publications de l'Administration des Travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistique et publications diverses. — Abonnements, achats d'ouvrages et de cartes. — Impressions	161,834 92	"	36,470 06	"	36,470 06	125,364 86
Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires.	28,030,197 26	"	22,579,672 89	3,081 90	22,576,590 99	5,453,606 27
Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	"	2,250,000 00	"	2,250,000 00	750,000 00
Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	5,736,637 46	"	4,312,175 25	5,028 54	4,307,146 71	1,429,490 75
Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,199,901 97	"	4,937,847 43	1,113 50	4,936,733 93	1,263,168 04
Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	7,349,723 88	"	5,911,148 25	8,583 37	5,902,564 88	1,447,159 00
Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,726,974 15	"	1,423,662 97	803 60	1,422,859 37	304,114 78
Matériel des mines	28,746 98	"	12,748 71	"	12,748 71	15,998 27
Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer	18,138 30	"	"	"	"	18,138 30
Participation à l'Exposition universelle de 1900	99,886 33	"	23,866 35	"	23,866 35	76,019 98
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	43,890 03	"	"	"	"	43,890 03
	80,654,501 45	"	67,848,635 30	54,360 86	67,794,274 44	12,860,227 01
Dépenses des exercices clos	3,401,322 50	"	3,401,322 50	"	3,401,322 50	"
TOTAL de la 1re section	84,055,823 95	"	71,249,957 80	54,360 86	71,195,596 94	12,860,227 01
			71,195,596f 94c			

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.						
§ 1er. — *Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.*						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France	5,095,441f 04c	4,825,617f 04c	269,824f 00c	"	5,095,441f 04c	"
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	7,600,000 00	5,213,330 01	2,386,669 99	"	7,600,000 00	"
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	37,000,000 00	27,300,389 92	9,744,610 08	45,000f 00c	37,000,000 00	"
Annuités à la compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.)	2,000,000 00	2,000,000 00	"	"	2,000,000 00	"
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée	644,399 72	640,676 47	8,252 61	4,529 36	644,399 72	"
Subventions pour chemins de fer d'intérêt local	19,899 75	19,899 75	"	"	19,899 75	"
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	23,314,764 31	17,276,525 84	6,038,238 47	"	23,314,764 31	"
Garanties d'intérêts aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local	3,270,000 00	2,596,682 94	673,317 06	"	3,270,000 00	"
Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	1,100,000 00	772,008 90	327,991 10	"	1,100,000 00	"
Garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer tunisiens	2,200,000 00	1,981,625 07	218,374 93	"	2,200,000 00	"
§ 2. — *Travaux.*						
Lacunes et rectifications des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	614,524 92	481,865 36	132,656 56	"	614,521 92	3
Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	422,028 64	349,988 12	68,490 32	"	418,478 44	3,550
Routes nationales. — Réparations et travaux neufs	1,739,334 62	1,191,869 41	558,426 42	13,116 57	1,737,179 26	2,155
Constructions des routes forestières de la Corse	99,368 63	75,281 16	24,087 47	"	99,368 63	"
Construction de ponts	638,437 46	288,148 60	350,256 86	"	638,405 46	32
Participation du Ministère des Travaux publics à la dépense de construction du pont Alexandre III	200,000 00	200,000 00	"	"	200,000 00	"
Amélioration des rivières	5,731,006 82	4,025,515 14	1,669,793 45	168 08	5,695,140 51	35,866
Établissement et amélioration des canaux de navigation	7,019,592 30	4,802,818 39	2,211,357 77	0 08	7,014,176 08	5,416
Travaux de défense contre les inondations	202,568 03	135,782 14	65,955 50	"	201,737 64	830
A reporter	98,911,366 24	74,178,024 26	24,748,302 59	62,814 09	98,863,512 76	47,853

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1900. Payements.	Opérations de l'année 1900. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
§ 1er. — *Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.*						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France	4,492,578f 27c	"	4,211,080f 45c	"	4,211,080f 45	281,497 82c
Rachat du canal du Midi	"	"	"	"	"	"
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	7,359,443 03	"	4,724,161 02	"	4,724,161 02	2,635,282 01
Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	30,000,000 00	"	28,059,046 04	"	28,059,046 04	1,940,953 96
Annuités à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.)	2,200,000 00	"	2,000,000 00	"	2,000,000 00	200,000 00
Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée	569,317 99	"	552,361 81	"	552,361 81	16,956 18
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français	19,890,762 64	"	18,787,732 53	"	18,787,732 53	1,103,030 11
Subventions annuelles aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local, de tramways et automobiles	4,083,906 20	"	3,273,874 50	"	3,273,874 50	810,031 70
Garanties d'intérêts aux compagnies des chemins de fer tunisiens	2,200,000 00	"	1,764,541 64	"	1,764,541 64	435,458 36
§ 2. — *Travaux.*						
Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales	482,843 07	"	346,939 93	"	346,939 93	135,903 14
Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés	485,212 13	"	337,209 67	"	337,209 67	148,002 46
Routes nationales. — Réparations et travaux neufs	1,587,625 45	"	1,057,968 79	929f 74c	1,057,039 05	530,586 40
Constructions de routes forestières de la Corse	50,000 00	"	45,602 81	"	45,602 81	4,397 19
Construction de ponts	610,187 75	"	414,857 24	"	414,857 24	195,330 51
Participation du Ministère des Travaux publics à la dépense de construction du pont Alexandre III	500,000 00	"	500,000 00	"	500,000 00	"
Ponts à péage dépendant des routes nationales. (Loi du 30 juillet 1880.)	"	"	"	"	"	"
Amélioration des rivières	4,048 839 73	"	3,301,653 82	100,000 00	3,201,653 82	847,185 91
Établissement et amélioration des canaux de navigation	7,890,043 81	"	5,752,474 59	201 50	5,752,273 09	2,137,770 72
Travaux de défense contre les inondations	253,043 60	"	196,171 99	"	196,171 99	56,871 61
A reporter	86,703,803 67	"	75,325,676 83	101,131 24	75,224,545 59	11,479,258 08

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)						
2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. (Suite.)						
Report	98,911,366f 24c	74,178,024f 26c	24,748,302f 59	62,814f 09c	98,863,512f 76c	47,85[illegible]
Amélioration et extension des ports maritimes	13,687,950 36	11,551,726 05	2,057,130 43	62,059 87	13,546,796 61	141,13[illegible]
Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers	145,261 89	139,620 07	5,641 82	"	145,261 89	
Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique.)	70,474 84	58,546 44	11,881 20	"	70,427 64	[illegible]
Carte géologique détaillée de la France	92,997 97	52,849 96	40,387 01	239 00	92,997 97	
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	20,972,703 60	14,108,669 68	5,910,833 40	92,010 21	19,927,492 87	1,045,21[illegible]
Réseau de l'État. — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant	4,617,623 92	2,547,742 14	2,927,039 37	861,454 19	4,613,327 32	4,29[illegible]
TOTAL de la 2e section	138,498,378 82	102,637,178 60	35,701,215 82	1,078,577 36	137,259,817 06	1,238,3[illegible]
			34,622,638f 46c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	79,338,267 56	68,154,238 14	11,197,489 49	77,513 84	79,274,213 79	64,0[illegible]
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	138,498,378 82	102,637,178 60	35,701,215 82	1,078,577 36	137,259,817 06	1,238,3[illegible]
TOTAL	217,836,646 38	170,791,416 74	46,898,705 31	1,156,091 20	216,534,030 85	1,302,6[illegible]
			45,742,614f 11c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Report	86,703,803f 67c	"	75,325,676f 83c	101,131 24	75,224,545f 59c	11,479,258f 08c
Amélioration et extension des ports maritimes	14,107,655 97	"	11,911,552 99	"	11,911,552 99	2,196,102 98
Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers	147,316 82	"	83,552 09	"	83,552 09	63,764 73
Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique.)	70,279 95	"	52,061 30	22 50	52,038 80	18,241 15
Carte géologique détaillée de la France	92,998 27	"	54,126 68	"	54,126 68	38,871 59
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État	16,608,479 33	"	12,601,149 61	1,955 68	12,599,193 93	4,009,285 40
Réseau de l'État. — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant	4,971,072 13	"	4,582,049 57	341,179 36	4,240,870 21	730,201 92
TOTAL de la 2e section	122,701,606 14	"	104,610,169 07	444,288 78	104,165,880 29	18,535,725 85
			104,165,880f 29c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	84,055,823 95	"	71,249,957 80	54,360 86	71,195,596 94	12,860,227 01
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	122,701,606 14	"	104,610,169 07	444,288 78	104,165,880 29	18,535,725 85
TOTAL	206,757,430 09	"	175,860,126 87	498,649 64	175,361,477 23	31,395,952 86
			175,361,477f 23c			

Suite des DÉPENS

Suite du *Développem*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTE à payer sur les dép à la clôt de l'exerc
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION						
MINISTE						
Personnel de l'Administration des contribut. directes	4,071 682f 67c	3,827,441f 87c	244,387f 41c	158f 55c	4,071,670f 73c	11
Dépenses diverses de l'Administration des contributions directes	1,517,983 24	1,386,012 50	131,973 20	13 52	1,517,972 18	11
Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,306,013 32	281,247 23	1,024,768 29	2 20	1,306,013 32	»
Frais relatifs à l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties.)	851,438 59	616,172 04	234,339 84	»	850,511 88	926
Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	786,968 73	735,857 49	50,951 84	»	786,809 33	159
Frais de distribution des avertissements	466,501 60	413,882 65	52,508 97	11 34	466,380 28	121
Frais d'arpentage et d'expertise (cadastre primitif)	271,636 42	243,535 08	28,101 34	»	271,636 42	»
Frais de triangulation. (Renouvellement du cadastre.)	49,930 95	»	49,956 26	25 31	49,930 95	»
Frais d'arpentage et d'expertise. (Renouvellement du cadastre.)	13,839 62	10,047 67	3,815 65	23 70	13,839 62	»
Mutations cadastrales	583,958 04	582,932 72	823 51	»	583,756 23	201
Dépenses relatives à l'évaluation des propriétés non bâties	105 75	105 75	»	»	105 75	»
Part contributive de l'État dans la revision et la conservation du cadastre	19,553 54	6,416 64	13,136 90	»	19,553 54	»
Remises proportionnelles des percepteurs, indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	11,133,355 00	8,973,262 22	2,160,861 67	718 89	11,133,345 00	10
Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	435,118 41	342,207 37	92,734 10	533 87	434,407 60	710
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	247,207 13	29,726 99	217,185 87	11 73	246,901 13	306
Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	197,950 00	168,650 00	28,500 00	»	197,150 00	800
Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,701,221 41	15,592,647 65	108,310 59	»	15,700,958 24	263
Personnel de l'atelier général du timbre	250,092 49	220,528 46	29,802 19	238 16	250,092 49	»
Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	108,915 21	83,460 48	25,444 31	»	108,904 79	10
Matériel de l'atelier général du timbre	635,510 21	584,828 08	51,178 55	496 42	635,510 21	»
Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,787,916 73	1,704,248 38	83,355 80	22 35	1,787,581 83	334
Personnel de l'Administration des douanes	30,423,467 05	30,289,967 90	146,621 58	13,965 71	30,422,623 77	843
Matériel de l'Administration des douanes	443,422 96	363,810 79	79,603 42	»	443,414 21	8
Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,344,348 89	1,222,609 38	126,710 93	6,294 66	1,343,025 65	1,323
Personnel de l'Administration des contribut. indirectes	32,099,308 48	31,011,538 97	1,087,752 41	»	32,099,291 38	17
Matériel de l'Administration des contribut. indirectes	411,831 05	369,429 12	42,311 04	»	411,740 16	90
Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,662,627 08	5,407,051 57	254,303 31	»	5,661,354 88	1,272
Frais de déménagements et de réinstallation de l'entrepôt spécial des tabacs de la rue Cambon	3,199 87	499 36	2,700 51	»	3 199 87	»
Dépenses diverses de l'Administration des contributions indirectes	555,290 34	529,838 42	25,870 10	425 16	555,283 36	6
Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Admin. des contributions indirectes	1,172,688 03	1,149,149 64	23,334 66	23 66	1,172,460 64	227
Avances recouvrables par l'Administration des contributions indirectes	612,055 25	397,130 27	214,924 98	»	612,055 25	»
A reporter	113,165,138 06	106,544,176 69	6,636,269 23	22,965 23	113,157,480 69	7,657

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
DES FINANCES.						
Personnel de l'Administration de l'Administration des contrib. directes	4,115,219f 47c	»	3,842,690f 42c	»	3,842,690f 42c	272,529 05
Dépenses diverses de l'Administr. des contrib. directes	1,526,464 22	»	1,393,973 02	39f 99c	1,393,933 03	132,531 19
Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,262,468 47	»	281,885 30	»	281,885 30	980,583 17
Frais relatifs à l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties)	271,782 93	»	»	»	»	271,782 93
Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	861,609 51	»	758,781 39	0 10	758,781 29	102,828 22
Frais de fabrication des plaques de contrôle de vélocipèdes	75,586 28	»	74,458 32	»	74,458 32	1,127 96
Frais de distribution des avertissements	470,838 60	»	414,559 77	»	414,559 77	56,278 83
Frais d'arpentage et d'expertise (renouvellement du cadastre)	291,798 74	»	250,153 06	»	250,153 06	41,645 68
Renouvellement ou révision et conservation du cadastre	89,645 01	»	71,143 05	65 75	71,077 30	18,567 71
Mutations cadastrales	632,676 84	»	630,850 12	»	630,850 12	1,826 72
Dépenses relatives à l'évaluation du revenu net des propriétés non bâties	699,880 88	»	356,129 85	»	356,129 85	343,760 03
Remises proportionnelles des percepteurs, indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	10,985,490 78	»	9,003,468 66	1,559 26	9,001,909 40	1,983,581 38
Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	431,867 09	»	342,209 21	»	342,209 21	89,657 88
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	203,823 20	»	28,773 17	»	28,773 17	175,050 03
Frais de perception des centimes communaux et des imposit. pour les bours. et les chamb. de commerce	5,105,582 15	»	4,282,689 31	1,790 24	4,280,899 07	824,683 08
Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	197,000 00	»	167,000 00	»	167,000 00	30,000 00
Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,706,682 11	»	15,590,988 43	»	15,590,988 43	115,693 68
Personnel de l'atelier général du timbre	242,103 07	»	233,436 35	11,465 43	221,970 92	20,132 15
Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	159,893 63	»	106,507 75	7,180 00	99,327 75	60,565 88
Matériel de l'atelier général du timbre	647,161 48	»	638,388 98	27,275 90	611,113 08	36,048 40
Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,815,078 10	»	1,720,765 42	26 40	1,720,739 02	94,339 08
Personnel de l'Administration des douanes	30,577,938 35	»	30,537,194 47	1,682 60	30,535,511 87	42,426 48
Matériel de l'Administration des douanes	411,539 13	»	351,715 18	»	351,715 18	59,823 95
Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,350,563 83	»	1,240,148 23	»	1,240,148 23	110,415 60
Personnel de l'Administration des contr. indirectes	32,587,209 82	»	31,604,400 34	»	31,604,400 34	982,809 48
Matériel de l'Administration des contr. indirectes	456,298 26	»	413,526 83	»	413,526 83	42,771 43
Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,721,654 37	»	5,463,072 23	»	5,463,072 23	258,582 14
Frais de déménagement et de réinstallation de l'entrepôt spécial des tabacs de la rue Cambon	408 09	»	»	»	»	408 09
Dépenses diverses de l'Administr. des contrib. indir.	576,681 95	»	552,325 27	25 43	552,299 84	24,382 11
Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Administr. des contrib. indir.	1,175,254 66	»	1,149,090 26	»	1,149,090 26	26,164 40
Avances recouvrables par l'Admin. des contrib. indir.	607,067 61	»	389,810 29	»	389,810 29	217,257 32
A reporter	119,257,277 63	»	111,890,134 68	51,111 10	111,839,023 58	7,418,254 05

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général* (France.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ces ministères.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)						
Report	113,165,138f 06c	106,544,176f 69	6,636,269f 23c	22,965f 23c	113,157,480f 69c	7,657
Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,192,012 66	2,160,655 00	31,357 66	"	2,192,012 66	"
Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	19,037,283 27	18,791,912 59	245,351 24	"	19,037,263 83	19
Pensions de retraite des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	1,317,153 64	778,949 14	537,512 61	139 25	1,316,322 50	831
Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	572,470 47	478,173 59	94,296 88	"	572,470 47	"
Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	4,289,014 00	3,453,745 36	835,268 64	"	4,289,014 00	"
Bâtiments des manufactures de l'État	360,839 70	279,446 51	81,393 19	"	360,839 70	"
Payement à la ville de Paris du prix d'achat de terrains au Gros-Caillou	283,412 15	"	283,412 15	"	283,412 15	"
Constructions nouvelles des manufactures de l'État	163,469 46	147,827 62	60,641 84	45,000 00	163,469 46	"
Entrepôt des tabacs de Reuilly	45,000 00	"	45,000 00	"	45,000 00	"
Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	366,268 26	319,583 59	46,684 67	"	366,268 26	"
Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'État	254,306 35	238,162 32	16,144 03	"	254,306 35	"
Achats et transports	54,447,431 08	52,281,801 98	2,163,048 97	"	54,444,850 95	2,580
TOTAL	196,493,799 10	185,474,434 39	11,076,381 11	68,104 48	196,482,711 02	11,088
			11,008,276f 63c			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	59,727 00c	"	58,630f 05c	"	58,630f 05c	1,096
			58,630f 05c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)						
Report	119,257,277f 63c	"	111,890,134f 68c	51,111f 10c	111,839,023f 58c	7,418,254f 05c
Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,192,228 62	"	2,156,213 93	"	2,156,213 93	36,014 69
Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	19,979,629 29	"	19,775,427 54	154 59	19,775,272 95	204,356 34
Pensions de retraite des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	1,377,207 67	"	816,314 06	"	816,314 06	560,893 61
Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	520,485 05	"	437,427 76	17 55	437,410 21	83,074 84
Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	4,837,808 00	"	3,870,371 31	"	3,870,371 31	967,436 69
Bâtiments des manufactures de l'État	495,121 14	"	346,314 00	"	346,314 00	148,807 14
Constructions nouvelles des manufactures de l'État	116,275 79	"	99,782 28	"	99,782 28	16,493 51
Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	360,331 93	"	309,911 22	214 00	309,697 22	50,634 71
Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'État	167,173 11	"	166,540 14	"	166,540 14	632 97
Achats et transports	55,374,492 70	"	50,714,658 68	29 88	50,714,628 80	4,659,863 90
TOTAL	204,678,030 93	"	190,583,095 60	51,527 12	190,531,568 48	14,146,462 45
			190,531,568f 48c			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
Remise de 5 p. o/o sur les produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	60,000 00	"	125 25	"	125 25	59,874 75
			125 25			

Suite des DÉPENS

Suite du *Développem*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPT						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTI						
2e SECTION. — SE						
Personnel des postes et des télégraphes. (Agents.)	49,787,767f 31c	49,242.538f 34c	549,679f 24c	10,016 15c	49,782,201-43	5,565
Personnel des postes et des télégraphes. (Sous-agents.)	41,865,666 93	41,459,146 55	402,753 13	932 68	41,860,967 00	4,699
Remises au personnel des postes et des télégraphes.	2,269,246 70	1,863,791 75	405,514 72	178 70	2,269,127 77	118
Indemnités diverses et secours	11,579,311 47	10,067,359 52	1,514,302 34	7,168 38	11,574,493 48	4,817
Chaussure et habillement	3,436,324 93	3,099,874 74	339,766 86	5,080 03	3,434,561 57	1,763
Matériel des bureaux	8,526,751 64	6,603,028 50	1,782,333 19	21,414 75	8,363,946 94	162,804
Impressions et publications	2,113,249 94	976,849 54	1,190,118 78	53,858 38	2,113,109 94	140
Transport des dépêches postales	10,866,253 72	8,925,275 03	1,940,933 25	17,990 64	10,848,217 64	18,036
Appareils et matériel technique d'exploitation	1,903,389 02	1,437,297 45	592,356 33	192,509 61	1,837,144 17	66,244
Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques	8,193,000 04	6,286,698 50	3,460,607 58	1,569,662 06	8,177,644 02	15,356
Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. — Dépenses de premier établissement	5,341,404 36	2,999,656 16	2,335,445 45	28,775 84	5,306,325 77	35,078
Annuité à la Caisse des dépôts et consignations	1,146,829 00	1,146,829 00	"	"	1,146,829 00	"
Dépenses diverses	2,197,897 28	1,962,404 31	239,516 54	4,761 04	2,197,159 81	737
Subvention au service maritime entre la France et la Corse	354,999 96	325,416 63	29,583 33	"	354,999 96	"
Subvention au service maritime des lignes de la Méditerranée	1,351,665 00	1,239,026 25	112,638 75	"	1,351,665 00	"
Subvention au service maritime entre Calais et Douvres	249,486 27	186,986 28	41,666 66	"	228,652 94	20,833
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	11,055,064 92	9,121,566 52	1,933,498 40	"	11,055,064 92	"
Subvention au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon	6,083,688 00	5,576,714 00	506,974 00	"	6,083,688 00	"
Rémunération du service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et allocations de primes de vitesse	1,381,276 87	1,074,541 24	292,405 44	112,500 00	1,254,446 68	126,830
Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie	3,107,935 92	2,848,941 26	258,994 66	"	3,107,935 92	"
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	1,924,639 92	1,764,253 26	160,386 66	"	1,924,639 92	"
Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique	493,627 92	421,380 96	59,228 21	"	480,609 17	13,018
Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et le Gabon	300,000 00	"	"	"	"	300,000
Subvention à la Compagnie française concessionnaire du câble reliant la France à l'Amérique et aux Antilles	"	"	"	"	"	"
Dépenses de construction d'hôtels des Postes et des Télégraphes à Orléans et à Trévoux	"	"	"	"	"	"
Construction et aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris	"	"	"	"	"	"
TOTAL	175,529,477 12	158,629,575 79	18,148,703 52	2,024,848 26	174,753,431 05	776,046
			16,123,855f 26c			

PUBLIQUES.

du Budget général (France).

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DES POSTES ET DS TÉLÉRAPHES.						
Personnel des postes et des télégraphes. (Agents.)	52,134,800f 00c	"	51,395.541f 81c	2,682f 73c	51,392,859f 08c	741,940f 92c
Personnel des postes et des télégraphes. (Sous-Agents.)	43,983,100 00	"	43,120,657 96	549 01	43,120,108 95	862,991 05
Remises au personnel des postes et des télégraphes et à divers	2,386,550 00	"	1,861,747 34	68 20	1,861,679 14	524,870 86
Indemnités diverses et secours	11,707,400 00	"	10,777,419 37	3,089 19	10,774,330 18	933,069 82
Bonifiens de pensions de retraites des ouvriers commissionnés de l'admn des postes et des télégraphes.	41,000 00	"	10,628 64	"	10,628 64	30,371 36
Chaussure et hab. lement	3,429,500 00	"	2,839,390 36	1,336 39	2,838,053 97	591,446 03
Matériel des bureaux	8,951,000 00	"	6,874,150 77	20,982 35	6,853,168 42	2,097,831 58
Impressions et publications	2,121,300 00	"	1,417,566 87	16,878 80	1,400,688 07	720,611 93
Transport des depêches postales	11,200,000 00	"	9,062.642 53	30,870 86	9,031,771 67	2,168,228 33
Appareils et materiel technique d'exploitation	2,294,900 00	"	1,757,263 84	229,339 99	1,527,923 85	766,976 15
Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques	7,492,750 00	"	7,279.722 52	979.451 50	6,300,271 02	1,192,478 98
Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques.—Dépenses de premier établissem't	7,491,250 00	"	3,660.507 53	9,069 20	3,651,438 33	3,839,811 67
Dépenses diverses	2,196,200 00	"	2,017.093 33	7,747 20	2,009,346 13	186,853 87
Subvns au service maritime entre la France et la Corse	355,000 00	"	325,416 63	"	325,416 63	29,583 37
Subvns au service maritime des lignes de la Méditerrnée.	1,351,666 00	"	1,239,026 25	"	1,239,026 25	112,639 75
Subvns au service maritime entre Calais et Douvres.	250,000 00	"	229,166 63	"	229,166 63	20,833 37
Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	11,347,040 00	"	9,128,166 52	"	9,128,166 52	2,218,873 48
Subvns au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon	6,083,688 00	"	5,576,714 00	"	5,576,714 00	506,974 00
Subvention au service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et primes de vitesse	1,788,185 00	"	1,466,666 63	87,500 00	1,379,166 63	409,018 37
Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie	3,107,936 00	"	2,848,941 26	"	2,848,941 26	258,994 74
Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	1,924,640 00	"	1,764,253 26	"	1,764,253 26	160,386 74
Subventions aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique	493,890 00	"	442,440 12	"	442,440 12	51,449 88
Subvns à la compie concessionnaire du câble reliant à St-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Gd-Bassam, Porto-Novo et du Gabon.	300,000 00	"	"	"	"	300,000 00
Subvns à la Compagnie francaise concessionnaire du câble reliant la France à l'Amérique et aux Antilles	466,200 00	"	"	"	"	466,200 00
Construction et aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris	692,600 00	"	384,770 04	"	384,770 04	307,829 96
Construction d'hôtels des Postes et des Télégraphes à Orléans et à Trévoux	136,130 00	"	"	"	"	136,130 00
Consns d'un hôtel des Postes et des Télégrs à Parthenay	13,915 00	"	"	"	"	13,915 00
Construction d'hôtels des Postes et des Télégraphes aux Sables-d'Olonne et à Toulon	154,460 00	"	"	"	"	154,460 00
Construcion d'hôtels des Postes et des Télégraphes à Montélimar et à Pau	92,900 00	"	"	"	"	92,900 00
Consns d'un hôtel des Postes et des Télégraphes à Albi.	4,200 00	"	"	"	"	4,200 00
TOTAL	183,992,200 00	"	165,479,894 21	1,389,565 42	164,090,328 79	19,901,871 21
			64,090,328f 79c			

Suite des DÉPEN

Suite du *Développem*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépe à la clôt de l'exerc
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEP						
MINISTÈRE						
Personnel des agents des forêts dans les départements	2,501,924f 62c	2,310,553f 45c	191,371f 17c	166f 66c	2,501,757f 96c	166
Personnel des préposés dans les départements	2,818,702 86	2,505,428 98	312,489 55	7 77	2,817,910 76	792
Bonification des pensions de retraites des brigadiers et gardes forestiers communaux et secours	198,590 76	56,616 00	141,810 76	"	198,426 76	164
Indemnités et secours au personnel	733,328 31	570,540 81	162,448 70	309 39	732,680 12	648
Personnel de l'enseignement forestier	144,991 68	136,801 62	8,190 06	"	144,991 68	"
Matériel de l'enseignement forestier	29,999 96	22,945 73	7,054 23	"	29,999 96	"
Amélioration et entretien des forêts et entretien des dunes et cours d'eau	1,339,177 63	903,912 52	435,431 32	563 35	1,338,780 49	397
Restauration et conservation des terrains en montagne	3,303,336 24	2,023,195 42	1,199,327 88	"	3,222,523 30	80,812
Aménagements et exploitations	386,955 18	270,217 22	116,989 62	1,128 04	386,078 80	876
Entretien des chasses non affermées	49,999 92	36,718 47	13,281 45	"	49,999 92	"
Primes pour la destruction des loups	14,960 00	9,800 00	5,160 00	"	14,960 00	"
Impositions sur les forêts domaniales	1,839,649 04	1,837,666 93	2,201 41	229 39	1,839,638 95	10
Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts	252,742 27	187,088 52	66,686 23	1,425 18	252,349 57	392
TOTAL	13,614,358 47	10,871,485 67	2,662,442 38	3,829 78	13,530,098 27	84,260
			2,658,612f 60c			

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts dans les départements	2,496,255f 11c	"	2,275,771f 92c	"	2,275,771f 92c	220,483f 19c
Personnel des préposés dans les départements	2,819,216 58	"	2,550,862 19	12f 50c	2,550,849 69	268,366 89
Bonification des pensions de retraites des brigadiers et gardes forestiers communaux et secours	199,964 00	"	113,891 70	"	113,891 70	86,072 30
Indemnités et secours au personnel	733,964 40	"	557,518 42	1 25	557,517 17	176,447 23
Personnel de l'enseignement forestier	144,956 00	"	129,064 07	"	129,064 07	15,891 93
Matériel de l'enseignement forestier	30,000 00	"	18,524 72	"	18,524 72	11,475 28
Amélioration et entretien des forêts et entretien des dunes et cours d'eau	1,381,948 07	"	956,021 17	750 00	955,271 17	426,676 90
Restauration et conservation des terrains en montagne	3,456,265 81	"	1,968,645 24	435 00	1,968,210 24	1,488,055 57
Aménagements et exploitations	406,395 54	"	306,607 82	21,500 00	285,107 82	121,287 72
Entretien des chasses non affermées	50,000 00	"	32,693 69	"	32,693 69	17,306 31
Primes pour la destruction des loups	11,940 00	"	11,340 00	"	11,340 00	600 00
Impositions sur les forêts domaniales	1,857,070 65	"	1,838,263 55	"	1,838,263 55	18,807 10
Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts	267,351 55	"	220,245 95	457 05	219,788 90	47,562 65
TOTAL	13,855,327 71	"	10,979,450 44	23,155 80	10,956,294 64	2,899,033 07
			10,956,294f 64c			

Suite des DÉPENS

Suite du *Développem*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépens à la clôture de l'exercice
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS,						
MINISTÈ						
Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées	19,806,905f 10c	18,132,511f 22c	1,674,393f 88c	"	19,806,905f 10c	"
Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Art. 1. Enregistrement et domaines	4,401,937 98	3,925,675 75	476,262 83	0f 60c	4,401,937 98	"
Art. 2. Douanes	187,749 34	175,035 43	12,713 91	"	187,749 34	"
Art. 3. Contributions indirectes	366,947 51	323,865 46	43,084 57	2 52	366,947 51	"
Art. 4. Manufactures de l'État	76 60	76 60	"	"	76 60	"
Art. 5. Produits divers	385,386 86	340,363 60	45,023 26	"	385,386 86	"
TOTAL du Chapitre 102	5,342,098 29	4,765,016 84	577,084 57	3 12	5,342,098 29	"
Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	41,652 59	41,652 59	"	"	41,652 59	"
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Art. 1. Enregistrement et domaines	13,369 34	12,814 59	554 75	"	13,369 34	"
Art. 2. Douanes	1,292,281 17	1,157,783 51	134,497 66	"	1,292,281 17	"
Art. 3. Contributions indirectes	2,302,747 04	2,302,747 14	"	*A déd. : 0 10*	2,302,747 04	"
Art. 4. Manufactures de l'État	7,217 42	7,217 42	"	"	7,217 42	"
Art. 5. Produits divers	2,042,326 03	2,034,808 57	7,517 46	"	2,042,326 03	"
TOTAL du Chapitre 104	5,657,941 00	5,515,371 23	142,569 87	*A déd. : 0 10*	5,657,941 00	"
Primes à l'exportation des marchandises	65,355 86	60,821 72	4,534 14	"	65,355 86	"
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	745,274 63	540,060 58	205,214 05	"	745,274 63	"
Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897. (Régularisation de l'excédent des dépenses sur les recettes.)	2,911,086 24	"	2,911,086 24	"	2,911,086 24	"
TOTAL	34,570,313 71	29,055,434 18	5,514,882 75	3 22	34,570,313 71	"
			5,514,879f 53c			
MINISTÈRE DE L'INTÉRI						
1re SECTION. — Se						
Remboursements sur le produit du travail des détenus.	1,109,006f 15c	967,475f 46c	141,530f 69c	"	1,109,006f 15c	"
			141,530f 69c			
MINISTÈRE DU COMME						
2e SECTION. — Se						
Remboursement sur produits des postes et des télégraphes	7,210,269f 33c	6,282,136f 77c	928,132f 56c	"	7,210,269f 33c	"
Répartition de produits d'amendes	73 32	69 32	4 00	"	73 32	"
TOTAL	7,210,342 65	6,282,206 09	928,136 56	"	7,210,342 65	"
			928,136f 56c			
MINISTÈ						
19						
Remboursements sur produits divers des forêts	11,250f 90c	9,935f 51c	1,295f 94c	"	11,231f 45c	
			1,295f 94c			

PUBLIQUES.

du Budget général. (France.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
TUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.						
DES FINANCES.						
Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées	21,421,943f 08c	"	18,027,096f 26c	"	18,027,096f 26c	3,394,846f 82c
Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Art. 1. Enregistrement et domaines	4,606,641 13	"	4,039,190 68	47f 77c	4,039,142 91	567,498 22
Art. 2. Douanes	219,517 92	"	210,334 08	"	210,334 08	9,183 84
Art. 3. Contributions indirectes	984,636 13	"	862,798 65	"	862,798 65	121,837 48
Art. 4. Manufactures de l'État	128 13	"	128 13	"	128 13	"
Art. 5. Produits divers	318,536 67	"	257,026 97	1 60	257,025 37	61,511 30
TOTAL du Chapitre 102	6,129,459 98	"	5,369,478 51	49 37	5,369,429 14	760,030 84
Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	352,683 05	"	342,914 05	"	342,914 05	9,769 00
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Art. 1. Enregistrement et domaines	12,710 72	"	12,360 72	"	12,360 72	350 00
Art. 2. Douanes	915,227 50	"	912,482 96	"	912,482 96	2,744 54
Art. 3. Contributions indirectes	2,323,171 02	"	2,323,162 79	"	2,323,162 79	8 23
Art. 4. Manufactures de l'État	6,046 24	"	6,046 24	"	6,046 24	"
Art. 5. Produits divers	2,170,738 07	"	2,168,420 17	"	2,168,420 17	2,317 90
TOTAL du Chapitre 104	5,427,893 55	"	5,422,472 88	"	5,422,472 88	5,420 67
Primes à l'exportation des marchandises	42,962 65	"	39,911 58	"	39,911 58	3,051 07
Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	415,387 29	"	409,213 48	"	409,213 48	6,173 81
TOTAL	33,790,329 60	"	29,611,086 76	49 37	29,611,037 39	4,179,292 21
			29,611,037f 39c			
ET DES CULTES.						
DE L'INTÉRIEUR						
Remboursements sur le produit du travail des détenus	1,413,000f 00c	"	891,650f 69c	"	891,650f 69c	521,349f 31c
			891,650f 69c			
DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Remboursements sur produits des postes et des télégraphes	7,102,100f 00c	"	6,080,192f 11c	"	6,080,192f 11c	1,021,907f 89c
Répartition de produits d'amendes	121 33	"	121 33	"	121 33	"
TOTAL	7,102,221 33	"	6,080,313 44	"	6,080,313 44	1,021,907 89
			6,080,313f 44c			
DE L'AGRICULTURE.						
Remboursements sur produits divers des forêts	11,154f 00c	"	10,134f 17c	"	10,134f 17c	1,019f 83c
			10,134f 17c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (France.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
RÉCAPITULATION						
1re partie. — Dette publique. (Voir page 178.)	1,247,562,143f61c	1,178,916,773f87c	60,397,104f28c	1,650,007f18c	1,237,663,870f97c	9,898,27[illegible]
2e partie. — Pouvoirs publics. (Voir page 180.)	13,865,764 00	13,580,000 00	285,764 00	"	13,865,764 00	"
3e partie. — Service général. (Voir page 180.)	29,229,205 59	26,433,548 23	2,866,770 11	78,188 28	29,222,130 06	7,67[illegible]
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 236.)	196,493,799 10	185,474,434 39	11,076,381 11	68,104 48	196,482,711 02	11,08[illegible]
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 242.)	34,570,313 71	29,055,434 18	5,514,882 75	3 22	34,570,313 71	"
TOTAL	1,521,721,226 01	1,433,460,190 67	80,140,902 25	1,796,303 16	1,511,804,789 76	9,916,43[illegible]
			78,344,599f 09c			
RÉCAPITULATION						
3e partie. — Service général. (Voir page 184.)	17,292,641f48c	13,699,006f23c	2,919,676f47c	65,563f00c	16,553,119f70c	730,52[illegible]
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 236.)	59,727 00	"	58,630 05	"	58,630 05	1,09[illegible]
TOTAL	17,352,368 48	13,699,006 23	2,978,306 52	65,563 00	16,611,749 75	740,61[illegible]
			2,912,743f 52c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈ[illegible]						
3e partie. — Service général. (Voir page 192.)	118,018,479f49c	93,014,821f35c	24,715,679f42c	187,254f38c	117,543,246f39c	475,23[illegible]
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 242.)	1,109,006 15	967,475 46	141,530 69	"	1,109,006 15	"
TOTAL	119,127,485 64	93,982,296 81	24,857,210 11	187,254 38	118,652,252 54	475,23[illegible]
			24,669,955f 73c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMER[illegible]						
3e partie. — Service général. (Voir page 216.)	51,050,003f15c	36,390,522f83c	14,509,307f90c	382,773f38c	50,517,057f35c	532,94[illegible]
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 238.)	175,529,477 12	158,629,575 79	18,148,703 52	2,024,848 26	174,753,431 05	776,04[illegible]
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 242.)	7,210,342 65	6,282,206 09	928,136 56	"	7,210,342 65	"
TOTAL	233,789,822 92	201,302,304 71	33,586,147 98	2,407,621 64	232,480,831 05	1,308,99[illegible]
			31,178,526f 34c			
RÉCAPITULATION[illegible]						
3e partie. — Service général. (Voir page 224.)	31,427,212f45c	20,391,571f22c	10,974,275f98c	21,859f97c	31,343,987f23c	83,22[illegible]
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 240.)	13,614,358 47	10,871,485 67	2,662,442 38	3,829 78	13,530,098 27	84,26[illegible]
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 242.)	11,250 90	9,935 51	1,295 94	"	11,231 45	19
TOTAL	45,052,821 82	31,272,992 40	13,638,014 30	25,689 75	44,885,316 95	167,50[illegible]
			13,612,324f 55c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
1re partie. — Dette publique. (Voir page 179.)	1,246,116,290f06c	39f90c	1,177,419,799f71c	"	1,177,419,839f61c	68,696,450f45c
2e partie. — Pouvoirs publics. (Voir page 181.)	13,381,689 17	"	13,333,333 33	96,666f65c	13,236,666 68	145,022 49
3e partie. — Service général. (Voir page 181.)	28,756,886 59	"	26,052,775 10	114,929 91	25,937,845 19	2,819,041 40
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 237.)	204,678,030 93	"	190,583,095 60	51,527 12	190,531,568 48	14,146,462 45
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 243.)	33,790,329 60	"	29,611,086 76	49 37	29,611,037 39	4,179,292 21
TOTAL	1,526,723,226 35	39 90	1,437,000,090 50	263,173 05	1,436,736,957 35	89,986,269 00
			1,436,736,917f 45c			
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 185.)	16,851,706f00c	"	13,341,755f20c	13,983 61c	13,327,771f59c	3,523,934f41c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 237.)	60,000 00	"	125 25	"	125 25	59,874 75
TOTAL	16,911,706 00	"	13,341,880 45	13,983 61	13,327,896 84	3,583,809 16
			13,327,896f 84c			
DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 193.)	121,243,706f35c	"	93,746,866f42c	449,846f77c	93,297,019f65c	27,946,686f70c
5e partie. Remboursements et restitutions. (Voir page 243.)	1,413,000 00	"	891,650 69	"	891,650 69	521,349 31
TOTAL	122,656,706 35	"	94,638,517 11	449,846 77	94,188,670 34	28,468,036 01
			94,188,670f 34c			
DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
3e partie. — Service général. (Voir page 217.)	82,842,883f01c	"	59,887,405f87c	511,364f74c	59,376,041f13c	23,466,841f88c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 239.)	183,992,200 00	"	165,479,894 21	1,389,565 42	164,090,328 79	19,901,871 21
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 243.)	7,102,221 33	"	6,080,313 44	"	6,080,313 44	1,021,907 89
TOTAL	273,937,304 34	"	231,447,613 52	1,900,930 16	229,546,683 36	44,390,620 98
			229,546,683f 36c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
3e partie. — Service général. (Voir page 225.)	32,148,554f93c	"	21,042,076f26c	30,136f00c	21,011,940f26c	11,136,614f67c
4e partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation. (Voir page 241.)	13,855,327 71	"	10,979,450 44	23,155 80	10,956,294 64	2,899,033 07
5e partie. — Remboursements et restitutions. (Voir page 243.)	11,154 00	"	10,134 17	"	10,134 17	1,019 83
TOTAL	46,015,036 64	"	32,031,660 87	53,291 80	31,978,369 07	14,036,667 57
			31,978,369f 07c			

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendues par ces ministères.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. (DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.)	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
3e PARTIE. — SERVI						
MINIST						
Frais de la trésorerie d'Algérie	541,430f 76c	485,386f 15c	56,018f 66c	"	541,404f 81c	25
Laboratoires en Algérie	10,037 89	7,196 83	2,841 06	"	10,037 89	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	338 01	"	338 01	"	338 01	"
	551,806 66	492,582 98	59,197 73	"	551,780 71	25
Dépenses des exercices clos	32,581 20	32,581 20	"	"	32,581 20	"
TOTAL	584,387 86	525,164 18	59,197 73	"	584,361 91	25
			59,197f 73c			
MINIST						
Personnel de la justice française en Algérie	1,893,787f 14c	1,806,881f 44c	84,555f 30c	"	1,891,436f 74c	2,350
Matériel et menues dépenses de la Cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit	19,168 73	10,115 53	9,031 15	"	19,146 68	22
Frais de justice criminelle en Algérie	217,757 88	793,725 79	24,032 04	"	817,757 83	"
Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance	"	"	"	"	"	"
	2,730,713 70	2,610,722 76	117,618 49	"	2,728,341 25	2,372
Dépenses des exercices clos	237 50	237 50	"	"	237 50	"
TOTAL	2,730,951 20	2,610,960 26	117,618 49	"	2,728,578 75	2,372
			117,618f 49c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
DES FINANCES.						
Frais de la trésorerie d'Algérie	544,954f 45c	"	486,497f 73c	"	486,497f 73c	58,456f 72c
Laboratoires en Algérie	7,938 92	"	6,975 69	"	6,975 69	963 23
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	552,893 37	"	493,473 42	"	493,473 42	59,419 95
Dépenses des exercices clos	10,566 76	"	10,566 76	"	10,566 76	"
TOTAL	563,460 13	"	504,040 18	"	504,040 18	59,419 95
			504,040f 18c			
DE LA JUSTICE.						
Personnel de la justice française en Algérie	1,899,941f 20c	"	1,824,917f 53c	"	1,824,917f 53c	75,023f 67c
Matériel et menues dépenses de la Cour d'appel d'Alger et frais de passage gratuit	17,414 13	"	9,637 61	"	9,637 61	7,776 52
Frais de justice criminelle en Algérie	674,006 01	"	658,489 23	"	658,489 23	15,516 78
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	2,591,361 34	"	2,493,044 37	"	2,493,044 37	98,316 97
Dépenses des exercices clos	2,152 16	"	2,152 16	"	2,152 16	"
TOTAL	2,593,513 50	"	2,495,196 53	"	2,495,196 53	98,316 97
			2,495,196f 53c			

Suite des DÉPENS

Suite du *Développem*

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépen à la clôtu de l'exerci
Suite de la 3e PARTIE. — SERVI						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIE						
1e SER						
1re SECTION. — SERVICE DE LA JUSTICE MUSULMANE.						
Personnel de la justice musulmane en Algérie	92,729f 00c	83,520f 69c	8,833f 31c	"	92,354f 00c	375
Matériel de la justice musulmane en Algérie	8,045 50	7,050 50	995 00	"	8,045 50	"
Constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie	22,346 40	20,354 40	1,992 00	"	22,346 40	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	123,120 90	110,925 59	11,820 31	"	122,745 90	375
Dépenses des exercices clos	250 00	250 00	"	"	250 00	"
TOTAL de la 1re Section	123,370 90	111,175 59	11,820 31	"	122,995 90	375
			11,820f 31c			
2e SECTION. — SERVICE DU CULTE MUSULMAN.						
Personnel du culte musulman	221,998 01	198,622f 82c	23,052f 19c	"	221,675f 01c	32
Matériel du culte musulman	72,457 31	40,589 11	27,241 03	"	67,830 14	4,627
	294,455 32	239,211 93	50,293 22	"	289,505 15	4,950
Dépenses des exercice clos	1,300 00	1,300 00	"	"	1,300 00	"
TOTAL de la 2e section	295,755 32	240,511 93	50,293 22	"	290,805 15	4,950
			50,293f 22c			
3e SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
Personnel de l'administration centrale en Algérie	590,069f 67c	549,553f 28c	40,474f 73c	"	590,028f 01c	
Matériel de l'administration centrale en Algérie	39,941 70	30,177 89	9,723 66	"	39,901 55	
Publications et impressions diverses en Algerie	56,971 64	39,828 36	17,143 28	"	56,971 64	
Subsides, secours et récompenses en Algérie	174,800 98	138,751 23	34,830 75	"	173,581 98	1,2
Personnel de l'administration civile en Algérie	1,543,852 60	1,458,191 04	85,536 56	"	1,543,727 60	12
Matériel de l'administration civile en Algérie	475,012 73	439,715 25	35,197 48	"	474,912 73	10
Personnel du service de la sûreté générale et force publique en Algérie	650,479 81	517,221 70	133,941 53	1,835f 00c	649,328 23	1,1
Matériel du service de la sûreté en Algérie	24,099 61	19,080 95	4,146 36	"	23,227 31	87
Assistance publique en Algérie	2,712,537 41	2,043,871 54	547,504 77	2,032 00	2,589,344 31	123,1
Secours aux victimes de la disette en Algérie	1,196,779 01	1,189,780 15	10,198 86	3,200 00	1,196,779 01	
Personnel de l'administration militaire en Algérie	323,306 01	275,044 18	47,903 50	"	322,947 68	35
Matériel de l'administration militaire en Algérie	61,889 96	45,826 02	16,063 94	"	61,889 96	
Dépenses de colonisation en Algérie	2,277,445 92	1,511,640 68	752,424 88	36,860 64	2,227,204 92	50,2
Dépenses secrètes en Algérie	119,999 70	119,999 70	"	"	119,999 70	
Service sanitaire en Algérie	79,104 66	47,307 50	31,797 16	"	79,104 66	
Visite des pharmacies en Algérie	10,635 94	1,044 80	9,370 99	"	10,415 79	22
A reporter	10,336,927 35	8,427,034 27	1,776,258 45	43,927 64	10,159,365 08	177,56

PUBLIQUES.

du Budget général. (Algérie.)

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
ET DES CULTES.						
DE L'INTÉRIEUR.						
§ 1. — SERVICE DE LA JUSTICE MUSULMANE.						
Personnel de la justice musulmane en Algérie	93,000f 00c	"	82,766f 48c	"	82,766f 48c	10,233f 52c
Matériel de la justice musulmane en Algérie	6,050 00	"	4,850 25	"	4,850 25	1,199 75
Constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie	25,000 00	"	20,551 13	0f 65c	20,550 48	4,449 52
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	124,050 00	"	108,167 86	0 65	108,167 21	15,882 79
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL du paragraphe 1er	124,050 00	"	108,167 86	0 65	108,167 21	15,882 79
			108,167f 21c			
§ 2. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
Personnel de l'administration centrale en Algérie	622,575f 00c	"	600,009f 56f	91f 66c	599,917f 90c	22,657f 10
Matériel de l'administration centrale en Algérie	40,000 00	"	30,347 78	6 00	30,341 78	9,658 22
Publications et impressions diverses en Algérie	63,239 00	"	33,731 81	"	33,731 81	29,507 19
Subsides, secours et récompenses en Algérie	190,000 00	"	141,569 35	75 00	141,494 35	48,505 65
Personnel de l'administration civile en Algérie	1,544,500 00	"	1,480,490 93	"	1,480,490 93	64,009 07
Matériel de l'administration civile en Algérie	475,300 00	"	435,572 00	62 50	435,509 50	39,790 50
Personnel du service de la sûreté générale et force publique en Algérie	652,737 00	"	494,969 96	"	494,969 96	157,767 04
Matériel du service de la sûreté en Algérie	22,100 00	"	19,488 11	"	19,488 11	2,611 89
Assistance publique en Algérie	456,300 00	"	417,391 94	"	417,391 94	38,908 06
Matériel de l'assistance publique en Algérie	2,292,250 00	"	1,677,356 00	4,777 50	1,672,578 50	619,671 50
Personnel de l'administration militaire en Algérie	323,508 00	"	282,591 56	"	282,591 56	40,916 44
Matériel de l'administration militaire en Algérie	62,470 00	"	49,517 82	"	49,517 82	12,952 18
Dépenses de colonisation en Algérie	2,221,497 47	"	1,520,041 07	8,259 90	1,511,781 17	709,716 30
Dépenses secrètes en Algérie	120,000 00	"	120,000 00	"	120,000 00	"
Participation à l'Exposition universelle de 1900	374,192 50	"	280,292 20	"	280,292 20	93,900 30
Service sanitaire en Algérie	100,040 00	"	73,339 61	"	73,339 61	26,700 39
Visite des pharmacies en Algérie	9,500 00	"	"	"	"	9,500 00
Personnel du service pénitentiaire en Algérie	700,245 00	"	642,920 81	"	642,920 81	57,324 19
Entretien des détenus en Algérie	1,181,977 00	"	892,243 82	658 56	891,585 26	290,391 74
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires (Algérie)	5,000 00	"	"	"	"	5,000 00
Transport des détenus et des libérés (Algérie)	53,500 00	"	27,612 77	"	27,612 77	25,887 23
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise)	10,000 00	"	1,786 19	"	1,786 19	8,213 81
Mobilier des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	5,500 00	"	743 95	"	743 95	4,756 05
A reporter	11,526,430 97	"	9,222,017 24	13,931 12	9,208,086 12	2,318,344 85

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie).

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)						
1° SERVICE DE L'INTÉRIEUR.						
3e SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	10,336,927f 35c	8,427,034f 27c	1,776,258f 45c	43,927f 64c	10,159,365f 08c	177,562
Personnel du service pénitentiaire en Algérie	670,266 61	610,562 14	59,649 14	"	670,211 28	55
Entretien des détenus en Algérie	1,203,928 37	1,094,889 60	108,900 97	2,746 82	1,201,043 75	2,884
Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires. (Algérie.)	850 50	244 35	357 75	"	602 10	248
Transport des détenus et des libérés (Algérie)	34,501 60	9,755 84	18,270 54	"	28,026 38	6,475
Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie (Services à l'entreprise)	9,353 85	1,675 09	7,678 76	"	9,353 85	"
Mobilier des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise)	2,322 97	1,460 85	857 12	"	2,317 97	5
Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.)	21,499 83	14,224 97	7,274 86	"	21,499 83	"
Exploitations agricoles en Algérie	29,999 30	12,842 00	17,057 30	"	29,899 30	100
Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie	5,487 97	1,124 78	4,324 89	"	5,449 67	38
Colonie publique de jeunes détenus de Birkadem	34,683 23	10,479 53	24,203 70	"	34,683 23	"
	12,349,821 58	10,184,293 42	2,024,833 48	46,674 46	12,162,452 44	187,369
Dépenses des exercices clos (Algérie)	543,931 19	543,931 19	"	"	543,931 19	"
TOTAL de la 3e Section	12,893,752 77	10,728,224 61	2,024,833 48	46,674 46	12,706,383 63	187,369
			1,978,159f 02c			
4e SECTION. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE INDIGÈNE.						
Instruction publique musulmane	98,130f 72c	91,112f 67c	7,018f 05c	"	98,130 72	"
	98,130 72	91,112 67	7,018 05	"	98,130 72	"
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL de la 4e Section	98,130 72	91,112 67	7,018 05	"	98,130 72	"
			7,018f 05c			
5e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.						
Travaux ordinaires en Algérie (Bâtiments civils et palais nationaux)	134,836f 71c	82,033f 53c	52,609f 87c	"	134,643f 40c	193
Travaux ordinaires en Algérie (Construction et entretien des édifices du culte musulman)	97,064 22	64,978 71	31,230 48	"	96,209 19	855
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	231,900 93	147,012 24	83,840 35	"	230,852 59	1,048
Dépenses des exercices clos	4,707 20	4,707 20	"	"	4,707 20	"
TOTAL de la 5e Section	236,608 13	151,719 44	83,840 35	"	235,559 79	1,048
			83,840f 35c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
1° SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Report	11,526,430f 97c	"	9,222,017f 24c	13,931f 12c	9,208,086f 12c	2,318,344f 85
§ 2. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie (Services en Algérie)	24,000 00	"	16,808 47		16,808 47	7,191 53
Exploitations agricoles en Algérie	30,000 00	"	20,327 47		20,327 47	9,672 53
Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie	7,000 00	"	5,852 66	"	5,852 66	1,147 34
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance (Algérie)	"	"	"	"	"	"
	11,587,430 97	"	9,265,005 84	13,931 12	9,251,074 72	2,336,356 25
Dépenses des exercices clos (Algérie)	153,164 03	"	153,164 03	"	153,164 03	"
TOTAL du paragraphe 2	11,740,595 00	"	9,418,169 87	13,931 12	9,404,238 75	2,336,356 25
			9,404,238f 75c			
§ 3. — SERVICE DU CULTE MUSULMAN.						
Personnel du culte musulman	238,430f 00c	"	202,104f 25c	"	202,104f 25c	36,325f 75c
Matériel du culte musulman	69,000 00	"	39,423 80	"	39,423 80	29,576 20
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	307,430 00	"	241,528 05	"	241,528 05	65,901 95
Dépenses des exercices clos	1,000 00	"	1,000 00	"	1,000 00	"
TOTAL du paragraphe 3	308,430 00	"	242,528 05	"	242,528 05	65,901 95
			242,528f 05c			
§ 4. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE INDIGÈNE.						
Instruction publique musulmane	102,970f 00c	"	93,512f 12c	"	93,512f 12c	9,457f 88c
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	102,970 00	"	93,512 12	"	93,512 12	9,457 88
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL du paragraphe 4	102,970 00	"	93,512 12	"	93,512 12	9,457 88
			93,512f 12c			
§ 5. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.						
Bâtiments civils et palais nationaux	142,000f 00c	"	61,779f 99c	"	61,779f 99c	80,220f 01c
Subvention à l'École nationale des beaux-arts à Alger	26,750 00	"	26,750 00	"	26,750 00	"
Construction et entretien des exercices du culte musulman	100,000 00	"	35,049 55	"	35,049 55	64,950 45
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	268,750 00	"	123,579 54	"	123,579 54	145,170 46
Dépenses des exercices clos	1,230 34	"	1,230 34	"	1,230 34	"
TOTAL du paragraphe 5	269,980 34	"	124,809 88	"	124,809 88	145,170 46
			124,809f 88c			

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie).

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ce ministère).

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite).						
1re SECTION. — MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
6e SECTION. — SERVICE DU COMMERCE.						
Personnel des poids et mesures	41,385f 40c	39,495f 01c	1,890f 39c	"	41,385f 40c	"
Matériel des poids et mesures	27,078 93	25,228 21	1,850 72	"	27,078 93	"
Enseignement technique	17,800 00	17,800 00	"	"	17,800 00	"
....	86,264 33	82,523 22	3,741 11	"	86,264 33	"
Dépenses des exercices clos	737 10	737 10	"	"	737 10	"
TOTAL de la 6e Section	87,001 43	83,260 32	3,741 11	"	87,001 43	"
			3,741f 11c			
7e SECTION. — SERVICE DE L'AGRICULTURE.						
Inspection de l'agriculture	10,249f 84c	9,208f 20c	1,041f 64c	"	10,249f 84c	
Personnel de l'enseignement agricole et de l'inspection des bergeries communales	23,499 88	21,249 89	2,249 99	"	23,499 88	
Encouragements à l'amélioration des troupeaux et aux bergeries communales	29,999 20	21,860 00	8,139 20	"	29,999 20	
Subventions à diverses institutions agricoles	33,583 04	23,774 73	5,183 31	"	28,958 04	4,6[illegible]
Concours en Algérie et en Tunisie	43,345 60	34,408 39	10,587 71	14,055 00	30,941 10	12,4[illegible]
Défenses contre le phylloxéra et contre les invasions de sauterelles	470,555 71	193,103 21	273,124 96	"	466,228 17	4,3[illegible]
Encouragements à l'agriculture	129,134 85	110,466 29	18,618 26	"	129,084 55	[illegible]
Encouragements à l'industrie chevaline	49,980 00	39,700 00	10,280 00	"	49,980 00	[illegible]
Travaux hydrauliques	665,985 46	457,632 40	207,374 22	"	665,006 62	9[illegible]
Liquidation de l'instance Lavie	1,390,124 11	1,390,124 11	"	"	1,390,124 11	
....	2,846,457 69	2,301,527 22	536,599 29	14,055 00	2,824,071 51	22,38[illegible]
Dépenses des exercices clos	14,844 24	14,844 24	"	"	14,844 24	
TOTAL de la 7e Section	2,861,301 93	2,316,371 46	536,599 29	14,055 00	2,838,915 75	22,38[illegible]
			522,544f 29c			

(Les développements par articles seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
§ 6. — SERVICE DU COMMERCE.						
Personnel des poids et mesures	42,650f 00c	"	41,721f 85c	"	41,721f 85c	928f 15c
Matériel des poids et mesures	27,125 00	"	24,714 56	"	24,714 56	2,410 44
Enseignement technique en Algérie	24,000 00	"	23,874 96	"	23,874 96	125 04
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
.....	93,775 00	"	90,311 37	"	90,311 37	3,463 63
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL du paragraphe 6	93,775 00	"	90,311 37	"	90,311 37	3,463 63
			90,311f 37c			
§ 7. — SERVICE DE L'AGRICULTURE.						
Inspection de l'agriculture en Algérie	10,250f 00c	"	9,729f 02c	"	9,729f 02c	520f 98c
Personnel de l'enseignement agricole	13,000 00	"	11,458 26	"	11,458 26	1,541 74
Service postal en Algérie	122,000 00	"	69,403 82	"	69,403 82	52,596 18
Subventions à diverses institutions agricoles en Algérie	56,500 00	"	25,199 80	"	25,199 80	31,300 20
Concours en Algérie et en Tunisie	51,902 30	"	35,763 04	"	35,763 04	16,139 26
Défenses contre le phylloxera et contre les invasions de sauterelles	693,000 00	"	367,034 01	10,162 48	356,871 53	336,128 47
Encouragements à l'agriculture en Algérie	130,000 00	"	101,469 31	"	101,469 31	28,530 69
Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie	50,000 00	"	47,991 45	414 00	47,577 45	2,422 55
Travaux hydrauliques en Algérie	580,000 00	"	415,231 08	"	415,231 08	164,768 92
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
....	1,706,652 30	"	1,083,279 79	10,576 48	1,072,703 31	633,948 99
Dépenses des exercices clos	161,645 03	"	161,645 03	"	161,645 03	"
TOTAL du paragraphe 7	1,868,297 33	"	1,244,924 82	10,576 48	1,234,348 34	633,948 99
			1,234,348f 34c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
						Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)						
1° SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
8e SECTION. — SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS.						
§ 1er. *Dépenses ordinaires.*						
Personnel des travaux publics en Algérie	1,479,538f 62c	1,369,703f 05c	109,535f 57c	175f 00c	1,479,063f 62c	475f 00c
Entretien des routes en Algérie	3,524,006 37	2,744,299 96	779,480 51	"	3,523,780 47	225 90
Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	559.772 70	401,761 74	159,092 72	1,263 70	559,590 76	181 94
Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux Ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer)	40,684 04	31,085 29	9,218 75	"	40,304 04	380 00
Travaux ordinaires en Algérie (Mines et forges, matériel et travaux)	209,273 91	118.268 18	91,084 98	79 25	209,273 91	"
§ 2. *Dépenses extraordinaires.*						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	116,666 67	58,333 34	58,333 33	"	116,666 67	"
Travaux neufs de routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,092,826 53	626,469 61	452,849 92	"	1,079,319 53	13,507 00
Amélioration des ports en Algérie	1,634,839 46	1,126,744 69	508,157 82	63 05	1,634,839 46	"
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie	1,199,999 97	624,216 63	575,783 34	"	1,199,999 97	"
.....	9,857,608 27	7,100,882 49	2,743,536 94	1,581 00	9,842,838 43	14,769 84
Dépenses des exercices clos	3,040 09	3,040 09	"	"	3,040 09	"
TOTAL de la 8e Section	9,860,648 36	7,103,922 58	2,743,536 94	1,581 00	9,845,878 52	14,769 84
			2,741,955f 94c			
RÉCAPITULATION.						
1re SECTION. — Service de la justice musulmane	123,370f 90c	111,175f 59c	11.820f 31c	"	122,995f 90c	375f 00c
2e SECTION. — Service du culte musulman	295,755 32	240,511 93	50,293 22	"	290,805 15	4,950 17
3e SECTION. — Service de l'intérieur	12,893,752 77	10,728,224 61	2,024,833 48	46,674f 46c	12,706,383 63	187,369 14
4e SECTION. — Service de l'instruction publique indigène	98,130 72	91,112 67	7,018 05	"	98,130 72	"
5e SECTION. — Service des beaux-arts	236,608 13	151,719 44	83,840 35	"	235,559 79	1,048 34
6e SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	87,001 43	83,260 32	3,741 11	"	87,001 43	"
7e SECTION. — Service de l'agriculture	2,861,301 93	2,316,371 46	536,599 29	14,055 00	2,838,915 75	22,386 18
8e SECTION. — Service des travaux publics	9,860,648 36	7,103,922 58	2,743,536 94	1,581 00	9,845,878 52	14,769 84
TOTAL du service général (Algérie)	26,456,569 56	20,826,298 60	5,461,682 75	62,310 46	26,225,670 89	230,898 67
			5,399,372f 29c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)						
1° SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)						
§ 8 — SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS.						
§ 1er. *Dépenses ordinaires.*						
Personnel des travaux publics en Algérie	1,541,265f 20c	"	1,414,654f 26c	"	1,414,654f 26c	126,610f 94c
Entretien des routes en Algérie	3,556,972 07	"	2,791,895 20	"	2,791,895 20	765,076 87
Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	661,000 00	"	436,662 22	"	436,662 22	224,337 78
Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux Ponts et Chaussées et au contrôle des chemins de fer)	41,000 00	"	29,609 10	"	29,609 10	11,390 90
Travaux ordinaires en Algérie (mines et forages, matériel et travaux)	230,000 00	"	139,464 20	"	139,464 20	90,535 80
§ 2. *Dépenses exraordinaires.*						
Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	117,000 00	"	58,333 34	"	58,333 34	58,666 66
Travaux neufs de routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,093,000 00	"	787,237 44	"	787,237 44	305,762 56
Amélioration des ports en Algérie	2,509,507 45	"	1,687,845 21	"	1,687,845 21	821,662 24
Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie	1,200,000 00	"	606,059 97	"	606,059 97	593,940 03
§ 3.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
.....	10,949,744 72	"	7,951,760 94	"	7,951,760 94	2,997,983 78
Dépenses des exercices clos	2,138 48	"	2,138 48	"	2,138 48	"
TOTAL du paragraphe 8	10,951,883 20	"	7,953,899 42	"	7,953,899 42	2,997,983 78
			7,953,899f 42c			
§ 9. — SERVICE MARITIME.						
Surveillance des pêches et de la navigation	43,456f 00c	"	36,866f 86c	"	36,866f 86c	6,589f 14c
.....	"	"	36,866 86	"	36,866 86	"
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL du paragraphe 9	43,456 00	"	36,866 86	"	36,866 86	6,589 14
			36,866f 86c			
RÉCAPITULATION.						
§ 1. — Service de la justice musulmane	124,050f 00c	"	108,167f 86c	0f 65c	108,167f 21c	15,882f 79c
§ 2. — Service de l'intérieur	11,740,595 00	"	9,418,169 87	13,931 12	9,404,238 75	2,336,356 25
§ 3. — Service du culte musulman	308,430 00	"	242,528 05	"	242,528 05	65,901 95
§ 4. — Service de l'instruction publique indigène	102,970 00	"	93,512 12	"	93,512 12	9,457 88
§ 5. — Service des beaux-arts	269,980 34	"	124,809 88	"	124,809 88	145,170 46
§ 6. — Service du commerce et de l'industrie	93,775 00	"	90,311 37	"	90,311 37	3,463 63
§ 7. — Service de l'agriculture	1,868,297 33	"	1,244,924 82	10,576 48	1,234,348 34	633,948 99
§ 8. — Service des travaux publics	10,951,883 20	"	7,953,899 42	"	7,953,899 42	2,997,983 78
§ 9. — Service maritime	43,456 00	"	36,866 86	"	36,866 86	6,589 14
TOTAL du service général (Algérie)	25,503,436 87	"	19,313,190 25	24,508 25	19,288,682 00	6,214,754 87
			19,288,682f 00c			

Suite du *Développement du Budget général* (Algérie).

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
2° SERVICE DES CULTES.						
Traitement des archevêques et évêques	20,000f 00c	18,333f 32c	1,666f 68c	"	20,000f 00c	"
Allocations aux vicaires généraux	25,030 00	18,900 00	6,130 00	"	25,030 00	"
Allocations aux chanoines	12,520 00	9,920 00	2,600 00	"	12,520 00	"
Allocations aux desservants	669,484 38	493,187 18	176,297 20	"	669,484 38	"
Secours ecclésiastiques	2,600 00	2,600 00	"	"	2,600 00	"
Mobilier des archevêchés et évêchés	1,000 00	"	1,000 00	"	1,000 00	"
Entretien des édifices diocésains	9,270 97	1,975 00	7,220 99	"	9,195 99	74
Grosses réparations des édifices diocésains	9,137 55	531 80	8,605 74	"	9,137 54	01
Secours pour églises et presbytères	9,950 00	8,800 00	1,150 00	"	9,950 00	"
Personnel des cultes protestants	91,656 94	71,540 23	20,116 71	"	91,656 94	"
Personnel du culte israélite	25,970 00	20,083 34	5,886 66	"	25,970 00	"
Secours pour les édifices des cultes protestant et israélite	"	"	"	"	"	"
Frais de passage	8,796 25	6,118 40	2,651 05	"	8,769 45	26
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	885,416 09	651,989 27	233,325 03	"	885,314 30	101
Dépenses des exercices clos	2,035 00	2.035 00	"	"	2,035 00	"
TOTAL	887,451 09	654,024 27	233,325 03	"	887,349 30	101
			233,325f 03c			

RÉCAPITULATION.

1° Service de l'Intérieur	26,456,569f 56c	20,826,298f 60c	5,461,682f 75c	62,310f 46c	26,225,670f 89c	230,898
2° Service des Cultes	887,451 09	654,024 27	233,325 03	"	887,349 30	101
TOTAL	27,344,020 65	21,480,322 87	5,695,007 78	62,310 46	27,113,020 19	231,000
			5,632,697f 32c			

(Les développements par articles seront publiés dans le compte définitif de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
2° SERVICE DES CULTES.						
Traitement des archevêques et évêques	33,291f 67c	"	30,374f 99c	"	30,374f 99c	2,916f 68
Traitements des curés	39,354 00	"	28,553 32	"	28,553 32	10,800 68
Allocations aux vicaires généraux	23,030 00	"	15,760 00	"	15,760 00	7,270 00
Allocations aux chanoines	9,000 00	"	6,000 00	"	6,000 00	3,000 00
Allocations aux desservants	645,800 00	"	476,651 10	"	476,651 10	169,148 90
Secours ecclésiastiques	2,433 33	"	1,858 33	"	1,858 33	575 00
Mobilier des archevêché et évêchés	1,000 00	"	500 00	"	500 00	500 00
Entretien des édifices diocésains	9,179 21	"	3,307 09	"	3,307 09	5,872 12
Grosses réparations des édifices diocésains	9,976 13	"	3,204 57	"	3,204 57	6,771 56
Secours pour églises et presbytères	27,550 00	"	2,000 00	"	2,000 00	25,550 00
Personnel des cultes protestants	96,956 95	"	75,852 22	"	75,852 22	21,104 73
Personnel du culte israélite	28,370 00	"	22,878 34	"	22,878 34	5,491 66
Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	800 00	"	800 00	"	800 00	"
Frais de passage	11,854 75	"	7,514 60	"	7,514 60	4,340 15
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
	938,596 04	"	675,254 56	"	675,254 56	263,341 48
Dépenses des exercices clos	632 65	"	632 65	"	632 65	"
TOTAL	939,228 69	"	675,887 21	"	675,887 21	263,341 48
			675,887f 21c			

RÉCAPITULATION.

1° Service de l'Intérieur	25,503,436f 87c	"	19,313,190f 25c	24,508f 25c	19,288,682f 00c	6,214,754f 87
2° Service des Cultes	939,228 69	"	675,887 21	"	675,887 21	263,341 48
TOTAL	26,442,665 56	"	19,989,077 46	24,508 25	19,964,569 21	6,478,096 35
			19,964,569f 21c			

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.						
1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.						
Frais de passage	53,513f 76c	11,462f 26c	42,051f 50c	"	53,513f 76c	"
Administration académique. (Personnel.)	85,545 56	85,368 49	177 07	"	85,545 56	"
Administration académique. (Matériel.)	7,567 25	4,565 05	3,002 20	"	7,567 25	"
École d'enseignement supérieur à Alger. (Personnel.)	486,722 68	483,676 90	3,045 78	"	486,722 68	"
Écoles d'enseignement supérieur à Alger. (Matériel.)	91,161 29	82,240 27	8,921 02	"	91,161 29	"
Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes	22,973 17	19,424 42	3,548 75	"	22,973 17	"
Lycées nationaux	433,594 40	411,173 00	22,397 40	"	433,570 40	24
Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nationales et dégrèvements	98,518 59	61,817 10	36,701 49	"	98,518 59	"
Collèges communaux de garçons	109,797 52	87,233 16	22,598 40	34 04	109,797 52	"
Enseignement secondaire des jeunes filles	41,510 51	31,042 10	10,543 41	75 00	41,510 51	"
Enseignement primaire. — Inspecteurs	76,117 27	70,078 23	6,039 04	"	76,117 27	"
Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	283,901 66	268,552 40	15,349 26	"	283,901 66	"
Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes. — Secours et allocations	2,949,657 95	2,751,903 62	196,961 50	158 33	2,948,706 79	951
Création d'écoles et d'emplois	8,974 08	6,399 32	2,574 76	"	8,974 08	"
Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	69,883 13	49,804 45	20,284 68	200 00	69,889 13	"
Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire	94,905 00	"	92,005 00	"	92,005 00	2,900
Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire	45,515 00	4,000 00	41,515 00	"	45,515 00	"
Enseignement primaire des indigènes	771,183 91	674,097 77	96,801 94	125 00	770,774 71	409
Subventions aux communes algériennes pour construction d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	53,730 00	44,870 00	8,860 00	"	53,730 00	"
	5,784,778 73	5,147,708 54	633,378 20	592 37	5,780,494 37	4,284
Dépenses des exercices clos	9,817 93	9,817 93	"	"	9,817 93	"
TOTAL	5,794,596 66	5,157,526 47	633,378 20	592 37	5,790,312 30	4,284
			632,785f 83c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Frais de passage	65,000f 00c	"	10,306f 49c	"	10,306f 49c	54,693f 51c
Administration académique. — Personnel	87,625 00	"	86,561 82	"	86,561 82	1,063 18
Administration académique. — Matériel	9,130 00	"	3,593 20	"	3,593 20	5,536 80
École d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel	506,675 00	"	492,466 64	"	492,466 64	14,208 36
École d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel	91,163 00	"	78,503 35	"	78,503 35	12,659 65
Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes	22,975 00	"	19,640 66	"	19,640 66	3,334 34
Lycées nationaux	523,625 00	"	503,578 00	"	503,578 00	20,047 00
Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nationales et dégrèvements	98,521 00	"	59,658 38	"	59,658 38	38,862 62
Collèges communaux de garçons	116,077 00	"	97,469 16	"	97,469 16	18,607 84
Enseignement secondaire de jeunes filles	41,600 00	"	25,186 23	"	25,186 23	16,413 77
Enseignement primaire. — Inspecteurs	81,200 00	"	72,788 94	"	72,788 94	8,411 06
Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	304,434 00	"	241,897 63	"	241,897 63	62,536 37
Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes. — Secours et allocations	3,037,700 06	"	2,814,669 68	"	2,814,669 68	223,030 32
Créations d'écoles et d'emplois	60,000 09	"	4,331 20	"	4,331 20	55,668 80
Subventions aux départements, villes ou communes de l'Agérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	70,385 00	"	49,804 45	"	49,804 45	20,580 55
Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire	120,000 00	"	5,000 00	"	5,000 00	115,000 00
Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire	95,000 00	"	5,531 93	"	5,531 93	89,468 07
Enseignement primaire des indigènes	842,664 00	"	731,655 37	"	731,655 37	111,008 63
Création d'écoles et de classes nouvelles destinées aux indigènes	44,000 00	"	2,741 61	"	2,741 61	41,258 39
Subventions aux communes algériennes pour construction d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	265,000 00	"	1,195 00	"	1,195 00	263,805 00
	6,482,774 00	"	5,306,579 74	"	5,306,579 74	1,176,194 26
Dépenses des exercices clos	32,559 17	"	32,559 17	"	32,559 17	"
TOTAL	6,515,333 17	"	5,339,138 91	"	5,339,138 91	1,176,194 26
			5,339,138f 91c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES	DÉPENSES résultant des services faits — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'Etat.	PAYEMENTS EFFECTUÉS — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)						
2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.						
Subvention à l'École nationale des Beaux-Arts d'Alger	31,200f 00c	29,019f 76c	2,180f 24c	"	31,200f 00c	"
Monuments historiques en Algérie.....	74,999 66	48,120 21	26,879 45	"	74,999 66	"
TOTAL.....	106,199 66	77,139 97	29,059 69	"	106,199 66	"
			29,059f 69c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique..	5,794,596f 66c	5,157,526f 47c	633,378f 20c	592f 37c	5,790,312f 30c	4,28[illegible]
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts.....	106,199 66	77,139 97	29 059 69	"	106,199 66	"
TOTAL.....	5,900,796 32	5,234,666 44	662,437 89	592 37	5,896,511 96	4,28[illegible]
			661,845f 52c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. — Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. — Payements.	Opérations de l'année 1899. — Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.						
Monuments historiques en Algérie.....	74,999f 51c	"	62,454f 25c	"	62,454f 25c	12,545f 26c
			62,454f 25c			

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique..	6,515,333f 17c	"	5,339,138f 91c	"	5,339,138f 91c	1,176,194f 26c
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts.....	74,999 51	"	62,454 25	"	62,454 25	12,545 26
TOTAL.....	6,590,332 68	"	5,401,593 16	"	5,401,593 16	1,188,739 52
			5,401,593f 16c			

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
École nationale d'apprentissage de Dellys	119,982f 91c	102,178f 37c	17,804f 54c	"	119,982f 91c	"
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	117 10	"	117 10	"	117 10	"
	120,100 01	102,178 37	17,921 64	"	120,100 01	"
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL des services généraux de l'Algérie	120,100 01	102,178 37	17,921 64	"	120,100 01	"
			17,921f 64c			
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Dépenses des exercices clos	523f 32f	523f 32c	"	"	523 32	"
TOTAL de la 2e section	523 32	523 32	"	"	523 32	"
			"			
RÉCAPITULATION.						
1re Section. — Service du commerce et de l'industrie	120,100 01	102,178f 37c	17,921 64	"	120,100 01	"
2e Section. — Service des postes et des télégraphes	523 32	523 32	"	"	533 32	"
				"		
TOTAL	120,623 33	102,701 69	17,921 64	"	120,623 33	"
			17,921f 64c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"
Dépenses des exercices clos	6,487f 49c	6,487f 49c	"	"	6,487f 49c	"
TOTAL	6,487 49	6,487 49	"	"	6,487 49	"
			"			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.						
École nationale d'apprentissage de Dellys	120,000f 00c	"	103,718f 46c	"	103,718f 46c	16,281f 54c
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	703 85	"	"	"	"	703 85
	120,703 85	"	103,718 46	"	103,718 46	16,985 39
Dépenses des exercices clos	"	"	"	"	"	"
TOTAL des services généraux de l'Algérie	120,703 85	"	103,718 46	"	103,718 46	16,985 39
			103,718f 46c			
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.						
Dépenses des exercices clos	2,498f 50c	"	2,498f 50c	"	2,498f 50c	"
			2,498f 50c			
RÉCAPITULATION.						
1re Section. — Service du commerce et de l'industrie	120,703f 85c	"	103,718f 46c	"	103,718 46	16,985 39c
2e Section. — Service des postes et des télégraphes	2,498 50	"	2,498 50	"	2,498 50	"
TOTAL	123,202 35	"	106,216 96	"	106,216 96	16,985 39
			106,216f 96c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Dépenses des exercices clos	6,653f 57c	"	6,653f 57c	"	6,653f 57c	"
			6,653f 57c			

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.						
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.						
1re SECTION. DÉPENSES ORDINAIRES.						
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	22,000,000f 00c	21,293,702f 45c	706,297f 55c	"	22,000,000f 00c	"
			706,297f 55c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	22,000,000f 00c	"	19,885,158f 73c	"	19,885,158f 73c	2,114,841f 27c
			19,885,158f 73c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ce ministère.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	382,779f 59c	358,177f 88c	24,649f 21c	47f 50c	382,779f 59c	
Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	329,043 27	293,884 67	35,129 51	"	329,014 18	29
Personnel de la topographie en Algérie	349,978 51	330,579 35	19,399 16	"	349,978 51	
Matériel de la topographie en Algérie	125,790 36	108,626 77	17,163 59	"	125,790 36	
Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie	5,218 40	4,944 06	274 34	"	5,218 40	
Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie	25,774 80	28,594 64	311 49	3,131 33	25,774 80	
Allocation pour le recouvrement des droits universitaires	3,000 00	3,000 00	"	"	3,000 00	
Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes	1,284,936 80	311,633 85	965,488 71	"	1,277,122 56	7,81
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	19,795 23	2,109 79	17,685 44	"	19,795 23	
Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	714,813 52	685,086 99	29,698 76	"	714,785 75	27
Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	402,575 59	358,879 97	42,843 61	"	401,723 58	852
Dépenses à la charge du domaine de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie	5,986 13	"	5,986 13	"	5,986 13	
Personnel des douanes en Algérie	1,340,266 28	1,305,566 93	36,403 30	1,743 95	1,340,226 28	40
Matériel des douanes en Algérie	82,939 93	41,081 73	41,843 57	"	82,925 30	14
Dépenses diverses des douanes en Algérie	94,824 09	91,294 34	3,529 75	"	94,824 09	
Personnel des contributions diverses en Algérie	1,116,558 89	1,025,173 03	91,378 64	"	1,116,551 67	22
Matériel des contributions diverses en Algérie	336,517 51	223,691 91	112,765 60	"	336,457 51	60
TOTAL	6,620,798 90	5,172,325 91	1,444,550 81	4,922 78	6,611,953 94	8,84
			1,439,628f 03c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie	382,946f 78c	"	362,586f 45c	20f 82c	362,565f 63c	20,381f 15c
Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie	353,903 23	"	307,604 43	28 23	307,576 20	46,327 03
Personnel de la topographie en Algérie	349,777 96	"	332,619 64	"	332,619 64	17,158 32
Matériel de la topographie en Algérie	125,943 49	"	109,410 80	"	109,410 80	16,532 69
Liquidation des suites de l'apposition du séquestre autre que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie	262 51	"	262 51	"	262 51	"
Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie	7,387 97	"	24 21	"	24 21	7,363 76
Allocation pour le recouvrement des droits universitaires en Algérie	3,000 00	"	3,000 00	"	3,000 00	"
Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes	1,214,061 99	"	477,089 47	"	477,089 47	736,972 52
Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	22,475 91	"	3,475 81	"	3,475 81	19,000 10
Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	721,682 55	"	689,535 58	"	689,535 58	32,146 97
Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie	392,145 33	"	340,759 22	"	340,759 22	51,386 11
Dépenses à la charge du domaine de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie	3,000 00	"	3,000 00	"	3,000 00	"
Personnel des douanes en Algérie	1,345,425 30	"	1,319,456 57	867 85	1,318,588 72	26,836 58
Matériel des douanes en Algérie	85,703 87	"	45,382 83	"	45,382 83	40,321 04
Dépenses diverses des douanes en Algérie	95,943 67	"	92,209 83	"	92,209 83	3,733 84
Personnel des contributions diverses en Algérie	1,117,557 20	"	1,032,801 70	"	1,032,801 70	84,755 50
Matériel des contributions diverses en Algérie	322,337 97	"	213,740 15	"	213,740 15	108,597 82
TOTAL	6,543,555 73	"	5,332,959 20	916 90	5,332,042 30	1,211,513 43
			5,332,042f 30c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, le compte définitif des dépenses rendu par ces ministères.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Personnel de l'Algérie	3,699,815f 03c	3,615,743f 31c	88,510f 89c	4,997f 57c	3,699,256f 63c	558
Matériel de l'Algérie	1,869,111 10	1,497,558 79	430,173 06	60,103 56	1,867,628 29	1,482
Dépenses diverses de l'Algérie	58,774 51	53,342 20	6,382 31	950 00	58,774 51	»
TOTAL	5,627,700 64	5,166,644 30	525,066 26	66,051 13	5,625,659 43	2,040
			459,015f 13c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts et des préposés	1,086,976f 86c	991,148f 01c	95,407f 44c	45f 83c	1,086,509f 62c	467
Personnel des préposés indigènes et chaouchs	108,429 84	99,483 79	8,936 05	»	108,419 84	10
Indemnités au personnel des forêts	706,467 83	627,771 15	78,834 47	300 00	706,305 62	162
Travaux des forêts	1,061,692 82	841,264 74	222,681 56	2,363 14	1,061,583 16	109
Dépenses diverses du service des forêts	90,978 77	79,296 57	13,400 86	3,886 26	88,811 17	2,167
TOTAL	3,054,546 12	2,638,964 26	419,260 38	6,595 23	3,051,629 41	2,916
			412,665f 15c			

(Les développements par article seront publiés dans le compte définitif des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
Suite de la 4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.						
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
Personnel	3,964,730f 00c	»	2,735,912f 77c	1,428f 78c	3,734,483f 99c	230,246f 01c
Matériel	2,337,100 00	»	1,702,841 80	10,366 95	1,692,474 85	644,625 15
Dépenses diverses	90,710 00	»	64,846 50	»	64,846 50	25,863 50
TOTAL	6,392,540 00	»	5,503,601 07	11,795 73	5,491,805 34	900,734 66
			5,491,805f 34c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
Personnel des agents des forêts et des préposés	1,085,100f 00c	»	992,578f 02c	»	992,578f 02c	92,521f 98c
Personnel des préposés indigènes et chaouchs	108,600 00	»	100,292 00	»	100,292 00	8,308 00
Indemnités au personnel des forêts	708,156 67	»	627,459 04	13f 33c	627,445 71	80,710 96
Travaux des forêts	1,086,144 15	»	791,452 92	355 85	791,097 07	295,047 08
Dépenses diverses du service des forêts	89,672 07	»	82,065 97	155 25	81,910 72	7,761 35
TOTAL	3,077,672 89	»	2,593,847 95	524 43	2,593,323 52	484,349 37
			2,593,323f 52c			

Suite des DÉPENS

Suite du *Développem*

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépe à la clôtu de l'exercic
5e PARTIE. — REMBOURSEMENT						
MINIST						
Remboursements sur produits des douanes	10,935f 45c	10,935f 45c	"	"	10,935f 45c	"
Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	96,352 29	75,275 37	21,056f 92c	"	96,332 29	"
Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	38,517 93	38,517 93	"	"	38,517 93	"
Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers	309,876 24	301,408 40	8,467 84	"	309,876 24	"
Dégrèvements, non-valeurs et secours	220,562 71	187,914 08	32,648 63	"	220,562 71	"
Payement des indemnités dues aux victimes des incendies de forêts de 1881, en Algérie	1,707,570 07	284,191 74	1,423,876 57	498f 24c	1,707,570 07	"
TOTAL	2,383,794 69	898,242 97	1,486,049 96	498 24	2,383,794 69	"
			1,485,551f 72c			
MINIST						
Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	217,786f 22c	177,241f 05c	40,545f 17c	"	217,786f 22c	"
			40,545f 17c			

PUBLIQUES.

du Budget général. (Algérie.)

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
RESTITUTIONS, NON VALEURS ET PRIMES.						
DES FINANCES						
Remboursements sur produits des douanes	10,620f 72c	"	10,620f 72c	"	10,620f 72c	"
Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	80,276 68	"	47,564 12	"	47,564 12	32,712f 56c
Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	38,698 48	"	38,698 48	"	38,698 48	"
Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations en matières d'enregistrement et de contributions diverses	38,604 21	"	34,871 70	"	34,871 70	3,732 51
Attributions à divers de produits d'amendes, saisies et confiscations	218,333 88	"	218,093 03	"	218,093 03	240 85
Dégrèvements, non-valeurs et secours	328,988 45	"	264,084 55	"	264,084 55	64,903 90
Payement des indemnités aux victimes des incendies de forêts de 1881, en Algérie	489,930 68	"	243,578 22	"	243,578 22	246,352 46
TOTAL	1,205,453 10	"	857,510 82	"	857,510 82	347,942 28
			857,510f 82c			
DE L'INTÉRIEUR.						
Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	240,000f 00c	"	197,929f 63c	"	197,929f 63c	42,070f 37c
			197,929f 63c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement du Budget général.* (Algérie.)

(Voir, pour les développements par article, les comptes définitifs des dépenses rendus par ces ministères.)

EXERCICE 1898.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits. — DROITS CONSTATÉS au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses à la clôture de l'exercice.
RECAPITULATION						
3e PARTIE. — Service général. (Voir page 246.)	584,387f 86c	525,164f 18c	59,197f 73c	"	584,361f 91c	25
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc. (Voir page 266.)	6,620,798 90	5,172,325 91	1,444,550 81	4,922f 78c	6,611,953 94	8,844
5e PARTIE. — Remboursements, etc. (Voir page 270.)	2,383,794 69	898,242 97	1,486,049 96	498 24	2,383,794 69	"
TOTAL	9,588 981 45	6,595,733 06	2,989,798 50	5,421 02	9,580,110 54	8,870
			2,984,377f 48c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
3e PARTIE. — Service général. (Voir page 256.)	27,344,020f65c	21,480,322f87c	5,695,007f 78c	62,310f 46c	27,113,020f19c	231,000
5e PARTIE. — Rembourts et restitutions. (Voir p. 270.)	217,786 22	177,241 05	40,545 17	"	217,786 22	"
TOTAL	27,561,806 87	21 657,563 92	5,735,552 95	62,310 46	27,330,806 41	231,000
			5,673,242f 49c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
3e PARTIE. — Service général. (Voir page 262.)	120,623f 33c	102,701f 69c	17,921f 64c	"	120,623f 33c	"
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc. (Voir page 268.)	5,627,700 64	5,166,644 30	525,066 26	66,051f 13c	5,625,659 43	2,041
TOTAL	5,748,323 97	5,269,345 99	542,987 90	66,051 13	5,746,282 76	2,041
			476,936f 77c			
RÉCAPITULATION MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
3e PARTIE. — Service général. (Voir page 262.)	6,487f 49c	6,487f 49c	"	"	6,487f 49c	"
4e PARTIE. — Frais de régie etc. (Voir page 268.)	3,054,546 12	2,638,964 26	419,260f 38c	6,595f 23c	3,051,629 41	2,916
TOTAL	3,061,033 61	2,645,451 75	419,260 38	6,595 23	3,058,116 90	2,916
			412,665f 15c			

(Les développements par article seront publiés dans les comptes définitifs des dépenses de cet exercice.)

EXERCICE 1899.

NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES résultant des services faits et dépenses présumées.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. Opérations antérieures au 1er janvier 1899.	Opérations de l'année 1899. Payements.	Opérations de l'année 1899. Annulations de payements.	TOTAL des payements.	RESTES à payer sur les dépenses au 1er janvier 1900.
MINISTÈRE DES FINANCES.						
3e PARTIE. — Service général (voir p. 247)	563,460f 13c	"	504,040f 18c	"	504,040f 18c	59,419f 95c
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc. (voir p. 267)	6,543,555 73	"	5,332,959 20	916f 90c	5,332,042 30	1,211,513 43
5e PARTIE. — Remboursements, etc. (voir p. 271)	1,205,453 10	"	857,510 82	"	857,510 82	347,942 28
TOTAL	8,312,468 96	"	6,694,510 20	916 90	6,693,593 30	1,618,875 66
			6,693,593f 30c			
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.						
3e PARTIE. — Service général (voir p. 257)	26,442,665f56c	"	19,989,077f46c	24,508f 25c	19,964,569f21c	6,478,096f 35c
5e PARTIE. — Rembourts et restitutions (voir p. 271)	240,000 00	"	197,929 63	"	197,929 63	42,070 37
TOTAL	26,682,665 56	"	20,187,007 09	24,508 25	20,162,498 84	6,520,166 72
			20,162,498f 84c			
DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.						
3e PARTIE. — Service général (voir p. 263)	123,202f 35c	"	106,216f 96c	"	106,216f 96c	16,985f 39c
4e PARTIE. — Frais de régie, de perception, etc. (voir p. 269)	6,392,540 00	"	5,503,601 07	11,795f 73c	5,491,805 34	900,734 66
TOTAL	6,515,742 35	"	5,609,818 03	11,795 73	5,598,022 30	917,720 05
			5,598,022f 30c			
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.						
3e PARTIE. — Service général (voir page 263)	6,653f 57c	"	6,653f 57c	"	6,653f 57c	"
4e PARTIE. — Frais de régie, etc. (voir page 269)	3,077,672 89	"	2,593,847 95	524f 43c	2,593,323 52	484,349f 37c
TOTAL	3,084,326 46	"	2,600,501 52	524 43	2,599,977 09	484,349 37
			2,599,977f 09c			

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Développement des Annulations de payement constatées sur les dépenses des Ministères. (France.)

EXERCICE 1898.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1899. FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1898.
							1° BUDGET GÉNÉRAL. (France.)
1re PARTIE. — *Dette publique.*							
Ministère des finances	48,160f 25c	24,793f 94c	"	1,625,213f 24c	"	1,650,007f 18c	1,698,167
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*							
Ministère des finances	125,897 98	23,901 82	60f 00c	13,237 08	40,989f 38c	78,188 28	204,086
Ministère de la justice	760 41	125 00	"	"	"	125 00	885
Ministère des affaires étrangères	32,118 32	40,326 37	200 00	25,036 63	"	65,563 00	97,681
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	159,339 02	46,330 76	134,800 65	6,033 37	"	187,164 78	346,503
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service des cultes	225 10	"	"	89 60	"	89 60	314
Ministère de la guerre. — Dépenses ordinaires	76,822,713 14	4,199,041 53	4,028,470 16	32,820,287 93	"	41,047,799 62	117,870,512
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	2,805,355 73	42,506 27	571,074 74	1,060,490 17	"	1,674,071 18	4,479,426
Ministère de la marine	6,307,835 59	1,319,049 58	992,619 64	5,749,932 08	"	8,061,601 30	14,369,436
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	79,357 19	333,428 13	"	13,522 50	"	346,950 63	426,307
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	28,832 56	20,441 25	16,491 55	45,091 92	"	82,024 72	110,857
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	220,057 12	355,366 27	"	10,348 04	"	365,714 31	585,771
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	11,315 65	17,059 07	"	"	"	17,059 07	28,374
Ministère des colonies	1,792,494 81	745,329 20	1,063,047 87	198,200 43	"	2,006,577 50	3,799,072
Ministère de l'agriculture	28,477 13	10,502 82	483 34	10,873 81	"	21,859 97	50,337
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	36,616 35	23,568 22	53,945 62	"	"	77,513 84	114,130
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	23,104 33	856,942 85	75,176 44	146,458 07	"	1,078,577 36	1,101,681
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	77,639 62	23,104 48	"	45,000 00	"	68,104 48	145,744
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	720,515 30	673,284 98	447,229 93	904,333 35	"	2,024,848 26	2,745,363
Ministère de l'agriculture	22,848 40	1,056 84	2,772 94	"	"	3,829 78	26,678
5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*							
Ministère des finances	20 59	3 22	"	"	"	322	23
TOTAUX	89,343,684 59	8,756,162 60	7,386,372 88	42,674,148 22	40,989 38	58,857,673 08	148,201,357

EXERCICE 1899.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1899. FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1899.
GÉNÉRAL. (France.)							
2e PARTIE. — *Pouvoirs publics.*							
Ministère des finances	"	96,666f 65c	"	"	"	96,666f 65c	96,666f 65c
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères*							
Ministère des finances	"	22,948 29	810f 00c	101f 50c	91,070f 12c	114,929 91	114,929 91
Ministère de la justice	"	317 77	"	"	"	317 77	317 77
Ministère des affaires étrangères	"	13,983 61	"	"	"	13,983 61	13,983 61
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur	"	21,986 69	426,609 50	"	"	448,596 19	448,596 19
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service des cultes	"	256 25	"	1,106 83	"	1,363 08	1,363 08
Ministère de la guerre. — Dépenses ordinaires	"	21,255,018 80	12,824,690 89	61,356,109 19	"	95,435,818 88	95,435,818 88
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	"	58,385 88	1,326,922 12	368,717 51	"	1,754,025 51	1,754,025 51
Ministère de la marine	"	518,738 23	1,590,095 16	3,501,386 84	"	5,610,220 23	5,610,220 23
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	"	21,831 86	"	"	"	21,831 86	21,831 86
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux-arts	"	26,750 05	22,100 00	"	"	48,850 05	48,850 05
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	5,364 74	506,000 00	"	"	511,364 74	511,364 74
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	"	"	"	"	"	"
Ministère des colonies	"	155,231 65	702,032 55	27,396 20	"	884,660 40	884,660 40
Ministère de l'agriculture	"	29,185 99	950 01	"	"	30,136 00	30,136 00
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	"	47,580 24	6,780 62	"	"	54,360 86	54,360 86
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	"	343,359 04	100,925 00	4 74	"	444,288 78	244,288 78
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	"	48,055 12	"	3,472 00	"	51,527 12	51,527 12
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	326,743 16	472,942 59	589,879 67	"	1,389,565 42	1,389,565 42
Ministère de l'agriculture	"	495 80	22,660 00	"	"	23,155 80	23,155 80
5e PARTIE. — *Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes.*							
Ministère des finances	"	49 37	"	"	"	49 37	49 37
TOTAUX	"	22,992,949 19	18,003,518 44	65,848,174 48	91,070 12	106,935,712 23	106,935,712 23

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Développement des annulations de payements constatées sur les dépenses des ministères. (Algérie.)

EXERCICE 1898.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1899. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1899.
BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)							
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères.*							
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur.) — Service de la justice musulmane	17f 55c	"	"	"	"	"	17
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur.) — Service de l'intérieur	22,995 63	6,598f 59c	3,279f 07c	36,796f 80c	"	46,674f 46c	69,67
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur.) — Service de l'agriculture	2,650 10	14,055 00	"	"	"	14,055 00	16,705
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur.) — Service des travaux publics	28 00	142 30	175 00	1,263 70	"	1,581 00	1,609
Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Service de l'Instruction publique	57 15	309 04	"	283 33	"	592 37	649
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	2,158 94	4,922 78	"	"	"	4,922 78	7,08
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	80,279 78	59,359 23	6,691 90	"	"	66,051 13	146,33
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	562 30	2,663 14	"	3,932 09	"	6,595 23	7,157
5e PARTIE. — *Remboursements et restitutions, non-valeurs, etc.*							
Ministère des finances	"	498 24	"	"	"	498 24	49
TOTAL	108,749 45	88,548 32	10,145 97	42,275 92	"	140,970 21	249,71

RÉCAPITULATION.

France	89,343,684f 59c	8,756,162f 60c	7,386,372f 88c	42,674,148f 22c	40,989f 38c	58,857,673f 08c	148,201,35
Algérie	108,749 45	88,548 32	10,145 97	42,275 92	"	140,970 21	249,71
TOTAL	89,452,434 04	8,844,710 92	7,396,518 85	42,716,424 14	40,989 38	58,998,643 29	148,451,07

EXERCICE 1899.

MINISTÈRES ET SERVICES.	ANNULATIONS antérieures au 1er janvier 1899.	MOTIFS DES ANNULATIONS PENDANT L'ANNÉE 1899. — FONDS REVERSÉS dans les caisses du Trésor public sur les ordonnances des Ministres.	REMBOURSEMENTS d'avances faites par des Ministères pour le compte d'autres Ministères.	CHANGEMENTS d'imputation.	RECETTES formant annulation de payement.	TOTAL des annulations.	TOTAL des ANNULATIONS sur l'exercice 1899.
BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)							
3e PARTIE. — *Services généraux des Ministères.*							
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur.) — Service de la justice musulmane.	"	0f 65c	"	"	"	0f 65c	0f 65c
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur.) — Service de l'intérieur	"	13,272 56	485f 37c	173f 19c	"	13,931 12	13,931 12
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur.) — Service de l'agriculture	"	10,576 48	"	"	"	10,576 48	10,576 48
Ministère de l'intérieur et des cultes. (Intérieur.) — Service des travaux publics	"	"	"	"	"	"	"
Ministère de l'Instruction publique	"	"	"	"	"	"	"
4e PARTIE. — *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*							
Ministère des finances	"	916 90	"	"	"	916 90	916 90
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	"	10,344 63	1,451 10	"	"	11,795 73	11,795 73
Ministère de l'agriculture (Forêts)	"	524 43	"	"	"	524 43	524 43
TOTAL	"	35,635 65	1,936 47	173 19	"	37,745 31	37,745 31

RÉCAPITULATION.

France	"	22,992,949f 19c	18,003,518f 44c	65,848,174f 48c	91,070f 12c	106,935,712f [illegible]	106,935,712f 23c
Algérie	"	35,635 65	1,936 47	173 19	"	37,745 31	37,745 31
TOTAL	"	23,028,584 84	18,005,454 91	65,848,347 67	91,070 12	106,973,457 54	106,973,457 54

Dépenses constatées et payements effectués, pendant l'année 1899, sur l'Exercice 1900.

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES RÉSULTANT des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	PAYEMENTS EFFECTUÉS. PAYEMENTS.	ANNULATIONS de payements.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER sur les dépenses constatées.
BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)					
1re PARTIE. — *Dette publique.*					
MINISTÈRE DES FINANCES.					
DETTE VIAGÈRE.					
Pensions militaires de la guerre	46f 52c	46f 52c	"	46f 52c	"
Pensions militaires de la marine	10 69	10 69	"	10 69	"
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	2 22	2 22	"	2 22	"
TOTAL	59 43	59 43		59 43	"

Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1899.

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et des TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Ain	217,970f 87c	975,953f 14c	298,710f 15c	881,728f 18c	9,139,481f 60c	11,513,843f 94c
Aisne	419,876 39	"	1,357,724 88	1,635,391 93	21,969,678 93	25,382,672 13
Allier	242,879 28	"	336,209 71	1,173,786 16	9,928,162 68	11,681,037 83
Alpes (Basses-)	124,779 88	"	144,232 76	541,369 63	7,486,781 37	8,297,163 64
Alpes (Hautes-)	93,542 17	"	115,350 10	409,148 63	9,479,400 75	10,097,441 65
Alpes-Maritimes	258,128 56	784,826 27	1,298,199 23	1,657,609 98	17,572,444 26	21,571,208 30
Ardèche	163,936 49	"	268,195 20	798,147 90	8,994,268 23	10,224,547 82
Ardennes	235,045 18	1,049,749 44	445,145 10	954,901 98	15,148,249 47	17,833,091 17
Ariège	117,434 48	"	157,218 49	469,152 82	8,277,529 13	9,021,334 92
Aube	216,976 21	"	323,528 49	841,957 18	10,716,075 38	12,098,537 26
Aude	201,898 58	"	434,687 68	1,103,605 64	13,013,930 34	14,754,122 24
Aveyron	209,104 41	"	329,033 57	1,011,902 43	10,552,903 43	12,102,943 84
Bouches-du-Rhône	566,305 26	2,601,762 10	3,939,471 55	4,630,710 54	52,227,903 04	63,966,152 49
Calvados	392,159 67	439,564 97	559,809 55	1,454,044 40	19,031,306 79	21,876,885 38
Cantal	153,215 58	"	216,954 68	668,826 37	6,741,157 73	7,780,154 36
Charente	216,331 87	"	478,180 95	914,684 76	17,671,066 21	19,280,263 79
Charente-Inférieure	292,473 96	743,782 58	541,845 36	1,348,954 89	31,650,563 54	34,577,620 33
Cher	183,004 24	"	285,302 24	855,627 07	20,125,988 23	21,449,921 78
Corrèze	160,992 28	"	275,450 33	686,384 90	9,040,631 56	10,163,459 07
Corse	285,098 15	439,021 17	"	756,603 06	14,040,509 64	15,521,232 02
Côte-d'Or	290,799 12	"	1,496,244 91	1,338,510 06	20,863,071 64	23,988,625 73
Côtes-du-Nord	252,169 57	"	436,692 28	1,039,750 84	13,630,750 04	15,359,362 73
Creuse	129,562 45	"	203,108 88	613,440 44	5,756,492 88	6,702,604 65
Dordogne	272,283 96	"	2,675,748 91	1,170,602 68	11,182,575 95	15,301,211 50
Doubs	254,536 49	1,267,031 38	466,303 96	947,865 96	17,163,663 56	20,099,401 35
Drôme	189,289 86	"	288,328 15	1,026,541 99	13,306,148 28	14,810,308 28
À reporter	6,139,794 96	8,301,691 05	17,371,677 11	28,931,250 42	394,710,734 66	455,455,148 20

Suite des **DÉPENSES PUBLIQUES.**

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1899.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	6,139,794f 96c	8,301,691f 05c	17,371,677f 11c	28,931,250f 42c	394,710,734f 66c	455,455,148f 20
Eure	330,917 31	"	442,472 52	1,083,150 96	12,767,092 26	14,623,633 05
Eure-et-Loir	234,940 42	"	343,950 53	840,308 16	10,720,864 17	12,140,063 28
Finistère	334,106 80	773,935 05	1,695,423 38	1,233,573 78	60,701,496 56	64,738,535 57
Gard	262,082 43	"	544,927 10	1,172,571 99	16,362,936 10	18,342,517 62
Garonne (Haute-)	311,928 23	326,781 41	1,746,814 39	1,732,272 86	23,451,553 70	27,569,350 59
Gers	166,866 47	"	239,198 82	752,294 94	7,701,586 73	8,859,946 96
Gironde	667,849 66	1,609,621 78	4,017,653 03	4,170,248 50	49,075,844 61	59,541,217 58
Hérault	346,956 14	833,148 33	1,067,194 82	1,740,011 71	22,342,038 22	26,329,349 22
Ille-et-Vilaine	312,702 84	783,311 67	1,388,786 60	1,299,317 17	21,908,023 13	25,692,141 41
Indre	164,315 50	"	1,924,482 34	744,125 04	9,321,208 06	12,154,130 94
Indre-et-Loire	252,981 65	"	295,075 42	1,218,302 47	15,918,084 94	17,684,444 48
Isère	374,505 37	"	3,348,588 67	1,397,307 63	22,471,892 25	27,592,393 92
Jura	186,463 51	"	383,329 50	846,130 04	10,592,657 55	12,008,580 60
Landes	158,943 06	"	325,107 75	712,718 80	6,927,156 80	8,123,926 41
Loir-et-Cher	180,448 65	"	253,198 16	803,848 90	8,347,880 15	9,585,375 86
Loire	300,595 57	"	578,744 09	1,309,114 45	26,112,619 50	28,301,073 61
Loire (Haute-)	182,362 88	"	220,078 95	620,734 73	5,692,122 84	6,715,299 40
Loire-Inférieure	346,674 77	1,462,502 15	1,997,807 21	1,602,542 69	33,660,279 75	39,069,806 57
Loiret	241,799 92	"	879,369 79	1,242,896 13	18,172,667 62	20,536,733 46
Lot	146,985 98	"	2,081,187 05	593,379 48	6,262,209 85	9,083,762 20
Lot-et-Garonne	209,165 95	"	3,484,519 15	908,183 36	9,710,270 39	14,312,138 85
Lozère	115,884 68	"	111,389 25	444,710 38	5,591,721 46	6,263,705 77
Maine-et-Loire	280,866 29	"	1,617,137 44	1,108,109 50	18,270,719 30	21,276,832 53
A reporter	12,250,239 04	14,090,991 44	46,358,113 07	56,507,104 09	816,793,660 60	946,000,108 24

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1899.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS DES POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	12,250,239f 04c	14,090,991f 44c	46,358,113f 07c	56,507,104f 09c	816,793,660f 60c	946,000,108f 24c
Manche	361,925 84	895,615 68	475,331 22	1,203,479 23	41,312,190 54	44,248,542 51
Marne	329,807 12	"	652,481 90	1,403,945 73	29,655,794 95	32,102,029 70
Marne (Haute-)	185,844 61	"	267,743 61	807,315 28	12,771,870 99	14,032,774 49
Mayenne	201,864 27	"	283,889 83	645,395 33	7,019,683 02	8,150,832 45
Meurthe-et-Moselle	316,058 23	1,902,342 72	1,969,568 96	1,301,856 37	38,860,423 73	44,350,250 01
Meuse	221,579 47	"	378,692 39	798,193 27	28,589,690 14	29,988,155 27
Morbihan	312,698 91	663,592 54	428,457 28	805,513 08	31,775,712 62	33,985,974 43
Nièvre	194,853 31	"	310,075 52	869,569 86	13,716,019 23	15,090,517 92
Nord	833,166 30	5,508,861 48	5,483,402 47	3,748,219 38	56,365,523 75	71,939,173 38
Oise	331,586 45	"	1,532,449 00	1,287,801 68	17,257,978 36	20,409,815 49
Orne	284,202 00	"	339,165 35	1,013,620 77	10,469,401 70	12,106,389 82
Pas-de-Calais	523,360 07	1,283,462 67	3,559,587 15	1,877,412 08	24,873,171 81	32,116,993 78
Puy-de-Dôme	310,646 52	"	1,182,642 00	1,342,956 05	18,079,842 86	20,916,087 43
Pyrénées (Basses-)	229,113 57	1,206,142 90	446,857 52	1,214,455 74	16,163,512 56	19,260,082 29
Pyrénées (Hautes-)	135,593 20	"	330,878 52	678,433 05	13,222,994 91	14,367,899 68
Pyrénées-Orientales	141,787 35	774,323 71	233,827 82	640,764 09	9,131,263 79	10,921,966 76
Territoire de Belfort	"	737,483 59	106,857 60	"	8,186,076 56	9,030,417 75
Rhône	675,565 18	432,417 47	1,719,022 85	3,311,408 72	33,128,732 44	39,267,146 66
Saône (Haute-)	236,646 32	"	1,446,661 96	976,441 21	12,541,541 33	15,201,290 82
Saône-et-Loire	334,842 65	"	651,298 21	1,389,704 08	16,491,211 48	18,867,056 42
Sarthe	270,909 90	"	1,120,265 65	1,020,337 19	17,436,124 75	19,847,637 49
Savoie	171,625 73	1,446,402 27	712,785 24	810,762 13	12,711,230 14	15,852,805 51
Savoie (Haute-)	171,230 15	"	842,552 42	652,332 88	7,978,921 36	9,645,036 81
Seine	4,236,232 69	1,728,577 38	14,914,994 32	34,431 069 67	5,271,116 52	60,581,990 58
A reporter	23,261,378 88	30,670,213 85	85,747,601 86	118,798,090 96	1,299,803,690 14	1,558,280,975 69

Suite des DÉPENSES PUBLIQUES.

Suite du *Développement, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1899.*

DÉPARTEMENTS.	RECEVEURS de L'ENREGISTREMENT, du timbre et des domaines.	RECEVEURS des DOUANES.	RECEVEURS des CONTRIBUTIONS indirectes.	RECEVEURS des POSTES et DES TÉLÉGRAPHES.	TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX des finances.	TOTAL.
Report	23,261,378f 88c	30,670,213f 85c	85,747,601f 86c	118,798,090f 96c	1,299,803,690f 14c	1,558,280,975f 69c
Seine-Inférieure	748,294 81	2,714,233 67	2,984,845 32	2,917,777 28	53,171,316 88	62,536,467 96
Seine-et-Marne	290,256 74	"	722,942 57	1,348,986 98	22,390,848 14	24,753,034 43
Seine-et-Oise	707,895 95	"	996,309 87	2,225,018 22	40,162,544 31	44,091,768 35
Sèvres (Deux-)	175,206 30	"	299,100 83	739,428 63	8,610,246 51	9,823,982 27
Somme	392,869 67	"	1,142,393 12	1,423,667 79	19,502,830 39	22,461,760 97
Tarn	172,268 49	"	281,958 54	775,199 66	11,482,918 08	12,712,344 77
Tarn-et-Garonne	139,262 60	"	167,465 77	549,508 04	8,636,793 05	9,493,029 46
Var	239,218 85	"	322,775 39	1,216,604 42	71,998,278 09	73,776,876 75
Vaucluse	164,286 71	"	382,957 64	818,605 51	9,713,663 34	11,079,513 20
Vendée	194,383 70	300,623 36	261,779 45	792,840 01	10,463,640 05	12,013,266 57
Vienne	211,187 42	"	271,291 96	826,135 47	15,143,753 30	16,452,368 15
Vienne (Haute-)	192,317 61	"	1,365,749 22	887,711 78	11,842,832 91	14,288,611 52
Vosges	249,283 86	691,775 40	489,582 37	1,038,972 02	21,419,972 55	23,889,586 20
Yonne	255,773 61	"	359,283 38	1,083,283 40	14,144,919 91	15,843,260 30
TOTAUX	27,393,885 20	34,376,846 28	95,796,037 29	135,441,830 17	1,618,488,247 65	1,911,496,846 59

Caissier-payeur central du Trésor public	1,453,005,653 70
Agents comptables du Trésor	30,477,390 16
Comptables des finances en Algérie	118,280,065 73
Trésoriers-payeurs des colonies	69,866,370 78
Agent comptable des virements de comptes (*à déduire*)	*9,254,290 73*
TOTAL GÉNÉRAL des payements effectués pendant l'année 1899	3,573,872,036 31

COMPTE DE TRÉSORERIE

POUR L'ANNÉE 1899

NOTE

SUR LE COMPTE DE TRÉSORERIE.

Ainsi que l'a indiqué la note sur le compte des *opérations de l'année*, les recettes et les payements qui ont eu lieu sur tous les services pendant l'année 1899, après avoir été d'abord récapitulés dans cette première partie pour être rapprochés par la Cour des comptes des résultats de ses arrêts sur les comptes individuels des comptables, doivent être ensuite détaillés, par ordre d'opérations, dans les sections suivantes. En conséquence, les développements des contributions et revenus publics et des dépenses publiques qui précèdent sont suivis de celui des opérations de trésorerie pour compléter l'ensemble de la gestion.

Cette partie du compte général de l'Administration des finances a pour objet d'exposer, dans tous leurs détails, les émissions et les remboursements d'effets à payer, les recettes et les dépenses en compte courant, ainsi que les mouvements de fonds qui ont eu lieu, tant pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de l'État, pendant le cours de l'année, et pour assurer dans toutes les localités l'acquittement ponctuel des dépenses publiques, que pour régulariser, en recette et en dépense, les opérations faites par les comptables pour le compte de leurs correspondants. En outre, elle résume le mouvement du service financier de l'année, en faisant connaître, pour chaque branche d'opérations, les excédents de recettes à l'aide desquels ce service a été effectué ou les excédents de dépenses auxquels il a pourvu ; enfin cet ensemble de résultats se trouve justifié par la différence en augmentation ou en diminution qu'ont éprouvée les encaisses des comptables.

Indépendamment de la description détaillée de toutes les recettes et de toutes les dépenses de trésorerie pendant l'année, ainsi que des excédents qui en sont la conséquence, le présent compte comprend la situation de chaque service, c'est-à-dire les excédents de recette et de dépense au 1er janvier de l'année, lesquels, combinés avec ceux de l'année courante, justifient les soldes au 31 décembre 1899. De cette manière on a sous les yeux un tout qui dispense de recourir à la *Situation générale du Trésor* lorsqu'on veut connaître le résultat définitif de chaque service et qui permet de n'y relater que le résumé sommaire des opérations qui influent sur elle.

RÉSULTATS DU COMPTE DE TRÉSORERIE PENDANT L'ANNÉE 1899.

Le compte de trésorerie faisait ressortir au 1er janvier 1899, sur l'ensemble des services, un solde en excédent de recettes, représenté par les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables à la même époque, montant à		1,881,865,601f 02c
Les opérations de l'année 1899 se sont élevées, en recettes, à	36,937,505,929f 07c	
et en dépenses à	36,790,723,966 40	
Elles font donc ressortir un excédent de recettes de	146,781,962 67	146,781,962 67
En rapprochant ces deux termes, on obtient, pour résultat final, au 1er janvier 1900, un solde en excédent de recettes de		2,028,647,563 69

représenté par les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables au 31 décembre 1899.

Ce résultat est développé à la situation générale de l'Administration des finances, pages 656 à 659.

L'état général placé à la suite de la présente note résume, en recette et en dépense, le mouvement des opérations de trésorerie pendant l'année 1899.

On a cru devoir annexer au compte de trésorerie : 1° le relevé, par département, de l'ensemble des recettes et des dépenses que tous les comptables des finances ont effectuées sur le service des budgets et les services de trésorerie (services spéciaux) pendant l'année 1899, faisant ressortir l'excédent qui en est résulté, dans chaque département, pour le compte de trésorerie (autres services), soit à son avantage, soit à sa charge, et expliquant son effet sur les opérations de trésorerie ; 2° le développement, pour l'année 1899, des bons du Trésor et de divers effets à payer.

COMPTE DE TRÉSORERIE.

État général présentant le mouvement des opérations de recettes et de payements pendant l'année 1899.

PAGES de RENVOI aux développements.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
288 et 289	SERVICE DES BUDGETS	426,088,731f 29c	142,736,060f [illegible]	4,256,571,088f 83c	4,274,869,942f 93c	401,566,155f 75c	419,865,009f 85c	407,789,877f 19c	142,736,060f 99c	
		283,352,670f 30c		18,298,854f 10c		18,298,854f 10c		265,053,816f 20c		
	SERVICES DE TRÉSORERIE.									
290 à 293	Services spéciaux du Trésor	626,527,872f 92c	5,203,954,941f [illegible]	862,909,677f 84c	807,601,154f 88c	55,308,522f 96c	"	681,280,467f 73c	5,203,399,013f 80c	
292 et 293	Découverts et avances du Trésor	"	837,179,279 [illegible]	"	8,438,443 59	"	8,438,443f 59c	"	845,617,723 40	
294 et 295	Effets à payer	5,196,387,178 40	"	685,456,870 79	723,687,989 05	"	38,231,118 26	5,158,156,060 14	"	
296 à 315	Correspondants du Trésor	1,975,464,890 54	142,176,969 [illegible]	8,767,364,806 72	8,672,451,078 48	94,913,728 24	"	2,084,077,396 45	155,875,741 82	
316 à 343	Correspondants des comptables des finances	582,179,333 99	167,106,743 [illegible]	11,694,411,187 07	11,670,209,330 29	24,201,856 78	"	736,793,135 31	297,518,686 59	
344 et 345	Fonds particuliers des comptables des finances	61,640,375 76	66,699 [illegible]	717,889,275 37	731,789,787 68	"	13,900,512 31	47,749,754 89	76,585 46	
346 à 355	Avances pour divers services	"	480,810,851 [illegible]	551,377,880 16	499,919,141 32	51,458,738 84	"	339,927 31	429,692,042 73	
356 et 357	Débets de comptables	"	917,045 [illegible]	386,940 84	62,690 09	324,250 75	"	"	592,795 13	
356 et 357	Créances litigieuses	"	9,857 [illegible]	"	"	"	"	"	9,857 53	
360 à 375	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	14,987,964 00	26,452,365 [illegible]	9,401,138,201 45	9,401,694,408 09	"	556,206 64	24,904,248 03	36,924,795 91	
	TOTAUX des services de trésorerie	8,457,187,615 61	6,858,674,688 [illegible]	32,680,934,840 24	32,515,854,023 47	226,207,097 57	61,126,280 80	8,733,300,989 86	6,969,707,242 37	
		1,598,512,930f 72c		165,080,816f 77c		165,080,816f 77c		1,763,593,747f 49c		
	TOTAUX GÉNÉRAUX	8,883,276,346f 90c	7,001,410,749 [illegible]	36,937,505,929f 07c	36,790,723,966f 40c	627,773,253f 32c	480,991,290f 65c	9,141,090,867f 05c	7,112,443,303f 36c	
		1,881,865,601f 02c		146,781,962f 67c		146,781,962f 67c		2,028,647,563f 69c		
	VALEURS de caisse et de portefeuille	"	1,881,865,601f [illegible]	Augmentation des valeurs de caisse et de portefeuille		146,781,962f 67c		"	2,028,647,563 69	
		8,883,276,346 90	8,883,276,346 [illegible]					9,141,090,867 05	9,141,090,867 05	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

État présentant le mouvement des budgets pendant l'année 1899.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Excédents de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Excédents de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.
SERVICE DES BUDGETS.								
Budget de l'exercice 1889	(A) 6,193,792f 43c	"	"	"	"	"	(A) 6,193,792f 43c	"
Budget de l'exercice 1892	"	(A) 9,939,759 11	"	"	"	"	"	(A) 9,939,759c 11c
Budget de l'exercice 1893	"	(A) 84,511,095 82	"	"	"	"	"	(A) 84,511,095 82
Budget de l'exercice 1894	"	(A) 21,654,615 90	"	"	"	"	"	(A) 21,654,615 90
Budget de l'exercice 1895	"	(A) 17,903,459 50	"	"	"	"	"	(A) 17,903,459 50
Budget de l'exercice 1896	"	(A) 8,727,130 66	"	"	"	"	"	(A) 8,727,130 66
Budget de l'exercice 1898	(B) 327,453,727 30	"	66,937,183f 89c	394,390,911f 19c	"	327,453,727f 30c	"	"
Budget de l'exercice 1898 : Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1898 à attribuer au remboursement de diverses avances du Trésor et d'une partie des obligations à court terme. (*Lois des 3 déc. 1898 et 26 déc. 1899.*)	(B) 92,411,282 55	"	"	92,411,282 55	"	92,411,282 55	"	"
Budget de l'exercice 1899	29,929 01	"	3,580,445,853 67	3,179,481,065 69	400,964,787f 98c	"	(C) 400,994,716f 99c	"
Budget de l'exercice 1900	"	"	601,427 20	59 43	601,367 77	"	601,367 77	"
Divers budgets, *l/c* d'excédents de recettes à régulariser	"	"	(D) 608,586,624 07	(E) 608,586,624 07	"	"	"	"
Prélèvements sur les excédents de recettes d'exercices réglés	"	"	"	(D) 608,586,624 07 *A déd.* : (E) 608,586,624 07	"	"	"	"
	426,088,731 29	142,736,060 99	4,256,571,088 83	4,274,869,942 93	401,566,155 75	419,865,009 85	407,789,877 19	142,736,060 99
	283,352,670f 30c		18,298,854f 10c		18,298,854f 10c		265,053,816f 20c	

OBSERVATIONS.

(A) On continue à laisser figurer aux divers budgets où ils ressortent les excédents de recettes et de dépenses dont l'application aux découverts, quoique proposée dans les projets de loi de règlement, ne peut être effectuée définitivement par l'Administration des finances qu'après le vote par le Parlement des lois des comptes de ces budgets.

(B) Exercice 1898. — Cet exercice qui présentait au 1er janvier 1899, un excédent des recettes sur les dépenses de 419,865,009f 85c fait ressortir un excédent final de recette de 92,411,282f 55c

En exécution de la loi du 3 décembre 1898, une partie de cet excédent a été affectée à solder le compte d'avances du Caissier-payeur central : *Remboursements à imputer ultérieurement sur les excédents de recettes de l'exercice 1898.* Ce compte avait supporté provisoirement les dépenses de remboursement avec les intérêts et frais des capitaux compris dans les annuités visées à l'article 13 de la loi du 29 juin, ci 65,517,942 32

En exécution de la loi du 26 décembre 1899, on a :

1° Crédité de 336,103 09
le compte d'avances du Caissier-payeur central : *Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministres*, auquel avait été imputé le remboursement à la chambre de commerce de Boulogne d'une somme dont elle avait fait l'avance à l'Etat.

2° Crédité de 26,557,237 14
le compte spécial : *Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts*, pour rembourser des obligations du Trésor à court terme.

Ensemble 92,411,282 55

(C) Exercice 1899. — Au 31 décembre 1898 cet exercice présentait un excédent de recettes de 29,929f 01c
qu'il y a lieu d'ajouter à l'excédent des recettes sur les payements de l'année 1899. 400,964,787 98

Excédent de recettes au 31 décembre 1899 ..... 400,994,716 99

(D) Opération administrative.

(E) Par virement de comptes.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pendant l'année 1899.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899 — EXCÉDENTS DE RECETTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899 — EXCÉDENTS DE DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. — EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. — Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. — Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
	§ 1er.									
1	Capitaux de cautionnements en numéraire	301,638,710f 60c	"	14,104,692f 62c	36,911,208f 62c	"	22,806,516f 00c	278,832,194f 60c	"	
2	Services départementaux de l'Algérie	5,140,434 31	"	32,595,742 06	30,551,497 45	2,044,244f 61c	"	7,184,678 92	"	
3	Service local des colonies	17,893,527 86	"	109,423,456 24	110,935,551 69	"	1,512,095 45	16,381,432 41	"	
4	Avances faites par l'État au service local des colonies	"	100,907f	50,000 00	"	50,000 00	"	"	50,907f 33c	
5	Caisse de réserve du service local des colonies	4,445,985 77	"	8,343,569 52	7,104,553 22	1,239,016 30	"	5,685,002 07	"	
6	Budget général de l'Indo-Chine	"	"	25,842,319 44	21,963,177 84	3,879,141 60	"	3,879,141 60	"	
7	Avance au budget local de la Guadeloupe pour réparer les dégâts du tremblement de terre du 29 avril 1897	"	1,000,000	"	"	"	"	"	1,000,000 00	
8	Avance au budget local de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone du 27-28 février 1898	"	107,622	"	175,140 03	"	175,140 03	"	282,762 11	
9	Prêts faits à l'industrie	"	1,582,737	48,209 90	"	48,209 90	"	"	1,534,527 22	
10	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	7,874,476 58	"	21,289,768 05	19,273,927 59	2,015,840 46	"	9,890,317 04	"	
11	Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, s/c provisoire	"	134,756	134,756 00	"	134,756 00	"	"	"	
12	Trésor public, s/c d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État	"	843,684	843,684 88	"	843,684 88	"	"	"	
13	Réorganisation des défenses de Calais	"	7,562,721	7,562,721 60	"	7,562,721 60	"		"	
14	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Émission de 1886.)	16,493 69	"	"	"	"	"	16,493 69	"	
15	Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions	85,559,033 67	"	7,848,953 21	8,842,000 00	"	993,046 79	84,565,986 88	"	
16	Avances faites au Trésor par la Banque de France	5,388 03	"	"	"	"	"	5,388 03	"	
17	Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	"	250,782,656	57,557,237 14	"	57,557,237 14	"	"	193,225,413 21	
18	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	"	2,640,945	1,243,490 34	474,824 24	768,666 10	"	"	1,872,279 60	
19	Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	669 05	"	"	"	"	"	669 05	"	
20	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	80,371,086 00	"	"	"	"	"	80,371,086 00	"	
21	Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Loi des 2 et 14 janvier 1890.)	592,139 90	"	4,484,718 35	376,994 73	4,107,723 62	"	4,699,863 52	"	
22	Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées	1,593,658 80	"	583,831 66	789,288 94	"	205,457 28	1,388,201 52	"	
23	Produit de la vente des matières remises par le service de la marine	63,942 30	"	"	"	"	"	63,942 30	"	
24	Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	88,348 30	"	"	"	"	"	88,348 30	"	
25	Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	15,573,792 20	"	396,545,032 17	395,064,438 37	1,480,593 80	"	17,054,386 00	"	
26	Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	"	91,906,770	2,430,642 06	"	2,430,642 06	"	"	89,476,128 71	
27	Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties	447 10	"	"	"	"	"	447 10	"	
28	Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	578,541 35	"	2,559,106 44	2,610,546 66	"	51,440 22	527,101 13	"	
29	Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900.)	"	"	17,300,000 00	17,300,000 00	"	"	"	"	
30	Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	933,975 89	"	7,530,349 97	7,395,169 14	135,180 83	"	1,069,156 72	"	
31	Taxe de raffinage et de fabrication des sucres affectée au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897	"	2,911,086	18,008,520 34	15,097,434 10	2,911,086 24	"	"	"	
32	Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France	40,000,000 00	"	"		"	"	40,000,000 00	"	
33	Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	4,237,221 52	"	4,129,409 33	"	4,129,409 33	"	8,366,630 85	"	
34	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires	"	53,684,363	654,195 36	71,445,402 26	"	70,791,206 90	"	124,475,570 57	
35	Produits de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	59,920,000 00	"	61,290,000 00	"	61,290,000 00	"	121,210,000 00	"	
	TOTAUX du paragraphe 1er. (A reporter.)	626,527,872 92	413,258,245	802,404,406 68	746,311,154 88	152,628,154 47	96,534,902 67	681,280,467 73	411,917,588 75	
		213,269,627f 18c		56,093,251f 80c		56,093,251f 80c		269,362,878f 98c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de *l'État de développement des SERVICES SPÉCIAUX DU Trésor pendant l'année 1899.*

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
	REPORTS du paragraphe 1er	626,527,872f 92c	413,258,245	802,404,406f 68c	746,311,154f 88c	152,628,154f 47c	96,534,902f 67c	681,280,467f 73c	411,917,588f 75c	
	§ 2.									
36	Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire	"	891,569	"	"	"	"	"	891,569f 05c	
37	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	"	252,678,492	15,792,405 76	"	15,792,405 76	"	"	236,886,086 40	
38	Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47.)	"	233,709,135	9,348,365 40	"	9,348,365 40	"	"	224,360,769 60	
39	Trésor public, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	"	3,861,747,500	24,914,500 00	"	24,914,500 00	"	"	3,836,833,000 00	
40	Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	381,750,000	10,450,000 00	"	10,450,000 00	"	"	371,300,000 00	
41	Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	"	59,920,000	"	61,290,000 00	"	61,290,000 00	"	121,210,000 00	
	TOTAUX du paragraphe 2	"	4,790,696,696	60,505,271 16	61,290,000 00	60,505,271 16	61,290,000 00	"	4,791,481,425 05	
		4,790,696,696f 21c		784,728f 84c		784,728f 84c		4,791,481,425f 05c		
	TOTAL des services spéciaux	626,527,872 92	5,203,954,941	862,909,677 84	807,601,154 88	213,133,425 63	157,824,902 67	681,280,467 73	5,203,399,013 80	
		4,577,427,069f 03c		55,308,522 96		55,308,522 96		4,522,118,546 07		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR, d'après les écritures des comptables, pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. EXCÉDENTS de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. EXCÉDENTS de dépenses.	OBSERVATIONS.
Découverts et avances du Trésor	"	837,179,277	"	8,438,443f 59c	"	8,438,443f 59c	"	845,617,723f 40c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — *État de développement des Effets à payer pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° BONS DU TRÉSOR.									
Bons du Trésor remis à la Banque de France	180,000,000f 00c	"	"	"	"	"	180,000,000f 00c	"	
Bons du Trésor remis à divers particuliers. — Bons ordinaires	79,413,530 20	"	201,904,353f 50c	181,080,378f 20c	20,823,975f 30c	"	100,237,505 50	"	
TOTAUX	259,413,530 20	"	201,904,353 50	181,080,378 20	20,823,975 30	"	280,237,505 50	"	
	259,413,530f 20c		20,823,975f 30c		20,823,975f 30c		280,237,505f 50c		
2° ANNUITÉS, BONS ET OBLIGATIONS.									
Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	59,920,000 00	"	61,290,000f 00c	"	61,290,000f 00c	"	121,210,000f 00c	"	
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	252,678,492 16	"	"	15,792,405f 76c	"	15,792,405f 76c	236,886,086 40	"	
Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56, et 28 décembre 1895, art. 47.)	233,709,135 00	"	"	9,348,365 40	"	9,348,365 40	224,360,769 60	"	
Obligations du Trésor public à court terme. (Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer.) Renouvellement.	113,090,904 78	"	"	75,814,904 78	"	75,814,904 78	37,276,000 00	"	
Obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	381,750,000 00	"	"	10,450,000 00	"	10,450,000 00	371,300,000 00	"	
Rentes 3 p. 0/0 amortissables	3,862,107,500 00	"	"	24,950,000 00	"	24,950,000 00	3,837,157,500 00	"	
TOTAUX	4,903,256,031 94	"	61,290,000 00	136,355,675 94	61,290,000 00	136,355,675 94	4,828,190,356 00	"	
	4,903,256,031f 94c		75,065,675f 94c		75,065,675f 94c		4,828,190,356f 00c		
3° TRAITES.									
Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même	19,222,400f 00c	"	50,800,000f 00c	26,796,400f 00c	24,003,600f 00c	"	43,226,000f 00c	"	
Traites tirées sur le Trésor par le Ministre des affaires étrangères pour le service des chancelleries diplomatiques et consulaires	672,747 59	"	4,168,271 45	4,353,410 57	"	185,139f 12c	487,608 47	"	
TOTAUX	19,895,147 59	"	54,968,271 45	31,149,810 57	24,003,600 00	185,139 12	43,713,608 47	"	
	19,895,147f 59c		23,818,460f 88c		23,818,460f 88c		43,713,608f 47c		
4° MANDATS.									
Mandats du Trésor sur les comptables	73,500f 00c	"	3,142,000f 00c	3,215,500f 00c	"	73,500f 00c	"	"	
Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables	8,875,430 20	"	309,267,543 19	316,605,174 15	"	7,337,630 96	1,537,799f 24c	"	
Mandats du Trésor sur les trésoriers-payeurs généraux	26,992 00	"	218,841 24	234,280 73	"	15,439 49	11,552 51	"	
Mandats des trésoriers-payeurs en Algérie sur leurs préposés	122,724 79	"	1,698,408 47	1,697,106 68	1,301f 79c	"	124,026 58	"	
Mandats des trésoriers-payeurs en Algérie sur leurs collègues	12,005 14	"	247,225 35	236,572 78	10,652 57	"	22,657 71	"	
Mandats des préposés des trésoriers-payeurs en Algérie	90,092 51	"	3,331,813 88	3,295,216 94	36,596 94	"	126,689 45	"	
Mandats des préposés sur le payeur général des armées	30, 00	"	"	30 00	"	30 00	"	"	
Mandats des trésoriers-payeurs des colonies sur les trésoriers particuliers et les préposés	2,059,638 28	"	16,880,605 64	17,476,037 22	"	595,431 58	1,464,206 70	"	
Mandats des trésoriers particuliers et préposés sur les trésoriers-payeurs des colonies	2,431,979 12	"	29,556,750 83	29,405,981 41	150,769 42	"	2,582,748 54	"	
Divers corps de troupes. L/C de transmission de fonds	130,076 63	"	2,951,057 24	2,936,224 43	14,832 81	"	144,909 44	"	
TOTAUX	13,822,468 67	"	367,294,245 84	375,102,124 34	214,153 53	8,022,032 03	6,014,590 17	"	
	13,822,468f 67c		7,807,878f 50c		7,807,878f 50c		6,014,590f 17c		
RECAPITULATION DES EFFETS À PAYER.									
1° Bons du Trésor	259,413,530f 20c	"	201,904,353f 50c	181,080,378f 20c	20,823,975f 30c	"	280,237,505f 50c	"	
2° Annuités, bons et obligations	4,903,256,031 94	"	61,290,000 00	136,355,675 94	61,290,000 00	136,355,675f 94c	4,828,190,356 00	"	
3° Traites	19,895,147 59	"	54,968,271 45	31,149,810 57	24,003,600 00	185,139 12	43,713,608 47	"	
4° Mandats	13,822,468 67	"	367,294,245 84	375,102,124 34	214,153 53	8,022,032 03	6,014,590 17	"	
TOTAUX	5,196,387,178 40	"	685,456,870 79	723,687,989 05	106,331,728 83	144,562,847 09	5,158,156,060 14	"	
TOTAUX GÉNÉRAUX	5,196,387,178f 40c		38,231,118f 26c		38,231,118f 26c		5,158,156,060f 14c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — DIVERS SERVICES PUBLICS.									
Communes et établissements publics, *r/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	24,470,326f 07c	"	55,961,413f 46c	48,368,065f 12c	7,593,348f 34c	"	32,063,674f 41c	"	
Communes et établissements publics, *r/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	301,909,725 74	"	381,099,433 42	373,822,812 32	7,276,621 10	"	309,186,346 84	"	
Divers établissements *r/c* de fonds placés au Trésor sans intérêts	933,958 11	"	2,748,100 00	2,702,438 11	45,661 89	"	979,620 00	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* courant avec le Trésor	213,008,266 52	"	1,237,689,577 20	1,205,056,720 00	32,632,857 20	"	245,641,123 72	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés des caisses d'épargne	97,048,259 30	"	307,483,013 13	310,867,391 21	"	3,384,378 08	93,663,881 22	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la caisse nationale d'épargne	48,122.731 22	"	121,007,180 53	120,622,095 08	385,085 45	"	48,507,816 67	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de fonds non employés de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse	47,950,562 76	"	88,199,692 95	91,624,787 35	"	3,425,094f 40c	44,525,468 36	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* des caisses d'assurances chez les receveurs des postes et des télégraphes	"	"	64,217 05	61,263 77	2,953 28	"	2,953 28	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — Versements en numéraire	205,956 00	"	1,459,044 95	1,434,817 00	24,227 95	"	230,183 95	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse chez les receveurs des postes et des télégraphes — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	96f 00c	667 00	638 00	29 00	"	"	67f 00c	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la dotation de la caisse nationale d'épargne	"	10,402,862 [illegible]	"	3,334,848 57	"	3,334,848 57	"	13,737,711 51	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez l'agent comptable de la caisse nationale d'épargne	"	37,719,868 [illegible]	123,956,943 65	121,007,180 53	2,949,763 12	"	"	34,770,105 16	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs généraux	182,327 64	"	609,368,583 97	609,138,869 78	229,714 19	"	412,041 83	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie	158,920 37	"	18,760,382 44	18,856,374 50	"	95,992 06	62,928 31	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez l'agent comptable du Trésor à Tunis	7,432 42	"	735,470 86	734,565 45	905 41	"	8,337 83	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez les trésoriers-payeurs des colonies	123,616 07	"	7,547,691 13	7,243,192 77	304,498 36	"	428,114 43	"	
Gouvernement beylical, *s/c* de fonds déposés au Trésor	4,151,972 96	"	22,555,691 32	22,359,433 42	196,257 90	"	4,348,230 86	"	
Gouvernement beylical, *s/c* chez l'agent comptable du Trésor français à Tunis	"	"	12,084,365 25	10,995,000 77	1,089,364 48	"	1,089,364 48	"	
Imprimerie nationale	350,000 00	"	1,800,000 00	1,950,000 00	"	150,000 00	200,000 00	"	
Divers corps de troupes de la guerre et de la marine, *r/c* de fonds déposés au Trésor	14,106,593 00	"	14,261,080 00	13,074,860 00	1,186,220 00	"	15,292,813 00	"	
Colis postaux	"	"	3,535 50	3,535 50	"	"	"	"	
Solde des comptes avec les offices étrangers	240,373 69	"	25,873,409 56	23,924,752 49	1,948,657 07	"	2,189,030 76	"	
Bons de poste. (Loi du 28 juin 1882.)	25,573,468 00	"	41,509,360 00	40,385,107 00	1,124,253 00	"	26,697,721 00	"	
Taxe de change sur les mandats de poste de 200 francs et au-dessus émis en Algérie à destination de la France ou de ses colonies	2,779 75	"	13,665 94	16,445 69	"	2,779 75	"	"	
Divers, *r/c* de dépôts de valeurs à rembourser par les receveurs des postes et des télégraphes (mandats français)	17,638,510 12	"	1,207,047,414 46	1,203,633,684 08	3,413,730 38	"	21,052,240 50	"	
Divers, *r/c* de dépôts de valeurs payables à l'étranger	20,644,380 09	"	49,023,600 22	42,408,925 62	6,614,674 60	"	27,259,054 69	"	
Divers offices étrangers, *r/c* de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes	"	22,447,589 [illegible]	47,059,788 48	55,003,936 35	"	7,944,147 87	"	30,391,737 21	
Service départemental (budget de l'exercice 1899)	"	"	338,489,472 99	258,191,883 55	80,297,589 44	"	80,297,589 44	"	
Service départemental (budget de l'exercice 1898)	76,674,370 29	"	49,310,309 64	125,984,679 93	"	76,674,370 29	"	"	
Service départemental (opérations hors budget)	678,947 67	"	14,645,979 48	14,852,808 69	"	206,829 21	472,118 46	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* courant avec le Trésor	7,992,107 23	"	16,212,740 06	16,231,852 23	"	19,112 17	7,972,995 06	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* courant avec le Trésor	4,661,799 85	"	28,903,980 58	28,494,450 17	409,530 41	"	5,071,330 26	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie	"	78,459 [illegible]	187,702 27	573,317 22	"	385,614 95	"	464,074 67	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs des colonies	"	99,841 [illegible]	604,780 69	640,566 29	"	35,785 60	"	135,626 68	
TOTAUX du paragraphe 1er	906,837.384 87	70,748,717 [illegible]	4,825,668,288 18	4,773,601,298 56	147,725,942 57	95,658,952 95	967,654,979 36	79,499,322 23	
	836,088.667f 51c		52,066.989f 62c		52,066,989f 62c		888,155,657f 13c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants du Trésor pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 2. — ÉTABLISSEMENTS PARTICULIERS. (Fonds déposés au Trésor.)									
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations anglaises	8,215f 23c	"	76,318f 79c	51,010f 18c	25,308f 61c	"	33,523f 84c	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations écossaises	20,385 13	"	75,641 75	60,259 19	15,382 56	"	35,707 69	"	
Ministère de l'instruction publique, *s/c* de fondations irlandaises	130,274 78	"	125,754 49	192,384 37	"	66,629f 88c	63,644 90	"	
Service des pompes funèbres	1,321,129 32	"	604,071 11	200,000 00	404,071 11	"	1,725,200 43	"	
Crédit foncier, *s/c* courant n° 2	5,285,347 28	"	12,829,122 08	18,000,000 00	"	5,170,877 92	114,469 36	"	
Totaux du paragraphe 2	6,765,351 74	"	13,710,908 22	18,503,653 74	444,762 28	5,237,507 80	1,972,606 22	"	
	6,765,351f 74c		4,792,745f 52c		4,792,745f 52c		1,972,606f 22c		
§ 3. — FONDS À REMBOURSER À DIVERS.									
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de recettes à lui verser pour divers services spéciaux	41,358f 16c	"	550,277f 60c	498,014f 19c	52,263f 41c	"	93,621f 57c	"	
Divers, *t/c* de dépôts de valeurs à recouvrer dans les départements et les colonies	972,581 46	"	46,830,461 02	45,536,556 13	1,293,904 89	"	2,266,486 35	"	
Ex-trésoriers-payeurs généraux, *t/c* d'avances à leur rembourser	154,758 56	"	1,513,102 57	1,628,667 66	"	115,565f 09c	39,193 47	"	
Divers, *t/c* d'arrérages de rentes départementales à payer à Paris	38,507 25	"	1,828,656 44	1,833,330 79	"	4,674 35	33,832 90	"	
Divers, *t/c* d'arrérages de valeurs du Trésor (certificats nominatifs)	66,375 00	"	11,783,150 00	11,573,850 00	209,300 00	"	275,675 00	"	
Divers, *t/c* d'arrérages de rentes déposées	"	"	313,285,558 10	313,285,558 10	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de quittances de rentes visées par la Dette inscrite	3,853 88	"	"	1,579 13	"	1,579 13	2,274 75	"	
Divers, *t/c* de coupons indûment détachés — sur obligations départementales	45 00	"	"	22 50	"	22 50	22 50	"	
Divers, *t/c* de coupons indûment détachés — sur obligations du Trésor	1,210 00	"	"	1,210 00	"	1,210 00	"	"	
Divers, *t/c* de coupons indûment détachés — sur bons de liquidation	262 50	"	"	37 50	"	37 50	225 00	"	
Totaux du paragraphe 3	1,278,951 81	"	375,791,205 73	374,358,826 00	1,555,468 30	123,088 57	2,711,331 54	"	
	1,278 951f 81c		1,432,379f 73c		1,432,379f 73c		2,711,331f 54c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants du Trésor pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.									
1° *Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France.*									
Budget de l'artillerie, *s/c* de recouvrements	62f 06c	"	"	"	"	"	62f 06c	"	
Legs Giffard, *s/c* d'emploi de fonds	12,611 78	"	4,345f 00c	2,345f 81c	1 999f 19c	"	14,610 97	"	
Administration des postes et des télégraphes, *s/c* avec les receveurs de l'enregistrement	0 60	"	4 00	4 00	"	"	0 60	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement	78 20	"	3,126,012 05	3,126,089 96	"	77f 91c	0 29	"	
Divers, *t/c* de frais d'assistance judiciaire	46,866 91	"	546,766 93	551,223 38	"	4,456 45	42,410 46	"	
Établissements d'aliénés, *t/c* de recouvrements de pensions	1,640 00	"	71,381 85	71,253 60	128 25	"	1,768 25	"	
Légion d'honneur, *s/c* avec les receveurs de l'enregistrement	8,372 00	"	6,228 00	9,605 00	"	3,377 00	4,995 00	"	
Retenues au profit des asiles nationaux	"	"	91 20	91 20	"	"	"	"	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires à classer	"	"	2,895,566 09	2,895,566 09	"	"	"	"	
Produit des passages à cheval et en voiture dans le parc de Saint-Cloud	"	"	16,893 00	16,893 00	"	"	"	"	
Caisse nationale d'épargne. — Versement du produit des ventes	"	"	8,944 19	8,944 19	"	"	"	"	
Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation des services militaires	"	"	659,706 35	659,706 35	"	"	"	"	
Produit de la vente de matières provenant du Ministère de la guerre à classer	"	"	3,999 97	3,999 97	"	"	"	"	
Recettes à classer	"	"	91,845 41	91,531 52	313 89	"	313 89	"	
Totaux du 1°	69,631 55	"	7,431,784 04	7,437,254 07	2,441 33	7,911 36	64,161 52	"	
	69,631f 55c		5,470f 03c		5,470f 03c		64,161f 52c		
2° *Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.*									
Administration des postes et des télégraphes, *s/c* avec les receveurs de l'enregistrement en Algérie	"	"	4f 00c	4f 00c	"	"	"	"	
Droits perçus à titre de dépôts en exécution du décret du 30 novembre 1897. (Propriété indigène.)	46f 80c	"	62 40	97 80	"	35f 40c	11f 40c	"	
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* intermédiaire avec les receveurs de l'enregistrement en Algérie	67 55	"	352,186 36	352,215 66	"	29 30	38 25	"	
Divers, *t/c* de frais d'assistance judiciaire	7,431 32	"	20,935 60	19,458 50	1,477f 10c	"	8,908 42	"	
Agence judiciaire du Trésor	"	"	16,809 90	16,809 90	"	"	"	"	
Fonds versés par divers à titre de dépôt	209,097 29	"	618,810 30	607,638 05	11,172 25	"	220,269 54	"	
Fonds provenant du Beit-el-Mal	631,764 94	"	71,670 96	78,977 14	"	7,306 18	624,458 76	"	
Certificats de propriété pour l'immatriculation des rentes françaises. (Droit complémentaire de 2 fr. 25)	13 65	"	97 65	102 90	"	5 25	8 40	"	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires à classer	1,800 00	"	2,205,563 39	2,137,363 39	68,200 00	"	70,000 00	"	
Prix de vente des forêts de chênes-liège	91,682 51	"	46,650 71	138,333 22	"	91,682 51	"	"	
Établissements d'aliénés, *t/c* de recouvrements de pensions	"	"	150 00	150 00	"	"	"	"	
Produits de bois en litige	"	"	154 00	154 00	"	"	"	"	
Totaux du 2°	941,904 06	"	3,333,095 27	3,351,304 56	80.849 35	99,058 64	923,694 77	"	
	941,904f 06c		18,209f 29c		18,209f 29c		923,694f 77c		
A reporter	1,011,535f 61c	"	10,764,879f 31c	10,788,558f 63c	83,290f 68c	106,970f 00c	987,856f 29c	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*Etat de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents DE RECETTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents DE DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
§ 4. — Suite des COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS.									
Report	1,011,535f 61c	"	10,764 879f 31c	10,788,558f 63c	83,290f 68c	106,970f 00c	987,856f 29c	"	
3° *Receveurs des douanes en France.*									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigade	2,155,403f 68c	"	3,079,548f 79c	3,013,375f 88c	66,172f 91c	"	2,221,576f 59c	"	
Primes de captures (saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs)	3,569 23	"	41,325 57	42,286 50	"	960f 93c	2,608 30	"	
Sommes afférentes aux préposés des douanes dans les saisies faites à la requête des autres administrations	5,364 29	"	6,566 30	8,028 52	"	1,462 22	3,902 07	"	
Consignations en garantie de droits de douane ou pour tenir lieu de cautionnements	4,262,675 05	"	95,289,525 85	95,889,302 07	"	599,776 22	3,662,898 83	"	
Recouvrements faits pour des tiers	279,806 99	"	7,818,003 60	7,914,141 72	"	96,138 12	183,668 87	"	
Fonds particuliers de divers et recettes à classer	705,892 83	"	156,174,176 85	156,165,4 0 37	8,716 48	"	714,609 31	"	
TOTAUX du 3°	7,412,712 07	"	262,409 146 96	263,032,595 06	74,889 39	698,337 49	6,789,263 97	"	
	7,412,712f 07c		623,448f 10c		623,448f 10c		6,789,263f 97c		
4° *Receveurs des douanes en Algérie.*									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigade	124,875f 13c	"	155,367f 97c	135,109f 76c	20,258f 21c	"	145,133f 34c	"	
Primes de captures (saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs)	101 66	"	725 00	765 00	"	40f 00c	61 66	"	
Sommes afférentes aux préposés des douanes dans les saisies faites à la requête des autres administrations	30 65	"	7 12	37 41	"	30 29	0 36	"	
Consignations en garantie de droits de douane ou pour tenir lieu de cautionnements	112,706 30	"	1,512,621 26	1,557,488 20	"	44,866 94	67,839 36	"	
Recouvrements faits pour des tiers	1,756,623 26	"	8,240,546 66	8,194,532 25	46,014 41	"	1,802,637 67	"	
Fonds particuliers de divers et recettes à classer	7,254 13	"	2,944,411 99	2,944,959 54	"	547 55	6,706 58	"	
TOTAUX du 4°	2,001,591 13	"	12,853,6 0 00	12,832,892 16	66,272 62	45,484 78	2,022,378 97	"	
	2,001,591f 13c		20,787f 84c		20,787f 84c		2,022,378f 97c		
5° *Receveurs des contributions indirectes.*									
Consignations	144,714f 80c	"	1,512,603f 25c	1 541,081f 96c	"	28,478f 71c	116,236f 09c	"	
Fonds à rembourser à divers et recettes à classer	12,599,678 50	"	1,105,404,761 97	1,107,696,512 28	"	2,291,750 31	10,307,928 19	"	
Recouvrements pour des tiers	236,508 02	"	13,052 915 09	13,002,274 51	50,640f 58c	"	287,148 69	"	
TOTAUX du 5°	12,980,901 32	"	1,119,970,280 31	1,122,239,868 75	50,640 58	2,320,229 02	10,711,312 88	"	
	12,980,901f 32c		2,269,588f 44c		2,269,588f 44c		10,711,312f 88c		
6° *Receveurs des contributions diverses en Algérie.*									
Cautionnements des assujettis à la licence (Boissons et tabacs)	826,515f 00c	"	376,605f 00c	384,105f 00	"	7,500f 00c	819,015f 00c	"	
Fonds particuliers reçus de divers	14,562,608 33	"	48,383,031 49	46,748,681 27	1,634,350f 22c	"	16,196,958 55	"	
Contribution foncière sur les propriétés bâties à répartir	"	"	3,894,722 47	3,894,722 47	"	"	"	"	
Contributions arabes à répartir	"	"	15,877,317 89	15,877,317 89	"	"	"	"	
Contribution des patentes à répartir	"	"	2,442,313 78	2,442,313 78	"	"	"	"	
Excédents de versements sur contributions directes	11,237 41	"	59,275 41	62,613 39	"	3,337 98	7,899 43	"	
Taxe pour la constitution de la propriété individuelle indigène	335,934 23	"	757,175 30	808,254 59	"	51,079 29	284,854 94	"	
Consignations concernant le service de la propriété individuelle indigène	72,900 09	"	56,269 19	26,858 59	29,410 60	"	102,310 69	"	
Mandats du Trésor remis à divers	"	"	200,324 65	200,324 65	"	"	"	"	
TOTAUX du 6°	15,809,195 06	"	72,047,035 18	70,445,191 63	1,663,760 82	61,917 27	17,411,038 61	"	
	15,809,195f 06c		1,601,843f 55c		1,601,843f 55c		17,411,038f 61c		
A reporter	39,215,935f 19c	"	1,478,045,021f 76c	1,479,339,106f 23c	1,938,854f 09c	3,232,938f 56c	37,921,850f 72c	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants du Trésor pendant l'année 1899.*

DESIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Excédents de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Excédents de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 4. — Suite des Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.									
Report	39,215,935f 19c	"	1,478,045,021f 76c	1,479,339,106f 23c	1,938,854f 09c	3,232,938f 56c	37,921,850f 72c	"	
7° Receveurs des postes et des télégraphes en France.									
Recouvrements effectués pour le compte de l'administration des douanes	"	"	768f 33c	768f 33c	"	"	"	"	
Remises sur opérations effectuées pour le compte de l'administration des douanes	"	"	237 30	237 30	"	"	"	"	
Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	"	"	1,615,634 70	1,615,634 70	"	"	"	"	
Articles d'argent indûment payés	145f 67c	"	176 00	166 00	10f 00c	"	155f 67c	"	
Abonnements au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*	3,788 05	"	3,448 95	3,851 65	"	402 70	3,385 35	"	
Abonnements au *Bulletin des lois*, au *Moniteur des communes* et au *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*	556 05	"	918 45	943 75	"	25 30	530 75	"	
Provisions en garantie du remboursement de travaux	229,867 98	"	345,174 20	143,200 72	201,973 48	"	431,841 46	"	
Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements	4,353 29	"	90,439 15	90,920 47	"	481 32	3,871 97	"	
Restitution du sieur Guesdon	"	"	236 00	236 00	"	"	"	"	
Contributions diverses à titre de fonds de concours pour concessions de lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	357 02	"	122,549 81	122,[illegible]36 83	"	87 02	270 00	"	
Caisse nationale d'épargne. — Versements	31,140,345 17	"	369,622,796 76	368,334,[illegible]76 46	1,288,420 30	"	32,428,765 47	"	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements français	"	29,896,04[illegible]	330,195,454 41	333,286,719 49	"	3,091,265 08	"	32,987,308f 85c	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements internationaux	"	22,06[illegible]	423,296 03	435,399 80	"	12,103 77	"	34,771 56	
Caisse nationale d'épargne. — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	6,38[illegible]	73,185 00	72,698 00	487 00	"	"	5,893 00	
Caisse nationale d'épargne. — Solde des comptes internationaux	"	"	"	"	"	"	"	"	
Service des téléphones. — Divers, *l/c* de surtaxes téléphoniques	17,782 68	"	11,040 25	15,821 98	"	4,781 73	13,000 95	"	
Service des téléphones. — Divers, *l/c* pour l'installation de réseaux téléphoniques et de lignes interrurbaines	"	6,679,02[illegible]	1,799,213 60	2,546,188 59	"	746,974 99	"	7,425,995 34	
Service des téléphones. — Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et de lignes interurbaines	7,259,849 81	"	2,543,188 59	1,300,015 08	1,243,173 51	"	8,503,023 32	"	
Service des téléphones. — Part contributive des abonnés aux frais de premier établissement de leurs lignes	549 72	"	1,065,166 61	1,062,480 32	2,686 29	"	3,236 01	"	
Totaux du 7°	38,657,595 44	36,604,11[illegible]	707,912,924 14	709,032,295 47	2,736,750 58	3,856,121 91	41,388,080 95	40,453,968 75	
	2,053,483f 53c		1,119,371 33		1,119,371f 33c		934,112f 20c		
8° Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.									
Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs	"	"	83,136f 35c	83,136f 35c	"	"	"	"	
Abonnements au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*	66f 60c	"	66 60	66 60	"	"	66f 60c	"	
Abonnements au *Bulletin des lois*, au *Moniteur des communes* et au *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*	38 50	"	41 05	40 10	1f 55c	"	40 05	"	
Provisions en garantie du remboursement de travaux	"	"	27,024 21	"	27,024 21	"	27,024 21	"	
Articles d'argent indûment payés	10 00	"	"	"	"	"	10 00	"	
Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements	85 00	"	1,675 00	1,700 00	"	25f 00c	60 00	"	
Contributions diverses à titre de fonds de concours pour la concession de lignes télégraphiques d'intérêt privé	"	"	11,693 60	11,693 60	"	"	"	"	
Caisse nationale d'épargne. — Versements	800,799 47	"	11,012,057 05	11,030,322 38	"	18,265 33	782,534 14	"	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements français	"	634,09[illegible]	8,339,584 07	8,536,456 09	"	196,872 02	"	831,564f 17c	
Caisse nationale d'épargne. — Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	37[illegible]	5,034 00	5,009 00	25 00	"	"	354 00	
Caisse nationale d'épargne. — Remboursements internationaux	"	"	546 21	546 21	"	"	"	"	
Service des téléphones. — Diverses, *l/c* de surtaxes téléphoniques	246 17	"	98 75	0 25	98 50	"	344 67	"	
Service des téléphones. — Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes interurbaines	84,874 02	"	8,700 00	24,721 54	"	16,021 54	68,852 48	"	
Service des téléphones. — Divers, *l/c* pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques	"	78,49[illegible]	22,455 37	8,700 00	13,755 37	"	"	64,740 80	
Service des téléphones. — Part contributive des abonnés aux frais de premier établissement de leurs lignes	"	"	29,363 10	29,363 10	"	"	"	"	
Totaux du 8°	886,119 76	713,567	19,541,475 96	19,731,755 22	40,904 63	231,183 89	878,932 15	896,658 97	
	172,552f 44c		190,279f 26c		190,279f 26c		17,726f 82c		
Totaux du paragraphe 4	78,759,650f 39c	37,317,67[illegible]	2,205,409,421f 86c	2,208,103,156f 92c	4,716,509f 30c	7,320,244f 36c	80,188,863f 82c	41,350,627f 72c	
	41,441,971f 16c		2,603,735f 06c		2,603,734f 06c		38,838,236f 10c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — DIVERS CORRESPONDANTS.									
1° *Trésoriers-payeurs généraux.*									
Recouvrements de contributions directes en vertu de contraintes	412,019f 16c	"	13,434,349f 77c	13,448,243f 46c	"	13,893 69	398,125f 47c	"	
Excédents de versements sur contributions directes	1,142,457 43	"	3,624,739 58	3,665,490 94	"	40,751f 36	1,101,706 07	"	
Droits de permis de chasse	55,764 00	"	7,848,882 00	7,847,964 00	918f 00c	"	56,682 00	"	
Cotisations municipales et particulières	8,690 643 82	"	21,421,720 38	22,923,993 32	"	1,502,272 94	7,188,370 88	"	
Reliquats provenant de divers services	809,446 61	"	653,017 81	680,350 38	"	27,332 57	782,114 04	"	
Bénéfices et frais de gestions intérimaires de recettes des finances	47,192 73	"	84,201 27	108,258 96	"	24,057 69	23,135 04	"	
Dépôts en numéraire des soumissionnaires de fournitures et travaux	63,430 30	"	3,657,704 21	3,650,577 51	7,126 70	"	70,557 00	"	
Consignations diverses	"	"	"	"	"	"	"	"	
Droits perçus sur déclarations de locations verbales	17,743 10	"	105,937 33	105,197 27	740 06	"	18,483 16	"	
Consignations de frais et amendes en matière de police de roulage et de navigation	2,588 02	"	5,674 95	5,039 37	635 58	"	3,223 60	"	
Consignations de droits d'examen	591,245 00	"	5,748,350 00	5,770,100 00	"	21,750 00	569,495 00	"	
Reversements de frais de justice à restituer aux condamnés	472 15	"	468 94	392 20	76 74	"	548 89	"	
Droits universitaires acquis aux villes	4,137 50	"	437,032 50	440,090 00	"	3,057 50	1,080 00	"	
Souscription à l'emprunt de l'Annam et du Tonkin	"	"	"	"	"	"	"	"	
Termes versés sur titres provisoires de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin	"	"	1,202 25	1,202 25	"	"	"	"	
TOTAUX DU 1° (à reporter)	11,837,139 82	"	57,023,280 99	58,646,899 66	9,497 08	1,633,115 75	10,213,521 15	"	
	11,837,139f 82c		1,623,618f 67c		1,623,618f 67c		10,213,521f 15c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants du Trésor pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des Divers correspondants.									
Report	11,837,139f 82	"	57,023,280f 99c	58,646,899f 66c	9,497f 08c	1,633,115f 75c	10,213,521f 15c	"	
2° *Caissier-payeur central du Trésor public.*									
Agent comptable de la caisse des musées nationaux, *s/c* courant	12,287f 97c	"	392,462f 95c	360,023f 17c	32,439f 78c	"	44,727f 75c	"	
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires, *s/c* concernant l'hôpital de Tanger	"	"	5,235 00	5,235 00	"	"	"	"	
Avances en compte courant à divers caissiers et agents des ministères	"	235,000f 00c	20,000 00	30,000 00	"	10,000f 00c	"	245,000f 00c	
Banque d'Alsace-Lorraine, *s/c* courant	3,208 94	"	1,173,350 25	1,172,812 00	538 25	"	3,747 19	"	
Banque internationale de Luxembourg, *s/c* courant	4,217 66	"	729,685 50	729,604 50	81 00	"	4,298 66	"	
Banque de Mulhouse, *s/c* courant	3,384 46	"	794,747 07	794,237 00	510 07	"	3,894 53	"	
Bons de liquidation provisoires, *l/c* d'opérations à régulariser	60,927 45	"	"	678 78	"	678 78	60,248 67	"	
Budgets, *l/c* de recouvrements à faire ultérieurement	9,857 53	"	"	"	"	"	9,857 53	"	
Caissier agent comptable de la Monnaie, *s/c* courant	2,512,344 19	"	6,876,526 99	5,975,601 61	900,925 38	"	3,413,269 57	"	
Caissier du chemin de fer de Lagny à Villeneuve-le-Comte, *s/c* courant	25,000 00	"	"	12,000 00	"	12,000 00	13,000 00	"	
Caissier du port et du chemin de fer de la Réunion	223,645 78	"	2,789,067 99	2,890,546 93	"	101,478 94	122,166 84	"	
Caissier général des chemins de fer de l'État, *s/c* courant	18,712,217 43	"	41,258,987 02	41,822,357 60	"	563,370 58	18,148,846 85	"	
Caissier-payeur central, *s/c* intermédiaire de sommes indûment reçues	10,233 59	"	789,911 79	791,783 32	"	1,871 53	8,362 06	"	
Caissier-payeur central, *s/c* de recettes à vérifier	3,877,927 12	"	8,892,391 67	10,983,546 04	"	2,091,154 37	1,786,772 75	"	
Dépôts de soumissionnaires de fournitures et travaux (Tonkin)	"	"	"	"	"	"	"	"	
Divers, *l/c* d'achats de rentes et valeurs du Trésor	22,450 97	"	6,976,804 57	6,952,960 84	23,843 73	"	46,294 70	"	
Divers, *l/c* de ventes de rentes et valeurs du Trésor	3,396 15	"	13,572 87	16,969 02	"	3,396 15	"	"	
Divers, *l/c* de retenues à classer	2,887 24	"	6,167 32	2,893 50	3,273 82	"	6,161 06	"	
Divers, *l/c* de versements pour cessions de valeurs postales spéciales aux offices coloniaux	63,446 92	"	68,051 20	50,731 72	17,319 48	"	80,766 40	"	
Divers, *l/c* de promesses de rentes restant à liquider	5,645 05	"	"	268 15	"	268 15	5,376 90	"	
Frais d'adjudication, *l/c* de versements et de remboursements	72 95	"	18,566 40	18,539 50	26 90	"	99 85	"	
Lingots d'or et d'argent et diverses monnaies annamites déposées à la Monnaie	"	111,841 82	"	"	"	"	"	111,841 82	
M. Cauvain, payeur général	"	528 68	528 68	"	528 68	"	"	"	
M. Prot, payeur d'armée	"	"	1,000 01	1,000 00	0 01	"	0 01	"	
M. Didelet, payeur d'armée	"	"	100,001 59	100,000 00	1 59	"	1 59	"	
M. Flix, payeur d'armée	"	"	249,983 75	250,000 00	"	16 25	"	16 25	
M. Jacquet, payeur d'armée	"	0 96	0 96	"	0 96	"	"	"	
M. Robert-Bérard, payeur d'armée	"	8 04	8 04	"	8 04	"	"	"	
M. Prudot, payeur d'armée	"	7,031 57	7,033 47	1 90	7,031 57	"	"	"	
M. Legrand, payeur d'armée	"	11 75	11 75	"	11 75	"	"	"	
M. Giraux, payeur d'armée	"	4 17	4 17	"	4 17	"	"	"	
M. Gaillet, payeur d'armée	"	6 75	6 75	"	6 75	"	"	"	
M. Loussert, payeur d'armée	"	"	130,000 00	130,000 00	"	"	"	"	
M. Poutard, payeur d'armée	"	"	210,000 00	210,000 00	"	"	"	"	
Caissier agent comptable de l'Exposition universelle de 1900	"	20,000 00	30,000 00	75,000 00	"	45,000 00	"	65,000 00	
Divers, *l/c* de coupons indûment détachés d'inscriptions de rentes à transférer ou à reconvertir	707 75	"	338 50	560 25	"	221 75	486 00	"	
Divers, *l/c* de remboursement d'obligations sorties aux tirages. (Emprunt de 50 millions.)	"	"	1,346 40	1,346 40	"	"	"	"	
A reporter	25,553,859 15	374,433 74	71,535,792 66	73,378,697 23	986,551 93	2,829,456 50	23,758,378 91	421,858 07	
A reporter	11,837,139 82	"	57,023,280 99	58,646,899 66	9,497 08	1,633,115 75	10,213,521 15	"	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des Correspondants du Trésor pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des Divers correspondants.									
Report	11,837,139f 82c	"	57,023,280f 99c	58,646,899f 66c	9,497f 08c	1,633,115f 75c	10,213,521f 15c	"	
2° *Caissier-payeur central du Trésor public.* (Suite.)									
Report	25,553,859f 15c	374,433f	71,535,792 66	73,378,697 23	986,551 93	2,829,456 50	23,758,378f 91c	421,858f 07c	
Porteurs d'obligations amortissables par annuités, terminables en 1923, *t/c* d'arrérages à leur payer	"	"	11,374,500 00	11,374,500 00	"	"	"	"	
Porteurs de rentes 3 p. o/o amortissables, *t/c* de coupons absents	1,233 75	"	960 00	817 50	142 50	"	1,376 25	"	
Porteurs de rentes 4 1/2 p. o/o remboursées ou converties, *t/c* de coupons absents	1,547 91	"	163 30	9 52	153 78	"	1,701 69	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *t/c* d'arrérages. — Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. (Renouvellement.)	12,500 00	"	3,244,545 36	3,257,045 36	"	12,500 00	"	"	
Porteurs d'obligations du Trésor à court terme, *t/c* d'arrérages. — Loi du 17 février 1898	"	"	1,423,237 50	1,423,231 78	5 72	"	5 72	"	
Primes d'émission des obligations du Trésor à court terme	"	"	"	"	"	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de provisions	739,734 57	"	"	739,734 57	"	739,734 57	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de recettes	755 83	"	91,479 80	92,235 63	"	755 83	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. — *s/c* de dépenses	"	179,789	592,686 07	412,897 00	179,789 07	"	"	"	
Recettes réalisées à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	836 76	"	"	"	"	"	836 76	"	
Reliquat du budget sur ressources spéciales revenant à divers	39,283 56	"	"	"	"	"	39,283 56	"	
Rente de la dotation de l'armée, *s/c* de liquidation	130,211 05	"	"	"	"	"	130,211 05	"	
Retenues pour droits d'investiture sur les arrérages des dotations	16,754 67	"	1,802 07	16,754 67	"	14,952 60	1,802 07	"	
Service de la remonte, *s/c* d'avances déposées en compte courant	"	21,450	1,270,000 00	1,223,775 00	46,225 00	"	24,775 00	"	
Service médical de l'Exposition universelle de 1900	"	26,626	286,404 42	120,307 37	166,097 05	"	139,470 49	"	
Souscriptions aux emprunts liquidées par suite de déchéance	110,457 00	"	"	2,794 10	"	2,794 10	107,662 90	"	
Souscriptions non libérées à l'emprunt de 350 millions (1884)	80 00	"	"	"	"	"	80 00	"	
Souscription à l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	95 75	"	"	"	"	"	95 75	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *t/c* d'envois de valeurs à vérifier	84,503 75	"	3,837,000 00	3,791,000 00	46,000 00	"	130,503 75	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *t/c* de recouvrements sur leurs avances	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ville de Nouméa, *s/c* courant	12,797 33	"	145,285 31	148,827 94	"	3,542 63	9,254 70	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin, *s/c* de l'emprunt de 80 millions	21,706,470 08	"	2,343 00	4,000,000 00	"	3,997,657 00	17,708,813 08	"	
Recettes à classer sur l'emprunt de 80 millions, Annam et Tonkin (Paris)	"	"	"	"	"	"	"	"	
Recettes à classer sur l'emprunt de 80 millions Annam et Tonkin (Départements)	"	"	1,202 25	1,202 25	"	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin; *s/c* de fonds restant à employer sur les provisions constituées pour le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt de 80 millions	155,089 23	"	265,143 27	232,507 50	32,635 77	"	187,725 00	"	
Porteurs d'obligations provisoires de l'Annam et du Tonkin, *t/c* de capital et d'intérêts à leur payer	308 55	"	"	53 55	"	53 55	255 00	"	
Souscriptions à l'emprunt de 80 millions du protectorat de l'Annam et du Tonkin	68 00	"	"	68 00	"	68 00	"	"	
Chemin de fer du Soudan, *s/c* courant	453,030 94	"	2,418,000 00	2,855,749 35	"	437,749 35	15,281 59	"	
Souscription en faveur du patronage des élèves de la Légion d'honneur	"	"	"	"	"	"	"	"	
Fonds réservés sur le produit de la conversion de l'emprunt de Madagascar	"	"	"	"	"	"	"	"	
Colonie de Madagascar *s/c* de fonds restant à employer sur les provisions constituées pour le service de l'emprunt de 1897	31,412 50	"	62,543 75	55,000 00	7,543 75	"	38,956 25	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *t/c* de versements anticipés	"	"	"	"	"	"	"	"	
Divers, *t/c* de transformation de cautionnements, achats de rentes	579,538 76	"	16,443,266 56	17,020,591 00	"	577,324 44	2,214 32	"	
Totaux du 2°	49,630,569 14	602,299	112,996,355 32	120,147,799 32	1,465,144 57	8,616,588 57	42,298,683 84	421,858 07	
	49,028,269f 77c		7,151,444f 00c		7,151,444f 00c		41,876,825f 77c		
A reporter	61,467,708f 96c	602,299f	170,019,636f 31c	178,794,698f 98c	1,474,641f 65c	10,249,704f 32c	52,512,204f 99c	421,858f 07c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	61,467,708f 96c	602,297	170,019,636f 31c	178,794,698f 98c	1,474,641f 65c	10,249,704f 32c	52,512,204f 99c	421,858f 07c	
3° *Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.*									
Compte général des déposants	875,021,387f 41c	"	406,162,513f 22c	351,729,618f 49c	54,432,894f 73c	"	929,454,282f 14c	"	
Compte général des déposants à régulariser	2,903 21	"	15 70	289 19	"	273 49	2,629 72	"	
Compte de la dotation	11,832,398 00	"	3,456,308 82	"	3,456,308 82	"	15,288,706 82	"	
Caisse générale d'épargne et de retraites de Belgique	"	16,327	413,524 87	447,861 45	"	34,336 58	"	50,664f 33c	
Receveurs des postes et des télégraphes, *t/c* de versements	"	29,386,442	379,090,171 70	379,779,799 02	"	689,627 32	"	30,076,069 73	
Receveurs des postes et des télégraphes, *t/c* de remboursements français	27,968,504 74	"	341,118,929 51	341,087,562 67	31,366 84	"	27,999,871 58	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, *t/c* de remboursements internationaux	22,667 79	"	435,946 01	427,775 55	8,170 46	"	30,838 25	"	
Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	"	6,040	73,260 00	78,702 00	"	5,442 00	"	11,482 00	
Débets pour déficit de caisse — Exercice 1899	"	"	1,058 09	7,012 11	"	5,954 02	"	5,954 02	
Débets pour déficit de caisse — Exercice 1898	"	7,212	27,212 80	20,000 00	7,212 80	"	"	"	
Frais d'administration — Exercice 1899	"	"	7,173 90	2,709,279 10	"	2,702,105 20	"	2,702,105 20	
Frais d'administration — Exercice 1898	"	2,561,391	3,576,808 15	1,015,417 10	2,561,391 05	"	"	"	
Intérêts en compte courant — Exercice 1899	"	"	24,444,066 94	22,113,376 88	2,330,690 06	"	2,330,690 06	"	
Intérêts en compte courant — Exercice 1898	2,231,657 80	"	4,718,663 90	6,950,321 70	"	2,231,657 80	"	"	
Intérêts courus et non échus	"	3,675	167,727 19	164,052 19	3,675 00	"	"	"	
Opérations à régulariser	"	2,903	289 19	15 70	273 49	"	"	2,629 72	
Primes sur achats de valeurs	"	"	7,715 84	7,715 84	"	"	"	"	
Prélèvement sur les excédents de recette pour construction et aménagement de l'hôtel	"	"	121,460 25	121,460 25	"	"	"	"	
Retenues exercées en vertu de la loi sur les pensions civiles	8,367 24	"	94,866 29	94,985 40	"	119 11	8,248 13	"	
Traites en portefeuille	"	20,433	318,808 63	301,950 22	16,858 41	"	"	3,575 09	
Divers, *t/c* de dépôts en inscriptions de rentes	2,789,262 93	"	7,306,592 01	6,611,382 82	695,209 19	"	3,484,472 12	"	
Propriétés immobilières appartenant à la Caisse nationale d'épargne	"	1,429,535	"	121,460 25	"	121,460 25	"	1,550,995 31	
Office tunisien	"	19,618	2,183,163 61	2,233,936 17	"	50,772 56	"	70,391 41	
Succursales étrangères	7,528 95	"	978,773 21	976,498 38	2,274 83	"	9,803 78	"	
Succursales navales	"	54,688	1,110,778 50	1,186,156 93	"	75,378 43	"	130,066 99	
Virements d'ordre	"	"	173,510 90	173,510 90	"	"	"	"	
TOTAUX du 3°	919,884,678 07	33,508,268	1,175,989,339 23	1,118,360,140 31	63,546,325 68	5,917,126 76	978,609,542 60	34,603,933 80	
	886,376,409f 88c		57,629,198f 92c		57,629,198f 92c		944,005,608f 80c		
A reporter	981,352,387f 03c	34,110,567	1,346,008,975f 54c	1,297,154,839f 29c	65,020,967f 33c	16,166,831f 08c	1,031,121,747f 59c	35,025,791f 87c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DU TRÉSOR pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
§ 5. — Suite des DIVERS CORRESPONDANTS.									
Report	981,352,387f 03c	34,110,567f 91c	1,346,008,975f 54c	1,297,154,839f 29c	65,020,967f 33c	16,166,831f 08c	1,031,121,747f 59c	35,025,791f 87c	
4° *Trésoriers-payeurs en Algérie.*									
Cotisations municipales et particulières	1,261f 07c	"	8,020f 00c	8,196f 45c	"	176f 45c	1,084f 62c	"	
Droits de permis de chasse	2,772 00	"	179,460 00	178,776 00	684f 00c	"	3,456 00	"	
Reliquats provenant de divers services	464,921 63	"	371,788 78	416,788 11	"	44,999 33	419,922 30	"	
Consignations de droits d'examen	"	"	102,085 00	102,085 00	"	"	"	"	
Excédents de versements sur produits universitaires	2,210 00	"	24,420 00	23,225 00	1,195 00	"	3,405 00	"	
Excédents de versements sur contributions	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAUX du 4°	471,164 70	"	685,773 78	729,070 56	1,879 00	45,175 78	427,867 92	"	
	471,164f 70c		43,296f 78c		43,296f 78c		427,867f 92c		
5° *Compte commun à divers comptables.*									
Frais de recouvrement prélevés sur le produit de la rente de l'Inde. (Trésoriers-payeurs des colonies.)	"	"	233f 41c	233f 41c	"	"	"	"	
	"		"		"		"		
TOTAUX du § 5	981,823,551f 73c	34,110,567f 91c	1,346,694,982f 73c	1,297,884,143f 26c	65,022,846f 33c	16,212,006f 86c	1,031,549,615f 51c	35,025,791f 87c	
	947,712,984f 17c		48,810,839f 47c		48,810,839f 47c		996,523,823f 64c		

RÉCAPITULATION DES CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

§ 1. — Divers services publics	906,837,384f 87c	70,748,717f 81c	4,825,668,288f 18c	4,773,601,298f 56c	147,725,942f 57c	95,658,952f 95c	967,654,979f 36c	79,499,322f 23c
§ 2. — Établissements particuliers	6,765,351 74	"	13,710,908 22	18,503,653 74	444,762 28	5,237,507 80	1,972,606 22	"
§ 3. — Fonds à rembourser à divers	1,278,951 81	"	375,791,205 73	374,358,826 00	1,555,468 30	123,088 57	2,711,331 54	"
§ 4. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	78,759,650 39	37,317,679 [illegible]	2,205,499,421 86	2,208,103,156 92	4,716,509 30	7,320,244 36	80,188,863 82	41,350,627 72
§ 5. — Divers correspondants	981,823,551 73	34,110,567 [illegible]	1,346,694,982 73	1,297,884,143 26	65,022,846 33	16,212,006 86	1,031,549,615 51	35,025,791 87
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,975,464,890 54	142,176,964 [illegible]	8,767,364,806 72	8,672,451,078 48	219,465,528 78	124,551,800 54	2,084,077,396 45	155,875,741 82
EXCÉDENT de recettes	1,833,287,926f 39c		94,913,728f 24c		94,913,728f 24c		1,928,201,654f 63c	

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENT de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENT de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 1. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SONT JUSTIFIÉES PAR DES PIÈCES.									
Percepteurs, *l/c* de droits de passeports à l'étranger. (Exercice 1899.)	"	"	658f 80c	613f 80c	45f 00c	"	45f 00c	"	
Percepteurs, *l/c* de droits de passeports à l'étranger. (Exercice 1898.)	58f 20c	"	2 40	59 40	"	57f 00c	1 20	"	
Percepteurs, *l/c* de restes à recouvrer sur les contributions. (Exercice 1895.)	"	1,360f [illegible]	1,421 60	64 98	1,356 62	"	"	3f 57c	
_____ (Exercice 1896.)	"	8,543 [illegible]	6,292 04	"	6,292 04	"	"	2,251 05	
_____ (Exercice 1897.)	"	246,339 [illegible]	381,201 16	135,037 33	246,163 83	"	"	175 87	
_____ (Exercice 1898.)	"	"	134,551 12	390,114 61	"	255,563 49	"	255,563 49	
Percepteurs, *l/c* d'envois de fonds pour le service du Trésor	"	7,926,186 [illegible]	180,210,787 70	181,809,158 81	"	1,598,371 11	"	9,524,557 37	
Divers, *l/c* de restitutions au Trésor	25 00	"	2,298 80	2,123 80	175 00	"	200 00	"	
Divers, *l/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	"	14,167 [illegible]	155,966 21	156,773 46	"	807 25	"	14,974 54	
Receveurs des communes et établissements publics, *l/c* d'obligations de coupes ordinaires de bois en dépôt	4,847,221 30	"	5,705,577 79	5,746,157 54	"	40,579 75	4,806,641 55	"	
Communes et établissements publics, *l/c* de produits de coupes extraordinaires de bois	6,862,799 35	"	6,080,454 13	6,967,985 37	"	887,531 24	5,975,268 11	"	
Receveurs d'hospices et d'établissements de bienfaisance, *l/c* d'intérêts de cautionnements	4,910 17	"	157,359 45	158,770 92	"	1,411 47	3,498 70	"	
Divers, *l/c* de versements pour le service des Enfants assistés	1,727,056 27	"	19,089,295 44	18,926,131 83	163,163 61	"	1,890,219 88	"	
Receveurs d'établissements de bienfaisance, *l/c* de recouvrement de rentes et créances	48,923 13	"	730,556 63	729,385 54	1,171 09	"	50,094 22	"	
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements des intermédiaires	100 00	"	7,274,716 43	7,274,802 43	"	86 00	14 00	"	
Divers, *l/c* de retenues pour la Caisse des retraites de la vieillesse	325 93	"	6,564 43	6,496 36	68 07	"	394 00	"	
Écoles du gouvernement, *l/c* de produits à classer	5,473 04	"	1,559,889 66	1,552,299 13	7,590 53	"	13,063 57	"	
Divers, *l/c* de retenues à classer	32,290 25	"	2,026,331 20	2,034,608 40	"	8,277 20	24,013 05	"	
Divers, *l/c* de recettes à classer	1,221,106 93	"	4,316,964 77	3,655,730 56	661,234 21	"	1,882,341 14	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	91 00	"	48,135 91	48,226 91	"	91 00	"	"	
Divers, *l/c* de valeurs remises à l'encaissement	1,118,827 09	"	34,291,561 41	34,550,155 04	"	258,593 63	860,233 46	"	
Divers comptables, *l/c* de fonds en dépôt	682 117 00	"	1,648,002 04	1,690,834 04	"	42,832 00	639,285 00	"	
Caisses d'épargne privées, *l/c* de recouvrements	93,986 00	"	12,463,512 98	12,500,804 98	"	37,292 00	56,694 00	"	
Divers, *l/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	3,000 00	"	3,580,500 00	3,582,500 00	"	2,000 00	1,000 00	"	
Administration de l'assistance publique, *s/c* de remboursements d'avances	99,181 49	"	1,508,210 65	1,473,700 33	34,510 32	"	133,691 81	"	
Facultés *l/c* de produits à classer	1,322 50	"	2,704,112 20	2,704,179 70	"	67 50	1,255 00	"	
Divers agents, *l/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le compte du receveur central de la Seine	10,477 77	"	205,533 16	206,330 25	"	797 09	9,680 68	"	
Service de la remonte, *s/c* d'avances déposées en compte courant	526,724 50	"	14,134,947 00	14,280,037 50	"	145,090 50	381,634 00	"	
Service des subsistances, *s/c* d'avances déposées en compte courant	26,977 63	"	1,183,249 87	1,178,012 74	5,237 13	"	32,214 76	"	
Divers, *l/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	1,619,919 00	"	16,337,734 27	17,081,453 27	"	743,719 00	876,200 00	"	
Caisse centrale, *s/c* d'obligations provisoires de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin	"	"	"	"	"	"	"	"	
Souscripteurs à l'emprunt de l'Annam et du Tonkin, *l/c* d'intérêts de retard	"	"	170 45	170 45	"	"	"	"	
Percepteurs de villes, *l/c* de recouvrements	"	"	16,741,834 05	16,741,834 05	"	"	"	"	
Droits perçus pour le *c/* des villes, chefs-lieux d'arrondissement	"	"	101,668 90	101,668 90	"	"	"	"	
Divers, *l/c* d'abonnements au *Journal officiel*	"	"	31,111 63	31,111 63	"	"	"	"	
A reporter	18,932,913 55	8,196,596 [illegible]	332,821,174 28	335,717,334 06	1,127,007 45	4,023,167 23	17,637,683 13	9,797,525 94	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 1. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS SONT JUSTIFIÉES PAR DES PIÈCES. (Suite.)									
Report	18,932,913f 55c	8,196,596f [illegible]	332,821,174f 28c	335,717,334f 06c	1,127,007f 45c	4,023,167f 23c	17,637,683f 13c	9,797,525f 94c	
Agent comptable des reconversions et renouvellements, s/c de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	656 94	656 94	"	"	"	"	
Divers, L/C d'achats de rentes sur l'État	11,142,826 53	"	278,814,723 95	275,479,266 43	3,335,457 52	"	14,478,284 05	"	
Divers, L/C de ventes de rentes sur l'État	1,921,244 84	"	103,387,143 51	103,675,240 02	"	288,096 51	1,633,148 33	"	
Divers, L/C de quittances de rentes à encaisser	15,768 50	"	359,287 66	382,269 66	7,018 00	"	22,786 50	"	
Divers, L/C de rentes au porteur et mixtes déposées pour échange	441,051 47	"	54,816,669 50	54,723,562 97	93,106 53	"	534,158 00	"	
Divers comptables du département, L/C de mandats du trésorier général	2,845,100 12	"	132,909,928 50	133,330,693 78	"	420,765 28	2,424,334 84	"	
Divers, L/C de placements en bons du Trésor	432,700 00	"	41,784,458 33	41,739,158 33	45,300 00	"	478,000 00	"	
Divers, L/C de bons du Trésor à rembourser	"	"	228,750 00	228,750 00	"	"	"	"	
Divers, L/C d'arrérages de rentes italiennes	3,734 00	"	204,593 34	206,664 54	"	2,071 20	1,662 80	"	
Divers, L/C de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	850 00	850 00	"	"	"	"	
Divers, L/C de versements sur taxes de brevets d'invention	6,485 00	"	486,495 00	484,920 00	1,575 00	"	8,060 00	"	
Porteurs de rentes 4 1/2 p. o/o remboursées ou converties, L/C de coupons absents	217 72	"	5 44	223 16	"	217 72	"	"	
Divers, L/C d'obligations provisoires libérées de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin en dépôt	"	"	55 00	55 00	"	"	"	"	
TOTAUX du § 1er	35,742,041 73	8,196,596 [illegible]	945,844,791 45	945,969,644 89	4,609,464 50	4,734,317 94	37,218,117 65	9,797,525 94	
	27,545,445f 15c		124,853f 44c		124,853f 44c		27,420,591f 71c		
§ 2. — COMPTES DONNANT LIEU À DÉLIVRANCE DE RÉCÉPISSÉS À TALON, SANS JUSTIFICATIONS POUR LES DÉPENSES.									
Adjudicataires de coupes de bois, L/C de traites payées par anticipation	"	"	19,729 00	19,729 00	"	"	"	"	
Caissier du Trésor, s/c de payements à divers correspondants	555,475 66	"	117,715,678 70	117,738,464 73	"	22,786 03	532,689 63	"	
Employés des recettes des finances, L/C de fonds de pensions et secours	3,055 19	"	51,505 23	52,433 80	"	928 57	2,126 62	"	
Société nationale d'assistance pour les aveugles travailleurs	"	"	284 00	284 00	"	"	"	"	
Percepteurs de la Seine, L/C de fonds pour le payement des rentes	"	376,422 [illegible]	9,158,862 98	9,228,279 51	"	69,416 53	"	445,839 25	
Percepteurs, L/C de recouvrements opérés pour le compte des caisses d'épargne privées	"	111,302 [illegible]	12,486,671 74	12,466,449 98	20,221 76	"	"	91,080 74	
Caissier général des chemins de fer de l'État, s/c de recouvrements	155,000 00	"	30,657,156 39	30,632,156 39	25,000 00	"	180,000 00	"	
Percepteurs, L/C de produits divers du budget recouvrés pour le compte des receveurs des finances	"	"	285,121 02	285,122 02	"	1 00	"	1 00	
Divers établissements publics, L/C de recouvrements autorisés	72,874 09	"	2,057,467 80	1,979,627 21	77,840 59	"	150,714 68	"	
Souscription en faveur du patronage de la Légion d'honneur	"	"	"	"	"	"	"	"	
Caissier du chemin de fer de Saint-Georges-du-Commiers à la Mure, s/c courant	195,000 00	"	351,000 00	151,586 59	199,413 41	"	394,413 41	"	
Percepteurs de la Corse, L/C de recouvrements pour le compte de leurs prédécesseurs sur les contributions des exercices clos	"	"	10,505 17	10,505 17	"	"	"	"	
TOTAUX du § 2	981,404 94	487,725 [illegible]	172,793,982 03	172,564,638 40	322,475 76	93,132 13	1,259,944 34	536,920 99	
	493,670f 72c		229,343f 63c		229,343f 63c		723,023f 35c		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents de dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS de dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents de dépenses.	OBSERVATIONS.
1° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
§ 3. — COMPTES DONT LES OPÉRATIONS NE SONT PAS SUSCEPTIBLES DE JUSTIFICATIONS.									
Receveurs particuliers, *t/c* courants	"	20,624,243	2,472,988,079f 40c	2,471,919,936f 58c	1,068,142 82c	"	"	28,556,100f 38c	
Receveurs particuliers, *t/c* de restes à recouvrer sur contributions directes (Exercice 1898)	"	"	151,169 08	55,250 35	95,918 73	"	95,918f 73c	"	
Receveurs particuliers, *t/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1895.)	1,360f 19c	"	"	1,356 62	"	1,356f 62c	3 57	"	
Receveurs particuliers, *t/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1896.)	16,048 99	"	11,452 74	25,300 85	"	13,848 11	2,200 88	"	
Receveurs particuliers, *t/c* de restes à recouvrer sur contributions directes. (Exercice 1897.)	106,091 16	"	164,569 37	270,660 53	"	106,091 16	"	"	
Receveurs particuliers, *t/c* d'envois de fonds aux percepteurs	4,436,854 37	"	126,442,281 12	125,371,184 24	1,071,096 88	"	5,507,951 25	"	
Receveurs particuliers, *t/c* de recouvrements pour les caisses d'épargne effectués par les percepteurs	56,582 00	"	7,317,774 40	7,351,872 40	"	34,098 00	22,484 00	"	
Receveurs particuliers, *t/c* d'intérêts et frais de service à régulariser	"	220	1,485,270 19	1,760,053 75	"	274,783 56	"	275,003 66	
Receveurs-percepteurs de la ville de Paris, *t/c* d'allocations provisoires	"	868,070	1,169,230 98	1,159,043 10	10,187 88	"	"	857,882 39	
Caisses d'épargne privées, *t/c* de remboursements	"	78,509	5,137,570 09	5,139,156 26	"	1,585 17	"	80,095 31	
Trésorier général des Invalides, *s/c* de payements à vérifier	"	3,522,003	26,566,051 40	26,462,897 47	103,153 93	"	"	3,419,449 55	
Trésorier général des Invalides, *s/c* de provisions	"	"	108,535 40	108,535 40	"	"	"	"	
Banque de France, *s/c* de prélèvements autorisés	27,201,200 00	"	1,225,143,800 00	1,216,057,000 00	9,086,800 00	"	36,288,000 00	"	
Caisse centrale du Trésor public, *s/c* d'envois à vérifier	"	28,610,424	2,204,659,200 69	2,208,210,043 36	"	3,550,842 67	"	32,161,266 74	
Caisse centrale du Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	"	3,000	3,582,500 00	3,580,500 00	2,000 00	"	"	1,000 00	
Divers, *t/c* de payements à régulariser	"	19,062,744	62,547,504 01	58,703,631 65	3,843,872 36	"	"	15,218,871 83	
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements divers	"	5,260,671	6,277,879 18	5,881,487 86	396,391 32	"	"	4,864,279 95	
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements antérieurs à l'exercice 1893 restant à régulariser	"	82,045	2,538 90	"	2,538 90	"	"	79,507 07	
Hospice des Quinze-Vingts, *s/c* de pensions	"	150	225,576 80	225,637 35	"	60 55	"	210 55	
Divers, *t/c* de payements à présentation	"	787,864	53,668,709 91	53,950,172 58	"	281,462 67	"	1,069,327 54	
Enfants assistés, *t/c* d'avances	"	1,651,217	18,909,530 14	19,143,324 14	"	233,794 00	"	1,885,011 97	
Divers condamnés, *t/c* de remboursement de sommes indûment versées	"	428	673 10	578 28	94 82	"	"	333 83	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	5,338,758	11,748,636 25	11,671,355 50	77,280 75	"	"	5,261,477 67	
Trésor public, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	321,798	54,768,103 97	54,809,116 50	"	41,012 53	"	362,811 00	
Receveurs particuliers, *t/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	45,245	23,027,731 50	23,063,952 50	"	36,221 00	"	81,466 00	
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	"	1,619,919	17,081,453 27	16,337,734 27	743,719 00	"	"	876,200 00	
Receveurs particuliers, *t/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o provenant de la conversion	"	"	279 75	279 75	"	"	"	"	
Percepteurs, *t/c* de titres mixtes de rentes sur l'État à renouveler	"	372	19,356 00	19,076 00	280 00	"	"	92 00	
Receveurs particuliers, *t/c* de titres du Crédit foncier et autres valeurs françaises	"	2,782,458	87,254,623 82	85,467,756 92	1,786,866 90	"	"	995,591 51	
Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale	"	5,183,459	273,205,516 50	274,658,118 80	"	1,452,602 30	"	6,636,062 02	
Receveurs particuliers, *t/c* de titres de rentes achetés	"	2,263,706	140,543,032 15	140 547,913 98	"	4,881 83	"	2,268,587 54	
Divers, *t/c* d'arbitrages de rentes	"	367,838	5,264,445 85	4,970,195 10	294,250 75	"	"	73,584 61	
Rentes de la vieillesse payées à Paris	"	809,0[illegible]	2,952,746 69	2,954,199 98	"	1,453 29	"	810,458 32	
Receveur central de la Seine, *s/c* de mandats sur le Trésor à classer	"	2,3[illegible]	1,825,589 73	1,807,461 67	18,128 06	"	15,604 47	"	
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	"	363,102	1,434,180 93	1,071,078 14	363,102 79	"	"	"	
Quittances d'arrérages de rentes 4 1/2 p. o/o (nouveau fonds) à régulariser	"	"	"	"	"	"	"	"	
Quittances d'arrérages de rentes 3 1/2 p. o/o à régulariser	"	136,5[illegible]	45,905,205 95	46,021,333 45	"	116,127 50	"	252,646 75	
Quittances de rentes 3 p. o/o	"	1,29[illegible]	124,165,447 49	124 165,647 49	800 00	"	"	499 00	
Ex-trésoriers généraux, *t/c* courants	"	7,27[illegible]	280,849 86	288,777 73	"	7,927 87	"	15,202 40	
Divers, *t/c* de soldes de gestion	"	"	15,295,755 64	13,111,624 47	2,184,131 17	"	2,184,131 17	"	
Obligations provisoires de l'emprunt de l'Annam et du Tonkin à convertir en obligations définitives	"	"	52 50	52 50	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	850 00	850 00	"	"	"	"	
TOTAUX du § 3	31,818,136 71	108,795,[illegible]	7,021,334,754 75	7,006,344,147 52	21,148,757 06	6,158,149 83	44,116,294 07	106,103,019 59	
	76,977,332f 75c		14,990,607f 23c		14,990,607f 23c		61,986,725f 52c		
RÉCAPITULATION.									
§ 1. Comptes dont les opérations sont justifiées par des pièces	35,742,041f 73c	8,196,[illegible]	945,844,791f 45c	945,969,644f 89c	4,609,464f 50c	4,734,317f 94c	37,218,117f 65c	9,797,525f 94c	
§ 2. Comptes donnant lieu à la délivrance de récépissés à talon sans justifications pour les dépenses	981,404 94	487,72[illegible]	172,793,982 03	172,564,638 40	322,475 76	93,132 13	1 259 944 34	536,920 99	
§ 3. Comptes dont les opérations ne sont pas susceptibles de justifications	31,818,136 71	108,795,[illegible]	7,021,334,754 75	7,006,344,147 52	21,148,757 06	6,158,149 83	44 116,294 07	106,103,019 59	
TOTAUX du 1°	68,541,583 38	117,479,7[illegible]	8,139,973,528 23	8,124,878,430 81	26,080,697 32	10,985,599 90	82,594,356 06	116,437,466 52	
	48,938,207f 88c		15,095,097f 42c		15,095,097f 42c		33,843,110f 46c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
2e CORRESPONDANTS DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC.									
§ 1. — COMPTES RELATIFS AUX VALEURS INACTIVES.									
Divers, *L/C* d'inscriptions de rentes provenant de la transformation des cautionnements (1898.) (Achats)	10,212f 00c	"	513,319f 00c	523,531f 00c	"	10,212f 00c	"	"	
Divers, *L/C* de cautionnements en rentes nominatives	1,183,680 00	"	115,188 00	185,042 00	"	69,854 00	1,113,826f 00c	"	
Divers, *L/C* d'inscriptions de rentes sur l'État au porteur. (Achats.)	28,564 00	"	7,561,724 00	7,548,756 00	12,968f 00c	"	41,532 00	"	
Divers, *L/C* d'inscriptions de rentes sur l'État au porteur. (Ventes.)	"	"	4,095 00	4,095 00	"	"	"	"	
Divers, *L/C* de valeurs déposées pour différents motifs. (Inscriptions de rentes.)	4,879,465 55	"	533,296 59	533,161 33	135 26	"	4,879,600 81	"	
Divers, *L/C* de valeurs déposées pour différents motifs. (Titres et effets divers.)	19,183,402 53	"	948,681,008 65	932,987,014 38	15,693,994 27	"	34,877,396 80	"	
Divers, *L/C* de valeurs affectées à des cautionnements. (Rentes au porteur.)	104 00	"	34 00	21 00	13 00	"	117 00	"	
Divers, *L/C* de valeurs affectées à des cautionnements. (Titres et effets divers.)	400 00	"	"	"	"	"	400 00	"	
Divers, *L/C* de valeurs au porteur de diverses origines. (Inscriptions de rentes.)	94,105 39	"	14,400 00	10,524 00	3,876 00	"	97,981 39	"	
Divers, *L/C* de valeurs au porteur de diverses origines. (Titres et effets divers.)	4,468,738 00	"	694,808 00	1,014,859 00	"	320,051 00	4,148,687 00	"	
Divers, *L/C* de valeurs du Trésor déposées contre certificats nominatifs	393,200,000 00	"	770,910,000 00	771,690,000 00	"	780,000 00	392,420,000 00	"	
Divers, *L/C* d'obligations départementales déposées en échange de certificats nominatifs	3,155,000 00	"	1,913,000 00	1,949,000 00	"	36,000 00	3,119,000 00	"	
Divers, *L/C* de certificats de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0 à émettre	117 00	"	"	"	"	"	117 00	"	
Divers, *L/C* d'inscriptions de rentes sur l'État, 3 p. 0/0, provenant de la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. 0/0 1887.	4 00	"	"	"	"	"	4 00	"	
Divers, *L/C* de rentes 3 p. 0/0 amortissables à émettre. (Emission de 1881.)	30 00	"	"	"	"	"	30 00	"	
Divers, *L/C* de rentes 3 p. 00 amortissables à émettre. (Émission de 1884.)	90 00	"	"	"	"	"	90 00	"	
Divers, *L/C* de rentes 3 p. 0/0 à émettre. (Exercice 1886.)	134 00	"	"	"	"	"	134 00	"	
Divers, *L/C* de rentes 3 p. 0/0 à émettre (Exercice 1887.) (Conversion)	273 00	"	"	"	"	"	273 00	"	
Divers, *L/C* de certificats de l'émission de rentes 3 p. 0/0 1891 (à émettre)	111 00	"	"	"	"	"	111 00	"	
Divers, *L/C* de certificats de l'emprunt d'un milliard en rentes 3 p. 0/0 amortissables liquidés et non échangés	285 00	"	"	"	"	"	285 00	"	
Divers, *L/C* de rentes 3 p. 0/0 à émettre. (Émission de 1891.)	64 00	"	"	6 00	"	6 00	58 00	"	
Legs Giffard, *S/C* d'inscriptions de rentes	42,505 00	"	"	4,095 00	"	4,095 00	38,410 00	"	
Inscriptions de rentes (achats) déposées pour réunion	"	"	107,167 00	101,594 00	5,573 00	"	5,573 00	"	
Obligations provisoires du protectorat de l'Annam et du Tonkin à émettre	1,000 00	"	"	300 00	"	300 00	700 00	"	
Obligations délinitives du protectorat de l'Annam et du Tonkin à émettre	27,900 00	"	"	4,900 00	"	4,900 00	23,000 00	"	
Obligations provisoires du protectorat de l'Annam et du Tonkin déposées pour versements	"	"	2,200 00	2,200 00	"	"	"	"	
Divers, *L/C* d'inscriptions de rentes en dépôt	37,422,704 50	"	314,442,982 35	313,496,869 10	946,113 25	"	38,368,817 75	"	
Totaux du § 1er	463,698,888 97	"	2,045,493,222 59	2,030,055,967 81	16,662,672 78	1,225,418 00	479,136,143 75	"	
	463,698,888f 97c		15,437,254f 78c		15,437,254f 78c		479,136,143f 75c		
§ 2. — COMPTES EN DEHORS DES VALEURS INACTIVES.									
Divers, *L/C* de souscriptions à l'Institut Pasteur	"	"	12f 00c	12f 00c	"	"	"	"	
Hospices civils de la Martinique, *L/C* de provisions	26,384f 45c	"	"	5,906 97	"	5,906f 97c	20,477f 43c	"	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *S/C* de payements à vérifier	"	1,076,388f 67c	3,486,576 78	3,450,074 37	36,502f 41c	"	"	1,039,886 20c	
Trésoriers coloniaux, *L/C* de dépenses antérieures à l'exercice 1893 restant à régulariser	"	113,789 44	"	"	"	"	"	113,789 44	
Totaux du § 2	26,384 45	1,190,178 06	3,486,588 78	3,455,993 34	36,502 41	5,906 97	20,477 48	1,153,675 64	
	1,163,793f 60c		30,595f 44c		30,595f 44c		1,133,198f 16c		
Totaux du 2e	463,725,273 42	1,190,178 06	2,048,979,811 67	2,033,511,961 15	16,699,175 19	1,231,324 97	479,156,621 23	1,153,675 64	
	462,535,095f 37c		15,467,850f 22c		15,467,850f 22c		478,002,945f 59c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
3° CORRESPONDANTS DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR.									
Dépôts provisoires de soumissionnaires de fournitures et travaux	2,150f 00c	"	338,630f 00c	338,630f 00c	"	"	2,150f 00c	"	
Divers, *r/c* de retenues à classer	101 35	"	536 44	566 79	"	30 35	71 00	"	
Divers, *r/c* de retenues sur traitements exercées à divers titres	"	"	6,277 50	6,277 50	"	"	"	"	
Divers, *r/c* de recettes à classer	34,361 81	"	463,956 76	465,522 99	"	1,566 23	32,795 58	"	
Divers, *r/c* d'achats de rentes sur l'État	"	"	49,513 17	36,933 17	12,580f 00c	"	12,580 00	"	
Divers, *r/c* de ventes de rentes sur l'État	"	"	29,258 61	29,258 61	"	"	"	"	
Divers, *r/c* de titres au porteur et mixtes déposés pour échange	34 00	"	4,721 00	4,613 00	108 00	"	142 00	"	
Écoles du gouvernement, *r/c* de produits à classer	"	"	2,543 25	2,543 25	"	"	"	"	
Facultés, *r/c* de produits à classer	"	"	4,982 50	4,982 50	"	"	"	"	
Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements des intermédiaires	"	"	1,906 00	1,906 00	"	"	"	"	
Agents en service détaché, *r/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le *c/* du receveur central de la Seine	"	"	42,480 21	42,480 21	"	"	"	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	"	"	547 52	547 52	"	"	"	"	
Versements au Trésor de traites anciennes restant à payer et d'excédents de régularisation	"	"	36,727 42	36,727 42	"	"	"	"	
Recouvrements en vertu de contraintes	"	"	3,280 73	3,280 73	"	"	"	"	
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	"	25,057 41	687,299 16	734,475 40	"	47,176 24	"	72,233f 65c	
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	34,117 34	78,447 78	86,229 04	"	7,781 26	"	41,898 60	
Trésoriers coloniaux, *r/c* de payements divers	"	808 56	1,099 56	491 00	608 56	"	"	200 00	
Divers, *r/c* de payements à régulariser	"	89,826 76	221,569 73	248,925 36	"	27,355 63	"	117,182 39	
Divers, *r/c* de payements à présentation	"	10,291 94	72,740 57	63,502 10	9,238 47	"	"	1,053 47	
Suppléments de pensions militaires et allocations supplémentaires à régulariser	"	2,237 35	2,610 70	373 35	2,237 35	"	"	"	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	"	"	48,886 55	48,886 55	"	"	"	"	
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	"	"	4,614 00	4,721 00	"	107 00	"	107 00	
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	1,000 00	1,000 00	"	"	"	"	
Divers, *r/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	"	"	1,000 00	1,000 00	"	"	"	"	
Divers, *r/c* de quittances de rentes à encaisser	"	"	5,416 54	5,416 54	"	"	"	"	
Avances aux greffiers pour le payement des frais urgents de justice criminelle en Tunisie	"	1,250 00	656 55	851 55	"	195 00	"	1,445 00	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* de payements à vérifier	"	12 89	10,282 39	11,370 63	"	1,088 24	"	1,101 13	
Opérations concernant la Caisse des dépôts et consignations	"	724,331 23	715,207 18	690,552 30	24,654 88	"	"	699,676 35	
Opérations concernant la Caisse des Invalides de la marine	"	246,607 60	182,022 24	52,874 43	129,147 81	"	"	117,459 79	
Recette centrale de la Seine, *s/c* d'amendes	1,163 77	"	98 75	2,230 15	"	2,131 40	"	967 63	
Divers ministères, *r/c* courants	118,308 40	"	163,223 20	208,342 99	"	45,119 79	73,188 61	"	
Divers particuliers, *r/c* de recouvrements à l'étranger	"	283,829 39	218,283 34	241,863 54	"	23,580 20	"	307,409 59	
Divers, *r/c* de provisions versées à Paris	176,551 16	"	718,415 43	678,597 74	39,817 69	"	216,368 85	"	
Dépôts en numéraire	374,771 03	"	933,057 69	1,019,456 10	"	86,398 41	288,372 62	"	
Compte spécial des naufragés	"	"	12,197 12	12,197 12	"	"	"	"	
Agents en débet	"	"	8,883 86	8,883 86	"	"	"	"	
A reporter	707,441 52	1,418,370 47	5,072,373 45	5,096,510 44	218,392 76	242,529 75	625,668 66	1,360,734 60	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
3° CORRESPONDANTS DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR. (Suite.)									
Report	707,441f 52c	1,418,370f [illegible]	5,072,373f 45c	5,096,510f 44c	218,392f 76c	242,529f 75c	625,668f 66c	1,360,734f 60c	
Agents percepteurs, *l/c* courant	"	666,422 [illegible]	5,177,012 75	5,126,640 29	50,372 46	"	"	616,050 31	
Recettes à vérifier	2,667,950 38	"	2,597,190 07	3,087,746 20	"	490,556 13	2,177,394 25	"	
Établissements français	72,072 65	"	1,293,794 72	1,250,428 42	43,366 30	"	115,438 95	"	
Traites de la marine visées	2,028,143 71	"	14,790,931 28	15,830,409 13	"	1,039,477 85	988,665 86	"	
Traites de la marine payées	"	"	15,830,409 13	15,830,409 13	"	"	"	"	
Reversements de trop-perçus sur traites de la marine	"	"	252,916 98	252,916 98	"	"	"	"	
Divers tireurs de traites, *l/c* de retenues	"	"	9,719 62	9,719 62	"	"	"	"	
TOTAUX du 3°	5,475,608 26	2,084,793 [illegible]	45,024,348 00	46,484,780 21	312,131 52	1,772,563 73	3,907,167 72	1,976,784 91	
	3,390,815f 02c		1,460,432f 21c		1,460,432f 21c		1,930,382f 81c		
4° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.									
Chambres de commerce	33,718f 38c	"	113,212f 86c	106,936f 76c	6,276f 10c	"	39,994f 48c	"	
Dépôts en numéraire des soumissionnaires de fournitures et travaux	50 00	"	6,250 00	6,300 00	"	50f 00c	"	"	
Divers, *l/c* de retenues à verser à la Caisse des retraites pour la vieillesse	4 75	"	1,011 89	823 28	188 61	"	193 36	"	
Divers, *l/c* de retenues sur traitements exercées à divers titres	787 80	"	129,674 41	130,412 21	"	737 80	50 00	"	
Divers, *l/c* de retenues à classer	5,983 21	"	13,990 00	13,963 29	26 71	"	6,009 92	"	
Divers, *l/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	"	"	11,630 76	11,695 89	"	65 13	"	65 13	
Écoles du Gouvernement, *l/c* de produits à classer	"	"	22,673 62	22,673 62	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de recettes à classer	14,861 24	"	713,729 90	642,295 58	71,434 32	"	86,295 56	"	
Divers, *l/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	"	"	8,000 00	8,000 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* d'achats de rentes sur l'État	434,826 84	"	2,633,462 48	3,021,875 57	"	388,413 09	46,413 75	"	
Divers, *l/c* de ventes de rentes sur l'État	21,111 37	"	1,067,850 07	971,106 01	96,744 06	"	117,855 43	"	
Divers, *l/c* de titres de rentes sur l'État mixtes et au porteur déposés pour échange	1,530 00	"	102,340 00	102,363 00	"	23 00	1,507 00	"	
Divers, *l/c* de versements en échange de mandats sur le Trésor	"	"	2,044,886 05	2,034,881 05	10,005 00	"	10,005 00	"	
Facultés, *l/c* de produits à classer	"	"	65,275 00	65,275 00	"	"	"	"	
Divers, *l/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	1,137 00	"	47,085 00	44,145 00	2,940 00	"	4,077 00	"	
Divers, fonctionnaires, *l/c* d'abonnement d'office au *Journal officiel*	"	"	1,146 66	1,146 66	"	"	"	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	"	"	5,392 05	5,392 05	"	"	"	"	
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements par intermédiaire	168 00	"	13,045 41	12,918 00	127 41	"	295 41	"	
Divers, *l/c* d'obligations départementales à rembourser	"	"	6,901,064 51	6,901,064 51	"	"	"	"	
Obligations départementales déposées pour remboursement	"	"	6,901,064 51	6,901,064 51	"	"	"	"	
Agent comptable des reconversions et renouvellements, *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commissions au profit du Trésor sur mandats payables à la Caisse centrale	"	"	42,161 95	42,161 95	"	"	"	"	
Agents en service détaché, *l/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le *c/* du receveur central de la Seine	"	"	2,836 21	2,836 21	"	"	"	"	
Agent comptable des écoles supérieures, *s/c* courant	491 78	"	123,873 46	123,428 80	444 66	"	936 44	"	
A reporter	514,670 37	"	20,971,656 80	21,172,758 95	188,186 87	389,289 02	313,633 35	65 13	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
4° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.									
Report	514,670 37	"	20,971,656f 80c	21,172,758f 95c	188,186f 87c	389,289f 02c	313,633f 35c	65f 13c	
Bénéfices de change sur les mandats d'articles d'argent	526 75	"	16,445 69	16,972 44	"	526 75	"	"	
Caisse centrale du Trésor, s/c d'envois à vérifier	"	2,523,986 [illegible]	74,288,324 19	75,588,988 25	"	1,300,664 06	"	3,824,650 74	
Agent comptable de la Légion d'honneur, s/c de payements à vérifier	"	322,512 [illegible]	674,446 06	675,321 11	"	1,875 05	"	324,387 05	
Trésoriers-payeurs de l'Algérie, l/c de payements divers	"	38,740 [illegible]	2,157,230 07	2,171,940 15	"	14,710 08	"	53,450 39	
Trésoriers coloniaux, l/c de payements divers	"	103,320 [illegible]	116,929 92	130,500 39	"	13,570 47	"	116,891 37	
Divers, l/c de payements à régulariser	"	2,227,673 [illegible]	5,298,182 55	3,974,626 61	1,323,555 94	"	"	904,117 61	
Divers, l/c de payements à présentation	"	3,009 [illegible]	161,202 29	163,858 26	"	2,655 97	"	5,665 95	
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	"	50,663 [illegible]	62,939 55	12,310 13	50,629 42	"	"	34 11	
Hospice des Quinze-Vingts, s/c de pensions	"	"	925 00	925 00	"	"	"	"	
Ville de Paris, s/c de payements divers	543 86	"	102,056 63	72,297 22	29,759 41	"	30,303 27	"	
Recettes pour le compte de la Caisse des dépôts à régulariser	176 68	"	"	176 68	"	176 68	"	"	
Dépenses pour le compte de la Caisse des dépôts à régulariser	"	160,162 [illegible]	160,313 54	63,079 58	97,233 96	"	"	62,928 31	
Caisse centrale, s/c de rentes 3 p. o/o amortissables	"	"	8,000 00	8,000 00	"	"	"	"	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le Caissier central	"	428,973 [illegible]	3,019,188 37	2,616,720 60	402,467 77	"	"	26,505 36	
Trésor, s/c de titres de rentes au porteur et mixtes	"	1,530 [illegible]	102,463 00	102,340 00	123 00	"	"	1,407 00	
Payeurs particuliers, l/c de titres de rentes au porteur et mixtes	"	"	19,825 00	19,825 00	"	"	"	"	
Divers, l/c d'arrérages des obligations départementales	"	"	188,936 74	188,936 74	"	"	"	"	
Divers, l/c de remboursements d'obligations départementales	"	"	2,845,418 31	3,189,622 01	"	344,203 70	"	344,203 70	
Receveurs des contributions diverses, l/c de demandes de mandats sur le Trésor	"	"	200,324 65	200,324 65	"	2,940 00	"	"	
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	"	1,137 [illegible]	44,145 00	47,085 00	"	"	"	4,077 00	
Payeurs particuliers, l/c de titres de rentes achetés	"	"	525,012 53	525,012 53	"	"	"	"	
Frais de service de la Trésorerie à régulariser	"	6,123 [illegible]	67,939 94	69,003 68	"	1,063 74	"	7,187 16	
Quittances 3 1/2 p. o/o à régulariser	"	"	121,497 50	121,497 50	"	"	"	"	
Caissier du Trésor, s/c de payements à divers correspondants	1,283 24	"	107,860 23	108,657 47	"	797 24	486 00	"	
Administration de l'assistance publique, s/c de remboursement d'avances	14,409 00	"	106,711 54	110,601 16	"	3,889 62	10,519 38	"	
Payeurs particuliers, l/c de recettes à vérifier	"	"	79,412,547 82	79,412,547 82	"	"	"	"	
Payeurs particuliers, l/c de dépenses à vérifier	"	"	87,631,460 25	87,631,400 25	"	"	"	"	
Allocations et suppléments de pensions militaires indûment payés	"	"	"	"	"	"	"	"	
Divers, l/c d'obligations départementales 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	"	"	
Crédit algérien, s/c de l'emprunt départemental (1891)	"	"	27,000 00	27,000 00	"	"	"	"	
Crédit algérien, s/c d'obligations départementales (emprunt de 1 million)	"	"	358,190 00	358,190 00	"	"	"	"	
Crédit algérien, s/c courant	"	"	2 70	2 70	"	"	"	"	
Avances au crédit algérien	"	29,965 [illegible]	50,363 57	47,461 76	2,901 81	"	"	27,063 84	
Coupons payés et obligations remboursées de l'emprunt départemental de 1 million	"	"	43,543 75	43,543 75	"	"	"	"	
TOTAUX du 4°	531,609 90	5,897,798 [illegible]	278,891,023 19	278,872,527 39	2,094,858 18	2,076,362 38	354,942 00	5,702,634 72	
	5,366,188f 52c		18,495f 80c		18,495f 80c		5,347,692f 72c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de *l'État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
5° CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
1° COMPTES GÉNÉRAUX.									
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	"	150,083f 97c	243,792f 94c	207,838f 78c	35,954f 16c	"	"	114,129f 81c	
Agent comptable des reconversions et renouvellements, *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	"	"	
Amendes attribuées à divers	9,984f 02c	"	21,932 01	20,674 80	1,257 21	"	11,241f 23c	"	
Arrérages de pensions civiles payés par provision	"	2,400 7[illegible]	8,479 26	20,049 89	"	11,570f 63c	"	13,971 39	
Avances au service Marine	"	168,581 [illegible]	3,490,074 57	3,508,928 75	"	18,854 18	"	187,435 58	
Avances pour le service des pénitenciers	"	"	"	"	"	"	"	"	
Bénéfice du change sur les mandats d'articles d'argent	"	"	166,070 20	166,070 20	"	"	"	"	
Bons de poste et mandats tunisiens payés	"	4,374 [illegible]	9,464 14	14,480 15	"	5,016 01	"	9,390 91	
Bordereaux d'achats de rentes remis par le Caissier central du Trésor	"	305,635 [illegible]	3,139,970 65	2,834,335 27	305,635 38	"	"	"	
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	"	1,185 [illegible]	1,185 00	7,110 00	"	5,925 00	"	7,110 00	
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	"	"	"	"	"	"	"	"	
Caisse de l'instruction publique	1 82	"	5,000 00	4,357 78	642 22	"	644 04	"	
Dépenses à régulariser	"	2,968,044 [illegible]	10,581,324 15	9,455,195 99	1,126,128 16	"	"	1,841,916 76	
Dépenses pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations à régulariser	"	170,808 [illegible]	215,410 44	533,522 38	"	318,111 94	"	488,920 00	
Dépôts administratifs	1,312,452 11	"	580,130 69	237,384 88	342,745 81	"	1,655,197 92	"	
Dépôts de fonds des corps de troupes	2,592,154 67	"	1,846,595 15	1,686,794 76	159,800 39	"	2,751,955 06	"	
Dépôts faits par les soumissionnaires de marchés ou adjudications	64,826 82	"	1,547,946 17	1,460,869 40	87,076 77	"	151,903 59	"	
Divers comptables, *l/c* de recouvrements de contributions en vertu de contraintes	5,762 94	"	72,676 15	71,834 48	841 67	"	6,604 61	"	
Divers comptables, *l/c* de timbres-poste	"	"	"	"	"	"	"	"	
Divers détenus, *l/c* de fonds de pécule	2,598 84	"	1,059 28	1,824 67	"	765 39	1,833 45	"	
Divers, *l/c* d'achats de rentes sur l'État	355,410 60	"	3,959,497 10	3,141,850 00	817,647 10	"	1,173,057 70	"	
Divers, *l/c* de ventes de rentes sur l'État	64,064 03	"	267,250 88	267,250 88	"	"	64,064 03	"	
Divers, *l/c* d'avances	"	417,725 [illegible]	1,836,213 56	1,836,435 59	"	222 03	"	417,947 58	
Divers, *l/c* d'excédents de versements sur les contributions	4,022 02	"	20,387 27	18,977 22	1,410 05	"	5,432 07	"	
Divers, *l/c* d'envois d'argent dans l'intérieur de la colonie	41,053 71	"	2,378,884 62	2,377,730 51	1,154 11	"	42,207 82	"	
Divers, *l/c* de titres de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"	"	"	"	"	"	"	"	
Divers, *l/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	1,185 00	"	7,110 00	1,185 00	5,925 00	"	7,110 00	"	
Divers agents, *l/c* de retenues pour le compte du receveur central de la Seine	"	"	933 96	710 80	223 16	"	223 16	"	
Divers, *l/c* de délégations à payer hors de la colonie	"	"	861,039 43	811,586 17	49,453 26	"	49,453 26	"	
A reporter	4,453,516 58	4,188,839 [illegible]	31,262,427 62	28,686,998 35	2,935,894 45	360,465 18	5,920,927 94	3,080,822 03	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
5° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	4,453,516f 58c	4,188,839f 9[illegible]	31,262,427f 62c	28,686,998f 35c	2,935,894f 45c	360,465f 18c	5,920,927f 94c	3,080,822f 03c	
1° COMPTES GÉNÉRAUX. (Suite.)									
Divers, *L/C* de quittances de rentes à encaisser	"	"	"	"	"	"	"	"	
Divers, *L/C* de recettes à classer	1,885,557 99	"	9,455,691 99	7,832,659 39	1,623,032 60	"	3,508,590 59	"	
Divers, *L/C* de titres de rentes déposés pour échange	108,832 42	"	13,136 43	110,497 42	"	97,360 99	11,471 43	"	
Divers, *L/C* de versements en échange de mandats sur le Trésor	"	"	604,986 53	599,342 25	5,644 28	"	5,644 28	"	
Écoles du Gouvernement, *L/C* de produits à classer	"	"	474 67	474 67	"	"	"	"	
Émission de bons de caisse	3,108,130 50	"	19,299 50	25,813 00	"	6,513 50	3,101,617 00	"	
Fonds commun pour le service de l'instruction primaire	"	8,847 [illegible]	1,504,834 45	1,519,231 20	"	14,396 75	"	23,243 81	
Fonds de réserve des communes et établissements publics	457,748 91	"	354,911 44	535,338 94	"	180,427 50	277,321 41	"	
Fonds reçus à vérifier	"	"	6,877,049 90	6,376,776 90	500,273 00	"	500,273 00	"	
Frais de négociation et de change	139,968 11	"	1,195,339 58	1,466,366 16	"	271,026 58	"	131,058 47	
Immigration, *S/C* courant	3,593 67	"	231,472 23	3,654 61	227,817 62	"	231,411 29	"	
Octroi de mer	697,215 21	"	4,832,495 11	4,781,553 39	50,941 72	"	748,156 93	"	
Parts attribuées aux communes sur divers droits et produits	163,883 59	"	316,158 61	262,743 53	53,415 08	"	217,298 67	"	
Parts de taxes télégraphiques revenant à des compagnies de câbles sous-marins	"	"	151,111 26	146,232 01	4,879 25	"	4,879 25	"	
Percepteurs, *L/C* courant	"	"	49,917,055 27	50,515,487 02	"	598,431 75	"	3,785,081 82	
Percepteurs, *L/C* de restes à recouvrer sur contributions directes du service local	"	3,180,650 [illegible]	108,010 58	3,915 37	104,095 21	"	"	9,236 88	
Placements des communes	218,567 84	113,332 [illegible]	413,139 22	472,316 48	"	59,177 26	159,390 58	"	
Préposés, *L/C* de timbres-poste	"	"	"	"	"	"	"	"	
Préposés des trésoriers-payeurs des colonies, *L/C* courant	"	11,623,616 [illegible]	131,468,345 96	133,836,356 26	"	2,368,010 30	"	13,991,627 29	
Produit brut de prises sur l'ennemi, à répartir	6,638 58	"	"	"	"	"	6,638 58	"	
Produits de déshérences, épaves, etc	1,107,534 84	"	72,440 05	66,765 43	5,674 62	"	1,113,209 46	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin, *S/C* courant	3,706,771 83	"	47,901,092 08	52,035,015 69	"	4,133,923 61	"	427,151 78	
Protectorat de la côte des Somalis, *S/C* courant	385,090 46	"	906,296 80	1,291,387 26	"	385,090 46	"	"	
Quittances d'arrérages de rentes 3 p. o/o à régulariser	"	"	"	"	"	"	"	"	
Recettes à répartir	338,701 48	"	7,695,523 50	6,961,543 22	733,980 28	"	1,072,681 76	"	
Souscription en faveur des sinistrés de la Pointe-à-Pitre	"	"	24,761 80	5,000 00	19,761 80	"	19,761 80	"	
A reporter	16,781,752 01	19,121,286 [illegible]	295,326,054 58	297,535,468 55	6,265,409 91	8,474 823 88	16,899,273 97	21,448,222 08	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des *Services de Trésorerie*. — Suite de l'*État de développement des Correspondants des Comptables des Finances pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
5° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	16,781,752f 01c	19,121,286f [illegible]	295,326,054f 58c	297,535,468f 55c	6,265,409f 91c	8,474,823f 88c	16,899,273f 97c	21,448,222f 08c	
1° COMPTES GÉNÉRAUX. (Suite.)									
Recettes en atténuation des dépenses du service colonial	602,273 13	"	14,365,623 67	14,196,735 04	168,888 63	"	771,161 76	"	
Recettes pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations, à régulariser	26,395 71	"	6,354 51	14,509 11	"	8,154 60	18,241 11	"	
Recettes pour le compte de la Légion d'honneur à régulariser	37 00	"	76 00	54 00	22 00	"	59 00	"	
Receveurs des communes, hospices et établissements de bienfaisance, *l/c* courant	2,359,929 27	"	13,053,814 99	12,027,427 61	1,026,387 38	"	3,386,316 65	"	
Receveurs des postes et des télégraphes, *l/c* courant	54,896 48	"	7,702,446 90	9,962,801 32	"	2,260,354 42	"	2,205,457 94	
Rentes 4 1/2 p. o/o ancien fonds et 4 p. o/o déposées pour conversion	"	"	"	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"	"	"	"	"	"	"	"	
Restes à recouvrer sur contributions directes	"	139,695 57	293,368 68	220,594 58	72,774 10	"	"	66 921 47	
Restes à recouvrer sur contributions indirectes et divers produits	"	27,201 73	31,557 06	7,190 41	24,366 65	"	"	2,835 08	
Retenues par suite d'oppositions	"	"	311,513 05	311,513 05	"	"	"	"	
Saisies et doubles droits de douanes à répartir	13,850 31	"	22,383 32	25,229 04	"	2,845 72	11,004 59	"	
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	653 50	"	847,822 45	847,554 24	268 21	"	921 71	"	
Service local *s/c* de provisions pour dépenses faites hors de la colonie	5,399,793 29	"	10,370,328 87	12,462,483 35	"	2,092,154 48	3,307,638 81	"	
Souscription en faveur des victimes du cyclone de Diégo-Suarez	25 00	"	"	"	"	"	25 00	"	
Souscription en faveur des victimes de l'incendie des faubourgs de Saint-Louis	53,244 45	"	"	"	"	"	53,244 45	"	
Successions vacantes, *l/c* courant	350,173 24	"	827,567 26	762,983 30	64,583 96	"	414,757 20	"	
Timbres-poste coloniaux, *l/c* de distribution	4,236,555 81	"	635,114 77	1,233,537 59	"	598,422 82	3,638,132 99	"	
Trésorier général des invalides de la marine, *s/c* de payements à vérifier	"	"	"	"	"	"	"	"	
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	"	705,627 [illegible]	1,005,430 49	1,403,165 73	"	397,735 24	"	1,103,362 81	
Trésoriers particuliers, *l/c* courant	"	1,944,058 [illegible]	24,104,278 51	25,776,552 62	"	1,672,274 11	"	3,616,332 78	
Trésoriers particuliers, *l/c* des restes à recouvrer sur contributions directes	"	"	"	"	"	"	"	"	
Trésoriers-payeurs généraux, *l/c* de payements divers	"	778 [illegible]	1,106 06	2,499 44	"	1,393 38	"	2,171 93	
Trésor public, *s/c* de titres de rentes	"	108,832 [illegible]	110,497 42	13,136 43	97,360 99	"	"	11,471 43	
Versement du produit des taxes de dépêches télégraphiques transmises par câbles sous-marins	27,706 82	"	83,351 01	69,426 24	13,924 77	"	41,631 59	"	
Dépenses du Siam (Tonkin et Cochinchine)	"	1,256,741 [illegible]	626,857 89	"	626,857 89	"	"	629,883 16	
Service local, *s/c* courant (Inde et Cochinchine)	6,204,263 08	"	221,498,750 04	219,690,511 27	1,808,238 77	"	8,012,501 85	"	
Gérants de caisses d'avances en territoires militaires, *l/c* courant (Tonkin et Madagascar)	"	4,148,250 [illegible]	16,025,967 24	15,943,445 15	82,522 09	"	"	4,065,737 23	
Jetons en nickel à échanger contre des bons de caisse (Martinique et Réunion)	25,000 00	"	"	8,250 00	"	8,250 00	16,750 00	"	
Droits consignés à régulariser ultérieurement (Martinique et Guadeloupe)	22,814 03	"	1,916,868 20	1,846,128 12	70,740 08	"	93,554 11	"	
A reporter	36,159,363 13	27,452,481 [illegible]	609,167,132 97	614,361,196 19	10,322,345 43	15,516,408 65	36,665,214 79	33,152,395 91	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
5° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	36,159,363f 13c	27,452,481f 03	609,167,132f 97c	614,361,196f 19c	10,322,345f 43c	15,516,408f 65c	36,665,214f 79c	33,152,395f 91c	
2° COMPTES PARTICULIERS.									
Martinique.									
Caissier central du Trésor, s/c de provision versée par les hospices civils	"	64,064 03	"	"	"	"	"	64,064 03	
Fonds accordés à titre de primes à la pêche côtière	4,578 68	"	24,000 00	25,508 01	"	1,508 01	3,070 67	"	
Primes d'encouragement aux cultures secondaires	7,877 63	"	60,000 00	60,117 75	"	117 75	7,759 88	"	
Guadeloupe.									
Caisses d'épargne, *L/C* de recouvrements	2,525 00	"	46,511 00	48,796 00	"	2,285 00	240 00	"	
Caisses d'épargne, *L/C* de remboursements	"	949 11	50,023 28	54,852 80	"	4,829 52	"	5,778 63	
Percepteurs, *L/C* de recouvrements opérés pour le compte des caisses d'épargne	"	134 00	24,723 00	24,954 00	"	231 00	"	365 00	
Droits de sortie sur les denrées coloniales représentatifs de l'impôt	"	"	406,130 14	406,130 14	"	"	"	"	
Diverses administrations, *L/C* de titres déposés	82,600 00	"	62,500 00	62,500 00	"	"	82,600 00	"	
Droits perçus au profit des examinateurs au baccalauréat	510 00	"	5,650 00	2,697 50	2,952 50	"	3,462 50	"	
Réunion.									
École normale primaire, *s/c* de fonds en dépôt	"	"	"	"	"	"	"	"	
Succession Vergoz, *s/c* de recouvrements et payements	694 99	"	50 95	"	50 95	"	745 94	"	
Caissier du port et du chemin de fer de la Réunion, *s/c* courant	1,104,000 00	"	811,000 00	325,000 00	486,000 00	"	1,590,000 00	"	
Fonds spécial de l'immigration	161,355 45	"	"	161,355 45	"	161,355 45	"	"	
Sénégal.									
Contingents des pays de protectorats	"	"	"	"	"	"	"	"	
Fonds provenant de l'emprunt de 5 millions, *L/C* d'affectation	720,691 63	"	187,298 97	544,122 41	"	356,823 44	363,868 19	"	
Administration de Porto-Novo et de Grand-Bassam	"	1,355 00	1,292 00	"	1,292 00	"	"	63 00	
Receveur central des budgets régionaux	550,000 00	"	313,000 00	662,000 00	"	349,000 00	201,000 00	"	
Produits de douanes affectés à l'amortissement de l'emprunt de 1891	200,000 00	"	348,328 50	392,328 50	"	44,000 00	156,000 00	"	
Caisse des retenues de pilotage sur la barre à Saint-Louis	14,870 00	"	3,445 13	2,128 88	1,316 25	"	16,186 25	"	
Budget des recettes et des dépenses communes du pays de protectorat	10,171 10	"	256,192 94	253,319 62	2,873 32	"	13,044 42	"	
Mayotte.									
Sultanat d'Aujouan, s/c courant	81,086 86	"	102,861 40	91,628 32	11,233 08	"	92,319 94	"	
Sultanat de Mohéli, *s/c* courant	"	"	34,212 06	18,614 79	15,597 27	"	15,597 27	"	
Sultanat de la Grande Comore, s/c courant	"	43,482 72	132,219 92	159,416 24	"	27,196 32	16,286 40	"	
A reporter	39,143,807 19	27,518,983 17	612,036,572 26	617,656,666 60	10,843,660 80	16,463,755 14	39,227,396 25	33,222,666 57	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de *l'État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
5e Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	39,143,807f 19c	27,518,983f [illegible]	612,036,572f 26c	617,656,666f 60c	10,843,660f 80c	16,463,755f 14c	39,227,396f 25c	33,222,666f 57c	
2e COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Taïti.									
Annexion des îles Sous-le-Vent	"	42,105 [illegible]	87,979 66	45,874 18	42,105 48	"	"	"	
Caisse agricole, s/c courant	100,000 00	"	"	"	"	"	100,000 00	"	
Saint-Pierre et Miquelon.									
Fourneau économique	5 33	"	1,733 65	1,699 76	33 89	"	39 22	"	
Nouvelle-Calédonie.									
Colonisation, s/c courant	30,411 84	"	225,289 57	191,735 66	33,553 91	"	63,965 75	"	
Quarantaine, s/c courant	70,930 12	"	20,460 00	27,245 92	"	6,785 92	64,144 20	"	
Emprunt de la Nouvelle-Calédonie, s/c d'amortissement	12,674 45	"	80,998 78	77,216 28	3,782 50	"	16,456 95	"	
Caissier central, s/c avec la ville de Nouméa	"	433,451 [illegible]	180.126 86	144,895 87	35,230 99	"	"	398,220 08	
Caisse des chemins de grande communication	"	"	17,738 75	10,447 11	7,291 64	"	7,291 64	"	
Fonds recueillis en faveur des victimes du cyclone de la Nouvelle-Calédonie en 1898	46,327 00	"	1,608 00	45,578 00	"	43,970 00	2,357 00	"	
Côte-d'Ivoire.									
Trésorier-payeur, s/c de recettes à régulariser	3,824 23	"	"	3,824 23	"	3,824 23	"	"	
Trésorier-payeur, s/c de dépenses à régulariser	"	445,075 [illegible]	581,444 68	136,368 75	445,075 93	"	"	"	
Soudan.									
Budget annexe du chemin de fer du Soudan, s/c courant	176,060 00	"	3,162,483 80	3,686,467 75	"	523,983 95	"	347,923 95	
Fonds destinés à la solde des troupes détachées	417,526 04	"	525,652 69	560,782 03	"	35 129 34	382,396 70	"	
Inde.									
Régie des spiritueux s/c courant	"	"	40,522 32	39,249 40	1,272 92	"	1,272 92	"	
Fonds destinés à la construction du chemin de fer	14,276 62	"	1,050 00	15,308 99	"	14,258 99	17 63	"	
Payements des préposés à régulariser	"	2,830 [illegible]	"	"	"	"	"	2,830 45	
Dépôts divers. — Service local	262,928 90	"	98,832 26	134,014 30	"	35,182 04	227,746 86	"	
Recouvrements au profit du Trésor anglais	8,071 97	"	85,133 16	87,461 91	"	2,328 75	5,743 22	"	
Caisse particulière des gardes champêtres, s/c courant	661 93	"	214 99	104 17	110 82	"	772 75	"	
Léproserie, s/c courant	32 44	"	3,173 50	3,205 94	"	32 44	"	"	
Trésor, s/c courant	"	1,031,855 [illegible]	2,563,861 69	2,763,514 35	"	199,652 66	"	1,231,508 09	
Frais de négociation et de change (opérations antérieures à 1896)	"	100,000 [illegible]	20,000 00	"	20,000 00	"	"	80,000 00	
Timbres mobiles (Enregistrement), r/c de distribution	20,437 50	"	75,000 00	31,125 00	43,875 00	"	64,312 50	"	
A reporter	40,307,975 56	29,574,301 [illegible]	619,809,876 62	625,662,786 20	11,475,993 88	17,328,903 46	40,163 913 59	35,283,149 14	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
5° Suite des CORRESPONDANTS DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Report	40,307,975f 56c	29,574,301f [illegible]	619,809,876f 62c	625,662,786f 20c	11,475,993f 88c	*17,328,903f 46c	40,163,913f 59c	35,283,149f 14c	
2° COMPTES PARTICULIERS. (Suite.)									
Cochinchine.									
Dépenses communes de l'Indo-Chine à régulariser ultérieurement	"	934,582 [illegible]	6,579,265 08	5,685,373 64	893,891 44	"	"	40,691 24	
Budgets des arrondissements	2,543,228 56	"	6,130,179 24	5,011,929 80	1,118,249 44	"	3,661,478 00	"	
Dépenses à régulariser. — Service local	"	84,836 [illegible]	657,483 00	693,229 88	"	35,746 88	"	120,583 68	
Recettes pour le compte de la Banque d'Indo-Chine	20,386 12	"	211,537 92	222,303 40	"	10,765 48	9,620 64	"	
Payeur du Cambodge, s/c courant	"	1,601,275 [illegible]	7,806,848 40	7,209,076 28	597,772 12	"	"	1,003,503 16	
Receveur spécial du service local, s/c courant	"	5,177,174 [illegible]	216,834,009 76	218,406,970 64	"	1,572,960 88	"	6,750,135 64	
Receveur spécial du service local, s/c intermédiaire	"	"	38,490,602 58	38,490,602 58	"	"	"	"	
Trésorier-payeur, s/c d'opérations à régulariser	"	1,152,222 [illegible]	16,054,221 48	15,045,892 60	1,008,328 88	"	"	143,893 96	
Mandats du receveur spécial du service local sur les comptables de l'Indo-Chine	68,787 92	"	2,862,874 52	2,898,753 24	"	35,878 72	32,909 20	"	
Trésorier-payeur, s/c intermédiaire	"	"	61,345,007 68	61,349,007 68	"	"	"	"	
Mandats du receveur spécial du service local sur le payeur du Cambodge	7,793 96	"	141,744 80	133,378 08	8,366 72	"	16,160 68	"	
Dépenses à régulariser des protectorats	"	49,650 [illegible]	601,382 00	614,862 16	"	13,480 16	"	63,140 00	
Receveurs des postes, l/c de payements d'articles d'argent	"	"	"	"	"	"	"	"	
Mandats des préposés sur le receveur spécial du service local	"	"	47,255 88	47,255 88	"	"	"	"	
Divers, l/c de retenues à verser au trésorier-payeur	75,878 76	"	503,607 20	573,935 76	"	70,328 56	5,550 20	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de recettes	"	"	1,275,141 68	1,275,141 68	"	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de dépenses	"	51,434 [illegible]	1,682,950 82	1,631,516 51	51,434 31	"	"	"	
Protectorat de l'Annam et du Tonkin. s/c de provisions	152,374 07	"	"	152,374 07	"	152,374 07	"	"	
Mandats du receveur spécial du service local sur le trésorier-payeur du Tonkin	"	"	3,833 20	124 00	3,709 20	"	3,709 20	"	
Mandats du receveur spécial du service local sur le payeur du Bas-Laos	"	"	1,116 48	1,100 80	15 68	"	15 68	"	
Payeur du Bas-Laos, s/c courant	"	609,435 [illegible]	1,585,130 84	1,509,080 04	76,050 80	"	"	533,384 36	
Recettes à classer des protectorats	258,849 56	"	3,150,591 60	3,409,441 16	"	258,849 56	"	"	
Recettes pour le c/ des receveurs d'enregistrement	"	"	"	"	"	"	"	"	
Compte d'occupation du Laos	"	1,219,257 [illegible]	"	"	"	"	"	1,219,257 88	
Receveurs des postes, l/c d'émission et de payements d'articles d'argent	"	"	452,695 87	452,695 87	"	"	"	"	
Prêt au service du pilotage	"	"	9,360 00	88,417 44	"	79,057 44	"	79,057 44	
Trésorier-payeur du Tonkin, s/c courant	"	"	9,136,219 92	7,839,834 20	1,296,385 72	"	1,296,385 72	"	
Dépôts de la caisse locale des retraites	"	"	839,274 80	688,421 16	150,853 64	"	150,853 64	"	
Dépôts de la caisse locale des retraites des employés civils indigènes	"	"	559,690 84	532,696 36	26,994 48	"	26,994 48	"	
Budget général de l'Indo-Chine, s/c de provisions pour dépenses hors de la colonie	"	"	3,385,000 00	178,437 65	3,206,562 35	"	3,206,562 35	"	
Budget général de l'Indo-Chine, s/c courant	"	"	67,803,296 31	20,632,710 03	47,170,586 28	"	47,170,586 28	"	
Caisse des dépôts et consignations, s/c de versements et de retraits de fonds. (Emprunt de 200 millions.)	"	"	500,000 00	47,878,585 02	"	47,378,585 02	"	47,378,585 02	
Prêt à la ville de Saïgon	"	"	"	718,293 04	"	718,293 04	"	718,293 04	
Budget général de l'Indo-Chine.									
Avances au budget général	"	"	5,391,554 16	7,256,327 60	"	1,864,773 44	"	1,864,773 44	
Dépenses des protectorats à régulariser	"	"	20,575 48	3,077,175 72	"	3,056,600 24	"	3,056,600 24	
Emprunt de 200 millions	"	"	75,103,662 80	68,354 16	75,035,308 64	"	75,035,308 64	"	
Trésorier-payeur, s/c courant	"	"	32,365,035 32	106,358,111 88	"	73,993,076 56	"	73,993,076 56	
Madagascar.									
Produits des douanes affectés au service des intérêts de l'emprunt	469,984 52	"	201,450 00	671,434 52	"	469,984 52	"	"	
TOTAUX du 5°	43,905,259 03	40,454,181 [illegible]	1,181,542,476 28	1,186,461,630 73	142,120,503 58	147,039,658 03	170,780,048 30	172,248,124 80	
	3,451,077f 95c		4,919,154f 45c		4,919,154f 45c		1,468,076f 50c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des Correspondants des comptables des finances pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS. des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS. des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DES CORRESPONDANTS DES COMPTABLES DES FINANCES.									
1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	68,541,583f 38c	117,479,791f 90c	8,139,973,528f 23c	8,124,878,430 81c	26,080,697 32c	10,985,599f 90c	82,594,356f 06c	116,437,466f 52c	
2° Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public	463,725,273 42	1,190,178 03	2,048,979,811 37	2,033,511,961 15	16,699,175 12	1,231,324 97	479,156,621 23	1,153,675 64	
3° Correspondants des agents comptables du Trésor	5,475,608 26	2,084,793 21	45,024,348 00	46,484,780 21	312,131 52	1,772,563 73	3,907,167 72	1,976,784 91	
4° Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	531,609 90	5,897,798 43	278,891,023 19	278,872,527 39	2,094,858 18	2,076,362 38	354,942 00	5,702,634 72	
5° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	43,905,259 03	40,454,181 [illegible]	1,181,542,476 28	1,186,461,630 73	142,120,503 58	147,039,658 03	170,780,048 30	172,248,124 80	
TOTAUX GÉNÉRAUX	582,179,333 99	167,106,742 [illegible]	11,694,411,187 07	11,670,209,330 29	187,307,365 79	163,105,509 01	736,793,135 31	297,518,686 59	
	415,072,591f 94c		24,201,856f 78c		24,201,856f 78c		439,274,448f 72c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents. des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents. des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	2,011f 66c	"	19,075f 39c	19,828f 50c	"	753f 11c	1,258f 55c	"	
Receveurs des contributions indirectes	413,110 70	"	350,582 11	413,804 56	"	63,222 45	349,888 25	"	
Trésoriers-payeurs généraux	61,225,120 51	"	717,423,958 22	731,250,584 02	"	13,826,625 80	47,398,494 71	"	
Comptables des finances en Algérie. — Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	
Comptables des finances en Algérie. — Receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	12 13	"	3,630 21	3,577 77	52f 44c	"	64 57	"	
Comptables des finances en Algérie. — Receveurs des contributions diverses en Algérie	120 76	"	1,143 83	1,215 78	"	71 95	48 81	"	
Trésoriers-payeurs des colonies	"	66,694 02	90,885 61	100,777 05	"	9,891 44	"	76,585f 46c	
TOTAUX	61,640,375 76	66,694 02	717,889,275 37	731,789,787 68	52 44	13,900,564 75	47,749,754 89	76,585 46	
EXCÉDENT de recettes	61,573,681f 74c		13,900,512f 31c		13,900,512f 31c		47,673,169f 43c		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
1° AVANCES DES RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, DU TIMBRE ET DES DOMAINES.									
Frais de justice militaire	"	4,999f 65c	32,915f 90c	29,425f 53c	3,490f 37c	"	"	1,509f 28c	
Frais de justice maritime	"	171 75	3,102 50	3,785 25	"	682f 75c	"	854 50	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement et des domaines	"	494,270 66	372,721 66	390,400 23	"	17,678 57	"	511,949 23	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	"	32,266 93	5,586 05	2,267 57	3,318 48	"	"	28,948 45	
Frais en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique	"	3,212 00	8,838 75	8,251 00	587 75	"	"	2,624 25	
Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	"	22,977 42	138,090 22	143,674 71	"	5,584 49	"	28,561 91	
Frais de location de bâtiments et terrains militaires	"	480 44	1,192 25	1,339 11	"	146 86	"	627 30	
Frais de vente d'immeubles appartenant à l'État	"	51,152 62	23,274 10	27,977 63	"	4,703 53	"	55,856 15	
Arrérages de pensions payés par provision	"	"	720 00	720 00	"	"	"	"	
Payements à régulariser. — Perfectionnement du matériel d'armement	"	44 70	1,986 13	3,476 18	"	1,490 05	"	1,534 75	
Payements à régulariser. — Avances pour payement des remises aux receveurs	"	5,922 65	5,922 65	"	5,922 65	"	"	"	
Payements à régulariser. — Frais d'extraction d'une bombarde	"	126 70	126 70	"	126 70	"	"	"	
Payements à régulariser. — Dépenses rejetées	"	"	4 80	77 60	"	72 80	"	72 80	
Avances à charge de régularisation. (Succession Giffard.)	"	4,786,830 23	"	"	"	"	"	4,786,830 23	
Frais d'aliénation d'immeubles militaires à classer	"	"	"	"	"	"	"	"	
Frais de poursuites en matière de recrutement	"	"	"	"	"	"	"	"	
Restitutions de droits de timbre indûment perçus. Déchets et maculatures (sommes inférieures à 5 francs)	"	"	10,522 27	10,665 76	"	143 49	"	143 49	
TOTAUX du 1°	"	5,402,455 75	605,003 98	622,060 57	13,445 95	30,502 54	"	5,419,512 34	
	5,402,455f 75c		17,056f 59c		17,056f 59c		5,419,512f 34c		
2° AVANCES DES RECEVEURS DES DOUANES.									
Avances sur le fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades	"	415f 50c	1,240f 49c	2,704f 45c	"	1,463f 96c	"	1,879f 50c	
Avances pour frais de saisies et de préemptions	"	90,775 00	127,086 83	116,995 10	10,091f 73c	"	"	80,683 30	
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	121,818 80	20,300 64	5,725 28	14,575 36	"	"	107,243 53	
Avances pour parts de saisies à des indicateurs ou à des saisissants	"	13,947 44	60,884 45	50,879 36	10,005 09	"	"	3,942 35	
Avances de primes de captures, saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs	"	"	76 59	76 59	"	"	"	"	
Fonds remis aux receveurs particuliers pour subvenir aux remboursements des consignations et au payement des dépenses	"	807,525 50	20,249,801 78	20,365,397 78	"	115,596 00	"	923,121 50	
Arrérages de pensions payés par provision aux employés, aux veuves et aux orphelins	"	158,055 93	520,741 03	492,961 88	27,779 15	"	"	131,176 78	
Avances diverses	"	18,250 80	625,987 54	624,529 32	1,458 22	"	"	16,792 58	
TOTAUX du 2°	"	1,211,689 13	21,606,119 35	21,659,269 76	63,909 55	117,059 96	"	1,264,839f 54c	
	1,211,689f 13c		53,150f 41c		53,150f 41c		1,264,839f 54c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
3° AVANCES DES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.									
Avances pour frais judiciaires et frais de poursuites pour le recouvrement des droits	"	542,269f 33c	555,642f 83c	575,050f 64c	"	19,407f 81c	"	561,677f 14c	
Avances pour achat de timbres et pour divers services	"	78,070 66	157,289 52	168,669 62	"	11,380 10	"	89,450 76	
Avances pour le service des contributions indirectes	"	1,799,019 14	5,738,183 97	5,661,271 16	76,912f 81c	"	"	1,722,106 33	
Avances pour le service des tabacs	"	318,105 11	1,587,456 76	1,667,469 06	"	80,012 30	"	398,117 41	
TOTAUX du 3°	"	2,737,464 24	8,038,573 08	8,072,460 48	76,912 81	110,800 21	"	2,771,351 64	
	2,737,464f 24c		33,887f 40c		33,887f 40c		2,771,351f 64c		
4° AVANCES DES RECEVEURS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	2,417f 60c	57,710f 63c	57,502f 46c	208f 17c	"	"	2,209f 43c	
Avances pour frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	"	103,487 55	721,281 65	730,538 85	"	9,257f 20c	"	112,744 75	
Arrérages de pensions payés par provision		12,404 37	61,787 85	79,170 08	"	17,382 23	"	29,786 60	
Avances pour le compte de la Caisse nationale d'épargne	"	224,737 60	3,574,322 09	3,639,878 90	"	65,556 81	"	290,294 41	
Avances aux agents embarqués	"	19,300 00	77,400 00	80,400 00	"	3,000 00	"	22,300 00	
Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	"	107,005 35	564,693 47	568,593 22	"	3,899 75	"	110,905 10	
Avances pour colis postaux réexpédiés	"	119 00	114 90	311 95	"	197 05	"	316 05	
Droits de douane et de garantie pour valeurs déclarées. — Boîtes originaires des colonies	"	5 53	9,756 69	9,756 52	0 17	"	"	5 35	
TOTAUX du 4°	"	469,476 99	5,067,067 28	5,166,151 98	208 34	99,293 04	"	568,561 69	
	469,476f 99c		99,084f 70c		99,084f 70c		568,561f 69c		
5° AVANCES DES TRESORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.									
Poursuites pour le recouvrement des contributions directes	"	341,758 27	1,755,901f 47c	1,727,119f 41c	28,782f 06c	"	"	312,976f 20c	
Poursuites pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires	"	288,940 [illegible]	520,245 06	520,252 87	"	7f 81c	"	288,948 40	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1893.)	"	3,990 [illegible]	3,990 15	"	3,990 15	"	"	"	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1894.)	"	47,324 [illegible]	18,290 92	"	18,290 92	"	"	29,033 96	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1895.)	"	98,660 [illegible]	59,650 09	"	59,650 09	"	"	39,009 98	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1896.)	"	138,272 [illegible]	82,897 43	"	82,897 43	"	"	55,374 96	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1897.)	"	838,700 [illegible]	752,102 76	"	752,102 76	"	"	86 597 36	
Restes à recouvrer sur les contributions directes. (Exercice 1898.)	"	"	5,686,597 16	6,471,199 19	"	784,602 03	"	784,602 03	
Dégrèvements sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement	"	49,363 [illegible]	49,363 40	47,262 82	2,100 58	"	"	47,262 82	
Remboursements de taxes de brevets d'invention	"	"	39,710 00	39,710 00	"	"	"	"	
Frais de procédure dans l'intérêt des communes et établissements publics	"	5,495 56	4,726 34	4,571 34	155 00	"	"	5,340 56	
TOTAUX du 5°	"	1,812,505 42	8,973,474 78	8,810,115 63	947,968 99	784,609 84	"	1,649,146 27	
	1,812,505f 42c		163,359f 15c		163,359f 15c		1,649,146f 27c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — Suite de l'*État de développement des AVANCES POUR DIVERS SERVICES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
6° AVANCES DU CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC.									
Porteurs des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o remboursées ou converties, *r/c* de reliquats d'intérêts	"	170f 34c	"	"	"	"	"	170f 34c	
Intérêts attachés aux bons du Trésor... Échéance de 1900	"	"	"	1,561,892f 05c	"	1,561,892f 05c	"	1,561,892 05	
Intérêts attachés aux bons du Trésor... Échéance de 1899	"	1,112,744 05	2,030,105f 50c	917,361 45	1,112,744f 05c	"	"	"	
Trésoriers coloniaux, *r/c* de payements divers	"	8,062,075 [illegible]	9,711,079 77	10,316,318 58	"	605,238 81	"	8,667,314 05	
Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministères	"	1,906,791 [illegible]	6,031,908 08	11,960,349 99	"	5,928,441 91	"	7,835,233 61	
Caissier-payeur central, *s/c* intermédiaire de sommes indûment payées	"	4,556 [illegible]	409,895 82	65,411 61	344,484 21	"	(A) 339,927f 31c	"	(A) Sera régularisé en 1900.
Divers budgets et services, *r/c* d'emploi des avances de la Banque de France	"	180,000,000 [illegible]	"	"	"	"	"	180,000,000 00	
Trésoriers-payeurs, *r/c* de prélèvements à la Banque d'Algérie	"	3,600,000 [illegible]	41,800,000 00	41,700,000 00	100,000 00	"	"	3,500,000 00	
Administration des manufactures de l'État, *s/c* de traites de tabacs à régulariser	"	"	7,529,538 16	7,530,943 46	"	1,405 30	"	1,405 30	
Compléments de pensions payes pour le compte de la Caisse des offrandes nationales	"	19,114 [illegible]	92,567 58	90,913 58	1,654 00	"	"	17,460 07	
Coupons indûment payés sur titres sortis aux tirages à régulariser ultérieurement	"	24 [illegible]	"	"	"	"	"	24 89	
Divers ministeres et services, *r/c* de dépenses faites à l'étranger au moyen de traites tirées sur le Trésor par les consuls	"	1,616,913 [illegible]	1,041,535 28	1,290,164 22	"	248,628 94	"	1,865,541 94	
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o non converties	"	80,362,221 [illegible]	"	"	"	"	"	80,362,221 15	
Caisse centrale, *s/c* de payements à régulariser	"	1,043,899 [illegible]	16,702,894 52	22,457,893 48	"	5,754,998 96	"	6,798,898 17	
Payement des intérêts au 15 janvier 1891 des bons de liquidation et obligations à long terme	"	2,241,470 [illegible]	"	"	"	"	"	2,241,470 70	
Divers, *r/c* de coupons au porteur	"	15,384,503 [illegible]	248,984,412 02	247,661,771 27	1,322,640 75	"	"	14,061,862 75	
Divers correspondants, *r/c* d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	"	10,336,939 [illegible]	77,007,770 29	77,149,100 69	"	141,330 40	"	10,478,269 43	
Trésor public, *s/c* de supplément de pensions aux militaires, marins et à leurs veuves	"	87,678,845 [illegible]	8,842,000 00	5,729,141 56	3,112,858 44	"	"	84,565,986 88	
Caissier-payeur central, *s/c* de coupons payés sur duplicata à régulariser	"	827 [illegible]	754 50	585 50	169 00	"	"	658 00	
Remboursements à imputer ultérieurement sur les excédents de recettes de l'exercice 1898 (Loi du 3 décembre 1898).	"	65,517,942 [illegible]	65,517,942 32	"	65,517,942 32	"	"	"	
TOTAUX du 6°	"	458,889,038f 42c	485,702,403 84	428,431,847 44	71,512,492 77	14,241,936 37	339,927 31	401,958,409 33	
	458,889,038f 42c		57,270,556f 40c		57,270,556f 40c		401,618,482f 02c		
7° AVANCES DES AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR.									
Avances au gouvernement tunisien	"	8,260f [illegible]	31,092f 56c	31,107f 83c	"	15f 27c	"	8,276f 09c	
Divers tireurs de traites de la marine, *r/c* courant	"	8,058,789 [illegible]	13,453,689 64	14,827,658 70	"	1,373,969 06	"	9,432,758 10	
TOTAUX du 7°	"	8,067,049 [illegible]	13,484,782 20	14,858,766 53	"	1,373,984 33	"	9,441,034 19	
	8,067,049f 86c		1,373,984f 33c		1,373,984f 33c		9,441,034f 19c		
8° AVANCES DES COMPTABLES EN ALGÉRIE.									
Avances des receveurs de l'enregistrement et des domaines.									
Frais de justice militaire	"	5,651 [illegible]	29,795f 45c	29,100f 00c	695f 45c	"	"	4,955f 65c	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement	"	36,529 [illegible]	20,848 98	30,601 18	"	9,752f 20c	"	46,282 13	
Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	"	5,033 [illegible]	1,772 30	773 83	998 47	"	"	4,033 75	
Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	"	17,607 [illegible]	9,208 93	16,909 19	"	7,700 26	"	25,598 24	
Frais de location de bâtiments et terrains militaires	"	131 [illegible]	193 72	62 21	131 51	"	"	"	
Frais de location et de vente d'immeubles appartenant à l'État	"	5,782 [illegible]	12,636 07	13,588 31	"	952 24		6,744 53	
Frais de transport de papiers timbrés et d'impressions	"	37 50	2,499 60	2,474 10	25 50	"	"	12 00	
Allocation de 3 p. o/o aux distributeurs de papiers timbrés	"	7,226 [illegible]	30,747 19	32,697 50	"	1,950 31	"	9,176 99	
Frais des formalités remplies en exécution de la loi du 26 juillet 1873	"	"	55 26	103 03	"	47 77	"	47 77	
Frais d'expropriation pour cause d'utilité publique	"	70 [illegible]	254 25	209 88	44 37	"	"	26 25	
Menues dépenses du timbre	"	110 [illegible]	420 80	398 75	22 05	"	"	88 15	
Restitutions de droits. (Ventes judiciaires.)	"	10,198 [illegible]	9,723 36	10,399 97	"	676 61	"	10,875 28	
Avances imprévues concernant la contribution foncière du domaine de l'État	"	1,811 [illegible]	5,644 74	6,046 79	"	402 05	"	2,213 08	
Frais de poursuites concernant l'agence judiciaire du Trésor	"	"	"	12 55	"	12 55	"	12 55	
Restitutions de droits de timbres indûment perçus. (Déchets et maculatures.)	"	"	3 05	3 05	"	"	"	"	
Sommes inférieures à 25 francs	"	478 [illegible]	478 06	"	478 06	"	"	"	
Payements à régulariser	"								
A reporter	"	90,767 [illegible]	124,281 76	143,380 34	2,395 41	21,493 99	"	109,866 37	
	90,767f 79c		19,098f 58c		19,098f 58c		109,866f 37c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des avances pour divers services pendant l'année 1899.*

Désignation des comptes.	Situation au 1er janvier 1899. Excédents des recettes.	Situation au 1er janvier 1899. Excédents des dépenses.	Opérations de l'année 1899. Recettes.	Opérations de l'année 1899. Dépenses.	Opérations de l'année 1899. Excédents des recettes.	Opérations de l'année 1899. Excédents des dépenses.	Situation au 1er janvier 1900. Excédents des recettes.	Situation au 1er janvier 1900. Excédents des dépenses.	Observations.
9° Avances des comptables en Algérie.									
Report	"	90,767f [illegible]	124,281f 76c	143,380f 34c	2,395f 41c	21,493f 99c	"	109,866f 37c	
Avances des receveurs des douanes.									
Fonds de retenues pour l'habillement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades	"	"	1,665f 00c	1,665f 00c	"	"	"	"	
Frais de saisies et de préemptions	"	1,799f [illegible]	2,334 11	3,780 01	"	1,445f 90c	"	3,244f 95c	
Fonds remis aux receveurs subordonnés pour subvenir aux remboursements de consignations et au payement des dépenses	"	32,597 [illegible]	796,607 24	788,820 56	7,786f 68c	"	"	24,810 48	
Arrérages de pensions payés par provision aux veuves et aux orphelins	"	4,810 [illegible]	10,061 40	7,112 74	2,948 66	"	"	1,862 00	
Avances diverses	"	112 [illegible]	774,133 64	774,982 51	"	848 87	"	961 52	
Avances pour primes de capture (saisies de tabacs, arrestations de fraudeurs et de déserteurs)	"	"	60 00	60 00	"	"	"	"	
Part de saisies à des indicateurs ou à des saisissants	"	"	"	65 00	"	65 00	"	65 00	
	"	39,319 [illegible]	1,584,861 39	1,576,485 82	10,735 34	2,359 77	"	30,943 95	
	39,319f 52c		8,375f 57c		8,375f 57c		30,943f 95c		
Avances des receveurs des contributions diverses.									
Frais de poursuites pour le service des contributions diverses	"	21,094f [illegible]	81,527f 10c	77,606f 80c	3,920f 30c	"	"	17,174f 31c	
Frais de poursuites pour le service des amendes	"	72,558 [illegible]	138,338 65	130,792 11	7,546 54	"	"	65,011 72	
Dépenses d'urgence	"	512,514 [illegible]	559,688 53	304,003 50	255,685 03	"	"	256,829 31	
Parts des chefs indigènes dans les impôts arabes	"	181,974 [illegible]	371,742 62	443,533 68	"	71,791f 06c	"	253,765 43	
Avances pour le service des communes, canaux d'irrigation, etc.	"	6,171 [illegible]	153,496 94	153,049 56	447 38	"	"	5,724 51	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1899	"	"	1,058,270 66	1,137,362 53	"	79,091 87	"	79,091 87	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1896	"	2,672 [illegible]	2,672 90	"	2,672 90	"	"	"	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1897	"	129,458 [illegible]	125,684 49	"	125,684 49	"	"	3,773 69	
Contributions directes et taxes assimilées — Exercice 1898	"	80,791 [illegible]	395,670 79	389,588 27	6,082 52	"	"	74,709 29	
	"	1,007,236 [illegible]	2,887,092 68	2,635,936 45	402,039 16	150,882 93	"	756,080 13	
	1,007,236f 36c		251,156f 23c		251,156f 23c		756,080f 13c		
Avances des receveurs des postes et des télégraphes.									
Avances pour frais de poursuites et d'instances	"	49f [illegible]	734f 30c	732f 90c	1f 40c	"	"	47f 85c	
Avances pour frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes	"	594 [illegible]	6,950 45	7,190 70	"	240f 25c	"	834 25	
Avances pour le compte de la Caisse nationale d'épargne	"	10,044 [illegible]	96,278 15	93,251 80	3,026 35	"	"	7,017 74	
Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne	"	3,664 [illegible]	16,033 65	16,297 60	"	263 95	"	3,928 10	
Avances pour arrérages de pensions payés par provision	"	"	"	"	"	"	"	"	
	"	14,351 [illegible]	119,996 55	117,473 00	3,027 75	504 20	"	11,827 94	
	14,351f 49c		2,523f 55c		2,523f 55c		11,827f 94c		
Avances des trésoriers-payeurs en Algérie.									
Remboursements de taxes de brevets d'invention	"	"	120f 00c	120f 00c	"	"	"	"	
	"		"		"		"		
Totaux du 9°	"	1,151,675f [illegible]	4,716,352f 38c	4,473,395f 61c	418,197f 66c	175,240f 89c	"	908,718f 39c	
	1,151,675f 16c		242,956f 77c		242,956f 77c		908,718f 39c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite du Service de Trésorerie. — Suite de l'*État de développement des* AVANCES POUR DIVERS SERVICES *pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
9° AVANCES DES TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES.									
Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministères	"	231,240f 36c	133,746f 08c	532,148f 70c	"	398,402f 62c	"	629,642f 98c	
	231,240f 36c		398,402f 62c		398,402f 62c		629,642f 98c		
10° AVANCES DE L'AGENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES.									
Excédents de dépenses à régulariser par suite de reversements ultérieurs	"	999f 34c	999f 34c	108f 65c	890f 69c	"	"	108f 65c	
	999f 34c		890f 69c		890f 69c		108f 65c		
11° AVANCES DE DIVERS COMPTABLES.									
Faits antérieurs au 18 mars 1871	"	837,259f 59c	"	"	"	"	"	837,259 59	
Suppléments de pensions aux militaires, aux marins et à leurs veuves	"	"	3,049,357 85	7,292,815 97	"	4,243,458 12	"	4,243,458 12	
	"	837,259 59	3,049,357 85	7,292,815 97	"	4,243,458 12	"	5,080,717 71	
	837,259f 59c		4,243,458f 12c		4,243,458f 12c		5,080,717f 71c		
RÉCAPITULATION DES AVANCES POUR DIVERS SERVICES.									
1° Avances des receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	"	5,402,455f 73c	605,003f 98c	622,060f 57c	13,445f 95c	30,502f 54c	"	5,419,512f 34c	
2° Avances des receveurs des douanes	"	1,211,689 13	21,606,119 35	21,659,269 76	63,909 55	117,059 96	"	1,264,839 54	
3° Avances des receveurs des contributions indirectes	"	2,737,404 [illegible]	8,038,573 08	8,072,460 48	76,912 81	110,800 21	"	2,771,351 64	
4° Avances des receveurs des postes et des télégraphes	"	469,476 [illegible]	5,067,067 28	5,166,151 98	208 34	99,293 04	"	568,561 69	
5° Avances des trésoriers-payeurs généraux	"	1,812,505 [illegible]	8,973,474 78	8,810,115 63	947,968 99	784,609 84	"	1,649,146 27	
6° Avances du caissier-payeur central du Trésor public	"	458,889,038 [illegible]	485,702,403 84	428,431,847 44	71,512,492 77	14,241,936 37	339,927 31	401,958,409 33	
7° Avances des agents comptables du Trésor	"	8,067,049 [illegible]	13,484,782 20	14,858,766 53	"	1,373,984 33	"	9,441,034 19	
8° Avances des comptables en Algérie	"	1,151,675 [illegible]	4,716,352 38	4,473,395 61	418,197 66	175,240 89	"	908,718 39	
9° Avances des trésoriers-payeurs des colonies	"	231,240 [illegible]	133,746 08	532,148 70	"	398,402 62	"	629,642 98	
10° Avances de l'agent comptable des virements de comptes	"	999 [illegible]	999 34	108 65	890 69	"	"	108 65	
11° Avances de divers comptables	"	837,259 [illegible]	3,049,357 85	7,292,815 97	"	4,243,458 12	"	5,080,717 71	
TOTAUX GÉNÉRAUX	"	480,810,854f 26c	551,377,880 16	499,919,141 32	73,034,026 76	21,575,287 92	339,927 31	429,692,042 73	
EXCÉDENT de dépenses	480,810,854f 26c		51,458,738f 84c		51,458,738 84c		429,352,115f 42c		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des DÉBETS DE COMPTABLES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	159,398f 96c	30,652f 36c	10,363f 40c	20,288f 96c	"	"	139,109f 95c	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	63,143 82	3,521 00	3,532 29	"	11 29	"	63,155 11	
Receveurs des douanes en France	"	1,311 88	1,311 88	"	1,311 88	"	"	"	
Receveurs des douanes en Algérie	"	10,926 79	"	"	"	"	"	10,926 79	
Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	144,172 75	61,953 83	7,166 10	54,787 73	"	"	89,385 02	
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	51,880 28	31,421 77	"	31,421 77	"	"	20,458 51	
Receveurs des contributions indirectes en France	"	450,202 14	248,211 71	32,744 44	215,467 27	"	"	234,734 87	
Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	
Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	
Agents comptables des chancelleries diplomatiques et consulaires	"	36,009 31	9,868 29	8,883 86	984 43	"	"	35,024 88	
TOTAUX	"	917,045 88	386,940 84	62,690 09	324,262 04	11 29	"	592,795 13	
	917,045f 88c		324,250f 75c		324,250f 75c		592,795f 13c		

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *État de développement des CRÉANCES LITIGIEUSES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1899. Excédents des dépenses.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. RECETTES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. DÉPENSES.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des recettes.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. EXCÉDENTS des dépenses.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des recettes.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. Excédents des dépenses.	OBSERVATIONS.
Prêts faits à divers manufacturiers sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 septembre 1830	"	9,857f 53c	"	"	"	"	"	9,857 53c	
		9,857f 53c	"		"		9,857f 53c		

Suite du **COMPTE DE TRÉSORERIE.**

Suite des **SERVICES DE TRÉSORERIE.**

MOUVEMENTS DE FONDS

ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1899.

1° État de développement, par comptes.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — *1° État présentant la situation, par comptes des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION AU 1er JANVIER 1899.		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.						SITUATION AU 1er JANVIER 1900.	
		Excédents		RECETTES			DÉPENSES		EXCÉDENTS	Excédents	
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptables.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes.	des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	259,698f 53c	"	259,698f 53c	259,698f 53c	"	259,698f 53c	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	331,980 00	"	331,980 00	331,980 00	"	331,980 00	"	"	"	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	22,507f 76c	"	57,820 44	"	57,820 44	57,820 44	22,507f 76c	80,328 20	"	22,507f 76c	"	"
	Leurs collègues	"	"	2,863,617 09	"	2,863,617 09	2,863,617 09	"	2,863,617 09	"	"	"	"
		22,507 76	"	3,513,116 06	"	3,513,116 06	3,513,116 06	22,507 76	3,535,623 82	"	22,507 76	"	"
Receveurs des douanes en France	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	1,281,260 73	"	1,281,260 73	1,281,260 73	"	1,281,260 73	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	4,126,654 80	"	4,126,654 80	4,126,654 80	"	4,126,654 80	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	5,620 66	"	5,620 66	5,620 66	"	5,620 66	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	3,640,906 55	"	3,640,906 55	3,640,906 55	"	3,640,906 55	"	"	"	"
		"	"	9,054,442 74	"	9,054,442 74	9,054,442 74	"	9,054,442 74	"	"	"	"
Receveurs des contributions indirectes en France	Receveurs des douanes en France	"	"	540,729 96	"	540,729 96	540,729 96	"	540,729 96	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	9,670,000 00	"	9,670,000 00	9,670,000 00	"	9,670,000 00	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	737 81	"	737 81	737 81	"	737 81	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	4,515 58	"	4,515 58	4,515 58	"	4,515 58	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	5,813,500 20	"	5,813,500 20	5,813,500 20	"	5,813,500 20	"	"	"	"
		"	"	16,029,483 55	"	16,029,483 55	16,029,483 55	"	16,029,483 55	"	"	"	"
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	"	17,639,379 85	"	17,639,379 85	17,639,379 85	"	17,639,379 85	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en France	"	"	16,849,773 33	"	16,849,773 33	16,849,773 33	"	16,849,773 33	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	17,493,191 00	"	17,493,191 00	17,493,191 00	"	17,493,191 00	"	"	"	"
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	"	368,429,776 70	"	368,429,776 70	368,429,776 70	"	368,429,776 70	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	183,037,787 64	"	183,040,787 64	183,040,787 64	"	183,040,787 64	"	3,000 00	"	3,000f 00c
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	"	55,233,192 47	"	55,233,192 47	55,233,192 47	"	55,233,192 47	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	5f 06c	5,721 91	"	5,721 91	2,679 62	"	2,679 62	3,042f 29c	"	3,037f 23c	"
	Leurs collègues	"	306,439 27	279,140,985 59	"	279,140,985 59	279,069,419 64	"	279,069,419 64	71,565 95	"	"	234,873 32
		"	306,444 33	937,829,808 49	"	937,829,808 49	937,758,200 25	"	937,758,200 25	74,608 24	3,000 00	3,037 23	237,873 32
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	Receveurs des postes et des télégraphes en France	224,616 80	"	337,012,670 81	"	337,012,670 81	334,268,609 11	"	334,268,609 11	2,744,061 70	"	2,968,678 50	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	16,869 37	68,107,759 97	"	68,107,759 97	68,093,345 30	"	68,093,345 30	14,414 67	"	"	2,454 70
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	10,044 09	"	8,438,416 08	"	8,438,416 08	8,441,442 43	"	8,441,442 43	"	3,026 35	7,017 74	"
		234,660 89	16,869 37	413,558,846 86	"	413,558,846 86	410,803,396 84	"	410,803,396 84	2,758,476 37	3,026 35	2,975,696 24	2,454 70
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	"	433,179,262 25	"	433,179,262 25	433,179,262 25	"	433,179,262 25	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en France	"	"	316,297,338 35	"	316,297,338 35	316,297,338 35	"	316,297,338 35	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	792,360,473 06	"	792,360,473 06	792,360,473 06	"	792,360,473 06	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	"	371,858,219 15	"	371,858,219 15	371,858,219 15	"	371,858,219 15	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	94,287 03	"	1,848,823,204 15	"	1,848,823,204 15	1,848,916,471 18	"	1,848,916,471 18	"	93,267 03	1,020 00	"
	Agent comptable des traites de la marine	1,183 85	"	39 00	39f 29c	78 20	1,262 05	"	1,262 05	"	1,183 85	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs des colonies	328,692 55	"	1,369,498 90	"	1,369,498 90	998,191 15	4 90	998,196 05	371,302 85	"	699,995 40	"
	Leurs collègues	"	(A) 129,083 96	33,569,062 42	129,083 96	33,698,146 38	34,627,391 63	"	34,627,391 63	"	929,245 25	"	1,058,329 21
		424,163 43	129,083 96	3,797,457,097 28	129,123 16	3,797,586,220 44	3,798,238,608 82	4 90	3,798,238,613 72	371,302 85	1,023,696 13	701,015 40	1,058,329 21
	A reporter	681,332 08	452,397 66	5,177,442,794 98	129,123 16	5,177,571,918 14	5,175,397,248 26	22,512 66	5,175,419,760 92	3,204,387 46	1,052,230 24	3,679,748 87	1,298,657 23

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 1° Suite de *l'État présentant la situation par comptes des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION au 1er JANVIER 1899. Excédents		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.								SITUATION au 1er JANVIER 1900. Excédents	
				RECETTES			DÉPENSES			EXCÉDENTS			
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptable.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes.	des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
	Report	681,332f 08c	452,397f 66c	5,177,442,794f 98c	129,123f [illegible]	5,177,571,918f 14c	5,175,397,248f 26c	22,512f 66c	5,175,419,760f 92c	3,204,387f 46c	1,052,230f 24c	3,679,748f 87c	1,298,657f 23c
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	"	14,071 63	358,104,387 74	"	358,104,387 74	358,122,287 74	"	358,122,287 74	"	17,900 00	"	31,971 63
	Receveurs des douanes en France. (Numéraire.)	"	3,918 00	88,089,705 99	"	88,089,705 99	88,089,705 99	"	88,089,705 99	"	"	"	3,918 00
	Receveurs des douanes en France. (Valeurs diverses)	4,014 57	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4,014 57	"
	Receveurs des douanes en France. (Traites de douanes.)	36,184 26	"	29,442,352 97	"	29,442,352 97	29,442,352 97	"	29,442,352 97	"	"	36,184 26	"
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Numéraire.)	"	351 00	320,600,709 63	"	320,600,709 63	320,600,709 63	"	320,600,709 63	"	"	"	351 00
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Valeurs diverses.)	10,632 99	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10,632 99	"
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Obligations des redevables.)	"	10,281 99	54,624,716 00	"	54,624,716 00	54,624,716 00	"	54,624,716 00	"	"	"	10,281 99
	Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	15,309 43	27,836,743 59	"	27,836,743 59	27,829,935 37	"	27,829,935 37	6,808 22	"	"	8,501 21
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	187 69	33,873,189 70	"	33,873,189 70	33,873,189 70	"	33,873,189 70	"	"	"	187 69
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	2,755,063,464 15	"	2,755,063,464 15	2,755,063,464 15	"	2,755,063,464 15	"	"	"	"
	Agent comptable des traites de la marine	1,805 60	"	248,634 12	"	248,634 12	250,299 72	"	250,299 72	"	1,665 60	140 00	"
	Agent comptable du Trésor français à Tunis	"	"	1,514,801 07	"	1,514,801 07	1,514,732 07	69 00	1,514,801 07	"	"	"	"
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	31,088 44	"	2,802,385 83	"	2,802,385 83	2,833,324 68	"	2,833,324 68	"	30,938 85	149 59	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	6,000 00	"	89,022,201 02	"	89,022,201 02	89,028,201 02	"	89,028,201 02	"	6,000 00	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	3,347,941 94	"	3,347,941 94	3,347,941 94	"	3,347,941 94	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites de douanes.)	"	40,515 14	2,531,940 72	"	2,531,940 72	2,531,940 72	"	2,531,940 72	"	"	"	40,515 14
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites d'octroi de mer.)	1,018 08	"	1,090,129 36	"	1,090,129 36	1,090,129 36	"	1,090,129 36	"	"	1,018 08	"
	Receveurs des douanes en Algérie. (Mandats sur la Banque.)	"	96 57	"	"	"	"	"	"	"	"	"	96 57
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites concernant les alcools.)	3,312 80	"	44,929 85	"	44,929 85	44,929 85	"	44,929 85	"	"	3,312 80	"
	Trésoriers-payeurs des colonies	10,539,583 20	"	31,984,556 99	1,054,676 [illegible]	33,039,233 44	25,929,295 29	6,550 63	25,935,845 92	7,103,387 52	"	17,642,970 72	"
		10,633,639 94	84,731 45	3,800,222,790 67	1,054,676 [illegible]	3,801,277,467 12	3,794,217,156 20	6,619 63	3,794,223,775 83	7,110,195 74	56,504 45	17,698,423 01	95,823 23
Payeur central de la dette publique	Trésoriers-payeurs des colonies	"	364 50	"	461 [illegible]	461 50	"	97 00	97 00	364 50	"	"	"
Agent comptable du Trésor français à Tunis	Agent comptable des traites de la marine	"	"	41 16	"	41 16	41 16	"	41 16	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	1,882 13	"	15,835,750 83	69 [illegible]	15,835,819 83	15,837,701 96	"	15,837,701 96	"	1,882 13	"	"
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	650,003 30	"	650,003 30	650,003 30	"	650,003 30	"	"	"	"
		1,882 13	"	16,485,795 29	69 [illegible]	16,485,864 29	16,487,746 42	"	16,487,746 42	"	1,882 13	"	"
Agent comptable des traites de la marine	Trésoriers-payeurs des colonies	"	"	"	334 07	334 07	"	"	"	334 07	"	334 07	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	4,460 44	"	15,876,856 17	"	15,876,856 17	15,875,806 31	"	15,875,806 31	1,049 86	"	5,510 30	"
		4,460 44	"	15,876,856 17	334 07	15,877,190 24	15,875,806 31	"	15,875,806 31	1,383 93	"	5,844 37	"
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	Caissier-payeur central du Trésor public	"	4,340 74	1,615,957 75	"	1,615,957 75	1,626,731 79	"	1,626,831 79	"	10,774 04	"	15,114 78
	A reporter	11,321,314 59	541,834 35	9,011,644,194 86	1,184,664 [illegible]	9,012,828,859 04	9,003,604,688 98	29,229 29	9,003,633,918 27	10,316,331 63	1,121,390 86	21,384,016 25	1,409,595 24

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 1° Suite de l'*État présentant la situation, par compte, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.		SITUATION AU 1er JANVIER 1899.		OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.								SITUATION AU 1er JANVIER 1900.	
		Excédents		RECETTES			DÉPENSES			EXCÉDENTS		Excédents	
COMPTABLES qui ont effectué la recette.	COMPTABLES qui ont effectué la dépense.	des recettes.	des dépenses.	par comptables.	par virements.	TOTAL des recettes.	par comptables.	par virements.	TOTAL des dépenses.	des recettes.	des dépenses.	des recettes.	des dépenses.
	Report	11,321,314f 59c	541,834f 35c	9,011,644,194f 86c	1,184,664f 10c	9,012,828,859f 04c	9,003,604,688f 98c	29,229f 29c	9,003,633,918f 27c	10,316,331f 63c	1,121,390f 86c	21,384,016f 25c	1,409,595f 24c
Trésoriers-payeurs en Algérie	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	9,840,775 30	"	9,840,775 30	9,840,775 30	"	9,840,775 30	"	"	"	"
	Caissier-payeur central du Trésor public	3,611,048 06	"	59,533 268 98	"	59,533,268 98	59,644,298 92	"	59,644,298 92	"	111,029 94	3,500,018 12	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	"	12,206,805 25	"	12,206,805 25	12,206,800 59	"	12,206,800 59	4 66	"	4 66	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	16,869,645 00	"	16,869,645 00	16,869,645 00	"	16,869,645 00	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	59,988,829 54	"	59,988,829 54	59,988,829 54	"	59,988,829 54	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	"	34,777,994 94	"	34,777,994 94	34,777,994 94	"	14,777,994 94	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	2,157,594 65	"	2,157,594 65	6,372,554 28	"	6,372,554 28	"	4,214,959 63	"	4,214,959 63
		3,611,048 06	"	195,374,913 66	"	195,374,913 66	199,700,898 57	"	199,700,898 57	4 66	4,325,989 57	3,500,022 78	4,214,959 63
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	2,399 89	"	7,284 85	"	7,284 85	7,284 85	2,399 89	9,684 74	"	2,399 89	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	196,155 00	"	196,155 00	196,155 00	"	196,155 00	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	24,907 65	1,168,992 00	24,907 65	1,193,899 65	1,168,992 00	"	1,168,992 00	24,907 65	"	"	"
		2,399 89	24,907 65	1,372,431 85	24,907 65	1,397,339 50	1,372,431 85	2,399 89	1,374,831 74	24,907 65	2,399 89	"	"
Receveurs des douanes en Algérie	Receveurs des douanes en France	"	"	22,172 99	"	22,172 99	22,172 99	"	22,172 99	"	"	"	"
	Receveurs des contributions indirectes	"	"	1,503 96	"	1,503 96	1,503 96	"	1,503 96	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	7,380,244 97	"	7,380,244 97	7,380,244 97	"	7,380,244 97	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	168,410 89	"	168,410 89	168,410 89	"	168,410 89	"	"	"	"
		"	"	7,572,332 81	"	7,572,332 81	7,572,332 81	"	7,572,332 81	"	"	"	"
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Receveurs des contributions indirectes en France	"	"	4,505 24	"	4,505 24	4,505 24	"	4,505 24	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	10,619,925 23	"	10,619,925 23	10,619,925 23	"	10,619,925 23		"	"	"
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	"	"	2,778,998 00	"	2,778,998 00	2,778,998 00	"	2,778,998 00	"	"	"	"
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	151,665 07	"	151,665 07	151,665 07	"	151,665 07	"	"	"	"
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	"	"	18,500,055 44	"	18,500,055 44	18,500,055 44	"	18,500,055 44	"	"	"	"
	Leurs collègues	"	"	30,237,808 71	"	30,237,808 71	30,237,808 71	"	30,237,808 71	"	"	"	"
		"	"	62,292,957 69	"	62,292,957 69	62,292,957 69	"	62,292,957 69	"	"	"	"
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	Receveurs des postes et des télégraphes en France	"	6 95	46,624 82	"	46,624 82	46,560 82	"	46,560 82	64 00	"	57 05	"
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	"	11,030,322 38	"	11,030,322 38	11,030,322 38	"	11,030,322 38	"	"	"	"
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	10,489,657 16	"	10,489,657 16	10,489,657 16	"	10,489,657 16	"	"	"	"
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	3,848,654 47	"	3,848,654 47	3,848,654 47	"	3,848,654 47	"	"	"	"
	Leurs collègues	21 46	"	3,740,569 72	"	3,740,569 72	3,742,073 27	"	3,742,073 27	"	1,503 55	"	1,482 09
		21 46	6 95	29,155,828 55	"	29,155,828 55	29,157,268 10	"	29,157,268 10	64 00	1,503 55	57 05	1,482 09
Trésoriers-payeurs des colonies	Trésoriers-payeurs généraux	"	4,617,217 70	7,892,186 30	50,009 60	7,942,195 90	10,790,110 70	"	10,790,110 70	"	2,847,914 80	"	7,465,132 50
	Caissier-payeur central du Trésor public	"	21,268,301 59	60,842,088 89	606,312 50	61,448,401 39	64,008,824 77	4,638 48	64,013,463 25	"	2,565,061 86	"	23,833,363 45
	Payeur central de la Dette publique	"	37 00	"	37 00	37 00	"	"	"	37 00	"	"	"
	Agent comptable des traites de la marine	·765 38	"	4,380 73	"	4,380 73	1,314 05	753 65	2,067 70	2,313 03	"	3,078 41	"
	Leurs collègues	39,743 61	"	23,044,025 25	"	23,044,025 25	23,080,002 86	4,029 00	23,084,031 86	"	40,006 61	"	263 00
		40,508 99	25,885,556 29	91,782,681 17	656,359 10	92,439,040 27	97,880,252 38	9,421 13	97,889,673 51	2,350 03	5,452,983 27	3,078 41	31,298,758 95
Agent comptable des virements de comptes	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	12,671 01	"	"	76,929 93	76,929 93	72,527 40	"	72,527 40	4,402 53	"	17,073 54	"
	TOTAUX	14,987,964 00	26,452,305 24	9,399,195,340 59	1,942,860 86	9,401,138,201 45	9,401,653,357 78	41,050 31	9,401,694,408 09	10,348,060 50	10,904,267 14	24,904,248 03	36,924,795 91
	EXCÉDENT de dépenses	14,464,541f 24c								556,206f 64c		12,020,547f 88c	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.

Suite des MOUVEMENTS DE FONDS

ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES

PENDANT L'ANNÉE 1899.

2° État de développement, par comptables.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des Services de Trésorerie. — 2° *État de développement, par Comptables, des Mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1899.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

Comptables qui ont reçu les fonds.	Comptables qui ont envoyé les fonds.	Opérations de l'année 1899. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	Total des recettes.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Trésoriers-payeurs généraux	259,698f 53c	"	259,698f 53c	3,513,116f 06c
	Caissier-payeur central du Trésor public	331,980 00	"	331,980 00	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	57,820 44	"	57,820 44	
	Leurs collègues	2,863,617 09	"	2,863,617 09	
		3,513,116 06	"		
Receveurs des douanes en France	Recev. des contributions indirectes en France	1,281,260 73	"	1,281,260 73	9,054,442 74
	Trésoriers-payeurs généraux	4,126,654 80	"	4,126,654 80	
	Receveurs des douanes en Algérie	5,620 66	"	5,620 66	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	"	"	"	
	Leurs collègues	3,640,906 55	"	3,640,906 55	
		9,054,442 74	"		
Receveurs des contributions indirectes en France	Receveurs des douanes	540,729 96	"	540,729 96	16,029,483 55
	Trésoriers-payeurs généraux	9,670,000 00	"	9,670,000 00	
	Receveurs des douanes en Algérie	737 81	"	737 81	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	4,515 58	"	4,515 58	
	Leurs collègues	5,813,500 20	"	5,813,500 20	
		16,029,483 55	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	17,639,379 85	"	17,639,379 85	937,829,808 49
	Receveurs des douanes en France	16,849,773 33	"	16,849,773 33	
	Recev. des contributions indirectes en France	17,493,191 00	"	17,493,191 00	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	368,429,776 70	"	368,429,776 70	
	Trésoriers-payeurs généraux	183,037,787 64	"	183,037,787 64	
	Caissier-payeur central du Trésor public	55,233,192 47	"	55,233,192 47	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	5,721 91	"	5,721 91	
	Leurs collègues	279,140,985 59	"	279,140,985 59	
		937,829,808 49	"		
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Recev. des postes et des télégraphes en France	337,012,670 81	"	337,012,670 81	413,558,846 86
	Caissier-payeur central du Trésor public	68,107,759 97	"	68,107,759 97	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie	8,438,416 08	"	8,438,416 08	
		413,558,846 86	"		

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

Comptables qui ont envoyé les fonds.	Comptables qui ont reçu les fonds.	Opérations de l'année 1899. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	Total des dépenses.	
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	Recev. des postes et des télégraphes en France	17,639,379f 85c	"	17,639,379f 85c	811,814,231f 67c
	Trésoriers-payeurs généraux	433,179,262 25	"	433,179,262 25	
	Caissier-payeur central du Trésor public	358,122,287 74	"	358,122,287 74	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	7,284 85	2,399 89	9,684 74	
	Leurs collègues	2,863,617 09	"	2,863,617 09	
		811,811,831 78	2,399 89		
Receveurs des douanes en France	Recev. des contributions indirectes en France	540,729 96	"	540,729 96	454,882,980 14
	Recev. des postes et des télégraphes en France	16,849,773 33	"	16,849,773 33	
	Trésoriers-payeurs généraux	316,297,338 35	"	316,297,338 35	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Numéraire.)	88,089,705 99	"	88,089,705 99	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites de douanes.)	29,442,352 97	"	29,442,352 97	
	Receveurs des douanes en Algérie	22,172 99	"	22,172 99	
	Leurs collègues	3,640,906 55	"	3,640,906 55	
		454,882,980 14	"		
Receveurs des contributions indirectes en France	Receveurs des douanes en France	1,281,260 73	"	1,281,260 73	1,192,179,859 82
	Recev. des postes et des télégraphes en France	17,493,191 00	"	17,493,191 00	
	Trésoriers-payeurs généraux	792,360,473 06	"	792,360,473 06	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Numéraire.)	320,600,709 63	"	320,600,709 63	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Obligations des redevables.)	54,624,716 00	"	54,624,716 00	
	Receveurs des douanes en Algérie	1,503 96	"	1,503 96	
	Recev. des contributions diverses en Algérie	4,505 24	"	4,505 24	
	Leurs collègues	5,813,500 20	"	5,813,500 20	
		1,192,179,859 82	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en France	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	334,268,609 11	"	334,268,609 11	1,013,072,744 09
	Trésoriers-payeurs généraux	371,858,219 15	"	371,858,219 15	
	Caissier-payeur central du Trésor public	27,829,935 37	"	27,829,935 37	
	Receveurs des postes et télégraphes en Algérie	46,560 82	"	46,560 82	
	Leurs collègues	279,069,419 64	"	279,069,419 64	
		1,013,072,744 09	"		
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.	Recev. des postes et des télégraphes en France	368,429,776 70	"	368,429,776 70	413,405,816 18
	Caissier-payeur central du Trésor public	33,873,189 70	"	33,873,189 70	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	11,030,322 38	"	11,030,322 38	
	Agent comptable des virements de comptes	72,527 40	"	72,527 40	
		413,405,816 18	"		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	433,179,262f 25c	"	433,179,262f 25c	3,797,586,220f 44c
	Receveurs des douanes en France	316,297,338 35	"	316,297,338 35	
	Recev. des contributions indirectes en France.	792,360,473 06	"	792,360,473 06	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	371,858,219 15	"	371,858,219 15	
	Caissier-payeur central du Trésor public	1,848,823,204 15	"	1,848,823,204 15	
	Agent comptable des traites de la marine	39 00	39 20	78 20	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	
	Trésoriers-payeurs des colonies	1,369,498 90	"	1,369,498 90	
	Leurs collègues	33,569,062 42	129,083 96	33,698,146 38	
		3,797,457,097 28	129,123 16		
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	358,104,387 74	"	358,104,387 74	3,801,277,467 12
	Recev. des douanes en France. (Numéraire.)	88,089,705 99	"	88,089,705 99	
	Receveurs des douanes en France. (Valeurs diverses.)	"	"	"	
	Receveurs des douanes en France. (Traites de douanes.)	29,442,352 97	"	29,442,352 97	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Numéraire.)	320,600,709 63	"	320,600,709 63	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Valeurs diverses.)	"	"	"	
	Receveurs des contributions indirectes en France. (Obligations des redevables.)	54,624,716 00	"	54,624,716 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	27,836,743 59	"	27,836,743 59	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	33,873,189 70	"	33,873,189 70	
	Trésoriers-payeurs généraux	2,755,063,464 15	"	2,755,063,464 15	
	Agent comptable des traites de la marine	248,634 12	"	248,634 12	
	Agent comptable du Trésor français à Tunis.	1,514,801 07	"	1,514,801 07	
	Agents comptables des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,802,385 83	"	2,802,385 83	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	89,022,201 02	"	89,022,201 02	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	3,347,941 94	"	3,347,941 94	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites de douanes.)	2,531,940 72	"	2,531,940 72	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites d'octroi de mer.)	1,090,129 36	"	1,090,129 36	
	Receveurs des douanes en Algérie. (Traites concernant les alcools.)	44,929 85	"	44,929 85	
	Trésoriers-payeurs des colonies	31,984,556 99	1,054,676 45	33,039,233 44	
		3,800,222,790 67	1,054,676 45		
Payeur central de la Dette publique	Trésoriers-payeurs des colonies	"	461 50	461 50	461 50

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Trésoriers-payeurs généraux	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	259,698f 53c	"	259,698f 53c	3,008,068,886f 05c
	Receveurs des douanes en France	4,126,654 80	"	4,126,654 80	
	Recev. des contributions indirectes en France.	9,670,000 00	"	9,670,000 00	
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	183,040,787 64	"	183,040,787 64	
	Caissier-payeur central du Trésor public	2,755,063,464 15	"	2,755,063,464 15	
	Agent comptable des traites de la marine	"	"	"	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	9,840,775 30	"	9,840,775 30	
	Trésoriers-payeurs des colonies	10,790,110 70	"	10,790,110 70	
	Agent comptable du Trésor français à Tunis.	650,003 30	"	650,003 30	
	Leurs collègues	34,627,391 63	"	34,627,391 63	
		3,008,068,886 05	"		
Caissier-payeur central du Trésor public	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	331,980 00	"	331,980 00	2,129,572,991 18
	Recev. des postes et des télégraphes en France.	55,233,192 47	"	55,233,192 47	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	68,093,345 30	"	68,093,345 30	
	Trésoriers-payeurs généraux	1,848,916,471 18	"	1,848,916,471 18	
	Agent comptable des traites de la marine	15,875,806 31	"	15,875,806 31	
	Agent comptable du Trésor français à Tunis.	15,837,701 96	"	15,837,701 96	
	Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,626,731 79	"	1,626,731 79	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	59,644,298 92	"	59,644,298 92	
	Trésoriers-payeurs des colonies	64,008,824 77	4,638f 48c	64,013,463 25	
		2,129,568,352 70	4,638 48		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE. — 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
Agent comptable du Trésor français à Tunis.	Trésoriers-payeurs généraux	650,003f 30c	"	650,003f 30c	16,485,864f 29c
	Caissier-payeur central du Trésor public	15,835,750 83	69f 00c	15,835,819 83	
	Agent comptable des traités de la marine	41 16	"	41 16	
		16,485,795 29	69 00		
Agent comptable des traites de la marine	Trésoriers payeurs des colonies	"	334 07	334 07	15,877,190 24
	Caissier-payeur central du Trésor public	15,876,856 17	"	15,876,856 17	
		15,876,856 17	334 07		
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	Caissier-payeur central du Trésor public	1,615,957 75	"	1,615,957 75	1,615,957 75
COMPTABLES EN ALGÉRIE.					
Trésoriers-payeurs en Algérie	Trésoriers-payeurs généraux	9,840,775 30	"	9,840,775 30	195,374,913 66
	Caissier-payeur central du Trésor public	59,533,268 98	"	59,533,268 98	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	12,206,805 25	"	12,206,805 25	
	Receveurs des douanes en Algérie	16,869,645 00	"	16,869,645 00	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	59,988,829 54	"	59,988,829 54	
	Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	34,777,994 94	"	34,777,994 94	
	Leurs collègues	2,157,594 65	"	2,157,594 65	
		195,374,913 66	"		
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	7,284 85	"	7,284 85	1,397,339 50
	Trésoriers-payeurs en Algérie	196,155 00	"	196,155 00	
	Leurs collègues	1,168,992 00	24,907 65	1,193,899 65	
		1,372,431 85	24,907 65		
Receveurs des douanes en Algérie	Trésoriers-payeurs en Algérie	"	"	"	7,572,332 81
	Receveurs des douanes en France	22,172 99	"	22,172 99	
	Recev. des contributions indirectes en France	1,503 96	"	1,503 96	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	7,380,244 97	"	7,380,244 97	
	Leurs collègues	168,410 89	"	168,410 89	
		7,572,332 81	"		
	A reporter (comptables en Algérie)	204,319,678 32	24,907 65	.....	204,344,585 97

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
Agent comptable du Trésor français à Tunis.	Caissier-payeur central du Trésor public	1,514,732f 07c	69f 00c	1,514,801f 07c	1,514,801f 07c
Agent comptable des traites de la marine	Trésoriers-payeurs généraux	1,262 05	"	1,262 05	253,670 63
	Caissier-payeur central du Trésor public	250,299 72	"	250,299 72	
	Trésoriers-payeurs des colonies	1,314 05	753 65	2,067 70	
	Agent comptable du Trésor français à Tunis.	41 16	"	41 16	
		252,916 98	753 65		
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	Caissier-payeur central du Trésor public	2,833,324 68	"	2,833,324 68	2,833,324 68
COMPTABLES EN ALGÉRIE.					
Trésoriers-payeurs en Algérie	Receveurs de l'enregistrement en Algérie	196,155 00	"	196,155 00	116,706,492 69
	Trésoriers-payeurs généraux	"	"	"	
	Caissier-payeur central du Trésor public	89,028,201 02	"	89,028,201 02	
	Receveurs des douanes en Algérie	"	"	"	
	Recev. des contributions diverses en Algérie	10,619,925 23	"	10,619,925 23	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie	10,489,657 16	"	10,489,657 16	
	Leurs collègues	6,372,554 28	"	6,372,554 28	
		116,706,492 69	"		
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	57,820 44	22,507 76	80,328 20	16,235,118 79
	Trésoriers-payeurs en Algérie	12,206,800 59	"	12,206,800 59	
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	2,778,998 00	"	2,778,998 00	
	Leurs collègues	1,168,992 00	"	1,168,992 00	
		16,212,611 03	22,507 76		
Receveurs des douanes en Algérie	Receveurs des douanes en France	5,620 66	"	5,620 66	20,863,079 36
	Receveurs des contributions indir. en France	737 81	"	737 81	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites de douanes.)	2,531,940 72	"	2,531,940 72	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites d'octroi de mer.)	1,090,129 36	"	1,090,129 36	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Traites concernant les alcools.)	44,929 85	"	44,929 85	
	Trésoriers-payeurs en Algérie	16,869,645 00	"	16,869,645 00	
	Recev. des contributions diverses en Algérie	151,665 07	"	151,665 07	
	Leurs collègues	168,410 89	"	168,410 89	
	Caissier-payeur central du Trésor public. (Mandats sur la Banque.)	"	"	"	
		20,863,079 36	"		
	A reporter comptables en Algérie)	153,782,183 08	22,507 76	.....	153,804,690 84

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.— 2° Suite de l'*État de développement, par Comptables, des MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES pendant l'année 1899.*

FONDS REÇUS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Recettes des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES RECETTES.	
	Report des comptables en Algérie.	204,319,678f 32c	24,907f 65c	.....	204,344,585f 97c
Receveurs des contributions diverses en Algérie...	Recev. des contributions indirectes en France.	4,505 24	"	4,505f 24c	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	10,619,925 23	"	10,619,925 23	
	Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie.....	2,778,998 00	"	2,778,998 00	62,292,957 69
	Receveurs des douanes en Algérie..	151,665 07	"	151,665 07	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie.	18,500,055 44	"	18,500,055 44	
	Leurs collègues.....	30,237,808 71	"	30,237,808 71	
		62,292,957 69	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.....	Recev. des postes et des télégraphes en France.	46,624 82	"	46,624 82	
	Agent comptable de la caisse nationale d'épargne	11,030,322 38	"	11,030,322 38	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	10,489,657 16	"	10,489,657 16	29,155,828 55
	Receveurs des contributions diverses.....	3,848,654 47	"	3,848,654 47	
	Leurs collègues.....	3,740,569 72	"	3,740,569 72	
		29,155,828 55	"	.....	
	TOTAUX des comptables en Algérie....	295,768,464 56	24,907 65		295,793,372 21
Trésoriers-payeurs des colonies....	Trésoriers-payeurs généraux.....	7,892,186 30	50,009f 60c	7,942,195 90	
	Caissier-payeur central du Trésor public....	60,842,088 89	606,312 50	61,448,401 39	
	Payeur central de la dette publique.....	"	37 00	37 00	92,439,040 27
	Agent comptable des traites de la marine...	4,380 73	"	4,380 73	
	Leurs collègues.....	23,044,025 25	"	23,044,025 25	
		91,782,681 17	656,359 10		
Agent comptable des virements de comptes.....	Agent comptable de la Caisse d'épargne....	"	76,929 93	76,929 93	76,929 93

RÉCAPITULATION DES RECETTES PAR COMPTABLES.

Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	3,513,116f 06c
Receveurs des douanes en France	9,054,442 74
Receveurs des contributions indirectes en France	16,029,483 55
Receveurs des postes et des télégraphes en France	937,829,808 49
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	413,558,846 86
Trésoriers-payeurs généraux	3,797,586,220 44
Caissier-payeur central du Trésor public	3,801,277,467 12
Payeur central de la Dette publique	461 50
Agent comptable du Trésor français à Tunis	16,485,864 29
Agent comptable des traites de la marine	15,877,190 24
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,615,957 75
Comptables en Algérie	295,793,372 21
Trésoriers-payeurs des colonies	92,439,040 27
Agent comptable des virements de comptes	76,929 93
TOTAL GÉNÉRAL	9,401,138,201 45

FONDS ENVOYÉS PAR LES COMPTABLES DES FINANCES.

COMPTABLES qui ont envoyé les fonds.	COMPTABLES qui ont reçu les fonds.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899. Dépenses des comptables.	Virements de comptes.	TOTAL DES DÉPENSES.	
	Report des comptables en Algérie.	153,782,183f 08c	22,507f 76c	.....	153,804,690f 84c
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Receveurs des douanes en France.....	"	"	"	
	Caissier-payeur central du Trésor public....	3,347,941f 94c	"	3,347,941f 94c	
	Recev. des contributions indirectes en France.	4,515 58	"	4,515 58	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	59,988,829 54	"	59,988,829 54	104,807,995 21
	Receveurs des douanes en Algérie.....	7,380,244 97	"	7,380,244 97	
	Recev. des postes et des télégraphes en Algérie.	3,848,654 47	"	3,848,654 47	
	Leurs collègues.....	30,237,808 71	"	30,237,808 71	
		104,807,995 21	"		
Receveurs des postes et des télégraphes en Algérie.....	Receveurs des postes et des télégraphes en France.....	2,679 62	"	2,679 62	
	Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	8,441,442 43	"	8,441,442 43	
	Trésoriers-payeurs en Algérie.....	34,777,994 94	"	34,777,994 94	65,464,245 70
	Receveurs des contributions diverses en Algérie	18,500,055 44	"	18,500,055 44	
	Leurs collègues.....	3,742,073 27	"	3,742,073 27	
		65,464,245 70	"		
	TOTAUX des comptables en Algérie....	324,054,423 99	22,507 76	.....	324,076,931 75
Trésoriers-payeurs des colonies....	Trésoriers-payeurs généraux.....	998,191 15	4 90	998,196 05	
	Caissier-payeur central du Trésor public....	25,929,295 29	6,550 63	25,935,845 92	50,018,170 83
	Payeur central de la dette publique.....	"	97 00	97 00	
	Leurs collègues.....	23,080,002 86	4,029 00	23,084,031 86	
		50,007,489 30	10,681 53		

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES PAR COMPTABLES.

Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en France	811,814,231f 67c
Receveurs des douanes en France	454,882,980 14
Receveurs des contributions indirectes en France	1,192,179,859 82
Receveurs des postes et des télégraphes en France	1,013,072,744 09
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	413,405,816 18
Trésoriers-payeurs généraux	3,008,068,886 05
Caissier-payeur central du Trésor public	2,129,572,991 18
Agent comptable du Trésor français à Tunis	1,514,801 07
Agent comptable des traites de la marine	253,670 63
Agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires	2,833,324 68
Comptables en Algérie	324,076,931 75
Trésoriers-payeurs des colonies	50,018,170 83
TOTAL GÉNÉRAL	9,401,694,408 09

TABLEAUX ANNEXE

Suite du COMPT

Relevé, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les Comptabl
et explication de leurs effe

DÉPARTEMENTS.	RECETTES	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Ain	20,472,210 66	14,775,922 48	5,696,288 18	"	
Aisne	48,302,039 88	33,083,037 45	15,219,002 43	"	
Allier	26,479,318 59	15,570,027 24	10,909,291 35	"	
Alpes (Basses-)	5,455,644 55	9,283,176 49	"	3,827,531 94	
Alpes (Hautes-)	4,608,151 41	10,938,082 64	"	6,329,931 23	
Alpes-Maritimes	30,788,118 18	24,683,733 03	6,104,385 15	"	
Ardèche	12,579,941 60	12,482,601 66	97,339 94	"	
Ardennes	26,873,377 48	21,801,379 75	5,071,997 73	"	
Ariège	7,503,495 89	10,694,954 48	"	3,191,458 59	
Aube	19,406,049 62	15,620,169 25	3,785,880 37	"	
Aude	22,988,982 93	20,068,531 44	2,920,451 49	"	
Aveyron	13,353,344 57	14,483,689 70	"	1,130,345 13	
Bouches-du-Rhône	139,380,985 85	78,036,707 75	61,344,278 10	"	
Calvados	45,904,290 82	28,310,047 73	17,594,243 09	"	
Cantal	9,602,897 49	9,568,113 16	34,784 33	"	
Charente	18,635,113 54	22,624,883 83	"	3,989,770 29	
Charente-Inférieure	32,244,477 81	39,578,109 34	"	7,333,631 53	
Cher	17,644,124 04	35,819,874 77	"	18,175,750 73	
Corrèze	10,010,212 31	14,640,614 60	"	4,630,402 29	
Corse	6,507,032 15	17,193,896 94	"	10,686,864 79	
Côte-d'Or	29,228,525 03	27,940,620 28	1,287,904 75	"	
Côtes-du-Nord	25,102,056 63	18,015,287 38	7,086,769 25	"	
Creuse	8,824,379 92	8,041,642 57	782,737 35	"	
Dordogne	17,356,187 72	18,882,459 93	"	1,526,272 21	
Doubs	22,550,494 52	24,049,683 09	"	1,499,188 57	
Drôme	16,750,095 68	17,853,435 61	"	1,103,339 93	
Eure	34,016,525 26	18,853,897 15	15,162,628 11	"	
Eure-et-Loir	24,916,982 90	16,831,681 04	8,085,301 86	"	
Finistère	37,298,049 32	67,848,041 38	"	30,549,992 06	
Gard	28,713,150 76	23,089,882 50	5,623,268 26	"	
A reporter	763,496,257 11	690,664,184 66	166,806,551 74	93,974,479 29	

DU COMPTE DE TRÉSORERIE.

DE TRÉSORERIE.

des finances, pendant l'année 1899, sur les Budgets et les Services spéciaux,
sur les opérations de Trésorerie.

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	763,496,257 11	690,664,184 66	166,806,551 74	93,974,479 29	
Garonne (Haute-)	33,296,820 90	33,285,177 19	11,643 71	"	
Gers	10,789,477 26	10,607,102 37	182,374 89	"	
Gironde	113,042,626 83	69,017,593 06	44,025,033 77	"	
Hérault	66,438,345 59	34,912,420 30	31,525,925 29	"	
Ille-et-Vilaine	36,599,347 04	31,068,337 25	5,531,009 79	"	
Indre	14,975,389 38	14,720,635 79	254,753 59	"	
Indre-et-Loire	23,642,501 96	21,361,083 32	2,281,418 64	"	
Isère	35,883,758 67	33,945,651 72	1,938,106 95	"	
Jura	17,270,944 96	14,281,079 71	2,989,865 25	"	
Landes	10,058,970 42	9,300,920 88	758,049 54	"	
Loir-et-Cher	16,875,799 35	12,699,877 10	4,175,922 25	"	
Loire	39,959,251 75	50,530,711 18	"	10,571,459 43	
Loire (Haute-)	11,512,234 52	8,641,199 78	2,871,034 74	"	
Loire-Inférieure	65,789,438 81	47,082,109 97	18,707,328 84	"	
Loiret	28,775,038 18	25,358,506 55	3,416,531 63	"	
Lot	8,325,805 37	10,894,016 38	"	2,568,211 01	
Lot-et-Garonne	15,283,855 62	16,729,645 26	"	1,445,789 64	
Lozère	4,312,565 28	7,221,570 05	"	2,909,004 77	
Maine-et-Loire	31,522,907 62	25,593,183 90	5,929,723 72	"	
Manche	35,569,170 29	49,162,313 96	"	13,593,143 67	
Marne	47,432,804 52	38,740,213 91	8,692,590 61	"	
Marne (Haute-)	14,422,594 41	15,984,278 19	"	1,561,683 78	
Mayenne	18,082,883 97	10,616,219 31	7,466,664 66	"	
A reporter	1,463,358,789 81	1,282,418,031 79	307,564,529 61	126,623,771 59	

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Suite du *Relevé, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les Comptables des finances, pendant l'année 1899, sur les Budgets et les services spéciaux et explication de leurs effets sur les opérations de Trésorerie.*

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	1,463,358,789 81	1,282,418,031 79	307,564,529 61	126,623,771 59	
Meurthe-et-Moselle	68,533,566 54	47,813,378 18	20,720,188 36	"	
Meuse	20,297,994 50	32,279,866 02	"	11,981,871 52	
Morbihan	22,725,010 03	36,414,570 35	"	13,689,560 32	
Nièvre	17,463,662 97	19,954,606 97	"	2,490,944 00	
Nord	199,373,889 06	92,291,370 77	107,082,518 29	"	
Oise	43,183,482 76	27,233,129 18	15,950,353 58	"	
Orne	23,868,547 69	15,512,260 70	8,356,286 99	"	
Pas-de-Calais	79,051,178 96	40,597,664 88	38,453,514 08	"	
Puy-de-Dôme	30,186,773 61	25,646,490 41	4,540,283 20	"	
Pyrénées (Basses-)	23,335,587 14	21,543,093 70	1,792,493 44	"	
Pyrénées (Hautes-)	9,250,592 34	17,220,323 18	"	7,969,730 84	
Pyrénées-Orientales	19,164,407 13	12,892,720 16	6,271,686 97	"	
Territoire de Belfort	11,576,243 02	9,466,917 19	2,109,325 83	"	
Rhône	96,103,795 94	52,099,928 59	44,003,867 35	"	
Saône (Haute-)	16,720,959 68	16,780,144 03	"	59,184 35	
Saône-et-Loire	35,963,023 56	23,359,180 94	12,603,842 62	"	
Sarthe	28,411,522 40	23,894,827 61	4,516,694 79	"	
Savoie	14,619,600 06	18,167,263 20	"	3,547,663 14	
Savoie (Haute-)	10,096,330 33	11,865,333 99	"	1,769,003 66	
Seine	1,128,961,151 82	134,365,693 24	994,595,458 58	"	
A reporter	3,362,246,109 35	1,961,816,795 08	1,568,561,043 69	168,131,729 42	

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.	DÉPENSES.	EXCÉDENTS de RECETTES.	EXCÉDENTS de DÉPENSES.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	3,362,246,109 35	1,961,816,795 08	1,568,561,043 69	168,131,729 42	
Seine-Inférieure	233,066,077 40	74,341,572 74	158,724,504 66	"	
Seine-et-Marne	41,492,026 29	32,392,430 78	9,099,595 51	"	
Seine-et-Oise	76,867,942 81	57,240,303 75	19,627,639 06	"	
Sèvres (Deux-)	16,254,443 53	12,769,678 06	3,484,765 47	"	
Somme	46,693,430 93	29,123,489 28	17,569,941 65	"	
Tarn	14,698,721 99	15,120,969 62	"	422,247 63	
Tarn-et-Garonne	10,342,585 90	11,573,374 40	"	1,230,788 50	
Var	24,856,351 05	76,890,585 17	"	52,034,234 12	
Vaucluse	15,743,274 40	13,193,949 81	2,549,324 59	"	
Vendée	18,827,810 83	14,778,721 17	4,049,089 66	"	
Vienne	17,176,528 43	25,208,980 81	"	8,032,452 38	
Vienne (Haute-)	16,941,929 38	16,747,028 03	194,901 35	"	
Vosges	29,846,450 19	26,078,733 15	3,767,717 04	"	
Yonne	23,895,460 82	20,779,458 98	3,116,001 84	"	
	3,948,949,143 30	2,388,056,070 83			
Caissier-payeur central du Trésor public	245,624,521 76	1,563,018,252 80	"	1,317,393,731 04	
Agents comptables du Trésor	3,487,003 17	31,288,008 78	"	27,801,005 61	
Comptables des finances en Algérie	99,213,404 45	150,619,318 99	"	51,405,914 54	
Trésoriers-payeurs des colonies	154,311,035 49	210,108,493 56	"	55,797,458 07	
TOTAUX	4,451,585,108 17	4,343,090,144 96	1,790,744,524 52	1,682,249,561 31	
Agent comptable des virements de comptes (A)	59,309,034 43	130,794,328 78	"	71,485,294 35	
TOTAUX	4,510,894,142 60	4,473,884,473 74	1,790,744,524 52	1,753,734,855 66	
Excédent de recette pendant l'année 1899, sur les budgets, les services spéciaux et le prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1898. (Lois des 3 décembre 1898 et 26 décembre 1899.)			37,009,668 86		

Le présent tableau a pour objet de développer les *excédents de recettes*, pendant l'année 1899, des *budgets*, du *prélèvement de l'exercice 1898* et des *services spéciaux* qui se trouvent balancés par les *excédents de dépenses* résultant des mouvements des autres *services de trésorerie*.

Ces deux excédents, en sens inverse, se justifient l'un par l'autre, et se résument ainsi qu'il suit :

Budgets.

Recettes sur les contributions et revenus publics. (Voir le développement par département, page 160.) ..... 3,647,984,164 76[c]

Payements sur les dépenses publiques. (Voir le développement, par département, p. 284.). 3,573,872,036[f]51 — 74,112,428 45

Prélèvement de l'excédent de recette de l'exercice 1898 à attribuer au remboursement de dettes du Trésor etc. 92,411,282 55

EXCÉDENT de dépenses 18,208,854 10

Services spéciaux.

Recettes sur les services spéciaux qui s'exécutent en dehors des budgets.. 862,909,677[f]84[c]

Payements sur les mêmes services. ... 807,601,154 88

EXCÉDENT de recettes. . 55,308,522 96 — 55,308,522 96

Excédent final de recettes... 37,009,668 86

Autres services de trésorerie.

Augmentation des valeurs de caisse et de portefeuille 146,781,962 67

A déduire :

Augmentation des créances passives..... 66,983,954 45[c]

Diminution des créances actives ..... 51,782,989[f]59 — 118,766,944 04

28,015,018 63

A ajouter :

Augmentation des découverts du Trésor. 8,438,443 59

Excédents des fonds envoyés par les comptables des finances.. 556,206 64

Excédent final de dépenses... 37,009,668 86

(A) Le résultat ci-contre des opérations constatées par virements de comptes dans les budgets et les services spéciaux est présenté, comme il suit, au tableau de développement par classe de comptables, pages 49 et 65.

Recettes... 148,388,738[f]31[c]

A déduire les annulations de recettes..... 89,079,703 91 — 59,309,034[f]43[c]

Dépenses... 909,016,688 03

A déduire les annulations de dépenses..... 778,222,359 25 — 130,794,328 78

Excédent de dépenses..... 71,485,294 35

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Développement des Bons du Trésor *pour l'année 1899.*

			Bons du Trésor remis à la Banque de France.	Bons du Trésor remis à des particuliers. — Bons ordinaires.	Totaux.
Solde au 31 décembre 1898			180,000,000f 00c	79,413,530f 20c	259,413,530f 20c
Émissions de l'année 1899			"	201,904,353 50	201,904,353 50
Totaux au 31 décembre 1899			180,000,000 00	281,317,883 70	461,317,883 70
Remboursements de l'année 1899			"	181,080,378 20	181,080,378 20
Solde au 31 décembre 1899			180,000,000 00	100,237,505 50	280,237,505 50
Ce dernier solde se subdivise ainsi qu'il suit :					
Montant des bons	remis à divers. — Bons ordinaires	Capital	"	98,661,900f 58	100,237,505f 50c
		Intérêts	"	1,575,604 92	
	remis à la Banque de France	Capital	180,000,000f 00c	"	180,000,900 00
Échéance des bons	Bons échus au 31 décembre 1899	Divers — Capital	"	109,600f 58c	123,313 45
		Divers — Intérêts	"	13,712 87	
	Bons à échoir en 1900	Divers — Capital	"	98,552,300 00	100,114,192 05
		Divers — Intérêts	"	1,561,892 05	
	Bons à échoir à la fin du privilège	Banque de France. — Capital	180,000,000 00	"	180,000,000 00

ANNÉE 1899.	Bons du Trésor ordinaires remis à divers particuliers pendant l'année 1899.
Janvier	25,795,294f 80c
Février	8,530,037 30
Mars	30,118,181 30
Avril	33,790,432 55
Mai	16,313,419 45
Juin	17,015,063 95
Juillet	5,463,247 00
Août	10,827,943 30
Septembre	23,925,922 45
Octobre	5,369,519 80
Novembre	20,179,152 90
Décembre	4,576,138 70
Totaux	201,904,353 50

Le taux moyen des bons du Trésor remis à divers pendant l'année 1899 a été de 1 fr. 956 p. o/o.

Développement du compte : Obligations du Trésor public à court terme *pour garantie d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer.* (Renouvellement.)

			Capital des obligations.
Solde au 31 décembre 1898			113,090,904f 78c
Émissions de l'année 1899			"
			113,090,904 78
Remboursements de l'année 1899			75,814,904 78
Solde au 31 décembre 1899			37,276,000 00
Ce solde se subdivise ainsi qu'il suit :			
Échéances.	Capital à rembourser.	Taux d'intérêt.	
Septembre 1900	37,276,000f 00c	2 1/4 p. o/o	

Développement du compte : Obligations du Trésor à court terme.
(Loi du 17 février 1898.)

			Capital des obligations.
Solde au 31 décembre 1898			59,920,000f 00c
Émissions de l'année 1899			61,290,000 00
Remboursement de l'année 1899			Néant.
Solde du 31 décembre 1899			121,210,000 00
Ce solde se subdivise ainsi qu'il suit :			
Échéances.	Capital à rembourser.	Taux d'intérêt.	
1er juillet 1900	33,060,000f 00	2 25 p. o/o	
1er — 1901	26,860,000	2 50 p. o/o	
	15,000,000	2 75 p. o/o	
1er septembre 1901	26,290,000 00	3 00 p. o/o	
1er juillet 1903	20,000,000 00	2 75 p. o/o	
	121,210,000 00		

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

Développement du compte : Traites du Caissier-Payeur central sur lui-même, pour l'année 1899.

NATURE DES OPÉRATIONS.	COLONIES.	ARMÉES SUR PARIS.	FONDS DÉPOSÉS.	ALGÉRIE SUR PARIS.	ALGÉRIE SUR MARSEILLE.	TOTAUX.
Excédent de recettes au 31 décembre 1898	19,182,700f 00c	28,700f 00c	11,000f 00c	"	"	19,222,400f 00
Émissions de l'année 1899	50,800,000 00	"	"	"	"	50,800,000 00
Totaux	69,982,700 00	28,700 00	11,000 00	"	"	70,022,400 00
Payements de l'année 1899	26,769,300 00	27,100 00	"	"	"	26,796,400 00
Excédent de recettes au 31 décembre 1899	43,213,400 00	1,600 00	11,000 00	"	"	43,226,000 00

DÉTAIL, PAR ÉCHÉANCES, DES TRAITES RESTANT À PAYER ET COMPOSANT L'EXCÉDENT DE RECETTES CI-DESSUS.

ÉMISSIONS.	COLONIES.	ARMÉES SUR PARIS.	FONDS DÉPOSÉS.	ALGÉRIE SUR PARIS.	ALGÉRIE SUR MARSEILLE.	TOTAUX.
1894 et antérieures	1,533,300f 00c	"	"	"	"	1,533,300f 00
1895	178,000 00	"	11,000f 00c	"	"	189,000 00
1896	101,400 00	1,600f 00c	"		"	103,000 00
1897	2,134,300 00	"	"		"	2,134,300 00
1898	1,951,700 00	"	"		"	1,951,700 00
1899	37,314,700 00	"	"		"	37,314,700 00
Totaux	43,213,400 00	1,600 00	11,000 00	"	"	43,226,000 00

Net égal 43,226,000f 00c

Développement du compte : Mandats tirés sur le Trésor par les Trésoriers-Payeurs généraux et autres comptables, pour l'année 1899.

NATURE DES OPÉRATIONS.	TRÉSORIERS-PAYEURS généraux.	TRÉSORIERS-PAYEURS en Algérie.	PAYEURS DES ARMÉES.	AGENT COMPTABLE du Trésor français à Tunis.	TRÉSORIERS-PAYEURS des colonies.	TOTAUX.
Excédents de recettes au 31 décembre 1898	8,434,505f 29c	3,097,540f 27c	5,555f 55c	79,004f 90c	9,194,314f 40c	8,875,430f 20c
Excédents de dépenses au 31 décembre 1898	"	"	"	"	11,935,490 21	
Émissions de 1899	229,608,037 00	46,143,160 55	"	1,150,755f 55c	(a) 32,365,590 09	309,267,543 19
Totaux	238,042,542 29	49,240,700 82	5,555 55	1,229,760 45	29,624,414 28	318,142,973 39
Payements de 1899	229,706,645 50	48,254,184 79	4,971 20	1,191,054 57	37,448,318 09	316,605,174 15
Excédents de recettes au 31 décembre 1899	8,335,896 79	986,516 03	584 35	38,705 88	3,972,023 95	1,537,799 24
Excédents de dépenses au 31 décembre 1899	"	"	"	"	11,795,927 76	

(a) Y compris 100 fr. 50 c. par virement de comptes.

Suite du COMPTE DE TRÉSORERIE.

DÉTAIL, PAR COMPTABLES, DES MANDATS RESTANT À PAYER ET COMPOSANT L'EXCÉDENT DE RECETTES DU COMPTE PRÉCÉDENT.

DÉSIGNATION DES CORRESPONDANTS.	SOLDES	
	DÉBITEURS.	CRÉDITEURS.
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs généraux	"	8,335,896f 79c
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs en Algérie	"	986,516 03
Mandats tirés par les payeurs des armées	"	584 35
Mandats tirés par l'agent comptable du Trésor français à Tunis	"	38,705 88
Mandats tirés par les trésoriers-payeurs des colonies	11,795,927f 76c	3,972,023 95
NET ÉGAL	11,795,927 76	13,333,727 06
	1,537,799f 24c	

COMPTES DES BUDGETS

POUR L'ANNÉE 1899.

COMPTE DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

OPÉRATIONS CONSTATÉES SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1900 AU 31 DÉCEMBRE 1899.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

NOTE GÉNÉRALE

SUR

LES COMPTES DES BUDGETS.

Documents dont se composent les comptes des budgets.

Les comptes des budgets font connaître la situation financière de l'État sur les exercices en cours d'exécution pendant l'année qui vient de s'écouler; ils comparent, à cet effet, les évaluations des produits avec les droits établis et recouvrés sur les redevables, et les crédits accordés aux Ministres avec les services faits et avec les payements effectués. Ces comptes rapprochent ainsi les prévisions législatives des opérations réalisées en recette et en dépense, et déterminent les non-valeurs sur les revenus ou les excédents de recouvrements, et les crédits sans emploi à annuler ou les compléments de crédits nécessaires pour couvrir les excédents de dépenses.

Ils se composent, pour l'année 1899, des documents qui suivent :

1° *Compte définitif du budget de l'exercice 1898;*

2° *Compte provisoire du budget de l'exercice 1899;*

3° *Opérations constatées sur le budget de l'exercice 1900 au 31 décembre 1899.*

Les comptes des budgets trouvent le développement, la justification et le contrôle des opérations qui y sont retracées relativement aux droits liquidés au profit ou à la charge de l'État et à leur réalisation par le Trésor public, dans les autres sections du Compte général des finances désignées ci-après, où ces mêmes opérations se reproduisent, savoir :

Compte des opérations de l'année;

Compte des contributions et revenus publics :

Compte des dépenses publiques;

Compte de trésorerie;

Situation générale des finances.

Les comptes des budgets reposent, en conséquence, sur la garantie des opérations matérielles du Trésor et sur la situation générale des finances, en même temps que les résultats en sont contrôlés, conformément à l'ordonnance du 9 juillet 1826, par les *Déclarations générales* émanées chaque année de la Cour des comptes, pour attester, d'après les arrêts rendus par elle sur les comptes individuels des agents chargés des recettes et des dépenses, l'exactitude des comptes publiés par les Ministres pour chaque exercice.

Résultats généraux publiés sur les budgets de 1887 à 1898.

On joint aux comptes des budgets, sous le titre de *Résultats généraux sur les budgets de 1887 à 1898*, une série de tableaux dont l'objet est de résumer, par exercice et par branches principales de service, la situation financière de chacun de ces budgets, de manière à déterminer, soit qu'on les examine séparément, soit qu'on les compare entre eux, leurs ressources et leurs besoins respectifs, ainsi que leur résultat final. (Voir pages 589 à 645.)

Suite de la *Note générale sur les Comptes des Budgets.*

Budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'État.

La loi du 9 juillet 1836 (portant règlement définitif du budget de l'exercice 1833), celle du 26 avril 1855 et les lois de finances des 13 mai 1863, 29 décembre 1882, 30 décembre 1883, 17 juillet 1889 et 29 mars 1897 ont prescrit de rattacher, chaque année, *pour ordre*, au budget général de l'État les services spéciaux de la *Fabrication des monnaies et médailles*, de l'*Imprimerie nationale*, de la *Légion d'honneur*, de la *Caisse des Invalides de la marine*, du *Chemin de fer et du Port de la Réunion*, du *Chemin de fer du Soudan*, de l'*École centrale des arts et manufactures*, de la *Caisse nationale d'épargne* et des *Chemins de fer de l'État;* elles ont en même temps statué, d'une part, que ces budgets annexes seraient soumis à toutes les règles prescrites par les lois de finances pour le règlement définitif de chaque exercice, et, d'autre part, que les comptes détaillés de ces mêmes services seraient joints aux comptes généraux des départements ministériels auxquels ils ressortissent.

Conformément à ces dispositions, un titre particulier de la loi des comptes est consacré, depuis la loi précitée du 9 juillet 1836, à l'apurement législatif des budgets annexes susmentionnés, dont une ordonnance, en date du 15 février 1847, a déféré les résultats au contrôle annuel de la Cour des comptes.

Les recettes et les dépenses des services ci-dessus mentionnés ne sont pas comprises dans le Compte général de l'Administration des finances parce que, soumises à un régime particulier, elles s'effectuent en dehors de l'action du Ministre des finances par des comptables spéciaux, qui ne sont pas astreints à remettre à la Direction générale de la comptabilité publique des éléments périodiques d'écritures d'après lesquels elle ait à retracer les mouvements desdits services. C'est donc seulement dans les comptes des ministères des finances, de la justice, de la marine, des colonies, du commerce (service du commerce et de l'industrie, service des postes et des télégraphes), et des travaux publics, que se trouvent les développements et les justifications des résultats contenus, à cet égard, dans les projets de lois de règlement.

COMPTE DÉFINITIF

DU

BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

NOTE GÉNÉRALE

SUR LES RÉSULTATS DU RÈGLEMENT DÉFINITIF

DU BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

Le budget de l'exercice 1898 a été l'objet de deux lois distinctes portant les dates des 21 juillet 1897 et 13 avril 1898.

Celle du 21 juillet 1897 est relative aux contributions directes.

La loi du 13 avril 1898 a déterminé les besoins et les voies et moyens du budget général pour l'exercice 1898.

On va présenter la situation définitive de l'exercice 1898, en suivant l'ordre et la forme prescrits par la dernière loi de finances précitée.

BUDGET GÉNÉRAL.

La loi du 13 avril 1898 a fixé ainsi qu'il suit les ressources et les besoins du budget général de l'exercice 1898 :

Résultat du vote primitif du budget général.

Recettes	France	3,380,626,031f 00c	3,434,113,183f 00c
	Algérie	53,487,152 00	
Dépenses	France	3,359,679,433 00	3,433,418,395 00
	Algérie	73,738,962 00	
	Excédent présumé de recettes		694,788 00

Les prévisions de ce budget ont ensuite éprouvé les modifications détaillées dans des tableaux spéciaux (voir pages 400 à 411). Ces tableaux les récapitulent, par branche de revenus et par ministère, et les justifient par catégorie en citant les actes d'où elles résultent.

Modifications que les prévisions de ce budget ont éprouvées.

Les modifications portant sur les évaluations de recettes sont, en résumé, celles qui suivent :

1° Évaluations des recettes.

Les recettes de l'exercice 1898 ont été évaluées, comme on vient de le dire, à :

France	3,380,626,031f 00c	3,434,113,183f 00c
Algérie	53,487,152 00	

Elles s'augmentent :

1° Des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figurait seulement pour ordre au budget primitif.

France	38,972,833f 95c	41,317,246 06
Algérie	2,344,412 11	
A reporter		3,475,430,429 06

Report		3,475,430,429f 06c
2° De l'excédent des réalisations sur les évaluations des produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État et d'autres produits :		
France	633,823f 07c	633,823 07
Algérie	"	
3° Des recettes attribuées au budget, en dehors de la loi de finances, soit par des lois, soit par des décisions ministérielles :		
France	2,668,449f 15c	3,698,118 11
Algérie	1,029,668 96	
Total des évaluations de recettes rectifiées du budget général de l'exercice 1898		3,479,762,370 24

2° Crédits ouverts aux Ministres.

Les modifications relatives aux crédits se résument de la manière suivante :

Les crédits primitivement ouverts par la loi précitée du 13 avril 1898, modifiés par décrets rendus pendant les années 1898 et 1899 s'élèvent, pour l'ensemble des services, ainsi qu'on l'a indiqué d'autre part, à :

France	3,359,679,433f 00c	3,433,418,395f 00c
Algérie	73,738,962 00	

Des crédits imputables sur des ressources de diverses natures les ont accrus d'une somme nette de 44,495,096 fr. 90 qui se décompose ainsi :

Les crédits qui correspondent à certains produits consommés en nature dans les établissements spéciaux ressortissant au Ministère de l'agriculture, dont la dépense se règle d'après les ressources, ont été augmentés du montant des plus-values sur les produits constatés, savoir :

France	144,646f 88c	144,646f 88c
Algérie	"	

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, qui autorise l'allocation de crédits affectés à l'emploi des fonds de concours pour travaux d'intérêt public, des crédits ont été ouverts à ce titre à divers ministères par des décrets ou par des lois pour :

France	20,236,216f 31c	22,580,628 42
Algérie	2,344,412 11	

En exécution de la loi du 2 juin 1891 et du décret du 7 juillet de la même année, des crédits gagés sur les versements effectués au profit de l'élevage ont été ouverts aux Ministères de la guerre et de l'agriculture

A reporter	22,725,275 30	3,433,418,395 00

Report	22,725,275f 30c	3,433,418,395f 00c
dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits accordés par divers décrets se sont élevés à :		
FRANCE	2,329,821 60	
Aux crédits susmentionnés viennent encore s'ajouter : 1° Par suite de lois ou de décrets, les crédits des fonds de concours provenant des versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 :		
FRANCE	17,440,000 00	44,495,096 90
2° Les crédits ouverts par décrets, en exécution de la loi du 13 juin 1896, sur les avances de la Banque de France versées à titre de fonds de concours pour l'Exposition de 1900 :		
FRANCE	"	
3° Les crédits ouverts par décrets, en exécution de la loi précitée du 13 juin 1896, sur les produits de l'Exposition universelle de 1900, versés à titre de fonds de concours :		
FRANCE	2,000,000 00	
Il a été ouvert des crédits supplémentaires et extraordinaires par des lois spéciales pour :		
FRANCE 88,405,127f 47c ALGÉRIE 1,643,356 18	90,048,483f 65c	
Les virements de crédits de chapitre à chapitre effectués en vertu de décrets spéciaux, pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde, se sont élevés à la somme de 2,967,493 fr. 72. Leur résultat n'affectant pas la situation du budget, ils ne sont cités ici que pour mémoire	(Mémoire.)	
En outre, la loi du 23 mai 1834 qui, par ses articles 8, 9 et 10, a prescrit le régime à suivre pour l'apurement des exercices clos, autorise les Ministres à comprendre parmi les crédits législatifs le montant des payements qui auront été effectués, chaque année, pour ces dépenses, sur les fonds du budget de l'exercice courant. Les besoins primitifs de l'exercice 1898 s'accroissent, pour ce motif, d'une somme de :		121,210,397 82
FRANCE 30,406,061f 91c ALGÉRIE 620,492 26	31,026,554 17	
Les crédits additionnels ouverts par décrets spéciaux régularisés par des lois se sont élevés à :		
FRANCE 100,000f 00c ALGÉRIE 35,360 00	135,360 00	
TOTAL des crédits rectifiés du budget général de l'exercice 1898 (V. p. 409 et 411).		3,599,123,889 72

Comparaison de prévisions législatives avec les faits réalisés.

On va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés et pour présenter ainsi la situation définitive du budget général de l'exercice 1898, telle qu'elle résulte des opérations constatées jusqu'à l'époque de sa clôture.

1° Situation des recettes en clôture d'exercice.

Les évaluations des ressources de 1898 s'élèvent, comme on l'a dit, à :

FRANCE	3,422,901,137f 17c	3,479,762,370f 24c
ALGÉRIE	56,861,233 07	

Les droits et produits liquidés à la charge des redevables de l'État s'élèvent à :

FRANCE	3,583,146,559f 00c	3,643,092,917f 60c
ALGÉRIE	59,946,358 60	

Les recouvrements effectués sont de :

FRANCE	3,561,781,421 00	3,619,946,887 58
ALGÉRIE	58,165,466 58	

et il est resté à recouvrer 23,146,030 02

Ces restes à recouvrer s'appliquent à diverses natures d'impôts directs et indirects, à des produits de monopoles, à des revenus et ventes de domaines, à des produits divers et à des recettes d'ordre pour lesquels la liquidation des droits et leur réalisation ne s'opèrent pas simultanément (voir le compte définitif des recettes de 1898), savoir :

FRANCE

§ 1. — Impôts et revenus.				
Enregistrement	551,172f 85c	17,755,227f 77c		
Timbre	2 40			
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	160 00			
Douanes	6,080,942 35			
Contributions indirectes	10,542,510 39			
Sucres	580,439 78			
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.				
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	68,102f 00c	668,909 38		
Postes	18,325 33			
Télégraphes	499,435 75			
Téléphones	861 72			
Produits de diverses exploitations (colonies)	82,184 58		21,365,138f 00c	
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État.				
Produits du domaine autre que le domaine forestier	990,510f 48c	1,259,938 96		
Produits des forêts	269,428 48			
§ 4. Produits divers du budget.				
Produits divers		74,081 79		
§ 6. — Recettes d'ordre.				
Recettes en atténuation de dépenses	1,369,925f 97c	1,606,980 10		
Recettes d'ordre proprement dites	237,054 13			
A reporter			21 365,138 00	3,479,762,370 24

Report.....	21,365,138f 00c	3,479,762,370f 24c

ALGÉRIE.

§ 1er. — *Impôts et revenus.*

Contributions arabes. — Principal et centimes d'État.....	104,866f 23c		
Produits de l'enregistrement.....	15,100 59	623,177f 87c	
Produits des contributions diverses.....	1,425 00		
Produits des douanes.....	501,786 05		
§ 3. — *Produits et revenus du domaine de l'État.*			1,780,892f 02c
Produits du domaine autre que le domaine forestier.....	1,050,411f 87c	1,157,714 15	
Produits des forêts.....	107,302 28		
TOTAL ÉGAL.....			23,146,030 02

Le solde ci-contre représente des ressources assurées pour le Trésor; mais, à raison des délais plus ou moins longs dans lesquels les redevables pourront se libérer, la recette successive en sera portée au compte de l'exercice courant, au moment où elle aura lieu.

On ne doit, en conséquence, comparer avec les prévisions du budget que les recouvrements obtenus jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice, lesquels s'élèvent à..... 3,619,946,887 58

Les ressources ordinaires réalisées pendant l'exercice 1898 sont donc supérieures aux évaluations du budget (voir les tableaux, pages 413 à 415) de :

FRANCE.....	138,880,283f 83c	140,184,517 34
ALGÉRIE.....	1,304,233 51	

Les prévisions de la loi de finances établies en général sur les recettes de la dernière année, dont les résultats sont connus, renferment nécessairement plusieurs éventualités. Les tableaux (pages 413 à 415) font connaître par branche de revenus les différences entre les prévisions modifiées du budget et les produits réalisés. Ces produits sont, en outre, comparés avec ceux de l'exercice précédent, et cette comparaison se trouve dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1898 (page 244). Enfin le compte définitif des recettes de l'exercice 1898 développe, par branche de revenus, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

2° Situation des dépenses en clôture d'exercice.

Comme on l'a dit précédemment, les crédits ouverts aux Ministres par le budget général, tant par le vote du budget primitif que par des lois subséquentes, s'élèvent ensemble à :

FRANCE.....	3,520,741,307f 17c	3,599,123,889f 72c
ALGÉRIE.....	78,382,582 55	

Les dépenses liquidées à la charge de l'exercice 1898 montent à :

FRANCE.....	3,470,350,576f 34c	3,546,942,469f 76c	
ALGÉRIE.....	76,591,893 42		
A reporter.....		3,546,942,469 76	3,599,123,889 72

Report.....	3,546,942,469f 76c	3,599,123,889f 72c

Les payements effectués sur les dépenses, jusqu'à l'époque de la clôture de l'exercice, sont de :

FRANCE.....	3,451,195,197f 71c	3,527,535,605 03
ALGÉRIE.....	76,340,407 32	

Et il est resté à payer, par imputation sur les fonds des exercices suivants, selon le mode réglé par la loi du 23 mai 1834, pour l'apurement des dépenses sur exercices clos :

FRANCE.....	19,155,378f 63c	19,406,864 73
ALGÉRIE.....	251,486 10	

En comparant les crédits mis à la disposition des Ministres avec les dépenses payées par le Trésor public, ci..... 3,527,535,605 03

on voit que, dans leur ensemble, les payements de l'exercice 1898 ont été inférieurs aux crédits de :

FRANCE.....	69,546,109f 46c	71,588,284 69
ALGÉRIE.....	2,042,175 23	

Ce dernier résultat se décompose ainsi qu'on va le faire connaître d'après la situation des différents services auxquels les crédits ont été attribués, savoir :

Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses, à annuler, sauf réouverture à des exercices suivants, par des lois spéciales :

FRANCE.....	3,334,914f 96c	3,334,914f 96c
ALGÉRIE.....	"	

Crédits non consommés par les dépenses, à annuler définitivement :

FRANCE.....	47,055,815f 87c	48,846,505 00
ALGÉRIE.....	1,790,689 13	

Crédits non consommés par les payements et représentant les dépenses restant à solder à la clôture de l'exercice.

FRANCE.....	19,155,378f 63c	19,406,864 73
ALGÉRIE.....	251,486 10	

TOTAL à annuler égal à l'excédent des crédits sur les payements.... 71,588,284 69

Les comptes de chaque département ministériel, publiés par chapitre et par article à l'appui du présent projet de loi de règlement, font connaître les opérations qui ont donné lieu aux excédents de crédits dont on vient de présenter l'analyse. Ce sont ces comptes qu'il faut consulter pour les détails par nature de dépense, ainsi que pour les éclaircissements administratifs que comporte l'emploi fait par les Ministres des crédits mis à leur disposition.

Mais, indépendamment de ce point de vue de contrôle législatif sous lequel les charges de l'exercice 1898 doivent être examinées, il convient encore de les comparer à celles que l'exercice précédent a eu à supporter, et cette comparaison est établie dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1898 (pages 250 et 251).

Résultat du budget général de l'exercice 1898 à l'époque de sa clôture.

En résumé, le résultat du budget général de 1898, à la clôture de l'exercice, s'établit ainsi qu'il suit :

Les ressources réalisées applicables aux besoins du budget général de l'exercice 1898 s'élèvent, comme on l'a vu plus haut, à :

France	3,561,781,421f 00c	3,619,946,887f 58c
Algérie	58,165,466 58	

Les payements effectués sur les ordonnances des Ministres ayant été de :

France	3,451,195,197f 71c	3,527,535,605 03
Algérie	76,340,407 32	

il en résulte que l'excédent final des recettes sur les dépenses du budget général est de, savoir :

France (excédent de recette)	110,586,223f 29c	92,411,282 55
Algérie (excédent de dépense)	18,174,940 74	

Comparaison des recettes et des dépenses de 1898 avec celles de 1897. (France et Algérie.)

On a fait remarquer l'intérêt qu'il y a à apprécier comparativement les produits et les dépenses de l'exercice dont on propose le règlement avec les résultats correspondants de l'exercice précédent. Ces comparaisons font l'objet de tableaux placés aux pages 244 à 253 du projet de loi de règlement de l'exercice 1898 et sont, en outre, développées dans les états publiés au compte définitif des recettes de l'exercice 1898, où elles indiquent avec détail les causes des augmentations ou des diminutions survenues en 1898, comparativement au budget de 1897.

Des états semblables pour les dépenses sont joints aux comptes des Ministères et font également connaître, par nature de services, les causes des différences qui ressortent entre les mêmes exercices.

Le rapprochement des termes du règlement définitif des deux budgets présente le résultat suivant :

Le projet de loi de règlement définitif du budget de l'exercice 1898 fait ressortir entre les recettes et les payements un excédent final de recettes de.....	92,411,282f 55c
Le projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1897 ayant présenté un excédent de recettes de.....	4,561,358 77
il en résulte pour le budget de 1898, comparativement à l'exercice précédent, une bonification de.....	87,849,923 78

BUDGET GÉNÉRAL

COMPTE DÉFINITIF DES RECETTES ET DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1898.

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (FRANCE.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à divers services.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1898.		ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget général de l'exercice 1898.
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes et centimes d'État	456,327,386 00	"	"	"	"	"	"	456,327,386 00
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	37,066,582 00	"	"	"	"	(1) 23,250 00	"	37,089,832 00
Produits de l'enregistrement	508,656,100 00	"	"	"	"	"	"	508,656,100 00
Produits du timbre	177,905,622 00	"	"	"	"	"	"	177,905,622 00
Impôts sur les opérations de bourse	5,053,000 00	"	"	"	"	"	"	5,053,000 00
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	69,126,000 00	"	"	"	"	"	"	69,126,000 00
Produits des douanes	460,845,600 00	"	"	"	"	(2) 1,000,000 00	"	461,845,600 00
Produits des contributions indirectes	606,177,220 00	"	"	"	"	"	"	606,177,220 00
Sucres	192,663,500 00	"	"	"	"	"	"	192,663,500 00
TOTAL des impôts et revenus	2,513,821,010 00	"	"	"	"	1,023,250 00	"	2,514,844,260 00
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
France.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	432,926,500 00	"	"	"	"	"	"	432,926,500 00
Produits des postes	180,748,400 00	"	"	"	"	"	"	180,748,400 00
Produits des télégraphes	38,206,200 00	"	"	"	"	"	"	38,206,200 00
Produits des téléphones	11,841,600 00	"	"	"	"	"	"	11,841,600 00
Produits de diverses exploitations	15,628,500 00	"	"	"	"	(3) 305,000 00	"	15,933,500 00
	679,351,200 00	"	"	"	"	305,000 00	"	679,656,200 00
Colonies.								
Produits de diverses exploitations	213,000 00	"	"	"	"	"	"	213,000 00
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	679,564,200 00	"	"	"	"	305,000 00	"	679,869,200 00
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	26,912,266 00	"	"	(4) 144,646 88	"	(5) 136,614 71	"	27,193,527 59
Produits des forêts	30,198,620 00	"	"	"	"	"	"	30,198,620 00
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	57,110,886 00	"	"	144,646 88	"	136,614 71	"	57,392,147 59
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	55,795,059 00	(6) 1,966 10	"	(7) 489,176 19	"	(8) 1,200,000 00	"	57,486,201 29
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	7,600,000 00	"	"	"	"	"	"	7,600,000 00
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	61,721,862 00	(9) 7,169 03	"	"	"	"	"	61,729,031 03
Recettes d'ordre proprement dites	5,013,014 00	(10) 38,963,698 82	"	"	"	(11) 39,884 44	(12) 36,300 00	43,980,297 26
TOTAL des recettes d'ordre	66,734,876 00	38,970,867 85	"	"	"	39,884 44	36,300 00	105,709,328 29
TOTAL des recettes du budget général (France.)	3,380,626,031 00	38,972,833 95	"	633,823 07	"	2,704,749 15	36,300 00	3,422,901,137 17
		38,972,833f 95c		633,823f 07c		2,668,449f 15c		
RÉSULTAT en augmentation						42,275,106f 17c		

OBSERVATIONS.

(1) Loi du 22 juillet 1898. — Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. — Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie 23,250f 00c

(2) Loi du 20 avril 1898. — Produit des Douanes. — Droits à l'importation (Marchandises diverses.) 1,000,000 00

(3) Loi du 22 juillet 1898. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État. Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze. — 280,000f 00c
Loi du 23 décembre 1898. — Même compte 25,000 00
305,000 00

(4) Produits consommés en nature dans les établissements spéciaux régis par l'État. Ces produits se développent comme suit :

ÉTABLISSEMENTS.	EXCÉDENTS des réalisations sur les évaluations.	EXCÉDENTS des évaluations sur les réalisations.
Écoles d'agriculture	61,986f 72c	"
Bergeries	42,613 53	"
Écoles vétérinaires	18,696 34	"
Haras et dépôts d'étalons	21,350 26	"
	144,646 88	"
PLUS-VALUE de recette	144,646f 88c	

(5) Loi du 22 juillet 1898. — Produit du domaine autre que le domaine forestier. — Produit de l'aliénation d'immeubles remis au Domaine par le département de la Guerre. (Loi du 2 janvier 1890.) 60,000f 00c
Loi du 28 avril 1898. — Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 26 août 1890.)
Report de l'exercice 1897 ..... 10,500f 00c
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898, à annuler : Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses ..... 10,500 00 } "
Loi du 20 avril 1898. — Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Versements effectués par la ville de Douai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 19 janvier 1891.)
Report de l'exercice 1897 ..... 44,055f 01c
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898, à annuler : Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses ..... 44,055 01 } "
Loi du 20 avril 1898. — Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Versements effectués par la ville de Cambrai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 3 août 1893.)
Report de l'exercice 1897 ..... 27,627f 82c
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898, à annuler : Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses ..... 13 11 } 27,614 71
Loi du 22 juillet 1898. — Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Versement effectué par la ville d'Auxonne, en exécution de la convention du 15 novembre 1895 approuvée par la loi du 31 juillet 1896 ..... 39,000 00
136,614 71

(6) Produit des expéditions des archives de la République 1,531f 10c
Redevances pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.) 435 00
1,966 10

(7) Recettes sur exercices clos comprises dans les recettes accidentelles à différents titres 489,176f 19c

(8) Loi du 22 juillet 1898. — Premier versement par la Ville de Paris sur la part de l'État dans les dépenses de construction des lycées Voltaire et Buffon. 1,200,000f 00c

(9) Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal 5,894f 97c
Excédent des recettes sur les dépenses de la Légion d'honneur 1,274 06
7,169 03

(10) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public :
Report de 1897. (Loi de règlement pour 200,000 francs.) 7,569,534f 52c
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1898 ..... 14,675,356 43
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1899 ..... 4,024,049 08
ENSEMBLE 26,268,940 03
A annuler : Transport à l'exercice 1899 par décrets 6,032,723f 72c
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses ..... 1,263,998 80 } 7,296,722 52
18,972,217 51

Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900 :
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par le décret du 3 mai 1898 ..... 8,000,000 00
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par le décret du 3 mai 1898 ..... 6,000,000f 00c
Annulation en vertu du décret du 24 janvier 1899 pour report à l'exercice 1899 ..... 6,050,699 04 } 1,949,300 96
A annuler : Projet de loi de règlement de l'exercice 1898. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses 50,699 04
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage :
Report de 1897 ..... 169,467f 80c
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1898 ..... 2,204,428 44 } 2,374,894 44
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1899 ..... 998 20
Annulation. — Transport à 1899 par décrets des 19 et 30 juin 1899 ..... 45,072 84 } 2,329,821 60
Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883.
Loi du 20 avril 1898 ..... 2,500,000f 00c
Loi du 22 juillet 1898 ..... 2,000,000 00 } 4,500,000f 00c
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1898 ..... 10,215,000 00
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1899 ..... 2,725,000 00 } 17,440,000 00
A annuler : Projet de loi de règlement de l'exercice 1898. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses ..... 1,900,000 00 } 15,540,000 00
Produits accessoires du service de trésorerie 110 36
Reversements par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État 171,148 14
Reversements par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État pour avances faites en exécution de la convention du 8 mars 1886. (Suppression du passage à niveau du chemin de fer de ceinture de Paris (rive droite) 1,100 25
38,963,698 82

(11) Loi du 23 décembre 1898. — Remboursement par le Gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la Justice française en Tunisie 30,484f 44c
Loi du 30 mars 1899. — Même compte. — A ajouter 4,000 00
34,484 44
Loi du 29 juin 1899. — Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie français en Tunisie 5,400 00
TOTAL 39,884 44

(12) Loi du 29 juin 1899. — Remboursement par le Gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie. — A annuler 36,300f 00c

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (ALGÉRIE.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de la réalisation des ressources affectées à divers services.		MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés par des lois, des décrets ou des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1898.		ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte définitif du budget général de l'exercice 1898.
		Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes	3,666,207 00	"	"	"	"	"	"	3,666,207 00
Taxes assimilées aux contributions directes	222,245 00	"	"	"	"	"	"	222,245 00
Contributions arabes, principal et centimes d'État	8,027,055 00	"	"	"	"	"	"	8,027,055 00
Produits de l'enregistrement	3,396,100 00	"	"	"	"	"	"	3,396,100 00
Produits du timbre	4,155,100 00	"	"	"	"	"	"	4,155,100 00
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	212,600 00	"	"	"	"	"	"	212,600 00
Produits des douanes	11,999,000 00	"	"	"	"	"	"	11,999,000 00
Produits des contributions diverses	6,897,000 00	"	"	"	"	"	"	6,897,000 00
TOTAL des impôts et revenus	38,575,307 00	"	"	"	"	"	"	38,575,307 00
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits des monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	963,400 00	"	"	"	"	"	"	963,400 00
Produits des postes	3,021,100 00	"	"	"	"	"	"	3,021,100 00
Produits des télégraphes	1,338,520 00	"	"	"	"	"	"	1,338,520 00
Produits des téléphones	112,100 00	"	"	"	"	"	"	112,100 00
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,435,120 00	"	"	"	"	"	"	5,435,120 00
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,106 200 00	"	"	"	"	(1) 1,029,668 96	"	3,135,868 96
Produits des forêts	2,046,900 00	"	"	"	"	"	"	2,046,900 00
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	4,153,100 00	"	"	"	"	1,029,668 96	"	5,182,768 96
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	1,625,320 00	"	"	"	"	"	"	1,625,320 00
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	3,698,305 00	"	"	"	"	"	"	3,698,305 00
Recettes d'ordre proprement dites	"	(2) 2,344,412 11	"	"	"	"	"	2,344,412 11
TOTAL des recettes d'ordre	3,698,305 00	2,344,412 11	"	"	"	"	"	6,042,717 11
TOTAL des recettes du budget général. (Algérie.)	53,487,152 00	2,344,412 11	"	"	"	1,029,668 96	"	56,861,233 07
		2,344,412f 11c		"		1,029,668f 96c		
		Résultat en augmentation : 3,374,081f 07c						

RÉCAPITULATION :

France	3,380,626,031 00	38,972,833 95	"	633,823 07	"	2 704,749 15	36,300 00	3,422,901,137 17
Algérie	53,487,152 00	2,344,412 11	"	"	"	1,029,668 96	"	56,861,233 07
TOTAL	3,434,113,183 00	41,317,246 06	"	633,823 07	"	3,734,418 11	36,300 00	3,479,762,370 24
		41 317,246f 06c		633,823f 07		3,698,118f 11c		
		Résultat en augmentation : 3,649,187f 24c						

(1) Loi du 20 avril 1898. — Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation des services militaires en Algérie :

Report de 1897	30,000f 00c	
Loi du 22 juillet 1898. Même compte	310,000 00	
ENSEMBLE	340,000 00	316,994f 73c
A annuler :		
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	23,005 27	

Loi du 20 avril 1898. — Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893.

Report de 1897	129,766f 34c	
Loi du 20 avril 1898. — Même compte	625,551 62	
ENSEMBLE	755,317 96	712,674 23
A annuler :		
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898. — Ressources égales aux crédits non consommés par les dépenses	42,643 73	
		1,029,668 96

(2) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public.

Report de 1897	265,462f 73c	
Crédits ouverts sur l'exercice 1897 par des décrets rendus pendant l'année 1897	3,072,047 77	
Crédits ouverts sur l'exercice 1898 par des décrets rendus pendant l'année 1899	58,208 99	
ENSEMBLE	3,395,719 49	2,344,412f 11c
A annuler : Transport par décret à 1899	1,051,307 38	

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (FRANCE.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau, page 219 à 234 du projet de loi de règlement de l'exercice 1898.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 13 avril 1898.) A reporter page 408.	MODIFICATIONS SPÉCIALES résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services. A reporter page [illegible]
1	2	3
	francs.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.		
Ministère des finances	(A) 1,255,748,884	"
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.		
Ministère des finances	13,621,175	"
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.		
Ministère des finances	19,692,910	"
Ministère de la justice	35,028,033	"
Ministère des affaires étrangères	15,299,800	"
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	75,314,545	"
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Cultes	43,065,553	"
Ministère de la guerre. — 1re section. — Dépenses ordinaires	615,554,237	"
Ministère de la guerre. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	24,433,750	"
Ministère de la marine	286,955,006	"
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique	198,849,098	"
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Beaux-arts	15,481,385	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	33,763,775	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	2,166,253	"
Ministère des colonies	91,635,480	"
Ministère de l'agriculture	29,861 358	144,646 [illegible]
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	77,773,000	"
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	105,711,494	"
TOTAUX	1,670,585,677	144,646 [illegible]
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.		
Ministère des finances	194,107,918	"
Ministère des affaires étrangères	60,000	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	171,452,034	"
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,949,583	"
TOTAUX	379,569,535	"
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.		
Ministère des finances	32,219,000	"
Ministère de l'intérieur	1.438,000	"
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, — 2e section. — Postes et télégraphes	6,469,000	"
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	28,162	"
TOTAUX	40,L54,162	"
TOTAUX GÉNÉRAUX (France)	3,359,679,433	144,646 [illegible]

(A) Les chiffres de cette colonne ont été obtenus en tenant compte des transports suivants : 1° Des Colonies à la Marine : 3,060 francs (personnel médical, etc), décret du 22 avril 1898 ; 2° de la Marine aux Colonies : 5,000 francs (archives de médecine), décret du 25 mai 1898 ; 3° de l'instruction publique au Commerce 28,981 francs (école de Béziers, 15,156 fr.; école de Mazamet, 13,825 fr.), décrets des 12 mai et 28 décembre 1898.

§ 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES FONDS DE CONCOURS DE DIVERSES NATURES.

1° CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES.						2° CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS de l'Exposition de 1900.			TOTAUX DES COLONIES 9 et 12 à reporter page 406.
Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1898.	Crédits reportés de l'exercice 1897 par décrets.	Crédits reportés de l'exercice 1897 par lois.	Crédits transportés à l'exercice 1899. par décrets.	Crédits transportés à l'exercice 1899. par lois.	TOTAUX NETS des crédits de fonds de concours ordinaires.	Crédits ouverts par décrets.	Crédits reportés aux exercices suivants.	TOTAUX NETS des crédits de fonds de concours de l'Exposition de 1900.	
4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
150,000 00	2,023 26	"	19,782 63	"	132,240 63	"	"	"	132,240 63
243,404 42	18,391 40	"	30,413 47	"	231,382 35	"	"	"	231,382 35
378,828 76	168,728 55	"	200,437 62	"	347,119 69	"	"	"	347,119 69
328,150 50	288,485 29	"	439,404 84	"	177,230 95	"	"	"	177,230 95
169,400 00	152,684 00	"	303,067 80	"	19,016 20	"	"	"	19,016 20
380,960 81	"	"	"	"	380,960 81	"	"	"	380,960 81
227,444 33	125,373 06	"	60,954 06	"	291,863 33	"	"	"	291,863 33
15,695 00	"	"	"	"	15,695 00	8,000,000	6,000,000	2,000,000	2,015,695 00
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
36,500 00	1,674 73	"	24,021 43	"	14,153 30	"	"	"	14,153 30
58,733 33	"	"	"	"	58,733 33	"	"	"	58,733 33
913,741 44	191,928 37	"	288,409 11	"	817,260 70	"	"	"	817,260 70
12,569,188 57	2,469,718 16	489,190 31	1,561,538 05	"	(1)13,966,558 99	"	"	"	(1)13,966.558 99
15,472,047 16	3,419,006 82	489,190 31	2,928,029 01	"	16,452,215 28	8,000,000	6,000,000	2,000,000	18,452,215 28
159,303 53	573,499 33	"	561,580 26	"	171,222 60	"	"	"	171,222 60
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3,057,318 20	3,086,996 00	"	2,540,436 00	"	3,603,878 20	"	"	"	3,603,878 20
10,736 62	842 06	"	2,678 45	"	8,900 23	"	"	"	8,900 23
3,227,358 35	3,661,337 39	"	3,104:694 71	"	3,784,001 03	"	"	"	3,784,001 03
"	"	"		"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
18,699,405 51	7,080,344 21	489,190 31	6,032,723 72	"	20,236,216 31	8,000,000	6,000,000	2,000,000	22,236.216 31
	7,569,534f 52c		6,032,723f 72c						

(1) Y compris un crédit de 1,263,998 fr. 80 dont la réouverture est demandée au titre de l'exercice 1899, et dont l'annulation au titre de l'exercice 1898 est proposée dans le projet de loi de règlement de l'exercice 1898.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (FRANCE.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau, pages 219 à 234 du projet de loi de règlement de l'exercice 1898.)	SUITE DU 5° CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES FONDS DE CONCOURS DE DIVERSES NATURES. REPORT de la PAGE PRÉCÉDENTE Fonds de concours (Colonne 13.)	3° AVANCES DE LA BANQUE de France à titre de Fonds de concours Exposition universelle de 1900. Crédits ouverts par décrets.	4° CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES PRODUITS DU PRÉLÈVEMENT faits sur le pari mutuel en faveur de l'élevage. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1898.	Crédits reportés par décrets de l'exercice 1897.	Crédits transportés par décrets à l'exercice 1899.	TOTAUX nets des crédits de fonds de concours. (Pari mutuel.)	5° CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. VERSEMENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER en exécution des conventions de 1883. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1898.	Crédits reportés par lois de l'exercice 1897.	Crédits transportés par lois à l'exercice 1899.	TOTAL DES CRÉDITS de fonds de concours imputables sur des versements des compagnies de chemins de fer.	TOTAUX GÉNÉRAUX DES CRÉDITS additionnels imputables sur des fonds de diverses natures (Fonds de concours) à reporter page 408.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.											
Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.											
Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.											
Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère de la justice	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère des affaires étrangères	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re Section. — Intérieur	132,240 63	"	"	"	"	"	"	"	"	"	132,240 63
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e Section. — Cultes	231,382 35	"	"	"	"	"	"	"	"	"	231,382 35
Ministère de la guerre. — 1re Section. — Dépenses ordinaires	347,119 69	"	2,380 10	"	"	2,380 10	"	"	"	"	349,499 79
Ministère de la guerre. — 2e Section. — Dépenses extraordinaires	177,230 95	"	"	"	"	"	"	"	"	"	177,230 95
Ministère de la marine	19,016 20	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19,016 20
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re Section. — Instruction publique	380,960 81	"	"	"	"	"	"	"	"	"	380,960 81
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e Section. — Beaux-Arts	291,863 33	"	"	"	"	"	"	"	"	"	291,863 33
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re Section. — Commerce et industrie	2,015,695 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,015,695 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Postes et télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère des colonies	14,153 30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14,153 30
Ministère de l'agriculture	58,733 33	"	2,203,046 54	169,467 80	45,072 84	2,327,441 50	"	"	"	"	2,386,174 83
Ministère des travaux publics. — 1re Section. — Dépenses ordinaires	817,260 70	"	"	"	"	"	"	"	"	"	817,260 70
Ministère des travaux publics. — 2e Section. — Dépenses extraordinaires	13,966,558 99	"	"	"	"	"	12,940,000	4,500,000	"	(1) 17,440,000	31,406,558 99
TOTAUX	18,452,215 28	"	2,205,426 64	169,467 80	45,072 84	2,329,821 60	12,940,000	4,500,000	"	17,440,000	38,222,036 88
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.											
Ministère des finances	171,222 60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	171,222 60
Ministère des affaires étrangères	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, etc. — 2e section. — Postes et télégraphes	3,603,878 20	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,603,878 20
Ministère de l'agriculture. (Forêts)	8,900 23	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,900 23
TOTAUX	3,784,001 03	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,784,001 03
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.											
Ministère des finances	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère de l'intérieur	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère du commerce, etc. — 2e Section. — Postes et télégraphes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX GÉNÉRAUX (FRANCE.)	22,236,216 31	"	2,205,426 64	169,467 80	45,072 84	2,329,821 60	12,940,000	4,500,000	"	17,440,000	42,006,037 91

(1) Y compris un crédit de 1,900,088 francs dont la réouverture est demandée au titre de l'exercice 1899 et dont l'annulation au titre de l'exercice 1898 est proposée dans le projet de règlement de l'exercice de 1898.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

2e *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (FRANCE.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau pages 202 à 218 du projet de règlement de l'exercice 1898.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 13 avril 1898.) Report de la page 404. col. 2.	MODIFICATIONS SPÉCIALES résultant de la réalisation des ressources affectées à divers services. Report de la page 404. col. 3.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur des fonds de diverses natures. (Fonds de concours.) Report de la page 407. col. 12.	§ 2. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. VIREMENTS de chapitre à chapitre pour rappels d'arrérages et de dépenses de solde. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS ADDITIONNELS ouverts par des décrets spéciaux régularisés par des lois. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1898.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	CRÉDITS SERVANT DE BASE au règlement de l'exercice 1898 Col. 2, 3, 4 et 12.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.												
Ministère des finances	1,255,748,884	"	"	1,625,213 24	1,625,213 24	355,407 24	3,375,000 00	"	"	"	*A déd.* 3,019,592 76	1,252,729,291 24
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.												
Ministère des finances	13,621,175	"	"	"	"	244,589 00	"	"	"	"	244,589 00	13,865,764 00
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	19,692,910	"	"	"	"	474,963 10	"	"	"	9,389,503 45	9,864,466 55	29,557,376 55
Ministère de la justice	35,028,033	"	"	"	"	362,208 47	"	"	"	23,177 88	385,386 35	35,413,419 35
Ministère des affaires étrangères	15,299,800	"	132,240 63	"	"	1,257,059 27	"	100,000 00	"	838,092 19	2,195,151 46	17,494,951 46
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	75,314,545	"	231,382 35	"	"	1,682,731 92	"	"	"	901,746 36	2,584,478 28	78,031,263 91
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Cultes	43,065,553	"	349,499 79	414,414 24	414,414 24	11,009 15	"	"	"	287,849 42	298,858 57	43,595,793 92
Ministère de la guerre. — 1re section. — Dépenses ordinaires	615,554,237	"	177,230 95	"	"	19,258,654 91	4,390,000 00	"	"	(1) 4,315,230 40	19,183,885 31	635,087,622 10
Ministère de la guerre. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	24,433,750	"	19,016 20	902,579 32	902,579 32	3,915,387 55	893,900 00	"	"	805,752 79	3,827,240 34	28,438,221 29
Ministère de la marine	286,955,006	"	380,960 81	"	"	20,485,175 79	7,153,700 00	"	"	693,879 78	14,025,355 57	300,999,377 77
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique	198,849,098	"	291,863 33	"	"	3,163,164 87	411,000 00	"	"	263,589 84	3,015,754 71	202,245,813 52
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Beaux-arts	15,481,385	"	2,015,695 00	"	"	2,687,810 84	"	"	"	815,405 50	3,503,216 34	19,276,464 67
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	33,763,775	"	"	"	"	13,011,647 09	"	"	"	601,500 09	13,613,147 18	49,392,617 18
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	2,166,253	"	14,153 30	25,286 92	25,286 92	2,482 48	"	"	"	406,754 92	409,237 40	2,575,490 40
Ministère des colonies	91,035,480	"	2,386,174 83	"	"	15,528,475 64	900,000 00	"	"	10,157,899 15	24,786,374 79	116,436,008 09
Ministère de l'agriculture	29,861,358	144,646 88	817,260 70	"	"	654,204 02	14,000 00	"	"	240,481 79	880,685 81	33,272,865 52
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	77,773,000	"	31,406,558 99	"	"	745,500 82	"	"	"	665,198 35	1,410,699 17	80,000,959 87
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	105,711,494	"		"	"	9,197,966 02	200,000 00	"	"	"	8,997,966 02	146,116,019 01
TOTAUX	1,670,585,677	144,646 88	38,222,036 88	1,342,280 48	1,342,280 48	92,438,441 94	13,962,600 00	100,000 00	"	30,406,061 91	108,981,903 85	1,817,934,264 61
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, ETC.												
Ministère des finances	194,107,918	"	171,222 60	"	"	5,879,753 27	1,333,000 00	"	"	"	4,546,753 27	198,825,893 87
Ministère des affaires étrangères	60,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000 00
Ministère du commerce, etc. — 2e section. — Postes et télégraphes	171,452,034	"	3,603,878 20	"	"	3,866,449 78	"	"	"	"	3,866,449 78	178,922,361 98
Ministère de l'agriculture. (Forêts)	13,949,583	"	8,900 23	"	"	35,000 00	"	"	"	"	35,000 00	13,993,483 23
TOTAUX	379,569,535	"	3,784,001 03	"	"	9,781,203 05	1,333,000 00	"	"	"	8,448,203 05	391,801,739 08
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.												
Ministère des finances	32,219,000	"	"	"	"	3,486,086 24	"	"	"	"	3,486,086 24	35,705,086 24
Ministère de l'intérieur	1,438,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,438,000 00
Ministère du commerce, etc. — 2e section. — Postes et télégraphes	6,469,000	"	"	"	"	770,000 00	"	"	"	"	770,000 00	7,239,000 00
Ministère de l'agriculture. (Forêts)	28,162	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	28,162 00
TOTAUX	40,154,162	"	"	"	"	4,256,086 24	"	"	"	"	4,256,086 24	44,410,248 24
TOTAUX GÉNÉRAUX (FRANCE)	3,359,679,433	144,646 88	42,006,037 91	2,967,493 72	2,967,493 72	107,075,727 47	18,670,600 00	100,000 00	"	30,406,061 91	118,911,189 38	3,520,741,307 17
		42,150,684f 79c		"		88,405,127f 47c		100,000 00				

(1) Y compris des payements de 214,973 fr. 84 se référant au compte spécial de l'expédition de Madagascar.
(2) Y compris des payements de 317,384 fr. 71 se référant au compte spécial de l'expédition de Madagascar.

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (ALGÉRIE.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir le développement à l'appui du présent tableau, pages 236 à 242 du projet de loi du règlement de l'exercice 1898.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 13 avril 1898.)	§ 1er. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. Crédits ouverts par décrets à l'exercice 1898.	Crédits reportés de l'exercice 1897 par décrets.	Crédits reportés de l'exercice 1897 par lois.	Crédits transportés à l'exercice 1899 par décrets.	Crédits transportés à l'exercice 1899 par lois.	TOTAL des crédits imputables sur ressources de diverses natures.	§ 2. — CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Diminutions.	CRÉDITS OUVERTS par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Augmentations.	CRÉDITS OUVERTS par des décrets spéciaux régularisés par la loi. Diminutions.	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1898.	TOTAUX GÉNÉRAUX des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	CRÉDITS SERVANT DE BASE au règlement de l'exercice 1898.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
3e PARTIE. SERVICES GÉNÉRAUX.														
Ministère des finances	559,450 00	"	"	"			"	338 01	"	"	"	32,581 20	32,919 21	592,369 21
Ministère de la justice	2,622,250 00	"	"	"	"	"	"	135,522 00	"	"	"	237 50	135,759 50	2,758,009 50
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Intérieur. — 1re section. — § 1er. — Justice musulmane	126,050 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	250 00	250 00	126,300 00
§ 2. — Culte musulman	297,430 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,300 00	1,300 00	298,730 00
§ 3. — Intérieur	12,347,519 00	81,703 32	52,949 20	"	72,947 38	"	61,705 14	51,913 00	"	35,360 00	"	543,931 19	631,204 19	13,040,428 33
§ 4. — Instruction publique indigène	102,970 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	102,970 00
§ 5. — Beaux-arts	235,000 00	1,000 00	"	"	"	"	1,000 00	"	"	"	"	4,707 20	4,707 20	240,707 20
§ 6. — Commerce et industrie	73,775 00	"	"	"	"	"	"	14,000 00	"	"	"	737 10	14,737 10	88,512 10
§ 7. — Agriculture	1,724,750 00	31,800 00	"	"	21,414 78	"	10,385 22	1,390,124 11	"	"	"	14,844 24	1,404,968 35	3,140,103 57
§ 8. — Travaux publics	9,465,000 00	640,982 40	"	"	260,263 42	"	380,718 98	30,898 96	"	"	"	3,040 09	33,939 05	9,879,658 03
2e section. — Cultes	961,070 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,035 00	2,035 00	963,105 00
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique	6,200,488 00	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00	"	"	"	"	9,817 93	9,817 93	6,310,305 93
2e section. — Beaux-Arts	88,400 00	17,800 00	"	"	"	"	17,800 00	"	"	"	"	"	"	106,200 00
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	120,000 00	"	"	"	"	"	"	117 10	"	"	"	"	117 10	120,117 10
2e section. — Postes et télégraphes.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	523 32	523 32	523 32
Ministère de l'agriculture	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6,487 49	6,487 49	6,487 49
Ministère des travaux publics	22,041,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	22,041,000 00
TOTAUX	56,965,152 00	873,285 72	52,949 20	"	354,625 58	"	571,609 34	1,622,913 18	"	35,360 00	"	620,492 26	2,278,765 44	59,815,526 78
4e PARTIE. FRAIS DE RÉGIE.														
Ministère des finances	6,727,008 00	30,428 03	11,474 55	"	10,909 38	"	30,993 20	3,000 00	3,000 00	"	"	"	"	6,758,001 20
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	5,847,412 00	56,899 30	186,410 00	"	209,070 00	"	34,239 50	20,443 00	"	"	"	"	20,443 00	5,902,094 50
Ministère de l'agriculture	3,108,590 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,108,590 00
TOTAUX	15,683,010 00	87,327 53	197,884 55	"	219,979 38	"	65,232 70	23,443 00	3,000 00	"	"	"	20,443 00	15,768,685 70
5e PARTIE. REMBOURSEMENTS.														
Ministère des finances	850,800 00	2,169,643 51	14,628 98	"	476,702 42	"	1,707,570 07	"	"	"	"	"	"	2,558,370 07
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	240,000 00
TOTAUX	1,090,800 00	2,169,643 51	14,628 98	"	476,702 42	"	1,707,570 07	"	"	"	"	"	"	2,798,370 07
TOTAUX GÉNÉRAUX	73,738,962 00	3,130,256 76	265,462 73	"	1,051,307 38		2,344,412 11	1,646,356 18	3,000 00	35,360 00	"	620,492 26	2,299,208 44	78,382,582 55
			265,462f 73c		1,051,307f 38c			1,643,356f 18c		35,360f 00c				

RÉCAPITULATION DES RECETT DU BUDGET GÉNÉRAL. (France.)

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION — ÉVALUATIONS des produits.	SITUATION — PRODUITS résultant des droits const	RECETTES — RECOUVREMENTS effectués sur les droits constatés.	RECETTES — RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	RÈGLEMENT DES RECETTES — EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	RÈGLEMENT DES RECETTES — EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	RÈGLEMENT DES RECETTES — PRODUITS définitifs de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes et centimes d'Etat	456,327,386f 00c	467,376,68	467,376,683f 81c	"	11,049,297f 81c	"	467,376,683f 81c	
Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	37,089,832 00	38,018,663	38,018,663 39	"	928,831 39	"	38,018,663 39	
Produits de l'enregistrement	508,656,100 00	533,615,63	533,064,458 68	551,172f 85c	24,408,358 68	"	533,064,458 68	
Produits du timbre	177,905,622 00	192,889,88	192,889,888 68	2 40	14,984,266 68	"	192,889,888 68	
Impôt sur les opérations de bourse	5,053,000 00	5,101,14	5,101,144 80	"	48,144 80	"	5,101,144 80	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	69,126,000 00	70,186,56	70,186,425 39	160 00	1,060,425 39	"	70,186,425 39	
Produits des douanes	461,845,600 00	498,596,44	492,515,500 01	6,080,942 35	30,669,900 01	"	492,515,500 01	
Produits des contributions indirectes	606,177,220 00	653,496,34	642,953,832 40	10,542,510 39	36,776,612 40	"	642,953,832 40	
Sucres	192,653,500 00	182,400,90	181,820,463 07	580,439 78	"	10,843,036 93	181,820,463 07	
Total des impôts et revenus	2,514,844,260 00	2,641,682,28	2,623,927,060 23	17,755,227 77	119,925,837 16	10,843,036f 93c	2,623,927,060 23	
					109,082,800f 23c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
FRANCE.								
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	432,926,500f 00c	446,734,70	446,666,606f 20c	68,102f 00c	13,740,106f 20c	"	446,666,606f 20c	
Produits des postes	180,748,400 00	193,426,83	193,408,527 74	18,325 33	12,660,127 74	"	193,408,527 74	
Produits des télégraphes	38,206,200 00	39 753,69	39,254,262 55	499,435 75	1,048,062 55	"	39,254,262 55	
Produits des téléphones	11,841,600 00	12,536,31	12,535,486 18	861 72	693,886 18	"	12,535,486 18	
Produits de diverses exploitations	15,933,500 00	18,354,35	18,354,545 17	"	2,421,045 17	"	18,354,545 17	
Total	679,656,200 00	710,806,15	710,219,427 84	586,724 80	30,563,227 84	"	710,219,427 84	
					30,563,227f 84c			
COLONIES.								
Produits de diverses exploitations	213,000 00	406,47	324,290 31	82,184 58	111,290f 31c	"	324,290 31	
					111,290 31c			
Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	679,869,200 00	711,212,62	710,543,718 15	668,909 38	30,674,518f 15c	"	710,543,718 15	
					30,674,518f 15c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	27,193,527f 59c	24,220,36	23,229,853f 52c	990,510f 48c	"	3,963,674f 07c	23,229,853f 52c	
Produits des forêts	30,198,620 00	31,052,83	30,783,407 96	269,428 48	584,787f 96c	"	30,783,407 96	
Total des produits et revenus du domaine de l'État	57,392,147 59	55,273,20	54,013,261 48	1,259,938 96	584,787 96	3,963,674 07	54,013,261 48	
					3,378,886f 11c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	57,486,201f 29c	60,371,11	60,297,029f 45c	74,081f 79c	2,810,828f 16c	"	60,297,029f 45c	
					2,810,828f 16c			
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	7,600,000f 00c	6,774,73	6,774,730f 00c	"	"	825,270f 00c	6,774,730f 00c	
					825,270f 00c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	61,729,031f 03c	63,658,44	62,288,555f 35c	1,369,925f 97c	559,524f 32c	"	62,288,555f 35c	
Recettes d'ordre proprement dites	43,980,297 26	44,174,18	43,937,066 34	237,054 13	"	43,230f 92c	43,937,066 34	
Total des recettes d'ordre	105,709,328 29	107,832,61	106,225,621 69	1,606,980 10	559,524 32	43,230 92	106,225,621 69	
					516,293f 40c			
Total des recettes du Budget général (France)	3,422,901,137f 17c	3,583,146,35	3,561,781,421f 00c	21,365,138f 00c	154,555,495f 75c	15,675,211f 92c	3,561,781,421f 00c	
					138,880,283f 83c			

PRODUITS ET REVENUS.	SITUATION DES RECETTES.				RÈGLEMENT DES RECETTES.			OBSERVATIONS.
	ÉVALUATIONS des produits.	PRODUITS résultant des droits constatés.	RECOUVREMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTES à recouvrer sur les droits constatés.	EXCÉDENT des produits recouvrés sur les évaluations.	EXCÉDENT des évaluations sur les produits recouvrés.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1898.	
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)								
§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes	3,666,207f 00c	3,724,605f 88c	3,724,605f 88c	"	58,398f 88c	"	3,724,605f 88c	
Taxes assimilées aux contributions directes	222,245 00	196,706 08	196,706 08	"	"	25,538f 92c	196,706 08	
Contributions arabes (principal et centimes d'État)	8,027,055 00	8,073,283 35	7,968,417 12	104,866f 23c	"	58,637 88	7,968,417 12	
Produits de l'enregistrement	3,396,100 00	3,960,297 72	3,945,197 13	15,100 59	549,097 13	"	3,945,197 13	
Produits du timbre	4,155,100 00	4,251,902 66	4,251,902 66	"	96,802 66	"	4,251,902 66	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc	212,600 00	205,365 46	205,365 46	"	"	7,234 54	205,365 46	
Produits des douanes	11,999,000 00	13,364,025 76	13,362,600 76	1,425 00	1,363,600 76	"	13,362,600 76	
Produits des contributions diverses	6,897,000 00	7,371,485 32	6,869,699 47	501,786 05	"	27,300 53	6,869,699 47	
TOTAL des impôts et revenus	38,575,307 00	41,147,672 43	40,524,494 56	623,177 87	2,067,899 43	118,711 87	40,524,494 56	
					1,949,187f 56c			
§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses	963,400f 00c	797,892f 37c	797,892f 37c	"	"	165,507f 63c	797,892f 37c	
Produits des postes	3,021,100 00	3,151,518 21	3,151,518 21	"	130,418f 21c	"	3,151,518 21	
Produits des télégraphes	1,338,520 00	1,463,899 19	1,463,899 19	"	125,379 19	"	1,463,899 19	
Produits des téléphones	112,100 00	108,671 56	108,671 56	"	"	3,428 44	108,671 56	
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,435,120 00	5,521,981 33	5,521,981 33	"	255,797 40	168,936 07	5,521,981 33	
					86,861f 33c			
§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	3,135,868f 96c	4,405,929f 57c	3,355,510f 70c	1,050,411f 87c	219,641f 74c	"	3,355,510f 70c	
Produits des forêts	2,046,900 00	1,883,347 53	1,776,045 22	107,302 28	"	270,854f 78c	1,776,045 22	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	5,182,768 96	6,289,270 07	5,131,555 92	1,157,714 15	219,641 74	270,854 78	5,131,555 92	
					51,213f 04c			
§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	1,625,320f 00c	1,034,984f 70c	1,034,984f 70c	"	"	590,335f 30c	1,034,984f 70c	
					590,335f 30c			
§ 6. RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	3,698,305f 00c	3,608,037f 96c	3,608,037f 96c	"	"	90,267f 04c	3,608,037f 96c	
Recettes d'ordre proprement dites	2,344,412 11	2,344,412 11	2,344,412 11	"	"	"	2,344,412 11	
TOTAL des recettes d'ordre	6,042,717 11	5,952,450 07	5,952,450 07	"	"	90,267 04	5,952,450 07	
					90,267f 04c			
TOTAL des recettes du Budget général (Algérie)	56,861,233f 07c	59,946,358f 60c	58,165,466f 58c	1,780,892f 02c	2,543,338f 57c	1,239,105f 06c	58,165,466f 58c	
					1,304,233f 51c			
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL.								
FRANCE	3,422,901,137f 17c	3,583,146,559f 00c	3,561,781,421f 00c	21,365,138f 00c	154,555,495f 75c	15,675,211f 92c	3,561,781,421f 00c	
ALGÉRIE	56,861,233 07	59,946,358 60	58,165,466 58	1,780,892 02	2,543,338 57	1,239,105 06	58,165,466 58	
TOTAL des recettes du Budget général	3,479,762,370 24	3,643,092,917 60	3,619,946,887 58	23,146,030 02	157,098,834 32	16,914,316 98	3,619,946,887 58	
					140,184,517f 34c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.
Règlement définitif des Dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice.

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES. Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres — pour les dépenses propres à l'exercice 1898.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	Total des payements.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS. Restes à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits complémentaires accordés pour l'excédent des dépenses sur les crédits.	Crédits annulés. — Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses, annulés (sauf réouverture aux exercices suivants par des lois spéciales).	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)												
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.												
Ministère des finances	1,252,729,291f24	1,247,562,143f61	1,237,663,870f97	"	1,237,663,870f97	9,898,272f 64c	"	"	5,167,147f 63c	9,898,272f 64c	1,237,663,870f97	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.												
Ministère des finances	13,865,764 00	13,865,764 00	13,865,764 00	"	13,865,764 00	"	"	"	"	"	13,865,764 00	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	29,557,376 55	29,229,205 59	19,832,626 61	9,389,503f45	29,222,130 06	7,075 53	"	"	328,170 96	7,075 53	29,222,130 06	
Ministère de la justice	35,413,419 35	35,219,848 44	35,188,335 39	23,177 88	35,211,513 27	8,335 17	"	"	193,570 91	8,335 17	35,211,513 27	
Ministère des affaires étrangères	17,494,951 46	17,292,641 48	15,715,027 51	838,092 19	16,553,119 70	739,521 78	"	"	202,309 98	739,521 78	16,553,119 70	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re SECTION. — Service de l'intérieur	78,031,263 91	74,991,581 10	73,862,995 20	901,746 36	74,764,741 56	226,839 54	"	"	3,039,682 81	226,839 54	74,764,741 56	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e SECTION. — Service des cultes	43,595,793 92	43,026,898 39	42,490,655 41	287,849 42	42,778,504 83	248,393 56	"	"	568,895 53	248,393 56	42,778,504 83	
Ministère de la guerre. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	635,087,622 10	631,370,538 93	626,254,789 43	4,315,230 40	630,570,019 83	800,519 10	"	120,217f12c	3,596,866 05	800,519 10	630,570,019 83	
Ministère de la guerre. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	28,438,221 29	28,121,059 15	27,202,640 83	805,752 79	28,008,393 62	112,665 53	"	"	317,162 14	112,665 53	28,008,393 62	
Ministère de la marine	300,999,377 77	290,481,995 71	288,969,525 11	693,879 78	289,663,404 89	818,590 82	"	"	10,517,382 06	818,590 82	289,663,404 89	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	202,245,813 52	201,190,769 74	198,814,513 86	263,589 84	199,078,103 70	2,112,666 04	"	"	1,055,043 78	2,112,666 04	199,078,103 70	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e SECTION. — Service des beaux-arts	19,276,464 67	17,006,976 93	15,342,588 38	815,405 50	16,157,993 88	848,983 05	"	"	2,269,487 74	848,983 05	16,157,993 88	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	49,392,617 18	48,475,575 60	47,343,671 73	601,500 09	47,945,171 82	530,403 78	"	50,699 04	866,342 54	530,403 78	47,945,171 82	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,575,490 40	2,574,427 55	2,165,130 61	406,754 92	2,571,885 53	2,542 02	"	"	1,062 85	2,542 02	2,571,885 53	
Ministère des colonies	116,436,008 09	112,079,016 19	101,378,898 47	10,157,899 15	111,536,797 62	542,218 57	"	"	4,356,991 90	542,218 57	111,536,797 62	
Ministère de l'agriculture	33,272,865 52	31,427,212 45	31,103,505 44	240,481 79	31,343,987 23	83,225 22	"	"	1,845,653 07	83,225 22	31,343,987 23	
Ministère des travaux publics. — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	80,000,959 87	79,338,267 56	78,609,015 44	665,198 35	79,274,213 79	64,053 77	"	"	662,692 31	64,053 77	79,274,213 79	
Ministère des travaux publics. — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	146,116,019 01	138,498,378 82	137,259,817 06	"	137,259,817 06	1,238,561 76	"	3,163,998 80	4,453,641 39	1,238,561 76	137,259,817 06	
	1,817,934,264 61	1,780,324,393 63	1,741,533,736 48	30,406,061 91	1,771,939,798 39	8,384,595 24	"	3,334,914 96	34,274,956 02	8,384,595 24	1,771,939,798 39	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	198,825,893 87	196,493,799 10	196,482,711 02	"	196,482,711 02	11,088 08	"	"	2,332,094 77	11,088 08	196,482,711 02	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	59,727 00	58,630 05	"	58,630 05	1,096 95	"	"	273 00	1,096 95	58,630 05	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	178,922,361 98	175,529,477 12	174,753,431 05	"	174,753,431 05	776,046 07	"	"	3,392,884 86	776,046 07	174,753,431 05	
Ministère de l'agriculture	13,993,483 23	13,614,358 47	13,530,098 27	"	13,530,098 27	84,260 20	"	"	379,124 76	84,260 20	13,530,098 27	
	391,801,739 08	385,697,361 69	384,824,870 39	"	384,824,870 39	872,491 30	"	"	6,104,377 39	872,491 30	384,824,870 39	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.												
Ministère des finances	35,705,086 24	34,570,313 71	34,570,313 71	"	34,570,313 71	"	"	"	1,134,772 53	"	34,570,313 71	
Ministère de l'intérieur	1,438,000 00	1,109,006 15	1,109,006 15	"	1,109,006 15	"	"	"	328,993 85	"	1,109,006 15	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	7,239,000 00	7,210,342 65	7,210,342 65	"	7,210,342 65	"	"	"	28,657 35	"	7,210,342 65	
Ministère de l'agriculture	28,162 00	11,250 90	11,231 45	"	11,231 45	19 45	"	"	16,911 10	19 45	11,231 45	
	44,410,248 24	42,900,913 41	42,900,893 96	"	42,900,893 96	19 45	"	"	1,509,334 83	19 45	42,900,893 96	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,520,741,307 17	3,470,350,576 34	3,420,789,135 80	30,406,061 91	3,451,195,197 71	19 155,378 63	"	3,334,914 96	47,055,815 87	19,155,378 63	3,451,195,197 71	
								69,546,109f46c				
							69,546,109f 46c					

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.
Règlement définitif des Dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice.

MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION DES DÉPENSES. Crédits accordés pour le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. Droits constatés au profit des créanciers de l'État.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres. pour les dépenses propres à l'exercice 1898.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	Total des payements.	Restes à payer à la clôture de l'exercice.	RÈGLEMENT DES CRÉDITS. Crédits complémentaires accordés pour l'excédent des dépenses sur les crédits.	Crédits annulés. Crédits gagés par des ressources de diverses natures et non consommés par les dépenses, annulés (sauf réouverture aux exercices suivants par des lois spéciales).	Crédits non consommés par les dépenses, annulés définitivement.	Crédits non consommés par les payements, représentant les dépenses restant à payer à la clôture de l'exercice.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)												
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	592,369f21	584,387f86	551,780f71	32,581f20	584,361f91	25f 95c	"	"	7,981f 35c	25f 95c	584,361f91	
Ministère de la justice	2,758,009 50	2,730,951 20	2,728,341 25	237 50	2,728,578 75	2,372 45	"	"	27,058 30	2,372 45	2,728,578 75	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — Service de l'intérieur. — 1re SECTION. — Justice musulmane.	126,300 00	123,370 90	122,745 90	250 00	122,995 90	375 00	"	"	2,929 10	375 00	122,995 90	
2e SECTION. — Culte musulman	298,730 00	295,755 32	289,505 15	1,300 00	290,805 15	4,950 17	"	"	2,974 68	4,950 17	290,805 15	
3e SECTION. — Intérieur	13,040,428 33	12,893,752 77	12,162,452 44	543,931 19	12,706,383 63	187,369 14	"	"	146,675 56	187,369 14	12,706,383 63	
4e SECTION. — Instruction publique indigène	102,970 00	98,130 72	98,130 72	"	98,130 72	"	"	"	4,839 28	"	98,130 72	
5e SECTION. — Beaux-Arts	240,707 20	236,608 13	230,852 59	4,707 20	235,559 79	1,048 34	"	"	4,099 07	1,048 34	235,559 79	
6e SECTION. — Commerce et industrie	88,512 10	87,001 43	86,26433	737 10	87,001 43	"	"	"	1,510 67	"	87,001 43	
7e SECTION. — Agriculture	3,140,103 57	2,861,301 93	2,824,071 51	14,844 24	2,838,915 75	22,386 18	"	"	278,801 64	22,386 18	2,838,915 75	
8e SECTION. — Travaux publics	9,879,658 03	9,860,648 36	9,842,838 43	3,040 09	9,845,878 52	14,769 84	"	"	19,009 67	14,769 84	9,845,878 52	
Service des cultes	963,105 00	887,451 09	885,314 30	2,035 00	887,349 30	101 79	"	"	75,653 91	101 79	887,349 30	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	6,310,305 93	5,794,596 66	5,780,494 37	9,817 93	5,790,312 30	4,284 36	"	"	515,709 27	4,284 36	5,790,312 30	
2e SECTION. — Service des beaux-arts	106,200 00	106,199 66	106,199 66	"	106,199 66	"	"	"	0 34	"	106,199 66	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	120,117 10	120,100 01	120,100 01	"	120,100 01	"	"	"	17 09	"	120,100 01	
2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	523 32	523 32	"	523 32	523 32	"	"	"	"	"	523 32	
Ministère de l'agriculture	6,487 49	6,487 49	"	6,487 49	6,487 49	"	"	"	"	"	6,487 49	
Ministère des travaux publics	22,041,000 00	22,000,000 00	22,000,000 00	"	22,000,000 00	"	"	"	41,000 00	"	22,000,000 00	
Total de la 3e Partie	59,815,526 78	58,687,266 85	57,829,091 37	620,492 26	58,449,583 63	237,683 22	"	"	1,128,259 93	237,683 22	58,449,583 63	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	6,758,001 20	6,620,798 90	6,611,953 94	"	6,611,953 94	8,844 96	"	"	137,202 30	8,844 96	6,611,953 94	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	5,902,094 50	5,627,700 64	5,625,659 43	"	5,625,659 43	2,041 21	"	"	274,393 86	2,041 21	5,625,659 43	
Ministère de l'agriculture	3,108,590 00	3,054,546 12	3,051,629 41	"	3,051,629 41	2,916 71	"	"	54,043 88	2,916 71	3,051,629 41	
Total de la 4e Partie	15,768,685 70	15,303,045 66	15,289,242 78	"	15,289,242 78	13,802 88	"	"	465,640 04	13,802 88	15,289,242 78	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.												
Ministère des finances	2,558,370 07	2,383,794 69	2,383,794 69	"	2,383,794 69	"	"	"	174,575 38	"	2,383,794 69	
Ministère de l'intérieur	240,000 00	217,786 22	217,786 22	"	217,786 22	"	"	"	22,213 78	"	217,786 22	
Total de la 5e Partie	2,798,370 07	2,601,580 91	2,601,580 91	"	2,601,580 91	"	"	"	196,789 16	"	2,601,580 91	
Total général	78,382,582 55	76,591,893 42	75,719,915 06	620,492 26	76,340,407 32	251,486 10	"	"	1,790,689 13	251,486 10	76,340,407 32	
									2,042,175f 23c			
							2,042,175f 23c					
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.												
France	3,520,741,307f17	3,470,350,576f34	3,420,789,135f80	30,406,061f91	3,451,195,197f71	19,155,378f 63c	"	3,334,914f 96c	47,055,815f 87c	19,155,378f63c	3,451,195,197f71	
Algérie	78,382,582 55	76,591,893 42	75,719,915 06	620,492 26	76,340,407 32	251,486 10	"	"	1,790,689 13	251,486 10	76,340,407 32	
Total général	3,599,123,889 72	3,546,942,469 76	3,496,509,050 86	31,026,554 17	3,527,535,605 03	19,406,864 73	"	3,334,914 96	48,846,505 00	19,406,864 73	3,527,535,605 03	
									71,588,284f 69c			
							71,588,284f 69c					

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Résultat du Budget général de l'exercice 1898.

FRANCE.

RECETTES.

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget général de l'exercice 1898 :

§ 1er. — Impôts et revenus	2,623,927,060f 23c	3,561,781,421f 00c
§ 2. — Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	710,543,718 15	
§ 3. — Produits et revenus du domaine de l'État	54,013,261 48	
§ 4. — Produits divers du budget	60,297,029 45	
§ 5. — Ressources exceptionnelles	6,774,730 00	
§ 6. — Recettes d'ordre	106,225,621 69	

DÉPENSES.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget général de l'exercice 1898 :

1re Partie. — Dette publique	1,237,663,870f 97c	3,451,195,197 71
2e Partie. — Pouvoirs publics	13,865,764 00	
3e Partie. — Services généraux des ministères	1,771,939,798 39	
4e Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	384,824,870 39	
5e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	42,900,893 96	
Excédent de recette du budget général		110,586,223 29

ALGÉRIE.

RECETTES.

Recouvrements effectués sur droits constatés au profit du budget général de l'exercice 1898 :

§ 1er. Impôts et revenus	40,524,494f 56c	58,165,466f 58c
§ 2. Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,521,981 33	
§ 3. Produits et revenus du domaine de l'État	5,131,555 92	
§ 4. Produits divers du budget	1,034,984 70	
§ 6. Recettes d'ordre	5,952,450 07	

DÉPENSES.

Payements effectués sur les droits constatés à la charge du budget général de l'exercice 1898 :

3e Partie. Services généraux des ministères	58,449,583 63	76,340,407 32
4e Partie. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	15,289,242 78	
5e Partie. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	2,601,580 91	
Excédent de dépense du budget général		18,174,940 74

RÉSULTAT DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1898.

Recette	France	3,561,781,421f 00c	
	Algérie	58,165,466 58	
	Total	3,619,946,887 58	3,619,946,887f 58c
Dépense	France	3,451,195,197 71	
	Algérie	76,340,407 32	
	Total	3,527,535,605 03	3,527,535,605 03
	Excédent de recette du budget général		92,411,282 55

COMPTE PROVISOIRE

DU

BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

NOTE

SUR

LE COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

Le budget de l'exercice 1899 a été l'objet de deux lois distinctes :

Celle du 21 juillet 1898 relative aux Contributions directes, et celle du 30 mai 1899 qui a déterminé les besoins et les voies et moyens du budget général pour l'exercice 1899.

On va présenter la situation provisoire de l'exercice 1899 en suivant l'ordre et la forme prescrits par cette dernière loi.

BUDGET GÉNÉRAL.

La loi du 30 mai 1899 a fixé ainsi qu'il suit les ressources et les besoins du budget général de l'exercice 1899 :

Résultat du vote primitif du budget général.

Recettes :	France	3,423,609,469f 00c	3,477,761,840 00
	Algérie	54,152,371 00	
Dépenses :	France	3,404,563,019 00	3,477,575,535f 00c
	Algérie	73,012,516 00	
	Excédent présumé de recettes		186,305 00

Les prévisions de ce budget ont ensuite éprouvé les modifications détaillées dans des tableaux spéciaux (voir pages 432 à 443). Ces tableaux les récapitulent par branche de revenus et par ministère, et les justifient par catégorie, en citant les actes d'où elles résultent.

Modifications que les prévisions de ce budget ont éprouvées.

Les modifications portant sur les évaluations de recettes sont, en résumé, celles qui suivent :

1° Évaluations des recettes.

Les recettes de l'exercice 1899 ont été évaluées, comme on vient de le dire, à :

France	3,423,609,469f 00c	3,477,761,840f 00c
Algérie	54,152,371 00	

Elles s'augmentent :

1° Des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figurait seulement pour ordre au budget primitif,

France	51,947,193f 30c	54,639,905 02
Algérie	2,692,711 72	
A reporter		3,532,401,745 02

Report		3,532,401,745f 02c

2° Des recettes attribuées au budget, en dehors de la loi de finances, soit par des lois, soit par des décisions ministérielles :

FRANCE	17,366,500f 00c	18,135,297 48
ALGÉRIE	768,797 48	
TOTAL des évaluations de recettes rectifiées du budget général de l'exercice 1899. (Voir page 435.)		3,550,537,042 50

2° Crédits ouverts aux Ministres.

Les modifications relatives aux crédits se résument de la manière suivante :

Les crédits primitivement ouverts par la loi précitée du 30 mai 1899, modifiée par le décret du 4 septembre 1899, s'élèvent pour l'ensemble des services, ainsi qu'on l'a indiqué d'autre part, à :

FRANCE	3,404,563,019f 00c	3,477,575,535f 00c
ALGÉRIE	73,012,516 00	

Des crédits imputables sur des ressources de diverses natures les ont accrus d'une somme nette de 71,087,127 fr. 48, qui se décompose ainsi :

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, qui autorise l'allocation de crédits affectés à l'emploi des fonds de concours pour travaux d'intérêt public, des crédits ont été ouverts à ce titre à divers ministères par des décrets ou par des lois pour :

FRANCE	20,255,625f 32c	22,948,337f 04c
ALGÉRIE	2,692,711 72	

Conformément aux prescriptions de la loi du 13 juin et de la décision ministérielle du 14 décembre 1896, des crédits ont été ouverts au Ministère du Commerce dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits ont été gagés :

1° Sur les ressources propres à l'Exposition universelle de 1900, pour	13,395,169 14	
2° Sur des avances faites par la Banque de France pour le service de l'Exposition de 1900, pour	17,300,000 00	

En exécution de la loi du 2 juin 1891 et du décret du 7 juillet de la même année, des crédits gagés sur les versements effectués au profit de l'élevage ont été ouverts aux ministères de la guerre et de l'agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Ces crédits accordés par divers décrets se sont élevés à :

FRANCE	2,654,621 30	
A reporter	56,298,127 48	3,477,575,535 00

		3,477,575,535f 00c
Report.....	56,298,127f 48c	
Aux crédits susmentionnés viennent encore s'ajouter, par suite de lois ou de décrets, les crédits de fonds de concours provenant des versements des compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883 :		71,087,127 48
FRANCE.....	14,789,000f 00c	

Les crédits du budget primitif ont, en outre, été augmentés, de la manière suivante, de 109,925,811 fr. 73 par l'ouverture d'autres crédits imputables sur des ressources générales du budget.

Il a été ouvert des crédits supplémentaires et extraordinaires pour :

FRANCE.....	83,036,162f 15c	83,356,274f 66c	
ALGÉRIE.....	320,112 51		
La loi du 23 mai 1834, qui, par les articles 8, 9 et 10, a prescrit le régime à suivre pour l'apurement des exercices clos, autorise les Ministres à comprendre parmi les crédits législatifs le montant des payements qui auront été effectués, chaque année, pour ces dépenses sur les fonds du budget de l'exercice courant. Les besoins primitifs de l'exercice 1899 s'accroissent, pour ce motif, d'une somme de, savoir :			
FRANCE.....	22,081,011f 60c	22,455,252 29	109,925,811 73
ALGÉRIE.....	374,240 69		
Des crédits spéciaux pour dépenses d'exercices clos (compte spécial de Madagascar) ont été ouverts pour :			
FRANCE.....		11,004f 78c	
Enfin les crédits de l'exercice 1899 ont été augmentés, en vertu des lois qui ont autorisé les services, d'une somme de :			
FRANCE.....	4,093,280 00c	4,103,280 00	
ALGÉRIE.....	10,000 00		
TOTAL des crédits rectifiés du budget général de l'exercice 1899 (voir pages 441 et 443).....			3,658,588,474 21

Comparaison des prévisions législatives du budget général avec les faits réalisés ou à réaliser.

On va maintenant établir les différentes comparaisons nécessaires pour opposer ces prévisions aux faits réalisés ou à réaliser, et pour présenter ainsi la situation provisoire du budget général de l'exercice 1899, telle qu'elle résulte des écritures de la direction générale de la comptabilité publique.

1° Situation des recettes.

Les évaluations rectifiées de 1899 s'élèvent, comme on l'a dit, à :

FRANCE	3,492,923,162f 30c	3,550,537,042f 50c
ALGÉRIE	57,613,880 20	

Les droits constatés à la charge des redevables de l'État sont fixés à :

FRANCE	3,617,359,107f 21c	3,681,713,578f 60c
ALGÉRIE	64,354,471 39	

Les recouvrements effectués sont de :

FRANCE	3,521,912,328f 99c	3,580,475,822 58
ALGÉRIE	58,563,493 59	

Au 1er janvier 1900, il restait à recouvrer :

FRANCE	95,446,778f 22c	101,237,756 02
ALGÉRIE	5,790,977 80	

Si l'on compare les évaluations précitées avec les droits constatés en recette pour l'exercice 1899 :

FRANCE	3,617,359,107f 21c	3,681,713,578 60
ALGÉRIE	64,354,471 39	

On trouve un excédent de droits constatés (voir page 475) de :

FRANCE	124,435,944f 91c	131,176,536 10
ALGÉRIE	6,740,591 19	

Cet excédent s'explique par l'éventualité que comportent nécessairement les évaluations législatives. Il convient de remarquer que ces produits ne pourront être utilement comparés qu'avec ceux de l'exercice précédent; cette comparaison, ainsi que les causes des différences qui en ressortiront, sera publiée, pour le budget de 1899, lorsqu'on en rendra le compte définitif.

Situation des dépenses.

Comme on l'a dit précédemment, les crédits accordés aux Ministres, tant par le vote primitif du budget que par les lois subséquentes, s'élèvent à :

FRANCE	3,582,178,893f 29c	3,658,588,474f 21c
ALGÉRIE	76,409,580 92	

A reporter..... 3,658,588,474 21

Report..... 3,658,588,474f 21c

Les dépenses constatées jusqu'au 1er janvier 1900, et celles que l'on présume devoir encore être effectuées sur l'exercice 1899, sont fixées à :

France.....	3,564,647,768f 75c	3,640,426,818f 26c
Algérie.....	75,779,049 51	

Les payements faits d'après les ordonnances des Ministres, jusqu'au 1er janvier 1900, ont été de :

France.....	3,116,645,065f 64c	3,179,481,105f 59
Algérie.....	62,836,039 95	

Il restait, par conséquent, à payer au 1er janvier 1900 :

France.....	448,002,703f 11c	460,945,712 67
Algérie.....	12,943,009 56	

Si l'on compare les crédits ouverts aux Ministres avec le montant des droits constatés en dépense, pour l'exercice 1899 :

France.....	3,564,647,768f 75c	3,640,426,818 26
Algérie.....	75,779,049 51	

On trouve un excédent de crédits de :

(Voir page 581.)

France.....	17,531,124f 54c	18,161,655 95
Algérie.....	630,531 41	

Ce dernier résultat subira des modifications en règlement définitif de l'exercice 1899.

On doit faire observer à l'égard des dépenses, comme on l'a fait pour les recettes, qu'elles ne pourront être comparées avec celles de l'exercice précédent que lorsqu'elles auront atteint le dernier degré de leur liquidation; cette comparaison se trouvera annexée tant au projet de loi de règlement de l'exercice 1899 qu'au compte de chaque département ministériel.

Résultat général du budget général de l'exercice 1899 en situation provisoire.

Il résulte de ce qui précède que la situation du budget général de l'exercice 1899, d'après les faits connus, s'établit ainsi qu'il suit :

Les droits constatés à la charge des redevables de l'État, pour cet exercice, s'élèvent à :

France.....	3,617,359,107f 21c	3,681,713,578 60
Algérie.....	64,354,471 39	

A reporter..... 3,681,713,578 60

Report.....		3,681,713,578f 60c

Les dépenses résultant des services faits, d'après les indications fournies par les divers ministères, sont de :

FRANCE.....	3,564,647,768f 75c	3,640,426,818f 26c
ALGÉRIE.....	75,779,049 51	

Dans ce chiffre entrent pour 22,466,257 fr. 07 les dépenses des exercices antérieurs payées en 1899 au titre des exercices clos et réparties comme suit :

FRANCE.....	22,092,016f 38c	22,466,257 07
ALGÉRIE.....	374,240 69	

En évaluant à la même somme de 22,466,257 fr. 07 les dépenses constatées en 1899 qui ne seront payées que sur les exercices suivants, il reste comme chiffre de *dépenses probables* à la charge de l'exercice 1899 :

FRANCE.....	3,542,555,752f 37c	3,617,960,561 19	3,617,960,561 19
ALGÉRIE.....	75,404,808 82		

Il en ressort, en situation provisoire, un excédent de recettes de :

FRANCE. (Excédent de recette.).....	74,803,354f 84c	63,753,017 41
ALGÉRIE. (Excédent de dépense.).....	11,050,337 43	

BUDGET GÉNÉRAL.

MODIFICATIONS

AUX PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES

QUI SERVENT DE BASE

AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

1° *Résultats généraux de l'ensemble des évaluations de recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif. Augmentations.	Diminutions.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1899. Augmentations.	Diminutions.	ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.	
	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes et centimes d'État	472,181,557 00	"	"	"	"	472,181,557 00	(1) Produits de diverses exploitations. — Câble de Majunga	73,788f 95c
Taxes assimilées aux contributions directes. (Fonds généraux.)	36,363,527 00	"	"	"	"	36,363,527 00		
Produits de l'enregistrement	526,904,000 00	"	"	"	"	526,904,000 00		
Produits du timbre	179,219,400 00	"	"	"	"	179,219,400 00	(2) Loi du 25 décembre 1899. — Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Versements effectués par la ville de Cambrai et par la Compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place. (Loi du 3 août 1893)	16,500 00
Impôt sur les opérations de bourse	5,526,000 00	"	"	"	"	5,526,000 00		
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	72,978,100 00	"	"	"	"	72,978,100 00		
Produits des douanes	441,492,050 00	"	"	"	"	441,492,050 00		
Produits des contributions indirectes	624,012,000 00	"	"	"	"	624,012,000 00	(3) Produits des forêts. — Produits réglés par virements de comptes	2,938 00
Sucres	186,494,900 00	"	"	"	"	186,494,900 00		
TOTAL des impôts et revenus	2,544,271,534 00	"	"	"	"	2,544,271,534 00	(4) Produits divers du budget. — Produits des expéditions des archives de la République Redevances pour certificats généalogiques d'animaux. (Loi du 25 novembre 1887.)	3,626 45 880 00 4,506 45
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	438,924,000 00	"	"	"	"	438,924,000 00	(5) Loi du 30 juin 1899. — Produits divers du budget. — Contributions des sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents et des syndicats de garantie pour frais de contrôle et de surveillance	50,000 00
Produits des postes	185,919,600 00	"	"	"	"	185,919,600 00		
Produits des télégraphes	38,436,100 00	"	"	"	"	38,436,100 00		
Produits des téléphones	11,043,700 00	"	"	"	"	11,043,700 00		
Produits de diverses exploitations	16,555,700 00	"	"	"	"	16,555,700 00	(6) Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	9,697 24
	690,879,100 00	"	"	"	"	690,879,100 00		
Colonies.							(7) Reversements, par les compagnies de chemins de fer, d'excédent sur annuités payées par l'Etat	763,770 75
Produits de diverses exploitations	128,000 00	(1) 73,788 95	"	"	"	201,788 95	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public. Report de 1898 (Loi de règlement pour 1,263,998 fr. 80) 7,296,722 52 A annuler : Transport de 1899 à 1900. — Loi du 7 juillet 1900 *581,976 42* NET des crédits reportés 6,714,746 10 Crédits ouverts sur l'exercice 1899 par des décrets rendus pendant l'année 1899 13,540,879 22	20,255,625 32
TOTAL des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État	691,007,100 00	73,788 95	"	"	"	691,080,888 95		
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	33,641,740 00	"	"	(2) 16,500 00	"	33,658,240 00	Crédits ouverts sur l'exercice 1899 par des décrets rendus pendant l'année 1899 Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1900. — Report de 1898. — Décret du 24 janvier 1899 6,000,000 00 Crédits ouverts sur l'exercice 1899 par des décrets rendus pendant l'année 1899 7,395,169 14	13,395,169 14
Produits des forêts	30,577,670 00	(3) 2,938 00	"	"	"	30,580,608 00		
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	64,219,410 00	2,938 00	"	16,500 00	"	64,238,848 00	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage (Report de 1898. — Décrets des 19 et 30 juin 1899) 45,072 84 Crédits ouverts sur l'exercice 1899 par des décrets rendus pendant l'année 1899 2,607,514 25	2,652,587 09
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	56,612,694 00	(4) 4,506 45	"	(5) 50,000 00	"	56,667,200 45	Fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883. — Report de 1898. — Loi de règlement 1,900,000 00 Crédits ouverts sur l'exercice 1899 par des décrets rendus pendant l'année 1899 12,889,000 00	14,789,000 00
							Produits accessoires du service de trésorerie	110 36
								51,856,262 66
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"		
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	58,440,374 00	(6) 9,697 24	"	"	"	58,450,071 24	(8) Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours (Exposition de 1900). Crédits ouverts sur l'exercice 1899 par des décrets rendus pendant l'année 1899	17,300,000 00
Recettes d'ordre proprement dites	9,058,357 00	(7) 51,856,262 66	"	(8) 17,300,000 00	"	78,214,619 66		
TOTAL des recettes d'ordre	67,498,731 00	51,865,959 90	"	17,300,000 00	"	136,664,690 90		
TOTAL des recettes du budget général (France)	3,423,609,469 00	51,947 193 30	"	17,366,500 00	"	3,492,923,162 30		
		51,947,193f 30c		17,366,500f 00c				
		RÉSULTAT en augmentation		69,313,693f 30c				

TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

1° *Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes.* (Suite.) — Algérie.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS DES RECETTES d'après le budget primitif.	ÉVALUATIONS SUPPLÉMENTAIRES des recettes dont la nomenclature figure seulement pour mémoire au budget primitif. Augmentations.	Diminutions.	MODIFICATIONS RÉSULTANT de changements apportés législativement ou par des décisions ministérielles au budget primitif de l'exercice 1899. Augmentations.	Diminutions.	ÉVALUATIONS SERVANT DE BASE au compte provisoire du budget général de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.							(1) Loi du 25 décembre 1899. — Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Produit de la vente d'immeubles affecté à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie..... 266,763f 27c; Loi du 25 décembre 1899. — Versements effectués par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893..... 500,000 00 } 766,763f 27c
Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	11,713,841 00	"	"	"	"	11,713,841 00	
Produits de l'Enregistrement	3,677,000 00	"	"	"	"	3,677,000 00	
Produits du Timbre	4,228,300 00	"	"	"	"	4,228,300 00	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	162,500 00	"	"	"	"	162,500 00	
Produits des Douanes	12,641,400 00	"	"	"	"	12,641,400 00	
Produits des Contributions diverses	7,161,600 00	"	"	"	"	7,161,600 00	
TOTAL des impôts et revenus	39,584,641 00	"	"	"	"	39,584,641 00	(2) Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public : Report par décrets à 1899..... 1,051,307f 38c; Crédits ouverts sur l'exercice 1899 par des décrets rendus pendant l'année 1899..... 1,641,404 34 } 2,692,711 72
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.							
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	866,600 00	"	"	"	"	866,600 00	
Produits des Postes	3,134,400 00	"	"	"	"	3,134,400 00	(3) Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage. — Crédits ouverts sur l'exercice 1899 par le décret du 1er novembre 1899..... 2,034 21
Produits des Télégraphes	1,346,200 00	"	"	"	"	1,346,200 00	
Produits des Téléphones	95,100 00	"	"	"	"	95,100 00	
TOTAL des produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,442,300 00	"	"	"	"	5,442,300 00	
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.							
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,089,200 00	"	"	(1) 766,763 27	"	2,855,963 27	
Produits des forêts	2,362,950 00	"	"	"	"	2,362,950 00	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	4,452,150 00	"	"	766,763 27	"	5,218,913 27	
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.							
Produits divers	1,239,140 00	"	"	"	"	1,239,140 00	
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.							
Recettes en atténuation de dépenses	3,434,140 00	"	"	"	"	3,434,140 00	
Recettes d'ordre proprement dites	"	(2) 2,692,711 72	"	(3) 2,034 21	"	2,694,745 93	
TOTAL des recettes d'ordre	3,434,140 00	2,692,711 72	"	2,034 21	"	6,128,885 93	
TOTAL des recettes du budget général (Algérie)	54,152,371 00	2,692,711 72	"	768,797 48	"	57,613,880 20	
		2,692,711f 72c		768,797f 48c			
		RÉSULTAT en augmentation		3,461,509f 20c			

RÉCAPITULATION.

FRANCE	3,423,609,469 00	51,947,193 30	"	17,366,500 00	"	3,492,923,162 30
ALGÉRIE	54,152,371 00	2,692,711 72	"	768,797 48	"	57,613,880 20
TOTAL	3,477,761,840 00	54,639,905 02	"	18,135,297 48	"	3,550,537,042 50
		54,639,905f 02c		18,135,297f 48c		
		RÉSULTAT en augmentation		72,775,202f 50c		

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (A reporter à la page 438, col. 2.) — (Loi du 30 mai 1899.) (A)	CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. 1° FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES. Crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1899.	Crédits reportés de l'exercice 1898 par décrets.	Crédits reportés de l'exercice 1898 par lois.	TOTAL net des crédits de fonds de concours ordinaires.	2° CRÉDITS DE FONDS de concours. (Exposition de 1900) Crédits ouverts par décrets. Ouverts.	Reportés de 1898.	TOTAL des fonds de concours de l'Exposition de 1900.	3° CRÉDITS de fonds de concours. Avances de la Banque de France. (Exposition de 1900.) [Crédits ouverts par décrets.]	TOTAUX DES CRÉDITS de fonds de concours ordinaires et des crédits de fonds de concours pour l'exposition. (A reporter à la page suivante, col. 3.)	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.											(A) Compte tenu des décrets suivants : Décret du 4 septembre 1899, transportant de l'Instruction publique au Commerce des crédits s'élevant à..... 4,980f 00c
Ministère des finances	1,249,896,915 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.											
Ministère des finances	13,302,560 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.											
Ministère des finances	20,034,610 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de la justice	35,112,933 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère des affaires étrangères	16,076,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	76,644,327 00	210,756 50	19,782 [illegible]	"	230,539 13	"	"	"	"	230,539 13	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Cultes	43,024,553 00	"	30,413 [illegible]	"	30,413 47	"	"	"	"	30,413 47	
Ministère de la guerre. — 1re section. — Dépenses ordinaires	624,552,286 00	87,196 26	200,437 [illegible]	"	287,633 88	"	"	"	"	287,633 88	
Ministère de la guerre. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	24,943,750 00	705,000 00	439,404 [illegible]	"	1,144,404 84	"	"	"	"	1,144,404 84	
Ministère de la marine	303,600,510 00	421,837 75	303,067 [illegible]	"	724,905 55	"	"	"	"	724 905 55	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique	201,792,026 00	44,870 00	"	"	44,870 00	"	"	"	"	44,870 00	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Beaux-arts	15,635,690 00	487,716 10	60,954 [illegible]	"	548,670 16	"	"	"	"	548,670 16	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	33,447,833 00	12,350 00	"	"	12,350 00	7,395,169 14	6,000,000 00	13,395,169 14	17,300,000 00	30,707,519 14	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	2,210,300 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère des colonies	90,794,762 00	822,713 34	24,021 [illegible]	"	846,734 77	"	"	"	"	846,734 77	
Ministère de l'agriculture	30,701,433 00	10,533 33	"	"	10,533 33	"	"	"	"	10,533 33	
Ministère des travaux publics. — Dépenses ordinaires	80,558,970 00	393,627 58	288,409 [illegible]	"	682,036 69	"	"	"	"	682,036 69	
Ministère des travaux publics. — Dépenses extraordinaires	107,050,894 00	7,345,027 94	1,561,538 [illegible]	682,022 38	9,588,588 37	"	"	"	"	9,588,588 37	
	1,706,191,677 00	10,541,628 80	2,928,029 [illegible]	682,022 38	14,151,680 19	7,395,169 14	6,000,000 00	13,395,169 14	17,300,000 00	44,846,849 33	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.											
Ministère des finances	204,065,298 00	130,440 62	561,580 [illegible]	"	752,020 88	"	"	"	"	752,020 88	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	176,800,824 00	2,793,181 49	2,540,436 [illegible]	"	5,333,617 49	"	"	"	"	5,333,617 49	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,986,583 00	15,628 31	2,678 [illegible]	"	18,306 76	"	"	"	"	18,306 76	
	394,912,705 00	2,999,250 42	3,104,694 [illegible]	"	6,103,945 13	"	"	"	"	6,103,945 13	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.											
Ministère des finances	32,349,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	1,413,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	6,469,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	28,162 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	40,259,162 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAUX GÉNÉRAUX (France)	3,404,563,019 00	13,540,879 22	6,032,723 [illegible]	682,022 38	20,255,625 32	7,395,169 14	6,000,000 00	13,395,169 14	17,300,000 00	50,950,794 46	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

2° *Résultats généraux de l'ensemble des crédits.* (France.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Report de la page 436, col. 11.)	CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. (Suite.) — CRÉDITS de FONDS DE CONCOURS ordinaires et crédits de fonds de concours de l'Exposition. (Report de la page précédente, col. 11.)	4° FONDS DE CONCOURS SUR LE PRÉLÈVEMENT SUR LE PARI MUTUEL. — Crédits ouverts, par décrets, sur l'exercice 1899.	Crédits reportés, par décrets, de l'exercice 1898.	TOTAL des crédits ouverts (Prélèvement sur le Pari mutuel)	5° FONDS DE CONCOURS IMPUTABLES SUR LES VERSEMENTS DES COMPAGNIES (CONVENTIONS DE 1883). — Crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1899.	Crédits reportés de l'exercice 1898 par lois.	TOTAL des crédits ouverts. (Conventions de 1883.)	TOTAL GÉNÉRAL DES CRÉDITS de fonds de concours.	TOTAUX (col. 2 et 10 des présentes pages). À REPORTER à la page suivante.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.											
Ministère des finances	1,249,896,915 00	"	"	"	"	"	"	"	"	1,249,896,915 00	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.											
Ministère des finances	13,302,560 00	"	"	"	"	"	"	"	"	13,302,560 00	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.											
Ministère des finances	20,034,610 00	"	"	"	"	"	"	"	"	20,034,610 00	
Ministère de la justice	35,112,933 00	"	"	"	"	"	"	"	"	35,112,933 00	
Ministère des affaires étrangères	16,076,800 00	"	"	"	"	"	"	"	"	16,076,800 00	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	76,644,327 00	230,539 13	"	"	"	"	"	"	230,539 13	76,874,866 13	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Cultes	43,024,553 00	30,413 47	"	"	"	"	"	"	30,413 47	43,054,966 47	
Ministère de la guerre. — Dépenses ordinaires	624,552,286 00	287,633 88	2,034 21	"	2,034	"	"	"	289,668 09	624,841,954 09	
Ministère de la guerre. — Dépenses extraordinaires	24,943,750 00	1,144,404 84	"	"	"	"	"	"	1,144,404 84	26,088,154 84	
Ministère de la marine	303,600,510 00	724,905 55	"	"	"	"	"	"	724,905 55	304,325,415 55	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service de l'instruction publique	201,792,026 00	44,870 00	"	"	"	"	"	"	44,870 00	201,836,896 00	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — Service des beaux arts	15,635,690 00	548,670 16	"	"	"	"	"	"	548,670 16	16,184,360 16	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	33,447,833 00	30,707,519 14	"	"	"	"	"	"	30,707,519 14	64,155,352 14	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	2,210,300 00	"	"	"	"	"	"	"	"	2,210,300 00	
Ministère des colonies	90,794,762 00	846,734 77	"	"	"	"	"	"	846,734 77	91,641,496 77	
Ministère de l'agriculture	30,701,433 00	10,533 33	2,607,514 25	45,072 84	2,652,587	"	"	"	2,663,120 42	33,364,553 42	
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	80,558,970 00	682,036 69	"	"	"	685,000	"	685,000	1,367,036 39	81,926,006 69	
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	107,060,894 00	9,588,588 37	"	"	"	12,204,000	1,900,000	14,104,000	23,692,588 37	130,753,482 37	
	1,706,191,677 00	44,846,849 33	2,609,548 46	45,072 84	2,654,621	12,889,000	1,900,000	14,789,000	62,290,470 63	1,768,482,147 63	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.											
Ministère des finances	204,065,298 00	752,020 88	"	"	"	"	"	"	752,020 88	204,817,318 88	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	60,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	176,800,824 00	5,333,617 49	"	"	"	"	"	"	5,333,617 49	182,134,441 49	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	13,986,583 00	18,306 76	"	"	"	"	"	"	18,306 76	14,004,889 76	
	394,912,705 00	6,103,945 13	"	"	"	"	"	"	6,103,945 13	401,016,650 13	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.											
Ministère des finances	32,349,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	32,349,000 00	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re Section. — Intérieur	1,413,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	1,413,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	6,469,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	6,469,000 00	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	28,162 00	"	"	"	"	"	"	"	"	28,162 00	
	40,259,162 00	"	"	"	"	"	"	"	"	40,259,162 00	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,404,563,019 00	50,950,794 46	2,609,548 46	45,072 84	2,654,621	12,889,000	1,900,000	14,789,000	68,394,415 76	3,472,957,434 76	

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPE QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

2° *Résultats généraux sur l'ensemble des crédits.* (France.) (Suite.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	REPORT de LA PAGE PRÉCÉDENTE (col. 11).	CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. — CRÉDITS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS additionnels ouverts par décrets régularisés par des lois.	CRÉDITS pour dépenses d'exercices clos (compte spécial de Madagascar).	CRÉDITS pour dépenses des exercices clos payées pendant l'année 1899.	TOTAUX NETS des crédits imputables sur ressources générales du budget.	TOTAL GÉNÉRAL des crédits.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.									
Ministère des finances	1,249,896,915 00	77,370 00	562,000	"	"	"	*A déd.* 484,630 00	1,249,412,285 00	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.									
Ministère des finances	13,302,560 00	"	"	"	"	"	"	13,302,560 00	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.									
Ministère des finances	20,034,610 00	540,617 61	5,000	"	"	8,539,975 44	9,075,593 05	29,110,203 05	
Ministère de la justice	35,112,933 00	28,400 00	"	"	"	8,913 81	37,313 81	35,150,246 81	
Ministère des affaires étrangères	16,076,800 00	451,868 75	"	"	"	323,037 25	774,906 00	16,851,706 00	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	76,874,866 13	266,151 69	"	294,000 00	"	815,101 29	1,375,252 98	78,250,119 11	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 2e section. — Cultes	43,054,966 47	27,000 00	"	"	"	262,759 26	289,759 26	43,344,725 73	
Ministère de la guerre. — 1re section. — Dépenses ordinaires	624,841,954 09	14,848,048 32	3,902,300	"	11,004 78	2,992,724 67	13,949,477 77	638,791,431 86	
Ministère de la guerre. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	26,088,154 84	14,238,953 00	"	"	"	180,619 10	14,419,572 10	40,507,726 94	
Ministère de la marine	304,325,415 55	30,921,838 22	922,325	"	"	449,939 56	30,449,452 78	334,774,868 33	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section — Instruction publique	201,836,896 00	188,687 00	57,437	"	"	2,229,707 90	2,360,957 90	204,197,853 90	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 2e section. — Beaux-arts	16,184,360 16	2,899,588 66	"	"	"	1,118,753 19	4,018,341 85	20,202,702 01	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	64,155,352 14	8,379,581 38	"	1,000,000 00	"	539,651 90	9,919,233 28	74,074,585 42	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	2,210,300 00	1,226 19	"	"	"	557,610 24	558,836 43	2,769,136 43	
Ministère des colonies	91,641,496 77	5,265,580 84	"	300,000 00	"	490,277 24	6,055,858 08	97,697,354 85	
Ministère de l'agriculture	33,364,553 42	129,978 86	62,400	"	"	170,618 25	238,197 11	33,602,750 53	
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	81,926,006 69	72,890 03	"	"	"	3,401,322 50	3,474,212 53	85,400,219 22	
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires	130,753,482 37	104,498 19	"	"	"	"	104,498 19	130,857,980 56	
	1,768,482,147 63	78,364,908 74	4,949,462	1,594,000 00	11,004 78	22,081,011 60	97,101,463 12	1,865,583,610 75	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
Ministère des finances	204,817,318 88	852,808 20	360,000	2,499,280 00	"	"	2,992,088 20	207,809,407 08	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	"	"	"	"	"	"	60,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	182,134,441 49	6,825,829 79	"	"	"	"	6,825,829 79	188,960,271 28	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	14,004,889 76	20,000 00	"	"	"	"	20,000 00	14,024,889 76	
	401,016,650 13	7,698,637 99	360,000	2,499,280 00	"	"	9,837,917 99	410,854,568 12	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.									
Ministère des finances	32,349,000 00	2,154,707 42	25,000	"	"	"	2,129,707 42	34,478,707 42	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	1,413,000 00	"	"	"	"	"	"	1,413,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	6,469,000 00	637,000 00	"	"	"	"	637,000 00	7,106,000 00	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	28,162 00	"	"	"	"	"	"	28,162 00	
	40,259,162 00	2,791,707 42	25,000	"	"	"	2,766,707 42	43,025,869 42	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,472,957,434 76	88,932,624 15	5,896,462	4,093,280 00	11,004 78	22,081,011 60	109,221,458 53	3,582,178,893 29	
		83,036,162f 15c							

Suite des TABLEAUX MODIFICATIFS À L'APPUI DES PRÉVISIONS DE RECETTES ET DE DÉPENSES QUI SERVENT DE BASE AU COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

2° *Résultats généraux de l'ensemble des crédits.* (Suite.) (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES. (Voir ci-après le développement des crédits aux comptes des différents ministères.)	CRÉDITS OUVERTS par le budget primitif. (Loi du 30 mai 1899.)	CRÉDITS IMPUTABLES SUR DES RESSOURCES DE DIVERSES NATURES. Crédits de fonds de concours. Crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1899.	Crédits reportés par décrets de l'exercice 1898.	TOTAL des crédits de fonds de concours.	CRÉDITS IMPUTABLES SUR LES RESSOURCES GÉNÉRALES DU BUDGET. CRÉDITS ADDITIONNELS ouverts ou annulés par des lois. Augmentations.	Diminutions.	CRÉDITS ouverts par décrets régularisés par la loi.	CRÉDITS pour dépenses d'exercices clos.	TOTAL des crédits additionnels imputables sur les ressources générales du budget.	TOTAL GÉNÉRAL DES CRÉDITS.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.											
Ministère des finances	565,450f 00c	"	"	"	"	"	"	10,566f 76c	10,566f 76c	576,016f 76c	
Ministère de la justice	2,622,250 00	"	"	"	1,500f 00c	"	"	2,152 16	3,652 16	2,625,902 16	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Service de l'Intérieur. — § 1. Justice musulmane	124,050 00	"	"	"	"	"	"	"	"	124,050 00	
§ 2. Intérieur	11,306,702 00	216,692f 50c	72,947f 38c	289,639f 88c	47,539 00	"	10,000f 00c	153,164 03	210,703 03	11,807,044 91	
§ 3. Culte musulman	307,430 00	"	"	"	"	"	"	1,000 00	1,000 00	308,430 00	
§ 4. Instruction publique indigène	102,970	"	"	"	"	"	"	"	"	102,970 00	
§ 5. Beaux-arts	255,400 00	13,350 00	"	13,350 00	"	"	"	1,230 34	1,230 34	269,980 34	
§ 6. Commerce et industrie	93,775	"	"	"	"	"	"	"	"	93,775 00	
§ 7. Agriculture	1,424,750 00	3,097 79	21,414 78	24,512 57	275,000 00	"	"	161,645 03	436,645 03	1,885,907 60	
§ 8. Travaux publics	9,570,030 00	1,259,898 30	260,263 42	1,520,161 72	553 00	"	"	2,138 48	2,691 48	11,092,883 20	
§ 9. Service maritime	43,456 00	"	"	"	"	"	"	"	"	43,456 00	
2e section. — Services des cultes	961,070 00	"	"	"	"	"	"	632 65	632 65	961,702 65	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re section. — Instruction publique.	6,382,774 00	100,000 00	"	100,000 00	"	"	"	32,559 17	32,559 17	6,515,333 17	
2e section. — Beaux-arts	75,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	75,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re section. — Commerce et industrie	120,000 00	"	"	"	703 85	"	"	"	703 85	120,703 85	
2e section. — Postes et télégraphes	Mémoire.	"	"	"	"	"	"	2,498 50	2,498 50	2,498 50	
Ministère de l'agriculture	Mémoire.	"	"	"	"	"	"	6,653 57	6 653 57	6,653 57	
Ministère des travaux publics	22,031,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	22,031,000 00	
	55,986,107 00	1,593,038 59	354,625 58	1,947,664 17	325,295 85	"	10,000 00	374,240 69	709,536 54	58,643,307 71	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.											
Ministère des finances	6,726,448 00	"	10,909 38	10,909 38	4,816 66	"	"	"	4,816 66	6,742,174 04	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e section. — Postes et télégraphes	6,117,571 00	34,477 39	209,070 00	243,547 39	"	"	"	"	"	6,361,118 39	
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	3,108,590 00	"	"	"	"	"	"	"	"	3,108,590 00	
	15,952,609 00	34,477 39	219,979 38	254,456 77	4,816 66	"	"	"	4,816 66	16,211,882 43	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.											
Ministère des finances	833,800 00	13,888 36	476,702 42	490,590 78	"	10,000 00	"	"	*A déd.* 10,000 00	1,314,390 78	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re section. — Intérieur	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	240,000 00	
	1,073,800 00	13,888 36	476,702 42	490,590 78	"	10,000 00	"	"	*A déd.* 10,000 00	1,554,390 78	
TOTAUX GÉNÉRAUX	73,012,516 00	1,641,404 34	1,051,307 38	2,692,711 72	330,112 51	10,000 00	10,000 00	374,240 69	704,353 20	76,409,580 92	
					320,112f 51c						

BUDGET GÉNÉRAL.

COMPTE PROVISOIRE DES RECETTES

DE L'EXERCICE 1899.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Compte provisoire des Recettes. (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS. 1	ÉVALUATIONS des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS effectués. 4	RESTES à recouvrer sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	Excédent des évaluations. 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899. 8	OBSERVATIONS. 9
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
1° CONTRIBUTIONS DIRECTES ET CENTIMES D'ÉTAT.								
Contribution foncière... Propriétés bâties	84,059,566f 00c	84,291,037f 65c	464,421,801f 80c	14,458,036f 36c	231,471f 65c	»	84,291,037f 65c	
Contribution foncière... Propriétés non bâties	100,682,402 00	104,972,252 59			4,289,850 59	»	104,972,252 59	
Contribution personnelle-mobilière	95,339,630 00	95,794,755 91			455,125 91	»	95,794,755 91	
Contribution des portes et fenêtres	61,199,847 00	61,406,633 79			206,786 79	»	61,406,633 79	
Contribution des patentes	129,837,112 00	131,354,432 77			1,517,320 77	»	131,354,432 77	
Frais d'avertissement	1,063,000 00	1,060,725 45			»	2,274 55	1,060,725 45	
TOTAL	472,181,557 00	478,879,838 16	464,421,801 80	14,458,036 36	6,700,555 71	2,274 55	478,879,838 16	
					6,698,281f 16c			
2° TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Taxe des biens de mainmorte	7,006,650 00	7,125,730f 21c	6,850,385f 69c	275,344f 52c	119,080f 21c	»	7,125,730f 21c	
Redevances des mines	2,502,570 00	3,117,124 04	3,077,326 51	39,797 53	614,554 04	»	3,117,124 04	
Droit de vérification des poids et mesures	5,200,000 00	5,375,278 75	4,774,675 25	600,603 50	175,278 75	»	5,375,278 75	
Droit de vérification des alcoomètres et des densimètres	26,000 00	43,294 00	42,695 00	599 00	17,294 00	»	43,294 00	
Droit de visite des pharmacies et magasins de drogueries	339,000 00	356,898 00	132,003 07	224,894 93	17,898 00	»	356,898 00	
Droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales	31,000 00	68,600 00	34,489 00	34,111 00	37,600 00	»	68,600 00	
Frais d'avertissement relatifs aux rôles de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets, de la taxe sur les vélocipèdes et de la taxe sur les billards publics et privés	100,000 00	107,560 00	87,834 27	19,725 73	7,560 00	»	107,560 00	
Contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	12,960,000 00	13,084,261 92	12,479,599 05	604,662 87	124,261 92	»	13,084,261 92	
Taxe sur les vélocipèdes	2,835,000 00	3,254,115 86	3,154,943 63	99,172 23	419,115 86	»	3,254,115 86	
Taxe sur les billards publics et privés	1,080,000 00	1,091,979 75	1,040,297 25	51,682 50	11,979 75	»	1,091,979 75	
Taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion	1,340,260 00	1,415,046 90	1,402,847 51	12,199 39	74,786 90	»	1,415,046 90	
Taxe militaire	2,321,750 00	2,196,736 69	1,978,657 57	218,079 12	»	125,013f 31c	2,196,736 69	
Redevances pour la rétribution des délégués mineurs	232,722 00	206,015 64	147,860 01	58,155 63	»	26,706 36	206,015 64	
Droits d'épreuve des appareils à vapeur et des récipients de gaz comprimés ou liquéfiés	242,575 00	259,506 34	180,372 65	79,133 69	16,931 34	»	259,506 34	
Redevances pour frais de surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine	86,000 00	65,953 23	44,204 95	21,748 28	»	20,046 77	65,953 23	
Redevances pour frais de surveillance et de contrôle des primes à la filature de la soie	60,000 00	62,967 70	60,395 17	2,572 53	2,967 70	»	62,967 70	
TOTAL	36,363,527 00	37,831,069 03	35,488,586 58	2,342,482 45	1,639,308 47	171,766 44	37,831,069 03	
					1,467,542f 03c			
3° PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.								
Mutations à titre onéreux. Meubles. Valeurs mobilières	48,631,500f 00c	48,753,850f 95c	48,753,414f 58c	436f 37c	122,350f 95c	»	48,753,850f 95c	
Mutations à titre onéreux. Meubles. Créances, rentes, prix d'office	4,424,000 00	5,423,207 31	5,423,207 31	»	999,207 31	»	5,423,207 31	
Mutations à titre onéreux. Meubles. Fonds de commerce	7,009,000 00	7,565,094 88	7,563,860 38	1,234 50	556,094 88	»	7,565 094 88	
Mutations à titre onéreux. Meubles. Meubles corporels	8,120,500 00	8,169,303 03	8,169,300 53	2 50	48,803 03	»	8,169,303 03	
Mutations à titre onéreux. Immeubles et droits immobiliers	140,781,500 00	138,331,870 92	138,149,256 16	182,614 76	»	2,449,629 08	138,331,870 92	
Mutations à titre gratuit. Entre vifs (donations)	21,637,000 00	21,236,487 57	21,234,452 40	2,035 17	»	400,512 43	21,236,487 57	
Mutations à titre gratuit. Par décès (successions)	185,714,500 00	198,864,655 61	198,808,405 04	56,250 57	13,150,155 61	»	198,864,655 61	
Mutations à titre gratuit. Taxe représentative du droit d'accroissement	490,500 00	1,051,783 21	1,051,765 00	18 21	561,283 21	»	1,051,783 21	
Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	76,900,000 00	80,544,404 35	80,538,910 04	5,494 31	3,644,404 35	»	80,544,404 35	
Actes judiciaires et extrajudiciaires	23,736,000 00	23,535,022 41	23,532,935 68	2,086 73	»	200,977 59	23,535,022 41	
Hypothèques	3,514,000 00	3,436,516 51	3,436,507 66	8 85	»	77,483 49	3,436,516 51	
Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)	3,769,500 00	3,789,801 34	3,354,887 77	434,913 57	20,301 34	»	3,789,801 34	
Recettes diverses	2,176,000 00	4,819,780 25	2,528,405 96	2,291,374 29	2,643,780 25	»	4,819,780 25	
TOTAL	526.904,000 00	545,521,778 34	542,545,308 51	2,976,469 83	21,746,380 93	3,128,602 59	545,521,778 34	
					18,617,778f 34c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

PRODUITS ET REVENUS. 1	ÉVALUATION des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS effectués. 4	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	Excédent des évaluations. 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899. 8	OBSERVATIONS. 9
Suite du § 1er. — IMPÔTS REVENUS.								
4° PRODUIT DU TIMBRE.								
Actes et écrits sujets au timbre de dimension	50,596,000f 00c	51,260,254f	51,260,251f 70c	2f 40c	664,254f 10c	"	51,260,254f 10c	
Affiches sur papier	3,345,500 00	3,457,151	3,457,151 06	"	111,651 06	"	3,457,151 06	
Affiches peintes	122,000 00	101,308	101,308 38	"	"	20,691f 62c	101,308 38	
Bordereaux des courtiers et agents de change	400 00	14,242	14,242 20	"	13,842 20	"	14,242 20	
Contrats d'assurances	8,288,500 00	8,704,078	8,704,074 25	4 32	415,578 57	"	8,704,078 57	
Contrats de transport	39,114,000 00	37,991,805	37,991,805 74	"	"	1,122,194 26	37,991,805 74	
Contrôle des marques de fabrique	17,000 00	14,122	14,122 19	"	"	2,877 81	14,122 19	
Passeports	8,000 00	6,707	6,707 40	"	"	1,292 60	6,707 40	
Permis de chasse	7,886,000 00	7,839,684	7,839,684 00	"	"	46,316 00	7,839,684 00	
Quittances et chèques	20,033,000 00	21,160,176	21,160,176 50	"	1,127,176 50	"	21,160,176 50	
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc	15,450,000 00	16,931,534	16,931,534 19	"	1,481,534 19	"	16,931,534 19	
Valeurs mobilières	33,673,500 00	31,855,940	31,855,441 24	499 68	"	1,817,559 08	31,855,940 92	
Pénalités (amendes de contravention)	685,500 00	646,918	646,918 84	"	"	38,581 16	646,918 84	
Recettes diverses	"	3,049	3,049 90	"	3,049 90	"	3,049 90	
TOTAL	179,219,400 00	179,986,973	179,986,467 59	506 40	3,817,086 52	3,049,512 53	179,986,973 99	
					767,573f 99c			
5° IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.								
Impôt sur les opérations de bourse et pénalités	5,526,000f 00c	6,884,439f	6,884,439f 33c	"	1,358,439f 33c	"	6,884,439f 33c	
					1,358,439f 33c			
6° TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.								
Revenus des valeurs mobilières	71,010,900 00	73,246,957	73,246,957f 03c	"	2,236,057f 03c	"	73,246,957f 03c	
Revenus de certaines associations	1,030,100 00	979,536	979,536 99	"	"	50,563 01	979,536 99	
Pénalités	27,200 00	63,798	63,798 25	"	36,598 25	"	63,798 25	
Recettes diverses	9,900 00	763	763 65	"	"	9,136 35	763 65	
TOTAL	72,078,100 00	74,291,055	74,291,055 92	"	2,272,655 28	59,699 36	74,291,055 92	
					2,212,955f 92c			
7° PRODUIT DES DOUANES.								
Droits à l'importation (*marchandises diverses*)	396,829,000f 00c	408,892,094f	408,892,094f 27c	"	12,063,094f 27c	"	408,892,094f 27c	
Droits de statistique	7,162,000 00	7,429,137	7,429,137 00	"	267,137 00	"	7,429,137 00	
Droits de navigation	7,758,000 00	7,589,157	7,589,157 08	"	"	168,842f 92c	7,589,157 08	
Autres droits et recettes accessoires	4,554,050 00	4,408,824	4,408,824 17	"	"	145,225 83	4,408,824 17	
Amendes et confiscations	1,141,000 00	7,578,498	1,045,836 86	6,532,661f 14c	6,437,498 00	"	7,578,498 00	
Taxe de consommation des sels de douane	24,048,000 00	23,122,375	23,122,375 35	"	"	925,624 65	23,122,375 35	
TOTAL	441,492,050 00	459,020,085	452,487,424 73	6,532,661 14	18,767,729 27	1,239,693 40	459,020,085 87	
					17,528,035f 87c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
8° PRODUITS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.								
Droits sur les boissons. — Vins, cidres, poirés et hydromels	170,840,000f 00c	173,990,328f 47c	173,651,804f 21	338,524f 26c	3,150,328f 47c	"	173,990,328f 47c	
Droits sur les boissons. — Bières	26,170,000 00	26,652,847 68	26,530,531 [illegible]	122,315 95	482,847 68	"	26,652,847 68	
Droits sur les boissons. — Alcools. — Surtaxe des vins alcoolisés	284,396,000 00	304,424,987 93	299,650,821 17	4,774,166 76	20,028,987 93	"	304,424,987 93	
Droits sur les boissons. — Taxe de consommation sur les alcools, perçue par la douane en Corse	468,000 00	523,118 13	523,118 13	"	55,118 13	"	523,118 13	
Droit de 40 centimes par expédition	5,736,000 00	6,263,844 80	6,263,844 80	"	527,844 80	"	6,263,844 80	
Taxe de consommation sur les sels perçue en dehors du rayon des douanes	10,716,000 00	9,191,152 33	9,182,842 [illegible]	8,309 40	"	1,524,847 67	9,191,152 33	
Droit d'entrée sur les huiles végétales et animales	1,871,200 00	2,069,199 86	2,068,800 [illegible]	399 17	197,999 86	"	2,069,199 86	
Droit de fabrication des stéarines et bougies	8,348,000 00	8,242,947 57	8,206,385 [illegible]	36,561 67	"	105,052 43	8,242,947 57	
Droit de consommation des vinaigres et acides acétiques	2,938,000 00	3,005,797 40	2,998,044 [illegible]	7,752 76	67,797 40	"	3,005,797 40	
Impôt sur le prix des places et des transports par chemins de fer	55,304,000 00	55,416,225 85	54,243,903 [illegible]	1,172,322 31	112,225 85	"	55,416,225 85	
Droit de transport par autres voitures que les chemins de fer	5,295,000 00	5,195,441 17	5,162,037 [illegible]	33,403 89	"	99,558 83	5,195,441 17	
Droits divers et recettes à différents titres. — Licences aux débitants de boissons, distillateurs, etc	13,883,500 00	14,138,152 55	14,117,923 [illegible]	20,228 63	254,652 55	"	14,138,152 55	
Droits divers et recettes à différents titres. — Licences aux entrepreneurs de voitures publiques	234,500 00	259,567 50	259,567 50	"	25,067 50	"	259,567 50	
Droits divers et recettes à différents titres. — Touage, péages, bacs, passage d'eau, pêche, francs-bords, etc	3,125,700 00	3,276,257 02	2,665,469 [illegible]	610,787 64	150,557 02	"	3,276,257 02	
Droits divers et recettes à différents titres. — Garantie des matières d'or et d'argent et marques de commerce	5,535,000 00	6,355,243 35	6,355,226 [illegible]	16 87	820,243 35	"	6,355,243 35	
Droits divers et recettes à différents titres. — Droit de dénaturation des alcools	1,694,200 00	667,821 52	618,752 [illegible]	49,068 82	"	1,026,378 48	667,821 52	
Droits divers et recettes à différents titres. — Timbres de toute espèce	11,498,000 00	12,308,977 95	12,308,975 [illegible]	2 00	810,977 95	"	12,308,977 95	
Droits divers et recettes à différents titres. — Cartes à jouer	2,820,000 00	2,816,457 75	2,587,458 [illegible]	228,999 50	"	3,542 25	2,816,457 75	
Droits divers et recettes à différents titres. — Prélèvement sur les communes pour frais de casernement	2,633,100 00	4,020,666 67	2,064,284 [illegible]	1,956,382 34	1,387,566 67	"	4,020,666 67	
Droits divers et recettes à différents titres. — Amendes, droits sur acquits non rentrés et portion du Trésor dans le prix des tabacs et poudres saisis	3,753,000 00	5,507,651 08	3,530,623 [illegible]	1,977,027 93	1,754,651 08	"	5,507,651 08	
Droits divers et recettes à différents titres. — Autres droits et recettes à différents titres	6,752,800 00	8,310,290 90	7,205,648 [illegible]	1,104,642 88	1,557,490 90	"	8,310,290 90	
TOTAL	624,012,000 00	652,636,977 48	640,196,064 [illegible]	12,440,912 78	31,384,357 14	2,759,379 66	652,636,977 48	
					28,624,977f 48c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS. (Suite.)								
9e SUCRES.								
Douanes..... Sucres coloniaux.....	186,494,900f 00c	31,537,795f 76c	31,537,795f 76c	"	7,548,879f 24c	"	31,537,795f 76c	
Douanes..... Sucres étrangers.....		224,580 63	224,580 63	"			224,580 63	
Contributions indirectes. — Sucres indigènes.....		161,528,906 42	158,015,032 [illegible]	3,513,854f 06c			161,528,906 42	
Solde au 31 décembre 1899 du compte ouvert par la loi du 29 juin 1897 : « Taxes de raffinage et de fabrication des sucres, affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897 ».....	"	752,596 43	752,596 [illegible]	"	"	"	752,596 43	
TOTAL.....	186,494,900 00	194,043,879 24	190,530,025 [illegible]	3,513,854 06	7,548,879 24	"	194,043,879 24	
					7,548,879f 24c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.								
Produit de la vente des allumettes chimiques.....	31,553,000f 00c	30,311,527f 25c	29,964,304f [illegible]	347,163f 20c	"	1,241,472f 75c	30,311,527f 25c	
Produit de la vente des tabacs.....	395,319,000 00	413,274,522 67	413,269,722 [illegible]	4,799 88	17,955,522f 67c	"	413,274,522 67	
Produit de la vente des poudres à feu.....	12,052,000 00	12,474,282 26	12,468,072 [illegible]	5,309 80	422,282 26	"	12,474,282 26	
TOTAL.....	438,924,000 00	456,060,332 18	455,703,059 [illegible]	357,272 88	18,377,804 93	1,241,472 75	456,060,332 18	
					17,136,332f 18c			
2° PRODUITS DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.								
POSTES.								
Produit net des taxes des correspondances postales. — Soldes des comptes avec les Offices étrangers..	177,282,400f 00c	191,903,918f 04c	191,903,918f [illegible]	"	14,621,518f 04c	"	191,903,918f 04	
Droits perçus sur les mandats français et internationaux.....	7,937,000 00	7,881,499 53	7,866,505 [illegible]	14,994f 29c	"	55,500 47	7,881,499 53	
Droits perçus sur les bons de poste.....	277,500 00	300,171 25	300,171 [illegible]	"	22,671 25	"	300,171 25	
Recettes diverses et accidentelles.....	422,700 00	366,854 79	312,455 [illegible]	54,399 63	"	55,845 21	366,854 79	
TOTAL.....	185,919,600 00	200,452,443 61	200,383,049 [illegible]	69,393 92	14,644,189 29	111,345 68	200,452,443 61	
					14,532,843f 61c			
TÉLÉGRAPHES.								
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques. — Solde des comptes avec les Offices étrangers.....	35,385,700f 00c	38,859,066f 90c	38,284,465f [illegible]	574,601f 80c	3,473,366f 90c	"	38,859,066f 90c	
Remboursement par divers établissements de traitements d'agents du service postal et télégraphique et frais de surveillance.....	632,100 00	654,200 27	100,821 [illegible]	553,378 47	22,100 27	"	654,200 27	
Contribution pour frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé.....	1,013,400 00	1,037,944 63	990,103 [illegible]	47,840 73	24,544 63	"	1,037,944 63	
Recettes diverses et accidentelles.....	1,404,900 00	1,248,903 03	850,791 [illegible]	398,111 55	"	155,996 97	1,248,903 03	
TOTAL.....	38,436,100 00	41,800,114 83	40,226,182 [illegible]	1,573,932 55	3,520,011 80	155,996 97	41,800,114 83	
					3,364,014f 83c			
TÉLÉPHONES.								
Produit de la taxe des conversations téléphoniques. — Solde des comptes avec les Offices étrangers..	1,655,100f 00c	1,808,317f 76c	1,808,317f [illegible]	"	153,217f 76c	"	1,808,317f 76c	
Produit des abonnements téléphoniques urbains et interurbains.....	9,270,200 00	12,174,855 70	12,174,855 [illegible]	"	2,904,655 70	"	12,174,855 70	
Produit des abonnements supplémentaires pour transmission de télégrammes par téléphone.....	29,800 00	13,498 77	13,498 [illegible]	"	"	16,301f 23c	13,498 77	
Recettes diverses et accidentelles.....	88,600 00	105,178 81	80,712 [illegible]	24,466f 63c	16,578 81	"	105,178 81	
TOTAL.....	11,043,700 00	14,101,851 04	14,077,384 [illegible]	24,466 63	3,074,452 27	16,301 23	14,101,851 04	
					3,058,151f 04c			

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS AVEC LES DROITS recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
				3° PRODUITS DIVERSES EXPLOITATIONS.				
FRANCE.								
Excédent des recettes sur les dépenses de la fabrication des monnaies et médailles et de l'émission des monnaies de bronze	1,973,650f 00c	2,120,874f 51c	"	2,120,874f 51c	147,224f 51c	"	2,120,874f 51c	
Prélèvement sur l'excédent des recettes sur les dépenses de l'Imprimerie nationale	254,550 00	348,550 00	"	348,550 00	94,000 00	"	348,550 00	
Bénéfice de l'exploitation des chemins de fer de l'État	13,380,500 00	15,023,136 07	"	15,023,136 07	1,642,636 07	"	15,023,136 07	
Produits bruts de l'exploitation en régie des *journaux officiels*	947,000 00	959,000 00	888,835	70,164 36	12,000 00	"	959,000 00	
	16,555,700 00	18,451,560 58	888,835	17,562,724 94	1,895,860 58	"	18,451,560 58	
					1,895,860f 58c			
COLONIES.								
Produit des télégraphes. (Câble du Tonkin.)	128,000f 00c	36,872f 83c	36,872	"	"	91,127 17	36,872f 83c	
Produit de l'exploitation du câble télégraphique sous-marin de Mozambique à Majunga	73,788 95	206,046 25	73,788	132,257f 30c	132,257f 30	"	206,046 25	
	201,788 95	242,919 08	110,661	132,257 30	132,257 30	91,127 17	242,919 08	
					41,130f 13c			
TOTAL	16,757,488 95	18,694,479 66	999,497	17,694,982 24	2,028,117 88	91,127 17	18,694,479 66	
					1,936,990f 71c			
				§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.				
				1° PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.				
Revenus du domaine autre que les forêts	2,591,520f 00c	2,947,734f 65c	2,717,832	229,902f 27c	356,214f 65c	"	2,947,734f 65c	
Recouvrement de rentes et créances	77,880 00	119,835 01	108,000	11,834 86	41,955 01	"	119,835 01	
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	2,172,160 00	1,997,751 54	1,984,248	13,503 03	"	174,408f 46c	1,997,751 54	
Redevances pour frais d'analyse et d'essais dans les laboratoires de l'État	3,300 00	4,810 50	4,810	"	1,510 50	"	4,810 50	
Produit de la redevance perçue sur les voitures, chevaux et bicyclettes traversant le parc de Saint-Cloud	20,000 00	16,893 00	16,893	"	"	3,107 00	16,893 00	
Produit des ventes effectuées à la Manufacture de Sèvres	58,520 00	72,253 27	64,924	7,329 25	13,733 27	"	72,253 27	
Aliénation d'objets mobiliers	10,087,430 00	8,809,683 01	8,714,304	95,378 68	"	1,277,746 99	8,809,683 01	
Aliénation d'immeubles	13,672,050 00	2,626,742 59	1,679,085	947,656 69	"	11,045,307 41	2,626,742 59	
Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications de Lyon	600,000 00	1,152,235 04	810,322	341,912 32	552,235 04	"	1,152,235 04	
Produit de l'ancien pénitencier de Casabianda (Corse)	71,300 00	96,576 65	96,576	"	25,276 65	"	96,576 65	
Successions en déshérence	1,200,000 00	1,252,270 26	1,246,912	5,357 76	52,270 26	"	1,252,270 26	
Épaves et biens vacants	87,580 00	206,341 70	205,722	618 87	118,761 70	3,000,000 00	206,341 70	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires (lois des 2 et 14 janvier 1890)	3,000,000 00	"	"	"	"	"	"	
Versements effectués par la ville de Valenciennes et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (loi du 26 août 1890)	"	"	"	"	"	"	"	
Versements effectués par la ville de Douai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (loi du 19 janvier 1891)	"	"	"	"	"	"	"	
Versements effectués par la ville de Cambrai et par la compagnie des chemins de fer du Nord pour le démantèlement de la place (loi du 3 août 1893.)	16,500 00	16,500 00	"	16,500 00	"	"	16,500 00	
Versements effectués par la ville d'Auxonne en exécution de la convention du 15 novembre 1895 approuvée par la loi du 31 juillet 1896	"	"	"	"	"	"	"	
Versements effectués par la ville de Belfort du prix de terrains cédés en vertu de la convention du 9 octobre 1897	"	50,000 00	"	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	
TOTAL	33,658,240 00	19,369,627 22	17,649,633	1,719,993 73	1,211,957 08	15,500,569 86	19,369,627 22	
					14,288,612f 78c			
				2° PRODUITS DES FORÊTS.				
Produits encaissés par les Trésoriers Payeurs généraux. — Coupes de bois et exploitations accidentelles vendues en bloc sur pied avec précomptage sur la possibilité	23,433,000f 00c	23,839,601f 47c	23,839,601	"	406,601f 47c	"	23,839,601f 47c	
Produits encaissés par les Receveurs des Domaines. — Chasses, menus produits, etc.	7,144,670 00	7,247,949 90	6,754,879	493,070f 38c	103,279 90	"	7,247,949 90	
Produits réglés par virements de comptes	2,938 00	2,938 00	2,938	"	"	"	2,938 00	
TOTAL	30,580,608 00	31,090,489 37	30,597,418	493,070 38	509,881 37	"	31,090,489 37	
					509,881f 37c			

§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1,200,000f 00c	1,505,239f 46c	1,272,239	233,000f 00c	305,239f 46c	"	1,505,239f 46c	
Taxes des brevets d'invention	3,191,925 00	3,600,390 00	3,522,385	78,005 00	408,465 00	"	3,600,390 00	
Produit de la rente de l'Inde	707,160 00	707,160 00	178,688	528,473 41	"	"	707,160 00	
Bénéfices réalisés par la Caisse des depots et consignations	5,300,000 00	6,307,568 10	"	6,307,568 10	1,007,568 10	"	6,307,568 10	
Sommes acquises à l'État en exécution de l'article 43 de la loi du 16 avril 1895	500,000 00	544,112 00	"	544,112 00	44,112 00	"	544,112 00	
Produit de la vente des publications du Gouvernement	172,600 00	210,750 50	142,456	68,293 55	38,150 50	"	210,750 50	
Produit du concours général d'animaux de boucherie	97,000 00	99,855 27	99,855	"	2,855 27	"	99,855 27	
Revenus ordinaires de l'Académie de France à Rome	4,260 00	4,260 00	"	4,260 00	"	"	4,260 00	
Produits des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies	59,060 00	49,872 74	12,546	37,325 90	"	9,187f 26c	49,872 74	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	310,600 00	290,823 28	242,956	47,866 82	"	19,776 72	290,823 28	
Produit du travail des sections d'exclus	56,000 00	"	"	"	"	56,000 00	"	
Produit des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés	3,634,200 00	3,424,199 50	2,560,536	863,663 17	"	210,000 50	3,424,199 50	
Produit du travail des condamnés transportés à la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie	600,000 00	66,323 09	66,323	"	"	533,676 91	66,323 09	
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milan	250,000 00	250,000 00	125,000	125,000 00	"	"	250,000 00	
Restitutions au Trésor	28,000 00	8,120 13	8,120	"	"	19,879 87	8,120 13	
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes	750,000 00	324,012 54	324,012	"	"	425,987 46	324,012 54	
Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	217,000 00	300,060 50	290,067	9,992 72	83,060 50	"	300 060 50	
Versement au Trésor du boni des écoles normales primaires	"	"	"	"	"	"	"	
Redevance de la vallée d'Andorre	960 00	960 00	960	"	"	"	960 00	
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères	2,555,000 00	7,688,685 43	7,688,685	"	5,133,685 43	"	7,688,685 43	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'Administ^on des finances.	327,000 00	661,083 53	661,083	"	334,083 53	"	661,083 53	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Intérêts et frais provenant de prêts faits à l'industrie	1,500 00	1,790 10	1,790	"	290 10	"	1,790 10	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Recouvrements sur les prêts à l'industrie	10,000 00	10,000 00	10,000	"	"	"	10,000 00	
Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. — Remboursements de prêts aux associations ouvrières	"	752 35	752	"	752 35	"	752 35	
Recettes accidentelles à différents titres	1,413,200 00	3,245,984 21	2,945,984	300,000 00	1,832,784 21	"	3,245,984 21	
Produit des expéditions des archives de la République	3,626 45	3,626 45	3,626	"	"	"	3,626 45	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France	4,429,760 00	4,470,570 00	4,467,570	3,000 00	40,810 00	"	4,470,570 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer aux colonies	26,400 00	26,400 00	"	26,400 00	"	"	26,400 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways	"	"	"	"	"	"	"	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'intérieur	11,700 00	10,400 00	9,700	700 00	"	1,300 00	10,400 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de la guerre	11,260 00	12,358 50	10,358	2,000 18	1,098 50	"	12,358 50	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	35,700 00	32,890 00	27,300	5,590 00	"	2,810 00	32,890 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — de l'agriculture	17,400 00	16,500 00	16,500	"	"	900 00	16,500 00	
Remboursement des frais de surveillance de sociétés et établissements divers dépendant des ministères — des travaux publics	3,500 00	10,700 00	4,200	6,500 00	7,200 00	"	10,700 00	
Prix des insignes de l'ordre du Mérite agricole	7,000 00	4,635 00	4,635	"	"	2,365 00	4,635 00	
Valeur des fers confectionnés par l'école de maréchalerie de Saumur	16,000 00	18,500 00	18,408	92 00	2,500 00	"	18,500 00	
Produit de location et d'aliénation de domaines de l'État à la Nouvelle-Calédonie	40,000 00	40,000 00	8,338	31,661 12	"	"	40,000 00	
Droit d'inscription des courtiers de commerce	32,000 00	25,000 00	25,000	"	"	7,000 00	25,000 00	
Annuité payée par le Gouvernement grec pour le remboursement de la portion garantie par la France dans l'emprunt de 1833	200,000 00	200,000 00	200,000	"	"	"	200,000 00	
Remboursement par le gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	640,000 00	660,000 00	364,179	295,820 67	20,000 00	"	660,000 00	
Remboursement par la colonie de la Martinique d'une avance faite par l'État en 1892	300,000 00	300,000 00	75,000	225,000 00	"	"	300,000 00	
Remboursement par les départements et les communes des avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et pour la construction et l'amélioration des établissements scolaires	29,187,159 00	29,301,247 14	29,247,095	54,152 07	114,088 14	"	29,301,247 14	
Redevance pour certificats généalogiques d'animaux (loi du 25 novembre 1887)	880 00	880 00	880	"	"	"	880 00	
Droits de protection à l'étranger des marques de fabrique et de commerce	9,350 00	9,800 00	3,700	6,100 00	450 00	"	9,800 00	
Produit de la rétribution facultative perçue pour le dépôt des cannes et parapluies au musée de Cluny	"	2,133 95	2,133	"	2,133 95	"	2,133 95	
Excédent des recettes revenant à l'État pour l'exploitation du chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure	"	166,414 39	166,414	"	166,414 39	"	166,414 39	
Bénéfice de l'exploitation en régie des chemins de fer de l'État	"	151,586 59	151,586	"	151,586 59	"	151,586 59	
Prélèvements sur les salaires des conservateurs des hypothèques	100,000 00	"	"	"	"	100,000 00	"	
Partage des bénéfices avec les compagnies de chemins de fer en vertu des conventions de 1883	150,000 00	"	"	"	"	150,000 00	"	
Produits de locations et d'aliénations du domaine de l'État dans les colonies	10,000 00	"	"	"	"	10,000 00	"	
Contributions des sociétés d'assistance mutuelle ou à primes fixes contre les accidents et des syndicats de garantie, pour frais de contrôle et de surveillance	50,000 00	"	"	"	"	50,000 00	"	
Recettes applicables aux comptes du service de trésorerie	"	"	A déd. 754	754 58	"	"	"	
TOTAL	56,667,200 45	64,765,644 75	54,960,313	9,805,331 29	9,697,328 02	1,598,883 72	64,765,644 75	
					8,098,444f 30c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

PRODUITS ET REVENUS. 1	ÉVALUATIONS des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
.....	"	"	"	"	"	"	"	
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.								
Produits universitaires	5,406,130f 00c	5,550,164f 97c	4,725,409f 61c	824,755f 36c	144,034f 97c	"	5,550,164f 97c	
Taxe sur les diplômes délivrés par les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État	39,000 00	44,700 00	44,700 00	"	5,700 00	"	44,700 00	
Produit des amendes et condamnations pécuniaires	6,860,000 00	6,429,031 00	5,529,031 26	899,999 74	"	430,969f 00c	6,429,031 00	
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	28,108,460 00	27,147,100 00	25,477,048 11	1,670,052 60	"	961,359 29	27,147,100 71	
Retenues sur la solde des officiers de l'armée de terre	5,300,000 00	5,350,000 00	1,386 71	5,348,613 29	50,000 00	"	5,350,000 00	
Retenues sur la solde des officiers de sapeurs-pompiers de la ville de Paris	8,815 00	8,900 00	"	8,900 00	85 00	"	8,900 00	
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	3,091,000 00	3,256,000 00	1,156,559 09	2,099,440 91	165,000 00	"	3,256,000 00	
Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	823,800 00	1,450,770 00	413,571 73	1,037,198 27	626,970 00	"	1,450,770 00	
Retenue de 3 p. o/o sur le traitement des anciens employés de la Cie du canal du Midi (Loi du 27 novembre 1897).	"	2,506 51	2,506 51	"	2,506 51	"	2,506 51	
Contingents coloniaux (article 6 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866)	692,029 00	692,029 00	149,715 00	542,314 00	"	"	692,029 00	
Part de la Cochinchine dans les dépenses du câble du Tonkin	60,000 00	51,195 38	"	51,195 38	"	8,804 62	51,195 38	
Contingent de la Cochinchine	"	4,450,000 00	"	4,450,000 00	4,450,000 00	"	4,450,000 00	
Contributions des colonies aux dépenses civiles et militaires qu'elles occasionnent à l'État et aux charges générales de l'État	462,230 00	462,230 00	124,928 50	337,301 50	"	"	462,230 00	
Bénéfices provenant des gestions intérimaires des trésoreries générales et des recettes des finances	7,700 00	28,765 00	23,765 77	4,999 23	21,065 00	"	28,765 00	
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	1,911,890 00	1,919,071 55	1,764,122 68	154,948 87	7,181 55	"	1,919,071 55	
Remboursement des frais de scolarité par les officiers qui se retirent prématurément du service	18,400 00	1,547 10	1,547 10	"	"	16,852 90	1,547 10	
Frais de scolarité des médecins-élèves du service de santé démissionnaires et remboursement des premières mises allouées aux vétérinaires	4,000 00	2,593 00	2,593 00	"	"	1,407 00	2,593 00	
Remboursts des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	9,697 24	9,697 24	9,697 24	"	"	"	9,697 24	
Remboursement des frais de traitement dans les hôpitaux des colonies	1,164,600 00	174,628 82	174,628 82	"	"	989,971 18	174,628 82	
Retenues pour cause de cumul des fonctionnaires députés	86,940 00	87,425 08	87,425 08	"	485 08	"	87,425 08	
Recettes en atténuation des dépenses de la dette flottante	3,342,380 00	3,250,856 00	3,042,856 16	207,999 84	"	91,524 00	3,250,856 00	
Versements des officiers remontés à titre onéreux	1,053,000 00	908,064 71	908,064 71	"	"	144,935 29	908,064 71	
TOTAL des recettes en atténuation de dépenses (à reporter)	58,450,071 24	61,277,276 07	43,639,557 08	17,637,718 99	5,473,028 11	2,645,823 28	61,277,276 07	
					2,827,204f 83c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

PRODUITS ET REVENUS. 1	ÉVALUATIONS des RECETTES. 2	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État. 3	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. 4	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État. 5	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS. avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer. 6	Excédent des évaluations. 7	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899. 8	OBSERVATIONS. 9
Suite du § 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Report des recettes en atténuation de dépenses	58,450,071f 24c	61,277,276f 07c	43,639,557f 08c	17,637,718f 99c	5,473,028f 11c	2,645,823f 28c	61,277,276f 07c	
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.								
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris	2,628,460f 00c	2,850,037f 54c	"	2,850,037f 54c	221,577f 54c	"	2,850,037f 54c	
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise	440,780 00	440,780 00	"	440,780 00	"	"	440,780 00	
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale	1,009,690 00	1,017,003 00	995,003f 50c	21,999 50	7,313 00	"	1,017,003 00	
Remboursement par le gouvernement beylical des frais du personnel et des frais de justice criminelle de la justice française en Tunisie	447,200 00	393,764 00	5,764 65	387,999 35	"	53,436f 00c	393,764 00	
Remboursement par le gouvernement beylical des dépenses de la gendarmerie française en Tunisie	322,327 00	306,540 42	201,664 22	104,876 20	"	16,286 58	306,540 42	
Remboursement par le gouvernement khédivial et par le gouvernement beylical des frais de confection et d'expédition des papiers timbrés égyptiens et tunisiens	9,400 00	6,765 02	6,765 02	"	"	2,634 98	6,765 02	
Prélèvement sur les fonds de réserve des caisses d'épargne pour frais de contrôle des caisses d'épargne privées	200,000 00	200,000 00	200,000 00	"	"	"	200,000 00	
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	20,255,625 32	20,255,625 32	20,255,625 32	"	"	"	20,255,625 32	
Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	13,395,169 14	13,395,169 14	13,395,169 14	"	"	"	13,395,169 14	
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,652,587 09	2,652,587 09	2,652,587 09	"	"	"	2,652,587 09	
Remboursement de la garantie d'intérêts et fonds de concours versés par les Compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	14,789,000 00	17,414,000 00	17,414,000 00	"	2,625,000 00	"	17,414,000 00	
Produits accessoires du service de trésorerie	110 36	110 36	110 36	"	"	"	110 36	
Reversement par les compagnies de chemins de fer des avances à elles faites pour garanties d'intérêts	4,000,000 00	3,417,313 49	3,417,313 49	"	"	582,686 51	3,417,313 49	
Reversement par les compagnies de chemins de fer d'excédents sur annuités payées par l'État	763,770 75	763,770 75	763,770 75	"	"	"	763,770 75	
Reversement par les compagnies de chemins de fer de provisions perçues en trop pour pose de doubles voies	"	"	"	"	"	"	"	
Excédent du produit net des lignes algériennes de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour l'année 1899	"	108,141 61	108,141 61	"	108,141 61	"	108,141 61	
Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900.)	17,300,000 00	17,300,000 00	17,300,000 00	"	"	"	17,300,000 00	
Recettes en atténuation des frais de trésorerie	"	129,143 38	129,143 38	"	129,143 38	"	129,143 38	
TOTAL des recettes d'ordre proprement dites	78,214,619 66	80,650,751 12	76,845,058 53	3,805,692 59	3,091,175 53	655,044 07	80,650,751 12	
					2,436,131f 46c			
TOTAL GÉNÉRAL des recettes d'ordre	136,664,690 90	141,928,027 19	120,484,615 61	21 443,411 58	8,564,203 64	3,300,867 35	141,928,027 19	
					5,263,336f 29c			

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Compte provisoire des Recettes. (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	EVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
1° CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES ASSIMILÉES ET CONTRIBUTIONS ARABES.								
CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Contribution foncière sur les propriétés bâties	1,870,736f	1,932,710f	1,722,412f 01c	210,298f 07c	61,974f 08c	"	1,932,710f 08c	
Contribution des patentes	1,819,475	1,867,577	1,534,201 43	333,376 41	48,102 84	"	1,867,577 84	
	3,690,211	3,800,287	3,256,613 44	543,674 48	110,076 92	"	3,800,287 92	
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.								
Redevances des mines	22,995	76,387	26,511 78	49,875 65	53,392 43	"	76,387 43	
Droits de vérification des poids et mesures	165,600	144,960	144,336 87	623 33	"	20,639f 80c	144,960 20	
Droits de visite des pharmacies et magasins de drogueries	17,300	17,578	14,132 29	3,445 71	278 00	"	17,578 00	
Taxe militaire	34,957	1,719	1,225 84	493 95	"	33,237 21	1,719 79	
Frais de surveillance et de contrôle des filatures de soie	"	32	32 30	"	32 30	"	32 30	
	240,852	240,677	186,239 08	54,438 64	53,702 73	53,877 01	240,677 72	
CONTRIBUTIONS ARABES.								
Principal et centimes d'État	7,782,778	8,179,306	7,384,994 60	794,311 50	396,528 10	"	8,179,306 10	
TOTAL	11,713,841	12,220,271	10,827,847 12	1,392,424 62	560,307 75	53,877 01	12,220,271 74	
					506,430f 74c			
2° PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT.								
Mutations — Mutations à titre onéreux — Meubles — Valeurs mobilières	57,000f	55,050f	55,050f 66c	"	"	1,949f 34c	55,050f 66c	
Mutations — Mutations à titre onéreux — Meubles — Créances, rentes, prix d'offices	36,500	40,213	40,213 01	"	3,713f 01c	"	40,213 01	
Mutations — Mutations à titre onéreux — Meubles — Fonds de commerce	46,000	40,436	40,436 65	"	"	5,563 35	40,436 65	
Mutations — Mutations à titre onéreux — Meubles — Meubles corporels	114,500	108,713	108,713 60	"	"	5,786 40	108,713 60	
Mutations — Mutations à titre onéreux — Immeubles et droits immobiliers	1,870,500	2,435,601	2,433,616 59	1,985f 25c	565,101 84	"	2,435,601 84	
Mutations — Mutations à titre gratuit. — Entre vifs (donations)	61,500	82,990	82,085 53	904 76	21 490 29	"	82,990 29	
Autres conventions et actes civils, administratifs et de l'état civil	795,500	869,544	868,499 50	1,045 00	74,044 50	"	869,544 50	
Actes judiciaires et extra-judiciaires	573,500	515,600	515,600 98	"	"	57,899 02	515,600 98	
Hypothèques	53,500	49,503	49,503 89	"	"	3,996 11	49,503 89	
Pénalités (droits et demi-droits en sus, amendes)	52,500	55,451	49,257 92	6,194 03	2,951 95	"	55,451 95	
Recettes diverses	16,000	74,784	30,546 04	44 237 99	58,784 03	"	74,784 03	
TOTAL	3,677,000	4,327,891	4,273,524 37	54,367 03	726,085 62	75,194 22	4,327,891 40	
					650,891f 40c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
3° PRODUIT DU TIMBRE.								
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	2,311,500f 00c	2,300,869f 37c	2,300,869f 37c	"	"	10,630f 63c	2,300,869f 37c	
Affiches sur papier	40,500 00	39,513 96	39,513 96	"	"	986 04	39,513 96	
Affiches peintes	3,000 00	1,637 95	1,637 95	"	"	1,362 05	1,637 95	
Bordereaux des courtiers et agents de change	"	"	"	"	"	"	"	
Contrats d'assurances	3,500 00	3,861 81	3,861 81	"	361f 81c	"	3,861 81	
Contrats de transports	571,800 00	592,051 87	592,051 87	"	20,251 87	"	592,051 87	
Contrôle des marques de fabrique	"	"	"	"	"	"	"	
Passeports	500 00	442 20	442 20	"	"	57 80	442 20	
Permis de chasse	154,500 00	178,164 00	178,164 00	"	23,664 00	"	178,164 00	
Quittances et chèques	509,000 00	530,035 76	530,035 76	"	21,035 76	"	530,035 76	
Effets négociables et non négociables, billets de banque, warrants, etc.	534,500 00	533,386 00	533,386 00	"	"	1,114 00	533,386 00	
Valeurs mobilières	73,500 00	71,505 95	71,505 95	"	"	1,994 05	71,505 95	
Pénalités (amendes de contravention)	25,500 00	25,764 02	25,764 02	"	264 02	"	25,764 02	
Recettes diverses	500 00	13 47	13 47	"	"	486 53	13 47	
TOTAL	4,228,300 00	4,277,246 36	4,277,246 36	"	65,577 46	16,631 10	4,277,246 36	
					48,946f 36c			
4° TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.								
Revenus des valeurs mobilières	148,000f 00c	173,982f 80c	173,982f 80c	"	25,982f 80c	"	173,982f 80c	
Revenus de certaines associations	13,000 00	12,455 00	12,455 00	"	"	545f 00c	12,455 00	
Pénalites	500 00	197 63	197 63	"	"	302 37	197 63	
Recettes diverses	1,000	192 50	192 50	"	"	807 50	192 50	
TOTAL	162,500 00	186,827 93	186,827 93	"	25,982 80	1,654 87	186,827 93	
					24,327f 93c			
5° DOUANES.								
Droits de douane	6,067,000f 00c	6,817,865f 14c	6,817,865f 14c	"	750,865f 14c	"	6,817,865f 14c	
Sucres de toute nature	5,550,000 00	6,755,319 65	6,755,319 65	"	1,205,319 65	"	6,755,319 65	
Droits de statistique	169,000 00	200,508 60	200,508 60	"	31,508 60	"	200,508 60	
Droits de navigation	326,000 00	233,092 93	233,092 93	"	"	92,907f 07c	233,092 93	
Autres droits et recettes accessoires	490,400 00	576,246 79	576,246 79	"	85,846 79	"	576,246 79	
Amendes et confiscations	39,000 00	41,997 79	43,992 79	1,995f 00c	4,992 79	"	43,992 79	
TOTAL	12,641,400 00	14,625,030 90	14,627,025 90	1,995 00	2,078,532 97	92,907 07	14,627,025 90	
					1,985,625f 90c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
Suite du § 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
6° CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
Droits sur les alcools	5,105,000f 00c	5,847,004f 47c	5,046,200f [illegible]	800,803f 65c	742,004f 47c	"	5,847,004f 47c	
Droits de licence sur la fabrication et la vente des boissons	1,501,000 00	1,480,117 50	1,457,047 [illegible]	23,070 00	"	20,882f 50c	1,480,117 50	
Droits de licence sur la fabrication et la vente des tabacs	227,000 00	223,475 00	221,105 [illegible]	2,370 00	"	3,525 00	223,475 00	
Droits divers et recettes à différents titres. — Droits de garantie des matières d'or et d'argent	97,000 00	132,678 76	132,678 [illegible]	"	35,678 76	"	132,678 76	
Droits divers et recettes à différents titres. — Timbres des expéditions et quittances	13,000 00	24,678 40	24,678 [illegible]	"	11,678 40	"	24,678 40	
Droits divers et recettes à différents titres. — Frais de poursuites	47,000 00	52,564 21	40,749 [illegible]	11,815 16	5,564 21	"	52,564 21	
Droits divers et recettes à différents titres. — Prélèvement pour remboursement des frais de perception des taxes intérieures de l'octroi de mer	90,800 00	190,256 28	180,773 [illegible]	9,482 42	99,456 28	"	190,256 28	
Droits divers et recettes à différents titres. — Amendes et confiscations (produits à répartir)	61,800 00	56,296 39	55,751 [illegible]	544 52	"	5,503 61	56,296 96	
Droits divers et recettes à différents titres. — Recettes diverses non dénommées ci-dessus	19,000 00	33,739 04	33,724 [illegible]	14 27	14,739 04	"	33,739 04	
TOTAL	7,161,600 00	8,040,810 05	7,192,710 [illegible]	848,100 02	909,121 16	29,911 11	8,040,810 03	
					879,210f 05c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS RECOUVRÉS PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.								
Produit de la vente des tabacs des manufactures de France	258,100f 00c	255,698f 97c	255,698f [illegible]	"	"	2,401f 03c	255,698f 97c	
Produit de la vente des poudres à feu	608,500 00	675,760 00	675,760 [illegible]	"	67,260f 00c	"	675,760 00	
TOTAL	866,600 00	931,458 97	931,458 [illegible]	"	67,260 00	2,401 03	931,458 97	
					64,858f 97c			
2° PRODUITS DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.								
POSTES.								
Produit net des taxes des correspondances postales	2,771,900f 00c	3,025,482f 34c	3,025,482f [illegible]	"	253,582f 34c	"	3,025,482f 34c	
Droits perçus sur les mandats français et internationaux	354,806 00	347,539 76	347,539 [illegible]	"	"	7,260f 24c	347,539 76	
Droits perçus sur les bons de poste	2,300 00	3,078 50	3,078 [illegible]	"	778 50	"	3,078 50	
Recettes diverses et accidentelles	5,400 00	5,605 07	4,718 [illegible]	886f 29c	205 07	"	5,605 07	
TOTAL	3,134,400 00	3,381,705 67	3,380,819 [illegible]	886 29	254,565 91	7,260 24	3,381,705 67	
					247,305f 67c			
TÉLÉGRAPHES.								
Produit net des taxes des correspondances télégraphiques	1,306,000f 00c	1,413,656f 05c	1,413,656f [illegible]	"	107,656f 05c	"	1,413,656f 05c	
Contributions pour droits d'usage et frais d'entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	12,700 00	18,043 79	17,931 [illegible]	112f 50c	5,343 79	"	18,043 79	
Recettes diverses et accidentelles	27,500 00	29,486 15	24,080 [illegible]	5,405 25	1,986 15	"	29,486 15	
TOTAL	1,346,200 00	1,461,185 99	1,455,668 [illegible]	5,517 75	114,985 99	"	1,461,185 99	
					114,985f 99c			
TÉLÉPHONES.								
Produit des conversations téléphoniques	5,100f 00c	7,597f 21c	7,597f [illegible]	"	2,497f 21c	"	7,597f 21c	
Produit des abonnements urbains et interurbains	89,400 00	112,744 84	112,744 [illegible]	"	23,344 84	"	112,744 84	
Recettes diverses et accidentelles	600 00	1,081 12	1,081 [illegible]	"	481 12	"	1,081 12	
	95,100 00	121,423 17	121,423 [illegible]	"	26,323 17	"	121,423 17	
					26,323f 17c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie).

DÉSIGNATION DES PRODUITS	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
1° PRODUITS DU DOMAINE AUTRE QUE LE DOMAINE FORESTIER.								
Produit du domaine autre que ceux des forêts	1,033,300f 00c	1,125,397f 62c	880,581f 07c	244,816f 55c	92,097f 62c	"	1,125,397f 62c	
Produit des biens des corporations	4,400 00	6,407 75	4,834 00	1,573 75	2,007 75	"	6,407 75	
Recouvrement de rentes et créances	53,000 00	70,099 03	63,635 43	6,463 60	17,099 03	"	70,099 03	
Produits de l'exploitation des établissements régis ou affermés par l'État	6,600 00	5,668 09	5,147 12	520 97	"	931f 91c	5,668 09	
Redevances pour concessions de chutes d'eau	29,900 00	42,765 56	31,526 61	11,238 95	12,865 56	"	42,765 56	
Aliénations d'objets mobiliers	221,700 00	299,005 29	298,224 07	781 22	77,305 29	"	299,005 29	
Aliénations d'immeubles	649,500 00	2,089,418 40	826,357 00	1,263,061 36	1,439,918 40	"	2,089,418 40	
Successions en déshérence	87,800 00	205,892 14	205,858 14	34 00	118,092 14	"	205,892 14	
Épaves et biens vacants	3,000 00	19,415 21	19,415 21	"	16,415 21	"	19,415 21	
Recouvrements de sommes mises à la charge des communes à l'occasion de la vente ou de changement d'affectation de biens provenant de cession de l'État	"	13,402 24	2,660 37	10,741 87	13,402 24	"	13,402 24	
Versement effectué par la ville d'Alger en exécution de la convention du 27 novembre 1891, approuvée par la loi du 29 mars 1893	500,000 00	500,000 00	"	500,000 00	"	"	500,000 00	
Produit de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation de l'installation des services militaires en Algérie	266,763 27	266,763 27	"	266,763 27	"	"	266,763 27	
TOTAL	2,855,963 27	4,644,234 60	2,338,239 06	2,305,995 54	1,789,203 24	931 91	4,644,234 60	
					1,788,271 33			
2° PRODUITS DES FORÊTS.								
Produits encaissés par les Receveurs des Domaines. Coupes ordinaires et extraordinaires, ventes de lièges, etc. — Produits de coupes de bois	2,362,650f 00c	493,734f 63c	320,082f 84c	173,651f 79c	340,310f 21c	"	493,734f 63c	
Produits accessoires		166,723 47	132,276 38	34,447 09			166,723 47	
Valeurs des anciennes concessions de chênes-lièges. (Annuité à recouvrer en 1899.)		1,001,381 67	403,464 00	597,917 67			1,001,381 67	
Contributions des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois		2,646 59	2,313 43	333 16			2,646 59	
Produits de ventes de chênes-lièges, y compris 1 fr. 60 p. o/o pour frais d'adjudication		1,038,473 85	1,008,610 05	29,863 80			1,038,473 85	
Produits réglés par virements de comptes	300 00	"	"	"	"	300f 00c	"	
TOTAL	2,362,950 00	2,702,960 21	1,866,746 70	836,213 51	340,310 21	300 00	2,702,960 21	
					340,010f 21c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie.)

DÉSIGNATION DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produit de la taxe des brevets d'invention en Algérie	6,320f 00c	5,240f 00c	5,240	"	"	1,080f 00c	5,240f 00c	
Revenus et produits accidentels spéciaux à l'Algérie	90,600 00	76,409 00	71,30	5,099f 43c	"	14,191 00	76,409 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	285,860 00	350,690 00	309,58	41,105 00	64,830f 00c	"	350,690 00	
Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie	"	2,074 70	2,07	"	2,074 70	"	2,074 70	
Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires en Algérie	294,400 00	212,700 00	192,61	20,088 10	"	81,700 00	212,700 00	
Produit des maisons centrales de force et de correction en Algérie	561,960 00	345,148 55	295,15	49,995 00	"	16,811 45	345,148 55	
Droits d'extraction des phosphates	200,000 00	139,679 00	139,67	"	"	60,321 00	139,679 00	
TOTAL	1,239,140 00	1,131,941 25	1,015,65	116,287 53	66,904 70	174,103 45	1,131,941 25	
					107,198f 75c			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
1° RECETTES EN ATTÉNUATION DE DÉPENSES.								
Produits universitaires en Algérie	132,630f 00c	124,735f 00c	124,73	"	"	7,895f 00c	124,735f 00c	
Produit des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	733,200 00	625,837 14	615,87	10,000f 00c	"	107,362 86	625,837 14	
Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles en Algérie	1,040,800 00	1,070,550 00	1,042,77	27,778 66	29,750f 00c	"	1,070,550 00	
Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. — École d'arts et métiers de Dellys	4,000 00	4,325 00	3,00	1,325 00	325 00	"	4,325 00	
Prélèvement du sixième du produit de l'octroi de mer en Algérie	1,073,000 00	1,190,831 20	1,173,83	17,000 00	117,831 20	"	1,190,831 20	
Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	66,600 00	77,700 00	67,73	9,966 17	11,100 00	"	77,700 00	
Remboursement par les communes des frais de traitement des malades dans les hôpitaux militaires	312,300 00	450,764 04	293,76	157,000 00	138,464 04	"	450,764 04	
Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux en Algérie	50,110 00	55,499 84	49,37	6,120 68	5,389 84	"	55,499 84	
Remboursement d'avances par les hospices civils	21,500 00	4,500 00	4,50	"	"	17,000 00	4,500 00	
TOTAL	3,434,140 00	3,604,742 22	3,375,58	229,190 51	302,860 08	132,257 86	3,604,742 22	
					170,602f 22c			
2° RECETTES D'ORDRE PROPREMENT DITES.								
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	2,692,711f 72c	2,692,711f 72c	2,692,71	"	"		2,692,711f 72c	
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	2,034 21	2,034 21	2,034	"	"	"	2,034 21	
	2,694,745 93	2,694,745 93	2,694,74	"	"	"	2,694,745 93	
TOTAL GÉNÉRAL des recettes d'ordre	6,128,885 93	6,299,488 15	6,070,29	229,190 51	302,860 08	132,257 86	6,299,488 15	
					170,602f 22c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (France.)

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (FRANCE.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes et centimes d'État	472,181,557f 00c	478,879,838	464,421,801f 80c	14,458,036f 36c	6,698,281f 16c	"	478,879,838f 16c	
Taxes assimilées aux contributions directes	36,363,527 00	37,831,069	35,488,586 58	2,342,482 45	1,467,542 03	"	37,831,069 03	
Produits de l'Enregistrement	526,904,000 00	545,521,778	542,545,308 51	2,976,469 83	18,617,778 34	"	545,521,778 34	
Produits du Timbre	179,219,400 00	179,986,973	179,986,467 59	506 40	767,573 99	"	179,986,973 99	
Impôt sur les opérations de bourse	5,526,000 00	6,884,439	6,884,439 33	"	1,358,439 33	"	6,884,439 33	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	72,078,100 00	74,291,055	74,291,055 92	"	2,212,955 92	"	74,291,055 92	
Produits des Douanes	441,492,050 00	459,020,085	452,487,424 73	6,532,661 14	17,528,035 87	"	459,020,085 87	
Produits des Contributions indirectes	624,012,000 00	652,636,977	640,196,064 70	12,440,912 78	28,624,977 48	"	652,636,977 48	
Sucres	186,494,900 00	194,043,879	190,530,025 18	3,513,854 06	7,548,979 24	"	194,043,879 24	
Total des impôts et revenus	2,544,271,534 00	2,629,096,097	2,586,831,174 34	42,264,923 02	84,824,563 36	"	2,629,096,097 36	
					84,824,563f 36c			
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
FRANCE.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	438,924,000 00	456,060,332	455,703,059 30	357,272 88	17,136,332 18	"	456,060,332 18	
Produits des Postes	185,919,600 00	200,452,443	200,383,049 69	69,393 92	14,532,843 61	"	200,452,443 61	
Produits des Télégraphes	38,436,100 00	41,800,114	40,226,182 28	1,573,932 55	3,364,014 83	"	41,800,114 83	
Produits des Téléphones	11,043,700 00	14,101,851	14,077,384 41	24,466 63	3,058,151 04	"	14,101,851 04	
Produits de diverses exploitations	16,555,700 00	18,451,560	888,835 64	17,562,724 94	1,895,860 58	"	18,451,560 58	
Total	690,879,100 00	730,866,302	711,278,511 32	19,587,790 92	39,987,202 24	"	730,866,302 24	
COLONIES.								
Produits de diverses exploitations	201,788 95	242,919	110,661 78	132,257 30	41,130 13	"	242,919 08	
Total des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	691,080,888 95	731,109,221	711,389,173 10	19,720,048 22	40,028,332 37	"	731,109,221 32	
					40,028,332f 37c			
§ 3. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	33,658,240 00	19,369,627	17,649,633 49	1,719,993 73	"	14,288,612 78	19,369,627 22	
Produits des forêts	30,580,608 00	31,090,489	30,597,418 99	493,070 38	509,881 37	"	31,090,489 37	
Total des produits et revenus du domaine de l'État	64,238,848 00	50,460,116	48,247,052 48	2,213,064 11	509,881 37	14,288,612 78	50,460,116 59	
					13,778,731f 41c			
§ 4. — PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	56,667,200 45	64,765,644	54,960,313 46	9,805,331 29	8,098,444 30	"	64,765,644 75	
					8,098,444f 30c			
§ 5. — RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	
					"			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	58,450,071 24	61,277,276	43,639,557 08	17,637,718 99	2,827,204 83	"	61,277,276 07	
Recettes d'ordre proprement dites	78,214,619 66	80,650,751	76,845,058 53	3,805,692 59	2,436,131 46	"	80,650,751 12	
Total des recettes d'ordre	136,664,690 90	141,928,027	120,484,615 61	21,443,411 58	5,263,336 29	"	141,928,027 19	
					5,263,336f 29c			
Total des recettes du Budget général. (France.)	3,492,923,162 30	3,617,359,107	3,521,912,328 99	95,446,778 22	138,724,557 69	14,288,612 78	3,617,359,107 21	
					124,435,944f 91c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Recettes.* (Algérie.)

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)

PRODUITS ET REVENUS.	ÉVALUATIONS des RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés à la charge des redevables de l'État.	COMPARAISON DES ÉVALUATIONS avec les droits recouvrés et à recouvrer. Excédent des droits recouvrés et à recouvrer.	Excédent des évaluations.	PRODUITS PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
§ 1er. IMPÔTS ET REVENUS.								
Contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes	11,713,841f 00c	12,220,271f 74c	10,827,847f 12c	1,392,424f 62c	506,430f 74c	"	12,220,271f 74c	
Produits de l'enregistrement	3,677,000 00	4,327,891 40	4,273,524 37	54,367 03	650,891 40	"	4,327,891 40	
Produits du timbre	4,228,300 00	4,277,246 36	4,277,246 36	"	48,946 36	"	4,277,246 36	
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	162,500 00	186,827 93	186,827 93	"	24,327 93	"	186,827 93	
Produits des douanes	12,641,400 00	14,627,025 90	14,625,030 90	1,995 00	1,985,625 90	"	14,627,025 90	
Produits des contributions diverses	7,161,600 00	8,040,810 05	7,192,710 03	848,100 02	879,210 05	"	8,040,810 05	
TOTAL des impôts et revenus	39,584,641 00	43,680,073 38	41,383,186 71	2,296,886 67	4,095,432 38	"	43,680,073 38	
					4,095,432f 38c			
§ 2. PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
Produits recouvrés par les receveurs des contributions diverses	866,600 00	931,458 97	931,458 97	"	64,858f 97c	"	931,458 97	
Produits des postes	3,134,400 00	3,381,705 67	3,380,819 38	886 29	247,305 67	"	3,381,705 67	
Produits des télégraphes	1,346,200 00	1,461,185 99	1,455,668 24	5,517 75	114,985 99	"	1,461,185 99	
Produits des téléphones	95,100 00	121,423 17	121,423 17	"	26,323 17	"	121,423 17	
TOTAL des produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,442,300 00	5,895,773 80	5,889,369 76	6,404 04	453,473 80	"	5,895,773 80	
					453,473f 80c			
§ 3. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT.								
Produits du domaine autre que le domaine forestier	2,855,963 27	4,644,234 60	2,338,239 06	2,305,995 54	1,788,271 33	"	4,644,234 60	
Produits des forêts	2,362,950 00	2,702,960 21	1,866,746 70	836,213 51	340,010 21	"	2,702,960 21	
TOTAL des produits et revenus du domaine de l'État	5,218,913 27	7,347,194 81	4,204,985 76	3,142,209 05	2,128,281 54	"	7,347,194 81	
					2,128,281f 54c			
§ 4. PRODUITS DIVERS DU BUDGET.								
Produits divers	1,239,140 00	1,131,941 25	1,015,653 72	116,287 53	"	107,198 75	1,131,941 25	
					107,198f 75c			
§ 5. RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.								
Diverses ressources exceptionnelles	"	"	"	"	"	"	"	
					"			
§ 6. RECETTES D'ORDRE.								
Recettes en atténuation de dépenses	3,434,140 00	3,604,742 22	3,375,551 71	229,190 51	170,602 22	"	3,604,742 22	
Recettes d'ordre proprement dites	2,694,745 93	2,694,745 93	2,694,745 93	"	"	"	2,694,745 93	
TOTAL des recettes d'ordre	6,128,885 93	6,299,488 15	6,070,297 64	229,190 51	170,602 22	"	6,299,488 15	
					170,602f 22c			
TOTAL des recettes du Budget général. (Algérie.)	57,613,880 20	64,354,471 39	58,563,493 59	5,790,977 80	6,847,789 94	107,198 75	64,354,471 39	
					6,740,591f 19c			

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

FRANCE	3,492,923,162f 30c	3,617,359,107f 21c	3,521,912,328f 99c	95,446,778f 22c	138,724,557f 69c	14,288,612f 78c	3,617,359,107f 21c
ALGÉRIE	57,613,880 20	64,354,471 39	58,563,493 59	5,790,977 80	6,847,789 94	107,198 75	64,354,471 39
TOTAL	3,550,537,042 50	3,681,713,578 60	3,580,475,822 58	101,237,756 02	145,572,347 63	14,395,811 53	3,681,713,578 60
					131,176,536f 10c		

BUDGET GÉNÉRAL (Suite)

COMPTE PROVISOIRE DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 1899

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Compte provisoire des Dépenses. (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
	1re PARTIE.									
	MINISTÈRE DES FINANCES.									
	DETTE CONSOLIDÉE.									
1	Rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi et décret du 17 janvier 1894.)	237,638,396f 00c	237,428,052f 25c	210,343f 75c	237,638,396 00	204,315,104f 25c	33,323,291f 75c	"	"	237,638,396f 00c
2	Rentes 3 p. o/o. (Loi et ordonnance du 1er mai 1825.)	456,040,954 00	454,896,499 31	1,144,454 69	456,040,954 00	440,654,811 71	15,836,142 29	"	"	456,040,954 00
	TOTAL	693,679,350 00	692,324,551 56	1,354,798 44	693,679,350 00	644,969,915 96	48,709,434 04	"	"	693,679,350 00
	DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.									
3	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités. (Loi du 11 juin 1878, décret du 16 juillet 1878.)	140,393,208f 00c	140,380,802f 50c	12,405f 50c	140,393,208 00	138,310,881f 25c	2,082,326f 75c	"	"	140,393,208f 00c
4	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan. (Loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, loi des 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	15,792,409 00	15,792,405 76	"	15,792,405 76	15,792,405 76	"	"	3f 24c	15,792,405 76
5	Remboursement de partie des obligations sexennaires échéant en 1899	31,000,000 00	31,000,000 00	"	31,000,000 00	31,000,000 00	"	"	"	31,000,000 00
6	Intérêts des obligations du Trésor à court terme émises pour garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer	3,244,546 00	3,244,545 36	"	3,244,545 36	3,244,545 36	"	"	0 64	3,244,545 36
7	Intérêts des obligations du Trésor émises en vertu de l'article 56 de la loi de finances du 13 avril 1898. (Remboursement de cautionnements.)	"	"	"	"	"	"	"	"	"
8	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	2,482,500 00	2,482,302 73	"	2,482,302 73	2,482,302 73	"	"	197 27	2,482,302 73
9	Annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est. (Loi du 17 juin 1873.)	20,500,000 00	20,500,000 00	"	20,500,000 00	20,500,000 00	"	"	"	20,500,000 00
10	Annuité à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée. (Loi du 18 février 1898.)	2,546,000 00	2,546,000 00	"	2,546,000 00	"	2,546,000 00	"	"	2,546,000 00
11	Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires	31,352,349 00	31,352,347 70	"	31,352,347 70	31,352,347 70	"	"	1 30	31,352,347 70
12	Remboursement par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam	5,218,540 00	5,218,540 00	"	5,218,540 00	5,218,540 00	"	"	"	5,218,540 00
13	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	24,250 00	24,250 00	"	24,250 00	12,125 00	12,125 00	"	"	24,250 00
14	Redevance annuelle envers l'Espagne pour droit de dépaissance sur les deux versants de la frontière des Pyrénées	16,000 00	"	16,243 56	16,243 56	"	16,243 56	243f 56c	"	16,243 56
15	Annuités aux compagnies de chemins de fer	41,358,485 00	41,358,329 63	"	41,358,329 63	41,358,329 63	"	"	155 37	41,358,329 63
16	Rachat de concessions de canaux. (Lois des 28 juillet et 1er août 1860 et 20 mai 1863.)	314,707 00	276,366 17	38,340 83	314,707 00	238,380 25	76,326 75	"	"	314,707 00
16*bis*	Liquidation des cartelles appartenant à des établissements ecclésiastiques de la Savoie	75,000 00	"	41,269 92	41,269 92	"	41,269 92	"	33,730 08	41,269 92
17	Intérêts de la dette flottante du Trésor	16,484,560 00	"	16,484,560 00	16,484,560 00	15,099,578 69	1,384,981 31	"	"	16,484,560 00
18	Intérêts de capitaux de cautionnements	6,994,000 00	6,791,237 76	202,762 24	6,994,000 00	298,401 67	6,695,598 33	"	"	6,994,000 00
	TOTAL	317,796,554 00	300,967,127 61	16,795,582 05	317,762,709 66	304,907,838 04	12,854,871 62	243 56	34,087 90	317,762,709 66
	A reporter	1,011,475,904 00	993,291,679 17	18,150,380 49	1,011,442,059 66	949,877,754 00	61,564,305 66	243 56	34,087 90	1,011,442,059 66

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899		Budget primitif		1,249,896,915f
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS :		
Loi du 25 déc. 1899	20	Rentes viagères d'ancienne origine	2,370f	
	16 *bis*	Liquidation des tutelles	75,000	
		TOTAL	77,370	
		2° CRÉDITS ANNULÉS :		
Loi du 25 déc. 1899	7	Intérêts des obligations du Trésor	75,000f	
	19	Pensions civiles (1790)	40,000	
	33	Indemnités aux victimes du coup d'État	100,000	
	38	Allocations supplémentaires, etc.	347,000	
		TOTAL (à *déd.*)	562,000	
		RESTE (à *déd.*)	484,630	— 484,630
		TOTAL		1,249,412,285

Suite du *Compte prov…* *des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 1re Partie.										
	Suite du Minist…										
	Report.....	1,011,475,904f 00c	993,291,679f 17c	18,150,380f 49c	1,011,442,059f…	949,877,754f 00c	61,564,305f 66c	243f 53c	34,087f 90c	1,011,442,059f 66c	(A) Voir note page 479.
	DETTE VIAGÈRE.										
19	Pensions civiles. (Lois des 22 août 1790, etc.).....	681,950 00	581,882 78	59,713 75	641,596…	581,882 78	59,713 75	"	40,353 47	641,596 53	
20	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal an XI.)..	3,360 00	890 00	2,370 00	3,260…	395 00	2,865 00	"	100 00	3,260 00	
21	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)..	251,100 00	195,616 14	15,261 99	210,878…	194,887 17	15,990 96	"	40,221 87	210,878 13	
22	Pensions militaires de la guerre. (Lois des 11 avril 1831, etc.)..	94,800,000 00	91,758,055 96	2,445,888 54	94,203,944…	91,758,780 67	2,445,163 83	"	596,055 50	94,203,944 50	
23	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831, etc.).	36,750,000 00	35,054,952 02	1,312,501 81	36,367,453…	35,058,722 18	1,308,731 65	"	382,546 17	36,367,453 83	
24	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X. (Loi du 8 avril 1834.).....	2,150 00	2,150 00	"	2,150…	1,350 00	800 00	"	"	2,150 00	
25	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Lois des 23 juin 1835 et 8 juillet 1852, décrets des 13 et 25 juin 1853.).....	9,920 00	3,999 53	243 50	4,243…	3,999 53	243 50	"	5,676 97	4,243 03	
26	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	56,000 00	45,082 74	2,620 91	47,703…	45,207 74	2,495 91	"	8,296 35	47,703 65	
27	Traitements viagers des membres de la Légion d'honneur et des médaillés militaires.....	11,046,050 00	11,046,050 00	"	11,046,050…	11,046,050 00	"	"	"	11,046,050 00	
28	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	75,515,000 00	70,986,817 01	2,990,087 56	73,976,904…	70,985,728 55	2,991,176 02	"	1,538,095 43	73,976,904 57	
29	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)..	87,000 00	88,689 85	A déd. 3,189 85	85,500…	85,500 00	"	"	1,500 00	85,500 00	
30	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.).....	10,267 00	8,152 64	532 04	8,684…	8,152 64	532 04	"	1,582 32	8,684 68	
31	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 déc. 1861)	210,200 00	175,653 28	6,617 36	182,270…	175,113 01	7,157 63	"	27,929 36	182,270 64	
32	Annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires, aux marins et à leurs veuves. (Loi du 18 août 1881.).....	8,842,000 00	8,842,000 00	"	8,842,000…	8,842,000 00	"	"	"	8,842,000 00	
33	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 déc. 1851. (Loi du 30 juillet 1881.).....	4,120,000 00	3,841,242 66	148,680 23	3,989,922…	3,844,414 68	145,508 21	"	130,077 11	3,989,922 89	
34	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.).....	825,000 00	741,831 69	47,095 29	788,926…	742,262 62	46,664 36	"	36,073 02	788,926 98	
35	Indemnité aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1885).....	42,424 00	33,810 44	3,039 25	36,849…	34,978 86	1,870 83	"	5,574 31	36,849 69	
36	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins (Loi du 18 avril 1888.).	124,420 00	99,482 64	5,804 53	105,287…	98,632 43	6,654 74	"	19,132 83	105,287 17	
37	Part contributive de l'État dans les pensions civiles de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers. (Décret du 11 juin 1881.).....	5,000 00	"	1,470 89	1,470…	"	1,470 89	"	3,529 11	1,470 89	
38	Allocations supplémentaires : 1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer et aux veuves retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et aux veuves de ces agents retraités antérieurement à la loi du 26 février 1887; 3° aux agents forestiers énumérés à l'article unique de la loi du 4 mai 1892, ainsi qu'à leurs veuves, retraités avant l'application de cette dernière loi; 4° aux gardes d'artillerie contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major, retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 15 novembre 1890.....	4,554,540 00	4,033,005 76	96,127 46	4,129,133…	4,034,027 75	95,105 47	"	425,406 78	4,129,133 22	
	Total de la dette viagère.....	237,936,381 00	227,539,365 14	7,134,865 26	234,674,230…	227,542,085 61	7,132,144 79	"	3,262,150 60	234,674,230 40	
	Total de la Dette publique.....	1,249,412,285 00	1,220,831,044 31	25,285,245 75	1,246,116,290…	1,177,419,839 61	68,696,450 45	243 56	3,296,238 50	1,246,116,290 06	
								3,295,994f 94c			

Suite du *Compte provisoire des dépenses.* (France.)

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.										
	MINISTÈRE DES FINANCES.										
39	Dotation du Président de la République	600,000f 00c	598,333f 34c	"	598,333f 34c	598,333f 34c	"	"	1,166f 66c	598,333f 34c	
40	Frais de maison du Président de la République	300,000 00	299,166 67	"	299,166 67	299,166 67	"	"	833 33	299,166 67	
41	Frais de voyage, de déplacement et de représentation du Président de la République	300,000 00	299,166 67	"	299,166 67	299,166 67	"	"	833 33	299,166 67	
42	Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs	4,600,000 00	4,600,000 00	"	4,600,000 00	4,600,000 00	"	"	"	4,600,000 00	
43	Dépenses administratives de la Chambre des députés et indemnités des députés	7,502,560 00	7,440,000 00	145,022f 49c	7,585,022 49	7,440,000 00	145,022f 49c	82,462 49	"	7,585,022 49	
	TOTAL des Pouvoirs publics	13,302,560 00	13,236,666 68	145,022 49	13,381,689 17	13,236,666 68	145,022 49	82,462 49	3,333 32	13,381,689 17	Loi du 30 mai 1899, 13,302,560 francs.
								79,129f 17c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1899.
44	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale du Ministère	3,652 670f 00c	3,567,828f 58c	84,083f 65c	3,651,912f 23c	3,564,214f [illegible]	87,697f 39c	"	757f 77c	3,651,912f 23c
45	Inspection générale des finances	855,600 00	846,941 83	4,547 60	851,489 43	770,668 [illegible]	80,820 70	"	4,110 57	851,489 43
46	Personnel central des administrations financières	1,584,730 00	1,576,544 91	7,550 00	1,584,094 91	1,572,071 [illegible]	12,023 19	"	635 09	1,584,094 91
47	Indemnités diverses	47,650 00	43,196 50	4,453 50	47,650 00	42,872 [illegible]	4,777 75	"	"	47,650 00
48	Matériel de l'Administration centrale	591,580 00	462,760 52	126,960 03	589,720 55	435,418 [illegible]	154,302 55	"	1,859 45	589,720 55
48 *bis*	Frais de déménagement et de réinstallation du magasin central des impressions	7,000 00	"	6,664 26	6,664 26	"	6,664 26	"	335 74	6,664 26
49	Impressions	2,728,400 00	1,227,080 58	1,499,792 93	2,726,873 51	1,006,847 [illegible]	1,720,025 60	"	1,526 49	2,726,873 51
50	Dépenses diverses de l'Administration centrale	204,540 00	81,682 91	115,840 66	197,523 57	77,525 [illegible]	119,998 56	"	7,016 43	197,523 57
50 *bis*	Participation à l'Exposition universelle de 1900	45,000 00	220 00	3,622 63	3,842 63	220 [illegible]	3,622 63	"	41,157 37	3,842 63
51	Frais de trésorerie	38,000 00	"	38,000 00	38,000 00	"	38,000 00	"	"	38,000 00
52	Traitements fixes des trésoriers-payeurs généraux et du receveur central de la Seine	1,287,000 00	1,286,304 88	0 01	1,286,304 89	1,285,338 [illegible]	966 67	"	695 11	1,286,304 89
53	Fonds d'abonnement alloués aux trésoriers-payeurs généraux et au receveur central de la Seine pour les frais de personnel et de matériel à leur charge	3,985,000 00	3,956,665 90	13,989 94	3,970,655 84	3,952,849 [illegible]	17,806 63	"	14,344 16	3,970,655 84
54	Traitements fixes des receveurs particuliers des finances	655,200 00	653,059 96	1,740 00	654,799 96	636,059 [illegible]	18,740 00	"	400 04	654,799 96
55	Commissions et indemnités aux receveurs particuliers des finances comprenant les frais de personnel et de matériel à leur charge	2,463,500 00	2,124,492 77	153,356 85	2,277,849 62	2,058,097 [illegible]	219,751 87	"	185,050 38	2,277,849 62
56	Personnel de la Cour des comptes	1,521,600 00	1,426,309 71	94,550 00	1,520,859 71	1,417,773 [illegible]	103,086 66	"	740 29	1,520,859 71
57	Matériel et dépenses diverses de la Cour des comptes	46,940 00	29,192 25	17,726 63	46,918 88	28,792 [illegible]	18,126 63	"	21 12	46,918 88
57 *bis*	Achat de documents destinés à la bibliothèque de la Cour des comptes (legs Berger)	2,383 80	"	"	"	"	"	"	2,383 80	"
58	Laboratoires. — Personnel	348,500 00	326,732 69	11,248 00	337,980 69	323,107 [illegible]	14,872 96	"	10,519 31	337,980 69
59	Laboratoires. — Matériel et dépenses diverses	167,700 00	101,353 55	41,283 13	142,636 68	90,190 [illegible]	52,446 68	"	25,063 32	142,636 68
60	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	337,233 81	158,467 87	122,665 92	281,133 79	135,823 [illegible]	145,310 67	"	56,100 02	281,133 79
		20,570,227 61	17,868,835 41	2,348,075 74	20,216,911 15	17,397,869 [illegible]	2,819,041 40	"	353,316 46	20,216,911 15
61	Dépenses des exercices clos	8,539,975 44	8,539,975 44	"	8,539,975 44	8,539,975 44	"	"	"	8,539,975 44
	Total	29,110,203 05	26,408,810 85	2,348,075 74	28,756,886 59	25,937,845 [illegible]	2,819,041 40	"	353,316 46	28,756,886 59
									353,316f 46c	

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.	Sommes.
Loi du 30 mai 1899.	"	Crédits ouverts par le budget primitif	20,034,010f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.	
		1° Crédits ouverts.	
Loi du 25 déc. 1899.	49	Impressions	400,000 00
	53	Commissions aux Receveurs des finances	5,000 00
	60	Dépenses des exercices périmés	126,233 81
	48 *bis*.	Frais de déménagement du magasin des impressions	7,000 00
	57 *bis*.	Achat de documents pour la bibliothèque de la Cour des Comptes	2,383 80
		Total	540,617 61
		2° Crédits annulés.	
Loi du 25 déc. 1899.	57	Matériel de la Cour des Comptes	5,000 00
		Reste pour crédits ouverts	535,617 61
		Dépenses des exercices clos	8,539,975 44
		Total général	29,110,203 05

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	517,000f 00c	515,141f 36c	1,850f 00c	516,991f 36c	514,819f [illegible]	2,172f 22c	"	8f 64c	516,991f 36c
2	Matériel de l'Administration centrale	80,000 00	43,517 28	36,480 25	79,997 53	42,138 [illegible]	37,858 99	"	2 47	79,997 53
3	Personnel du Conseil d'État	1,048,000 00	1,047,999 26	"	1,047,999 26	1,043,617 [illegible]	4,381 66	"	0 74	1,047,999 26
4	Matériel du Conseil d'État	64,000 00	47,965 96	16,031 61	63,997 57	47,603 [illegible]	16,393 74	"	2 43	63,997 57
5	Personnel de la Cour de cassation	1,147,000 00	1,138,485 05	"	1,138,485 05	1,137,185 [illegible]	1,300 03	"	8,514 95	1,138,485 05
6	Menues dépenses de la Cour de cassation	32,300 00	32,299 92	"	32,299 92	32,299 [illegible]	"	"	0 08	32,299 92
7	Cours d'appel	6,158,333 00	6,153,314 00	"	6,153,314 00	6,128,890 [illegible]	24,423 37	"	5,019 00	6,153,314 00
8	Cours d'assises	38,000 00	29,720 00	4,920 00	34,640 00	28,180 [illegible]	6,460 00	"	3,360 00	34,640 00
9	Tribunaux de première instance	11,576,500 00	11,558,519 98	2,376 85	11,560,896 83	11,240,448 [illegible]	320,448 79	"	15,603 17	11,560,896 83
10	Tribunaux de commerce	185,000 00	184,276 00	"	184,276 00	165,430 [illegible]	18,845 68	"	724 00	184,276 00
11	Tribunaux de police	94,700 00	93,299 80	"	93,299 80	86,505 [illegible]	6,793 98	"	1,400 20	93,299 80
12	Justices de paix	8,413,100 00	8,405,714 69	1,761 71	8,407,476 40	7,594,609 [illegible]	812,867 07	"	5,623 60	8,407,476 40
13	Juge des appellations d'Andorre	3,000 00	3,000 00	"	3,000 00	2,750 [illegible]	250 00	"	"	3,000 00
14	Frais de justice criminelle en France	5,100,000 00	5,280,065 77	14,004 99	5,294,070 76	5,280,065 [illegible]	14,004 99	194,070f 76c	"	5,294,070 76
14 *bis.*	Erreurs judiciaires	5,000 00	15,000 00	"	15,000 00	15,000 [illegible]	"	10,000 00	"	15,000 00
15	Frais des statistiques et impression des bulletins officiels.	128,500 00	92,772 85	35,727 15	128,500 00	92,772 [illegible]	35,727 15	"	"	128,500 00
16	Secours et dépenses imprévues	75,000 00	75,000 00	"	75,000 00	71,025 [illegible]	3,975 00	"	"	75,000 00
17	Bonifications de pensions de retraites des employés du Secrétariat de la Présidence et du Parquet du Tribunal de 1re instance de la Seine	2,700 00	1,968 75	"	1,968 75	1,968 [illegible]	"	"	731 25	1,968 75
18	Collection des lois étrangères. — Personnel	7,000 00	6,999 96	"	6,999 96	6,999 [illegible]	"	"	0 04	6,999 96
19	Collection des lois étrangères. — Matériel	13,000 00	3,283 45	9,716 55	13,000 00	2,918 [illegible]	10,081 30	"	"	13,000 00
20	Reconstitution des actes de l'état civil	1,000 00	"	"	"	"	"	"	1,000 00	"
20 *bis*	Participation à l'Exposition universelle de 1900	5,000 00	"	4,991 19	4,991 19	"	4,991 19	"	8 81	4,991 19
21	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Dépenses remboursables par le gouvernement beylical.									
23	Frais de la justice française en Tunisie	357,200 00	326,357 10	1,476 23	327,833 33	304,620 [illegible]	23,212 98	"	29,366 67	327,833 33
24	Frais de justice criminelle en Tunisie	90,000 00	92,721 44	"	92,721 44	92,721 [illegible]	"	2,721 44	"	92,721 44
		35,141,333 00	35,147,422 62	129,336 53	35,276,759 15	33,932,571 [illegible]	1,344,188 14	206,792 20	71,366 05	35,276,759 15
22	Dépenses des exercices clos	8,918 81	8,913 81	"	8,913 81	8,913 [illegible]	"	"	"	8,913 81
	TOTAL	35,150,246 81	35,156,336 43	129,336 53	35,285,672 96	33,941,484 [illegible]	1,344,188 14	206,792 20	71,366 05	35,285,672 96
								135,426f 15c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES. des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	–	Budget primitif		35,112,933f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 25 déc. 1899	7	Cours d'appel	5,500	
	9	Tribunaux de première instance	22,500	
	10	Tribunaux de commerce	400	
		TOTAL	28,400	28,400 00
		Dépenses des exercices clos		8913 81
		TOTAL GÉNÉRAL		35,150,246 81

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale	808,000f 00c	785,528f 46c	22,471f 54c	808,000f 00c	784,911f [illegible]	23,088f 20c	"	"	808,000f 00c
2	Matériel de l'administration centrale	198,000 00	158,593 77	39,406 23	198,000 00	156,495 [illegible]	41,504 27	"	"	198,000 00
3	Archives, bibliothèque, publication de documents diplomatiques	40,000 00	25,229 99	14,770 01	40,000 00	21,794 [illegible]	18,205 01	"	"	40,000 00
4	Traitements des agents diplomatiques et consulaires	5,465,400 00	5,353,293 91	112,106 09	5,465,400 00	4,985,043 [illegible]	480,356 23	"	"	5,465,400 00
5	Traitements des chanceliers, drogmans, interprètes, élèves chanceliers, commis et auxiliaires	1,933,900 00	1,885,629 49	48,270 51	1,933,900 00	1,763,779 [illegible]	170,120 12	"	"	1,933,900 00
6	Traitements des agents à la disposition du Ministre et des agents en disponibilité	150,000 00	145,729 73	4,270 27	150,000 00	132,532 [illegible]	17,467 75	"	"	150,000 00
7	Frais de représentation des agents diplomatiques	1,645,000 00	1,632,005 21	12,994 79	1,645,000 00	1,516,609 [illegible]	128,390 50	"	"	1,645,000 00
8	Entretien des hôtels appartenant à la France. — Achat de mobilier	270,000 00	126,193 27	143,806 73	270,000 00	123,370 [illegible]	146,629 18	"	"	270,000 00
9	Allocations aux établissements français en Orient; secours aux écoles; frais divers de culte	800,000 00	149,831 04	650,168 96	800,000 00	141,525 [illegible]	658,474 93	"	"	800,000 00
10	Frais de correspondance télégraphique	393,000 00	125,743 88	267,256 12	393,000 00	107,953 [illegible]	285,046 73	"	"	393,000 00
11	Dépenses des résidences payées sur services faits ou par abonnement	1,150,000 00	1,010,539 78	139,460 22	1,150,000 00	1,002,107 [illegible]	147,892 92	"	"	1,150,000 00
12	Frais d'établissem[t] des agents diplomatiques et consulaires	325,000 00	244,831 06	80,168 94	325,000 00	242,581 [illegible]	82,418 94	"	"	325,000 00
13	Frais de voyages et de courriers	800,000 00	357,206 63	442,793 37	800,000 00	334,781 [illegible]	465,218 33	"	"	800,000 00
14	Primes d'ancienneté de séjour	80,000 00	79,875 00	125 00	80,000 00	60,000 [illegible]	20,000 00	"	"	80,000 00
15	Présents diplomatiques	35,000 00	30,988 08	4,011 92	35,000 00	30,034 [illegible]	4,965 75	"	"	35,000 00
16	Missions	100,000 00	99,567 30	432 70	100,000 00	87,239 [illegible]	12,760 25	"	"	100,000 00
16 *bis.*	Mission d'Éthiopie	150,000 00	141,833 33	8,166 67	150,000 00	134,583 [illegible]	15,416 67	"	"	150,000 00
17	Secours	180,000 00	165,595 37	14,404 63	180,000 00	124,590 [illegible]	55,409 20	"	"	180,000 00
18	Dépenses secrètes	1,000,000 00	1,000,000 00	"	1,000,000 00	1,000,000 [illegible]	"	"	"	1,000,000 00
19	Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la Résidence de l'ambassade ottomane	63,500 00	62,162 26	1,337 74	63,500 00	49,012 [illegible]	14,487 74	"	"	63,500 00
20	Allocation à la famille d'Abd-el-Kader	60,000 00	53,599 88	6,400 12	60,000 00	51,719 [illegible]	8,280 12	"	"	60,000 00
21	Construction et grosses réparations d'hôtels à l'étranger	150,000 00	33,775 30	116,224 70	150,000 00	33,775 [illegible]	116,224 70	"	"	150,000 00
22	Construction de l'hôtel de l'ambassade à Londres	175,000 00	3,305 40	171,694 60	175,000 00	3,305 [illegible]	171,694 60	"	"	175,000 00
23	Dépenses occasionnées par l'exécution de la convention franco-brésilienne du 10 avril 1897	325,000 00	61,351 35	263,648 65	325,000 00	60,018 [illegible]	264,981 98	"	"	325,000 00
24	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,868 75	"	1,868 75	1,868 75	"	1,868 75	"	"	1,868 75
25 *bis.*	Cérémonies et services funèbres en l'honneur de M. Félix Faure	80,000 00	58,938 72	21,061 28	80,000 00	56,968 [illegible]	23,031 54	"	"	80,000 00
25 *ter.*	Frais de diverses conférences ou missions extraordinaires; frais de réception de personnages étrangers	150,000 00	"	150,000 00	150,000 00	"	150,000 00	"	"	150,000 00
		16,528,668 75	13,791,348 21	2,737,320 54	16,528,668 75	13,004,734 [illegible]	3,523,934 41	"	"	16,528,668 75
25	Dépenses des exercices clos	323,037 25	323,037 25	"	323,037 25	323,037 [illegible]	"	"	"	323,037 25
	TOTAL	16,851,706 00	14,114,385 46	2,737,320 54	16,851,706 00	13,327,771 [illegible]	3,523,934 41	"	"	16,851,706 00
								"		

OBSERVATIONS.

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 30 mai 1899.		Budget primitif	16,076,800f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.	
		CRÉDITS OUVERTS.	
Loi du 25 déc. 1899.	12	Frais d'établissement des agents diplomatiques	80,000 00
	13	Frais de voyages et de courriers	220,000 00
	24	Dépenses des exercices périmés	1,868 75
	25*ter*	Frais de diverses conférences	150,000 00
		TOTAL	451,868 75
			451,868 75
		Dépenses des exercices clos	323,037 25
		TOTAL GÉNÉRAL	16,851,706 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.									
	1re Section. — SERVICES DE L'INTÉRIEUR.									
1	Traitement du Ministre, traitements et indemnités du personnel de l'administration centrale	1,463,085f 00c	1,446,099f 11c	16,985f 89c	1,463,085f 00c	1,430,372f [illegible]	32,712f 49c	"	"	1,463,085f 00c
2	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale	238,000 00	221,202 61	16,797 39	238,000 00	214,085 [illegible]	23,914 84	"	"	238,000 00
3	Inspections générales administratives	225,000 00	207,661 86	17,338 14	225,000 00	186,015 [illegible]	38,984 45	"	"	225,000 00
4	Secours personnels à divers titres	427,607 00	407,765 00	19,842 00	427,607 00	373,573 [illegible]	54,032 00	"	"	427,607 00
5	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements	5,024,500 00	5,016,982 15	7,517 85	5,024,500 00	4,935,790 [illegible]	88,709 74	"	"	5,024,500 00
6	Frais des élections sénatoriales	210,000 00	65,025 00	144,975 00	210,000 00	65,025 [illegible]	144,975 00	"	"	210,000 00
7	Bureau de l'union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	4,850 00	"	4,850 00	4,850 00	"	4,850 00	"	"	4,850 00
8	Impressions, achats d'ouvrages, abonnements	52,000 00	35,668 65	16,331 35	52,000 00	34,428 [illegible]	17,572 00	"	"	52,000 00
9	Dépenses fixes du personnel d'administration des *Journaux officiels*	80,000 00	77,968 59	2,031 41	80,000 00	77,968 [illegible]	2,031 41	"	"	80,000 00
10	Dépenses variables du personnel d'exploitation et d'administration des *Journaux officiels*	702,300 00	622,237 85	80,062 15	702,300 00	619,037 [illegible]	83,262 15	"	"	702,300 00
11	Dépenses du matériel des *Journaux officiels*	403,000 00	287,926 25	115,073 75	403,000 00	282,112 [illegible]	120,887 67	"	"	403,000 00
12	Entretien des tombes militaires. (Loi du 4 avril 1873.)									
13	Subventions aux sociétés de secours mutuels	21,708 00	8,637 02	13,070 98	21,708 00	7,301 [illegible]	14,406 23	"	"	21,708 00
14	Majoration des pensions de retraites des membres des sociétés de secours mutuels	810,000 00	810,000 00	"	810,000 00	810,000 [illegible]	"	"	"	810,000 00
15	Bonification d'intérêts aux sociétés de secours mutuels. (Loi du 1er avril 1898.)	900,000 00	900,000 00	"	900,000 00	900,000 [illegible]	"	"	"	900,000 00
		1,190,000 00	1,190,000 00	"	1,190,000 00	1,190,000 [illegible]	"	"	"	1,190,000 00
15 *bis*	Indemnités de frais de voyage et de séjour aux membres du Conseil supérieur de la mutualité	1,400 00	"	1,400 00	1,400 00	"	1,400 00	"	"	1,400 00
16	Personnel des bureaux des préfectures	3,808,600 00	3,779,729 95	28,870 05	3,808,600 00	3,750,037 [illegible]	58,562 63	"	"	3,808,600 00
17	Personnel des bureaux des sous-préfectures	1,073,000 00	1,065,971 25	7,028 75	1,073,000 00	1,033,582 [illegible]	39,417 73	"	"	1,073,000 00
18	Frais matériels d'administration des préfectures	770,900 00	769,469 24	1,430 76	770,900 00	757,459 [illegible]	13,440 73	"	"	770,900 00
19	Frais matériels d'administration des sous-préfectures	582,900 00	582,783 64	116 36	582,900 00	566,921 [illegible]	15,978 32	"	"	582,900 00
20	Indemnités à d'anciens fonction. sardes devenus Français	4,500 00	4,500 00	"	4,500 00	4,250 [illegible]	250 00	"	"	4,500 00
21	Matériel des cours d'appel	430,000 00	257,572 48	172,427 52	430,000 00	226,141 [illegible]	203,858 12	"	"	430,000 00
22	Reconstruction de la Cour d'appel de Paris	225,000 00	146,924 84	78,075 16	225,000 00	126,924 [illegible]	98,075 16	"	"	225,000 00
23	Annuités à payer au Crédit foncier en exécution de l'article 11 de la convention annexée à la loi du 22 juillet 1887	76,000 00	75,969 16	30 84	76,000 00	"	76,000 00	"	"	76,000 00
24	Subvention pour l'organisation et l'entretien des corps de sapeurs-pompiers	10,000 00	4,760 00	5,240 00	10,000 00	4,290 [illegible]	5,710 00	"	"	10,000 00
25	Subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie	800,000 00	8,592 00	791,408 00	800,000 00	"	800,000 00	"	"	800,000 00
26	Subventions aux Sociétés de tir et de gymnastique	40,000 00	32,611 02	7,388 98	40,000 00	32,411 [illegible]	7,588 98	"	"	40,000 00
27	Délimitation des frontières	4,000 00	400 00	3,600 00	4,000 00	400 [illegible]	3,600 00	"	"	4,000 00
28	Célébration de la Fête nationale du 14 juillet	130,000 00	109,896 73	20,103 27	130,000 00	102,412 [illegible]	27,587 88	"	"	130,000 00
29	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des routes départementales. (Loi du 30 juillet 1880.)	70,000 00	"	70,000 00	70,000 00	"	70,000 00	"	"	70,000 00
30	Subventions aux départements. (Loi du 10 août 1871.)	3,695,000 00	3,685,284 47	9,715 53	3,695,000 00	3,685,284 [illegible]	9,715 53	"	"	3,695,000 00
31	Subvention pour le rachat des ponts à péage dépendant des chemins vicinaux. (Loi du 30 juillet 1880.)	150,000 00	2,525 00	147,475 00	150,000 00	2,525 [illegible]	147,475 00	"	"	150,000 00
32	Subv. aux départ. pour l'achèvement des chem. vicin.	7,400,000 00	5,108,366 77	2,291,633 23	7,400,000 00	4,572,393 [illegible]	2,827,607 00	"	"	7,400,000 00
33	Attributions de médailles aux cantonniers de la voirie départementale et communale	3,000 00	3,000 00	"	3,000 00	3,000 [illegible]	"	"	"	3,000 00
34	Carte de France au 1/100,000e	86,000 00	83,556 85	2,443 15	86,000 00	83,556 [illegible]	2,443 15	"	"	86,000 00
34 *bis*	Participation à l'Exposition universelle de 1900	61,000 00	16,154 33	44,845 67	61,000 00	13,384 [illegible]	47,615 57	"	"	61,000 00
35	Dépenses du Conseil supérieur de l'Assistance publique	10,000 00	7,109 90	2,890 10	10,000 00	6,899 [illegible]	3,190 10	"	"	10,000 00
	A reporter	31,183,350 00	27,042,351 72	4,140,998 28	31,183,350 00	26,097,496 [illegible]	5,085,853 88	"	"	31,183,350 00

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		76,644,327 00
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
Loi du 25 déc. 1899	10	Dépenses du personnel des journaux officiels	80,000 00	
	23	Annuités à payer au Crédit foncier	76,000 00	
	57	Personnel du Service sanitaire	84,000 00	
	58	Matériel du Service sanitaire	210,000 00	
	62*bis*	Construction d'un hôtel de police à Lyon	101,000 00	
	67*bis*	Exécution de la loi du 17 février 1898	6,300 00	
	81	Dépenses des exercices périmés	1,451 69	
Loi du 30 déc. 1899	15	Indemnités aux membres du Conseil de la mutualité	1,400 00	
		TOTAL	560,151 69	560,151 69
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		Crédits reportés de l'exercice 1898.		
Décrets des : 15 juin 1899	12	Entretien des tombes militaires	2,008 00	
17 juin 1899	54	Établissement thermal d'Aix-les-Bains. (Travaux d'agrandissement.)	17,774 63	
		TOTAL	19,782 63	19,782 63
		CRÉDITS OUVERTS A 1899.		
10 juillet 1899	49*bis*	Secours aux victimes de la catastrophe de Toulon	556 50	
27 novembre 1899	80	Constructions et aménagement des prisons cellulaires	60,000 00	
25 décembre 1899	12	Entretien des tombes militaires	200 00	
Idem	80	Construction et aménagement des prisons cellulaires	150,000 00	
		TOTAL	210,756 50	210,756 50
		Dépenses des exercices clos		815,101 29
		TOTAL GÉNÉRAL		78,250,119 11

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
	1re SECTION. — SERVICES DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)										
	Report.....	31,183,350f 00c	27,042,351f 72c	4,140,998f 28c	31,183,350f 00c	26,097,496f [illegible]	5,085,853f 88c	"	"	31,183,350f 00c	(A) Voir note page 491.
36	Subvention à l'hospice national des Quinze-Vingts....	335,000 00	335,000 00	"	335,000 00	335,000 [illegible]	"	"	"	335,000 00	
37	Subvention à la maison nationale de Charenton.....	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	45,837 [illegible]	4,163 00	"	"	50,000 00	
38	Subvention aux asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet.....	30,000 00	30,000 00	"	30,000 00	30,000 [illegible]	"	"	"	30,000 00	
39	Subvention à l'institution nationale des jeunes aveugles.	196,000 00	196,000 00	"	196,000 00	163,340 [illegible]	32,660 00	"	"	196,000 00	
40	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Paris.....	226,000 00	226,000 00	"	226,000 00	188,340 [illegible]	37,660 00	"	"	226,000 00	
41	Subvention à l'institution nationale des sourds-muets de Chambéry.....	71,000 00	71,000 00	"	71,000 00	71,000 [illegible]	"	"	"	71,000 00	
42	Subvention à l'institution nationale des sourdes-muettes de Bordeaux.....	95,000 00	95,000 00	"	95,000 00	95,000 [illegible]	"	"	"	95,000 00	
43	Remboursement des frais d'assistance occasionnés par des individus sans domicile de secours autres que ceux qui bénéficient de la loi du 15 juillet 1893....	175,000 00	73,833 33	101,166 67	175,000 00	72,362 [illegible]	102,637 30	"	"	175,000 00	
44	Participation de l'État aux dépenses du service des enfants assistés ou moralement abandonnés.....	4,900,000 00	3,340,500 00	1,559,500 00	4,900,000 00	2,611,500 [illegible]	2,288,500 00	"	"	4,900,000 00	
45	Frais d'inspection et de surveillance du service des enfants assistés ou moralement abandonnés.....	985,000 00	904,100 67	80,899 33	985,000 00	886,543 [illegible]	98,456 86	"	"	985,000 00	
46	Frais de protection des enfants du premier âge.....	890,000 00	4,514 10	885,485 90	890,000 00	4,214 [illegible]	885,785 90	"	"	890,000 00	
47	Secours aux sociétés de charité maternelle et aux crèches.....	156,000 00	800 00	155,200 00	156,000 00	800 [illegible]	155,200 00	"	"	156,000 00	
48	Contribution de l'État aux pensions constituées par les départements ou par les communes en faveur des vieillards ou des incurables.....	590,955 00	"	590,955 00	590,955 00	"	590,955 00	"	"	590,955 00	
48 *bis*	Secours aux ouvriers victimes d'accidents de travail ayant entraîné une incapacité de travail permanente, survenues depuis la promulgation de la loi sur les accidents jusqu'au 1er juin 1899.....	100,000 00	"	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	"	"	100,000 00	
49	Subventions à des institutions de bienfaisance et d'assistance par le travail, et secours d'extrême urgence..	200,000 00	77,226 00	122,774 00	200,000 00	71,409 [illegible]	128,590 70	"	"	200,000 00	
49 *bis*	Secours au victimes de la catastraphe de Toulon.....	100,556 50	100,428 00	128 50	100,556 50	100,378 [illegible]	178 50	"	"	100,556 50	
50	Assistance médicale gratuite.....	1,450,000 00	75,000 00	1,375,000 00	1,450,000 00	50,000 [illegible]	1,400,000 00	"	"	1,450,000 00	
51	Académie de médecine et institut Pasteur.....	106,800 00	101,417 10	5,382 90	106,800 00	101,372 [illegible]	5,427 90	"	"	106,800 00	
52	Établissement thermal d'Aix-les-Bains (Personnel)....	70,000 00	70,000 00	"	70,000 00	68,445 [illegible]	1,554 86	"	"	70,000 00	
53	Établissement thermal d'Aix-les-Bains (Matériel).....	44,000 00	39,583 69	4,416 31	44,000 00	37,774 [illegible]	6,225 52	"	"	44,000 00	
54	Établissement thermal d'Aix-les-Bains (Travaux d'agrandissement et améliorations).....	232,558 63	45,116 00	187,442 63	232,558 63	45,116 [illegible]	187,442 63	"	"	232,558 63	
55	Personnel et dépenses diverses des établissements thermaux affermés.....	14,700 00	14,699 96	0 04	14,700 00	13,391 [illegible]	1,308 37	"	"	14,700 00	
56	Matériel des établissements thermaux affermés.....	8,200 00	4,653 38	3,546 62	8,200 00	4,653 [illegible]	3,546 62	"	"	8,200 00	
57	Personnel du service sanitaire. Comité consultatif d'hygiène publique de France.....	373,000 00	290,813 99	82,186 01	373,000 00	270,087 [illegible]	102,912 59	"	"	373,000 00	
58	Matériel et dépenses diverses du service sanitaire.....	325,000 00	61,978 07	263,021 93	325,000 00	54,441 [illegible]	270,558 12	"	"	325,000 00	
59	Visite annuelle des pharmacies et magasins de drogueries, fabriques et dépôts d'eaux minérales.....	250,000 00	13,075 00	236,925 00	250,000 00	7,875 [illegible]	242,125 00	"	"	250,000 00	
60	Traitements des commissaires de police, indemnités de déplacement et autres.....	3,255,900 00	3,011,465 41	244,434 59	3,255,900 00	2,947,132 [illegible]	308,767 40	"	"	3,255,900 00	
61	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.	10,556,805 00	10,556,805 00	"	10,556,805 00	10,565,805 [illegible]	"	"	"	10,556,805 00	
62	Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	1,469,266 00	1,451,877 25	17,388 75	1,469,266 00	1,388,090 [illegible]	81,175 03	"	"	1,469,266 00	
	A reporter.....	58,440,091 13	48,283,238 67	10,156,852 46	58,440,091 13	46,318,406 [illegible]	12,121,684 68	"	"	58,440,091 13	

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1898.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
	1re SECTION. — SERVICES DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)										
	Report	58,440,091f 13c	48,283,238f 67c	10,156,852f 46c	58,440,091f 13c	46,318,406f [illegible]	12,121,684f 68c	"	"	58,440,091f 13c	(A) Voir note page 491.
62 *bis*	Construction d'un hôtel de police à Lyon	101,000 00	"	101,000 00	101,000 00	"	"	"	"	101,000 00	
63	Agents secrets de sûreté générale	1,200,000 00	1,200,000 00	"	1,200,000 00	1,200,000 [illegible]	101,000 00	"	"	1,200,000 00	
64	Secours aux étrangers réfugiés	115,000 00	111,728 50	3,271 50	115,000 00	57,030 [illegible]	57,969 30	"	"	115,000 00	
65	Secours aux anciens commissaires de police	205,893 00	167,593 00	38,300 00	205,893 00	152,352 [illegible]	53,540 50	"	"	205,893 00	
66	Dépenses du service de l'émigration	8,000 00	7,057 21	942 79	8,000 00	7,007 [illegible]	992 79	"	"	8,000 00	
67	Frais de rapatriement	150,000 00	26,400 05	123,599 95	150,000 00	24,275 [illegible]	125,724 21	"	"	150,000 00	
67 *bis*	Exécution de la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur	6,300 00	"	6,300 00	6,300 00	"	6,300 00	"	"	6,300 00	
68	Personnel du service pénitentiaire	4,952,974 00	4,830,306 28	122,667 72	4,952,974 00	4,589,023 [illegible]	363,950 34	"	"	4,952,974 00	
69	Entretien des détenus	9,783,908 00	7,774,081 79	2,009,826 21	9,783,908 00	7,326,294 [illegible]	2,457,613 26	"	"	9,783,908 00	
70	Substitution de la régie à l'entreprise dans les maisons pénitentiaires	110,000 00	3,767 90	106,232 10	110,000 00	2,775 [illegible]	107,224 80	"	"	110,000 00	
71	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires	34,000 00	17,210 46	16,789 54	34,000 00	12,428 [illegible]	21,571 20	"	"	34,000 00	
72	Transport des détenus et des libérés	363,500 00	327,722 01	35,777 99	363,500 00	315,130 [illegible]	48,369 39	"	"	363,500 00	
73	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires (services à l'entreprise)	6,000 00	156 50	5,843 50	6,000 00	"	6,000 00	"	"	6,000 00	
74	Mobilier du service pénitentiaire (services à l'entreprise)	37,500 00	16,778 80	20,721 20	37,500 00	13,190 [illegible]	24,309 35	"	"	37,500 00	
75	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires et mobilier (services en régie)	567,500 00	376 126 05	191,373 95	567,500 00	305,916 [illegible]	261,583 76	"	"	567,500 00	
76	Exploitations agricoles	201,800 00	178,242 15	23,557 85	201,800 00	158,727 [illegible]	43,072 53	"	"	201,800 00	
77	Dépenses accessoires du service pénitentiaire	86,600 00	35,090 55	51,509 45	86,600 00	30,184 [illegible]	56,415 18	"	"	86,600 00	
78	Subventions aux institutions de patronage	150,000 00	94,500 00	55,500 00	150,000 00	92,200 [illegible]	57,800 00	"	"	150,000 00	
79	Acquisitions et constructions pour le service pénitentiaire	70,000 00	34,180 73	35,819 27	70,000 00	27,826 [illegible]	42,173 24	"	"	70,000 00	
80	Constructions et aménagement des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois du 5 juin 1875 et du 4 février 1893	758,500 00	390,889 75	367,610 25	758,500 00	369,264 [illegible]	389,235 36	"	"	758,500 00	
81	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,451 69	"	1,451 69	1,451 69	"	1,451 69	"	"	1,451 69	
82 *bis*	Funérailles de M. Félix Faure	85,000 00	83,078 09	1,921 91	85,000 00	82,944 [illegible]	2,055 95	"	"	85,000 00	
		77,435,017 82	63,958,148 49	13,476,869 33	77,435,017 82	61,084,980 [illegible]	16,350,037 53	"	"	77,435,017 82	
82	Dépenses des exercices clos	815,101 29	815,101 29	"	815,101 29	815,101 [illegible]	"	"	"	815,101 29	
	TOTAL	78,250,119 11	64,773,249 78	13,476,869 33	78,250,119 11	61,900,081 [illegible]	16,350,037 53	"	"	78,250,119 11	

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTERES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

2e SECTION. — SERVICE DES CULTES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
1	Personnel des bureaux des cultes	220,000f 00c	219,844f 43c	150f 00c	219,994f 43c	219,844f [illegible]	150f 00c	"	5f 57c	219,994f 43c	
2	Matériel des bureaux des cultes	25,000 00	15,862 41	9,123 82	24,986 23	15,558 [illegible]	9,427 82	"	13 77	24,986 23	
3	Impressions	8,000 00	3,119 07	4,356 69	7,475 76	2,498 [illegible]	4,977 04	"	524 24	7,475 76	
4	Secours et dépenses diverses	4,000 00	3,835 00	150 00	3,985 00	3,835 [illegible]	150 00	"	15 00	3,985 00	
5	Traitements des archevêques et évêques	915,000 00	865,541 66	3,166 67	868,708 33	669,291 [illegible]	199,416 67	"	46,291 67	868,708 33	
6	Traitements des curés	4,433,500 00	4,419,302 10	11,106 37	4,430,408 47	3,281,385 [illegible]	1,149,023 24	"	3,091 53	4,430,408 47	
7	Allocations aux vicaires généraux	482,500 00	471,449 85	"	471,449 85	351,565 [illegible]	119,884 74	"	11,050 15	471,449 85	
8	Allocations aux chanoines	331,900 00	262,244 40	"	262,244 40	194,226 [illegible]	68,017 80	"	69,655 60	262,244 40	
9	Allocations aux desservants et vicaires. — Binage	30,649,000 00	30,455,500 00	10,805 00	30,466,305 00	22,609,436 [illegible]	7,856,868 53	"	182,695 00	30,466,305 00	
10	Pensions et secours ecclésiastiques	675,000 00	671,103 99	3,850 00	674,953 99	643,588 [illegible]	31,365 00	"	46 01	674,953 99	
11	Mobilier des archevêchés et évêchés	19,000 00	13,473 65	5,428 90	18,902 55	6,175 [illegible]	12,726 70	"	97 45	18,902 55	
12	Loyers et rentes pour évêchés	11,023 00	11,023 00	"	11,023 00	9,543 [illegible]	1,480 00	"	"	11,023 00	
13	Entretien des édifices diocésains	533,000 00	8,786 61	484,002 24	492,788 85	4,487 [illegible]	488,301 65	"	40,211 15	492,788 85	
14	Grosses réparations des édifices diocésains	879,149 07	138,980 54	747,709 43	886,689 97	91,450 [illegible]	795,239 77	7,540 90	"	886,689 97	
15	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales	351,264 40	152,779 42	199,736 32	352,515 74	133,621 [illegible]	218,891 32	1,251 34	"	352,515 74	
16	Inspection et direction des travaux diocésains	86,000 00	68,759 29	11,813 16	80,572 45	52,058 [illegible]	28,513 91	"	5,427 55	80,572 45	
17	Secours pour églises et presbytères	1,742,000 00	1,704,210 00	37,790 00	1,742,000 00	1,635,055 [illegible]	106,945 00	"	"	1,742,000 00	
18	Personnel des cultes protestants	1,295,600 00	1,280,552 68	14,476 12	1,295,028 80	967,000 [illegible]	328,028 34	"	571 20	1,295,028 80	
19	Indemnités et secours aux deux Églises protestantes	188,000 00	98,340 00	89,600 00	187,940 00	94,390 [illegible]	93,550 00	"	60 00	187,940 00	
20	Dépenses des séminaires protestants	26,500 00	26,500 00	"	26,500 00	23,738 [illegible]	2,761 48	"	"	26,500 00	
21	Personnel du culte israélite	133,530 00	130,325 00	3,039 16	133,364 16	98,585 [illegible]	34,779 16	"	165 84	133,364 16	
22	Dépenses du séminaire israélite	22,000 00	22,000 00	"	22,000 00	13,125 [illegible]	8,875 00	"	"	22,000 00	
23	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	51,000 00	13,715 00	37,276 00	50,991 00	13,715 [illegible]	37,276 00	"	9 00	50,991 00	
		43,081,966 47	41,057,248 10	1,673,579 88	42,730,827 98	31,134,178 [illegible]	11,596,649 17	8,792 24	359,930 73	42,730,827 98	
25	Dépenses des exercices clos	262,759 26	262,759 26	"	262,759 26	262,759 [illegible]	"	"	"	262,759 26	
	TOTAL	43,344,725 73	41,320,007 36	1,673,579 88	42,993,587 24	31,396,938 [illegible]	11,596,649 17	8,792 24	359,930 73	42,993,587 24	
								351,138f 49c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		43,024,553f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 25 déc. 1899	6	Traitement des curés	12,000f 00c	
	18	Personnel des cultes protestants	15,000 00	
		TOTAL	27,000 00	27,000 00
		Crédits de fonds de concours reportés de l'exercice 1899.		
	14	Grosses réparations des édifices diocésains	4,149f 07c	
	15	Crédits spéciaux pour diverses cathédrales	26,264 40	
		TOTAL	30,413 47	30,413 47
		Dépenses des exercices clos		262,759 26
		TOTAL GÉNÉRAL		43,344,725 73

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Service de l'Intérieur	78,250,119 11	64,773,249 78	13,476,869 33	78,250,119 11	61,900,081 [illegible]
2e SECTION. — Service des Cultes	43,344,725 73	41,320,007 36	1,673,579 88	42,993,587 24	31,396,938 [illegible]
TOTAL GÉNÉRAL	121,594,844 84	106,093,257 14	15,150,449 21	121,243,706 35	93,297,019 [illegible]

16,350,037f 53c	"	"	78,250,119f 11c
11,596,649 17	8,792f 24c	359,930f 73c	42,993,587 24
27,946,686 70	8,792 24	359,930 73	121,243,706 35
	351,138f 49c		

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits. (B)	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1899.
1	Traitement du Ministre, personnel de l'Administration centrale et salaire des hommes de peine	2,436,140f 00c	2,425,203f 00c	10,937f 00c	2,436,140f 00c	2,411,836f [illegible]	24,303f 19c	"	"	2,436,140f 00c
2	Officiers détachés à l'Administration centrale	1,179,779 00	1,172,840 00	6,939 00	1,179,779 00	1,079,949 [illegible]	99,829 73	"	"	1,179,779 00
3	Matériel de l'Administration centrale	268,620 00	221,412 80	47,207 20	268,620 00	179,563 [illegible]	89,056 74	"	"	268,620 00
3bis	Médaille coloniale	10,000 00	"	5,000 00	5,000 00	"	5,000 00	"	5,000f 00c	5,000 00
4	Frais généraux d'impressions	548,352 00	420,385 57	127,966 43	548,352 00	325,851 [illegible]	222,500 69	"	"	548,352 00
5	Service géographique. (Personnel.)	750,200 00	606,653 77	143,546 23	750,200 00	586,163 [illegible]	164,036 33	"	"	750,200 00
6	Service géographique. (Matériel.)	238,100 00	181,752 46	56,347 54	238,100 00	133,543 [illegible]	104,556 76	"	"	238,100 00
7	État-major de l'armée. — Archives, bibliothèques et musée historique	125,900 00	120,166 15	5,733 85	125,900 00	108,141 [illegible]	17,758 08	"	"	125,900 00
8	Télégraphie militaire (Personnel.)	166,800 00	136,170 58	20,629 42	156,800 00	121,564 [illegible]	35,235 21	"	10,000 00	156,800 00
9	Télégraphie militaire. (Matériel.)	309,650 00	214,996 02	94,653 98	309,650 00	146,917 [illegible]	162,732 99	"	"	309,650 00
10	Service des chemins de fer. (Matériel.)	81,000 00	35,988 16	45,011 84	81,000 00	8,675 [illegible]	72,324 53	"	"	81,000 00
11	État-major général et service d'état-major	11,562,878 00	11,194,555 39	318,322 61	11,512,878 00	11,103,690 [illegible]	409,187 91	"	50,000 00	11,512,878 00
12	Services divers et états-majors particuliers	14,223,443 00	13,580,704 78	997,638 22	14,578,343 00	13,563,999 [illegible]	1,014,343 17	354,900f 00c	"	14,578,343 00
13	Écoles militaires. (Personnel.)	9,052,025 00	8,766,768 60	285,256 40	9,052,025 00	8,779,340 [illegible]	272,684 69	"	"	9,052,025 60
14	Écoles militaires. (Matériel.)	3,167,497 00	3,001,317 18	166,179 82	3,167,497 00	2,498,336 [illegible]	669,160 80	"	"	3,167,497 00
15	Personnel hors cadres ou non classé dans les corps de troupe	10,424,142 00	9,981,110 77	423,031 23	10,404,142 00	9,773,620 [illegible]	630,521 77	"	20,000 00	10,404,142 00
16	Solde de l'infanterie	116,475,738 00	110,942,312 51	12,151,126 44	123,093,438 95	123,093,438 [illegible]	"	6,617,700 95	"	123,093,438 95
17	Solde des troupes d'administration	4,621,847 00	3,971,847 00	"	3,971,847 00	3,920,365 [illegible]	51,481 36	"	650,000 08	3,971,847 00
18	Solde de la cavalerie	29,654,878 00	29,090,201 09	364,676 91	29,454,878 00	29,330,189 [illegible]	124,688 78	"	200,000 00	29,454,878 00
19	Solde de l'artillerie	30,011,593 00	28,926,941 33	264,651 67	29,191,593 00	28,672,858 [illegible]	518,734 37	"	820,000 00	29,191,593 00
20	Solde du génie	4,542,979 00	4,310,584 94	82,394 06	4,392,979 00	4,380,117 [illegible]	12,761 22	"	150,000 00	4,392,979 00
21	Solde du train des équipages militaires	3,897,005 00	3,797,591 52	49,220 40	3,846,811 92	3,846,811 [illegible]	"	"	50,193 08	3,846,811 92
22	Gendarmerie départementale et gendarmerie d'Afrique	35,353,819 00	35,078,411 43	3,691,029 13	38,769,440 56	38,769,440 [illegible]	"	3,415,621 56	"	38,769,440 56
23	Garde républicaine	4,706,355 00	4,684,850 60	102,504 40	4,787,355 00	4,755,762 [illegible]	31,592 11	81,000 00	"	4,787,355 00
24	Vivres. (Personnel.)	228,590 00	194,885 13	33,704 87	228,590 00	173,705 [illegible]	54,884 49	"	"	228,590 00
25	Vivres. (Matériel.)	44,331,641 00	42,139,580 79	92,060 21	42,231,641 00	39,542,131 [illegible]	2,689,509 28	"	2,100,000 00	42,231,641 00
26	Viande, conserves et salaisons	60,928,883 00	58,676,198 23	252,684 77	58,928,883 00	56,707,894 [illegible]	2,220,988 53	"	2,000,000 00	58,928,883 00
27	Fourrages	71,119,592 00	64,466,877 90	3,652,714 10	68,119,592 00	59,281,468 [illegible]	8,838,123 93	"	3,000,000 00	68,119,592 00
28	Service de santé. (Personnel d'exploitation.)	394,174 00	365,372 03	28,801 97	394,174 00	353,888 [illegible]	40,285 81	"	"	394,174 00
29	Service de santé. (Matériel d'exploitation.)	8,965,156 00	8,677,087 32	288,068 68	8,965,156 00	7,456,954 [illegible]	1,508,201 64	"	"	8,965,156 00
30	Service des convois militaires	4,392,905 00	4,282,489 11	110,415 89	4,392,905 00	2,536,301 [illegible]	1,856,603 57	"	"	4,392,905 00
31	Service de l'indemnité de route	11,482,270 00	10,318,831 06	1,163,438 94	11,482,270 00	11,092,939 [illegible]	389,330 42	"	"	11,482,270 00
32	Service des indemnités extraordinaires de voyages et de missions extraordinaires	894,300 00	886,794 49	7,505 51	894,300 00	716,937 [illegible]	177,362 18	"	"	894,300 00
33	Habillement et campement. (Personnel d'exploitation.)	1,518,090 00	1,362,448 52	140,641 48	1,503,090 00	1,292,661 [illegible]	210,428 53	"	15,000 00	1,503,090 00
34	Habillement et campement. (Matériel d'exploitation.)	56,420,284 00	53,665,315 40	1,254,968 60	54,920,284 00	46,371,483 [illegible]	8,548,800 84	"	1,500,000 00	54,920,284 00
35	Lits militaires	11,864,204 00	11,109,844 10	754,359 90	11,864,204 00	9,892,728 [illegible]	1,971,476 00	"	"	11,864,204 00
36	Transports spéciaux	1,113,800 00	1,035,055 00	78,745 00	1,113,800 00	630,404 [illegible]	483,395 48	"	"	1,113,800 00
37	Recrutement	398,810 00	377,100 00	21,710 00	398,810 00	366,431 [illegible]	32,378 05	"	"	398,810 00
38	Réserve et armée territoriale	239,290 00	224,761 69	14,528 31	239,290 00	178,188 [illegible]	61,101 20	"	"	239,290 00
39	Justice militaire (Frais généraux) et prisons	1,214,435 00	1,074,435 00	"	1,074,435 00	876,251 [illegible]	198,183 67	"	140,000 00	1,074,435 00
40	Ateliers et pénitenciers militaires	132,770 00	129,903 83	2,866 17	132,770 00	111,151 [illegible]	21,618 90	"	"	132,770 00
41	Remonte générale	16,810,374 21	16,750,374 21	"	16,750,374 21	15,669,995 [illegible]	1,080,379 13	"	60,000 00	16,750,374 21
	A reporter	576,258,308 21	548,600,119 46	27,357,218 18	575,957,337 64	540,841,795 [illegible]	35,115,542 08	10,469,222 51	10,770,193 08	575,957,337 64

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres	Objet des crédits.	Sommes.
L. du 30 mai 1899.	»	Budget primitif	624,552 286f 00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.	
		1° *Crédits ouverts.*	
Lois des : 5 décembre 1899.	16	Solde de l'infanterie	3,163,260f 00c
	19	Solde de l'artillerie	343,486 00
	20	Solde du génie	5,000 00
	25	Vivres. (Matériel.)	477,655 00
	26	Viandes, conserves et salaisons	481,351 00
	27	Fourrages	194,736 00
	29	Service de santé (matériel)	151,525 00
	30	Service des convois	745,000 00
	31	Service de l'indemnité de route	116,120 00
	34	Habillement et campement (matériel)	2,953,284 00
	35	Lits militaires	405,303 00
	36	Transports spéciaux	66,800 00
	41	Remonte générale	840,270 00
	43	Masse de harnachement	181,740 00
	49	Établissements du génie (matériel)	100,000 00
Idem	11	État-Major général et service d'État-Major	2,200 00
	12	États-majors particuliers	13,950 00
	15	Personnel hors cadres	12,250 00
	16	Solde de l'infanterie	238,100 00
	18	Solde de la cavalerie	6,100 00
	19	Solde de l'artillerie	51,400 00
	20	Solde du génie	5,500 00
	30	Service des convois	335,905 00
	6	Service géographique (matériel)	6,000 00
	27	Fourrages	1,210,700 00
	29	Service de santé	30,000 00
	31	Service de l'indemnité de route	999,000 00
	34	Habillement et campement (matériel)	1,750 00
	37	Recrutement	2,000 00
25 décembre 1899.	44	Établissements de l'artillerie (personnel)	300,000 00
	49	Établissements du génie (matériel)	466,720 00
	55	Dépenses secrètes	100,000 00
	57	Dépenses des exercices périmés	250 72
	63	Réinstallation du service des lits militaires à Angoulême	86,555 33
	64	Réorganisation des établissements militaires en Algérie	266,563 27
	65	Décasement des fortifications d'Alger	500,000 00
	68	Démantèlement de la place de Cambrai	16,500 00
		A reporter	14,848,048 32 624,552,286 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits (B).	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
	Report	576,258,308f 21c	548,600,119f 46c	27,357,218f 18c	575,957,337f 64c	540,841,795f [illegible]	35,115,542f 08c	10,469,222f 51c	10,770,193f 08c	575,957,337f 64c
42	Recensement des chevaux et mulets	93,500 00	67,561 90	25,938 10	93,500 00	38,336 [illegible]	55,163 42	"	"	93,500 00
43	Masse du harnachement	4,141,259 00	4,141,259 00	"	4,141,259 00	3,450,813 [illegible]	690,445 72	"	"	4,141,259 00
44	Établissements de l'artillerie. (Personnel d'exploitation.)	2,263,300 00	2,080,433 77	182,866 23	2,263,300 00	1,878,091 [illegible]	385,208 35	"	"	2,263,300 00
45	Établissements de l'artillerie. (Matériel d'exploitation.)	20,178,576 70	19,113,140 82	1,065,435 88	20,178,576 70	13,905,716 [illegible]	6,272,859 74	"	"	20,178,576 70
46	Poudres et salpêtres. (Personnel d'exploitation.)	965,590 00	949,740 50	15,849 50	965,590 00	885,782 [illegible]	79,807 97	"	"	965,590 00
47	Poudres et salpêtres. (Matériel d'exploitation.)	3,183,084 00	2,906,470 95	276,613 05	3,183,084 00	1,383,489 [illegible]	1,799,594 51	"	"	3,183,084 00
48	Établissements du génie. (Personnel)	1,222,680 00	1,198,392 11	24,287 89	1,222,680 00	1,051,893 [illegible]	170,786 48	"	"	1,222,680 00
49	Établissements du génie. (Matériel)	15,022,207 18	14,524,647 12	497,560 06	15,022,207 18	9,421,149 [illegible]	5,601,057 54	"	"	15,022,207 18
50	Chauffage et éclairage	340,400 00	322,132 95	18,267 05	340,400 00	167,018 [illegible]	173,381 53	"	"	340,400 00
51	Invalides de la guerre. (Personnel.)	106,309 00	102,000 00	4,309 00	106,309 00	91,147 [illegible]	15,161 85	"	"	106,309 00
52	Invalides de la guerre. (Matériel.)	209,856 00	201,248 20	8,607 80	209,856 00	158,765 [illegible]	51,091 00	"	"	209,856 00
53	Solde de non-activité, solde de réforme	827,756 00	813,000 00	47,656 00	860,656 00	746,910 [illegible]	113,745 51	32,900 00	"	860,656 00
54	Secours et gratifications de réforme	5,865,500 00	5,864,951 51	548 49	5,865,500 00	5,757,279 [illegible]	108,220 13	"	"	5,865,500 00
54 *bis*	Allocations à tous les anciens militaires nécessiteux ayant accompli quatorze années de service antérieurement à la loi du 23 juillet 1881	550,000 00	549,900 00	100 00	550,000 00	487,625 [illegible]	62,375 00	"	"	550,000 00
55	Dépenses secrètes	630,000 00	530,000 00	100,000 00	630,000 00	530,000 [illegible]	100,000 00	"	"	630,000 00
56	Solde des officiers généraux et assimilés du cadre de réserve	2,736,500 00	2,736,475 34	217,324 66	2,953,800 00	2,726,826 [illegible]	226,973 96	217,300 00	"	2,953,800 00
57	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	230 72	"	230 72	230 72	"	230 72	"	"	230 72
60	Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles	"	"	"	"	"	"	"	"	"
63	Réinstallation du service des lits militaires à Angoulême	86,555 33	"	86,555 33	86,555 33	"	86,555 33	"	"	86,555 33
64	Réorganisation des établissements militaires en Algérie	266,763 27	"	266,763 27	266,763 27	16,640 [illegible]	250,123 27	"	"	266,763 27
65	Dérasement partiel des fortifications d'Alger	500,000 00	"	500,000 00	500,000 00	"	500,000 00	"	"	500,000 00
66	Démantèlement de la place de Valenciennes	"	"	"	"	"	"	"	"	"
67	Démantèlement de la place de Douai	"	"	"	"	"	"	"	"	"
68	Démantèlement de la place de Cambrai	16,500 00	"	16,500 00	16,500 00	"	16,500 00	"	"	16,500 00
	.....									
	DÉPENSES REMBOURSABLES.									
61	Gendarmerie de Tunisie. (Personnel.)	283,153 00	274,994 74	8,158 26	283,153 00	270,337 [illegible]	12,815 27	"	"	283,153 00
62	Gendarmerie de Tunisie. (Matériel.)	39,674 00	"	39,674 00	39,674 00	"	39,674 00	"	"	39,674 00
	.....	635,787,702 41	604,976,468 37	30,760,463 47	635,736,931 84	583,809,618 [illegible]	51,927,313 38	10,719,422 51	10,770,193 08	635,736,931 84
58	Dépenses des exercices clos	2,992,724 67	2,992,724 67	"	2,992,724 67	2,992,724 67	"	"	"	2,992,724 67
58 *bis.*	Dépenses de l'expédition de Madagascar restant à payer à la clôture du compte spécial institué par la loi du 7 décembre 1894	11,004 78	11,004 78	"	11,004 78	11,004 78	"	"	"	11,004 78
	TOTAL de la 1re section	638,791,431 86	607,980,197 82	30,760,463 47	638,740,661 29	586,813,347 [illegible]	51,927,313 38	10,719,422 51	10,770,193 08	638,740,661 29
								50,770f 57c		

OBSERVATIONS.

Suite de la note (A) de la page précédente.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		Report	14,848,048f 32c	624,552,286c 00f
		2° CRÉDITS ANNULÉS.		
	16	Solde de l'infanterie	290,000f 00c	
	17	Solde des troupes d'administration	5,000 00	
	18	Solde de la cavalerie	60,000 00	
	19	Solde de l'artillerie	35,000 00	
	20	Solde du génie	5,000 00	
	21	Solde du train des équipages	5,000 00	
25 déc. 1899	25	Vivres (matériel)	496,707 00	
	26	Viandes, conserves, salaisons	2,482,223 00	
	34	Habillement (matériel)	333,360 00	
	38	Réserve et territoriale	40,000 00	
	43	Masse de harnachement	133,360 00	
	49	Établissements du génie. (Matériel.)	16,650 00	
		TOTAL (à déduire)	3,902,300 00	3,902,300 00
		RESTE pour crédits ouverts	10,945,748 32	10,945,748 32
		Crédits de fonds de concours.		
		1° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.		
17 juin 1899	45	Établissements de l'artillerie. (Personnel.)	1,248f 30c	
	49	Établissements du génie. (Matériel.)	199,189 32	
19 juin 1899	45	Établissement de l'artillerie. (Personnel.)	48 40	
	49	Établissements du génie. (Matériel.)	13,235 00	
		2° CRÉDITS OUVERTS A L'EXERCICE 1899.		
1er nov. 1899	41	Remonte générale	2,034 21	
	34	Habillement et campement (matériel)	1,500 00	
Idem.	41	Remonte générale	5,000 00	
	49	Établissements du génie. (Matériel.)	3,412 86	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	225,668 09	225,668 09
		Dépenses des exercices clos et du compte spécial de Madagascar		3,003,729 45
		TOTAL GÉNÉRAL (1re section)		638,791,431 86

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE LA GUERRE.

2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (a)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
17	Équipages de siège	515,800f 00c	398,800f 00c	117,000f 00c	515,800f 00c	248,637 [illegible]	267,166f 81c	"	"	515,800f 00c
18	Armes portatives	480,600 00	443,033 79	37,566 21	480,600 00	253,228 [illegible]	227,371 57	"	"	480,600 00
19	Munitions	"	"	"	"	"	"	"	"	"
25	Magasins à poudre	48,000 00	46,000 00	2,000 00	48,000 00	41,102 [illegible]	6,897 07	"	"	48,000 00
34	Équipages de campagne	1,130,000 00	1,058,989 73	71,010 27	1,130,000 00	735,180 [illegible]	394,819 13	"	"	1,130,000 00
35	Armement des places	430,000 00	380,850 00	49,150 00	430,000 00	213,685 [illegible]	216,314 43	"	"	430,000 00
36	Armement des côtes	4,256,550 00	3,121,618 20	1,134,931 80	4,256,550 00	2,148,987 [illegible]	2,107,562 45	"	"	4,256,550 00
37	Armes portatives	3,889,400 00	3,885,775 17	3,624 83	3,889,400 00	2,922,806 [illegible]	966,593 08	"	"	3,889,400 00
38	Munitions	1,800,000 00	1,444,750 00	355,250 00	1,800,000 00	1,107,908 [illegible]	692,091 58	"	"	1,800,000 00
39	Expériences. (Artillerie.)	400,000 00	352,000 00	48,000 00	400,000 00	239,976 [illegible]	160,023 20	"	"	400,000 00
40	Bâtiments et machines. (Artillerie.)	1,314,100 00	1,090,593 59	223,506 41	1,314,100 00	718,913 [illegible]	595,186 19	"	"	1,314,100 00
41	Défenses de Cherbourg	1,000,000 00	939,916 90	60,083 10	1,000,000 00	687,638 [illegible]	312,361 07	"	"	1,000,000 00
42	Casernements	5,028,378 68	4,717,194 34	311,184 34	5,028,378 68	3,267,412 [illegible]	1,760,966 46	"	"	5,028,378 68
43	Champs de manœuvres, de tir, stands et manèges	1,046,195 61	1,025,693 77	20,501 84	1,046,195 61	488,013 [illegible]	558,182 00	"	"	1,046,195 61
	À reporter	21,339,024 29	18,905,215 49	2,433,808 80	21,339,024 29	13,073,489 [illegible]	8,265,535 09	"	"	21,339,024 29

OBSERVATIONS.

(a) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	»	Budget primitif		24,945,750f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
Loi du 5 déc. 1899	36	Armement des côtes	2,696,200f 00c	
	40	Bâtiments et machines	314,100 00	
	42	Casernements	3,150,000 00	
	47	Fortifications	6,278,000 00	
	51	Subsistances	1,583,153 00	
Loi du 25 déc. 1899	49	Réserve, etc.	217,500 00	
		TOTAL des crédits ouverts	14,238,953 00	14,238,953 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
		1° *Crédits reportés de l'exercice 1898 :*		
Décrets des : 17 juin 1899	42	Casernements	257,378f 68c	
	43	Champs de manœuvres	46,195 61	
	50	Réorganisation des défenses de Bizerte	115,830 55	
	54	Amélioration aux hospices civils	20,000 00	
		TOTAL	439,404 84	
		2° *Crédits ouverts à l'exercice 1899 :*		
19 juin 1899	42	Casernements	78,000f 00c	
	50	Réorganisation des défenses de Bizerte	384,000 00	
1er novembre 1899	42	Casernements	243,000 00	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	1,144,404 84	1,144,404 84
		Dépenses des exercices clos		180,619 10
		TOTAL GÉNÉRAL (2e section)		40,507,726 94

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTERE DE LA GUERRE.										
	2e Section. — Dépenses extraordinaires. (Suite.)										
	Report	21,339,024f 29c	18,905,215f 49c	2,433,808f 80c	21,339,024f 29c	13,073,489f [illegible]	8,265,535f 09c	"	"	21,339,024f 29c	(A) Voir note page 503.
44	Construction de chemins de fer stratégiques	100,000 00	99,313 00	687 00	100,000 00	83,765 [illegible]	16,234 97	"	"	100,000 00	
45	Améliorations aux forts isolés	1,000,000 00	884,600 00	115,400 00	1,000,000 00	582,576 [illegible]	417,423 18	"	"	1,000,000 00	
46	Télégraphie et aérostation militaires	250,000 00	234,784 14	15,215 86	250,000 00	190,133 [illegible]	59,866 62	"	"	250,000 00	
47	Fortifications. (Frontières et côtes.)	10,478,000 00	7,289,264 69	3,128,735 31	10,418,000 00	4,566,399 [illegible]	5,851,600 95	"	60,000f 00c	10,418,000 00	
48	Matériel de guerre du génie	200,000 00	200,000 00	"	200,000 00	23,582 [illegible]	176,417 29	"	"	200,000 00	
49	Réserve (Procès, transports, etc.), génie	317,500 00	99,690 02	284,509 98	384,200 00	84,618 [illegible]	299,581 67	66,700 00	"	384,200 00	
50	Réorganisation des défenses de Bizerte	3,051,830 55	2,874,503 17	177,327 38	3,051,830 55	2,465,594 [illegible]	586,235 93	"	"	3,051,830 55	
51	Subsistances	1,733,153 00	800 00	1,732,353 00	1,733,153 00	"	1,733,153 00	"	"	1,733,153 00	
52	Habillement	242,000 00	80,970 00	141,030 00	222,000 00	22,309 [illegible]	199,690 67	"	20,000 00	222,000 00	
53	Service de santé	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	15,023 [illegible]	84,977 00	"	"	100,000 00	
54	Améliorations aux hospices civils des départements	475,600 00	259,100 00	216,500 00	475,600 00	180,658 [illegible]	294,941 17	"	"	475,600 00	
55	Harnachement	40,000 00	22,744 34	17,255 66	40,000 00	617 [illegible]	39,382 85	"	"	40,000 00	
56	Chemins de fer	1,000,000 00	148,945 52	851,054 48	1,000,000 00	60,997 [illegible]	939,002 42	"	"	1,000,000 00	
57	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
		40,327,107 84	31,199,930 37	9,113,877 47	40,313,807 84	21,349,765 [illegible]	18,964,042 81	66,700 00	80,000 00	40,313,807 84	
58	Dépenses des exercices clos	180,619 10	180,619 10	"	180,619 10	180,619 [illegible]	"	"	"	180,619 10	
	Total de la 2e Section	40,507,726 94	31,380,549 47	9,113,877 47	40,494,426 94	21,530,384 [illegible]	18,964,042 81	66,700 00	80,000 00	40,494,426 94	
								13,300f 00c			
	RÉCAPITULATION.										
	1re Section. — Service ordinaire	638,791,431f 86c	607,980,197f 82c	30,760,463f 47c	638,740,661f 29c	586,813,347f [illegible]	51,927,313f 38c	10,719,422f 51c	10,770,193f 08c	638,740,661f 29c	
	2e Section. — Dépenses extraordinaires	40,507,726 94	31,380,549 47	9,113,877 47	40,494,426 94	21,530,384 [illegible]	18,964,042 81	66,700 00	80,000 00	40,494,426 94	
	Total général	679,299,158 80	639,360,747 29	39,874,340 94	679,235,088 23	608,343,732 [illegible]	70,891,356 19	10,786,122 51	10,850,193 08	679,235,088 23	
								74,070f 57c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1899.
	TITRE Ier.									
	DÉPENSES DE PERSONNEL. — TRAITEMENT ET SOLDE.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	1,170,634 00	1,161,960 14	8,627 30	1,170,587 44	1,159,987 [illegible]	10,600 03	"	46 56	1,170,587 44
2	Officiers et agents en service à Paris	2,157,500 00	1,978,781 78	87,073 82	2.065,855 60	1,976,645 [illegible]	89,209 82	"	91,644 40	2,065,855 60
3	Officiers de marine et officiers mécaniciens	10,379,026 00	9,372,567 79	823,488 83	10,196,056 62	8.673,661 [illegible]	1,522,392 21	"	182,969 38	10,196,056 62
4	Équipages de la flotte	37,353,350 00	33,794,224 21	3,154,522 51	36,948,746 72	31,028,753 [illegible]	5,919,993 60	"	404,603 28	36,948,746 72
5	Troupes de la marine	17,343,160 00	13,345,623 25	1,002.957 36	14,348,580 61	12,402,665 [illegible]	1,945,914 73	"	2,994,579 39	14,348,580 61
6	Gendarmerie maritime	769,800 00	735,439 33	15,301 71	750,741 04	747,830 [illegible]	2,910 64	"	19,058 96	750,741 04
7	Inspection des services administratifs	261,100 00	246,168 75	14,087 12	260,255 87	245,067 [illegible]	15,188 12	"	844 13	260,255 87
8	Personnel technique	1,925,400 00	1,754,394 29	114,256 72	1,868,651 01	1,732,313 [illegible]	136,337 56	"	56,748 99	1,868,651 01
9	Commissariat de la marine	1,662,750 00	1,474,365 40	151,576 10	1,625,941 50	1,431,751 [illegible]	194,190 22	"	36,808 50	1,625,941 50
10	Personnel administratif. (Corps secondaires.)	3,306,925 00	3,047,480 61	242,288 00	3,289,768 61	3,072,477 [illegible]	217,291 04	"	17,156 39	3,289,768 61
11	Personnel et agents divers. (Écoles, justice, police, surveillance)	1,687,300 00	1,559,425 29	113,934 24	1,673,359 53	1,559,534 [illegible]	113,825 07	"	13,940 47	1,673,359 53
12	Personnel médical et hospitalier et personnel religieux des différents cultes	2,211,200 00	1,982,269 93	155,177 62	2,137,447 55	1,917,604 [illegible]	219,843 45	"	73,752 45	2,137,447 55
13	Surveillance des pêches et de la navigation	671,800 00	588,875 84	82,027 96	670,903 80	575,053 [illegible]	95,850 54	"	896 20	670,903 80
	TITRE II.									
	DÉPENSES DE MAINS-D'ŒUVRE. — SALAIRES.									
14	Constructions navales. — Salaires pour les constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	15,289,200 00	14,973,060 20	638,492 46	15,611,552 66	14,942,639 [illegible]	668,913 55	322,352 66	"	15,611,552 66
15	Constructions navales. — Salaires pour l'approvisionnement l'entretien et les réparations de la flotte	7,840,000 00	7,285,904 68	418,980 45	7,704,885 13	7,278,366 [illegible]	426,518 78	"	135,114 87	7,704,885 13
16	Artillerie. — Salaires. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations	3,097,450 00	3,047,866 26	"	3,047,866 26	2,990,924 [illegible]	56,941 65	"	49,583 74	3,047,866 26
17	Artillerie. — Salaires. — Entretien et tirs annuels	692,000 00	665,156 68	24,218 79	689,375 47	663,989 [illegible]	25,385 82	"	2,624 53	689,375 47
18	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Salaires	976,100 00	954,892 70	31,826 08	986,718 78	952,828 [illegible]	33,890 67	10,618 78	"	986,718 78
19	Vivres. — Salaires	876,900 00	837,674 74	35,675 07	873,349 81	837,834 [illegible]	35,515 07	"	3,550 19	873,349 81
20	Service général. — Salaires. — Constructions navales	4,500,000 00	4,634,127 50	"	4,634,127 50	4,634,127 [illegible]	"	134,127 50	"	4,634,127 50
21	Service général. — Salaires. — Artillerie	1,034,725 00	992,774 68	22,176 11	1,014,950 79	973,287 [illegible]	41,663 21	"	19,774 21	1,014,950 79
22	Hôpitaux. — Dépenses diverses de main-d'œuvre	372,400 00	354,799 18	8,267 55	363,066 73	354,418 [illegible]	8,648 27	"	9,333 27	363,066 73
	TITRE III.									
	DÉPENSES DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES.									
23	Matériel de l'Administration centrale	249,500 00	180,220 94	69,278 95	249,499 89	167,410 [illegible]	82,089 09	"	0 11	249,499 89
24	Constructions navales. — Achats pour les travaux de constructions neuves et pour le premier armement des bâtiments neufs	36,912,537 75	30,285,449 70	12,261,157 15	42,546,606 85	29,269,832 [illegible]	13,276,773 89	5.634,069 10	"	42,546,606 85
25	Constructions navales. — Achat de bâtiments neufs à l'industrie	40,005,000 00	19,768,974 55	14,813,061 89	34,582,036 44	17,119,160 [illegible]	17,462,875 99	"	5,422,963 56	34,582,036 44
26	Constructions navales. — Achat et construction des bâtiments de servitude	3,000,100 00	1,923,545 67	1,007,342 25	2,930,887 92	1,419,221 [illegible]	1,511,666 65	"	69,212 08	2,930,887 92
27	Constructions navales. — Réparations des navires de la flotte	9,625,000 00	8,956,506 87	1,594,520 46	10,551,027 33	8,758,411 [illegible]	1,792,615 63	926,027 33	"	10,551,027 33
28	Matériel et frais divers du service hydrographique	534,300 00	380,362 93	149,577 34	529,940 27	373,323 [illegible]	156,616 96	"	4,359 73	529,940 27
29	Approvisionnement de la flotte. — Achats pour l'entretien de la flotte et le service courant	9,839,700 00	8,481,381 12	2,046,538 33	10,527,919 45	6,770,398 [illegible]	3,757,520 88	688,219 45	"	10,527,919 45
	A reporter	215,744,857 75	174,764,275 01	39,086,432 17	213,850,707 18	164,029,524 [illegible]	49,821,183 14	7,715,414 82	9,609,565 39	213,850,707 18

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Loi du 30 avril 1899.	*	Budget primitif		303,600,516f 00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
Lois des : 5 décembre 1899	4	Équipages de la flotte	1,397,350 00	
	5	Troupes de la marine	2,050,000 00	
	15	Constructions navales, etc.	500,000 00	
	16	Artillerie. Salaires, etc.	200,000 00	
	26	Constructions navales, etc.	1,500,100 00	
	29	Approvisionnement de la flotte	499,200 00	
	31	Artillerie. Constructions neuves	13,559,700 00	
	33	Matériel de torpillerie	162,300 00	
	34	Travaux hydrauliques, etc.	4,602,700 00	
	38	Habillement	417,800 00	
	39	Casernement	1,375,000 00	
	40	Vivres	2,027,000 00	
	41	Hôpitaux	521,000 00	
	42	Outillage, etc.	500,000 00	
	48	Impression	1,000 00	
	49	Transports de personnel	610,000 00	
	50	Transports de matériel	163,000 00	
25 décembre 1899	1	Traitement du Ministre, etc.	5,234 00	
	3	Officiers de marine	178,326 00	
	10	Personnel administratif	20,725 00	
	18	Travaux hydrauliques, etc.	25,000 00	
	34	Travaux hydrauliques, etc.	315,000 00	
	37	Travaux hydrauliques, etc.	20,000 00	
	45	Outillage, etc.	15,000 00	
	47	Chauffage, etc.	49,950 00	
	48	Impressions	30,000 00	
	49	Transports de personnel	168,540 00	
	56	Dépenses des exercices périmés	7,913 22	
		TOTAL des crédits ouverts	30,921,838 22	
		2° CRÉDITS ANNULÉS.		
	16	Artillerie. Salaires	12,450 00	
	21	Service général. Salaires	8,275 00	
	25	Constructions navales	901,600 00	
		TOTAL (à déduire)	922,325 00	922,325 00
		RESTE pour crédits ouverts	29,999,513 22	29,999,513 22
		A reporter		333,600,023 22

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses présumées.	Dépenses résultant des services faits. — Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Situation des crédits. — Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1899.
	Report	215,744,857f 75c	174,764,275f 01c	39,086,432f 17	213,850,707f 18c	164,029,52[illegible]	49,821,183f 14	7,715,414f 82	9,609,565f 39	213,850,707f 18c
	TITRE III. — DÉPENSE DE MATÉRIEL. — TRAVAUX ET FOURNITURES. (Suite.)									
30	Service général. — Achats pour l'entretien et le service courant des bâtiments de servitude	1,702,000 00	916,849 40	879,703 22	1,796,552 62	827,789 [illegible]	968,763 35	94,552 62	"	1,796,552 62
31	Artillerie. — Constructions neuves. — Réfections. — Transformations. — Armement des troupes	31,751,700 00	24,848,798 69	4,357,335 84	29,206,134 53	19,974,841 [illegible]	9,231,293 38	"	2,545,565 47	29,206,134 53
32	Artillerie. Entretien et tirs annuels	1,710,000 00	1,267,889 68	380,563 01	1,648,452 69	1,254,632 [illegible]	393,819 88	"	61,547 31	1,648,452 69
33	Matériel de torpillerie	2,710,300 00	2,485,001 77	207,870 25	2,692,872 02	2,437,696 [illegible]	255,176 28	"	17,427 98	2,692,872 02
34	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Travaux neufs et grandes améliorations	12,530,149 80	5,478,416 81	3,226,060 35	8,704,477 16	4,947,647 [illegible]	3,756,829 44	"	3,825,672 64	8,704,477 16
35	Travaux d'approfondissement de la Charente	516,418 00	259,816 62	40,109 82	299,926 44	255,899 [illegible]	45,026 71	"	216,491 56	299,926 44
36	Travaux extraordinaires de défense des ports militaires	1,250,000 00	1,232,149 09	524,774 12	1,756,923 21	1,225,713 [illegible]	531,209 36	506,923 21	"	1,756,923 21
37	Travaux hydrauliques et bâtiments civils. — Entretien et service courant	1,543,000 00	1,242,731 41	285,537 02	1,528,268 43	1,200,860 [illegible]	327,407 57	"	14,731 57	1,528,268 43
38	Habillement	5,780,000 00	5,439,268 32	200,053 68	5,639,322 00	5,029,290 [illegible]	610,031 17	"	140,678 00	5,639,322 00
39	Casernement	2,483,100 00	1,685,001 62	180,271 57	1,865,272 89	1,347,944 [illegible]	517,328 89	"	617,827 11	1,865,272 89
40	Vivres	25,562,930 00	18,518,621 12	3,560,964 26	22,079,585 38	15,674,088 [illegible]	6,405,497 38	"	3,483,344 62	22,079,585 38
41	Hôpitaux	3,219,970 00	1,809,989 85	752,603 36	2,562,593 21	1,701,635 [illegible]	860,958 70	"	657,376 79	2,562,593 21
42	Outillage et service général. — Constructions navales	3,935,000 00	3,367,062 41	451,343 99	3,818,406 40	3,040,796 [illegible]	777,609 54	"	116,593 60	3,818,406 40
43	Outillage et service général. — Artillerie	1,359,000 00	1,201,474 68	157,028 21	1,358,502 89	1,103,030 [illegible]	255,472 12	"	497 11	1,358,502 89
44	Outillage et service général. — Torpilles	250,000 00	203,488 37	57,268 83	260,757 20	198,470 [illegible]	62,286 53	10,757 20	"	260,757 20
45	Outillage et service général. — Travaux hydrauliques	197,300 00	147,375 44	43,669 15	191,044 59	144,062 [illegible]	46,982 39	"	6,255 41	191,044 59
46	Outillage et service général. — Vivres	92,000 00	35,422 80	53,095 11	88,517 91	34,897 [illegible]	53,620 83	"	3,482 09	88,517 91
47	Chauffage. — Éclairage. — Fournitures et mobilier d'administration	792,950 00	711,240 47	128,094 44	839,334 91	652,745 [illegible]	186,589 71	46,384 91	"	839,334 91
48	Impressions. — Livres et reliures	566,400 00	219,007 15	374,142 68	593,149 83	146,954 [illegible]	446,195 63	26,749 83	"	593,149 83
	TITRE IV. — DÉPENSES DIVERSES.									
49	Transports de personnel. — Frais de route et de séjour. — Frais de mission	4,628,540 00	3,591,384 84	463,665 41	4,055,050 25	3,340,404 [illegible]	714,645 39	"	573,489 75	4,055,050 25
50	Transports de matériel. — Affrètements et frais accessoires	2,503,000 00	1,976,828 24	719,211 69	2,696,039 93	1,929,670 [illegible]	766,369 66	193,039 93	"	2,696,039 93
51	Gratifications, secours, subventions et dépenses diverses	1,345,400 00	1,201,500 26	194,348 80	1,395,849 06	1,087,522 [illegible]	308,326 16	50,449 06	"	1,395,849 06
51 *bis*	Secours aux victimes de la catastrophe de Toulon	400,000 00	381,474 90	18,525 10	400,000 00	379,374 [illegible]	20,625 70	"	"	400,000 00
52	Pêches et navigation commerciale. (Matériel et frais divers).	225,200 00	133,129 17	110,651 41	243,780 58	126,402 [illegible]	117,377 61	18,580 58	"	243,780 58
53	Subvention à la Caisse des invalides de la marine	11,359,800 00	11,359,800 00	190,000 00	11,549,800 00	11,359,800 [illegible]	190,000 00	190,000 00	"	11,549,800 00
54	Dépenses secrètes	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	100,000 [illegible]	"	"	"	100,000 00
54 *bis*	Participation à l'Exposition universelle de 1900	20,000 00	20,000 00	"	20,000 00	20,000 [illegible]	"	"	"	20,000 00
55	Reconstruction du magasin du montage et du magasin des machines à Toulon	38,000 00	1,267 41	34,900 03	36,167 44	1,267 [illegible]	34,900 03	"	1,832 56	36,167 44
56	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	7,913 22	"	7,913 22	7,913 22	"	7,913 22	"	"	"
		334,324,928 77	264,599,265 53	56,686,136 44	321,285,401 97	243,571,962 [illegible]	77,713,439 77	8,852,852 16	21,892,378 96	321,285,401 97
57	Dépenses des exercices clos	449,939 56	449,939 56	"	449,939 56	449,939 [illegible]	"	"	"	449,939 56
	Total	334,774,868 33	265,049,205 09	56,686,136 44	321,735,341 53	244,021,901 [illegible]	77,713,439 77	8,852,852 16	21,892,378 96	321,735,341 53
								13,039,526f 80c		

OBSERVATIONS.

Suite de la note A de la page précédente :

Dates des lois et décrets.	Chap. spéciaux.	Objet des crédits.	Sommes.
		Report	333,600,023 22
		Crédits de fonds de concours. (Suite.)	
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.	
Décrets des :			
21 juin 1899	34	Travaux hydrauliques	85,216 00
Idem	34	*Idem*	1,433 80
	35	Approfondissement de la Charente	216,418 00
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.	
30 novembre 1899	14	Constructions navales, etc.	520,000 00
	24	Constructions navales, etc.	100,337 75
27 décembre 1899	34	Travaux hydrauliques, etc.	1,500 00
		Total des crédits de fonds de concours	724,905 55 724,905 55
		Dépenses des exercices clos	449,939 56
		Total général	334,774,868 33

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	972,560f 00c	962,458f 14c	10,101f 86c	972,560f 00c	958,153 [illegible]	14,406f 81c	"	"	972,560f 00
2	Matériel de l'Administration centrale	270,500 00	211,066 03	59,433 97	270,500 00	194,020 [illegible]	76,479 93	"	"	270,500 00
3	Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique	289,000 00	282,259 16	6,740 84	289,000 00	274,310 [illegible]	14,689 43	"	"	289,000 00
4	Services généraux de l'instruction publique	115,650 00	104,481 06	11,168 94	115,650 00	87,435 [illegible]	28,214 71	"	"	115,650 00
5	Administration académique. (Personnel.)	1,730,400 00	1,727,752 71	2,647 29	1,730,400 00	1,692,063 [illegible]	38,336 19	"	"	1,730,400 00
6	Administration académique. (Matériel.)	163,870 00	149,269 87	14,600 13	163,870 00	92,826 [illegible]	71,043 21	"	"	163,870 00
7	Universités. (Personnel.)	9,638,411 00	9,630,616 33	7,794 67	9,638,411 00	9,531,366 [illegible]	107,044 45	"	"	9,638,411 00
8	Universités. (Matériel.)	2,399,100 00	2,294,202 79	104,897 21	2,399,100 00	2,183,965 [illegible]	215,134 93	"	"	2,399,100 00
9	Bourses de l'enseignement supérieur	484,000 00	483,944 22	55 78	484,000 00	475,964 [illegible]	8,035 28	"	"	484,000 00
10	Facultés dont les dépenses donnent lieu à compte avec les villes	253,100 00	243,488 43	9,611 57	253,100 00	238,179 [illegible]	14,920 49	"	"	253,100 00
11	École des hautes études	318,000 00	275,041 36	42,958 64	318,000 00	267,919 [illegible]	50,080 89	"	"	318,000 00
12	Ecole normale supérieure	515,600 00	479,288 76	36,311 24	515,600 00	477,831 [illegible]	37,768 94	"	"	515,600 00
13	Collège de France	523,000 00	482,874 63	40,125 37	523,000 00	481,837 [illegible]	41,162 76	"	"	523,000 00
14	École des langues orientales vivantes	168,000 00	147,585 33	20,414 67	168,000 00	146,731 [illegible]	21,268 87	"	"	168,000 00
15	École des chartes	74,950 00	72,090 64	2,859 36	74,950 00	71,873 [illegible]	3,076 02	"	"	74,950 00
16	École française d'Athènes	108,000 00	80,980 38	27,019 62	108,000 00	80,580 [illegible]	27,419 60	"	"	108,000 00
17	École française de Rome	73,000 00	69,074 61	3,925 39	73,000 00	67,989 [illegible]	5,010 39	"	"	73,000 00
18	Muséum d'histoire naturelle. (Personnel.)	398,600 00	397,654 22	945 78	398,600 00	394,062 [illegible]	4,537 44	"	"	398,600 00
19	Muséum d'histoire naturelle. (Matériel.)	568,900 00	464,851 18	104,048 82	568,900 00	423,043 [illegible]	145,856 99	"	"	568,900 00
20	Observatoire de Paris	248,500 00	215,751 75	32,748 25	248,500 00	212,654 [illegible]	35,845 20	"	"	248,500 00
21	Publication de la carte photographique du ciel	92,960 00	27,502 28	65,457 72	92,960 00	18,148 [illegible]	74,811 72	"	"	92,960 00
22	Bureau central météorologique	188,000 00	172,725 67	15,274 33	188,000 00	165,687 [illegible]	22,312 07	"	"	188,000 00
23	Observatoire d'astronomie physique de Meudon	102,250 00	59,805 27	42,444 73	102,250 00	58,559 [illegible]	43,690 68	"	"	102,250 00
24	Bureau des longitudes	151,000 00	135,302 71	15,697 29	151,000 00	130,802 [illegible]	20,197 29	"	"	151,000 00
25	Subvention d'entretien à l'observatoire du Mont-Blanc	12,000 00	12,000 00	"	12,000 00	12,000 [illegible]	"	"	"	12,000 00
26	Institut national de France	687,000 00	605,334 17	81,665 83	687,000 00	598,557 [illegible]	88,442 79	"	"	687,000 00
27	Académie de médecine	75,500 00	56,551 18	18,948 82	75,500 00	48,679 [illegible]	26,820 62	"	"	75,500 00
28	Bibliothèque nationale. (Personnel.)	436,000 00	432,337 42	3,662 58	436,000 00	423,554 [illegible]	12,445 91	"	"	436,000 00
29	Bibliothèque nationale. (Matériel.)	272,000 00	247,844 26	24,155 74	272,000 00	231,892 [illegible]	40,107 30	"	"	272,000 00
30	Bibliothèque nationale. (Catalogues.)	100,000 00	62,063 52	37,936 48	100,000 00	58,754 [illegible]	41,245 18	"	"	100,000 00
31	Bibliothèques publiques	217,600 00	180,838 34	36,761 66	217,600 00	176,922 [illegible]	40,677 67	"	"	217,600 00
32	Catalogue des manuscrits et incunables	20,000 00	8,838 50	11,161 50	20,000 00	8,588 [illegible]	11,411 50	"	"	20,000 00
33	Archives nationales	214,000 00	197,805 28	16,194 72	214,000 00	195,897 [illegible]	18,102 72	"	"	214,000 00
34	Services généraux des bibliothèques	39,000 00	36,222 25	2,777 75	39,000 00	35,138 [illegible]	3,861 08	"	"	39,000 00
35	Sociétés savantes	95,000 00	86,907 61	8,092 39	95,000 00	83,499 [illegible]	11,500 10	"	"	95,000 00
36	Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires. — Échanges internationaux	180,000 00	86,006 72	93,993 28	180,000 00	76,788 [illegible]	103,211 85	"	"	180,000 00
37	Encouragements aux savants et gens de lettres	175,000 00	167,015 00	7,985 00	175,000 00	129,390 [illegible]	45,610 00	"	"	175,000 00
38	Voyages et missions scientifiques et littéraires	276,720 00	260,211 15	16,508 85	276,720 00	259,268 [illegible]	17,451 30	"	"	276,720 00
39	Musée ethnographique. — Musée Guimet	72,000 00	63,334 91	8,665 09	72,000 00	63,334 [illegible]	8,665 09	"	"	72,000 00
40	Institut français d'archéologie orientale au Caire	222,860 00	222,860 00	"	222,860 00	222,860 [illegible]	"	"	"	222,860 00
	A reporter	22,942,031 00	21,896,237 84	1,045,793 16	22,942,031 00	21,351,133 [illegible]	1,590,897 40	"	"	22,942,031 00

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

OBSERVATIONS.	DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
	Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif		201,797,006f 00c
			Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
	Lois des :		1° CRÉDITS OUVERTS.		
	24 décembre 1899	33	Archives nationales	2,000 00	
		1	Traitement du Ministre, etc.	6,000 00	
	25 décembre 1899	23	Observatoire de Meudon	31,250 00	
		67	Agrandissement du musée pédagogique	49,437 00	
		68	Acquisition de la collection Schefer	100,000 00	
			TOTAL	188,687 00	
			2° CRÉDITS ANNULÉS.		
	Décrets des :		Création d'écoles et d'emplois 49,437		
	Idem	54	Subventions aux départements 8,000		
		60	Transport au Ministère du commerce :		
	21 septembre 1899	51	Enseignement primaire supérieur. 4,980		
			TOTAL (à déduire) 62,417	62,417 00	
			RESTE pour crédits ouverts	126,270 00	126,270 00
			CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
			Crédits ouverts à l'exercice 1899.		
	5 juin 1899	10	Facultés, etc.	3,100 00	
		7	Universités (Personnel)	500 00	
	7 mars 1899	8	Universités (Matériel)	500 00	
	9 mai 1899	7	Universités (Personnel)	1,000 00	
	Idem	52	Bourses d'enseignement primaire supérieur	1,850 00	
		41	Journal des savants	6,000 00	
	Idem	48	Enseignement primaire. — Inspecteurs	1,000 00	
		7	Universités (Personnel)	1,500 00	
	12 juillet 1899	8	Universités (Matériel)	3,500 00	
		7	Universités (Personnel)	8,800 00	
	1er août 1899	8	Universités (Matériel)	1,200 00	
		48	Enseignement primaire. — Inspecteurs	2,000 00	
	17 septembre 1899	51	Enseignement primaire supérieur	1,400 00	
		7	Universités (Personnel)	1,000 00	
	18 septembre 1899	51	Enseignement primaire supérieur	2,100 00	
		7	Universités (Personnel)	1,000 00	
		8	Universités (Matériel)	5,000 00	
	5 décembre 1899	22	Bureau central météorologique	1,200 00	
		38	Voyages et missions	2,220 00	
			TOTAL des crédits de fonds de concours	44,870 00	44,870 00
			DÉPENSES des exercices clos		2,229,707 90
			TOTAL GÉNÉRAL		204,197,853 90

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.										
					1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)						
	Report	22,942,031f 00c	21,896,237f 84c	1,045,793f 16c	22,942,031f 00c	21,351,133f 90c	1,590,897f 40c	"	"	22,942,031f 00c	(A) Voir note page 511.
41	Publications diverses. — *Journal des Savants*	168,000 00	75,576 20	92,423 80	168,000 00	74,406 70	93,593 63	"	"	168,000 00	
42	Frais généraux de l'instruction secondaire	140,800 00	129,685 83	11,114 17	140,800 00	128,499 68	12,300 32	"	"	140,800 00	
43	Lycées nationaux	12,025,760 00	11,620,090 40	405,669 60	12,025,760 00	11,200,471 00	825,289 00	"	"	12,025,760 00	
44	Collèges communaux de garçons	3,854,584 00	3,725,001 53	129,582 47	3,854,584 00	3,722,275 94	132,308 06	"	"	3,854,584 00	
45	Enseignement secondaire des jeunes filles	2,129,702 00	1,147,443 06	182,258 94	2,129,702 00	1,938,947 21	190,754 79	"	"	2,129,702 00	
46	Bourses nationales, exemptions et dégrèvements dans les lycées et collèges	3,260,000 00	2,243,330 54	1,016,669 46	3,260,000 00	2,222,796 39	1,037,203 61	"	"	3,260,000 00	
46*bis*	Subvention et bourses d'externat à l'École alsacienne	65,000 00	53,000 00	12,000 00	65,000 00	53,000 00	12,000 00	"	"	65,000 00	
47	Services généraux de l'enseignement secondaire	370,900 00	353,807 60	17,092 40	370,900 00	310,240 57	60,659 43	"	"	370,900 00	
48	Enseignement primaire. — Inspecteurs. — Inspectrices générales des écoles maternelles	2,322,650 00	2,315,468 57	7,181 43	2,322,650 00	2,099,959 75	222,690 25	"	"	2,322,650 00	
49	Écoles normales supérieures d'enseignement primaire. — Écoles normales primaires	7,930,000 00	7,878,719 24	51,280 76	7,930,000 00	7,712,440 03	217,559 97	"	"	7,930,000 00	
50	Écoles nationales d'enseignement primaire supérieur et professionnel	387,700 00	366,000 00	21,700 00	387,700 00	330,000 00	57,700 00	"	"	387,700 00	
51	Enseignement primaire supérieur	2,380,346 00	2,379,563 93	5,732 07	2,385,296 00	2,163,137 72	222,158 28	4,950 00	"	2,385,296 00	
52	Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur	773,200 00	743,260 82	29,939 18	773,200 00	553,500 99	219,699 01	"	"	773,200 00	
53	Traitement du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes.	121,813,620 00	121,575,076 44	361,598 69	121,936,675 13	110,456,549 54	11,480,125 59	123,055 13	"	121,936,675 13	
54	Créations d'écoles et d'emplois	550,563 00	210,035 00	340,528 00	550,563 00	105,733 45	444,829 55	"	"	550,563 00	
55	Part contributive de l'État dans les dépenses de l'enseignement primaire, élémentaire et supérieur dans les villes de plus de 150,000 âmes	4,448,334 00	4,448,334 00	"	4,448,334 00	4,448,334 00	"	"	"	4,448,334 00	
56	Allocations diverses	727,300 00	516,327 62	210,972 38	727,300 00	477,003 03	250,296 97	"	"	727,300 00	
57	Enseignement primaire. — Caisse des écoles. — Inspection médicale. — Subventions facultatives	145,000 00	142,437 00	2,563 00	145,000 00	131,875 90	13,124 10	"	"	145,000 00	
58	Enseignement primaire. — Examens. — Cours d'adultes. — Matériel. — Encouragements. — Bibliothèques scolaires. Annuaire des instituteurs	847,000 00	758,509 59	88,490 41	847,000 00	667,551 67	179,448 33	"	"	847,000 00	
58*bis*	Mission pour encouragement et surveillance des cours d'adultes	13,000 00	12,999 99	0 01	13,000 00	12,999 99	0 01	"	"	13,000 00	
59	Services généraux de l'enseignement primaire. — Secours et allocations	2,002,700 00	1,854,212 49	148,487 51	2,002,700 00	1,675,253 71	327,446 29	"	"	2,002,700 00	
60	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	5,845,519 00	3,919,591 86	1,925,927 14	5,845,519 00	3,850,686 63	1,994,832 37	"	"	5,845,519 00	
61	Services des constructions scolaires. (Enseignement primaire.)	4,500,000 00	3,911,515 00	588,485 00	4,500,000 00	3,269,590 00	1,230,410 00	"	"	4,500,000 00	
62	Services des constructions scolaires. (Enseignement secondaire.)	2,011,000 00	1,547,223 59	463,776 41	2,011,000 00	1,480,049 29	530,950 71	"	"	2,011,000 00	
63	Impositions et charges résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe	7,500 00	7,117 57	382 43	7,500 00	7,117 57	382 43	"	"	7,500 00	
63*bis*	Participation à l'Exposition universelle de 1900	156,500 00	23,030 55	133,469 45	156,500 00	18,030 55	138,469 45	"	"	156,500 00	
64	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
67	Agrandissement et réparations des locaux affectés au musée pédagogique	49,437 00	"	49,437 00	49,437 00	"	49,437 00	"	"	49,437 00	
68	Acquisition de la collection de manuscrits orientaux formée par M. Schéfer	100,000 00	"	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	"	"	100,000 00	
		201,968,146 00	194,653,596 26	7,442,554 87	202,096,151 13	180,461,584 58	21,634,566 55	128,005 13	"	202,096,151 13	
65	Dépenses des exercices clos	2,229,707 90	2,229,707 90	"	2,229,707 90	2,229,707 90	"	"	"	2,229,707 90	
	TOTAL de la 1re section	204,197,853 90	196,883,304 16	7,442,554 87	204,325,859 03	182,691,292 48	21,634,566 55	128,005 13	"	204,325,859 03	
								128,005f 13c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

2e SECTION. — SERVICES DES BEAUX-ARTS.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
1	Personnel de l'Administration centrale	315,000f00c	314,605f55c	394f00c	314,999f55c	312,625f55c	2 374f00c	"	0f45c	314,999f55c
2	Matériel de l'Administration centrale	51,000 00	32,334 26	18,665 74	51,000 00	30,477 83	20,522 17	"	"	51,000 00
3	Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts	113,800 00	113,074 83	725 00	113,799 83	105,324 83	8,475 00	"	0 17	113,799 83
4	Personnel de l'inspection de l'enseignement du dessin et des musées	42,000 00	42 000 00	"	42,000 00	31,417 50	10,582 50	"	"	42,000 00
5	Frais divers des inspections et frais de mission	29,000 00	28,611 10	386 95	28,998 05	27,795 00	1,203 05	"	1 95	28,998 05
6	Académie de France à Rome. (Personnel.)	12,900 00	12,900 00	"	12,900 00	12,900 00	"	"	"	12,900 00
7	Académie de France à Rome. (Matériel.)	141,840 00	131,338 56	10,501 44	141,840 00	131,338 56	10,501 44	"	"	141,840 00
8	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Personnel.)	280,760 00	278,658 24	2,100 00	280,758 24	278,658 24	2,100 00	"	1 76	280,758 24
9	École nationale et spéciale des beaux-arts à Paris. (Matériel.)	125,500 00	79,782 17	45,694 47	125,476 64	74,391 27	51,085 37	"	23 36	125,476 64
10	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Personnel.)	114,575 00	114,087 35	484 00	114,571 35	114,087 35	484 00	"	3 65	114,571 35
11	École nationale des arts décoratifs à Paris. (Matériel.)	33,625 00	21,550 04	12,074 92	33,624 96	20,515 63c	13,109 33	"	0 04	33,624 96
12	Subvention à l'école spéciale d'architecture à Paris	15,000 00	11,250 00	3,750 00	15,000 00	11,250 00	3,750 00	"	"	15,000 00
13	Écoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel	314,700 00	269,309 75	45,381 54	314,691 29	245,717 90	68,973 39	"	8 71	314,691 29
14	Écoles départ. et municipales des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	209,450 00	153,190 59	56,207 70	209,398 29	141,829 74	67,568 55	"	51 71	209,398 29
15	Création d'écoles départementales et municipales de dessin, des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel	50,000 00	2,148 48	12,529 05	14,677 53	1,728 23	12,949 30	"	35,322 47	14,677 53
16	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Personnel.)	193,200 00	188,779 98	4,420 00	193,199 98	188,640 00	4,559 98	"	0 02	193,199 98
17	Conservatoire national de musique et de déclamation. (Matériel.)	63,500 00	33,346 74	30,151 70	63,498 44	31,824 24	31,674 20	"	1 56	63,498 44
18	Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements	197,500 00	148,303 79	49,131 98	197,435 77	136,053 79	61,381 98	"	64 23	197,435 77
19	Théâtres nationaux	1,471,000 00	1,469,500 00	1,499 75	1,470,999 75	1,345,649 45	125,350 30	"	0 25	1,470,999 75
20	Concerts populaires et sociétés musicales dans les départements	60,000 00	51,716 00	8,250 00	59,966 00	43,416 00	16,550 00	"	34 00	59,966 00
21	Palais du Trocadéro	13,000 00	11,645 80	1,353 76	12,999 56	11,645 80	1,353 76	"	0 44	12,999 56
22	Indemnités et secours. (Théâtres.)	95,000 00	92,523 91	2,476 00	94,999 91	75,748 91	19,251 00	"	0 09	94,999 91
23	Travaux d'art, décoration d'édifices publics à Paris et dans les départements	863,333 33	736,313 15	133,019 40	869,332 55	726,255 25	143,077 30	5,999f22c	"	869,332 55
24	Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Prix national et bourses de voyage	246,000 00	239,350 00	6,600 00	245,950 00	231,050 00	14 900 00	"	50 00	245,950 00
25	Indemnités et secours. (Beaux-Arts.)	110,000 00	109,250 08	649 08	109,899 16	89,963 33	19,935 83	"	100 84	109,899 16
26	Manufacture nationale de Sèvres. (Personnel.)	436,450 00	404,759 92	31,682 91	436,442 83	403,748 81	32,694 02	"	7 17	436,442 83
27	Manufacture nationale de Sèvres. (Matériel.)	117,000 00	85,425 60	31,572 90	116,998 50	85,078 45	31,920 05	"	1 50	116,998 50
28	École d'application de la manufacture nationale de Sèvres	31,000 00	25,412 19	5,576 60	30,988 79	25,412 19	5,576 60	"	11 21	30,998 79
29	Manufacture nationale des Gobelins. (Personnel.)	197,200 00	196,905 33	289 67	197,195 00	188,114 84	9,080 16	"	5 00	197,195 00
30	Manufacture nationale des Gobelins. (Matériel.)	28,320 00	17,465 34	10,851 61	28,316 95	17,288 41	11,028 54	"	3 05	28,316 95
31	Manufacture nationale de Beauvais. (Personnel.)	103,730 00	102,896 48	830 00	103,726 48	102,569 71	1,156 77	"	3 52	103,726 48
32	Manufacture nationale de Beauvais. (Matériel.)	11,620 00	6,318 43	5,293 33	11,611 76	6,157 03	5,454 73	"	8 24	11,611 76
33	Musées nationaux. (Personnel.)	618,740 00	611,902 31	6,781 50	618,683 81	611,337 04	7,346 77	"	56 19	618,683 81
34	Subventions de l'État aux musées nationaux pour acquisition d'objets ayant une valeur artistique, archéologique ou historique	160,000 00	160,000 00	"	160,000 00	160,000 00	"	"	"	160,000 00
35	Musées nationaux. (Matériel.)	173,465 00	153,524 13	18,879 49	172,403 62	153,058 41	19,345 21	"	1,061 38	172,403 62
36	Musées départementaux et municipaux	15,000 00	9,800 00	5,170 00	14,970 00	9,200 00	5,770 00	"	30 00	14,970 00
37	Publications et souscriptions aux ouvrages d'art	65,000 00	54,163 15	10,803 20	64,966 35	41,077 40	23,888 95	"	33 65	64,966 35
38	Expositions à Paris et dans les départements	12,500 00	10,483 95	1,994 98	12,478 93	10,117 45	2,361 48	"	21 07	12,478 93
39	Conservation des monuments historiques. — Acquisition d'objets d'art et de moulage pour les musées de Cluny et de sculpture comparée	1,151,277 27	730,952 04	419,503 74	1,150,455 78	711,921 43	438,534 35	"	821 49	1,150,455 78
40	Musée de Cluny	60,200 00	50,256 25	9,930 88	60,187 13	48,601 75	11,585 38	"	12 87	60,187 13
41	Musée de sculpture comparée du Trocadéro	49,000 00	35,438 26	13,450 39	48,888 65	35,438 26	13,450 39	"	111 35	48,888 65
42	Personnel des bâtiments civils	100,000 00	97,091 45	2,179 99	99,271 44	96,916 45	2,354 99	"	728 56	99,271 44
43	Entretien des bâtiments civils	798,800 00	133,808 65	644,991 35	778,800 00	122,127 06	656,672 94	"	20,000 00	778,800 00
	A reporter	9,290,985 60	7,572,173 85	1,666,229 02	9,238,402 87	7,248,469 09	1,989,933 78	5,999 22	58,581 95	9,238,402 87

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

OBSERVATIONS.	DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
	Loi du : 30 mai 1899	"	Budget primitif	15,635,690f00c
			Crédits ouverts par des lois :	
	Lois des : 9 décembre 1899	83	Dépenses du Palais de justice de Paris.	1,686,512 10
		39	Conservation des monuments historiques	20,000 00
		53	École des arts et métiers de Lille, etc.	455,000 00
		54	Conservation des Arts-et-Métiers	37,575 00
		61	Construction d'un laboratoire, etc.	22,380 28
		63	Travaux d'agrandissement dans divers haras	54,520 42
	25 décembre 1899	64	Reconstruction de la Cour des Comptes.	250,000 00
		66	Restauration du Ministère de la Marine.	12,500 00
		72	Académie de médecine. Travaux	295,825 00
		73	Travaux de défense contre l'incendie (Opéra)	6,075 86
		74	Muséum, etc.	18,000 00
		81	Trocadéro. Défense contre l'incendie	37,000 00
		82	Réinstallation du double du Grand-Livre.	4,200 00
			TOTAL	2,899,588 66
			Crédits de fonds de concours.	
			CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.	
	Décrets des : 2 juin 1899	63	Travaux d'agrandissement dans divers haras	45,373 06
			CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.	
	10 avril 1899	13	Écoles nationales des Beaux-Arts	35,700 00
		49	Service des eaux de Versailles	15,581 00
	19 avril 1899	39	Conservation des monuments historiques.	9,977 27
	Idem	23	Travaux d'art, etc.	15,000 00
	29 avril 1899	39	Conservation des monuments historiques.	10,500 00
	2 juin 1899	13	Écoles nationales des Beaux-Arts	21,700 00
	11 mars 1899	23	Travaux d'art, etc.	8,333 33
	3 juillet 1899	23	*Idem*	3,500 00
		39	Conservation des monuments historiques.	10,000 00
	Idem	46	Entretien des palais nationaux	667 90
		47	Pour réparations	40,000 00
	20 juillet 1899	63	Travaux d'agrandissement dans divers haras	38,059 60
	5 août 1899	39	Conservation de monuments historiques.	87,000 00
		49	Service des eaux de Versailles	85,678 00
	18 septembre 1899	13	Écoles des Beaux-Arts	450 00
	8 octobre 1899	23	Travaux d'art	79,500 00
	27 octobre 1899	13	Écoles des Beaux-Arts	25,275 00
	5 novembre 1899	13	*Idem*	23,500 00
		23	Travaux d'art	5,000 00
	7 décembre 1899	13	Écoles des Beaux-Arts	2,725 00
		33	Conservation des monuments historiques.	8,000 00
	21 décembre 1899	13	Écoles des Beaux-Arts	350 00
			TOTAL des crédits de fonds de concours	498,670 16
			Dépenses des exercices clos	1,118,753 19
			TOTAL GÉNÉRAL	20,202,702 01

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	Suite du MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.										
	2e Section. — Services des Beaux-Arts. (Suite.)										
	Report	9,290,985f60c	7,572,173f85c	1,666,229f02c	9,238,402f87c	7,248,469f09c	1,989,933f78c	5,999f22c	58,581f95c	9,238,402f87c	(A) Voir Note, page 515.
44	Grosses réparations des bâtiments civils	643,000 00	87,773 44	555,226 56	643,000 00	85,731 26	557,268 74	"	"	643,000 00	
45	Personnel des palais nationaux	130,000 00	127,826 53	2,140 00	129,966 53	126,051 53	3,915 00	"	33 47	129,966 53	
46	Entretien des palais nationaux	700,667 90	320,975 13	379,692 77	700,667 90	307,384 51	393,283 39	"	"	700,667 90	
47	Grosses réparations des palais nationaux	340,000 00	13,641 04	326,358 96	340,000 00	12,907 33	327,092 67	"	"	340,000 00	
48	Loyer du terrain du palais des Champs-Élysées	15,000 00	7,500 00	7,500 60	15,000 00	7,500 00	7,500 00	"	"	15,000 00	
49	Service des eaux de Versailles et de Marly	441,259 00	321,824 01	146,099 46	467,923 47	283,953 59	183,969 88	26,664 47	"	467,923 47	
50	Personnel des conservations des palais nationaux	281,000 00	265,548 24	15,322 90	280,871 14	263,689 74	17,181 40	"	128 86	280,871 14	
51	Matériel des conservations des palais nationaux	255,000 00	181,537 92	76,891 10	258,429 02	174,181 38	84,247 64	3,429 02	"	258,429 02	
52	Administration du garde-meuble	247,000 00	193,033 50	53,908 41	246,941 91	188,525 99	58,415 92	"	58 09	246,941 91	
53	École des arts et métiers de Lille. — Continuation des travaux de construction	964,115 00	30,197 58	173,709 75	203,907 33	30,197 58	173,709 75	"	760,207 67	203,907 33	
54	Conservatoire des arts et métiers. — Continuation des grands travaux	137,575 00	1,800 00	135,775 00	137,575 00	1,800 00	135,775, 00	"	"	137,575 00	
55	Palais de Versailles et de Trianon. — Continuation des travaux de restauration	125,000 00	8,494 00	116,506 00	125,000 00	7,824 00	117,176 00	"	"	125,000 00	
56	Réparation et entretien des bassins et eaux du parc de Versailles	100,000 00	"	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	"	"	100,000 00	
57	Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de réfection	250,000 00	60,233 46	189,766 54	250,000 00	60,233 46	189,766 54	"	"	250,000 00	
58	Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de réparation	68,000 00	31,760 03	36,239 97	68,000 00	31,133 05	36,866 95	"	"	68,000 00	
59	Reconstruction de l'école nationale d'art décoratif de Limoges et du musée national Adrien-Dubouché	350,000 00	155,813 30	194,186 70	350,000 00	155,363 30	194,636 70	"	"	350,000 00	
60	École vétérinaire de Lyon. — Construction d'un bâtiment pour les services de la médecine opératoire	67,300 00	"	67,214 13	67,214 13	"	67,214 13	"	85 87	67,214 13	
61	Construction d'un laboratoire d'électricité et des salles d'étude à l'École nationale des mines de Saint-Étienne	62,380 28	12,824 27	33,518 71	46,342 98	12,824 27	33,518 71	"	16,037 30	46,342 98	
62	Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement et d'isolement	700,000 00	137,458 20	149,991 86	287,450 06	137,458 20	149,991 86	"	412,549 94	287,450 06	
63	Travaux d'agrandissement dans divers haras	307,953 08	43,465 86	96,475 51	139,941 37	43,465 86	96,475 51	"	168,011 71	139,941 37	
64	Reconstruction de la Cour des comptes	750,000 00	196,585 50	262,195 26	458,780 76	194,151 44	264,629 32	"	291,219 24	458,780 76	
65	Intallation du service de pathologie bovine à l'École vétérinaire de Toulouse et construction d'un bâtiment pour le service de la zootechnie	74,000 00	31 00	14,652 63	14,683 63	31 00	14,652 63	"	59,316 37	14,683 63	
66	Restauration des façades du Ministère de la Marine	61,100 00	10,100 00	51,000 00	61,100 00	10,100 00	51,000 00	"	"	61,100 00	
67	École d'agriculture de Grignon. — Restauration des façades et agrandissement de l'amphithéâtre de zootechnie	25,000 00	"	24,970 28	24,970 28	"	24,970 28	"	29 72	24,970 28	
69	Participation à l'Exposition universelle de 1900	600,000 00	141,006 05	330,164 13	471,170 18	134,861 05	336,309 13	"	128,829 82	471,170 18	
70	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
72	Réinstallation de l'Académie de médecine. — Travaux	345,825 00	28,965 06	170,996 02	199,961 08	25,965 06	173,996 02	"	145,863 92	199,961 08	
73	Travaux de défense contre l'incendie au théâtre national de l'Opéra	6,075 86	"	5,410 80	5,410 80	"	5,410 80	"	665 06	5,410 80	
74	Muséum d'histoire naturelle. — Achèvement des nouvelles galeries	18,000 00	"	16,500 00	16,500 00	"	16,500 00	"	1,500 00	16,500 00	
81	Palais du Trocadéro. — Travaux de défense contre l'incendie dans la salle des fêtes	37,000 00	"	37,000 00	37,000 00	"	37,000 00	"	"	37,000 00	
81 *bis*	Subvention pour le monument élevé à la mémoire du général Garibaldi	"	"	5,000 00	5,000 00	"	5,000 00	5,000 00	"	5,000 00	
82	Réinstallation des services du double du Grand-Livre à Saint-Cloud	4,200 00	"	4,200 00	4,200 00	"	4,200 00	"	"	4,200 00	
83	Remboursement au département de la Seine de la quote-part de l'État dans les dépenses du Palais de justice de Paris (Convention du 13 avril 1896)	1,686,512 10	"	1,686,512 10	1,686,512 10	"	1,686,512 10	"	"	1,686,512 10	
		19,083,948 82	9,950,567 97	7,131,354 57	17,081,922 54	9,543,802 69	7,538,119 85	41,092 71	2,043,118 99	17,081,922 54	
71	Dépenses des exercices clos	1,118,753 19	1,118,753 19	"	1,118,753 19	1,118,753 19	"	"	"	1,118,753 19	
	Total	20,202,702 01	11,069,321 16	7,131,354 57	18,200,675 73	10,662,555 88	7,538,119 85	41,092 71	2,043,118 99	18,200,675 73	
								2,002,026 28			

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

1re Section. — Service de l'instruction publique	204,197,853f90c	196,883,304f16	7,442,554f87c	204,325,859f03c	182,691,292f48	21,634,566f55c	128,005f13c	"	204,325,859f03c
2e Section. — Service des beaux-arts	20,202,702,01	11,069,321 16	7,131,354 57	18,200,675 73	10,662,555 88	7,538,119 85	41,092 71	2,043,118f99c	18,200,675 73
Total	224,400,555 91	207,952,625 32	14,573,909 44	222,526,534 76	193,353,848 36	29,172,686 40	169,097 84	2,043,118 99	222,526,534 76
							1,874,021f 15c		

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

1re SECTION. — SERVICES DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale.	621,000f00c	612,158f30c	2,565f93c	614,724f23c	611,099f	3,632f06c	//	6,275f77c	614,724f23c
2	Personnel du service de l'Administration centrale	72,400 00	70,707 44	1,644 50	72,351 94	70,478	1,873 60	//	48 06	72,351 94
3	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale	88,400 00	65,262 32	23,135 51	88,397 83	60,617	27,780 78	//	2 17	88,397 83
4	Achat de livres. — Abonnements aux revues et journaux	18,000 00	12,666 59	5,061 20	17,727 79	12,061	5,666 35	//	272 21	17,727 79
5	Impressions	32,500 00	19,964 92	12,103 18	32,068 10	18,310	13,757 07	//	431 90	32,068 10
6	Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel	305,650 00	302,539 84	//	302,539 84	302,539	//	//	3,110 16	302,539 84
7	Conservatoire national des arts et métiers. — Matériel	180,000 00	115,963 73	63,973 94	179,937 67	104,351	75,586 61	//	62 33	179,937 67
8	Écoles nationales d'arts et métiers. — Personnel	605,029 00	581,569 55	15,161 85	596,731 40	564,942	31,788 80	//	8,297 60	596,731 40
9	Écoles nationales d'arts et métiers. — Matériel	709,671 00	563,098 22	146,475 14	709,573 36	543,158	166,414 56	//	97 64	709,573 36
10	École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Personnel	128,000 00	125,184 20	2,815 80	128,000 00	114,296	13,703 31	//	//	128,000 00
11	École nationale pratique d'ouvriers et de contremaîtres de Cluny. — Matériel	206,400 00	147,994 83	58,333 21	206,328 04	145,650	60,677 20	//	71 96	206,328 04
12	École nationale d'horlogerie de Cluses	69,270 00	66,893 32	3,776 68	70,670 00	61,235	9,434 66	1,400f00c	//	70,670 00
13	Bourses aux élèves des écoles d'arts et métiers pour les préparer aux examens de l'École centrale des arts et manufactures et bourses d'entretien de ces mêmes élèves à cet établissement	30,000 00	22,293 75	7,706 25	30,000 00	22,293	7,706 25	//	//	30,000 00
14	Bourses à l'École centrale des arts et manufactures	50,000 00	37,150 00	12,850 00	50,000 00	37,150	12,850 00	//	//	50,000 00
15	Ecoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel	550,489 00	541,865 15	6,091 83	547,956 98	505,437	42,519 67	//	2,532 02	547,956 98
16	Encouragements à l'enseignement industriel	381,800 00	342,178 49	39,590 52	381,769 01	337,198	44,570 89	//	30 99	381,769 01
17	Encouragements à l'enseignement commercial	202,600 00	161,577 98	40,953 20	202,531 18	155,388	47,142 46	//	68 82	202,531 18
18	Enseignement industriel et commercial. — Inspection, conseils et commissions	45,000 00	43,531 19	1,294 41	44,825 60	39,248	5,577 21	//	174 40	44,825 60
19	Comité consultatif des arts et manufactures	27,000 00	22,950 00	3,820 83	26,770 83	22,950	3,820 83	//	229 17	26,770 83
20	Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers	41,000 00	28,932 96	11,704 55	40,637 51	28,724	11,913 43	//	362 49	40,637 51
21	Conseil supérieur du travail	15,000 00	8,652 15	5,779 41	14,431 56	7,363	7,068 45	//	568 44	14,431 56
22	Inspection du travail dans l'industrie	637,500 00	593,490 02	43,685 03	637,175 05	562,188	74,986 12	//	324 95	637,175 05
23	Personnel des poids et mesures	1,075,000 00	1,068,012 27	6,968 39	1,074,980 66	1,021,861	53,119 37	//	19 34	1,074,980 66
24	Matériel et bureaux divers des poids et mesures, fabrication, entretien des poinçons et dépenses diverses	96,000 00	85,663 81	9,884 45	95,548 26	73,578	21,969 94	//	451 74	95,548 26
25	Dépenses de la Commission internationale du mètre et du Bureau national des poids et mesures. — Part contributive de la France dans l'entretien du Bureau international des poids et mesures	11,000 00	9,277 30	885 10	10,162 40	8,977	1,185 00	//	837 60	10,162 40
26	Personnel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	20,400 00	18,337 80	2,046 00	20,383 80	17,973	2,410 00	//	16 20	20,383 80
27	Matériel de la vérification des alcoomètres et des densimètres	6,600 00	5,313 28	1,076 71	6,389 99	4,208	2,181 26	//	210 01	6,389 99
28	Propriété industrielle. — Rédaction du recueil des brevets d'invention et du *Bulletin officiel* de la propriété industrielle et commerciale. — Bibliothèque publique de la propriété industrielle	30,000 00	26,833 27	3,101 85	29,935 12	25,833	4,101 85	//	64 88	29,935 12
29	Frais d'impression du recueil des brevets d'invention et du *Bulletin officiel* de la propriété industrielle et commerciale	153,934 00	17,207 01	136,701 63	153,908 64	16,700	137,208 28	//	25 36	153,908 64
30	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne, pour la protection de la propriété industrielle.	4,390 00	//	3,625 00	3,625 00	//	3,625 00	//	765 00	3,625 00
31	Encouragements aux associations ouvrières de production et de crédit	165,000 00	91,300 00	72,100 00	163,400 00	75,250	88,150 00	//	1,600 00	163,400 00
	A reporter	6,579,033 00	5,808,969 69	744,512 10	6,553,481 79	5,571,060	982,421 61	1,400 00	26,951 21	6,553,481 79

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	SECTIONS DES CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	//	Budget primitif		33,442,853f00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		CRÉDITS OUVERTS.		
Lois des :				
1er juill. 1899	1	Traitement du Ministre, etc.	16,000f00c	
	34	Frais de surveillance de sociétés	34,000 00	
	5	Impressions	3,000 00	
	26	Personnel de la vérification des alcoomètres	1,000 00	
	34	Frais de surveillance, etc.	2,817 00	
	35	Réduction de la partie officielle, etc.	5,142 92	
25 déc. 1899	41	Primes à la construction	2,500,000 00	
	46	Subvention à l'industrie des huiles de schiste	140,833 00	
	52	Dépenses des exercices périmés	2,161 90	
	54	Dépenses d'impression (exposition de 1889)	10,486 56	
	55	Organisation de l'enseignement de l'électricité	14,030 00	
27 déc. 1899	51	Exposition universelle de 1900	6,550,100 00	
30 déc. 1899	58	Indemnités aux victimes d'accidents du travail	100,000 00	
		TOTAL des crédits ouverts	9,379,581 38	9,379,581 38
		Crédits reportés du Ministère de l'Instruction publique.		
Décrets des :				
24 sept. 1899	15	Écoles pratiques de commerce et d'industrie		4,980 00
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.		
24 janv. 1899	51	Exposition universelle de 1900	6,000,000 00	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.		
28 avril 1899	51	Exposition de 1900	1,306,065 34	
16 mai 1899	51	*Idem*	9,300,000 00	
16 juin 1899	51	*Idem*	4,000,000 00	
6 sept. 1899	12	École de Cluses	12,350 00	
22 sept. 1899	51	Exposition de 1900	1,090,731 42	
21 octobre 1899	51	*Idem*	4,000,000 00	
27 nov. 1899	51	*Idem*	998,362 38	
Idem	51	*Idem*	4,000,000 00	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	30,707,519 14	30,707,519 14
		DÉPENSES des exercices clos		539,651 90
		TOTAL GÉNÉRAL		74,074,585 42

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. (Suite.)										
	1re SECTION. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. (Suite.)										
	Report	6,579,033f00c	5,808,969f69c	744,512f10c	6,553,481f79c	5,571,096f	982,421f61c	1,400f00	26,951f21c	6,553,481f79c	Voir note page 519
32	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, bonifications sur les pensions	15,000 00	15,000 00	"	15,000 00	15,000	"	"	"	15,000 00	
33	Bonifications aux pensions de retraites	1,200,000 00	1,200,000 00	"	1,200,000 00	1,200,000	"	"	"	1,200,000 00	
34	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers	72,500 00	48,220 96	13,007 02	61,227 98	47,069	14,218 98	"	11,272 02	61,227 98	
35	Rédaction de la partie officielle du Moniteur officiel du commerce et impressions du commerce extérieur	43,642 92	24,988 97	16,565 71	41,554 68	24,551	17,003 21	"	2,088 24	41,554 68	
36	Expertise, valeurs de douanes	41,000 00	28,386 17	6,975 06	35,361 23	28,380	6,975 06	"	5,638 77	35,361 23	
37	Subventions. — Missions commerciales. — Expositions	111,000 00	6,315 39	104,119 00	110,434 39	6,283	104 150 55	"	565 61	110,434 39	
38	Office national du commerce intérieur	70,000 00	70,000 00	"	70,000 00	70,000	"	"	"	70,000 00	
39	Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles, pour la publication des tarifs douaniers et dépenses d'abonnement au Bulletin international des douanes	6,900 00	6,833 00	"	6,833 00	"	6,833 00	"	67 00	6,833 00	
40	Encouragements aux pêches maritimes	5,000,000 00	3,713,917 64	1,026,204 62	4,740,122 26	3,500,130	1,239 991 64	"	259,877 74	4,740,122 26	
41	Subvention à la marine marchande. — Primes à la construction	6,500,000 00	6,353,828 03	1,004,171 97	7,358,000 00	4,932,664	2,425,335 33	858,000 00	"	7,358,000 00	
42	Subvention à la marine marchande. — Primes à la navigation	10,600,000 00	8,710,065 52	5,114,934 48	13,825,000 00	8,136,276	5,688,723 41	3,225,000 00	"	13,825,000 00	
43	Frais accessoires occasionnés par l'application de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande	10,000 00	2,201 08	7,524 73	9,725 81	2,201	7,524 73	"	274 19	9,725 81	
44	Primes à la filature de la soie	3,800,000 00	2,253,314 37	1,801,682 57	4,054,996 94	1,997,296	2,057,698 16	254,996 94	"	4,054,996 94	
45	Frais occasionnés par l'application de la loi du 2 avril 1898 sur les primes à la filature de soie	38,000 00	27,984 13	4,898 74	32,882 87	24,295	8,587 74	"	5,117 13	32,882 87	
46	Subvention à l'industrie des huiles de schiste	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	"	"	300,000 00	
47	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada	6,000 00	4,015 00	355 00	4,370 00	3,507	863 00	"	1,630 00	4,370 00	
48	Encouragements aux syndicats professionnels	15,000 00	12,131 30	2,839 46	14,970 76	10,661	4,308 84	"	29 24	14,970 76	
49	Office du travail et statistique générale	103,000 00	74,042 71	28,956 20	102,998 91	73,262	29,736 80	"	1 09	102,998 91	
50	Recensement quinquennal des professions	150,000 00	137,062 95	12,934 35	149,997 30	137,062	12,934 35	"	2 70	149,997 30	
51	Exposition universelle de 1900	38,695,169 14	31,869,832 53	8,825,336 61	40,695,169 14	30,409,703	10,285,465 84	2,000,000 00	"	40,695,169 14	
51 *bis*	Participation à l'Exposition universelle de 1900	52,000 00	27,024 55	24,971 97	51,996 52	1,524	50,471 97	"	3 48	51,996 52	
52	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	2,161 90	"	2,161 90	2,161 90	"	2,161 90	"	"	2,161 90	
54	Dépenses d'impressions relatives à l'Exposition universelle de 1900	10,486 56	"	10,486 56	10,486 56	"	10,486 56	"	"	10,486 56	
55	Organisation de l'enseignement de l'électricité dans les écoles nationales d'arts et métiers	14,040 00	"	14,040 00	14,040 00	"	14,040 00	"	"	14,040 00	
56	Indemnités ou pensions aux victimes d'accidents du travail survenus pendant le mois de juin 1899	100,000 00	"	73,282 64	73,282 64	"	73,282 64	"	26,717 36	73,282 64	
		73,534,933 52	60,394,133 99	19,139,960 69	79,534,094 68	56,190,873	23,343,215 32	6,339,396 94	340,235 78	79,534,094 68	
53	Dépenses des exercices clos	539,651 90	539,651 90	"	539,651 90	539,651	"	"	"	539,651 90	
	TOTAL de la 1re section	74,074,585 42	60,933,785 89	19,139,960 69	80,073,746 58	56,730,531	23,343,215 32	6,339,396 94	340,235 78	80,073,746 58	
								5,999,161f 16c			
	2e SECTION. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
1	Traitem. du Directeur gén. et personnel de l'Administration centrale.	(A) 1,945,300f00c	1,913,088f83c	32,211f17c	1,945,300f00c	1,905,770	39,529f43c	"	"	1,945,300f00c	
2	Matériel de l'Administration centrale	265,000 00	229,966 64	35,033 36	265,000 00	182,129	82,870 94	"	"	265,000 00	
3	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	1,226 19	"	1,226 19	1,226 19	"	1,226 19	"	"	1,226 19	
		2,211,526 19	2,143,055 47	68,470 72	2,211,526 19	2,087,899	123,626 56	"	"	2,211,526 19	
4	Dépenses des exercices clos	557,610 24	557,610 24	"	557,610 24	557,610	"	"	"	557,610 24	
	TOTAL de la 2e section	2,769,136 43	2,700,665 71	68,470 72	2,769,136 43	2,645,509	123,626 56	"	"	2,769,136 43	
								"			
	RÉCAPITULATION.										
	1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	74,074,585f42c	60,933,785f89c	19,139,960 69	80,073,746f58c	56,730,531	23,343,215f32c	6,339,396 94	340,235f78	80,073,746f58c	
	2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,769,136 43	2,700,665 71	68,470 72	2,769,136 43	2,645,509	123,626 56	"	"	2,769,136 43	
	TOTAL GÉNÉRAL	76,843,721 85	63,634,451 60	19,208,431 41	82,842,883 01	59,376,041	23,466,841 88	6,339,396 94	340,235 78	82,842,883 01	
								5,999,161f 16c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	"	Budget général	2,210,300f00c
		Crédits ouverts par des lois.	
Loi du 25 déc. 1899	3	Dépenses des exercices périmés	1,226 19
		Dépenses des exercices clos	557,610 24
		TOTAL GÉNÉRAL	2,769,136 43

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DES COLONIES.									
	1° DÉPENSES COMMUNES.									
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale	703,900f 00c	696,759f 70c	7,140f 30c	703,900f 00c	688,170	15,720f 24c	"	"	703,900f 00c
2	Matériel de l'Administration centrale	193,000 00	160,230 68	32,769 32	193,000 00	158,582	34,417 47	"	"	193,000 00
3	Frais d'impression, publication de documents et abonnements	107,500 00	65,747 55	41,752 45	107,500 00	54,270	53,225 27	"	"	107,500 00
4	Frais de dépêches télégraphiques	177,000 00	105,812 23	71,187 77	177,000 00	97,437	79,562 72	"	"	177,000 00
5	Service central des marchés	110,000 00	99,120 85	10,879 15	110,000 00	95,178	14,821 64	"	"	110,000 00
6	Service administratif dans les ports de commerce de la métropole	109,700 00	107,238 60	2,461 40	109,700 00	102,122	7,577 91	"	"	109,700 00
7	Inspection des colonies	304,000 00	297,904 06	6,095 94	304,000 00	269,565	34,434 01	"	"	304,000 00
8	Secours et subventions	44,500 00	43,448 91	1,051 09	44,500 00	34,649	9,850 39	"	"	44,500 00
9	Subventions à diverses compagnies pour les câbles sous-marins	622,500 00	404,594 00	233,019 34	637,613 34	312,367	325,245 91	15,113f 34c	"	637,613 34
	2° DÉPENSES CIVILES.									
10	Personnel des services civils	407,750 00	400,665 53	7,084 47	407,750 00	211,420	196,329 76	"	"	407,750 00
11	Personnel de la justice	1,460,000 00	1,430,947 57	29,052 43	1,460,000 00	707,878	752,121 05	"	"	1,460,000 00
12	Personnel des cultes	602,000 00	586,347 24	20,402 76	606,750 00	244,546	362,203 32	4,750 00	"	606,750 00
13	Service des travaux publics	55,400 00	50,849 96	4,550 04	55,400 00	49,599	5,800 04	"	"	55,400 00
14	Entretien des phares de Saint-Pierre et Miquelon	27,100 00	27,100 00	"	27,100 00	18,368	8,731 80	"	"	27,100 00
14*bis*	Réfection de la maison d'habitation des gardiens du phare et du sifflet de brume de la Pointe-Plate de Langlade (îles Saint-Pierre-et-Miquelon)	16,000 00	"	16,000 00	16,000 00	"	16,000 00	"	"	16,000 00
15	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	308,000 00	151,060 76	156,939 24	308,000 00	74,346	233,653 49	"	"	308,000 00
16	Exposition permanente des colonies et renseignements commerciaux. Service géographique	21,000 00	21,000 00	"	21,000 00	21,000	"	"	"	21,000 00
17	Participation à l'Exposition universelle de 1900	1,772,234 77	736,333 00	1,035,901 77	1,772,234 77	211,300	1,560,934 12	"	"	1,772,234 77
18	Missions dans les colonies	210,000 00	98,137 61	111,862 39	210,000 00	97,954	112,045 33	"	"	210,000 00
19	École coloniale	25,000 00	25,000 00	"	25,000 00	24,020	980 00	"	"	25,000 00
20	Études coloniales	10,000 00	8,527 95	1,472 05	10,000 00	8,377	1,622 05	"	"	10,000 00
20*bis*	Liquidation des dépenses résultant des travaux de réparation entrepris en 1896 dans l'immeuble affecté au séminaire colonial	7,319 00	"	7,319 00	7,319 00	"	7,319 00	"	"	7,319 00
20*ter*	Dépenses d'entretien de l'immeuble affecté au séminaire colonial	2,980 00	"	2,980 00	2,980 00	"	2,980 00	"	"	2,980 00
21	Émigration des travailleurs aux colonies	93,513 00	56,962 75	36,550 25	93,513 00	40,791	52,721 50	"	"	93,513 00
22	Cinquième des quatorze annuités à payer à des exploitations agricoles pour la mise en valeur d'établissements français	360,000 00	360,000 00	"	360,000 00	360,000	"	"	"	360,000 00
23	Subvention au budget local du Congo français	2,434,000 00	2,428,000 00	6,000 00	2,434,000 00	500,000	1,934,000 00	"	"	2,434,000 00
24	Subvention au budget local de Madagascar	1,800,000 00	1,800,000 00	"	1,800,000 00	1,800,000	"	"	"	1,800,000 00
25	Subvention au service local de certaines colonies	578,000 00	578,000 00	"	578,000 00	13,000	565,000 00	"	"	578,000 00
26	Subvention au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion	2,508,500 00	2,508,500 00	"	2,508,500 00	2,508,500	"	"	"	2,508,500 00
27	Subvention au budget annexe du chemin de fer du Soudan français	668,000 00	668,000 00	47 60	668,047 60	668,047	"	47 60	"	668,047 60
28	Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis	1,000,000 00	999,590 14	31,687 92	1,031,278 06	1,002,408	28,871 26	31,278 06	"	1,031,278 06
	A reporter	16,738,896 77	14,915,879 09	1,874,206 68	16,790,085 77	10,373,908	6,416,177 28	51,189 00	"	16,790,085 77

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi qu'il suit :

OBSERVATIONS.	DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
	Loi du 30 mai 1899	"	Budget général		90,794,762f 00c
			CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
	Lois des : 5 décembre 1899 ; 24 décembre 1899	13	Subvention au budget du Congo	6,000 00	
		30	Troupes aux colonies	830,500 00	
		36	Service de santé (matériel)	25,000 00	
		37	Vivres et fourrages	35,000 00	
		40	Matériel des services militaires	1,124,000 00	
		42	Dépenses militaires du Soudan	1,380,000 00	
		43	Dépenses militaires de l'Indo-Chine	860,000 00	
		20*bis*	Réparations au séminaire colonial	7,319 00	
		4	Frais de dépêches télégraphiques	75,000 00	
		13	Service des travaux publics	4,500 00	
		14*bis*	Réparation du phare de Saint-Pierre	16,000 00	
		20*ter*	Entretien du séminaire colonial	2,980 00	
	25 décembre 1899	21	Émigration de travailleurs	23,513 00	
		31	Gendarmerie coloniale	170,700 00	
		44	Dépenses militaires à Madagascar	650,000 00	
		49	Dépenses des exercices périmés	54,082 54	
		53	Secours aux victimes de la Guadeloupe	300,000 00	
		54	Payement à la compagnie des Chargeurs-Réunis	986 30	
			TOTAL des crédits ouverts	5,565,580 84	5,565,580 84
	Décrets des :		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS.		
			Crédits reportés de l'exercice 1898.		
	13 juillet 1899	17	Participation à l'Exposition de 1900	24,021 43	
			Crédits ouverts à l'exercice 1899.		
	10 février 1899	17	Participation à l'Exposition de 1900	16,000 00	
	1er octobre 1899	17	*Idem*	605,380 00	
	28 décembre 1899	17	*Idem*	201,333 34	
			TOTAL des crédits de fonds de concours	846,734 77	846,734 77
			Dépenses des exercices clos		490,277 24
			TOTAL GÉNÉRAL		97,697,354 85

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* [France.]

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DES COLONIES. (Suite.)										
	Report	16,738,896f 77	14,915,879f 09	1,874,206f 68	16,790,085f 77	10,373,908	6,416,177f 28	51,189f 00c	"	16,790,085f 77	(A) Voir note page 523.
	3e DÉPENSES MILITAIRES.										
29	Route de Konakry au Niger	100,000 00	100,000 00	"	100,000 00	100,000	"	"	"	100,000 00	
30	Troupes aux colonies et comité technique	5,507,200 00	5,261,944 90	1,333,991 10	6,595,936 00	3,276,215	3,319,721 00	1,088,736 00	"	6,595,936 00	
31	Gendarmerie coloniale	1,770,000 00	1,557,604 15	212,395 85	1,770,000 00	805,022	964,977 30	"	"	1,770,000 00	
32	Commissariat colonial	762,600 00	743,481 24	19,118 76	762,600 00	440,596	322,005 18	"	"	762,600 00	
33	Inscription maritime	60,000 00	58,276 00	1,724 00	60,000 00	25,454	34,545 09	"	"	60,000 00	
34	Comptables coloniaux	277,840 00	268,616 76	9,223 24	277,840 00	155,177	122,662 37	"	"	277,840 00	
35	Service de santé. (Personnel.)	918,300 00	807,062 75	111,237 25	918,300 00	456,050	462,249 75	"	"	918,300 00	
36	Service de santé. (Matériel.)	1,184,300 00	1,152,737 00	325,563 00	1,478,300 00	706,570	771,729 69	294,000 00	"	1,478,300 00	
37	Vivres et fourrages	2,709,572 00	2,682,889 43	900,922 57	3,583,812 00	1,785,774	1,798,037 55	874,240 00	"	3,583,812 00	
38	Frais de voyage par terre et par mer et dépenses accessoires	1,179,700 00	840,087 93	439,612 07	1,279,700 00	502,154	777,545 94	100,000 00	"	1,279,700 00	
39	Matériel de casernement, de campement et de couchage	240,500 00	228,122 64	286,377 36	514,500 00	133,156	381,343 85	274,000 00	"	514,500 00	
40	Matériel des services militaires	2,304,000 00	1,532,724 83	771,275 17	2,304,000 00	1,176,621	1,127,378 81	"	"	2,304,000 00	
41	Défense des colonies	1,200,000 00	669,233 61	5,941,695 39	6,610,929 00	811,611	5,799,314 65	5,410,929 00	"	6,610,929 00	
42	Dépenses militaires du Soudan français	7,545,000 00	6,709,945 64	3,835,054 36	10,545,000 00	6,168,069	4,376,930 64	3,000,000 00	"	10,545,000 00	
43	Dépenses militaires de l'Indo-Chine	21,220,000 00	20,864,167 37	2,579,832 63	23,444,000 00	11,573,821	11,870,178 52	2,224,000 00	"	23,444,000 00	
44	Dépenses militaires à Madagascar	24,031,000 00	22,656,110 20	3,158,334 80	25,814,445 00	12,215,306	13,599,138 26	1,783,445 00	"	25,814,445 00	
	4e DÉPENSES PÉNITENTIAIRES.										
45	Administration pénitentiaire. (Personnel.)	2,870,300 00	2,680,212 61	190,087 39	2,870,300 00	1,229,822	1,640,477 51	"	"	2,870,300 00	
46	Administration pénitentiaire. (Hôpitaux, vivres, habillement et couchage.)	3,711,100 00	3,634,491 42	76,608 58	3,711,100 00	2,381,499	1,329,600 27	"	"	3,711,100 00	
47	Administration pénitentiaire. (Frais de transport.)	1,185,000 00	754,557 99	430,442 01	1,185,000 00	519,252	665,747 99	"	"	1,185,000 00	
48	Administration pénitentiaire. (Matériel.)	1,336,700 00	1,256,418 68	146,108 97	1,402,527 65	517,681	884,846 54	65,827 65	"	1,402,527 65	
53	Secours aux victimes du cyclone de la Guadeloupe	300,000 00	240,000 00	60,000 00	300,000	"	300,000 00	"	"	300,000 00	
54	Payement à la Compagnie des Chargeurs-Réunis d'intérêts moratoires	986 30	"	986 30	986 30	"	986 30	"	"	986 30	
	5e DÉPENSES DES EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.										
49	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	54,082 54	"	54,082 54	54,082 54	"	54,082 54	"	"	54,082 54	
		97,207,077 61	89,614,564 24	22,758,880 02	112,373,444 26	55,353,767	57,019,677 03	15,166,366 65	"	112,373,444 26	
50	Dépenses des exercices clos	490,277 24	490,277 24	"	490,277 24	490,277	"	"	"	490,277 24	
	TOTAL	97,697,354 85	90,104,841 48	22,758,880 02	112,863,721 50	55,844,044	57,019,677 03	15,166,366 65	"	112,863,721 50	
								15,166,366f 65c			

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale...	795,400f00c	793,428f72c	1,650f00c	795,078f72c	793,2[illegible]	1,814f16c	»	321f28c	795,078f72c
2	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale.....	100,000 00	89,057 72	10,930 09	99,987 81	87,[illegible]	12,541 87	»	12 19	99,987 81
3	Impressions, souscriptions aux publications, etc.....	202,218 00	194,197 83	7,753 25	201,951 08	192,3[illegible]	9,555 40	»	266 92	201,951 08
4	Mérite agricole et médailles agricoles.....	17,000 00	14,501 18	2,321 90	16,823 08	14,50[illegible]	2,321 90	»	176 92	16,823 08
5	Inspection de l'agriculture.....	85,750 00	85,499 60	»	85,499 60	83,49[illegible]	2,000 00	»	250 40	85,499 60
6	Personnel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	1,268,000 00	1,232,030 17	29,507 26	1,261,537 43	1,176,8[illegible]	84,694 92	»	6,462 57	1,261,537 43
7	Matériel de l'enseignement agricole et des établissements d'élevage	657,876 00	612,661 67	41,826 18	654,487 85	546,76[illegible]	107,717 94	»	3,388 15	654,487 85
8	Subventions à diverses institutions agricoles.....	1,867,333 33	1,672,347 46	194,674 18	1,867,021 64	1,536,0[illegible]	330,909 88	»	311 69	1,867,021 64
9	Encouragements à l'agriculture et au drainage. — Délégués à l'étranger et bourses de voyage. — Dépenses diverses.....	2,097,296 00	2,031,126 31	60,031 67	2,091,157 98	1,923,4[illegible]	167,756 40	»	6,138 02	2,091,157 98
9 *bis*	Participation de la France aux expositions internationales d'horticulture et d'agriculture de Saint-Pétersbourg.....	37,000 00	»	36,898 30	36,898 30	»	36,898 30	»	101 70	36,898 30
10	Primes à la sériciculture.....	4,228,000 00	4,170,959 13	25,441 02	4,196,400 15	2,159,6[illegible]	2,036,758 25	»	31,599 85	4,196,400 15
11	Primes à la culture du lin et du chanvre.....	2,500,000 00	96,575 87	2,390,748 61	2,487,324 48	61,35[illegible]	2,425,965 87	»	12,675 52	2,487,324 48
12	Allocations, dépenses administratives et subventions pour le traitement et la reconstitution des vignobles de France.....	523,919 00	446,582 24	66,290 33	512,872 57	328,60[illegible]	184,269 16	»	11,046 43	512,872 57
13	Vérification des beurres et des engrais. (Lois des 16 mars 1887 et 4 février 1888.).....	29,000 00	27,859 31	300 00	28,159 31	26,76[illegible]	1,390 00	»	840 69	28,159 31
14	Surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine.....	86,000 00	65,516 48	13,290 91	78,807 39	65,516[illegible]	13,290 91	»	7,192 61	78,807 39
15	Personnel des écoles vétérinaires.....	497,050 00	474,227 64	22,302 02	496,529 66	463,32[illegible]	33,203 16	»	520 34	496,529 66
16	Matériel des écoles vétérinaires.....	522,790 00	442,827 37	79,831 46	522,658 83	426,82[illegible]	95,838 43	»	131 17	522,658 83
17	Service des hôpitaux et de la clinique dans les écoles vétérinaires.	120,000 00	69,000 00	22,175 36	91,175 36	66,49[illegible]	24,675 82	»	28,824 64	91,175 36
18	Service des épizooties.....	251,100 00	239,021 66	11,402 32	250,423 98	213,98[illegible]	37,240 16	»	676 02	250,423 98
19	Consommations en nature. (Établissements agricoles.).....	75,900 00	»	»	»	»	»	»	75,900 00	»
20	Indemnités pour abatage d'animaux et saisies de viande provenant d'animaux atteints de la tuberculose.....	915,000 00	219,416 28	226,780 49	446,196 77	185,71[illegible]	260,477 53	»	468,803 23	446,196 77
21	Traitements du personnel des haras.....	341,700 00	340,080 33	1,156 65	341,236 98	320,85[illegible]	20,383 30	»	463 02	341,236 98
22	Frais de tournées du personnel des haras.....	146,000 00	136,370 75	9,564 50	145,935 25	124,56[illegible]	21,371 21	»	64 75	145,935 25
23	Gages des sous-agents des haras.....	1,171,500 00	1,164,397 00	7,016 75	1,171,413 75	1,121,31[illegible]	50,100 65	»	86 25	1,171,413 75
24	Secours, indemnités de monte, gratifications de monte. — Soins, etc.....	96,330 00	64,188 80	31,139 75	95,328 55	55,25[illegible]	40,069 45	»	1,001 45	95,328 55
	A reporter.....	18,632,162 33	14,681,873 52	3,293,033 00	17,974,906 52	11,973,66[illegible]	6,001,244 67	»	657,255 81	17,974,906 52

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899..	»	Budget général.....		30,701,433f00c
		CRÉDITS OUVERTS OU ANNULÉS PAR DES LOIS.		
		1e Crédits ouverts.		
Lois des :				
25 décembre 1899...	3	Impressions, etc.....	7,400f00c	
	9	Encouragements à l'agriculture.....	55,000 00	
	16	Matériel des écoles vétérinaires.....	25,400 00	
	42	Dépenses des exercices périmés.....	7,178 86	
	9 *bis*.	Participation de la France, etc.....	37,000 00	
		TOTAL des crédits ouverts.....	129,978 86	
		2e Crédits annulés.		
Idem.....	12	Allocations, etc.....	55,000f00c	
	18	Service des épizooties.....	7,400 00	
		TOTAL (A déduire).....	62,400 00	
			62,400 00	
		RESTE pour crédits ouverts.....	67,578 86	67,578 86
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.		
30 juin 1899.....	8	Subventions à diverses institutions.....	6,000f00c	
Idem.....	8	*Idem*.....	3,333 33	
16 octobre 1899.....	9	Encouragements à l'agriculture.....	1,200 00	
		TOTAL.....	10,533 33	10,533 33
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS PROVENANT DU PRÉLÈVEMENT OPÉRÉ SUR LE PARI MUTUEL.		
		Crédits reportés de l'exercice 1898.		
19 juin 1899.....	31	Remonte des haras.....	27,454f14c	
30 juin 1899.....	32	Encouragements à l'industrie chevaline.....	17,618 70	
		Crédits ouverts à l'exercice 1899.		
14 octobre 1899....	31	Remonte des haras.....	1,030,014 50	
	32	Encouragements à l'industrie chevaline.....	98,719 25	
27 octobre 1899....	40	Dépenses de surveillance des sociétés de secours...	5,000 00	
	31	Remonte des haras.....	800,011 15	
7 décembre 1899....	32	Encouragements à l'industrie chevaline.....	703,769 35	
		TOTAL.....	2,652,587 09	2,652,587 09
		Dépenses des exercices clos.....		170,618 25
		TOTAL GÉNÉRAL.....		33,602,750 53

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. Suite.)										
	Report	18,632,162f33c	14,681,873f52c	3,293,033f00c	17,974,906f52c	11,973,661f	6,001,244f67c	"	657,255f81c	17,974,906f52c	(A) Voir note page 527.
25	Habillement des sous-agents des haras	135,750 00	132,161 95	1,895 00	134,056 95	117,4	16,590 00	"	1,693 05	134,056 95	
26	Frais de bureau, bâtiments, réparations, etc.	215,500 00	205,172 50	8,232 78	213,405 28	170,09	43,312 19	"	2,094 72	213,405 28	
27	Frais de conduite, frais de monte, salaires	307,600 00	261,715 38	31,445 48	293,160 86	247,4	45,668 73	"	14,439 14	293,160 86	
28	Ferrure, soins et médicaments aux chevaux, etc.	211,810 00	177,816 75	29,799 09	207,615 84	142,96	64,650 97	"	4,194 16	207,615 84	
29	Nourriture des animaux	2,077,600 00	1,988,600 00	9,569 21	1,998,169 21	1,803,31	194,855 09	"	79,430 79	1,998,169 21	
30	Consommation en nature (établissements des haras)	35,000 00	"	"	"		"	"	35,000 00	"	
31	Remonte des haras	3,077,479 79	2,386,370 25	467,322 40	2,853,692 65	1,136,77	1,716,922 40	"	223,787 14	2,853,692 65	
32	Encouragements à l'industrie chevaline en France	2,369,273 30	1,699,568 88	668,148 62	2,367,717 50	1,544,75	822,959 85	"	1,555 80	2,367,717 50	
33	Personnel de l'hydraulique agricole	356,000 00	316,520 41	37,526 13	354,046 54	302,97	51,076 06	"	1,953 46	354,046 54	
34	Police et surveillance de l'aménagement des eaux	260,000 00	254,548 40	3,510 87	258,059 27	177,32	80,734 05	"	1,940 73	258,059 27	
35	Études et travaux d'hydraulique agricole à la charge de l'État	1,073,170 00	831,552 62	11,234 11	842,786 73	529,27	313,510 66	"	230,383 27	842,786 73	
36	Subventions pour travaux de l'hydraulique agricole	530,608 00	524,156 88	6,234 54	530,391 42	508,02	22,366 86	"	216 58	530,391 42	
37	Garantie d'intérêts aux compagnies ou syndicats concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	1,100,000 00	899,551 63	200,448 37	1,100,000 00	669,73	430,266 20	"	"	1,100,000 00	
38	Surveillance des compagnies ou syndicats concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole	17,400 00	17,000 00	"	17,000 00	11,43	5,561 20	"	400 00	17,000 00	
39	Assainissement des marais communaux	2,000 00	"	"	"	"	"	"	2,000 00	"	
40	Dépenses de surveillance, de contrôle et de vérification des comptes des sociétés de courses	23,600 00	23,000 92	189 00	23,189 92	20,90	2,289 00	"	410 08	23,189 92	
41	Secours aux agriculteurs pour pertes matérielles et événements malheureux et subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle et la mortalité du bétail	2,500,000 00	1,830,294 49	665,532 90	2,495,827 39	1,392,70	1,103,124 87	"	4,172 61	2,495,827 39	
41 *bis*	Participation à l'Exposition universelle de 1900	500,000 00	132,373 10	174,358 64	306,731 74	92,42	214,303 01	"	193,268 26	306,731 74	
42	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	7,178 86	"	7,178 86	7,178 86	"	7,178 86	"	"	7,178 86	
		33,432,132 28	26,362,277 68	5,615,659 00	31,977,936 68	20,841,32	11,136,614 67	"	1,454,195 60	31,977,936 68	
43	Dépenses des exercices clos	170,618 25	170,618 25	"	170,618 25	170,61	"	"	"	170,618 25	
	TOTAL	33,602,750 53	26,532,895 93	5,615,659 00	32,148,554 93	21,011,94	11,136,614 67	"	1,454,195 60	32,148,554 93	
								1,454,195f60c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1899.
1	Traitement du Ministre et personnel de l'Administration centrale.	1,400,800f00c	1,379,595f16c	21,147f93c	1,400,743f09c	1,378,[illegible]	22,469f23c	"	56f91c	1,400,743f09c
2	Frais de voyages et de missions	5,000 00	4,623 65	"	4,623 65	4,[illegible]	"	"	376 35	4,623 65
3	Personnel du corps des ponts et chaussées	4,101,000 00	4,016,782 81	4,523 38	4,021,306 19	3,910,[illegible]	110,386 95	"	79,693 81	4,021,306 19
4	Enseignement et École des ponts et chaussées	238,500 00	226,117 91	4,003 14	230,121 05	226,[illegible]	4,003 14	"	8,378 95	230,121 05
5	Personnel des conducteurs des ponts et chaussées	7,764,000 00	7,728,356 96	26,303 01	7,754,659 97	7,329,[illegible]	425,352 81	"	9,340 03	7,754,659 97
6	Personnel du corps des mines	660,300 00	658,466 30	80 00	658,546 30	639,[illegible]	18,824 82	"	1,753 70	658,546 30
7	Enseignement et École des mines	253,000 00	250,393 83	1,912 99	252,306 82	242,[illegible]	9,573 09	"	693 18	252,306 82
8	Personnel des contrôleurs des mines	480,000 00	462,214 35	7,210 37	469,424 72	434,[illegible]	35,198 27	"	10,575 28	469,424 72
9	Personnel des commis affectés au service des ponts et chaussées et des mines	3,799,500 00	3,753,143 54	43,128 69	3,796,272 23	3,675,[illegible]	120,360 56	"	3,227 77	3,796,272 23
10	Salaires des agents temporaires ou auxiliaires	840,000 00	809,512 25	10,280 00	819,792 25	783,[illegible]	36,222 83	"	20,207 75	819,792 25
11	Frais généraux du service des ponts et chaussées	2,116,000 00	1,822,618 09	11,126 17	1,833,744 26	1,542,[illegible]	290,777 92	"	282,255 74	1,833,744 26
12	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime	355,680 00	346,651 00	7,740 00	354,391 00	324,[illegible]	29,433 84	"	1,289 00	354,391 00
13	Personnel des gardes-pêche, des gardes de navigation, éclusiers, pontiers et autres agents attachés au service de la navigation intérieure et au service des ports maritimes de commerce	2,439,602 33	2,376,008 38	67,466 30	2,443,474 68	2,186,[illegible]	256,711 66	3,872f35c	"	2,443,474 68
14	Frais généraux du service de surveillance de la pêche sur les canaux et les cours d'eau navigables canalisés	16,000 00	10,698 16	175 42	10,873 58	8,[illegible]	1,880 79	"	5,126 42	10,873 58
15	Personnel des maîtres et gardiens de phares et fanaux	500,120 00	497,152 18	3,150 00	500,302 18	451,[illegible]	48,957 66	182 18	"	500,302 18
16	Indemnités aux gardes-ports sortis de fonctions	6,000 00	1,748 37	"	1,748 37	1,[illegible]	541 65	"	4,251 63	1,748 37
17	Personnel des contrôleurs généraux, inspecteurs principaux et inspecteurs particuliers de l'exploitation commerciale des chemins de fer	237,000 00	228,293 06	356 62	228,649 68	220,[illegible]	8,287 72	"	8,350 32	228,649 68
18	Personnel des commissaires de surveillance administrative des chemins de fer	922,000 00	895,716 76	17,836 93	913,553 69	834,[illegible]	78,777 26	"	8,446 31	913,553 69
19	Personnel des contrôleurs comptables et des contrôleurs du matériel et du travail	301,000 00	290,570 29	5,750 00	296,320 29	279,[illegible]	16,755 10	"	4,679 71	296,320 29
20	Frais de tournées des contrôleurs comptables et des contrôleurs du travail	55,000 00	49,606 82	4,000 04	53,606 86	45,[illegible]	7,760 97	"	1,393 14	53,606 86
21	Frais généraux du service de contrôle et de surveillance des chemins de fer et canaux concédés et participation de la France au Congrès international des chemins de fer	347,200 00	269,493 50	63,225 12	332,718 62	247,[illegible]	85,127 88	"	14,481 38	332,718 62
	A reporter	26,837,702 33	26,077,763 37	299,416 11	26,377,179 48	24,769,[illegible]	1,607,404 15	4,054 53	464,577 38	26,377,179 48

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres	Objet des crédits.		Sommes.
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		80,558,970f00c
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 25 déc. 1899	13	Personnel des gardes-pêche	29,000 00	
	39	Dépenses des exercices périmés	43,890 03	
		Total	72,890 03	72,890 03
		Crédits de fonds de concours.		
Décrets des :		1° Crédits reportés de l'exercice 1898.		
16 mai 1899	35	Ports maritimes, etc.	58,847 40	
29 mai 1899	33	Navigation intérieure. (Rivières)	229,223 61	
30 juin 1899	33	*Idem*	338 10	
		2° Crédits ouverts à l'exercice 1899.		
30 juillet 1899	10	Salaires des agents temporaires	260,000 00	
	11	Frais généraux des ponts et chaussées	425,000 00	
	12	Personnel des maîtres de port, etc.	1,180 00	
	13	Personnel des gardes-pêche	5,602 33	
	15	Personnel des gardiens de phares	120 00	
27 novembre 1899	29	Matériel et dépenses diverses des écoles des ponts et chaussées et des mines	2,800 00	
	31	Routes et ponts	30,291 59	
	37	Matériel des mines	500 00	
26 décembre 1899	33	Navigation intérieure. (Rivières)	353,133 66	
		Total des crédits de fonds de concours	1,367,036 69	1,367,036 69
		Dépenses des exercices clos		3,401,322 50
		Total général		85,400,219 22

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e Partie. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)										
	1re SECTION. — DÉPENSES ORDINAIRES. (Suite.)										
	Report	26,837,702f 33	26,077,763f 37c	299,416f 11c	26,377,179f 48c	24,769,775	1,607,404f 15c	4,054f 53c	464,577f 38c	26,377,179f 48c	(A) Voir note page 531.
22	Frais généraux du service de surveillance des mines, minières, carrières et appareils à vapeur	293,000 00	277,613 73	6,497 29	284,111 02	246,788	37,322 23	"	8,888 98	284,111 02	
23	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs	215,000 00	187,460 49	2,462 25	189,922 74	161,151	28,770 93	"	25,077 26	189,922 74	
24	Comité de contentieux et frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux	49,970 00	23,191 22	9,914 98	33,106 20	16,240	16,865 50	"	16,863 80	33,106 20	
25	Secours	503,500 00	502,795 00	700 00	503,495 00	481,900	21,595 00	"	5 00	503,495 00	
26	Bonifications des pensions de retraites des cantonniers de l'État	500,000 00	426,181 49	73,809 67	499,991 16	425,463	74,528 67	"	8 84	499,991 16	
27	Médailles aux cantonniers et agents inférieurs de l'Administration des travaux publics	3,000 00	"	2,978 75	2,978 75	"	2,978 75	"	21 25	2,978 75	
28	Matériel et dépenses diverses de l'Administration centrale, des conseils généraux, des ponts et chaussées et des mines, de comités et commissions	197,200 00	122,940 91	73,929 04	196,869 95	122,960	73,929 04	"	330 05	196,869 95	
29	Matériel et dépenses diverses des Écoles des ponts et chaussées et des mines et des services annexes de ces écoles	169,800 00	108,836 07	62,079 80	170,915 87	101,033	69,882 46	1,115 87	"	170,915 87	
30	Publications de l'Administration des Travaux publics. — Annales des ponts et chaussées. — Annales des mines. — Documents financiers. — Comptes rendus. — Statistique et publications diverses. — Abonnements, achats d'ouvrages et de cartes. — Impressions	190,000 00	61,041 76	100,793 16	161,834 92	36,470	125,364 86	"	28,165 08	161,834 92	
31	Routes et ponts. — Entretien et réparations ordinaires	28,121,491 59	27,776 614 30	253,582 96	28,030,197 26	22,576,510	5,453,606 27	"	91,294 33	28,030,197 26	
32	Entretien des chaussées de Paris	3,000,000 00	2,250,000 00	750,000 00	3,000,000 00	2,250,000	750,000 00	"	"	3,000,000 00	
33	Navigation intérieure. (Rivières.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,682,695 37	5,607,376 74	129,260 72	5,736,637 46	4,307,146	1,429,490 75	"	946,057 91	5,736,637 46	
34	Navigation intérieure. (Canaux.) — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	6,150,000 00	6,138,192 38	61,709 59	6,199,901 97	4,936,733	1,263,168 04	49,901 97	"	6,199,901 97	
35	Ports maritimes. — Travaux ordinaires. (Entretien et grosses réparations.)	7,158,847 40	7,274,386 56	75,337 32	7,349,723 88	5,902,564	1,447,159 00	190,876 48	"	7,349,723 88	
36	Phares, fanaux et balises. (Entretien et grosses réparations.)	1,725,000 00	1,691,083 75	35,890 40	1,726,974 15	1,422,859	304,114 78	1,974 15	"	1,726,974 15	
37	Matériel des mines	32,800 00	14,115 07	14,631 91	28,746 98	12,748	15,998 27	"	4,053 02	28,746 98	
38	Participation de la France dans les dépenses de l'office central des transports internationaux par chemins de fer	25,000 00	"	18,138 30	18,138 30	"	18,138 30	"	6,861 70	18,138 30	
38 *bis*	Participation à l'Exposition universelle de 1900	100,000 00	29,348 20	70,538 13	99,886 33	23,866	76,019 98	"	113 67	99,886 33	
39	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	43,890 03	"	43,890 03	43,890 03	"	43,890 03	"	"	43,890 03	
		81,998,896 72	78,568,941 04	2,085,560 41	80,654,501 45	67,794,274	12,860,227 01	"	"	80,654,501 45	
40	Dépenses des exercices clos	3,401,322 50	3,401,322 50	"	3,401,322 50	3,401,322	"	"	"	3,401,322 50	
	TOTAL de la 1re section	85,400,219 22	81,970,263 54	2,085,560 41	84,055,823 95	71,195,596	12,860,227 01	247,923 00	1,592,318 27	84,055,823 95	
								1,344,395 27			

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
	§ 1er — Dépenses obligatoires assimilables à des dettes d'État.									
41	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.....	4,576,094f 00c	4,492,578f 27c	"	4,492,578f 27c	4,211,080f [illegible]	281,497f 82c	"	83,515f 73c	4,492,578f 27c
42	Rachat du canal du Midi.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"
43	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	7,381,000 00	5,759,161 02	1,600,282 01	7,359,443 03	4,724,161 [illegible]	2,635,282 01	"	21,556 97	7,359,443 03
44	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.).....	30,000,000 00	28,739,613 29	1,260,386 71	30,000,000 00	28,059,046 [illegible]	1,940,953 96	"	"	30,000,000 00
45	Annuités à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État. (Art. 5 de la convention approuvée par la loi du 20 novembre 1883.).....	2,200,000 00	2,000,000 00	200,000 00	2,200,000 00	2,000,000 [illegible]	200,000 00	"	"	2,200,000 00
46	Insuffisance éventuelle des produits de l'exploitation des chemins de fer non concédés construits par l'État, des chemins de fer concédés placés sous le séquestre administratif et des lignes revenues à l'État par suite de déchéances définitives. — Dépenses diverses relatives aux lignes dont la déchéance a été prononcée.....	650,000 00	558,215 86	11,102 13	569,317 99	552,361 [illegible]	16,956 18	"	80,682 01	569,317 99
47	Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer français.....	200,000 00	19,267,494 73	623,267 91	19,890 762 64	18,787,732 [illegible]	1,103,030 11	"	109,237 36	19,890,762 64
48	Subventions annuelles aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local, de tramways et automobiles.....	4,750,000 00	3,273,874 50	810,031 70	4,083,906 20	3,273,874 [illegible]	810,031 70	"	666,093 80	4,083,906 20
49	Garanties d'intérêts aux compagnies des chemins de fer tunisiens.....	2,200,000 00	1,764 541 64	435,458 36	2,200,000 00	1,764,541 [illegible]	435,458 36	"	"	2,200,000 00
	§ 2. — Travaux.									
50	Lacunes des routes nationales, des routes départementales des départements annexés et des routes thermales.....	582,000 00	461,493 82	21,349 25	482,843 07	346,939 [illegible]	135,903 14	"	99,156 93	482,843 07
51	Rectifications des routes nationales et des routes départementales des départements annexés.....	522,498 19	481,115 79	4,096 34	485,212 13	337,209 [illegible]	148,002 46	"	37,286 06	485,212 13
52	Routes nationales. — Réparations extraordinaiaes et travaux neufs.....	1,590,192 83	1,451,641 73	135,983 72	1,587,625 45	1,057,039 [illegible]	530,586 40	"	2,567 38	1,587,625 45
53	Construction de routes forestières de la Corse.....	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	45,602 [illegible]	4,397 19	"	"	50,000 00
54	Construction de ponts.....	841,400 00	569,882 56	40,305 19	610,187 75	414,857 [illegible]	195,330 51	"	231,212 25	610,187 75
55	Participation du Ministère des travaux publics à la dépense de construction du pont Alexandre III.....	500,000 00	500,000 00	"	500,000 00	500,000 [illegible]	"	"	"	500,000 00
56	Ponts à péage dépendant des routes nationales. (Loi du 30 juillet 1880.).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"
57	Amélioration des rivières.....	4,398,760 00	4,046,312 83	2,526 90	4,048,839 73	3,201,653 [illegible]	847,185 91	"	349,920 27	4,048,839 73
58	Établissement et amélioration de canaux de navigation...	8,621,500 00	7,852,822 28	37,221 53	7,890,043 81	5 752,273 [illegible]	2,137,770 72	"	731,456 19	7,890,043 81
59	Travaux de défense contre les inondations.....	300,000 00	222,171 95	30,871 65	253,043 60	196,171 [illegible]	56,871 61	"	46,956 40	253,043 60
	A reporter.....	89,163,445 02	81,490,920 27	5,212 883 40	86,703,803 67	75,224,545 [illegible]	11,479,258 08	"	2,459,641 35	86,703,803 67

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

OBSERVATIONS.	DATES des lois et décrets.	CHAPITRES	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
	Loi du 30 mai 1899 -	"	Budget primitif.....		107,060,894 00
			Crédits ouverts par des lois.		
	Loi du 25 déc. 1899 -	51	Rectification des routes nationales.....	104,498 19	104,498 19
			Crédits de fonds de concours.		
			1° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.		
	Décrets des :				
	18 avril 1899.....	60	Amélioration de ports maritimes.....	491,604 62	
	9 juin 1899.....	60	*Idem*.....	287,200 72	
	16 juin 1899.....	54	Construction de ponts.....	31,400 00	
		57	Amélioration des rivières.....	340,000 00	
		52	Routes nationales.....	15,192 83	
	30 juin 1899.....	58	Établissements de canaux.....	66,500 00	
		60	Amélioration des ports.....	329,639 88	
			2° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.		
			(a) *Crédits ouverts par des lois.*		
	Loi du 25 déc. 1899 -	57	Amélioration des rivières.....	505,000 00	
		60	Amélioration des ports maritimes.....	177,622 38	
			TOTAL (à reporter).....	2,243,560 43	107,165,392 19

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. (Suite.)

2e SECTION. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. (Suite.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de L'EXERCICE 1899
	Report	89,163,445f 02c	81,490,920f 27c	5,212,883f 40c	86,703,803f 67c	75,224,545f	11,479,258f 08c	"	2,459,641f 35c	86,703,803f 67c
60	Amélioration et extension des ports maritimes	14,920,264 42	13,947,469 67	160,186 30	14,107,655 97	11,911,553	2,196,102 98	"	812,608 45	14,107,655 97
61	Phares, éclairage électrique et installation de signaux divers.	148,000 00	85,030 64	62,286 18	147,316 82	83,532	63,764 73	"	683 18	147,316 82
62	Nivellement général de la France. (Opérations et représentation graphique)	70,300 00	53,996 33	16,283 62	70,279 95	52,038	18,241 15	"	20 05	70,279 95
63	Carte géologique détaillée de la France	93,000 00	54,190 27	38,808 00	92,998 27	54,126	38,871 59	"	1 73	92,998 27
64	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État.	21,462,971 12	16,455,573 18	152,906 15	16,608,479 33	12,599,193	4,009,285 40	"	4,854,491 79	16,608,479 33
65	Réseau de l'État. — Dépenses d'établissement sur les lignes en exploitation et acquisition de matériel roulant	5,000,000 00	4,971,072 13	"	4,971,072 13	4,240,870	730,201 92	"	28,927f 87c	4,971,072 13
	TOTAL de la 2e section	130,857,980 56	117 058,252 49	5,643,353 65	122,701,606 14	104,165,880	18,535,725 85	"	8,156,374 42	122,701,606 14
								8,156,374f 42c		

RÉCAPITULATION.

1re SECTION. — Dépenses ordinaires	85,400,219f 22c	81,970,263f 54c	2,085,560f 41c	84,055,823f 95c	71,195,596f	12,860,227f 01c	247,923f 00c	1,592,318f 27c	84,055,823f 95c
2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	130,857,980 56	117,058,252 49	5,643,353 65	122,701,606 14	104,165,880	18,535,725 85	"	8,156,374 42	122,701,606 14
TOTAL	216,258,199 78	199,028,516 03	7,728,914 06	206,757,430 09	175,361,477	31,395,952 86	247,923 00	9,748,692 69	206,757,430 09
							9,500,769f 69c		

Suite de la note A de la page précédente.

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS		SOMMES.
		Reports	2,243,560f 43c	107,165,392f 19c
		Crédits de fonds de concours. (Suite.)		
		Crédits ouverts à l'exercice 1899.		
Décrets des :				
15 février 1899	57	Amélioration des rivières	203,760 00	
4 mars 1899	64	Études et travaux	383,285 18	
21 avril 1899	60	Amélioration des ports maritimes	200,000 00	
9 juin 1899	60	*Idem*	615,000 00	
27 novembre 1899	64	Études et travaux	2,816,000 00	
29 septembre 1899	60	Amélioration des ports	870,500 00	
31 octobre 1899	64	Études et travaux	933,185 94	
Idem	50	Lacunes des routes	32,000 00	
Idem	51	Rectification des routes	18,000 00	
Idem	54	Contruction de ponts	225,000 00	
Idem	60	Amélioration des ports	1,048,296 82	
		TOTAL	9,588,588 37	9,588,588 37
		Crédits de fonds de concours (*Conventions de 1883.*)		
		Crédits reportés de l'exercice 1898.		
Loi du 25 déc. 1899	64	Études et travaux	1,906,000 00	
Décrets des :		*Crédits ouverts à l'exercice 1899.*		
31 janvier 1899	64	Études et travaux	500,000 00	
31 mars 1899	64	*Idem*	1,375,000 00	
9 juin 1899	64	*Idem*	2,250,000 00	
29 juillet 1899	64	*Idem*	1,875,000 00	
30 juillet 1899	64	*Idem*	690,000 00	
15 septembre 1899	64	*Idem*	2,750,000 00	
22 novembre 1899	64	*Idem*	1,389,000 00	
13 décembre 1899	64	*Idem*	1,375,000 00	
		TOTAL	14,104,000 00	14,104,000 00
		TOTAL GÉNÉRAL		130,857,980 56

4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales.	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres.	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1899.
62	Personnel de l'Administration des contributions directes...	4,116,610f 00c	4,115,001f 69c	217 78	4,115,219f 47c	3,842,690f [illegible]	272,529f 05c	"	1,390f 53c	4,115,219f 47c
63	Dépenses diverses de l'Administration des contributions directes	1,599,100 00	1,505,958 90	20,505 32	1,526,464 22	1,393,933 [illegible]	132,531 19	"	72,635 78	1,526,464 22
64	Frais relatifs aux rôles des contributions directes	1,316,800 00	386,866 66	875,601 81	1,262,468 47	281,885 [illegible]	980,583 17	"	54,331 53	1,262,468 47
65	Frais relatifs à l'application de l'article 1er de la loi du 21 juillet 1897. (Remises sur la contribution foncière des propriétés non bâties.)	272,000 00	"	271,782 93	271,782 93	"	271,782 93	"	217 07	271,782 93
66	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	869,250 00	769,675 21	91,934 30	861,609 51	758,781 [illegible]	102,828 22	"	7,640 49	861,609 51
67	Frais de fabrication des plaques de contrôle des vélocipèdes	100,000 00	74,458 32	1,127 96	75,586 28	74,458 [illegible]	1,127 96	"	24,413 72	75,586 28
68	Frais de distribution des avertissements	472,300 00	418,365 06	52,473 54	470,838 60	414,559 [illegible]	56,278 83	"	1,461 40	470,838 60
69	Frais d'arpentage et d'expertise (Renouvellement du cadastre)	842,270 88	264,783 38	27,015 36	291,798 74	250,153 [illegible]	41,645 68	"	550,472 14	291,798 74
70	Renouvellement ou revision et conservation du cadastre	101,500 00	71,166 85	18,478 16	89,645 01	71,077 [illegible]	18,567 71	"	11,854 99	89,645 01
71	Mutations cadastrales	633,000 00	632,436 72	240 12	632,676 84	630,850 [illegible]	1,826 72	"	323 16	632,676 84
72	Dépenses relatives à l'évaluation du revenu net des propriétés non bâties	700,000 00	486,224 61	213,665 27	699,889 88	356,129 [illegible]	343,760 03	"	110 12	699,889 88
73	Remises proportionnelles des percepteurs, indemnités aux percepteurs surnuméraires et frais divers	11,128,000 00	9,023,200 78	1,962,290 00	10,985,490 78	9,001,969 [illegible]	1,983,581 38	"	142,509 22	10,985,490 78
74	Indemnités et secours aux porteurs de contraintes	440,000 00	386,310 58	45,556 51	431,867 09	342,209 [illegible]	89,657 88	"	8,132 91	431,867 09
75	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en France	275,000 00	32,695 89	171,127 31	203,823 20	28,773 [illegible]	175,050 03	"	71,176 80	203 823 20
76	Frais de perception des centimes communaux et des impositions pour les bourses et chambres de commerce	6,103,872 00	4,290,353 11	815,229 04	5,105,582 15	4,280,899 [illegible]	824,683 08	"	998,289 85	5,105,582 15
77	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et aux orphelins de percepteurs	200,000 00	170,300 00	26,700 00	197,000 00	167,000 [illegible]	30,000 00	"	3,000 00	197,000 00
78	Personnel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	15,765,400 00	15,594,756 10	111,926 01	15,706,682 11	15,590,988 [illegible]	115,693 68	"	58,717 89	15,706,682 11
79	Personnel de l'atelier général du timbre	249,000 00	221,970 92	20,132 15	242,103 07	221,970 [illegible]	20,132 15	"	6,896 93	242,103 07
80	Matériel de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	161,990 00	128,583 81	31,309 82	159,893 63	99,327 [illegible]	60,565 88	"	2,096 37	159,893 63
81	Matériel de l'atelier général du timbre	659,000 00	620,033 95	27,127 53	647,161 48	611,113 [illegible]	36,048 40	"	11,838 52	647,161 48
82	Dépenses diverses de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre	1,819,600 00	1,760,211 69	54,866 41	1,815,078 10	1,720,739 [illegible]	94,339 08	"	4,521 90	1,815,078 10
83	Personnel de l'Administration des douanes	30,607,391 00	30,569,783 90	8,154 45	30,577,938 35	30,535,511 [illegible]	42,426 48	"	29,452 65	30,577,938 35
84	Matériel de l'Administration des douanes	447,580 00	394,051 52	17,487 61	411,539 13	351,715 [illegible]	59,823 95	"	36,040 87	411,539 13
85	Dépenses diverses de l'Administration des douanes	1,361,422 00	1,351,826 70	*A déd. 1,262 87*	1,350,563 83	1,240,148 [illegible]	110,415 60	"	10,858 17	1,350,563 83
86	Personnel de l'Administration des contributions indirectes	32,676,270 00	31,705,624 56	881,585 26	32,587,209 82	31,604,400 [illegible]	982,809 48	"	89,060 18	32,587,209 82
87	Matériel de l'Administration des contributions indirectes	465,980 00	426,419 19	29,879 07	456,298 26	413,526 [illegible]	42,771 43	"	9,681 74	456,298 26
88	Frais de loyer et indemnités de l'Administration des contributions indirectes	5,725,500 00	5,693,139 05	28,515 32	5,721,654 37	5,463,072 [illegible]	258,582 14	"	3,845 63	5,721,654 37
88 *bis*	Frais de déménagement et de réinstallation de l'entrepôt spécial des tabacs de la rue Cambon	15,108 20	"	408 09	408 09	"	408 09	"	14,700 11	408 09
89	Dépenses diverses de l'Administration des contributions indirectes	582,900 00	576,890 49	*A déd. 208 54*	576,681 95	552,299 [illegible]	24,382 11	"	6,218 05	576,681 95
90	Achats de tabacs et d'allumettes chimiques, primes et transports de l'Administration des contributions indirectes	1,197,000 00	1,157,212 78	18,041 88	1,175,254 66	1,149,090 [illegible]	26,164 40	"	21,745 34	1,175,254 66
91	Avances recouvrables par l'Administration des contributions indirectes	616,000 00	466,515 36	140,552 25	607,067 61	389,810 [illegible]	217,257 32	"	8,932 39	607,067 61
	A reporter	121,519,844 08	113,294,817 78	5,962,459 85	119,257,277 63	111,839,023 [illegible]	7,418,254 05	"	2,262,566 45	119,257,277 63

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif		204,065,298 00
		Crédits ouverts ou annulés par des lois.		
		1e CRÉDITS OUVERTS.		
Loi du 25 déc. 1899.	65	Frais relatifs à l'application de la loi du 29 juillet 1897	72,000 00	
	66	Frais relatifs aux rôles des taxes assimilées	40,000 00	
	86	Personnel de l'Administration des contributions indirectes	550,000 00	
	87	Matériel de l'Administration des contributions indirectes	58,000 00	
	88 *bis*	Frais de déménagement, etc.	15,108 20	
	91	Avances recouvrables, etc.	61,000 00	
	93	Gages et salaires des manufactures	1,432,000 00	
	94	Pensions de retraite des manufactures	57,280 00	
	97	Bâtiments des manufactures	56,700 00	
	101	Achats et transports	1,010,000 00	
		TOTAL	3,352,088 20	
		2e CRÉDITS ANNULÉS.		
Idem.	84	Matériel de l'Administration des douanes 5,000 00		
	95	Institutions, etc. 90,000 00		
	96	Matériel des manufactures 160,000 00		
	98	Constructions nouvelles 20,000 00		
	100	Avances recouvrables 85,000 00		
		TOTAL (A déduire)	360,000 00	360,000 00
		RESTE pour crédits ouverts	2,992,088 20	2,992,088 20
		Crédits de fonds de concours.		
		1e Crédits reportés de l'exercice 1898.		
Décrets des : 22 juillet 1899	69	Frais d'arpentage	561,580f 26	
		2e Crédits ouverts à l'exercice 1899.		
10 janvier 1899	69	Frais d'arpentage	40,000 00	
4 février 1899	69	*Idem*	89,311 87	
28 février 1899	69	*Idem*	39,236 59	
17 avril 1899	69	*Idem*	4,316 64	
5 mai 1899	69	*Idem*	2,635 52	
31 mai 1899	70	Renouvellement du cadastre	11,500 00	
1er décembre 1899	69	Frais d'arpentage	3,440 00	
		TOTAL des crédits de fonds de concours	752,020 88	752,020 88
		TOTAL GÉNÉRAL		207,809,407 08

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.										
	Suite du MINISTÈRE DES FINANCES.										
	Report	121,519,844f 08c	113,294,817f 78c	5,962,459f 85c	119,257,277f 63c	111,839,023f [illegible]	7,418,254f 05c	"	2,262,566f 45c	119,257,277f 63c	(1) Voir la note A, page précédente.
92	Personnel de l'Administration des manufactures de l'État	2,192,733 00	2,192,228 62	"	2,192,228 62	2,156,213 [illegible]	36,014 69	"	504 38	2,192,228 62	
93	Gages et salaires de l'Administration des manufactures de l'État	20,192,000 00	19,979,581 41	47 88	19,979,629 29	19,775,272 [illegible]	204,356 34	"	212,370 71	19,979,629 29	
94	Pensions de retraite des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	1,434,480 00	1,062,247 27	314,960 40	1,377,207 67	816,314 [illegible]	560,893 61	"	57,272 33	1,377,207 67	
95	Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État	580,000 00	467,979 27	52,505 78	520,485 05	437,410 [illegible]	83,074 84	"	59,514 95	520,485 05	
96	Matériel de l'Administration des manufactures de l'État	5,068,000 00	4,426,502 47	411,305 53	4,837,808 00	3,870,371 [illegible]	967,436 69	"	230,192 00	4,837,808 00	
97	Bâtiments des manufactures de l'État	609,100 00	366,529 71	128,591 43	495,121 14	346,314 [illegible]	148,807 14	"	113,978 86	495,121 14	
98	Constructions nouvelles des manufactures de l'État	121,000 00	100,153 64	16,122 15	116,275 79	99,782 [illegible]	16,493 51	"	4,724 21	116,275 79	
99	Dépenses diverses de l'Administration des manufactures de l'État	375,250 00	335,680 02	24,651 91	360,331 93	309,697 [illegible]	50,634 71	"	14,918 07	360,331 93	
100	Avances recouvrables par l'Administration des manufactures de l'État	180,000 00	167,173 11	"	167,173 11	166,540 [illegible]	632 97	"	12,826 89	167,173 11	
101	Achats et transports	55,537,000 00	52,857,744 50	2,516,748 20	55,374,492 70	50,714,628 [illegible]	4,659,863 90	"	162,507 30	55,374,492 70	
	Total	207,809,407 08	195,250,637 80	9,427,393 13	204,678,030 93	190,531,568 [illegible]	14,146,462 45	"	3,131,376 15	204,678,030 93	
								3,131,376f 15c			
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.										
Unique.	Remise de 5 p. o/o sur le produit des chancelleries diplomatiques et consulaires	60,000f 00c	125f 25c	59,874f 75c	60,000f 00c	125f 25c	59,874f 75c	"	"	60,000f 00c	
								"			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du Compte provisoire des Dépenses. (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
	Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.									
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
	2e SECTION. — SERVICES DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.									
5	Personnel des postes et des télégraphes. (Agents.)...	52,382,021f 00c	51,596,467f 60c	538,332f 40c	52,134,800f 00c	51,392,839	741,940f 92c	"	247,221f 00c	52,134,800f 00c
6	Personnel des postes et des télégraphes. (Sous-agents.)	43,990,310 00	43,225,576 13	757,523 87	43,983,100 00	43,120,169	862,991 05	"	7,210 00	43,983,100 00
7	Remises au personnel des postes et des télégraphes et à divers	2,389,800 00	1,911,388 83	475,161 17	2,386,550 00	1,861,671	524,870 85	"	3,250 00	2,386,550 00
8	Indemnités diverses et secours	11,763,749 23	10,880,985 69	826,414 31	11,707,400 00	10,774,338	933,069 82	"	56,349 23	11,707,400 00
8 *bis*	Bonifications de pensions de retraites des ouvriers commissionnés de l'administration des postes et des télégraphes	32,500 00	15,739 67	25,260 33	41,000 00	10,628	30,371 36	8,500f 00c	"	41,000 00
9	Chaussure et habillement	3,660,557 00	2,858,282 06	571,217 94	3,429,500 00	2,838,053	591,446 03	"	231,057 00	3,429,500 00
10	Matériel des bureaux	8,997,247 16	8,130,297 67	820,702 33	8,951,000 00	6,853,168	2,097,831 58	"	46,247 16	8,951,000 00
11	Impressions et publications	2,190,435 00	1,474,329 69	646,970 31	2,121,300 00	1,400,688	720,611 93	"	69,135 00	2,121,300 00
12	Transport des dépêches postales	11,330,136 00	9,197,221 59	2 002,778 41	11,200,000 00	9,031,771	2,168,228 33	"	130,136 00	11,200,000 00
12 *bis*	Construction de wagons-poste	1,742,000 00	"	"	"	"	"	"	1,742,000 00	"
13	Appareils et matériel technique d'exploitation	2,218,909 64	1,566,097 93	728,802 07	2,294,900 00	1,527,923	766,976 15	75,990 36	"	2,294,900 00
14	Construction des lignes télégraphiques et entretien des lignes télégraphiques et téléphoniques	7,418,894 91	6,387,000 20	1,105,749 80	7,492,750 00	6,300,271	1,192,478 98	73,855 09	"	7,492,750 00
15	Construction de réseaux et de lignes interurbaines téléphoniques. — Dépenses de premier établissement.	8,151,573 55	4,107,120 08	3,384,129 92	7,491,250 00	3,651,438	3,839,811 67	"	660,323 55	7,491,250 00
16	Dépenses diverses	2,224,557 00	2,032,630 11	163,569 89	2,196,200 00	2,009,343	186,853 87	"	28,357 00	2,196,200 00
17	Subvn au service maritime entre la France et la Corse.	355,000 00	325,416 63	29,583 37	355,000 00	325,416	29,583 37	"	"	355,000 00
18	Subvn au service maritime des lignes de la Méditerranée	1,351,666 00	1,239,026 25	112,639 75	1,351,666 00	1,239,026	112,639 75	"	"	1,351,666 00
19	Subvention au service maritime entre Calais et Douvres	250,000 00	229,166 63	20,833 37	250,000 00	229,166	20,833 37	"	"	250,000 00
20	Subvention au service maritime de New-York et des Antilles et primes de vitesse	11,258,000 00	9,128,166 52	2,218,873 48	11,347,040 00	9,128,166	2,218,873 48	89,040 00	"	11,347,040 00
21	Subvn au service maritime de l'Indo-Chine et du Japon	6,083,688 00	5,576,714 00	506,974 00	6,083,688 00	5,576,714	506,974 00	"	"	6,083,688 00
22	Subvention au service maritime postal entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, et primes de vitesse	1,850,000 00	1,379,166 63	409,018 37	1,788,185 00	1,379,166	409,018 37	"	61,815 00	1,788,185 00
23	Subvention au service maritime de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie	3,107,936 00	2,848,941 26	258,994 74	3,107,936 00	2,848,941	258,994 74	"	"	3,107,936 00
24	Subvention au service maritime de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien	1,924,640 00	1,764,253 26	160,386 74	1,924,640 00	1,764,253	160,386 74	"	"	1,924,640 00
25	Subvention aux services maritimes de la côte occidentale d'Afrique	500,850 00	442,440 12	51,449 88	493,890 00	442,440	51,449 88	"	6,960 00	493,890 00
26	Subvention à la compagnie concessionnaire du câble reliant à Saint-Louis du Sénégal les possessions françaises de Rio-Nunez, Grand-Bassam, Porto-Novo et du Gabon	300,000 00	"	300,000 00	300,000 00	"	300,000 00	"	"	300,000 00
27	Subvention à la Compagnie française concessionnaire du câble reliant la France à l'Amérique et aux Antilles.	800,000 00	373,413 64	92,786 36	466,200 00	"	466,200 00	"	333,800 00	466,200 00
27 *bis*	Construction et aménagement d'un bureau téléphonique dans la région sud-ouest de Paris	1,700,000 00	407,235 68	285,364 32	692,600 00	384,771	307,829 96	"	1,007,400 00	692,600 00
27 *ter*	Construction d'hôtels des postes et des télégraphes à Orléans et à Trévoux	332,153 00	"	136,130 00	136,130 00	"	136,130 00	"	196,023 00	136,130 00
27 *quat.*	Const^{on} d'un hôtel des postes et des télégr. à Parthenay	20,420 79	"	13,915 00	13,915 00	"	13,915 00	"	6,505 79	13,915 00
27 *quin.*	Construction d'hôtels des postes et des télégraphes aux Sables-d'Olonne et à Toulon	273,227 00	"	154,460 00	154,460 00	"	154,460 00	"	118,767 00	154,460 00
27 *sexiès*	Construction d'hôtels des postes et des télégraphes à Montélimar et à Pau	300,000 00	"	92,900 00	92,900 00	"	92,900 00	"	207,100 00	92,900 00
27 *sept.*	Const^{on} d'un hôtel des postes et des télégraphes à Albi	60,000 00	"	4,200 00	4,200 00	"	4,200 00	"	55,800 00	4,200 00
	TOTAL	188,960,271 28	167,097,077 87	16,895,122 13	183,992,200 00	164,090,328	19,901,871 21	247,385 45	5,215,456 73	183,992,200 00
								4,968,071 28		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	Chapitres.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
				fr. c.
Loi du 30 mai 1899	*	Budget primitif		176,800,824 00
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi des : 22 juillet 1899	5	Personnel (agents)	42,125f 00c	
	6	— (sous-agents)	6,200 00	
	8	Indemnités et secours	2,250 00	
	9	Chaussures et habillement	1,328 00	
	10	Matériel des bureaux	54,056 00	
	12	Transport des dépêches	43,396 00	
	16	Dépenses diverses	1,280 00	
	12 *bis*	Construction de wagons postes	1,742,000 00	
	27	Construction d'un bureau téléphonique	1,700,000 00	
	7	Remises au personnel	494,400 00	
	8	Indemnités et secours	103,000 00	
	13	Appareils, etc.	550,000 00	
	14	Construction de lignes	700,000 00	
	27	Subventions, etc.	400,000 00	
25 décembre 1899	27 *ter*	Construction d'un Hôtel des postes à Orléans	332,153 00	
	27 *quat.*	Construction d'un Hôtel des postes à Parthenay	20,420 79	
	27 *quin.*	Construction d'un Hôtel des postes à Toulon	273,227 00	
	27 *sex.*	Construction d'un Hôtel des postes à Montélimar	300,000 00	
	27 *sept.*	Construction d'un Hôtel des postes à Albi	60,000 00	
		TOTAL des crédits ouverts	6,825,829 79	6,825,829 79
		Crédits de fonds de concours.		
		1° CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.		
Décrets des : 30 juin 1898	8	Indemnités et secours	91,350 00	
	10	Matériel des bureaux	49,086 00	
	14	Construction de lignes	580,000 00	
	15	Construction de réseaux	1,820,000 00	
		2° CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.		
3 août 1899	15	Construction, etc.	881,600 00	
11 octobre 1899	10	Matériel des bureaux	25,000 00	
	15	Construction, etc.	993,100 00	
17 octobre 1899	8	Indemnités, etc.	478 85	
	10	Matériel, etc.	319 23	
	13	Appareils	1,276 92	
	14	Construction, etc.	13,886 51	
Idem	8	Indemnités	2,206 81	
	10	Matériel	1,471 21	
	13	Appareils, etc.	5,884 84	
	14	Construction, etc.	63,907 50	
27 octobre 1899	8	Indemnités	719 29	
	10	Matériel	25,479 55	
	13	Appareils, etc.	1,918 11	
	14	Construction, etc.	20,859 49	
24 novembre 1899	15	*Idem*	261,883 55	
6 décembre 1899	8	Indemnités	712 46	
	10	Matériel	474 98	
	13	Appareils, etc.	1,899 91	
	14	Construction, etc.	20,661 49	
	15	*Idem*	424,190 00	
27 décembre 1899	8	Indemnités	1,354 82	
	10	Matériel	903 21	
	13	Appareils, etc.	3,612 86	
	14	Construction, etc.	30,289 83	
		TOTAL	5,333,617 49	5,333,617 49
		TOTAL GÉNÉRAL		188,960,271 28

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.										
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
44	Personnel des agents des forêts dans les départements..	2,505,000f 00c	2,465,987f 11c	30,268f 00c	2,496,255f 11c	2,275,771 [illegible]	220,483f 19c	"	8,744f 89c	2,496,255f 11c	
45	Personnel des préposés dans les départements.....	2,820,000 00	2,787,594 05	31,622 53	2,819,216 58	2,550,849 [illegible]	268,366 89	"	783 42	2,819,216 58	
46	Bonification des pensions de retraites des brigadiers et gardes forestiers communaux et secours.....	200,000 00	119,476 00	80,488 00	199,964 00	113,891 [illegible]	86,072 30	"	36 00	199,964 00	
47	Indemnités et secours au personnel.....	734,000 00	715,406 27	18,558 13	733,964 40	557,517 [illegible]	176,447 23	"	35 60	733,964 40	
48	Personnel de l'enseignement forestier.....	145,000 00	137,435 00	7,521 00	144,956 00	129,064 [illegible]	15,891 93	"	44 00	144,956 00	
49	Matériel de l'enseignement forestier.....	30,000 00	28,900 00	1,100 00	30,000 00	18,524 [illegible]	11,475 28	"	"	30,000 00	
50	Amélioration et entretien des forêts et entretien des dunes et cours d'eau.....	1,398,813 75	1,229,611 48	152,336 59	1,381,948 07	955,271 [illegible]	426,676 90	"	16,865 68	1,381,948 07	
51	Restauration et conservation des terrains en montagne.	3,515,076 01	2,653,966 26	802,299 55	3,456,265 81	1,968,210 [illegible]	1,488,055 57	"	58,810 20	3,456,265 81	
52	Aménagements et exploitations.....	480,000 00	368,042 01	38,353 53	406,395 54	285,107 [illegible]	121,287 72	"	73,604 46	406,395 54	
53	Entretien des chasses non affermées.....	50,000 00	50,000 00	"	50,000 00	32,693 [illegible]	17,306 31	"	"	50,000 00	
54	Primes pour la destruction des loups.	12,000 00	11,940 00	"	11,940 00	11,340 [illegible]	600 00	"	60 00	11,940 00	
55	Impositions sur les forêts domaniales.	1,860,000 00	1,839,998 00	17,072 65	1,857,070 65	1,838,263 [illegible]	18,807 10	"	2,929 35	1,857,070 65	
56	Droits d'usage. — Frais d'instance. — Matériel et dépenses diverses du service des forêts.....	275,000 00	248,084 05	19,267 50	267,351 55	219,788 [illegible]	47,562 65	"	7,648 45	267,351 55	
	TOTAL.....	14,024,889 76	12,656,440 23	1,198,887 48	13,855,327 71	10,956,294 [illegible]	2,899,033 07	"	169,562 05	13,855,327 71	
									169,562f 05c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	CHAPITRES.	OBJETS DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899..	"	Budget primitif.....		13,986,583f 00c
		Crédits ouverts par des lois :		
Loi du 25 déc. 1899.	54	Primes pour la destruction des loups..	20,000	20,000 00
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.		
Décrets des :				
19 juin 1899.....	50	Amélioration des forêts.....	194f 50	
	51	Restauration des terrains en montagne.	2,483 95	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.		
20 juin 1899.....	50	Amélioration des forêts.....	440 00	
	51	Restauration, etc.....	500 00	
19 juillet 1899.....	50	Amélioration des forêts.....	146 25	
Idem.....	50	*Idem*.....	60 00	
8 octobre 1899.....	51	Restauration, etc.....	10,000 00	
10 octobre 1899.....	51	*Idem*.....	1,292 06	
27 octobre 1899.....	50	Amélioration des forêts.....	2,390 00	
	51	Restauration, etc.....	800 00	
		TOTAL des crédits de fonds de concours.	18,306 76	18,306 76
		TOTAL GÉNÉRAL.....		14,024,889 76

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.										
	MINISTÈRE DES FINANCES.										
102	Dégrèvements et non-valeurs sur contributions directes et taxes y assimilées	21,600,000f00c	21,530,912f70c	A déd. 108,969f62	21,421,943f08c	18,027,09[illegible]	3,394,846f82c	"	178,056f92c	21,421,943f08c	
103	Remboursements sur produits indirects et divers en France. — Art. 1er. Enregistrem[t] et domaines	4,700,000 00	4,607,941 97	A déd. 1,300 84	4,606,641 13	4,039,14[illegible]	567,498 22	"	93,358 87	4,606,641 13	
	Art. 2. Douanes	220,000 00	220,852 37	A déd. 1,334 45	219,517 92	210,33[illegible]	9,183 84	"	482 08	219,517 92	
	Art. 3. Contributions indirectes	990,000 00	988,855 92	A déd. 4,219 79	984,636 13	862,70[illegible]	121,837 48	"	5,363 87	984,636 13	
	Art. 4. Manufactures de l'État	6,000 00	128 13	"	128 13	12[illegible]	"	"	5,871 87	128 13	
	Art. 5. Produits divers	350,000 00	318,536 67	"	318,536 67	257,02[illegible]	61,511 30	"	31,463 33	318,536 67	
	TOTAL du Chapitre 103	6,266,000 00	6,136,315 06	A déd. 6,855 08	6,129,459 98	5,369,42[illegible]	760,030 84	"	136,540 02	6,129,459 98	
104	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure et débets admis en surséance indéfinie	352,707 42	352,683 05	"	352,683 05	342,91[illegible]	9,769 00	"	24 37	352,683 05	
105	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribués à divers en France. — Art. 1er. Enregistrem[t] et domaines	15,000 00	12,710 85	A déd. 0 13	12,710 72	12,30[illegible]	350 00	"	2,289 28	12,710 72	
	Art. 2. Douanes	1,100,000 00	915,235 67	A déd. 8 17	915,227 50	912,48[illegible]	2,744 54	"	184,772 50	915,227 50	
	Art. 3. Contributions indirectes	2,325,000 00	2,323,214 30	A déd. 43 28	2,323,171 02	2,323,14[illegible]	8 23	"	1,828 98	2,323,171 02	
	Art. 4. Manufactures de l'État	14,000 00	5,998 79	47 45	6,046 24	6,04[illegible]	"	"	7,953 76	6,046 24	
	Art. 5. Produits divers	2,191,000 00	2,172,294 98	A déd. 1,556 91	2,170,738 07	2,168,4[illegible]	2,317 90	"	20,261 93	2,170,738 07	
	TOTAL du Chapitre 105	5,645,000 00	5,429,454 59	A déd. 1,561 04	5,427,893 55	5,422,47[illegible]	5,420 67	"	217,106 45	5,427,893 55	
106	Primes à l'exportation de marchandises	65,000 00	42,962 65	"	42,962 65	39,91[illegible]	3,051 07	"	22,037 35	42,962 65	
107	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	550,000 00	415,387 29	"	415,387 29	409,21[illegible]	6,173 81	"	134,612 71	415,387 29	
	TOTAL	34,478,707 42	33,907,715 34	A déd. 117,385 74	33,790,329 60	29,611,03[illegible]	4,179,292 21	"	688,377 82	33,790,329 60	
								688,377f 82c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES DES LOIS.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
30 mai 1899	"	Budget primitif		32,349,000f00c
		Crédits ouverts ou annulés par des lois :		
		1° CRÉDITS OUVERTS.		
25 décembre 1899	102	Dégrèvements, etc.	1,600,000f00c	
	103	Remboursements sur produits indirects.	235,000 00	
	104	Remboursements, etc.	302,707 42	
	105	Répartition de produits d'amende	17,000 00	
		TOTAL	2,154,707 42	
		2° CRÉDITS ANNULÉS.		
Idem	106	Primes à l'exportation	25,000 00	
		RESTE pour crédits ouverts	2,129,707 42	2,129,707 42
		TOTAL GÉNÉRAL		34,478,707 42

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (France.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 5e Partie. — REMBOURSEMENTS, RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.										
Unique	Remboursements sur le produit du travail des détenus...	1,413,000f 00c	923,402f 56c	489,597f 44c	1,413,000f 00c	891,650f [illegible]	521,349f 31c	"	"	1,413,000f 00c	(A) Crédits ouverts par le budget primitif.
								"			
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
	2e Section. — Services des postes et des télégraphes.										
29	Remboursements sur produits des postes et des télégraphes	7,103,000f 00c	7,100,858f 07c	1,241f 93c	7,102,100f 00c	6,080,192f [illegible]	1,021,907f 89c	"	900f 00c	7,102,100f 00c	
30	Répartition de produits d'amendes.....	3,000 00	121 33	"	121 33	121 [illegible]	"	"	2,878 67	121 33	
	TOTAL.....	7,106,000 00	7,100,979 40	1,241 93	7,102,221 33	6,080,313f [illegible]	1,021,907 89	"	3,778 67	7,102,221 33	(B) Crédits ouverts par le budget primitif..... 6,469,000f Crédits ouverts par la loi du 25 décembre 1899 (chap. 28)..... 837,000 TOTAL..... 7,106,000
								3,778f 67c			
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
54	Remboursements sur produits divers des forêts.....	28,162f 00c	11,152f 00c	2f 00c	11,154f 00c	10,134f [illegible]	1,019f 83c	"	17,008f 00c	11,154f 00c	(A) Crédits ouverts par le budget primitif.
								17,008f 00c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL

Suite du *Compte provisoire*

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.
RÉCAPITULATION DU MIN					
Dette publique. (Voir page 480.)	1,249,412,285f00c	1,220,831,044f31c	25,285,245f75c	1,246,116,290f06c	1,177,419,8[illegible]
Pouvoirs publics. (Voir page 482.)	13,302,560 00	13,236,666 68	145,022 49	13,381,689 17	13,236,666[illegible]
Service général. (Voir page 484.)	29,110,203 05	26,408,810 85	2,348,075 74	28,756,886 59	25,937,8[illegible]
Frais de régie et de perception. (Voir page 540.)	207,809,407 08	195,250,637 80	9 427,393 13	204,678,030 93	190,531,568[illegible]
Remboursements et restitutions. (Voir page 546.)	34,478,707 42	33,907,715 34	*Ad.117,385 74*	33,790,329 60	29,611,037[illegible]
TOTAL	1,534,113,162 55	1,489,634,874 98	37,088,351 37	1,526,723,226 35	1,436,736,957[illegible]
RÉCAPITULATION DU MINISTÈ					
Service général. (Voir page 488.)	16,851,706f00c	14,114,385f46c	2,737,320f54c	16,851,706f00c	13,327,771[illegible]
Frais de régie et de perception. (Voir page 540.)	60,000 00	125 25	59,874 75	60,000 00	125 [illegible]
TOTAL	16,911,706 00	14,114,510 71	2,797,195 29	16,911,706 00	13,327,896 [illegible]
RÉCAPITULATION DU MINISTÈ					
Service général. (Voir page 494.)	121,594,844f84c	106,093,257f14c	15,150,449f21c	121,243,706f35c	93,297,01[illegible]
Remboursements et restitutions. (Voir page 548)	1,413,000 00	923,402 56	489,597 44	1,413,000 00	891,656 [illegible]
TOTAL	123,007,844 84	107,016,659 70	15,640,046 65	122,656,706 35	94,188,670 [illegible]
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE, I					
Service général. (Voir page 520.)	76,843,721f85c	63,634,451f60c	19,208,431f41c	82,842,883f01c	59,376,047f[illegible]
Frais de régie et de perception. (Voir page 542.)	188,960,271 28	167,097,077 87	16,895,122 13	183,992,200 00	164,090,328 [illegible]
Remboursements et restitutions. (Voir page 548.)	7,106,000 00	7,100,979 40	1,241 93	7,102,221 33	6,080,313 [illegible]
TOTAL	272,909,993 13	237,832,508 87	36,104,795 47	273,937,304 34	229,546,683 [illegible]
RÉCAPITULATION DU MINISTÈ					
Service général. (Voir page 528.)	33,602,750f53c	26,532,895f93c	5,615,659f00c	32,148,554f93c	21,011,940f[illegible]
Frais de régie et de perception. (Voir page 544.)	14,024,889 76	12,656,440 23	1,198,887 48	13,855,327 71	10,956,294 [illegible]
Remboursements et restitutions. (Voir page 548.)	28,162 00	11,152 00	2 00	11,154 00	10,134 [illegible]
TOTAL	47,655,802 29	39,200,488 16	6,814,548 48	46,015,036 64	31,978,369 [illegible]

DE L'EXERCICE 1899.

des Dépenses. (France.)

RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
TÈRE DES FINANCES.				
68,696,450f45c	243f56c	3,296,238f50c	1,246,116,290f06c	
145,022 49	82,462 49	3,333 32	13,381,689 17	
2,819,041 40	"	353,316 46	28,756,886 59	
14,146,462 45	"	3,131,376 15	204,678,030 93	
4,179,292 21	"	688,377 82	33,790,329 60	
89,986,269 00	82,706 05	7,472,642 25	1,526,723,226 35	
	7,389,936f20c			
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
3,523,934f41c	"	"	16,851,706f00c	
59,874 75	"	"	60,000 00	
3,583,809 16	"	"	16,911,706 00	
	"			
DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.				
27,946,686f70c	8,792f24c	359,930f73c	121,243,706f35c	
521,349 31	"	"	1,413,000 00	
28,468,036 01	8,792 24	359,930 73	122,656,706 35	
	351,138f49c			
L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.				
23,466,841f88c	6,339,396f94c	340,235f78	82,842,883f01c	
19,901,871 21	247,385 45	5,215,456 73	183,992,200 00	
1,021,907 89	"	3,778 67	7,102,221 33	
44,390,620 98	6,586,782 39	5,559,471 18	273,937,304 34	
	1,027,311f21c			
DE L'AGRICULTURE.				
11,136,614f67c	"	1,454,195f60c	32,148,554f93c	
2,899,033 07	"	169,562 05	13,855,327 71	
1,019 83	"	17,008 00	11,154 00	
14,036,667 57	"	1,640,765 65	46,015,036 64	
	1 640,765f65c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Compte provisoire des Dépenses. (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
	3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.									
	MINISTÈRE DES FINANCES.									
1	Frais de la Trésorerie d'Algérie	550,250f 00c	539,463f 17c	5,491f 28c	544,954f 45c	486,497 [illegible]	58,456f 72c	"	5,295f 55c	544,954f 45c
2	Laboratoires en Algérie	15,200 00	7,613 51	325 41	7,938 92	6,975 [illegible]	963 23	"	7,261 08	7,938 92
		565,450 00	547,076 68	5,816 69	552,893 37	493,473 [illegible]	59,419 95	"	12,556 63	552,893 37
4	Dépenses des exercices clos	10,566 76	10,566 76	"	10,566 76	10,566 [illegible]	"	"	"	10,566 76
	TOTAL	576,016 76	557,643 44	5,816 69	563,460 13	504,040 [illegible]	59,419 95	"	12,556 63	563,460 13
								12,556f 63c		
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.									
1	Personnel de la justice française en Algérie	1,901,750f 00c	1,899,359f 95c	581f 25c	1,899,941f 20c	1,824,917 [illegible]	75,023f 67c	"	1,808f 80c	1,899,941f 20c
2	Matériel et menues dépenses de la Cour d'appel et frais de passage gratuit	22,000 00	10,539 61	6,874 52	17,414 13	9,637 [illegible]	7,776 52	"	4,585 87	17,414 13
3	Frais de justice criminelle en Algérie	700,000 00	658,489 23	15,516 78	674,006 01	658,489 [illegible]	15,516 78	"	25,993 99	674,006 01
		2,623,750 00	2,568,388 79	22,972 55	2 591,361 34	2,493,044 [illegible]	98,316 97	"	32,388 66	2,591,361 34
5	Dépenses des exercices clos	2,152 16	2,152	"	2,152 16	2,152 16	"	"	"	2,152 16
	TOTAL	2,625,902 16	2,570,540 95	22,972 55	2,593,513 50	2,495,196 [illegible]	98,316 97	"	32,388 66	2,593,513 50
								32,388f 66c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
		MINISTÈRE DES FINANCES.	
Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif	565,450f 00c
		Dépenses des exercices clos	10,566 76
		TOTAL GÉNÉRAL	576,016 76
		MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	
Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif	2,622,250f 00c
		Crédits ouverts par des lois.	
Loi du 25 déc. 1899.	1	Personnel de la justice musulmane	1,500 00
		Dépenses des exercices clos	2,152 16
		TOTAL GÉNÉRAL	2,625,902 16

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
	1e SECTION. — DE L'INTÉRIEUR.										
	§ 1er. — SECTION DE LA JUSTICE MUSULMANE.										
1	Personnel de la justice musulmane en Algérie	93,000f 00c	89,878f 97c	3,121f 03c	93,000f 00c	82,767	10,233f 52c	"	"	93,000f 00c	
2	Matériel de la justice musulmane en Algérie	6,050 00	5,075 25	974 75	6,050 00	4,850	1,199 75	"	"	6,050 00	
3	Constitution de l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie	25 000 00	20,550 48	4,449 52	25,000 00	20,550	4,449 52	"	"	25,000 00	
	TOTAL du paragraphe 1er	124,050 00	115,504 70	8,545 30	124,050 00	108,167	15,882 79	"	"	124,050 00	
	§ 2e. — SECTION DE L'INTÉRIEUR.										
1	Personnel de l'Administration centrale en Algérie	622,575f 00c	601,978f 99c	20,596f 01c	622,575f 00c	599,917	22,657f 10c	"	"	622,575 00c	
2	Matériel de l'Administration centrale en Algérie	40,000 00	31,082 33	8,917 67	40,000 00	30,341	9,658 22	"	"	40,000 00	
3	Publications et impressions diverses en Algérie	63,239 00	34,653 51	28,585 49	63,239 00	33,731	29,507 19	"	"	63,239 00	
4	Subsides, secours et récompenses en Algérie	190,000 00	170,586 97	19,413 03	190,000 00	141,494	48,505 65	"	"	190,000 00	
5	Personnel de l'Administration civile en Algérie	1,544,500 00	1,543,025 11	1,474 89	1,544,500 00	1,480,490	64,009 07	"	"	1,544,500 00	
6	Matériel de l'Administration civile en Algérie	475,300 00	470,890 66	4,409 34	475,300 00	435,509	39,790 50	"	"	475,300 00	
7	Personnel du service de la sûreté générale et force publique en Algérie	652,737 00	506,191 04	146,545 96	652,737 00	494,969	157,767 04	"	"	652,737 00	
8	Matériel du service de la Sûreté en Algérie	22,100 00	20,272 27	1,827 73	22,100 00	19,488	2,611 89	"	"	22,100 00	
9	Assistance publique en Algérie	456,300 00	452,838 08	3,461 92	456,300 00	417,391	38,908 06	"	"	456,300 00	
9 *bis*	Matériel de l'assistance publique en Algérie	2,292,250 00	1,959,480 46	332,769 64	2,292,250 00	1,672,578	619,671 50	"	"	2,292,250 00	
10	Personnel de l'Administration militaire en Algérie	323,508 00	308,342 36	15,165 64	323,508 00	282,591	40,916 44	"	"	323,508 00	
11	Matériel de l'Administration militaire en Algérie	62,470 00	55,155 97	7,314 03	62,470 00	49,517	12,952 18	"	"	62,470 00	
12	Dépenses de colonisation en Algérie	2,287,947 38	1,703,460 14	518,037 33	2,221,497 47	1,511,781	709,716 30	"	66,449f 91c	2,221,497 47	
13	Dépenses secrètes en Algérie	120,000 00	120,000 00	"	120,000 00	120,000	"			120,000 00	
13 *bis*.	Participation à l'Exposition universelle de 1900	374,192 50	332,112 18	42,080 32	374,192 50	280,292	93,900 30	"	"	374,192 50	
14	Service sanitaire en Algérie	100,040 00	77,350 76	22,689 24	100,040 00	73,339	26,700 39	"	"	100,040 00	
15	Visite des pharmacies en Algérie	9,500 00	2,104 80	7,395 20	9,500 00	"	9,500 00	"	"	9,500 00	
16	Personnel du service pénitentiaire en Algérie	700,245 00	681,855 12	18,389 88	700,245 00	642,920	57,324 19	"	"	700,245 00	
17	Entretien des détenus en Algérie	1,181,977 00	982,186 01	199,790 99	1,181,977 00	891,585	290,391 74	"	"	1,181,977 00	
18	Remboursements divers pour frais de séjour des détenus hors des établissements pénitentiaires. (Algérie.)	5,000 00	"	5,000 00	5,000 00	"	5,000 00	"	"	5,000 00	
19	Transport des détenus et des libérés. (Algérie.)	53,500 00	32,995 74	20,504 26	53,500 00	27,612	25,887 23	"	"	53,500 00	
20	Travaux ordinaires aux bâtiments pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	10,000 00	1,786 19	8,213 81	10,000 00	1,786	8,213 81	"	"	10,000 00	
21	Mobiliers des services pénitentiaires en Algérie. (Services à l'entreprise.)	5,500 00	1,485 70	4,014 30	5,500 00	743	4,756 05	"	"	5,500 00	
	A reporter	11,592,880 88	10,089,834 29	1,436,596 68	11,526,430 97	9,208,086	2,318,344 85	"	66,449 91	11,526,430 97	

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES DES LOIS et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		§ 1er.		
Loi du 30 mai 1899	"	Crédits ouverts par le budget primitif		124,050f 00c
		§ 2.		
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		11,306,702 00
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.		
Loi du 25 déc. 1899	1	Personnel de l'Administration coloniale	36,300f	
	3	Publications, etc.	11,239	
	14	Service sanitaire	10,000	
		TOTAL	57,539	57,539 00
		CRÉDITS DE FONDS DE CONCOURS. *Crédits reportés de l'exercice 1898.*		
Décrets des : 29 juin 1899	12	Dépenses de colonisation	72,947,38	
		Crédits ouverts à l'exercice 1899.		
3 septembre 1899	13 *bis*.	Participation à l'Exposition de 1900	63,992 50	
17 septembre 1899	13 *bis*.	Participation à l'Exposition de 1900	150,200 00	
	22	Travaux aux bâtiments pénitentiaires	2,500 00	
		TOTAL	289,639 88	289,639 88
		Exercices clos		153,164 03
		TOTAL GÉNÉRAL		11,807,044 91

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite *du Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES (Suite.)										
	1er SERVICE. — DE L'INTÉRIEUR (Suite).										
	§ 2. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR. (Suite.)										
	Report	11,592,880f 88c	10,089,834f 29c	1,436,596f 68c	11,526,430f 97c	9,208,0[illegible]	2,318,344f 85c	"	66,449f 91c	11,526,430f 97c	
22	Travaux ordinaires aux bâtiments et mobiliers pénitentiaires en Algérie. (Services en régie.)	24,000 00	18,808 03	5,191 97	24,000 00	16,8[illegible]	7,191 53	"	"	24,000 00	
23	Exploitations agricoles en Algérie	30,000 00	24,349 62	5,650 38	30,000 00	20,3[illegible]	9,672 53	"	"	30,000 00	
24	Dépenses accessoires du service pénitentiaire en Algérie	7,000 00	6,287 01	712 99	7,000 00	5,8[illegible]	1,147 34	"	"	7,000 00	
		11,653,880 88	10,139,278 95	1,448,152 02	11,587,430 97	9,251,07[illegible]	2,336,356 25	"	66,449 91	11,587,430 97	
26	Dépenses des exercices clos	153,164 03	153,164 03	"	153,164 03	153,16[illegible]	"	"	"	153,164 03	
	TOTAL du paragraphe 2	11,807,044 91	10,292,442 98	1,448,152 02	11,740,595 00	9,404,23[illegible]	2,336,356 25	"	66,449 91	11,740,595 00	
								66,449f 91c			
	§ 3. — SERVICE DU CULTE MUSULMAN.										
1	Personnel du culte musulman	238,430f 00c	221,843f 59c	16,586 41	238,430f 00c	202,1[illegible]	36,325f 75c	"	"	238,430f 00c	
2	Matériel du culte musulman	69,000 00	56,055 83	12,944 17	69,000 00	39,42[illegible]	29,576 20	"	"	69,000 00	
		307,430 00	277,899 42	29,530 58	307,430 00	241,5[illegible]	65,901 95	"	"	307,430 00	
4	Dépenses des exercices clos	1,000 00	1,000 00	"	1,000 00	1,00[illegible]	"	"	"	1,000 00	
	TOTAL du paragraphe 3	308,430 00	278,899 42	29,530 58	308,430 00	242,5[illegible]	65,901 95	"	"	308,430 00	
								"			
	§ 4. — SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE INDIGÈNE.										
1	Instruction publique musulmane	102,970f 00c	95,427f 45c	7,542f 55c	102,970f 00c	93,51[illegible]	947f 88c	"	"	102,970f 00c	
								"			
	§ 5. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.										
	Bâtiments civils et palais nationaux	142,000f 00c	72,100f 17c	69,890f 83c	142,000f 00c	61,77[illegible]	80,220f 01c	"	"	142,000f 00c	
1	Subvention à l'École nationale des beaux-arts à Alger	26,750 00	26,750 00	"	26,750 00	26,75[illegible]	"	"	"	26,750 00	
2	Construction et entretien des édifices du culte musulman	100,000 00	61,690 45	38,309 55	100,000 00	35,04[illegible]	64,950 45	"	"	100,000 00	
3		268,750 00	160,549 62	108,200 38	268,750 00	123,57[illegible]	145,170 46	"	"	268,750 00	
	Dépenses des exercices clos	1,230 34	1,230 34	"	1,230 34	1,230	"	"	"	1,230 34	
5	TOTAL du paragraphe 5	269,980 34	161,779 96	108,200 38	269,980 34	124,80[illegible]	145,170 46	"	"	269,980 34	
								"			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		§ 3.		
Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif		307,430 00
Idem	"	Dépenses des exercices clos		1,000 00
		TOTAL général		308,430 00
		§ 4.		
Idem	"	Budget primitif		102,970 00
		§ 5.		
Idem	"	Budget primitif		255,000 00
		Crédits de fonds de concours ouverts à l'exercice 1899.		
Décret du 19 juil. 1899	2	Subvention à l'école des beaux-arts d'Alger	8,900	
		Idem	4,450	
		TOTAL	13,350	13,350 00
Idem	2	Dépenses des exercices clos		1,230 34
		TOTAL général		269,980 34

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
	1re SERVICE DE L'INTÉRIEUR (Suite).										
	§ 6. — SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.										
1	Personnel des poids et mesures	42,650f 00c	42,065f 60c	584f 40c	42,650f 00c	41,721f [illegible]	928f 15c	"	"	42,650f 00c	
2	Matériel des poids et mesures	27,125 00	24,931 22	2,193 78	27,125 00	24,714 [illegible]	2,410 44	"	"	27,125 00	
3	Enseignement technique en Algérie	24,000 00	23,999 96	0 04	24,000 00	23,874 [illegible]	125 04	"	"	24,000 00	
	TOTAL du paragraphe 6	93,775 00	90,996 78	2,778 22	93,775 00	90,311 [illegible]	3,463 63	"	"	93,775 00	
								"			
	§ 7. — SERVICE DE L'AGRICULTURE.										
1	Inspection de l'agriculture en Algérie	10,250f 00c	10,249f 84c	0f 16c	10,250f 00c	9,729 [illegible]	520f 98c	"	"	10,250f 00c	
2	Personnel de l'enseignement agricole	13,000 00	12,499 92	500 08	13,000 00	11,458 [illegible]	1,541 74	"	"	13,000 00	
3	Service postal en Algérie	122,000 00	72,837 89	49,162 11	122,000 00	69,403 [illegible]	52,596 18	"	"	122,000 00	
4	Subventions à diverses institutions agricoles en Algérie	56,500 00	29,849 77	26,650 23	56,500 00	25,199 [illegible]	31,300 20	"	"	56,500 00	
5	Concours en Algérie et en Tunisie	45,000 00	51,902 30	"	51,902 30	35,763 [illegible]	16,139 26	6,902f 30c	"	51,902 30	
6	Défenses contre le phylloxera et contre les invasions de sauterelles	693,000 00	366,393 17	326,606 83	693,000 00	356,871 [illegible]	336,128 47	"	"	693,000 00	
7	Encouragements à l'agriculture en Algérie	130,000 00	114,482 62	15,517 38	130,000 00	101,469 [illegible]	28,530 69	"	"	130,000 00	
8	Encouragements à l'industrie chevaline en Algérie	50,000 00	48,777 45	1,222 55	50,000 00	47,577 [illegible]	2,422 55	"	"	50,000 00	
9	Travaux hydrauliques en Algérie	604,512 57	457,301 41	122,698 59	580,000 00	415,231 [illegible]	164,768 92	"	24,512f 57c	580,000 00	
		1,724,262 57	1,164,294 37	542,357 93	1,706,652 30	1,072,703 [illegible]	633,948 99	6,902 30	24,512 57	1,706,652 30	
11	Dépenses des exercices clos	161,645 03	161,645 03	"	161,645 03	161,645 03	"	"	"	161,645 03	
	TOTAL du paragraphe 7	1,885,907 60	1,325,939 40	542,357 93	1,868,297 33	1,234,348 [illegible]	633,948 99	6,902 30	24,512 57	1,868,297 33	
								17,610 27			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		§ 6.		
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		93,775f 00c
		§ 7.		
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		1,424,750 00
		Crédits ouverts par des lois.		
Loi du 5 déc. 1899	6	Défense contre les sauterelles		275,000 00
		Crédits de fonds de concours.		
		Crédits reportés de l'exercice 1898.		
Décrets des : 28 juin 1899	9	Travaux hydrauliques	21,434f 78c	
		Crédits ouverts à l'exercice 1899.		
19 juillet 1899	9	Travaux hydrauliques	500 00	
17 octobre 1899	9	*Idem*	750 00	
22 décembre 1899	9	*Idem*	1,847 79	
		TOTAL	24,512 57	24,512 57
		Dépenses des exercices clos		161,645 03
		TOTAL GÉNÉRAL		1,885,907 60

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES. (Suite.)										
	1re SERVICE DE L'INTÉRIEUR. — § 8. — SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS.										
	§ 1er. — *Dépenses ordinaires.*										
1	Personnel des travaux publics en Algérie	1,541,265f 20c	1,491,636f 48c	49,628f 72c	1,541,265f 20c	1,414,654f [illegible]	126,610f 94c	"	"	1,541 265f 20c	
2	Entretien des routes en Algérie	3,556,972 07	2,985,409 69	571,562 38	3,556,972 07	2,791,895 [illegible]	765,076 87	"	"	3,556,972 07	
3	Travaux ordinaires en Algérie (ports maritimes, phares, fanaux et balises)	661,000 00	512,863 87	148,136 13	661,000 00	436,662 [illegible]	224,337 78	"	"	661,000 00	
4	Travaux ordinaires en Algérie (études et dépenses relatives aux Ponts et chaussées et au contrôle des chemins de fer	41,000 00	31,275 85	9,724 15	41,000 00	29,609 [illegible]	11,390 90	"	"	41,000 00	
5	Travaux ordinaires en Algérie (mines et forages, matériel et travaux)	230,000 00	144,754 65	85,245 35	230,000 00	139,464 [illegible]	90,535 80	"	"	230,000 00	
	§ 2. — *Dépenses extraordinaires.*										
6	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	117,000 00	116,666 67	333 33	117,000 00	58,333 [illegible]	58,666 66	"	"	117,000 00	
7	Travaux neufs de routes nationales et des chemins non classés de l'Algérie	1,093,000 00	831,099 17	261,900 83	1,093,000 00	787,237 [illegible]	305,762 56	"	"	1,093,000 00	
8	Amélioration des ports en Algérie	2,650,507 45	2,108,564 68	400,942 77	2,509,507 45	1,687,845 [illegible]	821,662 24	"	141,000f 00c	2,509,507 45	
9	Études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État en Algérie	1,200,000 00	684,901 41	515,098 59	1,200,000 00	606,059 [illegible]	593,940 03	"	"	1,200,000 00	
		11,090,744 72	8,907,172 47	2,042,572 25	10,949,744 72	7,951,760 [illegible]	2,997,983 78	"	141,000 00	10,949,744 72	
11	Dépenses des exercices clos	2,138 48	2,138 48	"	2,138 48	2,138 [illegible]	"	"	"	2,138 48	
	TOTAL du paragraphe 8	11,092,883 20	8,909,310 95	2,042,572 25	10,951,883 20	7,953,899 [illegible]	2,997,983 78	"	141,000 00	10,951,883 20	
								141,000f 00c			
	§ 9. — SERVICE MARITIME.										
1	Surveillance des pêches et de la navigation	43,456 00	40,178 56	3,277 44	43,456 00	36,866 [illegible]	6,589 14	"	"	43,456 00	
	RÉCAPITULATION.										
	§ 1. — Service de la justice musulmane	124,050f 00c	115,504f 70c	8,545f 30c	124,050f 00c	108,167f [illegible]	15,882f 79c	"	"	124,050f 00c	
	§ 2. — Service de l'intérieur	11,807,044 91	10,292,442 98	1 448,152 02	11,740,595 00	9,404,238 [illegible]	2,336,356 25	"	66,449 91	11,740,595 00	
	§ 3. — Service du culte musulman	308,430 00	278,899 42	29,530 58	308,430 00	242,528 [illegible]	65,901 95	"	"	308,430 00	
	§ 4. — Service de l'instruction publique indigène	102,970 00	95,427 45	7,542 55	102,970 00	93,512 [illegible]	9,457 88	"	"	102,970 00	
	§ 5. — Service des beaux-arts	269,980 34	161,779 96	108,200 38	269,980 34	124,809 [illegible]	145,170 46	"	"	269,980 34	
	§ 6. — Service du commerce et de l'industrie	93,775 00	90,996 78	2,778 22	93,775 00	90,311 [illegible]	3,463 63	"	"	93,775 00	
	§ 7. — Service de l'agriculture	1,885,907 60	1,325,939 40	542,357 93	1,868,297 33	1,234,348 [illegible]	633,948 99	6,902 30	24,512 57	1,868,297 33	
	§ 8. — Service des travaux publics	11,092,883 20	8,909,310 95	2,042,572 25	10,951,883 20	7,953,899 [illegible]	2,997,983 78	"	141,000 00	10,951,883 20	
	§ 9. — Service maritime	43,456 00	40,178 56	3,277 44	43,456 00	36,866 [illegible]	6,589 14	"	"	43,456 00	
	TOTAL	25,728,497 05	21,310,480 20	4,192,956 67	25,503,436 87	19,288,682 [illegible]	6,214,754 87	6,902 30	231,962 48	25,503,436 87	
								225,060f 18c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
		§ 8.		
Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif		9,570,030f 00
		Crédits ouverts par lois.		
Loi du 25 décembre 1899	1	Personnel des travaux publics		553 00
		Crédits de fonds de concours. *Crédits reportés de l'exercice 1898.*		
Décrets des :				
16 juin 1899	8	Améliorations des ports	250,000f 00c	
	1	Personnel	1,582 20	
	2	Entretien des routes	8,681 22	
		Crédits ouverts à l'Exercice 1899.		
19 juillet 1899	2	Entretien des routes	5,500 00	
1er août 1899	8	Amélioration des ports	713,782 21	
	1	Personnel	85,100 00	
	2	Entretien des routes	5,500 00	
9 septembre 1899	8	Amélioration des ports	200,000 00	
17 septembre 1899	8	*Idem*	230,725 24	
27 octobre 1899	2	Entretien des routes	17,883 35	
	3	Travaux ordinaires	2,000 00	
22 décembre 1899	2	Entretien des routes	1,407 50	
		TOTAL	1,520,161 72	1,520,161 72
		Dépenses d'exercices clos		2,138 48
		TOTAL GÉNÉRAL		11,092,883 20
		§ 9.		
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		43,456 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du Compte provisoire des Dépenses (Algérie).

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	SUITE DE LA 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
	2° — SERVICE DES CULTES.										
1	Traitement des archevêque et évêques	35,000f 00c	33,291f 67c	"	33,291f 67c	30,37[illegible]	2,916f 68c	"	1,708f 33c	33,291f 67c	
2	Traitements des curés	43,200 00	39,354 00	"	39,354 00	28,55[illegible]	10,800 68	"	3,846 00	39,354 00	
3	Allocations aux vicaires généraux	25,200 00	23,030 00	"	23,030 00	15,7[illegible]	7,270 00	"	2,170 00	23,030 00	
4	Allocations aux chanoines	16,800 00	9,000 00	"	9,000 00	6,0[illegible]	3,000 00	"	7,800 00	9,000 00	
5	Allocations aux desservants	646,300 00	645,800 00	"	645,800 00	476,65[illegible]	169,148 90	"	500 00	645,800 00	
6	Secours ecclésiastiques	4,000 00	2,433 33	"	2,433 33	1,85[illegible]	575 00	"	1,566 67	2,433 33	
7	Mobilier des archevêché et évêchés	1,000 00	1,000 00	"	1,000 00	50[illegible]	500 00	"	"	1,000 00	
8	Entretien des édifices diocésains	10,000 00	3,557 09	5,622f 12c	9,179 21	3,30[illegible]	5,872 12	"	820 79	9,179 21	
9	Grosses réparations des édifices diocésains	10,000 00	3,444 57	6,531 56	9,976 13	3,20[illegible]	6,771 56	"	23 87	9,976 13	
10	Secours pour églises et presbytères	30,000 00	12,550 00	15,000 00	27,550 00	2,00[illegible]	25,550 00	"	2,450 00	27,550 00	
11	Personnel des cultes protestants	97,000 00	87,400 00	9,556 95	96,956 95	75,53[illegible]	21,104 73	"	43 05	96,956 95	
12	Personnel du culte israélite	28,370 00	28,370 00	"	28,370 00	22,87[illegible]	5,491 66	"	"	28,370 00	
13	Secours pour les édifices des cultes protestants et israélite	1,200 00	800 00	"	800 00	80[illegible]	"	"	400 00	800 00	
14	Frais de passage	13,000 00	11,522 55	332 20	11,854 75	7,51[illegible]	4,340 15	"	1,145 25	11,854 75	
		961,070 00	901,553 21	37,042 83	938,596 04	675,25[illegible]	263,341 48	"	22,473 96	938,596 04	
16	Dépenses des exercices clos	632 65	632 65	"	632 65	63[illegible]	"	"	"	632 65	
	TOTAL	961,702 65	902,185 86	37,042 83	939,228 69	675,88[illegible]	263,341 48	"	22,473 96	939,228 69	
								22,473f 96c			
	RÉCAPITULATION.										
	1° — Service de l'Intérieur	25,728,497f 05c	21,310,480f 20c	4,192,956f 67c	25,503,436f 87c	19,288,68[illegible]	6,214,754f 87c	6,902f 30c	231,962f 48c	25,503,436f 87c	
	2e — Service des Cultes	961,702 65	902,185 86	37,042 83	939,228 69	675,88[illegible]	263,341 48	"	22,473 96	939,228 69	
	TOTAL	26,690,199 70	22,212,666 06	4,229,999 50	26,442,665 56	19,964,56[illegible]	6,478,096 35	6,902 30	254,436 44	26,442,665 56	
								247,534f 14c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif	961,070f 00c
		Dépenses des exercices clos	632 65
		TOTAL GÉNÉRAL	961,702 65

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.										
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.										
	1re SECTION. — SERVICES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.										
1	Frais de passage	65,000f 00c	46 671f 83c	18,328f 17c	65,000f 00c	10,306	54,693f 51c	"	"	65,000f 00c	
2	Administration académique. — Personnel	87,625 00	87,597 50	27 50	87,625 00	86,561	1,063 18	"	"	87,625 00	
3	Administration académique. — Matériel	9,130 00	7,912 50	1,217 50	9,130 00	3,593	5,536 80	"	"	9,130 00	
4	École d'enseignement supérieur à Alger. — Personnel	506,675 00	494,806 52	11,868 48	506,675 00	492,466	14,208 36	"	"	506,675 00	
5	École d'enseignement supérieur à Alger. — Matériel	91,163 00	84,418 30	6,744 70	91,163 00	78,503	12 659 65	"	"	91,163 00	
6	Bibliothèque nationale d'Alger. — Musée des antiquités algériennes	22,975 00	22,384 19	590 81	22,975 00	19,640	3,334 34	"	"	22,975 00	
7	Lycées nationaux	523,625 00	503,578 00	20,047 00	523,625 00	503,578	20,047 00	"	"	523,625 00	
8	Remises et exemptions dans les lycées de garçons. — Bourses nationales et dégrèvements	98,521 00	59,658 38	38,862 62	98,521 00	59,658	38,862 62	"	"	98,521 00	
9	Collèges communaux de garçons	116,077 00	97,469 16	18,607 84	116,077 00	97,469	18,607 84	"	"	116,077 00	
10	Enseignement secondaire des jeunes filles	41,600 00	25,186 23	16,413 77	41,600 00	25,186	16,413 77	"	"	41,600 00	
11	Enseignement primaire. — Inspecteurs	81,200 00	80,075 74	1,124 26	81,200 00	72,788	8,411 06	"	"	81,200 00	
12	Écoles normales primaires. — Dépenses d'installation et de matériel	304,434 00	273,751 05	30,682 95	304,434 00	241,897	62,536 37	"	"	304,434 00	
13	Enseignement primaire. — Écoles primaires supérieures; écoles élémentaires soumises à la loi du 30 octobre 1886 et non spécialement destinées aux élèves indigènes. — Secours et allocations	3,037,700 00	3,024,555 69	13,144 31	3,037,700 00	2,814,669	223,030 32	"	"	3,037,700 00	
14	Création d'écoles et d'emplois	60,000 00	10,000 00	50,000 00	60,000 00	4,331	55,668 80	"	"	60,000 00	
15	Subventions aux départements, villes ou communes de l'Algérie, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	70,385 00	52,716 18	17,668 82	70,385 00	49,804	20,580 55	"	"	70,385 00	
16	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement primaire	120,000 00	23,175 00	96,825 00	120,000 00	5,000	115,000 00	"	"	120,000 00	
17	Subventions en capital aux départements, villes ou communes de l'Algérie pour la participation de l'État à la construction des établissements publics d'enseignement secondaire	95,000 00	5,531 9[illegible]	89,468 07	95,000 00	5,531	89,468 07	"	"	95,000 00	
18	Enseignement primaire des indigènes	842,664 00	822,968 8[illegible]	19,695 14	842,664 00	731,655	111,008 63	"	"	842,664 00	
19	Création d'écoles et de classes nouvelles destinées aux indigènes	44,000 00	6,000 00	38,000 00	44,000 00	2,741	41,258 39	"	"	44,000 00	
20	Subventions aux communes algériennes pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes	265,000 00	81,760 00	183,240 00	265,000 00	1,195	263,805 00	"	"	265,000 00	
		6,482,774 00	5,810,217 06	672,556 94	6,482,774 00	5,306,579	1,176,194 26	"	"	6,482,774 00	
22	Dépenses des exercices clos	32,559 17	32,559 17	"	32,559 17	32,559 17	"	"	"	32,559 17	
	TOTAL	6,515,333 17	5,842,776 23	672,556 94	6,515,333 17	5,339,138	1,176,194 26	"	"	6,515,333 17	
								"			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.		SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		6,382,774 00
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.		
Décrets des :				
12 juillet 1899	4	École d'enseignement supérieur à Alger (personnel)	20,000	
18 septembre 1899	4	*Idem*	80,000	
		TOTAL	100,000	100,000 00
		Dépenses des exercices clos		32,559 17
		TOTAL GÉNÉRAL		6,515,333 17

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. (Suite.)

2e SECTION. — SERVICE DES BEAUX-ARTS.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
1	Monuments historiques en Algérie	75,000f 00c	68,685f 90c	6,313f 61c	74,999f 51c	62,454f 25c	12,545f 26c	"	0f 49c	74,999f 51c	
								0f 49c			

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif	75,000f 00c

RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

1re SECTION. — Service de l'Instruction publique	6,515,333f 17c	5,842,776f 23c	672,556f 94c	6,515,333f 17c	5,339,138f 91c	1,176,194f 26c	"	"	6,515,333f 17c
2e SECTION. — Service des Beaux-Arts	75,000 00	68,685 90	6,313 61	74,999 51	62,454 25	12,545 26	"	0f 49c	74,999 51
TOTAL GÉNÉRAL	6,590,333 17	5,911,462 13	678,870 55	6,590,332 68	5,401,593 16	1,188,739 52	"	0 49	6,590,332 68
							0f 49c		

Suite du BUDGET GÉNÉRAL

Suite du *Compte provisoire*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.
	Suite de la 3e PARTIE. — SERVICES					
	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE					
	1re SECTION. — SERVICE					
1	École nationale d'apprentissage de Dellys	120,000f 00c	114,821f 54c	5,178f 46c	120,000f 00c	103,718f
2	Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	703 85	"	703 85	703 85	"
	TOTAL	120,703 85	114,821 54	5,882 31	120,703 85	103,718
	2e SECTION. — SERVICE					
2	Dépenses des exercices clos	2,498f 50c	2,498f 50c	"	2,498f 50c	2,498
	RÉ					
	1re SECTION. — Service du Commerce et de l'Industrie	120,703f 85c	114,821f 54c	5,882f 31c	120,703f 85c	103,718f
	2e SECTION. — Service des Postes et des Télégraphes	2,498 50	2,498 50	"	2,498 50	2,498
	TOTAL	123,202 35	117,320 04	5,882 31	123,202 35	106,216
	MINISTÈRE					
2	Dépenses des exercices clos	6,653f 57c	6,653f 57c	"	6,653f 57c	6,653f
	MINISTÈRE DE					
1	Garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer algériens	22,000,000f 00c	19,885,158f 73c	2,114,841f 27c	22,000,000f 00c	19,885,158f
2	Garanties d'intérêts aux entreprises de tramways	31,000 00	"	"	"	"
	TOTAL	22,031,000 00	19,885,158 73	2,114,841 27	22,000,000 00	19,885,158

DE L'EXERCICE 1899.

des Dépenses. (Algérie.)

RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.			
COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.			
16,281f 54c	"	"	120,000f 00c
703 85	"	"	703 85
16,985 39	"	"	120,703 85
	"		
POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.			
"	"	"	2,498f 50c
	"		
TULATION.			
16,985f 39c	"	"	120,703f 85c
"	"	"	2,498 50
16,985 39	"	"	123,202 35
	"		
L'AGRICULTURE.			
"	"	"	6,653 57
	"		
TRAVAUX PUBLICS.			
2,114,841f 27c	"	"	22,000,000f 00c
"	"	31,000f 00c	"
2,114,841 27	"	31,000 00	22,000,000 00
	31,000f		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
		MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.	
		1re SECTION.	
Loi du 30 mai 1899..		Budget primitif	120,000f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.	
Loi du 22 juil. 1898..	2	Dépenses des exercices périmés	703 85
		TOTAL GÉNÉRAL	120,703 85
		2e SECTION.	
		Dépenses des exercices clos	2,498 50
		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.	
Loi du 30 mai 1899..		Dépenses des exercices clos	6,653 57
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
Loi du 30 mai 1899..		Budget primitif	22,031,000f

Suite du **BUDGET GÉNÉR**

Suite du *Compte prov*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEM effectu sur ordonnan des Minis
	4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPT					
						MINIS
5	Personnel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	382,975f 00c	382,001f 18c	945f 60c	382,946f 78c	362,5
6	Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie.....	367,685 00	320,924 41	32,978 82	353,903 23	307,57
7	Personnel de la topographie en Algérie.....	350,000 00	347,411 30	2,366 66	349,777 96	332,0
8	Matériel de la topographie en Algérie.....	126,500 00	116,988 13	8,955 36	125,943 49	109,1
8 *bis*	Liquidation des suites de l'apposition des séquestres autres que celui concernant les incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	931 88	262 51	"	262 51	2
8 *ter*	Liquidation des suites de l'apposition du séquestre des incendies de forêts de 1881 en Algérie.....	9,977 50	7,387 97	"	7,387 97	7
9	Allocation pour le recouvrement des droits universitaires en Algérie.	3,000 00	3,000 00	"	3,000 00	3,0
10	Part des chefs collecteurs sur le principal des impôts arabes.....	1,332,000 00	500,082 11	713,979 48	1,214,061 99	477,0
11	Frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie.....	29,000 00	3,544 37	18,931 54	22,475 91	3,4
12	Personnel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.....	723,400 00	718,527 11	3,155 44	721,682 55	689,3
13	Matériel de l'enregistrement, des domaines et du timbre en Algérie.	402,580 00	377,488 09	14,657 24	392,145 33	340,7
14	Dépenses à la charge du domaine de l'État pour le service de la propriété individuelle indigène en Algérie.....	3,000 00	3,000 00	"	3,000 00	3,0
15	Personnel des douanes en Algérie.....	1,362,230 00	1,321,914 15	23,511 15	1,345,425 30	1,318,5
16	Matériel des douanes en Algérie.....	89,737 00	46,400 49	39,303 38	85,703 87	45,3
17	Dépenses diverses des douanes en Algérie.....	101,645 00	92,117 37	3,826 30	95,943 67	92,8
18	Personnel des contributions diverses en Algérie.....	1,117,606 00	1,109,987 20	7,570 00	1,117,557 20	1,032,8
19	Matériel des contributions diverses en Algérie.....	339,906 66	238,270 23	84,067 74	322,337 97	213,7
	TOTAL.....	6,742,174 04	5,589,306 62	954,249 11	6,543,555 73	5,338,04

DE L'EXERCICE 1899.

des Dépenses. (Algérie.)

RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.
D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.			
DES FINANCES.			
20,381f 15c	"	28f 22c	382,946f 78c
46,327 03	"	13,781 77	353,903 23
17,158 32	"	222 04	349,777 96
16,532 69	"	556 51	125,943 49
"	"	669 37	262 51
7,363 76	"	2,589 53	7,387 97
"	"	"	3,000 00
736,972 52	"	117,938 01	1,214,061 99
19,000 10	"	6,524 09	22,475 91
32,146 97	"	1,717 45	721,682 55
51,386 11	"	10,434 67	392,145 33
"	"	"	3,000 00
26,836 58	"	16,804 70	1,345,425 30
40,321 04	"	4,033 13	85,703 87
3,733 84	"	5,701 33	95,943 67
84,755 50	"	48 80	1,117,557 29
108,597 82	"	17,568 69	322,337 97
1,211,513 43	"	198,618 31	6,543,555 73
	198,618f 31c		

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJET DES CRÉDITS.	SOMMES.
Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif.....	6,726,448f 00c
		CRÉDITS OUVERTS PAR DES LOIS.	
Loi du 23 décembre 1899.	19	Matériel des contributions diverses.....	4,816 66
		Crédits de fonds de concours.	
		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.	
Décret du 29 juillet 1899.	8 *bis*.	Liquidation, etc..... 931f 88c	
	8 *ter*.	Liquidation, etc..... 9,977 50	
		TOTAL..... 10,909 38	10,909 38
		TOTAL GÉNÉRAL.....	6,742,174 04

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses* (Algérie.)

Suite de la 4e Partie. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

2e Section. — SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses présumées.	Dépenses résultant des services faits. — Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Situation des crédits. — Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1899.
3	Personnel de l'Administration des Postes et des Télégraphes	3,963,917f 12c	3,780,555f 70c	184,174f 30c	3,964,730f 00c	3,734,483	230,246f 01c	812f 88c	"	3,964,730f 00c
4	Matériel de l'Administration des Postes et des Télégraphes	2,306,491 27	1,814,839 62	522,260 38	2,337,100 00	1,692,474	644,625 15	30,608 73	"	2,337,100 00
5	Dépenses diverses de l'Administration des Postes et des Télégraphes	90,710 00	66,095 57	24,614 43	90,710 00	64,848	25,863 50	"	"	90,710 00
	Total	6,361,118 39	5,661,490 89	731,049 11	6,392,540 00	5,491,805	900,734 66	31,421 61	"	6,392,540 00
								31,421f 61c		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Chapitres spéciaux.	Ministères et services.	Crédits accordés par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses constatées.	Dépenses résultant des services faits. — Dépenses présumées.	Dépenses résultant des services faits. — Total.	Payements effectués sur les ordonnances des Ministres	Restes à payer pour solder les dépenses.	Situation des crédits. — Dépenses excédant les crédits.	Situation des crédits. — Crédits excédant les dépenses.	Dépenses probables de l'exercice 1899.
3	Personnel des agents des forêts et des préposés	1,087,031f 00c	1,085,100f 00c	"	1,085,100f 00c	992,578	92,521f 98c	"	1,931f 00c	1,085,100f 00c
4	Personnel des préposés indigènes et chaouchs	108,600 00	108,600 00	"	108,600 00	100,292	8,308 00	"	"	108,600 00
5	Indemnités au personnel des forêts	710,959 00	708,156 67	"	708,156 67	627,445	80,710 96	"	2,802 33	708,156 67
6	Travaux des forêts	1,111,000 00	1,086,144 15	"	1,086,144 15	791,097	295,047 08	"	24,855 85	1,086,144 15
7	Dépenses diverses du service des forêts	91,000 00	89,672 07	"	89,672 07	81,910	7,761 35	"	1,327 93	89,672 07
	Total	3,108,590 00	3,077,672 89	"	3,077,672 89	2,593,323	484,349 37	"	30,917 11	3,077,672 89
								30,917f 11c		

OBSERVATIONS.

(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :

Dates des lois et décrets.	Chapitres.	Objet des crédits.		Sommes.
		SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.		
Loi du 30 mai 1899	"	Budget primitif		6,117,571f 00c
		Crédits de fonds de concours.		
		CRÉDITS REPORTÉS DE 1898.		
Décrets des : 30 juin 1899	4	Matériel	188,770f 00c	
	4	Idem	20,300 00	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.		
16 septembre 1899	3	Personnel	427 37	
	4	Matériel	8,119 87	
11 octobre 1899	4	*Idem*	12,758 45	
	4	*Idem*	10,196 70	
22 décembre 1899	3	Personnel	149 75	
	4	Matériel	2,845 25	
			243,547 39	243,547 39
		Total général		6,361,118 39

Suite du **BUDGET GÉNÉRAL**

Suite du *Compte provisoire*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales. (A)	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.
	5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS [illegible]					
	MINISTÈRE [illegible]					
20	Remboursements sur produits des douanes	19,000f 00c	10,586f 65c	34f 07c	10,620f 72c	10,620 [illegible]
21	Remboursements sur produits indirects et divers en Algérie	90,100 00	80,273 08	3 60	80,276 68	47,564 [illegible]
22	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations de douanes	38,700 00	38,698 48	"	38,698 48	38,698 [illegible]
23	Répartitions de produits d'amendes, saisies et confiscations en matières d'enregistrement et de contributions diverses	61,000 00	38,604 21	"	38,604 21	34,871 [illegible]
24	Attribution à divers de produits d'amendes, saisies et confiscations	260,000 00	218,093 03	240 85	218,333 88	218,093 [illegible]
25	Remboursements partiels à opérer en exécution de l'article 10 de la loi du 11 janvier 1892	"	"	"	"	"
26	Dégrèvements, non-valeurs et secours	355,000 00	328,987 85	0 60	328,988 45	264,081 [illegible]
27	Payements des indemnités dues aux victimes des incendies de forêts de 1881, en Algérie	490,590 78	489,930 68	"	489,930 68	243,578 [illegible]
	TOTAL	1,314,390 78	1,205,173 98	279 12	1,205,453 10	857,510 [illegible]
	MINISTÈRE [illegible]					
	1re SECTION. — SERV[illegible]					
	§ 2.					
Unique	Remboursements sur le produit du travail des détenus en Algérie	240,000f 00c	240,000f 00c	"	240,000f 00c	197,929 [illegible]

DE L'EXERCICE 1899.

des Dépenses. (Algérie.)

RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.				
FINANCES.				
"	"	8,379f 28c	10,620f 72c	(A) Ces crédits se subdivisent ainsi :
32,712f 56c	"	9,823 32	80,276 68	
"	"	1 52	38,698 48	
3,732 51	"	22,395 79	38,604 21	
240 85	"	41,666 12	218,333 88	
"	"	"	"	
64,903 90	"	26,011 55	328,988 45	
246,352 46	"	660 10	489,930 68	
347,942 28	"	108,937 68	1,205,453 10	
	108,937f 68c			
L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.				
DE L'INTÉRIEUR.				
INTÉRIEUR.				
42,070f 37c	"	"	240,000f 00c	
	"			

DATES des lois et décrets.	CHAPITRES.	OBJETS DES CRÉDITS.		SOMMES.
		MINISTÈRE DES FINANCES.		
Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif		833,800f 00
		CRÉDITS ANNULÉS PAR DES LOIS.		
Loi du 25 déc. 1899.	25	Remboursements, etc. (A déduire).		- 10,000 00
		Crédits de fonds de concours.		
Décrets des :		CRÉDITS REPORTÉS DE L'EXERCICE 1898.		
31 mai 1899	27	Payement des indemnités, etc.	466,011f 40c	
29 juillet 1899	27	*Idem*	10,691 02	
		CRÉDITS OUVERTS À L'EXERCICE 1899.		
31 mai 1899	27	Payement, etc.	13,888f 36c	
		TOTAL	490,590 78	490,590 78
		TOTAL GÉNÉRAL		1,314,390 78
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
Loi du 30 mai 1899.	"	Budget primitif		240,000 00

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Suite du *Compte provisoire des Dépenses.* (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les ordonnances des Ministres.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. Dépenses excédant les crédits.	Crédits excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DES FINANCES.										
Service général. (Voir page 552.)	576,016f 76c	557,643f 44c	5,816f 69c	563,460f 13c	504,04[illegible]	59,419f 95c	"	12,556f 63c	563,460f 13c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 570.)	6,742,174 04	5,589,306 62	954,249 11	6,543,555 73	5,332,04[illegible]	1,211,513 43	"	198,618 31	6,543,555 73	
Remboursements et restitutions. (Voir page 574.)	1,314,390 78	1,205,173 98	279 12	1,205,453 10	857,51[illegible]	347,942 28	"	108,937 68	1,205,453 10	
TOTAL	8,632,581 58	7,352,124 04	960.344 92	8,312,468 96	6,693,50[illegible]	1,618,875 66	"	320,112 62	8,312,468 96	
							320,112f 62c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.										
Service général. (Voir page 562.)	26,690,199f 70c	22,212,666f 06c	4,229,999f 50c	26,442,665f 56c	19,964,50[illegible]	6,478,096f 35c	6,902f 30c	254,436f 44c	26,442,665f 56c	
Remboursements et restitutions. (Voir page 574.)	240,000 00	240,000 00	"	240,000 00	197,92[illegible]	42,070 37	"	"	240,000 00	
TOTAL	26,930,199 70	22,452,666 06	4,229,999 50	26,682,665 56	20,162,49[illegible]	6,520,166 72	6,902 30	254,436 44	26,682,665 56	
							247,534f 14c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.										
Service général. (Voir page 568.)	123,202f 35c	117,320f 04c	5,882f 31c	123,202f 35c	106,210[illegible]	16,985f 39c	"	"	123,202f 35c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 572.)	6,361,118 39	5,661,490 89	731,049 11	6,392,540 00	5,491,80[illegible]	900,734 66	31,421 61	"	6,392,540 00	
TOTAL	6,484,320 74	5,778,810 93	736,931 42	6,515,742 35	5,598,022 [illegible]	917,720 05	31,421 61	"	6,515,742 35	
							31,421f 61c			
RÉCAPITULATION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.										
Service général. (Voir page 568.)	6,653f 57c	6,653f 57c	"	6,653f 57c	6,653f 57	"	"	"	6,653f 57c	
Frais de régie et de perception. (Voir page 572.)	3,108,590 00	3,077,672 89	"	3,077,672 89	2,593,323 [illegible]	484,349f 37c	"	30,917f 11c	3,077,672 89	
TOTAL	3,115,243 57	3,084,326 46	"	3,084,326 46	2,599,977 [illegible]	484,349 37	"	30,917 11	3,084,326 46	
							30,917 11			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Compte provisoire des Dépenses. (France.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	Pour les dépenses propres à l'exercice 1899.	PAIEMENTS EFFECTUÉS SUR ORDONNANCES DES MINISTRES. pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
RECAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)												
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.												
Ministère des finances	1,249,412,285f00c	1,220,831,044f31c	25,285,245f75c	1,246,116,290f06c	1,177,419,839	"	1,177,419,839f61c	68,696,450f45c	243f56c	3,296,238f50c	1,246,116,290f06c	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.												
Ministère des finances	13,302,560 00	13,236,666 68	145,022 49	13,381,689 17	13,236,666	"	13,236,666 68	145,022 49	82,462 49	3,333 32	13,381,689 17	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	29,110,203 05	26,408,810 85	2,348,075 74	28,756,886 59	17,397,80	8,539,975f44c	25,937,845 19	2,819,041 40	"	353,316 46	28,756,886 59	
Ministère de la justice	35,150,246 81	35,156,336 43	129,336 53	35,285,672 96	33,932,57	8,913 81	33,941,454 82	1,344,188 14	206,792 20	71,366 05	35,285,672 96	
Ministère des affaires étrangères	16,851,706 00	14,114,385 46	2,737,320 54	16,851,706 00	13,004,73	323,037 25	13,327,771 59	3,523,934 41	"	"	16,851,706 00	
Ministère de l'intérieur — 1re SECTION. — Service de l'intérieur	78,250,119 11	64,773,249 78	13,476,869 33	78,250,119 11	61,084,98	815,101 29	61,900,081 58	16,350,037 53	"	"	78,250,119 11	
Ministère de l'intérieur — 2e SECTION. — Service des cultes	43,344,725 73	41,320,007 36	1,673,579 88	42,993,587 24	31,134,17	262,759 26	31,396,938 07	11,596,649 17	8,792 24	359,930 73	42,993,587 24	
Ministère de la guerre — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	638,791,431 86	607,980,197 82	30,760,463 47	638,740,661 29	583,809,61	3,003,729 45	586,813,347 91	51,927,313 38	10,719,422 51	10,770,193 08	638,740,661 29	
Ministère de la guerre — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	40,507,726 94	31,380,549 47	9,113,877 47	40,494,426 94	21,349,76	180,619 10	21,530,384 13	18,964,042 81	66,700 00	80,000 00	40,494,426 94	
Ministère de la marine	334,774,868 33	265,049,205 09	56,686,136 44	321,735,341 53	243,571,96	449,939 56	244,021,901 76	77,713,439 77	8,852,852 16	21,892,378 96	321,735,341 53	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re SECTION. — Service de l'instruction publique	204,197,853 90	196,883,304 16	7,442,554 87	204,325,859 03	180,461,58	2,229,707 90	182,691,292 48	21,634,566 55	128,005 13	"	204,325,859 03	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 2e SECTION. — Service des beaux-arts	20,202,702 01	11,069,321 16	7,131,354 57	18,200,675 73	9,543,80	1,118,753 19	10,662,555 88	7,538,119 85	41,092 71	2,043,118 99	18,200,675 73	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes — 1re SECTION. — Service du commerce et de l'industrie	74,074,585 42	60,933,785 89	19,139,960 69	80,073,746 58	56,190,87	539,651 90	56,730,531 26	23,343,215 32	6,339,396 94	340,235 78	80,073,746 58	
Ministère du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	2,769,136 43	2,700,665 71	68,470 72	2,769,136 43	2,087,89	557,610 24	2,645,509 87	123,626 56	"	"	2,769,136 43	
Ministère des colonies	97,697,354 85	90,104,841 48	22,758,880 02	112,863,721 50	55,353,76	490,277 24	55,844,044 47	57,019,677 03	15,166,366 65	"	112,863,721 50	
Ministère de l'agriculture	33,602,750 53	26,532,895 93	5,615,659 00	32,148,554 93	20,841,32	170,618 25	21,011,940 26	11,136,614 67	"	1,454,195 60	32,148,554 93	
Ministère des travaux publics — 1re SECTION. — Dépenses ordinaires	85,400,219 22	81,970,263 54	2,085,560 41	84,055,823 95	67,794,27	3,401,322 50	71,195,596 94	12,860,227 01	247,923 00	1,592,318 27	84,055,823 95	
Ministère des travaux publics — 2e SECTION. — Dépenses extraordinaires	130,857,980 56	117,058,252 49	5,643,353 65	122,701,606 14	104,165,88	"	104,165,880 29	18,535,725 85	"	8,156,374 42	122,701,606 14	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	1,865,583,610 75	1,673,436,072 62	186,811,453 33	1,860,247,525 95	1,501,725,09	22,092,016 38	1,523,817,106 50	336,430,419 45	41,777,343 54	47,113,428 34	1,860,247,525 95	
Ministère des finances	207,809,407 08	195,250,637 80	9,427,393 13	204,678,030 93	190,531,56	"	190,531,568 48	14,146,462 45	"	3,131,376 15	204,678,030 93	
Ministère des affaires étrangères	60,000 00	125 25	59,874 75	60,000 00	125	"	125 25	59,874 75	"	"	60,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	188,960,271 28	167,097,077 87	16,895,122 13	183,992,200 00	164,090,32	"	164,090,328 79	19,901,871 21	247,385 45	5,215,456 73	183,992,200 00	
Ministère de l'agriculture	14,024,889 76	12,656,440 23	1,198,887 48	13,855,327 71	10,956,29	"	10,956,294 64	2,899,033 07	"	169,562 05	13,855,327 71	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	410,854,568 12	375,004,281 15	27,581,277 49	402,585,558 64	365,578,31	"	365,578,317 16	37,007,241 48	247,385 45	8,516,394 93	402,585,558 64	
Ministère des finances	34,478,707 42	33,907,715 34	*A déd. 117,385 74*	33,790,329 60	29,611,03	"	29,611,037 39	4,179,292 21	"	688,377 82	33,790,329 60	
Ministère de l'intérieur	1,413,000 00	923,402 56	489,597 44	1,413,000 00	891,65	"	891,650 69	521,349 31	"	"	1,413,000 00	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 2e SECTION. — Service des postes et des télégraphes	7,106,000 00	7,100,979 40	1,241 93	7,102,221 33	6,080,31	"	6,080,313 44	1,021,907 89	"	3,778 67	7,102,221 33	
Ministère de l'agriculture	28,162 00	11,152 00	2 00	11,154 00	10,134	"	10,134 17	1,019 83	"	17,008 00	11,154 00	
	43,025,869 42	41,943,249 30	373,455 63	42,316,704 93	36,593,73	"	36,593,135 69	5,723,569 24	"	709,164 49	42,316,704 93	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,582,178,893 29	3,324,451,314 06	240,196,454 69	3,564,647,768 75	3,094,553,04	22,092,016 38	3,116,645,065 64	448,002,703 11	42,107,435 04	59,638,559 58	3,564,647,768 75	
									17,531,124f 54c			

Suite du BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1899.

Compte provisoire des Dépenses. (Algérie.)

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS ACCORDÉS par le budget primitif et par des lois spéciales.	DÉPENSES RÉSULTANT DES SERVICES FAITS. Dépenses constatées.	Dépenses présumées.	TOTAL.	PAIEMENTS EFFECTUÉS. ORDONNANCES DES MINISTRES, pour les dépenses propres à l'exercice 1899.	pour les dépenses restées à payer sur les exercices clos.	TOTAL des payements.	RESTES À PAYER pour solder les dépenses.	SITUATION DES CRÉDITS. DÉPENSES excédant les crédits.	CRÉDITS excédant les dépenses.	DÉPENSES PROBABLES de l'exercice 1899.	OBSERVATIONS.
RECAPITULATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)												
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.												
Ministère des finances	576,016f 76c	557,643f 44c	5,816f 69c	563,460f 13c	493,479 [illegible]	10,566f 76c	504,040f 18c	59,419f 95c	"	12,556f 63c	563,460f 13c	
Ministère de la justice	2,625,902 16	2,570,540 95	22,972 55	2,593,513 50	2,493,041 [illegible]	2,152 16	2,495,196 53	98,316 97	"	32,388 66	2,593,513 50	
Ministère de l'intérieur et des cultes. — 1re Section. Service de l'intérieur. — § 1er. — Justice musulmane	124,050 00	115,504 70	8,545 30	124,050 00	108,167 [illegible]	"	108,167 21	15,882 79	"	"	124,050 00	
§ 2. — Intérieur	11,807,044 91	10,292,442 98	1,448,152 02	11,740,595 00	9,251,074 [illegible]	153,164 03	9,404,238 75	2,336,356 25	"	66,449 91	11,740,595 00	
§ 3. — Culte musulman	308,430 00	278,899 42	29,530 58	308,430 00	241,528 [illegible]	1,000 00	242,528 05	65,901 95	"	"	308,430 00	
§ 4. — Instruction publique indigène	102,970 00	95,427 45	7,542 55	102,970 00	93,512 [illegible]	"	93,512 12	9,457 88	"	"	102,970 00	
§ 5. — Beaux-Arts	269,980 34	161,779 96	108,200 38	269,980 34	123,570 [illegible]	1,230 34	124,809 88	145,170 46	"	"	269,980 34	
§ 6. — Commerce et industrie	93,775 00	90,996 78	2,778 22	93,775 00	90,311 [illegible]	"	90,311 37	3,463 63	"	"	93,775 00	
§ 7. — Agriculture	1,885,907 60	1,325,939 40	542,357 93	1,868,297 33	1,072,703 [illegible]	161,645 03	1,234,348 34	633,948 99	6,902f 30c	24,512 57	1,868,297 33	
§ 8. — Travaux publics	11,092,883 20	8,909,310 95	2,042,572 25	10,951,883 20	7,951,760 [illegible]	2,138 48	7,953,899 42	2,997,983 78	"	141,000 00	10,951,883 20	
§ 9. — Service maritime	43,456 00	40,178 56	3,277 44	43,456 00	36,866 [illegible]	"	36,866 86	6,589 14	"	"	43,456 00	
2e Section. — Service des cultes	961,702 65	902,185 86	37,042 83	939,228 69	675,254 [illegible]	632 65	675,887 21	263,341 48	"	22,473 96	939,228 69	
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. — 1re Section. — Service de l'instruction publique	6,515,333 17	5,842,776 23	672,556 94	6,515,333 17	5,306,570 [illegible]	32,559 17	5,339,138 91	1,176,194 26	"	"	6,515,333 17	
2e Section. — Service des beaux-arts	75,000 00	68,685 90	6,313 61	74,999 51	62,454 [illegible]	"	62,454 25	12,545 26	"	0 49	74,999 51	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 1re Section. — Service du commerce et de l'industrie	120,703 85	114,821 54	5,882 31	120,703 85	103,718 [illegible]	"	103,718 46	16,985 39	"	"	120,703 85	
2e Section. — Service des postes et des télégraphes	2,498 50	2,498 50	"	2,498 50	"	2,498 50	2,498 50	"	"	"	2,498 50	
Ministère de l'agriculture	6,653 57	6,653 57	"	6,653 57	"	6,653 57	6,653 57	"	"	"	6,653 57	
Ministère des travaux publics	22,031,000 00	19,885,158 73	2,114,841 27	22,000,000 00	19,885,158 [illegible]	"	19,885,158 73	2,114,841 27	"	31,000 00	22,000,000 00	
	58,643,307 71	51,261,444 92	7,058,382 87	58,319,827 79	47,989,187 [illegible]	374,240 69	48,363,428 34	9,956,399 45	6,902 30	330,382 22	58,319,827 79	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.												
Ministère des finances	6,742,174 04	5,589,306 62	954,249 11	6,543,555 73	5,332,042 [illegible]	"	5,332,042 30	1,211,513 43	"	198,618 31	6,543,555 73	
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. — 2e Section. — Service des postes et des télégraphes	6,361,118 39	5,661,490 89	731,049 11	6,392,540 00	5,491,805 [illegible]	"	5,491,805 34	900,734 66	31,421 61	"	6,392,540 00	
Ministère de l'agriculture	3,108,590 00	3,077,672 89	"	3,077,672 89	2,593,323 [illegible]	"	2,593,323 52	484,349 37	"	30,917 11	3,077,672 89	
	16,211,882 43	14,328,470 40	1,685,298 22	16,013,768 62	13,417,171 [illegible]	"	13,417,171 16	2,596,597 46	31,421 61	229,535 42	16,013,768 62	
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.												
Ministère des finances	1,314,390 78	1,205,173 98	279 12	1,205,453 10	857,510 [illegible]	"	857,510 82	347,942 28	"	108,937 68	1,205,453 10	
Ministère de l'intérieur	240,000 00	240,000 00	"	240,000 00	197,929 [illegible]	"	197,929 63	42,070 37	"	"	240,000 00	
	1,554,390 78	1,445,173 98	279 12	1,445,453 10	1,055,440 [illegible]	"	1,055,440 45	390,012 65	"	108,937 68	1,445,453 10	
TOTAUX GÉNÉRAUX	76,409,580 92	67,035,089 30	8,743,960 21	75,779,049 51	62,461,799 [illegible]	374,240 69	62,836,039 95	12,943,009 56	38,323 91	668,855 32	75,779,049 51	
									630,531f 41c			
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.												
FRANCE	3,582,178,893f 29	3,324,451,314f 06	240,196,454f 69c	3,564,647,768f 75	3,094,553,049 [illegible]	22,092,016f 38c	3,116,645,065f 64	448,002,703f 11c	42,107,435f 04c	59,638,559f 58c	3,564,647,768f 75	
ALGÉRIE	76,409,580 92	67,035,089 30	8,743,960 21	75,779,049 51	62,461,799 [illegible]	374,240 69	62,836,039 95	12,943,009 56	38,323 91	668,855 32	75,779,049 51	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,658,588,474 21	3,391,486,403 36	248,940,414 90	3,640,426,818 26	3,157,014,848 [illegible]	22,466,257 07	3,179,481,105 59	460,945,712 67	42,145,758 95	60,307,414 90	3,640,426,818 26	
									18,161,655f 95c			

BUDGET DE L'EXERCICE 1900.

OPÉRATIONS

CONSTATÉES AU 31 DÉCEMBRE 1899.

BUDGET DE L'EXERCICE 1900.

État des Recettes et des Payements faits à l'époque du 31 décembre 1899.

RECETTES.

NATURE DES RECETTES.	DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables de l'État.	RECOUVREMENTS effectués	RESTES À RECOUVRER
BUDGET GÉNÉRAL.			
FRANCE.			
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.			
1° Recettes en atténuation de dépenses.			
Pensions, trousseaux et revenus divers des Écoles du Gouvernement. — Écoles militaires. — École polytechnique	1,000f 00c	1,000f 00c	"
Écoles militaires. — École de Saint-Cyr	11,508 36	11,508 36	"
Écoles militaires. — École de la Flèche	1,684 92	1,684 92	"
École navale de Brest	2,287 50	2,287 50	"
Écoles vétérinaires	395 00	395 00	"
École des haras du Pin	750 00	750 00	"
Écoles d'agriculture	1,825 00	1,825 00	"
TOTAL	19,450 78	19,450 78	"
2° Recettes d'ordre proprement dites.			
concours pour dépenses d'intérêt public	581,976f 42c	581,976f 42c	"
TOTAL de l'exercice 1900	601,427 20	601,427 20	"

DÉPENSES.

CHAPITRES spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	DÉPENSES CONSTATÉES.	PAYEMENTS EFFECTUÉS.	RESTES À PAYER sur les dépenses constatées.
	BUDGET GÉNÉRAL.			
	FRANCE.			
	MINISTERE DES FINANCES.			
	PREMIÈRE PARTIE.			
	DETTE PUBLIQUE.			
	Dette viagère.			
22	Pensions militaires de la guerre	46f 52c	46f 52c	"
23	Pensions militaires de la marine	10 69	10 69	"
28	Pensions civiles (Loi du 9 juin 1853)	2 22	2 22	"
		59 43	59 43	"

Suite du BUDGET DE L'EXERCICE 1900.

Résultat général des opérations constatées sur le budget de l'exercice 1900 au 31 décembre 1899.

FRANCE.

RECETTES.

Budget général	601,427f 20c

DÉPENSES.

Budget général	59 43
EXCÉDENT de recette pour lequel le budget de l'exercice 1900 est employé dans la situation générale des finances (voir page 674.)	601,367f 77

ALGÉRIE.

Néant.

EXCÉDENT final de recette pour lequel le budget de l'exercice 1900 est employé dans la situation générale des finances (voir page 674)	601,367 77

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

SUR

LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

NOTE

SUR

LES RÉSULTATS GÉNÉRAUX DES BUDGETS DE 1887 À 1898.

La présente partie du Compte général des finances résume les résultats généraux et définitifs des budgets depuis 1887, en considérant chacun de ces budgets sous le double rapport de sa *situation financière* et de son *règlement législatif*.

La *situation financière* est formée des ressources et des besoins exclusivement propres à l'exercice.

La situation en *règlement législatif* comprend non seulement ces ressources et ces besoins, mais encore les fonds disponibles qui ont été reportés des exercices précédents et ceux que l'exercice expiré a pu lui-même laisser au profit des exercices suivants.

Le tableau général inséré ci-après, fait connaître la situation des exercices 1887 et suivants sous les deux aspects qui viennent d'être indiqués. La situation provisoire de l'exercice en cours d'exécution n'y est pas comprise, parce qu'elle ne se forme encore que de recettes et de dépenses présumées, qui seront remplacées l'année suivante par les résultats constatés définitivement en clôture d'exercice.

Ce tableau général est lui-même accompagné de tableaux de développements des recettes et des dépenses qui s'y trouvent comprises.

Les recettes et les dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets que présentent ces développements sont celles qui ont été portées dans les lois de règlement de comptes, et d'où est ressorti le résultat final propre à chaque exercice, en y rattachant, comme il va être dit, les termes fixés par ces mêmes lois relativement au service départemental.

Les *fonds de report du service départemental*, lequel était classé jusqu'en 1893, ainsi que divers autres services de même nature, dans le budget des dépenses sur ressources spéciales, sont réunis aux recettes ordinaires des budgets; en conséquence, les recettes propres à chaque exercice se trouvent modifiées de la différence existant entre les fonds départementaux et spéciaux reportés des budgets précédents et ceux qui sont transportés aux budgets suivants. Le budget des dépenses sur ressources spéciales étant supprimé à partir de l'exercice 1893, les recettes de l'exercice 1892 comprennent les fonds de l'espèce reportés des exercices précédents et l'intégralité de ceux qui lui sont propres.

Enfin il a paru utile de compléter cette partie du Compte général des finances par un *Résumé analytique de la situation des budgets* qui compare, depuis 1887, les budgets votés avec les budgets réglés définitivement, en faisant ainsi ressortir les résultats de l'exécution des services tant en recette qu'en dépense. Les développements dont il est accompagné présentent des renseignements statistiques souvent recherchés avec intérêt, c'est-à-dire les plus-values annuellement réalisées sur chacune des branches principales de revenus et les suppléments ou annulations de crédits auxquels a successivement donné lieu chaque département ministériel.

Les exercices 1814 à 1886 forment quatre périodes entièrement accomplies dont les résultats généraux sont invariables. Il a été jugé inutile de continuer à reproduire leur situation dans le Compte général des finances. Celle des exercices 1814 à 1869 est insérée, avec les détails qu'elle comporte, dans le Compte général de l'année 1885, pages 707 à 747; celle des exercices 1870 à 1886 a figuré pour la dernière fois dans le Compte général de l'année 1897, pages 579 à 607.

BUDGETS DE 1887 A 1898.

Résumé de la situation financière des budgets de 1887 à 1898.

Les recettes ordinaires et extraordinaires de toute nature des budgets de 1887 à 1898 se sont élevées ensemble à	43,641,903,297f
Les dépenses de toute nature, à	43,439,661,274
Les recettes sont donc supérieures aux dépenses de	202,242,023

Ce dernier résultat est d'accord avec ceux qui sont fixés par les projets de loi de règlement des exercices 1887 à 1898.

Il s'établit comme suit :

Exercice 1888. Excédent de recettes à employer, en exécution de l'article 23 de la loi du 30 mars 1888, au remboursement des obligations du Trésor à court terme échéant en 1888		47,196,616f
Exercice 1889. Excédent de recette à affecter, en exécution de l'article 46 de la loi du 26 décembre 1890, au protectorat de l'Annam et du Tonkin et au service local de la Cochinchine jusqu'à concurrence de	18,000,000f	
en exécution de l'article 7 du projet de loi de règlement définitif de cet exercice, à l'atténuation des découverts du Trésor, pour le surplus, soit	6,193,792	24,193,792
Exercice 1890. Excédent de recette à employer conformément aux lois des 26 décembre 1890 et 28 avril 1893 et à la décision ministérielle du 27 février 1894		87,852,455
Exercice 1891. Excédent de recettes à employer conformément aux lois du 26 décembre 1890 et 28 avril 1893 et à la décision ministérielle du 27 février 1894		105,843,654
Exercice 1897. Excédent de recettes dont l'emploi a été déterminé par l'article 93 de la loi de finances du 13 avril 1898		4,561,359
Exercice 1898. Excédent de recettes dont l'emploi a été déterminé par les lois des 3 décembre 1898 et 26 décembre 1899		92,411,282
Ensemble (à reporter)		362,059,158

Report.....		362,059,158f
A DÉDUIRE :		
Exercice 1887. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	17,081,074f	
Exercice 1892. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	9,939,759	
Exercice 1893. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	84,511,096	
Exercice 1894. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	21,654,616	
Exercice 1895. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	17,903,459	
Exercice 1896. Excédent de dépense formant découvert pour le Trésor.....	8,727,131	
ENSEMBLE.....	159,817,135	159,817,135
SOMME ÉGALE.....		202,242,023

Ce résultat est extrait du tableau général publié ci-après et dans lequel on a rapproché les ressources et les besoins de chaque exercice, d'abord sous le rapport du règlement financier, ensuite sous le rapport du règlement législatif, tel qu'il ressort de la loi des comptes. Le tableau général dont il s'agit est lui-même accompagné d'états de développement des recettes et des dépenses dans la forme analogue à ceux qui sont produits pour les périodes précédentes, en tenant compte toutefois des différences que la loi du budget a apportées dans la nomenclature des recettes et des dépenses.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 A 1898.

Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1887 à 1898.

1° SITUATION FINANCIÈRE D'APRÈS LES RÉSULTATS PROPRES À CHAQUE EXERCICE.

EXERCICES.	RECETTES.					DÉPENSES.			RÉSULTATS PAR EXERCICE.		OBSERVATIONS.
	RECETTES ordinaires.	RESSOURCES exceptionnelles.	TOTAL des ressources ordinaires et exceptionnelles.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL général (Voir ci-après le détail de chaque exercice.)	DÉPENSES ordinaires.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL général.	Excédents de recettes.	Excédents de dépenses.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	3,449,173,688	9,360,278	3,458,533,966	275,405,732	3,733,9[illegible]	3,475,615,040	275,405,732	3,751,020,772	"	17,081,074	
1888	3,566,793,775	13,515,531	3,580,309,306	160,256,077	3,740,5[illegible]	3,533,112,690	160,256,077	3,693,368,767	47,196,616	"	
1889	3,595,805,489	4,661,340	3,600,466,829	163,253,131	3,763,7[illegible]	3,576,273,037	163,253,131	3,739,526,168	24,193,792	"	
1890	3,678,499,229	7,635,888	3,686,135,117	146,389,175	3,832,5[illegible]	3,598,282,662	146,389,175	3,744,671,837	87,852,455	"	
1891	3,773,641,893	60,542,686	3,834,184,579	"	3,834,18[illegible]	3,728,340,925	"	3,728,340,925	105,843,654	"	
1892	3,890,989,221	20,979,856	3,911,969,077	"	3,911,96[illegible]	3,921,908,836	"	3,921,908,836	"	9,939,759	
1893	3,358,221,640	8,187,859	3,366,409,499	"	3,366,40[illegible]	3,450,920,595	"	3,450,920,595	"	84,511,096	
1894	3,419,821,246	38,499,329	3,458,320,575	"	3,458,32[illegible]	3,479,975,191	"	3,479,975,191	"	21,654,616	
1895	3,383,153,452	32,963,566	3,416,117,018	"	3,416,11[illegible]	3,434,020,477	"	3,434,020,477	"	17,903,459	
1896	3,431,276,695	4,851,685	3,436,128,380	"	3,436,12[illegible]	3,444,855,511	"	3,444,855,511	"	8,727,131	
1897	3,525,861,598	2,216,351	3,528,077,949	"	3,528,07[illegible]	3,523,516,590	"	3,523,516,590	4,561,359	"	
1898	3,613,172,157	6,774,730	3,619,946,887	"	3,619,94[illegible]	3,527,535,605	"	3,527,535,605	92,411,282	"	
TOTAUX	42,686,410,083	210,189,099	42,896,599,182	745,304,115	43,641,903,[illegible]	42,694,357,159	745,304,115	43,439,661,274	362,059,158	159,817,135	
EXCÉDENT de recettes sur l'ensemble des budgets de 1887 à 1898 réellement propres à chaque exercice...									202,242,023'		

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.**

Suite du *Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1887 à 1898.*

2° RÈGLEMENT LÉGISLATIF DE CHAQUE EXERCICE.

EXERCICES.	RECETTES.							DÉPENSES.			SITUATION DÉFINITIVE EN RÈGLEMENT D'EXERCICE.			
	FONDS disponibles reportés des exercices précédents.	RECETTES ORDINAIRES.		RESSOURCES exceptionnelles.	TOTAL des recettes ordinaires et des ressources exceptionnelles.	BUDGET extraordinaire.	TOTAL GÉNÉRAL des recettes.	DÉPENSES ordinaires.	DÉPENSES du budget extraordinaire.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils ont été transportés dans le présent tableau.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres exercices auxquels ils n'ont pu encore être transportés dans le présent tableau.	EXCÉDENTS DE RECETTES formant ressources pour d'autres services.	EXCÉDENTS de dépenses formant découverts pour le Trésor.
		RECETTES ordinaires.	TOTAL des recettes ordinaires.											
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	"	3,449,173,688	3,449,173,688	9,360,278	3,458,533,966	275,405,732	3,733,939	3,475,615,040	275,405,732	3,751,020,772	"	"	"	17,081,074
1888	"	3,566,793,775	3,566,793,775	13,515,531	3,580,309,306	160,256,077	3,740,565	3,533,112,690	160,256,077	3,693,368,767	"	"	(A) 47,196,616	"
1889	"	3,595,805,489	3,595,805,489	4,661,340	3,600,466,829	163,253,131	3,763,719	3,576,273,037	163,253,131	3,739,526,168	"	"	(B) 24,193,792	"
1890	"	3,678,499,229	3,678,499,229	7,635,888	3,686,135,117	146,389,175	3,832,524	3,598,282,662	146,389,175	3,744,671,837	"	"	(C) 87,852,455	"
1891	"	3,773,641,893	3,773,641,893	60,542,686	3,834,184,579	"	3,834,184	3,728,340,925	"	3,728,340,925	"	"	(C) 105,843,654	"
1892	"	3,890,989,221	3,890,989,221	20,979,856	3,911,969,077	"	3,911,969	3,921,908,836	"	3,921,908,836	"	"	"	9,939,759
1893	"	3,358,221,640	3,358,221,640	8,187,859	3,366,409,499	"	3,366,409	3,450,920,595	"	3,450,920,595	"	"	"	84,511,096
1894	"	3,419,821,246	3,419,821,246	38,499,329	3,458,320,575	"	3,458,320	3,479,975,191	"	3,479,975,191	"	"	"	21,654,616
1895	"	3,383,153,452	3,383,153,452	32,963,566	3,416,117,018	"	3,416,117	3,434,020,477	"	3,434,020,477	"	"	"	17,903,459
1896	"	3,431,276,695	3,431,276,695	4,851,685	3,436,128,380	"	3,436,128	3,444,855,511	"	3,444,855,511	"	"	"	8,727,131
1897	"	3,525,861,598	3,525,861,598	2,216,351	3,528,077,949	"	3,528,077	3,523,516,590	"	3,523,516,590	"	"	(D) 4,561,359	"
1898	"	3,613,172,157	3,613,172,157	6,774,730	3,619,946,887	"	3,619,946	3,527,535,605	"	3,527,535,605	"	"	(E) 92,411,282	"
TOTAUX	"	42,686,410,083	42,686,410,083	210,189,099	42,896,599,182	745,304,115	43,641,903	42,694,357,159	745,304,115	43,439,661,274	"	"	362,059,158	159,817,135

RÉSULTATS DÉFINITIFS DES BUDGETS DE 1887 À 1898 EN RÈGLEMENT LÉGISLATIF.

Excédents de recettes formant ressources pour les exercices ou les services auxquels ils ont été ou seront transportés	362,059,158f	
Excédents de recettes, page 595	202,242,023f	

(A) La somme de 47,196,616 francs a servi au remboursement des obligations à court terme échéant en 1888. (Art. 23 de la loi du 30 mars 1888.)

(B) La somme de 24,193,792 francs a été affectée : 1° pour 13,100,000 francs au compte courant de l'Annam et du Tonkin ; 2° pour 4,900,000 francs au budget local de la Cochinchine ; 3° pour 6,193,792 francs à l'atténuation des découverts du Trésor. (Art. 7 du projet de loi de règlement de l'exercice 1889.) — Art. 46 de la loi du 26 décembre 1890.

TOTAL ÉGAL..... 24,193,792

(C) Ces excédents de recettes ont été employés conformément aux dispositions de l'article 61 de la loi de finances du 26 décembre 1890, de l'article 56 de la loi de finances du 28 avril 1893 et de la décision ministérielle du 27 février 1894, au payement direct des garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer françaises et algériennes et au remboursement des obligations émises à cet effet.

(D) Cet excédent a été employé conformément à l'article 93 de la loi de finances du 13 avril 1898 au remboursement, avec les intérêts courus au jour du payement et les frais accessoires, des capitaux compris dans les annuités visées à l'article 13 de la loi du 29 juin 1897 et qui n'ont pu être remboursés sur les excédents budgétaires de l'exercice 1896.

(E) La somme de 92,411,282 francs a été affectée : 1° En exécution de la loi du 3 décembre 1898, à solder le compte d'avances du caissier-payeur central : Remboursements à imputer ultérieurement sur les excédents de recettes de l'exercice 1898 (Loi du 3 décembre 1898), jusqu'à concurrence de..... 65,347,942

Cette somme représente : 1° la portion qui n'a pu être, conformément à l'article 93 de la loi de finances du 13 avril 1898, imputée sur les excédents budgétaires de l'exercice 1897, des capitaux compris dans les annuités visées à l'article 13 de la loi du 29 juin 1897 ; 2° les capitaux, avec les intérêts courus au jour du remboursement effectif et les frais accessoires, compris dans diverses annuités inscrites au budget des Ministères des finances, de l'intérieur et du commerce ;

2° En exécution de la loi du 26 décembre 1899, à créditer le compte d'avances du caissier-payeur central : Dépenses à régulariser sur ordonnances ultérieures des ministres, auxquels a été imputé le remboursement à la chambre de commerce de Boulogne, du reliquat, avec les intérêts et les frais, du capital restant dû sur une avance faite à l'État, et..... 336,103

3° À créditer le compte spécial : Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts, du surplus, soit..... 26,557,237

3° À créditer le compte spécial : Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garanties d'intérêts, du surplus, soit..... 92,411,282

qui a servi à rembourser, conformément à l'article 108 de la loi du 13 avril 1898, visé à l'article 2 de la loi du 3 décembre de la même année, des obligations du Trésor à court terme en circulation.

ENSEMBLE..... 92,411,282

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Développement sur les recettes ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1898.

EXERCICES.	RECETTES ORDINAIRES. § 1er. IMPÔTS DIRECTS. Contributions directes. Fonds généraux.	Contributions directes. Fonds spéciaux.	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. Fonds généraux.	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes. Fonds spéciaux.	Contributions et taxes spéciales en Algérie. Fonds généraux.	Contributions et taxes spéciales en Algérie. Fonds spéciaux.	TOTAL.	§ 2. IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. (Voir développement, pages 600 à 603.) France.	Algérie. Fonds généraux.	Algérie. Fonds spéciaux.	TOTAL.	§ 3. PRODUITS DE MONOPOLES et exploitations industrielles de l'État. (Voir développement, pages 604 à 609.) France et colonies.	Algérie.	TOTAL.	TOTAL à reporter.	OBSERVATIONS.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	401,632,893	378,457,345	27,314,724	1,298,708	9,515,605	4,609,148	822,828,[illegible]	1,769,862,883	19,193,393	370,900	1,789,427,176	579,360,794	5,109,869	584,470,663	3,196,726,262	
1888	406,326,039	381,771,026	27,771,981	1,292,020	8,794,735	3,632,798	829,588,[illegible]	1,836,441,361	20,220,977	370,831	1,857,033,169	587,743,033	5,241,034	592,984,067	3,279,605,835	
1889	409,166,587	386,456,743	27,924,200	1,337,244	8,958,146	3,729,868	837,572,[illegible]	1,827,268,675	19,283,980	340,534	1,846,893,189	603,036,474	5,088,245	608,124,719	3,292,590,696	
1890	442,516,169	366,529,275	28,251,004	1,367,153	8,853,180	3,706,978	851,223,[illegible]	1,913,396,514	19,949,510	352,458	1,933,698,482	605,566,187	5,108,633	610,674,820	3,395,597,061	
1891	435,662,669	370,824,959	30,283,628	1,434,560	8,466,593	3,574,513	850,246,[illegible]	2,003,669,371	21,203,092	372,597	2,025,245,060	614,820,674	5,175,051	619,995,725	3,495,487,707	
1892	437,200,127	374,803,054	31,336,541	1,545,506	9,987,392	4,011,157	858,883,[illegible]	2,027,857,456	21,510,860	348,060	2,049,716,376	623,988,943	5,236,850	629,225,793	3,537,825,946	
1893	463,923,006	"	32 941,879	"	12,580,366	"	509,445,[illegible]	1,999,737,161	23,093,202	"	2,022,830,363	631,239,486	5,168,217	636,407 703	3,168,683,317	
1894	467,454,087	"	34,027,889	"	12,559,094	"	514,041,[illegible]	2,018,068,958	22,405,393	"	2,040,474,351	641,679,548	5,264,714	646,944,262	3,201,459,683	
1895	470,621,473	"	35,644,881	"	11,897,227	"	518,163,[illegible]	1,965,174,252	23,209,177	"	1,988,383,429	657,376,553	5,457,413	662,833,966	3,169,380,976	
1896	474,671,705	"	37,569,840	"	11,661,688	"	523,903,[illegible]	1,980,537,363	26,062,795	"	2,006,600,158	677,315,888	5,469,334	682,785,222	3,213,288,613	
1897	478,403,491	"	39,332,790	"	11,256,040	"	528,992,[illegible]	2,029,649,349	27,680,280	"	2,057,329,629	686,712,304	5,447,635	692,159,939	3,278,481,889	
1898	467,376,684	"	38,018,663	"	11,889,729	"	517,285,[illegible]	2,118,531,713	28,634,766	"	2,147,166,479	710,543,718	5,521,981	716,065,699	3,380,517,254	
TOTAUX	5,354,954,930	2,258,842,402	390,418,020	8,275,191	126,419,795	23,264,462	8,162,174,[illegible]	23,490,195,056	272,447,425	2,155,380	23,764,797,861	7,619,383,602	63,288,976	7,682,672,578	39,609,645,239	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du *Développement sur les recettes ordinaires extraordinaires des budgets de 1887 à 1898.*

EXERCICES.	RECETTES.																
	REPORT D'AUTRE PART.	§ 4. PRODUITS ET REVENUS DES DOMAINES DE L'ÉTAT.					§ 5. PRODUITS		DU BUDGET.	§ 7. RECETTES D'ORDRE.			TOTAL des RECETTES ordinaires.	RECETTES EXCEPTIONNELLES et extraordinaires.		TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
		Domaine.		Forêts.		TOTAL.	Fonds généraux.	Fonds spéciaux	TOTAL.	France.	Algérie.	TOTAL.		Recettes exceptionnelles. (Voir développement, page 644.)	Budget extraordinaire. (Voir développement, page 645.)		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	3,196,726,262	18,650,260	2,829,059	24,753,015	770,574	47,002,908	29,705,369	105,[illegible]	135,025,400	69,493,198	925,920	70,419,118	3,449,173,688	9,360,278	275,405,732	3,733,939,698	
1888	3,279,605,835	15,694,197	2,249,030	25,565,699	532,737	44,041,663	30,113,106	85,[illegible]	115,821,015	126,519,873	805,389	127,325,262	3,566,793,775	13,515,531	160,256,077	3,740,565,383	
1889	3,292,590,696	16,674,635	2,491,146	25,213,384	708,885	45,088,050	29,278,447	100,[illegible]	129,808,346	127,895,271	423,126	128,318,397	3,595,805,489	4,661,340	163,253,131	3,763,719,960	
1890	3,395,597,061	14,506,209	2,568,153	26,018,487	700,488	43,793,337	25,399,605	84,[illegible]	110,206,605	128,271,296	630,930	128,902,226	3,678,499,229	7,635,888	146,389,175	3,832,524,292	
1891	3,495,487,707	16,906,017	2,227,514	27,747,573	676,582	47,557,686	23,040,786	93,[illegible]	117,004,058	112,928,879	663,563	113,592,442	3,773,641,893	60,542,686	"	3,834,184,579	
1892	3,537,825,946	17,826,905	2,504,759	28,143,093	675,054	49,149,811	23,321,212	100,[illegible]	184,167,096	116,824,965	3,021,403	119,846,368	3,890,989,221	20,979,856	"	3,911,969,077	
1893	3,168,683,317	14,719,492	2,580,394	27,455,530	871,006	45,626,422	25,917,991		25,917,991	112,542,860	5,451,050	117,993,910	3,358,221,640	8,187,859	"	3,366,409,499	
1894	3,201,459,683	16,771,575	4,104,793	26,918,620	738,487	48,533,475	56,570,803		56,570,803	108,609,401	4,647,884	113,257,285	3,419,821,246	38,499,329	"	3,458,320,575	
1895	3,169,380,976	19,050 040	2,811,019	28,579,756	923,706	51,364,521	59,339,024		59,339,024	98,915,578	4,153,353	103,068,931	3,383,153,452	32,963,566	"	3,416,117,018	
1896	3,213,288,613	17,121.834	4,193,515	30,056,169	1,091,198	52,462,716	59 927,632		59,927,632	101,215,903	4,381,831	105,597,734	3,431,276,695	4,851,685	"	3,436,128,380	
1897	3,278,481,889	27,914,945	9,041,589	30,681,881	1,388,938	69,027,353	63,260,952		63,260,952	110,719,064	4,372,340	115,091,404	3,525,861,598	2,216,351	"	3,528,077,949	
1898	3,380,517,254	23,229,853	3,355,511	30,783,408	1,776,045	59,144,817	61,332,014		61,332,014	106,225,622	5,952,450	112,178,072	3,613,172,157	6,774,730	"	3,619,946,887	
TOTAUX	39,609,645,239	219,065,962	40,956,482	331,916,615	10,853,700	602,792,759	487,206,941	631,17[illegible]	1,118,380,936	1,320,161,910	35,429,239	1,355,591,149	42,686,410,083	210,189,099	745,304,115	43,641,903,297	

(a) Cette catégorie de revenus comprend le résultat, soit au profit, soit à la charge du budget, de la différence entre les fonds départementaux reportés d'exercices précédents et transportés aux exercices suivants.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1898.

EXERCICES.	PRODUITS DES IMPÔTS REVENUS INDIRECTS.																	OBSERVATIONS.
					Douanes.				Contributions indirectes.				Sucres					
	Enregistrement.	Timbre.	Impôt sur les opérations de bourse. (A)	Taxe de 3 p. o/o sur les valeurs mobilières portée à 4 p. o/o à partir de l'exercice 1891.	Marchandises diverses.	Droits divers.	Taxe sur les sels.	TOTAL.	Boissons.	Taxe des sels hors du rayon des douanes.	Droits divers	TOTAL.	coloniaux.	étrangers.	indigènes.	TOTAL.	TOTAL à reporter.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	513,484,703	157,531,678	"	48,878,548	295,695,302	20,060 177	21,985,851	337,7[illegible]	412,651,585	10,406,006	157,698,129	580,755,720	26,444,765	12,380,903	92,645,236	131,470,904	1,769,862,883	
1888	510,481 502	160,175,201	"	50,423,918	330 944,301	20,435,743	21,592,997	372,9[illegible]	417,547,308	11,189,864	155,015,542	583,752,714	30,675,517	19,667,329	108,292,139	158,634,985	1,836,441,361	
1889	502 502,742	160,469,011	"	49,161,320	320,722,028	20,190,792	20,686,011	361,5[illegible]	425,016,601	12,163,128	172,395,223	609,574,952	28,252,940	6,618,506	109,090,373	143,961,819	1,827,268,675	
1890	537,792,117	165,831,296	"	50,800,431	322,985,571	21,266,814	20,749,214	365,0[illegible]	444,173,462	11,660,465	166,542,679	622,376,606	27,157,260	11,328,382	133,108,823	171,594,465	1,913,396,514	
1891	541,284,553	166,609,286	"	70,392,975	351,333,988	22,936,526	21,426,897	395,8[illegible]	451,927,528	11,476,647	169,945,001	633,349,176	27,386,721	14,902,095	154,047,154	196,335,970	2,003,669,371	
1892	550,969,204	159,055,055	"	70,002,309	388,903,603	20,685,714	22,299,292	431,8[illegible]	470,591,596	10,968,204	130,409,138	611,968,938	27,427,555	14,447,062	162,098,724	203,973,341	2,027,857,456	
1893	521,651,526	166,604,236	"	67,049,420	410,697,700	20,552,428	22,099,906	453,3[illegible]	462,268,448	10,254,895	123,682,273	596,205,616	32,220,602	9,573,522	153,082,205	194,876,329	1,999,737,161	
1894	528,743,742	173,351,349	"	66,207,776	424,796,163	21,318,097	22,342,682	468,4[illegible]	449,320,394	9,906,520	126,097,425	585,324,339	25,424,407	16,097,923	154,462,480	195,984,810	2,018,068,958	
1895	529,055,345	173,515,718	"	65,592,121	365,819,676	20,963,250	23,249,388	410,6[illegible]	459,148,629	9,671,125	128,878,385	597,698,139	24,851,488	9,197,070	155,232,057	189,280,615	1,965,174,252	
1896	508,142,329	178,725,027	"	62 922,077	386,430,768	20,350,610	25,046,766	431,8[illegible]	463,658,375	9,694,315	132,849,400	606,202,090	31,276,067	6.212,139	155,229,490	192,717,696	1,980,537,363	
1897	522,072,399	175,761,494	5,526,253	68 496,598	405,292,099	20,557,129	24,049,049	449,8[illegible]	474,156,201	10,748,086	137,469,564	622,373,851	27,261,480	221,267	(A) 158,037,730	185,520,477	2,029,649,349	
1898	533,064,459	192,889,889	5,101,145	70,186,425	449,026,931	21,048,248	22,440,321	492,5[illegible]	498 542,234	11,218,891	133,192,707	642,953,832	26,941,885	447,564	154,431,014	181,820,463	2,118,531,713	
TOTAUX	6,299,244,621	2,030,519,240	10,627,398	740,113,918	4,452,648,130	250,365,528	267,968,374	4,970,982[illegible]	5,429,002,361	129,358,146	1,734,175,466	7,292,535,973	335,320,687	121,093,762	1,689,757,425	2,146,171,874	23,490,195,056	

(A) Antérieurement à l'exercice 1897, le produit de l'impôt sur les opérations de bourse était compris parmi les produits du timbre.

(A) Dans cette somme sont compris 107,750 francs, reliquat du produit des taxes de raffinage et de fabrication, non employé au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées par la loi du 7 avril 1897.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1898.*

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.	Suite des PRODUITS DES IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. — Enregistrement. Fonds généraux.	Enregistrement. Fonds spéciaux.	Enregistrement. TOTAL.	Timbre.	Taxe de 3 p. o/o sur les valeurs mobilières, portée à 4 o/o à partir de l'exercice 1891.	Marchandises diverses.	Droits de douanes.	Sucres de toutes origines.	TOTAL.	Contributions diverses. Boissons.	Contributions diverses. Droits divers.	Contributions diverses. TOTAL.	TOTAL des impôts et revenus indirects en Algérie.	TOTAL DES IMPÔTS et revenus indirects.	OBSERVATIONS.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	1,769,862,883	3,869,439	370,900	4,240,339	4,135,308	204,440	4,432,921	64[illegible]	4,268,545	9,348,335	1,325,904	309,967	1,635,871	19,564,293	1,789,427,176	
1888	1,836,441,361	3,854,758	370,831	4,225,589	4,143,584	197,522	5,600,488	60[illegible]	4,235,086	10,437,382	1,295,998	291,733	1,587,731	20,591,808	1,857,033,169	
1889	1,827,268,675	3,546,306	340,534	3,886,840	4,098,274	197,634	5,061,147	61[illegible]	4,154,616	9,831,162	1,316,534	294,070	1,610,604	19,624,514	1,846,893,189	
1890	1,913,396,514	3,645,348	352,458	3,997,806	4,182,215	209,823	5,039,700	66[illegible]	4,595,078	10,296,778	1,317,986	297,360	1,615,346	20,301,968	1,933,698,482	
1891	2,003,669,371	3,852,876	372,597	4,225,473	4,307,095	257,668	5,828,856	76[illegible]	4,552,809	11,143,263	1,333,687	308,503	1,642,190	21,575,689	2,025,245,060	
1892	2,027,857,456	3,586,853	348,060	3,934,913	4,279,344	234,707	5,526,690	73[illegible]	4,526,067	10,789,781	1 376,895	1,243,280	2,620,175	21,858,920	2,049,716,376	
1893	1,999,737,161	3,799,585	"	3,799,585	4,176,173	227,179	6,590,977	66[illegible]	4,184,759	11,441,101	1,519,976	1,929,188	3,449,164	23,093,202	2,022,830,363	
1894	2,018,068,958	3,588,599	"	3,588,599	4,227,774	193,533	6,422,018	68[illegible]	4,115,940	11,220,450	1,665,743	1,509,294	3,175,037	22,405,393	2,040,474,351	
1895	1,965,174,252	3,579,636	"	3,579,636	4,189,719	207,123	5,681,259	73[illegible]	4,644,686	11,053,448	1,594,340	2,584,911	4,179,251	23,209,177	1,988,383,429	
1896	1,980,537,363	3,437,975	"	3,437,975	4,144,288	212,471	5,456,589	1,06[illegible]	4,903,986	11,422,020	1,535,845	5,310,196	6,846,041	26,062,795	2,006,600,158	
1897	2,029,649,349	3,683,315	"	3,683,315	4,228,386	162,551	6,066,381	97[illegible]	5,550,738	12,587,514	1,500,990	5,517,524	7,018,514	27,680,280	2,057,329,629	
1898	2,118,531,713	3,945,197	"	3,945,197	4,251,903	205,365	6,668,602	94[illegible]	5,751,025	13,362,601	1,475,445	5,394,255	6,869,700	28,634,766	2 147,166,479	
TOTAUX	23,490,195,056	44,389,887	2,155,380	46,545,267	50,364,063	2,510,016	68,375,628	9,074,[illegible]	55,483,335	132,933,835	17,259,343	24,990,281	49,249,624	274,602,805	23,764,797,861	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1898.*

EXERCICES.	PRODUITS DES MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.								
	FRANCE ET COLONIES.								
	Allumettes chimiques.	Tabacs.	Poudres.	Postes.					Total à reporter.
				Taxe des lettres.	Envois d'argent.	Recettes diverses.	Total.		
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.
1887	17,016,000	369,135,728	11,837,236	135,938,781	6,540,660	57,736	142,537,177		540,526,141
1888	17,016,000	369,492,966	11,371,752	141,564,282	6,651,208	152,997	148,368,487		546,249,205
1889	17,065,824	372,829,048	10,901,303	149,276,790	6,970,419	268,904	156,516,113		557,312,288
1890	14,914,023	372,164,869	10,450,401	151,356,862	7,180,451	329,893	158,867,206		556,396,499
1891	25,457,766	371,622,203	9,533,813	154,270,115	7,374,268	305,747	161,950,130		568,563,912
1892	25,219,306	376,851,001	9,759,879	157,819,257	7,509,137	294,974	165,623,368		577,453,554
1893	26,543,540	374,090,226	10,772,866	158,625,608	7,629,252	382,978	166,637,838		578,644,470
1894	27,226,200	375,805,412	10,943,256	161,791,000	7,763,686	378,947	169,933,633		583,908,501
1895	27,411,154	381,131,910	11,528,570	169,599,301	7,962,749	366,142	177,928,192		597,999,835
1896	28,730,517	393,940,319	11,469,847	171,221,245	8,116,686	383,233	179,721,164		613,861,847
1897	29,253,363	395,510,193	11,873,769	177,164,883	8,225,776	394,747	185,785,406		622,422,731
1898	30,038,745	405,100,584	11,527,277	184,692,432	8,000,129	715,967	193,408,528		640,075,134
TOTAUX	285,892,438	4,557,674,468	131,969,969	1,913,320,556	89,924,421	4,032,265	2,007,277,242		6,982,814,117

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1898.*

EXERCICES.	PRODUITS DES MONOPOLES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.												OBSERVATIONS.
						FRANCE ET COLONIES.							
		Télégraphes.						Téléphones.					
	Report	Bureaux de France.	Offices étrangers.	Surveillance des chemins de fer.	Recettes diverses.	Colonies.	TOTAL.	Taxes des conversations.	Abonnements.	Recettes diverses.	TOTAL.	Produits de diverses exploitations.	TOTAL des produits des monopoles France et colonies à reporter.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	540,526,141	26,391,440	1,302,356	469,940	2,356,627	32[illegible]	30,849,820	"	"	"	"	7,984,833	579,360,794	
1888	546,249,205	27,991,175	1,484,501	415,773	2,676,110		32,567,559	"	"	"	"	8,926,269	587,743,033	
1889	557,312,288	29,926,375	2,305,895	634,671	2,809,121		35,676,062	"	"	"	"	10,048,124	603,036,474	
1890	556,396,499	29,689,824	2,057,959	403,046	7,068,382		39,219,211	"	"	"	"	9,950,477	605,566,187	
1891	568,563,912	30,928,302	2,002,722	406,283	2,550,169		35,887,476	"	"	"	"	10,369,286	614,820,674	
1892	577,453,554	30,163,002	2,106,214	132,515	3,008,056		38,409,787	"	"	"	"	11,125,602	623,988,943	
1893	578,044,470	30,598,879	2,105,987	24,250	2,464,605		35,193,721	988,679	6,546,189	75,941	7,610,809	10,390,486	631,239,486	
1894	583,908,501	30,349,680	2,781,352	24,500	3,211,153		36,366,685	1,144,575	7,319,857	65,509	8,529,941	12,874,421	641,679,548	
1895	597,999,835	32,443,672	2,576,035	24,050	2,677,238		37,720,995	1,297,284	8,199,492	64,572	9,561,348	12,094,375	657,376,553	
1896	613,861,847	(A) 33,904,611	"	24,963	3,603,841		37,533,415	1,320,825	10,421,722	75,652	11,818,199	14,102,427	677,315,888	
1897	622,422,731	(A) 34,811,905	"	"	2,866,691		37,678,596	1,498,983	9,502,230	73,266	11,074,479	15,536,498	686,712,304	
1898	640,075,134	(A) 36,316,370	"	651,561	2,286,332		39,254,263	1,659,671	10,792,563	83,252	12,535,486	18,678,835	710,543,718	
TOTAUX	6,982,814,117	373,515,235	18,723,021	3,211,552	37,578,325	339,[illegible]	433,357,590	7,910,017	52,782,053	438,192	61,130,262	142,081,633	7,619,383,602	

(A) Y compris les recettes des Offices étrangers.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du *Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État pour les budgets de 1887 à 1898.*

EXERCICES.	REPORT.	PRODUITS DES MONOPOLES				EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT. ALGÉRIE.							TOTAL DES PRODUITS des monopoles et exploitations industrielles de l'État.	OBSERVATIONS.
		Tabacs.	Poudres.	Taxe des lettres.	Envois d'argent.	Recettes diverses.	TOTAL.	Télégraphes. Bureaux d'Algérie.	Recettes diverses.	TOTAL.	Téléphones.	TOTAL du produit des monopoles en Algérie.		
	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	579,360,794	495,444	1,036,993	2,009,867	29[illegible]	589	2,307,290	1,263,825	6,317	1,270,142	"	5,109,869	584,470,663	
1888	587,743,033	469,192	1,001,313	2,182,565	30[illegible]	1,256	2,493,534	1,270,102	6,893	1,276,995	"	5,241,034	592,984,067	
1889	603,036,474	439,534	812,111	2,244,920	31[illegible]	8,286	2,571,605	1,255,151	9,844	1,264,995	"	5,088,245	608,124,719	
1890	605,566,187	421,550	737,989	2,307,918	32[illegible]	9,106	2,644,224	1,267,488	37,382	1,304,870	"	5,108,633	610,674,820	
1891	614,820,674	377,812	775,169	2,363,415	33[illegible]	9,834	2,701,849	1,311,519	8,702	1,320,221	"	5,175,051	619,995,725	
1892	623,988,943	393,487	702,610	2,459,015	33[illegible]	8,706	2,805,351	1,320,727	14,675	1,335,402	"	5,236,850	629,225,793	
1893	631,239,486	381,793	642,275	2,455,210	33[illegible]	5,575	2,795,542	1,281,472	12,792	1,294,264	54,343	5,168,217	636,407,703	
1894	641,679,548	361,711	637,156	2,540,824	34[illegible]	4,218	2,890,547	1,297,851	14,627	1,312,478	62,822	5,264,714	646,944,262	
1895	657,376,553	333,917	671,984	2,654,363	34[illegible]	6,105	3,007,762	1,356,417	14,986	1,371,403	72,347	5,457,413	662,833,966	
1896	677,315,888	309,718	656,359	2,691,030	35[illegible]	4,400	3,054,303	1,312,208	26,148	1,338,356	110,598	5,469,334	682,785,222	
1897	686,712,304	258,127	608,489	2,774,978	35[illegible]	5,254	3,138,182	1,320,569	29,199	1,349,768	93,069	5,447,635	692,159,939	
1898	710,543,718	255,624	542,268	2,794,812	34[illegible]	7,849	3,151,518	1,407,358	56,541	1,463,899	108,672	5,521,981	716,065,699	
TOTAUX	7,619,383,602	4,497,909	8,824,716	29,478,917	4,011,[illegible]	71,178	33,561,707	15,664,687	238,106	15,902,793	501,851	63,288,976	7,682,672,578	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1898.

EXERCICES.	DÉPENSES ORDINAIRES.																			OBSERVATIONS.
	MINISTÈRE de la justice.	MINISTÈRE des affaires étrangères.				MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.					MINISTÈRE DES FINANCES.						MINISTÈRE de LA GUERRE.	TOTAL à REPORTER.	
		Service ordinaire.	Service des protectorats.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	TOTAL.	Service général.	Service pénitentiaire.	Remboursements et restitutions.	TOTAL.	Service de l'Algérie.	Dette publique.	Pouvoirs publics.	Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.			
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887.....	37,851,254	14,690,788	40,747,038	56,008	55,493,834	318,149,129	"	3,680,494	321,829,623	11,029,144	1,274,021,644	13,076,667	24,332,981	316,364,884	221,891,415	1,849,687,591	555,787,119	2,831,678,565	(A) La différence importante qui existe avec l'année précédente provient du transport du service des postes au Ministère du commerce.
1888.....	37,353,495	15,351,462	(B) 2,984,695	58,706	18,394,863	310,474,992	"	3,353,938	313,828,930	11,171,162	1,274,370,716	13,345,083	23,404,786	(A) 173,074,278	216,715,556	1,700,910,419	547,539,530	2,629,198,399	
1889.....	37,590,032	15,103,769	1,059,725	59,801	16,223,295	293,204,971	17,542,534	3,086,222	313,833,727	11,273,666	1,270,256,562	13,590,179	26,854,678	174,755,189	226,974,557	1,712,431,165	565,840,137	2,657,192,022	
1890.....	37,127,988	15,946,706	1,285,504	59,230	17,291,440	315,962,433	"	3,037,043	318,999,476	11,169,403	1,270,948,626	13,094,048	25,519,110	175,944,776	215,639,351	1,701,145,911	580,236,437	2,665,970,655	(B) Les services du Protectorat de l'Annam et du Tonkin sont à la charge de la colonie.
1891.....	37,295,291	15,391,982	1,083,560	59,415	16,534,957	330,606,936	"	2,644,341	333,251,277	12,284,086	1,241,084,455	13,179,940	25,811,826	178,762,864	218,034,434	1,676,873,519	(C) 708,966,562	2,785,205,692	(C) Cette colonne comprend, à partir de l'exercice 1891, les dépenses ordinaires et extraordinaires.
1892. France.	34,933,889	15,184,530	1,128,995	51,177	16,364,702	387,338,619	"	2,255,738	389,594,357	"	1,268,877,380	13,094,440	39,164,344	179,890,083	220,303,139	1,721,329,386	677,887,152	2,840,109,486	
1892. Algérie.	2,830,843	"	"	"	"	2,061,159	"	189,823	2,250,982	12,116,973	"	"	496,424	4,981,845	2,057,751	7,536 020	"	24,734,818	(D) La différence importante qui existe avec l'année précédente provient de la suppression, à partir de 1893, du budget sur ressources spéciales.
1892. Total.	37,764,732	15,184,530	1,128,995	51,177	16,364,702	389,399,778 (*)	"	2,445,561	391,845,339	12,116,973	1,268,877,380	13,094,440	39,660,768	184,871,928	222,360,890	1,728,865,406	677,887,152	2,864,844,304	
1893. France.	35,290,987	15,985,409	678,558	59,678	16,723,645	71,647,742	"	2,020,804	73,668,546	"	1,256,109,524	13,207,529	27,999,582	188,294,483	(D) 39,461,458	1,525,072,567	649,533,657	2,300,289,402	
1893. Algérie.	2,848,173	"	"	"	"	2,211,366	"	216,851	2,428,217	9,511,563	"	"	498,406	6,413,316	1,125,567	8,037,289	"	22,825,242	
1893. Total.	38,139,160	15,985,409	678,558	59,678	16,723,645	73,859,108 (*)	"	2,237,655	76,096,763	9,511,563	1,256,109,524	13,207,520	28,497,988	194,707,799	40,587,025	1,533,109,856	649,533,657	2,323,114,644	
1894. France.	35,242,648	16,109,263	783,036	49,902	16,942,201	73,656,663	"	1,847,507	75,504,170	"	1,221,308,963	13,226,885	31,825,807	192,531,594	40,548,483	1,499,441,732	647,635,535	2,274,766,286	
1894. Algérie.	2,768,910	"	"	"	"	2,178,703	"	212,961	2,391,664	9,369,573	"	"	489,048	6,434,377	591,072	7,514,497	"	22,044,644	
1894. Total.	38,011,558	16,109,263	783,036	49,902	16,942,201	75,835,366	"	2,060,468	77,895,834	9,369,573	1,221,308,963	13,226,885	32,314,855	198,965,971	41,139,555	1,506,956,229	647,635,535	2,296,810,930	
1895. France.	34,811,510	15,753,102	576,939	55,880	16,385,921	73,253,357	"	1,715,352	74,968,709	"	1,204,754,111	13,171,720	28,481,873	191,012,068	32,443,079	1,469,862,851	637,032,921	2,233,061,912	
1895. Algérie.	2,656,020	"	"	"	"	1,930,677	"	228,686	2,159,363	9,534,966	"	"	552,461	6,861,438	575,976	7,989,875	"	22,340,224	
1895. Total.	37,467,530	15,753,102	576,939	55,880	16,385,921	75,184,034	"	1,944,038	77,128,072	9,534,966	1,204,754,111	13,171,720	29,034,334	197,873,506	33,019,055	1,477,852,726	637,032,921	2,255,402,136	
1896. France.	34,842,697	19,335,766	113,600	55,992	19,505,358	72,888,610	"	1,674,170	74,562,780	"	1,201,994,109	13,171,720	28,650,295	191,447,877	34,106,760	1,469,370,761	645,639,312	2,243,920,908	
1896. Algérie.	2,689,108	"	"	"	"	1,929,873	"	225,998	2,155,871	9,174,439	"	"	603,282	6,624,556	986,776	8,214,614	"	22,234,032	
1896. Total.	37,531,805	19,335,766	113,600	55,992	19,505,358	74,818,483	"	1,900,168	76,718,651	9,174,439	1,201,994,109	13,171,720	29,253,577	198,072,433	35,093,536	1,477,585,375	645,639,312	2,266,154,940	
À reporter.	376,132,845	158,852,777	50,441,650	565,789	209,860,216	2,257,495,230	17,542,534	26,389,928	2,301,427,692	106,634,975	12,483,726,090	132,158,202	284,684,903	1,993,393,628	1,471,455,374	16,365,418,197	6,216,098,362	25,575,572,287	

(*) La suppression du budget sur ressources spéciales a fait disparaître du service général du Ministère de l'Intérieur les dépenses relatives aux [illegible] départementaux.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1898.

EXERCICES.		DÉPENSES ORDINAIRES.																			OBSERVATIONS.
		MINISTÈRE de la justice.	MINISTÈRE des affaires étrangères.				MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						MINISTÈRE DES FINANCES.						MINISTÈRE de LA GUERRE.	TOTAL à REPORTER.	
			Service ordinaire.	Service des protectorats.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	TOTAL.	Service général.	Service pénitentiaire.	Remboursements et restitutions.	TOTAL.	Service de l'Algérie.	TOTAL.	Dette publique.	Pouvoirs publics.	Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.			
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report...		376,132.845	158,852,777	50,441 650	565,789	209,860,216	2,257,495,230	17,542,534	26,389,928	2,301,427,692	106,634,975	2,408	12,483,726,090	132,158,202	284,684,903	1,993,393,628	1,471,455,374	16,365,418,197	6,216,098,362	25,575,572,287	(a) Cette somme comprend les sommes relatives aux sections suivantes : Justice musulmane ; Culte musulman ; Intérieur ; Intérieur ; Instruction publique indigène ; Beaux-Arts ; Commerce et industrie ; Agriculture ; Travaux publics.
1897.	France.	34,916,866	16,810,534	"	59,239	16,869,773	73,587.490	"	1,551,204	75,138,694	"	75,1	1,237,366,083	13,183,720	29,763 897	192,933,207	35,807,630	1,509,054,537	683,615,139	2,319,595,009	
	Algérie.	2,768,397	"	"	"	"	2,069,462	"	193,508	2,262,970	9,275,821	11,5	"	"	544,573	6,492,269	677,961	7,714,903	"	22,022.091	
	TOTAL.	37,685,263	16,810,534	"	59,239	16,869,773	75,656,952	"	1,744,712	77,401,664	9,275,821	86,6	1,237,366,083	13,183,720	30,308,570	199,425,476	36,485,591	1,516,769,440	683,615,139	2,341,617,100	
TOTAUX..		413,818,108	175,663,311	50,441,650	625,028	226,729,989	2,333,152,182	17,542,534	28,134,640	2,378,829,356	115,910,796	2,494	13,721,092,173	145,341,922	314,993,473	2,192,819,104	1,507,940,965	17,882,187,637	6,899,713,501	27,917,189,387	
1898.	France.	35,211,513	16,553,120	"	58,630	16,611,750	74,764,741 (A)	"	1,109,006	75,873,747	"	75,8	1,237,663,871	13,865,764	29,222,130	196,482,711	34,570,314	1,511,804,790	658,578,413	2,298,080,213	
	Algérie.	2,728,579	"	"	"	"	26,225,670	"	217,787	26,443,457	"	26,4	"	"	584,362	6,611,954	2,383,794	9,580,110	"	38,752,146	
	TOTAL.	37,940,092	16,553,120	"	58,630	16,611,750	100,990,411	"	1,326,793	102,317,204	"	102,3	1,237,663,871	13,865,764	29,806,492	203,094,665	36,954,108	1,521,384,900	658,578,413	2,336,832,359	
TOTAUX..		451,758,200	192,216,431	50,441,650	683,658	243,341,739	2,434,142,593	17,542,534	29,461,433	2,481,146,560	115,910,796	2,597	14,958,756,044	159,207,686	344,799,965	2,395,913,769	1,544,895,073	19,403,572,537	7,558,291,914	30,254,021,746	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1898.*

Suite des DÉPENSES ORDINAIRES.

EXERCICES.		REPORT d'autre part.	MINISTÈRE de la marine et des colonies. Service marine.	Service colonial.	TOTAL.	MINISTÈRE de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. Service de l'instruction publique.	Service des beaux-arts.	Service des cultes.	TOTAL.	MINISTÈRE du commerce et de l'industrie.	MINISTÈRE des colonies.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887		2,831,678,565	199,838,716	43,338,552	243,177,268	152,348,036	19,969,916	45,218,574	217,536,526	24,464,216	"
1888		2,629,198,399	180,993,752	(A)	180,993,752	152,140,312	14,010,554	44,730,078	210,880,944	(A)237,443,916	"
1889		2,657,192,022	199,027,165	"	199,027,165	159,549,718	15,895,127	44,651,420	220,096,265	245,679,426	"
1890		2,665,970,655	201,389,215	"	201,389,215	182,645,344	(C)8,359,135	44,470,836	235,475,315	240,993,211	"
1891		2,785,205,692	229,986,529	68,991,419	298,977,948	177,377,842	8,254,471	44,258,030	229,890,343	(B)171,398,764	"
1892	France	2,840,109,486	251,977,119	"	251,977,119	168,630,099	8,268,341	43,006,433	219,904,873	(D)258,345,459	"
	Algérie	24,734,818	"	"	"	4,633,883	77,099	1,204,254	5,915,236	(E) 4,446,314	"
	TOTAL	2,864,844,304	251,977,119	"	251,977,119	173,263,982	8,345,440	44,210,687	225,820,109	262,791,773	"
1893	France	2,300,289,402	253,303,046	"	253,303,046	173,003,330	9,009,518	43,240,004	225,252,852	(F)199,741,983	78,293
	Algérie	22,825,242	"	"	"	5,330,316	68,899	1,199,135	6,598,350	(G) 4,727,892	"
	TOTAL	2,323,114,644	253,303,046	"	253,303,046	178,333,646	9,078,417	44,439,139	231,851,202	204,469,875	78,293
1894	France	2,274,766,286	274,185,521	"	274,185,521	191,576,759	8,479,230	43,332,083	243,388,072	(H)197,488,391	81,940
	Algérie	22,044,644	"	"	"	5,373,886	105,208	1,178,025	6,657,119	(I) 5,129,378	"
	TOTAL	2,296,810,930	274,185,521	"	274,185,521	196,950,645	8,584,438	44,510,108	250,045,191	202,617,769	81,940
1895	France	2,233,061,912	268,101,046	"	268,101,046	190,554,003	14,359,025	43,179,602	248,092,630	(J) 203,571,943	78,898
	Algérie	22,340,224	"	"	"	5,773,814	342,876	1,185,275	7,301,965	(K) 5,572,352	"
	TOTAL	2,255,402,136	268,101,046	"	268,101,046	196,327,817	14,701,901	44,364,877	255,394,595	209,144,295	78,898
1896	France	2,243,920,908	264,931,406	"	264,931,406	193,706,642	14,972,297	42,827,597	251,506,536	(L)217,110,608	85,312
	Algérie	22,234,032	"	"	"	6,067,076	341,167	1,184,593	7,592,836	(M) 5,558,606	"
	TOTAL	2,266,154,940	264,931,406	"	264,931,406	199,773,718	15,313,464	44,012,190	259,099,372	222,669,214	85,312
TOTAUX à reporter		25,575,572,287	2,323,733,515	112,329,971	2,436,063,486	1,768,711,060	122,512,863	444,865,939	2,336,080,862	2,021,672,459	324,354

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Service ordinaire.	Travaux extraordinaires.	Bâtiments civils.	TOTAL.	TOTAL des dépenses ordinaires. (A reporter.)
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
23,825,437	15,498,620	16,242	39,340,299	102,090,772	17,327,394	"	119,418,166	3,475,615,040
23,521,557	19,675,000	18,463	43,215,020	106,817,952	124,562,707	"	231,380,659	3,533,112,690
23,838,886	16,856,370	18,696	40,713,952	110,110,613	103,453,594	"	213,564,207	3,576,273,037
22,503,132	16,017,961	21,637	38,542,730	112,687,778	98,919,516	(C) 4,304,242	215,911,536	3,598,282,662
23,172,113	14,750,562	17,033	37,939,708	115,878,850	89,049,620	"	204,928,470	3,728,340,925
31,760,427	12,460,929	15,691	44,237,047	81,210,029	159,156,720	"	240,366,749	3,854,940,733
1,400,721	2,789,569	"	4,190,290	5,815,339	21,866,106	"	27,681,445	66,968,103
33,161,148	15,250,498	15,691	48,427,337	87,025,368	181,022,826	"	268,048,194	3,921,908,836
37,441,767	12,381,108	16,077	49,838,952	84,640,324	187,897,658	"	272,537,982	3,379,257,874
1,655,607	2,997,625	"	4,653,232	6,208,492	26,649,513	"	32,858,005	71,662,721
39,097,374	15,378,733	16,077	54,492,184	90,848,816	214,547,171	"	305,395,987	3,450,920,595
31,946,376	13,099,865	15,816	45,062,057	86,467,216	204,125,666	"	290,592,882	3,407,433,090
1,626,211	3,114,135	"	4,740,346	6,267,115	27,703,499	"	33,970,614	72,542,101
33,572,587	16,214,000	15,816	49,802,403	92,734,331	231,829,165	"	324,563,496	3,479,975,191
30,523,723	12,572,706	21,538	43,117,967	80,713,806	205,752,195	"	286,466,001	3,361,310,245
1,352,866	3,032,835	"	4,385,701	6,079,973	27,030,017	"	33,109,990	72,710,232
31,876,589	15,605,541	21,538	47,503,668	86,793,779	232,782,212	"	319,575,991	3,434,020,477
31,131,007	12,719,396	14,819	43,865,222	78,478,248	185,990,006	"	264,468,254	3,371,115,452
1,288,502	2,819,328	"	4,107,830	6,953,390	27,293,365	"	34,246,755	73,740,059
32,419,509	15,538,724	14,819	47,973,052	85,431,638	213,283,371	"	298,715,009	3,444,855,511
285,988,332	160,786,009	176,012	447,950,353	990,419,897	1,506,777,576	4,304,242	2,501,501,715	35,643,304,964

OBSERVATIONS.

(A) Les décrets des 12 janvier et 23 mars 1889 ont rattaché au Ministère du commerce pour l'exercice 1888 le service des postes et des télégraphes et le service colonial, qui appartenaient autrefois aux Ministères des finances et de la marine.

(B) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 22,792,486f
Postes et télégraphes 148,606,278
SOMME ÉGALE 171,398,764

(C) Les décrets des 5 juillet et 28 août 1899 ont rattaché au Ministère des travaux publics le service des bâtiments civils, qui appartenait autrefois au service des beaux-arts.

(D) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 23,714,690f
Postes et télégraphes 153,027,623
Colonies 81,603,146
258,345,459

(E) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 171,285
Postes et télégraphes 4,275,029
4,446,314

(F) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 26,303,294
Postes et télégraphes 160,935,951
Téléphones 12,502,738
199,741,983

(G) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 185,595
Postes et télégraphes 4,453,144
Téléphones 89,153
4,727,892

(H) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 26,322,947
Postes et télégraphes 159,980,339
Téléphones 11,185,105
197,488,391

(I) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 187,128
Postes et télégraphes 4,828,063
Téléphones 114,187
5,129,378

(J) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 28,622,705
Postes et télégraphes 163,292,800
Téléphones 11,656,378
203,571,943

(K) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 193,319
Postes et télégraphes 5,280,306
Téléphones 98,727
5,572,352

(L) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 34,747,684
Postes et télégraphes 163,387,828
Téléphones 18,975,096
217,110,608

(M) Cette somme se décompose comme suit :
Commerce 192,992
Postes et télégraphes 5,268,441
Téléphones 97,173
5,558,606

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1898.*

Suite des DÉPENSES ORDINAIRES.

EXERCICES.		REPORT d'autre part.	MINISTÈRE de la marine et des colonies. Service marine.	Service colonial.	TOTAL.	MINISTÈRE de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. Service de l'instruction publique.	Service des beaux-arts.	Service des cultes.	TOTAL.	MINISTÈRE du commerce et de l'industrie.	MINISTÈRE des Colonies.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Report...		25,575,572,287	2,323,733,515	112,329,971	2,436,063,486	1,768,711,060	122,512,863	444,865,939	2,336,089,862	2,021,672,459	324,454,[illegible]
1897.	France.	2,319,595,009	260,775,833	"	260,775,833	201,405,012	15,433,998	42,620,423	259,459,433	(A) 221,991,250	106,781,[illegible]
	Algérie.	22,022,091	"	"	"	6,043,838	355,419	1,223,936	7,623,193	(B) 5,752,259	"
	TOTAL.	2,341,617,100	260,775,833	"	260,775,833	207,448,850	15,789,417	43,844,359	267,082,626	227,743,509	106,781,[illegible]
TOTAUX.		27,917,189,387	2,584,509,348	112,329,971	2,696,839,319	1,976,159,910	138,302,280	488,710,298	2,603,172,488	2,249,415,968	431,236,[illegible]
1898.	France.	2,298,080,213	289,663,405	"	289,663,405	199,078,104	16,157,994	42,778,505	258,014,603	(C) 232,480,831	111,536,[illegible]
	Algérie.	38,752,146	"	"	"	5,790,312	106,200	887,349	6,783,861	(D) 5,746,283	"
	TOTAL.	2,336,832,359	289,663,405	"	289,663,405	204,868,416	16,264,194	43,665,854	264,798,464	238,227,114	111,536,[illegible]
TOTAUX..		30,254,021,746	2,874,172,753	112,329,971	2,986,502,724	2,181,028,326	154,566,474	532,376,152	2,867,970,952	2,487,643,082	542,772,[illegible]

EXERCICES.		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. Service général.	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.	Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.	TOTAL.	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Service ordinaire.	Travaux extraordinaires.	Bâtiments civils.	TOTAL.	TOTAL des dépenses ordinaires. (A reporter.)	OBSERVATIONS.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report...		286,988,332	160,786,009	176,012	447,950,353	990,419,897	1,506,777,576	4,304,242	2,501,501,715	35,643,304,964	(A) Cette somme se décompose comme suit : Commerce..... 40,910,944 Postes et télégraphes..... 181,080,306 Somme égale..... 221,991,250
1897.	France.	36,260,724	13,210,239	12,001	49,482,964	79,642,507	153,280,995	"	232,923,502	3,451,009,616	Les dépenses du service téléphonique sont réunies, à partir de 1897, aux dépenses des Postes et télégraphes.
	Algérie.	2,484,302	2,800,316	"	5,284,618	5,636,211	26,188,602	"	31,824,813	72,506,974	(B) Cette somme se décompose comme suit : Commerce..... 190,143 Postes et télégraphes..... 5,562,116 Somme égale..... 5,752,259
	TOTAL.	38,745,026	16,010,555	12,001	54,767,582	85,278,718	179,469,597	"	264,748,315	3,523,516,590	
TOTAUX.		325,733,358	176,796,564	188,013	502,717,935	1,075,698,615	1,686,247,173	4,304,242	2,766,250,030	39,166,821,554	
1898.	France.	31,343,987	13,530,098	11,232	44,885,317	79,274,214	137,259,817	"	216,534,031	3,451,195,198	(C) Cette somme se décompose comme suit : Commerce..... 47,945,172 Postes et télégraphes..... 184,535,659 Somme égale..... 232,480,831
	Algérie.	6,488	3,051,629	"	3,058,117	(E) "	22,000,000	"	22,000,000	76,340,407	(D) Cette somme se décompose comme suit : Commerce..... 120,100 Postes et télégraphes..... 5,626,183 Somme égale..... 5,746,283
	TOTAL.	31,350,475	16,581,727	11,232	47,943,434	79,274,214	159,259,817	"	238,534,031	3,527,535,605	
TOTAUX..		357,083,833	193,378,291	199,245	550,661,369	1,154,972,829	1,845,506,990	4,304,242	3,004,784,061	42,694,357,159	(E) Les dépenses qui étaient portées les années précédentes dans cette colonne sont comprises dans la somme de 26,985,670 fr. du Ministère de l'intérieur (Service général) auquel le Service ordinaire des travaux publics a été rattaché.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du *Développement sur les Dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1898.*

EXERCICES.	REPORT des DÉPENSES ordinaires d'autre part.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. MINISTÈRE de la guerre.	MINISTÈRE de la marine.	MINISTÈRE des beaux-arts.	MINISTÈRE des travaux publics.	TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	3,475,61[illegible]	128,818,218	11,473,826	514,606	134,599,082	275,405,732	3,751,020,772	
1888	3,533,11[illegible]	146,687,542	13,331,613	236,922	"	160,256,077	3,693,368,767	
1889	3,576,37[illegible]	163,055,151	"	197,980	"	163,253,131	3,739,526,168	(A) Le budget extraordinaire a été supprimé à partir de l'exercice 1891.
1890	3,598,29[illegible]	146,389,175	"	"	"	146,389,175	3,744,671,837	
1891	3,728,30[illegible]	"	"	"	"	"	3,728,340,925	
1892 — France	3,854,94[illegible]	"	"	"	"	"	3,854,940,733	
1892 — Algérie	66,96[illegible]	"	"	"	"	"	66,968,103	
1892 — Total	3,921,90[illegible]	"	"	"	"	"	3,921,908,836	
1893 — France	3,379,257[illegible]	"	"	"	"	"	3,379,257,874	
1893 — Algérie	71,662[illegible]	"	"	"	"	"	71,662,721	
1893 — Total	3,450,920[illegible]	"	"	"	"	"	3,450,920,595	
1894 — France	3,407,33[illegible]	"	"	"	"	"	3,407,433,090	
1894 — Algérie	72,542[illegible]	"	"	"	"	"	72,542,101	
1894 — Total	3,479,975[illegible]	"	"	"	"	"	3,479,975,191	
1895 — France	3,361,310[illegible]	"	"	"	"	"	3,361,310,245	
1895 — Algérie	72,710[illegible]	"	"	"	"	"	72,710,232	
1895 — Total	3,434,020[illegible]	"	"	"	"	"	3,434,020,477	
1896 — France	3,371,115,4[illegible]	"	"	"	"	"	3,371,115,452	
1896 — Algérie	73,740,0[illegible]	"	"	"	"	"	73,740,059	
1896 — Total	3,444,855,5[illegible]	"	"	"	"	"	3,444,855,511	
Totaux à reporter	35,643,304,9[illegible]	584,950,086	24,805,439	949,508	134,599,082	745,304,115	36,388,609,079	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 A 1898.

Suite du *Développement sur les dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1898.*

EXERCICES.		REPORT des DÉPENSES ORDINAIRES d'autre part.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. MINISTÈRE de la guerre.	MINISTÈRE de la marine.	MINISTÈRE des beaux-arts.	MINISTÈRE des travaux publics.	TOTAL.	TOTAL GÉNÉRAL.	OBSERVATIONS.
		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
Report		35,643,394,[illegible]	584,950,086	24,805,439	949,508	134,599,082	745,304,115	36,388,609,079	
1897	France	3,451,009,[illegible]	"	"	"	"	"	3,451,009,616	
	Algérie	72,506,[illegible]	"	"	"	"	"	72,506,974	
	Total	3,523,516,[illegible]	"	"	"	"	"	3,523,516,590	
Totaux		39,166,821,[illegible]	584,950,086	24,805,439	949,508	134,599,082	745,304,115	39,912,125,669	
1898	France	3,451,195,[illegible]	"	"	"	"	"	3,451,195,198	
	Algérie	76,340,[illegible]	"	"	"	"	"	76,340,407	
	Total	3,527,535,[illegible]	"	"	"	"	"	3,527,535,605	
Totaux		42,694,357,[illegible]	584,950,086	24,805,439	949,508	134,599,082	745,304,115	43,439,661,274	

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Tableau comparatif, par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement (A).

1° Modifications apportées législativement aux recettes et aux dépenses du budget voté.

EXERCICES.	EXCÉDENTS RÉSULTANT de la loi du budget en recette.	EXCÉDENTS RÉSULTANT de la loi du budget en dépense.	RECETTES. ÉVALUATIONS adoptées dans la loi du budget.	RECETTES. MODIFICATIONS LÉGISLATIVES AU BUDGET VOTÉ. Fonds départementaux et spéciaux. Augmentations. Plus-value des recettes.	Fonds reportés des exercices précédents.	Réductions. Moins-value des recettes.	Fonds transportés aux exercices suivants.	Crédits annulés.	Ressources spéciales rattachées aux budgets. Augmentations.	Réductions.	MONTANT RÉEL du budget voté. (Voir le tableau suivant.)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	605,126	"	3,701,526,942	20,988,038	61,418,735	"	59,465,755	"	64,978,0[illegible]	"	3,789,446,365
1888	567,934	"	3,543,030,861	789,749	59,465,755	"	60,446,158	"	165,257,[illegible]	"	3,708,097,796
1889	204,230	"	3,614,897,062	20,484,126	60,446,158	"	52,643,252	"	114,914,[illegible]	"	3,758,098,877
1890	396,246	"	3,677,286,628	8,153,018	52,643,252	"	50,046,177	"	93,961,[illegible]	"	3,781,998,072
1891	416,078	"	3,612,997,818	23,054,186	50,046,177	"	50,546,880	"	85,759,[illegible]	"	3,721,310,855
1892	337,778	"	3,706,268,438	36,659,290	50,546,880	"	"	"	78,709,[illegible]	"	3,872,243,976
1893	153,272	"	3,357,350,404	"	"	12,949	"	"	50,281,[illegible]	"	3,407,619,436
1894	10,409	"	3,439,031,032	59,343	"	"	"	"	48,582,[illegible]	"	3,487,672,402
1895	166,220	"	3,424,174,256	445,619	"	"	"	"	28,453,[illegible]	"	3,453,073,102
1896	322,760	"	3,393,511,841	201,107	"	"	"	"	38,745,[illegible]	"	3,432,458,573
1897	337,661	"	3,385,705,145	351,304	"	"	"	"	71,465,[illegible]	"	3,457,522,221
1898	694,788	"	3,434,113,183	633,823	"	"	"	"	45,015,[illegible]	"	3,479,762,370
TOTAUX	4,212,502	"	42,289,893,610	111,819,603	334,566,957	12,949	273,148,222	"	886,185,0[illegible]	"	43,349,304,045

EXERCICES.	DÉPENSES. CRÉDITS ouverts par la loi du budget.	DÉPENSES. MODIFICATIONS LÉGISLATIVES AU BUDGET VOTÉ. Fonds départementaux et spéciaux. Augmentations. Crédits égaux aux plus-values des recettes.	Crédits égaux aux fonds reportés des exercices précédents.	Réductions provenant des moins-values de recettes.	Fonds transportés aux exercices suivants.	Dépenses spéciales rattachées aux budgets. Augmentations.	Réductions.	MONTANT RÉEL du budget voté. (Voir le tableau suivant.)
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	3,700,921,816	20,988,038	61,418,735	"	59,465,755	"	"	3,723,862,834
1888	3,542,462,927	789,749	59,465,755	"	60,446,158	"	"	3,542,272,273
1889	3,614,692,832	20,484,126	60,446,158	"	52,643,252	"	"	3,642,979,864
1890	3,676,890,382	8,153,018	52,643,252	"	50,046,177	"	"	3,687,640,475
1891	3,612,581,740	23,054,186	50,046,177	"	50,546,880	"	"	3,635,135,223
1892	3,705,930,660	36,659,290	50,546,880	"	"	"	"	3,793 136,830
1893	3,357,197,132	"	"	12,949	"	"	"	3,357,184,183
1894	3,439,020,623	32,382	"	"	"	"	"	3,439,053,005
1895	3,424,008,036	27,819	"	"	"	"	"	3,424,035,855
1896	3,393,189,081	51,043	"	"	"	"	"	3,393,240,124
1897	3,385,367,484	168,657	"	"	"	"	"	3,385,536,141
1898	3,433,418,395	144,647	"	"	"	"	"	3,433,563,042
TOTAUX	42,285,681-108	110,552,955	334,566,957	12,940	273,148,222	"	"	42,457,639,849

* Produits d'emprunts de toute nature non évalués au budget et montant des évaluations supplémentaires égales aux recettes réalisées sur divers produits dont la nomenclature figure [illegible] ment pour mémoire ou pour ordre au budget primitif.

(A) Ce développement résume les modifications législatives ou administratives apportées aux prévisions du budget primitif lors du règlement de chaque exercice.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Tableau comparatif, par exercice, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement.*

2° Modifications apportées par l'exécution des services aux recettes et aux dépenses du budget voté

EXERCICES.	RECETTES.				DÉPENSES.				EXCÉDENT, POUR CHAQUE EXERCICE,		FONDS DISPONIBLES provenant des exercices précédents.	SITUATION DÉFINITIVE EN RÈGLEMENT D'EXERCICE.	
	BUDGET PRIMITIF (y compris les modifications développées dans le tableau qui précède).	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Augmentations.	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Diminutions.	TOTAL des recettes définitives.	BUDGET PRIMITIF (y compris les modifications développées dans le tableau qui précède).	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Augmentations.	RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services. Diminutions.	TOTAL des dépenses définitives.	des recettes sur les dépenses.	des dépenses sur les recettes.		EXCÉDENTS de recettes formant ressources pour d'autres exercices et d'autres services.	EXCÉDENTS de dépenses formant découverts pour le Trésor.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	3,789,446,365	"	(a) 55,506,667	3,733,939,698	3,723,862,[illegible]	27,157,938	"	3,751,020,772	"	17,081,074	"	"	17,081,074
1888	3,708,097,796	(b) 32,467,587	"	3,740,565,383	3,542,272,[illegible]	151,096,494	"	3,693,368,767	47,196,616	"	"	47,196,616	"
1889	3,758,098,877	(c) 5,621,083	"	3,763,719,960	3,642,979,[illegible]	96,546,304	"	3,739,526,168	24,193,792	"	"	24,193,792	"
1890	3,781,998,072	(d) 50,526,220	"	3,832,524,292	3,687,640,[illegible]	57,031,362	"	3,744,671,837	87,852,455	"	"	87,852,455	"
1891	3,721,310,855	112,873,724	"	3,834,184,579	3,635,135,[illegible]	93,205,702	"	3,728,340,925	105,843,654	"	"	105,843,654	"
1892	3,872,243,976	39,725,101	"	3,911,969,077	3,793,136,[illegible]	128,772,006	"	3,921,908,836	"	9,939,759	"	"	9,939,759
1893	3,407,619,436	"	(e) 41,209,937	3,366,409,499	3,357,184,[illegible]	93,736,412	"	3,450,920,595	"	84,511,096	"	"	84,511,096
1894	3,487,672,402	"	29,351,827	3,458,320,575	3,439,053,[illegible]	40,922,186	"	3,479,975,191	"	21,654,616	"	"	21,654,616
1895	3,453,073,102	"	36,956,084	3,416,117,018	3,424,035,[illegible]	9,984,622	"	3,434,020,477	"	17,903,459	"	"	17,903,459
1896	3,432,458,573	3,669,807	"	3,436,128,380	3,393,240,[illegible]	51,615,387	"	3,444,855,511	"	8,727,131	"	"	8,727,131
1897	3,457,522,221	70,555,728	"	3,528,077,949	3,385,536,[illegible]	137,980,449	"	3,523,516,590	4,561,359	"	"	4,561,359	"
1898	3,479,762,370	140,184,517	"	3,619,946,887	3,433,563,[illegible]	93,972,563	"	3,527,535,605	92,411,282	"	"	92,411,282	"
TOTAUX	43,349,304,045	455,623,767	163,024,515	43,641,903,297	42,457,639,[illegible]	982,021,425	"	43,439,661,274	362,059,158	159,817,135	"	362,059,158	159,817,135

(a) Y compris une somme de 33,352,096 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1887.
(b) Défalcation faite d'une somme de 7,768,314 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1888.
(c) Défalcation faite d'une somme de 7,421,853 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1889.
(d) Défalcation faite d'une somme de 15,091,773 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1890.
(e) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Développement, par catégories principales, des augmentations et des diminutions de recettes.

EXERCICES.	IMPÔTS DIRECTS.		IMPÔTS ET REVENUS indirects.		PRODUITS DES MONOPOLES et exploitations industrielles de l'État.		PRODUITS ET REVENUS du domaine de l'État.		PRODUITS DIVERS du budget.		RECETTES D'ORDRE.		RECETTES EXCEPTIONNELLES.		RÉSULTAT DÉFINITIF de l'exécution des services.		OBSERVATIONS.
	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations.	Diminutions.	Augmentations. (Recouvrements excédant les évaluations.)	Diminutions. (Évaluations excédant les recouvrements.)	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	"	1,807,468	"	13,794,025	2,194,541	"	"	6,938	"	1,246,261	"	618,366	53,263	"	"	(a)22,154,571	
1888	1,557,108	"	31,353,238	"	10,206,773	"	"	628	"	1,553,015	"	1,043,287	343,817	"	(b) 40,235,901	"	
1889	1,189,072	"	3,176,255	"	22,806,065	"	637,511	"	619,110	"	"	2,927,819	"	12,457,257	(c) 13,042,937	"	
1890	1,436,513	"	58,556,724	"	9,857,137	"	954,425	"	"	4,645,926	"	183,040	"	357,840	(d) 65,617,993	"	
1891	5,524,224	"	102,017,885	"	4,682,791	"	2,454,897	"	"	3,524,608	1,249,564	"	468,971	"	(e)112,873,724	"	
1892	4,218,352	"	35,777,191	"	10,449,863	"	"	9,387	"	3,235,117	1,902,022	"	"	"	39,725,101	"	
1893	776,763	"	"	38,718,887	5,417,465	"	"	6,670	"	1,090,768	2,290,232	"	"	3,205,078	"	(f)41,209,937	
1894	50,671	"	"	32,406,236	10,610,355	"	"	3,599	"	3,011,785	2,778,213	"	"	3,773,346	"	29,351,827	
1895	115,058	"	"	55,244,815	22,954,664	"	186,259	"	"	837,729	814,673	"	"	4,944,194	"	36,956,084	
1896	229,401	"	"	37,466,683	33,583,480	"	2,351,397	"	1,223,427	"	3,748,785	"	"	"	3,669,807	"	
1897	2,012,857	"	44,189,344	"	28,133,105	"	"	5,871	911,120	"	1,445,334	"	"	265,000	70,555,728	"	
1898	11,952,351	"	99,079,637	"	30,761,379	"	"	3,430	2,220,493	"	426,026	"	"	825,270	140,184,517	"	
TOTAUX	29,062,370	1,807,468	374,150,274	177,630,646	191,657,618	"	6,584,489	36,532	4,974,150	19,145,209	14,654,849	4,772,512	866,051	25,827,985	485,905,708	129,672,419	

(a) Non compris une somme de 33,352,096 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1887.
(b) Non compris une somme de 7,768,314 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1888.
(c) Non compris une somme de 7,421,854 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1889.
(d) Non compris une somme de 15,091,773 francs représentant les annulations d'évaluations prononcées au budget extraordinaire par le projet de loi de règlement de l'exercice 1890.
(e) Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891.
(f) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés [A].

EXERCICES.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.						MINISTÈRE DES FINANCES.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
			SERVICE ORDINAIRE.		SERVICE DES PROTECTORATS.		SERVICE DE L'INTÉRIEUR.		SERVICE PÉNITENTIAIRE.		GOUVERNEMENT GÉNÉRAL de l'Algérie.						
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887	674,933	127,681	2,104,290	1,096,093	15,291,411	5,105,673	2,360,572	937,[illegible]	"	"	267,985	321,837	19,990,638	26,066,287	40,689,829	33,655,349	(A) La colonne des *crédits accordés* comprend ceux qui ont été ouverts pour dépenses d'exercices clos. Conséquemment, celle des *crédits annulés* présente non seulement le montant des annulations définitives, mais aussi les crédits annulés pour dépenses restant à payer à la clôture de chaque exercice. Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.
1888	153,511	307,066	2,521,089	771,320	5,087,000	2,696,605	1,311,384	2,733,[illegible]	"	"	929,625	181,127	14,650,176	30,490,133	24,652,785	37,169,496	
1889	515,247	432,264	2,423,866	945,195	535,000	54,575	3,959,347	4,044,[illegible]	510,000	584,988	507,391	132,021	15,432,002	37,057,300	23,882,853	43,250,469	
1890	129,165	469,628	2,685,537	331,500	726,783	17,879	9,762,642	2,090,[illegible]	"	"	310,326	69,940	7,186,859	52,851,510	20,801,312	55,837,018	
1891	77,316	275,275	1,561,415	275,217	1,673,500	1,166,540	7,930,088	1,496,[illegible]	"	"	1,585,888	97,716	8,755,843	39,177,685	21,584,050	42,488,980	
1892 France	277,112	164,123	542,963	338,456	1,110,000	574,605	4,485,799	2,719,[illegible]	"	"	"	"	27,587,426	25,198,027	34,003,300	28,994,362	
1892 Algérie	127,616	45,923	"	"	"	"	80,959	73,[illegible]	"	"	695,742	555,852	159,081	204,939	1,063,398	880,266	
1892 Total	404,728	210,046	542,963	338,456	1,110,000	574,605	4,566,758	2,792,[illegible]	"	"	695,742	555,852	27,746,507	25,402,966	35,066,698	29,874,628	
1893 France	414,089	122,703	853,578	239,691	"	225,042	4,342,084	1,769,[illegible]	"	"	"	"	23,526,770	21,946,387	29,136,521	24,303,059	
1893 Algérie	186,606	95,983	"	"	"	"	233,500	68,[illegible]	"	"	326,601	405,433	661,266	363,116	1,407,973	933,037	
1893 Total	600,695	218,686	853,578	239,691	"	225,042	4,575,584	1,837,[illegible]	"	"	326,601	405,433	24,188,036	22,309,503	30,544,494	25,236,096	
1894 France	365,066	133,518	1,868,391	1,190,426	74,500	214,064	4,045,473	2,067,[illegible]	"	"	"	"	*A déd. 18,235,807*	19,824,754	*A déd. 11,882,377*	23,430,195	
1894 Algérie	173,200	151,740	"	"	"	"	243,626	65,[illegible]	"	"	418,979	594,832	32,350	304,250	868,155	1,116,005	
1894 Total	538,266	285,258	1,868,391	1,190,426	74,500	214,064	4,289,099	2,132,[illegible]	"	"	418,979	594,832	*A déd. 18,203,457*	20,129,004	*A déd. 11,014,222*	24,546 200	
1895 France	14,658	256,249	1,060,090	373,307	"	345,661	1,658,970	4,293,[illegible]	"	"	"	"	11,065,456	18,043,392	13,799,174	23,311,820	
1895 Algérie	69,771	58,202	"	"	"	"	30,953	132,[illegible]	"	"	327,761	450,250	438,428	315,754	866,913	957,018	
1895 Total	84,429	314,451	1,060,090	373,307	"	345,661	1,689,923	4,426,[illegible]	"	"	327,761	450,250	11,503,884	18,359,146	14,666,087	24,268,838	
1896 France	*A déd:* 250,396	119,940	4,954,915	847,357	"	"	2,478,085	4,396,[illegible]	"	"	"	"	13,784,137	17,540,737	20,966,741	22,904,955	
1896 Algérie	*A déd:* 60,688	21,654	"	"	"	"	40,624	144,[illegible]	"	"	574,828	722,934	554,756	249,870	1,109,520	1,138,704	
1896 Total	*A déd:* 311,084	141,594	4,954,915	847,357	"	"	2,518,709	4,511,[illegible]	"	"	574,828	722,934	14,338,893	17,790,607	22,076,261	24,043,659	
A reporter	2,867,206	2,781,949	20,576,134	6,408,562	24,498,194	10,400,644	42,964,106	27,028,[illegible]	510,000	584,988	5,945,126	3,531,942	125,589,381	289,634,141	222,950,147	340,370,733	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DU BUDGET.

Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés [A].

EXERCICES.	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. SERVICE ORDINAIRE.		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. SERVICE DES PROTECTORATS.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. SERVICE DE L'INTÉRIEUR.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. SERVICE PÉNITENTIAIRE.		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. GOUVERNEMENT GÉNÉRAL de l'Algérie.		MINISTÈRE DES FINANCES.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report.....	2,867,206	2,781,949	20,576,134	6,408,562	24,498,194	10,400,644	42,964,106	27,[illegible]	510,000	584,988	5,945,126	3,531,942	125,589,381	289,634,141	222,950,147	340,370,733	(A) Voir la note (A), page 629.
1897 France.....	112,857	158,523	2,791,095	971,122	"	"	3,040,919	4,5[illegible]	"	"	"	"	19,249,867	18,843,139	25,194,738	24,504,271	
1897 Algérie.....	56,023	13,877	"	"	"	"	70,690	[illegible]	"	"	430,622	186,782	49,712	345,232	607,047	631,278	
1897 Total.....	168,880	172,400	2,791,095	971,122	"	"	3,111,609	4,6[illegible]	"	"	430,622	186,782	19,299,579	19,188,371	25,801,785	25,135,549	
Totaux.....	3,036,086	2,954,349	23,367,229	7,379,684	24,498,194	10,400,644	46,075,715	31,6[illegible]	510,000	584,988	6,375,748	3,718,724	144,888,960	308,822,512	248,751,932	365,506,282	
1898 France.....	385,386	201,906	2,195,151	943,202	"	"	2,716,719	3,59[illegible]	"	"	"	"	15,293,526	18,878,622	20,590,782	23,619,246	
1898 Algérie.....	135,759	29,431	"	"	"	"	2,544,916	71[illegible]	"	"	"	"	1,771,483	328,629	4,452,158	1,072,012	
1898 Total.....	521,145	231,337	2,195,151	943,202	"	"	5,261,635	4,30[illegible]	"	"	"	"	17,065,009	19,207,251	25,042,940	24,691,258	
Totaux.....	3,557,231	3,185,686	25,562,380	8,322,886	24,498,194	10,400,644	51,337,350	35,95[illegible]	510,000	584,988	6,375,748	3,718,724	161,953,969	328,029,763	273,794,872	390,197,540	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (A).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		MINISTÈRE DE LA GUERRE. 1re SECTION. Service ordinaire.		MINISTÈRE DE LA GUERRE. 2e SECTION. Dépenses extraordinaires.		MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service marine.		MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Service colonial.		MINISTÈRE DES COLONIES.	
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887....	40,689,829	33,655,349	12,326,845	12,474,255	"	"	15,568,897	4,307,996	3,244,326	1,289,681	"	
1888....	24,652,785	37,169,496	18,299,935	7,660,235	"	"	570,060	2,478,009	"	"	"	
1889....	23,882,853	43,250,469	18,638,687	3,450,955	"	"	3,740,851	9,672,790	"	"	"	
1890....	20,801,312	55,837,018	30,607,046	6,704,158	"	"	2,978,857	1,492,708	"	"	"	
1891....	21,584,050	42,488,980	25,735,298	7,764,925	33,991,718	18,724,569	22,548,417	2,123,605	18,248,980	3,119,195	"	
1892 France.	34,003,300	28,994,362	22,130,374	6,639,892	21,908,113	5,327,242	36,566,666	2,984,502	"	"	"	
1892 Algérie.	1,063,398	880,266	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
1892 Total.	35,066,698	29,874,628	22,130,374	6,639,892	21,908,113	5,327,242	36,566,666	2,984,502	"	"	"	
1893 France.	29,136,521	24,303,059	24,298,347	14,281,394	8,685,705	3,779,132	562,755	2,717,242	"	"	(a) 10,787,539	5,08[illegible]
1893 Algérie.	1,407,973	933,037	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
1893 Total.	30,544,494	25,236,096	24,298,347	14,281,394	8,685,705	3,779,132	562,755	2,717,242	"	"	10,787,539	5,08[illegible]
1894 France.	A déd. *11,882,377*	23,430,195	24,362,974	11,804,575	4,870,497	3,446,453	15,658,226	8,485,337	"	"	14,280,433	6,027[illegible]
1894 Algérie.	868,155	1,116,005	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
1894 Total.	A déd. *11,014,222*	24,546,200	24,362,974	11,804,575	4,870,497	3,446,453	15,658,226	8,485,337	"	"	14,280,433	6,027[illegible]
1895 France.	13,799,174	23,311,820	10,046,240	9,955,272	3,658,891	4,491,757	4,754,057	7,395,494	"	"	5,762,010	6,001[illegible]
1895 Algérie.	866,913	957,018	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
1895 Total.	14,666,087	24,268,838	10,046,240	9,955,272	3,658,891	4,491,757	4,754,057	7,395,494	"	"	5,762,010	6,001[illegible]
1896 France.	20,966,741	22,904,955	14,006,203	1,491,325	863,958	1,496,530	4,003,439	4,999,423	"	"	8,992,962	2,161[illegible]
1896 Algérie.	1,109,520	1,138,704	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
1896 Total.	22,076,261	24,043,659	14,006,203	1,491,325	863,958	1,496,530	4,003,439	4,999,423	"	"	8,992,962	2,161,[illegible]
Totaux (à reporter).	222,950,147	340,370,733	200,451,949	82,226,986	73,978,882	37,265,683	106,952,225	46,657,106	21,493,306	4,408,876	39,822,944	19,271,[illegible]

EXERCICES.	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. Instruction publique.		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. Beaux-arts.		SERVICE DES CULTES.		MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Augmentations.	Diminutions.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
1887....	3,967,838	2,940,813	8,229,244	945,332	294,316	721,305	6,095,655	1,861,467	90,416,950	58,196,198	
1888....	6,079,262	5,573,351	2,215,416	661,766	247,820	887,287	(a) 25,465,827	(a) 5,379,901	77,531,105	59,810,045	(A) Voir la note (A), page 629.
1889....	5,847,769	5,362,265	4,563,138	1,428,617	312,404	998,129	(a) 36,165,758	(a) 6,786,467	93,151,460	70,949,692	(a) Y compris les crédits afférents aux services des colonies et des postes et des télégraphes rattachés au Ministère du commerce par les décrets des 12 janvier et 23 mars 1889.
1890....	13,882,783	2,021,310	418,199	22,826	436,568	1,051,236	(a) 26,281,542	4,802,020	95,406,307	71,931,276	
1891....	5,968,263	1,962,946	168,471	20,455	254,768	1,063,741	(b) 9,060,113	(b) 3,534,632	137,560,078	80,803,048	
1892 France.	1,882,938	1,684,200	262,523	80,237	244,112	1,027,312	29,674,706	11,823,105	146,672,732	58,560,852	(b) Y compris les crédits afférents au service des postes et télégraphes.
1892 Algérie.	A déd. *211,455*	349,101	17,800	4,101	"	34,341	70,181	254,097	939,924	1,521,906	
1892 Total.	1,671,483	2,033,301	280,323	84,338	244,112	1,061,653	(b) 29,744,887	(b) 12,077,202	147,612,656	60,082,758	
1893 France.	838,476	1,898,760	779,657	150,844	369,055	1,398,608	17,007,374	5,924,228	92,465,429	59,533,784	
1893 Algérie.	502,823	768,046	23,000	17,501	86,930	48,961	35,595	143,953	2,056,321	1,911,498	
1893 Total.	1,341,299	2,666,806	802,657	168,345	455,985	1,447,569	(b) 17,042,969	6,068,181	94,521,750	61,445,282	
1894 France.	5,754,813	4,553,595	422,233	62,148	439,198	1,331,155	10,124,212	3,162,267	64,030,209	62,303,527	
1894 Algérie.	150,900	428,807	17,800	992	"	59,588	112,226	246,786	1,149,081	1,852,178	
1894 Total.	5,905,713	4,982,402	440,033	63,140	439,198	1,390,743	(b) 10,236,438	(b) 3,409,053	65,179,290	64,155,705	
1895 France.	581,881	1,269,161	2,023,391	2,267,371	402,077	1,398,428	7,942,734	5 105,159	48,970,455	61,196,275	
1895 Algérie.	105,336	493,423	24,028	4,552	15,701	68,127	109,690	319,667	1,121,668	1,842,787	
1895 Total.	687,217	1,762,584	2,047,419	2,271,923	417,778	1,466,555	(b) 8,052,424	(b) 5,424,826	50,092,123	63,039,062	
1896 France.	764,033	1,098,026	2,159,051	1,747,999	68,313	1,135,869	18,006,721	5,362,074	69,831,421	42,397,366	
1896 Algérie.	97,676	146,067	28,576	10,809	15,499	68,605	11,443	343,810	1,262,714	1,707,995	
1896 Total.	861,709	1,244,093	2,187,627	1,758,808	83,812	1,204,474	(b) 18,018,164	(b) 5,705,884	71,094,135	44,105,361	
Totaux (à reporter).	46,213,336	30,549,871	21,352,527	7,425,550	3,186,761	11,292,692	186,163,777	55,049,633	922,565,854	634,518,427	

(a) Le Ministère des colonies a été créé par la loi du 20 mars 1894.

Suite des RÉSULLATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (A).

EXERCICES.		REPORT D'AUTRE PART		MINISTÈRE DE LA GUERRE. 1er SECTION. Service ordinaire.		MINISTÈRE DE LA GUERRE. 2e SECTION. Dépenses extraordinaires.		MINISTÈRE DE LA MARINE. Service marine.		MINISTÈRE DE LA MARINE. Service colonial.		MINISTÈRE DES COLONIES.	
		Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Report..		222,950,147	340,370,733	200,451,949	82,226,986	73,978,882	37,265,683	106,952,225	46,657,106	21,493,306	4,408,876	39,822,944	[illegible]
1897	France.	25,194,738	24,504,271	34,129,505	3,269,085	32,286,661	2,083,340	7,806,206	5,197,646	"	"	24,888,011	[illegible]
	Algérie.	607,047	631,278	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Total.	25,801,785	25,135,549	34,129,505	3,269,085	32,286,661	2,083,340	7,806,206	5,197,646	"	"	24,888,011	[illegible]
Totaux.		248,751,932	365,506,282	234,581,454	85,496,071	106,265,543	39,349,023	114,758,431	51,854,752	21,493,306	4,408,876	64,710,955	[illegible]
1898	France.	20,590,782	23,619,246	19,533,385	4,517,602	4,004,471	429,828	14,044,371	11,335,973	"	"	24,800,528	[illegible]
	Algérie.	4,452,158	1,072,012	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Total.	25,042,940	24,691,258	19,533,385	4,517,602	4,004,471	429,828	14,044,371	11,335,973	"	"	24,800,528	[illegible]
Totaux.		273,794,872	390,197,540	254,114,839	90,013,673	110,270,014	39,778,851	128,802,802	63,190,725	21,493,306	4,408,876	89,511,483	[illegible]

EXERCICES.		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Instruction publique.		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Beaux-arts.		SERVICE DES CULTES.		MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.		TOTAL (À REPORTER).		OBSERVATIONS.
		Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Augmentations.	Diminutions.	
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
Report..		46,213,336	30,549,871	21,352,527	7,425,550	3,186,761	11,292,692	186,163,777	55,049,633	922,565,854	634,518,427	(A) Voir la note (A), page 629.
1897	France.	4,449,297	1,303,348	3,471,702	1,400,803	308,516	780,646	21,756,232	2,392,941	154,290,868	42,913,306	(B) Y compris les crédits afférents au service des postes et des télégraphes.
	Algérie.	174,761	210,715	34,112	2,094	24,637	35,900	86,830	313,071	927,387	1,193,058	
	Total.	4,624,058	1,514,063	3,505,814	1,402,897	333,153	816,546	21,843,062	2,706,012	155,218,255	44,106,364	
Totaux.		50,837,394	32,063,934	24,858,341	8,828,447	3,519,914	12,109,238	(B) 208,006,839	57,755,645	1,077,784,109	678,624,791	
1898	France.	3,396,716	3,167,710	3,795,080	3,118,471	530,241	817,289	(B) 24,278,408	5,648,638	114,973,982	57,553,967	
	Algérie.	109,818	519,994	17,800	"	2,035	75,756	55,322	276,452	4,637,133	1,944,214	
	Total.	3,506,534	3,687,704	3,812,880	3,118,471	532,276	893,045	24,333,730	5,925,090	119,611,115	59,498,181	
Totaux.		54,343,928	35,751,638	28,671,221	11,946,918	4,052,190	13,002,283	232,340,569	63,680,735	1,197,395,224	738,122,972	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés* (A).

EXERCICES.		REPORT D'AUTRE PART.		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. SERVICE ORDINAIRE.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. TRAVAUX EXTRAORDINAIRES.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. BÂTIMENTS CIVILS.		TOTAL DU BUDGET ORDINAIRE (à reporter).		OBSERVATIONS.
		Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.	fr.	
1887		90,416,950	58,196,198	1,881,231	4,353,745	1,552,123	3,818,598	1,910,713	1,38[illegible]	"	"	95,761,017	67,750,872	
1888		77,531,105	59,810,045	8,307,758	3,711,635	3,469,306	1,220,368	63,077,661	4,06[illegible]	"	"	152,385,830	68,802,552	
1889		93,151,460	70,949,692	3,764,349	2,129,209	35,312,574	5,439,687	26,503,931	8,36[illegible]	"	"	158,732,314	86,884,782	
1890		95,406,307	71,931,276	2,017,741	1,918,653	5,143,574	5,797,680	45,649,823	4,32[illegible]	605,202	136,610	148,822,647	84,107,460	(A) Voir la note (A), page 629.
1891		137,560,078	80,803,048	1,220,809	2,240,127	4,459,944	4,317,101	45,161,545	7,83[illegible]	"	"	188,402,376	95,196,674	
1892	France	146,672,732	58,560,852	3,457,451	2,578,311	3,703,971	563,166	42,755,518	6,38[illegible]	"	"	196,589,672	68,088,478	
	Algérie	939,924	1,521,906	24,265	336,916	96,408	80,069	1,348,624	199[illegible]	"	"	2,409,221	2,138,409	
	TOTAL	147,612,656	60,082,758	3,481,716	2,915,227	3,800,379	643,235	44,104,142	6,58[illegible]	"	"	198,998,893	70,226,887	
1893	France	92,465,429	59,533,784	11,837,561	4,841,538	6,130,282	4,145,458	49,931,434	3,89[illegible]	"	"	160,364,706	72,419,731	
	Algérie	2,056,321	1,911,498	75,740	405,131	93,103	48,612	6,217,817	28[illegible]	"	"	8,442,981	2,651,544	
	TOTAL	94,521,750	61,445,282	11,913,301	5,246,669	6,223,385	4,194,070	56,149,251	4,18[illegible]	"	"	168,807,687	75,071,275	
1894	France	64,030,209	62,303,527	4,778,611	1,971,291	5,416,502	941,401	36,423,274	6,93[illegible]	"	"	110,648,596	72,149,177	
	Algérie	1,149,081	1,852,178	7,468	251,219	157,216	54,100	3,306,423	38[illegible]	"	"	4,620,188	2,197,421	
	TOTAL	65,179,290	64,155,705	4,786,079	2,222,510	5,573,718	995,501	39,729,697	6,97[illegible]	"	"	115,268,784	74,346,598	
1895	France	48,970,455	61,196,275	2,151,055	1,770,597	3,119,050	577,198	24,135,890	4,091,[illegible]	"	"	78,376,450	67,635,115	
	Algérie	1,121,668	1,842,787	33,297	248,906	113,502	35,504	165,000	62,[illegible]	"	"	1,433,467	2,190,180	
	TOTAL	50,092,123	63,039,062	2,184,352	2,019,503	3,232,552	612,702	24,300,890	4,154,[illegible]	"	"	79,809,917	69,825,295	
1896	France	69,831,421	42,397,366	2,547,782	1,251,308	2,140,436	428,616	23,344,279	3,758,[illegible]	"	"	97,863,918	47,835,663	
	Algérie	1,262,714	1,707,995	75,913	307,081	1,284,678	50,463	1,114,077	84,7[illegible]	"	"	3,737,382	2,150,250	
	TOTAL	71,094,135	44,105,361	2,623,695	1,558,389	3,425,114	479,079	24,458,356	3,843,[illegible]	"	"	101,601,300	49,985,913	
TOTAUX (à reporter)		922,565,854	634,518,427	42,181,031	28,315,667	72,192,669	27,518,021	371,046,009	51,709,5[illegible]	605,202	136,610	1,408,590,765	742,198,308	

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 A 1898.**

Suite du **RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.**

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés* (A).

EXERCICES.		REPORT D'AUTRE PART.		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Service ordinaire.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Travaux extraordinaires.		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Bâtiments civils.		TOTAL RU BUDGET ORDINAIRE (à reporter).		OBSERVATIONS.
		Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	
	Report....	922,565,854	634,518,427	42,181,031	28,315,667	72,192,669	27,518,021	371,046,009	51,709,[illegible]	605,202	136,610	1,408,590,765	742,198,308	
1897	France.....	154,290,868	42,913,306	8,346,344	1,616,098	3,200,723	448,666	27,088,450	11,440,[illegible]	"	"	192,926,385	56,427,325	
	Algérie.....	927,387	1,193,058	1,263,051	197,630	174,641	56,429	867,817	304,[illegible]	"	"	3,232,896	1,751,507	(A) Voir la note (A), page 629.
	Total.....	155,218,255	44,106,364	9,609,395	1,813,728	3,375,364	505,095	27,956,267	11,753,[illegible]	"	"	196,159,281	58,178,832	
	Totaux.....	1,077,784,109	678,624,791	51,790,426	30,129,395	75,568,033	28,023,116	399,002,276	63,463,[illegible]	605,202	136,610	1,604,750,046	800,377,140	
1898	France.....	114,973,982	57,553,967	3,310,761	2,409,193	2,227,960	726,746	40,404,525	8,856,[illegible]	"	"	160,917,228	69,546,108	
	Algérie.....	4,637,133	1,944,214	6,487	56,961	"	"	"	41,[illegible]	"	"	4,643,620	2,042,175	
	Total.....	119,611,115	59,498,181	3,317,248	2,466,154	2,227,960	726,746	40,404,525	8,897,[illegible]	"	"	165,560,848	71,588,283	
	Totaux.....	1,197,395,224	738,122,972	55,107,674	32,595,549	77,795,993	28,749,862	439,406,801	72,360,[illegible]	605,202	136,610	1,770,310,894	871,965,423	

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Suite du RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (*).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		BUDGET EXTRAORDINAIRE.										BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.						TOTAUX		RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'EXÉCUTION des services.	
			MINISTÈRE de la guerre.		MINISTÈRE de la marine.		MINISTÈRE de l'instruction publique et des beaux-arts.		MINISTÈRE des travaux publics.		TOTAL du budget extraordinaire.		MINISTÈRE des finances.		MINISTÈRE de l'agriculture.		TOTAL DU BUDGET sur ressources spéciales.					
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	des SUPPLÉMENTS de crédits.	DES CRÉDITS annulés.	Augmentations.	Diminutions.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1887	95,761,017	67,750,872	*A déduire.* 54,910,555	7,271,227	"	19,231,173	954,804	440,199	86,304,179	6,4[illegible]	32,348,428	33,352,096	"	"	151,461	"	151,461	"	128,260,906	101,102,968	27,157,938	"
1888	152,385,830	68,802,552	76,052,587	6,615,045	*A déduire.* 1,518,000	1,150,386	239,804	2,883	"	"	74,774,391	7,768,314	507,139	"	"	"	507,139	"	227,667,360	76,570,866	151,096,494	"
1889	158,732,314	86,884,782	31,920,625	7,419,834	"	"	200,000	2,019	"	"	32,120,625	7,421,853	"	"	"	"	"	"	190,852,939	94,306,635	96,546,304	"
1890	148,822,647	84,107,460	7,407,948	15,091,773	"	"	"	"	"	"	7,407,948	15,091,773	"	"	"	"	"	"	156,230,595	99,199,233	57,031,362	"
1891	188,402,376	95,196,674	"	"	"	"	"	"	"		(A)	(A)	"	"	"	"	"	"	188,402,376	95,196,674	93,205,702	"
1892 France	196,589,672	68,088,478	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	196,589,672	68,088,478	128,501,194	"
1892 Algérie	2,409,221	2,138,409	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	2,409,221	2,138,409	270,812	"
1892 TOTAL	198,998,893	70,226,887	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	198,998,893	70,226,887	128,772,006	"
1893 France	160,364,706	72,419,731	"	"	"	"	"	"	"		"	"	(B) "	"	"	"	"	"	160,364,706	72,419,731	87,944,975	"
1893 Algérie	8,442,981	2,651,544	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	8,442,981	2,651,544	5,791,437	"
1893 TOTAL	168,807,687	75,071,275	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	168,807,687	75,071,275	93,736,412	"
1894 France	110,648,596	72,149,177	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	110,648,596	72,149,177	38,499,419	"
1894 Algérie	4,620,188	2,197,421	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	4,620,188	2,197,421	2,422,767	"
1894 TOTAL	115,268,784	74,346,598	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	115,268,784	74,346,598	40,922,186	"
1895 France	78,376,450	67,635,115	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	78,376,450	67,635,115	10,741,335	"
1895 Algérie	1,433,467	2,190,180	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	1,433,467	2,190,180	"	756,713
1895 TOTAL	79,809,917	69,825,295	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	79,809,917	69,825,295	10,741,335	756,713
1896 France	97,863,918	47,835,663	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	97,863,918	47,835,663	50,028,255	"
1896 Algérie	3,737,382	2,150,250	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	3,737,382	2,150,250	1,587,132	"
1896 TOTAL	101,601,300	49,985,913	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	101,601,300	49,985,913	51,615,387	"
TOTAUX (à reporter)	1,408,590,765	742,198,308	60,470,605	36,397,879	*A déduire:* 1,518,000	20,381,559	1,394,608	445,101	86,304,179	6,4[illegible]	146,651,392	63,634,036	507,139	"	151,461	"	658,600	"	1,555,900,757	805,832,344	750,825,126	756,713

(*) Voir la note (A). page 629.

Les suppléments de crédits se présentent en annulation chaque fois que les crédits transportés aux exercices suivants, en vertu d'autorisations législatives, sont supérieurs aux crédits ouverts.

(A) Le budget extraordinaire est supprimé à partir de l'exercice 1891.

(B) Le budget sur ressources spéciales est supprimé à partir de l'exercice 1893.

Suite des **RÉSULTATS GÉNÉRAUX DES BUDGETS DE 1887 À 1898.**

Suite du **RÉSUMÉ ANALYTIQUE SUR LA SITUATION DES BUDGETS.**

Suite du *Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et de crédits annulés* (*).

EXERCICES.	REPORT D'AUTRE PART.		BUDGET EXTRAORDINAIRE.										BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.						TOTAUX		RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'EXÉCUTION des services.	
			MINISTÈRE de la guerre.		MINISTÈRE de la marine.		MINISTÈRE de l'instruction publique et des beaux-arts.		MINISTÈRE des travaux publics.		TOTAL du budget extraordinaire.		MINISTÈRE des finances.		MINISTÈRE de l'agriculture.		TOTAL DU BUDGET sur ressources spéciales.					
	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	Suppléments de crédits.	Crédits annulés.	des SUPPLÉMENTS de crédits.	DES CRÉDITS annulés.	Augmentations.	Diminutions.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Report....	1,408,590,765	742,198,308	60,470,605	36,397,879	*A déduire :* 1,518 000	20,381,559	1,394,608	445,101	86,304,179	6,[illegible]	146,651,392	63,634,036	507,139	"	151,461	"	658,600	"	1,555,900,757	805,832,344	750,825,126	756,713
1897 France....	192,926,385	56,427,325	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	192,926,385	56,427,325	136,499,060	"
1897 Algérie....	3,232,896	1,751,507	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	3,232,896	1,751,507	1,481,389	"
1897 Total....	196,159,281	58,178,832	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	196,159,281	58,178,832	137,980,449	"
Totaux...	1,604,750,046	800,377,140	60,470,605	36,397,879	*A déduire :* 1,518,000	20,381,559	1,394,608	445,101	86,304,179	6,[illegible]	146,651,392	63,634,036	507,139	"	151,461	"	658,600	"	1,752,060,038	864,011,176	888,805,575	756,713
1898 France....	160,917,228	69,546,108	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	160,917,228	69,546,108	91,371,120	"
1898 Algérie....	4,643,620	2,042,175	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	4,643,620	2,042,175	2,601,445	"
1898 Total....	165,560,848	71,588,283	"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	165,560,848	71,588,283	93,972,565	"
Totaux....	1,770,310,894	871,965,423	60,470,605	36,397,879	*A déduire :* 1,518,000	20,381,559	1,394,608	445,101	86,304,179	6,[illegible]	146,651,392	63,634,036	507,139	"	151,461	"	658,600	"	1,917,620,886	935,599,459	982,778,140	756,713

(*) Voir la note (A), page 629.

Suite des RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

Développement sur les ressources exceptionnelles et extraordinaires attribuées aux budgets de 1887 à 1898.

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
		fr.	
	RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.		
1887	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	880,207	
	Reliquat du produit de l'emprunt de 350 millions. (Émission de 1884.)	255,521	
	Prélèvement sur le prêt de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889	3,311,550	9,3[illegible]
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	4,913,000	
1888	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	1,150,762	
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 500 millions. (Émission de 1886.)	730,171	
	Prélèvement sur le prêt de 80 millions de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889. (Loi du 1er mai 1886.)	9,131,295	13,5[illegible]
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	2,422,000	
	Part contributive du Gouvernement des États-Unis dans les dépenses de la commission franco-américaine	81,303	
1889	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	829,688	
	Prélèvement sur le prêt de la Banque de France pour faire face à une partie des dépenses de l'Exposition universelle de 1889	13,450	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	508,217	4,[illegible]
	Prélèvement sur le produit de l'emprunt de 500 millions. (Émission de 1886.)	638,506	
	Produit de la conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	1,515,000	
1890	Produit de l'émission des obligations du Trésor à court terme. (Émission de 1887.)	699,888	
	Avances de la Caisse des dépôts et consignations pour le rachat et la mise en état de bon fonctionnement des réseaux téléphoniques	456,591	
	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	409,105	
	Indempités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	726,783	7,[illegible]
	Avances de la caisse des dépôts et consignations pour le rachat et la mise en état de bon fonctionnement des réseaux téléphoniques	6,500,000	
1891	Remboursement par le Gouvernement de l'Uruguay d'une avance faite par l'État en 1848	1,215,915	
	Reliquat disponible de l'emprunt de 500 millions	2,840,087	
	Reliquat disponible sur le produit des obligations du Trésor à court terme. (Exercice 1885.)	148,549	
	Reliquat disponible sur le produit des obligations du Trésor à court terme. (Exercice 1887.)	23,439,401	60,5[illegible]
	Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1891.)	28,150,000	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	4,218,734	
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	530,000	
1892	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	1,533,782	
	Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1891.)	18,546,074	20,97[illegible]
	Indemnités à répartir par le Gouvernement français sur les fonds versés par le Gouvernement malgache pour réparation de dommages causés à divers	900,000	
1893	Reliquat de la subvention extraordinaire allouée par la loi du 3 juillet 1880 pour les constructions scolaires. (Enseignement secondaire.)	1,798,357	
	Excédent des recettes de l'ancien budget des dépenses sur ressources spéciales	1,149,628	
	Reliquat du produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1891.)	4,145,295	8,1[illegible]
	Excédent des recettes sur les dépenses du budget annexe des téléphones pour l'exercice 1892	662,691	
	Versement des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	31,888	
1894	Prélèvement sur le reliquat du produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889	400,000	
	Excédent de ressources du c/ : Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	24,434,891	
	Reliquat du produit de l'emprunt en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	2,232,115	
	Excédent disponible des ressources affectées à l'Exposition de 1889	1,106,192	38,8[illegible]
	Versement des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	103,273	
1895	Produit de l'émission des bons du Trésor à court terme pour le service des études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. (Loi du 25 juillet 1894.)	10,622,858	
	Versement par la Caisse des dépôts et consignations d'intérêts arriérés et de capitaux acquis à l'État	26,954,353	
	Bénéfice de la frappe des monnaies divisionnaires d'argent	3,816,453	32,9[illegible]
	Indemnité payée par la Chine en réparation du meurtre de M. Dutreuil de Rhins	192,760	
1896	Reversement par le Ministère de la guerre du reliquat des fonds de dépenses secrètes	2,000,000	
	Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	6,338	4,[illegible]
	Indemnité payée par la Chine en réparation du meurtre de M. Dutreuil de Rhins	45,347	
	Produit de l'émission d'obligations du Trésor pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam	4,800,000	
1897	Versements des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie de l'Opéra-Comique	931,779	2,2[illegible]
	Excédent des recettes sur les dépenses du compte spécial de Madagascar	1,284,572	6,77[illegible]
1898	Versement au Trésor de la valeur des billets à impression noire de la Banque de France	"	
	TOTAL	.....	210,18[illegible]

EXERCICES.	NATURE DES RESSOURCES.	MONTANT DES RESSOURCES par nature.	MONTANT DES RESSOURCES par exercice.
		fr.	fr.
	RESSOURCES DU BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
1887	Produit d'émissions d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1885.)	12 517,210	
	Produit d'émissions d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887.)	100,963,748	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	514,606	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	74,155,858	275,405,732
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0	6,750,000	
	Produit de fonds de concours versés par les compagnies de chemins de fer en exécution des conventions de 1883	41,009,081	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux publics extraordinaires	39,495,229	
1888	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887)	43,540,000	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	236,921	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	47,440,067	160,256,077
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	67,885,633	
	Produits des fonds de concours versés par divers pour travaux publics extraordinaires	1,153,456	
1889	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1887.)	2,766,363	
	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1889.)	45,713,628	
	Prêt de 80 millions fait à l'État par la Banque de France	197,980	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	15,123,554	163,253,131
	Versement de la ville de Paris	846,000	
	Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	96,977,298	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux extraordinaires	1,628,308	
1890	Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Émission de 1889.)	36,894,414	
	Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)	2,437,521	146,389,175
	Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0. (Loi du 24 décembre 1890.)	103,713,459	
	Produit des fonds de concours versés par divers pour travaux extraordinaires	3,343,781	
1891	Le budget extraordinaire a été supprimé à partir de l'exercice 1891	"	"
	TOTAL	.....	745,304,115

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE

L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

NOTE

SUR

LE BILAN ET LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES.

La situation générale de l'Administration des finances présente, par branche de service, le résultat des opérations développées dans les comptes des *Revenus*, des *Dépenses* et de *Trésorerie*, qui ont produit l'*actif* et le *passif* de l'Administration des finances au 1er janvier 1900.

Les termes d'*actif* et de *passif* sont employés ici dans l'acception spéciale qu'ils ont en comptabilité. L'*actif* se compose des soldes des comptes *débiteurs*, soit qu'il s'agisse de comptes de correspondants dont le montant constitue une véritable créance de l'État, soit qu'il s'agisse de comptes de budgets réglés en excédent de dépense ou de tout autre compte débiteur. Le *passif* représente les soldes des comptes *créditeurs*, aussi bien des comptes dont le montant représente une dette de l'État, que des comptes de budgets réglés en excédent de recettes ou de tout autre compte créditeur.

Le premier tableau (pages 652 et 653) est un bilan dans la forme d'une balance commerciale et fait ressortir en résumé : d'une part, les soldes débiteurs (actif); d'autre part, les soldes créditeurs (passif) des comptes ouverts au grand-livre de la Direction générale de la comptabilité publique. Ce bilan fait connaître les excédents de dépenses ou de recettes au 1er janvier 1899, tels qu'ils ressortent du compte général de 1898, les opérations de recettes et de dépenses de l'année 1899 et la situation au 1er janvier 1900.

Les résultats du bilan sont ensuite présentés avec plus de détails dans un second tableau (pages 654 et 655).

Suite de la *Note sur le bilan et la situation générale de l'Administration des finances.*

A la suite de cette situation du Trésor, *telle qu'elle résulte des écritures des comptables*, il en a été établi une seconde faisant connaître l'actif et le passif *réels* du Trésor, c'est-à-dire la situation ramenée à ce qu'elle serait effectivement si les opérations constatées à des comptes provisoires étaient régularisées, si les opérations portées à la fois pour ordre à un compte créditeur et à un compte débiteur étaient compensées, si enfin le vote des lois de règlement des budgets déjà réglés administrativement avait permis de reporter dans les écritures les résultats définitifs des exercices terminés (pages 660 et 661).

Toutes les modifications apportées aux chiffres du tableau présentant la *Situation résultant des écritures des comptables* pour établir la *Situation réelle*, ainsi que les motifs de ces modifications, sont indiquées pages 664 à 682, et récapitulées page 683.

Des développements sur les principaux comptes qui figurent soit à l'actif, soit au passif du Trésor, notamment sur les services spéciaux, sont donnés aux pages 687 à 777.

Enfin, un dernier tableau (pages 778 et 779) présente, par nature de créances, les résultats des mouvements de la dette flottante du Trésor, pendant l'année 1899, qui ressortent de la comparaison de cette dette au 31 décembre 1898 avec celle existant au 31 décembre 1899.

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

TELS QU'ILS RÉSULTENT

DES ÉCRITURES DES COMPTABLES.

BILAN DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES,

PRÉSENTANT LA SITUATION AU 1ER JANVIER 1899, LES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899 ET LA SITUATION AU 1ER JANVIER 1900.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	ACTIF.			PASSIF.			SITUATION AU 1er JANVIER 1900.		OBSERVATIONS.
	EXCÉDENTS de dépenses au 1er janvier 1899.	DÉPENSES de l'année 1899.	TOTAL des dépenses.	EXCÉDENTS de recettes au 1er janvier 1899.	RECETTES de l'année 1899.	TOTAL des recettes.	ACTIF.	PASSIF.	
	fr. c.	fr. c.	f. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
SERVICE DES BUDGETS	142,736,060 99	4,274,869,942 93	4,417,606,003 [illegible]	426,088,731 29	4,256,571,088 83	4,682,659,820 12	142,736,060 99	407,789,877 19	
							265,053,816f 20c		
SERVICES DE TRÉSORERIE.									
Services spéciaux du Trésor	5,203,954,941 95	807,601,154 88	6,011,556,096 [illegible]	626,527,872 92	862,909,677 84	1,489,437,550 76	5,203,399,013 80	681,280,467 73	
							4,522,118,546f 07c		
DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR SUR LE SERVICE DES BUDGETS	837,179,279 81	8,438,443 59	845,617,723 [illegible]	"	"	"	845,617,723 40	"	
							845,617,723f 40c		
CRÉANCES PASSIVES.									
Effets à payer	"	723,687,989 05	723,687,989 [illegible]	5,196,387,178 40	685,456,870 79	5,881,844,049 19	"	5,158,156,060 14	
Correspondants du Trésor	142,176,964 15	8,672,451,078 48	8,814,628,042 [illegible]	1,975,464,890 54	8,767,364,806 72	10,742,829,697 26	155,875,741 82	2,084,077,396 45	
Correspondants des comptables des finances	167,106,742 05	11,670,209,330 29	11,837,316,072 [illegible]	582,179,333 99	11,694,411,187 07	12,276,590,521 06	297,518,686 59	736,793,135 31	
Fonds particuliers des comptables des finances	66,694 02	731,789,787 68	731,850,481 [illegible]	61,640,375 76	717,889,275 37	779,529,651 13	76,585 46	47,749,754 89	
Totaux des créances passives	309,350,400 22	21,798,138,185 50	22,107,488,583 [illegible]	7,815,671,778 69	21,865,122,139 95	29,680,793,918 64	453,471,013 87	8,026,776,346 79	
							7,573,305,332f 92c		
CRÉANCES ACTIVES.									
Avances pour divers services	480,810,854 26	499,919,141 32	980,729,995 [illegible]	"	551,377,880 16	551,377,880 16	429,692,042 73	339,927 31	
Débets de comptables	917,045 88	62,690 09	979,735 [illegible]	"	386,940 84	386,940 84	592,795 13	"	
Créances litigieuses	9,857 53	"	9,857 [illegible]	"	"	"	9,857 53	"	
Totaux des créances actives	481,737,757 67	499,981,831 41	981,719,589 [illegible]	"	551,764,821 00	551,764,821 00	430,294,695 39	339,927 31	
							429,954,768f 08c		
MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES	26,452,305 24	9,401,694,408 09	9,428,146,713 [illegible]	14,987,964 00	9,401,138,201 45	9,416,126,165 45	36,924,795 91	24,904,248 03	
							12,020,547f 88c		
Totaux des services de trésorerie	6,858,674,684 89	32,515,854,023 47	39,374,528,708 [illegible]	8,457,187,615 61	32,680,934,840 24	41,138,122,455 85	6,969,707,242 37	8,733,300,989 86	
							1,763,593,747f 49c		
Totaux généraux	7,001,410,745 88	36,790,723,966 40	43,792,134,712 [illegible]	8,883,276,346 90	36,937,505 929 07	45,820,782,275 97	7,112,443,303 36	9,141,090,867 05	
							2,028,647,563f 69c		
VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE	1,881,865,601 02	.....	.....	"	.....	.....	2,028,647,563 69	"	
	8,883,276,346 90			8,883,276,346 90			9,141,090,867 05	9,141,090,867 05	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Tableau de l'Actif et du Passif du Trésor public tels qu'ils résultent des opérations des Comptables des finances.

ACTIF.

BUDGETS EN EXCÉDENT DE DÉPENSES			142,736,060f 09c
SERVICES SPÉCIAUX DÉBITEURS			5,203,399,013 88
DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR			845,617,723 40
CRÉANCES ACTIVES.			
Avances pour divers services	429,692,042f 73c	430,294,695 30	
Débets de comptables	592,795 13		
Créances litigieuses	9,857 53		
ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.			
Correspondants du Trésor. (Soldes momentanément débiteurs.)			
Divers services publics	79,499,322f 23c	155,875,741 82	
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	41,350,627 72		
Divers correspondants	35,025,791 87		
Correspondants des comptables des finances.			
Trésoriers-payeurs généraux	116,437,466f 52c	297,518,686 59	453,471,013 87
Caissier-payeur central du Trésor public	1,153,675 64		
Agents comptables du Trésor	1,976,784 91		
Trésoriers-payeurs en Algérie	5,702,634 72		
Trésoriers-payeurs des colonies	172,248,124 80		
Soldes momentanément débiteurs des fonds particuliers des comptables des finances		76,585 46	
Soldes débiteurs des mouvements de fonds entre les comptables des finances			36,924,795 91
VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.			
Receveurs des impôts et revenus indirects		79,749,406f 98c	
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne		899,174,719 00	
Trésoriers-payeurs généraux		18,786,556 44	
Caissier-payeur central du Trésor public		913,642,987 07	2,028,647,563 69
Agents comptables du Trésor		610,024 49	
Comptables des finances en Algérie		34,961,657 24	
Trésoriers-payeurs des colonies		81,722,212 47	
Total de l'actif			9,141,090,867 05

PASSIF.

BUDGETS EN EXCÉDENT DE RECETTES			407,789,877f 19c
SERVICES SPÉCIAUX CREDITEURS			681,280,467 73
CRÉANCES PASSIVES.			
Effets à payer.			
Bons du Trésor	280,237,505f 50c	5,158,156,060f 14c	
Annuités, bons et obligations	4,828,190,356 00		
Traites	43,713,608 47		
Mandats	6,014,590 17		
Correspondants du Trésor.			
Divers services publics	967,654,979f 36c	2,084,077,396 45	8,026,776,346 79
Établissements particuliers	1,972,606 22		
Fonds à rembourser à divers	2,711,331 54		
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	80,188,863 82		
Divers correspondants	1,031,549,615 51		
Correspondants des comptables des finances.			
Trésoriers-payeurs généraux	82,594,356f 06c	736,793,135 31	
Caissier-payeur central du Trésor public	479,156,621 23		
Agents comptables du Trésor	3,907,167 72		
Trésoriers-payeurs en Algérie	354,942 00		
Trésoriers-payeurs des colonies	170,780,048 30		
Fonds particuliers des comptables des finances		47,749,754 89	
ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.			
Avances pour divers services			339,927 31
Soldes créditeurs des mouvements de fonds entre les comptables des finances			24,904,248 03
Total du passif			9,141,090,867 05

Suite de la **SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.**

Développement des VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE *existant chez les Comptables au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.			CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
Receveurs des revenus indirects. — Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines.	Numéraire			558,609f 56c	"	558,609f 56c
Receveurs des douanes	Numéraire			1,137,180 50	"	5,102,446 [illegible]
	Traites de douane sur Paris	174,232 15				
	Traites de douane sur les départements	698,123 84				
	Effets divers représentant des valeurs réelles	136,604 07		"	3,965,265f 65c	
	Quittances de droits garantis par des soumissions cautionnées ou des consignations	2,813,776 62				
	Traites en souffrance	142,528 97				
Receveurs des contributions indirectes	Numéraire			1,593,683 84	"	2,381,804 [illegible]
	Obligations des redevables des contributions indirectes			"	788,120 86	
Receveurs des postes des télégraphes et des téléphones	Numéraire			17,490,414 84	"	71,706,556 [illegible]
	Valeurs diverses			"	54,216,131 73	
	TOTAL			20,779,888 74	58,969,518 24	79,749,406 [illegible]
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	Valeurs françaises appartenant à la Caisse nationale d'épargne			"	895,690,246 88	899,174,719 [illegible]
	Rentes achetées pour le compte des déposants			"	3,484,472 12	
Trésoriers-payeurs généraux des finances. — Numéraire	en caisse	1,421,866f 58c	"	1,421,866f 58c	1,421,866 58	"
	déposé à la Banque					
	Traites d'adjudicataires de bois de l'État en souffrance	272,618 10	"	272,618 10		
	Bordereaux et titres de valeurs françaises achetées ou échangées	2,481,648 30	"	2,481,648 30		
	Titres du Crédit foncier à remettre à divers	610,307 90	"	610,307 90		18,786,556 [illegible]
	Valeurs représentatives	"	587,072f 90c	587,072 90		
	Bons du trésor remis par le caissier central	"	103,500 00	2,075,244 93		
	Obligations des redevables des contributions indirectes remises par le caissier central	"	70,604 00	82,271 57		
	Traites de coupes ordinaires de bois des communes et des établissements publics	"	4,676,066 05	4,676,066 05		
	Traites de coupes extraordinaires de bois des communes et des établissements publics	"	5,801,057 11	5,801,057 11	"	17,364,689 86
	Traites de douane remises par le caissier central	"	82,271 57	70,604 00		
	Titres de rentes remis par le caissier du Trésor et la Chambre syndicale	"	2,075,244 93	103,500 00		
	Titres de rentes sur l'État à échanger	"	5,838 00	5,838 00		
	Titres de rentes remis par la Dette inscrite	"	77,476 00	77,476 00		
	Inscriptions de rentes appartenant aux communes	"	516,885 00	516,885 00		
	Traites appartenant au département de l'Ain	"	4,100 00	4,100 00		
		4,786,440 88	14,000,115 56	18,786,556 44		
	A reporter			22,201,755 32	975,508,927 10	997,710,682 42

DÉSIGNATION des COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.			CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
	Report			22,201,755f 32c	975,508,927f 10c	997,710,682f 42c
Caissier-payeur central du Trésor public. — Valeurs existant au Trésor			10,437,034f 67c	382,891,036 71	"	
Numéraire en dépôt à la Banque de France			334,706,017 57			
Numéraire en dépôt à la Banque d'Algérie			37,747,984 47			
Valeurs diverses de portefeuille	Effets de commerce sur Paris		37,279 86			
	Traites de douane sur Paris		2,809,436 14			
	Mandats sur la Caisse des dépôts et consignations		"			
	Obligat. des redevables des contrib. ind. (Paris)		10,099,472 00			
	Effets en souffrance		"			
	Obligations concernant les alcools		941,877 52			
	Traites de douane sur les départements		7,119,692 17			
	Traites d'octroi de mer		312,440 47			
	Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État		21,295,457 87			
	Obligations des redevables des contributions indirectes (départements)		7,143,185 00			
	Traites concernant les alcools		14,680 35	"	51,615,806 61	
	Valeurs appartenant au Trésor		"			
	Quittances d'arrérages de rentes départementales à payer à Paris		4,839 50			
	Valeurs à recouvrer dans les départements ou les colonies P/C de divers		170,284 49			
	Valeurs représentatives des payements faits P/C du Trésor		774,349 67			
	Arrérages de la Dette publique. (Quittances de rentes.)		1,168 00			913,642,987 07
	Quittances de pensions		3,171 50			
	Valeurs diverses		888,472 07			
	Inscriptions de rentes affectées à des cautionnements		1,113,826 00			
	Inscriptions de rentes au porteur. (Achats.)		41,532 00			
	Inscriptions de rentes 3 p. o/o provenant de la conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o		4 00			
	Valeurs déposées pour différents motifs	Inscriptions de rentes	4,879,600 81			
		Titres et effets divers	34,877,396 80			
	Valeurs affectées à des cautionnements	Rentes au porteur	117 00			
		Titres et effets divers	400 00			
	Valeurs au porteur de diverses origines	Inscriptions de rentes	97,981 39			
		Titres et effets divers	4,148,687 00			
	Certificats de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891)	à émettre	111 00			
	Rentes 3 p. o/o à émettre	Émission de 1886	134 00			
		Émission de 1887. (Conversion.)	273 00			
		Émission de 1891	58 00			
	Valeurs du Trésor déposées en échange de certificats nominatifs		392,420,000 00			
Valeurs inactives.	Obligations départementales déposées en échange de certificats nominatifs		3,119,000 00	"	479,136,143 75	
	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités à émettre	Émission de 1881	30 00			
		Émission de 1884	90 00			
	Certificats de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o 1886	à émettre	117 00			
	Legs Giffard, s/c d'inscriptions de rentes		38,410 00			
	Certificats de l'emprunt de 1 million en rentes 3 p. o/o amortissables liquidés et non échangés		285 00			
	Inscriptions de rentes (achats) déposées pour réunion		5,573 00			
	Inscriptions de rentes en dépôt		38,368,817 75			
	Obligations provisoires de l'emprunt de 80 millions. (Annam et Tonkin.)	à émettre	700 00			
	Obligations définitives de l'Emprunt de 80 millions à émettre. (Annam et Tonkin)		23,000 00			
	A reporter			405 092,792 03	1,506,260,877 46	1,911,353,669 49

Suite de la SITUATION DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Suite du *Développement des* VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE *existant chez les Comptables au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION DES COMPTABLES.	DÉSIGNATION DES VALEURS.		CAISSE.	PORTEFEUILLE	TOTAUX PAR CLASSE de comptables.
	Report		405,092,792f 03c	1,506,260,877f 46c	1,911,353,669f 49c
Agents comptables du Trésor	Numéraire		453,986 36	"	610,024 49
	Valeurs diverses		"	27,498 13	
	Traites de chancelleries		"	128,540 00	
Trésoriers-payeurs en Algérie	Numéraire en caisse	8,225,464f 42c	9,230,464 42	"	9,579,434 35
	Numéraire à la Banque d'Algérie	1,005,000 00			
	Valeurs diverses	12,831 83			
	Traites du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même	336,138 10	"	348,969 93	
Receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	Numéraire		6,653 75	"	6,653 75
Receveurs des douanes en Algérie	Numéraire		64,912 04	"	181,215 35
	Traites et obligations de crédit payables dans les départements	93,118f 97c			
	Quittances de droits garantis par des soumissions cautionnées ou des consignations	23,184 34	"	116,303 31	
Receveurs des contributions diverses en Algérie	Numéraire		8,461,957 16	"	23,054,049 25
	Portefeuille		"	14,592,092 09	
Recev. des postes, des télégr. et des téléph. en Algérie	Numéraire		865,402 72	"	2.140,304 54
	Valeurs diverses		"	1,274,901 82	
Trésoriers-payeurs des colonies	Numéraire chez les trésoriers-payeurs	29,157,220f 84c	38,492,383 98	"	81,722,212 47
	Numéraire chez le receveur spécial du service local de la Cochinchine	6,750,135 64			
	Numéraire déposé en garantie d'émission de bons de caisse	2,585,027 50			
	Bons de caisse	61,580 00			
	Traites du caissier-payeur central sur lui-même	34,764,500 00			
	Timbres-poste, *i/c* de dépôt	3,638,848 39			
	Bons de douane	552,142 90			
	Inscriptions de rentes déposées au Trésor appartenant au service local	3,086,609 07	"	43,229,828 49	
	Appartenant à divers établissements	616,650 13			
	Titres de rentes remis par le caissier central	11,394 26			
	Titres de rentes déposés comme cautionnements	286,843 16			
	Effets divers	177,492 73			
	Feuilles de rôles d'équipages	17,017 85			
	Jetons de nickel	16,750 00			
	TOTAL des valeurs de caisse et de portefeuille		462,668,552 46	1,565,979,011 23	2,028,647,563 69

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE

DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES.

ACTIF ET PASSIF RÉELS DU TRÉSOR.

Ainsi qu'il a été exposé dans la note (page 650), il faut, pour avoir la situation réelle de l'actif et du passif du Trésor, faire subir aux chiffres ressortant des écritures des comptables certaines modifications.

Le tableau ci-après (pages 660 et 661) donne la situation rectifiée.

On trouvera aux développements qui suivent (pages 664 à 682) les motifs des changements apportés aux divers chiffres du tableau qui précède.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Tableau synoptique présentant le résumé de l'actif et du Passif réels du Trésor public.

ACTIF.

PAGES DE RENVOI aux modifications de l'actif résultant des écritures des comptables.		DÉCOUVERTS et AVANCES du Trésor.	CRÉANCES dont LA RÉGULARISATION est ajournée.	AVANCES À REMBOURSER par les budgets ultérieurs.	AUTRES SERVICES débiteurs.	TOTAL.
664 et 665	Découverts et avances du Trésor	987,690,862f 44c	"	"	"	987,690,862
	Budgets débiteurs	"	"	"	"	"
665	Services spéciaux débiteurs	"	"	4,918,220,468f 28c	284 286,976f 47c	5,202,507,444
666	Avances pour divers services	"	180,837,259f 59c	"	45,770,369 73	226,607,629
667	Débets de comptables	"	"	"	592,795 13	592,795
	Correspondants du Trésor	"	"	"	3,554,607 59	3,554,607
668 et 669	Correspondants administratifs	"	"	"	284,302,740 15	284,302,740
	Fonds particuliers des comptables	"	"	"	76,585 46	76,585
	Mouvements de fonds entre les comptables des finances	"	"	"	10,962,218 67	10,962,218
		987,690,862 44	180,837,259 59	4,918,220,468 28	629,546,293 20	6,716,294,883
671	Valeurs de caisse et de portefeuille	"	"	"	596,003,573 00	596,003,573
	TOTAUX GÉNÉRAUX DE L'ACTIF	987,690,862 44	180,837,259 59	4,918,220,468 28	1,225,549,866 20	7,312,298,456
		1,168,528,122f 03c				

PASSIF.

PAGES DE RENVOI aux modifications du passif résultant des écritures des comptables.			DETTE FLOTTANTE. (Voir page 779.)	AUTRES SERVICES créanciers.	TOTAL.
674	Budgets créanciers	Budget de l'exercice 1899 368,569,128f 73c Budget de l'exercice 1900 601,367 77	"	369,170,496f 50c	369,170,496f 50c
675	Services spéciaux créditeurs		"	512,304,545 99	512,304,545 99
676	Effets à payer		100,199,699f 82c	5,023,191,860f 32c	5,123,391,560 14
677	Correspondants du Trésor		909,545,252 34	126,573,149 17	1,036,118,401 51
679	Correspondants administratifs		"	225,660,332 47	225,660,332 47
680	Avances pour divers services		"	339,927 31	339,927 31
681	Fonds particuliers des comptables		44,961,932 41	351,260 18	45,313,192 59
	TOTAUX GÉNÉRAUX DU PASSIF		1,054,706,884 57	6,257,591,571 94	7,312,298,456 51

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES**

AU 1ER JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENT

des modifications apportées aux chiffres qui figurent au tableau de l'actif et du passif d'après les écritures des comptables (pages 654 et 655), *afin d'établir les chiffres qui sont inscrits au tableau de l'actif et du passif* réels *du Trésor* (pages 660 et 661).

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINI**

Tableau servant à déterminer l'Act

A

DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR.

Découverts et avances du Trésor, d'après les écritures. (Voir page 293.)			845,617,723f 40c
A ajouter :			
1°. — *Budgets réglés administrativement.*			
Découvert de l'exercice 1892		9,939,759f 11c	
Découvert de l'exercice 1893		84,511,095 82	
Découvert de l'exercice 1894		21,654,615 90	
Découvert de l'exercice 1895		17,903,459 50	
Découvert de l'exercice 1896		8,727,130 66	
Total des découverts des budgets réglés. (Voir page 289.)		142,736,060 99	
2° Succession H. Giffard. Régularisation d'avances. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892.) [V. actif, p. 666]		4.786,830 23	
Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire. (Loi du 30 décembre 1895. — Projet de loi de règlement de l'exercice 1894, art. 16.) [Voir actif, page 665]		891,569 05	
Faillite Fontaine et Cie, fabricants de sucre à Neuville-Saint-Rémy (Nord). — Projet de loi de règlement de l'exercice 1897, article 16. (Voir actif, page 666.)		160,523 62	
Total		148,574,983 89	148,574,983 89
			994,192,707 29
A déduire :			
Transport en atténuation des découverts des excédents de recettes des budgets réglés administrativement :			
Exercice 1889. (Voir au passif, page 674.)		6,193,792f 43c	
Reliquats disponibles constatés sur les ressources destinées à faire face aux dépenses des anciens budgets extraordinaires de la marine, des beaux-arts et des travaux publics (Voir au passif, page 675) pour 177,841f 37c et page 678 pour 130.211f 05c.)			
Avances faites au Trésor par la Banque de France. (Loi du 13 juin 1878.)	5,388f 03c		
Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. o/o. (Loi du 1er mars 1886.)	16,493 69		
Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) (Projet de loi de règlement de l'exercice 1889.)	3,000 00		
		24,881f 72c	
Reliquat disponible au 31 décembre 1892 sur le compte spécial :			
Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892.)		63,942 30	
Reliquats disponibles au 31 décembre 1896 sur les comptes de trésorerie ci-après. (Projet de loi de règlement de l'exercice 1896, art. 16.) :			
Comptes spéciaux du Trésor :			
a. Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	669f 05c		
b. Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o 1891	88,348 30		
		89,017 35	
Divers correspondants du Trésor. (Voir au passif, page 678.)			177,841 37
3° Rentes de la dotation de l'armée, *s/c* de liquidation			130,211 05
Total			6,501,844 85
			6,501,844 85
Chiffre rectifié des découverts et avances du Trésor			987,690,862 44

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

et le Passif réels du Trésor public.

TIF.

SERVICE DES BUDGETS.

Budgets débiteurs d'après les écritures. (Voir page 289.)		142,736,060f 99
A déduire :		
Le solde débiteur des budgets ci-après qui n'en présenteront plus lorsque leur règlement, effectué administrativement, aura reçu la sanction légale par le vote de la loi de règlement.		
Budget de l'exercice 1892	9,939,759f 11c	
Budget de l'exercice 1893	84,511,095 82	
Budget de l'exercice 1894	21,654,615 90	
Budget de l'exercice 1895	17,903,459 50	
Budget de l'exercice 1896	8,727,130 66	
Total. (Voir à l'actif, page 664.)	142,736,060 99	142,736,060 99
Chiffre rectifié des budgets		"

SERVICES SPÉCIAUX DÉBITEURS.

Solde d'après les écritures des comptables. (Voir page 293.)		5,203,399,013f 80
A déduire :		
Annulation du solde débiteur du compte : Trésor public, *s/c* de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire, dont le transportaux découverts du Trésor a été proposé par l'article 16 du projet de loi de règlement de l'exercice 1894 (voir à l'actif, page 664)		891,569 05
		5,202,507,444 75
Ce solde se répartit comme suit :		
1° AVANCES À REMBOURSER PAR LES BUDGETS ULTÉRIEURS.		
Services spéciaux compensés par le service des effets à payer :		
N° 37. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	236,886,086f 40c	
N° 38. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56, et 28 décembre 1895, art. 47.)	224,360,769 60	
N° 39. Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	3,836,833,000 00	
N° 40. Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Loi des 7 et 27 déc. 1894).	371,300,000 00	
N° 41. Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	121,210,000 00	
		4,790,589,856f 00c
Autres services spéciaux non compensés :		
N° 7. Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897. (Loi du 15 juillet 1897.)	1,000,000 00	
N° 8. Avance au budget local de la colonie de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898	282,762 11	
N° 18. Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	1,872,279 60	
N° 34. Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires. (Loi du 17 février 1898.)	124,475,570 57	
		127,630,612 28
		4,918,220,468 28
2° SERVICES DÉBITEURS À SOLDER PAR LE TRÉSOR.		
N° 4. Avances faites par l'État au service local des colonies	50,907f 33c	
N° 9. Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	1,534,527 22	
N° 17. Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts	193,225,413 21	
N° 26. Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires	89,476,128 71	
		284,286,976 47
Chiffre rectifié des services spéciaux		5,202,507,444 75

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'A*

ACT

AVANCES POUR DIVERS SERVICES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir page 355.)			429,692,042
A déduire :			
Annulation d'une partie du solde débiteur du compte « Avances pour le service des contributions indirectes a raison du transport aux découverts du Trésor prescrit par l'article 16 du projet de loi de règlement de l'exercice 1897 ». (Voir l'actif, page 664.)		160,523f 62c	
Annulation du solde débiteur du compte « Avances des receveurs de l'enregistrement (France) à raison du transport aux découverts du Trésor prescrit par l'article 17 du projet de loi de règlement de l'exercice 1892 ». (Voir à l'actif, pages 664 et 346.)		4,786,830 23	
Annulation d'une partie du solde débiteur du compte d'avances : *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et aux marins* (Voir au passif, page 675.)	84,565,986f 88c	164,928,208 03	
Annulation du solde débiteur du compte ci-après compensé au passif avec une portion du solde créditeur du compte spécial « Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o ». (Voir au passif, page 675.)			
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o non converties	80,362,221 15		
Transport au budget général de l'exercice 1899 du montant des dépenses à régulariser qui font l'objet des soldes débiteurs ci-après (Voir au passif, page 674) :			
Divers, *t/c* de coupons au porteur	14,061,862f 75c	33,208,851 53	
Divers, *t/c* d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	10,478,269 43		
Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements divers	8,667,314 05		
Administration des manufactures de l'État, *s/c* de traites de tabacs à régulariser	1,405 30		
			203,084,413 4
CHIFFRE RECTIFIÉ des avances pour divers services. (Voir page 660.)			226,607,629 3

A répartir comme suit :

1° CRÉANCES DONT LA RÉGULARISATION EST AJOURNÉE.

Prêt de la Banque de France (convention de 1857) ayant profité au budget de 1871	60,000,000f 00c	180,000,000f 00c		
Prêt de la Banque de France (convention de 1878) ayant profité aux budgets extraordinaires des exercices 1880 et suivants	80,000,000 00		180,837,259f 59c	
Prêt de la Banque de France (convention de 1896)	40,000,000 00			
Faits antérieurs au 18 mars 1871		837,259 59		
				226,607,629 33
2° SERVICES DÉBITEURS À SOLDER PAR LE TRÉSOR.				
Autres avances des divers comptables			45,770,369 73	
TOTAL ÉGAL				226,607,629 33

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

DÉBETS DE COMPTABLES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir page 357.)	592,795f 13c
(Service débiteur à solder par le Trésor.)	

CRÉANCES LITIGIEUSES.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables. (Voir page 357.)	9,857 53
Compensation de créances inscrites pour ordre (Prêts faits à divers en vertu de la loi du 8 septembre 1830) par le crédit des *Budgets, t/c de recouvrements à faire ultérieurement*, qui profiteront de la rentrée de ces créances au titre des exercices courants. (Voir au passif, page 678.)	9,857 53
CHIFFRE RECTIFIÉ des créances litigieuses	"

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

Soldes momentanément débiteurs d'après les écritures des comptables. (Voir page 315.)				155,875,741 82
A déduire par catégorie :				
1° DIVERS SERVICES PUBLICS. (Écritures.) (Voir page 297.)			79,499,322f 23c	
A déduire :				
Compensation des comptes d'ordre présentant des soldes débiteurs avec les soldes créditeurs correspondants (Voir au passif, pages 677 et 678.) :				
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* de la dotation de la Caisse nationale d'épargne	13,737,711f 51c	48,507,816f 67c		
Caisse des dépôts et consignations, *s/c* chez l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	34,770,105 16			
Soldes des comptes avec les Offices étrangers (partie)	"	27,259,054 69		
Divers Offices étrangers, *t/c* de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes (partie) compensés au passif avec le solde créditeur du *c/* Divers, *t/c* de dépôts de valeurs payables à l'étranger.	27,259,054 69			
Trésorier général des invalides de la Marine, *s/c* chez les trésoriers-payeurs en Algérie, compensé avec le passif		464,074 67		
Trésorier général des invalides de la Marine, *s/c* chez les trésoriers payeurs des colonies, compensé avec le passif		135,626 68		
TOTAL À DÉDUIRE DES DIVERS SERVICES PUBLICS			76,366,572 71	
Chiffre rectifié			3,132,749 52	
2° COMPTES DE DIVERS AVEC LES RECEVEURS DES REVENUS INDIRECTS. (Écritures.) [Voir page 305.]			41,350,627 72	
A déduire :				
Soldes débiteurs des comptes d'ordre de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne, compensés au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 678.)		33,859,891f 58c	41,350,627 72	
Soldes débiteurs des comptes d'ordre de l'agent comptable des téléphones, compensés au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 678.)		7,490,736 14		
Chiffre rectifié			"	
3° DIVERS CORRESPONDANTS. (Écritures.) [Voir page 315.]			35,025,791 87	
A déduire :				
Solde débiteur des comptes d'ordre de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne compensé au passif avec les soldes créditeurs correspondants. (Voir au passif, page 678.)			34,603,933 80	
Chiffre rectifié			421,858 07	
représentant des services débiteurs à solder par le Trésor.				
Récapitulation des déductions opérées sur les correspondants du Trésor.				
Divers services publics			76,366,572 71	
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects			41,350,627 72	
Divers correspondants			34,603,933 80	
TOTAL DES DÉDUCTIONS				152,321,134 23
CHIFFRE RECTIFIÉ des correspondants du Trésor				3,554,607 59

représentant des services débiteurs à solder par le Trésor. (Voir page 660.)

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'A*

ACT

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS.

Solde débiteur d'après les écritures des comptables (page 343)			297,518,686f 59c
1° Trésoriers-Payeurs généraux.			
A déduire par catégories :			
Solde débiteur d'après les écritures. (Voir page 321.)		116,437,466f 52c	
Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif :			
1° Comptes de correspondants administratifs. (Voir page 679.)			
Enfants assistés, *l/c* d'avances	1,885,011f 97c		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de versements pour le service des enfants assistés.*			
Inscriptions nominatives de titres de rentes à échanger	876,200 00		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'inscriptions nominatives déposées pour échange.*			
Bordereaux d'achats de rentes remis par la Caisse centrale. 6,636,062f 02c Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes achetés... 2,268,587 54	8,904,649 56		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'achats de rentes.*			
Receveurs particuliers et percepteurs de chefs-lieux d'arrondissement. *l/c* de certificats provisoires de rente 3 p. 0/0 (émission de 1891)	"		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Caisse centrale, s/c de certificats provisoires de rentes 3 p. 0/0. Émission de 1891.*			
Divers, *l/c* d'arbitrages de rentes	73,584 61	12,186,378f 14c	
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de ventes de rentes.*			
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes..... 362,811f 00c Receveurs particuliers, *l/c* de titres de rentes au porteur et mixtes..... 81,466 00 Percepteurs, *l/c* de titres mixtes de rentes sur l'État à renouveler..... 92 00 Divers, *l/c* de payements à régulariser (pour partie)..... 1,563 00	445,932 00		
Compensés au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange.*			
Caisse centrale du trésor public, *s/c* de rentes 3 p. 0/0 amortissables	1,000 00		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables en dépôt.*			
Receveurs particuliers, l/c courant (pour partie)	"		
Compensé au passif avec une partie des soldes créditeurs des correspondants administratifs : *Divers, l/c de coupes extraordinaires de bois.*			
2° Comptes de fonds particuliers :			
Receveurs particuliers, *l/c* de titres du Crédit foncier et autres valeurs françaises		991,591 51	
Compensé au passif avec une partie du compte *Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.* (Voir page 681.)			
Total à déduire des correspondants de trésoriers-payeurs généraux		13,177,969 65	*13,177,969 65*
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs généraux représentant des services débiteurs à solder par le Trésor			103,259,496 87
A reporter			103,259,496 87 297,518,686 59

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS. (Suite.)

Report		103,259,496f 87c	297,518,686f 59c
Caissier-payeur central du Trésor public, solde d'après les écritures. (Voir page 323.)		1,153,675 64	
Agents comptables du Trésor, solde d'après les écritures. (Voir page 337.)		1,976,784 91	
Trésoriers-payeurs en Algérie, solde d'après les écritures. (Voir page 329.)	5,702,634f 72c		
A déduire : Opérations d'ordre :			
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	*26,505 36*		
Compensé au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c d'achats de rentes sur l'État.* (Voir page 679.)			
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie représentant des services débiteurs à solder par le Trésor	5,676,129 36	5,676,129 36	
Trésoriers-payeurs des colonies. (Voir page 341.) Solde d'après les écritures	172,248,124 80		
A déduire : Opération d'ordre :			
Trésor, s/c de titres de rentes	*11,471 43*		
Compensé au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, l/c de titres de rentes déposés pour échange.* (Voir page 680.)			
Chiffre rectifié représentant des services débiteurs à solder par le Trésor	172,236,653 37	172,236,653 37	
Total des correspondants administratifs. (Voir page 660.)		284,302,740 15	
Récapitulation des déductions opérées sur les correspondants administratifs.			
Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	13,177,969f 65c		
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie	26,505 36		
Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	11,471 43		
Total des déductions	13,215,946 44		13,215,946 44
Chiffre rectifié des correspondants administratifs. (Voir page 660.) représentant des services débiteurs à solder par le Trésor et répartis comme ci-dessus.			284,302,740 15

FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde momentanément débiteur résultant des écritures des comptables. (Voir page 345.) représentant des services débiteurs à solder par le Trésor.		76,585f 46c

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde débiteur résultant des écritures des comptables. (Voir page 365.)			36,924,795f 91c
A déduire :			
1° Annulation du solde débiteur des mouvements de fonds des trésoriers-payeurs généraux résultant des remises de service au 31 décembre 1899. (Voir au compte des mouvements de fonds, page 682.)		1,058,329f 21c	
2° Annulation à l'actif et au passif des soldes créditeurs des comptes de mouvements de fonds qui ne doivent pas affecter la situation de la dette flottante. (Voir page 682.)		24,904,248 03	25,962,577 24
Chiffre rectifié des mouvements de fonds représentant des services débiteurs à solder par le Trésor et qui se décomposent comme suit (Voir page 660) :			10,962,218 67

	EXCÉDENTS	
	DES FONDS ENVOYÉS.	DES FONDS REÇUS.
Receveurs des postes et des télégraphes en France	234,836f 09c	"
Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne	"	2,973,241f 54c
Trésoriers-payeurs généraux	"	701,015 40
Caissier-payeur central du Trésor public	"	17,602,599 78
Agent comptable des traites de la marine	"	5,844 37
Agents comptables des chancelleries diplomatiques et consulaires	15,114 78	"
Comptables en Algérie	716,361 89	"
Trésoriers-payeurs des colonies	31,295,680 54	"
Agent comptable des virements de comptes	"	17,073 54
	32,261,993 30	21,299,774 63
Excédent des fonds envoyés	10,962,218f 67c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Act*

ACTI

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE.	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER (1).	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS À L'ACTIF DU TRÉSOR.	
TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX. (Voir page 656).					
I. — *Valeurs réelles.*					
Numéraire en caisse	1,421,866f 58c	96,707f 10c	"	1,518,573f 68c	
Numéraire déposé à la Banque	"	"	"	"	1,518,573f 68c
Caisses de réserve	"	"	"	"	
Traites d'adjudicataires de coupes de bois remises par le caissier du Trésor	"	"	"	"	
Traites de douanes et sels remises par le caissier du Trésor	82,271 57	"	"	82,271 57	
Obligations des redevables des contributions indirectes remises par le caissier du Trésor	70,604 00	17,408 00	"	88,012 00	
Traites de douane et obligations des redevables des contributions indirectes en souffrance	"	"	"	"	
Valeurs représentatives	587,072 90	"	"	587,072 90	1,034,728 57
Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État	"	"	"	"	
Traites d'adjudicataires de coupes de bois de l'État, en souffrance	272,618 10	654 00	"	273,272 10	
Traites appartenant au département de l'Ain	4,100 00	"	"	4,100 00	
Traites sur la ville de Paris	"	"	"	"	
Effets souscrits sur la place de Marseille	"	"	"	"	
TOTAL (à reporter)	2,438,533 15	114,769 10	"	2,553,302 25	2,553,302 25

(1) Les sommes indiquées dans cette colonne représentent les valeurs de caisse et de portefeuille des trésoriers généraux hors de fonctions au 31 décembre 1899, comprises dans le solde des mouvements de fonds et qui n'apparaîtront que pendant l'année suivante dans les écritures de leurs successeurs.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)	SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER (1).	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS à l'actif du Trésor.
TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX. (Suite.)				
Report des valeurs réelles	2,438,533f 15c	114,769f 10c	"	2,553,302f 25c
II. — *Valeurs d'ordre se balançant à l'actif et au passif.*				
1° Avec les comptes de correspondants administratifs (voir page 679) :				
Titres de rentes remis par le caissier du Trésor et la chambre syndicale	2,075,244 93	95.038 85	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, t/c d'achats de rentes*	"	"	2,170,283f 78c	
Bons du Trésor remis par le caissier-payeur central	103,500 00	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, t/c de placements en bons du Trésor*	"	"	103,500 00	
Traites de coupes ordinaires de bois des communes et établissements publics	4,676,066 05	130,575 50	"	
Compensation au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Receveurs des communes et établissements publics, t/c d'obligations de coupes ordinaires de bois en dépôt.*	"	"	4,806,641 55	
Traites de coupes extraordinaires de bois des communes et établissements publics	5,801,057 11	175,888 00	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Communes et établissements publics, t/c de produits de coupes extraordinaires de bois*	"	"	5,976,945 11	
Titres de rentes remis par la direction de la Dette inscrite	77,476 00	4,912 00	"	
Titres de rentes sur l'État à échanger	5,838 00	"	"	
Compensation avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Divers, t/c de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange*	"	"	88,226 00	
Obligations provisoires de l'Annam et du Tonkin	"	"	"	
Compensation avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Caisse centrale, s/c d'obligations provisoires de l'Emprunt* de l'Annam et du Tonkin	"	"	"	"
Inscriptions de rentes appartenant aux communes	516,885 00	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur du compte *Divers comptables, t/c de fonds en dépôt*	"	"	516,885 00	
Bons de liquidation remis par le caissier du Trésor	"	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur du compte *Divers, t/c de placements en bons du Trésor*	"	"	"	
Titres de rentes 3 1/2 p. 0/0 provenant de la conversion	"	"	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Agent comptable des reconversions et renouvellements, s/c de titres de rentes 3 1/2 p. 0/0.*	"	"	"	
			13,662,481 44	
2° Avec les fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux :				
Bordereaux et titres de valeurs françaises achetées ou échangées	2,481,648 30	49,131 00	"	
Titres du Crédit foncier à remettre à divers	610,307 90	5,504 00	"	
Compensation au passif avec une partie du solde créditeur des *Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux*. (Voir page 681.)	"	"	3,146,591 20	
A reporter (valeurs de caisse et de portefeuille)	18,786,556 44	575,818 45	16,809,072 64	2,553,302 25

(1) Les sommes indiquées dans cette colonne représentent les valeurs de caisse et de portefeuille des trésoriers généraux hors de fonctions au 31 décembre 1899, comprises dans le solde des mouvements de fonds et qui n'apparaîtront que pendant l'année suivante dans les écritures de leurs successeurs.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Ac*

ACT

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)		SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER.	À DÉDUIRE.	SOLDES NETS À L'ACTIF du Trésor.
Report		18,786,556f 44c	575,818f 45c	16,809,072f 64c	3,553,302f 25
CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. (Voir page 657.)		913,642,987 07	"	"	434,506,843 32
Annulation des valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des comptes administratifs du caissier-payeur central et dans le portefeuille de ce comptable. (Voir page 679.)		"	"	479,136,143 75	
RECEVEURS DES IMPÔTS ET REVENUS INDIRECTS. (Voir page 656.		79,749,406 98	"	"	79,749,406 98
AGENT COMPTABLE DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. (Voir page 656.)		899,174,719 00	"	"	
Annulation d'une portion du solde en caisse compensée au passif avec une partie des soldes créditeurs des comptes de divers correspondants de l'*Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne*. (Voir page 678.) La différence de 3,676,926 fr. 87 représente l'excédent réel des recettes sur les dépenses faites par ce comptable à titre de mouvements de fonds		"	"	895,497,792 13	3,676,926 87
COMPTABLES EN ALGÉRIE. (Voir page 658.)					
Trésoriers-payeurs	9,579,434f 35c	34,961,657 24	"	"	34,961,657 24
Receveurs de l'enregistrement et des domaines	6,653 75				
Receveurs des douanes	181,215 35				
Receveurs des contributions diverses	23,054,049 25				
Receveurs des postes et des télégraphes et des téléphones	2,140,304 54				
A reporter. (Valeurs de caisse et de portefeuille.)		1,946,315,320 73	575,818 45	1,391,443,008 52	555,448,136 66

RÉCAPITULATION DES VALEURS

(DÉDUCTION FAITE

Trésoriers-payeurs généraux

Caissier-payeur central du Trésor public. { Valeurs existant au Trésor / Numéraire en dépôt à la Banque de France / Numéraire en dépôt à la Banque d'Algérie

Receveurs des impôts et revenus indirects

Agent comptable de la Caisse nationale d'épargne

Comptables des finances en Algérie

Agents comptables du Trésor

Trésoriers-payeurs des colonies

TOTAL (Voir pages 670 à 673.)

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. (Suite.)		SOLDES EN CAISSE d'après les écritures des comptables.	À AJOUTER.	À DÉDUIRE.	SOLDES EN CAISSE réels à l'actif du Trésor.
Report		1,946,315,326f 73c	575,818f 45c	1,391,443,008f 52c	555,448,136f 66c
AGENTS COMPTABLES DU TRÉSOR. (Voir page 658.)		610,024 49	"	"	610,024 49
TRÉSORIERS-PAYEURS DES COLONIES. (Voir page 658.)		81,722,212 47	"	"	"
Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service qui sont restées sans emploi dans les caisses des trésoriers-payeurs des colonies. (Voir page 676.)	34,764,500f 00c	"	"	34,764,500 00	
Inscriptions de rentes déposées au Trésor	3,086,609 07	"	"	3,086,609 07	
compensées au passif avec une partie du solde créditeur des services spéciaux : *Caisse de réserve du service local des colonies*. (Voir page 675.)					39,945,411 85
Timbres-poste, L/C de dépôt	3,638,848 39				
compensés au passif avec le solde créditeur des correspondants administratifs : *Timbres-poste coloniaux, L/C de distribution*. (Voir page 680.) pour	3,638,132f 99c				
et avec une partie du solde créditeur du compte de même nature : *Dépôts administratifs* pour	715f 40c	"	"	3,925,691 55	
Titres de rentes déposés en cautionnements compensés au passif avec une partie du solde créditeur des correspondants administratifs : *Dépôts administratifs*	286,843 16				
TOTAUX des valeurs de caisse et de portefeuille		2,028,647,563 69	575,818 45	1,433,219,809 14	596,003,573 00

DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE

DES VALEURS D'ORDRE).

	VALEURS DE CAISSE.	VALEURS DE PORTEFEUILLE.	TOTAL.
	1,518,573f 68c	1,034,728f 57c	2,553,302f 25c
	10,437,034 67		
	334,706,017 57	51,615,806 61	434,506,843 32
	37,747,984 47		
	20,779,888 74	58,969,518 24	79,749,406 98
	"	3,676,926 87	3,676,926 87
	18,629,390 09	16,332,267 15	34,961,657 24
	453,986 36	156,038 13	610,024 49
	38,492,383 98	1,453,027 87	39,945,411 85
	462,765,259 56	133,238,313 44	596,003,573 00

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite du *Tableau servant à déterminer l*

EXCÉDENTS DE RECETTES DES BUDGETS.

Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 289.) 407,789,87

Se décomposant de la manière suivante :

1° Budgets réglés administrativement.

Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 289.)		6,193,792f 43c
Budget de l'exercice 1889. (Voir à l'actif, page 664.)	6,193,792f 43c	
Montant des sommes à déduire des budgets réglés administrativement pour transport aux découverts.	6,193,792 43	6,193,792 43
Chiffre rectifié des budgets réglés administrativement	"	"

2° Budgets courants.

BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

Solde résultant des écritures. (Voir la note c, page 289.)		400,994,716f 99c
Diminution de l'excédent de recette par suite du transport au budget général de l'exercice 1899 du montant des dépenses qui seront régularisées en 1900 et qui font l'objet de soldes débiteurs au compte d'avances pour divers services (voir à l'actif, page 666), savoir :		

Avances du caissier-payeur central du Trésor public.

Trésoriers coloniaux, *t/c* de payements divers	8,667,314f 05c	33,208,851f 53c
Administration des manufactures de l'Etat, *s/c* de traites de tabac à régulariser.	1,405 30	
Divers, *t/c* d'arrérages de rentes, pensions et valeurs du Trésor	10,478,269 43	
Divers, *t/c* de coupons au porteur	14,061,862 75	

A AJOUTER : Ressources classées provisoirem^t parmi les services spéciaux du Trésor (voir page 675) :

Produit de l'aliénation d'immeubles affectés à des travaux exécutés par le Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	266,763 27	783,263 27	
Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées.	516,500 00		
NET A DÉDUIRE		*32,425,588 26*	*32,425,588 26*
Chiffre rectifié du budget général de 1899			368,569,128 73

3° Budget de l'Exercice 1900.

Excédent de recettes d'après les écritures	601,367 77

RÉCAPITULATION.

	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.
Budgets réglés administrativement	"	6,193,792f 43c
Budget de l'exercice 1899	"	32,425,588 26
	"	38,619,380 69
NET à déduire	38,619,380f 69c	

38,619,380

CHIFFRE RECTIFIÉ des excédents de recettes des budgets. (Voir page 661.) 369,170,496

Cette somme est destinée à faire face :

1° Aux dépenses de l'exercice 1899, pour	368,569,128f 73c	369,170,496f 50c
2° Aux dépenses de l'année 1900, pour	601,367 77	

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

et le Passif réels du Trésor public.

SIF.

SERVICES SPÉCIAUX CRÉDITEURS.

Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 293.) 681,280,467f 73c

A DÉDUIRE

Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions, de la totalité de son solde créditeur qui représente une portion des avances faites au Trésor par la Caisse des dépôts pour les suppléments de pensions restant à rembourser et qui sont décrites contradictoirement à un compte d'avances. (Voir à l'actif, page 666)	84,565,986f 88c	
Annulation d'une partie du solde créditeur soit : 3,086,609 fr. 07 applicable à la *Caisse de réserve du service local des colonies* et qui représente une opération d'ordre compensée par le montant des *Inscriptions de rentes déposées au Trésor* et figurant dans le portefeuille des trésoriers-payeurs des colonies. (Voir à l'actif, page 673.)	3,086,609 07	
Annulation d'une partie du solde créditeur du compte « Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o », qui représente des opérations d'ordre compensées par le compte d'avances ci-après. (Voir à l'actif, page 666.)		
Remboursement des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o non converties	80,362,221 15	
Annulation, pour application au budget de l'exercice 1899 (voir au passif, page 674) des ressources y relatives qui ont été provisoirement classées parmi les services spéciaux	783,263 27	
Annulation pour application ultérieure en atténuation des avances et découverts du Trésor. (Voir à l'actif, page 664.)	177,841 37	
TOTAL des déductions	168,975,921 74	*168,975,921 74*
Chiffre rectifié des services spéciaux créditeurs. (Voir page 661.)		512,304,545 99

constituant le passif réel du Trésor non compris dans la dette flottante et se décomposant de la manière suivante :

N° 1. Capitaux de cautionnement en numéraire	278,832,194 60f
N° 2. Services départementaux de l'Algérie	7,184,678 92
N° 3. Service local des colonies	16,381,432 41
N° 5. Caisse de réserve du service local des colonies	2,598,393 00
N° 6. Budget général de l'Indo-Chine	3,879,141 60
N° 10. Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	9,890,317 04
N° 20. Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	5,864 85
N° 21. Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)	4,433,100 25
N° 22. Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées	871,701 52
N° 25. Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes	17,054,386 00
N° 27. Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties	447 10
N° 28. Produit du prélèvement sur le Pari mutuel en faveur de l'élevage	527,101 13
N° 30. Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900	1,069,156 72
N° 32. Avances de 40 millions au Trésor par la Banque de France	40,000,000 00
N° 33. Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)	8,366,630 85
N° 35. Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	121,210,000 00
TOTAL ÉGAL	512,304,545 99

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'A*

E

EFFETS A PAYER.

Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 295.)		5,158,156,00
A DÉDUIRE de l'actif (Voir page 673) et du passif :		
Traites émises par le caissier-payeur central du Trésor pour les besoins du service, mais qui sont restées sans emploi :		
Dans les caisses des trésoriers-payeurs des colonies	34,764,500f 00c	34,764,50
Chiffre rectifié des effets à payer (Voir page 661.)		5,123,391,56
constituant le passif réel du Trésor, se décomposant comme suit :		
Dette flottante. (Voir page 781. — Bons du Trésor remis à divers particuliers	98,661,900f 58c	
Dette flottante. (Voir page 781. — Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables	1,537,799 24	
TOTAL	100,199,699 82	
Autres services créanciers. (Voir page 661.)	5,023,191,860 32	
TOTAL ÉGAL	5,123,391,560 14	

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.

Solde créditeur d'après les écritures (page 315.)			2,084,077,39
A DÉDUIRE par catégorie :			
1° Divers services publics.			
Écritures. (Voir page 297.)		967,654,979f 36c	
A DÉDUIRE :			
1° Solde créditeur du compte « DIVERS, L/C de dépôt de valeurs payables à l'étranger compensé avec les soldes débiteurs des comptes ci-après. (Voir page 667.)			
Solde des comptes avec les offices étrangers (partie)	"	27,259,054f 69c	
Divers offices étrangers, L/C de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes (partie)	27,259,054f 69c		
2° Solde créditeur du compte courant avec le Trésor du trésorier général des invalides de la marine compensé pour partie à l'actif avec le solde débiteur du compte de ce comptable			
Chez les trésoriers-payeurs en Algérie		464,074 67	
Chez les trésoriers-payeurs des colonies		135,626 68	
TOTAL des annulations		27,858,756 04	27,858,756 04
Chiffre rectifié des divers services publics formant le passif réel du Trésor			939,796,223 32
A reporter			2,084,077,396f

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1899.

et le Passif réels du Trésor public.

SIF.

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. (Suite.)

Report			2,084,077,396f 45c
1° Divers services publics. (Suite.)			
Dette flottante. (Voir page 779.) — Communes et établissements publics, L/C de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris		32,063,674f 41c	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Communes et établissements publics, L/C de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements		309,186,346 84	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Service départemental — Budget de l'exercice 1898		"	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Service départemental — Budget de l'exercice 1899		80,297,589 44	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Service départemental — Opérations hors budget		472,118 46	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Divers établissements publics, L/C de fonds déposés au Trésor sans intérêts		979,620 00	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor		245,641,123 72	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne		93,663,881 22	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne		48,507,816 67	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse de retraites pour la vieillesse		44,525,468 36	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Gouvernement beylical, s/c de fonds déposés au Trésor		4,348,230 86	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Imprimerie nationale		200,000 00	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Divers corps de troupes de la Guerre et de la Marine, L/C de fonds déposés au Trésor		15,292,813 00	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Trésorier général des invalides de la marine, s/c courant avec le Trésor et chez divers comptables		4,471,628 91	
TOTAL		879,650,311 89	
Autres services créanciers. (Voir page 297.)		60,145,911 43	
TOTAL		939,796,223 32	
2° Fonds déposés au Trésor par des établissements particuliers.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 299.)			1,972,606f 22c
se décomposant comme suit :			
Dette flottante. (Voir page 779.) — Crédit foncier, s/c courant n° 2		114,469f 36c	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Ministère de l'instruction publique, s/c de fondations anglaises, écossaises et irlandaises		132,936 43	
Dette flottante. (Voir page 779.) — Service des Pompes funèbres		1,725,200 43	
TOTAL		1,972,606 22	
3° Fonds à rembourser à divers			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 299.)			2,711,331f 54c
formant le passif réel du Trésor non compris dans la dette flottante.			
A reporter			2,084,077,396 45

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINI**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Ac*

PASSI

CORRESPONDANTS DU TRÉSOR. (Suite.)

Report			2,084,077,396f 9
4° Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 305.)		80,188,863f 82c	
A déduire :			
Les soldes débiteurs des comptes d'ordre de la Caisse nationale d'épargne, compensés à l'actif. (Voir page 667.)			
Receveurs des postes et des télégraphes — en France	33,027,973f 41c	33,859,891f 58c	
Receveurs des postes et des télégraphes — en Algérie	831,918 17		
Soldes débiteurs du compte d'ordre de l'agent comptable des téléphones compensés à l'actif. (Voir page 667.)		41,350,627 72	
Receveurs des postes et des télégraphes — en France	7,425,995f 34c	7,490,736 14	
Receveurs des postes et des télégraphes — en Algérie	64,740 80		
Chiffre rectifié des comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects formant le passif réel du Trésor ne faisant pas partie de la Dette flottante		38,838,236 10	
5° Divers correspondants.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 315.)		1,031,549,615f 51c	
A déduire :			
1° Solde créditeur du compte *Budgets*, 1/c *de recouvrements à faire ultérieurement* compensé avec le compte ouvert à l'actif parmi les créances litigieuses sous le titre de *Prêts faits à divers sur le crédit de 5 millions ouvert par la loi du 8 septembre 1830.* (Voir à l'actif, page 667.)	9,857f 53c		
2° Solde débiteur des comptes :			
Caisse des dépôts, s/c de la dotation de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 667.)	13,737,711f 51c	48,507,816f 67c	
Caisse des dépôts, s/c chez l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 667.)	34,770,105 16		
3° Soldes débiteurs de divers comptes contradictoires. (V. à l'actif, p. 667.)		34,603,933 80	978,609,542 60
4° Une portion du solde en caisse et en portefeuille de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne. (Voir à l'actif, page 672.)		895,497,792 13	
5° Solde créditeur du compte « Rentes de la dotation de l'armée, s/c de liquidation ». (Voir à l'actif page 664.)			130,211 05
Total des annulations		978,749,611 18	978,749,611 18
Chiffre rectifié des divers correspondants formant le passif réel du Trésor et se décomposant comme suit :			52,800,004 33
Dette flottante — Divers correspondants du Trésor chez les trésoriers-payeurs généraux	10,213,521f 15c	27,922,334f 23c	
Dette flottante — Divers correspondants du caissier. — Protectorat de l'Annam et du Tonkin	17,708,813 08		
Autres services créanciers		24,877,670 10	
Total égal		52,800,004 33	

RÉCAPITULATION DES ANNULATIONS.

1° Divers services publics	27,858,756f 04c	
4° Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects	41,350,627 72	
5° Divers correspondants	978,749,611 18	
	1,047,958,994 94	1,047,958,994 94
Chiffre rectifié des correspondants du Trésor. (Voir page 661.) formant le passif réel du Trésor et se décomposant comme suit, conformément aux indications ci-dessus :		1,036,118,401 51
Dette flottante	909,545,252f 34c	
Autres services créanciers	126,573,149 17	
Total égal	1,036,118,401 51	

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS.

Solde créditeur d'après les écritures des comptables. (Voir page 343.)			736,793,135f 31c
A déduire par catégorie :			
1° Correspondants des trésoriers-payeurs-généraux.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 321.)		82,594,356f 06c	
A déduire :			
1° Pour rétablissement aux mouvements de fonds (passif) du solde créditeur du compte « Divers, 1/c de soldes de gestion »	2,184,131f 17c	28,032,990 75	
Pour opérations d'ordre se balançant au passif et à l'actif : 1° Compte de correspondants administratifs. (Voir à l'actif, page 668.)	12,186,378f 14c	25,848,859 58	
2° Comptes de valeurs de portefeuille. (Voir à l'actif, page 671.)	13,662,481 44		
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs généraux formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante		54,561,365 31	
2° Correspondants du caissier-payeur central du Trésor public.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 323.)		479,156,621f 23c	
A déduire :			
Les valeurs inactives qui figurent à la fois au crédit des correspondants administratifs du caissier-payeur central et dans le portefeuille de ce comptable. (Voir à l'actif, page 672.)		479,136,143 75	
Chiffre rectifié des correspondants du caissier-payeur central formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante		20,477 48	
3° Correspondants des agents comptables du Trésor.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 327.) formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante.		3,907,167f 72c	
5° Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 329.)		354,942f 00c	
A déduire :			
Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif. (Voir à l'actif, page 669.)		26,505 36	
Chiffre rectifié formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante		328,436 64	
A reporter			736,793,135 31

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'Act*

PASSI

CORRESPONDANTS ADMINISTRATIFS. (Suite.)

Report			736,793,135f
6° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies.			
Solde créditeur d'après les écritures. (Voir page 341.)		170,780,048f 30c	
A DÉDUIRE :			
1° Opérations d'ordre se balançant à l'actif et au passif. (Voir à l'actif, page 669.)	11,471f 43c	3,937,162 98	
2° Opérations d'ordre se balançant avec les valeurs de portefeuille. (Voir à l'actif, page 673.)	3,925,691 55		
Chiffre rectifié des correspondants des trésoriers-payeurs des colonies formant le passif réel du Trésor et non compris dans la Dette flottante		166,842,885 32	

RÉCAPITULATION DES ANNULATIONS.

1° Correspondants des trésoriers-payeurs généraux	28,032,990f 75c	
2° Correspondants du caissier-payeur central	479,136,143 75	
5° Correspondants des trésoriers-payeurs d'Algérie	26,505 36	
6° Correspondants des trésoriers-payeurs des colonies	3,937,162 98	
TOTAL des annulations	511,132,802 84	511,132,803 84
Chiffre rectifié des correspondants administratifs formant passif du Trésor et non compris dans la Dette flottante. (Voir page 661.		225,660,332 47

Avances pour divers services.

Solde créditeur d'après les écritures, formant passif réel du Trésor et non compris dans la dette flottante. (Voir page 355.)	339,937 31

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

et le Passif réels du Trésor public.

(Suite.)

FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES DES FINANCES.

Soldes créditeurs d'après les écritures des comptables. (Voir page 345.)			47,749,754f 89c
A répartir par catégorie comme suit :			
1° Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.			
Soldes créditeurs d'après les écritures. (Voir page 345.)		47,398,494f 71c	
A AJOUTER:			
Pour rétablissement au compte des fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux des opérations de mouvement de fonds effectuées par les comptables hors fonctions au 31 décembre 1899. (Voir au passif, page 682.)	1,701,620f 41c		
A DÉDUIRE :			
1° Opérations balancées à l'actif et au passif « Correspondants administratifs ». (Voir à l'actif, page 658.)	991,591f 51c		
2° Valeurs de caisse et de portefeuille. (Voir à l'actif, page 671.)	3,146,591 20		
	4,138,182 71		
NET A DÉDUIRE		2,436,562 30	
Chiffre rectifié des fonds particuliers des trésoriers généraux formant passif réel du Trésor et imputable sur la dette flottante		44,961,932 41	
2° Fonds particuliers des autres comptables.			
Soldes créditeurs d'après les écritures des comptables		351,260f 18c	
formant passif réel du Trésor et ne faisant pas partie de la Dette flottante.			
RÉSUMÉ DES MODIFICATIONS À OPÉRER SUR LES FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES.			
Augmentations		1,701,620f 41	
Annulations		4,138,182 71	
NET À DÉDUIRE		2,436,562 30	2,436,562 30
Chiffre rectifié des fonds particuliers des comptables des finances. (Voir page 661).			45,313,192 59
formant passif réel du Trésor et se décomposant comme suit :			
Dette flottante		44,961,932f 41c	
Autres services créanciers		351,260 18	
TOTAL ÉGAL		45,313,192 59	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite du *Tableau servant à déterminer l'*

PASSIF. (Suite.)

MOUVEMENTS DE FONDS ENTRE LES COMPTABLES DES FINANCES.

Solde créditeur d'après les écritures des comptables. (Voir page 365.)			24,904,248f 03c
A AJOUTER :			
1° Pour transport aux opérations de mouvements de fonds du solde créditeur du compte de correspondants administratifs : Divers, L/c de soldes de gestion. (Voir au passif, page 679)	2,184,131f 17c	2,759,949f 62c	
2° Conséquence du rétablissement aux valeurs de caisse et de portefeuille du numéraire et des valeurs existant au moment de la remise de service. (Voir à l'actif, page 673).	575,818 45		
A DÉDUIRE :			
1° Pour transport au compte : Fonds particuliers. (Voir au passif, page 681.)	1,701,620f 41c	27,664,197 65	
2° Pour balancer le solde débiteur des mouvements de fonds des trésoriers-payeurs généraux résultant des remises de service. (Voir à l'actif, page 669.)	1,058,329 21		
3° Annulation au passif et à l'actif des soldes créditeurs des comptes de mouvements de fonds qui ne doivent avoir aucune influence sur la situation générale du Trésor. (Voir page 669)	24,904,248 03		
		24,904,248 03	24,904,248 03
CHIFFRE RECTIFIÉ des mouvements de fonds entre les comptables des finances			"

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

et le Passif réels du Trésor public.

RÉCAPITULATION DES RECTIFICATIONS APPORTÉES POUR ÉTABLIR L'ACTIF ET LE PASSIF RÉELS DU TRÉSOR AUX CHIFFRES DE L'ACTIF ET DU PASSIF RÉSULTANT DES ÉCRITURES DES COMPTABLES.

	ACTIF.		PASSIF.	
	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.	AUGMENTATIONS.	DIMINUTIONS.
Découverts et avances du Trésor	148,574,983f 89c	6,501,844f 85c	"	"
Budgets débiteurs	"	142,736,060 99	"	38,619,380f 69c
Services spéciaux	"	891,569 05	"	168,975,921 74
Effets à payer	"	"	"	34,764,500 00
Avances pour divers services	"	203,084,413 41	"	"
Créances litigieuses	"	9,857 53	"	"
Correspondants du Trésor	"	152,321,134 23	"	1,047,958,994 94
Correspondants administratifs	"	13,215,946 44	"	511,132,802 84
Fonds particuliers des comptables	"	"	"	2,436,562 30
Mouvements de fonds entre les comptables des finances	"	25,962,577 24	2,759,949f 62c	27,664,197 65
Valeurs de caisse et de portefeuille	575,818 45	1,433,219,809 14	"	"
TOTAUX GÉNÉRAUX	149,150,802 34	1,977,943,212 88	2,759,949 62	1,831,552,360 16
NET à déduire	1,828,792,410f 54c		1,828,792,410f 54c	

Suite de la SITUATION GÉNERALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DECOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

1° Développements sur les services spéciaux affectant la situation de la Dette flottante.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 1.

Capitaux de cautionnements en numéraire.

Au 31 décembre 1898, le compte des *Capitaux de cautionnements en numéraire* présentait un solde créditeur de.....		301,638,710f 60c
Dans ce solde figurent, depuis l'année 1878, en exécution de la décision ministérielle du 21 décembre 1880 :		
1° Les cautionnements restant inscrits au 1er avril 1814, dont les fonds ont été employés aux dépenses générales de l'État.....	152,975,907f 62c	
2° Ceux qui ont été versés au Trésor, en exécution des lois des 28 avril 1816 et 23 juillet 1820, dont les budgets ont profité à titre de ressources extraordinaires.....	65,122,000 00	
(Voir aux Découverts et avances du Trésor, page 772).....(A)	218,097,907 62	
Les cautionnements versés en 1899 s'élèvent à.....		14,104,692 62
		315,743,403 22
Les cautionnements remboursés pendant la même année étant de.....		36,911,208 62
il ressort un solde créditeur de (voir page 291).....		278,832,194 60

représentant le montant total des cautionnements inscrits sur les livres du Trésor à la date du 31 décembre 1899.

On trouvera d'ailleurs (dans le 2e volume du compte général de l'Administration des finances) le détail, par ministère et par classe de titulaires de cautionnements, des capitaux versés et remboursés pendant l'année 1899, avec l'indication du nombre des parties, ainsi que le montant des capitaux restant dus au 31 décembre de la même année.

(A) Loi du 30 mars 1888, art. 26 : « Le Ministre des finances est autorisé à inscrire, parmi les découverts du Trésor, la somme de 218,097,907f 62c, montant du solde débiteur du compte classé parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre de : *Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820* ».

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEME DU COMPTE N° 2.

Services départemen de l'Algérie.

Le compte spécial des services départementaux de l'Algérie comprend: *ervice départemental* proprement dit des départements d'Alger, Constantine et Oran; 2° Le *service des recettes à charge de remboursement.* On trouvera, aux 892 à 897, le détail, par exercice et par nature de recettes et de dépenses des opérations effectuées dans chaque département. Ces opérations se rém comme suit:

		SERVICE DÉPARTEMENTAL.				SERVICE DES RECETTES À CHARGE DE REMBOURSEMENT.				RÉUNION DES DEUX SERVICES.			
		ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.	ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
Soldes au 31 décembre 1898	Débiteurs	"	"	"	4,057,141f	"	"	"	1,083,293f 08c	"	"	"	5,140,434f 31c
	Créditeurs	1,375,129f 33c	1,342,849f 77c	1,339,162f 13c		459,636f 80c	280,940f 81c	342,715f 47c		1,834,766 13	1,623,790f 58c	1,681,877f 60c	
Recettes de l'année 1899		12,302,884 69	6,069,558 03	3,124,225 27	21,496,667	3,181,766 54	2,424,943 44	3,492,364 09	11,099,074 07	17,484,651 23	8,494,501 47	6,616,589 36	32,595,742 06
		13,678,014 02	7,412,407 80	4,463,387 40	25,553,809	3,641,403 34	2,705,884 25	3,835,079 56	12,182,367 15	19,319,417 36	10,118,292 05	8,298,466 96	37,736,176 37
Dépenses de l'année 1899		11,009,741 14	5,638,631 78	2,987,642 53	19,636,015	3,090,942 17	2,386,351 28	3,438,188 55	10,915,482 00	16,100,683 31	8,024,983 06	6,425,831 08	30,551,497 45
Soldes créditeurs au 31 décembre 1899		2,668,272 88	1,773,776 02	1,475,744 87	5,917,793	550,461 17	319 532 97	396,891 01	1,266,885 15	3,218,734 05	2,093,308 99	1,872,635 88	7,184,678 92
en somme égale au solde qui ressort à la page 291.													

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DEVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 3.

Service local des colonies.

La création de *budgets coloniaux* distincts du budget général de l'État résulte de l'application du principe adopté par l'Assemblée constituante et consacré par le décret du 10 juin 1791, d'après lequel les colonies, si elles n'ont pas à concourir aux dépenses de la métropole, doivent au moins suffire à leurs propres dépenses. L'ordonnance du 26 janvier 1825 a également abandonné aux colonies tous leurs revenus et mis à leur charge toutes les dépenses les concernant.

La loi du 25 juin 1841 rattacha, au contraire, au budget de l'État les recettes et les dépenses de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane. Mais le sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui a réglé la constitution des trois premières de ces colonies, revint au système inauguré par l'Assemblée constituante de 1791. Il décida qu'elles supporteraient toutes les dépenses, à l'exception de celles dans lesquelles l'intérêt général de l'État se trouverait engagé, et il ne réserva au profit du Trésor aucune recette provenant du recouvrement des contributions, soit directes, soit indirectes. Toutefois des contingents à fournir au Trésor public peuvent être imposés aux colonies, et, d'un autre côté, l'article 15 prévoit que des subventions peuvent être accordées au service local, en cas d'insuffisance des ressources. Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, également spécial aux mêmes colonies, a encore réduit le nombre des dépenses imputables sur les fonds du budget métropolitain.

Tout en ne visant que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, le sénatus-consulte de 1854 portait que les autres colonies seraient régies par des décrets jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte; ensuite, le décret du 26 septembre 1855 a appliqué à tous les établissements coloniaux les principes du sénatus-consulte de 1854; il a institué dans chaque colonie un trésorier-payeur, comptable direct du Trésor, auquel incombe, entre autres attributions, le soin d'effectuer et de centraliser toutes les recettes et dépenses intéressant le service local, qui se trouvent ainsi soumises au contrôle de la Cour des comptes. Ces opérations figurent, dans les écritures de l'Administration des finances, au compte *Service local des colonies*.

Ce compte, à raison des opérations effectuées pendant la gestion 1898-1899 (1er juillet 1898 au 30 juin 1899), présente la situation suivante :

Solde créditeur au commencement de la gestion 1898-1899	17,893,527f 86c
Recettes	109,423,456 24
TOTAL	127,316,984 10
Dépenses	110,935,551 69
Solde créditeur au 30 juin 1899	16,381,432 41

Ce solde, qui représente l'excédent des recettes sur les dépenses locales, dont le Trésor est dépositaire, se décompose comme suit :

Martinique	526,364f 54c
Guadeloupe	383,194 55
Réunion	1,048,619 21
Guyane	156,273 99
Sénégal	1,327,682 69
Soudan	170,260 56
Guinée	228,528 94
Côte d'Ivoire	*A déd.: 117,252 22* (A)
Dahomey	55,664 06
Congo	*A déd.: 74,228 99* (A)
Saint-Pierre et Miquelon	104,160 06
Mayotte	*A déd.: 54,871 63* (A)
Taïti	364,322 19
Nouvelle-Calédonie	524,300 04
Inde	90,104 65
Cochinchine	7,141,003 80
Obock	541,788 94
Madagascar	3,926,660 24
Sainte-Marie de Madagascar	3,522 58
Diego-Suarez	34,577 97
Nossi-Bé	756 24
	16,381,432 41

égal au solde créditeur qui ressort à la page 291.

NOTA. — A partir de l'année 1900, le présent compte spécial sera classé, dans le Compte général des Finances, parmi les Correspondants du Trésor (Divers services publics).

(A) Solde débiteur qui sera régularisé dans le compte des finances de l'année 1900.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 4.

Avances faites par l'État au service local des colonies.

Le compte général de l'Administration des finances publié pour l'année 1877 (page 617) donne des explications sur l'origine de dettes contractées par diverses colonies envers l'État par suite d'avances faites par le Trésor, soit pour parer aux insuffisances accidentelles des recettes du service local, soit pour le remboursement, en excédent de ressources ordinaires d'un exercice, de dépenses opérées en France pour le compte du service local conformément aux dispositions de l'article 77 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies, dispositions reproduites par l'article 87 du décret du 20 novembre 1882.

Jusqu'en 1878, l'existence de ces dettes n'avait pas été constatée d'une manière uniforme dans les écritures centrales de la comptabilité publique. La diversité de ces imputations ne permettant pas de faire connaître facilement la situation des colonies débitrices, il y avait intérêt à faire figurer à un compte unique les sommes dont l'État est créancier. Pour atteindre ce résultat, et, d'autre part, afin de présenter dans la même catégorie de comptes toutes les recettes et les dépenses intéressant le service local des colonies, une décision ministérielle, en date du 18 novembre 1880, a prescrit d'ouvrir, à partir de l'année 1878, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé *Avances faites par l'État au service local des colonies*, destiné à la description des opérations relatives aux dettes des colonies envers l'État.

Le solde débiteur de ce compte, au commencement de la gestion 1898-1899, était de	100,907f 33c
Les dépenses de la gestion 1899 ont été de	»
TOTAL	100,907 33
Les recettes opérées pendant la même période pour remboursements effectués par les colonies, suivant les dispositions concertées pour chaque établissement colonial entre le Département des finances et l'Administration centrale des colonies, s'étant élevées à	50,000 00
Il en résulte un solde débiteur, à la fin de la gestion 1899, de (voir page 291)	50,907 33

Ce solde, qui représente le montant des sommes dues à l'État par la colonie de la Guadeloupe, se répartit ainsi qu'il suit :

	SOLDE au commencement de la gestion.	DÉPENSES.	TOTAUX.	RECETTES.	SOLDE à la fin de la gestion.
Guadeloupe	100,907f 33c	»	100,907f 33c	50,000f 00c	50,907f 33c

La dette de la Guadeloupe, qui représente le remboursement de payements faits en France pour le compte des exercices 1858 à 1860 et 1865 à 1869, s'élevait primitivement à 1,710,484 fr. 76; ce remboursement s'effectue au moyen d'annuités de 50,000 francs, inscrites au budget local de chaque exercice parmi les dépenses obligatoires de la colonie.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 5.

Caisse de réserve du service local des colonies.

Jusqu'en 1878, les dépôts au Trésor des excédents de recettes des budgets locaux des colonies, que fait ressortir le règlement de chaque exercice et qui constituent un fonds de réserve et de prévoyance dont l'État est détenteur, étaient représentés par le solde du compte *Caisse de réserve du service local des colonies*, compte classé parmi les correspondants des trésoriers coloniaux, tandis que les recettes et les dépenses du service local sont centralisées à un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor. Afin de grouper dans une même catégorie de comptes toutes les opérations relatives au service local des colonies, une décision ministérielle du 18 novembre 1880 a statué que le compte *Caisse de réserve du service local des colonies*, ci-dessus mentionné, serait transporté parmi les services spéciaux à partir de 1878.

Le solde créditeur de ce compte, au commencement de la gestion 1898-1899, était de	4,445,985f 77
Les versements du fonds de réserve qui ont été effectués, pendant l'année 1899, par diverses colonies se sont élevés à	8,343,569 52
TOTAL de la recette	12,789,555 29
Si de cette somme on retranche les remboursements faits aux colonies par l'État pendant la même année	7,104,553 22
il ressort, à la fin de la gestion 1898-1899, un solde créditeur de	5,685,002 07

Ce solde représente ce qui est dû par l'État aux diverses colonies ci-après :

Cochinchine	72,937f 04
Madagascar	1,234,640 74
Côte d'Ivoire	101,166 18
Martinique	424,958 02
Guadeloupe	304,046 38
Réunion	491,095 64
Guyane	910,000 00
Sénégal	1,059,417 19
Congo	87,550 46
Saint-Pierre et Miquelon	112,012 53
Diego-Suarez	»
Guinée française	428,176 68
Sainte-Marie de Madagascar	34,625 49
Mayotte	2,928 90
Taïti	67,294 61
Nouvelle-Calédonie	449 67
Inde	290,686 68
Obock	5,354 00
Soudan	68 14
Nossi-Bé	57,593 65
TOTAL égal au solde qui ressort à la page 291	5,685,002 07

DEVELOPPEMENT DU COMPTE N° 6.

Budget général de l'Indo-Chine.

Le Budget général de l'Indo-Chine a été créé à partir de l'Exercice 1899 par un décret en date du 31 juillet 1898. Le compte destiné à en retracer les opérations a été classé parmi les services spéciaux du Trésor par analogie avec le compte «Service local des colonies» en vertu de l'article 136 du décret du 20 novembre 1882, rendu applicable au budget de l'Indo-Chine par l'article 8 du décret précité du 31 juillet 1898.

Ce budget est arrêté au Conseil supérieur de l'Indo-Chine par le Gouverneur général et approuvé par décret rendu en Conseil des Ministres sur la proposition du Ministre des colonies. Le projet de budget pour chaque exercice est communiqué au Parlement à l'appui du projet de loi de finances.

Le budget général pourvoit aux dépenses : 1° du Gouvernement général et des services qui en dépendent directement; 2° de l'inspection mobile des colonies; 3° de la portion des services militaires mise à la charge de l'Indo-Chine; 4° du service de la justice française; 5° des administrations des douanes et régies et des autres contributions indirectes; 6° des travaux publics d'intérêt général dont la nomenclature est arrêtée chaque année par le Gouverneur général en Conseil supérieur de l'Indo-Chine, et approuvée par le Ministre des colonies; 7° du service des postes et des télégraphes. Il est fait face à ces dépenses au moyen des recettes des douanes et régies et des contributions indirectes de l'Indo-Chine.

Toutes les opérations de recette ou de dépense affectant soit le budget général, soit des services de trésorerie se rattachant à ce budget, sont constatées dans la comptabilité principale, tenue en francs, du Trésorier-payeur de la Cochinchine, à un compte de correspondants administratifs intitulé «Budget général de l'Indo-Chine, s/c courant». Ces mêmes opérations sont ensuite décrites, par exercice et par compte d'imputation définitive, dans une comptabilité annexe, tenue en piastres, par le Trésorier payeur de la Cochinchine et dont les résultats sont centralisés dans le compte général de l'Administration des finances, au taux invariable de 4 francs par piastre (art. 3 de l'arrêté des Ministres des colonies et des finances en date du 7 avril 1899).

Le présent compte «Budget général de l'Indo-Chine» comprend uniquement les opérations budgétaires proprement dites.

Ce compte, à raison des opérations effectuées pendant la gestion 1898-1899, présente la situation suivante :

Recettes	25,842,319f 44
Dépenses	21,963,177 84
Solde créditeur au 30 juin 1899	3,879,141 60

égal à celui qui ressort à la page 291.

NOTA. — A partir de l'année 1900, le présent compte spécial, sera classé, dans le Compte général des Finances, parmi les correspondants du Trésor (Divers services publics).

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 7.

Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897.

Aux termes de la loi du 15 juillet 1897 (art. 2), le Ministre des finances a été autorisé à faire au budget local de la colonie de la Guadeloupe sur les fonds du Trésor une avance de 1,000,000 de francs, qui doit être remboursée, sans intérêts, à partir de 1903, au moyen de dix annuités égales.

Pour retracer ces opérations dans les écritures de l'Administration centrale, la même loi a prescrit d'ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé: Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897.

Ce compte doit présenter à son débit le montant de l'avance effectuée par le Trésor, et, à son crédit, les annuités successives de remboursement.

Pendant l'année 1898, l'avance de 1,000,000 de francs a été portée en dépense à ce compte, dont elle constitue le solde débiteur au 31 décembre 1900.

Ce solde est égal à celui qui ressort à la page 291.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 8.

Avance au budget local de la colonie de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898.

Aux termes de la loi du 5 avril 1898, le Ministre des finances a été autorisé à faire au budget local de la colonie de Mayotte, sur les fonds du Trésor, une avance de 500,000 francs remboursable sans intérêts, à partir de 1903, au moyen de vingt annuités de 25,000 francs chacune.

Le présent compte a été ouvert pour retracer ces opérations dans les écritures de l'Administration centrale. Il doit présenter à son débit le montant de l'avance du Trésor et à son crédit les sommes successivement remboursées à titre d'annuités.

Pendant les années 1898 et 1899, les avances effectuées par le Trésor ont été de 282,762 fr. 11, savoir :

Année 1898	107,622f 08c
Année 1899	175,140 03
ENSEMBLE	282,762 11

Le solde débiteur du compte des avances au budget local de la colonie de Mayotte, fixé à la somme de 282,762 fr. 11 est égal à celui qui ressort page 291.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 9.

Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)

Les *prêts faits à l'industrie*, en exécution de la loi du 1er août 1860, ont été constatés au débit d'un compte ouvert sous ce titre parmi les *Services spéciaux* du Trésor. Ils doivent, jusqu'à leur entière liquidation, être imputés sur les ressources de la Dette flottante. Quant aux intérêts qui en proviennent, ils sont portés en recette aux *Produits divers du budget* de l'exercice courant.

Au 31 décembre 1898, les avances du Trésor s'élevaient à	1,582,737f 12c
Les remboursements effectués pendant l'année 1899 sont de	48,209 90
Les avances au 31 décembre 1899 ne sont plus que de	1,534,527 22

Somme égale au solde débiteur qui ressort à la page 291

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEME

Fonds de concours p

Aux termes de l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, de l'article 52 du décret du 31 mai 1862 et de la loi de finances du 27 février 1887, les fonds v par les départements, communes ou particuliers, pour concourir avec ceux de l'État à des dépenses d'intérêt public, sont portés en recette aux Res d'ordre du budget (Recettes d'ordre proprement dites); un crédit de pareille somme est ouvert par décrets au Ministre compétent, additionnellement a qui ont été accordés par la loi pour les mêmes dépenses, et la portion desdits fonds qui n'a pas été employée pendant le cours d'un exercice peut être réim avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu de décrets qui prononcent l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'e expiré.

Pour l'exécution de cette disposition, un arrêté ministériel du 6 juin 1863 a prescrit de centraliser les recettes de cette origine à un compte ouvert p les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, et de transporter aux budgets qui supportent la dépense prélèvement sur le compte spécial, une ressource égale aux crédits ouverts par décrets pour payer les dépenses correspondantes. Ce prélèvement est ef par les soins de l'agent comptable des virements de comptes.

A l'époque du 31 décembre 1898 (voir compte des finances de 1898, page 696), le compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public* présenta excédent de recettes de..... 7,874,47

Les recettes effectuées pendant l'année 1899 par les comptables (voir page ci-après) s'élèvent à.....		21,323,633f 78c	
Mais, par suite de rectifications d'imputation opérées par voie de virements dans les écritures centrales du Trésor (art. 303 et 311 du *Journal général*), il convient d'en déduire une somme de.....		800 01	
Reste, chiffre conforme à celui des situations produites par les départements ministériels.....		21,322,830 77	
En outre, l'agent comptable des virements a transporté du compte *fonds de concours* au compte *recettes accidentelles* :			
Une somme de..... (art. 220 du journal général), annulation au compte des fonds de concours du montant de la majoration dont a été affecté le prix de travaux exécutés par l'Administration des Postes et Télégraphes pour le compte de Compagnies de chemins de fer.		33,062 72	
Total à déduire.....			
Le chiffre définitif des recettes de l'année 1899 doit donc être arrêté (voir page 291) à.....		21,289,768 05	ci 21,289,76
Total.....			29,164,24
Les prélèvement opérés pendant la même année et imputés au budget des recettes de l'exercice 1898, pour faire face à des crédits d'égale somme sont de.....		4,082,258 07	
Savoir : France (voir page 132).....	4,024,049 08		
Algérie (voir page 154).....	58,208 99		
Les prélèvements opérés pendant la même année pour faire face aux crédits ouverts sur l'exercice 1899 sont de.....		15,182,283 56	
Savoir : France (voir page 436).....	13,540,879 22		
Algérie (voir page 442).....	1,641,404 34		
En outre, des prélèvements en somme égale au montant des recettes ayant plus de cinq ans au 31 décembre 1898 ont été appliqués aux produits divers du budget de l'exercice 1899 pour une somme de.....		9,385 96	
Total des prélèvements opérés (voir page 291).....		19,273,927 59	ci 19,273,927
Il reste, au 31 décembre 1899, un excédent de recettes de.....			9,890,317

égal au solde créditeur qui ressort à la page 291 du présent compte.

Ce solde provient des causes ci-après :

1° Recettes ayant plus de cinq ans de date au 31 décembre 1899..... 10,739

Aux termes de la décision ministérielle du 11 juillet 1870, concernant les valeurs et excédents de recettes non réclamés dans le délai de cinq ans, cette somme sera appliquée en 1900 aux produits divers du budget de l'exercice 1899.

2° Recettes de 1895 à 1899..... 9,879,577

Cette somme est destinée à faire l'objet de décrets d'ouverture de crédits de fonds de concours pendant les années 1900 et suivantes.

Total égal au solde créditeur ci-dessus..... 9,890,317

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 10.

dépenses d'intérêt public.

La commission de vérification des comptes des Ministres pour l'exercice 1875, considérant que les *fonds de concours pour dépenses publiques* prennent une extension chaque jour plus considérable, en raison des travaux exécutés par l'État avec le concours des départements, des communes, des chambres de commerce, des compagnies de chemins de fer et des particuliers, a demandé la publication d'un tableau justificatif des droits acquis au Trésor ainsi que la situation des recettes et des restes à recouvrer à titre de fonds de concours. En conséquence, les comptables des finances ont été invités à fournir des états détaillés présentant, d'une part, le détail des versements effectués pendant l'année courante; d'autre part, la comparaison des versements réalisés avec les engagements souscrits pendant la même année ou restant à réaliser sur les années antérieures.

Un tableau récapitulatif de ces états a été inséré chaque année dans le compte général des finances à partir de 1882.

Mais la Cour des comptes et les commissions de vérification pour les années 1883, 1884 et 1885 ont fait remarquer que, les comptables des finances ne connaissant les engagements de fonds de concours que par l'émission des titres de perception, leurs écritures ne permettent pas de saisir la trace des engagements qui n'ont pas encore été mis en recouvrement; et que, par conséquent, les chiffres indiqués au compte des finances ne présentaient pas des éléments suffisants de contrôle.

A la suite de ces observations, les Ministres se sont engagés à fournir annuellement, à partir de 1888, une situation détaillée de tous les engagements existant à la date du 31 décembre de chaque année et dont il leur appartient d'assurer l'exécution. La loi du 26 janvier 1892 a rendu cette publication obligatoire. Le résumé de ces situations pour l'année 1897 figure parmi les annexes du présent compte : *Compte de divers services publics*, page 938.

En dehors de ces situations, on continue à demander aux comptables des finances de fournir des états détaillés des opérations qu'ils ont accomplies *dans le courant de l'année*, afin de pouvoir rapprocher, au point de vue des *versements* et des *restes à recouvrer*, le résultat de leurs écritures avec les chiffres des situations établies par les ministères. Pour l'année 1899, les opérations des comptables sont résumées dans le tableau ci-après :

MINISTÈRES ET SERVICES.	RESTES à RECOUVRER au 1er janvier 1899.	TITRES DE PERCEPTION de l'année 1899.	TOTAL à RECOUVRER.	VERSEMENTS EFFECTUÉS en 1899.	RESTES À RECOUVRER au 31 décembre 1899.
1	2	3	4	5	6
Finances.....	15,966f 00c	367,940 70	383 906 70	383,906 70	"
Justice.....	535 84	3,444 42	3,980 26	3,444 42	535 84
Cultes.....	1,322 10	206,125 80	207,447 90	207,447 90	"
Affaires étrangères.....	"	"	"	"	"
Intérieur.....	"	210,756 50	210,756 50	210,756 50	"
Algérie.....	"	1,522,875 90	1,522,875 90	1,522,875 90	"
Guerre.....	205,500 00	2,011,555 24	2,217,055 24	1,619,088 76	597,966 48
Marine.....	"	421,837 75	421,837 75	421,837 75	"
Instruction publique.....	16,553 31	288,295 96	304,849 27	281,061 77	23,787 50
Beaux-Arts.....	"	653,921 32	653,921 32	653,921 32	"
Commerce.....	"	13,940 00	13,940 00	13,940 00	"
Postes et Télégraphes.....	49,940 05	4,504,676 54	4,554,616 59	4,481,485 28	73,131 31
Colonies.....	"	819,713 34	819,713 34	819,713 34	"
Agriculture.....	"	51,071 64	51,071 64	51,046 64	25 00
Travaux publics.....	420,477 63	10,654,465 10	11,074,942 73	10,653,104 50	421,838 23
Totaux.....	710,294 93	21,730,620 21	22,440,915 14	21,323,630 78	1,117,284 36

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.**

Suite des **DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.**

DÉVELOPPEMENT DES COMPTES:

N° 11. — *Liquidation de la dernière Liste civile et du domaine privé, s/c provisoire.*

N° 12. — *Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État.*

Aux termes d'un décret du Gouvernement de la Défense nationale du 6 septembre 1870 et d'un arrêté du Ministre des finances du 16 du même mois, une commission spéciale a été chargée de la liquidation et de l'administration des biens meubles et immeubles de la dernière Liste civile et du Domaine privé.

Une instruction du 21 septembre 1870, émanée de la Délégation de Tours, a prescrit, d'une part, à l'administration de l'enregistrement et des domaines d'effectuer les recouvrements et les payements concernant la Liste civile et le Domaine privé, et, d'autre part, cette même instruction a chargé les trésoriers-payeurs généraux de centraliser les recettes versées par les receveurs des domaines ou encaissées directement par les receveurs des finances et de payer les dépenses autorisées par la commission de liquidation.

Un arrêté ministériel du 23 août 1871 a décidé que les sommes recouvrées par l'administration des domaines supporteraient au profit du Trésor la retenue de 5 p. o/o pour frais de régie, établie par la loi de finances du 5 mai 1855.

Ultérieurement, la caisse centrale du Trésor a été également appelée à opérer des recettes et des dépenses pour le compte de la Liste civile, et de plus à rembourser à la liquidation le montant des dépenses que celle-ci avait été autorisée à payer pour le compte de l'État.

Pour retracer ces opérations, deux comptes ont été ouverts dans les écritures de l'Administration des finances, savoir :

1° *Liquidation de la dernière Liste civile et du Domaine privé, s/c provisoire*, lequel présente : en dépense, le montant des payements faits par le Trésor pour le compte de la commission de liquidation, ainsi que les sommes remises par lui à cette commission; en recette, le montant des sommes recouvrées par le Trésor pour le compte de la liquidation;

2° *Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État*, lequel présente : en dépense, les payements faits par la Liste civile pour le compte de l'État; en recette, les recouvrements effectués pour le compte de l'État par la Liste civile.

A la date du 31 octobre 1874, le liquidateur de la Liste civile a publié le compte rendu de ses opérations, et les résultats de ce compte rendu ont été confirmés par une décision, en date du 20 février 1877, de la commission instituée par décret du 26 mai 1853, à l'effet de vérifier et de juger les comptes de la Liste civile et du Domaine privé de l'Empereur.

On a procédé ultérieurement au règlement de diverses réclamations ou revendications présentées tant par l'État que par la Liste civile, et les chiffres définitifs des opérations ont été arrêtés par deux décisions du Ministre des finances en date des 8 septembre et 25 octobre 1879.

A l'époque du 31 décembre 1898, les écritures de l'Administration des finances présentaient les résultats suivants :

1° Liquidation de la dernière Liste civile et du Domaine privé, s/c provisoire :

Dépenses	995,546f 70c
Recettes	860,790 70
EXCÉDENT de dépenses à rembourser à l'État par les ayants droit de l'ancienne Liste civile	134,756 00

2° Trésor public, s/c d'opérations faites par la Liste civile impériale pour le compte de l'État :

Dépenses	1,463,346f 56c
Recettes	619,661 68
EXCÉDENT de dépenses représentant une avance faite à l'Etat par l'ancienne liste civile et restant à régulariser au 1er janvier 1899	843,684 88

Aucune opération n'a été faite au titre de ces comptes pendant l'année 1899 et, le transport du solde débiteur de chacun d'eux aux découverts et avances du Trésor, effectué conformément aux prescriptions de la loi du 25 décembre 1899, art. 25, les a définitivement soldés pendant ladite année.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 13.

Réorganisation des défenses de Calais.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 21 avril 1879, il devait être construit, pour remplacer l'enceinte actuelle de la ville de Calais, une nouvelle enceinte s'appuyant sur la citadelle et précédée de forts détachés.

Cette nouvelle enceinte engloberait les villes de Calais et de Saint-Pierre, ainsi que les principaux ouvrages à établir, en vertu de la loi du 14 décembre 1875, pour l'amélioration du port.

L'article 5 a pourvu aux frais de toute nature relatifs à cette nouvelle enceinte au moyen d'un crédit de 14 millions de francs réparti sur les cinq exercices ci-après :

Exercice 1879	2,000,000f 00c
Exercice 1880	3,000,000 00
Exercice 1881	3,000,000 00
Exercice 1882	3,000,000 00
Exercice 1883	3,000,000 00
TOTAL	14,000,000 00

Les crédits ou portions de crédits disponibles en fin d'exercice peuvent être reportés par décrets à l'exercice suivant (art. 6).

La même loi stipulait (art. 7) que les terrains rendus disponibles par la construction de la nouvelle enceinte de Calais, déduction faite de ceux que le Ministre de la guerre est autorisé à conserver pour ses besoins, seraient remis à l'Administration des domaines au fur et à mesure de la démolition des anciennes fortifications, pour être aliénés au mieux des intérêts de l'État, dans un délai maximum de vingt années.

Un crédit de 14 millions de francs a été ouvert au Ministre de la guerre au titre d'un compte créé, en vertu de l'article 4, parmi les services spéciaux, sous la rubrique : *Réorganisation des défenses de Calais*, auxquels sont imputés :

D'une part : en dépense, les frais d'expropriation et de construction inhérents aux travaux autorisés par la loi du 21 avril 1879 ;

D'autre part : en recette, le produit de la vente des terrains militaires devenus disponibles par la suppression de l'ancienne enceinte de Calais.

Sur les crédits accordés ou reportés aux exercices antérieurs ou en cours au 31 décembre 1899, lesquels s'élèvent à 14 millions de francs,

Il a été payé :

Pendant l'année 1880	sur l'exercice 1879		159,176f 70c
Pendant l'année 1880	sur l'exercice 1879	162,132f 45c	2,784,519 99
	sur l'exercice 1880	2,622,387 54	
Pendant l'année 1881	sur l'exercice 1880	946,473 00	1,646,444 16
	sur l'exercice 1881	699,971 16	
Pendant l'année 1882	sur l'exercice 1881	178,512 03	658,542 63
	sur l'exercice 1882	480,030 60	
Pendant l'année 1883	sur l'exercice 1882	69,978 03	533,768 01
	sur l'exercice 1883	463,789 98	
Pendant l'année 1884	sur l'exercice 1883	260,210 02	800,227 94
	sur l'exercice 1884	540,017 92	
Pendant l'année 1885	sur l'exercice 1884		253,881 98
Pendant l'année 1886 (néant)			#
Pendant l'année 1887	sur l'exercice 1887		8,200 00
Pendant l'année 1888	sur l'exercice 1887	38,800f 00c	169,790 86
	sur l'exercice 1888	130,990 86	
Pendant l'année 1889	sur l'exercice 1888	170,963 64	676,229 08
	sur l'exercice 1889	505,265 44	
Pendant l'année 1890	sur l'exercice 1889	98,884 32	140,999 58
	sur l'exercice 1890	42,115 26	
Pendant l'année 1891	sur l'exercice 1890	5,609 66	128,499 47
	sur l'exercice 1891	122,889 81	
Pendant l'année 1892	sur l'exercice 1891	139,210 19	223,245 66
	sur l'exercice 1892	84,035 47	
Pendant l'année 1893	sur l'exercice 1892		43,731 37
		TOTAL au 31 décembre 1899	8,227,257 43

Les opérations de recette constatées à ce compte depuis sa création jusqu'en 1890 ont été de	206,658f 05c	
pendant l'année 1891 de	57,580 60	
pendant l'année 1892 de	224,759 17	
pendant l'année 1893 de	26,567 60	
pendant l'année 1894 de	16,600 00	767,254 72
pendant l'année 1895 de	19,173 50	
pendant l'année 1896 de	36,497 93	
pendant l'année 1897 de	23,431 42	
pendant l'année 1898 de	53,267 56	
pendant l'année 1899 de	102,718 89	
Il en résulte au 31 décembre 1899 un solde débiteur de		7,460,002 71

qui a été transporté aux découverts et avances du Trésor, conformément aux prescriptions de la loi du 26 décembre 1899, art. 5.

Le présent compte spécial se trouve ainsi soldé.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SU

DÉVELOPPEMENT

Produit de l'emprunt de 500 millio

Aux termes de l'article 2 de la loi du 1er mai 1886, le Ministre des finances a été autorisé à négocier au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au Grand-Livre de la Dette publique, avec jouissance du 1er avril 1886, la somme de rentes 3 p. o/o nécessaire pour produire un capital effectif de 500 millions de francs, augmenté des dépenses matérielles et de tous les frais quelconques de l'émission de rentes autorisée, ces frais et dépenses ne devant pas excéder un capital de 4 millions de francs.

Un décret de la même date a fixé le taux d'émission de cet emprunt à 79 fr. 80 par 3 francs de rente, et un arrêté ministériel a déterminé les conditions dans lesquelles l'émission devait s'effectuer. Enfin, conformément à l'article 6 de la loi précitée, le Ministre des finances a rendu compte des opérations autorisées par cette loi, au moyen d'un rapport adressé à la date du 24 mai 1886 au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

Il résulte de ce rapport :

1° Qu'il a été émis par voie de souscription publique une somme de 18,947,368 francs de rentes 3 p. o/o, représentant, au taux de 79 fr. 80 par 3 francs de rente, un capital effectif de 503,999,988 fr. 80;

2° Que ce capital devait être appliqué, en exécution des articles 2 et 3 de la loi du 1er mai 1886 :

Au budget extraordinaire des exercices 1886 et 1887, pour	257 828,200f 00c
A l'atténuation des découverts du Trésor, pour	242,171,800 00
	500,000,000 00
Aux frais matériels de l'opération, pour	3,999,988 80
TOTAL ÉGAL	503,999,988 80

L'ensemble des dépenses des budgets des exercices 1886 et suivants s'élevait, ainsi qu'il vient d'être dit, à la somme de		257,828,200f 00c
Il convient d'y ajouter celle de	846,000f 00c	Mémoire.
montant d'un crédit ouvert au même budget de l'exercice 1886 par la loi du 26 mai 1885. La ressource destinée à faire face à ce crédit devait être prélevée sur le contingent à fournir par la ville de Paris pour sa part contributive dans les dépenses d'installation et de reconstruction du nouvel Hôtel des postes. Mais la Ville ayant contesté le chiffre auquel la dette devait être fixée, une décision ministérielle du 26 mars 1888 a ordonné, pour ne pas retarder la publication du projet de loi de règlement de l'exercice 1886, de prendre la ressource nécessaire sur le produit de l'emprunt de 500 millions (émission de 1886), à la charge de lui substituer ultérieurement, jusqu'à due concurrence, le versement à faire par la ville de Paris.		
Pendant l'année 1889, le versement dont il s'agit a été effectué par la ville de Paris et imputé directement parmi les ressources du budget extraordinaire de l'exercice 1889. Il en est résulté un disponible d'égale somme sur le produit de l'emprunt de 500 millions	846,000 00	
TOTAL		257,828,200 00

Les dépenses du budget extraordinaire, auxquelles diverses lois spéciales ont pourvu au moyen de cette ressource d'emprunt, devaient s'élever à la somme de	275,518,759f 97c
Mais les projets de règlement des exercices 1886 à 1889 ont demandé l'annulation définitive, ou à charge de réouverture par des lois spéciales aux budgets des exercices suivants, de crédits montant à la somme de	29,900,449 08

Savoir :

Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	19,332,888f 36c
Projet de loi de règlement de l'exercice 1887	4,504,864 07
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	2,394,064 44
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	2,286,400 08
Projet de loi de règlement de l'exercice 1890	1,382,232 13
TOTAL ÉGAL	29,900,449 08

En sorte que les dépenses extraordinaires auxquelles il a été pourvu sur le produit de l'emprunt de 500 millions ont été de	245,618,310 91
A reporter	245,618,310 91

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 14.

en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)

Report		245,618,310f 91c

Ces dépenses ont été réparties comme suit entre les exercices 1886 et suivants :

Exercice 1886	106,461,311f 64c
Exercice 1887	74,155,857 89
Exercice 1888	47,440,066 81
Exercice 1889	15,123,553 70
Exercice 1890	2,437,520 87
TOTAL ÉGAL	245,618,310 91

En outre, diverses dispositions législatives ont pourvu à des crédits du budget ordinaire au moyen des ressources de l'emprunt de 500 millions savoir :

Exercice 1888	730,170f 63c	
Exercice 1889	638,506 31	
Exercice 1891	4,218,734 04	9,353,308 50
Exercice 1892	1,533,782 29	
Reliquats disponibles à employer ultérieurement	2,232,115 23	
La loi du budget de l'exercice 1891 a attribué comme ressource audit exercice une somme de		2,840,086 90
et le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 a proposé d'appliquer le reliquat disponible, soit		16,493 69
à l'atténuation des découverts et avances du Trésor.		
ENSEMBLE des prélèvements		257,828,200 00

Enfin le produit de cet emprunt a été encore affecté :

1° A l'atténuation des découverts pour	244,459,481 36
(Y compris 2,287,681 fr. 36, représentant la portion restée sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt, qui a été portée en atténuation des découverts conformément à la décision ministérielle en date du 13 novembre 1888, prise en exécution de la loi du 1er mai 1886.)	
2° Aux frais matériels de l'opération, pour	1,712,307 44
(Sur la somme de 3,999,988 fr. 80 allouée primitivement, il est resté un disponible de 2,287,681 fr. 36 qui a été, comme il vient d'être dit, transporté en atténuation des découverts.)	
Les dépenses à la charge de l'emprunt de 500 millions se sont donc élevées à	503,999,988 80

Ces chiffres sont justifiés par les détails contenus dans un tableau indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des lois spéciales.

Ce tableau figure pour la dernière fois dans le Compte des finances de l'année 1894, pages 712 à 715.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 14.

Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0. (Émission de 1886.)

Les opérations de recette et de dépense de l'emprunt de 500 millions ont été centralisées à un compte ouvert parmi les services spéciaux sous le titre : *Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. 0/0* (émission de 1886). Il retrace à son crédit le montant des versements effectués par les souscripteurs, et à son débit les prélèvements à faire sur les ressources de l'emprunt conformément aux lois susmentionnées.

Les recouvrements se sont élevés :

Pour l'année 1886, à	465,412,654f 40c
Pour l'année 1887, à	38,484,712 80
Pour l'année 1888, à	28,836 00
Pour l'année 1889, à	8,006 40
Pour l'année 1890, à	15,235 20
Pour l'année 1891, à	14,997 60
Pour l'année 1892, à	35,546 40
TOTAL	503,999,988 80

Sur cette somme il a été prélevé :

Pendant l'année 1886. — Transport en atténuation des découverts du Trésor	242,171,800f 00c	244,459,481f 36c	503,983,495 11
Pendant l'année 1888. — Transport en atténuation des découverts du Trésor. (Portion sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt.)	2,287,681 36		
Pendant l'année 1887. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1886. (Décision ministérielle du 30 avril 1888.)		106,461,311 64	
Pendant l'année 1888. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1887. (Décision ministérielle du 28 février 1889.)		74,155,857 89	
Pendant l'année 1888. — Application du montant des frais à un compte de trésorerie		1,712,307 44	
Pendant l'année 1889. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1888	47,440,066f 81c	48,170,237 44	
Pendant l'année 1889. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1888. (Décision ministérielle du 16 décembre 1889.)	730,170 63		
Pendant l'année 1890. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1889	15,123,553 70	15,762,060 01	
Pendant l'année 1890. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1889. (Décision ministérielle du 20 décembre 1890.)	638,506 31		
Pendant l'année 1891. — Application au budget extraordinaire de l'exercice 1890. (Décision ministérielle du 28 décembre 1891.)	2,437,520f 87c	5,277,607 77	
Pendant l'année 1891. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1891	2,840,086 90		
Pendant l'année 1892. — Application au budget ordinaire de l'exercice 1891		4,218,734 04	
Pendant l'année 1893. — Application au budget général de l'exercice 1892		1,533,782 29	
Pendant l'année 1894. — Application au budget général de l'exercice 1894. (Loi du 26 juillet 1893.)		2,232,115 23	
Il en résulte, au 31 décembre 1899, un solde créditeur de égal à celui qui ressort à la page 291, et doit être appliqué aux découverts et avances du Trésor en exécution du projet de loi de règlement de l'exercice 1889.			16,493 69

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 15.

Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.

La loi du 18 août 1881, relative aux pensions des anciens militaires et marins et de leurs veuves, a autorisé le Ministre des finances à payer les suppléments de pensions résultant de ses dispositions, au moyen d'avances de la Caisse des dépôts et consignations dont le remboursement est imputé sur les dépenses de la dette viagère.

Les crédits inscrits à cet effet au budget du Ministère des finances se sont élevés chaque année, jusqu'en 1896, à la somme de 9,325,000 francs.

A partir de cette époque, l'intérêt ayant été calculé au taux de 3 p. 0/0, au lieu de 4 p. 0/0, l'annuité s'est trouvée réduite au chiffre de 8,700,000 francs. Elle a été augmentée, depuis le vote de la loi du budget de l'exercice 1898, d'une somme de 142,000 francs prélevée sur le montant d'économies réalisées sur les dépenses de la dette, par le remboursement, en capital, d'emprunts contractés antérieurement à un taux supérieur à 3 p. 0/0.

Deux décisions en date du 28 août et du 5 septembre 1881, ont prescrit que les avances faites par la Caisse des dépôts et consignations relativement aux suppléments de pensions seraient retracées dans les écritures de l'administration centrale, au moyen de deux comptes, l'un débiteur classé parmi les avances à régulariser sous le titre : *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et marins et à leurs veuves ;* l'autre créditeur ouvert parmi les services spéciaux et intitulé : *Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.*

Dans les premiers jours de chaque trimestre, le caissier payeur central remet à la Caisse des dépôts et consignations chargée de faire l'avance au Trésor des suppléments de pensions, un état sommaire des payements faits dans le trimestre précédent.

Le compte d'avances présente à son débit :

1° Tous les payements de l'espèce qui ont été effectués par les comptables du Trésor ;

2° Le montant des intérêts liquidés au profit de la Caisse des dépôts et consignations ;

Et à son crédit :

1° Les annuités budgétaires destinées à rembourser les avances de la Caisse des dépôts et consignations ;

2° Les reversements des sommes payées à tort.

Le présent compte spécial, qui joue contradictoirement avec le précédent, comprend à son débit les annuités remboursées à la Caisse des dépôts et consignations,

Et à son crédit :

1° Les avances faites en principal au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations ;

2° Le montant des intérêts payés à la Caisse des dépôts et consignations.

L'administration des finances présente ainsi à la fin de chaque année la situation réciproque du Trésor et de la Caisse des dépôts, tant au point de vue des capitaux avancés et des intérêts y relatifs que de l'amortissement de la dette de l'État.

A partir de 1883, on trouve récapitulées, par année, dans le tableau inséré ci-après, avec la distinction en capital et en intérêts, les avances faites par la Caisse des dépôts et constatées au crédit du compte spécial, ainsi que les sommes remboursées au débit du même compte sur ces avances au moyen de l'annuité votée annuellement au budget.

Le premier tableau qui suit comprend les résultats du compte spécial consignés dans les écritures des comptables au 31 décembre 1899. Il est accompagné, pour ordre, d'explications sur des opérations relatives à l'année en cours qui ne figureront que dans le compte de l'année suivante, soit à cause du mode de comptabilité adopté, soit par suite de retards dans l'ordonnancement de l'annuité prévue au budget.

On trouve dans le second tableau les opérations décrites contradictoirement au compte d'avances à régulariser, avec l'explication des différences qui ressortent entre les chiffres de ces deux comptes.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 15.

Caisse des dépôts et consignations, s/c d'avances pour les suppléments de pensions.

Les opérations du compte spécial sont les suivantes :

DÉSIGNATION DES ANNÉES pendant lesquelles ont été constatées les opérations.	DÉBIT. Annuités remboursées à la Caisse des dépôts et consignations.	CRÉDIT. Avances de la Caisse des dépôts et consignations en principal.	CRÉDIT. Intérêts des avances dues à la Caisse des dépôts et consignations. Années auxquelles se rapportent les intérêts payés.	CRÉDIT. Intérêts des avances dues à la Caisse des dépôts et consignations. Montant des intérêts payés.	CRÉDIT. Total du crédit.
Année 1882 (annuités de 1881)	9,325,000f00c	23,677,079f 44c	"	"	23,677,079f 44c
Année 1883	"	19,135,262 28	"	"	19,135,262 28
Années 1884 (annuités de 1882, 1883 et 1884.)	27,975,000 00	18,873,082 50	Intérêts des années 1882.. 174,714f 38c; 1883.. 444,618 80 payés en 1884.	619,333f 18c	19,492,415 68
Année 1885	9,325,000 00	16,189,842 64	Intérêts de 1884	822,045 11	17,011,887 75
Année 1886	9,325,000 00	14,358,663 69	Intérêts de 1885	1,235,044 16	15,593,707 85
Année 1887 (3 trimestres de l'annuité de 1887). (Voir page 256.)	6,993,750 00	15,915,208 86	Intérêts de 1886	1,489,353 94	17,404,562 80
Année 1888 (dernier trimestre de 1887 et 3 trimestres de l'annuité de 1888)	9,325,000 00	13,638,196 29	Intérêts de 1887	1,747,043 78	15,385,240 07
Année 1889 (dernier trimestre de 1888 et annuité de 1889)	11,656,250 00	13,094,129 26	Intérêts de 1888	2,105,201 91	15,199,331 17
Année 1890	9,325,000 00	11,558,804 00	Intérêts de 1889	2,300,340 39	13,859,144 39
Année 1891	9,325,000 00	11,327,117 40	Intérêts de 1890	2,573,908 05	13,901,025 45
Année 1892	9,325,000 00	9,570,688 17	Intérêts de 1891	2,765,761 41	12,336,449 58
Année 1893	9,325,000 00	6,274,214 30	Intérêts de 1892	2,898,026 06	9,172,240 36
Année 1894	9,325,000 00	14,567,496 11	Intérêts de 1893	3,005,699 47	17,573,195 58
Année 1895	9,325,000 00	6,722,951 67	Intérêts de 1894	3,211,458 49	9,934,410 16
Année 1896	8,700,000 00	7,250,283 88	Intérêts de 1895	3,324,001 74	10,574,285 62
Année 1897	8,700,000 00	9,416,894 22	Intérêts de 1896	2,567,171 67	11,984,065 89
Année 1898	8,842,000 00	6,816,139 82	Intérêts de 1897	2,625,589 78	9,441,729 60
Année 1899	8,842,000 00	5,165,678 58	Intérêts de 1898	2,683,274 63	7,848,953 21
	174,959,000 00	223,551,733 11		35,973,253 77	259,524,986 88
Solde créditeur au 31 décembre 1899, égal à celui qui ressort à la page 291	84,565,986f 88c				

Si au solde créditeur résultant du tableau ci-dessus et s'élevant à 84,565,986f 88c
on ajoute dès à présent les intérêts afférents à l'année 1899, dont le montant ne sera constaté au crédit du présent compte par le Caissier payeur central que pendant l'année 1900, ce solde se trouve augmenté de 2,640,715 93

De sorte que les avances à rembourser au 31 décembre 1899 s'élèvent, en réalité, à 87,206,702 81

Le compte d'avances pour divers services : *Trésor, s/c de suppléments de pensions aux militaires et aux marins et à leurs veuves*, présente la situation suivante à la même date du 31 décembre 1899, dans les écritures du Caissier payeur central du Trésor public :

DÉSIGNATION DES ANNÉES pendant lesquelles ont été constatées les opérations. 1	DÉBIT. Payements effectués par le Trésor pour suppléments de pensions. 2	DÉBIT. Intérêts des avances de la Caisse des dépôts et consignations. Années auxquelles se rapportent les intérêts payés. 3	DÉBIT. Intérêts des avances de la Caisse des dépôts et consignations. Montant des intérêts payés. 4	DÉBIT. Total du débit. 5	CRÉDIT. Reversements des sommes payées à tort. 6	CRÉDIT. Annuités remboursées à la Caisse des dépôts et consignations. 7	CRÉDIT. Total du crédit. 8
Année 1881	3,202,501f40c	"	"	3,202,501f40c	"	"	"
Année 1882 (annuité de 1881)	27,510,529 17	"	"	27,510,529 17	942f 90c	9,325,000f 00c	9,325,942f90c
Année 1883	18,479,126 67	"	"	18,479,126 67	54,300 38	"	54,300 38
Année 1884 (annuités de 1882, 1883 et 1884).	17,057,833 76	Intérêts de 1882.. 174,714f 38c; 1883.. 444,618 80 payés en 1884.	619,333f 18c	17,677,166 94	91,833 88	27,975,000 00	28,066,833 88
Année 1885	16,384,908 84	Intérêts de 1884	822,045 11	17,206,953 95	139,067 59	9,325,000 00	9,464 067 59
Année 1886	15,169,289 57	Intérêts de 1885	1,235,044 16	16,404,333 73	48,594 61	9,325,000 00	9,373,594 61
Année 1887 (3 trimestres de l'annuité de 1887).	14,630,582 09	Intérêts de 1886	1,489,353 94	16,119,936 03	13,681 76	6,993,750 00	7,007,431 76
Année 1888 (1 trimestre de 1887 et 3 trimestres de l'annuité de 1888).	13,529,734 05	Intérêts de 1887	1,747,043 78	15,276,777 83	32,944 73	9,325,000 00	9,357,944 73
Année 1889 (1 trimestre de 1888 et l'annuité de 1889)	12,850,611 52	Intérêts de 1888	2,105,201 91	14,955,813 43	22,371 55	11,656,250 00	11,678,621 55
Année 1890	12,060,989 60	Intérêts de 1889	2,300,340 39	14,361,329 99	28,901 21	9,325,000 00	9,353,901 21
Année 1891	11,144,797 48	Intérêts de 1890	2,573,908 05	13,718,705 53	27,902 68	9,325,000 00	9,352,902 68
Année 1892	8,632,527 73	Intérêts de 1891	2,765,761 41	11,398,289 14	25,403 97	9,325,000 00	9,350,403 97
Année 1893	11,610,372 25	Intérêts de 1892	2,898,026 06	14,508,398 31	32,666 86	9,325,000 00	9,357,666 86
Année 1894	9,112,882 36	Intérêts de 1893	3,005,699 47	12,118,581 83	106,311 79	9,325,000 00	9,431,311 79
Année 1895	8,319,302 89	Intérêts de 1894	3,211,458 49	(A) 11,530,761 38	20,219 30	9,325,000 00	9,345,219 30
Année 1896	7,684,656 38	Intérêts de 1895	3,324,001 74	11,008,658 12	14,367 30	8,700,000 00	8,714,367 30 (A)
Année 1897	7,196,472 45	Intérêts de 1896	2,567,171 67	9,763,644 12	22,451 75	8,700,000 00	8,722,451 75
Année 1898	6,618,286 96	Intérêts de 1897	2,625,589 78	9,243,876 74	7,576 73	8,842,000 00	8,849,576 73
Année 1899	3,045,866 93	Intérêts de 1898	2,683,274 63	5,729,141 56	"	8,842,000 00	8,842,000 00
	224,241,272 10		35,973,253 77	260,214,525 87	689,538 99	174,959,000 00	175,648,538 99
		260,214,525f 87c			175,648,538f 99c		
Solde débiteur égal à celui qui ressort à la page 353.	84,565,986f 88c						

(A) Déduction faite, au débit et au crédit, d'une opération d'ordre s'élevant à 86,992,490 fr. 26 cent. qui figure en recette aux avances du Payeur central de la Dette publique et en dépense aux avances du Caissier payeur central, page 345 du Compte des Finances de l'année 1896.

Le solde du présent compte, s'élevant à 84,565,986f 88
dont, comme celui du compte spécial contradictoire, pour présenter la situation réelle, être augmenté du montant des intérêts dus à la Caisse des dépôts et consignations pour l'année 1899, ci 2,640,715 93

D'où un excédent d'avances de 87,206,702 81
égal à celui du compte spécial (page ci-contre) 87,206,702 81
"

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEMEN

Avances faites au Tr

Par une convention du 29 mars 1878, ratifiée par la loi du 13 juin suivant, la Banque de France s'est engagée à fournir au Trésor, au fur et à mesu de ses besoins, des avances qui pourront s'élever à 80 millions, indépendamment des 60 millions déjà avancés par elle en exécution du traité du 10 ju 1857.

Des bons du Trésor, renouvelables de trois mois en trois mois, doivent être délivrés à la Banque en garantie de ses avances, qui ne portent intérêts lorsque le solde créditeur du Trésor, tant à Paris que dans les succursales, descend à un chiffre inférieur au montant de ces avances.

Aux termes d'une décision ministérielle, en date du 27 décembre 1879, qui règle le mode de comptabilité à suivre pour décrire les opérations relatives l'avance dont on vient de parler, il a été créé parmi les services spéciaux un compte intitulé : *Avances faites au Trésor par la Banque de France*, au cré duquel doivent être portés les fonds remis par la Banque au fur et à mesure des versements. Le débit du même compte servira à retracer l'emploi de l'avan de 80 millions de francs, dont il sera fait recette soit aux budgets, soit aux services auxquels cette avance sera attribuée par des lois.

Les dépenses auxquelles il devait être pourvu au moyen de cette ressource exceptionnelle se sont élevées à la somme de 79,994,611 fr. 97, répartie comm suit :

1° Les dépenses du budget extraordinaire à imputer sur le prêt de la Banque de France, en exécution des diverses lois, s'élevaient à la somm totale de		44,515,429
Mais les projets de lois de règlement des exercices 1886 à 1889 ont prescrit l'annulation définitive ou à charge de réouverture par des lois spéciales, à des exercices ultérieurs, de crédits montant à		584,909
Savoir :		
Projet de loi de règlement de l'exercice 1886	139,808f 97c	
——— 1887	440,198 19	
——— 1888	2,882 81	
——— 1889	2,019 77	
TOTAL ÉGAL	584,909 74	
En sorte que les dépenses extraordinaires auxquelles il devait être pourvu par imputation sur le prêt de la Banque de France ont été de		43,930,517
2° Celles du budget ordinaire auxquelles il a été fait face par prélèvement sur le même produit ont été de		36,064,094
ENSEMBLE		79,994,611

Une partie des crédits gagés sur cette ressource a été successivement reportée d'exercice en exercice, soit jusqu'à l'exercice 1881 inclusivement, en vertu de la faculté de report par décret dont le Gouvernement était investi, soit à partir de l'exercice 1882, en exécution de lois spéciales.

Il est résulté que les crédits ci-dessus mentionnés se trouvent répartis entre les exercices 1880 à 1889 de la manière suivante :

1° Budget extraordinaire.

Exercice 1880	8,398,187f 66c	43,930,517
Exercice 1881	8,670,467 60	
Exercice 1882	9,787,063 97	
Exercice 1883	4,600,237 70	
Exercice 1884	7,378,649 68	
Exercice 1885	2,677,669 08	
Exercice 1886	1,468,733 64	
Exercice 1887	514,606 02	
Exercice 1888	236,921 63	
Exercice 1889	197,980 23	

2° Budget ordinaire.

Exercice 1884	1,665,695f 00c	36,064,094
Exercice 1885	21,704,764 76	
Exercice 1886	12,693,635 00	
TOTAL ÉGAL		79,994,611

Ces chiffres étaient justifiés par les détails contenus dans un tableau, indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits, les crédits reporté d'exercice à exercice soit par des décrets, soit par des lois.

Ce tableau a été inséré pour la dernière fois au Compte des finances de l'année 1894, pages 721 à 723.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 16.

par la Banque de France.

La Banque de France a versé dans les caisses de l'Etat :

Pendant l'année 1880	60,000,000f 00c
Pendant l'année 1881	20,000,000 00
De sorte qu'au 31 décembre 1881 le Trésor se trouvait avoir encaissé l'intégralité de l'avance que la Banque s'était engagée à faire, soit	80,000,000 00

Il y a lieu de remarquer que le Trésor, à cause de l'importance de son encaisse, avait restitué à la Banque pendant la même année la somme de 40,397,000 francs, et que cette somme a été de nouveau mise à la disposition de l'État dans le courant de l'année 1884.

Ainsi qu'il a été expliqué dans le compte général des finances de 1881 (page 804), on a prélevé sur le présent compte spécial, en exécution de la décision ministérielle du 27 décembre 1879, modifiée par celle du 8 février 1883, la ressource nécessaire pour faire face aux payements restés à la charge du budget extraordinaire de l'exercice 1880 avec imputation sur le prêt de la Banque de France, ci 8,398,187f 66c

Des prélèvements de même nature ont eu lieu sur le compte, en vue de pourvoir aux dépenses définitives du budget extraordinaire et du budget ordinaire des exercices suivants, savoir :

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Exercice 1881 (décision ministérielle du 11 janvier 1884)	8,670,467f 60c	
Exercice 1882 (décision ministérielle du 31 mars 1884)	9,787,063 97	
Exercice 1883 (décision ministérielle du 7 mai 1885)	4,600,237 70	
Exercice 1884 (décision ministérielle du 24 juillet 1886)	7,378,649 68	
Exercice 1885 (décision ministérielle du 16 décembre 1887)	2,677,669 08	
Exercice 1886 (décision ministérielle du 30 avril 1888)	1,468,733 64	
Exercice 1887 (décision ministérielle du 28 février 1889)	514,606 02	
Exercice 1888 (décision ministérielle du 16 décembre 1889)	236,921 63	
Exercice 1889 (décision ministérielle du 20 décembre 1890)	197,980 23	
	43,930,517 21	

BUDGET ORDINAIRE.

Exercice 1884 (décision ministérielle du 24 juillet 1886)	1,665,695f 00c	36,064,094 76	
Exercice 1885 (décision ministérielle du 16 décembre 1887)	21,704,764 76		
Exercice 1886 (décision ministérielle du 30 avril 1888)	12,693,635 00		
		79,994,611 97	
Le montant des dépenses portées au débit de ce compte s'élevait donc au 31 décembre 1899 à			79,994,611 97
si on le retranche du total des avances arrêté ci-dessus, on fait ressortir un solde créditeur de			5,388 03

égal à celui qui figure à la page 291.

En exécution de l'article 23 du projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1889, ce reliquat disponible sera porté en atténuation des avances et découverts du Trésor.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 17.

Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts.

L'article 14 de la loi du 8 août 1885, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1886, a créé, à partir de l'année 1886, parmi les services spéciaux du Trésor, deux comptes intitulés (A) :

Avances aux compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts;

Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts,

qui doivent présenter :

En dépense le montant, en capital et intérêts (B) à 4 p. o/o l'an, des sommes avancées par l'État, conformément aux conventions ratifiées par la loi du 20 novembre 1883 et par les lois antérieures;

En recette les sommes remboursées par les compagnies de chemins de fer conformément aux mêmes conventions.

Les crédits ouverts au Ministère des travaux publics à partir de l'exercice 1886, au titre de ces deux comptes spéciaux, sont constatés dans le tableau suivant, avec l'indication de l'exercice qu'ils concernent, de la loi qui les a accordés et du compte auquel ils sont affectés :

DÉSIGNATION des exercices auxquels les crédits ont été ouverts par les lois de finances.		CRÉDITS ATTRIBUÉS AUX COMPTES : Avances aux compagnies de chemins de fer *français* pour garantie d'intérêt.	Avances aux compagnies de chemins de fer *algériens* pour garantie d'intérêt.	TOTAL par exercice des crédits ouverts.
Exercice 1886. (Loi du 3 avril 1885, art. 15.)		50,000,000f 00c	13,000,000f 00c	63,000,000f 00c
Exercice 1887. (Loi du 26 février 1887, art. 18.)		89,000,000 00	15,000,000 00	104,000,000 00
Exercice 1888. (Loi du 30 mars 1888, art. 17.)		67,000,000 00	18,000,000 00	85,000,000 00
Exercice 1889. (Loi du 29 décembre 1888, art. 11.)	54,000,000f 00c	26,506,375 19	21,000,000 00	47,506,375 19
(Loi du 27 novembre 1890.) Annulation	27,493,624 81			
Exercice 1890. (Loi du 17 juill. 1889, art. 35.)	34,000,000f 00c	27,810,461 07	24,000,000 00	51,810,461 07
(Loi du 27 nov. 1890.) Report de 1889	27,493,624 81	61,493,624 81		
(Loi du 24 juillet 1891.) Annulation	33,683,163 74			
Crédits non employés et non reportés (annulés)		"	Addd. 6,640,359 07	Addd. 6,640,359 07
Exercice 1891. (Loi du 26 décembre 1890.)	58,000,000 00	67,683,163 74	24,000,000 00	91,683,163 74
(Loi du 24 juillet 1891.) Report de 1890	33,683,163 74			
Exercice 1893. (Loi du 28 avril 1893, art. 76.)		25,000,000 00	"	25,000,000 00
Exercice 1894. (Loi du 26 juillet 1893, art. 71 et décision ministérielle du 27 février 1894.) Crédits imputés sur les ressources disponibles de la Dette flottante		54,109,102 67	"	(C) 54,109,102 67
TOTAL des crédits ouverts au 31 décembre 1899		407,109,102 67	108,359,640 93	515,468,743 60

Pour les budgets antérieurs à celui de 1891, il était stipulé par chacune des lois de finances portant ouverture des crédits de l'espèce que la portion de crédits non employée à la fin de chaque exercice ne pourrait être reportée aux exercices suivants qu'en vertu d'une loi, et qu'il devrait être pourvu aux avances autorisées au moyen du produit de l'émission d'obligations du Trésor à court terme.

A partir de l'exercice 1891, aux termes de l'article 23 de la loi du 26 décembre 1890 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de cet exercice, la portion des crédits restée sans emploi à la clôture d'un exercice est reportée de plein droit aux exercices suivants.

En outre, diverses lois ont prescrit : 1° de pourvoir aux avances de garanties d'intérêts par des primes d'émission réalisées sur des obligations du Trésor à court terme, ou au moyen des versements effectués par les compagnies de chemins de fer dans le courant des années 1891 et 1892 et dans les années antérieures (loi du 26 décembre 1890, art. 24 et loi du 26 janvier 1892, art. 43) 2° de rembourser des obligations du Trésor à court terme en circulation, au moyen de prélèvements sur les excédents de recettes des exercices 1890 et 1891 (art. 61 de la loi du 26 décembre 1890) et de l'exercice 1898 (art. 108 de la loi du 13 avril 1898).

Le tableau inséré ci-après présente, par année, d'une part le montant des avances du Trésor faites depuis 1886 aux compagnies de chemins de fer français, et d'autre part les versements effectués par les compagnies et les diverses ressources destinées à pourvoir aux avances de garanties.

En cas de reversements de sommes payées en trop, le montant en est constaté en recette à une colonne distincte du crédit de ce compte pour permettre de reconstituer, par voie de déduction, le montant des avances réelles. — Comme ces intérêts remboursés par les compagnies tant qu'ils ne sont qu'à l'état de dette ne peuvent être constatés au débit du présent compte spécial, l'administration des finances, sous le régime de la loi du 8 août 1885, les avait appliqués aux produits des budgets, en exécution de décisions ministérielles. Mais ce mode d'imputation ne peut plus être suivi désormais, puisque, en vertu des lois nouvelles, on doit affecter au payement des garanties les sommes versées par les compagnies à quelque titre que ce soit.

(A) Le compte *Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts* a été soldé pendant l'année 1893.

(B) Ce compte, affectant directement la situation générale des Finances, ne peut être débité que des avances dont la caisse *et le portefeuille* du Trésor ont fourni le montant. Quant aux intérêts dont le chiffre du capital prêté devra être augmenté annuellement, ils seront suivis par compagnie au moyen du compte courant de la garantie d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, qui fait partie des comptes d'ordre (Voir, dans le présent compte des Finances, comptes de divers services publics, *Garanties d'intérêts aux compagnies de chemin de fer.*

(C) Cette somme représente les crédits imputés sur les ressources disponibles de la Dette flottante qui ont servi à payer, pendant l'année 1894, à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, les garanties d'intérêts à elles dues pour les années d'exploitation antérieures à l'année 1893. (Loi du 26 juillet 1893, art. 71, et décision ministérielle du 27 février 1894.)

Au 31 décembre 1898, ce compte présentait un solde débiteur de		250,782,650f 35c
Il a été crédité pendant l'année 1899 :		
Du montant des ordonnances émises sur les crédits du chapitre 5 du Ministère des Finances, exercice 1899; de partie des obligations sexennaires échéant en 1899	Remboursement 31,000,000f 00c	
D'une somme de 26,557,237f 14c représentant la partie de l'excédent de recette de l'exercice 1898, destinée à rembourser, conformément aux termes de l'article 108 de la loi du 13 avril 1898, des obligations du Trésor à court terme en circulation	26,557,237 14	
ENSEMBLE	57,557,237 14	57,557,237 14
Il en résulte, au 31 décembre 1899, un solde débiteur de		193,225,413 21

Les avances faites aux compagnies, ainsi que les diverses ressources destinées à y pourvoir, font l'objet du tableau ci-après, qui présente la situation de ce compte à la fin de l'année 1899.

ANNÉES ET EXERCICES.		DÉBIT. MONTANT des avances en capital.	CRÉDIT. Remboursements sur le capital.	Remboursements sur les intérêts.	Reversements de trop-payé.	Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1891. Lois des 26 déc. 1890 et 28 avril 1893.	Prélèvement sur l'excédent de recette de l'exercice 1898. Lois des 13 avril 1898 et 26 déc. 1899.	Remboursement d'une partie des obligations sexennaires sur les crédits du Ministère des Finances.	Primes d'émission des obligations du Trésor à court terme.	TOTAL.
Année 1886. Exercice 1886		49,995,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"
Année 1887. Exercice 1886	5,000f 00c	77,523,410 77	"	"	"	"	"	"	"	"
Exercice 1887	77,518,410 77									
Année 1888. Exercice 1887	11,481,589 23	52,208,689 56	"	"	"	"	"	"	"	"
Exercice 1888	40,727,100 33									
Année 1889. Exercice 1888	26,272,899 67	47,459,677 25	249,621f 73c	1,027,929f 74c	"	"	"	"	"	1,277,551f 47c
Exercice 1889	21,186,777 58									
Année 1890. Exercice 1889	5,319,597 61	28,440,058 68	3,754,023 17	3,203,997 27	"	"	"	"	"	6,958,020 44
Exercice 1890	23,120,461 07									
Année 1891. Exercice 1890	4,690,000 00	50,923,511 41	271,893 17	50,594 48	"	"	"	"	"	322,487 65
Exercice 1891	46,233,511 41									
Année 1892. Exercice 1891	891,126 19	20,495,681 40	368,938 07	78,244 64	"	"	"	"	"	447,182 71
Exercice 1892	19,604,555 21									
Année 1893. Exercice 1892	953,970 93	19,023,143 06	"	"	"	87,358,543f 59c	"	"	"	87,358,543 59
Exercice 1893	18,069,172 13									
Année 1894. Exercice 1893	1,188,205 85	59,031,624 14	"	"	"	"	"	"	"	"
Exercice 1894	3,734,315 62									
Crédits imputables sur la Dette flottante.	54,109,102 67									
Année 1895. Exercice 1895.	2,008,306 40	2,008,306 40	"	"	"	"	"	"	"	"
Année 1897. Exercice 1897		"	"	"	"	"	"	27,900,000f 00c	2,044,236f 15c	29,944,236 15
Année 1898. Exercice 1898		"	"	"	18,430 31	"	"	30,000,000 00	"	30,018,430 31
Année 1899. Exercice 1899		"	"	"	"	"	26,557,237f 14c	31,000,000 00	"	57,557,237 14
		407,109,102 67	4,644,476 14	4,360,766 13	18,430 31	87,358,543 59	26,557,237 14	88,900,000 00	2,044,236 15	213,883,689 46
			213,883,689f 46c							

Solde débiteur au 31 décembre 1899 : 193,225,413f 21c.

Ce solde est le même que celui qui ressort, page 291.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 18.

Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie.

Le service de la propriété individuelle indigène en Algérie est régi actuellement par la loi du 16 février 1897 et par les dispositions non abrogées de lois antérieures. A la suite des procédures prescrites, l'Administration des domaines délivre des titres qui assurent, à l'égard de tous, la propriété entre les mains des bénéficiaires. Tous les droits réels, non légalement maintenus, sont abolis définitivement, quelles que soient la nature et la date de l'acte qui les constate. Les procédures, soit d'ensemble, soit partielles, instituées par les lois du 26 juillet 1873 et du 28 avril 1887, sont abrogées.

Le présent compte spécial a pour objet de centraliser les recettes et les dépenses relatives à la constatation et à la constitution de la propriété individuelle indigène.

Aux termes de la loi du 26 juillet 1873, les dépenses de toute nature incombant à ce service sont, dans chaque département, à la charge du budget des centimes additionnels des tribus.

En vue de couvrir les dépenses, classées depuis 1874 jusqu'en 1887, au budget sur ressources spéciales, un décret du 13 juillet 1874 a autorisé la perception de centimes extraordinaires additionnels au principal de l'impôt. Mais, bien que ces centimes aient été doublés par un nouveau décret du 27 juillet 1875, une expérience de plusieurs années donna lieu de reconnaître que les ressources ainsi obtenues étaient insuffisantes. A la fin de l'année 1882, en effet, les dépenses engagées dépassaient notablement les recettes, faisant ressortir un excédent que, selon toute prévision, les exercices suivants ne devaient pas pouvoir couvrir.

La loi du 28 décembre 1884 intervint alors, autorisant sur les ressources du Trésor, pour subvenir aux besoins du budget sur ressources spéciales de l'exercice 1884, le prélèvement d'une avance de 1,560,000 francs et prescrivant l'ouverture du compte spécial : *Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie*, au débit duquel en fut constaté le montant.

Le service de la propriété individuelle indigène a été réorganisé par la loi du 28 avril 1887 dans les conditions suivantes :

Il ne peut être procédé que dans les formes de la loi française aux cessions, licitations et partages de droits successifs portant sur des immeubles soumis à la loi du 26 juillet 1873. L'acquéreur d'immeubles pour lesquels il n'existe pas encore de titres de propriété doit consigner le montant des frais présumés des opérations relatives à la constatation de la propriété. Quant aux frais de délimitation et de répartition des territoires, ils sont portés en dépense au compte : *Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie*, qui reçoit à son crédit les ressources destinées à pourvoir au remboursement de l'avance de 1,560.000 francs et à celui des frais de délimitation et de répartition spécifiés ci-dessus.

Ces resources se composent :

1° Des centimes additionnels à l'impôt arabe établis par le décret du 27 juillet 1875 et par les lois citées plus h[illegible]

2° Des sommes respectivement imposées par voie de centimes additionnels à l'impôt, proportionnellement aux superficies constatées ou constituées, aux douars ou fractions de douars dans lesquels les opérations ont été ou seront accomplies;

3° Des sommes à acquitter par le domaine de l'État ou par les communes pour les superficies dont la propriété leur a déjà été ou leur sera attribuée par suite de ces opérations;

4° Du recouvrement, sur les communes intéressées, des frais de levé des communaux indigènes déjà constitués, qui se trouvent pris dans les circonscriptions soumises aux opérations.

Pour l'exécution de ces dispositions, deux décrets ont été rendus à la date du 31 octobre 1887; l'un détermine le taux, par hectare, des diverses redevances spécifiées ci-dessus ; l'autre a trait aux consignations à verser par les acquéreurs d'immeubles dont la propriété n'est pas encore constituée.

La décision ministérielle du 6 décembre 1887 a prescrit qu'à partir du 1er janvier 1888, toutes les recettes et toutes les dépenses relatives au service de la propriété individuelle indigène en Algérie seraient centralisées dans les écritures du trésorier-payeur d'Alger au titre du présent compte, et que l'excédent de recette ressortant du budget sur ressources spéciales à la date du 31 décembre 1887 serait transporté à son crédit.

Au 31 décembre 1898, le compte spécial de la propriété individuelle indigène présentait un solde débiteur de	2,640,945f 70c
Les dépenses effectuées pendant l'année 1899 se sont élevées à la somme de	474,824 24
TOTAL du débit	3,115,769 94
Les recettes réalisées pendnnt l'année 1899 ayant été de	1,243,490 34
il en résulte au 31 décembre 1899 un solde débiteur de	1,872,279 60

égal à celui qui ressort à la page 291.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 19.

Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï.

La caserne Nicolaï, située à Bercy, précédemment affectée au logement de deux escadrons de cavalerie, a été expropriée en 1877 par la Ville de Paris en vue de la création d'un entrepôt réel de boissons.

Mais c'est seulement au mois de juillet 1884 que le jury d'expropriation a été appelé à statuer sur l'indemnité due par la Ville.

Fixée à 2,125,000 francs, cette indemnité a été encaissée, pendant l'année 1885, par les receveurs de l'Enregistrement, du Timbre et des Domaines, et le montant en a été imputé au crédit du compte ouvert parmi les services spéciaux sous le titre : *Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï.*

Des prélèvements portés au débit de ce compte ont été effectués jusqu'à due concurrence pour doter, par exercice, les budgets successifs (Produit du Domaine autre que le Domaine forestier), des ressources égales aux crédits législativement ouverts au Ministère de la guerre.

Tableau des crédits imputables sur les fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï ouverts ou reportés aux exercices 1890 et suivants.

DATES des LOIS ET DÉCRETS.	EXERCICE 1890.		EXERCICE 1891.		EXERCICE 1892.		EXERCICE 1893.		EXERCICE 1894.		TOTAL.	
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.
Loi du 22 juillet 1890.	1,500,000f	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,500,000f 00c	»
—— 24 juillet 1891.	»	1,442,300f 00c	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,442,300f 00c
—— 24 juillet 1891.	»	»	1,000,000f	»	»	»	»	»	»	»	1,000,000 00	»
—— 23 juillet 1892.	»	»	»	200,000f 00c	»	»	»	»	»	»	»	200,000 00
—— 23 juillet 1892.	»	»	»	»	1,200,000	»	»	»	»	»	1,200,000 00	»
—— 28 juillet 1893.	»	»	»	»	»	»	248,700f 01c	»	»	»	248,700 01	»
—— 19 mars 1894.	»	»	»	»	»	»	»	168,700f 01c	»	»	»	168,700 01
—— 19 mars 1894.	»	»	»	»	»	»	»	»	168,700f 01c	»	168,700 01	»
	1,500,000	1,442,300 00	1,000,000	200,000 00	1,200,000	»	248,700 01	168,700 01	168,700 01	»	4,117,400 02	1,811,000 01
Projet de loi de règlement de l'exercice 1890	»	34 60	»	»	»	»	»	»	»	»	»	34 60
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	»	»	»	631 42	»	»	»	»	»	»	»	631 42
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	»	»	»	»	»	181,400f 01c	»	»	»	»	»	181,400 01
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	»	»	»	»	»	»	»	0 20	»	»	»	0 20
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 83	»	2 83
	1,500,000	1,442,334 60	1,000,000	200,631 42	1,200,000	181,400 01	248,700 01	168,700 21	168,700 01	2 83	4,117,400 02	1,993,069 07
	57,665f 40c		799,368f 58c		1,018,599f 99c		79,999f 80c		168,697f 18c		2,124,330f 95c	

La recette encaissée s'élève, comme il a été dit plus haut, à		2,125,000f 00c
Sur cette somme il a été prélevé :		
Pendant l'année 1891	57 665f 40c	2,124,330 95
Pendant l'année 1892	799,368 58	
Pendant l'année 1893	1,018,599 99	
Pendant l'année 1894	79,999 80	
Pendant l'année 1895	168,697 18	
D'où résulte au 31 décembre 1899 un solde créditeur de		669 05

que le projet de loi de règlement de l'exercice 1896 (art. 16) a proposé de porter en atténuation de découverts et avances du Trésor.

Ce solde est égal à celui qui ressort page 293.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 20.

Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0.

La loi du 7 novembre 1887 a autorisé la conversion des 37,632,997 francs de rente 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) et 4 p. o/o existant encore à cette époque en 37,632,997 francs de rente 3 p. o/o.

Pour constater les résultats de cette opération dont les conditions ont été fixées par un décret présidentiel et un arrêté ministériel du 7 novembre 1887, une décision du Ministre des finances, en date du 31 décembre 1887, a prescrit de les centraliser à un compte à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre : *Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 (ancien fonds) et 4 p. 0/0.*

Ce compte doit être crédité :

1° Du produit de la souscription par droit de préférence à l'émission de rente 3 p. o/o accordé aux détenteurs des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o par l'article 2 de la loi du 7 novembre 1887 (versements de garantie et versements des termes au 1er avril et au 1er juillet 1888);

2° Du produit de l'aliénation des rentes 3 p. o/o qui, n'ayant pas été souscrites par les détenteurs des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o, sont restées à émettre ultérieurement en exécution de l'article 1er de la loi.

Le même compte doit être débité :

1° Du montant des remboursements effectués aux propriétaires des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o a raison de 100 francs par 4 fr. 50 ou par 4 francs de rente, en exécution de l'article 1er de la loi;

2° Des frais de la conversion dans les limites autorisées par l'article 12 de la loi du 7 novembre 1887;

3° De l'application par voie législative du produit net de la conversion.

L'article 13 de la loi du 7 novembre 1887 a imposé au Ministre des finances l'obligation de rendre compte des opérations autorisées par ces diverses dispositions au moyen d'un rapport adressé au Président de la République et distribué au Sénat et à la Chambre des députés. Ce rapport a été inséré pour la dernière fois dans le Compte général des finances de l'année 1894, pages 731 à 734.

De ce rapport, il est résulté :

1° Que, sur 37,186,901 francs de rente 4 1/2 à convertir, on a dû rembourser (sauf négociation de rente 3 p. o/o en somme égale)	3,503,750f 000m	à raison de 100 francs par 4 fr. 50 formant un capital de	77 861,111f 00c
Que, sur 446,096 francs de rente 4 p. o/o à convertir, on a dû rembourser (sauf négociation de rente 3 p. o/o en somme égale)	100,279 000	à raison de 100 francs par 4 francs formant un capital de	2,506,975 00
Montant des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o remboursées devant donner lieu à une négociation de rente 3 p. o/o, égale	3,604,029 000		
TOTAL du capital remboursé aux propriétaires qui ont refusé la conversion			80,368,086 00
2° Que les 33,683,151 francs de rente 4 1/2 p. o/o dont le remboursement n'a pas été demandé ont, à raison de 833 millimes par franc de rente 4 1/2, donné lieu à une attribution de rente 3 p. o/o de 28,058,064 fr. 783 et laissé à négocier en 3 p. o/o un disponible de	5,625,086 217		
3° Que les 345,817 francs de rente 4 p. o/o dont le remboursement n'a pas été demandé ont, à raison de 937 millimes par franc de rente 4 p. o/o, donné lieu à une attribution de rente 3 p. o/o de 324,030 fr. 529 et laissé à négocier en 3 p. o/o un disponible de	21,786 471		
D'où un total de rente 3 p. o/o à négocier de	9,250,901 688		

Ces 9,250,901 fr. 688 de rente 3 p. o/o ont été émis dans les conditions suivantes :

Souscription privilégiée à raison de 80 fr. 10 par 3 francs de rente 3 p. o/o	1,792,886f 000m	produisant un capital de	47,870,056f 20c
Cession à la Caisse des dépôts et consigns (cours divers indiqués au rapport)	6,000,000 000		165,782,708 35
Négociation à la Bourse (cours divers indiqués au rapport)	1,458,015 688		40,816,578 30
TOTAL ÉGAL des rentes 3 p. o/o négociées	9,250,901 688		

Montant du produit brut de la négociation des rentes 3 p. o/o à retracer dans les écritures du Caissier-Payeur central	254,469,342 85	
4° Que les frais de la conversion, évalués à 1,500,000 francs par l'article 12 de la loi du 7 novembre 1887 et dont un rapport spécial, en date du 13 novembre 1888, transmis à la Commission du budget, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de la même loi, fait connaître le détail, ne se sont élevés qu'à		970,325 54
TOTAL des remboursements aux propriétaires qui ont refusé la conversion et des frais de la conversion à déduire du produit brut de la négociation des rentes 3 p. o/o à décrire par le Caissier-Payeur central	81,338,411 54	81,338,411 54
PRODUIT NET de la conversion à affecter législativement	173,130,931 31	

En vertu de diverses lois de finances énumérées dans le tableau ci-après, le montant des dépenses imputables sur le produit de la conversion s'élève à la somme de 173,127,931 fr. 31 et se répartit comme suit entre les ministères de la guerre et de la marine :

Budget ordinaire :	
Ministère de la marine	1,518,000f 00c
Budget extraordinaire :	
Ministère de la guerre	157,130,931 31
Ministère de la marine	14,482,000 00
	173,130,931 31
Le projet de loi de règlement de l'exercice 1888 a demandé l'annulation d'une somme de crédits de 5,371,366 fr. 52, que les lois des 30 décembre 1888 et 31 mai 1890 ont réouverts à l'exercice 1889	Mémoire.
Le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 propose l'annulation définitive d'une somme de	3,000 00
En sorte que les dépenses auxquelles il devait être pourvu par prélèvement sur ce produit s'élèvent à	173,127,931 31

et se répartissent ainsi par exercice :

1° *Budget extraordinaire.*		
Exercice 1887	6,750,000f 00c	
Exercice 1888	67,885,633 48	
Exercice 1889	96,977,297 83	
		171,612,931 31
2° *Budget ordinaire.*		
Exercice 1889		1,515,000 00
SOMME ÉGALE		173,127,931 31

Ces chiffres sont justifiés par les détails contenus dans le tableau ci-après, indiquant, outre les lois portant ouverture des crédits originaires les crédits reportés d'exercice en exercice par des lois spéciales.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 20.

Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0.

CRÉDITS REPORTÉS D'EXERCICE À EXERCICE PAR DES LOIS SPÉCIALES.

Tableau des crédits imputables sur le produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes et 4 p. 0/0 en rente 3 p. 0/0 primitivement ouverts ou reportés aux exercices 1887 à 1890.

DATES DES LOIS.	BUDGET EXTRAORDINAIRE. Exercice 1887. Crédits ouverts.	Exercice 1887. Crédits annulés.	Exercice 1888. Crédits ouverts.	Exercice 1888. Crédits annulés.	Exercice 1889. Crédits ouverts.	BUDGET ORDINAIRE. Exercice 1889. Crédits ouverts.	Exercice 1889. Crédits annulés.	Application ultérieure en découverts et avances du Trésor (Projet de loi de règlement de l'exercice 1889.)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Loi du 15 avril 1888	6,750,000 00	"	"	"	"	"	"	"
Loi du 30 mars 1888. (Budget primitif.)	"	"	93,250,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 26 juillet 1888	"	"	18,335,000 00	"	"	"	"	"
Loi du 30 décembre 1888	"	"	620,000 00	620,000 00	54,795,931 31	"	"	"
Loi du 30 décembre 1888	"	"	"	"	1,150,386 45	"	"	"
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	38,328,000 00	36,810,000 00	"	"	"
Loi du 29 mai 1889	"	"	"	"	"	1,518,000 00	"	"
Loi du 31 mai 1890	"	"	"	"	4,220,980 07	"	"	"
	6,750,000 00	"	112,205,000 00	38,948,000 00	96,977,297 83	1,518,000 00	"	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1888	"	"	"	5,371,366 52	"	"	"	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1889	"	"	"	"	"	"	3,000 00	3,000 00
	6,750,000 00	"	112,205,000 00	44,319,366 52	96,977,297 83	1,518,000 00	3,000 00	3,000 00
	6,750,000f 00c		67,885,633f 48c			1,515,000f 00c		

Donc, sur le bénéfice net de la conversion 173,130,931f 31c

Il a été prélevé :

Pour faire face aux dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1887		6,750,000f 00c	173,127,931 31
Pour faire face aux dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1888		67,885,633 48	
Pour faire face aux dépenses de l'exercice 1889	Budget ordinaire	1,515,000f 00c	98,492,297 83
	Budget extraordinaire	96,977,297 83	
Reste disponible			3,000 00

que le projet de loi de règlement de l'exercice 1889 propose de porter en atténuation des découverts et avances du Trésor.

En définitive, les recettes imputées au présent compte et provenant tant des négociations à la Caisse des dépôts que des ventes à la Bourse ayant été de	206,599,286 65
et les dépenses de	173,127,931 31
Il en résultait au 31 décembre 1891 un solde créditeur de	33,471,355 34
Pendant l'année 1892, le Caissier-Payeur central du Trésor public a imputé au crédit du présent compte, par le débit d'un compte de correspondants du Trésor, le montant des 1,792,886 francs de rentes inscrites par privilège, soit	47,870,056 20
D'où un solde créditeur de	81,341,411 54
Pendant l'année 1896, le Caissier-Payeur central a soldé son compte d'avances : Frais pour le remboursement ou la conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 et 4 p. 0/0 (1887), par le débit du présent compte, pour	970,325 54
Il reste, au 31 décembre 1899, un solde créditeur de	80,371,086 00
Si l'on en retranche la somme de	3,000 00
qui sera ultérieurement portée en atténuation des découverts du Trésor, on obtient le chiffre de	80,368,086 00

représentant la ressource destinée à faire face aux remboursements des rentes non converties.

Au 31 décembre 1899, les remboursements de l'espèce provisoirement imputés à un compte d'avances du Caissier-Payeur central, s'élevaient à la somme de 80,362,221 fr. 15, ne laissant plus apparaître qu'un reliquat de 5,864 fr. 85. En fin d'opération, ce compte d'avances sera soldé par le débit du présent compte, conformément à la décision ministérielle du 31 décembre 1887.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEMEN

Produit de l'aliéna

affecté à divers travaux exécutés par les s

La loi du 2 janvier 1890 a ordonné l'imputation à un compte à ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor du produit de l'aliénation des meubles militaires appartenant à des places déclassées dont la désignation est donnée dans un tableau annexé à cette loi.

Ce compte, intitulé : *Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre* présente à crédit les ressources provenant du produit des ventes réalisées par l'administration des Domaines et à son débit les prélèvements effectués par l'agent comptable des virements de comptes, en somme égale aux dépenses supportées par chaque exercice. Ces prélèvements sont appliqués en recette aux *Produits des domaines* (*France*) à un compte intitulé : *Produit de l'aliénation d'immeubles remis aux Domaines par le Département de la guerre* (L. 2 janvier 1890).

Les payements, auxquels il est fait face au moyen des ressources centralisées au présent compte spécial, figurent à un chapitre distinct du Ministère de la guerre, sous le titre : *Travaux imputables sur le produit de la vente d'immeubles devenus inutiles.*

Postérieurement, la décision ministérielle du 19 mars 1891, prise en conformité de la loi du 14 janvier 1890, a étendu ces dispositions aux produits de l'aliénation des immeubles militaires en Algérie. Elle prescrit que le produit net de ces aliénations sera transitoirement appliqué au compte spécial ouvert par la loi du 2 janvier 1890 et que les prélèvements opérés par l'agent comptable des virements seront également imputés au débit de ce compte et portés en recette aux produits domaniaux de l'Algérie, au compte ouvert sous le titre : *Produits de la vente d'immeubles affectés à la réorganisation et l'installation des services militaires en Algérie.*

Tableau des crédits du budget général du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation d'immeubles militaires,

DATES des DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1892 à 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICES 1892 à 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1899. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1899. CRÉDITS annulés.	TOTAUX. CRÉDITS ouverts.	TOTAUX. CRÉDITS annulés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
FRANCE.										
Loi du 26 janvier 1892.	675,000 00	"	"	"	"	"	"	"	675,000 00	"
Loi du 28 juillet 1893..	318,083 47	"	"	"	"	"	"	"	318,083 47	"
Loi du 19 mars 1894..	578,518 00	"	"	"	"	"	"	"	578,518 00	"
Loi du 21 mars 1894...	"	10,421 11	"	"	"	"	"	"	"	10,421 11
Loi du 29 juin 1895...	"	130,934 20	"	"	"	"	"	"	"	130,934 20
Loi du 29 juin 1895...	198,000 00	"	"	"	"	"	"	"	198,000 00	"
Loi du 26 juillet 1895..	85,000 00	"	"	"	"	"	"	"	85,000 00	"
Loi du 28 mai 1896...	92,735 09	"	"	"	"	"	"	"	92,735 09	"
Loi du 29 juin 1896...	"	147,022 13	"	"	"	"	"	"	"	147,022 13
Loi du 13 juillet 1896..	52,713 39	"	"	"	"	"	"	"	52,713 39	"
Loi du 29 juin 1897...	"	"	210,000 00	"	"	"	"	"	210,000 00	"
Loi du 22 juillet 1898.	"	"	"	"	60,000 00	"	"	"	60,000 00	"
Projets de loi de règlement — Exercice 1892....	"	79,080 75	"	"	"	"	"	"	"	79,080 75
Projets de loi de règlement — Exercice 1893....	"	2,488 50	"	"	"	"	"	"	"	2,488 50
Projets de loi de règlement — Exercice 1894....	"	115 75	"	"	"	"	"	"	"	115 75
Projets de loi de règlement — Exercice 1895....	"	4,713 39	"	"	"	"	"	"	"	4,713 39
Projets de loi de règlement — Exercice 1897....	"	"	"	101 71	"	"	"	"	"	101 71
Total pour la France à reporter.....	2,000,049 95	374,775 83	210,000 00	101 71	60,000 00	"	"	"	2,270,049 95	374,877 54
	1,625,274f 12c		209,898f 29c		60,000f 00c		"		1,895,172f 41c	

La somme indiquée ci-contre comme afférente à l'exercice 1899 (Algérie), pourra subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 21.

d'immeubles militaires

du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)

Les dépenses autorisées sur les crédits gagés par ces ressources sont imputées au chapitre du budget du Ministère de la guerre, intitulé : *Réorganisation des établissements militaires en Algérie.*

Enfin la loi du 20 juin 1897 a prescrit :

1° (art. 33) de réduire d'une somme de 5,000,000 de francs les dépenses autorisées par l'article 1er de la loi du 2 janvier 1890 pour l'exécution des travaux inscrits sous les nos 5, 6, 7 et 8 de l'État B annexé à ladite loi.

2° (art. 34) d'augmenter de 5,000,000 de francs les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1897 (France). *Produits du domaine autre que le domaine forestier. — Produit de l'aliénation d'immeubles militaires devenus inutiles.* Mais les ressources disponibles à prélever sur le présent compte spécial à l'époque de la clôture de l'exercice 1897 ne s'étant éleyées qu'à la somme de 241,570f 89c, il n'a été appliqué aux produits des Domaines de cet exercice (France) qu'une ressource équivalente.

Le tableau suivant indique par exercice le détail des crédits employés par le Ministère de la guerre, auxquels il est pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte. Il développe, outre les lois et décrets portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés par des actes législatifs spéciaux.

affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.)

DATES des DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1892 à 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICES 1892 à 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1899. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1899. CRÉDITS annulés.	TOTAUX. CRÉDITS ouverts.	TOTAUX. CRÉDITS annulés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report (France)	2,000,049 95	374,775 83	210,000 00	101 71	60,000 00	"	"	"	2,270,049 95	374,877 54
ALGÉRIE.										
Loi du 28 juillet 1893..	96,900 00	"	"	"	"	"	"	"	96,900 00	"
Loi du 21 mars 1894..	"	12,000 00	"	"	"	"	"	"	"	12,000 00
Loi du 19 mars 1894..	84,274 99	"	"	"	"	"	"	"	84,274 99	"
Loi du 29 juin 1895...	"	9 43	"	"	"	"	"	"	"	9 43
Loi du 29 juin 1895...	31,557 64	"	"	"	"	"	"	"	31,557 64	"
Loi du 13 juillet 1896..	78,000 00	"	"	"	"	"	"	"	78,000 00	"
Loi du 29 juin 1897...	"	6 74	160,000 00	"	"	"	"	"	160,000 00	6 74
Loi du 20 avril 1898..	"	"	"	30,000 00	"	"	"	"	"	30,000 00
Loi du 20 avril 1898..	"	"	"	"	30,000 00	"	"	"	30,000 00	"
Loi du 22 juillet 1898.	"	"	"	"	310,000 00	"	"	"	310,000 00	"
Projet de loi de règlement — de l'exercice 1893	"	3,890 37	"	"	"	"	"	"	"	3,890 37
Projet de loi de règlement — de l'exercice 1897	"	"	"	0 76	"	"	"	"	"	0 76
Projet de loi de règlement — de l'exercice 1898	"	"	"	"	"	23,005 27	"	"	"	23,005 27
Loi du 25 décembre 1899	"	"	"	"	"	"	266,763 27	"	266,763 27	"
Total pour l'Algérie.	290,732 63	15,906 54	160,000 00	30,000 76	340,000 00	23 005 27	266,763 27	"	1,057,495 90	68,912 57
	274,826f 09c		129,999f 24c		316,994f 73c		266,763f 27c		988,583f 33c	
Total.....	2,290,782 58	390,682 37	370,000 00	30,102 47	400,000 00	23,005 27	266,763 27	"	3,327,545 85	443,790 11
	1,900,100f 21c		339,897f 53c		376,994f 73c		266,763f 27c		2,883,755f 74c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

Suite du DÉVELOPPEME

Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers trav

(Lois des

Les recettes portées au présent compte spécial ont été effectuées dans les villes ci-après :

FRANCE.		ANNÉES 1890 à 1894.	ANNÉE 1895.	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.	ANNÉE 1898.	ANNÉE 1899.	TOTA
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
Aisne	Soissons	20,957 30	"	"	"	"	"	20,957
Alpes-Maritimes	Antibes	10,347 08	"	"	"	"	"	10,347
Charente-Inférieure	La Rochelle	10,887 67	"	23,344 50	"	"	"	34,232
	Le Château	19,961 40	"	"	"	"	"	19,961
	Rochefort	51,960 91	357f59c	"	"	"	"	52,318
	Ars-en-Ré	675 45	"	"	"	"	"	675
	St-Martin	3,932 45	106 05	"	"	"	"	4,038
Corse	Ajaccio	1,127 00	273 00	"	"	"	"	1,400
	Vico	690 00	"	"	"	"	"	690
Dordogne	Périgueux	1 20	"	"	"	"	"	1
Finistère	Brest	39,794 34	330,000 00	"	"	"	"	369,794
Isère	Vienne	1,456 00	"	"	"	"	31,363 85	32,819
Loire	Montbrison	10,206 00	"	"	"	"	"	10,206
Meurthe-et-Moselle	Lunéville	70,640 90	"	"	"	"	"	70,640
Meuse	Bar-le-Duc	11,966 15	"	"	"	"	"	11,966
	Montmédy	10,554 00	"	"	"	"	"	10,554
	Stenay	813 10	"	"	"	"	"	813
Morbihan	Lorient	7,000 50	1,653 75	"	"	"	"	8,654
	Belle-Isle	12,068 85	"	"	"	"	"	12,068
Nord	Bergues	21,828 25	"	"	"	"	"	21,828
	Condé	40,003 78	2,615 07	"	"	"	"	42,618
	Dunkerque	134,885 03	83,500 00	75,579 00	"	"	"	293,964
	Gravelines	13,964 00	"	"	"	"	"	13,964
	Le Quesnoy	"	(A) "	9,500 00	"	"	"	9,500
	Lille	501,206 00	*A déd. 500,000 00*	"	"	"	"	1,206
Oise	Beauvais	5,980 15	"	"	"	"	"	5,980
Pas-de-Calais	Boulogne	2,543 87	"	33,000 00	130,000 00	"	"	165,543
	Saint-Omer	14,955 30	"	"	"	"	"	14,955
	Paris. - Pl. Vendôme.	"	"	"	"	"	2,847,044 14	2,847,044
Seine	Pantin	474,283 60	"	"	"	"	"	474,283
Seine-Inférieure	Dieppe	200,295 12	31,661 03	38,704 85	51,486 37	128,280 19	14,002 24	464,429
Seine-et-Oise	St-Germain	"	40,651 80	"	"	"	"	40,651
Haute-Vienne	Limoges	29,420 60	"	"	"	"	"	29,420
Total de la France. — A reporter		1,724,412 00	*A déd. 9,181 71*	180,128 35	181,486 37	128,280 19	2,892,410 23	5,097,535

(A) Par virement de comptes.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

SERVICES SPECIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 21.

exécutés par les soins du Ministère de la guerre.

14 janvier 1890.)

ALGÉRIE.		ANNÉES 1890 à 1894.	ANNÉE 1895.	ANNÉE 1896.	ANNÉE 1897.	ANNÉE 1898.	ANNÉE 1899.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report (France)		1,724,412 00	*A déd. 9,181 71*	180,128 35	181,486 37	128,280 19	2,892,410 23	5,097,535 43
Alger	Alger	"	9,453 60	"	"	"	"	9,453 60
	Blidah	"	1,275 00	17,985 77	1,334 33	"	"	20,595 10
	Aumale	3,592 67	"	"	"	"	"	3,592 67
	Laghouat	"	"	"	"	"	1,026 14	1,026 14
	Médéa	41,404 32	2,315 22	76,277 11	2,555 48	2,277 06	3,542 05	128,371 24
	Miliana	3,337 97	3,319 60	8,137 65	9,447 75	11,782 77	2,394 59	38,420 33
	Tenès	767 43	94 29	"	2,323 65	1,046 67	3,038 02	7,270 06
	Tizi-Ouzou	"	505 00	"	"	"	"	505 00
	Orléansville	"	"	677 19	198 34	"	"	875 53
	Cherchell	"	"	"	"	173 85	"	173 85
Constantine	Constantine	31,051 73	"	"	61,829 70	576 48	14,290 76	107,748 67
	Bône	"	"	17,975 81	5,109 75	"	"	23,085 56
	La Calle	"	"	"	75 90	"	"	75 90
	Philippeville	"	"	"	2,054 68	2,209 17	2,108 79	6,372 64
	Sétif	"	"	"	15,072 30	"	"	15,072 30
Oran	Mascara	"	10,000 00	69,892 61	41,420 75	60,651 48	23,763 86	205,728 70
	Mostaganem	"	23,877 88	4,154 10	1,376 29	7,306 72	4,851 50	41,566 49
	Oran	"	30,365 95	"	"	"	1,510,000 00	1,540,365 95
	Tlemcen	6,025 00	"	"	"	"	20,987 46	27,012 46
	Nemours	"	"	"	6,000 00	6,606 48	6,304 95	18,911 43
	Sidi-bel-Abbès	110,653 71 *A déd. : 3 19*	"	"	128,932 95	25,084 36	"	264,667 83
Total de l'Algérie		196,829 64	81,206 54	195,100 24	277,731 87	117,715 04	1,592,308 12	2,460,891 45
Total général		1,921,241 64	72,024 83	375,228 59	459,218 24	245,995 23	4,484,718 35	7,558,426 88

Il résulte du tableau ci-dessus que les recouvrements portés au crédit du présent compte s'élèvent à..... 7,558,426 88

Les prélèvements effectués en somme égale aux crédits employés pour gager des dépenses du Ministère de la guerre ont été de :

		FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Exercice 1892		595,919 25	"	595,919 25	
— 1893		305,173 86	81,009 63	386,183 49	
— 1894		447,468 05	84,265 56	531,733 61	
— 1895		223,999 57	31,557 64	255,557 21	
— 1896		52,713 39	77,993 26	130,706 65	
— 1897	France. Ressources égales aux crédits 209,898 29c; Loi du 29 juin 1897, art. 34. 241,570 89 } 451,469f 18c	451,469 18	129,999 24	581,468 42	
	Algérie. — Ressources égales aux crédits..... 129,999 24	60,000 00	316,994 73	376,994 73	
— 1898. Ressources égales aux crédits					
Total		2,130,743 30	721,820 06	2,858,563 36	2,858,563 36

d'où, au 31 décembre 1899, un solde créditeur de..... 4,699,863 52

égal à celui qui ressort page 291.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 22.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Diverses lois ont ratifié des conventions passées entre l'État, des villes et des particuliers concernant la cession d'immeubles domaniaux provenant d'anciennes fortifications aujourd'hui déclassées. Aux termes de ces conventions, les travaux de démantelement des places doivent rester à la charge de l'État et les dépenses, évaluées au montant du prix d'adjudication, doivent être réparties entre les exercices 1891 et suivants.

Il est pourvu aux crédits législativement ouverts à ces exercices au moyen des ressources provenant de l'aliénation desdits immeubles.

Ces lois ont également ordonné que les versements à faire par les villes et les particuliers cessionnaires seraient portés en recette à un compte de trésorerie pour être appliqués aux produits domaniaux de l'exercice 1891 et des exercices suivants dans la proportion des crédits ouverts ou à ouvrir à chacun de ces exercices à des chapitres spéciaux du Ministère de la guerre.

Des décisions du directeur général de la comptabilité publique, prises en exécution des lois susvisées, ont prescrit aux receveurs des domaines d'imputer les sommes versées sur les prix de cessions à un compte ouvert parmi les services spéciaux du Trésor sous le titre : *Produit de l'aliénation de terrains provenant de fortifications des places déclassées.*

L'imputation définitive au compte du Produit des domaines (France et Algérie) est effectuée à la fin de chaque exercice par l'agent comptable des virements de comptes, en somme égale aux crédits employés.

Le tableau suivant indique par exercice le détail des crédits du Ministère de la guerre auxquels il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte. Il développe, outre les lois et décrets portant ouverture des crédits originaires, les crédits reportés d'exercice en exercice par des actes législatifs spéciaux.

Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1891 À 1895.		EXERCICE 1896.		EXERCICE 1897.		EXERCICE 1898.		EXERCICE 1899.		TOTAL.		OBSERVATIONS.
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	
													FRANCS.
VALENCIENNES.													
Loi du 26 décembre 1890	250,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	250,000f 00c	"	
Loi du 26 janvier 1892	115,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	115,000 00	"	
Loi du 23 juillet 1892	"	25,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	25,000f 00c	
Loi du 23 juillet 1892	25,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	25,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893	120,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	120,000 00	"	
Loi du 21 mars 1894	"	95,995 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	95,995 00	
Loi du 19 mars 1894	82,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	82,000 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	39,989 24	"	"	"	"	"	"	"	"	"	39,989 24	
Loi du 28 avril 1895	43,500 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	43,500 00	"	
Loi du 29 juin 1896	"	38,500 01	"	"	"	"	"	"	"	"	"	38,500 01	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	45,900f 00c	"	"	"	"	"	"	"	45,900 00	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	38,500f 14c	10,500f 00c	"	"	"	"	"	10,500 00	38,500 14	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	10,500f 00	10,500f 00	"	"	"	10,500 00	10,500 00	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	"	214,300 30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	214,300 30	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	127,522 10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	127,522 10	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898	"	"	"	"	"	"	"	10,500 00	"	"	"	10,500 00	
	635,500 00	541,306 65	45,900 00	38,500 14	10,500 00	10,500 00	10,500 00	10,500 00	"	"	702,400 00	600,806 79	
	94,193f 35c		7,399f 86c		"		"		"		101,593f 21c		
GIVET.													
Loi du 26 décembre 1890	100,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100,000f 00c	"	
	100,000f 00c		"		"		"		"		100,000f 00c		
A reporter	735,500f 00c	541,306f 65c	45,900f 00c	38,500f 14c	10,500f 00c	10,500f 00c	10,500f 00c	10,500f 00c	"	"	802,400f 00c	600,806f 79c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 22.

Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1891 À 1895.		EXERCICE 1896.		EXERCICE 1897.		EXERCICE 1898.		EXERCICE 1899.		TOTAL.		OBSERVATIONS.
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	
							FRANCS						
Report	735,500f 00c	541,306f 65c	45,900f 00c	38,500f 14c	10,500f 00c	10,500f	10,500f 00c	10,500f 00c	"	"	802,400f 00c	600,806f 79c	
ARRAS.													
Loi du 24 juillet 1891	300,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	300,000f 00c	"	
Loi du 23 juillet 1892	"	50,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000f 00c	
Loi du 23 juillet 1892	500,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	500,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893	50,400 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,400 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1891	"	1 92	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1 92	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	0 01	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	0 04	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0 04	
	850,400 00	50,001 97	"	"	"	"	"	"	"	"	850,400 00	50,001 97	
	800,398f 03c		"		"		"		"		800,398f 03c		
DOUAI.													
Loi du 24 juillet 1891	500,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	500,000f 00c	"	
Loi du 23 juillet 1892	"	298,500f 04c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	298,500f 04c	
Loi du 23 juillet 1892	750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	750,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1893	95,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	95,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1894	47,700 05	"	"	"	"	"	"	"	"	"	47,700 05	"	
Loi du 28 avril 1895	"	44,100 05	"	"	"	"	"	"	"	"	"	44,100 05	
Loi du 28 avril 1895	44,114 60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	44,114 60	"	
Loi du 29 juin 1896	"	44,055 01	"	"	"	"	"	"	"	"	"	44,055 01	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	44,055f 01c	"	"	"	"	"	"	"	44,055 01	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	44,055f 01c	44,055f 01c	"	"	"	"	"	44,055 01	44,055 01	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	44,055f 01c	44,055f 01c	"	"	"	44,055 01	44,055 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	75,000 01	"	"	"	"	"	"	"	"	"	75,000 01	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	14 55	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14 55	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898	"	"	"	"	"	"	"	44,055 01	"	"	"	44,055 01	
	1,436,814 65	461,669 66	44,055 01	44,055 01	44,055 01	44,055	44,055 01	44,055 01	"	"	1,568,979 68	593,834 69	
	975,144f 99c		"		"		"		"		975,144f 99c		
A reporter	3,022,714f 65c	1,052,978f 28c	89,955f 01c	82,555f 15c	54,555f 01c	54,555	54,555 01c	54,555f 01c	"	"	3,221,779f 68c	1,244 643f 45c	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 22.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Suite du *Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'alienation de terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.*

DATES DES DÉCRETS ET DES LOIS.	EXERCICES 1891 À 1895.		EXERCICE 1896.		EXERCICE 1897.		EXERCICE 1898.		EXERCICE 1899.		TOTAL.		OBSERVATIONS.
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	
							FRANCS.						
Report	3,022,714f 65c	1,052,978f 28c	89,955f 01c	82,555f 15c	54,555f 01c	54,555f 01c	54,555f 01c	54,555f 01c	"	"	3,221,779f 68c	1,244,643f 45c	
SAINT-OMER.													
Loi du 23 juillet 1892	47,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	47,000f 00c	"	
Loi du 28 juillet 1893	38,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	38,000 00	"	
Loi du 28 juillet 1894	26,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	26,000 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	0f 18c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0f 18c	
Loi du 28 avril 1895	10,981 09	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10,981 09	"	
Loi du 29 juin 1896	"	8,981 09	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8,981 09	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	8,981f 09c	"	"	"	"	"	"	"	8,981 09	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1892	"	41,980 91	"	"	"	"	"	"	"	"	"	41,980 91	
	121,981 09	50,962 18	8,981 09	"	"	"	"	"	"	"	130,962 18	50,962 18	
	71,018f 91c		8,981f 09c		"		"		"		80,000f 00c		
AIRE-SUR-LA-LYS.													
Loi du 28 juillet 1893	100,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	100,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	55,030f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	55,030f 00c	
Loi du 19 mars 1894	66,500f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	66,500 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	0 04	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0 04	
Loi du 28 avril 1895	31,530 04	"	"	"	"	"	"	"	"	"	31,530 04	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	"	30,000f 00c	"	"	"	"	"	30,000 00	"	
	198,030 04	55,030 04	"	"	30,000 00	"	"	"	"	"	228,030 04	55,030 04	
	143,000f 00c		"		30,000f 00c		"		"		173,000f 00c		
BOUCHAIN (NORD).													
Loi du 28 juillet 1893	50,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	50,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	49,680f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	49,680f 00c	
Loi du 19 mars 1894	99,680 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	99,680 00	"	
Loi du 28 avril 1895	52,993 92	"	"	"	"	"	"	"	"	"	52,993 92	"	
Loi du 28 avril 1895	"	52,993 48	"	"	"	"	"	"	"	"	"	52,993 48	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	0 44	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0 44	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	"	403 46	"	"	"	"	"	"	"	"	"	403 46	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1895	"	2 63	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2 63	
	202,673 92	103,080 01	"	"	"	"	"	"	"	"	202,673 92	103,080 01	
	99,593f 91c		"		"		"		"		99,593f 91c		
A reporter	3,545,399f 70c	1,262,050f 51c	98,936f 10c	82,555f 15c	84,555f 01c	54,555f 01c	54,555f 01c	54,555f 01c	"	"	3,783,445f 82c	1,453,715f 68c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS DES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 22.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Suite du *Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.*

DATES DES DÉCRETS ET LOIS.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICES 1891 À 1895. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1899. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1899. CRÉDITS annulés.	TOTAUX CRÉDITS ouverts.	TOTAUX CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
						FRAN							
Report	3,545,399f 70c	1,262,050f 51c	98,936f 10c	82,555f 15c	84,555f 01c	54,555	54,555f 01c	54,555f 01c	"	"	3,783,445f 82c	1,453,715f 68c	
CAMBRAI.													
Loi du 28 juillet 1894	230,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	230,000f 00c	"	
Loi du 28 avril 1895	"	194,757f 26c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	194,757f 26c	
Loi du 28 avril 1895	220,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	220,000 00	"	
Loi du 29 juin 1896	"	79,070 47	"	"	"	"	"	"	"	"	"	79,070 47	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	163,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	163,000 00	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	29,000f 09c	63,827f 82c	"	"	"	"	"	63,827 82	29,000 09	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	27,627	"	"	"	"	"	27,627 82	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	"	27,627f 82c	"	"	"	27,627 82	"	
Loi du 25 décembre 1899	"	"	"	"	"	"	"	"	16,500f 00c	"	16,500 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	"	19 49	"	"	"	"	"	"	"	"	"	19 49	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1897	"	"	"	"	"	10,049	"	"	"	"	"	10,049 04	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898	"	"	"	"	"	"	"	13 11	"	"	"	13 11	
	450,000 00	273,847 22	163,000 00	29,000 09	63,827 82	37,676	27,627 82	13 11	16,500 00	"	720,955 64	340,537 28	
	176,152f 78c		133,999f 91c		26,150f 96c		27,614f 71c		16,500f 00c		380,418f 36c		
LANDRECIES.													
Loi du 28 avril 1895	116,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	116,000f 00c	"	
Loi du 29 juin 1896	"	31,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	31,000f 00c	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	50,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	50,000 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1896	"	"	"	0f 15c	"	"	"	"	"	"	"	0 15	
	116,000 00	31,000 00	50,000 00	0 15	"	"	"	"	"	"	166,000 00	31,000 15	
	85,000f 00c		49,999f 85c		"		"		"		134,999f 85c		
VITRY-LE-FRANÇOIS.													
Loi du 28 avril 1895	40,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40,000f 00c	"	
Loi du 10 juin 1896	"	10f 15c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10f 15c	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	40,010f 15c	"	"	"	"	"	"	"	40,010 15	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1896	"	"	"	35f 41c	"	"	"	"	"	"	"	35 41	
	40,000 00	10 15	40,010 15	35 41	"	"	"	"	"	"	80,010 15	45 56	
	39,989f 85c		39,974f 74c		"		"		"		79,964f 59c		
LILLE.													
Loi du 8 août 1893	450,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	450,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	428,000f 00c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	428,000f 00c	
Loi du 19 mars 1894	200,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	200,000 00	"	
Loi du 28 avril 1895	198,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	198,000 00	"	
Loi du 29 juin 1896	"	53,253 08	"	"	"	"	"	"	"	"	"	53,253 08	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	83,391f 88c	"	"	"	"	"	"	"	83,391 88	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	2 54	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2 54	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1894	"	136 26	"	"	"	"	"	"	"	"	"	136 26	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1896	"	"	"	4f 33c	"	"	"	"	"	"	"	4 33	
	848,000 00	481,391 88	83,391 88	4 33	"	"	"	"	"	"	931,391 88	481,396 21	
	366,608f 12c		83,387f 55c		"		"		"		449,995f 67c		
A reporter	4,999,399f 70c	2,048,299f 76c	435,338f 13c	111,595f 13c	148,382f 83c	92,231	82,182f 83c	54,568f 12c	16,500f 00c	"	5,681,803f 49c	2,306,694f 88c	

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS DES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 22.

Produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Suite du *Tableau des crédits du budget ordinaire du Ministère de la guerre imputables sur le produit de l'aliénation des terrains provenant des fortifications des places déclassées, primitivement ouverts ou reportés à l'exercice 1891 et aux exercices suivants.*

DATES DES DÉCRETS ET LOIS.	EXERCICE 1891 À 1895. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1891 À 1895. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1897. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1897. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1898. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1898. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1899. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1899. CRÉDITS annulés.	TOTAUX. CRÉDITS ouverts.	TOTAUX. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
							FRANCE.						
Report	4,999,399f 70c	2,048,299f 76c	435,338f 13c	111,595f 13c	148,382f 83c	92,23[illegible]	82,182f 83c	54,568f 18c	16,500f 00c	"	5,681,803f 49c	2,306,694f 88c	
ANTIBES.													
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	"	30,000f 00c	"	"	"	"	"	30,000f 00c	"	
	"		"		30,000f 00c		"		"		30,000f 00c		
AUXONNE.													
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	"	51,000f 00c	"	"	"	"	"	51,000f 00c	"	
Loi du 22 juillet 1898	"	"	"	"	"	"	49,000f 00c	"	"	"	49,000 00	"	
	"	"	"	"	51,000 00	"	49,000 00	"	"	"	100,000 00	"	
	"		"		51,000f 00c		49,000f 00c		"		100,000f 00c		
TOTAUX (France)	4,999,399f 70c	2,048,299f 76c	435,338f 13c	111,595f 13c	229,382f 83c	92,23[illegible]	131,182f 83c	54,568f 12c	16,500f 00c	"	5,811,803f 49c	2,306,694f 88c	
	2,951,099f 94c		323,743f 00c		137,150f 96c		76,614f 71c		16,500f 00c		3,505,108f 61c		
							ALGÉRIE.						
ALGER.													
Loi du 28 juillet 1893	1,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,000,000f 00c	"	
Loi du 21 mars 1894	"	727,300 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	727,300f 00c	
Loi du 19 mars 1894	1,727,300 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,727,300 00	"	
Loi du 28 avril 1895	"	1,308,140 41	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,308,140 41	
Loi du 28 avril 1895	2,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2,000,000 00	"	
Loi du 29 juin 1896	"	1,300,865 05	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,300,865 05	
Loi du 13 juillet 1896	"	"	2,100,000 00	"	"	"	"	"	"	"	2,100,000 00	"	
Loi du 29 juin 1897	"	"	"	545,894 05	1,900,000f 00c	"	"	"	"	"	1,900,000 00	545,894 05	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	129,766 34	"	"	"	"	"	129,766 34	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1893	"	625 27	"	"	"	"	"	"	"	"	"	625 27	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1895	"	26 84	"	"	"	"	"	"	"	"	"	26 84	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1897	"	"	"	"	"	3 35	"	"	"	"	"	3 35	
Loi du 20 avril 1898	"	"	"	"	"	"	129,766f 34c	"	"	"	129,766 34	"	
Loi du 22 juillet 1898	"	"	"	"	"	"	625,551 62	"	"	"	625,551 62	"	
Loi du 25 décembre 1899	"	"	"	"	"	"	"	"	500,000f 00c	"	500,000 00	"	
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898	"	"	"	"	"	"	"	42,643f 73c	"	"	"	42,643 73	
	4,727,300 00	3,336,957 57	2,100,000 00	545,894 05	1,900,000 00	129,766 [illegible]	755,317 96	42,643 73	500,000 00	"	9,982,617 96	4,055,265 04	
TOTAUX (Algérie)	1,390,342 43		1,554,105 95		1,770,230f 31c		712,674 23		500,000f 00c		5,927,352f 92c		
TOTAL GÉNÉRAL	9,726,699f 70c	5,385,257f 33c	2,535,338f 13c	657,489f 18c	2,129,382f 83c	222,001f [illegible]	886,500 79	97,211f 85c	516,500f 00c	"	15,794,421f 45c	6,361,959f 92c	
	4,341,442f 37c		1,877,848f 95c		1,907,381f 27c		789,288f 94c		516,500f 00c		9,132,461 53		

Les sommes indiquées ci-dessus comme afférentes à l'exercice 1899 pourront subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 22.

Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées.

Tableau présentant, par année et par place, pour la France et pour l'Algérie, le montant des aliénations autorisées par des lois et le chiffre des recouvrements effectués sur le produit des cessions consenties.

PLACES.	ÉVALUATIONS législatives des aliénations autorisées.	RECOUVREMENTS. Années 1890 à 1894.	Année 1895.	Année 1896.	Année 1897.	Année 1898.	Année 1899.	Total.	OBSERVATIONS.
FRANCE.									
Valenciennes (Loi du 26 août 1890).	365,000f 00c	365,000f 00c	"	"	"	"	1,884f 00c	366,884f 00c	
Givet (Loi du 4 décembre 1890). .	100,000 00	100,000 00	"	"	"	"	"	100,000 00	
Arras (Loi du 23 décembre 1890) . .	1,200,000 00	800,400 00	"	"	"	"	"	800,400 00	
Douai (Loi du 19 janvier 1891)	1,300,000 00	1,053,338 89	(A) A déd. 34,000	"	"	"	"	1,019,338 89	(A) Par virements de comptes.
St-Omer (Loi du 18 décembre 1891)..	80,000 00	80,000 00	"	"	"	"	"	80,000 00	
Aire-sur-la-Lys (Loi du 18 avril 1893 31 mars et 29 juin 1897).	40,000 00	13,688 27	"	"	30,098f 65c	"	"	43,786 92	
Bouchain (Nord) (Loi du 12 mai 1893).	100,000 00	101,805 58	"	"	"	"	"	101,805 58	
Cambrai (Loi du 3 août 1893). . .	414,000 00	414,000 00	"	"	"	"	"	414,000 00	
Lille (Loi du 8 août 1893)	500,000 00	"	(A) 500,000	"	"	"	"	500,000 00	
Landrecies (Loi du 20 avril 1894). .	116,000 00	116,000 00	"	"	"	"	"	116,000 00	
Vitry-le-François (Loi du 21 janvier 1895).	80,000 00		"	"	(A) 80,000 00	"	"	80,000 00	
Auxonne (Loi du 31 juillet 1896).	100,000 00		"	100,000f	"	"	"	100,000 00	
Antibes (Loi du 31 juillet 1896.)	30,000 00	"	"	"	(A) 30,000 00	"	"	30,000 00	
	4,425,000 00	3,044,232 74	466,000	100,000	140,098 65	"	1,884 00	3,752,215 39	
A reporter. . . .	4,425,000 00	3,044,232 74	466,000	100,000	140,098 65	"	1,884 00	3,752,215 39	
Report.	4,425,000f	3,044,232f 74c	466,000f	100,000f	140,098f 65c	"	1,884f 00c	3,752,215f 39c	
ALGÉRIE.									
Alger (Loi du 29 mars 1893). . . .	11,470,000	4,000,000 00	3,470,000	2,000,000	1,000,000 00	500,000	581,947 66	11,551,947 66	
TOTAL.	15,895,000	7,044,232 74	3,936,000	2,100,000	1,140,098 65	500,000	583,831 66	15,304,163 05	

Il résulte du tableau ci-dessus que les recouvrements portés au crédit du présent compte se sont élevés à 15,304,163f 05c

Le tableau ci-après présente par exercice les prélèvements successifs portés au débit du présent compte, savoir :

			FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	
Pour l'exercice 1891			562,197f 74c	"	562,197f 74c	
Pour l'exercice 1892			1,192,496 97	"	1,192,496 97	
Pour l'exercice 1893			274,677 43	272,074f 73c	546,752 16	
Pour l'exercice 1894			419,480 59	419,159 59	838,640 18	
Pour l'exercice 1895			502,247 21	699,108 11	1,201,355 32	
Pour l'exercice 1896			323,743 00	1,554,105 95	1,877,848 95	
Pour l'exercice 1897.	France. — Ressources égales aux crédits.	137,150f 96c	137,150 96	6,770,230 31	(A) 6,907,381 27	
	Algérie. — Ressources égales aux crédits.	1,770,230f 31c				
	Algérie. — Loi du 29 juin 1897, Art. 34 § 3.	5,000,000 00				
	Algérie. —	6,770,230 31				
Pour l'exercice 1898. — Ressources égales aux crédits.			76,614 71	712,674 23	789,288 94	
ENSEMBLE.			3,488,608 61	10,427,352 92	13,915,961 53	13,915,961 53
Reste, au 31 décembre 1899, un solde créditeur de.						1,388,201 52

égal à celui qui ressort page 291.

(A) Pendant l'année 1898, les prélèvements effectués en somme égale aux crédits employés pour gager des dépenses du Ministère de la guerre ont été de (France et Algérie). 1,907,381f 27c
auxquels il y a lieu d'ajouter une somme de 5,000,000 00
inscrite en recette au budget de l'exercice 1897 (Algérie) en exécution de l'article 32 de la loi du 29 juin 1897, qui a réduit de 5,000,000 fr. les dépenses autorisées par la loi du 29 mars 1893 pour le dérasement partiel de l'enceinte d'Alger, et de l'article 34 § 3 de la loi précitée de 1897, qui a augmenté d'autant les évaluations de recettes du budget de l'exercice 1897. . . . . 6,907,381 27

ENSEMBLE. 6,907,381 27

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI

Suite des DÉVELOPPEMENTS

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 23.

Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine.

La loi du 26 décembre 1890, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1891, dispose, article 39 :

« Les produits de la vente des matières qui seront remises à l'Administration des Domaines par les services de la Marine, à partir de l'ouverture « de l'exercice 1891, feront l'objet, dans les écritures de l'Administration des Finances, d'un compte spécial du Trésor, sur lequel des crédits pourront « dans la mesure des réalisations et après que les Domaines auront réalisé le produit de 809,100 francs inscrit au budget des recettes, être ouverts « par décrets du Président de la République, au profit des chapitres 18 (approvisionnements des constructions navales), 19 (rachat des bâtiments), « 20 (matières pour constructions neuves) et 30 (outillage) du budget du Ministère de la Marine.

« Ces ouvertures de crédit ne pourront dépasser au profit de l'exercice 1891 la limite de :

	2,000,000f	sur le chapitre 18,
	500,000	sur le chapitre 19,
	500,000	sur le chapitre 20,
	500,000	sur le chapitre 30.
Ensemble.....	3,500,000	

En exécution de cette loi, il a été ouvert, dans les écritures de l'Administration des Finances, un compte spécial sous le titre *Produit de la vente des matières remises par le service de la Marine*. Ce compte doit être crédité, par les receveurs des Domaines, du produit des ventes effectuées par leurs soins, des matières remises par les services de la Marine, et débité :

1° D'un prélèvement de 809,100 francs, qui doit servir de ressources au budget de l'exercice 1891 et qui figure parmi les évaluations dudit budget au compte classé parmi les produits du Domaine autre que le Domaine forestier (*Aliénations d'objets mobiliers.* — Ministère de la Marine) ;

2° Des prélèvements à effectuer, au profit des budgets des exercices 1891 ou suivants, en somme égale aux crédits ouverts par décrets, aux chapitres ci-dessus désignés du ministère de la Marine.

Les recettes de l'espèce centralisées par les receveurs des Domaines se sont élevées, pour l'année 1891, à.....			2,773,042f 30c
Il a été prélevé sur le présent compte :			
Pendant l'année 1892, une somme de.....		809,100f 00c	2,709,100 00
qui a été appliquée conformément à la loi au budget de l'exercice 1891.			
Pendant l'année 1892, une somme de.....		1,900,000 00	
Savoir :			
Décret du 3 octobre 1891.....	950,000f 00		
Décret du 8 décembre 1891.....	400,000 00		
Décret du 19 février 1892.....	550,000 00		
Total égal.....	1,900,000 00		
D'où un solde créditeur de			63,942 30

égal à celui qui ressort page 291 et que le projet de loi de règlement de l'exercice 1892, art. 18, propose de porter en atténuation des découverts et avances du Trésor.

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 24.

Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0 (1891).

La loi du 24 décembre 1890, comportant émission de rentes 3 p. 0/0 et remboursement de diverses obligations du Trésor, dispose :

Art. 1er. — Le Ministre des finances est autorisé à aliéner au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au grand-livre de la Dette publique, avec jouissance du 1er janvier 1891, la somme de rentes trois pour cent (3 p. 0/0) nécessaire :

1° Pour produire un capital effectif de trois cent quatre-vingt-onze millions huit cent soixante-trois mille francs (391,863,000f) augmenté des dépenses matérielles et des frais quelconques de l'opération autorisée par la présente loi, lesquels ne pourront excéder un capital de deux millions neuf cent soixante-quinze mille francs (2,975,000f).

2° Pour le remboursement à l'échéance des obligations à court terme, aux échéances des 1er mars et 1er septembre 1891 et 1er mars et 1er septembre 1892, s'élevant ensemble à la somme de trois cent trois millions cent mille francs (303,100,000f).

L'article 41 de la loi du 17 juillet 1889 est abrogé.

Art. 2. — Le produit de l'émission de trois cent quatre-vingt-onze millions huit cent soixante-trois mille francs (391,863,000f) mentionné à l'article précédent sera affecté :

1° A parfaire, jusqu'à concurrence de cent trente-sept millions sept cent quatre-vingt-neuf mille huit cent vingt-neuf francs quatre-vingt-onze centimes (137,789,829f 91c), les ressources destinées au remboursement du capital des obligations venues à échéance en 1888 et en 1889, pour suppléer tant aux émissions d'obligations du Trésor à court terme autorisées par l'article 23 de la loi du 30 mars 1888 et par l'article 16 de la loi du 29 décembre suivant, qu'à l'affectation donnée par cette dernière loi à l'excédent de recette qui serait constaté en clôture de l'exercice 1889 ;

2° Au remboursement des obligations venues à échéance les 1er mars et 1er septembre 1890, jusqu'à concurrence de la somme de cent millions de francs (100,000,000f).

3° Au budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1890, jusqu'à concurrence de cent cinquante-quatre millions soixante-treize mille francs (154,073,000f), pour suppléer à l'émission d'obligations du Trésor à court terme autorisée par l'article 16 de la loi du 17 juillet 1889.

Art. 3. — Les obligations du Trésor à court terme émises jusqu'à concurrence de trois cent soixante-dix millions neuf cent soixante-quinze mille trois cent quatre-vingt-douze francs soixante-douze centimes (370,975,392f 72c) à l'échéance des années 1893 à 1895 inclusivement sont affectées au payement des garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, à effectuer en exécution des lois de finances des 8 août 1885, 26 février 1887, 30 mars 1888, 29 décembre 1888 et 17 juillet 1889.

Art. 4. — Le Ministre des finances est autorisé à prélever sur le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations la somme de rentes 3 p. 0/0 nécessaire pour procéder au remboursement des obligations du Trésor et des bons de liquidation émis en vertu des lois des 7 avril et 26 juillet 1873 et 29 décembre 1876 restant en circulation au 31 décembre 1890 et non remboursables sur des crédits ouverts aux budgets des exercices antérieurs à 1891.

Il est autorisé à inscrire au grand-livre de la Dette publique, avec jouissance du 16 janvier 1891, et à remettre à la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. 0/0 amortissable nécessaire pour remplacer dans son portefeuille les rentes 3 p. 0/0 mentionnées au paragraphe 1er du présent article.

Art. 5. — Les rentes 3 p. 0/0 mentionnées à l'article précédent seront annulées.

Le Ministre des finances est autorisé à aliéner au mieux des intérêts du Trésor et à inscrire au grand-livre de la Dette publique une somme de rentes 3 p. 0/0 égale à celle qui aura été annulée, les deux opérations d'annulation et d'inscription devant avoir la même date de jouissance.

Art. 6. — Les intérêts courus au jour du remboursement sur les obligations du Trésor et les bons de liquidation mentionnés à l'article 4 seront, sous réserve de leur imputation ultérieure sur un crédit budgétaire, imputés provisoirement à un compte de trésorerie.

Art. 7. — Le Ministre des finances pourra passer avec la Banque de France des conventions destinées à faciliter les opérations prévues aux articles ci-dessus. Les avances qui pourraient être faites en vertu de cette disposition devront être remboursées au plus tard le 1er février 1892.

Art. 8. — Les conditions dans lesquelles s'effectueront les opérations autorisées par la présente loi seront déterminées par décret du Président de la République.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 décembre 1890.

Par le Président de la République :
Le Ministre des Finances,
Signé : ROUVIER.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINI
Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE
DÉVELOPPEMENT

Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0. (1891.)

Le décret du 2 janvier 1891, rendu en exécution de cette loi, a autorisé, par voie de souscription publique, au taux de 92 fr. 55 par 3 francs de rente, l'émission de rente 3 p. 0/0 nécessaire à la réalisation d'un capital de huit cent soixante-neuf millions quatre cent quatre-vingt-huit mille francs (869,488,000f).

Il résulte des dispositions qui précèdent que ce capital, qui s'élèvera en réalité à 869,487,999 fr. 60, est destiné :

Au remboursement des obligations à court terme en circulation autres que celles qui sont affectées au payement des garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer;

A la réalisation de ressources budgétaires à provenir d'obligations à court terme non encore émises ;

Au remboursement d'obligations du Trésor à long terme pour travaux publics et des bons de liquidation créés pour indemnités accordées dans les départements ou à la ville de Paris pour dommages causés pendant la guerre de 1870-1871 ;

A l'acquittement des frais divers de l'émission des rentes ;

Enfin, la décision ministérielle du 20 avril 1891 a déterminé les opérations de comptabilité qui sont la conséquence de la loi précitée :

Cette décision a prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé *Produit de l'émission de rentes 3 p. 0/0 1891*, qui sera crédité au fur et à mesure des recouvrements du montant intégral des versements effectués par les souscripteurs, soit, en fin d'opération, 869,487,999 fr. 60. Son débit comprendra les prélèvements opérés, tant pour doter les budgets en somme égale aux crédits votés de ressources qui devaient primitivement être fournies par une émission d'obligations à court terme, que pour solder des comptes de trésorerie, constatant la charge du Trésor, que devaient éteindre des annuités à payer par des budgets ultérieurs.

Ce compte sera donc débité dans les écritures des comptables :

1° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations du Trésor à court terme, compte de liquidation* de la somme de..... qui représente au 31 décembre 1891 le montant de son solde débiteur préalablement atténué en exécution d'une décision du directeur général de la Comptabilité publique de 1,239,777 fr. 48, représentant des primes d'émissions réalisées sur diverses obligations à court terme.		48,046,699f 47c
2° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations du Trésor à court terme pour le service des budgets*, savoir :		
Obligations remboursées en 1888 et 1889.....	89,743,130f 44c	
Obligations remboursées en 1890.....	100,000,000 00	
Obligations à rembourser en 1891.....	100,000,000 00	492,843,130 44
Obligations à rembourser en 1892.....	203,100,000 00	
3° Au crédit des budgets des exercices 1890 et suivants, pour faire face à des crédits législativement ouverts ou reportés, dont la ressource correspondante devait être fournie par des obligations à court terme, non émises.....		154,073,000 00
4° Au crédit du compte *Trésor public, s/c de bons de liquidation (départements)* pour faire face au remboursement de ces bons.		52,350,000 00
5° Au crédit du compte *Correspondants du Trésor : Bons de liquidation, Paris, l/c d'annuités*, pour faire face au remboursement du capital de ces bons.....		63,150,000 00
6° Au crédit du compte *Trésor public, s/c d'obligations à long terme émises pour exécution de travaux publics*, pour faire face au remboursement de ces obligations.....		56,050,000 00
7° A la fin de l'opération au crédit du compte *Frais divers de l'émission des rentes 3 p. 0/0*, ouvert dans les écritures du caissier-payeur central du Trésor pour le montant des dépenses autorisées par l'article 1er de la loi du 24 décembre 1890.....		2,975,000 00
8° Enfin par l'application qu'il y aura lieu de faire ultérieurement du solde disponible évalué présentement à.....		169 60
TOTAL ÉGAL.....		869,487,999 60

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.
SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.
DU COMPTE N° 24.

Produit de l'émission de rente 3 p. 0/0 (1891.)

Ces diverses opérations ont été effectuées au fur et à mesure des versements faits par les souscripteurs, en commençant par celles qui étaient relatives au service des budgets et au remboursement des obligations les plus anciennement émises.

Le présent compte spécial a été crédité :

Pendant l'année 1891, de.....	563,291,750f 00c
Pendant l'année 1892, de.....	305,805,279 80
Pendant l'année 1893, de.....	272,861 65
Pendant l'année 1894, de.....	39,513 60
Pendant l'année 1895, de.....	14,680 10
Pendant l'année 1896, de.....	63,914 45
TOTAL du crédit.....	869,487,999 60

Il a été débité :

Pendant l'année 1891.	1° D'une somme de..... nécessaire pour solder les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1890.	103,713,458f 93c	512,932,208f 93c
	2° De la somme de..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme, compte de liquidation.*	48,046,699 47	
	3° D'une somme de..... pour atténuer jusqu'à due concurrence le solde débiteur du compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme pour le service des budgets.*	361,172,050 53	
Pendant l'année 1892.	1° D'une somme de..... appliquée au budget général de l'exercice 1891 pour faire face à des crédits ouverts au Ministère de la guerre. (Loi du 24 juillet 1891.)	28,150,000 00	331,371,079 91
	2° D'une somme de..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme pour le service des budgets.*	131,671,079 91	
	3° D'une somme de..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c de bons de liquidation, Départements.*	52,350,000 00	
	4° D'une somme de..... nécessaire pour solder le compte *Trésor public, s/c d'obligations à court terme créées pour l'exécution de travaux publics.*	56,050,000 00	
	5° D'une somme de..... nécessaire pour solder le compte de correspondants du Trésor (*Bons de liquidation, Paris, l/c d'annuités*).	63,150,000 00	
Pendant l'année 1893.	D'une somme de..... nécessaire pour solder les dépenses du budget général de l'exercice 1892. (Dépenses extraordinaires du Ministère de la guerre.)		18,546,073 44
Pendant l'année 1894.	D'une somme de..... représentant, déduction faite des frais de l'émission s'élevant à 2,404,994 fr. 17, le reliquat du présent compte au 31 juillet 1894, appliqué au budget de l'exercice 1893, en exécution de la loi du 28 avril 1893.		4,145,294 85
Pendant l'année 1896.	Du montant des frais de l'émission centralisés à un compte d'avances du Caissier payeur central qui se trouve ainsi soldé, soit.....		2,404,994 17
	TOTAL du débit.....		869,399,651 30
			869,399,651 30
d'où au 31 décembre 1899 un solde créditeur de.....			88,348 30

que le projet de loi de règlement de l'exercice 1896 a proposé de porter en atténuation des découverts et avances du Trésor.

Ce solde est égal à celui qui ressort page 291.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINI

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

DÉVELOPPEMEN

Contributions directes et taxes assimilées recouv

La loi de finances du 18 juillet 1892 (art. 18 à 27) a supprimé le budget des dépenses sur ressources spéciales à partir de l'exercice 1893. Par suite, les opérations relatives au recouvrement des centimes départementaux et communaux ont cessé d'être comprises dans le budget de l'État. Néanmoins les comptables du Trésor continuent à assurer le recouvrement de ces contributions pour le compte des départements et des communes et les opérations qu'ils effectuent à titre intermédiaire sont constatées dans leurs écritures. Dans le but de les faire apparaître dans les comptes généraux de l'Administration des finances, la décision ministérielle du 21 avril 1894 a prescrit l'ouverture d'un compte classé parmi les services spéciaux sous le titre : *Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.*

Le crédit de ce compte exprime les recouvrements effectués sur les contribuables et son débit la restitution aux intéressés des centimes perçus à leur profit.

EXERCICE 1898.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables. (*Voir le détail aux pages 737 et suivantes du compte des finances de l'année 1898.*)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.							
Contribution foncière.	Propriétés non bâties.....	132,918,303f 20c	209,373,558f 72c	373,301,916f 57c	18,414,790f 93c	391,716,707f 50c	"
	Propriétés bâties.....	76,455,255 52					
Contribution personnelle-mobilière.....			76,357,214 85				
Contribution des portes et fenêtres.....			35,799,774 66				
Contribution des patentes.....			70,186,159 27				
			391,716,707 50	373,301,916 57	18,414,790 93	391,716,707 50	"
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.							
Fonds pour dépenses communales.	Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.).....		648,548f 25c	601,328f 14c	47,220f 11c	648,548f 25c	"
	Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.).....		1,122,889 98	1,028,854 79	94,035 19	1,122,889 98	"
			1,771,438 23	1,630,182 93	141,255 30	1,771,438 23	"
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.....			393,488,145f 73c	374,932,099f 50c	18,556,046f 23c	393,488,145f 73c	"

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 25.

pour le compte des départements et des communes.

Il est tenu par exercice et chaque exercice doit présenter, en recette et en dépense, les divisions suivantes :

Centimes départementaux.

Centimes communaux.

Vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets.

Quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes.

Taxe perçue sur les mines, pour fonds de garantie. (*Loi du 9 avril 1898, art. 24 et 25.*)

Ce compte ne présentera, en principe, que deux exercices, le plus ancien devant toujours être soldé. En effet, au 30 avril de la seconde année de l'exercice, les rôles des contributions non encore recouvrés sont soldés pour ordre, de telle sorte qu'à cette époque, la dépense doit être exactement égale à la recette et que le compte de l'exercice se trouve définitivement balancé.

Pour permettre de contrôler d'une manière plus effective les recouvrements de l'espèce, on a cru utile de les faire précéder du détail des rôles mis en recouvrement pour chaque exercice.

EXERCICE 1899.

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES ASSIMILÉES RECOUVRÉES POUR LE COMPTE DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS.			DROITS CONSTATÉS à la charge des redevables. (*Voir le détail qui suit.*)	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — PENDANT l'année 1899.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS — TOTAL.	RESTES À RECOUVRER sur les droits constatés.
CONTRIBUTIONS DIRECTES.							
Contribution foncière.	Propriétés non bâties.....	132,131,135f 06c	208,806,890f 84c	"	376,353,754f 95c	376,353,754f 95c	15,529,786f 51c
	Propriétés bâties.....	76,675,755 78					
Contribution personnelle-mobilière.....			76,964,618 64				
Contribution des portes et fenêtres.....			35,940,358 68				
Contribution des patentes.....			71,971,673 30				
			392,883,541 46	"	376,353,754 95	376,353,754 95	16,529,786 51
TAXES ASSIMILÉES AUX CONTRIBUTIONS DIRECTES.							
Fonds pour dépenses communales et fonds de garantie.	Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.).....		654,213f 14c	"	616,940f 55c	616,940f 55c	37,272f 59c
	Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.).....		1,084,704 94	"	1,009,716 82	1,009,716 82	74,988 12
	Taxe perçue sur les mines pour fonds de garantie. (Loi du 9 avril 1898, art. 24 et 25).....		27,878 56	"	8,573 62	8,573 62	19,304 94
			1,766,796 64	"	1,635,230 99	1,635,230 99	131,565 65
TOTAL des contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.....			394,650,338f 10c	"	377,988,985f 94c	377,988,985f 94c	16,661,352f 16

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR L

Suite du DÉVELOPPEMEN

Contributions directes et taxes assimilées recouv

DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1899.

			CONTRIBUTION FONCIÈRE. PROPRIÉTÉS non bâties.	PROPRIÉTÉS bâties.	TOTAUX par contributions.	
CONTRIBUTION FONCIÈRE.						
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871)	30,047,853f 00c	17,318,265f 49c	47,366,118f 49c	106,451,957f
		Centimes additionnels sur les quatre contributions — pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	1,201,914 12	692,730 61	1,894,644 73	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions — pour dépenses de service vicinal. (Loi du 21 mai 1836)	8,413,398 84	4,849,114 21	13,262,513 05	
		Centimes additionnels sur la contribution foncière pour dépenses du cadastre. (Lois du 2 août 1829 et du 17 mars 1898.)	29,396 88	5,568 71	34,965 59	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales	29,056,416 41	14,837,298 98	43,893,715 39	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	Dépenses ordinaires (maximum 5 centimes) et pour frais d'experts sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. (Loi du 5 avril 1884.)	6,008,895 41	3,463,503 01	9,472,398 42	102,354,933
		Dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	51,404,035 50	33,094,686 75	84,498,722 25	
		Dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	5,969,224 90	2,414,588 02	8,383,812 92	
Total de la contribution foncière			132 131,135 06	76,675,755 78	208,806,890 84	208,806,890

A reporter 208,806,890 84

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 25.

pour le compte des départements et des communes.

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1899.

Report 208,806,890f 84

CONTRIBUTION PERSONNELLE-MOBILIÈRE.

Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	17,927,330f 21c	39,603,985f 40c
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses ordinaires (Loi du 10 août 1871).	717,093 20	
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	5,019,652 47	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales	15,939,909 52	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels pour	dépenses ordinaires (maximum 5 centimes) et pour frais d'experts sur les contributions foncière et personnelle-mobilière. (Loi du 5 avril 1884.)	3,586,948 72	37,360,633 24
		dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	31,011,697 88	
		dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	2,761,986 64	
Total de la contribution personnelle-mobilière				76,964,618 64

CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES.

Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	468,561f 82c	14,165,968 77
		Centimes additionnels sur les quatre contributions directes — pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	3,279,932 83	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales	10,417,474 12	
Fonds pour dépenses communales.	Centimes additionnels.	Pour dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)	19,880,221 99	21,774,389 91
		Pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)	1,894,167 92	
Total de la contribution des portes et fenêtres				35,940,358 68

A reporter 321,711,868 16

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Suite du DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 25.

Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes.

Suite du DÉTAIL DES RÔLES MIS EN RECOUVREMENT POUR L'EXERCICE 1899.

Report					321,711,868f 16c
CONTRIBUTION DES PATENTES.					
Fonds pour dépenses départementales.	Budget départemental ordinaire.	Centimes additionnels sur les quatre contributions directes	pour dépenses ordinaires. (Loi du 10 août 1871.)	908,335f 71c	26,423,164 82
			pour dépenses du service vicinal. (Loi du 21 mai 1836.)	6,358,349 80	
	Budget départemental extraordinaire.	Centimes additionnels extraordinaires sur les quatre contributions directes, à recouvrer en vertu de l'article 40 de la loi du 10 août 1871 (maximum 12 centimes) et en vertu de lois spéciales		19,156,479 31	
Fonds pour dépenses communales et fonds de garantie.	Centimes additionnels.	Pour dépenses extraordinaires. (Loi du 5 avril 1884.)		32,061,567 96	44,748,508 48
		Pour frais de bourses et de chambres de commerce, y compris 5 centimes par franc pour non-valeurs et frais de confection. (Lois du 23 juillet 1820 et du 23 juillet 1880.)		1,918,506 69	
		Pour dépenses des chemins vicinaux. (Loi du 21 mai 1836.)		2,934,801 79	
	Fonds de 8 centimes sur le principal des patentes attribué aux communes			7,266,685 52	
	Taxe sur les patentes pour fonds de garantie. (Accidents du travail, loi du 9 avril 1898)			566,946 52	
Total de la contribution des patentes					71,171,673 30
Total des contributions directes					392,883,541 46
Taxes assimilées aux contributions directes.	Fonds pour dépenses communales.	Fonds du vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets. (Loi du 23 juillet 1872.)		654,213f 14c	1,766,796 64
		Fonds du quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes. (Loi du 28 avril 1893.)		1,084,704 94	
		Taxe perçue sur les mines pour fonds de garantie. (Loi du 9 avril 1898, art. 24 et 25)		27,878 56	
Total des taxes assimilées					1,766,796 64
Total des fonds pour dépenses départementales et communales de l'exercice 1899					394,650,338 10

Pendant l'année 1899, les recettes portées au crédit du présent compte, s'élevant à la somme de 396,545,032 fr. 17, se décomposent comme suit :

	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	TOTAL.	
Centimes départementaux	8,178,653f 77c	179,171,331f 42c	187,349,985f 19c	
Centimes communaux	10,236,137 16	197,182,423 53	207,418,560f 69c	
Vingtième attribué aux communes sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	47,220 11	616,940 55	664,160 66	
Quart attribué aux communes sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes	94,035 19	1,009,716 82	1,103,752 01	
Taxe perçue sur les mines en exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail	"	8,573 62	8,573 62	
Total des recettes	18,556,046 23	377,988,985 94	396,545,032 17	
Le solde créditeur au 31 décembre 1898 était de				15,573,792 20
Ensemble				412,118,824 37

Les dépenses corrélatives aux attributions des contributions directes et des taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes se sont élevées, savoir :

		EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	TOTAL.	
Attribution des centimes départementaux		15,904,781f 76c	170,517,818f 84c	186,422,600f 60c	
Attribution des centimes communaux.	Centimes additionnels imposés	17,053,338 97	189,787,415 48	206,840,754 45	
	Attribution aux communes du vingtième sur le principal de la contribution sur les voitures, chevaux, mules et mulets	420,793 54	250,596 83	671,390 37	
	Attribution aux communes du quart sur le principal de la taxe sur les vélocipèdes	750,924 16	378,768 79	1,129,692 95	
Total		34,129,838 43	360,934,599 94	395,064,438 37	395,064,438 37
D'où un solde créditeur au 31 décembre 1899, de, égal à celui qui ressort page 291.					17,054,386 00

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SU

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 26.

Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires.

L'article 53 de la loi de finances du 26 juillet 1893 dispose :

« A partir du 1er janvier 1894, les caisses instituées par les lois du 11 juillet 1868, du 1er juin 1878, du 3 juillet 1880 et du 2 août 1881, sont et demeurent supprimées.

« Toutefois, les payements correspondant aux engagements pris antérieurement au 31 décembre 1893 pourront continuer d'être effectués pendant l'année 1894.

« A cette date, les comptes destinés à retracer les opérations de ces caisses dans les écritures du Trésor sont définitivement clos.

« Le Ministre des finances est autorisé à ouvrir, à partir du 1er janvier 1894, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte unique de liquidation qui sera débité des avances faites par le Trésor restant à amortir et crédité des sommes inscrites au budget pour leur remboursement. »

La décision ministérielle du 4 mai 1894, rendue en exécution de cette loi, a prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte intitulé *Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires*, qui comprendra, à son débit, la totalité des soldes débiteurs des comptes destinés à décrire les opérations relatives aux subventions et avances pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires, et, à son crédit, la portion des annuités inscrites au budget du Ministère des finances de chaque exercice représentant l'amortissement des avances du Trésor. En outre, la décision ministérielle du 5 février 1895, prise en exécution des lois des 7 décembre (art. 3) et 27 décembre 1894 (art. 13), a prescrit l'application au crédit du présent compte du produit des obligations, remboursables par annuités terminables en 1923, émises en vertu des lois précitées et destinées à pourvoir au remboursement des avances faites par la Dette flottante aux caisses vicinales et scolaires.

Conformément à ces dispositions législatives, l'agent comptable des virements de comptes a, en fin d'année 1893, débité le présent compte de la somme de..... 350,892,110f 90c
représentant les soldes débiteurs des comptes ci-après au 31 décembre de ladite année. (Voir pages 726, 731 et 738 du compte des finances de l'année 1893.)

Avances à la caisse des chemins vicinaux	199,178,057f 87c
Caisse des lycées, collèges et écoles, s/c de subventions imputables sur les ressources de la Dette flottante	47,575,309 92
Avances à la caisse des lycées, collèges et écoles (avances remboursables)	104,138,743 11
ENSEMBLE	350,892,110 90

En fin d'année 1894, l'agent des virements a transporté, en exécution du 2e alinéa de l'article 53 de la loi du 26 juillet 1893, au débit du présent compte, le solde débiteur du compte *Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires*, ci..... 77,216,075 39

TOTAL représentant l'avance de la Dette flottante..... 428,108,186 29

Les opérations relatives à l'amortissement de ces avances sont successivement portées au crédit du présent compte et réparties par années dans les proportions suivantes :

Année 1894 : Application des Ordonnances du Ministère des finances, représentant les annuités de remboursement, ci		8,633,519f 32c	338,632,057 58
Année 1895 : 1° Application des Ordonnances du Ministère des finances, ci.	3,016,488f 46c	251,016,488 46	
2° Cession à la Caisse des dépôts et consignations de 496,000 obligations de 500 francs remboursables par annuités terminables en 1923, au taux de 3 p. o/o (loi du 27 décembre 1894, art. 13), ci	248,000,000 00		
Année 1896 : 1° Application des Ordonnances du Ministère des finances, ci.	653,832 49	71,919,011 00	
2° Application d'un complément d'Ordonnances émises sur le chapitre 9 du Ministère des finances [exercice 1896] (décision ministérielle du 2 août 1896), ci	8,178 51		
3° Cession à la Caisse des dépôts et consignations du solde des obligations de l'espèce, soit 142,514 obligations de 500 francs, remboursables par annuités terminables en 1923, au taux de 3 p. o/o (loi du 27 décembre 1894, art. 13), ci	71,257,000 00		
Année 1897 : Application des Ordonnances du Ministère des finances, chap. 9, ci		2,278,865 92	
Année 1898 : Application des Ordonnances du Ministère des finances, chap. 9, ci		2,353,530 82	
Année 1899 : Application des ordonnances du Ministère des finances, chap. 11, ci		2,430,642 06	

d'où un solde débiteur, au 31 décembre 1899, de..... 89,476,128 71
égal à celui qui ressort page 291.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 27.

Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties.

La décision du 13 février 1894, prise en exécution du décret du 5 février 1894, relatif au remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties, a prescrit l'ouverture dans les écritures de la Caisse centrale du Trésor d'un compte spécial intitulé *Remboursement des rentes 4 1/2 p. 0/0 non converties*. Ce compte est destiné à centraliser à son débit le montant des sommes payées par le Trésor en remboursement du capital au pair des rentes 4 1/2 p. o/o dont la conversion n'a pas été acceptée par les détenteurs de ces rentes, et à son crédit le produit de la négociation des rentes 3 1/2 p. o/o créées par décisions des 22 mars et 19 août 1894, en représentation des rentes 4 1/2 p. o/o dont le remboursement a été demandé, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 17 janvier 1894.

La négociation des rentes 3 1/2 p. o/o (nouveau fonds) opérée pour faire face aux remboursements des rentes 4 1/2 p. o/o (ancien fonds) demandés en France et aux colonies a produit un capital de		1,393,155f 55c
sur lequel le Caissier-Payeur central a effectué des remboursements au pair sur les rentes 4 1/2 p. o/o non converties pendant l'année 1894, pour	1,378,686f 25c	
Pendant l'année 1895, pour	14,022 20	
ENSEMBLE		1,392,708 45
Aucune opération n'ayant affecté le présent compte depuis l'année 1895, il reste, au 31 décembre 1899, un solde créditeur de représentant le reliquat du capital à rembourser.		447 10

Ce solde est égal à celui qui ressort page 291.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMIN

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE

DÉVELOPPEMEN

Produits du prélèvement sur le pa

La loi du 2 juin 1891 dispose :

Art. 5. — .....Les sociétés de courses dûment autorisées peuvent, en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du Ministre de l'agriculture et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel sur leurs champs de courses exclusivement.

Le décret du 7 juillet 1891 rendu en exécution de la loi précitée réglemente l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux en France et prescrit :

Art. 3. — Il sera prélevé sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque hippodrome et avant tout prélèvement :

1° Deux pour cent (2 p. o/o) en faveur des œuvres locales de bienfaisance;

2° Un pour cent (1 p. o/o) en faveur de l'élevage.

Le montant de ce dernier prélèvement devra être versé dans un délai de huit jours : à Paris, à la Recette centrale des finances; et dans les départements, à la Trésorerie générale.

Art. 4. Les fonds recueillis au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte distinct intitulé *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, pour être rattachés au budget du Ministère de l'agriculture dans la forme usitée en matière de fonds de concours.

Pendant les années 1891, 1892 et 1893, en exécution d'une circulaire du 1er septembre 1891, § 1er, les comptables des finances ont imputé les versements effectués dans leurs caisses par les sociétés de courses au compte *Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public*, classé parmi les services spéciaux du Trésor, et ont fait figurer à son débit les prélèvements destinés à faire face aux crédits de l'espèce ouverts au Ministère de l'Agriculture.

Pendant l'année 1894, la circulaire du 10 mai, s'appuyant sur les termes du décret du 7 juillet précité, a enjoint aux comptables des finances d'ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, le compte *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, destiné à retracer à son crédit l'ensemble des prélèvements effectués en faveur de l'élevage sur les versements des sociétés de courses et à son débit les sommes ayant servi à doter le budget de ressources correspondant aux crédits employés.

Postérieurement, le décret du 11 novembre 1896 qui se réfère à la loi du 2 juin 1891, prescrit, article 3 :

« Les articles 1, 2, 3, 4, 6 et 7 du décret du 7 juillet 1891 sont rendus applicables à l'Algérie. Toutefois, le dernier paragraphe de l'article 4 est « ainsi modifié : Les fonds recueillis en Algérie au profit de l'élevage seront centralisés et mentionnés dans les écritures du Trésor à un compte distinct « intitulé : *Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage*, pour être rattachés au budget du Ministère de la guerre (service des « remontes) dans la forme usitée en matière de fonds de concours. Les fonds dont il s'agit devront être exclusivement employés à l'achat d'étalons de « choix ou en encouragements donnés à la production chevaline.

« Le Gouverneur général exerce les attributions conférées par ce décret aux Ministres de l'intérieur, des finances et de l'agriculture.

« Les trésoriers-payeurs de l'Algérie et les payeurs particuliers exercent, dans la colonie, les attributions dévolues par ce décret aux trésoriers-payeurs « généraux et aux receveurs particuliers. »

TRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 28.

mutuel en faveur de l'élevage.

Les recouvrements portés au crédit du présent compte sont détaillés dans le tableau suivant :

ANNÉES.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS. FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Versements antérieurs à l'année 1894 imputés provisoirement au compte spécial : Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	486,368 75	"	486,368 75	
Année 1894	1,836,369 41	"	1,836,369 41	
— 1895	1,630,284 51	"	1,630,284 51	
— 1896	1,968,088 74	"	1,968,088 74	
— 1897	2,136,980 02	1,927 70	2,138,907 72	
— 1898	2,213,982 04	2,699 00	2,216,681 04	
— 1899	2,555,901 90	3,204 54	2,559,106 44	
	12,827,975 37	7,831 24	12,835,806 61	

D'autre part, les prélèvements correspondant à des crédits ouverts par des lois sont indiqués ci-après :

ANNÉES ET EXERCICES.		MONTANT DES PRÉLÈVEMENTS. FRANCE. Guerre.	Agriculture.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Année 1894	Exercice 1893	"	"	2,129,900 01	
	Exercice 1894	"	2,129,900 01		
Année 1895	Exercice 1894	"	"	1,509,458 26	
	Exercice 1895	"	1,509,458 26		
Année 1896	Exercice 1895	"	"	1,620,701 21	
	Exercice 1896	"	1,620,701 21		
Année 1897	Exercice 1896	"	20,084 35	2,223,429 45	
	Exercice 1897	"	2,203,345 10		
Année 1898	Exercice 1897	2,219 05	8,022 40	2,214,669 89	
	Exercice 1898	1,381 99	2,203,046 54		
Année 1899	Exercice 1898	998 20	"	2,610,546 66	
	Exercice 1899	2,034 21	2,607,514 25		
		6,633 36	12,302,072 12	12,308,705 48	

Ainsi qu'il ressort des états précédents, les recouvrements ont été de 12,835,806f 61c
et les prélèvements de 12,308,705 48

Il en résulte un solde créditeur, au 31 décembre 1899, de 527,101 13
égal à celui qui ressort page 291.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS**

Suite des **DÉVELOPPEMENTS SUR LE**

DÉVELOPPEME

Avances de la Banque de France à ti

La loi du 13 juin 1896, relative à l'Exposition universelle de 1900, dispose :

Art. 4. En cas d'insuffisance des annuités de subvention de la ville et des crédits budgétaires annuels pour couvrir les dépenses des exercices correspondants, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à demander à la Banque de France les avances consenties par la lettre du Gouverneur de la Banque de France, en date du 16 novembre 1895, annexée à la présente loi.

Ces avances faites au taux annuel de un et quart pour cent (1 1/4 p. 0/0) seront garanties par la remise à la Banque de France des récépissés de la Caisse des dépôts et consignations, remise qui vaudra nantissement au profit de la Banque. Elles ne dépasseront pas le chiffre total de trente millions de francs (30,000,000f) et seront remboursables au plus tard le 31 décembre 1900.

Art. 5. Les dépenses de l'Exposition, y compris les intérêts des avances qui seraient demandées à la Banque de France, sont limitées aux ressources fournies par la subvention de la Ville, le produit de l'émission, la participation financière de l'État et les recettes accessoires, telles que produit des concessions, des locations et de la revente des matériaux.

Art. 6. La subvention de la ville de Paris, le produit de l'émission lors de son retrait de la Caisse des dépôts et consignations, les avances de la Banque de France et généralement toutes les recettes de l'Exposition seront versées au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, conformément à l'article 13 de la loi du 6 juin 1843.

En exécution de la loi précitée, et pour présenter isolément dans les écritures centrales du Trésor les opérations relatives aux avances consenties par la Banque de France, la décision ministérielle du 14 décembre 1896 a prescrit d'ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours (Exposition de 1900). Ces avances, garanties par la remise à la Banque de France des récépissés d'égales sommes délivrés par la Caisse des dépôts et consignations ne devront pas dépasser 30 millions. Elles figureront au crédit du présent compte jusqu'à l'époque de leur remboursement par l'État, dans le courant de l'année 1900, lorsque le produit de l'émission des bons déposés à la Caisse des dépôts et consignations aura été imputé en recette au compte de même catégorie : Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 29.

fonds de concours. (Exposition de 1900.)

A son débit sont portés les prélèvements opérés par l'agent comptable des virements pour doter, dans la forme usitée en matière de fonds de concours, et jusqu'à concurrence de 30 millions, les divers budgets des ressources égales aux crédits ouverts par décrets au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Le tableau suivant présente, par exercice, le détail des crédits ouverts ou reportés par des lois ou par des décrets. Ces crédits sont destinés à faire face aux dépenses du ministère du commerce auxquelles il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte.

Tableau des crédits du budget général du ministère du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes ouverts ou reportés aux exercices 1896 et suivants, et imputables sur le produit des avances de la Banque de France à titre de fonds de concours (Exposition de 1900).

DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	EXERCICE 1896. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1896. CRÉDITS annulés.	EXERCICE 1899. CRÉDITS ouverts.	EXERCICE 1899. CRÉDITS annulés.	TOTAUX. CRÉDITS ouverts.	TOTAUX. CRÉDITS annulés.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Décret du 13 novembre 1896	700,000 00	"	"	"	700,000 00	"	
Décret du 16 mai 1899.....	"	"	9,300,000 00	"	9,300,000 00	"	
Décret du 21 octobre 1899..	"	"	4,000,000 00	"	4,000,000 00	"	
Décret du 27 novembre 1899	"	"	4,000,000 00	"	4,000,000 00	"	
	700,000 00	"	17,300,000 00	"	18,000,000 00	"	
TOTAUX.....	700,000f 00c		17,300,000f 00c		18,000,000f 00c		

Les sommes indiquées ci-dessus, comme afférentes à l'exercice 1899, pourront subir des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures ;

Les recouvrements perçus par le Receveur central de la Seine à titre d'Avances de la Banque de France au 31 décembre 1899 sont détaillés, par année, dans le tableau ci-après :

Année 1896.....	700,000f 00c	
Année 1899.....	17,300,000 00	
ENSEMBLE.....	18,000,000 00	18,000,000f 00c

Les prélèvements effectués en somme égale aux crédits ouverts pour gager des dépenses du Ministère du Commerce et de l'Industrie ont été :

Pendant l'année 1896, de.....	700,000f 00c	18,000,000 00
Pendant l'année 1899, de.....	17,300,000 00	

Il en résulte que ce compte ne présente pas de solde au 31 décembre 1899.. "

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 30.

Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.

Par un décret en date du 13 juillet 1892, rendu sur le rapport du Ministre du commerce et de l'industrie, il a été prescrit qu'une exposition universelle des œuvres d'art et des produits industriels et agricoles, s'ouvrirait à Paris le 5 mai 1900 et serait close le 31 octobre suivant.

La loi du 13 juin 1896, qui règle le régime financier de cette exposition dispose :

Art 1er. — Est approuvée la convention passée, le 18 novembre 1895, entre le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, représentant l'Etat, d'une part, et le préfet de la Seine, représentant la ville de Paris, autorisé par délibération du conseil municipal du 13 juillet 1894, d'autre part; ladite convention ayant pour objet la participation financière de la ville à l'Exposition universelle de 1900.

Art 2. — Est approuvée la convention passée, le 18 novembre 1895, entre le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, représentant l'Etat, d'une part, le Crédit foncier, le Crédit lyonnais, le Comptoir national d'escompte, la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, la Société générale du crédit industriel et commercial, d'autre part; ladite convention ayant pour objet l'émission de 3,250,000 bons de 20 francs munis chacun de 20 billets d'entrée à l'Exposition.

Ces bons seront dispensés de tout impôt à l'exception de la taxe établie sur les lots et participeront à 29 tirages de lots, suivant le détail porté à la convention.

Art. 3. — La part contributive de l'État aux dépenses de l'Exposition est fixée à 20 millions de francs.

Les crédits nécessaires seront ouverts par les lois annuelles de finances dans la limite de la dotation ci-dessus fixée.

Pendant la prorogation des Chambres, ces crédits pourront être ouverts, conformément à la loi du 14 décembre 1879, par des décrets rendus en Conseil d'État, après avoir été délibérés et approuvés en Conseil des ministres. Ces décrets devront être soumis à la sanction des chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion.

Art. 4. — En cas d'insuffisance des annuités de subvention de la ville et des crédits budgétaires annuels pour couvrir les dépenses des exercices correspondants, le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est autorisé à demander à la Banque de France les avances consenties par la lettre du gouverneur de la Banque de France, en date du 16 novembre 1895, annexée à la présente loi.

Ces avances faites au taux annuel de 1 1/4 o/o seront garanties par la remise à la Banque de France des récépissés de la Caisse des dépôts et consignations, remise qui vaudra nantissement au profit de la Banque. Elles ne dépasseront pas le chiffre total de 30 millions de francs et seront remboursables au plus tard le 31 décembre 1900.

Art. 5. — Les dépenses de l'Exposition, y compris les intérêts des avances qui seraient demandées à la Banque de France, sont limitées aux ressources ordinaires par la subvention de la ville, le produit de l'émission, la participation financière de l'État et les recettes accessoires, telles que le produit des concessions, des locations, et de la revente des matériaux.

Art. 6. — La subvention de la ville de Paris, le produit de l'émission lors de son retrait de la Caisse des dépôts et consignations, les avances de la Banque de France et généralement toutes les recettes de l'Exposition seront versées au Trésor, à titre de fonds de concours pour dépenses publiques, conformément à l'article 13 de la loi du 6 juin 1843.

Art. 7. — Les opérations de recettes et de dépenses de l'Exposition seront soumises à toutes les règles sur la comptabilité publique, elles seront effectuées par les agents du Trésor et soumises au contrôle de la Cour des comptes.

En exécution de cette loi et pour retracer d'une manière distincte dans les écritures centrales les opérations relatives à l'Exposition, la décision ministérielle du 14 décembre 1896 a prescrit d'ouvrir parmi les services spéciaux du Trésor un compte intitulé : *Fonds de concours pour l'Exposition universelle de 1900.*

Ce compte qui centralise à son crédit les recettes réelles effectuées dans les caisses des comptables du Trésor comprend :

1° La subvention versée par la ville de Paris;

2° Le produit de l'émission des 60 millions de bons versés à la Caisse des dépôts et consignations;

3° Et généralement toutes les recettes de l'Exposition encaissées par le Trésor.

A son débit figurent les prélèvements opérés par l'agent comptable des virements, pour doter, dans la forme usitée en matière de fonds de concours, les chapitres des budgets des ressources égales aux crédits ouverts par décrets au Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

1° Pour les dépenses de l'Exposition :

2° Pour le remboursement des avances faites par la Banque de France;

3° Pour les intérêts de ces mêmes avances calculés au taux annuel de 1 1/4 o/o (art. 4 de la loi du 13 juin 1896).

Le tableau suivant présente, par exercice, le détail des crédits ouverts ou reportés par des lois ou des décrets. Ces crédits sont destinés à faire face aux dépenses du Ministère du commerce auxquelles il doit être pourvu au moyen des recettes constatées au présent compte.

Tableau des crédits du budget général du Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ouverts ou reportés aux exercices 1896 et suivants, et imputables sur le produit des fonds de concours de l'Exposition universelle de 1900.

DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	EXERCICE 1896.		EXERCICE 1897.		EXERCICE 1898.		EXERCICE 1899.		TOTAUX.	
	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.	CRÉDITS OUVERTS.	CRÉDITS ANNULÉS.
Décret du 16 janvier 1897	180,000f 00c	"	3,820,000f 00c	"	"	"	"	"	4,000,000f 00c	"
Décret du 29 novembre 1897	"	"	1,396,128 83	"	"	"	"	"	1,396,128 83	"
Décret du 26 février 1898	"	"	157,126 96	"	"	"	"	"	157,126 96	"
Projet de loi de règlement de l'exercice 1897	"	"	"	53,418f 78c	"	"	"	"	"	53,418f 78c
Décret du 3 mai 1898	"	"	"	"	8,000,000f 00c	"	"	"	8,000,000 00	"
Décret du 24 janvier 1899	"	"	"	"	"	6,000,000f 00c	"	"	"	6,000,000 00
Projet de loi de règlement de l'exercice 1898	"	"	"	"	"	50,699 04	"	"	"	50,699 04
Décret du 28 avril 1899	"	"	"	"	"	"	1,306,065f 34c	"	1,306,065 34	"
Décret du 16 juin 1899	"	"	"	"	"	"	4,000,000 00	"	4,000,000 00	"
Décret du 22 septembre 1899	"	"	"	"	"	"	1,090,741 42	"	1,090,741 42	"
Décret du 27 novembre 1899	"	"	"	"	"	"	998,362 38	"	998,362 38	"
TOTAUX	180,000 00	"	5,373,255 79	53,418 78	8,000,000 00	6,050,699 04	7,395,169 14	"	20,948,424 93	6,104,117 82
	180,000f 00c		5,319,837f 01c		1,949,300f 96c		7,395,169f 14c		14,844,307f 11c	

Les sommes indiquées ci-dessus, comme afférentes à l'exercice 1899 pourront être modifiées par des modifications dont il sera rendu compte dans les publications ultérieures;

Les recouvrements effectués sur les Produits de l'exposition au 31 décembre 1899 sont résumés par année dans le tableau ci-après :

	ANNÉE 1897.	ANNÉE 1898.	ANNÉE 1899.	TOTAL.	
§ 1er. Annuité versée par la ville de Paris à titre de subvention	4,000,000f 00c	8,000,000f 00c	4,000,000f 00c	16,000,000f 00c	
§ 2. Versement de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest	750,000 00	20,000 00	"	770,000 00	
§ 3. Frais de vente de matériaux et objets hors d'usage	646,751 55	50,003 05	1,494 36	698,248 96	
§ 4. Imprimerie nationale	304 24	16 86	40 85	361 95	
§ 5. Location de terrains	"	941,990 55	3,292,254 89	4,234,245 44	
§ 6. Expédition d'actes et frais d'impressions relatifs aux adjudications et marchés	"	24,546 65	34,860 83	59,407 48	
§ 7. Recettes diverses	"	200 00	151,000 00	151,200 00	
§ 8. Ressources restituées égales aux crédits non employés. (Virement de comptes.)	"	"	50,699 04	50,699 04	
	5,397,055 79	9,036,757 11	7,530,349 97	21,964,162 87	21,964,162f 87c

Les prélèvements effectués en somme égale aux crédits ouverts pour dépenses du ministère du commerce et de l'industrie ont été :

Pendant l'année 1897, de	5,396,128f 83c	20,895,006 15
Pendant l'année 1898, de	8,103,708 18	
Pendant l'année 1899, de	7,395,169 14	

Il en résulte un solde créditeur, au 31 décembre 1899, de 1,069,156 72

égal à celui qui ressort page 291.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.**

DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 31.

Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897.

La loi du 7 avril 1897, relative au régime des sucres, accorde sous certaines conditions et d'après un tarif déterminé :

1° Des primes pour l'exportation des sucres en pays étrangers et dans les colonies françaises non soumises au régime douanier métropolitain.

2° Des détaxes de distance dans les trois cas suivants :

Importation en France de sucres provenant directement des colonies et possessions françaises;

Expédition, des ports français de la mer du Nord et de la Manche à ceux de l'Atlantique et de la Méditerranée, de quantités qui doivent y être mises en œuvre en vue de l'exportation;

Transport, des fabriques de la métropole au port où se trouve la raffinerie, lorsque la distance excède un nombre prévu de kilomètres.

La même loi établit d'autre part un droit de raffinage et un droit de fabrication — 4 francs et 1 franc par 100 kilogrammes — sur les produits non exportés, modifie les droits de douane des dérivés du sucre et convertit en loi le décret du 20 juillet 1896, portant relèvement des surtaxes afférentes aux sucres étrangers. Des amendes sont prévues en cas de non déclaration.

Une disposition particulière introduite dans la loi du 29 juin 1897, prescrit l'ouverture, parmi les services spéciaux du Trésor, d'un compte dont elle indique le fonctionnement de la manière suivante : il doit comprendre à son crédit les produits des taxes de raffinage et de fabrication et les suppléments de droits prévus par la loi précédente; à son débit le montant des primes d'exportation et des détaxes constatées en application de la même loi, son solde créditeur doit être transporté en fin d'année à un compte budgétaire.

Enfin, une décision ministérielle du 18 avril 1898 a rappelé les prescriptions de la loi du 29 juin 1897, et a spécifié, s'appuyant sur les termes de l'art. de celle du 7 avril de la même année, qui ont réglé le mode d'allocation des primes au moyen de bons de droits à recevoir comme numéraire en payement des obligations d'admission temporaire, que le montant de ces bons serait porté en dépense au présent compte spécial dont elle a déterminé le fonctionnement. L'imputation du solde est précisée en ces termes : « A la fin de chaque année, l'Agent comptable des virements de comptes soldera ce compte par un transport aux recettes du budget de l'exercice courant si l'excédent est créditeur, et, dans le cas contraire, par une dépense imputée sur des crédits budgétaires « demandés à cet effet au Parlement. »

Le solde débiteur de ce compte, arrêté au 31 décembre 1898, à la somme de		2,911,088 [illegible]
a fait, pendant l'année 1899, l'objet d'une ordonnance de régularisation émise sur les crédits du ministère des finances ouverts à l'exercice 1898, ci		2,911,088 [illegible]
		»

Les autres opérations effectuées pendant ladite année ont été les suivantes :

Les recouvrements ont été de :

Receveurs des douanes	France	300,706f 27c	15,097,434 [illegible]
	Algérie	59 70	
Receveurs des contributions indirectes		14,796,668 13	

Les payements ont été de :

Receveurs des douanes	5,696,731f 54c	14,344,837 [illegible]
Receveurs des contributions indirectes	8,648,106 13	
Il en est résulté une différence de		752,596 [illegible]

qui a été transportée au compte budgétaire de l'exercice 1899, classé parmi les *Impôts et revenus, France, sucres*, sous le titre : *Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897.*

Le présent compte se trouve ainsi soldé.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 32.

Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France.

La Banque de France, par une convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897, portant prorogation de son privilège jusqu'au 31 décembre 1920, s'est engagée à mettre à la disposition du Trésor public, indépendamment de l'avance des 140 millions résulant des traités antérieurs du 10 juin 1857 et du 29 mars 1878, une nouvelle avance de quarante millions (40,000,000), consentie pour la durée du privilège et garantie par des bons du Trésor ne devant pas porter intérêt.

Le présent compte spécial a été créé en conformité des prescriptions de la décision ministérielle du 27 décembre 1897, pour retracer les opérations de comptabilité relatives à la constatation et à l'emploi de cette avance. Les fonds versés par la Banque de France ont été portés à son crédit, et il sera débité du montant des sommes appliquées aux budgets ou services, dans la forme usitée en matière de fonds de concours, pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêt, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel qui auront été constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894. (Lois du 31 mars 1899, art. 1er et du 13 avril 1900, art. 10).

Pendant l'année 1897, le Caissier-Payeur central a perçu la somme de	40,000,000f 00c
dont il a été fait recette au présent compte, qui, n'ayant été affecté d'aucune autre opération, fait ressortir, au 31 décembre 1899, un solde créditeur de	40,000,000f 00c

égal à celui qui figure page 291.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 33.

Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.)

La Banque de France, conformément aux dispositions de la loi du 17 novembre 1897, portant prorogation de son privilège, doit verser à l'État, à partir du 1er janvier 1897, jusqu'au 31 décembre 1920, chaque année et par semestre, « une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive », sans que cette redevance puisse jamais être inférieure à deux millions (2,000,000) de francs.

Les versements acquis au Trésor par application de la loi précitée, sont effectués, le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année, et portés au crédit du présent compte spécial, qui sera débité du montant des sommes appliquées aux budgets et services dans la forme usitée en matière de fonds de concours, pour être attribuées, à titre d'avances sans intérêt, aux caisses régionales du crédit agricole mutuel constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894. (Lois du 31 mars 1899, art. 1er, du 13 avril 1900, art. 10, et décision ministérielle du 27 décembre 1897.)

Pendant l'année 1897, aucune opération n'a été constatée à ce compte.

Pendant les années 1898 et 1899, le caissier payeur central a porté à son crédit, savoir :

Versements effectués pendant l'année 1898	4,237,221f 52c
Versements effectués pendant l'année 1899	4,129,409 33
Aucune dépense n'ayant été effectuée, l'ensemble de ces versements, montant à	8,366,630 85

constitue, au 31 décembre 1899, le solde créditeur de ce compte, égal à celui qui ressort page 291.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES

DÉVELOPPEMENT DU

Perfectionnement du matériel d'armeme

La loi du 17 février 1898, dispose :

Art. 1er. — Le Ministre des finances est autorisé à ouvrir, parmi les services spéciaux du Trésor, un compte intitulé : « *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires* ».

Art. 2. — Seront portés en recette à ce compte, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement décidé par la loi, les produits d'aliénations d'immeubles militaires désaffectés ou de fortifications déclassées à partir de la promulgation de la présente loi, et spécialement le produit des aliénations des terrains provenant du déclassement des fronts Ouest et Nord de l'enceinte de Paris.

Y seront imputés en dépense:

A une première section, les dépenses de perfectionnement du matériel d'armement;

A une deuxième section, les dépenses nécessitées par la réinstallation des services et par les frais de construction de la nouvelle enceinte de Paris;

A une troisième section, les intérêts des obligations émises en exécution de l'article 3 ci-après.

Art. 3. — Pour subvenir provisoirement aux dépenses, le Ministre des finances est autorisé à émettre ou à négocier, dans la limite des crédits ouverts en exécution de l'article 4 ci-après et de l'insuffisance temporaire des ressources inscrites au crédit du compte, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans.

Art. 4. — Des crédits seront ouverts chaque année, par la loi, au titre du compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.*

Les crédits ou portions de crédits restés disponibles en fin d'année pourront être reportés par décrets à l'année suivante.

Art. 5. — Un tableau détaillé des opérations relatives au compte spécial, effectuées du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, sera inséré dans le compte général de l'Administration des finances.

Art. 6. — Les conditions du déclassement et de l'aliénation des fronts Ouest et Nord de l'enceinte de Paris seront déterminées par une loi.

Conformément aux termes de la loi précitée, il a été ouvert, pendant l'année 1898, un compte spécial sous le titre : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires.*

Les tableaux ci-après présentent, par année : 1° les crédits ouverts aux ministères de la guerre et des finances avec l'indication des lois qui les ont accordés; 2° les recettes effectuées par les receveurs des domaines et centralisées dans les écritures du Caissier payeur central et des Trésoriers-payeurs généraux, ainsi que les diverses natures de dépenses distinguées par section, comme il est spécifié dans la loi.

Bien que ces opérations ne soient pas développées par exercice, les dépenses demeurent soumises aux prescriptions de la loi du 29 janvier 1831, relativement à la prescription quinquennale. Les crédits disponibles au 31 décembre de chaque année sont considérés comme annulés et font l'objet d'un décret qui les reporte à l'année suivante.

D'autre part, la décision ministérielle en date du 28 juin 1898, prise en exécution de l'article 3 de la loi du 17 février 1898, fixe le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement des obligations à court terme destinées à servir de ressources pour faire face provisoirement au payement des dépenses de l'espèce.

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

COMPTE N° 34.

et réinstallation de services militaires.

Ces dernières opérations sont développées dans les trois comptes suivants : 1° le compte spécial : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme* (*loi du 17 février 1898*); 2° le compte d'effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme* (*loi du 17 février 1898*), dont le crédit joue contradictoirement avec le débit du compte précédent; 3° le compte classé parmi les services spéciaux du Trésor sous la rubrique : *Produit de l'émission d'obligations à court terme* (*loi du 17 février 1898*), sur lequel seront prélevées les ressources nécessaires au payement des obligations arrivées à échéance.

1° Tableau des crédits du budget général des ministères de la guerre et des finances imputables sur les produits d'aliénations d'immeubles, primitivement ouverts ou reportés à l'année 1898 et aux années suivantes.

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES ET DATES DES LOIS OU DÉCRETS.	ANNÉE 1898.		ANNÉE 1899.		ANNÉE 1900.		TOTAL.	
	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.	CRÉDITS ouverts.	CRÉDITS annulés.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Loi du 17 février 1898. Guerre 1re section	66,000,000 00	»	»	»	»	»	66,000,000 00	»
Loi du 29 décembre 1898. Guerre 1re section	»	»	66,000,000 00	»	»	»	66,000,000 00	»
Loi du 29 décembre 1898. Guerre 2e section	»	»	310,050 00	»	»	»	310,050 00	»
Loi du 29 décembre 1898. Finances 3e section	»	»	1,279,500 00	»	»	»	1,279,500 00	»
Décret du 29 décembre 1898. Guerre 1re section	»	5,500,000 00	5,500,000 00	»	»	»	5,500,000 00	5,500,000 00
Loi du 30 mars 1899. Finances 3e section	»	»	143,737 50	»	»	»	143,737 50	»
Décret du 27 avril 1899. Guerre 1re section	»	6,672,827 36	6,672,827 36	»	»	»	6,672,827 36	6,672,827 36
Loi du 10 décembre 1899. Guerre 2e section	»	»	3,261,100 00	»	»	»	3,261,100 00	»
Décret du 7 décembre 1899. Guerre 1re section	»	»	»	2,000,000 00	2,000,000 00	»	2,000,000 00	2,000,000 00
Décret du 8 janvier 1900. Guerre 1re section	»	»	»	3,500,000 00	3,500,000 00	»	3,500,000 00	3,500,000 00
Décret du 14 janvier 1900. Guerre 2e section	»	»	»	3,382,950 00	3,382,950 00	»	3,382,950 00	3,382,950 00
Décret du 23 février 1900. Guerre 1re section	»	»	»	2,760,000 00	2,760,000 00	»	2,760,000 00	2,760,000 00
Décret du 23 février 1900. Guerre 2e section	»	»	»	59,374 69	59,374 69	»	59,374 69	59,374 69
Décret du 28 mai 1900. Guerre 1re section	»	»	»	19,487 91	19,487 91	»	19,487 91	19,487 91
	66,000,000 00	12,172,827 36	83,167,214 86	11,721,812 60	11,721,812 60	»	160,889,027 46	23,894,639 96
Net des crédits ouverts au 31 décembre 1899	53,827,172 64		71,445,402 26		11,721,812 60		136,994,387 50	

2° Tableau des recouvrements effectués et des dépenses acquittées.

DÉSIGNATION DES ANNÉES.	DÉBIT.				CRÉDIT.			OBSERVATIONS.
	1re SECTION. — Perfectionnement du matériel d'armement.	2e SECTION. — Réinstallation des services et frais de construction.	3e SECTION. — Intérêts des obligations émises.	TOTAL.	PRODUIT des aliénations de terrains.	REVERSEMENT d'intérêts d'obligations.	TOTAL.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Année 1898	53,827,172 64	»	»	53,827,172 64	13,698 78	129,110 19	142,808 97	
Année 1899	69,893,339 45	128,825 31	1,423,237 50	71,445,402 26	651,969 55	2,225 81	654,195 36	
	123,720,512 09	128,825 31	1,423,237 50	125,272,574 90	665,668 33	131,336 00	797,004 33	
	125,272,574 90				797,004 33			
Solde débiteur au 31 décembre 1899	124,475,570 57							

Ce solde est égal à celui qui ressort page 291.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 35.

Produit de l'émission d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898).

Aux termes de l'article 3 de la loi du 17 février 1898, le Ministre des finances est autorisé, pour subvenir provisoirement aux dépenses de perfectionnement du matériel d'armement et de réinstallation des services militaires, à émettre ou à négocier dans la mesure des crédits ouverts et de l'insuffisance temporaire des ressources inscrites au crédit du compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires*, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans.

La décision ministérielle du 28 juin 1898, prise en exécution de la loi précitée, a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces obligations. Elle a prescrit l'ouverture du compte spécial : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)* et du présent compte de même catégorie intitulé : *Produit de l'émission d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)*.

Au crédit de ce compte est porté le produit des obligations négociées au fur et à mesure des versements effectués, et, à son débit est imputé le montant des prélèvements opérés pour rembourser les obligations arrivées à l'échéance.

Le compte similaire : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)* est crédité de ces prélèvements.

Le Caissier-payeur central a porté au crédit du présent compte :

Pendant l'année 1898, la somme de	59,920,000f
Pendant l'année 1899, celle de	61,290,000
Aucun prélèvement n'ayant eu lieu, ce compte présente, au 31 décembre 1899, un solde créditeur de	121,210,000

égal à celui qui ressort page 291.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

2° *Développements sur les Services spéciaux d'ordre compensés par le Service des Effets à payer.*

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 36.

Trésor public, s/c de Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire.

La loi du 28 juillet 1874 dispose :

« Art. 1er. Par dérogation à la législation existante et à titre exceptionnel, il sera alloué un *dédommagement* à tous ceux qui justifieront avoir.... subi pendant la guerre de 1870-1871..... un préjudice matériel et direct résultant des mesures de défense qui ont été prises par l'autorité militaire française.

« Art. 7. Les liquidations... donneront lieu à l'établissement, au profit des indemnitaires, de certificats qui seront payés, soit en bons de liquidation au porteur, 5 p. o/o au pair, soit en espèces, soit partie en bons, partie en espèces, dans des conditions et dans des proportions à déterminer par le Ministre des finances.

« Art. 8. Le Ministre des finances est autorisé à créer et à négocier, au maximum, 52,000 bons de liquidation au porteur, de 500 francs chacun, portant 25 francs d'intérêt, jouissance du 1er janvier 1875, et remboursables au pair en 25 ans à partir de cette dernière date. »

En vertu de ces dispositions, un décret rendu le 19 novembre 1874 a fixé au 15 janvier et au 15 juillet de chaque année : 1° le payement semestriel des intérêts; 2° le remboursement des bons sortis aux tirages, effectués tous les six mois, à partir du 15 mai 1875 jusqu'au 15 novembre 1899.

La remise des bons a été constatée, pour leur valeur nominale de 500 francs, dans les écritures de la caisse centrale du Trésor, à deux comptes contradictoires qui devront se solder par le remboursement successif des obligations :

1° Aux effets à payer sous le titre de *Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire*, crédité du montant de l'émission et débité du payement des obligations sorties aux tirages ;

2° Aux services spéciaux sous le titre de *Trésor public, s/c de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire*, débité de la remise des bons et crédité du montant des ordonnances délivrées par le Ministre des finances pour leur amortissement.

Les intérêts annuels sont inscrits à un compte de correspondants du Trésor.

Les frais matériels de l'opération figurent au titre des frais de trésorerie.

Les écritures au 31 décembre 1893 font ressortir les résultats suivants :

Dépense. — Remise de..... 52,000 bons au capital de 500 francs..... 26,000,000f 00c

Recette. — Application des ordonnances du Ministre des finances pour le remboursement des bons sortis :

Au 1er tirage du 15 mai 1875.....	500 bons		
Aux 2e et 3e tirages des 15 mai et 15 novembre 1876..	1,200 bons		
Aux 4e et 5e tirages des 15 mai et 15 novembre 1877..	1,200 bons		
Aux 6e et 7e tirages des 15 mai et 15 novembre 1878..	1,200 bons		
Aux 8e et 9e tirages des 15 mai et 15 novembre 1879..	1,200 bons		
Aux 10e et 11e tirages des 15 mai et 15 novembre 1880..	1,400 bons		
Aux 12e et 13e tirages des 15 mai et 15 novembre 1881..	1,400 bons		
Aux 14e et 15e tirages des 15 mai et 15 novembre 1882..	1,400 bons		
Aux 16e et 17e tirages des 15 mai et 15 novembre 1883..	1,600 bons	26,900 bons au capital de 500 francs..	13,450,000f 00c
Aux 18e et 19e tirages des 15 mai et 15 novembre 1884..	1,600 bons		
Aux 20e et 21e tirages des 15 mai et 15 novembre 1885..	1,800 bons		
Aux 22e et 23e tirages des 15 mai et 15 novembre 1886..	1,800 bons		
Aux 24e et 25e tirages des 15 mai et 15 novembre 1887..	1,900 bons		
Aux 26e et 27e tirages des 15 mai et 15 novembre 1888..	2,000 bons		
Aux 28e et 29e tirages des 15 mai et 15 novembre 1889..	2,100 bons		25,108,430 95
Aux 30e et 31e tirages des 15 mai et 15 novembre 1890..	2,200 bons		
Aux 32e et 33e tirages des 15 mai et 15 novembre 1891..	2,400 bons		

La loi du 30 décembre 1891 a autorisé le remboursement des bons de liquidation émis en vertu de la loi du 28 juillet 1874, et a prescrit qu'il serait fait face à ce remboursement au moyen des fonds et valeurs formant l'actif de la caisse de la Dotation de l'armée supprimée à partir du 1er janvier 1892.

La réalisation de cet actif a produit une somme de..... 11,658,430 95
que l'agent des virements de comptes a imputée pendant l'année 1892 au crédit du présent compte spécial.

Au 31 décembre 1891, il restait à rembourser 25,100 bons à 500 francs présentant un total de 12,550,000 francs dont le remboursement a été complètement effectué pendant l'année 1892. Il en résulte, un solde débiteur de 891,569 05

représentant une insuffisance de ressources que le projet de loi de règlement de l'exercice 1894 (art. 6) a proposé de porter en augmentation des découverts et avances du Trésor.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.**

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 37.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)

La loi du 31 mai 1875 a autorisé le Ministre des finances à affecter à la conversion ou au remboursement de l'emprunt de 250 millions, dit *Emprunt Morgan*, contracté en vertu du décret du 25 octobre 1870, une somme de rente 3 p. o/o montant à 14,541,780 francs empruntée au portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations. (Compte d'emploi des fonds des caisses d'épargne.)

Cette même loi a décidé, en outre, qu'une annuité de 17,300,000 francs, représentée par 78 obligations du Trésor, serait inscrite au budget pendant une période de 39 ans, à partir de 1876, pour servir à l'amortissement du capital représenté par la rente de 14,541,780 francs et au payement des intérêts à 4 p. o/o, par termes semestriels égaux.

Les obligations émises en représentation des 39 annuités de 17,300,000 francs s'élèvent au chiffre de 674,700,000 francs (soit 340,206,153 fr. 11 pour le capital des obligations et 334,493,846 fr. 88 pour les intérêts), qui a été inscrit, d'une part, au crédit d'un compte d'effets à payer intitulé *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations*, et, d'autre part, au débit du compte special ci-dessus. L'application des ordonnances du Ministre des finances et le remboursement successif des annuités solderont les deux comptes contradictoires créés dans les écritures du Trésor.

Au 31 décembre 1875, le montant des engagements du Trésor envers la Caisse des dépôts et consignations était de.....	674,700,000f 00c
Les annuites portées au crédit de ce compte pendant les années 1876 à 1892 (voir le compte des finances de l'année 1892, page 764) ont atténué cette somme de.....	294,100,000 00
Il restait à rembourser au 31 décembre 1892.....	380,600,000 00

représentant 44 obligations.

La loi du 26 décembre 1892 (art. 12) a prescrit la conversion des 44 obligations ci-dessus rapportant 4 p. o/o d'intérêt en 44 nouvelles obligations au taux de 3.50 p. o/o.

Dans le but de retracer dans les écritures du Trésor l'échange de ces obligations, le Caissier-payeur central du Trésor public a dû, pendant l'année 1893 : 1° créditer le présent compte de la somme de 380,600,000 francs, qui l'a provisoirement soldé; 2° porter à son débit le montant des obligations converties formant, en capital et intérêts, la nouvelle créance de la Caisse des dépôts et consignations représentée par 44 obligations remboursables en 22 annuités de 16,490,117 fr. 12.

Cette créance, calculée d'après le nouveau taux d'intérêt, s'éleva au chiffre de.....	363,201,812f 75c

et devint le débit du présent compte.

Les annuités portées à son crédit ont été :

Annuité de 1893, y compris une somme de 419,236 fr. 11 montant des intérêts à 0 fr. 50 p. o/o courus du 1er septembre au 31 décembre 1892 sur le capital restant dû à la Caisse des dépôts et consignations.....	16,909,353f 23c	49,889,587 47
Annuité de 1894.....	16,490,116 00	
Annuité de 1895. (Y compris une ordonnance complémentaire de 1 fr. 12 relative à 1894.).....	16,490,118 24	
Il restait à rembourser au 31 décembre 1895, 19 annuités représentant une somme de.....		313,312,225 28

Postérieurement, la loi du 28 décembre 1895 (art. 47) a prescrit la conversion des obligations du Trésor, créées en exécution de la loi précitée du 26 décembre 1892 (art. 12) et rapportant 3.50 p. o/o d'intérêt, en obligations du même type au taux de 3 p. o/o, en spécifiant que cette disposition serait applicable à partir du 1er janvier 1896.

Pour constater dans les écritures du Trésor la conversion de ces obligations, le Caissier-payeur central a dû, pendant l'année 1896, solder provisoirement le présent compte par un crédit de 313,312,225 fr. 28, égal à son solde débiteur au 31 décembre 1895, et porter à son débit le montant des obligations converties représentant, en capital et intérêts, la nouvelle créance de la Caisse des dépôts remboursable par annuités de : 15,792,405 fr. 76.

Cette créance, calculée d'après le nouveau taux, s'élève à.....	300,055,709f 44c

et forme le débit de ce compte;

Il a été crédité d'autre part :

Pendant l'année 1896 : du montant des ordonnances émises sur le chapitre 4 du Ministère des finances et représentant l'annuité de conversion, ci.....	15,792,405f 76c	
Pendant l'année 1897. — Ordonnances du Ministre des finances.....	15,792,405 76	
Pendant l'année 1898. — Ordonnances du Ministre des finances.....	15,792,405 76	
Pendant l'année 1899. — Ordonnances du Ministre des finances.....	15,792,405 76	
		63,169,623 04
Il reste donc à rembourser, au 31 décembre 1899, quinze annuités présentant un total de.....		236,886,086 40

égal au solde débiteur qui ressort page 293.

Cette somme est égale au solde créditeur du compte contradictoire des *effets à payer* (page 295), et aux valeurs de caisse et de portefeuille de la Caisse des dépôts (page 770), savoir :

30 obligations du Trésor (Lois des 31 mai 1875 et 26 décembre 1892).....	189,633,929f 28c
Intérêts desdites obligations.....	47,252,157 12
TOTAL ÉGAL.....	236,886,086 40

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 38.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47.)

La loi du 26 juillet 1893 portant fixation du budget de l'exercice 1894 (art. 56) a autorisé le Ministre des finances à rembourser le capital des obligations précédemment émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires restant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1894, au moyen de 60 demi-annuités calculées au taux de 3 fr. 25 p. o/o.

La décision ministérielle du 16 juin 1894, prise en exécution de la loi précitée, a prescrit le remboursement dès leur première échéance en 1894 de ces obligations et leur remplacement par des demi-annuités, dont la création a été législativement autorisée. Elle a ordonné, en outre, dans le but de retracer ces opérations dans les écritures centrales du Trésor, l'ouverture de deux comptes contradictoires, dont l'un figurerait dans les services spéciaux et serait intitulé : *Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires* (*Loi du 26 juillet 1893, art 56*); et l'autre serait classé parmi les effets à payer sous le titre : *Annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations.* (*Loi du 26 juillet 1893, art. 56.*)

Le compte spécial devrait être débité du montant des demi-annuités émises et crédité du montant des ordonnances délivrées sur les crédits ouverts annuellement au budget du Ministère des finances.

Le compte d'effets à payer prenait à son crédit le montant des mêmes demi-annuités par le débit du compte spécial contradictoire, et à son débit les payements matériels des demi-annuités, de sorte que son solde créditeur représente exactement les demi-annuités restant à payer.

Ce compte a été débité :

Pendant l'année 1894, par le Caissier-Payeur central, du montant de l'émission des 60 demi-annuités s'élevant à la somme de...		289,036,309f 80c

et crédité :

Pendant l'année 1894 : Application des ordonnances du Ministère des finances pour le remboursement de deux demi-annuités, ci.....	9,634,543f 66c	
Pendant l'année 1895 : Application des ordonnances du Ministère des finances pour le remboursement de deux demi-annuités, ci.....	9,634,543 66	
ENSEMBLE.....		19,269,087 32
Il restait, au 31 décembre 1895, un solde débiteur de.....		269,767,2 2 48

représentant 56 demi-annuités à rembourser.

La loi du 28 décembre 1895 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1896, dispose (art. 47) :

«Les obligations du Trésor créées en exécution des lois des 26 décembre 1892 (art. 12 et 15) et 26 juillet 1893 (article 56) et existant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations, des caisses d'épargne privées, de la Caisse nationale d'épargne et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, seront converties en obligations du même type, rapportant un intérêt de 3 p. o/o.

«La présente disposition sera applicable aux intérêts échus à partir du 1er janvier 1896.»

En exécution de cette loi, et pour retracer, dans les écritures du Trésor, la conversion de ces obligations, le Caissier-Payeur central a dû, pendant l'année 1896, solder provisoirement le présent compte par un crédit de 269,767,222 fr. 48 égal à son solde débiteur au 31 décembre 1895, et porter à son débit le montant des obligations converties, représentant en capital et en intérêts la nouvelle créance de la Caisse des dépôts remboursable par doubles demi-annuités de 9,348,365f 40.

Cette créance, calculée d'après le nouveau taux, s'élève à.....	261,754,231f 20c

et forme le débit de ce compte.

Il a été crédité d'autre part :

Pendant l'année 1896 : Application des ordonnances du ministère des finances pour le remboursement de deux demi-annuités, ci.....	9,348,365 40	
Pendant l'année 1897 : Application des ordonnances du même ministère.....	9,348,365 40	
Pendant l'année 1898 : Application des ordonnances du même ministère.....	9,348,365 40	
Pendant l'année 1899 : Application des ordonnances du même ministère.....	9,348,365 40	
ENSEMBLE.....	37,393,461 60	37,393,461 60
D'où, au 31 décembre 1899, un solde débiteur de.....		224,360,769 60

représentant 48 demi-annuités restant à rembourser.

Le compte des effets à payer (voir page 295) fait ressortir un solde créditeur égal.

Suite de la **SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMI**

Suite des **DÉVELOPPEMENTS SUR L**

DÉVELOPPEMENT

Trésor public, s/c

Les rentes 3 p. o/o amortissables ont été créées par le titre Ier de la loi du 11 juin 1878.

Un décret du 16 juillet suivant, rendu en exécution de ladite loi, a déterminé les conditions d'émission de ces rentes pour un emprunt de 439,878,547 francs contracté en 1878. Un autre décret du 7 mars 1881, rendu en exécution de la même loi, a également fixé les conditions d'émission d'un nouvel emprunt de 999,967,365 francs fait en 1881. La loi du 30 décembre 1882, portant fixation des dépenses du budget extraordinaire de 1883, a autorisé la consolidation en rentes 3 p. o/o amortissables des capitaux de la Dette flottante. Cette opération, dont le décret et l'arrêté ministériel du 14 mars 1883 ont fixé les conditions, a produit la somme de 1,199,986,880 fr. 50. Un nouvel emprunt en rentes 3 p. o/o amortissables, dont le montant s'est élevé à 349,978,889 francs, a été autorisé par la loi du 30 janvier 1884. La loi du 30 janvier 1884 a autorisé, pour la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, l'inscription de rentes 3 p. o/o amortissables correspondant, d'après les cours moyens de 1882, au capital des rentes perpétuelles dont l'annulation a été opérée en échange de rentes viagères. Le capital des rentes 3 p. o/o amortissables, inscrites pour cette cause, s'est élevé à 367,737,500 francs. Enfin, la loi du 24 décembre 1890 a autorisé le Ministre des finances à prélever sur le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. o/o nécessaire pour procéder au remboursement des obligations du Trésor et des bons de liquidation émis en vertu des lois des 7 avril, 26 juillet 1873 et 29 décembre 1876 et à inscrire au grand-livre de la Dette publique pour remettre à la Caisse des dépôts et consignations la somme de rente 3 p. o/o amortissable pour remplacer dans son portefeuille les rentes 3 p. o/o prélevées. Le capital de rente 3 p. o/o amortissable émise de ce chef s'est élevé à 183,456,500 francs.

Pour retracer dans les écritures de la Direction générale de la comptabilité publique les diverses opérations auxquelles ont donné lieu l'émission et la négociation de cette valeur, trois comptes ont été nécessaires :

Le premier, intitulé : *Produit de l'emprunt en rentes 3 p. 0/0 amortissables* (avec indication de l'année d'émission), sert à constater, d'une part, le montant des réalisations opérées, d'autre part, l'application qui a été faite au profit des budgets ou des services de trésorerie auxquels le produit des emprunts est destiné à pourvoir.

Le second compte, classé parmi les *effets à payer*, sous le titre de *Rentes 3 p. 0/0 amortissables* (décision ministérielle du 8 août 1878), présente au crédit le montant du capital, *au pair*, des rentes émises; au débit, le montant des remboursements de capitaux effectués par suite des tirages au sort.

Le troisième compte, ouvert parmi les services spéciaux, sous le titre de : *Trésor public, s/c de rentes 3 p. 0/0 amortissables*, présente au débit le montant du capital au pair, en corrélation avec le crédit du compte d'effets à payer susmentionné, et au crédit le montant des ordonnances délivrées par imputation sur le budget du Ministère des finances.

Les opérations constatées à ce dernier compte sont les suivantes :

Il a été débité :

Pendant l'année 1878, par suite de l'émission de	16,495,500f 00c	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	549,850,000
Pendant l'année 1881, par suite de l'émission de	36,034,860 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	1,201,162,000
Pendant l'année 1883, par suite de l'émission résultant de la consolidation des fonds disponibles des caisses d'épargne, de	37,265,700 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	1,242,190,000
Pendant l'année 1884 :			
1° Par suite du complément de l'émission résultant de la consolidation des fonds disponibles des caisses d'épargne et de la caisse de la dotation de l'armée 7,585,770f 00c	21,292,515 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair). 252,859,000f	709,750,500
2° Par suite de l'émission provenant de l'emprunt de 350 millions 13,706,745 00		456,891,500	
Pendant l'année 1885, pour la dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	11,032,125 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	367,737,500
Pendant l'année 1891, pour remplacer dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations les rentes 3 p. o/o prélevées pour servir au remboursement d'obligations du Trésor et de bons de liquidation. (Loi du 24 décembre 1890.)	5,503,095 00	de rentes 3 p. oo (capital au pair).	183,456,500
Ensemble à reporter	127,624,395 00	de rentes 3 p. o/o (capital au pair).	4,254,146,500

TRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

COMPTE N° 39.

rentes 3 p. 0/0 amortissables.

Report... Montant de rentes 3 p. o/o	127,624,395f 00c	»
Capital du pair	»	4,254,146,500f 00c

Il a été crédité du montant des ordonnances afférentes au remboursement des rentes sorties aux tirages du 1er mars des années suivantes :

ANNÉES.	MONTANT DES RENTES sorties aux tirages.	SOMMES REMBOURSÉES (Capital au pair).	ANNÉES.	MONTANT DES RENTES sorties aux tirages.	SOMMES REMBOURSÉES. (Capital au pair).
1879	94,260f	3,142,000f	Report	5,078,820f	169,294,000f
1880	94,260	3,142,000	1890	713,670	23,789,000
1881	94,260	3,142,000	1891	747,435	24,914,500
1882	303,765	10,125,500	1892	747,435	24,914,500
1883	303,765	10,125,500	1893	747,435	24,914,500
1884	620,160	20,672,000	1894	747,435	24,914,500
1885	713,670	23,789,000	1895	747,435	24,914,500
1886	713,670	23,789,000	1896	747,435	24,914,500
1887	713,670	23,789,000	1897	747,435	24,914,500
1888	713,670	23,789,000	1898	747,435	24,914,500
1889	713,670	23,789,000	1899	747,435	24,914,500
A reporter	5,078,820	169,294,000	Total	12,519,405	417,313,500

Ainsi que l'indique l'état précédent, le montant des rentes sorties aux tirages était, au 1er janvier 1900, de	12,519,405 00	»
Il correspond à un capital nominal de	»	417,313,500 00
Il reste donc à amortir au 1er janvier 1900, une somme de rentes de	115,104,990 00	»
représentant un capital nominal de	.....	3,836,833,000 00
égal au solde débiteur qui ressort à la page .		
A l'époque du 31 décembre 1899, le compte d'*Effets à payer* (voir page 295) présente un solde créditeur de	.....	3,837,157,500 00
Soit un excédent de	.....	324,500 00

montant de 9,735 francs de rentes sorties aux tirages et restant à rembourser.

Suite de la SITU

DE L'ADMINISTRATION DE

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LE

DÉVELOPPEMEN

Trésor public, s/c d'obligations amortissable

(Lois des 7 e

La loi du 7 décembre 1894 (art. 3) a autorisé le Ministre des finances, pour pourvoir aux dépenses de l'expédition de Madagascar, à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, jusqu'à concurrence d'une somme de 65 millions de francs, des obligations amortissables au moyen d'annuité terminables en 1923.

Par une loi du 27 du même mois (art. 13), le Ministre des finances est autorisé à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, ou à négocier, au fur et à mesure des besoins du Trésor et à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 3 fr. 25 p. 0/0, des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923 et représentant le montant des avances et des subventions restant à la charge de la Dette flottante pour le service des chemins vicinaux et des établissements scolaires.

Ces annuités sont payées sur le crédit ouvert au budget du Ministère des finances pour le remboursement des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.

En exécution des lois précitées, les décisions ministérielles des 26 et 31 décembre 1894 et 5 février 1895 ont prescrit l'ouverture dans les écritures de l'Administration centrale, de trois comptes destinés à constater l'émission, le remboursement, l'emploi et l'amortissement de ces obligations :

1° Un compte d'effets à payer intitulé : *Obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (Lois des 7 et 27 décembre 1894)*, qui comprend à son crédit le montant de l'émission des obligations et à son débit les payements successifs des obligations remboursées à l'échéance ;

2° Un compte classé, parmi les services spéciaux du Trésor, sous la rubrique : *Trésor public, s/c d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923 (Lois des 7 et 27 décembre 1894)*, qui retrace à son débit le montant des obligations émises, contradictoirement avec le compte d'effets à payer précité, et à son crédit, les sommes ordonnancées sur les crédits ouverts au Ministère des finances ;

Ces deux premiers comptes comprennent toutes les obligations émises, tant pour subvenir aux dépenses de l'expédition de Madagascar que pour pourvoir au remboursement des avances faites par la Dette flottante aux caisses vicinale et scolaire ;

3° Enfin un compte qui a figuré jusqu'en 1897 parmi les services spéciaux sous le titre : *Dépenses de l'expédition de Madagascar* et qui comprenait à son crédit le produit des émissions d'obligations créées dans le but de subvenir aux dépenses de l'expédition, et à son débit les payements effectués sur les crédits ouverts aux Ministères de la guerre et de la marine.

D'autre part, le compte spécial, créé en vertu de la décision ministérielle du 4 mai 1894 : Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires, présente, à son crédit, le produit des obligations de l'espèce émises en vue de désintéresser la Dette flottante.

Il a été procédé :

Pendant l'année 1894, à la négociation de	20,000	obligations affectées aux dépenses de l'expédition de Madagascar, qui ont produit, au capital de 500 francs la somme de	10,000,000f 00c
Pendant l'année 1895, à la négociation de		606,000 obligations réparties comme suit :	
pour les dépenses de l'expédition de Madagascar	110,000	qui ont produit un capital de	55,000,000 00
pour la liquidation des caisses vicinale et scolaire	496,000	qui ont produit un capital de	248,000,000 00
Pendant l'année 1896, à la négociation de		206,900 obligations réparties comme suit :	
pour les dépenses de l'expédition de Madagascar	54,786	qui ont produit un capital de	27,393,000 00
pour la liquidation des caisses vicinale et scolaire	142,514	qui ont produit un capital de	71,257,000 00
pour les dépenses de l'expédition de Siam	9,600	qui ont produit un capital de	4,800,000 00
Le nombre des obligations actuellement émises s'élève donc à	832,900	représentant, à 500 francs, un capital de	416,450,000 00

TION GÉNÉRALE
FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DU COMPTE N° 40.
par annuités terminables en 1923.
27 décembre 1894.)

Aux termes des décisions ministérielles en date des 10 et 23 janvier, 10 février, 6 et 11 mars, 22 avril, 4 mai, 19 juin, 10 juillet et 2 août 1896, le nombre des obligations remises à la Caisse des dépôts et consignations a été porté au chiffre maximum de 832,900 pour un capital nominal de 416,450,000 francs, réparti comme suit :

	OBLIGATIONS.	CAPITAL.
	—	—
Madagascar	184,786	92,393,000f
Caisse vicinale et scolaire	638,514	319,257,000
Siam	9,600	4,800,000
TOTAL ÉGAL	832,900	416,450,000

Au 31 décembre 1896, la dette du Trésor résultant des émissions successives d'obligations s'élevait au chiffre de ..... formant le débit du présent compte.		416,450,000f 00c
A son crédit figurent les atténuations effectuées :		
Pendant l'année 1895 : Par application des crédits ouverts au Ministère des finances pour l'amortissement de 11,800 obligations, ci	5,900,000	
Pendant l'année 1896 : Par application des crédits ouverts au même Ministère pour l'amortissement de 17,600 obligations, ci	8,800,000	
Pendant l'année 1897 : Par application des crédits ouverts aux chapitres 9 et 10 du même Ministère, pour l'amortissement de 19,700 obligations, ci	9,850,000	
Pendant l'année 1898 : Par application des crédits ouverts aux chapitres 9 et 10 du même Ministère, pour l'amortissement de 20,300 obligations, ci	10,150,000	
Pendant l'année 1899 : Par application des crédits ouverts aux chapitres 11 et 12 du même ministère, pour l'amortissement de 20,900 obligations, ci	10,450,000	
ENSEMBLE	45,150,000	45,150,000 00
Au 31 décembre 1899, 90,300 obligations ont été amorties et il ressort un solde débiteur de ..... représentant 742,600 obligations restant à rembourser.		371,300,000 00

Ce solde est lui-même égal à celui qui ressort page 293 et au solde créditeur du compte des effets à payer. (Voir page 295.)

Suite de la DE LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite des DÉVELOPPEMENTS SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DÉVELOPPEMENT DU COMPTE N° 41.

Trésor public, s/c d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)

Aux termes de l'article 3 de la loi du 17 février 1898, le Ministre des finances est autorisé, pour subvenir provisoirement aux dépenses de perfectionnement du matériel d'armement et de réinstallation de services militaires, à émettre ou à négocier dans la limite des crédits ouverts et de l'insuffisance temporaire des ressources inscrites au crédit du compte spécial : *Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires*, des obligations du Trésor à court terme dont l'échéance ne pourra dépasser six ans. La décision ministérielle du 28 juin 1898, prise en exécution de la loi précitée, a fixé le mode de comptabilité à suivre pour retracer dans les écritures du Trésor les opérations relatives à l'émission et au remboursement de ces obligations et a prescrit la création des trois comptes suivants :

1° Un compte à ouvrir parmi les services spéciaux sous la rubrique : *Produit de l'émission d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)* qui est crédité du produit des obligations négociées, et débité du montant des obligations à rembourser à chaque échéance ;

2° Un compte d'effets à payer : *Obligations du Trésor à court terme (Loi du 17 février 1898)* qui présente, à son crédit, le montant des obligations émises et, à son débit, les payements effectifs d'obligations remboursées aux échéances ;

3° Enfin le présent compte classé parmi les services spéciaux sous le titre : *Trésor public, s/c d'obligations à court terme (Loi du 17 février 1898)*, qui comprend, à son débit, le montant des obligations négociées, contradictoirement avec le crédit du compte d'effets à payer précité, et, à son crédit, les prélèvements opérés pour rembourser les obligations arrivées à l'échéance.

Les opérations constatées à ce compte sont les suivantes :

Il a été débité :	
Pendant l'année 1898, par suite de l'émission de 119,840 obligations (capital au pair) de	59,920,000f.
Pendant l'année 1899, par suite de l'émission de 122,580 obligations (capital au pair) de	61,290,000
Aucun remboursement n'ayant été effectué, le solde du présent compte au 31 décembre 1899 est débiteur de	121,210,000
(Voir page 293.)	
A la même date, le compte d'effets à payer présente un solde créditeur égal de	121,210,000

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Suite des DEVELOPPEMENTS

SUR LES SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS LES CRÉANCES ADMINISTRATIVES, LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR.

3° Développements sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations, les créances administratives, les découverts et avances du Trésor et la Dette flottante du Trésor.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Développement sur les fonds déposés au Trésor par la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS *et compris dans le passif de la situation générale des finances au 1er janvier 1900.*

Les fonds déposés au Trésor public par la Caisse des dépôts et consignations sont de différentes origines :

1° Fonds placés en compte courant et dont l'intérêt est bonifié à la Caisse des dépôts et consignations, en vertu de décisions annuelles du Ministre des finances. — Voir ci-après (page 769, n° 30)		245,641,123f 72c
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor* (page 297);		
2° Fonds appartenant aux caisses d'épargne, dont l'administration a été confiée par la loi du 31 mai 1837 à la Caisse des dépôts et consignations, qui a la faculté de les placer au Trésor à l'intérêt de 2 fr. p. o/o par an. — Voir ci-après (page 769, n° 31)		93,663,881 22
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne* (page 297);		
3° Fonds appartenant à la Caisse nationale d'épargne, dont l'administration a été confiée par la loi du 9 avril 1881 à la Caisse des dépôts et consignations, qui a la faculté de les placer au Trésor. — Voir ci-après (page 769, n° 32)		48,507,816 67
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne* (page 297);		
4° Fonds appartenant à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dont la gestion est attribuée par la loi du 30 janvier 1884 à la Caisse des dépôts et consignations, qui les place en compte courant au Trésor à l'intérêt, provisoirement fixé, de 3 fr. 50 p. o/o l'an. — Voir ci-après (page 769, n° 36)	44,524,970f 39c	44,524,970 39
auquel il convient d'ajouter une somme de ..... représentant le montant net des timbres-poste affectés aux bulletins de retraite qui ne figureront qu'en 1900 dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.	497 97	
ENSEMBLE	44,525,468 36	
somme égale au solde créditeur du compte *Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse* (page 297).		
Les fonds désignés ci-dessus montant à		432,337,792 00

sont compris dans la situation de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1900 résumée dans le tableau suivant :

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Situation de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1900.

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. ACTIF.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. PASSIF.	OBSERVATIONS.
1. Consignations judiciaires et administratives	"	335,461,773f 04c	(A) Composition des fonds des caisses d'épargne, savoir.
2. Fonds provenant de successions de militaires et de successions recueillies aux colonies et à l'étranger	"	3,578,836 20	Fonds en compte courant au Trésor (voir page 769, n° 31) 93,663,881f22c Rentes et valeurs en portefeuille (voir page 770) 3,347,913,062 58 Ensemble 3,441,577,943 80
3. Caisses d'épargne et de prévoyance	"	(A) 3,480,577,943 80	A ajouter :
4. Caisse nationale d'épargne	"	48,507,816 67	Banque de France : s/c de fonds non employés des caisses d'épargne n° 33 39,000,000 00
5. Cautionnements de soumissionnaires de travaux et fournitures	"	1,950,869 30	Total des fonds des caisses d'épargne. 3,480,577,943 80
6. Établissements publics, ou autres assimilés, L/C de dépôts	"	66,756,971 25	
7. Dépôts divers			
8. Produit du prélèvement effectué sur le pari mutuel en faveur des œuvres locales de bienfaisance	"	11,334,105 39	(B) Y compris 62,879,719 fr. 54 en rentes sur l'État et en obligations du Trésor.
9. Fonds affectés au règlement de la double dette du Gouvernement d'Haïti	"	575,438 13	(C) Y compris 50,619,624 fr. 02 en rentes sur l'État.
10. Exposition universelle de 1900, s/c de dépôts	65,326,877f 47c	(B)	
11. Exposition universelle de 1900, s/c d'intérêts	1,115,635 52	" 66,442,512 99	(D) Y compris 85,798,874 fr. 66 en rentes sur l'État et obligations.
12. Legs et fondations	"	2,770,173 91	
13. Notaires, L/C de dépôts	"	66,505,562 18	
14. Pensions de retraites sur fonds spéciaux	"	7,297,640 47	
15. Séquestres et autres mandataires de justice, L/C de dépôts	"	21,608,499 92	
16. Sociétés de secours mutuels	"	(C) 131,227,251 54	
17. Caisse des offrandes nationales	"	243,449 90	
18. Caisse nationale de retraites pour la vieillesse	"	44,525,621 39	
19. Caisse d'assurance en cas de décès	"	70,475 40	
20. Caisse d'assurance en cas d'accidents	"	266,020 53	
21. Remboursements d'avances faites pour l'achèvement des chemins vicinaux et des établissements scolaires	"	2,222,470 40	
22. Remises et traites des préposés	"	5,998 116 94	
23. Comptes de réserve	"	38,228,777 95	
24. Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne	"	(D) 113,081,936 18	
25. Recouvrements de valeurs souscrites en garantie de prêts de la Caisse des dépôts et consignations	"	444,608 05	
26. Profits et pertes	"	5,831,100 20	
27. Recettes à régulariser	"	956 87	
28. Excédents sur prêts	"	20 04	
29. Divers comptables, L/C d'opérations réciproques	"	12,112 48	
À reporter	"	4,466 008,666 64	

DÉSIGNATION DES COMPTES.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. ACTIF.	SITUATION AU 1er JANVIER 1900. PASSIF.	OBSERVATIONS.
Report	"	4,466,008,666f 64c	
30. Trésor public, s/c courant	245,641,123f 72c	"	
31. Trésor public, s/c de fonds des caisses d'épargne	93,663,881 22	"	
32. Trésor public, s/c de fonds de la Caisse nationale d'épargne	48,507,816 67	"	
33. Banque de France, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne	39,000,000 00	"	
34. Avances à la Société de crédit des habitations à bon marché	779,500 00	"	
35. Caisse de retraite pour la vieillesse, s/c de timbres-postes affectés aux bulletins — retraite	651 00	"	
36. Trésor public, s/c de fonds de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse	44,524,970 39	"	(E) Cette somme se décompose comme suit :
37. Avances aux caisses d'épargne	2,897,555 29	"	Solde créditeur du compte courant 1° des trésoriers payeurs généraux (page 297). 412,041f 83c 2° des trésoriers d'Algérie 62,928 31 3° de l'agent comptable du Trésor à Tunis 8,537 83 Total égal 483,307f 97c
38. Avances au Trésor pour supplément de pensions aux anciens militaires et marins et à leurs veuves	87,206,702 81	"	
39. Comptes d'attentes	7,042,809 13	"	
40. Prêts aux départements, communes et établissemts publics	101,160,129 73	"	
41. Trésoriers généraux, L/C courant, trésoriers d'Algérie et payeurs d'armée	(E) 483,307 97	"	
42. Trésoriers coloniaux, L/C courant	(F) 52.501 52	"	(F) Le solde du compte courant des trésoriers coloniaux résultant des écritures des comptables est de 428,114f 43c Tandis que celui de la Caisse des dépôts est de 52,501 52 La différence 375,612 91
	670,960,949 45	4,466,008,666 64	
Valeurs de caisse et de portefeuille	(G) 3,795,047,717 19	"	représente l'écart entre les opérations du 2e semestre 1898 et celles du 2e semestre 1899, passées en 1898 et en 1899, par la Caisse des Dépôts, tandis qu'elles n'ont été comprises qu'en 1899 ou ne seront passées qu'en 1900, dans les écritures de l'Administration centrale des finances.
Totaux	4,466,008,666 64	4,466,008,666 64	
VALEURS ACTIVES ET INACTIVES. (Loi du 28 juillet 1875.)			(G) Voir le tableau page suivante.
43. Caissier général, s/c de valeurs et rentes diverses	1,375,536,412 00	"	
44. Divers, L/C d'envois de titres	66,118 22	"	
45. Consignations, L/C de rentes et valeurs mobilières	"	28,609,266 06	
46. Divers, L/C de rentes et valeurs inactives	"	469,458,980 79	
47. Divers, L/C de rentes et valeurs actives	"	877,484,082 37	
48. Comptes d'ordre	"	50,201 00	
Totaux	1,375,602,530 22	1,375,602,530 22	
Totaux généraux	5,841,611,196 86	5,841,611,196 86	

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINIS

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES PASSIVES.

Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant à la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1900.

NATURE DES VALEURS.	VALEURS APPARTENANT À LA CAISSE des dépôts et consignations.	AUX CAISSES D'ÉPARGNE et de prévoyance privées. Rentes de la réserve.	AUX CAISSES D'ÉPARGNE et de prévoyance privées. Provenant des fonds déposés.	AUX SOCIÉTÉS de secours mutuels (fonds de retraites).	EXPOSITION UNIVERSELLE de 1900.	TOTAL.
Numéraire	824,697f 53c	"	"	"	"	824,697f 53c
Effets à recevoir	109,829 11	"	"	"	"	109,829 11
Rentes 3 p. o/o	231,399,124 07	61,130,865f 87c	1,107,508,378f 24c	49,451,975f 87c	"	1,449,490,344 65
Rentes 3 p. o/o déposées à la Banque de France en garantie d'avances	"	"	109,986,666 65	"	"	109,986,666 65
Rentes 3 p. o/o amortissables	"	20,209,952 79	1,469,992,548 39	1,167,648 15	"	1,491,370,149 33
Rentes 3 1/2 p. o/o	2,899,523 83	4,458,056 00	46,613 370 19	"	6,422,462f 74c	60,393,412 76
Emprunt 2 1/2 p. o/o. Protectorat de l'Annam et du Tonkin	"	"	9,633,607 29	"	1,707,256 80	11,340,864 09
Bons du Trésor	"	"	52,000,000 00	"	"	52,000,000 00
Emprunt hellénique 2 1/2 p. o/o en 1898	"	"	6,905,358 26	"	"	6,905,358 26
Obligations du Trésor à court terme	"	"	15,000,000 00	"	"	15,000,000 00
Obligations du Trésor. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895.)	"	"	189,633,929 28	"	"	189,633,929 28
Obligations du Trésor représentatives d'annuités terminables en 1923. (Loi du 26 juillet 1893, art. 56, et 28 décembre 1895, art. 47.)	"	"	99,282,916 17	"	"	99,282,916 17
Obligations des compagnies de chemins de fer	7,403,173 70	"	22,897,613 61	"	"	30,300,787 31
Obligations du Crédit foncier de France	"	"	19,409,674 50	"	"	19,409,674 50
Obligations souscrites en garantie de prêts	5,199,087 55	"	"	"	"	5,199,087 55
Obligations du Trésor amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.)	"	"	199,050,000 00	"	54,750,000 00	253,800,000 00
Obligations des Sociétés de constructions d'habitations à bon marché	"	"	"	"	"	"
TOTAUX ÉGAUX. (Voir d'autre part.)	247,835,436 39	85,798,874 66	3,347,914,062 58	50,619,024 02	62,879,719 54	3,795,047,717 19

ATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENT SUR LES CRÉANCES ACTIVES.

Créances administratives.

Au 31 décembre 1899, il n'existe aucune créance administrative à constater dans le compte général de l'Administration des finances.

On continue à mentionner pour mémoire les répétitions à exercer par la France :

Auprès du Gouvernement belge, en raison des deux armements faits en 1831 et en 1832 pour la défense de la Belgique et la garantie de son territoire : le règlement provisoire des réclamations à faire les avait portées à 15,294,530 francs;

Auprès du Gouvernement russe, relativement à l'emprunt négocié en 1812 entre la France et la Saxe, et pour sûreté duquel le roi de Saxe, alors grand-duc de Varsovie, affecta le produit des mines de Wielicska : somme non réglée;

Auprès de la Régence de Tunis, pour remboursement des frais d'un armement extraordinaire destiné à la défense du bey : somme non réglée;

Auprès du Gouvernement italien substitué à l'Autriche, pour le remboursement d'une somme de 5 millions mise à la charge de cette dernière puissance par le traité de Zurich, dans l'indemnité aux dotataires du Mont-de-Venise; les intérêts de cette somme, payés à partir de 1865, ont été portés jusqu'en 1872 au budget extraordinaire de chaque exercice et classés, à partir de 1872, parmi les produits divers du budget.

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1ER JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. — BUDGETS ANTÉRIEURS À 1852.

				DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES DÉCOUVERTS.
	1° Découverts à l'extinction desquels aucune ressource n'a été primitivement affectée.					
Période antérieure au 1er avril 1814.	Déficit sur le service antérieur au 1er avril 1814...	67,304,366f 56c	87,440,148f 51c	504,753,034f 32c	»	504,753,034f 32c
	Débets et créances provenant du service antérieur au 1er avril 1814, non recouvrés au 1er janvier 1836.	567,228 12				
	Déficit sur le service des cautionnements remboursés à des titulaires des départements séparés de la France.	6,404,248 73				
	Avance du Trésor pour la régularisation des crédits relatifs à la dette viagère et aux intérêts de cautionnements. (Loi du 9 juillet 1836.).....	13,164,305 10				
Budgets de 1815 à 1830.	Portion des dépenses de la guerre d'Espagne. (Voir compte des finances de 1862, page 427.).....	47,567,047 00	361,414,527 98			
	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1827. (Loi du 26 juillet 1829.).....	32,016,283 00				
	Distrcons d'argent faites aux troupes pendant les journées de juillet 1830. (Dépense non allouée sur l'ex. 1830)	371,051 00				
	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1830. (Loi du 24 avril 1833.).....	63,346,061 00				
	Créances litigieuses (art. 21 de la loi du 20 mai 1874). Tiler père et fils.....	16,178 36				
	Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820. (Art. 26 de la loi du 30 mars 1888.).....	218,097,907 62				
Budgets des exercices 1832 à 1840.	Avance du Trésor sur le budget de l'exercice 1832 (Loi du 14 juin 1835.).....	25,009,993 00	55,898,357 83			
	Payements pour l'arriéré de la Guerre. (Dépense non allouée sur l'exercice 1832.).....	270,560 00				
	Payements de créances d'exercices périmés concernant le Ministère de la guerre non alloués en dépense sur l'exercice 1838.....	16,150 00				
	Dépense du Ministère des affaires étrangères non allouée dans le règlement de l'exercice 1840...	5,000 00				
	Solde du compte entre le Trésor public et l'ancien Trésor de la Couronne. (Loi du 2 mars 1832 et décret-loi du 22 janvier 1852.).....	3,498,847 52				
	Avances restant à rembourser à la fin de l'exercice 1886 sur la portion de l'Emprunt grec de 1833 garantie par la France. (Art. 4 de la loi du 16 février 1887.)..	27,097,807 31				
	2° Découverts du service ordinaire des budgets à l'extinction desquels ont été affectés les fonds disponibles de la réserve de l'amortissement.					
	Budget de l'exercice 1840. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice).		138,004,529f 64c	456 009,951 93	»	456,009,951 93
	Budget de l'exercice 1841. (*Idem.*).....		18,694,405 42			
	Budget de l'exercice 1842. (*Idem.*).....		108,612,172 30			
	Budget de l'exercice 1843. (*Idem.*).....		39,826,738 40			
	Budget de l'exercice 1844. (*Idem.*).....		181,530 77			
	Budget de l'exercice 1845. (Décret pour le règlement de cet exercice, en date du 20 juil et 1848.) Excédent de recettes de 4,335,329 fr. 84. (*Mémoire.*).....		»			
	Budget de l'exercice 1846. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice.).		41,273,264 48			
	Budget de l'exercice 1847. (*Idem.*).....		109,417,310 92			
	3° Avances du Trésor pour l'établissement des grandes lignes de chemins de fer et autres travaux régis par la loi du 11 juin 1842.					
	Exercice 1842. (Avance constatée par la loi de règlement du budget.).....		1,368,091 28	441,901,957 90	»	441,901,957 90
	Exercice 1843. (*Idem.*).....		27,214,800 94			
	Exercice 1844. (*Idem.*).....		43,190,895 22			
	Exercice 1845. (*Idem.*).....		100,480,587 57			
	Exercice 1846. (*Idem.*).....		121,626,442 50			
	Exercice 1847. (*Idem.*).....		147,873,328 08			
	Obligations cautionnées souscrites en 1847 et 1848 par des fabricants de sucre du département du Nord et devenues irrécouvrables. (Art. 16 du projet de loi de règlement de l'exercice 1876.).....		145,404 99			
	Obligations cautionnées souscrites en 1847 et 1848 par le sieur Lefèvre, fabricant de sucre à Montescourt (Aisne), devenues irrécouvrables. (Art. 14 du projet de loi de règlement de l'exercice 1877.).....		2,407 32			
	4° Découverts des exercices 1848 à 1851.					
	Exercice 1848. (Découvert fixé par la loi de règlement de cet exercice.).....		3,005,050 51	376,545,056 48	»	376,545,056 48
	Exercice 1849. (*Idem.*).....		214,625,477 32			
	Exercice 1850. (*Idem.*).....		41,014,767 28			
	Exercice 1851. (*Idem.*).....		100,728,868 78			
	Avances pour le service de l'Emprunt de la famille d'Orléans. (Loi du 21 décembre 1872 et décision du 24 septembre 1873.).....		16,322,691 81			
	Créances litigieuses (art. 21 de la loi du 20 mai 1873.) — Ville de Lille.....	628,200f 78c	848,200 78			
	Ville de Limoges.....	220,000 00				
	TOTAL (*à reporter*).....			1,779,210,000 63	»	1,779,210,000 63

ATTÉNUATION DE DÉCOUVERTS.

BUDGETS ANTÉRIEURS À 1852.

			ATTÉNUATIONS DES DÉCOUVERTS constatés dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des ATTÉNUATIONS de découverts.
1° Fonds disponibles de l'amortissement appliqués à l'extinction des découverts du service ordinaire des budgets, au fur et à mesure des consolidations, conformément à l'article 36 de la loi du 25 juin 1841.					
Réserve de l'année 1842.....		67,111,792f 57c	442,247,114f 58c	»	442,247,114f 58c
Réserve de l'année 1843.....		69,876,633 52			
Réserve de l'année 1844.....		72,505,042 27			
Réserve de l'année 1845.....		75,117,373 04			
Réserve de l'année 1846.....		77,878,714 32			
Réserve de l'année 1847.....		79,757,558 80			
2° Ressources affectées par les lois des 3 juillet 1846 et 8 août 1847 aux travaux extraordinaires autorisés sous le régime de la loi du 11 juin 1842.					
Sommes versées par des compagnies adjudicataires de chemins de fer en remboursement de dépenses effectuées par le Trésor public. (Art. 16 de la loi du 3 juillet 1846.)					
Compagnie du chemin de fer du Nord. — Année 1845.	20,000,000f 00c	37,358,750f 00c	45,958,750f 00c		
Année 1846.	9,000,000 00				
Année 1847.	8,358,750 00				
Compagnie du chemin de fer de Lyon. — Année 1845.....		8,000,000 00			
Recette par virement de comptes en 1845, de la créance mise en même temps à la charge de la ville de Lille pour sa part contributive dans la construction de la station du Chemin de fer du Nord. (Loi d'intérêt local du 19 juillet 1845.)....		600,000 00	130,171,110 50	»	130,171,110 50
Portion réalisée de l'emprunt de 250 millions négocié le 10 novembre 1847. 4° § de la loi spéciale du 8 août 1847):					
Versement des adjudicataires en 1847.....		42,234,298f 50c	84,212,360 50		
Versement des adjudicataires en 1848.....		41,978,062 00			
3° Ressources provenant des consolidation en rentes décrétées en 1848 et qui ont été appliquées à l'ensemble des découverts du Trésor.					
Bons du Trésor convertis en emprunt national. (Décret du 16 mars 1848.).....		26,182,213f 29c	288,845,162 77	»	288 845,162 77
Bons du Trésor créés antérieurement au 24 février 1848. (Décret du 7 juillet 1848.).....		242,747,800 60			
Fonds des sociétés et agences tontinières. (Décret du 29 juillet 1848.)..		2,734,020 13			
Fonds des communes et établissements publics. (Même décret.).....		3,006,456 84			
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet 1848.) (Voir le compte général des finances de 1857, page 424.).....		13,549,039 91			
Consolidation des bons du Trésor émis en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet 1848.).....		25,632 00			
TOTAL (*à reporter*).....			861,263,387 85	»	861,263,387 85

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

Suite du DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR ET SUR LES RESSOURCES RÉALISÉES EN ATTÉNUATION DE CES DÉCOUVERTS.

DÉCOUVERTS CONSTATÉS. (Suite.)	DÉCOUVERTS CONSTATÉS dans les écritures de l'Administration des finances.	DÉCOUVERTS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL des DÉCOUVERTS.
Report	2,595,794,991f 08c	"	2,595,794,991f 08c
BUDGETS DE 1871 à 1899. (Suite.)			
Découvert du budget de l'exercice 1872. (Loi du 1er août 1885.)	81,917,283 31	"	81,917,283 31
Découvert du budget de l'exercice 1873. (Loi du 11 août 1885.)	44,932,564 64	"	44,932,564 64
Découvert du budget de l'exercice 1874. (Loi du 14 août 1885.)	64,414,280 23	"	64,414,280 23
Découvert du budget de l'exercice 1882	42,547,475 31	"	42,547,475 31
Avances faites par le Trésor, en 1870, à la Commission d'armement national. (Loi du 22 juillet 1887, art. 19.)	16,689,839 50	"	16,689,839 50
Droits de douanes dus par divers départements ministériels pour des marchandises livrées en 1870-1871 avec suspension d'impôts. (Loi du 22 juillet 1887, art 20.)	105,406 65	"	105,406 65
Versements effectués, en 1870-1871, par les comptables de la régie des contributions indirectes à diverses communes des départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, pour obtempérer à des réquisitions de l'armée allemande. (Art. 14 du projet de loi de règlement de l'exercice 1876.)	217,655 40	"	217,655 40
Prix de tabacs livrés sans factures à des débitants lors de l'invasion allemande, en 1870. (Art. 13 du projet de loi du règlement de 1878.)	351 00	"	351 00
Découvert du budget de l'exercice 1883	62,427,893 02	"	62,427,893 02
Découvert du budget de l'exercice 1884	89,918,295 34	"	89,918,295 34
Découvert du budget de l'exercice 1885	146,660,445 38	"	146,660,445 38
Découvert du budget de l'exercice 1886	124,136,327 46	"	124,136,327 46
Montant de la faillite liquidée de la banque de la Nouvelle-Calédonie. (Loi du 2 juin 1887, art. 8.)	291,993 75	"	291,993 75
Découvert du budget de l'exercice 1887	17,081,073 59	"	17,081,073 59
Découvert du budget de l'exercice 1892	"	9,939,759f 11c	9,939,759 11
Succession Giffard. Régularisation d'avances. (Projet de loi de règlem^t de l'exercice 1892, art. 17.)	"	4,786,830 23	4,786,830 23
Découvert du budget de l'exercice 1893	"	84,511,095 82	84,511,095 82
Découvert du budget de l'exercice 1894	"	21,654,615 90	21,654,615 90
Bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire. (Loi du 30 décembre 1891. — Projet de loi de règlement de l'exercice 1894, art. 16.)	"	891,569 05	891,569 05
Découvert du budget de l'exercice 1895	"	17,903,459 50	17,903,459 50
Découvert du budget de l'exercice 1896	"	8,727,130 66	8,727,130 66
Faillite Fontaine et Cie, fabricants de sucre à Neuville-Saint-Rémy (Nord). (Projet de loi de règlement de l'exercice 1897, art. 16)	"	160,523 62	160,523 62
Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, s/c provisoire. (Loi du 25 décembre 1899, art. 25.)	134,756 00	"	134,756 00
Trésor public, s/c d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État. (Loi du 25 décembre 1899, art. 25.)	843,684 88	"	843,684 88
Réorganisation des défenses de Calais. (Loi du 26 décembre 1899, art. 5.)	7,460,002 71	"	7,460,002 71
	3,295,574,319 25	148,574,983 89	3,444,149,303 14
A DÉDUIRE : Atténuation de découverts. (Voir ci-contre.)	2,449,956,595 85	6,501,844 85	2,456,458,440 70
RESTE pour total des découverts au 1er janvier 1900	845,617,723 40	142,073,139 04	987,690,862 44

ATTÉNUATIONS DE DÉCOUVERTS. (Suite.)	ATTÉNUATIONS DES DÉCOUVERTS constatées dans les écritures de l'Administration des finances.	ATTÉNUATIONS À CONSTATER ultérieurement lorsque les projets de loi de règlement déposés auront été votés.	TOTAL DES ATTÉNUATIONS de découverts.
Report	1,583,926,380f 46c	"	1,583,926,380f 46c
BUDGETS DE 1871 à 1899. (Suite.)			
Rentes 5 p. o/o à remettre aux déposants des caisses d'épargne. (Loi du 20 juin 1871 et décision ministérielle du 24 septembre 1873.)	67,098,322 50	"	67,098,322 50
Portion du produit de l'emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	242,171,800 00	"	242,171,800 00
Capital de rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations en exécution de la loi du 1er mai 1886	399,999,973 80	"	399,999,973 80
Portion sans emploi des ressources allouées pour les frais de l'emprunt de 500 millions [émission de 1886]. (Loi du 1er mai 1886 et décision ministérielle du 13 novembre 1888.)	2,287,681 36	"	2,287,681 36
Excédent de recettes de l'exercice 1875	57,959,444 14	"	57,959,444 14
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1879	20,697,180 49	"	20,697,180 49
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1880	1,302,819 51	"	1,302,819 51
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1881	74,512,993 59	"	74,512,993 59
	2,449,956,595 85	"	2,449,956,595 85
Excédent disponible de recettes de l'exercice 1889	"	6,193,792f 43c	6,193,792 43
Reliquats disponibles constatés sur les ressources destinées à faire face aux dépenses des anciens budgets extraordinaires de la Marine, des Beaux-arts et des Travaux publics :			
Prêt de la Banque de France. (Loi du 13 juin 1878.) 5,388f 03c			
Produit de l'emprunt de 500 millions en rente 3 p. o/o. (Loi du 1er mars 1886.) 16,493 69	"	24,881 72	24,881 72
Produit de la conversion de rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) 3,000 00			
Reliquat disponible au 31 décembre 1892 sur le compte spécial *Produit de la vente des matières versées par le service de la Marine.* (Projet de loi de règlement de l'exercice 1892, art. 18.)	"	63,942 30	63,942 30
Reliquat disponible au 31 décembre 1896 sur les comptes de trésorerie ci-après : (Projet de loi de règlement de l'exercice 1896, art. 16)			
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.			
1° Fonds versés par la Ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï	"	669 05	669 05
2° Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o 1891	"	88,348 30	88,348 30
DIVERS CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.			
1° Rente de la dotation de l'armée s/c de liquidation	"	130,211 05	130,211 05
TOTAL des atténuations de découverts au 1er janvier 1900	2,449,956,595 85	6,501,844 85	2,456,458,440 70

Suite de la SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES AU 1er JANVIER 1900.

DÉVELOPPEMENT, PAR NATURE DE CRÉANCES, DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE DU TRÉSOR, PENDANT L'ANNÉE 1899, ET DE LA SITUATION DE CETTE DETTE AU 1er JANVIER 1900.

NATURE DES CRÉANCES COMPOSANT LA DETTE FLOTTANTE.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1899. — CRÉANCES passibles d'intérêts.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1899. — CRÉANCES sans intérêts.	RÉSULTAT DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE pendant l'année 1899. — AUGMENTATIONS.	RÉSULTAT DES MOUVEMENTS DE LA DETTE FLOTTANTE pendant l'année 1899. — DIMINUTIONS.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1900. — CRÉANCES passibles d'intérêts.	DETTE FLOTTANTE au 1er janvier 1900. — CRÉANCES sans intérêts.
EFFETS À PAYER.						
Bons du Trésor remis à divers particuliers. — Bons ordinaires	77,139,300f 00c	1,133,800f [illegible]	20,388,800 00	"	(A) 98,552,300f 00c	(B) 109,600f 58c
Mandats sur le Trésor tirés par les trésoriers-payeurs généraux et les autres comptables	"	8,875,430 [illegible]	"	7,337,630f 96c	"	1,537,799 24
	77,139,300 00	10,009,230 [illegible]	20,388,800 00	7,337,630 96	98,552,300 00	1,647,399 82
	87,148,530f 78c		13,051,169f 04c		100,199,699f 82c	
CORRESPONDANTS DU TRÉSOR.						
Communes et établissements publics, t/c de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Ville de Paris	24,470,326f 07c	"	7,593,348f 34c	"	(C) 32,063,674f 41c	"
Communes et établissements publics, t/c de fonds placés au Trésor avec intérêts. — Départements	301,909,725 74	"	7,276,621 10	"	(D) 309,186,346 84	"
Service départemental — Budget de l'exercice 1898	"	76,674,370f 29c	"	76,674,370f 29c	"	"
Service départemental — Budget de l'exercice 1899	"	"	80,297,589 44	"	"	80,297,589f 44c
Service départemental — Opérations hors budget	"	678,947 [illegible]	"	206,829 21	"	472,118 46
Divers établissements, t/c de fonds placés au Trésor sans intérêts	"	933,958 [illegible]	45,661 89	"	"	979,620 00
Caisse des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor	213,008,266 52	"	32,632,857 20	"	245,641,123 72	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne	97,048,259 30	"	"	3,384,378 08	93,663,881 22	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale d'épargne	48,122,731 22	"	385,085 45	"	48,507,816 67	"
Caisse des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse	47,950,562 76	"	"	3,425,094 40	44,525,468 36	"
Gouvernement beylical, s/c de fonds déposés au Trésor	4,151,972 96	"	196,257 90	"	4,348,230 86	"
Imprimerie nationale	"	350,000 [illegible]	"	150,000 00	"	200,000 00
Divers corps de troupes de la Guerre et de la Marine, t/c de fonds déposés au Trésor	"	14,106,563 [illegible]	1,186,220 00	"	"	15,292,813 00
Trésorier général des Invalides de la marine, s/c courant avec le Trésor et chez divers comptables	"	4,483,499 [illegible]	"	11,870 14	"	4,471,628 91
Crédit foncier, s/c courant n° 2	5,285,347 28	"	"	5,170,877 92	114,469 36	"
Ministère de l'Instruction publique, s/c de fondations anglaises, écossaises et irlandaises	158,875 14	"	"	25,938 71	132,936 43	"
Service des pompes funèbres	1,321,129 32	"	404,071 11	"	1,725,200 43	"
Divers correspondants des trésoriers-payeurs généraux	"	11,837,139 [illegible]	"	1,623,618 67	"	10,213,521 15
Divers correspondants du Caissier-Payeur central	21,706,470 08	"	"	3,997,657 00	17,708,813 08	"
	765,133,666 39	109,064,507 [illegible]	130,017,712 43	94,670,634 42	797,617,961 38	111,927,290 96
	874,198,174f 33c		Augmentation : 35,347,078f 01c		909,545,252f 34c	
FONDS PARTICULIERS DES COMPTABLES.						
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux	54,146,029f 36c	"	"	9,184,096f 95c	(E) 44,961,932f 41c	"
TOTAL GÉNÉRAL	896,418,995 75	119,073,738f [illegible]	150,406,512f 43c	111,192,362 33	941,132,193 79	113,574,690f 78c
	1,015,492,734f 47c		Augmentation : 39,214,150f 10c		1,054,706,884f 57c	

OBSERVATIONS.

(A) Bons à échoir en 1900 (capital)	98,552,300f 00c
(B) Bons échus au 31 décembre 1899 (capital)	109,600 58
ENSEMBLE (voir page 676)	98,661,900 58
(C) Cette somme se répartit comme suit :	
Communes — Ville de Paris, s/c n° 1	27,000,000f 00c
Communes — *Idem*, s/c n° 2	"
Établissements — Monts-de-piété	1,000,000 00
Établissements — Institution des Jeunes Aveugles	18,976 55
Établissements — Hospice des Quinze-Vingts	101,640 50
Établissements — Institution des Sourds-Muets	21,425 87
Établissements — Assistance publique	2,990,000 00
Établissements — Asile de la Providence	13,815 48
Établissements — Asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet	739,091 70
Établissements — Asile Vacassy	20,419 16
Intérêts afférents à l'exercice 1899 liquidés au profit des comptes ci-dessus	248,305 15
TOTAL	32,063,674 41
(D) Cette somme se répartit comme suit :	
Communes — Communes	232,740,527f 79c
Communes — Fonds de réserve de l'octroi de la banlieue de Paris	2,057,134 10
Communes — Fonds communs des divisions en Algérie	70,000 00
Établissements — Hospices, asiles d'aliénés, dépôts de mendicité	33,811,676 79
Établissements — Bureaux de bienfaisance et d'assistance médicale	17,330,007 99
Établissements — Associations syndicales autorisées	4,877,169 09
Établissements — Fabriques d'églises	4,893,912 72
Établissements — Monts-de-piété	2,711,056 45
Établissements — Sociétés de charité maternelle, crèches approuvées	98,991 50
Établissements — Caisses des écoles	345,064 10
Établissements — Facultés	4,439,882 56
Établissements — Orphelinats	186,192 26
Établissements — Chambres de commerce	1,354,268 93
Établissements — Divers	276,891 58
Intérêts afférents à l'exercice 1899 liquidés au profit des comptes ci-dessus (France.)	3,992,760 98
TOTAL ÉGAL	309,186,346 84

(E) Voir page 681.

RÉSUMÉ

DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1900.

NOTE SUR LE RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1900.

Il a paru utile de faire suivre l'Exposé de la situation générale de l'Administration des finances, à l'époque du 1er janvier 1900, d'un travail d'ensemble qui résume d'abord et développe ensuite les quatre principaux termes de la situation du Trésor publiée à la fin de chacune des années précédentes à partir du 1er janvier 1871. Les mêmes résultats concernant les années 1814 à 1870 ont été publiés pour la dernière fois dans le compte de 1885.

Ce travail se compose des six tableaux suivants :

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

Développements...
- *Actif du Trésor.*
- *Découverts et avances du Trésor.*
- *Dette flottante du Trésor.*
- *Passif du Trésor sur les budgets et les services spéciaux.*

Tableau résumé des causes *et de la* composition *de la Dette flottante du Trésor.*

Les résultats de ce travail d'ensemble sont extraits des comptes généraux de l'Administration des finances depuis 1870, en présentant la situation générale des finances, non pas telle qu'elle résulte des opérations des comptables, mais modifiée par les rectifications qui permettent d'établir l'*actif* et le *passif réels* du Trésor public.

Suite de la *Note sur le résumé de la situation générale des Finances.*

Les résultats afférents à l'année 1870 n'ont pu être inscrits dans les tableaux dont il s'agit pour les motifs exprimés dans la Note sur la situation générale des finances (page 546 du compte de 1870).

En établissant une moyenne par période depuis 1871 jusqu'au 1er janvier 1900, ainsi que le fait connaître l'un des tableaux placés à la suite de la présente Note, *les Causes* et *la Composition* de la Dette flottante du Trésor se résument comme on va l'établir :

1° CAUSES DE LA DETTE FLOTTANTE (EN MOYENNE).

SITUATION AU 1er JANVIER.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR sur le service des budgets.	INSUFFISANCE DE L'EXCÉDENT DE RECETTES DES BUDGETS EN COURS D'EXÉCUTION et des services spéciaux suivis en dehors des budgets, comparativement à la réserve habituelle de caisse et aux créances actives du Trésor.	TOTAL DES BESOINS DE TRÉSORERIE qui ont dû être couverts par la Dette flottante (en moyenne).
1871 à 1884..	785,465,844f 77c	602,231,280f 14c	1,387,697,124f 91c
1885 à 1900..	851,957,475 96	217,470,394 55	1,069,427,870 51

2° COMPOSITION DE LA DETTE FLOTTANTE (EN MOYENNE).

SITUATION AU 1er JANVIER.	EFFETS À PAYER.	COMPTES COURANTS et FONDS EN DÉPÔT.	FONDS PARTICULIERS des TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX.	MONTANT DE LA DETTE FLOTTANTE (en moyenne).
1871 à 1884..	222,081,527f 90c	1,021,906,654f 32c	143,708,942f 69c	1,387,697,124f 91c
1885 à 1900..	106,811,291 22	903,377,185 10	59,239,394 19	1,069,427,870 51

RESUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES,

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	ACTIF			PASSIF.		
	RÉALISABLE (encaisse des comptables, fonds en dépôt à la Banque de France; créances actives).	DÉCOUVERTS et avances du Trésor.	TOTAL ÉGAL au passif.	DETTE FLOTTANTE du Trésor.	BUDGETS et services spéciaux.	TOTAL du passif.
au 1er janvier 1871..	"	"	"	"	"	"
au 1er janvier 1872..	1,383,994,379f 85c	659,290,569f 19c	2,043,284,949f 04c	1 090,763,177f 13c	952,521,771f 91c	2,043,284,949f 04c
au 1er janvier 1873..	2,070,372,101 79	659,201,225 54	2,729,573,327 33	1,326,512,188 40	1,403,061,138 93	2,729,573,327 33
au 1er janvier 1874..	956,029,850 98	741,076,182 65	1,697,106,033 63	1,157 785,382 98	539,320,650 65	1,697,106,033 63
au 1er janvier 1875..	884,868,056 17	785,591,771 93	1,670,459,828 10	1,021,691,739 26	648,768,088 84	1,670,459,828 10
au 1er janvier 1876..	1,136,809,322 12	850,006,052 16	1,986,815,374 28	1,359,307,724 53	627,507,649 75	1,986,815,374 28
au 1er janvier 1877..	1,041,688,995 38	808,843,145 97	1,850,532,141 35	1,084,891,386 20	765,640,755 15	1,850,532,141 35
au 1er janvier 1878..	980,745,136 65	809,211,923 72	1,789,957,060 37	1,101,878,682 60	688,078,377 77	1,789,957,060 37
au 1er janvier 1879..	1,519,749,045 96	809,214,319 04	2,328,963,365 00	1,191,901,474 10	1,137,061,890 90	2,328,963,365 00
au 1er janvier 1880..	1,618,461,012 28	809,214,670 04	2,427,675,682 32	1,206,499,193 21	1,221,176,489 11	2,427,675,682 32
au 1er janvier 1881..	1,646,032,606 99	809,214,661 64	2,455,247,268 63	1,529,584,617 18	925,662,651 45	2,455,247,268 63
au 1er janvier 1882..	1,712,358,747 47	809,214,661 64	2,521,573,409 11	1,736,344,567 48	785,228,841 63	2,521,573,409 11
au 1er janvier 1883..	2,129,325,770 04	809,214,661 64	2,938,540,431 68	2,336,835,384 21	601,705,047 47	2,938,540,431 68
au 1er janvier 1884...	1,706,113,296 06	851,762,136 95	2,557,875,433 01	1,896,067,106 65	661,808,326 36	2,557,875,433 01

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.

ACTIF. *Développement de l'Actif réalisable du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. — CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. — Numéraire — au Trésor.	à la Banque de France.	en dépôt à la banque d'Algérie.	en dépôt aux banques dépositaires de Londres.	Portefeuille.	COMPTABLES extérieurs.	TOTAL.	SOLDE DÉBITEUR du compte des mouvements de fonds.	BUDGETS EN COURS d'exécution présentant des excédents de dépenses.	CRÉANCES À RECOUVRER. — ÉVALUATION des créances douteuses.	SERVICES SPÉCIAUX. — Divers.	Emprunt grec.	TOTAL.	TOTAL DE L'ACTIF réalisable du Trésor.
Au 1er janvier 1871.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1872.	24,226,783f 51c	170,573,995f 26c	»	»	295,122,190f 25	131,458,378f 37c	621,381,347f 39c	30,995,284f 52c	»	25,588,[illegible]84f 43c	104,097,117f 14c	29,610,024f 91c	731,617,747f 94c	1,383,994,379f 85c
1873.	29,485,364 72	279,938,978 83	»	»	845,813,959 11	131,272,166 70	1,286,510,469 36	37,804,330 08	»	28,306,[illegible]36 01	122,382,611 69	29,871,900 11	746,057,302 35	2,070,372,101 79
1874.	16,804,635 88	164,183,256 75	»	»	135,258,530 06	143,732,023 85	459,978,446 54	16,943,604 57	»	18,373,[illegible]61 61	133,660,144 63	29,691,663 31	479,107,799 87	956,029,850 98
1875.	23,017,665 34	173,545,272 82	»	»	132,259,670 13	147,440,864 35	476,263,472 64	11,475,124 13	»	6,741,[illegible]87 73	183,389,997 71	29,494,735 31	397,129,459 40	884,868,056 17
1876.	27,771,178 63	178,075,275 24	»	»	194,877,023 20	138 370,120 36	539,093,597 43	14,981,740 04	»	6,098,[illegible]22 21	217,221,981 67	29,294,735 31	582,733,984 65	1,136,809,322 12
1877.	24,792,622 62	100,118,141 22	»	»	159,851,634 83	135,018,305 96	419,780,704 63	11,609,074 79	»	6,081,[illegible]32 85	184,265,426 97	29,094,735 31	610,299,215 96	1,041,688,995 38
1878.	19,925,286 11	198,032,794 71	»	»	112,931,668 77	124,538,598 68	455,428,348 27	3,989,175 40	»	107,868,[illegible]37 54	244,885,374 13	28,894,735 31	521,327,612 98	930,745,136 65
1879.	18,141,835 93	197,469,901 92	12,400,924f 93c	»	323,549,532 30	117 755,325 43	669,326,520 51	1,058,356 26	»	197,452,[illegible]07 88	497,581,175 43	28,694,735 31	849,364,169 19	1,519,749,045 96
1880.	28,239,991 08	282,007,318 85	11,313,661 86	»	225,900,227 17	144,291,968 66	691,753,167 62	4,168,750 04	»	108,368,[illegible]10 11	658,701,295 11	28,494,735 31	922,539,094 62	1,618,461,012 28
1881.	29,760,513 28	145,438,202 45	14,229,612 22	»	122,387,947 93	117,905,747 55	429,722,023 43	37,556,501 47	»	171,604,[illegible]36 71	824,037,504 15	28,294,735 31	1,178,754,082 09	1,646,032,606 99
1882.	22,262,591 27	366,777,503 84	30,491,264 33	»	244,067,569 43	162,080,399 85	825,679,328 72	4,648,777 72	70,668,301f 92c	147,591,[illegible]54 02	366,701,750 79	28,094,735 31	811,362,339 11	1,712,358,747 47
1883.	19,200,673 85	269,721,278 15	27,205,166 26	32,551,540f 99c	169,587,555 06	167,385,672 66	685,651,886 97	7,667,638 15	122,253,511 58	151,402,[illegible]78	801,109,689 08	27,894,735 31	1,313,752,733 34	2,129,325,770 04
1884.	13,116,364 31	67,307,255 00	30,427,319 48	28,411,505 64	148,798,666 81	179,422,825 85	467,483,937 09	7,280,114 62	46,930,440 13	187,792,[illegible]63	615,005,403 73	27,694,735 31	1,184,418,804 22	1,706,113,296 06

ACTIF. *Développement des Découverts et Avances du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR. — DÉCOUVERTS antérieurs à 1852.	DÉCOUVERTS et avances de 1852 à 1869.	DÉCOUVERTS et avances de 1870 à 1884.	TOTAL.
Au 1er janvier 1871.	»	»	»	»
1872.	655,416,014f 59c	52,178,978f 09c	A déduire : *48,304,423f 49c*	659,290,569f 19c
1873.	655,416,014 59	52,178,918 09	A déduire : *48,393,707 14*	659,201,225 54
1874.	655,416,014 59	52,136,591 92	33,523,576 14	741,076,182 65
1875.	655,416,014 59	52,136,544 89	78,039,212 45	785,591,771 93
1786.	655,416,014 59	52,136,544 89	142,453,492 68	850,006,052 16
1877.	655,416,014 59	68,933,082 84	84,494,048 54	808,843,145 97
1878.	672,748,490 53	53,244,170 10	83,219,263 09	809,211,923 72
1879.	672,750,897 85	53,244,158 10	83,219,263 09	809,214,319 04
1880.	672,750,897 85	53,244,158 10	83,219,614 09	809,214,670 04
1881.	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1882.	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1883.	672,750,897 85	53,244,149 70	83,219,614 09	809,214,661 64
1884.	672,750,897 85	53,244,149 70	125,767,089 40	851,762,136 95

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.

PASSIF. — *Développement de la dette du Trésor.*

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	EFFETS À PAYER. — BONS DU TRÉSOR — remis à la Banque de France.	Bons 2-10, 3-10. et 5-10 ans.	remis à divers. — Bons ordinaires.	Bons à 5 ans.	TOTAL des bons du Trésor.	TRAITES du caissier-payeur central du Trésor sur lui-même.	EFFETS DIVERS. (Annuités, obligations et mandats des comptables.)	TOTAL
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"	"	"	"	
1872.	(A)8,000,000 00 68,137,500 00	23 736,600 00	112,344,116 11	"	212,218,216 11	43,006,200 00	48,412,147 41	303,636,[illegible]
1873.	63,062,500 00	24,264,350 00	156,542,182 59	"	243,869,032 59	41,862,350 00	14,446,149 80	300,177,[illegible]
1874.	190,562,500 00	24,366,800 00	305,118,061 47	"	520,047,361 47	33,479,050 00	9,060,689 46	562,587,[illegible]
1875.	62,062,500 00	24,367,800 00	298,232,672 52	"	384,662,972 52	17,086,350 00	8,111,600 60	409,860,[illegible]
1876.	61,387,500 00	24,367,800 00	224,952,932 08	108,011,500 00	418,719,732 08	26,297,732 27	10,090,571 18	455,108,[illegible]
1877.	60,845,000 00	24,367,800 00	90,440,357 22	"	175,653,157 22	11,060,003 69	6,227,750 33	192,940,[illegible]
1878.	60,750,000 00	2,640,000 00	36,614,390 33	"	100,004,390 33	20,429,453 66	5,168,617 74	125,602,[illegible]
1879.	60,161,750 00	151,100 00	48,754,079 30	"	109,066,929 30	9,258,400 00	5,880,579 37	124,205,[illegible]
1880.	60,000,000 00	81,600 00	3,620,954 87	"	63,702,554 87	12,353,617 32	13,094,715 36	89,150,[illegible]
1881.	120,000,000 00	19,800 00	3,006,607 47	"	123,026,407 47	18,391,750 00	12,818,190 76	154,236,[illegible]
1882.	99,603,000 00	18,600 00	58,513,373 72	"	158,134,973 72	16,458,924 36	16,113,545 28	190,707,[illegible]
1883.	99,603,000 00	17,800 00	3,423,131 75	"	103,043,931 75	17,542,300 00	17,615,805 91	138,202,[illegible]
1884.	140,000,000 00	"	134,910,203 25	"	274,910,203 25	16,828,700 00	78,831,447 84	370,570,[illegible]

ÉPOQUES	COMPTES COURANTS ET FONDS EN DÉPÔT. — [illegible]ES et [illegible]ements [illegible]ics.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne.	CAISSE des dépôts, s/c de la caisse de la dotation de l'armée.	CAISSE des dépôts, s/c de fonds non employés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	DIVERS CORPS de troupes de la guerre et de la marine.	CRÉDIT FONCIER de France.	DIVERS correspondants.	TOTAL.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1871.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1872.	[illegible]890 06	58,342,530 76	31,583,840 66	20,205,165 10	"	6,037,264 96	5,775,346 18	323,146,191 73	709,413,229 45
1873.	[illegible]933 67	13,792,054 18	2,705,188 38	21,133,829 76	"	4,031,398 48	5,864,639 86	652,084,233 66	943,816,307 99
1874.	[illegible]841 37	93,999,459 13	827,759 52	4,705,563 71	"	2,957,317 19	5,066,768 89	171,569,049 37	513,826,759 18
1875.	[illegible]868 25	82,401,909 95	30,544,533 45	3,866,823 35	"	2,869,481 32	16,067,770 42	68,153,084 03	475,970,470 77
1876.	[illegible]210 75	127,510,693 83	106,097,434 06	8,088,415 65	"	4,279,406 35	17,068,786 97	148,444,943 26	776,001,890 87
1877.	[illegible]455 29	114,792,479 66	110,107,407 98	4,859,464 79	"	5,724,700 00	14,869,818 76	141,304,473 68	785,013,800 16
1878.	[illegible]065 05	81,946,237 61	246,268,678 81	5,072,313 44	"	7,831,000 00	4,470,866 04	129,896,849 61	870,238,610 56
1879.	[illegible]328 81	145,557,711 93	187,816,338 69	5,408,402 02	"	6,404,500 06	441,014 03	185,410,209 17	934,086,504 65
1880.	[illegible]633 05	156,878,643 02	249,376,655 21	5,676,073 04	"	6,576,500 00	"	159,779,667 47	992,439,171 79
1881.	[illegible]256 93	205,107,781 98	377,309,588 19	5,941,896 36	"	6,886,000 00	2,256 01	256,811,118 61	1,192,523,898 08
1882.	[illegible]408 56	195,572,981 66	508,960,360 67	6,104,719 44	"	8,049,000 00	"	318,674,057 37	1,337,592,527 70
1883.	[illegible]475 13	265,305,155 86	(A) 968,439,902 76	6,248,875 70	"	9,758,500 00	"	336,679,206 64	1,935,881,116 09
1884.	[illegible]562 22	316,649,273 09	(B) 166,866,008 73	"	"	9,154,817 68	20,000,000 00	436,908,814 87	1,288,055,576 59

(A) Bons remis à la Banque d'Algérie en 1871.

[illegible]mpris 9,231,612 fr. 90 à la Caisse nationale d'épargne.

[illegible]mpris 14,853,031 fr. 17 à la Caisse nationale d'épargne.

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.

Suite du *Développement de la Dette flottante.* PASSIF.

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Avances des comptables. — Trésoriers-payeurs généraux.	Avances des comptables. — Divers comptables.	Avances des comptables. — Total.	Total de la dette flottante du Trésor.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"
1872.	77,560,054 55	153,329 61	77,713,384 16	1,090,763,177 13
1873.	82,402,314 65	116,033 37	82,518,348 02	1,326,512,188 40
1874.	81,226,691 53	144,831 34	81,371,522 87	1,157,785,382 98
1875.	135,753,141 84	107,203 53	135,860,345 37	1,021,691,739 26
1876.	128,074,374 73	123,423 40	128,197,798 13	1,359,307,724 53
1877.	106,850,971 68	85,703 12	106,936 674 80	1,084,891,386 20
1878.	105,918,726 74	118,883 57	106,037,610 31	1,101,878,682 60
1879.	133,586,397 72	22,663 06	133,609,060 78	1,191,901,474 10
1880.	124,883,387 75	25,746 12	124,909,133 87	1,206,499,193 21
1881.	182,811,370 79	13,000 08	182,824,370 87	1,529,584,617 18
1882.	208,032,649 85	11,946 57	208,044,596 42	1,736,344,567 48
1883.	262,708,518 88	43,711 58	262,752,230 46	2,336,835,384 21
1884	237,421,370 79	19,808 18	237,441,178 97	1,896,067,106 65

Développt sur les Budgets et les Services spéciaux. PASSIF.

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Budgets en cours d'exécution présentant des excédents de recette.	Services spéciaux. — Capitaux de cautionnements en numéraire.	Services spéciaux. — Divers.	Excédents de recette sur les budgets et les services spéciaux.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1871.	"	"	"	"
1872.	465,611,913 43	79,207,105 11	407,702,753 37	952,521,771 [illegible]
1873.	477,140,312 26	77,137,100 17	848,783,726 50	1,403,061,138 [illegible]
1874.	65,939,381 31	78,647,555 77	394,733,713 57	539,320,650 [illegible]
1875.	250,837,699 82	80,383,358 76	317,547,030 26	648,768,088 [illegible]
1876.	389,029,279 59	82,534,859 68	155,943,510 48	627,507,649 [illegible]
1877.	480,803,813 45	85,424,205 93	199,412,735 77	765,640,755 [illegible]
1878.	475,875,101 61	90,433,944 01	121,769,332 15	688,078,377 [illegible]
1879.	635,814,285 67	315,211,028 50	186,036,576 73	1,137,061,890 [illegible]
1880.	684,717,282 62	98,184,897 39	438,274,309 10	1,221,176,489 [illegible]
1881.	368,073,019 99	107,313,812 74	450,275,818 72	925,662,651 [illegible]
1882.	221,625,990 66	97,865,720 27	465,737,130 70	785,228,841 [illegible]
1883.	264,981,493 59	94,681,469 63	242,042,084 25	601,705,047 [illegible]
1884	159,807,660 26	92,526,413 69	409,474,252 41	661,808,326 [illegible]

Tableau résumé des Causes *et de la* Composition *de la Dette flottante du Trésor.*

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Causes de la dette flottante. — Découverts et avances du Trésor.	Différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recette des budgets et des services spéciaux. (*Voir le développement spécial à la page suivante.*) — Excédent de l'actif réalisable du Trésor. — À ajouter.	Différence — Excédent des budgets et des services spéciaux. — À déduire.	Total des besoins de trésorerie à couvrir par la Dette flottante.	Composition de la dette flottante. — Bons du Trésor.	Effets divers à payer, comptes courants et fonds en dépôt.	Avances des comptables.	Montant de la Dette flottante.
	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1871.	"	"	"	"	"	"	"	"
1872.	659 290,569 19	431,472,607 94	"	1,090,763,177 13	212,218,216 11	800,831,576 86	77,713,384 16	1,090,763,177 13
1873.	659,201,225 54	667,310,962 86	"	1,326,512,188 40	243,869,032 59	1,000,124,807 79	82,518,348 02	1,326,512,188 40
1874.	741,076,182 65	416,709,200 33	"	1,157,785,382 98	520,047,361 47	556,366,498 64	81,371,522 87	1,157,785,382 98
1875.	785,591,771 93	236,099,967 33	"	1,021,691,739 26	384,662,972 52	501,168,421 37	135,860,345 37	1,021,691,739 26
1876.	850,006,052 16	509,301,672 37	"	1,359,307,724 53	418,719,732 08	812,390,194 32	128,197,798 13	1,359,307,724 53
1877.	808,843,145 97	276,048,240 23	"	1,084,891,386 20	175,653,157 22	802,301,554 18	106,936,674 80	1,084,891,386 20
1878.	809,211,923 72	292,666,758 88	"	1,101,878,682 60	100,004,390 33	895,836,681 96	106,037,610 31	1,101,878,682 60
1879.	809,214,319 04	382,687,155 06	"	1,191,901,474 10	109,066,929 30	949,225,484 02	133,609,060 78	1,191,901,474 10
1880.	809,214,670 04	397,284,523 17	"	1,206,499,193 21	63,702,554 87	1,017,887,504 47	124,909,133 87	1,206,499,193 21
1881.	809,214,661 64	720,369,955 54	"	1,529,584,617 18	123,026,407 47	1,223,733,838 84	182,824,370 87	1,529,584,617 18
1882.	809,214,661 64	927,129,905 84	"	1,736,344,567 48	158,134,973 72	1,370,164,997 34	208,044,596 42	1,736,344,567 48
1883.	809,214,661 64	1,527,620,722 57	"	2,336,835,384 21	103,043,931 75	1,971,039,222 00	262,752,230 46	2,336,835,384 21
1884.	851,762,136 95	1,044,304,969 70	"	1,896,067,106 65	274,910,203 25	1,383,715,724 43	237,441,178 97	1,896,067,106 65
Totaux.	10,211,055,982 11	7,829,006,641 82	"	18,040,062,623 93	2,887,059,862 68	13,284,786,506 22	1,868,216,255 03	18,040,062,623 93
		7,829,006,641f 82c						
Moyenne sur 13 années.	785,465,844 77	602,231,280 14	"	1,387,697,124 91	222,081,527 90	1,021,906,654 32	143,708,942 69	1,387,697,124 91

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES.

(PÉRIODE DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1884.)

Développement justificatif du résultat exprimant, dans le Tableau résumé des causes et de la composition de la Dette flottante du Trésor (page précédente), *la différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recette des budgets et des services spéciaux.*

ÉPOQUES AUXQUELLES LES SITUATIONS SONT ARRÊTÉES.	ACTIF réalisable DU TRÉSOR.	EXCÉDENT DE RECETTE DES BUDGETS et des services spéciaux.	DIFFÉRENCES ENTRE LES DEUX TERMES CI-CONTRE.	
			Excédent de l'actif réalisable du Trésor.	Excédent des budgets et des services spéciaux.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Au 1er janvier 1871	"	"	"	"
Au 1er janvier 1872	1,383,994,379 85	952,521,771 91	431,472,607 94	"
Au 1er janvier 1873	2,070,372,101 79	1,403,061,138 93	667,310,962 86	"
Au 1er janvier 1874	956,029,850 98	539,320,650 65	416,709,200 33	"
Au 1er janvier 1875	884,868,056 17	648,768,088 84	236,099,967 33	"
Au 1er janvier 1876	1,136,809,322 12	627,507,649 75	509,301,672 37	"
Au 1er janvier 1877	1,041,688,995 38	765,640,755 15	276,048,240 23	"
Au 1er janvier 1878	980,745,136 65	688,078,377 77	292,666,758 88	"
Au 1er janvier 1879	1,519,749,045 96	1,137,061,890 90	382,687,155 06	"
Au 1er janvier 1880	1,618,461,012 28	1,221,176,489 11	397,284,523 17	"
Au 1er janvier 1881	1,646,032,606 99	925,662,651 45	720,369,955 54	"
Au 1er janvier 1882	1,712,358,747 47	785,228,841 63	927,129,905 84	"
Au 1er janvier 1883	2,129,325,770 04	601,705,047 47	1,527,620,722 57	"
Au 1er janvier 1884	1,706,113,296 06	661,808,326 36	1,044,304,969 70	"
TOTAUX	18,786,548,321 74	10,957,541,679 92	7,829,006,641 82	"
			7,829,006,641f 82c	
MOYENNE sur 13 années	1,445,119,101 67	842,887,821 53	602,231,280 14	

RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES.

(PÉRIODE DU 1er JANVIER 1884 AU 1er JANVIER 1900.)

Tableau récapitulatif de l'Actif et du Passif réels du Trésor public.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	ACTIF.				PASSIF.		
	DÉCOUVERTS et créances dont la régularisation est ajournée.	AVANCES à rembourser par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	SERVICES DÉBITEURS.	TOTAL de l'actif.	DETTE FLOTTANE du Trésor.	SERVICES créanciers.	TOTAL du passif.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	1,348,737,889 31	4,718,819 665 32	961,344,514 04	7,028,902,068 67	1,189,351,097 87	5,839,550,970 80	7,028,902,068 67
Au 1er janvier 1886.	1,432,831,892 67	5,175,239,863 92	961,230 567 18	7,569,302,323 77	1,294,408,939 08	6,274,893,384 69	7,569,302,323 77
Au 1er janvier 1887.	931,317,810 86	5,052,754,844 78	1,210,849,932 67	7,194,922,588 31	1,009,775,455 10	6,185,147,133 21	7,194,922,588 31
Au 1er janvier 1888.	1,050,361,248 45	5,207,355,213 21	1,132,774,929 10	7,390,491,390 76	955,095,447 84	6,435,395,942 92	7,390,491,390 76
Au 1er janvier 1889.	988,843,762 76	5,282,600,222 92	1,369,085,850 58	7,640,529,836 26	914,843,196 04	6,725,686,640 22	7,640,529,836 26
Au 1er janvier 1890.	988,844,992 76	5,296,558,826 77	1,392,140,146 90	7,677,543,966 43	998,645,170 41	6,678,898,796 02	7,677,543,966 43
Au 1er janvier 1891.	972,626,518 61	5,237,503,263 90	1,324,957,388 24	7,535,087,170 75	1,098,652,786 40	6,436,434 384 35	7,535,087,170 75
Au 1er janvier 1892.	972,639,587 36	4,953,520,072 53	1,582,069,167 24	7,508,228,827 13	977,790,919 82	6 530,437,907 31	7,508,228,827 13
Au 1er janvier 1893.	972,641,438 89	4,645,768,453 28	1,529,829,743 70	7,148,239,635 87	957,556,556 50	6,190,683,079 37	7,148,239,635 87
Au 1er janvier 1894.	987,304,197 17	4,621,218,944 84	1,251,292,782 45	6,859,815,924 46	1,146,889,546 63	5,712,926,377 83	6,859,815,924 46
Au 1er janvier 1895.	1,071,815,292 99	4,692,770,182 22	1,345,774,702 04	7,110,360,177 25	1,291,341,804 45	5,819,018,372 80	7,110,360,177 25
Au 1er janvier 1896.	1,093,652,549 06	4,933,760,500 21	1,163,175,078 08	7,190,588,127 35	1,143,607,550 65	6,046,980,576 70	7,190,588,127 35
Au 1er janvier 1897.	1,111,556,008 56	4,941,170,918 09	1,165,024,684 49	7,217,751,611 14	1,070,767,064 76	6,146,984,546 38	7,217,751,611 14
Au 1er janvier 1898.	1,160,063,910 82	4,877,310,854 09	1,143,865,603 63	7,181,240,368 54	991,920,773 60	6,189,319,594 94	7,181,240,368 54
Au 1er janvier 1899.	1,160,224,434 44	4,857,711,866 45	1,152,909,679 66	7,170,845,980 55	1,015,492,734 47	6,155,353 246 08	7,170,845,980 55
Au 1er janvier 1900.	1,168,528,122 03	4,918,220,468 28	1,225,549,866 20	7,312,298,456 51	1,054,706,884 57	6,257,591,571 94	7,312,298,456 51

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1ER JANVIER 1884 AU 1ER JANVIER 1900.

ACTIF.

Développement de l'Actif réalisable du Trésor.

ÉPOQUES auxquelles les SITUATIONS sont arrêtées.	VALEURS DE CAISSE ET DE PORTEFEUILLE. — CAISSIER-PAYEUR CENTRAL DU TRÉSOR PUBLIC. — Numéraire — au Trésor.	à la Banque de France.	en dépôt à la Banque d'Algérie.	Portefeuille.	COMPTABLES extérieurs. — Payeur de la Dette jusqu'en 1895 inclus.	TOTAL.	AVANCES À REMBOURSER par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunts.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
Au 1er janvier 1885....	8,691,345 45	150,775,418 51	34,731,400 09	56,207,804 47	127,307,660 38	377,713,628 90	4,718,819,[illegible]
Au 1er janvier 1886...	11,971,375 60	131,630,223 50	30,083,059 10	49,781,261 71	129,181,825 05	352,647,744 96	5,175,239,[illegible]
Au 1er janvier 1887..	12,732,837 60	274,377,733 49	26,426,479 18	72,308,896 12	126,158,767 82	512,004,714 21	5,052,754,[illegible]
Au 1er janvier 1888...	11,651,332 77	158,584,077 35	16,978,747 30	81,720,116 58	106,043,783 60	374,978,057 60	5,207,353,[illegible]
Au 1er janvier 1889...	10,940,046 24	264,891,556 19	21,289,060 15	55,130,437 34	115,121,534 48	467,372,634 40	5,282,600,[illegible]
Au 1er janvier 1890...	13,543,284 59	296,627,294 28	32,853,136 15	52,512,298 82	108,908,760 07	504,444,773 91	5,296,558,[illegible]
Au 1er janvier 1891...	13,037,482 25	176,966,749 26	18,687,488 60	56,112,345 78	103,628,494 97	368,432,560 86	5,237,503,[illegible]
Au 1er janvier 1892...	14,051,887 01	293,518,461 13	31,027,896 19	55,227,054 19	123,738,811 73	517,564,110 25	4,953,520,[illegible]
Au 1er janvier 1893...	10,777,325 36	230,222,874 07	43,051,168 36	86,477,368 87	119,209,746 55	489,738,483 21	4,645,768,[illegible]
Au 1er janvier 1894...	9,059,788 37	158,191,748 12	59,369,238 52	52,125,549 31	107,779,272 69	386,525,597 01	4,621,218,[illegible]
Au 1er janvier 1895...	12,353,292 79	169,598,196 65	54,874,824 65	53,384,157 11	122,612,922 34	412,823,393 54	4,692,770,[illegible]
Au 1er janvier 1896...	15,037,730 16	231,195,921 56	34,899,434 19	67,333,945 16	133,575,075 93	482,042,107 00	4,933,760,[illegible]
Au 1er janvier 1897...	9,364,911 19	281,625,465 01	44,431,529 70	52,058,052 51	128,250,519 23	515,730,477 64	4,941,170,[illegible]
Au 1er janvier 1898...	8,096,071 50	321,518,528 65	34,698,513 79	53,102,952 08	143,532,931 78	560,948,997 80	4,877,310,[illegible]
Au 1er janvier 1899...	11,413,569 68	321,539,112 39	15,031,129 66	47,820,192 77	149,384,744 86	545,188,749 36	4,857,711,[illegible]
Au 1er janvier 1900...	10,437,034 67	334,706,017 57	37,747,984 47	51,615,806 61	161,496,729 68	596,003,573 00	4,918,220,[illegible]

ACTIF.

Développement des Découverts et Avances du Trésor et des créances irrécouvrables.

...VICES ...TRIEURS.	TOTAL DE L'ACTIF réalisable du Trésor.	ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	DÉCOUVERTS ET AVANCES DU TRÉSOR — DÉCOUVERTS des régimes antérieurs à 1871.	DÉCOUVERTS et avances de 1871 à 1899.	TOTAL.	AVANCES et créances dont la régularisation est ajournée.	TOTAL DES DÉCOUVERTS et créances dont la régularisation est ajournée.
fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
...00,885 14	5,680,164,179 36	Au 1er janvier 1885....	725,995,017 55	101,681,988 83	827,677,036 38	521,060,852 93	1,348,737,889 31
...82,822 22	6,136,470,431 10	Au 1er janvier 1886....	725,994,910 75	191,600,284 17	917,595,194 92	515,236,697 75	1,432,831,892 67
...65,218 40	6,263,604,777 45	Au 1er janvier 1887...	753,089,646 06	A déduire : *303,911,044 25* 449,178,601 8[illegible]		482,139,209 0[illegible]	931,317,810 86
...96,911 50	6,340,130,182 31	Au 1er janvier 1888...	784,053,824 64	A déduire : *179,482,723 04* 604,571,101 60		445,790,146 85	1,050,361,248 45
...13,216 18	6,651,686,073 50	Au 1er janvier 1889...	1,011,868,610 62	A déduire : *164,689,330 81* 847,179,279 8[illegible]		141,664,482 95	988,843,762 76
...03,372 99	6,688,698,973 67	Au 1er janvier 1890...	1,011,868,610 62	A déduire : *164,689,330 81* 847,179,279 81		141,665,712 95	988,844,992 76
...24,827 38	6,562,460,652 14	Au 1er janvier 1891...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96* 830,960,605 66		141,665,912 95	972,626,518 61
...35,056 99	6,535,589,239 77	Au 1er janvier 1892...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96* 830,960,605 66		141,678,981 70	972,639,587 36
...91,260 49	6,175,598,196 98	Au 1er janvier 1893...	1,011,868,610 62	A déduire : *180,908,004 96* 830,960,605 66		141,680,833 23	972,641,438 89
...7,185 44	5,872,511,727 29	Au 1er janvier 1894...	1,011,868,610 62	A déduire : *166,245,357 92* 845,623,252 70		141,680,944 47	987,304,197 17
...31,308 50	6,038,544,884 26	Au 1er janvier 1895...	1,011,868,610 62	A déduire : *81,734,262 10* 930,134,348 52		141,680,944 47	1,071,815,292 99
...22,971 08	6,096,935,578 29	Au 1er janvier 1896...	1,011,868,610 62	A déduire : *59,188,077 15* 952,680,533 47		140,972,015 59	1,093,652,549 06
...,206 85	6,106,195 602 58	Au 1er janvier 1897...	1,011,868,610 62	A déduire : *41,284,617 65* 970,583,992 97		140,972,015 59	1,111,556,008 56
...,605 83	6,021,176,457 72	Au 1er janvier 1898...	1,011,868,610 62	A déduire : *32,776,715 39* 979,091,895 23		180,972,015 59	1,160,063,910 82
...,930 30	6 010,621,546 11	Au 1er janvier 1899...	1,011,868,610 62	A déduire : *32,616,191 77* 979,252,418 85		180,972,015 59	1,160,224,434 44
...,293 20	6,143,770,334 48	Au 1er janvier 1900...	1,011,868,610 62	A déduire : *24,177,748 18* 987,690,862 44		180,837,259 59	1,168,528,122 03

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1884 AU 1er JANVIER 1900.

PASSIF.

Développement de la Dette flottante du Trésor.

ÉPOQUES auxquelles LES SITUATIONS sont arrêtées.	EFFETS À PAYER.			COMPTES COURANTS FONDS EN DÉPOT.												FONDS particuliers des trésoriers-payeurs généraux.	TOTAL DE LA DETTE flottante du Trésor.
	BONS du Trésor remis à divers particuliers. (Bons ordinaires.)	MANDATS sur le Trésor tirés par les trésoriers généraux et les autres comptables.	TOTAL des effets à payer.	COMMUNES et établissements publics.	SERVICE DÉPARTEMENTAL.	CAISSE des dépôts et consignations, s/c courant avec le Trésor.	CAISSE DES DÉPÔTS et consignations, s/c de fonds non employés des caisses d'épargne privées et de la Caisse nationale d'épargne.	CAISSE des dépôts, s/c de fonds non employés de la Caisse des retraites de la vieillesse.	TRÉSORIER général des invalides de la marine.	DIVERS CORPS de troupes de la Guerre et de la Marine.	CRÉDIT FONCIER de France.	GOUVERNEMENT beylical.	CORRESPONDANTS du Trésor. (Trésoriers-payeurs généraux et caissier central.)	AUTRES correspondants.	TOTAL.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	113,813,804 05	15,710,201 21	129,524,005 26	346,017,623 34	"	234,684,576 83	281,001,983 81	35,505,72[illegible]	[illegible]212 66	9,837,424 97	"	12,121,329 17	50,021,673 18	636,410 67	979,479,957 29	80,347,135 32	1,189,351,097 87
Au 1er janvier 1886.	47,435,060 50	14,766,891 58	62,201,952 08	321,298,650 15	"	230,424,414 32	443,461,474 59	70,614,[illegible]	[illegible]163 53	8,982,169 66	"	4,503,142 90	47,603,487 25	685,545 88	1,138,457,129 23	93,749,857 77	1,294,408,939 08
Au 1er janvier 1887.	31,791,787 40	8,814,518 18	40,606,305 58	337,963,758 37	"	234,589,129 08	197,787,340 80	62,026,88[illegible]	[illegible]485 20	10,216,361 93	"	6,607,393 46	36,429,794 54	1,080,528 73	891,209,690 14	77,959,459 38	1,009,775,455 10
Au 1er janvier 1888.	17,160,867 20	9,291,251 90	26,452,119 10	342,116,372 25	"	236,893,574 52	183,594,488 15	41,530,86[illegible]	[illegible]015 29	11,233,663 49	"	9,404,261 09	29,736,189 18	1,893,325 84	861,149,743 72	67,493,585 02	955,095,447 84
Au 1er janvier 1889.	53,353,487 70	15,125,065 08	68,478,552 78	341,859,429 98	"	231,695,646 49	128,087 147 40	47,330,03[illegible]	"	12,425,994 34	"	8,979,444 07	21,012,516 51	1,262,708 24	792,652,921 44	53,711,721 82	914,843,190 04
Au 1er janvier 1890.	28,274,821 86	11,762,329 37	40,037,151 23	371,568,628 65	"	300,229,534 53	144,394,470 24	46,543,33[illegible]	"	13,738,331 72	"	2,704,876 20	23,402,711 29	1,206 092 82	903,788,004 89	54,820,014 29	998,645,170 41
Au 1er janvier 1891.	109,395,160 90	12,416,922 54	121,812,083 44	364,245,514 69	"	329,853,033 07	142,292,322 10	49,021,40[illegible]	[illegible]659 59	14,803,062 95	"	5,320,319 31	16,049,839 79	1,067,531 07	927,980,676 07	48,860,026 89	1,098,652,786 40
Au 1er janvier 1892.	44,260,189 05	15,848,344 32	60,117,533 37	364,091,565 41	"	274,571,191 84	146,041,567 78	46,111,93[illegible]	[illegible]268 61	14,592,661 30	"	4,329,561 84	14,821,096 00	1,145,044 19	871,919,901 31	45,753,485 14	977,790,919 82
Au 1er janvier 1893.	43,518,317 05	1 925 674 15	45,443,991 20	369,832,472 96	"	290,064,041 76	140,778,942 37	17,074,50[illegible]	[illegible]517 40	13,457,247 69	"	6,614,750 95	14,908,853 80	887,180 71	860,341,807 79	51,770,757 51	957,556,556 50
Au 1er janvier 1894.	204,364,860 65	13,180,523 60	217,545,384 25	375,074,459 21	87,703,301 24	196,050,814 24	139,721,660 59	29,764,14[illegible]	[illegible]335 07	14,410,450 00	5,000,000 00	7,644,872 49	14,221,025 76	747,099 70	875,717,115 23	53,627,047 15	1,146,889,546 63
Au 1er janvier 1895.	216,883,275 80	446,318 55	217,329,594 35	405,657,025 48	85,657,260 86	288,694,999 56	125,441,424 14	45,635,03[illegible]	[illegible]543 03	15 893,100 00	22,392,973 60	4,797,322 34	13,160,935 08	1,460,599 94	1,014,166,220 13	59,845,989 97	1,291,341,804 45
Au 1er janvier 1896.	199,876,777 18	5,663,249 51	205,540,026 69	381,372,916 23	83,129,320 65	197,085,027 74	120,157,782 78	47,558,08[illegible]	[illegible]094 68	12,878,537 36	18,834,610 85	3,168,582 05	12,689,479 71	2,051,509 81	885,634,948 45	52,432,575 51	1,143,607,550 65
Au 1er janvier 1897.	164,726,277 18	12,269,955 46	176,996,232 64	354 299,610 91	82,657,280 72	167,414,181 44	142,442,789 58	46,617,60[illegible]	[illegible]463 22	13,342,222 00	11,758,608 62	2,042,888 17	11,485,747 13	2,854,208 67	840,351,003 08	53,419,829 04	1,070,767,064 76
Au 1er janvier 1898.	97,583,977 18	11,963,519 80	109,547,496 98	362,508,350 89	76,420,833 74	163,457,227 19	132,880,134 98	49,053,54[illegible]	[illegible]342 91	14,867,604 48	8,174,110 62	1,976,051 63	11,198,617 76	2,271,487 84	827,442,416 19	54,930,860 43	991,920,773 60
Au 1er janvier 1899.	78,273,100 58	8,875,430 20	87,148,530 78	327,314,009 92	77,353,317 96	213,008,266 52	145,170,990 52	47,950,562 [illegible]	[illegible]399 05	14,106,593 00	5,285,347 28	4,151,972 96	33,543,609 90	1,830,004 46	874,198,174 33	54,146,029 36	1,015,492,734 47
Au 1er janvier 1900.	98,661,900 58	1,537,799 24	100,199,699 82	342,229,641 25	80,769,707 90	245,641,123 72	142,171,697 89	44,525,468 [illegible]	[illegible]628 91	15,292,813 00	114,469 36	4,348,230 86	27,922,334 23	2,058,136 86	909,545,252 34	44,961,932 41	1,054,706,884 57

Suite du RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES, DU 1er JANVIER 1884 AU 1er JANVIER 1900.

Tableau résumé des Causes *et de la* Composition *de la Dette flottante du Trésor.*

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Causes de la dette flottante. — Découverts et avances du Trésor.	Avances et créances dont la régularisation est ajournée.	Avances à rembourser par les budgets ultérieurs ou sur des fonds d'emprunt.	Différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs. (Voir le développement spécial à la page suivante.) *A déduire.*	Total des besoins de trésorerie à couvrir par la Dette flottante.	Composition de la dette flottante. — Effets à payer. (Bons du Trésor et mandats sur le Trésor.)	Comptes courants et fonds en dépôt.	Fonds particuliers des trésoriers-payeurs généraux.	Montant de la Dette flottante.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Au 1er janvier 1885.	827,677,036 38	521,060,852 93	4,718,819,665 32	4,878,206,456 76	1,189,351,097 87	129,524,005 26	979,479,057 29	80,347,135 32	1,189,351,097 87
1886.	917,595,194 92	515,236,697 75	5,175,239,863 92	5,313,662,817 51	1,294,408,939 08	62,201,952 08	1,138,457,129 23	93,749,857 77	1,294,408,939 08
1887	449,178,601 81	482,139,209 05	5,052,754,844 78	4,974,297,200 54	1,009,775,455 10	40,606,305 58	891,209,690 14	77,959,459 38	1,009,775,455 10
1888.	604,571,101 60	445,790,146 83	5,207,355,213 21	5,302,621,013 82	955,095,447 84	26,452,119 10	861,149,743 72	67,493,585 02	955,095,447 84
1889.	847,179,279 81	141,664,482 95	5,282,600,222 92	5,356,600,789 64	914,843,196 04	68,478,552 78	792,652,921 44	53,711,721 82	914,843,196 04
1890.	847,179,279 81	141,665,712 95	5,296,558,826 77	5,286,758,649 12	998,645,170 41	40,637,151 23	903,788,004 89	54,820,014 29	998,645,170 41
1891.	830,960,605 66	141,665,912 95	5,237,503,265 90	5,111,476,996 11	1,098,652,786 40	121,812,083 44	927,930,676 07	48,860,026 89	1,098,652,786 40
1892.	830,960,605 66	141,678,981 70	4,953,520,072 53	4,948,368,740 07	977,790,919 82	60,117,533 37	871,919,901 31	45,753,485 14	977,790,919 82
1893.	830,960,605 66	141,680,833 23	4,645,768,453 28	4,660,853,335 67	957,556,556 50	45 443,991 20	860,341,807 79	51,770,757 51	957,556,556 50
1894.	845,623,252 70	141,680,944 47	4,621,218,944 84	4,461,633,595 38	1,146,889,546 63	217,545,384 25	875,717,115 23	53,627,047 15	1,146,889,546 63
1895.	930,134,348 52	141,680,944 47	4,692,770,182 22	4,473,243,670 76	1,291,341,804 45	217,329,594 35	1,014,166,220 13	59,845,989 97	1,291,341,804 45
1896.	952,680,533 47	140,972,015 59	4,933,760,500 21	4,883,805,498 62	1,143,607,550 65	205,540,026 69	885,634,948 45	52,432,575 51	1,143,607,550 65
1897.	970,583,992 97	140,972,015 59	4,941,170,918 09	4,981,959,861 89	1,070,767,064 76	176,996,232 64	840,351,003 08	53,419,829 04	1,070,767,064 76
1898.	979,001,895 25	180,972,015 59	4,877,310,854 09	5,045,453,991 31	991,920,773 60	109,547,496 98	827,442,416 19	54,930,860 43	991,920,773 60
1899.	979,252,418 85	180,972,015 59	4,857,711,866 45	5,002,443,566 42	1,015,492,734 47	87,148,530 78	874,198,174 33	54,146,029 36	1,015,492,734 47
1900.	987,690,862 44	180,837,259 59	4,918,220,468 28	5,032,041,705 74	1,054,706,884 57	100,199,699 82	909,545,252 34	44,961,932 41	1,054,706,884 57
Totaux.	13,631,319,615 49	3,780,670,041 25	79,412,284,160 81	79,713,427,889 36	17,110,845,928 19	1,708,980,659 55	14,454,034,961 63	947,830,307 01	17,110,845,928 19
	96,824,273,817f 55c								
Moyenne sur 16 années	851,957,475 96	236,291,877 58	4,963,267,760 05	4,982,089,243 08	1,069,427,870 51	106,811,291 22	903,377,185 10	59,239,394 19	1,069,427,870 51
	6,051,517,115 5[illegible]								

Développement justificatif du résultat exprimant, dans le Tableau résumé des causes et de la composition de la Dette flottante du Trésor (page précédente), *la différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs.*

Époques auxquelles les situations sont arrêtées.	Actif. — Services débiteurs. (Page 791) Pour les opérations du présent compte.	Passif. — Services créanciers. (Page 791) Pour les opérations du présent compte.	Différences entre les deux termes ci-contre. — Excédent des services créanciers (*à déduire de l'actif*).	Excédent des services débiteurs (*à ajouter à l'actif*).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Au 1er janvier 1885	961,344,514 04	5,839,550,970 80	4,878,206,456 76	"
Au 1er janvier 1886	961,230,567 18	6,274,893,384 69	5,313,662,817 51	"
Au 1er janvier 1887	1,210,849,932 67	6,185,147,133 21	4,974,297,200 54	"
Au 1er janvier 1888	1,132,774,929 10	6,435,395,942 92	5,302,621,013 82	"
Au 1er janvier 1889	1,369,085,850 58	6,725,686,640 22	5,356,600,789 64	"
Au 1er janvier 1890	1,392,140,146 90	6,678,898,796 02	5,286,758,649 12	"
Au 1er janvier 1891	1,324,957,388 24	6,436,434,384 35	5,111,476,996 11	"
Au 1er janvier 1892	1,582,069,167 24	6,530,437,907 31	4,948,368,740 07	"
Au 1er janvier 1893	1,529,829,743 70	6,190,683,079 37	4,660,853,335 67	"
Au 1er janvier 1894	1,251,292,782 45	5,712,926,377 83	4,461,633,595 38	"
Au 1er janvier 1895	1,345,774,702 04	5,819,018,372 80	4,473,243,670 76	"
Au 1er janvier 1896	1,163,175,078 08	6,046,980,576 70	4,883,805,498 62	"
Au 1er janvier 1897	1,165,024,684 49	6,146,984,546 38	4,981,959,861 89	"
Au 1er janvier 1898	1,143,865,603 63	6,189,319,594 94	5,045,453,991 31	"
Au 1er janvier 1899	1,152,909,679 66	6,155,353,246 08	5,002,443,566 42	"
Au 1er janvier 1900	1,225,549,866 20	6,257,591,571 94	5,032,041,705 74	"
Totaux	19,911,874,636 20	99,625,302,525 56	79,713,427,889 36	"
			79,713,427,889f 36c	
Moyennes sur 16 années	1,244,492,164 77	6,226,581,407 85	4,982,089,243 08	"

COMPTES

DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

I.

GARANTIES D'INTÉRÊTS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER ET AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

II.

APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

III.

SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

IV.

ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

V.

EMPRUNT GREC.

VI.

DÉBETS ET CRÉANCES.

VII.

FONDS DE CONCOURS.

I

COMPTE

DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

AU 31 DÉCEMBRE 1899

1°

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS, ALGÉRIENS ET TUNISIENS;

2°

À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS;

3°

AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

1°

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS

AUX COMPAGNIES

DE CHEMINS DE FER FER FRANÇAIS, ALGÉRIENS ET TUNISIENS.

Aux termes des conventions passées avec les compagnies de chemins de fer, les payements que l'État fait à ces compagnies, à titre de garantie d'intérêt, sont des *avances* dont il doit être remboursé avec les intérêts simples à 4 p. o/o sur les produits nets des lignes auxquelles s'applique la garantie, dès que ces produits nets dépassent l'intérêt garanti.

Il convient dès lors de tenir un compte courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État provisoirement ou définitivement, augmentées des intérêts ; de l'autre, le montant des sommes versées par les compagnies, soit à titre de remboursements quand les produits nets ont dépassé le revenu garanti, soit à titre de reversements quand les avances provisoirement faites par l'État ont été reconnues trop fortes.

Mais il convient de séparer des diverses avances faites par l'État aux compagnies de chemins de fer celles qui ont été allouées aux Compagnies de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans et du Midi, antérieurement aux conventions de 1883. Des conditions particulières ont été en effet insérées dans les conventions de 1883, en ce qui concerne le remboursement de ces dernières avances. On en présentera le montant dans un tableau spécial dont la dernière colonne rappelle les clauses inscrites dans les conventions et fait connaître la situation actuelle du remboursement. Quant aux autres avances, la situation en est donnée en capital et intérêts au 31 décembre 1899, d'après les comptes établis par le Ministère des Travaux publics, de concert avec la Direction du Mouvement général des fonds et après communication aux compagnies.

Le compte de la garantie d'intérêt se divise donc en deux parties :

1re Partie. — Ancienne dette des compagnies soumises au régime des conventions de 1883.

2e Partie. — Compte courant de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1899.

Ce dernier compte embrasse l'ensemble des réseaux français, algérien et tunisien. Il fait ressortir :

En ce qui concerne les compagnies signataires des conventions de 1883, le montant des avances

faites par l'État pour les exercices postérieurs à la mise en application des conventions, sauf pour la Compagnie P.-L.-M. qui, aux termes d'une convention spéciale du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, a compensé le montant de sa dette envers l'Etat, pour son réseau principal, avec les annuités représentatives d'avances faites par elle en vertu de la convention de 1883.

En ce qui concerne les compagnies non soumises au régime des conventions de 1883, le montant des avances de l'État depuis l'origine sauf : 1° pour la Compagnie P.-L.-M., ligne du Rhône au Mont-Cenis, incorporée dans le réseau principal, et pour la Compagnie de chemins de fer départementaux (réseau du Vivarais); ces deux compagnies ont obtenu remise de leurs dettes de garantie. (Conventions des 14 juin 1897 et 6 février 1898, approuvées par les lois des 18 février et 25 mars 1898); 2° pour la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France qui est soumise à un régime spécial. Voir au Compte général des finances de l'année 1895 la note de la page 940.

Il convient de remarquer, en outre, que le taux d'intérêt des avances faites ou à faire par l'État à la Compagnie du Midi, à partir du 1er juillet 1898, à titre de garantie d'intérêt, a été abaissé à 3 p. 0/0. (Art. 3 de la convention du 3 novembre 1896, approuvée par la loi du 27 novembre 1897. — Rachat par l'État du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne.)

Les opérations effectuées pendant l'année 1899 sont développées dans une série de tableaux annexes.

OBSERVATIONS.

Sauf pour les exercices 1871 et 1872, la garantie a toujours été payée en capital; chaque compte est *débité* de tous les payements faits par le Trésor et *crédité* de tous les reversements et remboursements faits par les compagnies, valeur à la date à laquelle ces opérations ont été effectuées.

Les intérêts sont calculés en prenant l'année pour le nombre exact des jours.

Les garanties dues pour les années 1871 et 1872 aux compagnies de l'Est, d'Orléans et du Midi [1] ont été converties en annuités à la charge de l'État. Le compte a été débité du montant de la garantie pour chacun de ces deux exercices avec valeur à la date à laquelle correspond le point de départ des annuités.

(1) Pour l'Ouest, les garanties de 1871 et 1872 ont été payées en capital le 7 avril 1879.

1re Partie. — ANCIENNE DETTE DES COMPAGNIES SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

Situation, en capital et intérêts, des sommes avancées par l'État aux Compagnies de l'Est, d'Orléans, de l'Ouest et du Midi, à titre de garantie d'intérêt, pour les années d'exploitation antérieures à l'application des conventions de 1883.

COMPAGNIES.		SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1882 (voir pages 944 et 945 du Compte général de 1892). Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	Solde.	OPÉRATIONS EFFECTUÉES DU 31 DÉCEMBRE 1882 jusqu'à la signature des conventions (voir les développements page 806.) Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	SITUATION AU MOMENT de la signature des conventions.	OPÉRATIONS POSTÉRIEURES À LA SIGNATURE DES CONVENTIONS (voir les développements, page 806). Avances de l'État.	Reversements et remboursements des Compagnies.	SITUATION DÉFINITIVE de l'ancienne dette des Compagnies.	SITUATION ACTUELLE DU REMBOURSEMENT DE L'ANCIENNE DETTE. Pour les développements, voir le compte général des opérations se rattachant à l'exécution des conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883, présenté en conformité de l'article 76 de la loi de finances du 26 janvier 1892.)
Est	Capital	115,239,292f 10c	307,390f 49c								Est. — Aux termes de l'article 8 de la convention du 11 juin 1883, cette dette doit être compensée avec les dépenses de premier établissement incombant à l'État pour les travaux de superstructure des lignes concédées à la Compagnie et pour divers travaux d'agrandissement et de modification des gares de jonction. L'État a fait abandon de cette dette à la Compagnie, qui a accepté cet abandon, comme représentant *à forfait* la part contributive de l'État dans lesdits travaux. La dette de la Compagnie ayant été ainsi remplacée par une *obligation de faire*, il n'y a plus lieu d'en suivre le compte en argent.
	Intérêts	41,190,224 19	4,378,756 89								
	Total	156,429,516 29	4,686,147 38	151,743,368f 91c	"	1,106,817f 44c	150,636,551	"	"	150,636,551f 47c	
Orléans	Capital	173,212,168 03	6,558,640 93		158,683f 19c	122,499 96		"	2,393,058f 74c		Orléans. — Conformément à l'article 7 de la convention du 28 juin 1883, la dette contractée par la Compagnie envers l'État par suite des avances reçues à titre de garantie d'intérêt a cessé de porter intérêt à partir du 1er janvier 1884. Aux termes du même article, modifié ultérieurement par l'article 2 de la convention du 17 mai 1886, cette dette doit être remboursée et éteinte par compensation avec les dépenses de toute nature faites par la Compagnie au compte de l'État sur les nouvelles lignes. D'après l'arrêté ministériel en date du 13 août 1896, la somme totale de 209,670.402 fr. 46 a été entièrement remboursée par la Compagnie de 1884 à 1889 inclus.
	Intérêts	63,817,811 93	16,587,129 00		"	8,521,512 01		6,664,579f 95c	"		
	Total	237,029,979 96	23,145,769 93	213,884,210 03	158,683 19	8,644,011 97	205,398,881	6,664,579 95	2,393,058 74	209,670,402 46	
Ouest	Capital	186,661,401 66	2,652,113 52								Ouest. — Aux termes de l'article 8 de la convention du 17 juillet 1883, la dette indiquée comme s'élevant à 189,809,288 fr. 14 en capital et à 50,886,187 fr. 43 en intérêts, doit être compensée avec diverses dépenses à la charge de l'État que la Compagnie s'est engagée à prendre à son compte jusqu'à concurrence de 160 millions. Moyennant les dépenses à faire ainsi par la Compagnie et qui doivent comprendre les frais généraux, les frais de personnel et l'intérêt des capitaux pendant la construction, l'État a fait abandon de sa dette à la Compagnie. D'après les écritures de la Compagnie, les dépenses inscrites au compte dit des 160 millions atteignaient, au 31 décembre 1899, 144,881,743 fr. 89.
	Intérêts	51,544,473 12	658,285 68								
	Total	238,205,874 78	3,310,399 20	234,895,475 58	5,871,456 80	"	240,766,932			240,766,932 38	
Midi	Capital	40,403,449 02	3,824,582 53		8,565 34	3,942,853 82		"	"		Midi. — Aux termes de l'article 11 de la convention du 9 juin 1883, la Compagnie devait payer à l'État, en 1884, 8,600,000 francs par trimestre, soit 34,400,000 francs pour l'année entière. La partie représentant, en capital et intérêts, le solde de la dette contractée par la Compagnie envers l'État, du chef de la garantie d'intérêt stipulée dans les conventions antérieures, a été fixée, par l'arrêté ministériel du 1er mars 1887, à 34,387,322 fr. 40. Moyennant ce versement, la Compagnie a été dûment libérée de sa dette au 31 décembre 1884. Le reliquat de 12,677 fr. 60 a été considéré, aux termes du même article 11, comme une avance en argent, remboursable au moyen d'annuités.
	Intérêts	11,832,645 78	10,936,838 84		487,060 23	1,382,867 17		2,745,802 61	1,003,058 22		
	Total	52,236,094 80	14,761,421 37	37,474,673 43	495,625 57	5,325,720 99	32,644,578	2,745,802 61	1,003,058 22	34,387,322 40	
Ensemble	Capital	515,516,310 81	13,342,727 47		"	"		"	"		
	Intérêts	168,385,155 02	32,561,010 41		"	"		"	"		
	Total	683,901,465 83	45,903 737 88	637,997,727 95	6,525,765 56	15,076,550 40	629,446,943	9,410,382 56	3,396,116 96	635,461,208 71	

DÉVELOPPEMENTS À L'APPUI DU COMPTE PRÉCÉDENT.

Opérations postérieures au 31 décembre 1882.

EST. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à.....		151,743,368f 91c
Le 4 mai 1883, la Compagnie a effectué un remboursement de..... représentant, d'après ses écritures, l'excédent de recettes de l'Exercice 1882.		1,106,817 44
Le solde du compte courant a été ainsi ramené à.....		150,636,551 47
chiffre indiqué à l'article 8 de la convention du 8 juin 1883.		
ORLÉANS. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à.		213,884,210 03
Il a été successivement modifié par deux séries d'opérations, les unes antérieures, les autres postérieures à la convention du 28 juin 1883.		
Opérations antérieures à la convention. — L'État a versé à la Compagnie, le 22 juin 1883, le solde de la garantie de 1879, s'élevant à.....		158,683 19
soit ensemble.....		214,042,893 22
De son côté, la Compagnie a reversé, le 8 février 1883, une somme de.....	122,499f 96c	
qu'elle avait reçue en trop sur la garantie de 1878, plus les intérêts de cette somme, calculés du 8 mai 1879, date du versement de l'Etat, au 7 février 1883, soit.....	18,405 20	
Elle a, en outre, effectué, le 25 avril 1883, un remboursement de.....	8,503,106 81	
représentant, d'après ses écritures, l'excédent de recettes de l'Exercice 1882.		
ENSEMBLE.....	8,644,011 97	8,644,011 97
Le solde du compte courant a été ainsi ramené au chiffre de.....		205,398,881 25
concordant, à un centime près, avec le solde mentionné par l'article 7 de la convention du 28 juin 1883.		
Opérations postérieures à la convention. — Les intérêts en compte courant pendant l'année 1883 se sont balancés au profit de l'Etat par un solde de.....		(1) 6,664,579 95
et ont porté la dette de la Compagnie à.....		212,063,461 20
Mais un remboursement de.....		2,393,058 74
effectué le 30 avril 1884 et représentant, d'après les écritures de la Compagnie, l'excédent de recettes de l'Exercice 1883 a finalement réduit le solde à.....		209,670,402 46

(1) Chiffre provisoire : le décompte des intérêts sera revisé lors du règlement définitif des opérations relatives au remboursement de la dette de la Compagnie d'Orléans.

OUEST. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à...		234,895,475f 58c
L'État a versé à la Compagnie :		
1° A titre de provisions sur la garantie de 1882,		
le 19 mars 1883	5,000,000f	
le 16 juillet 1883	800,000	
ENSEMBLE	5,800,000	5,800,000 00
2° Par suite de rectifications prescrites par un arrêt du Conseil d'État en date du 26 janvier 1883 (payements du 21 mai),		
Supplément de garantie pour l'exercice 1875	26,499f 84c	
Intérêts de ladite somme	6,014 37	
Supplément de garantie pour l'exercice 1877	35,043 67	
Intérêts de ladite somme	2,223 59	
Intérêts sur une somme de 49,314 fr. 12 indûment rejetée du compte d'exploitation de 1877 et rétablie au compte de 1878	1,675 33	
ENSEMBLE	71,456 80	71,456 80
Le solde du compte courant a été ainsi porté au chiffre de		240,766,932 38

MIDI. — Le solde du compte courant au 31 décembre 1882 s'élevait à...		37,474,673 43
Depuis cette époque, l'État a versé à la Compagnie :		
le 12 avril 1883, à titre de complément de garantie pour 1877		4,676 92
le 18 avril 1883, à titre de complément de garantie pour 1878		3,888 42
De plus, les intérêts en compte courant du 1er janvier au 20 avril 1883 ont été :		
au débit, de	487,060f 23c	
au crédit, de	64,853 64	
et se sont balancés au profit de l'État par un solde de	422,206 59	422,206 59
SOIT, au total		37,905,445 36
De son côté, la Compagnie a remboursé :		
le 20 février 1883, à titre d'acompte sur l'excédent de recettes de 1882	(1) 4,000,000f 00c	
le 20 avril 1883, à titre de solde provisoire de cet excédent de recettes	(2) 1,260,867 35	
ENSEMBLE	5,260,867 35	5,260,867 35
Le solde au 30 avril 1883 était ainsi de		32,644,578 01
Les intérêts en compte courant depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1884, date de l'extinction de la dette de la Compagnie, ont été :		
au débit, de	2,745,802f 61c	
au crédit, de	1,003,058 22	
et se sont balancés au profit de l'État par un solde de	1,742,744 39	1,742,744 39
La dette de la Compagnie a été ainsi fixée par l'arrêté ministériel du 1er mars 1887 à		34,387,322 40

(1) Ce payement a été imputé pour 1,100,247 fr. 73 cent. au compte intérêts et pour le surplus, soit 2,899,752 fr. 27 c. au compte capital.

(2) Ce payement a été imputé pour 217,765 fr. 80 cent. au compte intérêts et pour le surplus, soit 1,043,101 fr. 55 c., au compte capital.

2E PARTIE. — COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT AU 31 DÉCEMBRE 1899.

1° Nouvelle dette des compagnies signataires des conventions de 1883.
2° Dette des compagnies non soumises au régime des conventions de 1883.

COMPAGNIES.	LIGNES.	AVANCES FAITES AUX COMPAGNIES.					REVERSEMENTS OU REMBOURSEMENTS DES COMPAGNIES.					DIFFÉRENCE DUE PAR LES COMPAGNIES.			OBSERVATIONS.
		COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1898.	PAYEMENTS en capital effectués en 1899.	COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1899.	COMPTE INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	CAPITAL au décembre 1898.	REVERSEMENTS en capital effectués en 1899.	COMPTE CAPITAL au 31 décembre 1899.	COMPTE INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	COMPTE CAPITAL.	COMPTE INTÉRÊT.	ENSEMBLE.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
FRANCE.															
Régime des conventions de 1883	Est	153,259,317f 90c	8,033,451f 59c	161,292,769f 49c	46,399,799f 94c	207,692,569f 43c	707f 74c	"	644,707f 74c	312,616f 15c	957,323f 89c	160,648,061f 75c	46,087,183f 79c	206,735,245f 54c	
	Ouest	198,022,959 59	8,800,000 00	206,822,959 59	56,613,421 99	263,436,381 58	"	"	"	"	"	206,822,959 59	56,613,421 99	263,436,381 58	
	Orléans	144,587,624 69	"	144,587,624 69	51,562,444 03	196,150,068 72	774 99	"	146,774 99	3,474,875 35	3,621,650 34	144,440,849 70	48,087,568 68	192,528,418 38	
	Midi	166,847,406 98	1,500,000 00	168,347,406 98	49,820,922 97	218,168,329 95	410 14	"	18,410 14	969 93	19,380 07	168,328,996 84	49,819,953 04	218,148,949 88	
	TOTAL	662,717,309 16	18,333,451 59	681,050,760 75	204,396,588 93	885,447,349 68	892 87	"	809,892 87	3,788,461 43	4,598,354 30	680,240,867 88	200,608,127 50	880,848,995 38	
Sud de la France		2,241,948 12	74,961 60	2,316,909 72	"	2,316,909 72	"	"	"	"	"	2,316,909 72	"	2,316,909 72	
Départementaux	Réseau des Charentes et des Deux-Sèvres	323,000 00	458,000 00	781,000 00	35,270 03	816,270 03	"	"	"	"	"	781,000 00	35,270 03	816,270 03	
Économiques		6,061,360 22	1,040,000 00	7,101,360 22	996,242 72	8,097,602 94	"	"	"	"	"	7,101,360 22	996,242 72	8,097,602 94	
	Ensemble pour la France	671,343,617 50	19,906,413 19	691,250,030 69	205,428,101 68	896,678,132 37	892 87	"	809,892 87	3,788,461 43	4,598,354 30	690,440,137 82	201,639,640 25	892,079,778 07	
ALGÉRIE.															
Paris-Lyon-Méditerranée	Oran à Alger et Constantine à Philippeville	33,719,422 51	372,293 55	34,091,716 06	24,833,559 28	58,925,275 34	200 72	"	218,426 72	1,159,743 31	1,378,170 03	33,873,289 34	23,673,815 97	57,547,105 31	
Bône-Guelma et prolongements.	Bône à Guelma	8,317,903 84	234,243 23	8,552,147 07	"	8,552,147 07	210 25	100,000f 00c	210,526 28	"	210,526 28	8,341,620 79	"	8,341,620 79	Arrêté du Ministre des Travaux publics.
	Prolongements en Algérie	85,096,584 04	4,790,081 24	89,886,665 28	32,073,304 05	121,959,969 33	"	"	"	"	"	89,886,665 28	32,073,304 05	121,959,969 33	
	TOTAL	93,414,487 88	5,024,324 47	98,438,812 35	32,073,304 05	130,512,116 40	210 28	100,000 00	210,526 28	"	210,526 28	98,228,286 07	32,073,304 05	130,301,590 12	
Est-Algérien	Constantine à Setif (compte spécial de la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886)	6,367,558 36	"	6,367,558 36	"	6,367,558 36	245 28	"	67,245 28	"	67,245 28	6,300,313 08	"	6,300,313 08	
	Alger à Constantine, El-Guerrah à Batna, Ménerville à Tizi-Ouzou, Batna à Biskra, Bougie à Beni-Mansour, les Ouled-Ramoun à Aïn-Beïda	117,198,903 02	10,302,176 01	127,501,079 03	35,501,858 36	163,002,937 39	597 58	"	48,597 58	25,820 29	74,417 87	127,452,481 45	35,476,038 07	162,928,519 52	
	TOTAL	123,566,461 38	10,302,176 01	133,868,637 39	35,501,858 36	169,370,495 75	842 86	"	115,842 86	25,820 29	141,663 15	133,752,794 53	35,476,038 07	169,228,832 60	
Ouest-Algérien		34,045,434 19	3,092,662 25	37,138,096 44	8,826,024 00	45,964,120 44	863 07	"	264,863 07	100,336 65	365,199 72	36,873,233 37	8,725,687 35	45,598,920 72	
Franco-Algérienne	Kralfallah à Méchéria, Aïn-Thizy à Mascara, Méchéria à Aïn-Sefra et Mostaganem à Tiaret	25,545,451 38	1,900,000 00	27,445,451 38	6,368,722 80	33,814,174 18	"	12,443 85	12,443 85	560 48	13,004 33	27,433,007 53	6,368,162 32	33,801,169 85	
	Ensemble pour l'Algérie	310,291,257 34	20,691,456 28	330,982,713 62	107,003,468 49	438,586,182 11	593 93	112,443 85	822,102 78	1,286,460 73	2,108,563 51	330,160,610 84	106,317,007 76	436,477,618 60	
TUNISIE.															
Bône-Guelma et prolongements	Tunis à la frontière algérienne et embranchements	49,240,886 26	1,982,916 57	51,223,802 83	21,831,922 57	73,055,725 40	4 95	"	4 95	3 57	8 52	51,223,797 88	21,831,919 00	73,055,716 88	
TOTAUX GÉNÉRAUX (France, Algérie et Tunisie)		1,030,875,761 10	42,580,786 04	1,073,456,547 14	334,863,492 74	1,408,320,039 88	1,594 75	112,443 85	1,632,000 60	5,074,925 73	6,706,926 33	1,071,824,546 54	329,788,567 01	1,401,613,113 55	

NOTE

au sujet du compte de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1899 aux Compagnies de chemins de fer français, algériens et tunisiens.

Le compte courant de la garantie d'intérêt aux Compagnies de chemins de fer d'intérêt général arrêté chaque année par le Ministère des Travaux publics, après avoir été vérifié par la Direction du Mouvement général des fonds, fournit la situation de chaque compagnie à l'égard de l'État et comprend les opérations de toute nature susceptibles d'affecter cette situation.

Les payements réellement effectués en 1899 par la Caisse centrale, soit	47,400,343f 85c
présentent avec les avances en capital inscrites au compte courant de la garantie desdites compagnies de chemins de fer (page 808, colonne 4)..	42,580,786 04
une différence *en plus* de.....	4,819,557 81

qui s'explique ainsi qu'il suit :

En vertu de la convention du 1er décembre 1894 (voir à ce sujet au compte général des Finances de 1895, page 940, la note faisant suite au développement du compte courant de la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France) les seules avances à faire figurer dans le compte de la Compagnie du Sud de la France sont les avances payées pour les insuffisances de l'exploitation des exercices antérieurs à 1895 et celles faites, à partir de 1895, pour la constitution d'un fonds de réserve.

Par suite, sur les payements effectués par l'État, au titre de la garantie d'intérêt, pendant l'année 1899 à cette compagnie et s'élevant à un total de.....	3,876,903f 13c
il ne figure au compte courant de la garantie que la somme de.....	74,961 60
représentant le versement, pour l'année 1898, applicable à la constitution du fonds de réserve.	
Il en résulte une différence *en moins* à la colonne 4, de.....	3,801,941 53
A reporter.....	3,801,941 53

Report..... 3,801,941f 53c

D'autre part, la convention du 6 février 1898, approuvée par la loi du 25 mars 1898, a fait disparaître le compte courant du réseau du Vivarais, concédé à la compagnie de chemins de fer départementaux.

Il s'ensuit qu'une somme de..... ..... 1,117,616 28
versée à cette compagnie, dans le courant de l'année 1899, au titre de la garantie due pour le réseau du Vivarais, s'ajoute à celle de 3,801,941 fr. 53

ci-dessus indiquée, ce qui donne un total de..... 4,919,557 81

Mais il convient de retrancher de ce total une somme de..... 100,000 00
payée en trop à la compagnie de Bône-Guelma (ligne de Bône à Guelma), en 1898, et qui a été reportée au compte courant des prolongements en Algérie, pour l'année 1899.

On obtient ainsi une différence *en plus* de..... 4,819,557 81
égale à celle constatée au début de la présente note entre le montant des payements de garantie réellement effectués, en 1899, et celui des avances en capital qui figure au compte courant des Compagnies de chemins de fer.

Les payements effectués en 1899 par la Caisse centrale du Trésor public pour les garanties d'intérêt se décomposent ainsi qu'il suit :

I. — *Réseau français.* — Payements effectués :

1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1898 (Travaux publics, 2e section, chap. 45)..... 6,038,238f 47c
2° Sur les crédits budgétaires de l'exercice 1899 (Travaux publics, 2e section, chap. 47)..... 18,787,732 53
} 24,825,971f 00c

II. — *Réseau algérien.* — Payements effectués :

1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1898 (Algérie, Travaux publics, chap. 1er)..... 706,297f 55c
2° Sur les crédits budgétaires de l'exercice 1899 (Algérie, Travaux publics, chap. 1er)..... 19,885,158 73
} 20,591,456 28

A reporter..... 45,417,427 28

Report.....		45,417,427f 28c
III. — *Réseau tunisien.* — Payements effectués :		
1° Sur le solde disponible des crédits budgétaires de l'exercice 1898 (Travaux publics, 2e section, chap. 48.).....	218,374f 93c	1,982,916 57
2° Sur les crédits budgétaires de l'exercice 1899 (Travaux publics, 2e section, chap. 49.).....	1,764,541 64	
TOTAL.....		47,400,343 85
En déduisant de cette somme la différence *en plus* arrêtée ainsi qu'il a été dit plus haut à.....		4,819,557 81
on obtient le total des sommes figurant à la colonne 4 du tableau de la page 808 et s'élevant à.....		42,580,786 04

GARANTIE D'INTÉRÊT.

DÉVELOPPEMENT

DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1899.

DÉBIT. — DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899. — CRÉDIT.

FRANCE. — § 1er. COMPAGNIES SOUMISES AU RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.

Compagnie des chemins de fer de l'Est.

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1898	153,259,317f 90c	.....	.....	40,085,328f 37c
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	6,130,372f 72c	
7 avril	Solde de la garantie de 1894	53.330 67	268	1,566 32	
27 avril	Provision sur la garantie de 1897	5,000,000 00	248	135.890 41	6,314,471 61
29 avril	Solde de la garantie de 1895	520,120 92	246	14,021 89	
1er septembre	Provision sur la garantie de 1898	2,460.000 00	121	32,620 27	
	Situation à la fin de 1899	161,292.769 49	.....	.....	46,399,799 98
	Total des avances	207,692.569f 43c			

Époques des versements.	Nature des reversements.	Capital. — Montant des reversements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1898	644,707f 74c	.....	.....	286.827f 84c
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	25,788f 31c	25,788 31
	Situation à la fin de 1898	644,707 74	.....	.....	312,616 15
	Total des reversements	957 323f 89c			

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1898	198,022,959f 59c	.....	.....	48,462,834f 09c
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	7,920,918f 38c	
18 avril	Provision sur la garantie de 1898	7,060,764 31	257	198,862 07	8,150,587 99
2 juin	Nouvelle provision sur la garantie de 1898	1,139,235 69	212	26,467 72	
26 octobre	4e acompte sur la garantie de 1894	600,000 00	66	4,339 73	
	Situation à la fin de 1899	206,822,959 59	.....	.....	56,613,421 99
	Total des avances	263,436,381f 58c			

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1898	"	.....	.....	"
1899	Néant	"	"	"	"
	Situation à la fin de 1899	"	.....	.....	"
	Total des reversements	"			

Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1898	144,587,624f 69c	.....	.....	45,778,939f 84c
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	5,783,504f 99c	5,783,504 99
	Situation à la fin de 1899	144,587,624 69	.....	.....	51,562,444 83
	Total des avances	196,150,068f 72c			

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1898	146,774f 99c	.....	.....	69.004f 35c
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	5,871f	3,405.871 00
11 décembre	Remboursement au compte d'intérêts sur l'excédent de produits nets de l'année 1898	"	"	3.400,000	
	Situation à la fin de 1899	146,774 99	.....	.....	3,474,875 35
	Total des reversements	3,621 650f 34c			

Compagnie des chemins de fer du Midi (*).

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1898	166,847,406f 98c	.....	.....	44,804,158f 29c
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	5,005,422f 21c	5,010,764 68
30 septembre	Provision sur la garantie de 1898	1,500,000 00	92	11,342 47	
	Situation à la fin de 1899	168,347,406 98	.....	.....	49,8 0,922 97
	Total des avances	218,168,329f 95c			

Époques des versements.	Nature des versements.	Capital. — Montant des versements.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Nombre de jours.	Intérêts à 4 p. 0/0. Partiels. Montant.	Intérêts à 4 p. 0/0. Totaux par année.
	Situation à la fin de 1898	18,410f 14c	.....	.....	417f 63c
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	552f 30c	552 30
	Situation à la fin de 1899	18,410 14	.....	.....	969 93
	Total des reversements	19.380f 07c			

(*) A partir du 1er juillet 1898 le taux des intérêts dus par la Compagnie des chemins de fer du Midi sur les avances de l'État qui était fixé à 4 p. 0/0 a été abaissé à 3 p. 0/0 (art. 3 de la convention du 3 novembre 1896 approuvée par la loi du 27 novembre 1897. Rachat par l'État du canal du Midi et du canal latéral à la Garonne.)

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

au 31 d

DÉBIT.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIO

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	FRANCE. — § 2. COMPAGNIES NON SOUMIS				
	Compagnie des chemi				
1899. 1er mai...	SITUATION PROVISOIRE à la fin de 1898.....	2,241,948f 12c			
	Versement de l'État pour l'année d'exploitation 1897 applicable à la constitution du fonds de réserve prévu par l'article 3 § 4 de la convention du 1er décembre 1894, approuvée par la loi du 26 juillet 1895.....	74,961 60			
	SITUATION provisoire à la fin de 1899.....	2,316,909 72			
	Compagnie de chemins de fer départemen				
1899.....	SITUATION à la fin de 1898.....	323,000f 00c	.....	.....	11,745f 4
6 janvier...	Intérêts pour 1899 du capital précédent.....	"	"	12,920f 00c	23,524 0
15 mai.....	Provision pour le 1er semestre 1898.....	157,000 00	359	6,176 77	
4 décembre..	Provision pour le 2e semestre 1898.....	159,000 00	230	4,007 67	
	Provision pour le 1er semestre 1899.....	142,000 00	27	420 16	
	SITUATION à la fin de 1899.....	781,000 00	.....	.....	35,270 0
	TOTAL des avances.....	816,270f 03c			
	Société générale des chemi				
1899.....	SITUATION à la fin de 1898.....	6,061,360f 22c	.....	.....	725,751f 0
29 avril....	Intérêts pour 1899 du capital précédent.....	"	"	242,454f 41c	270,491 0
	Provision sur la garantie de 1898.....	1,040,000 00	246	28,037 26	
	SITUATION à la fin de 1899.....	7,101,360 22	.....	.....	996,242 7
	TOTAL des avances.....	8,097,602f 94c			
	ALG				
	Compagnie des chemins de fer de Paris				
1899.....	SITUATION à la fin de 1898.....	33,719,422f 51c	.....	.....	23,477,584f 0
16 mars....	Intérêts pour 1899 du capital précédent.....	"	"	1,348,776f 90c	1,355,975 2
14 août....	Solde de la garantie de 1891.....	92,293 55	290	2,933 16	
	Provision sur la garantie de 1898.....	280,000 00	139	4,265 20	
	SITUATION à la fin de 1899.....	34,091,716 06	.....	.....	24,833,559 2
	TOTAL des avances.....	58,925,275f 34c			

CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

mbre 1899.

FECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Suite.)

CRÉDIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	RÉGIME DES CONVENTIONS DE 1883.				
	r du Sud de la France.				
.....	SITUATION à la fin de 1898.....	"	.....	.....	"
	Néant.....	"	"	"	"
	TOTAL des reversements à la fin de 1899.....	"	.....	.....	"
	eau des Charentes et des Deux-Sèvres.)				
.....	SITUATION à la fin de 1898.....	"	.....	.....	"
	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1899.....	"	.....	.....	"
	TOTAL des reversements.....	"			
	r économiques.				
.....	SITUATION à la fin de 1898.....	"	.....	.....	"
	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1899.....	"	.....	.....	"
	TOTAL des reversements.....	"			
	-Méditerranée (Réseau algérien).				
.....	SITUATION à la fin de 1898.....	218,426f 72c	.....	.....	1,042,864 63c
.....	Intérêts pour 1899 du capital précédent.....	"	"	8,737f 07c	116,878 68
10 mars....	Versement pour excédent de produit net de 1890 à imputer au compte intérêts.....	"	"	108,141 61	
	SITUATION à la fin de 1899.....	218,426 72	.....	.....	1,159,743 31
	TOTAL des reversements.....	1,378,170f 03c			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1899.

DÉBIT. — DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Suite.) — **CRÉDIT.**

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	ALGÉRIE.				
	Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien.				
	§ 1er. Ligne de Bône à Guelma et prolongements.				
	Ligne de Bône à Guelma.				
	Situation à la fin de 1898	8,317,903f 84c	Les sommes payées au concessionnaire à titre de garantie seront remboursées *sans intérêts*.		
1899, 25 juillet.	Provision sur la garantie de 1899 (1er semestre)	30,000 00			
7 octobre.	Solde provisoire de la garantie de 1894	108,591 73			
Idem.....	Solde provisoire de la garantie de 1895	95,651 50			
	Situation des avances à la fin de 1899	8,552,147 07			
	§ 2. Prolongements en Algérie.				
	Situation à la fin de 1898	85,096,584f 04c	.....	.....	28,546,567
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	3,403,863f 36c	
	Report d'une somme de 100,000 francs du compte-courant de la ligne de Bône à Guelma	100,000 00	"	"	
	Intérêt sur cette somme du 27 juillet au 31 décembre 1898	"	157	1,720 55	3,526,736
	——— pour l'année 1899	"	"	4,000 00	
27 janvier	Provision sur la garantie de 1898 (2e semestre)	1,931,000 00	338	71,526 36	
25 juillet	Provision sur la garantie de 1899 (1er semestre)	2,457,000 00	159	42,812 38	
7 octobre	Solde provisoire de la garantie de 1894 ..... 173,215f 46c Solde provisoire de la garantie de 1895 ..... 128,865 78	302,081 24	85	2,813 91	
	Situation à la fin de 1899	89,886,665 28	.....	.....	32,073,303
	Total des avances	121,959,969f 33c			
	Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien.				
	§ 1er. Ligne de Constantine à Sétif (période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
	Situation à la fin de 1898	6,367,558f 36c	Les sommes payées au concessionnaire à titre de garantie seront remboursées *sans intérêts*.		
1899	Néant	"			
	Total des avances à la fin de 1899	6,367,558 36			
	§ 2. Réseau entier (non compris les avances afférentes à la ligne de Constantine à Sétif pour la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
	Situation à la fin de 1898	117,198,903f 02c	.....	.....	30,402,882
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	4,687,956f 12c	
11 février	Provision sur la garantie de 1898	9,780,000 00	323	346,185 20	5,039,006
7 octobre	Solde de la garantie de 1895 ..... 258,335f 06c Solde de la garantie de 1896 ..... 263,840 95	522,176 01	85	4,864 10	
Idem.....					
	Situation à la fin de 1899	127,501,079 03	.....	.....	35,501,888
	Total des avances	163,002,937f 39c			

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0 — TOTAUX par année.
	ALGÉRIE. (Suite.)				
	Ligne de Bône à Guelma et prolongements.				
	Ligne de Bône à Guelma.				
	Situation à la fin de 1898	110,526f 28c			
	Report d'une somme de 100,000 francs au compte courant des prolongements en Algérie, ladite somme représentant l'excédent de la provision de 142,000 francs payée, pour la ligne de Bône à Guelma, le 27 juillet 1898 pour le 1er semestre de 1898 sur la provision due pour l'année entière	(A) 100,000 00			
	Situation à la fin de 1899	210,526 28			
	(A) Dans son rapport du 12 janvier 1899, la commission de vérification a fixé à.. la provision relative au 2e semestre 1898 pour les prolongements en Algérie; mais elle a déduit comme payés en trop le 27 juillet 1898 (1er semestre) pour la ligne de Bône à Guelma ..				2,031,000f 100,000
	Reste, pour le 2e semestre 1898, des prolongements en Algérie payés le 27 janvier 1899				1,931,000
	§ 2. Prolongements en Algérie.				
	Situation à la fin de 1898	"	.....	.....	"
	Néant	"	"	"	"
	Situation à la fin de 1899	"	.....	.....	"
	Total des reversements	"			
	Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien.				
	§ 1er. Ligne de Constantine à Sétif (période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
	Situation à la fin de 1898	67,245f 28c	.....	.....	"
	Néant	"	"	"	"
	Total des reversements à la fin de 1899	67,245 28	.....	.....	"
	§ 2. Réseau entier (non compris les avances afférentes à la ligne de Constantine à Sétif pour la période d'exploitation antérieure au 3 novembre 1886).				
	Situation à la fin de 1898	48,597f 58c	.....	.....	23,876f 39c
	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	1,943f 90c	1,943 90
	Situation à la fin de 1899	48,597 58	.....	.....	25,820f 29c
	Total des reversements	74,417f 87c			

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT (CAPITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 décembre 1899.

DÉBIT. — DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Suite.)

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	ALGÉRIE (Suite.)				
	Compagnie des chemins de l'Ouest-Algérien.				
	Réseau entier (y compris les avances afférentes à la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlat à Sidi-bel-Abbès pour la période d'exploitation antérieure au 1er janvier 1895).				
	SITUATION à la fin de 1898	34,045,434f 19c	.....	.....	7,405,643 [illegible]
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	1,361,817f 37c	
28 février	Provision sur la garantie de 1898 (2e semestre)	916,579 42	306	30,736 80	
5 juin	Provision sur la garantie de 1899 (1er trimestre). Ligne de Blidah à Berrouaghia	234,559 34	209	5,372 37	1,420,380 [illegible]
31 août	Provision sur la garantie de 1899 (1er semestre)	1,165,829 66	122	15,586 98	
16 septembre	Solde provisoire de la garantie de 1895	558,370 43	106	6,486 28	
15 décembre	Provision sur la garantie de 1899 (3e trimestre). Ligne de Blidah à Bérouaghia	217,323 40	16	381 06	
	SITUATION à la fin de 1899	37,138,096 44	.....	.....	8,826,024 [illegible]
	TOTAL des avances	45,964,120f 44c			
	Compagnie [illegible]-Algérienne.				
	SITUATION à la fin de 1898	25,545,451f 38c	.....	.....	5,312,304 [illegible]
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	1,021,818f 05c	
3 mars	Provision sur la garantie de 1898 (4e trimestre)	480,000 00	303	15,938 63	
5 juin	Provision sur la garantie de 1899 (1er trimestre)	490,000 00	209	11,223 01	1,056,418 [illegible]
31 août	Provision sur la garantie de 1899 (2e trimestre)	500,000 00	122	6,684 93	
15 décembre	Provision sur la garantie de 1899 (3e trimestre)	430,000 00	16	753 97	
	SITUATION à la fin de 1899	27,445,451 38	.....	.....	6,368,722 [illegible]
	TOTAL des avances	33,814,174f 18c			
	TUNISIE.				
	Compagnie des chemins de fer [illegible]ne à Guelma et prolongements.				
	§ 3. Tunis à la frontière [illegible]nne et embranchements.				
	SITUATION à la fin de 1898	49,240,886f 26c	.....	.....	19,818,227 [illegible]
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	1,969,635f 45c	
27 janvier	Provision sur la garantie de 1898 (2e semestre)	581,000 00	338	21,520 88	2,013,695 [illegible]
25 juillet	Provision sur la garantie de 1899 (1er semestre)	1,169,000 00	159	20,369 42	
7 octobre	Solde provisoire de la garantie de 1894 ..... 110,515f 60c Solde provisoire de la garantie de 1895 ..... 122,400 97	232,916 57	85	2,169 63	
	SITUATION à la fin de 1899	51,223,802 83	.....	.....	21,831,922 [illegible]
	TOTAL des avances	73,055,725f 40c			

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	ALGÉRIE (Suite.)				
	[illegible] l'Ouest-Algérien.				
	SITUATION à la fin de 1898	264,863f 07c	.....	.....	89,742f 13c
.....	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	10,594 52	10,594 52
	SITUATION à la fin de 1899	264,863 07	.....	.....	100,336 65
	TOTAL des reversements	365,199f 72c			
	Compa[illegible]-Algérienne.				
	SITUATION à la fin de 1898	"	.....	.....	"
[illegible] octobre	Reversement d'un excédent de 12,443 fr. 85 sur la garantie de 1894	12,443f 85c	85	115f 91c	560f 48c
[illegible]ctobre	Reversement des intérêts de cette même somme, courus depuis le 16 novembre 1898, jusqu'au 7 octobre 1899	"	"	444 57	
	SITUATION à la fin de 1899	12,443 85	.....	.....	560 48
	TOTAL des reversements	13,004f 33c			
	TUNISIE.				
	Compagnie des chemins de fer [illegible]ne à Guelma et prolongements.				
	§ 3. Tunis à la frontière [illegible]nne et embranchements.				
	SITUATION à la fin de 1898	4f 95c	.....	.....	3f 37c
.....	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	0f 20c	0 20
	SITUATION à la fin de 1899	4 95	.....	.....	3 57
	TOTAL des reversements	8f 52c			

2°

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

À LA COMPAGNIE

DU CHEMIN DE FER DE DAKAR À SAINT-LOUIS.

En vertu d'une convention du 30 octobre 1880, passée avec la Société de construction des Batignolles et approuvée par la loi du 29 juin 1882, les payements que l'État fait, au titre de la garantie d'intérêt afférente à la ligne de Dakar à Saint-Louis, sont des avances qui doivent donner lieu à remboursement, avec les intérêts simples à 4 p. 0/0, sur les produits nets de l'exploitation, toutes les fois qu'ils dépasseront le montant de la garantie de mille cent cinquante-quatre francs (1,154 fr.) par kilomètre.

Il convient, dès lors, de tenir un compte courant présentant, d'une part, le montant des avances faites par l'État provisoirement ou définitivement, augmentées des intérêts; de l'autre, le montant des sommes versées par le concessionnaire, soit à titre de remboursement, quand les produits nets ont dépassé le montant de la garantie de 1,154 francs par kilomètre, soit à titre de reversements quand les avances provisoirement faites par l'État ont été reconnues trop fortes.

Le montant des avances faites par l'État, pour la compagnie du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, est indiqué en capital et intérêts au 31 décembre 1899, d'après les comptes établis par le Ministère des Colonies, de concert avec la Direction du Mouvement général des fonds et après communication à la Compagnie.

Le tableau ci-annexé fait connaître la situation du compte courant des avances au 31 décembre 1898 et les opérations effectuées pendant l'année 1899.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE D'INTÉ[illegible]APITAL ET INTÉRÊTS À 4 P. 0/0)

au 31 [illegible]bre 1899.

CHEMIN DE FER [illegible]AR À SAINT-LOUIS.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRAT[illegible]CTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. TOTAUX par année.
	Situation à la fin de 1898	20,656,417f 03c	.....	.....	6,294,48[illegible]
1899	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	826,256f 68c	
10 mars	2e Acompte sur la garantie de 1898	806,000 00	296	26,145 31	
29 août	1er Acompte sur la garantie de 1899	150,000 00	124	2,038 35	854,[illegible]
7 novembre	Solde de la garantie de 1894	36,057 99	54	213 38	
7 novembre	Nouvel acompte sur la garantie de 1895	2,396 48	54	14 18	
	Situation à la fin de 1899	21,650,871 50	.....	.....	7,149,14[illegible]
	Total des avances		28,800,019f 71c		
	Différence due par la Compagnie (Arrêté du Ministre des Colonies du 10 mai 1900.)		28,307,232f 05c		

CRÉDIT.

ÉPOQUES des REVERSEMENTS.	NATURE DES REVERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. PARTIELS. Montant.	INTÉRÊTS À 4 P. 0/0. TOTAUX par année.
	Situation à la fin de 1898	365,373f 71c	.....	.....	112,799f 00c
.....	Intérêts pour 1899 du capital précédent	"	"	14,614f 95c	14,614 95
	Situation à la fin de 1899	365,373 71	.....	.....	127,413 95
	Total des reversements		492,787f 66c		

3°

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊT

AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

Les quatre entreprises d'hydraulique agricole ci-après désignées reçoivent des avances de l'État, sous forme de garantie d'intérêt, en vertu de conventions spéciales qui ont été passées avec chacune d'elles:

1° *La Compagnie de la Crau et des Marais de Fos* — (Conventions des 7 mai 1881 et 29 décembre 1888 approuvées par les lois des 9 août 1881 et 26 avril 1889);

2° *Le Syndicat du Canal de Gignac (Hérault)*. (Loi du 13 juillet 1882);

3° *La Société du Canal de la Bourne (Drôme)* — (Convention du 3 décembre 1879, approuvée par la loi du 19 juillet 1880);

4° *La Société du Canal de Pierrelatte (Drôme et Vaucluse)* — (Convention du 18 juin 1880, approuvée par la loi du 2 août 1880).

Les avances faites aux deux premières entreprises, celles de la Crau et du Canal de Gignac sont productives d'intérêts à 4 p. o/o par an. En ce qui concerne les sommes avancées, à titre de garantie d'intérêt, aux sociétés des Canaux de la Bourne et de Pierrelatte, le solde débiteur, à l'expiration de la période de garantie dont la durée est de 50 ans, sera seul productif envers l'État d'intérêts calculés au taux de 4 p. o/o par an.

Le tableau ci-annexé fait connaître, pour ces quatre entreprises, la situation des comptes courants au 1er janvier 1899, les opérations effectuées en 1899, ainsi que la situation des comptes au 1er janvier 1900.

COMPTE COURANT DE LA GARANTIE AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899.

DÉBIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des versements.	INTÉRÊTS A 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	Compagnie agricole du Crau et des marais de Fos.				
	SITUATION à la fin de 1898.....	5,181,541f 82c	.....	.....	1,047,232f [illegible]
1899.....	Intérêts pour 1899 du capital précédent.....	.....	365	207,261f 67c	
2 mars.....	Solde de la garantie de 1897.....	113,611 43	304	3,784 97	
5 avril.....	Acompte sur la garantie de 1897 (2e semestre).....	228,614 78	270	6,764 49	222,121 [illegible]
1er septembre..	Solde de la garantie de 1898.....	114,073 60	121	1,520 60	
11 septembre..	Acompte sur la garantie de 1899 (1er semestre).....	229,347 20	111	2,789 87	
	SITUATION à la fin de 1899.....	5,867,788 83	.....	.....	1,269,354 [illegible]
	TOTAL des avances.....	7,137,142f 95c			
	(Arrêté du Ministre de l'agriculture du 4 avril 1900.)				
	Syndicat du canal de Saignac (Hérault).				
	SITUATION à la fin de 1898.....	716,902f 30c	.....	.....	118,582f [illegible]
1899.	Intérêts pour 1899 du capital précédent.....	.....	365	28,676f 09c	
13 avril.....	Acompte sur la garantie de 1898.....	73,017 11	262	2,096 49	31,087 [illegible]
27 septembre..	— — de 1899.....	30,265 06	95	315 08	
	SITUATION à la fin de 1899.....	820,184 47	.....	.....	149,669 [illegible]
	TOTAL des avances.....	969,854f 23c			
	(Arrêté du Ministre de l'agriculture du 17 mai 1900.)				
	Société du canal de la Bourne (Drôme).				
1899.	SITUATION à la fin de 1898.....	4,353,211f 42c	"	"	"
30 août.....	Solde de la garantie de 1898.....	11,244 83	"	"	"
	SITUATION au 1er janvier 1899.....	4,364,456 25	"	"	"
	Société du canal de Pierrelatte (Drôme et Vaucluse).				
1899.	SITUATION à la fin de 1898.....	1,050,032f 12c	"	"	"
6 avril.....	Provision sur la garantie de 1898.....	62,500 00	"	"	"
25 septembre..	Solde de la garantie de 1898.....	412 49	"	"	"
16 septembre..	Provision sur la garantie de 1899.....	61,000 00	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1899.....	1,173,944 61	"	"	"

CRÉDIT.

ÉPOQUES des VERSEMENTS.	NATURE DES VERSEMENTS.	CAPITAL. — MONTANT des reversements.	INTÉRÊTS A 4 P. 0/0. PARTIELS. Nombre de jours.	Montant.	TOTAUX par année.
	Compagnie agricole du Crau et des marais de Fos.				
	SITUATION à la fin de 1898.....	"	"	"	"
1899.....	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1899.....	"	"	"	"
	TOTAL des reversements.....	"			
	Syndicat du canal de Saignac (Hérault).				
	SITUATION à la fin de 1898.....	"	"	"	"
1899.....	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1899.....	"	"	"	"
	TOTAL des reversements.....	"			
	Société du canal de la Bourne (Drôme).				
	SITUATION à la fin de 1898.....	"	"	"	"
1899.....	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1899.....	"	"	"	"
	Société du canal de Pierrelatte (Drôme et Vaucluse).				
	SITUATION à la fin de 1898.....	"	"	"	"
1899.....	Néant.....	"	"	"	"
	SITUATION à la fin de 1899.....	"	"	"	"

II.

COMPTE D'APUREMENT

DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS

AU 1ER JANVIER 1900.

Objet du compte.

Les comptes des finances rendus depuis l'année 1829 ont expliqué les mesures successivement prises par l'Administration et les Assemblées législatives pour assurer l'apurement régulier des dépenses restant à payer sur le budget de chaque exercice à l'époque de son règlement définitif. Le régime qui est suivi pour cet apurement a été consacré par les articles 9 et 10 de la loi du 29 janvier 1831 et par les articles 8, 9 et 10 de celle du 23 mai 1834. On croit inutile de reproduire l'ensemble de ces dispositions, dont le texte se trouve d'ailleurs page 387 du compte des finances de l'année 1838, dispositions qui ont été complétées depuis par le paragraphe 6 du chapitre IX du décret du 31 mai 1862, portant règlement sur la comptabilité publique.

On se borne, en conséquence, à résumer dans la présente note les opérations relatives aux exercices dont l'apurement a dû faire l'objet du compte à établir pour l'année 1899, c'est-à-dire ceux de 1895 à 1898.

Les tableaux de la présente section du compte des finances sont divisés par exercices et par ministères.

On les fait précéder d'un état général qui présente l'ensemble des opérations constatées pendant l'année 1899, et qui sert de base au compte spécial à produire à la Cour des comptes, en exécution de l'article 135 du décret du 31 mai 1862.

Résumé des opérations de l'année 1899.

Ces opérations sont celles qui suivent :

1° Nouvelles créances dont l'admission a été autorisée par des crédits additionnels aux restes à payer des exercices ci-après :

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Exercice 1895	151,131f01c	4,237f84c	155,368f85c
Exercice 1896	517,960 19	15,201 90	533,162 09
Exercice 1897	3,875,511 03	60,283 04	3,935,794 07
Exercice 1898	744,857 98	17,300 00	762,157 98
	5,289,460 21	97,022 78	5,386,482 99

2° Créances de l'exercice 1898 restant à payer à la clôture de cet exercice, savoir :

France	19,155,378f 63c	9,406,864f73c
Algérie	251,486 10	

Suite de la *Note sur le Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.*

3° Payements effectués, sur le budget de l'exercice 1899, pour solder les créances des exercices antérieurs, savoir :

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Exercice 1894. (Payements faits aux colonies.)	1,196f38c	"	1,196f38c
Exercice 1895	2,555,372 04	17,336f31c	2,572,708 35
Exercice 1896	1,308,845 39	224,953 38	1,533,798 77
Exercice 1897	5,852,841 07	128,949 48	5,981,790 55
Exercice 1898	12,362,756 72	3,001 52	12,365,758 24
	22,081,011 60	374,240 69	22,455,252 29

4° Créances de l'exercice 1895 éteintes pour cause de déchéance, ou qui ne peuvent plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires, savoir :

France	2,193.452f 18c	2,297,678f 06c
Algérie	104,225 88	

Situation des exercices au 1er janvier 1900.

Le tableau expositif des opérations constatées pendant l'année 1899 est suivi de ceux qui résument et rapprochent les différents termes de la situation, au 1er janvier 1900, des exercices 1895, 1896, 1897 et 1898, dont l'apurement fait l'objet du présent compte. Ces derniers tableaux présentent les résultats ci-après :

Exercice 1895.

Exercice 1895. — Cet exercice a atteint, le 31 décembre 1899, le terme de sa prescription quinquennale. Le compte en est publié pour la dernière fois, et les créances qui pourraient être encore à solder jusqu'au 31 décembre 1900, époque à laquelle il se trouvera définitivement forclos, seront ordonnancées en vertu de crédits spéciaux et classées dans les écritures des Ministres comme *dépenses des exercices périmés.*

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Les dépenses qui restaient à payer à l'époque de la clôture dudit exercice s'élevaient à	25,223,120f28c	543,755f74c	25,766,876f02c
De nouvelles créances liquidées depuis et admises en vertu de crédits additionnels régulièrement ouverts aux Ministres ont augmenté ce reste à payer de	4,398,582 73	102,948 99	4,501,531 72
et l'ont ainsi porté à	29,621,703 01	646,704 73	30,268,407 74
Les payements effectués en atténuation de ces créances, et qui ont eu lieu sur les fonds des budgets des exercices 1896, 1897, 1898 et 1899, se sont élevés à	27,428,250 83	542,478 85	27,970,729 68
Le surplus représente les créances qui demeurent éteintes pour cause de déchéance, ci	2,193,452 18	104,225 88	2,297,678 06

Ce chiffre devra toutefois être diminué du montant des payements qui auront été faits aux colonies en 1899, et qui ne seront notifiés en France que pendant l'année 1900.

Suite de la *Note sur le Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.*

Exercice 1896. — L'apurement de cet exercice doit encore se prolonger pendant une année, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1900. Exercice 1896

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Lors de son règlement définitif, il présentait un reste à payer de	18,402,134f20c	854,737f43c	19,256,871f63c
qui s'est accru, pour de nouvelles créances constatées à la charge du Trésor, de	2,886,095 57	95,584 34	2,981,679 91
Ensemble	21,288,229 77	950,321 77	22,238,551 54
Sur ce reliquat, il a été payé par imputation sur les budgets des exercices 1897, 1898 et 1899	18,552,257 45	838,086 76	19,390,344 21
De sorte qu'au 1er janvier 1900, les créances restant à solder ne sont plus que de	2,735,972 32	112,235 01	2,848,207 33

Exercice 1897. — Deux années sont encore nécessaires pour compléter l'apurement de cet exercice, qui ne cessera de figurer dans la comptabilité des Ministères qu'au 1er janvier 1902. Exercice 1897.

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
A l'époque où le compte définitif en a été rendu, le reste à payer était de	16,358,004f87c	282,519f51c	16,640,524f38c
Mais de nouvelles créances, tardivement réclamées, ont ajouté à la dette du Trésor une somme de	4,054,701 70	60,283 04	4,114,984 74
En sorte que les payements à faire pour solder les dépenses de l'exercice montaient réellement à	20,412,706 57	342,802 55	20,755,509 12
Ceux que les Ministres ont ordonnancés sur les budgets des exercices 1898 et 1899 ne s'élevant qu'à	15,733,550 59	134,531 98	15,868,082 57
il ne restera plus à imputer sur les ressources des budgets des exercices suivants, sauf la portion de ces créances dont le Trésor pourra demeurer exonéré pour cause de forclosion définitive, que	4,679,155 98	208,270 57	4,887,426 55

Suite de la *Note sur le Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.*

Exercice 1898.

Exercice 1898. — Cet exercice a atteint le terme de sa clôture législative le 30 avril 1899, et le Trésor restait alors débiteur, envers les créanciers des services constatés, d'une somme

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
de	19,155,378f63c	251,486f10c	19,406,864f73c
De nouvelles créances liquidées depuis et admises en vertu de crédits additionnels régulièrement ouverts aux Ministres ont augmenté ce reste à payer de	744,857 98	17,300 00	762,157 98
et l'ont ainsi porté à	19,900,236 61	268,786 10	20,169,022 71
Les payements sur les voies et moyens du budget de l'exercice 1899 s'élevant à	12,362,756 72	3,001 52	12,365,758 24
les créances restant à solder au 31 décembre 1899 ne sont plus que de	7,537,479 89	265,784 58	7,803,264 47

La prescription de cinq ans n'expirera, pour cet exercice, qu'à la fin de l'année 1902.

Créances restant à solder au 1er janvier 1900

Les créances restant à solder au 31 décembre 1899, sur les exercices qui se trouvaient en cours d'apurement à cette époque, s'élèvent, savoir :

	FRANCE.	ALGÉRIE.	TOTAL.
Exercice 1896, à	2,735,972f32c	112,235f01c	2,848,207f33c
Exercice 1897, à	4,679,155 98	208,270 57	4,887,426 55
Exercice 1898, à	7,537,479 89	265,784 58	7,803,264 47
Total	14,952,608 19	586,290 16	15,538,898 35

Nota. *Exercice 1894.* — Les comptes de cet exercice ont été publiés pour la dernière fois pendant l'année 1898, comme ayant atteint le terme de sa prescription quinquennale, et il ne devrait plus en être question dans cette note. Cependant, sans en faire reparaître le tableau, il est nécessaire de mentionner ici les modifications qu'il a subies.

Suite de la *Note sur le Compte d'apurement des dépenses des exercices clos.*

Le chiffre total des payements sur exercices clos effectués à la fin de l'année 1898 (voir le compte des finances, de ladite année, page 853), ci	36,735,880f 42c	
doit être augmenté du montant des payements faits aux colonies en 1898 et notifiés trop tard en France pour figurer dans le compte de ladite année, soit	1,196 38	
TOTAL	36,737,076 80	
Par suite, le montant des créances éteintes pour cause de déchéance, qui s'élevait à		2,214,688f 09c
doit être diminué dans la même proportion de		1,196 38
et il s'élève définitivement à		2,213,491 71

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

État général des opérations constatées pendant l'année 1899 sur les exercices clos qui étaient en cours d'apurement.

MINISTÈRES.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS AUX RESTES À PAYER ouverts par des lois ou décrets rendus pendant l'année 1899.					CRÉANCES DE L'EXERCICE 1898 restées à payer à l'époque de la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR L'EXERCICE 1899. (Chapitre spécial des exercices clos.)						CRÉANCES de l'exercice 1895 ÉTEINTES pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.	OBSERVATIONS.
	Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.		Exercice 1894.	Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.		
FRANCE.														
Finances	216f 05c	17,831f 50c	2,981f 87c	"	21,029f 42c	9,916,430f [illegible]	171f 58c	254,775f 46c	553,843f 43c	1,669,571f 42c	6,061,613f 55c	8,539,975f 44c	1,722,438f 12c	
Justice	"	"	277 77	1,252f 26c	1,530 03	8,338 [illegible]	"	44 86	580 83	7,246 46	1,041 66	8,913 81	6,595 36	
Affaires étrangères	5,321 52	6,842 47	30,972 51	10,591 57	53,728 07	740,018 [illegible]	"	32,859 71	35,999 97	246,657 06	7,520 51	323,037 25	28,404 14	
Intérieur et cultes — Service de l'intérieur	9,439 92	131,431 66	583,727 10	264,538 13	989,136 81	226,839 [illegible]	"	9,348 93	267,874 97	537,877 39	"	815,101 29	8,549 94	
Intérieur et cultes — Service des cultes	"	"	13,291 39	"	13,291 39	248,303 [illegible]	"	766 94	3,141 93	38,295 56	220,554 83	262,759 26	19,457 58	
Guerre — Dépenses ordinaires	209 83	2,673 46	89,389 07	399 07	92,671 43	800,510 [illegible]	"	2,090,562 89	68,036 34	58,580 71	775,544 73	2,992,724 67	142,078 66	
Guerre — Dépenses extraordinaires	"	5,858 69	"	"	5,858 69	112,065 [illegible]	"	5,851 53	63,466 65	5,486 90	105,814 02	180,619 10	241 91	
Marine	4,470 98	6,796 85	34,624 50	12,000 00	57,892 33	818,590 [illegible]	180 44	5,828 67	9,754 50	412,556 87	21,619 08	449,939 56	996 93	
Instruction publique et beaux-arts — Service de l'instruction publique	4,976 17	6,395 94	71,980 98	100,809 54	184,162 63	2,112,066 [illegible]	"	5,370 74	14,062 97	132,224 15	2,078,050 04	2,229,707 90	29,512 69	
Instruction publique et beaux-arts — Service des beaux-arts	"	7,087 76	124,050 23	177,347 82	308,485 81	848,983 [illegible]	"	"	7,930 86	125,309 72	985,512 61	1,118,753 19	7,193 27	
Commerce, industrie, postes et télégraphes — Service du commerce et de l'industrie	1,653 26	9,567 39	29,620 14	2,388 60	43,229 39	530,460 [illegible]	"	36 02	4,141 31	30,928 93	504,545 64	539,651 90	5,326 02	
Commerce, industrie, postes et télégraphes — Service des postes et des télégraphes	109 48	2,920 57	216,141 42	5,470 57	224,642 04	778,588 [illegible]	"	811 98	4,877 45	233,004 94	318,915 87	557,610 24	167,541 83	
Colonies	41,933 22	59,058 57	651,657 43	"	752,649 22	542,218 [illegible]	844 36	65,652 87	149,510 74	274,269 27	"	490,277 24	1,775 26	
Agriculture	12,600 69	553 48	10,793 72	4,524 00	28,471 89	167,504 [illegible]	"	14,897 98	2,088 53	36,901 68	116,730 06	170,618 25	20,976 08	
Travaux publics	70,199 89	260,941 85	2,016,002 90	165,536 42	2,512,681 06	1,302,615 [illegible]	"	68,563 46	123,534 91	2,043,930 01	1,165,294 12	3,401,322 50	32,364 39	
TOTAL (France) à reporter	151,131 01	517,960 19	3,875,511 03	744,857 98	5,289,460 21	19,155,378 [illegible]	1,196 38	2,555,372 04	1,308,845 39	5,852,841 07	12,362,756 72	22,081,011 60	2,193,452 18	

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

Suite de l'*État général des opérations constatées pendant l'année 1899 sur les exercices clos qui étaient en cours d'apurement.*

MINISTÈRES.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS AUX RESTES À PAYER ouverts par des lois ou décrets rendus pendant l'année 1899.					CRÉANCES DE L'EXERCICE 1894 restées à payer à l'époque de la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR L'EXERCICE 1899. (Chapitre spécial des exercices clos.)						CRÉANCES de l'exercice 1895 ÉTEINTES pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.	OBSERVATIONS.
	Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.		Exercice 1894.	Exercice 1895.	Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.		
Report (France)	151,131f 01c	517,960f 19c	3,875,511f 03c	744,857f 98c	5,289,460f 21c	19,155,358f 96c	106f 38c	2,555,372f 04c	1,308,845f 39c	5,852,841f 07c	12,362,756f 72c	22,081,011f 60c	2,193,452f 18c	
ALGÉRIE.														
Finances	"	"	263f 85c	"	263f 85c	8,870f 10c	"	266f 66c	"	10,566 76	"	10,566 76	1,890 60	
Justice	"	"	"	"	"	2,372 [illegible]	"	"	"	1,885 50	"	2,152 16	138 88	
Intérieur et cultes — Justice musulmane	"	"	"	"	"	375 [illegible]	"	"	"	"	"	"	125 82	
Intérieur et cultes — Intérieur	3,665f 85c	14,316f 50c	59,228 92	"	77,211 27	187,369 [illegible]	"	12,643 85	73,242 73	67,277 45	"	153,164 03	8,554 07	
Intérieur et cultes — Culte musulman	"	"	"	"	"	4,950 [illegible]	"	"	"	1,000 00	"	1,000 00	318 50	
Intérieur et cultes — Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	"	"	"	310 00	"	"	"	"	
Intérieur et cultes — Beaux-arts	"	"	478 84	"	478 84	1,048 [illegible]	"	"	"	920 34	"	1,230 34	1 13	
Intérieur et cultes — Commerce et industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Intérieur et cultes — Agriculture	"	"	20 00	"	20 00	22,386 [illegible]	"	3,868 12	150,470 40	7,306 51	"	161,645 03	90,816 28	
Intérieur et cultes — Travaux publics	"	885 40	56 43	"	941 83	14,769 [illegible]	"	"	930 25	1,208 23	"	2,138 48	585 17	
Intérieur et cultes — Service maritime	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Intérieur et cultes — Service des cultes	571 99	"	"	"	571 99	101 [illegible]	"	557 68	"	"	74 97	632 65	457 51	
Instruction publique et beaux-arts — Service de l'instruction publique	"	"	75 00	"	75 00	4,284 [illegible]	"	"	"	32,535 17	24 00	32,559 17	479 00	
Instruction publique et beaux-arts — Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes — Service des postes et des télégraphes	"	"	160 00	17,300f 00c	17,460 00	2,041 [illegible]	"	"	"	2,498 50	"	2,498 50	851 14	
Agriculture	"	"	"	"	"	2,916 [illegible]	"	"	"	3,751 02	2,902 55	6,653 57	7 78	
TOTAL (Algérie)	4,237 84	15,201 90	60,283 04	17,300 00	97,022 78	251,486 [illegible]	"	17,336 31	224,953 38	128,949 48	3,001 52	374,240 69	104,225 88	
TOTAL GÉNÉRAL	155 368f 85c	533,162f 09c	3,935,794f 07c	762,157f 98c	5,386,482f 99c	19,406,864f [illegible]	106f 38c	2,572,708 35	1,533,798 77	5,981,790 55	12,365,758 24	22,455,252 29	2,297,678 06	

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1896. (Loi de règlement.)

Situation définitive au 1er janvier 1900, époque à partir de laquelle cet exercice, ayant atteint sa période quinquennale, cessera de figurer dans la comptabilité des Ministères.

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient À PAYER à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1896.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1899.	CRÉANCES QUI RESTAIENT réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	Exercice 1899.	TOTAL.	CRÉANCES ÉTEINTES pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.
RANCE.												
Finances	11,502,582f 08c	"	4,121f 43c	33f 00c	(A) 216f 05c	11,506,952f 56c	10,681f 01c	2,085,126f 66c	624,931f 31c	254,775f 46c	9,784,514f 44c	1,722,438f 12c
Justice	41,928 23	"	85 00	"	"	42,013 23	"	34,072 95	1,300 06	44 86	35,417 87	6,595 36
Affaires étrangères	342,911 67	5,232f 32c	13,530 70	44,559 49	(B) 5,321 52	411,555 70	14,705 40	246,372 43	89,214 02	32,859 71	383,151 56	28,404 14
Intérieur et cultes. — Service de l'intérieur	101,445 29	433,140 69	20,921 68	121,120 54	(C) 9,439 92	686,068 11	2,866 80	545,422 88	119,879 57	9,348 93	677,518 18	8,549 94
Intérieur et cultes. — Service des cultes	189,004 26	"	804 17	152 50	"	189,960 93	10,536 82	76,169 60	4,029 99	766 94	170,503 35	19,457 58
Guerre. — Dépenses ordinaires	5,526,630 92	"	116,971 40	32,588 47	(D) 209 83	5,676,400 62	10,627 06	2,054,746 72	1,000,385 29	2,090,562 89	5,534,321 96	142,078 66
Guerre. — Dépenses extraordinaires	1,331,326 41	"	54,366 93	16,986 10	"	1,402,679 44	17,042 62	51,238 85	28,304 53	5,851 53	1,402,437 53	241 91
Marine	187,118 03	"	31,997 34	96,836 09	(E) 4,470 98	320,422 44	20,911 25	186,030 59	96,655 00	5,828 67	319,425 51	996 93
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	420,538 54	"	70,877 36	14,293 85	(F) 4,976 17	510,685 92	11,577 77	156,266 76	17,957 96	5,370 74	481,173 23	29,512 69
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	1,081,183 27	"	316,178 14	10,387 05	"	1,407,748 46	28,767 25	320,978 71	10,809 23	"	1,400,555 19	7,193 27
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	1,949, 03 44	"	12,209 30	665 55	(G) 1,653 26	1,963,631 53	17,747 43	19,617 46	904 62	36 02	1,958,305 53	5,326 02
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	375,893 37	"	88,594 02	38,327 13	(H) 109 48	502,924 00	14,808 68	132,496 63	47,264 88	811 98	335,382 17	167,541 83
Colonies	1,068,831 96	"	2,014,218 66	28,457 15	(I) 41,933 22	3,153,440 99	"	1,175,429 45	1,910,583 41	65,652 87	3,151,665 73	1,775 26
Agriculture	434,600 82	"	40,313 80	7,027 55	(J) 12,600 69	494,542 86	19,866 63	119,951 27	8,850 90	14,897 98	473,566 78	20,976 08
Travaux publics	670,021 99	3,225 96	489,715 16	119,503 19	(K) 70,199 89	1,352,676 19	14,890 90	505,998 25	126,859 19	68,563 46	1,320,311 80	32,364 39
TOTAL (France) à reporter	25,223,120 28	441,608 97	3,274,905 09	530,937 66	151,131 01	29,621,703 01	173,029 62	7,709,919 21	4,087,929 96	2,555,372 04	27,428,250 83	2,193,452 18
		4,398,582f 73c										

OBSERVATIONS.

(A) Décret du 1er septembre 1899.
(B) Loi du 25 décembre 1899 ..... 5,149 23
Décret du 21 juin 1899 ..... 141 97
Décret du 27 décembre 1899 ..... 30 32
5,321 52

(C) Décret du 8 octobre 1899 ..... 464 20
Décret du 14 décembre 1899 ..... 8,975 72
9,439 92

(D) Décret du 2 mai 1899 ..... 144 22
Décret du 22 septembre 1899 ..... 65 61
209 83

(E) Décret du 24 mai 1899.
(F) Décret du 20 avril 1899 ..... 397 51
Décret du 17 mai 1899 ..... 1,750 0
Décret du 9 août 1899 ..... 650 00
Décret du 14 octobre 1899 ..... 2,078 66
Decret du 25 novembre 1899 ..... 100 00
4,976 17

(G) Loi du 25 décembre 1899.
(H) Décret du 11 juin 1899 ..... 27 82
Décret du 25 août 1899 ..... 41 66
Décret du 12 décembre 1899 ..... 40 00
109 48

(I) Loi du 25 décembre 1899 ..... 193 85
Décret du 14 juin 1899 ..... 28,473 92
Décret du 14 octobre 1899 ..... 13,265 45
41,933 22

(J) Décret du 9 février 1899 ..... 9,929 68
Décret du 19 juillet 1899 ..... 1,671 01
Décret du 26 décembre 1899 ..... 1,000 00
12,600 69

(K) Loi du 25 décembre 1899 ..... 4,298 82
Décret du 31 janvier 1899 ..... 2,208 92
Décret du 7 mars 1899 ..... 147 09
Décret du 9 juin 1899 ..... 809 20
Décret du 5 août 1899 ..... 1,001 31
Décret du 17 août 1899 ..... 8 45
Décret du 19 novembre 1899 ..... 2,657 68
Décret du 22 novembre 1898 ..... 59,068 42
70,199 89

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1895. (Loi de reglement.)

Suite de la *Situation définitive au 1er janvier 1900, époque à partir de laquelle cet exercice, ayant atteint sa période quinquennale, cessera de figurer dans la comptabilité des Ministères.*

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient À PAYER à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS aux restes à payer. par des lois et décrets rendus pendant l'année 1896.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1899.	CRÉANCES QUI RESTAIENT réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	Exercice 1899.	TOTAL.	CRÉANCES ÉTEINTES pour cause de déchéance, ou qui ne pourront plus être soldées qu'en vertu de crédits spéciaux extraordinaires.	OBSERVATIONS.
Report (France)	25,223,120f 28c	441,608f 97c	3,274,905f 09c	530,937f 66c	151,131f 01c	29,621,703f [illegible]	75,029 62	7,709,919f 21	4,087,929f 96	2,555,372f 04c	27,428,250f 83c	2,193,452 18	
ALGÉRIE.													
Finances	31,752 79	"	18,258 69	"	"	50,011 [illegible]	"	47,208 52	912 36	"	48,120 88	1,890 60	(A) Décret du 20 décembre 1899.
Justice	2,284 30	1,119 69	"	"	"	3,403 [illegible]	1,813 45	1,185 00	"	266 66	3,265 11	138 88	(B) Décret du 18 mai 1899.
Intérieur et cultes. — Justice musulmane	375 82	"	"	"	"	375 [illegible]	"	"	250 00	"	250 00	125 82	
Intérieur	308,371 99	"	35,591 67	8,978 00	(A) 3,665 85	356,607 [illegible]	"	300,789 05	34,620 54	12,643 85	348,053 44	8,554 07	
Culte musulman	318 50	"	"	"	"	318 [illegible]	"	"	"	"	"	318 50	
Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Beaux-arts	1 13	"	1,068 82	960 00	"	2,029 [illegible]	"	1,068 82	960 00	"	2,028 82	1 13	
Commerce et industrie	"	"	737 10	"	"	737 [illegible]	"	"	737 10	"	737 10	"	
Agriculture	100,085 55	"	"	2,076 10	"	102,761 [illegible]	"	7,188 84	888 41	3,868 12	11,945 37	90,816 28	
Travaux publics	49,607 41	"	6,444 51	"	"	56,051 [illegible]	"	53,682 08	1,784 67	"	55,466 75	585 17	
Service maritime	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Service des cultes	4,509 26	"	"	"	(B) 571 99	5,081 [illegible]	2,476 06	"	1,590 00	557 68	4,623 74	457 51	
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	1,082 28	"	12,926 40	670 22	"	14,678 [illegible]	24 72	13,423 96	751 22	"	14,199 90	479 00	
Service des beaux-arts	2,099 62	"	"	"	"	2,099 [illegible]	2,099 62	"	"	"	2,099 62	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Service des postes et des télégraphes	2,170 03	"	"	"	"	2,170 [illegible]	1,069 53	249 36	"	"	1,318 89	851 14	
Agriculture	40,497 06	"	9,879 95	"	"	50,377 [illegible]	14,036 69	35,358 54	74 00	"	50,369 23	7 78	
TOTAL (Algérie)	543,755 74	1,119 69	84,907 14	12,684 32	4,237 84	646,704 [illegible]	22,420 07	460,154 17	42,568 30	17,336 31	542,478 85	104,225 88	
		102,948f 99c											
TOTAL GÉNÉRAL	25,766,876f 02c	442,728f 06c	3,359,812f 23c	543,621f 98c	155,368f 85c	30,268,407f [illegible]	97,549 69	8,170,073 38	4,130,498 26	2,572,708 35	27,970,729 68	2,297,678 06	
		4,501,531f 72c											

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1899. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1900.

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient À PAYER à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1899.	CRÉANCES qui restaient réellement À PAYER à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1897.	Exercice 1898.	Exercice 1899.	TOTAL.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1900.
FRANCE.										
Finances	11,681,826f 04c	631f 88c	619f 84c	(A) 17,831f 50c	11,700,909f [illegible]	1,509,842f 07c	1,800,254f 25c	553,843f 43c	9,863,939f 75c	1,836,969f 51c
Justice	20,939 68	2,584 34	1,628 33	"	25,152 [illegible]	2,584 34	18,662 98	580 83	21,828 15	3,324 20
Affaires étrangères	720,630 12	15,830 76	39,468 94	(B) 6,842 47	782,772 [illegible]	51,323 01	513,889 05	35,999 97	601,212 03	181,560 26
Intérieur et cultes. — Service de l'intérieur	182,883 54	"	764,469 46	(C) 131,431 66	1,078,784 [illegible]	"	777,063 68	267,874 97	1,044,938 65	33,846 01
Intérieur et cultes. — Service des cultes	232,626 16	"	878 55	"	233,504 [illegible]	115,758 00	99,194 21	3,141 93	218,094 14	15,410 57
Guerre — Dépenses ordinaires	518,626 74	"	237,555 01	(D) 2,673 46	758,855 [illegible]	460,123 75	178,421 92	68,036 34	706,582 01	52,273 20
Guerre — Dépenses extraordinaires	994,780 13	4,230 00	26,371 07	(E) 5,858 69	1,031,239 [illegible]	904,284 52	44,829 73	63,466 65	1,012,580 90	18,658 99
Marine	222,642 65	"	111,089 75	(F) 6,796 85	340,529 [illegible]	64,078 73	257,563 15	9,754 50	331,396 38	9,132 87
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	91,649 39	52,586 58	57,711 14	(G) 6,395 94	208,343 [illegible]	95,563 75	75,504 61	14,062 97	185,131 33	23,211 72
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	1,106,521 88	"	58,710 90	(H) 7,087 76	1,172,320 [illegible]	1,092,749 02	63,848 08	7,930 86	1,164,527 96	7,792 58
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	73,701 54	302,740 51	48,163 05	(I) 9,567 39	434,172 [illegible]	49,362 84	369,457 77	4,141 31	422,961 92	11,210 57
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	474,024 80	2,502 24	141,423 31	(J) 2,920 57	620,870 [illegible]	143,917 47	156,162 74	4,877 45	304,957 66	315,913 26
Colonies	1,085,659 12	3,333 33	325,787 46	(K) 59,058 57	1,473,838 [illegible]	"	1,284,415 56	149,510 74	1,433,926 30	39,912 18
Agriculture	154,786 97	"	11,641 07	(L) 553 48	166,981 [illegible]	122,238 39	17,828 44	2,088 53	142,155 36	24,826 16
Travaux publics	840,835 44	18,335 49	139,842 37	(M) 260,941 85	1,259,955 [illegible]	784,632 16	189,857 84	123,534 91	1,098,024 91	161,930 24
TOTAL (France) à reporter	18,402,134 20	402,775 13	1,965,360 25	517,960 19	21,288,229 [illegible]	7,396,458 05	5,846,954 01	1,308,845 39	18,552,257 45	2,735,972 32
		2,886,095f 57c								

OBSERVATIONS.

(A) Décret du 25 mars 1899 ..... 40 00
Décret du 1er septembre 1899 ..... 17,791 50
17,831 50

(B) Loi du 25 décembre 1899 ..... 6,513f 12c
Décret du 21 juin 1899 ..... 329 35
6,842 47

(C) Décret du 8 octobre 1899 ..... 127,475 45
Décret du 14 décembre 1899 ..... 3,956 21
131,431 66

(D) Décret du 2 mai 1899 ..... 761 51
Décret du 22 septembre 1899 ..... 1,911 95
2,673 46

(E) Décret du 2 mai 1899.
(F) Loi du 25 décembre 1899 ..... 4,460 66
Décret du 24 mai 1899 ..... 2,336 19
6,796 85

(G) Décret du 20 avril 1899 ..... 1,345 93
Décret du 17 mai 1899 ..... 1,761 93
Décret du 9 août 1899 ..... 592 77
Décret du 14 octobre 1899 ..... 2,695 31
6,395 94

(H) Décret du 26 août 1899.
(I) Loi du 25 décembre 1899 ..... 9,243 39
Décret du 6 janvier 1899 ..... 324 00
9,567 39

(J) Décret du 6 janvier 1899 ..... 1,647 06
Décret du 9 mars 1899 ..... 556 83
Décret du 11 juin 1899 ..... 636 68
Décret du 12 décembre 1899 ..... 100 00
2,920 57

(K) Loi du 25 décembre 1899 ..... 13,349 42
Décret du 14 juin 1899 ..... 12,389 78
Décret du 14 octobre 1899 ..... 33,319 37
59,058 57

(L) Décret du 9 février 1899 ..... 161 11
Décret du 19 juillet 1899 ..... 392 37
553 48

(M) Loi du 25 décembre 1899 ..... 144,185 00
Décret du 31 janvier 1899 ..... 116,237 85
Décret du 7 mars 1899 ..... 144 00
Décret du 25 mars 1899 ..... 16 70
Décret du 9 juin 1899 ..... 227 86
Décret du 19 novembre 1899 ..... 130 35
260,941 85

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1896. (Loi de règlement.)

Suite de la *Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1900.*

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient À PAYER à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES ADMISES EN VERTU DE CRÉDITS ADDITIONNELS aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1897.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1899.	CRÉANCES qui restaient réellement À PAYER à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES COURANTS (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1897.	Exercice 1898.	Exercice 1899.	TOTAL.	RESTES À PAYER au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
Report (France)	18,402,134f 20	402,775f 13c	1,965,360f 25c	517,960f 19c	21,288,229f 77	11,206,458f 05c	5,846,954f 01c	1,308,845f 39c	18,552,257f 45c	2,735,972f 32c	
ALGÉRIE.											
Finances	31,235f 29	"	160f 00c	"	31,395f 29	"	31,290f 53c	"	31,290f 53c	104f 76c	(A) Décret du 20 septembre 1899.
Justice	237 50	"	"	"	237 50	"	237 50	"	237 50	"	*Idem.*
Intérieur et cultes. — Justice musulmane	1,240 00	"	"	"	1,240 00	1,240f 00c	"	"	1,240 00	"	
Intérieur et cultes. — Intérieur	578,291 20	16,096 36	34,116 63	(A) 14,316f 50c	642,820 69	1,861 02	495,833 03	73,242f 73c	570,936 78	71,883 91	
Intérieur et cultes. — Culte musulman	1,356 00	"	15 86	"	1,371 86	"	1,300 00	"	1,300 00	71 86	
Intérieur et cultes. — Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Intérieur et cultes. — Beaux-arts	10,031 58	"	"	"	10,031 58	"	3,747 20	310 00	4,057 20	5,974 38	
Intérieur et cultes. — Commerce et industrie	20 82	"	"	"	20 82	"	"	"	"	20 82	
Intérieur et cultes. — Agriculture	163,189 27	2,892 83	122 95	"	166,205 05	196 69	13,955 83	150,470 40	164,622 92	1,582 13	
Intérieur et cultes. — Travaux publics	30,777 03	"	"	(B) 885 40	31,662 43	1,743 15	555 42	930 25	3,228 82	28,433 61	
Intérieur et cultes. — Service maritime	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Intérieur et cultes. — Service des cultes	24,754 44	"	"	"	24,754 44	24,636 94	"	"	24,636 94	117 50	
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	7,248 73	14,974 14	5,257 57	"	27,480 44	21,806 88	2,493 20	"	24,300 08	3,180 36	
Instruction publique et beaux-arts. — Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service des postes et des télégraphes	1,516 98	275 00	120 00	"	1,911 98	822 71	523 32	"	1,346 03	565 95	
Agriculture	4,838 59	5,033 18	1,317 92	"	11,189 69	4,593 11	6,296 85	"	10,889 96	299 73	
TOTAL (Algérie)	854,737 43	39,271 51	41,110 93	15,201 90	950,321 77	56,900 50	556,232 88	224,953 38	838,086 76	112,235 01	
		95,584f 34c									
TOTAL GÉNÉRAL	19,256,871f 63	442,046f 64c	2,006,471f 18c	533,162f 09c	22,238,551f 54c	11,453,358f 55c	6,403,186f 89c	1,533,798f 77c	19,390,344f 21c	2,848,207f 33c	
		2,981,679f 91c									

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1897. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1900.

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1899.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS effectués sur les exercices courants. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1898.	PAYEMENTS effectués sur les exercices courants. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1899.	PAYEMENTS effectués sur les exercices courants. (Chapitre spécial des exercices clos.) TOTAL.	RESTES à payer au 1er janvier 1900.
FRANCE.								
Finances	10,614,757f 30c	"	(A) 2,981f 87c	10,617,739f 17c	1,656,549f 42c	1,669,571f 42c	8,326,120f 84c	2,291,618f 33c
Justice	15,351 33	1,220f 48c	(B) 277 77	16,849 18	3,203 03	7,246 46	10,449 49	6,400 09
Affaires étrangères	913,286 93	51,300 11	(C) 30,972 51	995,559 55	18,386 08	246,657 06	265,043 14	730,516 41
Intérieur et cultes. Service de l'intérieur	122,176 48	2,953 41	(D) 583,727 10	708,856 99	"	537,877 39	537,877 39	170,979 60
Intérieur et cultes. Service des cultes	222,927 27	"	(E) 13,291 39	236,218 66	181,881 07	38,295 56	220,176 63	16,042 03
Guerre. Dépenses ordinaires	598,769 59	60,585 27	(F) 89,389 07	748,743 93	569,346 55	58,580 71	627,927 26	120,816 67
Guerre. Dépenses extraordinaires	719,017 86	12,991 94	"	732,009 80	718,280 88	5,486 90	723,767 78	8,242 02
Marine	409,258 81	602 51	(G) 34,624 50	444,485 82	1,478 93	412,556 87	414,035 80	30,450 02
Instruction publique et beaux-arts. Service de l'instruction publique	218,184 57	27,598 74	(H) 71,980 98	317,764 29	156,214 76	132,224 15	288,438 91	29,325 38
Instruction publique et beaux-arts. Service des beaux-arts	1,014,102 16	"	(I) 124,050 23	1,138,152 39	740,740 69	125,309 72	866,050 41	272,101 98
Commerce, industrie, postes et télégraphes. Service du commerce et de l'industrie	242,817 33	"	(J) 29,620 14	272,437 47	226,495 77	30,928 93	257,424 70	15,012 77
Commerce, industrie, postes et télégraphes. Service des postes et des télégraphes	549,613 71	"	(K) 216,141 42	765,755 13	202,121 59	233,004 94	435,126 53	330,628 60
Colonies	231,154 43	"	(L) 651,657 43	882,811 86	41,319 97	274,269 27	315,589 24	567,222 62
Agriculture	247,985 62	2,886 68	(M) 10,793 72	261,666 02	203,548 97	36,901 68	240,450 65	21,215 37
Travaux publics	238,601 48	19,051 53	(N) 2,016,002 90	2,273,655 91	161,141 81	2,043,930 01	2,205,071 82	68,584 09
TOTAL (France) à reporter	16,358,004 87	179,190 67	3,875,511 03	20,412,706 57	3,880,709 52	5,852,841 07	15,733,550 59	4,679,155 98
		4,054,701f 70c						

OBSERVATIONS.

(A) Décret du 25 mars 1899 ..... 2,391f26c
Décret du 1er septembre 1899 ... 590 61
2,981 87

(B) Décret du 15 février 1899.

(C) Loi du 25 décembre 1899 ..... 27,681f00c
Décret du 21 juin 1899 ..... 3,291 51
30,972 51

(D) Loi du 25 décembre 1899 ..... 52,421f86c
Décret du 8 octobre 1899 ..... 452,463 58
Décret du 14 décembre 1899 .... 78,841 66
583,727 10

(E) Décret du 18 mai 1899.

(F) Loi du 25 décembre 1899 ..... 79,094f69c
Décret du 2 mai 1899 ..... 7,681 09
Décret du 22 septembre 1899 .... 2,613 29
89,389 07

(G) Loi du 25 décembre 1899 ..... 12,000f00c
Décret du 24 mai 1899 ..... 22 624 50
34,624 50

(H) Décret du 20 avril 1899 ..... 4,385 89
Décret du 3 mai 1899 ..... 30,620 99
Décret du 17 mai 1899 ..... 28,797 87
Décret du 9 août 1899 ..... 4,666 74
Décret du 14 octobre 1899 ..... 3,509 49
71,980 98

(I) Décret du 12 janvier 1899 ..... 88,209f75c
Décret du 12 avril 1899 ..... 24,584 11
Décret du 26 août 1899 ..... 11,256 37
124,050 23

(J) Décret du 6 janvier 1899 ..... 12,434f09c
Décret du 11 juin 1898 ..... 8,790 29
Décret du 19 décembre 1899 ... 8,395 76
29,620 14

(K) Décret du 6 janvier 1899 ..... 24,432 40
Décret du 9 mars 1899 ..... 142,890 42
Décret du 11 juin 1899 ..... 39,224 51
Décret du 23 août 1899 ..... 8,882 96
Décret du 12 décembre 1899 .... 711 13
216,141 42

(L) Loi du 25 décembre 1899 ..... 461,329 09
Décret du 14 juin 1899 ..... 132,725 76
Décret du 14 octobre 1899 ..... 57,602 58
651,657 43

(M) Loi du 25 décembre 1899 ..... 126f63c
Décret du 9 février 1899 ..... 1,471 42
Décret du 19 juillet 1899 ..... 5,223 17
Décret du 5 octobre 1899 ..... 3,972 50
10,793 72

(N) Loi du 5 décembre 1899 ..... 410,948 47
Loi du 25 décembre 1899 ..... 30,243 81
Décret du 31 janvier 1899 ..... 45,053 28
Décret du 7 mars 1899 ..... 197,079 03
Décret du 25 mars 1899 ..... 66,971 46
Décret du 9 juin 1899 ..... 91,071 70
Décret du 3 août 1899 ..... 811,334 68
Décret du 17 août 1899 ..... 211,603 83
Décret du 19 novembre 1899 ... 145,654 82
Décret du 12 novembre 1899 ... 6,061 82
2,016,002 90

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1897. (Loi de règlement.)

Suite de la *Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1900.*

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer, par des lois et décrets rendus pendant l'année 1898.	par des lois et décrets rendus pendant l'année 1899.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS effectués sur les exercices courants. (Chapitre spécial des exercices clos.) Exercice 1898.	Exercice 1899.	TOTAL.	RESTES à payer au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
Report (France.)	16,358,004f 87c	179,190f 67c	3,875,511f 03c	20,412,706f 57c	880,709f 52c	5,852,841f 07c	15,733,550f 59c	4,679,155f 98c	
ALGÉRIE.									
Finances	10,965 26	"	(A) 263 85	11,229 11	"	10,566 76	10,566 76	662 35	(A) Loi du 25 décembre 1899 ... 254f 97c Décret du 25 mars 1899 ... 8 88 263 85
Justice	1,885 50	"	"	1,885 50	"	1,885 50	1,885 50	"	
Intérieur et cultes. — Justice musulmane	"	"	"	"	"	"	"	"	
Intérieur	107,370 53	"	(B) 59,228 92	166,599 45	"	67,277 45	67,277 45	99,322 00	(B) Décret du 20 septembre 1899.
Culte musulman	1,000 00	"	"	1,000 00	"	1,000 00	1,000 00	"	
Instruction publique indigène	50 00	"	"	50 00	"	"	"	50 00	
Beaux-arts	612 54	"	(C) 478 84	1,091 38	"	920 34	920 34	171 04	(C) *Idem.*
Commerce et industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	
Agriculture	102,710 41	"	(D) 20 00	102,730 41	"	7,306 51	7,306 51	95,423 90	(D) *Idem.*
Travaux publics	9,473 61	"	(E) 56 43	9,530 04	"	1,208 23	1,208 23	8,321 81	(E) *Idem.*
Service maritime	"	"	"	"	"	"	"	"	
Service des cultes	15 00	"	"	15 00	"	"	"	15 00	(F) Décret du 20 avril 1899.
Instruction publique et beaux-arts. — Service de l'instruction publique	38,815 72	"	(F) 75 00	38,890 72	5,582 50	32,535 17	38,117 67	773 05	(G) Décret du 9 janvier 1899.
Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes. — Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	
Service des postes et des télégraphes	3,651 44	"	(G) 160 00	3,811 44	"	2,498 50	2,498 50	1,312 94	
Agriculture	5,969 50	"	"	5,969 50	"	3,751 02	3,751 02	2,218 48	
TOTAL (Algérie)	282,519 51	"	60,283 04	342,802 55	5,582 50	128,949 48	134,531 98	208,270 57	
		60,283f 04c							
TOTAL GÉNÉRAL	16,640,524 38	179,190 67	3,935,794 07	20,755,509 12	886,292 02	5,981,790 55	15,868,082 57	4,887,426 55	
		4,114,984f 74c							

Suite du COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

EXERCICE 1898. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1900.

MINISTÈRES		CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS effectués sur l'exercice 1899. (Chapitre spécial des dépenses des exercices clos.)	RESTES à payer au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
FRANCE.							
Finances		9,916,436f 25c	"	9,916,436f 25c	6,061,613f 55c	3,854,822f 70c	
Justice		8,335 17	(A) 1,252f 26c	9,587 43	1,041 66	8,545 77	(A) Loi du 25 décembre 1899.
Affaires étrangères		740,618 73	(B) 10,591 57	751,210 30	7,520 51	743,689 79	(B) Loi du 25 décembre 1899.
Intérieur et cultes.	Service de l'intérieur	226,839 54	(C) 264,538 13	491,377 67	"	491,377 67	(C) Décret du 14 décembre 1899.
	Service des cultes	248,393 56	"	248,393 56	220,554 83	27,838 73	
Guerre.	Dépenses ordinaires	800,519 10	(D) 399 07	800,918 17	775,544 73	25,373 44	(D) Loi du 25 décembre 1899.
	Dépenses extraordinaires	112,665 53	"	112,665 53	105,814 02	6,851 51	
Marine		818,590 82	(E) 12,000 00	830,590 82	21,619 08	808,971 74	(E) Loi du 25 décembre 1899.
Instruction publique et beaux-arts.	Service de l'instruction publique	2,112,666 04	(F) 100,809 54	2,213,475 58	2,078,050 04	135,425 54	(F) Loi du 25 décembre 1899.
	Service des beaux-arts	848,983 05	(G) 177,347 82	1,026,330 87	985,512 61	40,818 26	(G) Décret du 18 décembre 1899.
Commerce, industrie, postes et télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	530,403 78	(H) 2,388 60	532,792 38	504,545 64	28,246 74	(H) Décret du 19 décembre 1899.
	Service des postes et des télégraphes	778,588 09	(I) 5,470 57	784,058 66	318,915 87	465,142 79	(I) Décret du 12 décembre 1899.
Colonies		542,218 57	"	542,218 57	"	542,218 57	
Agriculture		167,504 87	(J) 4,524 00	172,028 87	116,730 06	55,298 81	(J) Loi du 25 décembre 1899.
Travaux publics		1,302,615 53	(K) 165,536 42	1,468,151 95	1,165,294 12	302,857 83	(K) Loi du 25 décembre 1899.
TOTAL (France) à reporter		19,155,378 63	744,857 98	19,900,236 61	12,362,756 72	7,537,479 89	

Suite de la *Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1900.*

MINISTÈRES.		CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture de l'exercice.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels.	CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture de l'exercice.	PAYEMENTS effectués sur l'exercice 1899. (Chapitre spécial des dépenses des exercices clos.)	RESTES à payer au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
Report (France)		19,155,378f 63c	744,857f 98c	19,900,236f 61c	12,362,756f 72c	7,537,479f 89c	
ALGÉRIE.							
Finances		8,870f 91c	"	8,870f 91c	"	8,870f 91c	
Justice		2,372 45	"	2,372 45	"	2,372 45	
Intérieur et cultes.	Justice musulmane	375 00	"	375 00	"	375 00	
	Intérieur	187,369 14	"	187,369 14	"	187,369 14	
	Culte musulman	4,950 17	"	4,950 17	"	4,950 17	
	Instruction publique indigène	"	"	"	"	"	
	Beaux-Arts	1,048 34	"	1,048 34	"	1,048 34	
	Commerce et industrie	"	"	"	"	"	
	Agriculture	22,386 18	"	22,386 18	"	22,386 18	
	Travaux publics	14,769 84	"	14,769 84	"	14,769 84	
	Service maritime	"	"	"	"	"	
	Service des cultes	101 79	"	101 79	74f 97c	26 82	
Instruction publique et beaux-arts.	Service de l'instruction publique	4,284 36	"	4,284 36	24 00	4,260 36	
	Service des beaux-arts	"	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	"	
	Service des postes et des télégraphes	2,041 21	(A) 17,300 00	19,341 21	"	19,341 21	(A) Loi du 25 décembre 1899.
Agriculture		2,916 71	"	2,916 71	2,902 55	14 16	
TOTAL (Algérie)		251,486 10	17,300 00	268,786 10	3,001 52	265,784 58	
TOTAL GÉNÉRAL		19,406,864 73	762,157 98	20,169,022 71	12,365,758 24	7,803,264 47	

Suite du **COMPTE D'APUREMENT DES**

État général des créances des exercices clos restant à solder au 1er janvier 1900 et dont le payement peut avoir lieu par imputation sur les budgets des exercices courants, selon le mode réglé par l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

MINISTÈRES.		MONTANT DES CRÉANCES RESTANT À PAYER. Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
FRANCE.						
Finances		1,836,969f 51c	2,291,618f 33c	3,854,822f 70c	7,983,410f 54c	
Justice		3,324 20	6,400 09	8,545 77	18,270 06	
Affaires étrangères		181,560 26	730,516 41	743,689 79	1,655,766 46	
Intérieur et cultes.	Service de l'intérieur	33,846 01	170,979 60	491,377 67	696,203 28	
	Service des cultes	15,410 57	16,042 03	27,838 73	59,291 33	
Guerre	Dépenses ordinaires	52,273 20	120,816 67	25,373 44	198,463 31	
	Dépenses extraordinaires	18,658 99	8,242 02	6,851 51	33,752 52	
Marine		9,132 87	30,450 02	808,971 74	848,554 63	
Instruction publique et beaux-arts.	Service de l'instruction publique	23,211 72	29,325 38	135,425 54	187,962 64	
	Service des beaux-arts	7,792 58	272,101 98	40,818 26	320,712 82	
Commerce, industrie, postes et télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	11,210 57	15,012 77	28,246 74	54,470 08	
	Service des postes et des télégraphes.	315,913 26	330,628 60	465,142 79	1,111,684 65	
Colonies		39,912 18	567,222 62	542,218 57	1,149,353 37	
Agriculture		24,826 16	21,215 37	55,298 81	101,340 34	
Travaux publics		161,930 24	68,584 09	302,857 83	533,372 16	
TOTAL (France) à reporter		2,735,972 32	4,679,155 98	7,537,479 89	14,952,608 19	

DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

Suite de l'État général des créances des exercices clos restant à solder au 1er janvier 1900 et dont le payement peut avoir lieu par imputation sur les budgets des exercices courants, selon le mode réglé par l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

MINISTÈRES.		MONTANT DES CRÉANCES RESTANT À PAYER. Exercice 1896.	Exercice 1897.	Exercice 1898.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
Report (France)		2,735,972f 32c	4,679,155f 98c	7,537,479f 89c	14,952,608f 19c	
ALGÉRIE.						
Finances		104 76	662 35	8,870 91	9,638 02	
Justice		"	"	2,372 45	2,372 45	
Intérieur et cultes.	Justice musulmane	"	"	375 00	375 00	
	Intérieur	71,883 91	99,322 00	187,369 14	358,575 05	
	Culte musulman	71 86	"	4,950 17	5,022 03	
	Instruction publique indigène	"	50 00	"	50 00	
	Beaux-arts	5,974 38	171 04	1,048 34	7,193 76	
	Commerce et industrie	20 82	"	"	20 82	
	Agriculture	1,582 13	95,423 90	22,386 18	119,392 21	
	Travaux publics	28,433 61	8,321 81	14,769 84	51,525 26	
	Service maritime	"	"	"	"	
	Service des cultes	117 50	15 00	26 82	159 32	
Instruction publique et beaux-arts.	Service de l'instruction publique	3,180 36	773 05	4,260 36	8,213 77	
	Service des beaux-arts	"	"	"	"	
Commerce, industrie, postes et télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	"	"	"	"	
	Service des postes et des télégraphes.	565 95	1,31 94	19,341 21	21,220 10	
Agriculture		299 73	2,218 48	14 16	2,532 37	
TOTAL (Algérie)		112,235 01	208,270 57	265,784 58	586,290 16	
TOTAL GÉNÉRAL		2,848,207 33	4,887,426 55	7,803,264 47	15,538,898 35	

COMPTE D'APUREMENT

DES DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR

AU 1ER JANVIER 1900.

Objet du compte.

Le compte des finances rendu pour l'année 1897 a expliqué les mesures prises par l'Administration et le Parlement pour assurer l'apurement régulier des dépenses restant à payer sur le compte spécial de l'expédition de Madagascar à l'époque de son règlement définitif. Le régime qui est suivi pour cet apurement a été consacré par l'article 10 de la loi du 24 décembre 1897. On croit inutile de reproduire le détail de ces dispositions, dont le texte se trouve d'ailleurs page 1059 du compte des finances précité.

On se borne, en conséquence, à résumer dans la présente note les opérations relatives à l'apurement des dépenses de l'expédition de Madagascar constatées pendant les années 1897, 1898 et 1899, et détaillées plus loin dans un tableau rapprochant les différents termes de la situation du compte au 1er janvier 1900. Ce tableau, divisé par ministères, présente les résultats ci-après :

Situation du compte au 1er janvier 1900.

Les dépenses qui restaient à payer à l'époque de la clôture du compte spécial s'élevaient à	508,479f 39c
De nouvelles créances liquidées depuis, et admises en vertu de crédits additionnels régulièrement ouverts aux Ministres, ont augmenté ce reste à payer de	206,322 23
et l'ont ainsi porté à	714,801 62
Les payements effectués en atténuation de ces créances, et qui ont eu lieu sur les fonds des budgets des exercices 1897, 1898 et 1899, se sont élevés à	553,816 52
De sorte qu'au 1er janvier 1900, les créances restant à solder ne sont plus que de	160,985 10

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR.

Compte spécial : Dépenses de l'expédition de Madagascar. (Loi de règlement.)

Situation des Dépenses restant à payer au 1er janvier 1900.

MINISTÈRES.	CRÉANCES qui restaient à payer à la clôture du compte.	NOUVELLES CRÉANCES admises en vertu de crédits additionnels aux restes à payer			CRÉANCES qui restaient réellement à payer à la clôture du compte.	PAYEMENTS EFFECTUÉS sur les exercices courants. (Chapitre spécial des dépenses de l'expédition de Madagascar.)				RESTES à payer au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
		par des lois votées pendant l'année 1897.	par des lois votées pendant l'année 1898.	par des lois votées pendant l'année 1899.		Exercice 1897.	Exercice 1898.	Exercice 1899.	TOTAL.		
Guerre	42,993f 90c	120,493f 09c	65,364f 11c	(A) 13,501f 32c	242,352f 42c	453f 19c	214,973f 84c	11,004f 78c	226,431f 81c	15,920f 61c	(A) Loi du 25 décembre 1899.
Marine	465,485 49	"	6,963 71	"	472,449 20	"	327,384 71	"	327,384 71	145,064 49	
TOTAL	508,479 39	120,493 09	72,327 82	13,501 32	714,801 62	453 19	542,358 55	11,004 78	553,816 52	160,985 10	
		206,322f 23c									

III

COMPTE

DES

SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE

POUR L'ANNÉE 1899

NOTE

SUR

LE COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE

PENDANT L'ANNÉE 1899.

Le compte des services financiers en Algérie a pour destination d'exposer, par nature de recettes et de dépenses et par classes de comptables, les opérations effectuées en Algérie pendant l'année, tant pour le compte de l'État que pour les services départementaux, et d'en résumer les résultats de manière à déterminer les besoins de trésorerie auxquels l'Administration des finances a eu à pourvoir.

Il se compose d'un tableau général qui présente l'ensemble des recettes et des payements effectués pendant l'année par les comptables des finances en Algérie, c'est-à-dire par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, les receveurs des douanes, les receveurs des contributions diverses, les receveurs des postes et des télégraphes et enfin par les trésoriers-payeurs.

Les mêmes opérations sont ensuite développées, par classes de comptables et par nature de services, dans une série d'états placés à la suite de ce tableau général.

Un tableau, divisé par départements et par catégories de comptables, permet d'apprécier l'importance des opérations pour chacune des localités de l'Algérie.

Le décret du 27 octobre 1858 a supprimé le *service municipal* de l'Algérie, constitué par l'ordonnance du 21 août 1839, en y substituant, à partir du 1er janvier 1859, les services des *budgets provinciaux* et des *budgets des localités non érigées en communes*. Les budgets des localités non érigées en communes ont eux-mêmes été supprimés définitivement par le décret du 5 novembre 1868, et les budgets provinciaux remplacés par les budgets départementaux. Des tableaux spéciaux sont joints à ceux indiqués ci-dessus et font connaître, avec le développement qu'elles comportent, les différentes natures de recettes et de dépenses effectuées pour les services départementaux.

L'ensemble des services financiers en Algérie, pour l'année 1899, présente les résultats suivants,

		RECETTE.	DÉPENSE.	EXCÉDENT de recette.	EXCÉDENT de dépense.
Service des budgets		61,179,822f 60c	118,280,065f 75c	"	57,100,243f 15c
Services de trésorerie.	Services spéciaux du Trésor.	38,033,581 85	32,339,253 24	5,694,328f 61c	"
	Créances passives	567,475,902 12	481,832,506 58	85,643,395 54	"
	Créances actives	4,716,352 38	4,624,988 00	91,364 38	"
	Mouvements de fonds	295,768,464 56	324,054,423 99	"	28,285,959 43
Augmentation des valeurs de caisse et de portefeuille		"	6,042,885 95	"	6,042,885 95
		967,174,123 51	967,174,123 51	91,429,088 53	91,429,088 53

Suite de la *Note sur le Compte des services financiers en Algérie.*

Voici, pour chaque branche principale de service, le résultat du rapprochement des recettes et des dépenses que l'on vient de résumer :

				EXCÉDENTS DE RECETTES.	EXCÉDENTS DE PAYEMENTS.
Service des budgets :					
Budget général. (Exercice 1898.)	France.	Produits divers du budget	"		
		Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	12f 53c		
	Algérie.	Impôts et revenus	1,410,509 21		
		Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,880 27		
		Produits et revenus du domaine de l'État	344,362 98		
		Produits divers du budget	275,400 73		
		Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	283,824 56		
Budget général. (Exercice 1899.)	France.	Produits divers du budget	2,922,880 44		
		Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	43,781 29		
	Algérie.	Impôts et revenus	41,383,186 71		
		Produits des monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,913,792 69		
		Produits et revenus du domaine de l'État	4,204,985 76		
		Produits divers du budget	1,015,653 72		
		Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	3,375,551 71		
		Ensemble	61,179,822 60		
		Payements faits sur les ordonnances des Ministres	118,280,065 75		
			57,100,243 15	"	57,100,243f 15c
Services spéciaux du Trésor :					
Recettes			38,033,581f 85c		
Payements			32,339,253 24		
			5,694,328 61	5,694,328f 61c	"
Créances passives :					
Recettes en augmentation			567,475,902f 12c		
Payements en atténuation			481,832,506 58		
			85,643,395 54	85,643,395 54	"
Créances actives :					
Recettes en atténuation			4,716 352f 38c		
Payements en augmentation			4,624,988 00		
			91,364 38	91,364 38	"
Mouvements de fonds :					
Recettes			295,768,464f 56c		
Dépenses			324,054,423 99		
			28,285,959 43	"	28,285,959 43
				91,429,088 53	85,386,202 58
Excédent des recettes sur les payements				6,042,885f 95c	

Cet excédent de recettes justifie l'augmentation que les valeurs de caisse et de portefeuille chez les comptables en Algérie ont éprouvée pendant l'année 1899.

Ces encaisses étaient, au commencement de l'année 1899, de..... 28,918,771f 29c

Au 1er janvier 1900, elles s'élèvent à..... 34,961,657 24

Différence égale..... 6,042,885 95

COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

État général des Recettes et des Payements effectués pendant l'année 1899, par les Comptables des Finances en Algérie.

SOLDE EN CAISSE ET EN PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1899 :			
Receveurs de l'enregistrement et des domaines	7,457f 01c		
Receveurs des douanes	193,339 62		
Receveurs des contributions diverses	19,239,146 10	20,969,260f 31c	
Receveurs des postes et des télégraphes	1,529,317 58		28,918,771f 29c
Trésoriers-payeurs en Algérie		7,949,510 98	

RECETTE.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	TOTAL.		
Produits divers du budget	"	2,922,880f 44c	2,922,880f 44c		
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	"	80 10	80 10		
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	12f 53c	165 22	177 75		
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Versements des officiers remontés à titre onéreux	"	43,286 02	43,286 02		
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Versements des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	"	249 95	249 95		
TOTAL à reporter	12 53	2,966,661 73	2,966,674 26		
A reporter					28,918,771 29

DÉPENSE.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.		1898.	1899.	1900.	TOTAL.
1re partie. — Dette publique. (Ministère des finances.)		184,399f 57c	7,276,289f 29c	"	7,460,688f 86c
2e partie. — Services généraux des ministères. — Ministère des finances		533 15	20,924 36	"	21,457 51
Ministère de la justice		145 83	1,625 00	"	1,770 83
Ministère des affaires étrangères		6,055 00	12,925 00	"	18,980 00
Ministère de l'intérieur et des cultes.	Intérieur	985 00	2,230 00	"	3,215 00
	Cultes	"	4,505 56	"	4,505 56
Ministère de la guerre	1re section. — Dépenses ordinaires.	4,387,038 59	50,786,932 68	"	55,173,971 27
	2e section. — Dépenses extraordinaires	43,981 17	292,076 78	"	336,057 95
Ministère de la marine		79,277 11	773,056 56	"	852,333 67
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.	Service de l'instruction publique.	6,157 29	49,671 73	"	55,829 02
	Service des beaux-arts	175 00	8,291 67	"	8,466 67
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.	Service du commerce et de l'industrie	1,168 52	2,689 77	"	3,858 29
	Service des postes et des télégraphes	"	"	"	"
Ministère des colonies		5,525 88	9,410 09	"	14,935 97
Ministère de l'agriculture		1,476 76	5,855 85	"	7,332 61
Ministère des travaux publics.	Dépenses ordinaires	2,475 00	1,150 00	"	3,625 00
	Dépenses extraordinaires	"	"	"	"
4e partie. — Frais de régie, perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.	Finances	9,180 81	1,869,822 44	"	1,879,003 25
	Postes et télégraphes	"	"	"	"
	Agriculture	"	"	"	"
5e partie. — Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes.	Finances	188 28	7,808 84	"	7,997 12
	Postes et télégraphes	"	"	"	"
TOTAUX à reporter		4,728,762 96	61,125,265 62	"	65,854,028 58

COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite de *l'État général des Recettes et des Payements effectués pendant l'année 1899, par les Comptables des Finances en Algérie.*

RECETTE.

Report				.....	28,918,771f 29c

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

		EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	TOTAL.		
Report		12f 53c	2,966,661f 73c	2,966,674f 26c		
ALGÉRIE.						
Impôts et revenus		1,410,509f 21c	41,383,186f 71c	42,793,695f 92c		
Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État		5,880 27	5,913,792 69	5,919,672 96		
Produits et revenus du domaine de l'État		344,362 98	4,204,985 76	4,549,348 74		
Produits divers du budget		275,400 73	1,015,653 72	1,291,054 45		
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Produits universitaires	"	124,735 00	124,735 00		
	Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	77,014 99	615,837 14	692,852 13		
	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	61,165 22	1,042,771 34	1,103,936 56		
	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	1,325 00	3,000 00	4,325 00		
	Prélèvement d'un sixième sur le produit de l'octroi de mer	60,511 10	1,173,831 20	1,234,342 30		
	Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	4,922 41	67,733 83	72,656 24		
	Remboursement par les communes des frais de traitement des malades civils dans les hôpitaux	69,548 34	293,764 04	363,312 38		
	Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux	7,837 50	49,379 16	57,216 66		
	Remboursements d'avances par les hospices civils	1,500 00	4,500 00	6,000 00		
		2,319,977 75	55,893,170 59	58,213,148 34		
TOTAL à reporter		2,319,990 28	58,859,832 32	61,179,822 60	61,179,822f 60c	
A reporter					61,179,822 60	28,918,771 29

DÉPENSE.

SERVICE DES BUDGETS

BUDGET GÉNÉRAL.

			EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	EXERCICE 1900.	TOTAL.
Report			4,728,762f 96c	61,125,265f 62c	"	65,854,028f 58c
ALGÉRIE.						
Ministère des finances			52,721f 23c	463,251f 34c	"	515,972f 57c
Ministère de la justice			85,296 40	2,492,656 92	"	2,577,953 32
Ministère de l'intérieur et des cultes	Service de l'Intér. — 1re sect.	1. Justice musulme	11,820 31	108,167 86	"	119,988 17
		2. Culte musulman	50,293 22	9,164,374 49	"	9,214,667 71
		3. Intérieur	1,982,743 60	242,528 05	"	2,225,271 65
		4. Instruction publique indigène	7,018 05	93,512 12	"	100,530 17
		5. Beaux-arts	83,840 35	124,809 88	"	208,650 23
		6. Commerce et industrie	3,741 11	90,311 37	"	94,052 48
		7. Agriculture	536,599 29	1,244,924 82	"	1,781,524 11
		8. Travaux publics	2,709,522 85	7,953,899 42	"	10,663,422 27
		9. Service maritime	"	36,866 86	"	36,866 86
	2e section. — Service des cultes		232,765 83	673,868 53	"	906,634 36
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	Service de l'instruction publique		585,187 08	5,324,671 94	"	5,909,859 02
	Service des beaux-arts		22,909 99	57,246 33	"	80,156 32
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	Service du commerce		17,663 33	103,703 98	"	121,367 31
	Service des postes et des télégraphes		"	2,498 50	"	2,498 50
Ministère de l'agriculture			"	6,653 57	"	6,653 57
Ministère des travaux publics			"	"	"	"
Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	Finances		1,438,772 06	5,330,741 95	"	6,769,514 01
	Postes et télégraphes		311,276 40	5,192,080 06	"	5,503,356 46
	Agriculture		419,214 55	2,585,847 95	"	3,005,062 50
Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	Finances		1 486,049 96	857,510 82	"	2,343,560 78
	Intérieur		40,545 17	197,929 63	"	238,474 80
			10,077,980 78	42,348,056 39	"	52,426,037 17
TOTAL du service des budgets			14,806,743f 74c	103,473,322f 01c	"	118,280,065f 75c

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite de l'*État général des Recettes et des Payements effectués pendant l'année 1899, par les Comptables des Finances en Algérie.*

Suite de la RECETTE.

Report				61,179,822f 60c	28,918,771f 29

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Capitaux de cautionnements en numéraire			260,650f 00c		
Services départementaux de l'Algérie. — Produits départementaux	Exercice 1898.	425,377f 32c			
	Exercice 1899.	21,071,290 67			
Recettes à charge de remboursement	Exercice 1898.	169,117 31			
	Exercice 1899.	10,929,956 76	32,595,742 06		
Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public			1,756,179 43		
Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie			1,243,490 34	38,033,581f 85c	
Produit de l'aliénation d'immeubles militaires			1,592,308 12		967,174 123 51
Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées			581,947 66		
Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en vertu de la loi du 7 août 1897			59 70		
Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage			3,204 54		

RECETTES EN AUGMENTATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer. — Traites et mandats			51,420,608f 25c		
Correspondants du Trésor. — Divers services publics			128,717,897 50		
Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects			107,755,825 36		
Divers correspondants			685,773 78	567,475,902 12	
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie			278,891,023 19		
Fonds particuliers des comptables des finances			4,774 04		
					905,994,300 91

RECETTES EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services				4,716,352 38	

MOUVEMENTS DE FONDS.

Fonds reçus par les trésoriers-payeurs en Algérie du caissier-payeur central du Trésor			59,533,268f 98c		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des trésoriers-payeurs généraux			9 840,775 30		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs de leurs collègues			2,157,594 65		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des receveurs de l'enregistrement (Algérie)			12,206,805 25		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des receveurs des douanes (Algérie)			16,869,645 00		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des receveurs des contributions diverses			59,988,829 54		
Fonds reçus par les trésoriers-payeurs des receveurs des postes et des télégraphes			34,777,994 94		
Fonds reçus des trésoriers-payeurs par les receveurs de l'enregistrement			196,155 00		
Fonds reçus des trésoriers-payeurs par les receveurs des contributions diverses			10,619,925 23	295,768,464 56	
Fonds reçus des trésoriers-payeurs par les receveurs des postes et des télégraphes			10,489,657 16		
Fonds que les receveurs de l'enregistrement ont reçus de leurs collègues d'Algérie et de France			1,176,276 85		
Fonds que les receveurs des douanes ont reçus de leurs collègues, et virements de fonds avec d'autres comptables			7,572,332 81		
Fonds que les receveurs des contributions diverses ont reçus de leurs collègues et d'autres comptables			51,673,032 46		
Fonds que les receveurs des postes et des télégraphes ont reçus d'autres comptables			18,666,171 39		
Total des recettes de l'année					967,174,123 51
Total général					996,092,894 80

Suite de la DÉPENSE.

Report				118,280,065f 75c	

SERVICES DE TRÉSORERIE.

SERVICES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Capitaux de cautionnements en numéraire			255,139f 03c		
Services départementaux de l'Algérie. — Budget départemental	Exercice 1898.	2,970,692f 51c			
	Exercice 1899.	16,665,322 94			
Dépenses sur recettes à charge de remboursement	Exercice 1898.	839,444 86			
	Exercice 1899.	10,076,037 14	30,551,497 45	32,339,253f 24c	
Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie			474,824 24		
Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires			1,057,792 52		961,131,237f 56c

PAYEMENTS EN ATTÉNUATION DES CRÉANCES PASSIVES.

Effets à payer. — Traites et mandats			5,228,896f 40c		
Correspondants du Trésor. — Divers services publics			90,636,075 11		
Comptes de divers avec les receveurs de revenus indirects			106,361,143 57		
Divers correspondants			729,070 56	481,832,506 58	
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie			278,872.527 39		
Fonds particuliers des comptables des finances			4,793 55		

PAYEMENTS EN AUGMENTATION DES CRÉANCES ACTIVES.

Avances pour divers services			4,621.455f 71c		
Effets de comptables			3,532 29	4,624,988 00	842,851,171 81

MOUVEMENTS DE FONDS.

Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs de l'Algérie au caissier-payeur central du Trésor			89,028,201f 02c		
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux trésoriers-payeurs généraux			4,214,959 63		
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs à leurs collègues			2,157,594 65		
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie			196,155 00		
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux receveurs des douanes			"		
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux receveurs des contributions diverses			10,619,925 23		
Fonds envoyés par les trésoriers-payeurs aux receveurs des postes et des télégraphes			10,489,657 16		
Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs par les receveurs de l'enregistrement			"		
Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs et au caissier-payeur central (traites) par les receveurs des douanes			20,536,644 93		
Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs par les receveurs des contributions diverses			59,988,829 54	324,054,423 99	
Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs par les receveurs des postes et des télégraphes			34,777,994 94		
Fonds envoyés par les receveurs de l'enregistrement à leurs collègues de l'Algérie et de France et à d'autres comptables			16,212,611 03		
Fonds envoyés par les receveurs des douanes à leurs collègues, et dépenses par virements avec d'autres comptables			326,434 43		
Fonds envoyés par les receveurs des contributions diverses à leurs collègues, et dépenses par virements avec d'autres comptables			44,819,165 67		
Fonds envoyés par les receveurs des postes et des télégraphes à leurs collègues et à d'autres comptables			30,686,250 76		
Total des dépenses de l'année					961,131,237 56

SOLDE EN CAISSE ET EN PORTEFEUILLE AU 1er JANVIER 1900.

Receveurs de l'enregistrement et des domaines			6,653f 75c		
Receveurs des douanes			181.215 35		
Receveurs des contributions diverses			23.054.049 25	25,382,222 89	
Receveurs des postes et des télégraphes			2,140,304 54		34,961,657 24
Trésoriers-payeurs en Algérie				9,579,434 35	
Total général					996,092,894 80

Suite du **COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.**

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les Receveurs de l'Enregistrement, du Timbre et des Domaines en Algérie pendant l'année 1899.

Solde en caisse au 1er janvier 1899 ..... 7,457f 97c

RECETTE.

SERVICE DES BUDGETS.

1° BUDGET GÉNÉRAL (ALGÉRIE).

Exercice 1898.	Impôts et revenus.	Enregistrement, greffe, hypothèques et perceptions diverses	2,787f 51c	9,930f 72c		
		Droits de timbre	7,143 21			
	Produits et revenus du domaine de l'État.	Produits du domaine autre que le domaine forestier	244,950f 04c	344,362 98	..... 355,336f 39c	
		Produits des forêts	99,412 94			
	Produits divers du budget			30 00		
	Retenues et autres produits concernant les pensions civiles			1,012 69		

BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)

Exercice 1899.	Impôts et revenus	Enregistrement, greffe, hypothèques et perceptions diverses	4,273,524 37c	8,737,598f 66c		13,364,397f 09c
		Droits de timbre	4,277,246 36			
		Taxe sur le revenu des valeurs mobilières, etc.	186,827 93			
	Produits et revenus du domaine de l'État.	Produit du domaine autre que le domaine forestier	2,338,239f 06c	4,204,985 76	..... 13,009,060 70	
		Produits des forêts	1,866,746 70			
	Produits divers du budget			53,619 56		
	Recettes d'ordre.	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		12,856 72		

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor.	Produits de l'aliénation d'immeubles militaires affectés à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la Guerre	1,592,308f 12c	2,174,255f 78c		20,372,091 96
	Produits de l'aliénation de terrains provenant des fortifications de places déclassées	581,947 66			
Correspondants du Trésor			3,333,095 27		
Fonds particuliers. — Fonds que les receveurs ont versés dans leur caisse			3,630 21		
Avances pour divers services.	Frais de justice militaire	29,795f 45c			
	Avances concernant la contribution foncière de l'État	5,644 74			
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration de l'enregistrement et des domaines	20,848 98			
	Restitutions de droits de timbre indûment perçus. Déchets et maculatures. (Sommes inférieures à 5 francs)	3 05			
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	1,772 30			
	Frais d'expropriation pour cause d'utilité publique	254 25			
	Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	9,208 93	124,281 76	7,007,694 87	
	Payement à régulariser. (Détournement Jamiat)	478 06			
	Frais de location de bâtiments et terrains militaires	193 72			
	Frais de vente et de location d'immeubles appartenant à l'État	12,636 07			
	Frais de transport de papiers timbrés et d'impressions	2,499 60			
	Allocation de 3 p. o/o aux distributeurs de papiers timbrés	30,747 19			
	Frais de formalités remplies en exécution de la loi du 26 juillet 1873	55 26			
	Menues dépenses du timbre	420 80			
	Avances imprévues concernant la contribution foncière du domaine de l'État.				
	Restitutions de droits. — Ventes judiciaires d'immeubles	9,723 36			
Mouvements de fonds.	Fonds de subvention reçus du trésorier-payeur ou de ses préposés	197,205 00			
	Recettes par virements entre les receveurs de l'enregistrement et des domaines dans le département, en Algérie	1,093,816 47	1,372,431 85		
	Recettes par virements entre les receveurs de l'enregistrement et des domaines hors du département, en Algérie	74,125 53			
	Recettes par virements entre les receveurs de la France et de l'Algérie	7,284 85			
	Total des recettes de l'année			20,372,091 96	
	Total général				20,379,548 97

DÉPENSE

SERVICE DES BUDGETS.

Exercice 1899. — Ministère de la justice. (Budget général. — Algérie.)			658,489f 23c	

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Correspondants du Trésor			3,351,304f 56c		
Fonds particuliers. — Remboursements aux receveurs de fonds qu'ils avaient versés dans leur caisse			3,577 77		
Avances pour divers services.	Frais de justice militaire	29,100f 00			20,372,895f 22c
	Avances concernant la contribution foncière de l'État	6,046 79			
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'enregistrement et les domaines	30,601 18			
	Restitutions de droits de timbre indûments perçus. — Déchets et maculatures. (Somme inférieure à 5 francs)	3 05			
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'administration des forêts	773 83			
	Frais d'expropriation pour cause d'utilité publique	209 88			
	Frais de poursuites et d'instances concernant l'agence judiciaire du Trésor	12 55	143,380 34		
	Frais de vente d'objets mobiliers appartenant à l'État et aux départements	16,909 19		19,714,405 99	
	Frais de location de bâtiments et terrains militaires	62 21			
	Frais de location et de vente d'immeubles appartenant à l'État	13,588 31			
	Frais de transport de papiers timbrés et d'impressions	2,474 10			
	Allocation de 3 p. o/o aux distributeurs de papiers timbrés	32,697 50			
	Frais de formalités remplies en execution de la loi du 26 juillet 1873	103 03			
	Menues dépenses du timbre	398 75			
	Restitution de droits. — Ventes judiciaires d'immeubles	10,399 97			
Comptables en débet.	Déficit de caisse		3,532 29		
Mouvements de fonds.	Fonds de subvention fournis à des receveurs de l'enregistrement	1,050f 00c			
	Dépenses par virements entre les receveurs de l'enregistrement et des domaines dans le département, en Algérie	1,093 816 47			
	Dépenses par virements concernant les receveurs de l'enregistrement et des domaines hors du département, en France	57,820 44	16,212 611 03		
	Dépenses par virements concernant les receveurs de l'enregistrement et des domaines hors du département, en Algérie	74,125 53			
	Versements au trésorier-payeur ou à ses préposés sur produits de l'enregistrement	12.206,800 50			
	Versements aux receveurs des contributions diverses	2.778,998 00			
	Total des dépenses de l'année			20,372,895 22	
Solde en caisse au 1er janvier 1900					6,653 75
	Total général				20,379,548 97

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les Receveurs des Douanes en Algérie pendant l'année 1899.

Solde en caisse au 1er janvier 1899 ..... 193,359 [illegible]

RECETTE.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1898.	Impôts et revenus et recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Produits des Douanes	625f 00c	.....	627f 45c		
		Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	2 45				
Exercice 1899.	Impôts et revenus.	Droits de douanes à l'importation	14,625,030 90	14,625,030f 90c	14,833,458 98	14,834,086f 43c	
		Droits de navigation	"				
		Droits divers et produits accessoires	"				
		Amendes et confiscations	"				
		Produits divers du budget. — Droit d'extraction des phosphates		139,679 00			
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		68,749 08			

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor.		Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897		"	59 70	59 70	
Correspondants du Trésor.	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Fonds de retenue pour l'habillement, l'équipement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades		155,367 97	12,853,680 00		36,845,020 33
		Primes de captures. (Saisies de tabacs et arrestations de fraudeurs et de déserteurs)		725 00			
		Sommes afférentes aux préposés des douanes dans le produit des contraventions constatées à la requête des autres administrations		7 12			
		Consignations en garantie de droits de douanes et pour tenir lieu de cautionnements		1,512,621 26			
		Recouvrements faits pour des tiers		8,240,546 66			
		Fonds particuliers de divers et recettes à classer		2,944,411 99			
Avances pour divers services.		Avances sur le fonds de retenue pour l'habillement, l'équipement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades		1,665 00	1,584,861 39	22,010,874 20	
		Avances pour frais de saisies et de préemptions		2,334 11			
		Avances pour frais de poursuites et d'instances		"			
		Avances pour parts de saisies à des indicateurs ou à des saisissants		"			
		Avances pour primes de captures (saisies de tabacs, arrestation de fraudeurs et de déserteurs)		60 00			
		Fonds remis aux receveurs subordonnés pour subvenir aux remboursements de consignations		796,607 24			
		Arrérages de pensions payés par provision aux employés, aux veuves et orphelins		10,061 40			
		Avances diverses		774,133 64			
		Remboursements de droits sur colis postaux réexpédiés		"			
Mouvements de fonds.		Virements de fonds entre les receveurs des douanes de l'Algérie		168,410 89	7,572,332 81		
		Virements de fonds avec les receveurs des douanes de l'intérieur de la France		22,172 99			
		Virements de fonds avec les receveurs des contributions diverses					
		Virements de fonds avec les receveurs des contributions indirectes de la métropole		7,380,244 97			
		Fonds de subvention reçus des trésoriers-payeurs		1,503 96			
				"			
		Total des recettes de l'année				36,845,020 33	
		Total général					37,038,359 [illegible]

DÉPENSE.

Nota. Les receveurs des douanes n'effectuent aucune dépense pour les services départementaux.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1898.	Algérie.	Ministère des finances. Frais de régie, de perception des impôts et revenus publics	80,032f 67c	80,032f 67c		
		Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	"			
Exercice 1899.	Algérie.	Ministère des finances. Service général. Exerc. clos et périmés	503 41	1,504,654 59	1,584,687f 26c	
		Ministère des finances. Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics	1,454,831 98			
		Ministère des finances. Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	49,319 20			

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor.	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Payements sur fonds de retenue pour l'habillement, l'équipement, le service de santé et le casernement des préposés de brigades	135,109 76	12,832,892 16		36,857,144f 60c
		Prime de capture. (Saisies de tabacs, arrestations de fraudeurs et de déserteurs.)	765 00			
		Sommes afférentes aux préposés des douanes dans le produit des contraventions constatées à la requête des autres administrations	37 41			
		Consignations en garantie de droits et pour tenir lieu de cautionnements	1,557,488 20			
		Recouvrements faits pour des tiers	8,194,532 25			
		Fonds particuliers de divers et recettes à classer	2,944,959 54			
Avances pour divers services.		Avances sur fonds de retenues pour l'habillement, l'équipement, le service de santé et le casernement des préposés des brigades	1,665 00	1,576,485 82	35,272,457 34	
		Avances pour frais de saisies et de préemptions	3,780 01			
		Avances pour frais de poursuites et d'instances	"			
		Avances pour parts de saisies à des indicateurs ou à des saisissants	65 00			
		Avances de primes de capture (saisies de tabacs, arrestations de fraudeurs et de déserteurs)	60 00			
		Fonds remis aux receveurs subordonnés pour subvenir aux remboursements de consignations	788,820 56			
		Arrérages de pensions payés par provision aux employés, aux veuves et orphelins	7,112 74			
		Avances diverses	774,982 51			
		Remboursements des droits sur colis postaux réexpédiés	"			
Mouvements de fonds.		Versements et envois de mandats sur la Banque au caissier central du Trésor	"	20,863,079 36		
		Versements aux trésoriers-payeurs	16,869,645 00			
		Versements aux receveurs des contributions diverses	142,175 00			
		Versements au caissier-payeur central : envoi de traites — de douanes	2,531,940 72			
		Versements au caissier-payeur central : envoi de traites — d'octroi de mer	1,090,129 36			
		Versements au caissier-payeur central : envoi de traites — taxes sur alcools	44,929 85			
		Dépenses par virement entre les receveurs des douanes de l'Algérie	168,410 89			
		Dépenses par virement avec les receveurs des douanes de l'intérieur de la France	5,620 66			
		Dépenses par virement avec les receveurs des contributions diverses	9,490 07			
		Dépenses par virement avec les receveurs des contributions indirectes de la métropole	737 81			
		Total des dépenses de l'année			36,857,144 60	
		Solde en caisse au 1er janvier 1900				181,215 35
		Total général				37,038,359 95

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES EN ALGÉRIE *pendant l'année 1899.*

Solde en caisse au 1er janvier 1899						.....	19,239,146f [illegible]
RECETTE. — SERVICE DES BUDGETS.							
BUDGET GÉNÉRAL.							
Exercice 1898.	Impôts et revenus.	Contributions directes	590,859f 07c				
		Taxes assimilées aux contons directes	25,942 42				
		Contributions arabes	473,622 69				
		Produits des contributions diverses	309,529 31		1,622,001f 28c		
	Produits divers du budget		713 45				
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses		221,334 34				
BUDGET GÉNÉRAL.							
Exercice 1899.	Impôts et revenus.	Contributions directes	3,256,613f 44c			22,796,752f 78c	
		Taxes assimilées aux contributions directes	186,239 08	18,020,557f 15c			
		Contributions arabes	7,384,994 60				
		Produit des contributions diverses	7,192,710 03				
	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État			931,458 97			
	Produits divers du budget			17,690 01			
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Produit des amendes et condamnations pecuniaires		615,837 14			
		Prélèvement d'un sixième sur le produit de l'octroi de mer		1,173,831 20	21,174,751 50		
		Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation		67,733 83			
		Remboursement par les communes des frais de traitement des malades civils dans les hôpitaux		293,764 04			
		Frais de traitement dus par les malades aisés reçus dans les hôpitaux		49,379 16			
		Remboursement d'avances par les hospices civils		4,500 00			
SERVICES DE TRÉSORERIE.							192,620,724 22
Services spéciaux du Trésor.	Services départementaux de l'Algérie.	Recettes de l'exercice 1898		594,494f 63c	32,595,742 06		
		Recettes de l'exercice 1899		32,001,247 43			
Correspondants du Trésor. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Cautionnements restitués aux assujettis à la licence. (Boissons et tabacs.)			376,605 00			
	Amendes et confiscations pour contraventions aux droits du Trésor			"			
	Fonds particuliers reçus de divers.	Recouvrements pour des tiers		9,668,094 07			
		Fonds à rembourser à divers et recettes à classer		7,516,728 67			
		Services gérés		31,198,208 75			
	Contribution foncière sur les propriétés bâties.	Produits à répartir. — Recettes au titre de l'exercice précédent		447,359 44			
		Recettes au titre de l'exercice courant		3,447,363 03			
	Excédents de versements sur contributions directes.	Recettes au titre de l'exercice précédent		142 65			
		Recettes au titre de l'exercice courant		59,132 76	72,047,035 18		
	Patentes à répartir.	Recettes au titre de l'exercice précédent		454,477 24			
		Recettes au titre de l'exercice courant		1,987,836 54			
	Impôts arabes à répartir	Recettes au titre de l'exercice précédent		894,938 70			
		Recettes au titre de l'exercice courant		14,982,379 19		169,823,971 44	
	Taxes relatives à la constitution de la propriété indiv. indigène	Recettes au titre de l'exercice précédent		34,937 12			
		Recettes au titre de l'exercice courant		722,238 18			
	Consignations concernant le service de la propriété individuelle indigène			56,269 19			
	Mandats sur le Trésor. — Réception des fonds			200,324 65			
Fonds particuliers. — Fonds que les comptables ont versés dans leur caisse					1,143 83		
Avances pour divers services					2,887,092 68		
Mouvements de fonds.	Fonds de subvention reçus des trésoriers-payeurs ou de leurs préposés			10,619,925f 23c			
	Fonds de subvention reçus des receveurs des contributions diverses			7,609,278 00			
	Recouvrements faits pour le compte de leurs collègues			12,331,997 69			
	Recettes en acquit de dépenses faites par des collègues			10,296,533 02			
	Recouvt faits pour le compte des receveurs des contribns indirectes de France			1,105 32			
	Recettes en acquit de dépenses faites pr le compte des recevrs des contribns indtes			3,399 92	62,292,957 69		
	Recouvrements faits pour le compte des receveurs des douanes en Algérie			9,490 07			
	Recettes en acquit de dépenses faites p/c des receveurs des douanes en Algérie			"			
	Versements des receveurs des postes et des télégraphes en Algérie			18,500,055 44			
	Versements des receveurs de l'enregistrement en Algérie			2,778,998 00			
	Versements des receveurs des douanes en Algérie			142,175 00			
Total des recettes de l'année						192,620,724 22	
Total général							211,859,870 32

DÉPENSE.

Nota. Les receveurs des contributions diverses n'effectuent aucune dépense pour le service des budgets.

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Services spéciaux du Trésor.	Services départementaux de l'Algérie.	Dépenses de l'exercice 1898	839,444f 86c	10,915,482f 00c	
		Dépenses de l'exercice 1899	10,076,037 14		
Correspondants du Trésor. — Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Cautionnements des assujettis à la licence. (Boissons et tabacs.)		384,105 00		
	Valeurs des estampilles délivrées aux mêmes assujettis		"		
	Amendes et confiscations pour contraventions aux droits du Trésor		"		
	Fonds particuliers reçus de divers.	Versements des sommes recouvrées pour des tiers	10,082,384 62		
		Remboursements de fonds à divers et recettes à classer	7,601,034 99		
		Services gérés	29,065,261 66		
	Contribution foncière sur les propriétés bâties.	Répartition des recettes faites au titre de l'exercice précédent	447,359 44		
		Répartition des recettes faites au titre de l'exercice courant	3,447,363 03		
	Excédents de versements sur contributions directes.	Attribution des recettes faites au titre de l'exercice précédent	11,298 15		
		Attribution des recettes faites au titre de l'exercice courant	51,315 24	70,445,191 63	
	Patentes.	Répartition des recettes faites au titre de l'exercice précédent	454,477 24		
		Répartition des recettes faites au titre de l'exercice courant	1,987,836 54		
	Contributions arabes.	Répartition des recettes faites au titre de l'exercice précédent	894,938 70		
		Répartition des recettes faites au titre de l'exercice courant	14,982,379 19		188,805,821f 07c
	Taxes relatives à la constitution de la propriété individuelle indigène.	Attribution des recettes faites au titre de l'exercice précédent	370,871 35		
		Attribution des recettes faites au titre de l'exercice courant	437,383 24		
	Remboursement des consignations concernant le service de la propriété individuelle indigène		26,858 59		
	Mandats sur le Trésor. — Remises des mandats		200,324 65		
Fonds particuliers. — Remboursement aux receveurs des fonds qu'ils avaient versés dans leur caisse				1,215 78	
Avances pour divers services				2,035,936 45	
Comptables en débet					
Mouvements de fonds.	Versements à la caisse des trésoriers-payeurs ou de leurs préposés		59,988,829f 54c		
	Envois directs au caissier-payeur central du Trésor d'obligations de crédit		3,347,941 94		
	Fonds de subvention fournis aux receveurs des contributions diverses		7,609,278 00		
	Payements faits pour le compte des receveurs des contributions diverses		10,296,533 02		
	Dépenses des fonds reçus pour le compte des receveurs des contributions diverses par leurs collègues		12,331,997 69		
	Payements faits pour le compte des receveurs des contributions indirectes en France		3,683 63		
	Dépenses de fonds reçus pour le compte des receveurs des contributions indirectes		831 95	104,807,995 21	
	Payements faits pour le compte des receveurs des douanes en France		"		
	Payements faits pour le compte des receveurs des douanes en Algérie		146,602 40		
	Dépenses des fonds reçus pour le compte des comptables par les receveurs des douanes en Algérie		7,233,642 57		
	Fonds de subvention fournis aux receveurs des postes et des télégraphes en Algérie		3,848,654 47		
Total des dépenses de l'année				188,805,821 07	
Solde en caisse au 1er janvier 1900					23,054,049 25
Total général					211,859,870 32

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les Receveurs des Postes et des Télégraphes en Algérie pendant l'année 1899.

Solde en caisse au 1er janvier 1899 ..... 1,529,317 96

RECETTES.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1898 (Algérie).	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	Produits des postes		1,108f 71c	
		Produits des télégraphes		4,764 13	
		Produits des téléphones		7 43	9,755f 64c
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles			3,875 37	
Exercice 1899 (Algérie).	Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État.	Produits des postes		3,385,781 26	
		Produits des télégraphes		1,555,668 24	
		Produits des téléphones		140,884 22	5,140,312 65
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles			157,978 93	

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Correspondants du Trésor.	Divers services publics.	Articles d'argent reçus (mandats français)		91,092,929f 91c	
		Articles d'argent reçus (mandats internationaux)		2,564,385 77	
		Bons de poste reçus		416,290 00	
		Caisse des dépôts et consignations, s/c de caisse des retraites pour la vieillesse...	Versements en numéraire et en bulletins-retraite	5,891 00	
			Timbres-poste affectés aux bulletins-retraite.	1 00	94,093,163 62
		Taxe de change sur les mandats de poste de 200f et au-dessus émis en Algérie à destination de la France ou de ses colonies. (Loi du 4 avril 1898.)		13,665 94	148,041,071 92
		Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs		83,136 35	
		Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements		1,675 00	
		Articles d'argent indûment payés		"	
		Abonnement au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*		66 60	
		Abonnement au *Bulletin des lois*, au *Moniteur des communes* et au *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*		41 65	
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	*Caisse nationale d'épargne.*			
		Premiers versements	11,012,057f 05c		
		Timbres-poste affectés aux bulletins d'épargne	5,034 00	19,357,221 33	
		Remboursements français	8,339,584 07		
		Remboursements internationaux.	546 21		19,522,014 91
		Service des téléphones.			
		Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes interurbaines	8,700f 00c		142,891,003 63
		Diverses villes, L/C pour l'inst^on de leurs réseaux téléphoniques	2,994 32	41,057 42	
		Parts contrib^ves des abonnés aux frais de 1er établt de leurs lignes	29,363 10		
		Recettes téléphoniques à classer de l'exercice anticipé	"		
		Contrib. div. à titre de fonds de conc. pour les concessionnaires de lignes télégr. d'intérêt privé		11,693 60	
		Div. communes, L/C de surtaxes téléphoniques		98 75	
		Provisions en garantie du rembours^t de travaux.		27,024 21	
Avances pour divers services.	Frais de poursuites et d'instances			734 30	
	Frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes			6,950 45	
	Frais d'encaissement à domicile des abonnements téléphoniques.			"	
	Arrérages de pensions payés par provision			"	119,996 55
	Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne			16,033 65	
	Remboursement par la Caisse nationale d'épargne des payements effectués pour son compte			96,278 15	
Mouvements de fonds.	Fonds reçus des trésoriers-payeurs en Algérie			10,489,657 16	
	Fonds reçus des receveurs des postes et des télégraphes en France.			46,624 82	
	Fonds reçus des receveurs des postes et des télégraphes en Algérie			3,740,569 72	
	Fonds reçus des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre			"	29,155,828 55
	Fonds reçus des receveurs des contributions diverses			3,848,654 47	
	Fonds reçus de l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne.			11,030,322 38	
	Fonds reçus de l'agent comptable des téléphones			"	
	Total des recettes de l'année				148,041,071 92
	Total général				149,570,389 50

DÉPENSES.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

Exercice 1898.	France.	Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et des télégraphes. Frais de régie, de perception et d'exploitation	"	
	Algérie.	Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et des télégraphes. (Budget général.) — Frais de régie, de perception et d'exploitation	311,276 40	311,276f 40c
		Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des téléphones. (Budget général.) — Frais de régie, de perception et d'exploitation	"	
Exercice 1899.	France.	Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et des télégraphes. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	"	5,499,641f 96c
	Algérie.	Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et télégraphes. — Service général	2,498 50	5,188,365 56
		Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et des télégraphes. Frais de régie, de perception, et d'exploitation	5,185,867f 06c	

SERVICES DE TRÉSORERIE.

Correspondants du Trésor.	Divers services publics.	Divers, L/C des dépôts des valeurs à rembourser par les receveurs des postes et des télégraphes (mandats français)		54,545,626f 83c	
		Divers, L/C de dépôts de valeurs payables à l'étranger		20,579 74	
		Divers offices étrangers, L/C de valeurs payées par les receveurs des postes et des télégraphes		1,304,267 82	
		Bons de poste payés	émis en 1898 et payés en 1899	31,799 00	
			émis en 1899 et payés en 1899	693,210 00	56,616,969 08
		Caisse des dépôts et consignations, s/c de caisse des retraites pour la vieillesse.	Versements en numéraire et en bulletins-retraite	5,039 00	
			Timbres-poste affectés aux bulletins-retraite	1 00	
		Taxe de change sur les mandats de poste de 200 francs et au-dessus émis en Algérie à destination de la France ou de ses colonies. (Loi du 4 avril 1898.)		16,445 69	
		Remises aux agents sur les recouvrements de valeurs		83,136 35	
		Consignations pour protêts, payements, remises et remboursements.		1,700 00	
		Abonnements au *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*		66 60	
		Abonnements au *Bulletin des lois*, au *Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation*		40 10	
	Comptes de divers avec les receveurs des revenus indirects.	Caisse nationale d'épargne	Versements	11,030,322f 38c	
			Timbres-postes affectés aux bulletins d'épargne.	5,009 00	19,572,333 68
			Remboursements français	8,536,456 09	
			Remboursements internationaux.	546 21	19,731,755 22
		Service des téléphones.	Avances faites par les villes pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques et des lignes sururbaines	24,721 53	
			Diverses villes, L/C pour l'installation de leurs réseaux téléphoniques	8,700 00	62,784 64
			Parts contributives des abonnés aux frais de premier établissement de leurs lignes	29,363 10	
		Contributions diverses à titre de fonds de concours par les concessionnaires de lignes télégraphiq^es et téléphoniq^es d'intérêt privé.		11,693 60	
		Provisions en garantie du remboursement de travaux		0 25	
Avances à régulariser.	Frais de poursuites et d'instances			732 90	
	Frais d'exprès et d'affranchissement de télégrammes			7,190 70	
	Frais d'encaissement à domicile des abonnements téléphoniques			"	
	Arrérages de pensions payés par provision			"	117,473 00
	Allocations aux agents pour opérations de la Caisse nationale d'épargne			16,207 60	
	Réduction du droit sur les bons de poste de 10 francs et 20 francs. (Décret du 27 octobre 1896.)			"	
	Payements faits pour le compte de la Caisse nationale d'épargne			93,251 80	
Comptes pour déficits de caisse constatés à la charge des receveurs des postes hors fonctions				"	"
Mouvements de fonds.	Versements dans les caisses des trésoriers-payeurs en Algérie			34,777,994 94	
	Fonds envoyés aux receveurs des postes et des télégraphes en France			2,570 62	
	Fonds envoyés aux receveurs des postes et des télégraphes en Algérie			3,742,073 27	65,464,245 70
	Versements dans les caisses des receveurs des contributions diverses			18,500,055 44	
	Fonds envoyés à l'agent comptable de la Caisse nationale d'épargne			8,441,442 43	
	Total des dépenses de l'année				147,430,084 96
Solde en caisse au 1er janvier 1900					2,140,304 54
	Total général				149,570,389 50

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE pendant l'année 1899.

Solde en caisse et en portefeuille au 1er janvier 1899.	Numéraire	en caisse		5,852,684f 92c	7,637,684f 92c		7,949,510f 98c
		à la Banque de l'Algérie		1,785,000 00			
	Effets en portefeuille.	Traites du Caissier-payeur central du Trésor		309,697 31	311,826 06		
		Valeurs diverses		2,128 75			

RECETTES.

SERVICE DES BUDGETS.

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.

Exercice 1898.	Produits divers du budget	Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans					
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine					
		Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	12 53	12f 53c			
		Versements des officiers remontés à titre onéreux					

ALGÉRIE.

Exercice 1898.	Produits divers du budget.	Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires	13,564f 61c				
		Produits des maisons centrales de force et de correction et établis, assimilés.	123,617 67				
		Remboursement de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie	137,475 00	274,657f 28c			
		Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie					
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	56,274 71				
		Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement (école d'arts et métiers de Dellys)	1,325 00	57,599 71	332,256 99		

BUDGET GÉNÉRAL. (FRANCE.)

Exercice 1899.	Produits divers du budget.	Produit de la vente des publications du Gouvernement	843f 35c				
		Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires					
		Valeurs du Trésor restant à rembourser depuis plus de cinq ans	5,642 74				
		Reversements de fonds sur les dépenses des Ministères	2,804,818 46	2,922,880f 44c			
		Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor	23,913 38				
		Recettes accidentelles à différents titres	87,662 51				
		Reversements au Trésor des bonis réalisés par les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices			2,966,661 73		
	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses.	Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	80 10				
		Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	165 22				
		Versements des officiers remontés à titre onéreux	43,286 02	43,781 29			
		Remboursement des frais de pensions des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	249 95				
						3,298,931 25	
		À reporter				3,298,931 25	7,949,510 98

DÉPENSES

SERVICE DES BUDGETS

BUDGET GÉNÉRAL.

FRANCE.	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	EXERCICE 1900.	TOTAL.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.				
Ministère des finances	184,399f 57c	7,276,289f 29c	"	7,460,688f 86c
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.				
Ministère des finances	533 15	20,924 36	"	21,457 51
Ministère de la justice	145 83	1,625 00	"	1,770 83
Ministère des affaires étrangères	6,055 00	12,925 00	"	18,980 00
Ministère de l'intérieur et des cultes — l'intérieur	985 00	2,230 00	"	3,215 00
Ministère de l'intérieur et des cultes — Cultes	"	4,505 56	"	4,505 56
Ministère de la guerre — 1re section. — Dépenses ordinaires	4,387,038 59	50,786,932 68	"	55,173,971 27
Ministère de la guerre — 2e section. — Dépenses extraordinaires	43,981 17	292,076 78	"	336,057 95
Ministère de la marine	79,277 11	773,056 56	"	852,333 67
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re section. — Service de l'instruction publique	6,157 29	49,671 73	"	55,829 02
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 2e section. — Service des beaux-arts	175 00	8,291 67	"	8,466 67
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — 1re section. — Service du commerce et de l'industrie	1,168 52	2,689 77	"	3,858 29
Ministère des colonies	5,525 88	9,410 09	"	14,935 97
Ministère de l'agriculture	1,476 76	5,855 85	"	7,332 61
Ministère des travaux publics. — 1re section. — Dépenses ordinaires	2,475 00	1,150 00	"	3,625 00
Ministère des travaux publics. — 2e section. — Dépenses extraordinaires		"	"	"
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.				
Ministère des finances	9,180 81	1,869,822 44	"	1,879,003 25
Ministère de l'Agriculture	"	"	"	"
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.				
Ministère des finances	188 28	7,808 84	"	7,997 12
A reporter	4,728,762 96	61,125,265 62	"	65,854,028 58

Suite du **COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.**

Suite du *Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les Trésoriers-Payeurs en Algérie pendant l'année 1899.*

Suite des RECETTES.

SERVICE DES BUDGETS.

Report					3,298,931f 25c	7,949,510f 98c
BUDGET GÉNÉRAL. (ALGÉRIE.)						
Exercice 1899. — Produits divers du budget.	Produit de la taxe des brevets d'invention		5,240f 00c	804,665f 15c	1,735,586 76	
	Produit du travail des détenus dans les ateliers et pénitenciers militaires		192,611 90			
	Produits des maisons centrales de force et de correction et établissements assimilés		295,153 55			
	Remboursement de frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en Algérie		309,585 00			
	Remboursements de frais de contrôle et de surveillance des tramways en Algérie		2,074 70			
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Produits universitaires.	Écoles préparatoires de droit	48,265f 00c		124,735 00		
	Écoles préparatoires de médecine	10,770 00				
	Écoles préparatoires de pharmacie	16,247 50				
	Écoles préparatoires des sciences	9,657 50				
	Écoles préparatoires des lettres	31,785 00				
	Certificat d'études exigé des aspirants aux titres de pharmacien de 2e classe et de chirurgien-dentiste	1,530 00				
	Enseignement primaire (brevets de capacité)	6,480 00				
	Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		803,186 61	930,921 61		
	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement. (École d'arts et métiers de Dellys.)		3,000 00			
A reporter					5,034,518 01	7,949,510 98

Suite des DÉPENSES

SERVICE DES BUDGETS

BUDGET GÉNÉRAL.

	EXERCICE 1898.	EXERCICE 1899.	EXERCICE 1900.	TOTAL.
Report	4,728,762f 96c	61,125,265f 62c	"	65,854,028f 58c
ALGÉRIE.				
Ministère des finances	52,721 23	462,747 93	"	515,469 16
Ministère de la justice	85,296 40	1,834,167 69	"	1,919,464 09
Ministère de l'intérieur et des cultes — Intérieur — 1re section			"	
2e section			"	
3e section			"	
4e section			"	
5e section	5,385,578 78	19,059,394 87	"	24,444,973 65
6e section			"	
7e section			"	
8e section			"	
Cultes	232,765 83	673,868 53	"	906,634 36
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts — 1re section. — Service de l'instruction publique	585,187 08	5,324,671 94	"	5,909,859 02
2e section. — Service des beaux-arts	22,909 99	57,246 33	"	80,156 32
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes — Service du commerce et de l'industrie	17,663 33	103,703 98	"	121,367 31
Ministère de l'agriculture	"	6,653 57	"	6,653 57
Ministère des travaux publics — 1re section. — Dépenses ordinaires	"	"	"	"
2e section. — Dépenses extraordinaires	"	"	"	"
1re Partie. — Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.				
Ministère des finances	1,358,739 39	3,875,909 97	"	5,234,649 36
Ministère de l'agriculture. (Forêts.)	419,214 55	2,585,847 95	"	3,005,062 50
Ministère du commerce et de l'industrie. — Service des postes et télégraphes	"	6,213 00	"	6,213 00
2e Partie. — Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.				
Ministère des finances	40,545 17	197,929 63	"	238,474 80
Ministère de l'intérieur	1,486,049 96	808,194 62	"	2,294 241 58
	9,686,671 71	34,996,547 01	"	44,683,218 72
Total du service des budgets	14,415,434 67	96,121,812 63	"	110,537,247f 30
A reporter				110,537,247 30

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite du *Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les Trésoriers-Payeurs en Algérie pendant l'année 1899.*

Suite des RECETTES.

		Report		5,034,518f 01c	7,949,510 98
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor.	Capitaux de cautionnements en numéraire	260,650f 00c	3,263,524f 31c		
	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	1,756,179 43			
	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie	1,243,490 34			
	Produit du prélèvement fait sur le pari mutuel en faveur de l'élevage	3,204 54			
Traites et mandats.	Mandats sur le caissier-payeur central du Trésor public	46,143,160 55	51,420,608 25		
	Mandats des trésoriers-payeurs et de leurs préposés sur les trésoriers-payeurs des autres départements algériens	247,225 35			
	Mandats des trésoriers-payeurs sur leurs préposés	1,698,408 47			
	Mandats des préposés sur les trésoriers-payeurs	3,331,813 88			
Correspondants du Trésor. — Divers services.	Trésorier général des invalides de la marine	187,702 27	34,624,733 88		
	Caisse des dépôts et consignations	18,760,382 44			
	Recouvrements pour le compte de la Légion d'honneur	10,648 15			
	Communes et établissements publics, *l/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts	13,067,571 02			
	Divers établissements, *l/c* de fonds placés au Trésor sans intérêts	10,500 00			
	Divers corps de troupes, *l/c* de fonds placés au Trésor	2,587,930 00			
Correspondants du Trésor. — Divers correspondants.	Droits de permis de chasse	179,460 00	685,773 78		
	Cotisations municipales et particulières	8,020 00			
	Reliquats provenant de divers services	371,788 78			
	Consignations de droits d'examen	102,085 00			
	Excédents de versements sur produits universitaires	24,420 00			
	Excédents de versements sur contributions	"			
	A reporter		89,994,640 22	5,034,518 01	7,949,510 98

Suite des DÉPENSES.

		Report			110,537,247f 30c
SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Services spéciaux du Trésor.	Capitaux de cautionnements en numéraire		255,139f 03c	21,423,771f 24c	
	Services départementaux de l'Algérie. — Exercice 1898	2,970,692f 51c	19,636,015 45		
	Services départementaux de l'Algérie. — Exercice 1899	16,665,322 94			
	Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie		474,824 24		
	Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires		1,057,792 52		
Effets à payer.	Mandats des trésoriers-payeurs et de leurs préposés sur les trésoriers-payeurs des autres départements algériens		236,572 78	5,228,896 40	
	Mandats des trésoriers-payeurs sur leurs préposés		1,697,106 68		
	Mandats des préposés sur les trésoriers-payeurs		3,295,216 94		
Correspondants du Trésor. — Divers services publics.	Trésorier général des invalides de la marine		573,317 22	34,019,106 03	
	Caisse des dépôts et consignations		18,856,374 50		
	Payements pour le compte de la Légion d'honneur		674,446 06		
	Communes et établissements publics, *l/c* de fonds placés au Trésor avec intérêts		11,572,038 25		
	Divers établissements, *l/c* de fonds placés au Trésor sans intérêts		34,000 00		
	Divers corps de troupes, *l/c* de fonds déposés au Trésor		2,308,930 00		
Correspondants du Trésor. — Divers correspondants.	Droits de permis de chasse		178,776 00	729,070 56	
	Cotisations municipales et particulières		8,196 45		
	Reliquats provenant de divers services		416,788 11		
	Consignations de droits d'examen		102,085 00		
	Excédents des versements sur produits universitaires		23,225 00		
	Excédents de versements sur contributions		"		
	A reporter			61 400,844 23	110,537,247 30

Suite du *Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les* TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE *pendant l'année 1899.*

Suite des RECETTES.

Report		5,034,518f 01c	7,949,510f 98c
Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.			
Report	89,994,640f 22c		
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie.			
Assistance publique, *s/c* de remboursements d'avances	106,711f 54c		
Chambres de commerce	113,212 86		
Dépôts en numéraire de soumissionnaires de fournitures et travaux	6,250 00		
Divers, *l/c* de retenues à verser à la caisse des retraites pour la vieillesse	1,011 89		
Divers, *l/c* de retenues sur traitements exercées à divers titres	129,674 41		
Divers, *l/c* de retenues à classer	13,990 00		
Divers, *l/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	11,630 76		
Divers, *l/c* de recettes à classer	713,729 90		
Divers, *l/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	8,000 00		
Divers, *l/c* d'achats de rentes sur l'État	2,633,462 48		
Divers, *l/c* de ventes de rentes sur l'État	1,067,850 07		
Divers, *l/c* de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange	102,340 00		
Divers, *l/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	47,085 00		
Divers, *l/c* de versements en échange de mandats sur le Trésor	2,044,886 05		
Écoles du Gouvernement, *l/c* de produits à classer	22,673 62		
Facultés, *l/c* de produits à classer	65,275 00		
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	5,392 05		
Divers, *l/c* de retenues pour coupons absents. (Obligations départementales.)	6,901,064 51		
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements par intermédiaire	13.045 41		
Divers, *l/c* de restitutions au Trésor	42,161 95		
Divers, *l/c* de rentes 4 1/2 p. o/o à convertir	"		
Divers fonctionnaires, *l/c* d'abonnement d'office au *Journal officiel*	1,146 66		
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	74,288,324 19		
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	674,446 06		
Trésoriers-payeurs de l'Algérie, *l/c* de payements divers	2,157,230 07		
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	116,929 92		
Divers, *l/c* de payements à régulariser	5,298,182 55		
Divers, *l/c* de payements à présentation	161,202 29		
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	62,939 55		
Hospice des Quinze Vingts, *s/c* de pensions	925 00		
Ville de Paris, *s/c* de payements divers	102,056 63		
Dépenses pour le *c/* de la Caisse des dépôts à régulariser	160,313 54		
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	8,000 00		
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	3,019,188 37		
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	102,463 00		
Payeurs particuliers, *l/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	19,825 00		
Divers, *l/c* d'arbitrages de rentes sur l'État	"		
Divers, *l/c* d'obligations départementales 3 1/2 p. o/o	6,901,064 51		
Divers *l/c* d'arrérages des obligations départementales	188,936 74		
Divers, *l/c* de remboursement d'obligations départementales	2,845,418 31		
Receveurs des contributions diverses, *l/c* de demandes de mandats sur le Trésor.	200,324 65		
Inscriptions nominatives de rentes à échanger	44,145 00		
Payeurs particuliers, *l/c* de titres de rentes achetés	525,012 53		
Frais de service de la Trésorerie à régulariser	67,939 94		
Caissier du Trésor, *s/c* de payements à divers correspondants	107,860 23		
Agent comptable des reconvers^ons et renouv^ts, *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o.	"		
Commissions au profit du Trésor sur mandats payables à la Caisse centrale	"		
Payeurs particuliers, *l/c* de recettes à vérifier	79,412,547 82		
Payeurs particuliers, *l/c* de dépenses à vérifier	87,631,400 25		
Allocations et suppléments de pensions militaires indûment payés	"		
Recettes pour le *c/* de la Caisse des dépôts à régulariser	121,497 50		
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"		
Quittances de rentes 3 1/2 p. o/o à régulariser	"		
Divers, *l/c* de valeurs remises à l'encaissement	"		
Agents en service détaché *l/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le compte du receveur central de la Seine	"		
Crédit algérien, *s/c* de l'emprunt départemental 1891	2,836 21		
Souscriptions en faveur du patronage de la Légion d'Honneur	27,000 00		
Crédit algérien, *s/c* courant	2 70		
Agent comptable des écoles supérieures, *s/c* courant	123,873 46		
Crédit algérien, *s/c* d'obligations départementales (emprunt d'un million)	358,190 00		
A reporter	278,780,670 18	89,994,640 22	5,034,518 01	7,949,510 98

Suite des DÉPENSES.

Report			110,537,247f 30c
Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.			
Report		61,400,844f 23c	
Assistance publique, *s/c* de remboursements d'avances	110,601f 16c		
Chambres de commerce	106,936 76		
Dépôts en numéraire de soumissionnaires de fournitures et travaux	6,300 00		
Divers, *l/c* de retenues à verser à la caisse des retraites pour la vieillesse	823 28		
Divers, *l/c* de retenues sur traitements exercées à divers titres	130,412 21		
Divers, *l/c* de retenues à classer	13,963 29		
Divers, *l/c* de fournitures de l'Imprimerie nationale	11,695 89		
Divers, *l/c* de recettes à classer	642,295 58		
Divers, *l/c* de rentes 3 p. o/o amortissables en dépôt	8,000 00		
Divers, *l/c* d'achats de rentes sur l'État	3,021,875 57		
Divers, *l/c* de ventes de rentes sur l'État	971,106 01		
Divers, *l/c* de titres de rentes au porteur et mixtes déposés pour échange	102,363 00		
Divers, *l/c* d'inscriptions nominatives déposées pour échange	44,145 00		
Divers, *l/c* de retenues pour coupons absents (obligations départementales)	6,901,064 51		
Divers, *l/c* de versements en échange de mandats sur le Trésor	2,034,881 05		
Écoles du Gouvernement, *l/c* de produits à classer	22,673 62		
Facultés, *l/c* de produits à classer	65,275 00		
Service local des colonies, *s/c* de recouvrements	5,392 05		
Caisse des retraites pour la vieillesse, *s/c* de versements par intermédiaire	12,918 00		
Divers, *l/c* de payements à régulariser	3,974,626 61		
Divers fonctionnaires, *l/c* d'abonnement d'office au *Journal officiel*	1,146 66		
Agent comptable des reconversions et renouvellements, *s/c* de titres de rentes 3 1/2 p. o/o	"		
Caisse centrale du Trésor, *s/c* d'envois à vérifier	75,588,988 25		
Agent comptable de la Légion d'honneur, *s/c* de payements à vérifier	676,321 11		
Trésoriers-payeurs de l'Algérie, *l/c* de payements divers	2,171,940 15		
Trésoriers coloniaux, *l/c* de payements divers	130,500 39		
Commissions au profit du Trésor sur mandats payables à la Caisse centrale	42,161 95		
Divers, *l/c* de restitutions au Trésor	"		
Divers, *l/c* de payements à présentation	163,858 26		
Allocations supplémentaires et suppléments de pensions militaires à régulariser	12,310 13		
Hospice des Quinze-Vingts, *s/c* de pensions	925 00		
Ville de Paris, *s/c* de payements divers	72,297 22		
Recettes pour le *c/* de la Caisse des dépôts à régulariser	176 68		
Dépenses pour le *c/* de la Caisse des dépôts à régulariser	63,079 58		
Caisse centrale, *s/c* de rentes 3 p. o/o amortissables	8,000 00		
Bordereaux d'achats de rentes remis par le caissier central	2,616,720 60		
Trésor, *s/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	102,340 00		
Payeurs particuliers, *l/c* de titres de rentes au porteur et mixtes	19,825 00		
Divers, *l/c* d'arbitrages de rentes sur l'État	"		
Divers, *l/c* d'obligations départementales 3 1/2 p. o/o	6,901,064 51		
Divers, *l/c* d'arrérages des obligations départementales	188,936 74		
Divers, *l/c* de remboursement des obligations départementales	3,189,622 01		
Receveurs des contributions diverses, *l/c* de demandes de mandats sur le Trésor	200,324 65		
Inscriptions nominatives de rentes à echanger	47,085 00		
Payeurs particuliers, *l/c* de titres de rentes achetés	525,012 53		
Frais de service de la Trésorerie à régulariser	69,003 68		
Allocations et suppléments de pensions militaires indûment payés	"		
Caissier du Trésor, *s/c* de payements à divers correspondants	108,657 47		
Payeurs particuliers, *l/c* de recettes à vérifier	79,412,547 82		
Payeurs particuliers, *l/c* de dépenses à vérifier	87,631,400 25		
Divers, *l/c* de rentes 4 1/2 p. o/o a convertir	"		
Divers, *l/c* de valeurs remises à l'encaissement	"		
Rentes 4 1/2 p. o/o déposées pour conversion	"		
Quittances de rentes 3 1/2 p. o/o à régulariser	121,497 50		
Agents en service détaché, *l/c* de retenues pour pensions civiles encaissées pour le compte du receveur central de la Seine	2,836 21		
Crédit algérien *s/c* de l'emprunt départemental 1891	27,000 00		
Souscription en faveur du patronage de la Légion d'Honneur	"		
Divers, *l/c* de payements à présentation	"		
Crédit algérien, *s/c* courant	2 70		
Agent comptable des écoles supérieures, *s/c* courant	123,428 80		
Crédit algérien, *s/c* d'obligations départementales (emprunt d'un million)	358,190 00		
Avances au crédit algérien	47,461 76		
Fonds particuliers des trésoriers payeurs	.....	"	
A reporter	278,812,011 20	61,400,844 23	110,537,247 30

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite du *Résumé des Recettes et des Dépenses faites par les TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE pendant l'année 1899.*

Suite des RECETTES.

	Report				7,949,510f 92c
	Report		89,994,640f 22c	5,034,518f 01c	
Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie. (*Suite.*)	Report	278,780,670f 18c			
	Payers particuliers, *1/c* de titres 3 1/2 p. 100 provenant de la conversion	"			569,295,215 08
	Bénéfice de change sur les mandats d'articles d'argent	16,445 69	278,891,023 19		
	Coupons payés et obligations remboursées de l'emprunt départemental d'un million	43,543 75			
	Trésoriers coloniaux, *1/c* de payements antérieurs à 1893	"			
	Avances du Crédit algérien	50,363 57			
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs			"	564,260,697 07	
Avances pour divers services.	Remboursements de taxes de brevets d'invention	120 00	120 00		
	Dégrèvements sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement. (École d'arts et métiers de Dellys.)	"			
Mouvements de fonds.	Versements des receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	12,206,805 25	195,374,913 66		
	Versements des receveurs des douanes en Algérie	16,869,645 00			
	Versements des receveurs des contributions diverses	59,988,829 54			
	Versements des receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	34,777,994 94			
	Remises du caissier-payeur central du Trésor	59,533,268 98			
	Remises des trésoriers-payeurs en Algérie	2,157,594 65			
	Fonds reçus des trésoriers-payeurs généraux	9,840,775 30			
Total des recettes de l'année				569,295,215 08	
Total général					577,244,726 06

Suite des DÉPENSES.

	Report		61,400,844f 23c		110,537,247f 30c
Suite des SERVICES DE TRÉSORERIE.					
Correspondants des trésoriers-payeurs en Algérie. (*Suite.*)	Report	278,812,011f 20c			
	Souscriptions en faveur des populations arabes éprouvées par la famine	"			
	Payeurs particuliers, *1/c* de titres 3 1/2 p. 100 provenant de la conversion	"	278,872,527 39		
	Bénéfice de change sur les mandats d'articles d'argent	16,972 44			
	Coupons payés et obligations remboursées de l'emprunt départemental d'un million	43,543 75			
	Avances au crédit algérien	"			
Fonds particuliers des trésoriers-payeurs			"		457,128,044 41
Avances pour divers services.	Remboursements de taxes de brevets d'invention	120 00	148,180 10		
	Dégrèvements sur pensions des élèves des écoles du Gouvernement. (École d'arts et métiers de Dellys.)	"			
	Suppléments de pensions militaires	148,060 10			
Mouvements de fonds.	Subventions aux receveurs de l'enregistrement et des domaines en Algérie	196,155 00	116,706,492 69		
	Subventions aux receveurs des douanes	"			
	Subventions aux receveurs des contributions diverses	10,619,925 23			
	Subventions aux receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	10,489,657 16			
	Envois au caissier-payeur central du Trésor	89,028,201 02			
	Envois aux trésoriers-payeurs en Algérie	2,157,594 65			
	Fonds envoyés aux trésoriers-payeurs généraux	"			
	Dépenses par virement pour remise de service	4,214,959 63			
Total des dépenses de l'année					567,665,291 71
Solde en caisse et en portefeuille au 1er janvier 1900.	Numéraire — en caisse	8,225,464f 42c	9,230,464f 42c		9,579,434 35
	Numéraire — à la Banque de l'Algérie	1,005,000 00			
	Effets en portefeuille — Traites du caissier-payeur central du Trésor	336,138 10	348,969 93		
	Effets en portefeuille — Valeurs diverses	12,831 83			
Total général					577,244,726 06

Résumé des Recettes et des Dépenses faites par le MOUVEMENT COMPTABLE DES VIREMENTS DE COMPTES pendant l'année 1899. (*Services départementaux.*)

RECETTES

NEANT.

DÉPENSES

NÉANT.

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Récapitulation, par classe de Comptables, des opérations de l'année 1899.

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 31 décembre 1898.	RECETTES FAITES pendant l'année 1899.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 31 décembre 1899.
RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.					
Alger	1,374f 11c	6,799,612f 78c	6,800,986f 89c	6,799,003f 65c	1,983f 24c
Constantine	2,486 91	6,609,439 69	6,611,926 60	6,609,341 89	2,584 71
Oran	3,595 99	6,963,039 49	6,966,635 48	6,964,549 68	2,085 80
Total	7,457 01	20,372,091 96	20,379,548 97	20,372,895 22	6,653 75
RECEVEURS DES DOUANES.					
Alger	110,176f 68c	12,258,621f 91c	12,368,798f 59c	12,256,158f 77c	112,639f 82c
Constantine	2,323 62	9,255,090 19	9,257,413 81	9,254,132 41	3,281 40
Oran	80,839 32	15,331,308 23	15,412,147 55	15,346,853 42	65,294 13
Total	193,339 62	36,845,020 33	37,038,359 95	36,857,144 60	181,215 35
RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.					
Alger	7,737,408f 49c	87,978,232f 00c	95,715,640f 49c	86,268,963f 47c	9,446,677f 02c
Constantine	6,733,362 06	56,379,906 57	63,113,268 63	55,294,684 88	7,818,583 75
Oran	4,768,375 55	48,262,585 65	53,030,961 20	47,242,172 72	5,788,788 48
Total	19,239,146 10	192,620,724 22	211,859,870 32	188,805,821 07	23,054,049 25
RECEVEURS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.					
Alger	673,945f 65c	64,042,242f 72c	64,716,188f 37c	63,859,962f 76	856,225f 61c
Constantine	393,005 31	43,591,551 79	43,984,557 10	43,395,449 65	589,107 45
Oran	462,366 62	40,407,277 41	40,869,644 03	40,174,672 55	694,971 48
Total	1,529,317 58	148,041,071 92	149,570,389 50	147,430,084 96	2,140,304 54

RÉSIDENCES DES COMPTABLES.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 31 décembre 1898.	RECETTES FAITES pendant l'année 1899.	TOTAL.	PAYEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 1899.	SOLDE EN CAISSE et en portefeuille au 31 décembre 1899.
TRÉSORIERS-PAYEURS ET LEURS PRÉPOSÉS.					
DÉPARTEMENT D'ALGER.					
Trésorier-payeur à Alger	1,073,600f 92c	217,103,228f 15c	218,176,829f 07c	214,389,794f 83c	3,787,0 34f 24c
Préposés-payeurs à Blidah	724,868 00	8,575,600 54	9,300,468 54	8,549,945 52	750,523 02
à Tizi-Ouzou	198,016 89	5,089,353 22	5,287,370 11	5,110,444 93	176,925 18
à Médéah	128,541 34	4,391,523 26	4,520,064 60	4,398,297 61	121,766 99
à Orléansville	119,974 69	6,140,112 58	6,260,087 27	6,084,509 71	175,577 56
à Laghouat	598,506 15	4,834,777 86	5,433,284 01	4,826,033 67	607,250 34
à El Goléah	"	2,938,459 00	2,938,459 00	2,167,421 13	771,037 87
	2,843,507 99	249,073,054 61	251,916,562 60	245,526,447 40	6,390,115 20
DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.					
Trésorier-payeur à Constantine	603,873f 77c	124,124,553f 30c	124,728,427f 07c	124,728,427f 07c	"
Préposés-payeurs à Batna	440,764 45	5,693,842 02	6,134,606 47	6,134,606 47	"
à Bône	189,580 63	12,482,385 33	12,671,965 96	12,671,965 96	"
à Bougie	218,683 83	6,494,392 83	6,713,076 66	6,713,076 66	"
à Philippeville	199,577 95	9,256,473 48	9,456,051 43	9,456,051 43	"
à Sétif	310,586 44	9,193,310 46	9,503,896 90	9,503,896 90	"
à Biskra	326,653 12	2,952,159 51	3,278,812 63	3,278,812 63	"
à Guelma	193,952 26	3,624,110 73	3,818,062 99	3,818,062 99	"
	2,483,672 45	173,821,227 66	176,304,900 11	176,304,900 11	"
DÉPARTEMENT D'ORAN.					
Trésorier-payeur à Oran	1,475,188f 66c	108,850,905f 07c	110,326,093f 73c	108,524,191f 13c	1,801,902f 60c
Préposés-payeurs à Saïda	97,578 69	5,113,912 79	5,211,491 48	4,975,775 62	235,715 86
à Méchéria	187,300 77	2,619,959 70	2,807,260 47	2,696,755 14	110,505 33
à Mascara	88,508 65	5,627,430 68	5,715,939 33	5,524,138 96	191,800 37
à Mostaganem	285,901 24	9,455,706 32	9,741,607 56	9,462,264 78	279,342 78
à Tlemcen	118,832 81	6,686,683 31	6,805,516 12	6,677,513 17	128,002 95
à Sidi-bel-Abbès	159,779 46	5,329,006 56	5,488,786 02	5,259,420 71	229,365 31
à Tiaret	209,240 26	2,717,328 38	2,926,568 64	2,713,884 69	212,683 95
	2,622,330 54	146,400,932 81	149,023,263 35	145,833,944 20	3,189,319 15
Totaux	7,949,510f 98c	569,295,215f 08c	577,244,726f 06c	567,665,291f 71c	9,579,434f 35c
RÉCAPITULATION.					
Receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines	7,457f 01c	20,372,091f 96c	20,379,548f 97c	20,372,895f 22c	6,653f 75c
Receveurs des douanes	193,339 62	36,845,020 33	37,038,359 95	36,857,144 60	181,215 35
Receveurs des contributions diverses	19,239,146 10	192,620,724 22	211,859,870 32	188,805,821 07	23,054,049 25
Receveurs des postes et des télégraphes	1,529,317 58	148,041,071 92	149,570,389 50	147,430,084 96	2,140,304 54
Trésoriers-payeurs et leurs préposés	7,949,510 98	569,295,215 08	577,244,726 06	567,665,291 71	9,579,434 35
Totaux généraux	28,918,771 29	967,174,123 51	996,092,894 80	961,131,237 56	34,961,657 24

Suite du **COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.**

Tableau comparatif des recettes et des dépenses effectuées pendant les années 1899 et 1898 pour le service des budgets.

RECETTES.	OPÉRATIONS de L'ANNÉE 1899.	OPÉRATIONS de L'ANNÉE 1898.	DIFFÉRENCES À L'ANNÉE 1899. en plus.	DIFFÉRENCES À L'ANNÉE 1899. en moins.
BUDGET GÉNÉRAL.				
FRANCE.				
Produits divers du budget	2,922,880f 44c	2,873,242f 78c	49,637f 66c	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel de la marine	80 10	92 29	"	12f 19c
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues sur la solde et les accessoires de solde du personnel des colonies	117 75	217 95	"	40 20
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Versements des officiers remontés à titre onéreux	43,286 02	39,873 01	3,413 01	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Remboursement des frais de pension des élèves des écoles normales primaires qui ont rompu leur engagement décennal	249 95	"	249 95	"
ALGÉRIE.				
Impôts et revenus	42,793,695 92	40,733,198 82	2,060,497 10	"
Produits de monopoles et exploitations industrielles de l'État	5,919,672 96	5,522,303 34	397,369 62	"
Produits et revenus du domaine de l'État	4,549,348 74	4,055,131 13	494,217 61	"
Produits divers du budget	1,291,054 45	949,668 46	341,385 99	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Produits universitaires	124,735 00	133,330 00	"	8,595 00
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Produits des amendes et condamnations pécuniaires en Algérie	692,852 13	606,008 39	86,843 74	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Retenues et autres produits perçus en exécution de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles	1,103,936 56	1,086,310 31	17,626 25	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	4,325 00	3,483 33	841 67	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Prélèvement d'un sixième sur le produit de l'octroi de mer	1,234,342 30	1,073,334 59	161,007 71	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Part contributive des communes dans les dépenses du service médical de colonisation	72,656 24	68,802 72	3,853 52	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Remboursement par les communes des frais de traitement des malades civils dans les hôpitaux	363,312 38	561,746 97	"	198,434 59
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Frais de traitement dus par les malades aisés dans les hôpitaux	57,216 66	54,047 01	3,169 65	"
Recettes d'ordre en atténuation de dépenses. — Remboursements d'avances par les hospices civils	6,000 00	8,500 00	"	2,500 00
TOTAUX	61,179,822 60	57,769,291 10	3,620,113 48	209,581 98
DIFFÉRENCE en plus à l'année 1899	.....	.....	3,410,531f 50c	

DÉPENSES.		OPÉRATIONS de L'ANNÉE 1899.	OPÉRATIONS de L'ANNÉE 1898.	DIFFÉRENCES À L'ANNÉE 1899. en plus.	DIFFÉRENCES À L'ANNÉE 1899. en moins.
SERVICE DES BUDGETS.					
BUDGET GÉNÉRAL.					
FRANCE.					
1re PARTIE. — *Dette publique.* — Ministère des finances		7,460,688f 86c	7,343,940f 36c	116,748 50	"
2e PARTIE. *Services généraux des ministères.* — Ministère des finances		21,457 51	16,909 18	4,548 33	"
Ministère de la justice		1,770 83	2,077 77	"	306 94
Ministère des affaires étrangères		18,980 00	14,165 00	4,815 00	"
Ministère de l'intérieur et des cultes	Intérieur	3,215 00	4,518 33	"	1,303 33
	Cultes	4,505 56	"	4,505 56	"
Ministère de la guerre	Dépenses ordinaires	55,173,971 27	53,688,679 33	1,485,291 94	"
	Dépenses extraordinaires	336,057 95	179,937 95	156,120 00	"
Ministère de la marine		852,333 67	1,048,354 96	"	196,021 29
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	Service de l'instruction publique	55,829 02	31,064 54	24,764 48	"
	Service des beaux-arts	8,466 67	12,800 00	"	4,333 33
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	Service du commerce et de l'industrie	3,858 29	3,520 48	328 81	"
Ministère des colonies		14,935 97	16,373 97	"	1,438 00
Ministère de l'agriculture		7,332 61	6,368 13	964 48	"
Ministère des travaux publics	Dépenses ordinaires	3,625 00	31,924 05	"	28,299 05
4e PARTIE. *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*	Finances	1,879,003 25	1,831,185 93	47,817f 32c	"
	Postes et télégraphes	"	3,355 00	"	3,355 00
	Agriculture	"	"	"	"
5e PARTIE. *Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes.*	Finances	7,997 12	8,441 18	"	444 06
ALGÉRIE.					
2e PARTIE. *Services généraux des ministères.* — Ministère des finances		515,972 57	535 018 58	"	19,046 01
Ministère de la justice		2,577,953 32	2,693,485 81	"	115,532 49
Ministère de l'intérieur et des cultes	Service de l'intérieur	24,444,973 65	21,935,859 43	2,509,114 22	"
	Service des cultes	906,634 36	951,628 48	"	44,994 12
Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts	Service de l'instruction publique	5,909,859 02	5,785,507 74	124,351 28	"
	Service des beaux-arts	80,156 32	208,393 94	"	128,237 62
Ministère du commerce, des postes et des télégraphes	Service du commerce	121,367 31	129,595 40	"	8,228 09
	Service des postes et des télégraphes	2,498 50	523 32	1,975 18	"
Ministère de l'agriculture		6,653 57	917,731 75	"	911,078 18
Ministère des travaux publics	Dépenses ordinaires	"	968,757 40	"	968,757 40
	Dépenses extraordinaires	"	2,026,460 79	"	2,026,460 79
4e PARTIE. *Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.*	Finances	6,769,514 01	6,417,184 50	352,329 51	"
	Postes et télégraphes	5,503,356 46	5,414,626 70	88,729 76	"
	Agriculture	3,005,062 50	3,021,121 64	"	16,059 14
5e PARTIE. *Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.*	Finances	2,343,560 78	949,732 50	1,393,828 28	"
	Intérieur	238,474 80	228,664 63	9,810 17	"
TOTAUX		118,280,065 75	116,427,917 77	6,326,042 82	4,473,894 84
DIFFÉRENCE en plus à l'année 1899		.....	.....	1,852,147f 98c	

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ALGÉRIE.

Développement des opérations de l'année 1899 sur les exercices 1898 et 1899, et situation au 1er janvier 1900.

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS. ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
Excédent de recettes au 1er janvier 1899 (à reporter)...	1,375,129f 33c	1,342,849f 77c	1,339,162f 13c	4,057,141f 23c
1° RECETTES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899, SUR L'EXERCICE 1898, PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.				
BUDGET ORDINAIRE.				
Produit des centimes additionnels au principal de la contribution foncière sur les propriétés bâties	26,823f 84c	3,538f 72c	16,921f 47c	47,284f 03c
Produit des centimes additionnels à la contribution des patentes	5,158 58	2,897 76	3,517 65	11,573 99
Part revenant au département sur le produit des contributions arabes	79,034 10	179,941 30	38,028 27	297,003 67
Taxe sur les vignobles	9,162 42	4,138 05	24,005 44	37,305 91
BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
Produit des centimes additionnels à la contribution foncière	17,984 28	"	"	17,984 28
Produit des centimes additionnels à la contribution des patentes	14,225 44	"	"	14,225 44
TOTAL des recettes de l'exercice 1898 (à reporter)	152,388 66	190,515 83	82,472 83	425,377 32

	DESIGNATION DES DÉPARTEMENTS. ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
1° PAYEMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1899 SUR L'EXERCICE 1898, PAR LES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.				
Dépenses ordinaires	629,749f 68c	1,342,367f 41c	706,223f 73c	2,678,340f 82c
Dépenses extraordinaires	160,756 71	20,102 01	111,492 97	292,351 69
TOTAL des dépenses de l'exercice 1898 (à reporter)	790,506 39	1,362,469 42	817,716 70	2,970,692 51

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite des SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ALGÉRIE.

Suite du *Développement des opérations de l'année 1899 sur les exercices 1898 et 1899, et situation au 1er janvier 1900.*

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS. ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
Report des excédents de recettes au 1er janvier 1898	1,375,129f 33c	1,342,849f 77c	1,339,162f 13c	4,057,141f 23c
Report des recettes de l'exercice 1898	152,388 66	190,515 83	82,472 83	425,377 32
2° RECETTES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899, SUR L'EXERCICE 1899, PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES.				
BUDGET ORDINAIRE				
Produit des centimes additionnels au principal de la contribution foncière sur les propriétés bâties	362,854 56	57,604 21	202,268 23	622,727 00
Produit des centimes additionnels à la contribution des patentes	54,095 49	33,608 36	36,216 74	123,920 59
Part revenant au département sur le produit des contributions arabes	1,788,677 52	2,478,413 84	1,301,914 41	5,569,005 77
Taxe sur les vignobles	127,037 96	64,238 07	144,617 69	335,893 72
Produits éventuels.				
Revenus des propriétés départementales	56,635 34	244 90	1,451 00	58,331 24
Produit des expéditions d'anciennes pièces ou actes de la préfecture	48 75	1,116 75	34 75	1,200 25
Produit des droits de péage et autres concédés au département	28,722 78	8,047 06	10,928 07	47,697 91
Subventions pour les dépenses du budget ordinaire	126,864 28	57,681 02	54,859 92	239,405 22
Ressources éventuelles du service vicinal	858,056 58	2,315,805 87	898,024 23	4,071,886 68
Ressources éventuelles du service des chemins de fer d'intérêt local	5,656 00	480 00	"	6,136 00
Remboursement d'avances	14,719 44	22,449 19	23,986 21	61,154 84
BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
Produit des cent. addit. extraord. au princ. de la contrib. foncière sur les prop. bâties	241,962 92	"	"	241,962 92
— — à la contribution des patentes	148,752 02	"	"	148,752 02
Produits éventuels.				
Emprunts	8,314,110 90	837,000 00	358,190 00	9,509,300 90
Produit de biens aliénés	19,200 00	433 11	3,688 53	23,321 64
Recettes accidentelles	3,101 49	1,919 82	5,572 66	10,593 97
TOTAL des recettes de l'exercice 1899	12,150,496 03	5,879,042 20	3,041,752 44	21,071,290 67
TOTAL des recettes effectuées par les comptables pendant l'année 1899	12,302,884 69	6,069,558 03	3,124,225 27	21,496,667 99
TOTAL GÉNÉRAL	13,678,014 02	7,412,407 80	4,463,387 40	25,553,809 22

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS. ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
Report des dépenses de l'exercice 1898	790,506f 39c	1,362,469f 42c	817,716f 70c	2,970,692f 51c
2° PAYEMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1899, SUR L'EXERCICE 1899, PAR LES TRÉSORIERS-PAYEURS EN ALGÉRIE.				
Dépenses ordinaires	2,878,839 35	3,816,837 85	1,951,699 39	8,647,376 59
Dépenses extraordinaires	7,340,395 40	459,324 51	218,226 44	8,017,946 35
TOTAL des dépenses de l'exercice 1899	10,219,234 75	4,276,162 36	2,169,925 83	16,665,322 94
TOTAL des dépenses effectuées par les comptables en 1899	11,009,741 14	5,638,631 78	2,987,642 53	19,636,015 45
Excédent de recettes au 1er janvier 1900	2,668,272 88	1,773,776 02	1,475,744 87	5,917,793 77
TOTAL GÉNÉRAL	13,678,014 02	7,412,407 80	4,463,387 40	25,553,809 22

Suite du COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

Suite des SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ALGÉRIE.

RECETTES À CHARGE DE REMBOURSEMENT.

Suite du *Développement des opérations de l'année 1899 et les exercices 1898 et 1899 et situation au 1er janvier 1900.*

	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS. ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
EXCEDENTS de recettes au 1er janvier 1899	459,636f 80c	280,940f 81c	342,715f 47c	1,083,293f 08c
RECETTES EFFECTUÉES, PENDANT L'ANNÉE 1899, PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES:				
1° SUR L'EXERCICE 1898.				
Contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce	3,949f 73c	2,349f 74c	7,493f 60c	13,793f 07c
Honoraires et frais perçus pour le compte de divers	35 75	724 56	86 60	846 91
Cotisations municipales	11,683 95	9,759 66	520 00	21,963 61
Soultes du rachat du séquestre collectif	"	20,436 51	"	20,436 51
Amendes spéciales frappées en vertu de la responsabilité collective des tribus	"	1,087 40	"	1,087 40
Cotisation annuelle destinée à garantir le payement du prix de forêts de chênes-lièges cédées	29 54	1,393 15	"	1,422 69
Taxes pour frais d'entretien et de surveillance des canaux d'irrigation régis administrativement	1,457 84	1,631 16	4,334 35	7,423 35
Produit de l'octroi de mer perçu à l'intérieur	58,215 26	13,012 46	29,429 12	100,656 84
Contraventions en matière d'octroi de mer	388 43	"	"	388 43
Frais d'extraits d'arrêts et de jugement	528 25	242 50	327 75	1,098 50
TOTAL des recettes de l'exercice 1898	76,288 75	50,637 14	42,191 42	169,117 31
2° SUR L'EXERCICE 1899.				
Contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce	53,398f 33c	21,112f 10c	26,457f 14c	100,967f 57c
Honoraires et frais perçus pour le compte de divers	6,546 33	11,344 94	19,463 92	37,355 19
Cotisations municipales	3,405,780 76	2,137,478 35	3,009,395 23	8,552,654 34
Soultes de rachat du séquestre collectif	"	8,848 73	"	8,848 73
Amendes spéciales frappées en vertu du principe de la responsabilite collective des tribus	"	5,536 18	1,671 70	7,207 88
Cotisation annuelle destinée à garantir le payement du prix de forêts de chênes-lieges cédées	476 05	39,218 71	"	39,694 76
Taxes pour frais d'entretien et de surveillance de canaux d'irrigation régis administrativement	5,811 84	41,869 89	39,777 28	87,459 01
Produit de l'octroi de mer à l'intérieur	1,554,028 18	105,337 99	349,063 48	2,008,429 65
Intérêts pour crédit de droits	"	676 28	361 19	1,037 47
Contraventions en matière d'octroi de mer	6,031 97	669 38	1,718 42	8,419 77
Frais d'extraits d'arrêts et de jugements	3,647 25	2,213 75	2,264 31	8,125 31
Fonds de secours institué par arrêté gouvernemental du 5 août 1881	69,757 08	"	"	69,757 08
TOTAL des recettes de l'exercice 1899	5,105,477 79	2,374,306 30	3,450,172 67	10,929,956 76
TOTAL des recettes effectuées pendant l'année 1899	5,181,766f 54c	2,424,943f 44c	3,492,364f 09c	11,099,074f 07c
TOTAL GÉNÉRAL	5,641,403f 34c	2,705,884f 25c	3,835,079f 56c	12,182,367f 15c

DÉPENSES SUR RECETTES À CHARGE DE REMBOURSEMENT.

PAYEMENTS EFFECTUÉS, PENDANT L'ANNÉE 1899, PAR LES RECEVEURS DES CONTRIBUTIONS DIVERSES:	DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS. ALGER.	CONSTANTINE.	ORAN.	TOTAL.
1° SUR L'EXERCICE 1898.				
Contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce	3,909f 47c	2,427f 21c	7,768f 44c	14,105f 12c
Remboursement d'honoraires et frais perçus pour le compte de divers	249 55	5,677 53	6,333 00	12,260 08
Dépenses applicables aux cotisations municipales	239,956 21	162,805 93	211,530 66	614,292 80
Liquidation des soultes de rachat du séquestre collectif	"	20,436 51	"	20,436 51
Amendes spéciales frappées en vertu de la responsabilité collective des tribus	"	981 75	6,016 70	6,998 45
Versements à la Caisse des dépôts et consignations des cotisations provenant des cessionnaires des forêts de chênes-lièges	22 86	1,065 24	"	1,088 10
Frais d'entretien et de surveillance des canaux d'irrigation	3,760 01	6,795 16	18,179 67	28,734 84
Octroi de mer à l'intérieur	78,443 93	13,131 97	29,642 67	121,218 57
Intérêts pour crédit de droits	"	"	38 14	38 14
Contraventions en matière d'octroi de mer	1,090 55	"	"	1,090 55
Frais d'extraits d'arrêts et de jugements	3,838 45	2,319 75	2,119 00	8,277 20
Fonds de secours institué par arrêté gouvernemental du 5 août 1881	10,904 50	"	"	10,904 50
TOTAL des dépenses de l'exercice 1898	342,175 53	215,641 05	281,628 28	839,444 86
2° SUR L'EXERCICE 1899.				
Contribution spéciale destinée à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce	53,269f 05c	21,088f 41c	26,316f 25c	100,673f 71c
Remboursement d'honoraires et frais perçus pour le compte de divers	6,482 08	15,412 63	18,416 16	40,310 87
Dépenses applicables aux cotisations municipales	3,106,151 64	1,940,857 35	2,726,601 92	7,773,610 91
Liquidation des soultes de rachat du séquestre collectif	"	8,848 73	"	8,848 73
Amendes spéc. frappées en vertu du princ. de la resp^lité collective des tribus	"	5,654 35	1,025 25	6,679 60
Versement à la Caisse des dépôts et consignations des cotisations provenant des cessionnaires des forêts de chênes-lièges	482 73	39,546 62	"	40,029 35
Frais d'entretien et de surveillance des canaux d'irrigation	" 5,435 19	32,574 97	33,812 74	71,822 90
Octroi de mer à l'intérieur	1,537,626 23	105,381 51	348,308 34	1,991,316 08
Intérêts pour crédit de droits	"	676 28	361 19	1,037 47
Contraventions en matière d'octroi de mer	6,026 97	669 38	1,718 42	8,414 77
Frais d'extraits d'arrêts et de jugements	44 25	"	"	44 25
Fonds de secours institué par arrêté gouvernemental du 5 août 1881	33,248 50	"	"	33,248 50
TOTAL des dépenses de l'exercice 1899	4,748,706 64	2,170,710 23	3,156,560 27	10,076,037 14
TOTAL des dépenses effectuées pendant l'année 1899	5,090,942f 17c	2,386,351f 28c	3,438,188f 55c	10,915,482f 00c
EXCÉDENT de recettes au 1er janvier 1900	550,461 17	319,532 97	396,891 01	1,266,885 15
TOTAL GÉNÉRAL	5,641,403 34	2,705,884 25	3,835,079 56	12,182,367 15

RÉCAPITULATION DES EXCÉDENTS DE RECETTES ET DE DÉPENSES AU 1er JANVIER 1900.

		EXCÉDENTS DE RECETTES.	EXCÉDENTS DE DÉPENSES.
Services départementaux de l'Algérie.	Service départemental	5,917,793f 77c	"
	Recettes à charge de remboursement	1,266,885 15	"
		7,184,678 92	"
EXCÉDENT final de recettes au 1er janvier 1900, résultant des opérations des comptables en Algérie		7,184,678f 92c	

IV.

COMPTE

DE

L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE

POUR L'ANNÉE 1899

NOTE

SUR

LE COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE

POUR L'ANNÉE 1899.

Le domaine extraordinaire a été réuni par la loi du 15 mai 1818 au domaine de l'État, et l'Administration de l'enregistrement a été chargée de poursuivre le recouvrement des créances qui en dépendaient, de percevoir les revenus et de mettre en vente les biens-fonds et maisons non affectés à des dotations. Le produit de ces recouvrements et de ces ventes a dû être versé à la Caisse des dépôts et consignations et employé à des achats de rentes inscrites au grand-livre.

La loi du 26 juillet 1821, après avoir accordé des pensions sur le grand-livre aux donataires dépossédés, en tout ou en partie, de leurs dotations, a statué que les rentes acquises avec les produits du domaine extraordinaire seraient et demeureraient immédiatement éteintes.

Cette même loi a affecté le solde en caisse au 31 décembre 1820 et les revenus à percevoir dans le courant de l'année 1821 au payement de ce qui restait dû sur les indemnités qui avaient été autorisées tant par la loi du 15 mai 1818, ci-dessus rappelée, que par l'ordonnance royale du 1er avril 1820, et à l'acquittement, pour l'année 1821, au profit des donataires et pensionnaires y désignés, d'une somme équivalente auxdites indemnités.

Les dispositions de la loi du 26 juillet 1821, en ce qui concerne l'affectation des fonds provenant du domaine extraordinaire, ont été ensuite modifiées par l'article 12 de la loi du 8 juillet 1837, d'après lequel les sommes recouvrées sur les créances, revenus et prix de vente de biens immeubles appartenant à l'ancien domaine extraordinaire ont dû, à partir du 1er janvier 1837, être appliquées au budget général de l'État, la disposition contraire de l'article 7 de la loi du 26 juillet 1821 étant rapportée.

Enfin, l'article 12 de la loi de règlement du budget de l'exercice 1840, en date du 6 juin 1843, porte ce qui suit : « Le solde existant à la Caisse des dépôts et consignations, à l'époque de la promul-« gation de la présente loi, des fonds affectés par l'article 8 de la loi du 26 juillet 1821 aux indemnités « autorisées par l'article 98 de la loi du 15 mai 1818, en faveur des donataires de l'ancien domaine « extraordinaire, sera versé au Trésor public et appliqué aux produits divers du budget de l'exercice « courant. Les payements qui pourront encore être effectués pour les indemnités de cette nature « auront lieu dans les formes précédemment réglées, et seront portés en dépense au budget de l'exer-« cice courant, avec imputation au chapitre des remboursements et restitutions. »

L'Administration de l'enregistrement a périodiquement rendu compte des opérations qui ont été effectuées en exécution de ces dispositions. Toutefois les comptes des années 1831 à 1854 inclusivement ayant cessé de reproduire dans leurs détails les opérations afférentes à l'ancien domaine extraordinaire, il a paru utile, pour la facilité des recherches, d'en établir de nouveau un développement complet dans le compte de l'année 1855. Il s'y trouve pages 682 à 695.

Suite de la *Note sur le Compte de l'ancien domaine extraordinaire.*

Ce compte a fait connaître, d'une part :

Le détail des capitaux, créances et revenus qui composaient le domaine extraordinaire au moment de sa réunion au domaine de l'État, avec les accroissements survenus depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1855 ;

Le montant des recouvrements effectués pendant le même temps.

Les créances tombées en non-valeurs et les motifs qui en ont empêché le recouvrement;

Les restes à recouvrer ou l'actif au 31 décembre 1855 ;

Et, d'autre part:

Le détail des dépenses acquittées depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1855, pour frais de régie et d'exploitation, contributions, frais de vente des immeubles, service de rentes foncières et restitutions de recettes indûment faites ;

Le montant des pensions et indemnités payées à des donataires ;

Celui des rentes sur le grand-livre acquises avec le produit net du domaine extraordinaire pour être annulées ;

Le montant des applications au budget de l'État des diverses recettes provenant de l'actif de l'ancien domaine extraordinaire, depuis le 1er janvier 1837 jusqu'au 31 décembre 1855 ;

Enfin, la situation, au 1er janvier 1856, des fonds affectés au payement des indemnités arriérées des donataires dépossédés, dont la Caisse des dépôts et consignations, en conformité de l'article 12 de la loi du 6 juin 1843, a versé le solde au 1er janvier 1844 à la Caisse centrale du Trésor public.

Ces diverses opérations, antérieures à l'année 1855, ne comportant plus de modifications, il a paru sans objet d'en insérer de nouveau les développements dans les comptes subséquents. Celui de la présente année 1899 se borne, en conséquence, à indiquer :

1° Les créances qui restaient à recouvrer au 31 décembre 1898 ou qui ont été constatées depuis cette époque, les recettes obtenues pendant l'année 1899, et la nouvelle situation de ces créances à la fin de la même année;

2° L'état des diverses recettes provenant de l'actif de l'ancien domaine extraordinaire, et l'emploi qui a été fait de ces recettes, conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 8 juillet 1837;

Les résultats présentés dans ces différents tableaux peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

1° Les créances à réaliser au 1er janvier 1899 montaient à 200,000 fr. 00 cent.; elles se sont accrues en 1899 de 2,921 fr. 28 cent., ce qui forme un total de 202,921 fr. 28 cent. Les recouvrements faits pendant ladite année sur ces créances ayant été de 2,921 fr. 28 cent., elles présentent, au 1er janvier 1900, un actif de la somme de 202,921 fr. 28 cent.

2° Le solde disponible des fonds affectés au payement des indemnités arriérées était, au 1er janvier 1898, de 173,312 fr. 18 cent. et n'a subi aucune modification pendant les années 1898 et 1899.

Le long espace de temps écoulé depuis que les ayants droit ont été mis à même de présenter leurs réclamations autorise à penser qu'aucune demande de remboursement ne sera plus désormais formulée. Il a donc paru inutile de maintenir dans les écritures de l'Administration des finances le solde ci-dessus, et, par suite, l'état présentant la situation des fonds affectés par l'article 8 de la loi du 26 juillet 1821 au payement des indemnités arriérées de donataires dépossédés ne figure plus, depuis 1898 dans le compte général de l'administration des finances.

COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

(Lois des 15 mai 1818, 5 juillet 1821 et 8 juillet 1837.)

Situation, au 1er janvier 1900, des créances actives restant à recouvrer.

DÉSIGNATION DES CRÉANCES.	CRÉANCES qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1899. (Voir le compte des finances de l'année 1898, page 914.)	CRÉANCES CONSTATÉES pendant l'année 1899.	TOTAL des CRÉANCES.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 1899.	CRÉANCES TOMBÉES en non-valeurs.	CRÉANCES restant À RECOUVRER au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
Créance sur la succession de Bernadotte, roi de Suède et de Norvège	200,000f 00c	"	200,000f 00c	"	"	200,000f 00c	
Arrérages d'actions du canal du Midi pour les canaux d'embranchement	"	2,921f 28c	2,921f 28c	2,921f 28c	"	"	
TOTAL	200,000 00	2,921 28	202,921 28	2,921 28		200,000 00	

Suite du COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

(Lois des 15 mai 1818, 26 juillet 1821 et 8 juillet 1837.)

État des recettes effectuées pendant l'année 1899 sur les fonds provenant de l'ancien domaine extraordinaire.

Recettes effectuées.....	Part de l'État dans les produits des canaux d'embranchement du canal du Midi, en raison d'actions affectées à des dotations qui ont fait retour.....	2,921f 28c
Emploi des recettes effectuées.	Application au budget de l'Etat du montant des recettes ci-dessus, sous le titre de *Produits et revenus du domaines de l'Etat.* — Recouvrements de rentes et créances. — Exercice 1899.....	2,921 28

V.

COMPTE

DES

OPÉRATIONS RELATIVES À LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC

GARANTIE PAR LA FRANCE

POUR L'ANNÉE 1899.

NOTE

SUR

LE COMPTE DES OPÉRATIONS RELATIVES À LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC GARANTIE PAR LA FRANCE.

En exécution de l'article 4 de la loi du 26 février 1887, deux décisions ministérielles ont transporté aux découverts du Trésor le montant du solde débiteur du compte inscrit parmi les services spéciaux du Trésor, sous le titre de : *Avance pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France.*

La première de ces décisions, en date du 7 mars 1887, a transporté au compte des découverts le solde débiteur du compte de services spéciaux précité, ressortant des écritures du Trésor, au 31 décembre 1886, ci..... 27,094,735f 31c

La seconde, en date du 10 mai 1887, a ajouté à ce solde le montant d'un payement effectué pendant l'année 1887, sur l'exercice 1886, ci..... 3,072 00

En sorte que le solde définitivement transporté aux découverts s'élève, à la clôture de l'exercice 1886, à..... 27,097,807 31

Mais le transport de cette somme parmi les découverts du Trésor n'a eu d'autre but que de dégager l'actif du Trésor d'une créance d'un recouvrement intégral tellement éloigné qu'elle ne saurait être considérée comme constituant un actif réalisable. Ce n'est donc qu'une opération d'ordre qui ne modifie en rien la nature de la créance de la France sur le Gouvernement hellénique, et c'est ainsi, du reste, que le législateur l'a compris, puisqu'il a ordonné que les versements ultérieurs à faire par le Gouvernement grec, en atténuation de la créance du Trésor, seraient portés en recette au budget.

Il est donc indispensable que le compte général de l'Administration des finances continue à présenter, chaque année, la situation de la dette du Gouvernement hellénique, jusqu'à parfait versement de la dernière annuité de 200,000 francs, à verser en exécution du traité du 5 janvier 1864.

Ce résultat a été obtenu en introduisant parmi les comptes spéciaux du compte général de l'Administration des finances, à partir de 1887, un nouveau compte d'ordre, intitulé : *Compte des*

opérations relatives à la portion de l'emprunt grec garantie par la France et en y joignant tous les développements qui accompagnaient l'ancien compte figurant dans la situation du Trésor et dont la suppression a été la conséquence des dispositions de l'article 4 de la loi précitée du 26 février 1887.

Les développements concernant les opérations afférentes à la portion de l'emprunt grec garantie par la France, effectuées jusqu'à la clôture de l'exercice 1886 et que l'on se propose de suivre avec les mêmes détails dans cette partie du Compte général des finances, sont consignés dans la note suivante, qui était jointe à l'ancien compte de trésorerie.

Les crédits successivement ouverts au Ministre des finances par plusieurs lois, ordonnances et décrets, pour le payement des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié, le 12 janvier 1833, par le Gouvernement grec, jusqu'à concurrence de la partie de cet emprunt garantie par la France (voir, pour les conditions de négociation et de service de l'emprunt grec, le volume des documents divers de l'année 1850, page 779), s'élèvent définitivement à la somme de..... 31,822,536f 00c

Mais il convient de retrancher de ces crédits les portions restées sans affectation pour divers motifs énoncés dans le volume déjà cité (pages 783 et 785) et qui s'élèvent à..... 20,897 95

De sorte que la somme engagée par la France pour faire face aux intérêts et à l'amortissement de la portion de l'emprunt grec garantie par elle n'est, en réalité, que de..... 31,801,638 05

Les payements effectués en vertu des crédits ci-dessus s'élevaient, au 31 décembre 1886, à..... 31,793,277 54

Une commission instituée en 1857, composée des envoyés de France, de Russie et d'Angleterre, et assistée d'agents spéciaux des finances, a réglé, d'accord avec le Gouvernement hellénique, qu'une somme annuelle de 900,000 francs, susceptible d'être augmentée ultérieurement à des époques déterminées, serait affectée par le Gouvernement grec au service de son emprunt, et que cette somme serait partagée par tiers entre les trois puissances garantes.

Un premier crédit de 1,005,120 drachmes a été voté par les Chambres helléniques. Cette somme a produit en francs 895,626 fr. 69, dont le tiers, soit 298,542 fr. 23, a été soldé à la France en 1861, au moyen de traites sur la maison Rothschild.

Mais un nouveau traité, promulgué par décret du 5 janvier 1864, alloua au roi Georges Ier, en augmentation de sa liste civile, une somme annuelle de 12,000 liv. sterling, soit 300,000 francs, imputable sur celle de 900,000 francs que la Grèce, ainsi qu'on vient de le dire, avait contracté l'obligation de verser annuellement aux trois puissances garantes. Il en résulte que la somme à recevoir chaque année par la France se réduit actuellement à 200,000 francs.

A reporter..... 31,793,277 54

Report..... 31,793,277f 54c

Par ces motifs, il a été, jusqu'au 31 décembre 1886, fait application en recette au compte inscrit parmi les *Services spéciaux du Trésor* sous le titre : *Avance pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France*, de la somme de 4,698,542 fr. 23, savoir :

En 1861.....	298,542f 23c	4,698,542 23
De 1865 à 1886, à raison de 200,000 francs par an..	4,400,000 00	

L'avance du Trésor, au 1er janvier 1887, transportée aux découverts en exécution de la loi du 26 février 1887, est donc de..... 27,094,735 31

Pendant la deuxième gestion de l'exercice 1886 (année 1887), un nouveau payement montant à (voir page 621 du compte général des finances de l'année 1887) a été également porté en augmentation des découverts du Trésor. 3,072 00

Ce qui élève, en clôture dudit exercice, à..... 27,097,807 31
l'avance du Trésor, soldée par les découverts.

Conformément au traité précité du 5 janvier 1864, il a été versé en atténuation de la dette hellénique :

Pendant l'année 1887, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1887 représentant la dette afférente à l'année 1886.	200,000f 00c	2,600,000 00
Pendant l'année 1888, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1888 représentant la dette afférente à l'année 1887.	200,000 00	
Pendant l'année 1889, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1889 représentant la dette afférente à l'année 1888.	200,000 00	
Pendant l'année 1890, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1890 représentant la dette afférente à l'année 1889.	200,000 00	
Pendant l'année 1891, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1891 représentant la dette afférente à l'année 1890.	200,000 00	
Pendant l'année 1892, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1892 représentant la dette afférente à l'année 1891.	200,000 00	
Pendant l'année 1893, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1893 représentant la dette afférente à l'année 1892.	200,000 00	
Pendant l'année 1894, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1894 représentant la dette afférente à l'année 1893.	200,000 00	
Pendant l'année 1895, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1895 représentant la dette afférente à l'année 1894.	200,000 00	
Pendant l'année 1896, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1896 représentant la dette afférente à l'année 1895.	200,000 00	
Pendant l'année 1897, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1897 représentant la dette afférente à l'année 1896.	200,000 00	
Pendant l'année 1898, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1898 représentant la dette afférente à l'année 1897.	200,000 00	
Pendant l'année 1899, une annuité inscrite au budget de l'exercice 1899 représentant la dette afférente à l'année 1898.	200,000 00	

De sorte que la créance du Trésor au 1er janvier 1899 est de..... 24,497,807 31

La différence entre le chiffre des crédits définitifs, ci..... 31,801,638 05
et celui des payements ainsi décomposé :

Période antérieure au 1er janvier 1887.....	31,793,277f 54c	31,796,349 54
Année 1887.....	3,072 00	

Soit..... 5,288 51

représente le reliquat des crédits applicables aux obligations amorties, dont le remboursement n'a pas encore été réclamé à l'époque du 1er janvier 1900.

VI.

COMPTE

DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES,

DES AVANCES AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES

ET DES PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE (LOI DU 1er AOÛT 1860).

POUR L'ANNÉE 1899.

NOTE

SUR LE COMPTE DES DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES,

DES AVANCES AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES ET DES PRÊTS FAITS A L'INDUSTRIE

(LOI DU 1er AOÛT 1860.)

DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

Le compte des débets et créances litigieuses dont le recouvrement est poursuivi par l'Agent judiciaire du Trésor public se résume, pour l'année 1899, en un état qui présente :

1° La situation au 1er janvier 1899, telle qu'elle résulte du compte des finances de 1898;

2° Le mouvement, en accroissements et en atténuations, pendant l'année 1899, de tous les articles du compte des débets et créances;

3° La situation au 1er janvier 1900.

Cet état est divisé en deux parties :

Dans la première, on a compris les débets et créances litigieuses susceptibles de figurer dans l'actif du Trésor, sous le titre d'avances, débets et créances à recouvrer;

La seconde comprend les débets et créances de toute nature qui ne font pas partie de l'actif du Trésor, et dont la recette est appliquée aux produits divers du budget.

Dans le cours de l'année 1899, il est survenu 987 affaires nouvelles, s'élevant ensemble, en capital, intérêts et frais, à 1,636,275 fr. 88.

Pendant la même année, les atténuations opérées se sont élevées, savoir :

En versements effectués dans les caisses du Trésor, à.....	708,595f 09c
En réductions ou régularisations, à.....	665,727 04
En remises à titre gracieux, à.....	13,163 87
En déclaration de caducité, à.....	265,486 56
TOTAL des atténuations.....	1,652,972 56

En sorte que, d'une part, les débets et créances, qui au commencement de l'année 1899 présentaient un total de 10,937,250 fr. 60, ne sont plus à la fin que de 10,920,553 fr. 92.

Les *accroissements* des débets et créances sont justifiés par des arrêts de la Cour des comptes, des états de liquidation d'intérêts, des états de situation formés sur les écritures appuyées de pièces justificatives, ou par des bordereaux de débets notifiés par les Ministères.

Les *réductions* et *régularisations* sont justifiées par des arrêts de la Cour des comptes et des décisions ministérielles.

Les *créances déclarées caduques* sont celles qui ne présentent plus de ressources pour le Trésor public, soit parce que l'insolvabilité des redevables a été régulièrement établie, soit parce que leur résidence et leur actif sont demeurés inconnus, soit enfin parce que la discussion de leur actif est terminée.

La déclaration de caducité ne préjudicie point aux droits du Trésor public : si les débiteurs reviennent à un meilleur état de fortune, ou si la résidence de ceux qui étaient inconnus est découverte, le Trésor public reprend alors contre eux les poursuites primitivement entamées. La déclaration de caducité n'est qu'une mesure d'ordre essentielle à l'apurement de la comptabilité, en ce qu'elle fait disparaître des écritures du Trésor public une masse de créances sans valeur.

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

PRÊTS FAITS EN VERTU DU DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU 5 JUILLET 1848.

Au 1er janvier 1899, il ne restait plus à recouvrer qu'un prêt comportant les sommes ci après :

Capital		719f 40c
Intérêts	»	
Pendant l'année 1899, les intérêts se sont accrus de	32f 95c	
ENSEMBLE	32 95	719 40

Pendant cette même année 1899, ces restes ont été atténués :

Par des versements s'élevant :

en capital à		719f 40c
en intérêts à	32f 95c	
TOTAL au 1er janvier 1900		»

Ce compte se trouve ainsi définitivement apuré.

PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE (LOI DU 1er AOÛT 1860).

Le chiffre définitif de l'avance occasionnée au Trésor par la loi du 1er août 1860 s'est élevé à la somme principale de..... 36,840,166f 65c

de laquelle il y a lieu de déduire :

1° Le montant des prêts déclarés caducs et portés en surséance indéfinie en vertu des décisions ministérielles suivantes :

21 avril 1893	2,951,518f 70c	
5 mars 1898	2,280,181 43	
5 mars 1898	118,625 90	
12 avril 1898	1,133,774 78	
24 juin 1898	1,013,331 12	
24 août 1899	210,872 69	
	7,708,304 62	

2° Le montant de réductions résultant de transactions homologuées :

par décrets du 19 février 1897	111,028f 31c		
par décret du 9 juin 1898	50,000 00		
		161,028 31	
ENSEMBLE			7,869,332 93
RESTE			28,970,833 72

Ce reste s'est atténué du montant des recouvrements opérés par le Trésor, savoir :

Antérieurement à 1899, de	25,596,889f 41c	
Pendant l'année 1899, de	58,209 90 (1)	
		25,655,099 31
Il reste donc à recouvrer au 1er janvier 1900, *en capital*		3,315,734 41

L'avance de ladite somme principale de 36,840,166 fr. 65 s'est augmentée pour intérêts et frais :

Antérieurement à 1899, de	15,324,149f 96c
Pendant l'année 1899, de	1,790 10
A reporter	15,325,940 06

(1) Cette somme de 58,209 fr. 90 comprend un versement de 10,000 francs non applicable au compte du capital des prêts faits à l'industrie, en vertu de la loi du 1er août 1860 (services spéciaux du Trésor), ce versement de 10,000 francs ayant été imputé sur le capital d'un prêt inscrit parmi les découverts du Trésor en exécution de la loi de finances du 30 mars 1888 (art. 27) et ne figurant plus, par conséquent, au débit du compte spécial susrelaté.

Report		15,325,940f 06c
Dont il y a lieu de déduire :		
1° Le montant des intérêts et des frais déclarés caducs en même temps que les capitaux des prêts auxquels ils étaient afférents, savoir :		
Antérieurement à 1899	490,406f 78c	
Pendant l'année 1899	«	
	490,406 78	
2° Le capital d'une rente 3 p. o/o, sur l'État de 861 francs annulée au profit du Trésor : (Voir note (1) au compte des finances de 1897, page 1112.)		
Antérieurement à 1899	23,267 50	520,694 93
3° Le montant des intérêts afférents aux prêts qui ont fait l'objet des transactions homologuées par les décrets susvisés.		
Antérieurement à 1899	7,020 65	
Pendant l'année 1899	«	
Reste		14,805,245f 13c
Ce reste s'est atténué du montant des recouvrements opérés par le Trésor, savoir :		
Antérieurement à 1899, de	14,674,538f 45c	
Pendant l'année 1899, de	1,790 10	
		14,676,328f 55c
Reste dû, au 1er janvier 1900, sur les *intérêts* et les *frais*		128,916 58

Le solde à recouvrer au 1er janvier 1900 sur les prêts à l'industrie s'élève donc à 3,444,650 fr. 99, savoir :

Capital	3,315,734f 41c
Intérêts et frais	128,916 58
	3,444,650 99

Il y a lieu de remarquer que l'article 27 de la loi de finances du 30 mars 1888 a autorisé le transport aux découverts du Trésor d'une somme en capital de 9,716,878 fr. 36, représentant les prêts irrécouvrables, en spécifiant que ces créances continueront de figurer dans les écritures de l'agent judiciaire jusqu'à ce que leur caducité ait été prononcée dans les formes réglementaires.

En exécution de cette loi, il a été transporté aux découverts une somme de	9,716,878f 36c
D'autre part, les déclarations de caducité prononcées jusqu'au 1er janvier 1900 s'élevant à 7,708,304 fr. 62 applicables aux prêts en cours pour 38 fr. 90 et aux prêts inscrits aux découverts du Trésor pour	7,708,265 72
il en résulte que le montant du capital des prêts non encore admis en caducité est de (A reporter.)	2,008,612 64c

Report.....	2,008,612f 64c
Si l'on retranche cette somme du capital fixé précédemment à.....	3,315,734 41
on trouve le chiffre restant à recouvrer, au 1er janvier 1900, sur le capital des prêts, soit.....	1,307,121 77
Si l'on compare enfin ce chiffre avec celui qui ressort, à la même date, au compte spécial : *Prêts faits à l'industrie* (voir page 291), soit.....	1,534,527 22
on constate une différence de.....	227,405 45

comprenant :

1° Des versements effectués comme suit :

Année 1891.....	371f 00c	
— 1892.....	10,000 00	
— 1893.....	10,000 00	
— 1894.....	10,000 00	
Années 1895-1896.....	6,000 00	
Année 1897.....	5,840 66	
Année 1898.....	19,227 14	
Année 1899. (Voir note (1) au bas de la page 912.).....	10,000 00	
	71,438 80	

Ces remboursements, qui figurent parmi les atténuations constatées dans les écritures de l'Agent judiciaire du Trésor, ne peuvent être appliqués au Crédit du compte spécial, dont le solde débiteur ne comprend plus les prêts correspondant à ces versements, depuis leur transport aux découverts, prescrit par la loi du 30 mars 1888.

2° Des réductions résultant de transactions homologuées par les décrets mentionnés plus haut, et s'élevant à la somme totale de..... 155,966 65 (1)
représentant des capitaux de prêts figurant dans les découverts du Trésor.

SOMME ÉGALE.....	227,405 45

(1) Déduction faite d'une somme de 5,061,66 portée au crédit du compte spécial : *Prêts faits à l'industrie*, pendant l'année 1898.

DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

ÉTAT N° 1.

DÉBETS ET CREANCES TIGIEUSES.

État présentant la Situation au 1er janvier 1899, les Accroissements et les inuations pendant l'année 1899 et la Situation au 1er janvier 1900.

SECTIONS.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.		MONTANT DES DÉBETS AU 1er JANVIER 1899. Capital.	Intérêts.	Frais.	ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1899. Capital.	Intérêts.	Frais.	TOTAL DES DÉBETS. (A reporter à la page 918.) Capital.	Intérêts.	Frais.	OBSERVATIONS.
1	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	Actif	203,259f 15c	"	"	13,895f 69c	"	"	217,154f 84c	"	"	
		Non-actif	297,884 55	55,739f 64c	159f 70c	70,982 86	20,436f 34c	"	368,867 41	76,175f 98c	159f 70c	
2	Receveurs des douanes	Actif	10,926 79	"	"	"	"	"	10,926 79	"	"	
		Non-actif	"	"	"	1,078 89	435 08	"	1,078 89	435 08	"	
3	Receveurs des postes et des télégraphes	Actif	133,868 03	"	"	7,166 10	"	"	141,034 13	"	"	
		Non-actif	13,960 36	21,075 71	2 75	578 26	1,653 70	"	14,538 62	22,729 41	2 75	
4	Receveurs des contributions indirectes	Actif	237,195 45	"	"	32,744 44	"	"	269,939 89	"	"	
		Non-actif	5,306 99	63,276 87	"	"	8,708 82	29f 25c	5,306 99	71,985 69	29 25	
5	Agents percepteurs de droits de chancellerie dans les postes diplomatiques et consulaires	Actif	26,883 36	"	"	8,883 86	"	"	35,767 22	"	"	
		Non-Actif	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL	Actif	612,132 78	"	"	62,690 09	"	"	674,822 87	"	"	
		Non-actif	317,151 90	140,092 22	162 45	72,640 01	31,233 94	29 25	389,791 91	171,326 16	191 70	
6	Prêts à divers manufacturiers. (Loi du 8 septembre 1830.)	Actif	9,857 53	"	"	"	"	"	9,857 53	"	"	
		Non-actif	140,142 47	"	"	"	"	"	140,142 47	"	"	
	TOTAL		1,079,284 68	140,092 22	162 45	135,330 10	31,233 94	29 25	1,214,614 78	171,326 16	191 70	
7	Justice		56,290 68	1,469 69	413 15	"	"	"	56,290 68	1,469 69	413 15	
8	Affaires étrangères		2,088 87	"	"	1,925 92	"	"	4,014 79	"	"	
9	Intérieur		370,037 27	307 05	465 82	37,393 11	83 51	"	407,430 38	390 56	465 82	
9 *bis*	Algérie		739 82	"	"	"	"	"	739 82	"	"	
10	Finances		478,781 72	328 75	"	19,698 97	430 07	158 75	498,480 69	758 82	158 75	
11	Guerre. — Fournisseurs et comptables		3,398,415 60	227,396 21	338 99	25,447 51	16,637 57	22 75	3,423,863 11	244,033 78	361 74	
12	Guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats		1,065,355 46	19,364 44	76 28	96,997 34	2,078 10	"	1,162,352 80	21,442 54	76 28	
13	Marine. — Fournisseurs, comptables et armateurs		29,947 67	1,856 22	"	10,491 20	52 05	16 50	40,438 87	1,908 27	16 50	
14	Marine. — Marins		70,891 96	"	"	10,808 87	"	"	81,700 83	"	"	
14 *bis*	Colonies		56,183 84	1,885 32	132 60	911 50	1,932 85	"	57,095 34	3,818 17	132 60	
15	Instruction publique		186 85	"	"	7,220 44	"	"	7,407 29	"	"	
15 *bis*	Beaux-arts		35,141 69	2,244 28	"	"	"	"	35,141 69	2,244 28	"	
16	Travaux publics		2,430,097 45	"	522 49	744,459 80	345,988 92	1,069 45	3,174,557 25	345,988 92	1,591 94	
16 *bis*	Chemins de fer de l'État		47,829 99	1,446 62	"	706 05	24 37	"	48,536 04	1,470 99	"	
17	Agriculture		446,692 94	"	"	231 28	"	"	446,924 22	"	"	
17 *bis*	Commerce		304,253 69	43,539 91	196 95	18,000 00	"	"	322,253 69	43,539 91	196 95	
17 *ter*	Coupes de bois		11,990 06	"	5,667 61	"	"	"	11,990 06	"	5,667 61	
18	Postes et télégraphes		90,075 54	1,221 81	7 83	17,581 56	2,354 04	"	107,657 10	3,575 85	7 83	
18 *bis*	Caisse nationale d'épargne		361,694 97	43,218 17	96 85	7,412 94	3,479 33	"	369,107 91	46,697 50	96 85	
19	Écoles du Gouvernement		105,037 04	1,134 50	142 70	94,036 99	233 63	34 00	199,074 03	1,368 13	176 70	
20	Débets de l'agence judiciaire		"	"	2,503 90	"	450 00	1,313 22	"	450 00	3,817 12	
	TOTAL des divers débiteurs		9,361,733 11	345,412 97	10,565 17	1,093,323 48	373,744 44	2,614 67	10,455,056 59	719,157 41	13,179 84	
	REPORT des débets des comptables des finances et des divers prêts		1,079,284 68	140,092 22	162 45	135,330 10	31,233 94	29 25	1,214,614 78	171,326 16	191 70	
	TOTAL		10,441,017 79	485,505 19	10,727 62	1,228,653 58	404,978 38	2,643 92	11,669,671 37	890,483 57	13,371 54	
				10,937,250 60			1,636,275 88			12,573,526 48		
21	Associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.)		719 40	"	"	"	32 95	"	719 40	32 95	"	
22	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)		3,584,817 00	128,541 47	375 11	"	1,790 10	"	3,584,817 00	130,331 57	375 11	
	TOTAL GÉNÉRAL		14,026,554 19	614,046 66	11,102 73	1,228,653 58	406,801 43	2,643 92	15,255,207 77	1,020,848 09	13,746 65	

État n° 1.

Suite des DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

Suite de l'*État présentant la Situation au 1er janvier 1899, les Accroissements et Atténuations pendant l'année 1899 et la Situation au 1er janvier 1900.*

SECTIONS.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.		REPORT DU TOTAL DES DÉBETS. (Voir page 927.) Capital.	Intérêts.	Frais.	ATTÉNUATIONS PENDANT L'ANNÉE 1899. — VERSEMENTS EFFECTUÉS au c/ recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire. Capital.	Intérêts.	Frais.	à divers comptes. Capital.	Intérêts.	Frais.	RÉDUCTIONS par arrêts, jugements et décisions diverses, radiations pour ordre. Capital.	Intérêts.	Frais.	REMISES et dons gracieux. Capital.	Intérêts.	Frais.	DÉCLARATIONS de caducité. Capital.	Intérêts.	Frais.	TOTAL des atténuations. Capital.	Intérêts.	Frais.	TOTAL DES DÉBETS au 1er JANVIER 1900. Capital.	Intérêts.	Frais.
1	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	Actif	217,154f84c	"	"	14,889f 78c	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14,889f78c	"	"	202,265f06c	"	"
		Non-actif	368,867 41	76,175f 98c	159f70c	28,485 91	20,503f01	"	"	"	"	212f 57	"	"	"	"	"	2,412f05c	"	"	31,110 53	20,503f01	"	337,756 88	55,672f97	159f70
2	Receveurs des douanes	Actif	10,926 79	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10,926 79	"	"
		Non-actif	1,078 89	435 08	"	1,078 89	435 08	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,078 89	435 08	"	"	"	"
3	Receveurs des postes et des télégraphes	Actif	141,034 13	"	"	10,431 81	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	20,758 79	"	"	31,190 60	"	"	109,843 53	"	"
		Non-actif	14,538 62	22,729 41	2 75	"	883 06	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	198 52	4,232 64	2f75	198 52	5,115 70	2 75	14,340 10	17,613 71	"
4	Receveurs des contributions indirectes	Actif	269,939 89	"	"	17,962 86	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	27,035 53	"	"	44,998 39	"	"	224,941 50	"	"
		Non-actif	5,306 99	71,985 69	29 25	"	2,199 15	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	348 60	7,185 58	"	348 60	9,384 73	"	4,958 39	62,600 96	29 25
5	Agents percepteurs de droits de chancellerie dans les postes diplomat. et consul.	Actif	35,767 22	"	"	742 34	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	742 34	"	"	35,024 88	"	"
		Non actif	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Total	Actif	674,822 87	"	"	44,026 79	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	47,794 32	"	"	91,821 11	"	"	583,001 76	"	"
		Non-actif	389,791 91	171,326 16	191 70	29,564 80	24,020 30	"	"	"	"	212 57	"	"	"	"	"	2,959 17	11,418 22	2 75	32,736 54	35,438 52	2 75	357,055 37	135,887 64	188 95
6	Prêts à divers manufacturiers. (Loi du 8 sept. 1830.)	Actif	9,857 53	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9,857 53	"	"
		Non-actif	140,142 47	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	140,142 47	"	"
	Total		1,214,614 78	171,326 16	191 70	73,591 59	24,020 30	"	"	"	"	212 57	"	"	"	"	"	50,753 49	11,418 22	2 75	124,557 65	35,438 52	2 75	1,090,057 13	135,887 64	188 95
7	Justice		56,290 68	1,469 69	413 15	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	56,290 68	1,469 69	413 15
8	Affaires étrangères		4,014 79	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	422 21	"	"	422 21	"	"	3,592 58	"	"
9	Intérieur		407,430 38	390 56	465 82	85,585 22	86 12	392f 15c	"	"	"	20,556 91	"	"	"	"	"	9,693 85	"	"	115,835 98	86 12	392 15	291,594 40	304 44	73 67
9 bis	Algérie		739 82	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	739 82	"	"
10	Finances		498,480 69	758 82	158 75	32,094 92	509 79	158 75	60f00c	"	"	20 00	"	"	"	"	"	8,205 23	"	"	51,337 14	509 79	158 75	447,143 55	249 03	"
11	Guerre. — Fournisseurs et comptables		3,423,863 11	244,033 78	361 74	23,825 79	15,125 60	51 85	"	"	"	621,947 30	"	"	"	"	"	54,214 31	15,182 14	"	699,987 40	30,307 74	51 85	2,723,875 71	213,726 04	309 89
12	Guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats		1,162,352 80	21,442 54	76 28	53,091 62	759 74	7 35	10 03	"	"	696 30	33 76	"	"	"	"	51,035 88	"	"	104,833 83	793 50	7 35	1,057,518 97	20,649 04	68 93
13	Marine. — Fournisseurs, comptables et armateurs		40,438 87	1,908 27	16 50	4,188 06	51 20	16 50	"	"	"	"	"	"	"	"	"	569 97	"	"	4,758 03	51 20	16 50	35,680 84	1,857 07	"
14	Marine. — Marins		81,700 83	"	"	14,664 28	"	"	"	"	"	12,263 66	"	"	188	"	"	1,086 04	"	"	30,220 86	"	"	51,479 97	"	"
14 bis	Colonies		57,095 34	3,818 17	132 60	2,473 76	4 50	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,507 59	"	"	3,981 35	4 50	"	53,113 99	3,813 67	132 60
15	Instruction publique		7,407 29	"	"	1,337 15	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1,337 15	"	"	6,070 14	"	"
15 bis	Beaux-arts		35,141 69	2,244 28	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	14,057 54	2,244 28	"	14,057 54	2,244 28	"	21,084 15	"	"
16	Travaux publics		3,174,557 25	345,988 92	1,591 94	6,308 54	238,372 38	260 70	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3,890 54	"	"	10,199 08	238,372 38	260 70	3,164,358 17	107,616 54	1,331 24
16 bis	Chemins de fer de l'Etat		48,536 04	1,470 99	"	366 18	37 36	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	9,338 56	290 70	"	9,704 74	328 06	"	38,831 30	1,142 93	"
17	Agriculture		446,924 22	"	"	10,360 67	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10,360 67	"	"	436,563 55	"	"
17 bis	Commerce		322,253 69	43,539 91	196 95	19 75	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	325 57	"	6 60	345 32	"	6 60	321,908 37	43,539 91	190 35
17 ter	Coupes de bois		11,990 06	"	5,667 61	"	"	1,750 00	"	"	"	8,303 85	"	"	"	"	"	"	"	"	8,303 85	"	2,719 26	3,686 21	"	2,948 35
18	Postes et télégraphes		107,657 10	3,575 85	7 83	8,541 97	1,659 45	"	1,586 00	45 74	"	"	"	"	"	"	"	8,065 39	75 70	"	18,193 36	1,780 89	"	89,463 74	1,794 96	7 83
18 bis	Caisse nationale d'épargne		369,107 91	46,697 50	96 85	4,987 32	1,019 50	2 30	449 20	143 80	"	"	"	"	"	"	"	19,091 95	594 04	31 55	24,528 47	1,757 34	33 85	344,579 44	44,940 16	63 00
19	Écoles du Gouvernement		199,074 03	1,368 13	176 70	99,440 51	275 58	51 92	"	"	"	684 73	"	"	"	"	"	3,073 62	212 19	"	103,198 86	487 77	51 92	95,875 17	880 36	124 78
20	Débets de l'Agence judiciaire		"	450 00	3,817 12	"	450 00	359 95	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	96 65	"	450 00	495 30	"	"	3,321 82
	Total des divers débiteurs		10,455,056 59	719,157 41	13,179 84	347,285 74	258,351 22	3,051 47	2,105 23	189 54	"	664,472 75	33 76	1,087	"	"	"	184,578 25	18,599 05	134 80	1,211,605 84	277,173 57	4,194 23	9,243,450 75	441,983 84	8,985 61
	Report des débets des comptables des finances et des divers prêts		1,214,614 78	171,326 16	191 70	73,591 59	24,020 30	"	"	"	"	212 57	"	"	"	"	"	50,753 49	11,418 22	2 75	124,557 65	35,438 52	2 75	1,090,057 13	135,887 64	188 95
	Total		11,669,671 37	890,483 57	13,371 54	420,877 33	282,371 52	3,051 47	2,105 23	189 54	"	664,685 32	33 76	1,087	"	"	"	235,331 74	30,017 27	137 55	1,336,163 49	312,612 09	4,196 98	10,333,507 88	577,871 48	9,174 56
			12,573,526 48			708,595 09						665,727 04		1,087				265,486 56			1,652,972 56			10,920,553 92		
21	Associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.)		719 40	32 95	"	719 40	32 95	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	719 40	32 95	"	"	"	"
22	Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)		3,584,817 00	130,331 57	375 11	58,209 90	1,790 10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	210,872 69	"	"	269,082 59	1,790 10	"	(B) 3,315,734 41	128,541 47	375 11
	Total général		15,255,207 77	1,020,848 09	13,746 65	479,806 63	284,194 57	3,051 47	2,105 23	189 54	"	664,685 32	33 76	1,087	"	"	"	446,204 43	30,017 27	137 55	1,605,965 48	314,435 14	4,196 98	13,649,242 29	706,412 95	9,549 67
						767,052f 67c (A)																				

OBSERVATIONS.

(A) Les résultats constatés à la Direction générale de la Comptabilité publique donnent un chiffre de 1,109,966 fr. 72 se décomposant ainsi qu'il suit entre les comptes ci-après :

1° Comptes des débets et créances compris dans l'actif de l'Administration des finances (voir le compte de trésorerie, page 357), pour..... 386,940f84c

2° Comptes des produits divers du budget (voir pages 124 et 125), pour 674,815 fr. 98, savoir :

Recettes sur débets de comptables et créances litigieuses non compris dans l'actif de l'Administration des finances..... 53,585f10

Recettes sur divers débets poursuivis par l'Agence judiciaire et non compris dans l'actif, savoir :

A l'exercice 1898.. 1,190f00c
A l'exercice 1899.. 607,498 43 } 608,688 43

Intérêts et frais sur prêts faits à l'industrie (loi du 1er août 1860), Départements 1,790 10

Recouvrements sur les prêts à l'industrie : Caisse centrale du Trésor..... 10,000 00

Remboursement de prêts aux associations ouvrières : Caisse centrale du Trésor..... 752 35

} 674,815 98

3° Avances spéciales du Trésor (voir page 291) pour 48,209 fr. 90, savoir :

Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.) Capital..... 48,209 90

Total.....1,109,966 72

Cette somme, comparée avec le chiffre de l'Agence judiciaire..... 767,052 67

fait ressortir une différence en plus à la Comptabilité publique de..... 342,914 05

Cette différence représente des débets de comptables compris dans l'actif de l'Administration des finances, portés aux créances caduques (Décisions ministérielles des 5 mars, 12 avril, 24 juin 1898 et 24 août 1899), et dont le remboursement au profit du Trésor a été prescrit par décision ministérielle du 28 décembre 1899.

Cette somme a cessé de figurer dans les écritures de l'Agence judiciaire dès que la déclaration de caducité a été prononcée.

(B) Le solde débiteur du compte des *Prêts faits à l'industrie*, aux services spéciaux du Trésor (page 291), n'est que de 1,534,527 fr. 22 (voir note, page 914).

(C) Voir page 921, note (A).

ÉTAT N° 2.

Suite des DÉBETS ET CRÉANCES LITIGIEUSES.

SECTIONS	DÉSIGNATION DES SECTIONS	SITUATION DANS LES ÉCRITURES de la Direction générale de la Comptabilité publique. — Débets compris dans l'actif de l'Administration des finances.
1	Receveurs de l'enregistrement et des domaines	202,265f 06c
2	Receveurs des douanes	10,926 79
3	Receveurs des postes	109,843 55
4	Receveurs des contributions indirectes	234,734 87
5	Agents des chancelleries diplomatiques et consulaires	35,024 88
		(A) 592,795 13
6	Prêts faits à divers manufacturiers. (Loi du 8 septembre 1830.)	9,857 55
	TOTAL	602,652 68

OBSERVATIONS.

(A) La situation des débets de comptables compris dans l'actif de l'Administration des finances au 1er janvier 1899, ressort dans les écritures de l'Agence judiciaire du Trésor à 583,001f 76c

et dans celles de la Direction générale de la Comptabilité publique à 592,795 13

Soit une différence de 9,793 37

à la Comptabilité publique.

Cette somme de 9,793 fr. 37 représente un reliquat de créances déclarées caduques par la décision ministérielle du 24 août 1899, décision qui n'a pu être exécutée dans son intégralité par suite de l'insuffisance des crédits affectés à cette dépense. La décision ministérielle du 16 mars 1900 ayant prescrit le remboursement de cette somme au profit du Trésor, cette différence sera régularisée au compte des finances de 1900.

VII.

COMPTE DES FONDS DE CONCOURS

AU 31 DÉCEMBRE 1899.

NOTE

SUR LES FONDS DE CONCOURS POUR DÉPENSES D'INTÉRÊT PUBLIC.

L'examen des opérations relatives au recouvrement des sommes dues à titre de fonds de concours par des départements, des communes ou des particuliers, etc., avait attiré, dès l'année 1882, l'attention de la Commission de vérification des comptes des Ministres pour l'exercice 1875. Pour faciliter le contrôle de ces opérations, l'Administration des finances avait prescrit aux comptables, à partir de 1882, de présenter, dans des états détaillés destinés à être soumis aux commissions financières, la comparaison des versements effectués avec les engagements souscrits.

Mais la Cour des comptes, d'une part, et, d'autre part, les Commissions de vérification des comptes des Ministres pour les années 1883, 1884 et 1885, ont fait remarquer que la nature même des choses s'oppose à ce que les comptables du Trésor connaissent l'intégralité des engagements souscrits, puisque l'existence des conventions de fonds de concours ne leur est révélée le plus souvent qu'au moment où ces conventions entrent dans la période de recouvrement. En vue de compléter les éléments nécessaires au contrôle, les Ministres se sont engagés à fournir annuellement, à partir de 1888, une situation, établie sur les bases ci-après, de tous les engagements de fonds de concours dont il leur appartient d'assurer l'exécution :

La situation comprend la nomenclature de tous les engagements en vigueur au 1er janvier de l'année dont il est rendu compte ou souscrits pendant le courant de cette année, quelle que soit, d'ailleurs l'époque à partir de laquelle ils sont exigibles;

Elle indique, pour chacune des parties versantes, la date et la nature des actes constitutifs ou approbatifs des conventions, ainsi que les conditions d'après lesquelles ces conventions sont exécutoires;

Elle présente la marche du service de recouvrement depuis l'origine de chaque convention; mais, afin de faciliter le travail de vérification et d'établir des points de rapprochement avec les écritures des comptables, les versements des années antérieures sont distingués de ceux qui sont relatifs à l'année courante;

Enfin elle donne, par comparaison entre le chiffre des titres de perception mis en recouvrement et celui des versements effectués, le montant des restes à recouvrer au 31 décembre.

La loi du 26 janvier 1892 a, par son article 77, rendu obligatoire la production de cette situation qui doit être établie en deux expéditions, dont l'une est adressée à la Cour des comptes et l'autre est destinée à être mise sous les yeux de la Commission de vérification des comptes des Ministres.

Les résultats généraux des situations dressées pour 1899 sont résumés dans le tableau ci-après :

SITUATION POUR L'ANNÉE 1899

1° Des engagements contractés par des départements, des communes ou des particuliers, etc., à titre de fonds de concours pour dépenses publiques.

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT TOTAL des engagements.	TITRES DE PERCEPTION émis antérieurement au 1er janvier 1899.	TITRES DE PERCEPTION de l'année 1899.	TITRES DE PERCEPTION total.	VERSEMENTS EFFECTUÉS sur les engagements en cours. Versements antérieurs au 1er janvier 1899.	VERSEMENTS EFFECTUÉS Versements de l'année 1899.	VERSEMENTS EFFECTUÉS total.	RESTES à recouvrer exigibles au 31 décembre 1899. (Différence entre les colonnes 5 et 8.)	OBSERVATIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Finances		7,347,425 77	5,367,908 44	367,940 70	5,735,849 14	5,351,942 44	383,906 70	5,735,849 14	"	(A) Le montant des titres de perception, accusé par les situations des ministères, est de ..... 21,724,332f 15c tandis que d'après les comptes des comptables, il ressort à ..... 21,730,620 21 La différence, soit 6,288 06
Justice et Cultes	Service de la Justice	11,906 04	8,128 28	3,444 42	11,572 70	7,592 44	3,444 42	11,036 86	535 84	
	Service des Cultes	503,325 04	60,349 20	206,125 80	266,475 00	59,027 10	207,447 90	266,475 00	"	représente des erreurs d'imputation régularisées par voie de virements dans les écritures de l'année 1899 jusqu'à concurrence de 800 fr. 01 (art. 303 et 311 du Journal général). Le complément sera régularisé de la même manière dans les écritures de l'année 1900.
Affaires étrangères		"	"	"	"	"	"	"	"	
Intérieur	Service de l'Intérieur	759,756 50	"	210,756 50	210,756 50	"	210,756 50	210,756 50	"	(B) Le montant des versements effectués pendant l'année 1899, accusé par les situations des ministères, est de ..... 21,317,342 72 tandis que, d'après les comptes des comptables, il ressort à ..... 21,323,630 78 La différence, soit 6,288 06
	Service de l'Algérie	14,872,589 62	2,883,344 24	1,522,873 50	4,406,217 74	2,883,344 24	1,522,873 50	4,406,217 74	"	
Guerre		9,161,591 50	1,240,629 00	2,011,555 24	3,252,184 24	1,035,129 00	619,088 76	2,654,217 76	597,966 48	égale à celle ci-dessus provient des mêmes erreurs d'imputation et sera régularisée par les mêmes écritures.
Marine		421,837 75	"	421,837 75	421,837 75	"	421,837 75	421,837 75	"	
Instruction publique et Beaux-Arts.	Service de l'Instruction publique	304,849 27	16,553 31	288,295 96	304,849 27	"	281,061 77	281,061 77	23,887 50	
	Service des Beaux-Arts	1,286,196 87	29,565 16	653,921 32	683,486 48	29,565 16	653,921 32	683,486 48	"	
Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes.	Service du Commerce	13,865 00	"	13,940 00	13,940 00	"	13,940 00	13,940 00	"	
	Service des Postes et des Télégraphes	4,659,076 06	108,622 96	4,504,190 88	4,612,813 84	58,682 91	4,480,999 62	4,539,682 53	73,131 31	
Colonies		819,713 34	"	819,713 34	819,713 34	"	819,713 34	819,713 34	"	
Agriculture		485,771 57	362,026 18	51,071 64	413,097 82	362,026 18	51,046 64	413,072 82	25 00	
Travaux publics		178,738,782 49	104,064,587 75	10,648,665 10	114,713,252 85	103,644,110 12	10,647,304 50	114,291,414 62	421,838 23	
Totaux		219,386,686 82	114,141,714 52	(A) 21,724,332 15	135,866,046 67	113,431,419 59	(B) 21,317,342 72	134,748,762 31	1,117,284 36	

2° Des fonds de concours provenant du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage.

Guerre	3,204f 54c	"	3,204f 54c	3,204f 54c	"	3,204f 54c	3,204f 54c	"
Agriculture	2,556,806 80	18 30	2,556,753 60	2,556,771 90	"	2,555,901 90	2,555,901 90	870 00
Totaux	2,560,011 34	18 30	2,559,958 14	2,559,976 44	"	2,559,106 44	2,559,106 44	870 00

Certifié le compte rendu, pour l'année 1899,

Conforme, dans toutes ses parties, aux résultats inscrits périodiquement sur les livres de la Direction générale de la Comptabilité publique d'après les comptabilités des divers ordonnateurs des services publics et d'après les écritures journalières de tous les préposés à la réalisation des recettes et à l'acquittement des dépenses de l'Etat;

Vu et contrôlé avec les comptes individuels établis sur pièces justificatives par les comptables pour être soumis au jugement de la Cour des Comptes

Paris, le 30 juillet 1900.

Le Conseiller d'État,
Directeur général de la Comptabilité publique,
Charles LAURENT.

Arrêté par le Ministre des Finances,
J. CAILLAUX.

RÉPERTOIRE

ALPHABÉTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

DES

DOCUMENTS SPÉCIAUX

INSÉRÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES ANTÉRIEURS À 1899.

NOTE SUR LE RÉPERTOIRE

DES

DOCUMENTS SPÉCIAUX INSÉRÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

ANTÉRIEURS À 1899

Le compte général de l'Administration des finances retrace l'ensemble et les détails des différents services qui ont été exécutés pendant l'année dont il porte la date. Les services qui composent la gestion habituelle des finances de l'État occupent dans ce compte une place permanente, et l'on peut toujours, en se reportant d'une année à l'autre, parcourir toute la période que les opérations ont embrassée depuis leur origine. Mais d'autres services, motivés par des circonstances accidentelles et d'une durée temporaire, des opérations spéciales, des comptes rendus sur des points particuliers, cessent nécessairement de figurer dans le compte général des finances lorsque les faits qui les concernent sont terminés ou ont cessé d'offrir l'actualité qui les avait fait produire. Cette méthode est commandée à la fois par la nécessité de maintenir l'ordre et la clarté dans le compte, et de prévenir l'extension inutile de ses développements.

Toutefois, pour faciliter les recherches au sujet des documents spéciaux dont on vient de parler, il a paru convenable d'en dresser un répertoire alphabétique et un répertoire chronologique qui, insérés dans chaque compte annuel, le relient, pour ainsi dire, à tous les précédents, en présentant, à défaut du document lui-même que l'on aurait intérêt à consulter, l'indication précise du compte où il se trouve. On remarquera, à l'égard des opérations spéciales qui se sont échelonnées pendant un certain nombre d'années et dont il a toujours été rendu un compte définitif lors de leur clôture, que c'est à ce compte final qu'il a été renvoyé dans le répertoire alphabétique, afin de permettre de remonter successivement aux comptes analogues sur le même sujet.

Le compte général de l'Administration des finances a été fondé par l'article 3 de la loi du 19 nivôse an IX (9 janvier 1800), portant que « le compte général des recettes et des dépenses publiques faites pendant l'année sera rendu au Gouvernement par le Ministre des finances et présenté au Corps législatif dans le quatrième mois, au plus tard, de l'année suivante ». En conséquence, le répertoire chronologique remonte à l'année 1800, date du premier compte rendu régulièrement.

RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

DES DIVERS DOCUMENTS SPÉCIAUX

SUCCESSIVEMENT PUBLIÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES ET QU'IL N'Y A PAS EU LIEU DE REPRODUIRE DANS CELUI DE L'ANNÉE 1899.

	VOLUMES où se trouvent les documents.	
	Années.	Pages.
A		
Agence judiciaire du Trésor (Premier compte de l')	1824.	211 à 222
Aliénations de bois de l'État — effectuées en vertu de la loi du 25 mars 1831	1835.	442 à 445
Aliénations de bois de l'État — effectuées du 1er avril 1814 au 1er janvier 1837	1837 (2e partie).	92 et 93
Allumettes chimiques (Frais d'expertise et d'expropriation des fabriques en vertu de la loi du 2 août 1872)	1883.	793 et 794
Amortissement — Compte du régime antérieur à la loi du 11 juillet 1866	1866.	587 à 627
Amortissement — Compte du régime de la loi du 11 juillet 1866	1871.	711 à 727
Ancien domaine extraordinaire — Premier compte publié	1822.	210 à 220
Ancien domaine extraordinaire — Compte des opérations effectuées de 1818 à 1831	1830.	350 à 364
Ancien domaine extraordinaire — Situation des immeubles au 1er janvier 1848	1847.	642
Ancien domaine extraordinaire — Compte détaillé des opérations effectuées de 1818 à 1856	1855.	684 à 695
Ancienne liste civile (de Charles X) — Avances pour dépenses d'entretien et de conservation	1830.	97
Ancienne liste civile (de Charles X) — Recettes et dépenses relatives à sa liquidation	1831.	130
Ancienne liste civile (de Charles X) — Compte définitif de sa liquidation	1844.	623 à 641
Apurement des exercices clos — Rapport au Roi	1829.	7 à 13
Apurement des exercices clos — Développement du compte	1885.	1095 à 1223
Arriéré antérieur au 1er janvier 1816	1824.	92 et 93
	1834.	300 à 303
Avances à la caisse des chemins vicinaux	1893.	724 et 726
Avances à la caisse des écoles (subvention extraordinaire)	1894.	702
Avances à la Compagnie générale transatlantique	1885.	839 et 840
Avance à la Société générale algérienne	1893.	793
Avances aux compagnies de chemins de fer	1856.	702 et 703
Avances aux compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts	1893.	761 à 763
Avances faites à l'État par les départements, villes, chambres de commerce et syndicats en vue de l'amélioration des rivières, canaux et ports maritimes	1881.	795
Avances pour la portion de l'emprunt ottoman de 1855 garantie par la France	1882.	815
Avances pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France	1887.	621
Avances à la Compagnie des services maritimes des messageries nationales	1888.	656
B		
Biens nationaux (Résumé des états de consistance des)	An IX (1800).	77
Bons de la caisse d'amortissement créés pour la liquidation des exercices de l'an IX (1800) à l'an XIII (1804)	1807.	8
Bons de liquidation (Départements)	1892.	761 et 792
Bons du Trésor. (État du mouvement de cinq en cinq jours.)	1845.	172

			VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Budgets	des exercices antérieurs à 1810. (Liquidation.)		1811.	7 et 8
	de 1814 à 1829.	Tableaux statistiques, situations financières et règlements législatifs	1836.	158 à 165
		Résultats généraux sur ces budgets	1845.	365 à 369
		Résumé de la situation financière de ces budgets	1885.	707 à 709
	de 1830 à 1847.	Résultats généraux sur ces budgets	1863.	426 à 447
		Résumé de la situation générale des finances		493 à 498
	de 1830 à 1847.	Résumé de la situation financière de ces budgets	1885.	710 à 719
	de 1848 à 1869.	Résumé de la situation financière de ces budgets	*Idem.*	720 et 721
		Résultats généraux sur ces budgets	*Idem.*	722 à 741
		Développement des ressources extraordinaires attribuées aux budgets de 1848 à 1869	*Idem.*	742 à 746
		Résumé de la situation générale des finances	*Idem.*	923 à 930
	des dépenses des exercices 1821 et antérieurs. (Bases de l'apurement de ces budgets.)		1823.	108 à 113
	de la Hollande		1810.	54
	des Etats Romains		*Idem.*	62 et 63
	des Provinces Illyriennes		*Idem.*	66 et 67
Budget extraordinaire			1891.	358 à 366
Budget sur ressources spéciales			1893.	794 à 797

C

Caisse des Dépôts et consignations (Capital des rentes remises à la)			1886.	646
Caisse des lycées, collèges et écoles, s/c de subventions imputables sur la dette flottante			1893.	727 à 736
Caisse des lycées, collèges et écoles. (Avances remboursables)			1893.	737
Caisse nationale d'épargne (Frais de premier établissement de la)			1885.	882
Cautionnements	Compte d'apurement de ce service, en capitaux et intérêts.		1824.	170 à 202
	Déficit du Trésor sur les cautionnements		1832.	313
	Payements faits pour les intérêts de cautionnements en excédent des crédits législatifs		1835.	211
	Explications sur l'emploi des capitaux de cautionnements réalisés depuis la loi du 28 avril 1816		1836.	408 à 411
	Mouvement des capitaux de cautionnements de 1814 à 1847		1846.	508 et 509
	Prélèvements effectués sur les capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820.		1888.	649
Commune de Paris	Fonds saisis chez divers comptables		1876.	650
	Liquidation de diverses charges et dépenses		1879.	753
Compte de liquidation.	1re partie		1880.	742 à 755
	2e partie		1882.	765 à 792

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Consolidations... des bons du Trésor — remis à la Caisse d'amortissement	1838 (1re partie).	526 et 527
des bons du Trésor — remis à divers antérieurement au 24 février 1848	1849.	166 et 167
des bons du Trésor — en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne	*Idem.*	*Idem*
des fonds des caisses d'épargne. — Compte au 30 juin 1837	1837.	460 et 461
des fonds des caisses d'épargne. — Rentes inscrites au 1er janvier 1852	1851.	454 et 455
des fonds des caisses d'épargne. — Compte définitif de la consolidation de 1848	1857.	424
des capitaux de la Dette flottante	1885.	883 à 888
Construction du quartier général du 18e corps d'armée à Bordeaux (Cession et échange de terrains pour la)	1886.	659 et 660
Contributions directes. — Dégrèvements de 1814 à 1835	1835	518
Contributions directes. — Tableaux analytiques pour 1837	1838 (2e partie).	58 à 73
Contribution de guerre de 100 millions	1817.	32 et 33
Contrôle des comptes des Ministres (Création du)	1826.	7 à 20
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en 4 1/2 p. 0/0	1883.	873 à 875
Conversion des titres mexicains	1874.	693 à 695
Créance sur l'Espagne (Règlement de la)	1862.	426 et 427
Crédits d'inscriptions accordés pour les diverses natures de rentes	1883.	868 à 871
Crédits supplémentaires de 1830 à 1836 (Éclaircissements sur les)	1838 (1re partie).	147 à 167
D		
Débets résultant de prêts concédés en vertu de la loi du 1er août 1860 (État des)	1860.	842 et 843
Déclassement de la place de Soissons (Prix de la cession des terrains militaires provenant du)	1887.	670
Déficit antérieur au 1er avril 1814	1832.	312
Dépenses antérieures au 1er avril 1814 (Aperçu des sommes dues pour)	1813-1814.	102
Dépenses extraordinaires de guerre imputées sur le produit de l'emprunt de 500 millions autorisé par la loi du 2 mai 1859	1861.	297 à 307
Dette consolidée.. — Décomposition du mouvement dans la propriété des rentes	1849.	458 et 459
Dette consolidée.. — Décomposition du mouvement dans la propriété des rentes	1851.	450 à 453
Dette consolidée.. — Rentes possédées par des établissements publics ou particuliers	*Idem.*	448 et 449
Dette consolidée.. — Rentes provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de Lyon, vendues en exécution de la loi du 18 mai 1850.	1851.	458 et 459
Dette consolidée.. — Dernière situation des rentes 5 p. 0/0	1852.	438 à 445
Dette viagère. — Payements effectués en excédent des crédits législatifs et qui ont constitué le Trésor en déficit	1835.	211
Droits sur les boissons imposés dans les départements où la perception des contributions indirectes a été interrompue en 1830	1832.	652 à 657
E		
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1885.)	1891.	686 à 688.

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1887.)	1891.	689 à 692.
Émission d'obligations du Trésor public à court terme. (Loi de finances de 1889.)	1891	693 et 694.
Emprunts en rentes négociés depuis 1816	1883.	920 et 921
Emprunts législatifs — contractés du 1er avril 1824 au 1er janvier 1838	1837 (1re partie).	423 à 429
de 1844. — Emprunt de 200 millions	1847.	462 et 463
de 1847. — Emprunt de 250 millions	1848.	472 et 473
de 1848. — Emprunt de 13,107,000 francs	1849.	460 et 461
de 1831. — Emprunt de 120 millions	1836.	458 et 459
de 1848. — Emprunt de 100 millions	1850.	454 et 455
de 1854. — Emprunt de 250 millions	1857.	482 à 488
de 1855. — Emprunt de 500 millions	*Idem.*	490 à 496
de 1855. — Emprunt de 750 millions	*Idem.*	498 à 504
État général, par département, des recettes faites sur les emprunts de 1854 et 1855	*Idem.*	506 et 507
de 1859. — Emprunt de 500 millions	1861.	508 à 517
de 1864. — Emprunt de 300 millions	1866.	579 à 583
de 1868. — Emprunt de 429 millions	1874.	661 à 664
de 1870. — Emprunt de 750 millions	*Idem.*	667 à 670
de 1870. — Emprunt de 250 millions dit *Emprunt Morgan.*	1875.	677 à 680
de 1871. — Emprunt de 2 milliards	*Idem.*	683 à 687
de 1872. — Emprunt de 3 milliards	1876.	741 à 744
de 350 millions en rentes 3 p. 0/0 amortissables. (Émission de 1884.)	1887.	649 à 651
Emprunts spéciaux pour ponts, canaux et travaux divers	1838 (1re partie)	412 à 433
Expédition d'Alger (Produits extraordinaires provenant de l')	1830.	37
Exposition universelle internationale de 1878	1886.	636 et 637
F		
Fonds capital de l'Administration des monnaies	1887.	669
Fonds affectés à la construction des écoles supérieures d'Alger (Loi du 19 juillet 1884)	1889.	702 et 703.
Fonds versés par la ville de Nancy pour cession de la caserne Saint-Jean	1889.	706.
Fonds affectés au payement des intérêts et du remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	1894.	703 et 742.
Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1889	1894.	737.
Obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	1894.	292 et 772 et 773.
Obligations trentenaires créées pour l'exécution de travaux de chemins de fer (1857-1861)	1894.	766.
Obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893	1894.	375.
Forêts — Contenance des forêts au 1er janvier 1837	1837 (2e partie).	94 et 95
Forêts — Compte du fonds spécial pour dépenses d'entretien et d'amélioration	1839 (1re partie).	618

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS.	
	Années.	Pages.
G		
Garanties d'intérêts avancées aux compagnies de chemins de fer	1886.	677 et 678
Gouvernement Sarde (Compte des emprunts contractés par le)	1896.	860 à 862
I		
Impôts et revenus indirects. (Résumé spécial.)	1885.	164 à 177
Indemnités allouées aux courtiers de marchandises	1887.	624 et 625
Indemnités américaines	1839 (1re partie).	616
Indemnité des émigrés. — Compte spécial de cette indemnité	1840.	474
Indemnité des émigrés. — Note sur les résultats définitifs de sa liquidation	1842.	440
Indemnité coloniale. — Note sur le compte de la liquidation de cette indemnité	1875.	668
Inondations. — Travaux de défense	1876.	626
J		
Journées de juillet 1830. — Payements faits par le Trésor pendant ces journées pour les voyages de Rambouillet et de Cherbourg	1831.	100 et 101
L		
Liquidation de l'ancienne caisse d'amortissement	1818.	240 à 253
Loterie royale. (Développement au 1er janvier 1836, époque de sa suppression.)	1835.	636 à 641
M		
Madagascar. (Dépenses de l'expédition de)	1897.	734
Monnaies. — Développement sur la démonétisation des espèces retirées de la circulation en vertu de la loi du 10 juillet 1845	1847.	621 à 636
Monnaies (Anciennes) de cuivre fabriquées depuis 1719	1858.	636
Monnaies (Compte du service des)	1885.	1281 à 1301
Moyens extraordinaires des budgets de 1831 à 1835	1837.	456 à 461
O		
Obligations royales rachetées par le Trésor du 1er avril 1814 au 20 mars 1815	1814-1815.	45
Obligations trentenaires du Trésor	1864.	510
Obligations à court terme. Compte de liquidation	1891.	743 et 744.
Obligations à court terme pour le service des budgets	1892.	765.
Obligations à long terme créées pour l'exécution de travaux publics. (Loi du 29 décembre 1876)	1892.	766 et 767.
P		
Payements faits d'urgence en 1848 (Solde des)	1853.	409
Pensions civiles. — Pensions des anciennes caisses de retraites supprimées	1854.	556 et 557
Pensions civiles sur fonds de retenues (Compte spécial des)	1869.	704 à 719

	VOLUMES OÙ SE TROUVENT LES DOCUMENTS. Années.	Pages.
Plans parcellaires des communes (Procès-verbaux de la Commission des)....	1807.	120 à 153
Police générale (Dépenses du Ministère de la).....	1853.	124
Ponts, canaux et travaux divers. — Développements du compte de ces travaux.....	1833.	360 à 375
Ponts, canaux et travaux divers. — Compte définitif de ces travaux.....	1840.	459
Ponts, canaux et travaux divers. — Emprunts spéciaux pour ces travaux.....	1838 (1re partie).	412 à 433
Prêts au commerce et à l'industrie en 1830.....	1831.	370 à 373
Prêts au commerce et à l'industrie effectués en 1830 (Développements des)..	1855.	72 et 73
Produits budgétaires des nouveaux départements annexés.....	1869.	836 et 837
Produit de la tombola de l'Exposition universelle de 1889.....	1896.	719
Produits universitaires rattachés au budget spécial de l'enseignement supérieur.	1861.	90 et 91
Produits éventuels du service départemental (Tableau présentant le mouvement des).....	1867.	704 à 707
R		
Rachat du palais de l'Industrie.....	1875.	670
Rachat du Chemin de fer de Paris à Lyon.....	1849.	462 et 463
Rapport au Roi placé en tête du compte général des finances.....	1840.	5
Reconnaissances de liquidation (Dernier compte des).....	1825.	100 et 101
Refonte générale des monnaies de cuivre. (Loi du 6 mai 1852.).....	1858.	634 et 635
Régie des poudres et salpêtres (Liquidation de l'ancienne).....	1841.	556
Relevé des émissions provenant de la consolidation des capitaux de la Dette flottante.....	1885.	992 et 993
Remboursements et restitutions (Développement sur les).....	*Idem.*	266 à 269
Rente de l'Inde (Développements sur le produit de la).....	1856.	72
Rentes remises à la France par le Gouvernement sarde (Développement sur les).	1863.	478 et 479
Rentes 3 p. 0/0 amortissables (Tableau des annuités de l'émission de 1891)..	1891.	846 et 847
Rentes 4 p. 0/0 (Mouvement et situation des).....	1887.	732
Rentes 4 1/2 p. 0/0 anciennes (Mouvement et situation des).....	1865.	540
Rentes 4 1/2 p. 0/0 [1852] (Mouvement et situation des).....	1887.	730
Rentes 5 p. 0/0 (Mouvement et situation des).....	1883.	872
Rentes viagères pour la vieillesse. (Situation.).....	1883.	1040 et 1041
Ressources applicables aux grands travaux d'utilité générale (Développ. sur les).	*Idem.*	476
Résultats généraux sur les budgets de 1870 à 1886.....	1897.	579 à 607
Résumé de la situation générale des finances..... — Modifications apportées aux résultats des situations générales des finances publiées dans les comptes précédents..	1847.	320 à 423
Résumé de la situation générale des finances..... — Situations résumées des années 1830 à 1847.....	1863.	493 à 498
Résumé de la situation générale des finances..... — Situations résumées des années 1848 à 1870.....	1885.	923 à 930
Résumé des résultats généraux des emprunts de 1854, 1855, 1859 et 1864.	1871.	674 et 675
Résumé des opérations que les trésoriers-payeurs généraux ont faites pour le compte du Trésor.....	1884.	363 à 367
Retenues proportionnelles sur les traitements et remises.....	1832.	68
	1849.	234 et 235
S		
Salines et mines de sel de l'Est (Liquidation de l'ancienne compagnie des)...	1843.	620
Service colonial (Liquidation définitive du compte du).....	1857.	638 à 653

	VOLUMES où se trouvent les documents. Années.	Pages.
Service départemental (Compte du)	1869.	738 à 745
Service des budgets en Algérie (Développement des recettes et des payements faits pour le)	1885.	1248 à 1265
Services spéciaux rattachés aux budgets depuis 1814	1840.	194
	1885.	392 à 398
Services spéciaux (Règlement définitif des)	1843.	274 à 285
Situation générale du Trésor royal et de l'ancienne caisse d'amortissement au 1er avril 1814	1818.	226 à 237
Souscription aux 300,000 obligations trentenaires du Trésor (Situation des fonds provenant de la)	1864.	510
Subventions aux compagnies de chemins de fer (Payements, en obligations trentenaires du Trésor ou en rentes, de)	*Idem.*	512
Subventions aux compagnies de chemins de fer (Payements, en obligations de 15 ans, de). (Loi du 29 décembre 1873.)	1878.	706
Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires	1894.	703 à 707
T		
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte (Développements de la)	1856.	72
Travaux publics extraordinaires. — Lois des 27 juin 1833 et 3 juin 1834	1840 (1re partie).	391
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 17 mars 1837	1843.	350 à 356
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 25 juin 1841	1848.	374 à 414
	1849.	358 et 359
Travaux publics extraordinaires. — Loi du 11 juin 1842	1848.	374 à 415
Trésor de la Couronne. — Situation financière au 1er janvier 1858	1857.	363 à 375
Trésor de la Couronne. — Recettes et dépenses	1831.	131
Trésor de la Couronne. — Compte réglé entre le Trésor public et le Trésor de la Couronne	1839 (1re partie).	420
Trésor de la Couronne. — Note sur le compte non encore réglé définitivement avec le Trésor public	1851.	386
Troupes étrangères. — Enlèvements de fonds dans les caisses du Trésor	1814-1815.	129, 243, 275, 353
Troupes étrangères. — Payements qui leur ont été faits du 8 juillet au 31 décembre 1815	*Idem.*	299
Trésor public, *s/c* de bons de liquidation, départements	1896.	748
Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme (Loi du 25 juillet 1894.)	*Idem.*	755
Trésor public *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale algérienne	1898.	761
V		
Valeurs créées pour le service du Trésor du 20 mars au 8 juillet 1815	1814-1815.	153
Valeurs de caisse et de portefeuille (Mouvement des)	1883.	358 et 359

RÉPERTOIRE CHRONOLOGIQUE

DES DIVERS DOCUMENTS SPÉCIAUX

SUCCESSIVEMENT PUBLIÉS DANS LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DES ANNEES PRÉCÉDENTES ET QU'IL N'Y A PAS EU LIEU DE REPRODUIRE DANS CELUI DE L'ANNÉE 1899.

COMPTE DE L'AN IX (1800).

Pages.

Biens nationaux. — Résumé des états de consistance des biens nationaux dans les divers départements de la République 77

COMPTE DE L'ANNÉE 1807.

Bons de la caisse d'amortissement. — État de distribution des bons créés pour la liquidation des exercices de l'an IX (1800) à l'an XIII (1804) 8

Procès-verbaux des séances de la commission formée par le Ministre des finances pour délibérer sur le mode d'exécution des plans parcellaires des communes ..... 120 à 153

COMPTE DE L'ANNÉE 1810.

Budget de la Hollande 54

Budget des États Romains ..... 62 et 63

Budget des Provinces Illyriennes ..... 66 et 67

COMPTE DE L'ANNÉE 1811.

Liquidation des exercices antérieurs à 1810. — Note sur le mode adopté pour la liquidation des créances restées à la charge de ces exercices ..... 7 et 8

COMPTE DES ANNÉES 1813 - 1814.

Dépenses antérieures au 1er avril 1814. — Aperçu des sommes dues par les divers Ministères pour dépenses antérieures à cette date 102

COMPTE DES ANNÉES 1814 - 1815.

Obligations royales. — Bordereau de celles qui ont été rachetées par le Trésor depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 20 mars 1815 45

Enlèvements de fonds dans les caisses du Trésor par les troupes étrangères :

Caisses des payeurs { du 1er avril 1814 au 20 mars 1815 129
du 20 mars au 8 juillet 1815 243

Caisses des receveurs généraux et des payeurs (postérieurement au 8 juillet 1815) ..... 275 à 353

Valeurs créées pour le service du Trésor du 20 mars au 8 juillet 1815 153

Payements faits aux troupes étrangères du 8 juillet au 31 décembre 1815 299

COMPTE DE L'ANNÉE 1817.

Contribution de guerre de 100 millions. — Développement par département des recouvrements faits sur cette contribution ..... 32 et 33

COMPTE DE L'ANNÉE 1818.

Pages.

Situation générale du Trésor royal et de l'ancienne caisse d'amortissement à l'époque du 1er avril 1814. (Exécution des articles 17 et 18 de la loi du 27 juin 1819.) ..... 226 à 237

Compte de la liquidation de l'ancienne caisse d'amortissement arrêté au 1er septembre 1819. (Exécution de l'article 16 de la loi du 27 juin 1819.) ..... 240 à 253

COMPTE DE L'ANNÉE 1822.

Ancien domaine extraordinaire. — Premier compte (du 1er janvier au 31 décembre 1822) rendu en exécution de l'article 99 de la loi de finances du 15 mai 1818 ..... 210 à 220

COMPTE DE L'ANNÉE 1823.

Budgets des dépenses des exercices 1821 et antérieurs. — Situation définitive qui a servi de base à l'apurement final de ces exercices par la loi du 13 juillet 1824 ..... 108 à 113

COMPTE DE L'ANNÉE 1824.

Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816. — Dernier compte général et définitif arrêté au 1er janvier 1825, époque à partir de laquelle les Ministres ont dû cesser d'employer les crédits spéciaux qui leur avaient été précédemment ouverts ..... 92 et 93

Service des cautionnements. — Compte d'apurement de ce service, du 1er avril 1814 au 1er janvier 1824, en capitaux et en intérêts ..... 170 à 202

Agence judiciaire du Trésor. — Premier compte publié (au 1er janvier 1825) comprenant l'appréciation des débets et créances litigieuses par la commission spéciale que le Ministre des finances avait nommée à cet effet le 6 octobre 1821 ..... 211 à 222

COMPTE DE L'ANNÉE 1825.

Reconnaissances de liquidation. — Dernier compte (au 1er janvier 1826) du remboursement des effets de cette nature ..... 100 et 101

COMPTE DE L'ANNÉE 1826.

Contrôle des comptes des Ministres. — Rapport au Roi à l'appui de l'ordonnance royale du 9 juillet 1826 qui a créé ce contrôle ..... 7 à 20

COMPTE DE L'ANNÉE 1829.

Apurement des exercices clos. — Rapport au Roi à l'appui de l'ordonnance du 23 décembre 1829 sur cette matière ..... 7 à 13

COMPTE DE L'ANNÉE 1830.

Produits extraordinaires provenant de l'expédition d'Alger en 1830 7

Ancienne liste civile. — État des avances faites pendant l'année 1830 pour dépenses d'entretien et de conservation 97

Ancien domaine extraordinaire. — Compte des opérations effectuées de 1818 à 1831 ..... 350 à 364

COMPTE DE L'ANNÉE 1831.

Payements faits par le Trésor pendant les journées de juillet 1830 et pour le voyage de Rambouillet et de Cherbourg ..... 100 et 101

Pages

Ancienne liste civile. — Recettes et dépenses constatées pendant l'année 1831 130
Trésor de la Couronne. — Recettes et dépenses effectuées pendant l'année 1831 131
Prêts au commerce. — Développement présentant la situation des engagements et effets divers reçus par le Trésor en garantie de ces prêts ..... 370 à 373

COMPTE DE L'ANNÉE 1832.

Retenues proportionnelles sur les traitements et remises. — Développement, par Ministère et par branche de service, des retenues effectuées pendant les années 1831 et 1832 68
Déficit antérieur au 1er avril 1814. — Dernier développement publié sur ce déficit 312
Déficit du Trésor sur les cautionnements. — Dernière publication du développement sur le déficit du Trésor provenant des cautionnements versés dans les départements séparés de la France 313
Produits spéciaux mis à la disposition des Ministres. — Compte de ces produits pour les Ministères de la justice, de la guerre, de la marine et des finances 378
Développement des droits sur les boissons, imposés d'après la loi du 17 octobre 1830, dans les départements où la perception des contributions indirectes a été interrompue ..... 652 à 657

COMPTE DE L'ANNÉE 1833.

Ponts, canaux et travaux divers soumissionnés. — Compte détaillé du service spécial des ponts, canaux et autres travaux soumissionnés ..... 360 à 375

COMPTE DE L'ANNÉE 1834.

Service de l'arriéré antérieur au 1er janvier 1816. — Dernier compte arrêté au 1er juillet 1834, époque à partir de laquelle sont devenues applicables les nouvelles dispositions de déchéance et de clôture réglées pour ce service par la loi du 4 mai 1834 ..... 300 à 303

COMPTE DE L'ANNÉE 1835.

Tableau des payements effectués pour la dette viagère et les intérêts de cautionnements en excédent des crédits législatifs et qui ont constitué le Trésor en déficit 211
Aliénations de bois de l'État. — Compte définitif de celles qui ont été effectuées en vertu de la loi du 25 mars 1831 ..... 442 à 445
Dégrèvements sur les contributions directes. — Tableau de ceux qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814. (Le détail par année et par contribution de ce dégrèvement se trouve pages 532 et 533 du compte général de l'année 1832.) 518
Loterie royale. — Dernier développement publié au 1er janvier 1836, époque à partir de laquelle elle a été supprimée ..... 636 à 641

COMPTE DE L'ANNÉE 1836.

Tableaux statistiques des budgets de 1814 à 1829 :

1re période de comptabilité. Exercices 1814 à 1821. (Régime antérieur à l'ordonnance royale du 14 septembre 1822.) ..... 158 et 159
2e période de comptabilité. Exercices 1822 à 1829. (Régime postérieur à l'ordonnance précitée.) ..... 160 et 161
Situation financière et règlement législatif des mêmes budgets ..... 164 et 165
Cautionnements. — Explications sur l'emploi des capitaux de cautionnements réalisés par le Trésor depuis la loi du 28 avril 1816 ..... 408 à 411
Emprunt national de 120 millions fait en 1831. — Compte définitif de cet emprunt ..... 458 et 459

COMPTE DE L'ANNÉE 1837.

1re PARTIE.

Pages

Emprunts législatifs. — Dernier compte des négociations de rentes et des emprunts législatifs qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1838 ..... 423 à 429

Moyens extraordinaires des budgets. — Compte définitif de ceux qui ont été attribués aux budgets de 1831 à 1835 et au budget spécial des travaux publics ..... 456 à 460

Consolidation des fonds des caisses d'épargne. — Compte du produit de la consolidation des fonds versés au Trésor jusqu'au 30 juin 1837 ..... 460 et 461

2e PARTIE.

Aliénations de bois de l'État. — Tableau de celles qui ont eu lieu depuis le 1er avril 1814 jusqu'au 1er janvier 1837 ..... 92 et 93

Contenance des forêts. — Développement par département au 1er janvier 1837 ..... 94 et 95

COMPTE DE L'ANNÉE 1838.

1re PARTIE.

Crédits supplémentaires. — Éclaircissements sur ceux qui ont été demandés aux Chambres pour les budgets de 1830 à 1836 ..... 147 à 167

Emprunts spéciaux. — Tableau des emprunts contractés pour ponts, canaux et travaux divers, indiquant les conditions qui les régissent et les charges qu'ils imposent annuellement au budget ..... 412 à 433

Réserve de l'amortissement. — Tableau de la consolidation en rentes des bons du Trésor remis à la caisse d'amortissement antérieurement au 1er janvier 1839 ..... 526 et 527

2e PARTIE.

Contributions directes. — Tableaux analytiques du contingent, en principal, des contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, pour l'exercice 1837, présentant les départements dans l'ordre alphabétique et dans l'ordre d'importance des cotes ..... 58 à 73

COMPTE DE L'ANNÉE 1839.

1re PARTIE.

Trésor de la Couronne. — Compte réglé entre le Trésor public et le Trésor de la Couronne, en exécution de la loi du 2 mars 1832 et de la décision du Ministre des finances du 31 janvier 1840 420

Indemnités américaines. — Compte spécial des indemnités de cette nature dues à des Français. (Exécution de l'article 2 de la loi du 14 juin 1833.) 616

Compte du fonds spécial pour dépenses d'entretien et d'amélioration dans les forêts. (Régime antérieur à l'exercice 1838.) 618

2e PARTIE. (Néant.)

COMPTE DE L'ANNÉE 1840.

1re PARTIE.

Rapport au Roi placé en tête du compte général des finances 5

Budgets de 1830 à 1838. — Tableaux statistiques de ces budgets ..... 188 à 193

Services spéciaux. — Tableau de ceux qui ont été successivement rattachés au budget depuis 1814 194

Pages.

Budget annexe des travaux publics. — Compte définitif du service spécial créé par les lois des 27 juin 1833 et 3 juin 1834 391
Ponts et canaux soumissionnés. — Compte des travaux exécutés sur le produit des emprunts affectés à ce service spécial 459
Indemnité accordée aux émigrés. — Compte spécial de l'exécution de la loi du 27 avril 1825 474

2e PARTIE. (Néant.)

COMPTE DE L'ANNÉE 1841.

1re PARTIE.

Liquidation de l'ancienne régie des poudres et salpêtres 556

2e PARTIE. (Néant.)

COMPTE DE L'ANNÉE 1842.

Indemnité accordée aux émigrés. — Note sur les résultats définitifs de la liquidation de cette indemnité. (Loi du 27 avril 1825) 440

COMPTE DE L'ANNÉE 1843.

Règlement définitif des services spéciaux portés pour ordre au budget (dernière insertion) ..... 274 à 285
Travaux extraordinaires régis par la loi du 17 mars 1837 (dernier compte de ce service) ..... 350 à 356
Salines et mines de sel de l'Est. — Compte définitif de la liquidation de l'ancienne compagnie 620

COMPTE DE L'ANNÉE 1844.

Liste civile de Charles X. — Compte définitif de la liquidation. (Loi du 8 avril 1834.) ..... 623 à 641

COMPTE DE L'ANNÉE 1845.

Bons du Trésor. — État présentant le mouvement des bons, de cinq en cinq jours 172
Budgets de 1814 à 1829. — Résultats généraux sur ces budgets ..... 65 à 369

COMPTE DE L'ANNÉE 1846.

Cautionnements. — Tableau récapitulatif des mouvements de capitaux de cautionnements depuis le 1er avril 1814, et situation analysée de ce service au 1er janvier 1847 ..... 508 et 509

COMPTE DE L'ANNÉE 1847.

Résumé de la situation générale des finances. — Tableau explicatif des modifications apportées aux résultats des situations générales des finances publiés dans les comptes des années précédentes ..... 420 à 423
Emprunt de 200 millions en rentes 3 p. 0/0, négocié le 9 décembre 1844. — Situation définitive de cet emprunt ..... 462 et 463
Service des monnaies. — Compte rendu de l'exécution de la loi du 10 juillet 1845 sur la démonétisation des espèces retirées de la circulation ..... 621 à 629
Résumé de l'opération du retrait des pièces démonétisées en vertu de la loi précitée ..... 630 et 631
Développement des opérations d'affinage du billon supérieur. (Exécution du traité du 16 décembre 1846.) ..... 632 et 633

Pages.

Développement, par exercice, des dépenses autorisées sur le crédit de 5,250,000 francs ouvert par la loi précitée ..... 634 et 635

Tableau des opérations constatées dans les écritures générales de l'Administration des finances pour la démonétisation des espèces retirées de la circulation 636

Ancien domaine extraordinaire. — Situation des immeubles provenant du domaine extraordinaire qui restaient à aliéner au 1er janvier 1848 642

COMPTE DE L'ANNÉE 1848.

Situation financière du service des travaux extraordinaires. — Résumé des payements effectués et des ressources réalisées par le Trésor au 1er janvier 1849 pour le service des travaux extraordinaires régis par les lois des 25 juin 1841 et 11 juin 1842 374

Développement sur l'excédent de recette réalisé par le Trésor pour les travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841 414

Développement sur les avances du Trésor pour les grandes lignes de chemins de fer et autres travaux régis par la loi du 11 juin 1842 415

Emprunt de 250 millions en rentes 3 p. 0/0, négocié le 10 novembre 1847. — Situation définitive de cet emprunt ..... 472 et 473

COMPTE DE L'ANNÉE 1849.

Consolidation des bons du Trésor antérieurs au 24 février 1848. (Décret du 7 juillet 1848.) — Tableau détaillé de cette consolidation ..... 166 et 167

Consolidation des bons du Trésor créés depuis le 1er juillet 1848 en remboursement de dépôts aux caisses d'épargne. (Décret du 7 juillet.) ..... *Ibid.*

Retenues proportionnelles sur les traitements et remises. (Le développement de ces retenues se trouve au volume du compte définitif des recettes de l'exercice 1848, pages 385 à 389.) ..... 234 et 235

Situation financière du service des travaux extraordinaires. — Tableau définitif des allocations générales et des crédits spéciaux pour les travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841 ..... 358 et 359

Décomposition du mouvement dans la propriété des rentes, par mois et par catégorie de propriétaires de rentes ..... 458 et 459

Emprunt de 13,107,000 francs en rentes 5 p. 0/0, négocié le 25 juillet 1848. — Situation définitive .. 460 et 461

Rachat des actions du chemin de fer de Paris à Lyon. — Situation définitive des rentes 5 p. 0/0 délivrées ..... 462 et 463

COMPTE DE L'ANNÉE 1850.

Emprunt national réalisé en exécution des décrets des 9 et 16 mars 1848. — Situation définitive ..... 454 et 455

COMPTE DE L'ANNÉE 1851.

Ancien Trésor de la Couronne. — Note sur le compte non encore réglé définitivement entre le Trésor public et l'ancien Trésor de la Couronne 386

Rentes 5 p. 0/0 possédées par des établissements publics et particuliers, tant comme propriétaires que comme nus propriétaires, à l'époque du 1er janvier 1852 ..... 448 et 449

Tableau du mouvement dans la propriété des rentes pendant l'année 1851, avec la distinction des opérations d'ordre et des opérations réelles ..... 450 à 453

Rentes 5 p. 0/0 inscrites pour la consolidation des livrets de caisses d'épargne, en exécution du décret du 7 juillet 1848 ..... 454 et 455

Rentes 5 et 3 p. 0/0 provenant des caisses d'épargne et du chemin de fer de Lyon, vendues en exécution de la loi du 18 mai 1850 ..... 458 et 459

COMPTE DE L'ANNÉE 1852. Pages.

Rentes 5 p. 0/0. — Dernière situation de ces rentes (converties en rentes 4 1/2 p. 0/0 par le décret du 14 mars 1852) ..... 438 à 445

COMPTE DE L'ANNÉE 1853.

Ministère de la police générale (supprimé par décret du 21 juin 1853). — Dernier développement des dépenses de ce Ministère 124

Payements faits d'urgence en 1848. — Développement sur le solde des dépenses extraordinaires de l'espèce restant à régulariser 409

COMPTE DE L'ANNÉE 1854.

Pensions des anciennes caisses de retraites supprimées. — État des pensions qui ont été inscrites au grand livre de la dette publique, à partir du 1er janvier 1854 ..... 556 et 557

COMPTE DE L'ANNÉE 1855.

Produits universitaires rattachés, à partir de 1855, au budget spécial de l'enseignement supérieur ..... 72 et 73

Ancien domaine extraordinaire. — Tableau détaillé présentant le mouvement de toutes les créances depuis le 15 mai 1818 jusqu'au 1er janvier 1856 :

Recettes ..... 684 à 691

Dépenses ..... 692 à 694

Résultat du compte au 1er janvier 1856 695

COMPTE DE L'ANNÉE 1856.

Taxe annuelle des biens de mainmorte. — Développement sur cette taxe, classée, à partir de 1857, parmi les produits divers du budget 72

Rente de l'Inde. — Développement sur ce produit, classé comme ci-dessus à partir de 1857 ..... *Ibid.*

Avances faites aux compagnies de chemins de fer. — Développement de ces avances et appréciation de celles qui restaient à recouvrer au 1er janvier 1857 ..... 702 et 703

COMPTE DE L'ANNÉE 1857.

Service des travaux extraordinaires. — Dernière situation financière publiée ..... 363 à 375

Consolidation des fonds des caisses d'épargne. — Compte définitif du produit de cette consolidation 424

Emprunt national de 250 millions. — Compte définitif ..... 482 à 488

Emprunt national de 500 millions. — *Idem* ..... 490 à 496

Emprunt national de 750 millions. — *Idem* ..... 498 à 504

État général, par département, des recettes faites sur les emprunts nationaux des années 1854 et 1855 ..... 506 et 507

Service colonial. — Compte de la liquidation définitive de ce service ..... 638 à 653

COMPTE DE L'ANNÉE 1858.

Monnaies. — Situation générale et définitive des opérations faites depuis le commencement de la refonte, relativement au retrait des anciennes pièces de cuivre et à la fabrication des nouvelles monnaies de bronze. (Loi du 6 mai 1852.) ..... 634 et 635

Dernière situation des anciennes monnaies de cuivre fabriquées depuis 1719 636

COMPTE DE L'ANNÉE 1861.

Produits budgétaires des nouveaux départements annexés ..... 90 et 91

Compte définitif de l'emprunt national de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.) ..... 508 à 517

Compte sommaire des dépenses extraordinaires de guerre imputées sur le produit de cet emprunt ..... 297 à 307

COMPTE DE L'ANNÉE 1862.

Pages.

Règlement de la créance sur l'Espagne..... 426 et 427

COMPTE DE L'ANNÉE 1863.

Résultats généraux sur les budgets de 1830 à 1840..... 426 à 448
Résumés de la situation générale des finances du 1er janvier 1831 au 1er janvier 1841..... 493 à 497
Développement sur les ressources applicables aux grands travaux d'utilité générale..... 476
Développement sur les rentes remises à la France par le Gouvernement sarde..... 478 et 479

COMPTE DE L'ANNÉE 1864.

Développement sur les fonds provenant de la souscription aux 300,000 obligations trentenaires..... 510
Développement sur les subventions payées aux compagnies de chemins de fer en obligations trentenaires du Trésor ou en rentes..... 511

COMPTE DE L'ANNÉE 1865.

Mouvement et situation des rentes 4 1/2 p. o/o (anciennes)..... 540

COMPTE DE L'ANNÉE 1866.

Emprunt national de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)..... 579 à 583
Compte de l'amortissement antérieurement à la loi du 11 juillet 1866..... 587 à 627

COMPTE DE L'ANNÉE 1867.

Tableau présentant le mouvement des produits éventuels du service départemental..... 704 à 707

COMPTE DE L'ANNÉE 1869.

Compte spécial des pensions civiles sur fonds de retenue..... 704 à 719
Compte du service départemental..... 738 à 745
Développement des prêts au commerce et à l'industrie qui ont été effectués en 1830..... 836 et 837
État des débets résultant des prêts concédés en vertu de la loi du 1er août 1860..... 842 et 843

COMPTE DE L'ANNÉE 1871.

Résumé des résultats généraux des emprunts de 1854, 1855, 1859 et 1864..... 674 et 675
Compte de l'amortissement des rentes. (Régime de la loi du 11 juillet 1866.)..... 711 à 727

COMPTE DE L'ANNÉE 1874.

Compte de l'emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)..... 661 à 664
Compte de l'emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870 et décret du 19 du même mois.)..... 667 à 670
Compte de la conversion des titres mexicains..... 693 à 695

COMPTE DE L'ANNÉE 1875.

Compte de la liquidation de l'indemnité coloniale..... 668 et 669
Compte du rachat du Palais de l'Industrie..... 970
Compte de l'emprunt de 250 millions. (Décret du 25 octobre 1870.)..... 677 à 680
Compte de l'emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871 et décret du 23 du même mois.)..... 683 à 687

COMPTE DE L'ANNÉE 1876.

Pages.
Compte de l'emprunt de 3 milliards. (Loi du 15 juillet 1872 et décret du 20 du même mois.) ..... 741 à 744
Travaux de défense des villes contre les inondations 626
Fonds saisis chez divers comptables par la Commune de Paris. (Loi du 10 août 1876.) 650

COMPTE DE L'ANNÉE 1878.

Trésor public, s/c de subventions à payer aux compagnies de chemins de fer en obligations de 15 ans. (Loi du 29 décembre 1873.) ..... 706 et 707

COMPTE DE L'ANNÉE 1880.

Compte de liquidation (1re partie) ..... 742 à 755

COMPTE DE L'ANNÉE 1881.

Remboursement, en capital, des avances faites à l'État par les départements, villes, chambres de commerce et syndicats en vue de l'amélioration des rivières, canaux et ports maritimes. ..... 795 à 799

COMPTE DE L'ANNÉE 1882.

Compte de liquidation (2e partie) ..... 785 à 792
Avances pour la portion de l'emprunt ottoman de 1855 garantie par la France 815

COMPTE DE L'ANNÉE 1883.

Mouvement des valeurs de caisse et de portefeuille ..... 358 et 359
Frais d'expertise et d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques ..... 793 et 794
Situation des crédits d'inscription accordés pour les diverses natures de rentes ..... 868 à 871
Mouvement et situation des rentes 5 p. o/o 872
Conversion des rentes 5 p. o/o en 4 1/2 p. o/o. (Dispositions législatives et réglementaires.) ..... 873 à 875
Tableau des emprunts en rentes négociés depuis 1816 ..... 920 et 921
Relevé de la situation des rentes viagères pour la vieillesse ..... 1040 et 1041

COMPTE DE L'ANNÉE 1884.

Résumé des opérations que les trésoriers-payeurs généraux des finances ont faites pour le compte du Trésor pendant l'année ..... 363 à 367

COMPTE DE L'ANNÉE 1885.

Résumé spécial des impôts et revenus indirects ..... 164 à 177
Développement des remboursements et restitutions, non-valeurs et primes ..... 266 à 269
Tableau des services qui, depuis 1814, faisaient l'objet de services spéciaux ou d'opérations de trésorerie et qui ont été successivement rattachés aux budgets ..... 392 à 398
Résumé de la situation financière des budgets de 1814 à 1829, de 1830 à 1847 et de 1848 à 1869 ..... 707 à 721
Résultats généraux des budgets de 1848 à 1869 ..... 722 à 741
Développement des ressources extraordinaires attribuées aux budgets de 1848 à 1869 ..... 742 à 746
Avances à la Compagnie générale transatlantique ..... 839 et 840
Frais de premier établissement de la Caisse nationale d'épargne 882
Produit de la consolidation des capitaux de la dette flottante ..... 883 à 888
Résumé de la situation générale des finances du 1er janvier 1849 au 1er janvier 1870 ..... 923 à 930
Relevé des émissions provenant de la consolidation des capitaux de la dette flottante ..... 992 et 993
Développement, par Ministère, du compte d'apurement des exercices clos ..... 1095 à 1223
Développement des recettes et des payements faits pour le service des budgets en Algérie ..... 1248 à 1265
Compte du service des monnaies ..... 1281 à 1301

COMPTE DE L'ANNÉE 1886.

Pages.

Exposition universelle internationale de 1878 ..... 636 et 637
Capital des rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations 646
Cession et échange de terrains pour la construction du quartier général du 18e corps d'armée à Bordeaux. 659 et 660
Compagnies de chemins de fer, L/C de garantie d'intérêts 677
Divers budgets, L/C de garanties d'intérêts avancées aux compagnies de chemins de fer 678

COMPTE DE L'ANNÉE 1887.

Avances pour la portion de l'emprunt grec garantie par la France 621
Indemnités allouées aux courtiers de marchandises ..... 626 et 627
Produit de l'emprunt de 350 millions en rentes 3 p. 0/0 amortissables. (Émission de 1884.) ..... 649 à 651
Fonds capital de l'Administration des monnaies 669
Prix de la cession à la ville de Soissons de terrains militaires provenant du déclassement de la place 676
Mouvement et situation des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) 730
Mouvement et situation des rentes 4 p. 0/0 732

COMPTE DE L'ANNÉE 1888.

Prélèvements effectués sur les fonds des capitaux de cautionnements au profit des budgets de 1814, 1816 et 1820 649
Avances à la compagnie des services maritimes des messageries nationales 656

COMPTE DE L'ANNÉE 1889.

Fonds affectés à la construction des Écoles supérieures d'Alger. (Loi du 19 juillet 1884) ..... 702 et 703
Fonds versés par la ville de Nancy pour cession de la caserne Saint-Jean 706

COMPTE DE L'ANNÉE 1891.

Budget extraordinaire ..... 358 à 366
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisées par la loi de finances de 1885. 686 à 688
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisées par la loi de finances de 1887. 689 à 692
Produit de l'émission d'obligations du Trésor public à court terme autorisées par la loi de finances de 1889. 693 à 694
Trésor public, s/c d'obligations à court terme. Compte de liquidation ..... 743 à 744
Compte des rentes 3 p. 0/0 amortissables. — Tableau des annuités de l'émission de 1891 ..... 846 à 847

COMPTE DE L'ANNÉE 1892.

Trésor public, *s/c* de bons de liquidation (départements) ..... 761 et 792
Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme pour le service des budgets 765
Trésor public, *s/c* d'obligations à long terme créées pour l'exécution de travaux publics. (Loi du 29 décembre 1876) ..... 766 et 767

COMPTE DE L'ANNÉE 1893.

Budget sur ressources spéciales à partir de l'exercice 1893 ..... 794 à 797
Avances à la Caisse des chemins vicinaux ..... 724 à 726
Caisse des lycées, collèges et écoles, *s/c* de subventions imputables sur la dette flottante ..... 727 à 736
Avances à la Caisse des lycées, collèges et écoles. — Avances remboursables 737
Avances aux Compagnies de chemins de fer algériens pour garantie d'intérêts ..... 761 à 763
Remboursement de l'avance à la Société générale algérienne 798

COMPTE DE L'ANNÉE 1894.

Pages.

Avances à la caisse des écoles (subvention extraordinaire) 702

Subventions et avances allouées, à partir de 1885, pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires ..... 703 à 707

Fonds affectés au payement des intérêts et au remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires ..... 703 à 707

Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1889 737

Trésor public, *s/c* d'obligations trentenaires créées pour l'exécution des travaux de chemins de fer (1857-1861) 766

Trésor public, *s/c* d'obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires ..... 772 et 773

Reliquat des obligations du Trésor public à court terme émises pour le service du compte de liquidation et des budgets à échéances antérieures à 1893 292

Obligations du Trésor public émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires 292

COMPTE DE L'ANNÉE 1895.

Compte des emprunts contractés par le Gouvernement Sarde ..... 860 à 862

COMPTE DE L'ANNÉE 1896.

Produit de la Tombola de l'Exposition universelle de 1889 719

Trésor public *s/c* de bons de liquidation. (Départements) 748

Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. Loi du 25 juillet 1894 755

COMPTE DE L'ANNÉE 1897.

Résultats généraux sur les budgets de 1870 à 1886 ..... 579 à 607

Compte spécial : Dépenses de l'expédition de Madagascar 744

COMPTE DE L'ANNÉE 1898.

Trésor public, s/c d'annuités remises à la Caisse des Dépôts et Consignations en représentation de l'emprunt contracté pour le remboursement des sommes dues à la Société générale Algérienne 761

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

	Pages.
TABLE SOMMAIRE	3
NOTE PRÉLIMINAIRE	5 à 11

COMPTES GÉNÉRAUX.

COMPTE DES OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.

NOTE EXPLICATIVE	17 à 23
TABLEAU général des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899.	24 à 39
DÉVELOPPEMENT, par classe de comptables, des recettes et des payements de l'année 1899 pour servir de base aux déclarations générales de la Cour des comptes	40 à 69
RÉSUMÉ du développement, par classe de comptables, des opérations de l'Administration des finances pendant l'année 1899	70 et 71

COMPTE DES CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

NOTE EXPLICATIVE	75 à 79
ÉTAT GÉNÉRAL des droits constatés, des recouvrements effectués et des restes à recouvrer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900	80 à 89

	BUDGET GÉNÉRAL	EXERCICES 1898 ET 1899. FRANCE. Pages.	EXERCICES 1898 ET 1899. ALGÉRIE. Pages.
§ 1er. — IMPÔTS ET REVENUS.	Contributions directes et centimes d'État	90 à 95	
	Taxes spéciales assimilées aux contributions directes	96 et 97	
	Contributions et taxes assimilées en Algérie		134 et 135
	Enregistrement	98 et 99	136 et 137
	Timbre, Impôt sur les opérations de bourse et taxe sur le revenu des valeurs mobilières	100 et 101	138 et 139
	Douanes	102 et 103	140 et 141
	Contributions indirectes	104 à 107	
	Sucres	106 et 107	
	Contributions diverses de l'Algérie		142 et 143

		EXERCICES 1898 ET 1899.	
		FRANCE.	ALGÉRIE.
		Pa es.	Pages.
§ 2. — PRODUITS DE MONOPOLES ET EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT.	Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions indirectes	110 et 111	
	Produits de monopoles recouvrés par les receveurs des contributions diverses		144 et 145
	Produits des postes, des télégraphes et des téléphones	112 et 113	146 et 147
	Produits de diverses exploitations. — France et Colonies	114 et 115	
§ 3. — PRODUITS DOMANIAUX.	Produits du domaine autre que le domaine forestier	116 à 119	148 et 149
	Produits des forêts	120 et 121	150 et 151
§ 4. — PRODUITS divers du budget		122 à 127	152 et 153
§ 5. — RESSOURCES exceptionnelles		128 et 129	
§ 6. — RECETTES D'ORDRE.	Recettes d'ordre en atténuation de dépenses	130 et 131	155
	Recettes d'ordre proprement dites	132 et 133	155

Pages.

ÉTAT des recettes faites, en 1899, sur les droits et produits constatés de l'exercice 1900 (France et Algérie) 156

DÉVELOPPEMENT, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des recouvrements effectués pendant l'année 1899 . . . . . 157 à 160

COMPTE DES DÉPENSES PUBLIQUES.

NOTE EXPLICATIVE . . . . . 162 à 165

ÉTAT GÉNÉRAL des droits constatés, des payements effectués et des restes à payer sur les exercices 1898, 1899 et 1900, au 1er janvier 1900 . . . . . 166 à 175

	BUDGET GÉNÉRAL.		EXERCICES 1898 ET 1899. FRANCE. Pages.	ALGÉRIE. Pages.
1re PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.	Ministère des Finances		176 à 179	
2e PARTIE. — POUVOIRS PUBLICS.	Ministère des Finances		180 et 181	
3e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.	Ministère des Finances		180 et 181	246 et 247
	Ministère de la Justice		182 et 183	246 et 247
	Ministère des Affaires étrangères		184 et 185	
	Ministère de l'Intérieur et des Cultes.	Service de l'Intérieur	186 à 191	248 à 255
		Service des Cultes	192 et 193	256 et 257
	Ministère de la Guerre.	Dépenses ordinaires	194 à 197	
		Dépenses extraordinaires	198 à 201	
	Ministère de la Marine		202 à 205	
	Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.	Service de l'Instruction publique	206 à 209	258 et 259
		Service des Beaux-Arts	210 à 213	260 et 261
	Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.	Service du Commerce et de l'Industrie	214 à 217	262 et 263
		Service des Postes et des Télégraphes	216 et 217	262 et 263
	Ministère des Colonies		218 à 221	
	Ministère de l'Agriculture		222 à 225	262 et 263
	Ministère des Travaux publics.	Dépenses ordinaires	226 à 229	264 et 265
		Dépenses extraordinaires	230 à 233	
4e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	Ministère des Finances		234 à 237	266 et 267
	Ministère des Affaires étrangères		236 et 237	
	Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.	Service des Postes et des Télégraphes	238 et 239	268 et 269
	Ministère de l'Agriculture		240 et 241	268 et 269
5e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	Ministère des Finances		.....	270 et 271
	Ministère de l'Intérieur		.....	
	Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.	Service des Postes et des Télégraphes	242 et 243	
	Ministère de l'Agriculture			

		EXERCICES 1898 ET 1899.	
		FRANCE.	ALGÉRIE.
		Pages.	Pages.
RÉCAPITULATIONS DU BUDGET GÉNÉRAL.	Ministère des Finances Ministère des Affaires étrangères Ministère de l'Intérieur Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes Ministère de l'Agriculture	244 et 245	272 et 273

		Pages.	Pages.
DÉVELOPPEMENT des annulations de payements constatées, pendant l'année 1899, sur les dépenses des Ministères	Budget général	274 et 275	276 et 277

	Pages.
DÉPENSES constatées et payements effectués, pendant l'année 1899, sur l'exercice 1900.	278
DÉVELOPPEMENT, par classe de comptables et par département, de l'ensemble des payements effectués pendant l'année 1899	279 à 282

COMPTE DE TRÉSORERIE.

NOTE EXPLICATIVE	285
ÉTAT GÉNÉRAL présentant le mouvement des opérations de recettes et de payements pendant l'année 1899	286 et 287
ÉTAT présentant le mouvement des budgets pendant l'année 1899	288 et 289
ÉTAT de développement des services spéciaux du Trésor pendant l'année 1899	290 à 293
ÉTAT de développement des découverts et avances du Trésor pendant l'année 1899	292 et 293
ÉTAT de développement des effets à payer pendant l'année 1899	294 et 295
ÉTAT de développement des correspondants du Trésor pendant l'année 1899	296 à 315
ÉTAT de développement des correspondants des comptables des finances pendant l'année 1899	316 à 343
ÉTAT de développement des fonds particuliers des comptables des finances pendant l'année 1899	344 et 345
ÉTAT de développement des avances pour divers services pendant l'année 1899	346 à 355
ÉTATS de développement des débets de comptables et des créances litigieuses pendant l'année 1899	356 et 357
ÉTAT de développement, par comptes, des mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1899	360 à 365
ÉTAT de développement, par comptables, des mouvements de fonds entre les comptables des finances pendant l'année 1899	368 à 375
RELEVÉ, par département, des excédents de recettes et de dépenses réalisés par les comptables des finances, pendant l'année 1899, sur les budgets et les services spéciaux, et explication de leurs effets sur les opérations de trésorerie	376 à 379
DÉVELOPPEMENT des bons du Trésor pendant l'année 1899	380

Pages.

DÉVELOPPEMENT du compte : Obligations du Trésor public à court terme pour garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. (Renouvellement) 381

DÉVELOPPEMENT du compte : Obligations du Trésor public à court terme. (Loi du 17 février 1898.) 381

DÉVELOPPEMENT du compte : Traites du caissier-payeur central sur lui-même, pour l'année 1899 382

DÉVELOPPEMENT du compte : Mandats tirés sur le Trésor par les trésoriers-payeurs généraux et autres comptables, pour l'année 1899 383

DÉTAIL, par comptables, des mandats restant à payer et composant l'excédent de recettes du compte précédent 384

COMPTES DES BUDGETS.

NOTE générale sur les comptes des budgets . . . . . 387 et 388

COMPTE DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1898.

NOTE GÉNÉRALE . . . . . 391 à 398

Budget général.

Tableaux modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'exercice 1898.

1° Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes . . . . . France . . . 400 et 401; Algérie . . . 402 et 403

2° Résultats généraux sur l'ensemble des crédits . . . . France . . . 404 à 409; Algérie . . . 410 et 411

RÈGLEMENT définitif des recettes à l'époque de la clôture de l'exercice . . . France . . . 412 et 413; Algérie . . . 414 et 415

RÈGLEMENT définitif des dépenses à l'époque de la clôture de l'exercice . . France . . . 416 et 417; Algérie . . . 418 et 419

RÉSULTAT du compte définitif du budget général de l'exercice 1898 . . . . . 420 et 421

COMPTE PROVISOIRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1899.

NOTE sur le compte provisoire de l'exercice 1899 . . . . . 425 à 430

Pages.

Budget général.

TABLEAUX modificatifs à l'appui des prévisions de recettes et de dépenses qui servent de base au compte provisoire du budget général de l'exercice 1899 :

1° Résultats généraux sur l'ensemble des évaluations de recettes. France . . . 432 et 433
Algérie . . . 434 et 435

2° Résultats généraux sur l'ensemble des crédits . . . . . France . . . 436 à 441
Algérie . . . 442 et 443

COMPTE provisoire des recettes au 1er janvier 1900 . . . . . France . . 446 à 461 et 473
Algérie . . 462 à 471 et 475

COMPTE provisoire des dépenses au 1er janvier 1900 . . . . . France . . 478 a 551 et 579
Algérie . . 552 à 577 et 581

BUDGET DE L'EXERCICE 1900.

ÉTAT des recettes et des payements faits à l'époque du 31 décembre 1899. Budget général. (France et Algérie.) . . . . . 584 et 585

RÉSULTAT général des opérations constatées sur le budget de l'exercice 1900 au 31 décembre 1899 586

RÉSULTATS GÉNÉRAUX SUR LES BUDGETS DE 1887 À 1898.

NOTE EXPLICATIVE 589

BUDGETS de 1887 à 1898.

Résumé de la situation financière des budgets de 1887 à 1898 . . 590 et 591

Tableau général, par exercice, de la situation financière et du règlement législatif des budgets de 1887 à 1898 . . . . . 592 à 595

Développement sur les recettes ordinaires et extraordinaires de budgets de 1887 à 1898 . . . . . 596 à 599

Développement sur les impôts et revenus indirects, les monopoles et les exploitations industrielles de l'État des budgets de 1887 à 1898 . . . . . 600 à 609

Développement sur les dépenses ordinaires et extraordinaires des budgets de 1887 à 1898 . . . . . 610 à 621

Tableau comparatif, pour les exercices 1887 à 1898, des recettes et des dépenses du budget voté et du budget réglé définitivement . . . . . 622 à 625

Développement, par catégories principales, des augmentations et des diminutions de recettes des budgets de 1887 à 1898 . . . . 626 et 627

Développement, par Ministère, des suppléments de crédits accordés et des crédits annulés de 1887 à 1898 . . . . . 628 à 643

Développement sur les ressources exceptionnelles et extraordinaires attribuées aux budgets de 1887 à 1898 . . . . . 644 et 645

BILAN ET SITUATION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

AU 1er JANVIER 1900.

	Pages.
NOTE EXPLICATIVE	649 et 650
BILAN de l'Administration des finances au 1er janvier 1900	652 et 653
TABLEAU de l'actif et du passif du Trésor public tels qu'ils résultent des opérations des comptables des finances au 1er janvier 1900	654 et 655
DÉVELOPPEMENT des valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables au 1er janvier 1900	656 à 658
TABLEAU synoptique présentant le résumé de l'actif et du passif réels du Trésor public	660 et 661
TABLEAU servant à déterminer l'actif et le passif réels du Trésor public au 1er janvier 1900	664 à 683
DÉVELOPPEMENTS sur les services spéciaux du Trésor. — N° 1. Capitaux de cautionnements en numéraire	687
N° 2. Services départementaux de l'Algérie	688 et 689
N° 3. Service local des colonies	690
N° 4. Avances faites par l'État au service local des colonies	691
N° 5. Caisse de réserve du service local des colonies	692
N° 6. Budget général de l'Indo-Chine	693
N° 7. Avance au budget local de la colonie de la Guadeloupe pour réparer les dégâts causés par le tremblement de terre du 29 avril 1897	694
N° 8. Avance au budget local de la colonie de Mayotte pour réparer les dégâts causés par le cyclone des 27 et 28 février 1898	694
N° 9. Prêts faits à l'industrie. (Loi du 1er août 1860.)	695
N° 10. Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	696 et 697
N° 11. Liquidation de la dernière liste civile et du domaine privé, *s/c* provisoire	698
N° 12. Trésor public, *s/c* d'opérations faites par la liste civile impériale pour le compte de l'État	698
N° 13. Réorganisation des défenses de Calais	699
N° 14. Produit de l'emprunt de 500 millions en rentes 3 p. o/o. (Emission de 1886.)	700 à 702

Pages.

N° 15. Caisse des dépôts et consignations, *s/c* d'avances pour les suppléments de pensions. . . . . 703 à 705

N° 16. Avances faites au Trésor par la Banque de France . . . . . 706 et 707

N° 17. Avances aux Compagnies de chemins de fer français pour garantie d'intérêts . . . . . 708 et 709

N° 18. Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie . . . . . .

N° 19. Fonds versés par la ville de Paris pour l'expropriation de la caserne Nicolaï 711

N° 20. Produit de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o anciennes et 4 p. o/o en rente 3 p. o/o. . . . . 712 à 715

N° 21. Produit de l'aliénation d'immeubles militaires affecté à divers travaux exécutés par les soins du Ministère de la guerre. (Lois des 2 et 14 janvier 1890.) . . . . . 716 à 719

N° 22. Produit de l'aliénation de terrains provenant des fortifications des places déclassées . . . . . 720 à 731

N° 23. Produit de la vente des matières remises par le service de la marine 732

Suite des DÉVELOPPEMENTS sur les services spéciaux du Trésor.

N° 24. Produit de l'émission de rentes 3 p. o/o (1891) . . . . . 733 à 735

N° 25. Contributions directes et taxes assimilées recouvrées pour le compte des départements et des communes. . . . . 736 à 741

N° 26. Liquidation des anciennes caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires 742

N° 27. Remboursement des rentes 4 1/2 p. o/o non converties . . . 743

N° 28. Produit du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage . . . . . 744 et 745

N° 29. Avances de la Banque de France à titre de fonds de concours. (Exposition de 1900.) . . . . . 746 et 747

N° 30. Fonds de concours pour l'exposition universelle de 1900 748 et 749

N° 31. Taxes de raffinage et de fabrication des sucres affectées au payement des primes d'exportation et des détaxes accordées en exécution de la loi du 7 avril 1897 750

N° 32. Avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France 751

N° 33. Redevances annuelles versées par la Banque de France. (Loi du 17 novembre 1897.) 751

N° 34. Perfectionnement du matériel d'armement et réinstallation de services militaires . . . . . 752 et 753

N° 35. Produit de l'émission d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.) 754

Pages.

Suite des DÉVELOPPEMENTS sur les services spéciaux du Trésor.

N° 36. Trésor public, *s/c* de bons de liquidation créés pour dédommagements à raison des destructions ordonnées par l'autorité militaire..... 756 et 757

N° 37. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Lois des 31 mai 1875, 26 décembre 1892 et 28 décembre 1895)..... 758

N° 38. Trésor public, *s/c* d'annuités remises à la Caisse des dépôts et consignations en remboursement des obligations émises pour l'achèvement des chemins vicinaux et la construction des établissements scolaires. (Lois des 26 juillet 1893, art. 56 et 28 décembre 1895, art. 47)... 759

N° 39. Trésor public, *s/c* de rentes 3 p. 0/0 amortissables..... 760 et 761

N° 40. Trésor public, *s/c* d'obligations amortissables par annuités terminables en 1923. (Lois des 7 et 27 décembre 1894.) 762 et 763

N° 41. Trésor public, *s/c* d'obligations à court terme. (Loi du 17 février 1898.)..... 764

DÉVELOPPEMENTS sur les créance passives.

Développement sur les fonds déposés au Trésor par la Caisse des dépôts et consignations et compris dans le passif de la situation générale des finances au 1er janvier 1900..... 767 à 769

Développement des valeurs de caisse et de portefeuille existant à la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1900..... 770

DÉVELOPPEMENT sur les créances actives. — Créances administratives..... 771

DÉVELOPPEMENT sur les découverts et avances du Trésor et sur les ressources réalisées en atténuation de ces découverts..... 772 à 777

DÉVELOPPEMENT, par nature de créances, des mouvements de la dette flottante du Trésor pendant l'année 1899 et de la situation de cette dette au 1er janvier 1900. 778 et 779

RÉSUMÉ DE LA SITUATION GÉNÉRALE DES FINANCES

DU 1er JANVIER 1871 AU 1er JANVIER 1900.

NOTE EXPLICATIVE..... 781 et 782

PÉRIODE du 1er janvier 1871 au 1er janvier 1884.

Tableau récapitulatif de l'actif et du passif réels du Trésor public. 783

Développements.

Actif réalisable du Trésor..... 784 et 785

Découverts et avances du Trésor..... 785

Dette flottante du Trésor..... 786 à 788

Budgets et services spéciaux..... 788

Tableau résumé des *causes* et de la *composition* de la dette flottante du Trésor..... 789

Développement justificatif de la différence entre l'actif réalisable du Trésor et l'excédent de recettes des budgets et des services spéciaux..... 790

Pages.

PÉRIODE du 1er janvier 1884 au 1er janvier 1900.

Tableau récapitulatif de l'actif et du passif réels du Trésor public. 791

Développements.
- Actif réalisable du Trésor..... 792 et 793
- Découverts et avances du Trésor..... 793
- Dette flottante du Trésor..... 794 et 795

Tableau résumé des *causes* et de la *composition* de la dette flottante du Trésor..... 796

Développement justificatif du résultat exprimant la différence entre l'excédent des services créanciers sur les services débiteurs.... 797

COMPTES SPÉCIAUX.

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° AUX COMPAGNIES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS, ALGÉRIENS ET TUNISIENS.

NOTE EXPLICATIVE..... 802 et 803

1re Partie. — *Ancienne dette des compagnies soumises au régime des conventions de 1883.*

SITUATION en capital et intérêts des sommes avancées par l'État aux compagnies de l'Est, d'Orléans, de l'Ouest et du Midi, à titre de garantie d'intérêt pour les années d'exploitation antérieures à l'application des conventions de 1883..... 804 et 805

DÉVELOPPEMENTS à l'appui du compte précédent..... 806 et 807

2e Partie. — *Compte courant de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1899.*

Nouvelle dette des compagnies signataires des conventions de 1883. — Dette des compagnies non soumises au régime des conventions de 1883..... 808 et 809

NOTE au sujet du compte de la garantie d'intérêt au 31 décembre 1899 aux compagnies de chemins de fer français, algériens et tunisiens..... 810 à 812

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1899..... 814 à 821

2° À LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE DAKAR A SAINT-LOUIS.

NOTE explicative..... 823

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1899..... 824 et 825

COMPTE DE LA GARANTIE D'INTÉRÊTS AUX ENTREPRISES D'HYDRAULIQUE AGRICOLE.

NOTE EXPLICATIVE..... 827

DÉVELOPPEMENT des opérations effectuées pendant l'année 1899..... 828 et 829

COMPTES DE DIVERS SERVICES PUBLICS.

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DES EXERCICES CLOS.

	Pages.
NOTE EXPLICATIVE	831 à 835
ÉTAT GÉNÉRAL des opérations constatées, pendant l'année 1899, pour les exercices clos qui étaient en cours d'apurement	836 à 839
SITUATION définitive de l'exercice 1895, au 1er janvier 1900	840 à 843
SITUATION des dépenses restant à payer au 1er janvier 1900 sur l'exercice 1896	844 à 847
SITUATION des dépenses restant à payer au 1er janvier 1900 sur l'exercice 1897	848 à 851
SITUATION des dépenses restant à payer au 1er janvier 1900 sur l'exercice 1898	852 et 853
ÉTAT GÉNÉRAL des créances des exercices clos restant à solder au 1er janvier 1900	854 et 855

COMPTE D'APUREMENT DES DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR.

NOTE	857
SITUATION des dépenses restant à payer au 1er janvier 1900	858 et 859

COMPTE DES SERVICES FINANCIERS EN ALGÉRIE.

NOTE EXPLICATIVE	862 et 863
ÉTAT GÉNÉRAL des recettes et des payements effectués par les comptables des finances en Algérie pendant l'année 1899	864 à 869
RÉSUMÉS des recettes et des dépenses faites pendant l'année 1899 :	
Par les receveurs de l'enregistrement, du timbre et des domaines en Algérie	870 et 871
Par les receveurs des douanes en Algérie	872 et 873
Par les receveurs des contributions diverses en Algérie	874 et 875
Par les receveurs des postes et des télégraphes en Algérie	876 et 877
Par les trésoriers-payeurs en Algérie	878 à 887
Par l'agent comptable des virements de comptes	887
RÉCAPITULATION, par classe de comptables, des opérations de l'année 1899	888 et 889
TABLEAU comparatif des recettes et des payements effectués pendant les années 1899 et 1898 pour le service des budgets	890 et 891
DÉVELOPPEMENT, pour les services départementaux de l'Algérie, des opérations de l'année 1899 et situation au 1er janvier 1900	892 à 897

COMPTE DE L'ANCIEN DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

Pages.

NOTE EXPLICATIVE..... 900 et 901
SITUATION, au 1er janvier 1900, des créances actives restant à recouvrer..... 902 et 903
ÉTAT des recettes effectuées, pendant l'année 1899, sur les fonds de l'ancien domaine extraordinaire..... 904

COMPTE DES OPÉRATIONS RELATIVES A LA PORTION DE L'EMPRUNT GREC

GARANTIE PAR LA FRANCE.

NOTE EXPLICATIVE..... 906 à 908

COMPTE DES DÉBETS, CRÉANCES LITIGIEUSES ET PRÊTS FAITS À L'INDUSTRIE.

NOTE EXPLICATIVE..... 910 à 914
ÉTAT présentant la situation des débets au 1er janvier 1899, les accroissements et les atténuations qui ont eu lieu pendant l'année 1899 et la situation au 1er janvier 1900..... 916 à 919
SITUATION des débets et créances dans les écritures de la Direction générale de la comptabilité publique au 1er janvier 1900..... 920 et 921

COMPTE DES FONDS DE CONCOURS POUR DÉPENSES D'INTÉRÊT PUBLIC ET DU PARI MUTUEL EN FAVEUR DE L'ÉLEVAGE.

NOTE EXPLICATIVE..... 925
SITUATION, pour l'année 1899, des engagements contractés par des départements, des communes ou des particuliers, etc., à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public et à titre de fonds de concours provenant du prélèvement sur le pari mutuel en faveur de l'élevage, d'après les états fournis par les divers Départements ministériels..... 926 et 927

RÉPERTOIRE alphabétique et chronologique des documents spéciaux insérés dans les comptes de l'Administration des finances antérieurs à 1899:

NOTE EXPLICATIVE..... 929
RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE..... 931
RÉPERTOIRE CHRONOLOGIQUE..... 938